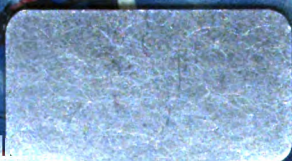
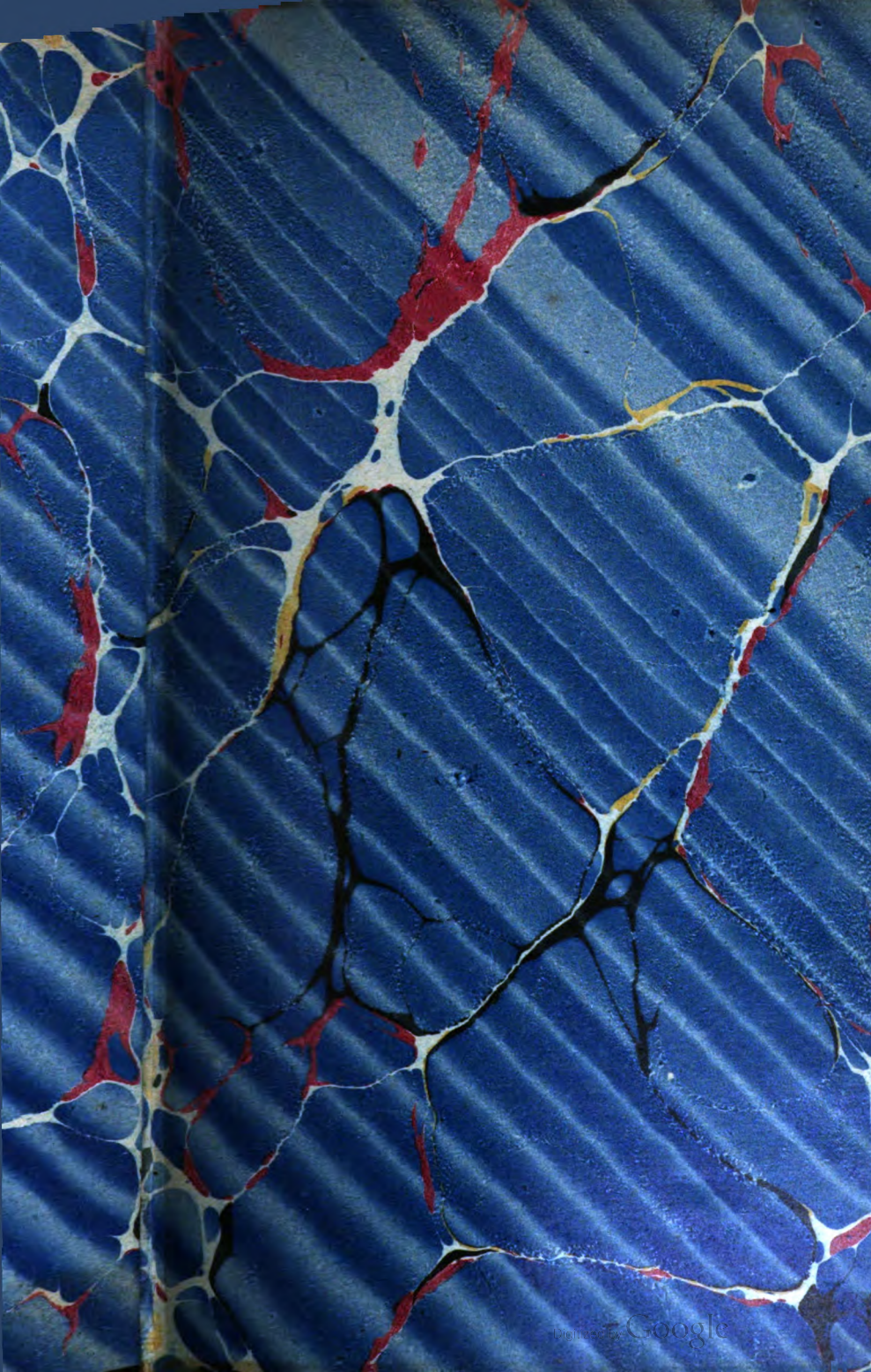




HARVARD LAW LIBRARY

Received NOV 6 1911





x

c

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS
ET
DU DROIT

PAR UNE SOCIÉTÉ DE JURISCONSULTES & DE PUBLICISTES.

10^{me} VOLUME.

6^{me} Année. — 1^{er} Semestre.



PARIS
ÉDOUARD BALTENWECK
ÉDITEUR-LIBRAIRE
Rue Honoré-Chevalier, 7.

GRENOBLE
BARATIER ET DARDELET
IMPRIMEURS DE LA REVUE
Grand'rue, 4.

ROME, M. BEFANI, LIBRAIRE,
via delle Stimate, 23.

BRUXELLES, H. GONNABRE, libraire.
52, rue de la Montagne.

CANADA, J.-B. ROLLAND ET FILS, libraires à Montréal.

Bureau de Rédaction : Grenoble, Grand'rue, 4.

1878

VI^e—I

1

GRENOBLE, IMPRIMERIE BARATIER, GRAND'RUE, 4.

NOV 6 1911

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.

(6^{me} Année.)

LA PHILOSOPHIE DU DROIT

**SON POINT DE DÉPART, SON PROCÉDÉ SCIENTIFIQUE,
SA FORME LITTÉRAIRE.**

**Discours d'ouverture du cours de Philosophie du Droit
à la Faculté catholique de Toulouse.**

Hier, Messieurs, l'idéal d'une Faculté catholique de Droit nous a été présenté avec une hauteur de pensées et une splendeur de langage qui ne nous laisse plus rien à dire sur ce sujet, mais qui nous donne beaucoup à faire (1).

Vous avez été introduits dans le parvis de l'édifice ; et de là vous avez pu en saisir d'un coup d'œil l'harmonieux ensemble. Vous avez vu le rapport qu'ont entre elles les différentes parties de la science une et multiple que nous sommes chargés de vous enseigner ; et vous avez pu vous convaincre que, dans l'ordonnance logique des différents cours, la Philosophie du Droit occupe une place d'honneur.

Il semble qu'après une aussi magnifique introduction il ne nous resterait plus que d'entrer en matière. J'ai cru

(1) Discours du Très-Révérend Père Caussette, vicaire général de Toulouse, et délégué des évêques fondateurs de la Faculté catholique, à l'inauguration solennelle de cette Faculté le 15 novembre 1877.

pourtant qu'avant de nous engager dans les détails de cette science, il ne serait pas inutile de traiter quelques questions plus générales dont l'éclaircissement nous permettra de marcher avec plus d'assurance et d'atteindre plus sûrement notre but.

Vous avez le droit de me demander quel est le point de départ, quel est le procédé scientifique, quel est la forme littéraire propre à la science que nous allons étudier de concert.

Pour répondre à ces trois questions, Messieurs, je n'ai qu'une chose à faire : vous rappeler le titre de notre cours.

C'est un cours de Philosophie du Droit ; et par conséquent ce n'est pas un cours de théologie. Notre point de départ ne sera donc point celui du théologien, la Révélation. Tout en tenant constamment les yeux fixés sur sa lumière pour ne pas nous égarer, nous appuierons pourtant nos raisonnements sur des principes rationnels.

Nous allons étudier la Philosophie du Droit, et non point le droit positif. Nous devons donc tirer nos preuves de la nature des choses, et non point des textes de loi. Ces textes, que nous n'aurons garde de négliger complètement, nous fourniront d'utiles éclaircissements, des moyens de contrôler la vérité de nos conclusions et d'en mieux saisir l'application pratique ; mais pas plus que la Révélation ils ne seront le point de départ de notre étude.

Comme toutes les autres parties de la philosophie, la Philosophie du Droit a pour procédé l'analyse des idées, la déduction. Elle diffère donc essentiellement des sciences expérimentales, qui se bornent à observer les faits et à les ramener par l'induction à des lois ou à des formules générales.

Enfin, le cours de Philosophie du Droit n'est point un cours de littérature, mais un cours vraiment scientifique. Il doit donc, sous peine de ne pas atteindre son but, sacrifier à la rigueur de la forme scientifique, les élégances de la forme oratoire ; viser constamment à éclairer et à con-

vaincre l'intelligence, sans trop se préoccuper d'amuser l'imagination et d'émouvoir la sensibilité.

Quand, à l'aide de quelques rapides développements, je vous aurai fait voir, sous ce quadruple aspect, la science que je suis chargé de vous enseigner, vous en aurez, Messieurs, une connaissance générale suffisante pour pouvoir vous engager dans la carrière qu'elle vous ouvre, et appliquer les forces de votre intelligence à la solution des graves problèmes qu'elle soulève.

•

I.

Mais qu'ai-je fait, Messieurs ? En formulant notre point de départ, n'ai-je point contredit une des vérités qui ont été affirmées hier avec autant d'autorité que d'éloquence ? On nous a dit que la raison humaine, livrée à ses seules forces, est hors d'état de saisir toutes les vérités morales de l'ordre naturel ; et c'est sur ce fait certain, qu'on a établi la nécessité d'un enseignement éclairé par la lumière surnaturelle ; et voilà que, chargé de vous donner cet enseignement, je fais profession de n'emprunter qu'à l'ordre naturel mes principes et mes preuves. Nos Facultés catholiques n'ont leur raison d'être que dans la nécessité de réagir contre la tendance à séculariser tous les degrés de l'éducation, toutes les branches du savoir humain ; et voilà que moi, professeur de l'une de ces Facultés cléricales, je vous annonce que j'aurai soin de me tenir dans le domaine profane de la raison, et de laisser à la théologie l'exploitation exclusive du patrimoine sacré de la Révélation ! Est-ce que en agissant de la sorte, je ne vais pas donner dès l'abord contre l'écueil dont j'ai mission de vous préserver ? Une science profane et une science sécularisée n'est-ce point la même chose ; et si notre philosophie s'appuie uniquement sur les principes rationnels, en quoi peut-elle différer de la philosophie rationaliste ?

Pour écarter cette apparente contradiction, Messieurs, il va être indispensable de toucher une question très-grave, celle des rapports de la raison et de la foi. Je ne puis évidemment l'embrasser dans toute son ampleur, et je devrai me contenter de vous en indiquer l'application à la difficulté présente.

Non, il n'y a aucune contradiction entre la vérité qui nous a été rappelée hier et la thèse que je soutiens en ce moment. Loin d'accepter la sécularisation de la Philosophie du Droit, j'affirme et je compte vous démontrer bientôt qu'elle ne peut être sécularisée sans cesser d'être; et j'affirme en même temps qu'elle n'est pas une science sacrée et théologique, mais une science rationnelle et profane.

Pour vous montrer qu'il n'y a aucun désaccord entre ces deux affirmations, il me suffit, Messieurs, de vous rappeler ce qu'on entend aujourd'hui par sécularisation de la science. Plus tard nous ferons de l'erreur cachée sous ce mot ambigu l'objet d'un examen plus approfondi; qu'il me suffise aujourd'hui de le définir. Dans la pensée de ceux qui s'en font une arme contre nous, la sécularisation de la science est le parti pris d'écarter de l'enseignement toute intervention de la divinité, d'ôter au Créateur la direction de l'intelligence, de la vie et de la société humaine, d'expliquer et d'ordonner toutes choses sans Dieu. J'affirme et je n'aurai pas de peine à prouver qu'une pareille tendance est contraire à l'essence même de la philosophie en général et de la philosophie du droit en particulier. Je soutiens que si on est clérical uniquement parce qu'on cherche en Dieu le principe et la fin de l'homme, il n'y a rien de plus clérical que la métaphysique et la morale; je pourrais ajouter, rien de plus irrémédiablement clérical que la raison de l'homme.

Mais toutes les sciences qui nous conduisent à Dieu ne sont pas pour cela des sciences sacrées. La vérité éternelle s'est manifestée à notre intelligence à l'aide d'un double flambeau : par la lumière de la raison et par celle de la

révélation. Faite à l'image de l'intelligence divine, notre raison, aussitôt qu'elle se trouve en présence d'un objet quelconque, en saisit, non pas seulement les qualités accidentelles, comme font les sens, mais les propriétés essentielles; elle voit dans cet objet ce qui demeure, ce par quoi il appartient à un certain genre et à une certaine espèce; elle est portée à en rechercher la cause et la destination. C'est ainsi qu'elle est conduite à Dieu, principe et fin de toutes choses. Lorsque de la considération d'une vérité particulière, elle a été graduellement amenée par ses déductions jusqu'à cette Vérité souveraine, elle n'est pas pour cela sortie de son domaine propre; c'est alors, au contraire, qu'elle a rempli sa principale fonction; elle n'est raison que parce qu'elle saisit la raison des choses; et, par conséquent, elle n'a complètement réalisé son nom que lorsqu'elle a saisi la raison suprême. L'accomplissement de cette fonction éminemment rationnelle de l'esprit humain, c'est la philosophie; et tous les grands philosophes l'ont entendue de la sorte. Aristote et Platon n'ont pas à ce sujet une autre manière de voir que saint Bonaventure et saint Thomas. Les philosophes chrétiens diffèrent des philosophes païens, non pas en ce qu'ils restreignent le champ de la philosophie et de la raison, mais uniquement en ce qu'ils reconnaissent une manifestation de la vérité divine beaucoup plus claire et plus complète que celle dont notre raison est l'unique canal. La théologie, qui prend pour point de départ les affirmations de la raison divine, est placée par nos docteurs dans un rang incomparablement plus élevé que la philosophie; mais, en dominant la science rationnelle, elle ne l'absorbe pas; elle lui laisse, au contraire, toute son énergie et accroit ses richesses bien loin d'en diminuer l'abondance. Chacune de ces deux sciences garde sa nature propre; et elles demeurent essentiellement distinctes, tout en demeurant étroitement unies. L'une et l'autre étudient les mêmes objets : Dieu, l'homme et leurs rapports mutuels; mais ces mêmes objets sont envisa-

gés par la théologie à l'aide des lumières surnaturelles de la foi ; et c'est pour cela que la théologie est une science sacrée ; tandis que la philosophie, appuyée uniquement sur les principes évidents de la raison, demeure, tout en s'occupant de Dieu, une science profane.

En appliquant cette donnée générale à l'étude spéciale des devoirs de l'homme envers Dieu et envers ses semblables, nous comprendrons que cette étude peut être théologique ou philosophique, sacrée ou profane, suivant qu'elle déduit nos devoirs des dogmes révélés ou de la nature des choses ; que, par conséquent, la Philosophie du Droit qui a pour point de départ l'essence des choses, est une science complètement distincte de la théologie morale et du droit ecclésiastique.

Mais, ici, nous sommes arrêtés par les scrupules de certains catholiques qui croient voir dans ce maintien des droits de la raison une atteinte portée à la suprématie de la Révélation. A quoi bon, nous disent-ils, cette étude rationnelle, partant incertaine et chancelante, des devoirs de l'homme, alors que ces devoirs nous sont manifestés par la Révélation avec une autorité infaillible et une parfaite précision ? Quand on a, pour éclairer sa marche, la lumière du soleil, songe-t-on à s'aider de la fumeuse lueur d'une torche ? Est-il permis au chrétien, étudiant les lois de la sagesse, d'oublier qu'il est le disciple de la Sagesse incarnée ? Lui est-il permis de se trainer, avec les sectateurs de Platon et d'Aristote, dans la poussière des vieilles écoles, alors que la Vérité éternelle l'appelle à venir recevoir ses enseignements ?

Plus d'une fois, Messieurs, dans le cours de nos études, nous verrons cette même difficulté se représenter à nous sous des formes diverses ; et tout en combattant la grande erreur du jour, le rationalisme, c'est-à-dire, l'exagération des droits de la raison, nous devons nous tenir constamment en garde contre l'excès contraire, qui consiste à nier les prérogatives les plus essentielles de la raison.

Deux mots suffisent pour résoudre la difficulté. Elle serait parfaitement fondée si entre la théologie et la philosophie, entre la Révélation et la raison nous prétendions établir une séparation complète; et si, par conséquent, nous rendions la raison indépendante de la Révélation, la philosophie indépendante de la foi. Mais telle n'est pas notre pensée. Nous voulons la distinction, mais non la séparation. Nous ne permettrons pas au philosophe chrétien d'oublier jamais qu'il est chrétien; mais, nous ne voulons pas qu'il se persuade qu'en devenant chrétien il est devenu moins homme. Les théologiens ont un adage qui trouve ici son application : la grâce ne détruit point la nature, mais elle la complète et la perfectionne. Loin d'absorber le naturel, le surnaturel au contraire le suppose. Comment y aurait-il un ordre vraiment surnaturel, s'il n'y avait pas au-dessous de lui un ordre naturel?

Les ennemis que la philosophie purement rationnelle a rencontrés de nos jours parmi les chrétiens, n'avaient pas saisi cette différence pourtant bien palpable entre le rationalisme, qui nie la subordination de la raison à la foi, et la doctrine traditionnelle des écoles catholiques, qui maintient entre l'ordre de raison et l'ordre de foi une distinction essentielle. La seule nouveauté de l'opinion contraire aurait dû la rendre suspecte aux yeux des excellents catholiques qui l'ont mise en avant : ils auraient pu se dire, sans pousser trop loin la modestie, qu'ils venaient bien tard pour apercevoir dans l'enseignement traditionnel un vice radical et un grave danger, qui auraient échappé à la perspicacité des plus grands docteurs. En y regardant de plus près, ils auraient compris que le danger était tout entier dans leur doctrine, laquelle, en exagérant la nécessité de la Révélation, en détruit la gratuité; et, à force de diminuer la raison, rend impossible l'hommage essentiellement rationnel de la foi : *rationabile obsequium*.

La vérité, Messieurs, c'est que, dans nos relations morales avec Dieu et avec nos semblables, comme dans les

rapports purement spéculatifs de la création avec le Créateur, il y a deux parties qu'il faut soigneusement distinguer : il y a ce qui tient à l'essence des choses, et ce qui résulte d'une ordonnance libre de Dieu. D'un côté, les droits de Dieu et les devoirs de l'homme qui découlent de la seule existence de l'un et de l'autre ; qui, par conséquent, sont essentiellement voulus de Dieu et doivent être voulus de l'homme, sans que pour les manifester et pour nous les imposer il soit nécessaire que le Créateur nous parle. Il y a ensuite les volontés libres de Dieu, celles qu'il a pu nous intimer en vertu du souverain domaine qu'il a sur nous, mais que nous n'aurions pu deviner s'il ne nous les avait fait connaître. Le premier de ces deux genres de devoirs est l'objet de la philosophie, le second est l'objet spécial de la théologie. Entre les uns et les autres, il ne peut évidemment y avoir aucune opposition ; et c'est pour cela que la philosophie devra toujours être d'accord avec la théologie. Il y a plus : les préceptes révélés s'adressant aux mêmes hommes et se rapportant souvent aux mêmes objets que les devoirs naturels, les premiers compléteront et détermineront davantage les seconds ; et, par conséquent, le philosophe chrétien trouvera souvent dans la Révélation des lumières très-utiles pour mieux saisir les vérités de l'ordre purement rationnel. Rassuré par la fermeté des affirmations divines contre les craintes que lui inspire la conscience de son essentielle faillibilité, il s'appuiera avec beaucoup plus de confiance sur une certitude naturelle, à laquelle, sans cet aide extérieur, il n'eût point osé se livrer.

Enfin, la raison humaine étant, dans l'état présent de notre nature, sujette à des influences désordonnées qui tendent constamment à l'obscurcir, elle ne peut sans un secours surnaturel échapper constamment à leur action, et conserver l'intégrité de ses forces. Pour tous ces motifs, les lumières de la foi sont grandement utiles et même moralement nécessaires à la raison pour acquérir la connais-

sance complète et certaine des devoirs naturels. Et puisque d'ailleurs l'infinie supériorité de la raison divine est de toutes les vérités rationnelles la plus évidente, on ne peut rien concevoir de plus raisonnable que la soumission de la raison à la foi, rien de plus contraire à la vraie philosophie que le divorce entre la philosophie et la théologie.

Mais, autant l'union de ces deux sciences est nécessaire ; autant la subordination de la science profane à la science sacrée est rationnelle, autant l'absorption de l'une par l'autre serait à la fois déraisonnable et funeste. La comparaison du soleil et du flambeau n'a rien à faire ici. Quand Dieu nous a parlé par son Verbe, il n'a pas eu dessein de remplacer notre raison naturelle par cette manifestation surnaturelle ; il a voulu suppléer à l'infirmité de notre intelligence ; il a voulu surtout nous faire connaître les desseins libres de son amour, qu'aucune intelligence créée, si parfaite qu'elle fût, n'eût été en état de deviner. La seule comparaison qui convienne ici est celle de l'œil et du télescope. Il n'est assurément jamais venu dans la pensée de l'astronome, en possession d'une puissante lentille, de s'arracher les yeux, parce que leur pouvoir est inférieur à celui de son instrument. C'est à quoi nous arriverions si nous écoutions ceux qui nous conseillent de renoncer à la philosophie pour mieux écouter les enseignements de la foi. Et comment connaîtrions-nous l'obligation de soumettre notre raison au joug de la foi, si nous ne la déduisions des principes rationnels ?

Cette abdication de la philosophie lui porterait au contraire le plus grave préjudice ? Et, nulle part, le dommage ne serait plus grave que dans les questions de morale. C'est là, en effet, que la divine sagesse, en nous révélant, dans le Décalogue et dans l'Evangile, les grands principes, a laissé pour l'application un champ plus large à l'activité de notre raison. Les traités de théologie morale sont philosophique pour plus des trois quarts. A chaque instant, les données spéciales de la Révélation faisant défaut, il faut

recourir aux lumières de la raison, et tirer de la nature même des choses les règles de conduite propres à éclairer la conscience. La morale rationnelle est donc indispensable, même à celui qui doit étudier la morale théologique; à plus forte raison, est-elle utile à l'homme du monde pour le mettre en état d'appliquer aux détails de sa conduite les principes de morale chrétienne qu'il a puisés dans son catéchisme.

Il me semble, Messieurs, qu'à l'aide de ces explications, vous pouvez vous faire une idée nette des rapports de la Philosophie du Droit avec la théologie. Ce ne seront pas des rapports d'identité et d'absorption; mais des rapports d'union et de subordination. Les enseignements de la théologie seront pour nous comme un phare dont la lumière nous aidera à éviter l'écueil et à voir le port; mais, c'est notre raison qui nous servira de boussole et de gouvernail. Nous nous tiendrons, par conséquent, renfermés dans les limites de l'ordre naturel; et, si nous traitons par hypothèse des relations qui doivent l'unir à l'ordre surnaturel, c'est dans l'essence du premier et non dans les conditions spéciales du second que nous chercherons la raison et la règle de leurs rapports. Un jour peut-être, et espérons que ce jour n'est pas éloigné, notre Université recevra son couronnement nécessaire par la création d'une Faculté de théologie; et alors, l'enseignement que je suis appelé à vous donner se complétera par des considérations d'un ordre plus élevé. Mais, en attendant, ne regrettons pas les limites dans lesquelles nous devons nous renfermer; car, nous serons un jour d'autant plus capables de pousser plus loin nos conquêtes, que nous nous serons rendus plus complètement maîtres du terrain qui s'étend devant nous.

II.

La Philosophie du Droit est séparée des autres branches de la jurisprudence par une ligne de démarcation analogue

à celle qui distingue son domaine de celui de la théologie. Comme la Révélation, base de la théologie, est l'effet d'un acte libre de Dieu, ainsi les lois des différents peuples, bases du droit positif, sont le résultat des volontés libres des hommes. La Philosophie du Droit se distingue donc de celle-ci comme de celle-là, autant que l'essence des choses diffère des vérités contingentes, autant qu'une relation nécessaire diffère d'une libre détermination. Mais, d'un côté comme de l'autre, l'union résulte du même principe sur lequel se fonde la distinction. Car, comme Dieu n'a pu nous rien commander qui ne fût conforme à sa nature et à la nôtre, ainsi, les législateurs humains n'ont dû être guidés dans leurs ordonnances positives que par les tendances naturelles de l'homme, par les besoins et les intérêts des sociétés. De même donc que l'étude philosophique de la nature de Dieu et de la nature de l'homme est le préambule nécessaire de la théologie, ainsi la jurisprudence positive ne pourra nous donner une connaissance vraiment scientifique des lois écrites, qu'autant qu'elle empruntera ses principes à la science du droit naturel.

Vous comprenez par là, Messieurs, combien serait mal avisé celui qui tenterait d'opposer l'une à l'autre ces deux parties de la jurisprudence. Comment pourrait-il y avoir entre elles la moindre collision, alors qu'elles marchent sur un terrain tout différent? Comment pourrait-il y avoir hostilité, alors que loin de se nuire, elles se complètent? Supposez la législation la plus parfaite; imaginez un code, qui, dans la plus harmonieuse unité, embrasse la multiple variété des relations sociales; qui soit à la fois : code civil, code administratif, code commercial, code de procédure civile et criminelle; et qui, relativement à ces divers objets, édicte les dispositions les plus sages et les plus efficaces; à cet édifice si complet et si fortement construit; il manquera nécessairement trois choses : une base, une lumière, un couronnement.

Il manquera de base : puisque en déterminant tous les

devoirs de citoyen, il ne pourra établir le devoir d'obéir à ses prescriptions. Et, supposé que par un premier article il prescrivit l'obéissance aux articles suivants, une semblable loi serait logiquement absurde : ce serait une pétition de principe. Celui qui commande suppose nécessairement son autorité, et, par conséquent, il ne saurait l'établir par son commandement.

La seconde lacune du code le plus parfait est l'absence de couronnement. Par couronnement de la loi j'entends la sanction. L'homme, comme nous le démontrerons plus tard, ne pouvant être efficacement lié que par le besoin de bonheur qui fait le fond de sa nature morale, la loi ne sera exécutée qu'autant que ceux dont elle doit régler les actes seront assurés de trouver leur bonheur à l'observer et leur malheur à la violer. Or, il n'est pas de loi humaine qui puisse donner cette assurance à tous et toujours. Les sanctions dont elles se munissent ne peuvent atteindre ni tous ceux qui les observent, pour les récompenser, ni tous ceux qui les violent, pour les punir. Leurs dispositions les plus sages seraient donc nécessairement inefficaces, si elles ne recevaient d'ailleurs ce couronnement que les législateurs humains ne sauraient leur donner.

Enfin, tout code de lois positives manque de lumière, en ce sens, que, ne pouvant descendre aux applications de détails, il laissera dans l'obscurité celui qui n'aurait d'autre guide que son texte pour adapter ses prescriptions à l'infinie variété des relations sociales. A ceux qui ne voient que la lettre, les lois humaines apparaissent comme des matériaux disparates, accumulés dans une foule de codes et à peine saisissables par un grand effort de mémoire. Pour faire de tout cela un édifice harmonieux, pour ramener cette variété à l'unité, pour donner la vraie science de la législation, il faut la lumière des principes, que la Philosophie du Droit peut seule faire briller à l'œil du jurisconsulte. En le faisant pénétrer dans la nature des choses, en lui révélant le but du législateur et l'esprit de la loi, elle

lui fournira les règles d'interprétation qu'aucune formule écrite ne saurait complètement exprimer.

Seule aussi la philosophie du droit est capable de combler, autant qu'elles peuvent l'être naturellement, les deux autres lacunes que nous avons constatées dans toute jurisprudence positive. Elle donne aux lois humaines leur base, en établissant sur l'essence de Dieu et sur la nature de l'homme le principe nécessaire de la moralité et les lois essentielles de la société. A ces lois, elle fournit une sanction à laquelle rien n'échappe, puisqu'en mettant les conditions de l'ordre social sous la sauvegarde de l'éternel auteur de cet ordre, elle rend justiciables de son tribunal ceux qui l'auront troublé aussi bien que ceux qui l'auront gardé. Il est vrai que nous n'aurions que des notions assez incertaines sur cette sanction éternelle de la loi morale, si nous en étions réduits aux données que le droit naturel emprunte à la raison. Il n'est guère de point où l'appui surnaturel de la Révélation soit utile pour remédier aux vacillations de la lumière rationnelle. Mais s'il est incapable de remplacer la loi divine, le droit naturel n'en est pas moins indispensable pour compléter les lois humaines ; et celui-là ne méritera jamais le nom de jurisconsulte, qui, content d'étudier les codes écrits de main d'homme, aura négligé d'apprendre dans le livre de la nature la loi éternelle, qui précède, soutient, sanctionne et complète toutes les autres lois.

III.

La question du point de départ de la Philosophie du Droit nous a conduits à tracer la ligne de démarcation qui distingue son domaine des deux provinces limitrophes de la théologie et de la jurisprudence positive. Pour résoudre notre seconde question, celle de la méthode, nous allons nous voir obligés de nous défendre contre des ennemis

domestiques; contre les philosophes et les jurisconsultes, qui, reconnaissant la nécessité d'une étude d'ensemble sur la législation, veulent que cette étude soit dirigée uniquement d'après la méthode expérimentale et historique. On sait combien, depuis Bacon, l'induction est en honneur dans les écoles. Non contente de trôner dans les amphithéâtres de physique et les cabinets de chimie, où elle est à sa place, elle a envahi la philosophie elle-même, et tenté d'en bannir le syllogisme.

Cette tendance, favorisée par beaucoup de philosophes spiritualistes, fait parfaitement les affaires du matérialisme; aussi a-t-elle trouvé chez les positivistes français et anglais ses plus ardents promoteurs. Ne voyant dans le monde qu'un seul genre de forces, ces adorateurs de la matière sont conséquents avec eux-mêmes quand, pour trouver les lois de ces forces, ils n'admettent qu'un seul procédé. Les volontés humaines ne sont pour eux que le dernier degré d'évolution auquel arrive la force qui, d'abord purement mécanique et chimique, en se développant un peu plus, est devenue organique et a produit des phénomènes vitaux; qui, plus tard, est montée encore d'un degré, en acquérant la sensibilité; et qui est enfin arrivée à la conscience d'elle-même et s'est trouvée capable de concevoir des sentiments moraux. Comment connaissons-nous la loi de ces sentiments? Comme nous connaissons les lois du mouvement mécanique et celles des affinités chimiques: par l'observation et par l'induction. Nous analyserons les faits qui se produisent dans le monde moral, comme nous analysons ceux dont le monde physique est le théâtre; dans la variété de ces phénomènes, nous saisirons les éléments communs; nous verrons les hommes les plus différents agir de la même manière dans des circonstances semblables; et, en traduisant par une formule ce fait général, nous aurons la loi morale. A entendre les philosophes dont nous exposons la doctrine, toutes les dissensions et toutes les erreurs des moralistes viennent de ce qu'ils ont adopté

une autre méthode. Au lieu d'observer les faits, ils se sont perdus dans l'analyse des idées; et, à l'aide du syllogisme, ils se sont construit dans les nuages un monde moral analogue au monde physique des péripatéticiens. Il est temps d'en finir avec ces vieilleries. La morale ne redeviendra une vraie science que lorsqu'elle sera traitée d'après la même méthode que les autres manifestations de la vie. Qu'elle se défasse donc une bonne fois de la prétention d'atteindre un idéal chimérique; qu'elle examine ce qui est et non pas ce qui doit être; qu'elle s'empare à son tour du procédé qui a valu aux autres sciences de si brillantes conquêtes, et elle obtiendra des résultats également heureux. La morale y gagnera en réalité ce qu'elle perdra en ascétisme. Elle prendra sa vraie place dans la hiérarchie des sciences, et deviendra la *sociologie*.

Ce raisonnement est très-spécieux; et il ne saurait manquer de séduire les esprits qui partagent les préjugés si généralement répandus aujourd'hui contre la méthode scolastique. Il ne manque pas d'hommes éclairés qui croient de bonne foi qu'en substituant son *novum organum* au syllogisme vieilli d'Aristote, Bacon a introduit dans la philosophie une réforme analogue à celle qui est résultée pour l'astronomie de la découverte de Copernic. Cette manière de voir dénote une connaissance aussi peu approfondie des lois de l'esprit humain que de l'histoire de la philosophie. Pour nous en convaincre, dissipons d'abord l'équivoque impliquée dans le mot syllogisme. Dans son vrai sens, ce mot exprime non un procédé de raisonnement, mais une forme d'argument; non une opération de l'esprit cherchant et saisissant la vérité, mais l'adaptation du langage à la transmission et à la démonstration de la vérité. Ce n'est pas de la seconde qu'il s'agit en ce moment, mais de la première. Les philosophes que nous combattons voudraient que, pour saisir la vérité morale, nous procédions comme procède le physicien pour découvrir les lois du monde matériel; que nous nous bornions à généraliser par l'induc-

tion les faits constatés par l'observation. Cette prétention est inadmissible pour trois raisons : d'abord, elle confond les choses les plus disparates ; en second lieu, elle tend à priver la raison humaine de sa plus précieuse faculté ; en troisième lieu, elle ne peut aboutir qu'à la suppression de la morale.

Elle confond d'abord les choses les plus disparates, puisqu'il identifie les objets essentiellement différents des connaissances humaines. Il suffit d'un moment de réflexion pour se convaincre que l'activité de notre esprit s'exerce sur deux classes principales de vérités : celles qu'il trouve au dedans de lui-même et celles qui lui sont manifestées par l'action des agents extérieurs. Nos actes, nos facultés, nos propriétés essentielles, nos relations avec les êtres qui nous entourent, tout cela, notre esprit le saisit immédiatement, par les idées intellectuelles qui accompagnent nécessairement la connaissance sensible et qui en développent ensuite les données. Mais il n'en est pas de même des êtres distincts de nous. Du moment que leur existence n'est unie à la nôtre par aucun lien nécessaire, nous ne pouvons la connaître qu'autant qu'elle se manifeste à nous par une action. Nous ne saisissons donc ces êtres que par le dehors ; mais leur essence intime nous échappe.

De ce que nous sentons leur action, nous concluons qu'ils ont le pouvoir d'agir hors d'eux-mêmes ; nous donnons à ce pouvoir le nom de force ; et nous en faisons l'attribut essentiel de la matière ; mais nous ne connaissons autre chose de cet attribut et de la matière elle-même que ce qui se manifeste au dehors par le mouvement.

De cette essentielle différence, dans la manière de saisir ces deux classes d'objets, résulte nécessairement une différence également capitale dans les sciences qui les concernent. Quant aux agents de l'ordre physique, nous devons nous contenter de les discerner par les forces que leurs actions nous révèlent. Partant de ce principe rationnel que tout se fait dans le monde d'après les lois constantes, nous

nous efforcerons de découvrir les lois de chaque espèce de corps, en discernant dans la variété de ses mouvements l'élément uniforme qui se retrouve toujours dans les conditions les plus différentes.

Nous nommons lois physiques les formules qui expriment les rapports constants des forces matérielles ; et nous appelons induction, le procédé à l'aide duquel on abstrait ces formules générales des faits particuliers fournis par l'observation.

Par là on comprend que l'induction est le procédé propre aux sciences physiques ; et on s'explique facilement les progrès qu'ont faits ces sciences, depuis qu'à l'acquisition de nouveaux moyens d'observation elles ont pu joindre un emploi plus constant et plus attentif de l'induction.

Mais rien ne serait plus déraisonnable que de chercher dans les progrès des sciences inductives un motif pour faire de l'induction l'unique procédé de l'intelligence humaine. Nous venons de le constater ; il existe toute une classe d'objets vis-à-vis desquels notre esprit se trouve dans une situation toute différente de celle qu'il est contraint de garder vis-à-vis des agents physiques ; et ces objets sont ceux dont la connaissance l'intéresse le plus : c'est lui-même, ce sont ses facultés, ses propriétés et ses relations essentielles ; ce sont encore les propriétés générales de tous les êtres dont la nature se rapproche plus ou moins de la nôtre ; car tout cela est révélé à notre esprit par la connaissance qu'il a de lui-même. De tous ces objets il a non-seulement une perception sensible, analogue à celle qui lui fait connaître l'existence des agents extérieurs, mais il a de plus des perceptions intellectuelles, des idées. Et de même que dans les faits particuliers de l'ordre physique il peut par l'induction découvrir des caractères généraux qui l'amènent à la constatation des lois, ainsi dans ces idées il peut discerner les propriétés plus générales qu'il dégage des conditions particulières, et arriver ainsi à l'établissement des principes.

Indiquons, en passant, un troisième genre de vérités dans le développement desquelles l'esprit humain suit une marche analogue à celle que nous venons d'indiquer : ce sont les vérités mathématiques, les relations de grandeur. Ces relations se présentent d'abord sous une forme particulière que l'esprit humain généralise de plus en plus, afin d'embrasser dans un même concept et à l'aide d'une même formule un plus grand nombre de cas.

Dans ces trois ordres de choses, la science s'acquiert de la même manière, par la généralisation. Elle commence par décomposer les idées plus complexes, et par séparer des conditions individuelles et spécifiques les propriétés plus générales : c'est l'analyse ; puis, quand elle est en possession des formules universelles, elle redescend par la synthèse de ce sommet de l'échelle scientifique jusqu'aux dernières applications. Ce double mouvement du particulier au général et du général au particulier, constitue toute la science.

Ces simples notions nous mettent en état d'apprécier à sa juste valeur la prétention de ceux qui voudraient contraindre la philosophie en général, et la Philosophie du Droit en particulier à s'appuyer exclusivement dans des recherches sur le procédé propre aux sciences physiques, sur l'induction. Nous l'avons dit et nous venons le prouver : cette prétention s'appuie sur la confusion des choses les plus disparates, elle suppose l'identité de deux classes d'objets essentiellement différents ; des forces physiques connues uniquement par leurs manifestations extérieures ; et des agents spirituels connus dans leur essence intime, par la conscience et l'idée.

Nous avons ajouté que cette prétention tend à priver la raison humaine de sa plus précieuse faculté. Nous voilà, en effet, ramenés en présence de cette conjuration du rationalisme contre la raison que nous avons déjà signalée, que nous devons constamment combattre. En quoi cette faculté si noble se distingue-t-elle surtout de la connaissance purement sensible ? Quel est le pouvoir suréminent par où

l'esprit humain se rapproche le plus de l'intelligence divine ? N'est-ce pas le pouvoir d'arriver jusqu'à la raison dernière des choses, de franchir toute les limites du nombre, du temps et de l'espace : de saisir l'absolu, l'universel, l'éternel, le nécessaire ? Or, cette faculté ce n'est point par l'induction qu'elle peut s'exercer, mais uniquement par l'analyse intellectuelle. L'induction nous fait connaître la manière d'agir des corps : mais elle ne nous indique pas la raison de leur action. Elle nous prouve que les substances matérielles sont portées les unes vers les autres par un mouvement dont la vitesse est toujours directement proportionnelle à leur masse et inversement proportionnelle au carré de leur distance ; mais en nous permettant d'exprimer ainsi par une formule générale tous les mouvements du monde physique, elle nous laisse dans une complète ignorance sur le lien qui unit la proportion exprimée par cette formule avec l'essence de la force matérielle. C'est en vain que nous cherchons à voiler cette ignorance par des mots, que nous nommons attraction la raison du mouvement qui porte un corps vers un autre corps ; le physicien le plus éclairé avouera que ce mot ne représente à son esprit aucune idée claire ; il exprime une hypothèse acceptée pour simplifier le langage ; mais nullement une doctrine démontrée par la science. Aussi les lois établies par l'induction ne jouissent-elles ni d'une véritable universalité, ni d'une absolue nécessité. Il serait bien téméraire celui qui se croirait en droit de nier avec une complète certitude l'existence de tout système de corps mus par des lois différentes. Quant à celui qui affirmerait l'absolue impossibilité de toute exception à cette loi, il ne mériterait même pas d'être écouté, tant son affirmation serait manifestement gratuite.

Au contraire, l'analyse intellectuelle nous conduit à des principes revêtus de cette absolue certitude, et par la même universels, nécessaires, indépendants de toute condition de temps et de lieu. Sa sphère, il est vrai, est restreinte ; mais dans cette sphère elle nous permet de saisir les lois de

l'être, de procurer à notre raison cette suprême jouissance, ce complet repos qu'elle goûte dans la possession certaine, dans la claire perception de la vérité. Nous avons donc le droit de déclarer coupables du crime de lèse-raison au premier chef ceux qui essaient de ravir à l'intelligence humaine cette portion la plus précieuse de son patrimoine.

Ils sont d'autant plus inexcusables, qu'en cherchant à déprécier l'analyse intellectuelle au profit de l'induction, ils privent l'induction de sa base nécessaire et la réduisent à l'impuissance. A quoi sert, en effet, ce dernier procédé? A nous mettre en état de connaître l'action future des agents physiques par l'observation de leurs actions passées. Ainsi, l'astronome calcule, d'après les lois de Képler, les mouvements qu'accomplissent en ce moment, et qu'accompliront dans la suite des temps les globes célestes. Mais est-ce l'induction qui l'autorise à conclure ce qui se fera à l'avenir de ce qui s'est fait jusqu'à ce jour? Nullement. Le pouvoir de l'induction se borne à exprimer par une formule plus générale des faits particuliers; mais la connexion entre les faits passés et les faits à venir lui est complètement étrangère. A le bien prendre, ce raisonnement qu'on voudrait parfois substituer au syllogisme, et, par lequel on voudrait établir la supériorité des sciences d'observation sur la métaphysique, n'est que la mineure d'un syllogisme dont la majeure ne peut être fournie que par la métaphysique. Pour être autorisé à tirer de l'induction une conclusion quelconque, il faut raisonner ainsi : les forces physiques ne peuvent pas agir à l'avenir autrement qu'elles n'ont agi par le passé; or, dans le passé, les corps ont été constamment mus les uns vers les autres, dans la proportion directe de leurs masses, et en raison inverse du carré de leurs distances; donc, ils seront mus de la même manière à l'avenir. Si on niait la majeure de ce syllogisme, comment le physicien pourrait-il la prouver sans recourir à la métaphysique?

Appliquons maintenant, au sujet spécial de ce cours, la

réponse générale que nous venons de donner aux partisans exclusifs de la méthode baconienne. Nous avons distingué deux classes de connaissances : dont les unes s'acquièrent principalement à l'aide de l'induction, tandis que les autres sont l'objet de l'analyse intellectuelle; les premières ont pour objet l'action des forces physiques, saisies par le dehors; les secondes atteignent dans leur propre essence les agents intellectuels. A laquelle de ces deux classes appartient la Philosophie du Droit? Evidemment à la seconde : puisqu'elle est la science des relations essentielles des êtres libres. Ce serait donc méconnaître absolument la nature de cette science que de la confondre avec celles qui ont pour procédé propre l'induction.

Ce serait aussi la mettre hors d'état d'atteindre son but, et, par conséquent, la détruire complètement. Car, quel est le but de la morale? D'indiquer à l'être libre les règles qu'il doit suivre pour acquérir la perfection propre à sa nature et pour accomplir sa destinée. Vous avez entendu : les règles qu'il doit suivre : qu'elle se nomme Philosophie du Droit, morale, droit naturel, cette science n'est pas purement spéculative; elle est essentiellement pratique; elle ne cherche pas seulement à constater les faits; mais elle a pour mission de fixer les devoirs; c'est une vraie nécessité morale qu'elle doit imposer à la liberté. Qui ne voit qu'elle serait absolument hors d'état de remplir cette mission si elle se bornait à observer les faits moraux et à en tirer par l'induction des conclusions plus ou moins générales? Elle pourrait bien, par là, établir avec une probabilité plus ou moins voisine de la certitude l'utilité de certaines pratiques; mais jamais elle n'arriverait à en démontrer rigoureusement la nécessité. Cette nécessité absolue, bien que sans contrainte, ne peut se déduire que de l'essence des choses, et, par conséquent, elle ne peut être obtenue qu'à l'aide de l'analyse philosophique.

Tel sera donc, Messieurs, notre principal procédé. C'est de la philosophie que nous allons faire ensemble. Sans né-

gliger les faits, nous appuierons surtout nos raisonnements sur les idées. L'induction pourra nous rendre d'utiles services, mais elle ne jouera dans nos études qu'un rôle secondaire.

En effet, Messieurs, tout en constatant l'insuffisance de l'induction pour servir de base à un enseignement vraiment scientifique de la Philosophie du Droit, nous ne nions pas qu'elle puisse être appliquée avec avantage à l'étude des faits moraux; et, par conséquent, nous ne professons ni hostilité ni défiance à l'égard de l'école qui, pour combattre avec leurs propres armes les propagateurs d'un faux utilitarisme, cherche à établir par l'expérience la nécessité de revenir aux principes. Du moment que cette école, loin de nier les principes, s'attache à les confirmer par les faits, elle est pour nous un utile auxiliaire. Autant nous devons mettre d'énergie à combattre les sophistes qui prétendent substituer les lueurs vacillantes de l'expérience à l'inaltérable lumière des principes, autant nous devons accueillir avec bienveillance les hommes sincères qui, pour s'accommoder à l'infirmité des intelligences devenues incapables de fixer cette lumière, leur présentent la vérité voilée sous l'enveloppe des faits. Loin d'exiger de nous que nous sacrifions notre méthode à la leur, ils nous offrent leur méthode comme complément de la nôtre. Qu'ils soient les bienvenus. Certains que la vérité ne saurait être contraire à la vérité, nous ne pouvons que les encourager à poursuivre leurs observations. Tant qu'elles seront conduites avec sincérité, elles aboutiront nécessairement à des résultats conformes aux conclusions auxquelles nous conduira l'analyse; et elles nous fourniront, par conséquent, de nouvelles armes pour combattre nos communs ennemis.

IV.

Il reste une dernière question générale à résoudre : celle de la forme littéraire qui convient à notre cours. La litté-

rature étant, dans son acception la plus large et la plus vraie, l'art de se servir du langage pour communiquer aux autres esprits nos pensées et nos sentiments, toute parole publique doit avoir une forme littéraire; mais autant il y a de différence dans les fins que se proposent ceux qui parlent en public, autant il devra y en avoir dans les formes que revêtira leur parole. Quelques-uns se proposent surtout de plaire : ce sont les littérateurs proprement dits; d'autres, de persuader : ce sont les orateurs; d'autres, enfin, de convaincre et d'instruire : ce sont les maîtres de la science, les docteurs.

A laquelle de ces trois catégories appartient notre cours? Ai-je besoin de vous le dire, Messieurs, et n'avez-vous pas déjà compris qu'il appartient à la troisième? Oui, j'aurais pu me dispenser d'en faire la remarque si j'eusse considéré uniquement la nature des choses. Il faudrait n'avoir pas la première idée de la philosophie en général et de la Philosophie du Droit en particulier, pour douter que l'enseignement de cette science doive être, dans sa forme comme dans son objet, un enseignement strictement scientifique. Et pourtant, Messieurs, vous le savez aussi bien que moi : ce qui est en théorie si évident est généralement méconnu en pratique. Si grand est le dégoût que ce siècle de rationalisme éprouve pour les vérités de pure raison, si complète est l'impuissance à laquelle les intelligences se sont réduites d'agir par elles-mêmes et sans le secours de l'imagination, que pour leur faire accepter la mince dose de philosophie, conservée encore dans l'enseignement officiel, on s'est vu contraint de la relever par un assaisonnement littéraire.

Il est deux faits également étranges et que je crois également incontestables : c'est que, d'un côté, dans les Facultés laïques de droit il n'existe pas une seule chaire de Philosophie du Droit, et que, d'un autre côté, vous cherchiez vainement, hors des Universités catholiques un cours de philosophie où cette science soit exposée d'après une

méthode strictement scientifique? Eh bien, Messieurs, ce qui n'existe pas ailleurs existera désormais ici, pourvu que vous vouliez bien me prêter votre concours. Il ne tiendra pas à moi, je vous l'assure, que, dans l'étude des plus graves problèmes soulevés par la raison humaine, nous ne procédions avec toute la rigueur que les exigences de la raison imposent à la recherche de la vérité. Pour faire rentrer notre enseignement dans les conditions normales de la science, nous n'aurons qu'à le ramener dans les voies de la tradition, à nous remettre sur les traces que les grands maîtres de l'école catholique ont fortement empreintes sur notre sol. Certes, Messieurs, si quelque part les catholiques ont le droit et le devoir de reprendre possession du patrimoine scientifique légué par nos aïeux, si quelque une des Universités qui renaissent en France, est autorisée et noblement obligée par son passé à s'enrichir de cet or de la scolastique, dont Leibnitz lui-même reconnaissait la pureté, c'est bien l'école fondée sous le patronage de saint Thomas, tout près de la basilique qui renferme ses restes précieux. Vous le savez : lorsqu'il s'agit d'attribuer ce trésor à l'une des illustres Universités qui se le disputaient, Urbain IV, en donnant la préférence à Toulouse, se fonda principalement sur deux raisons : d'abord, sur les honneurs que le saint Docteur était assuré de recevoir du peuple toulousain : « Attendu, dit le Pontife, que je ne connais » pas au monde de population plus pieuse que celle de Toulouse : *quia nescio villam ubi sit magis populus devotus quam Tolosæ* ; » « en second lieu, parce que désirant fonder l'enseignement de la nouvelle Université de Toulouse sur une doctrine solide et ferme, il ne pouvait » mieux faire que de lui donner pour protecteur spécial » le saint dont la doctrine possède à un degré plus éminent ces deux qualités : *quia ibi est Universitas nova quam volo fundare in doctrina solida atque firma.* »

Messieurs, nous tiendrons tous à honneur de réaliser, après cinq siècles, les désirs du pieux Pontife. Nous nous

montrerons les dignes héritiers de ceux qui méritèrent de recevoir, avec un si bel éloge, la garde d'un si glorieux dépôt. Gardiens, à notre tour, des restes mortels de saint Thomas, nous tiendrons surtout à honneur de faire revivre en nous son esprit qui ne meurt pas. Avec l'Eglise, nous demanderons à Dieu le don d'intelligence pour saisir ses lumineux enseignements : *quæ docuit intellectu conspicere*; et pour être plus sûrs de ne pas nous éloigner de sa doctrine, nous adopterons pour l'enseigner et pour l'apprendre les procédés qui l'ont si puissamment aidé lui-même à l'acquérir. A Dieu ne plaise, par conséquent, que nous partagions l'absurde préjugé que nourrissent contre le syllogisme ceux qui n'en ont aucune notion. Qu'est-ce en réalité que le syllogisme? C'est la traduction par le langage de l'analyse intellectuelle, c'est l'expression la plus précise de l'opération par laquelle notre intelligence développe ses idées. Pour saisir le rapport de deux termes dont elle n'aperçoit pas encore la convenance ou la disconvenance, elle cherche un terme moyen avec lequel elle les compare successivement; et si elle voit les deux extrêmes identiques avec cet intermédiaire, elle en conclut qu'ils sont identiques entre eux. C'est donc tout simplement la marche régulière de l'esprit passant graduellement du plus connu au moins connu. Aristote n'a rien inventé à ce sujet, pas plus que Képler n'a inventé les mouvements des astres. Mais comme Képler a eu le mérite de renfermer ces mouvements si divers dans quelques formules brèves et précises, ainsi Aristote, avec une netteté de méthode qui n'a jamais été surpassée, a ramené à un petit nombre de règles les conditions à remplir et les perils à éviter dans la recherche de la certitude.

L'hostilité contre le syllogisme ne peut donc dénoter qu'une seule chose : l'incapacité de raisonner avec justesse. Si, au contraire, on veut en acquérir la capacité et l'habitude, il n'est pas de discipline comparable à l'argumenta-

tion syllogistique. Le P. Gratry rapporte, à ce sujet, un témoignage remarquable de Leibnitz (1).

Dans sa lettre à Wagner sur la Logique, Leibnitz écrit ceci :
 « J'ai fait autrefois, à propos d'une discussion mathématique, avec
 » un fort savant homme, l'expérience que voici. Nous cherchions
 » l'un et l'autre la vérité, et nous avons échangé plusieurs lettres,
 » avec beaucoup de courtoisie, mais non cependant sans nous
 » plaindre l'un de l'autre, chacun de nous reprochant à son adver-
 » saire de dénaturer, involontairement sans doute, le sens et les pa-
 » roles de l'autre. Je proposai alors d'employer la forme syllogis-
 » tique : mon adversaire y consentit; nous poussâmes l'essai jus-
 » qu'au douzième prosyllogisme. A partir de ce moment même,
 » toute plainte cessa; chacun des deux comprit l'autre, non sans
 » grand profit pour tous les deux. Je suis persuadé que si l'on en
 » agissait plus souvent ainsi, si l'on s'envoyait mutuellement des
 » syllogismes et des prosyllogismes avec les réponses en forme, on
 » pourrait par là très-souvent, dans les plus importantes questions
 » scientifiques, en venir au fond des choses, et se défaire de beau-
 » coup d'imaginations et de rêves; l'on couperait court, par la na-
 » ture même du procédé, aux répétitions, aux exagérations, aux
 » divagations, aux expositions incomplètes, aux réticences, aux
 » omissions involontaires ou volontaires, aux désordres, aux ma-
 » lentendus, aux émotions fâcheuses qui en résultent. »

Nous admettons complètement ce point de vue, et nous croyons que l'oubli ou plutôt l'ignorance de toute forme syllogistique est aujourd'hui une source d'abus et d'inconvénients innombrables, dans la vie publique et privée, dans l'enseignement, dans l'étude solitaire, dans la littérature, à la tribune et dans la presse. La raison est à chaque instant insultée, foulée aux pieds dans l'absence de ces formes protectrices. De cette source découlent peut-être plus de préjugés, de malentendus, de colères, qu'on ne pense.

Il est à remarquer que depuis sept cents ans, il n'y a pas eu en Europe un siècle aussi ignorant que le nôtre sur l'article des for-

(1) P. Gratry, *Philosophie*, — *Logique*, livre III^e, chap. 1^{er}, 1^{er} volume, page 277. — Paris, 1855. Charles Douniol, rue de Tournon, 29, et Lecoffre fils et C^{ie}, rue Bonaparte, 90.

mes de la raison. Les penseurs, et ceux qui mènent le monde par la parole les méprisent. Joignez à cela que ce même siècle est le premier qui ait produit une école de philosophie niant absolument les formes nécessaires de la raison. Se peut-il qu'il n'y ait pas là un danger ?

Il est donc nécessaire de reprendre partout, dans l'enseignement, l'étude et la pratique du syllogisme et de ses règles.

Il n'entre pas dans l'objet de notre cours, Messieurs, d'étudier la théorie du syllogisme ; mais, nous pouvons et nous devons en reprendre la pratique ; et, pour mon compte, je ne faillirai pas à ce devoir. Vous ne refuserez pas de me suivre, Messieurs ; de vous lancer à votre tour dans cette arène où se sont formés les plus vigoureux esprits dont s'honore notre littérature. Vous n'ignorez pas que le grand Condé avait préludé à la victoire de Rocroy par ses joutes intellectuelles en Sorbonne. Aussi Bourdaloue, cet incomparable logicien, le voyait-il aux premiers rangs de son auditoire, suivant le triomphant défilé de ses arguments avec autant d'intérêt que s'il eût vu ses bataillons emporter d'assaut une forteresse. Croyez-moi, Messieurs, si pour se former à ces manœuvres doctrinales il faut du travail, des efforts, de la peine, on est récompensé par des jouissances auxquelles les plaisirs des sens ne sauraient être comparés. Nous vous verrons donc accourir avec empressement, j'en suis sûr, aux conférences où chacun de vous, à tour rôle, sera appelé à défendre les thèses démontrées dans les leçons précédentes ; et quand, de temps à autre, nous appellerons les plus avancés à prouver leur savoir par une soutenance plus solennelle, nous n'aurons que l'embarras de choisir entre les champions de bonne volonté qui s'offriront à entrer en lice.

C'est ainsi, Messieurs, que vous rachèterez avec avantage par l'évidence de vos progrès et la solidité de votre science l'infériorité inévitable de votre nombre. Vous ferez revivre les traditions, l'activité, l'ardeur, les luttes pacifiques et les nobles enthousiasmes des vieilles Universités ; et,

par les triomphes que vous remporterez dans ces batailles simulées, vous vous assurerez des victoires plus glorieuses et plus fécondes pour le jour où vous aurez à défendre, sur un plus vaste théâtre, les droits immortels de la vérité.

H. RAMIÈRE,

*Docteur en Théologie et en Philosophie de l'Université
grégorienne, Professeur de Philosophie du Droit à
la Faculté libre de Toulouse.*

LE MARIAGE EST-IL UN CONTRAT?

La question du mariage est assurément une de celles qui ont été le plus étudiées dans ces derniers temps. Beaucoup d'hommes, aussi distingués par leur science que par leur attachement aux doctrines de l'Eglise, ont déjà porté la lumière sur un grand nombre de vérités que les déclamations des encyclopédistes avaient commencé à fausser, et qui avaient été complètement obscurcies par l'esprit infernal de la Révolution. Tout n'a pas été dit, pourtant, sur cette importante question du mariage, et l'un des points qui ont été le moins étudié, peut-être, est celui-ci : le mariage est-il un contrat? Cette question, qui peut paraître oiseuse, au premier abord, et qui le serait en effet, à une époque où les mots auraient moins de puissance qu'ils n'en ont aujourd'hui, me paraît être, au contraire, d'une très-grande importance. N'est-ce pas, en effet, en s'appuyant sur cette idée, que le mariage est un contrat, que Pothier a pu dire (1) : « Le mariage étant un contrat appartient, de » même que tous les autres contrats, à l'ordre politique, » et il est, en conséquence, comme tous les autres con-

(1) Pothier, *Traité du Contrat de Mariage*, tome x, n° 11.

» trats, sujet aux lois de la puissance séculière que Dieu a
» établie pour régler tout ce qui appartient au gouverne-
» ment et au bon ordre de la société civile. » Et de nos
jours, enfin, n'est-ce pas encore en s'appuyant sur la même
idée, que l'un des plus éminents commentateurs du Code
civil, M. Demolombe, défend l'institution du mariage civil?
« La Constitution du 3 septembre 1791, titre XI, article 7,
posa en principe, dit-il, que « la loi ne considère le ma-
» riage que comme un contrat civil, et, à partir de cette
» époque, les lois sur l'état des personnes, et en particu-
» lier sur le mariage, ont de plus en plus consacré la sépa-
» ration de l'Eglise et de l'Etat, et l'indépendance du pou-
» voir temporel » (1).

Sans doute, en admettant même que le mariage soit un
contrat, il n'en résulterait pas pour l'Etat le droit de régler
par des lois son mode de célébration, ni de créer des empê-
chements dirimants. Le mariage resterait toujours un con-
trat élevé à la dignité de sacrement, par Notre-Seigneur
Jésus-Christ lui-même, et comme tel ne relèverait que de
l'Eglise. Néanmoins, comme la théorie du mariage civil et
la prétention de l'Etat s'appuient sur l'idée de contrat, il
faut aller au fond des choses et voir si réellement le ma-
riage est un contrat. C'est là le but de cette étude.

Ainsi que l'a fait observer M. le comte de Bréda, dans
ses remarquables *Considérations sur le mariage au point
de vue des lois*, les théologiens et les jurisconsultes qui
emploient le mot de contrat pour désigner le mariage sont
obligés d'ajouter que ce contrat diffère *totale*ment de tous
les autres. Or, si de leur aveu même le mariage diffère
totale

(1) Demolombe, *Traité du Mariage*, tome 1, n° 4.

une grande ressemblance, la seule il est vrai, mais ressemblance enfin, qu'on ne peut nier et qui a suffi pour amener la confusion. Cette ressemblance, la voici : le mariage se forme à la manière des contrats. Comme pour les contrats civils, le consentement des parties est nécessaire ; et c'est sur ce seul et unique point de contact qu'on s'est basé pour dire : le mariage se forme par le consentement, comme les contrats, donc il est lui-même un contrat ! Je ferai remarquer tout de suite ici que ce raisonnement pêche par sa base, et que ce n'est pas le consentement seul des futurs époux qui fait le mariage, comme nous le verrons plus loin.

Le principe général qui domine toute la théorie des contrats est celui-ci : ils se forment par le seul effet du consentement, sans qu'il soit nécessaire d'aucune autre condition pour que la convention soit valable et obligatoire. Sans doute il y a quelques contrats, tels que la donation, la constitution d'hypothèque, etc., pour qui la loi a exigé certaines conditions particulières, de l'observation desquelles dépend la validité de la convention, mais ces exceptions, motivées uniquement par des considérations d'ordre public, ne portent pas atteinte au principe général qui subsiste en entier. Ces exceptions ne sont pas la règle ; elles sont au contraire une dérogation, nécessaire si l'on veut, mais enfin une dérogation à la loi générale.

Mais, si le principe général est que les contrats se forment pas le seul effet du consentement, si, en un mot, le consentement est de l'essence même du contrat, la conséquence logique de ce principe est que le consentement qui fait les contrats peut aussi les dissoudre : *Quæ consensu contrahuntur, contrario consensu dissolvuntur*. Et, remarquons-le, ce principe, qui découle forcément du premier, est tout aussi bien que lui de l'essence même du contrat.

Tels sont, à grands traits, les principes fondamentaux qui dominent la matière des contrats. Sont-ils applicables au mariage ? Non, et je vais essayer de le démontrer.

Les contrats se forment par le seul effet du consentement ;
le consentement seul ne suffit pas pour créer le mariage ;
Les contrats sont dissolubles ; le mariage ne l'est pas.

Le consentement seul ne suffit pas pour créer le mariage.

— J'ai dit plus haut que le mariage se formait à la manière des contrats, et que c'était là ce qui avait amené la confusion. Comme pour toutes les conventions, en effet, le consentement des deux parties est indispensable ; mais cet accord, qui suffit pour créer le contrat, cet accord qui est le contrat lui-même, ne crée pas le mariage ; il faut quelque chose de plus. Il faut, pour que le mariage existe, que Dieu lui-même intervienne et qu'il fasse sortir, si je puis m'exprimer ainsi, du consentement exprimé par les futurs époux devant le prêtre, un lien indissoluble. Le consentement n'a donc pas pour effet de créer le mariage, comme il crée les contrats, mais de forcer Dieu à intervenir et à former le lien qui doit unir à jamais. Le consentement est la cause déterminante de l'intervention divine, c'est Dieu et non pas lui qui forme le lien indissoluble, c'est-à-dire le mariage. Et l'on voudrait faire un contrat d'un acte aussi solennel, qui nécessite l'intervention même de Dieu ! Mais quel est donc le contrat dans lequel ce n'est pas la volonté des parties qui crée l'obligation, mais bien une volonté supérieure à la leur ? La convention fait la loi des parties, dit-on, mais dans le mariage, est-ce l'accord des volontés qui crée la loi ? N'est-ce pas Dieu lui-même qui l'impose ? Sans doute, les futurs époux sont libres de consentir au mariage ; il y a là un contrat, mais ce contrat n'est pas le mariage, ce n'est pas lui qui forme le lien. Ce contrat n'est que la cause du mariage. Il me semble qu'on peut conclure de ce qui précède :

Que le mariage se forme à la manière des contrats, mais qu'il diffère essentiellement de ces derniers, puisque l'accord des volontés ne suffit pas pour créer le lien.

Le mariage est indissoluble. — Le deuxième principe qui domine la matière des contrats consensuels, et que j'ai

déjà cité, veut que le consentement qui fait les contrats puisse aussi les dissoudre : *Quæ consensu contrahuntur, contrario consensu dissolvuntur*. Sans entrer dans la discussion que pourrait soulever la question de savoir si ce second principe est, comme le premier, de l'essence du contrat, opinion qui pourrait très-bien se soutenir, et que je crois même fondée, je ferai remarquer que tous les contrats sont soumis à cette règle : tous sont dissolubles. En est-il de même du mariage ? Les époux peuvent-ils le dissoudre d'un commun accord ?

Pour un catholique, la réponse ne saurait être douteuse : *Quod Deus conjunxit homo non separet*, et alors même que la loi proclamerait la dissolubilité du mariage, comme elle le fait dans certains pays, le mariage n'en resterait pas moins indissoluble. Cette loi serait nulle de plein droit comme l'est toute loi immorale et contraire aux commandements de Dieu. Non, le mariage ne peut pas être dissous, il ne peut pas l'être, précisément parce que ce n'est pas la volonté des parties qui la crée, parce que c'est Dieu qui a formé le lien, et que, lui seul, dès lors, pourrait rompre ce lien qu'il a formé.

Toute volonté humaine est impuissante. Or, quel est le contrat qui offre ce caractère ? Il n'y en a aucun. Mais, dira-t-on, les conventions matrimoniales, elles aussi, sont indissolubles ? Il faut distinguer : de ce que dans un intérêt d'ordre public, et pour couper court à toute fraude, l'article 1395 du Code civil ait décidé qu'après la célébration du mariage aucune modification ne pourrait être apportée aux clauses du contrat qui règle les intérêts pécuniaires des époux, il n'en résulte pas que ce contrat soit indissoluble. Il n'est plus modifiable, voilà tout. J'irai même plus loin : si, pour des raisons particulières, le législateur avait décrété l'indissolubilité de cette convention, cette indissolubilité serait purement de fait et ne serait pas, à proprement parler, de l'essence de la convention, puisque nous pourrions toujours nous la figurer sans ce caractère. Il n'en est

pas de même du mariage ; remarquons-le bien , chez lui , l'indissolubilité est tellement de son essence, que sans elle il n'existerait pas.

Mais cette prétendue indissolubilité des conventions matrimoniales n'existe même pas ! Elles ne peuvent recevoir aucune modification après la célébration du mariage , c'est vrai , mais elles sont tellement peu indissolubles que le Code lui-même a prévu le cas de leur dissolution. La communauté n'est-elle pas dissoute par la séparation de corps et la séparation de biens ? (Art. 1441, Cod. civ.)

On le voit donc : à ce second point de vue, encore, le mariage diffère essentiellement des contrats. Il est indissoluble ; ils ne le sont pas , et j'ajoute qu'ils ne peuvent pas l'être. La volonté de l'homme est trop mobile pour pouvoir imprimer à un contrat le caractère d'indissolubilité ; et , alors même que la loi proclamerait l'indissolubilité d'un contrat , elle n'en changerait pas la nature. Par la contrainte , elle pourrait bien lui donner une espèce d'indissolubilité de fait, mais, dans son essence, il serait toujours dissoluble. Dieu seul ne change pas , lui seul peut donc marquer un acte du caractère de l'indissolubilité !

Qu'on ne me dise pas que chez les Hébreux le divorce était admis, et que , par suite, l'indissolubilité n'est pas de l'essence du mariage. Il faut distinguer ici ce qui est permis de ce qui est toléré. Or, le divorce n'a pas toujours été admis chez les Juifs ; il ne l'a été qu'à une époque où la corruption des mœurs était tellement grande, que Moïse dut le tolérer pour éviter un plus grand mal. C'est là, du reste, une vérité que l'Evangile nous enseigne : « C'est à cause de » *la dureté de votre cœur* que Moïse vous a permis de ren- » *voyer vos femmes ; mais cela n'a pas été ainsi dès le » commencement.* »

L'indissolubilité du mariage existait donc même chez les Hébreux, « *dès le commencement,* » et si le divorce fut toléré plus tard, c'était à cause de *leur « dureté de cœur.* » Cette tolérance prouve, même à mon sens, l'indissolubilité

du mariage ; si, en effet, le mariage avait été dissoluble, aurait-on eu besoin d'une loi spéciale pour permettre le divorce ?

Il me semble qu'on peut conclure de ce qui précède que le mariage, ne possédant aucun des caractères des contrats, ne peut pas être confondu avec eux. Il se forme à la manière des contrats, il naît d'un contrat, mais il n'est pas plus un contrat, que la propriété, par exemple, qui elle aussi naîtra le plus souvent d'un contrat.

Le mariage n'est donc pas un contrat, mais comment le définir ? Pour répondre à cette question, je ne puis mieux faire que de citer le Catéchisme Romain. Je dirai donc, avec l'Eglise : « *Matrimonium est viri et mulieris maritalis* » *conjunctio inter legitimas personas, individuum vitæ* » *consuetudinem retinens*, » ou, plus brièvement encore, suivant l'énergique expression de Domat : « Le mariage est un lien formé par la main de Dieu. »

Laissons donc de côté la qualification de contrat, ne l'appliquons pas à un acte aussi auguste que le mariage, à une institution divine, élevée à la dignité de sacrement ! Réservons-la, si l'on veut, à cette monstrueuse création du mariage civil qui, lui, est bien certainement un contrat, mais un contrat que réprouvent la conscience et la dignité de l'homme.

DONAT BÉCHAMP,

Avocat à Lille.

DES SOUSTRATIONS COMMISES ENTRE PROCHES PARENTS.

Il y a quelques mois, M. l'avocat général Robinet de Ciéry analysait ici, dans un très-remarquable article, les éléments constitutifs du vol. C'est, pour ainsi dire, la suite

de cette étude que nous venons essayer de tracer, en examinant les cas dans lesquels l'action de vol ne donne pas lieu à l'action criminelle.

L'article 380 du Code pénal dispose que « les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve, quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé; par des enfants ou autres descendants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, par des pères et mères ou autres ascendants au préjudice de leurs enfants ou autres descendants, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles. »

Quels sont les motifs de cette disposition? La loi a-t-elle pensé qu'à raison de la communauté d'intérêts, qui existe entre ces personnes, on ne trouvait pas ici tous les éléments du vol, ou a-t-elle cru devoir, en considération de l'intimité de leurs rapports, écarter l'action criminelle d'un délit qui, d'ailleurs, réunit toutes les conditions nécessaires pour constituer un vol? L'intérêt de la question est des plus graves. En effet, si la loi ne voit pas un vol dans ces soustractions, les tribunaux ne pourront en tenir compte dans les cas où un délit, accompagnant un crime, emporte une aggravation de peine, et notamment dans le cas de meurtre (art. 304).

La Cour de cassation, dans une jurisprudence constante, a admis que ces détournements renfermaient tous les caractères du vol, et elle fonde son opinion sur ce que la disposition de l'article 380 ne s'applique que lorsque le vol est isolé, et non lorsqu'il est connexe avec un autre délit ou un autre crime.

Faisant application de cette jurisprudence, précisément au cas de meurtre, elle a jugé que la soustraction, commise par une fille à la suite du meurtre de son père, constituait une circonstance aggravante et devait entraîner la peine de mort: « Attendu que les exceptions portées par

l'article 380 du Code pénal, qui s'opposent à l'exercice de l'action publique, ne sont applicables qu'au cas où le vol forme l'objet principal de la prévention, et non à celui où il n'en est qu'un accessoire, comme dans le cas prévu par l'article 304, parce qu'alors le vol que le meurtre a précédé, accompagné ou suivi, n'est pas seulement un crime connexe avec le crime de meurtre, mais bien une circonstance aggravante de ce crime, puisqu'il donne lieu à une aggravation de peine; d'où il suit que l'article 304 renferme des dispositions générales qui ne peuvent être modifiées par les exceptions portées en l'article 380, lorsqu'elles doivent être appliquées limitativement au fait du vol isolé de tout autre crime (1). »

Cette jurisprudence doit-elle être suivie? Nous ne le croyons pas, et c'est ce que nous essayerons de démontrer en examinant les dispositions de l'ancien droit, les travaux préparatoires et le texte même de notre article.

Dans l'ancien droit, on faisait reposer l'immunité qui couvrait les soustractions commises entre époux, ascendants et descendants, « sur l'espèce de droit que ces sortes de qualités donnent sur la chose même que l'on soustrait (2). » C'était établir clairement que cette immunité venait de cette sorte de copropriété admise, entre les membres d'une même famille, par toutes nos anciennes coutumes, et que, par suite, les peines étaient écartées, parce qu'un des éléments essentiels du vol était absent. Ce sont ces mêmes raisons qui apparaissent sous une forme différente, dans l'exposé des motifs fait par M. Faure, à la séance du Corps législatif du 9 février 1810: « Il serait extrêmement dangereux qu'une accusation puisse être poursuivie dans des affaires où la ligne qui sépare le manque de délicatesse du véritable délit, est souvent difficile à saisir (3). »

(1) Cass., 2 déc. 1837.

(2) Muyart de Vouglans, *Lois crim.*, p. 283.

(3) Loqué, t. *xxi*, p. 141.

Les termes de l'article 380 sont-ils venus contrarier les principes que nous font déjà pressentir ces paroles du tribun Faure? Nous remarquons, dès les premiers mots, que la loi semble craindre d'employer le mot *vol*, et qu'elle y substitue le mot *soustraction*, alors que partout ailleurs elle emploie le mot *vol*, qui ne peut laisser aucun doute sur le caractère du fait incriminé. Qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'elle ne voit pas dans cet acte la réunion de tous les éléments nécessaires pour constituer un vol?

Dans le second paragraphe de l'article, quand elle parle des individus, autres que les parents, qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, elle dit que : « ils seront punis comme coupables de vol. » Quelle peut être l'utilité de cet alinéa? De deux choses l'une, ou la soustraction constitue un vol, et alors cette disposition est absolument inutile, puisque les recéleurs, étant des complices, se trouveraient tout naturellement punis en cette qualité, ou la soustraction ne constitue pas un vol, et alors cet alinéa était indispensable pour permettre de punir ceux des complices que la loi y désigne, les autres se trouvant protégés par l'absence de tout délit principal, auquel la complicité puisse se rattacher comme un fait accessoire. Il est donc manifeste que si l'on veut donner un sens à cette fin de notre article, on est obligé d'admettre que ce détournement n'est pas un délit. Les termes mêmes de cet alinéa viennent confirmer cette explication ; en effet, il semble éviter la qualification de *complice*, il les déclare punissables *comme coupables de vol*, c'est-à-dire comme coupables d'un fait principal, indépendant. C'est donc qu'il n'y avait pas de délit principal duquel pût découler la complicité. D'ailleurs, ne serait-il pas au moins bizarre de considérer le même fait comme punissable, quand il accompagne un meurtre, et, comme non délictueux, quand il accompagne des coups et blessures? C'est pourtant ce qu'il faut décider dans la doctrine de la Cour de cassation. Un enfant qui aura commis un vol au

préjudice de son père, en l'accompagnant de coups et blessures, devra être absous du chef du vol et condamné seulement du chef des coups et blessures. On objecte qu'ici le vol est le fait principal, tandis que, dans le cas de meurtre, il n'est qu'un fait accessoire. Mais quand la loi déclare, sans aucune distinction, que toutes soustractions entre proches parents ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles, n'est-ce pas violer son texte formel que de les incriminer à un titre quelconque, que de les punir même comme fait accessoire ?

Un dernier argument de la doctrine que nous combattons consiste à dire que la disposition de notre article se fonde sur la crainte de divulguer les secrets et de troubler l'union des familles, et qu'ainsi la loi n'a nullement en vue d'effacer la criminalité d'un acte où se rencontrent tous les éléments du vol. Cette considération trouve un appui dans ces paroles du tribun Faure, au Corps législatif : « Les rapports entre ces personnes sont trop intimes pour qu'il convienne, à l'occasion d'intérêts pécuniaires, de charger le ministère public de scruter des secrets de famille qui, peut-être, ne devraient jamais être dévoilés, pour que le ministère public puisse provoquer des peines dont l'effet ne se bornerait pas à répandre la consternation parmi tous les membres de la famille, mais qui pourraient encore être une source de divisions ou de haines (1). » Mais la portée de ces paroles se trouvera singulièrement diminuée si l'on considère que le public acquerra nécessairement la connaissance de ces secrets de famille par les débats qui auront lieu pour juger l'action civile.

Après avoir recherché les motifs de l'article 380, il nous faut examiner ce qu'il embrasse dans ses termes, et quelles sont ses limites. Nous déterminerons d'abord les faits auxquels il s'applique, puis les personnes qu'il a pour but de protéger.

(1) Loqué, t. XXI, p. 141.

La disposition de notre article, étant tout exceptionnelle, doit être renfermée strictement dans les cas qu'il a prévus. Aussi ne doit-on pas l'étendre au faux en écriture publique, à l'incendie, aux destructions de clôtures et d'édifices, qui pourtant sont, de même que le vol, des atteintes au droit de propriété. Mais ces faits ne portent pas préjudice seulement à un intérêt privé, ils troublent profondément la paix publique, et, pour cette raison, sont qualifiés, sauf le bris de clôtures, crimes par la loi; il faut ajouter qu'ils doivent être d'autant plus distingués du vol qu'ils peuvent atteindre des personnes étrangères aux parents. C'est ce que la Cour de cassation a décidé en matière de faux, « attendu que la disposition de l'article 380, placée au chapitre des crimes et délits contre les propriétés, ne saurait être étendue aux crimes de faux en écriture et d'usage de pièces fausses, lesquels ont été classés parmi les crimes contre la paix publique, en ce qu'ils peuvent porter préjudice aux tiers (1). »

Toutefois, la Cour de cassation a toujours admis que notre article s'appliquait à l'escroquerie et à l'abus de confiance, à l'extorsion de signature et au délit de chantage. Ces délits se rapprochent, en effet, beaucoup du vol, et les raisons qui ont fait appliquer au vol l'immunité de l'article 380 existent avec la même force pour ces faits (2). Cette interprétation s'appuie sur les travaux préparatoires du Code pénal qui emploient des expressions bien plus compréhensives que le mot *soustraction*, quand ils appliquent le principe de l'article 380 « à toutes espèces de fraudes » et « aux atteintes à la propriété (3). »

L'application du principe doit aussi être restreinte aux personnes qui s'y trouvent désignées : c'est pourquoi nous ne l'étendrons pas aux frères et sœurs. Mais nous assimile-

(1) Cass., 21 mars 1873.

(2) Cass., 28 avril 1866.

(3) Locré, t. XXI, p. 141 et 170.

rons les ascendants et descendants naturels, aux ascendants et descendants légitimes, comme le fait le Code civil dans l'article 161, et le Code pénal lui-même, dans l'article 299, attendu que l'article 380 n'établit aucune distinction entre la parenté légitime et la parenté naturelle. Toutefois nous exigeons que la filiation naturelle soit constatée légalement, et nous rejetterons même la preuve qui résulterait de faits constants, publics, irrécusables. « Attendu que la prévenue se disant fille naturelle de la femme Doirat, ne peut en l'absence de toute preuve légale de sa reconnaissance invoquer le bénéfice des dispositions de l'article 380 du Code pénal (1). » Il faut assimiler de même les enfants et les père et mère adoptifs aux enfants et ascendants légitimes : cela résulte des articles 347 et suivants du Code civil, qui confèrent à l'enfant adoptif les mêmes droits que ceux qu'aurait l'enfant né en mariage.

Nous placerons encore sous l'immunité de notre article les enfants du premier lit d'un époux qui aurait volé l'autre époux, même après la mort de leur auteur ; ce sont, en effet, des alliés en ligne directe et le lien qui les unit au mari de leur auteur survit au décès de celui-ci (2).

Que faut-il décider relativement aux complices ? En thèse générale la complicité suppose le délit. Or, nous avons admis que les soustractions entre proches parents ne constituaient pas des délits, il nous paraît donc évident que les complices doivent jouir du même bénéfice que les époux et les parents en ligne directe. Nous avons fait remarquer aussi que le deuxième alinéa de notre article venait corroborer cette manière de voir, en déclarant punissables, non comme *complices*, mais comme *coupables de vol* ceux qui avaient recélé ou appliqué à leur profit des objets volés, ce qui semblait impliquer que les autres étaient à l'abri. C'est ce qu'a admis la jurisprudence, après certaines

(1) Cass. 3 janvier 1873. — Contrà : Blanche; Code pénal, article 380.

(2) Orléans, 20 décembre 1819.

hésitations, et ce que la Cour de cassation a consacré en ces termes : « Attendu que, d'après le premier alinéa de l'article 380, des vols commis par des enfants au préjudice de leurs pères ou mères ne peuvent donner lieu qu'à des réparations civiles ; que, par suite et en vertu du principe posé en l'article 59, les complices de ces vols n'encourent en général aucune peine ; qu'à cette règle, résultant de la combinaison de ces deux articles, il n'y a d'exception que celle qui est écrite dans le deuxième alinéa du même article 380, et qui fait cesser à l'égard des recéleurs et de ceux qui appliquent à leur profit tout ou partie des objets volés le bénéfice de la disposition contenue dans le premier alinéa (1). Il est manifeste que cette jurisprudence est difficile à concilier avec le principe admis par la Cour de cassation et rejeté par nous, que les soustractions de l'article 380 constituent des délits ; car, s'il en est ainsi, comment concevoir que ceux qui ont aidé ou assisté les auteurs de ces délits restent impunis ? N'est-ce pas violer les termes formels de l'article 59 qu'invoque l'arrêt ?

Du principe qu'il n'y a pas délit dans le cas de notre article, nous déduirons cette autre conséquence que les individus dont il est parlé dans le deuxième alinéa ne subiront pas l'aggravation de peine, résultant d'actes commis par l'auteur principal, aggravation qu'ils auraient subie s'il y avait eu délit. En effet, ils ne seront pas punis comme complices puisqu'il n'y a pas de délit principal, ils seront poursuivis en qualité d'auteurs principaux et seulement pour les actes qu'ils auront commis.

La Cour de cassation, admettant en cette matière un principe opposé au nôtre, a cru devoir rejeter cette conséquence et a décidé que les recéleurs seront punis comme complices. Cette interprétation a été consacrée en ces termes par la Cour suprême : « Si, par suite et en vertu du principe de l'article 59, les complices de ces vols doivent

(1) Cassation, 1^{er} octobre 1840.

en général échapper à toute peine, il y a dans le second alinéa du même article 380 une disposition spéciale qui fait cesser à l'égard des recéleurs le bénéfice de la disposition contenue dans le premier alinéa, et les replace sous l'empire de la loi commune de l'article 62 du Code pénal (1). » Il est inutile de revenir sur la contradiction qui existe à déclarer que les complices doivent échapper à toute peine et à punir ensuite les recéleurs, non comme auteurs d'un délit qui leur est propre, mais comme complices; alors surtout que le deuxième alinéa prescrit de les punir comme *coupables* de vol.

Mais la jurisprudence, distinguant le complice du co-auteur, n'étend pas à ce dernier l'immunité de l'article 380. En effet, quelle raison d'étendre le bénéfice de cette exception au tiers qui, n'appartenant pas à la famille, savait bien qu'il n'avait aucun droit sur la chose soustraite. Les rapports intimes d'alliance ou de famille qui méritent la clémence du législateur n'existent plus ici et ne peuvent empêcher la délimitation exacte entre la propriété de chacun. Certains auteurs, cependant, s'appuient sur le deuxième alinéa de l'article 380, qui ne retire le bénéfice de l'immunité qu'aux recéleurs pour décider que les co-auteurs, de même que l'auteur et les complices doivent être protégés par notre disposition. Mais la Cour de cassation, dans plusieurs arrêts et notamment dans un arrêt rendu en 1845, toutes chambres réunies, a jugé avec raison « que cet étranger ne se trouvant pas dans le cas de se prévaloir des considérations morales qui, dans un intérêt de famille, ont désarmé la loi, reste nécessairement exposé aux conséquences légales de l'acte qu'il a commis et dont l'incrimination, en ce qui le regarde, ne saurait être écartée par la circonstance qu'un des auteurs de cet acte se trouve dans une position exceptionnelle et privilégiée (2). »

(1) Cassation, 24 mars 1838.

(2) Cassation, ch. réun., 21 mars 1845.

Enfin, la Cour de cassation décide encore que le complice doit être puni comme l'auteur principal lorsque des tiers, étrangers à la famille, ont coopéré à la soustraction commise par des parents; « attendu que l'immunité de l'article 380 est une exception qui doit être renfermée dans ses limites; que cette exception ne saurait être invoquée par le tiers, qui, de l'une des matières spécifiées par l'article 60 du Code pénal, se serait associé au délit commis par un étranger à la famille (1). » On a beaucoup critiqué cette décision par ce motif que le même fait de complicité sera ou non puni suivant qu'un co-auteur étranger aura coopéré ou non à la soustraction. La criminalité d'un acte doit s'apprécier en elle-même et non eu égard à la présence ou à l'absence de certaines personnes. Pourquoi, quand il existe plusieurs co-auteurs d'un crime, s'attacher à la qualité de l'un plutôt qu'à celle de l'autre? Sans doute, ces observations présentent quelque chose de fondé, mais les principes généraux nous conduisent forcément à la solution contraire : en effet, du moment qu'un étranger coopère à la soustraction, il y a délit, et s'il y a délit, il n'y a plus aucune raison pour repousser l'application de l'article 50 du Code pénal, qui punit les complices d'un délit comme les auteurs mêmes de ce délit.

A. RIVIÈRE,
Docteur en Droit.

QUESTION ADMINISTRATIVE.

Du droit de remplacer les Instituteurs.

(Décision du Conseil d'Etat).

Le cléricalisme est l'ennemi, s'est écrié un jour un membre de la Chambre des députés, ancien dictateur de

(1) Même arrêt et Cass., 12 avril 1844.

Tours, signalant ainsi aux passions révolutionnaires le clergé catholique et les établissements religieux.

A toutes les époques et dans tous les pays; chaque fois que les révolutionnaires se sont emparés du pouvoir, leur premier soin a été de s'en prendre à l'Eglise, de l'opprimer et de combattre son action. Leur conduite est, à cet égard, parfaitement logique, puisque détruire la religion c'est briser le lien le plus solide qui unit les familles et les Etats. Mais c'est l'éducation de la jeunesse et l'enseignement qui est surtout le point donné des coups de la révolution. C'est que les institutions congréganistes s'appliquent à donner à leurs élèves cette forte éducation qui forme pour l'avenir des hommes, que les idées révolutionnaires ne sauraient entamer et qui servent de rempart contre toutes les tentatives de destruction sociale. On comprend, dès lors, que la suppression des écoles congréganistes, pour les remplacer par des instituteurs laïques, soit œuvre poursuivie avec opiniâtreté par un certain parti. Cette suppression pouvant être faite contrairement à tout droit, il ne sera pas sans utilité de noter ici les dispositions légales qui concernent la nomination et le remplacement des instituteurs communaux, et la jurisprudence du Conseil d'Etat sur cette matière.

Le préfet nomme les instituteurs communaux et les choisit, soit parmi les instituteurs laïques soit parmi les membres des associations religieuses vouées à l'enseignement. Cette nomination doit être rendue dans la forme des arrêtés préfectoraux, sur le rapport de l'inspecteur d'Académie, les conseils municipaux entendus (articles 31 de la loi du 15 mars 1850, 4 du décret du 9 mars 1852 et 8 de la loi du 14 juin 1854).

Les conseils municipaux doivent être entendus, c'est-à-dire que leur avis doit être demandé toutes les fois qu'il y a lieu de pourvoir à une vacance, soit par la création d'une école, soit par le décès ou la démission du titulaire.

Par conséquent, les conseils municipaux qui, au lieu

d'exprimer un avis, prennent une délibération décidant que les écoles congréganistes seront remplacées par des institutions laïques, et le maire qui fait exécuter cette décision, revêtue ou non de l'approbation préfectorale, commettent un excès de pouvoirs.

Voici une décision du Conseil d'Etat qui établit parfaitement ce principe :

« Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présenté par
 » les dames religieuses de Saint-Maur, de Toulon, ladite requête
 » et ledit mémoire enregistrés au secrétariat de la section du con-
 » tentieux du Conseil d'Etat, le 1^{er} décembre 1871 et le 7 février
 » 1872, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler pour excès
 » de pouvoirs la délibération en date du 2 août 1871, par laquelle
 » le conseil municipal de Toulon a décidé que tous les établisse-
 » ments d'instruction primaire seraient confiés à des instituteurs et
 » institutrices laïques, à partir du 1^{er} octobre, et l'arrêté du préfet
 » du Var du 29 août 1871, rendu sous forme d'approbation de la-
 » dite délibération; ce faisant, attendu qu'aux termes de la loi du
 » 15 mars 1850, du décret du 9 mars 1852 et de la loi du 14 juin
 » 1854 combinés, c'est le préfet qui nomme les instituteurs com-
 » munaux, sur le rapport de l'inspecteur d'Académie, les conseils
 » municipaux entendus; qu'ainsi les conseils municipaux n'ont
 » aujourd'hui que le droit de donner leur avis ou d'émettre un
 » vœu sur la nomination des instituteurs; que le conseil muni-
 » cipal de Toulon, en décidant qu'à partir du 1^{er} octobre 1871 toutes
 » les écoles communales seraient confiées à des instituteurs ou
 » institutrices laïques est sorti des limites de ses attributions; que,
 » sans attendre l'approbation du préfet, le maire a notifié le 4 août
 » la décision du conseil municipal aux dames de Saint-Maur avec
 » injonction de quitter les lieux à la date fixée; que l'approbation
 » donnée par le préfet du Var, le 29 août suivant, à une délibéra-
 » tion nulle, n'a pu la rendre valable et que la décision du préfet,
 » considérée en elle-même, est aussi sans valeur, parce qu'elle n'a
 » pas été précédée du rapport de l'inspecteur d'académie et parce
 » qu'elle n'a pas été rendue dans la forme ordinaire des arrêtés
 » préfectoraux, prononce l'annulation de la délibération et de l'ar-
 » rêté précités.

» Vu la délibération attaquée, revêtue de l'approbation préfecto-

- » rale et enregistrée comme ci-dessus le 17 décembre 1851, ladite
- » délibération portant notamment :
 - » 1° Tous nos établissements d'instruction primaire (écoles de
 - » garçons et de jeunes filles, cours d'adultes, salles d'asile) seront
 - » confiés à des instituteurs et institutrices laïques, à partir du 1^{er}
 - » octobre 1871;
 - » Vu les observations du ministre de l'instruction publique, en
 - » réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi,
 - » lesdites observations tendant à ce qu'il soit fait droit, par le
 - » motif que le conseil municipal de Toulon a excédé ses pouvoirs
 - » en prenant une décision, lorsqu'aux termes de l'article 4 du dé-
 - » cret du 9 mars 1852, il ne pouvait qu'émettre un avis et que le
 - » préfet ne devait pas revêtir une délibération illégale de son ap-
 - » probation ;
 - » Vu toutes les pièces produites et jointes au dossier, notam-
 - » ment le rapport du préfet du Var au ministre de l'instruction
 - » publique ; ensemble les observations du maire de Toulon, ten-
 - » dant au rejet de la requête des dames de Saint-Maur, par ce mo-
 - » tif, que ladite requête n'est ni recevable, ni fondée ; que les requé-
 - » rants n'attaquent les actes du conseil municipal et du préfet qu'au
 - » point de vue de la forme, qu'elles ne contestent pas le droit qu'ils
 - » avaient l'un et l'autre, en suivant les règles tracées par la loi, d'o-
 - » pérer dans le corps des instituteurs primaires de la ville de Toulon
 - » les changements qui y ont été accomplis ; que, dès lors, le recours
 - » des dames de Saint-Maur est irrecevable comme dénué d'intérêt
 - » pour elles ; que, d'ailleurs, les actes attaqués sont réguliers ; qu'aux
 - » termes des lois sur la matière, les conseils municipaux ont le droit
 - » d'émettre des vœux sur le choix à faire entre l'enseignement laïque
 - » et l'enseignement congréganiste, et que les instructions ministé-
 - » rielles prescrivent aux préfets de suivre l'indication donnée à cet
 - » égard ; que le préfet du Var a obéi à ces prescriptions en donnant
 - » à la délibération du 2 août l'approbation que doivent recevoir tou-
 - » tes les délibérations des conseils municipaux ; qu'ainsi les requé-
 - » rantes, fussent-elles recevables, ne sont pas fondées dans leur re-
 - » cours ;
 - » Vu la loi du 18 juillet 1837, celles du 5 mai 1855 et du 24 juillet
 - » 1857 ;
 - » Vu la loi du 15 mars 1850, le décret du 9 mars 1852, les lois du
 - » 14 juin 1854 et 10 avril 1867 ;

- » Vu le décret du 2 novembre 1864 ;
- » Vu la loi du 7-14 octobre 1790 et celle du 24 mai 1872 ;
- » Considérant que, par une délibération du 2 août 1871, le conseil municipal de Toulon a décidé que tous les établissements d'instruction primaire de la ville seraient confiés à des instituteurs et institutrices laïques, à partir du 1^{er} octobre suivant, et que, le 4 août, le maire de Toulon a notifié cette décision aux dames de Saint-Maur, institutrices communales, afin qu'elles prissent leurs dispositions pour avoir à cesser leurs fonctions à l'époque fixée ;
- » Considérant qu'aux termes de la loi du 15 mars 1850, article 31, du décret du 9 mars 1852, article 4, et de la loi du 14 juin 1854, article 8, combinés, c'est le préfet qui nomme les instituteurs communaux ;
- » Considérant que le conseil municipal de Toulon ne s'est pas borné à donner un avis ou à exprimer un vœu, comme il en avait le droit, aux termes des lois précitées, sur le remplacement des instituteurs congréganistes par des laïques dans les écoles de la ville, mais qu'il s'est substitué au préfet en prenant une décision à cet égard, et en fixant l'époque à laquelle les instituteurs régulièrement investis de leurs fonctions devaient avoir à les cesser ;
- » que le caractère de décision ne ressort pas seulement des termes de la délibération du 2 août 1871, mais encore de ce fait que, dès le 4 août, avant toute intervention de l'autorité préfectorale, le maire de Toulon l'a notifiée aux dames de Saint-Maur, institutrices communales en exercice, pour les inviter à s'y conformer ;
- » Considérant qu'il suit de là que le conseil municipal de Toulon a excédé la limite de ses attributions ;
- » Considérant que, si le préfet du Var a approuvé, le 29 août suivant, la délibération dont il s'agit, son approbation n'a pu rendre valable un acte qui est nul de plein droit, puisqu'il règle un objet sur lequel les conseils municipaux ne sont appelés par la loi ni à statuer ni à délibérer ;
- » Considérant, dès lors, que les dames de Saint-Maur sont recevables et fondées à demander l'annulation de la délibération dont il s'agit, son approbation n'a pu rendre valable un acte qui est nul de plein droit, puisqu'il règle un objet sur lequel les conseils municipaux ne sont appelés par la loi ni à statuer ni à délibérer ;
- » Considérant, dès lors, que les dames de Saint-Maur sont rece-

- » vables et fondées à demander l'annulation de la délibération du
- » 2 août, et de l'approbation qui y a été donnée par le préfet du
- » Var ;
- » Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux, sur le rapport de
- » la section du contentieux,
- » Décide :
- » Sont annulées, pour excès de pouvoirs, la délibération en date
- » du 2 août 1871, par laquelle le conseil municipal de Toulon a dé-
- » cidé que tous les établissements d'instruction primaire seraient
- » confiés à des instituteurs et à des institutrices laïques, à partir
- » du 1^{er} octobre 1871, et l'approbation donnée, le 29 août 1871, à
- » ladite délibération par le préfet du Var ;
- » La ville de Toulon est condamnée aux frais de timbre et d'en-
- »registrement. »

(Conseil d'Etat, séance du 24 janvier 1873.)

Il résulte de ce qui précède que toutes les fois qu'un établissement congréganiste communal aura été illégalement fermé, le directeur établira une requête contenant l'exposé sommaire des faits et moyens, les conclusions, les noms et demeures des parties, l'énonciation des pièces dont on entend se servir et qui y seront jointes. Cette requête sera déposée au Conseil d'Etat dans le délai de trois mois. Ce délai court du jour de la notification au directeur de la décision municipale.

R. DU BOIS.

REVUE DE JURISPRUDENCE.

LE TRIBUNAL DES CONFLITS.

Le principe de la séparation des pouvoirs, s'il faut en croire la grande majorité des jurisconsultes français, réclame comme garantie indispensable la distinction de deux ordres de juridictions : la juridiction civile et la juridiction

administrative. On se rappelle que cette opinion, qui ne trouve pas à l'étranger le même assentiment que chez nous, a été vivement combattue en 1872, à l'Assemblée nationale, par M. Raudot, et non moins vivement défendue par M. Thiers. Quoi qu'il en soit, dans notre législation, conformément aux traditions de l'ancien régime et sur les bases posées en 1789 et sous le Consulat, la justice administrative s'est organisée à titre d'institution nécessaire, et paraît encore destinée à vivre de longs jours.

Et cependant, combien est douteuse l'étendue de son domaine, combien vagues sont les limites de son empire? Non-seulement la règle théorique qui sépare les deux juridictions offre dans l'application des difficultés sans nombre, mais encore les textes positifs sont loin de s'accorder toujours avec le criterium rationnel qui devrait servir de base à l'attribution des compétences.

Dans cette incertitude, le besoin d'un pouvoir régulateur indépendant, faisant la loi aux corps judiciaires et administratifs, s'était fait sentir dès longtemps. Le système qui, sous la royauté, remettait au roi le jugement des conflits, quoiqu'en harmonie avec les données constitutionnelles, était loin de satisfaire les esprits justes, plus préoccupés du fond que de la forme des institutions. La constitution de 1848, dans une conception véritablement pratique, créa un tribunal mixte, composé de magistrats de la Cour de Cassation et du Conseil d'Etat et présidé par le ministre de la justice. C'est cette juridiction suprême, avantageusement éprouvée de 1849 à la fin de 1851, supprimée en 1852 par des motifs plus politiques que juridiques, que nous a restituée la loi du 24 mai 1872 sur l'organisation du Conseil d'Etat.

Aujourd'hui que le Tribunal des Conflits fonctionne, qu'il a cinq ans d'existence, n'est-il pas intéressant de jeter un coup d'œil sur ses travaux, d'étudier les questions qu'il a jugées, de rechercher les progrès qu'il a fait faire à la science juridique, et surtout, à un point de vue essentiel-

lement utile, de constater avec soin ce qu'il a apporté de certitude dans des questions sujettes jusque là à de perpétuelles controverses? Car, en jurisprudence, la certitude c'est la paix, c'est la sécurité du justiciable.

Nous allons donc examiner, dans une rapide analyse, les principales décisions du Tribunal des Conflits qui méritent l'attention des jurisconsultes et des hommes d'affaires.

Les dispositions fondamentales sur lesquelles repose la séparation des pouvoirs et, par suite, la distinction des deux contentieux sont, comme on le sait, la loi des 16-24 août 1790 et le décret du 16 fructidor an III. Il est bon de rappeler ces textes, visés dans chaque jugement du Tribunal des Conflits.

Loi des 16-24 août 1790, titre II, article 13 :

« Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront
» toujours séparées des fonctions administratives. Les juges
» ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque
» manière que ce soit les opérations des corps administra-
» tifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison
» de leurs fonctions. »

Décret du 16 fructidor an III :

« Défenses itératives sont faites aux tribunaux de con-
» naître des actes administratifs de quelque espèce qu'ils
» soient. »

Le sens de ces prescriptions légales est que tout acte accompli par un agent administratif en *sa qualité et à titre d'acte d'administration* (excepté, bien entendu, les actes réglementaires, les contrats de droit commun et tout ce qui toucherait à la propriété privée), encore que l'agent ait excédé les bornes de ses pouvoirs, échappe à l'appréciation des tribunaux civils, à moins qu'il ne constitue un délit.

Encore, pour ce dernier cas, la constitution du 22 frimaire an VIII, par son article 75, avait-elle armé le pouvoir du droit de défendre ses fonctionnaires contre les pour-

suites des particuliers, en leur imposant la nécessité d'obtenir au préalable l'autorisation du Conseil d'Etat.

Le décret du 19 septembre 1870, rendu par le gouvernement de la Défense nationale, ayant fait disparaître cette entrave, il était à prévoir que l'on chercherait à étendre outre mesure le bénéfice de cette innovation et à soumettre à la compétence des tribunaux civils tous les actes de ceux que l'on pouvait ainsi directement citer devant eux. De fait, une foule de procès furent intentés à des administrateurs à qui l'on vint demander compte de leur administration devant l'autorité judiciaire.

Il appartenait au Tribunal des Conflits de maintenir la distinction des pouvoirs et de restreindre à ses justes limites la portée du décret de 1870. C'est ce qu'il a fait dans ses arrêts du 30 juillet 1873 (Pelletier, C. général de Ladmirault, Sir., 1874, 2, 28), et du 28 novembre 1874 (Plassan, C. général, Lapasset, Sir., 1876, 2, 192). Ils s'agissait, dans le premier cas, de la saisie, dans le second, de la suspension d'un journal, ordonnée par l'autorité militaire, en vertu de la loi du 9 août 1849, dans un département en état de siège ; et les conclusions des demandeurs tendaient à faire déclarer ces actes illégaux et arbitraires, et condamner leurs auteurs à des dommages. Le tribunal a jugé avec raison, que si la fin de non-recevoir tirée de l'article 75 cessait d'être opposable, rien n'était changé à la loi des compétences. Le juge civil ne pouvait donc connaître d'un acte de haute police administrative.

Dans l'une de ces espèces, il est vrai de le dire, on contestait la validité de la déclaration de l'état de siège, et, par suite, les pouvoirs mêmes du fonctionnaire public qu'on appelait devant la justice. Mais, qu'importe ? Les tribunaux civils n'ont pas qualité pour statuer sur la régularité des actes administratifs ; c'est ce qui a toujours été admis ; c'est ce que le Tribunal des Conflits a encore affirmé dans son jugement du 7 mars 1874 (Mingam, Sir., 1876, 2, 31), au sujet de l'action intentée par un propriétaire contre

une commune, et tendant à faire décider que l'administration communale avait violé les lois et règlements sur l'établissement des cimetières en annexant au cimetière communal, sans autorisation du préfet, un terrain contigu à la propriété du requérant et à faire ordonner, en conséquence, qu'il serait interdit à la commune d'inhumér à l'avenir dans ce terrain. L'acte administratif, si irrégulier qu'il fût, devait être respecté par le tribunal civil.

Ces solutions n'ont rien de bien nouveau. Mais il est un point sur lequel le Tribunal des Conflits a fait œuvre de doctrine, et semble avoir fondé un système désormais à l'abri du dissentiment des juridictions et des revirements des arrêts. Nous parlons de la responsabilité de l'Etat et de la compétence qui s'y réfère.

Les articles 1382 et 1384 du Code civil peuvent-ils servir à mesurer cette responsabilité, et les tribunaux de l'ordre judiciaire sont-ils appelés à se prononcer sur les réclamations des particuliers qui demandent à l'Etat de réparer le dommage qui leur a été causé par la faute de ses agents, dans l'exécution des services publics? Telle est la question qui, jusqu'à ces derniers temps, divisait la jurisprudence.

La Cour de cassation, invoquant la généralité des principes du Code civil et l'impossibilité manifeste de trouver ailleurs la base d'une équitable réparation, revendiquait pour les tribunaux civils la mission d'appliquer les règles du droit commun (v. arrêts de cassation du 1^{er} avril 1845, Sir., 1845, 1, 363; du 19 déc. 1854, Sir., 5855, 1, 602).

Le Conseil d'Etat, au contraire, tenait pour la compétence administrative (6 déc. 1855, Rotschild, Sir., 1856, 2, 508. — 6 août 1861, Dekeister, Sir., 1862, 2, 139. — 22 nov. 1867, Renault, Sir., 1868, 2, 291). L'Etat, disait-il, ne peut être comparé ni pour ses droits ni pour ses devoirs, à aucune autre personne, même morale. De cette position spéciale dérive une responsabilité spéciale. — En second lieu, pour apprécier la faute des agents ou employés, il faut recourir aux prescriptions administra-

tives, en interpréter le sens, en peser la valeur, voir si elles ont été observées, si elles ont été négligées, entrer, en un mot, dans le domaine réservé de l'administration. — Enfin, un texte positif, la loi du 26 septembre 1793, a confié à l'autorité administrative le règlement de toutes les créances contre l'Etat, d'où il résulte qu'il ne peut être déclaré débiteur par les tribunaux civils.

Ce dernier motif n'avait, à la vérité, pas grande valeur, le texte invoqué concernant la liquidation des créances arriérées, et non des actions à intenter contre l'Etat; et la compétence judiciaire n'était nullement contestée quand l'Etat se trouvait poursuivi comme personne privée : comme propriétaire, par exemple, ou en vertu d'un contrat de droit commun.

Quant aux auteurs ils penchaient généralement vers la compétence des tribunaux civils. Voici le système qui était enseigné par M. Sourdat, dans son *Traité sur la Responsabilité*. « En principe, les actions ou dommages contre l'Etat appartiennent aux tribunaux; — la seule raison qu'elles tendent à faire déclarer l'Etat débiteur ne suffit pas pour les attribuer à la juridiction administrative; celle-ci n'en connaît qu'en vertu des dispositions spéciales de la loi ou quand la décision dépend de l'interprétation ou de l'appréciation d'un acte administratif. »

En présence de cette diversité d'opinions, le Tribunal des Conflits s'est prononcé d'une manière formelle pour la jurisprudence du Conseil d'Etat, mais en négligeant toutefois le motif dont nous avons signalé la faiblesse. Les jugements dans lesquels il a posé les bases de ce système sont ceux du 25 janvier 1873 (Michel et Masson, Sir., 1873, 2, 123), et du 8 février 1873 (Blanco, Sir., 1873, 2, 153).

Dans ces deux circonstances, le Tribunal a envisagé la question sous des faces assez distinctes :

Dans la première espèce il a déclaré que le juge civil ne pouvait statuer parce que l'appréciation de la faute comportait l'appréciation des prescriptions administratives. En

effet, la compagnie du chemin de Paris-Lyon-Méditerranée réclamait à l'Etat des dommages-intérêts à raison d'un accident arrivé à des voyageurs, par suite de l'explosion d'une certaine quantité de poudre transportée sur les ordres d'un commandant militaire. « Attendu, dit le jugement, que » pour apprécier les faits de négligence ou d'imprudence » que la Compagnie impute aux agents de l'Etat, dans » l'exécution de la réquisition, il est nécessaire d'apprécier » les conditions dans lesquelles cette réquisition a été faite : » notamment, d'examiner si la compagnie du chemin de » fer était dispensée de vérifier, en ce qui concerne le » chargement des poudres, l'accomplissement des conditions prescrites par l'arrêté du ministre des travaux » publics en date du 15 février 1861. »

Rien de plus juste, et c'est la réserve même que faisait M. Sourdat, partisan de la compétence judiciaire. Mais, remarquons-le, en pareil cas ce n'est pas seulement l'Etat, c'est encore l'agent lui-même qui peut revendiquer le bénéfice de la juridiction administrative. Dès qu'il ne s'agit plus d'une faute ordinaire, indépendante de la qualité de l'agent, dès que ses droits et ses devoirs administratifs sont en cause, ce juge civil cesse d'être compétent. Le Tribunal des Conflits l'a affirmé d'une manière implicite dans son jugement du 7 juin 1873 (Sir. 1875, 2, 157), dans lequel, en accordant la compétence judiciaire contre des employés du télégraphe qui avaient négligé de remettre une dépêche à destination, il a soin de dire : « Considérant, d'ailleurs, qu'il » n'est pas allégué que l'appréciation des faits imputés aux » sieurs Cliquet et Coignant entraîne l'interprétation préjudiciaire d'actes ou de règlements administratifs. »

Ainsi ce premier motif de la compétence administrative, emprunté par le Tribunal des Conflits au Conseil d'Etat, n'est ni spécial aux actions en dommages contre l'Etat, ni généralement applicable à toutes ces actions. Car l'on voit que la faute de l'agent peut fort souvent être appréciée sans

qu'il y ait lieu d'examiner ou d'interpréter des actes administratifs.

Mais il en est autrement du motif invoqué dans le jugement du 5 février 1873. Un enfant avait été renversé dans la rue et grièvement blessé par un wagon qui transportait des ouvriers de la manufacture des tabacs. L'espèce semblait particulièrement favorable à la compétence judiciaire : les auteurs du dommage étaient non des fonctionnaires, mais de simples manœuvres employés par la régie ; le travail qu'ils exécutaient rentrait dans les occupations les plus ordinaires de l'industrie privée et ne ressemblait guère à la prestation d'un service public. Néanmoins le Tribunal des Conflits a statué comme suit :

« Considérant que la responsabilité qui peut incomber à
» l'Etat, pour les dommages causés aux particuliers par le
» fait des personnes qu'il emploie dans le service public,
» ne peut être régie par les principes qui sont établis dans
» le Code civil pour les rapports de particulier à particulier ; — que cette responsabilité n'est ni générale ni
» absolue ; qu'elle a ses règles spéciales qui varient suivant
» les besoins du service et la nécessité de concilier les
» droits de l'Etat avec les droits privés ; — que, dès lors,
» aux termes des lois sus visées (lois des 16-24 août 1790 et
» du 16 fructidor an III), l'autorité administrative est seule
» compétente pour en connaître. »

Et le commentaire de cette décision quelque peu concise se trouve dans le Rapport du commissaire du gouvernement, M. David.

« D'abord, disait-il, le rôle de l'Etat dans l'accomplissement des services publics est, non pas volontaire, mais
» obligatoire ; il lui est imposé non dans un intérêt privé, mais dans l'intérêt de tous. — En second lieu, il faut
» considérer l'importance et l'étendue de ces services et
» (en laissant à part l'armée de terre et de mer) le nombre
» énorme d'agents de toute sorte : fonctionnaires publics,
» agents auxiliaires, employés, gens de service qu'ils

» nécessitent ; les conditions de leur nomination et de leur
» avancement qui, réglés souvent par la loi ou par des
» règlements généraux, ne laissent pas toujours à l'admi-
» nistration la liberté de son choix ; la variété infinie des
» emplois et, par suite, des rapports qui s'établissent entre
» l'Etat et ses agents à l'occasion. »

Que serait-ce s'il s'agissait des armées de terre et de mer ? Un soldat de cavalerie, passant au galop sur la place publique, renverse un particulier qui meurt des suites de sa chute. L'Etat est-il absolument responsable des vices du cheval ou de la maladresse du cavalier ? Dans un cas pareil, la Cour d'Alger a jugé, conformément à la jurisprudence du Tribunal des Conflits, que l'article 1384 du Code civil devait être écarté (arrêt de 12 février 1875, Sir., 1877, 2, 163).

En effet, l'Etat n'est pas un commettant ordinaire. Tel est le motif de la compétence administrative. C'est le rapport existant entre l'Etat et celui qu'il emploie, qui forme le véritable obstacle à l'intervention du juge civil. Le caractère du fait dommageable ne dépend pas toujours de la valeur d'un acte administratif ; l'agent peut avoir commis un délit pur et simple, mais toujours subsiste la question de savoir jusqu'à quel point l'Etat est engagé par le fait de ceux qui agissent en son nom ou pour son compte, ce qui revient à dire, sous une autre forme, que *le choix par lequel l'Etat confie tel service public à tel individu est en lui-même un acte d'administration dont le mérite ne saurait être apprécié que par le juge administratif.*

Quant à déterminer selon quels principes, en vertu de quels textes, une réparation quelconque pourra être arbitrée, nous ne l'entreprendrons point. Peut-être même faut-il constater, à cet égard, une grande lacune dans nos institutions et désirer que le législateur se préoccupe un jour d'indiquer quelques règles à la vague équité des ministres et du Conseil d'Etat.

Quoi qu'il en soit, le Tribunal des Conflits a persévéré

dans la voie qu'il s'était tracée. Il a reconnu notamment la compétence administrative, quand se sont produites des demandes en indemnité contre l'administration des postes, à raison de la soustraction de valeurs chargées sans déclaration ou insérées dans une lettre recommandée (Conflits, 7 mars 1874, Riuseiti, Sir., 1874, 2, 328, et 16 mars 1876, Bory, Sir., 1876, 2, 160). Il établit comme règle la compétence administrative, sauf à admettre, à titre d'exception, la compétence judiciaire dans les hypothèses où un texte spécial fait attribution de la cause aux tribunaux civils. On en jugera par les termes qui suivent : « Considérant, est-il » dit dans la décision du 16 mars 1876, qu'en effet, si l'art. 3 » de la loi du 4 juin 1859 dispose qu'au cas de valeurs dé- » clarées, l'action en responsabilité sera portée devant les » tribunaux civils, cette compétence n'est étendue ni au » cas d'une lettre chargée sans déclaration de valeur, ni au » cas d'une lettre recommandée par l'article 4 de la loi du » 25 janvier 1873 ; qu'au contraire ces dispositions ont » limité à une somme fixe, dans ces hypothèses, la respon- » sabilité de l'administration des postes, *sans modifier le » principe général qui soumet l'appréciation de cette res- » ponsabilité à la juridiction administrative.* »

De même, en matière de contributions indirectes, quoique les contestations relatives à la perception de l'impôt rentrent dans le domaine de la juridiction civile, le Tribunal des Conflits a décidé que les actions en responsabilité dirigées contre l'Etat, à raison des fautes de ses agents, faisaient partie du contentieux administratif (29 mai 1875, *le Droit*, 25 juin 1875, incendie allumé par l'imprudence d'un préposé de l'octroi dans la recherche d'une contravention. — 31 juillet 1875, Renoux, Sir., 1875, 2, 305, cheval tué par un préposé des douanes). Ainsi, un particulier qui se plaignait de la perception illégale d'un droit de chancellerie, ayant attaqué le ministre des affaires étrangères comme responsable du fait de son agent, il a été reconnu qu'il ne

pouvait, sous cette forme, s'adresser à l'autorité judiciaire (Conflits, 1^{er} mai 1875, Colin, Sir., 1875, 2, 185).

Enfin, cette jurisprudence du Tribunal des Conflits, au sujet de la responsabilité de l'Etat, a été acceptée par la Cour de Cassation (30 déc. 1873, Sir., 1874, 1, 66).

Mais, s'il faut en croire le Tribunal suprême, suivant en ce point l'opinion généralement reçue, ce qui est vrai de l'Etat ne l'est point de la commune, ni des autres personnes morales publiques. A leur égard, l'article 1384 du Code civil conserve son empire, et les tribunaux civils connaissent valablement de toutes les actions en indemnité qui n'exigent pas l'appréciation d'un acte administratif (jugements du 7 mars 1874, Desmolles, Sir., 1874, 2, 261, et du 13 novembre 1875, Bertrand-Lacombe, Sir., 1877, 2, 280). « Les règles relatives à la responsabilité de l'Etat ne sont » point applicables, dit le Tribunal, à la responsabilité des » communes. »

Cette solution, cependant, ne va pas sans quelque difficulté. Sans doute, l'Etat a dans la société une fonction autrement importante que celle de la commune; sans doute, des textes spéciaux ont permis d'assigner la commune devant le tribunal civil, à raison de l'inaction coupable de son administration (loi du 10 vendémiaire an iv), et même de la faire condamner *pénalement* pour certains délits forestiers (art. 72 du Code forestier). Mais est-ce à dire qu'en dehors de ces cas où des motifs tout à fait particuliers justifient une compétence exceptionnelle, la commune puisse être traitée comme un simple particulier? Les raisons invoquées par le Tribunal des Conflits, quand il s'agit de la responsabilité de l'Etat, perdent-elles de leur force quand on les applique à la question de la responsabilité des communes? Le rôle de l'administration municipale n'est-il pas aussi obligatoire que celui de l'administration centrale? Et, quant au choix des personnes, s'il est plus facile, vu les proportions plus restreintes de l'action municipale, n'est-il pas au même chef un acte administratif dont la sagesse

ou l'imprudence doit, aux termes des lois des 16-24 août 1790 et du 16 fructidor an III, échapper au jugement des tribunaux civils?

L'affirmation pure et simple du jugement précité ne nous paraît donc pas satisfaisante, et il y a tout lieu de croire que si le Tribunal des Conflits persiste dans la distinction qu'il a admise, il en donnera des motifs plus amples et plus concluants.

En même temps que l'Etat était l'objet de nombreux recours en indemnité, à raison des fautes de ses agents, le malheur des temps voulait qu'il fût aussi recherché pour diverses mesures gouvernementales prises sciemment et volontairement, mais sous l'empire d'une nécessité de salut public.

Le Conseil d'Etat avait déjà maintes fois jugé que les tribunaux civils n'avaient pas à connaître des demandes de cette nature, et que les tribunaux administratifs ne pouvaient eux-mêmes accorder aucune réparation.

Le Tribunal des Conflits a consacré cette jurisprudence. Un particulier, ayant intenté un procès à l'Etat pour s'opposer à l'occupation de sa demeure par les troupes allemandes, en exécution de la convention de Ferrières, les juges du conflit ont déclaré à la fois l'incompétence du tribunal civil et l'inadmissibilité de l'action (Conflits, 14 décembre 1872, Goulet, Sir., 1873, 2, 124). Récemment encore, a été rejetée une demande en indemnité fondée sur la même cause (Conflits, 30 juin 1877, Villebrun; *Le Droit*, 22 juillet 1877).

Si les traités diplomatiques laissent l'Etat irresponsable des conséquences fâcheuses qui peuvent en résulter pour les particuliers, à plus forte raison en est-il de même des faits de guerre, des mesures prises par l'autorité militaire, quand une armée est en campagne ou quand une ville est assiégée. Les démolitions, destructions ou autres dommages causés aux personnes ou aux propriétés, ne donnent lieu à aucune indemnité (Conflits, 6 juin 1872,

Bertin, Sir., 1873, 2, 187. — 28 juin 1873, de Lamothe, Sir., 1874, 2, 186). Alors, en effet, c'est un fléau dont nul n'est le maître, c'est la force majeure qui frappe au hasard tels ou tels citoyens, telle ou telle portion du territoire, et si, comme le dit le préambule de la loi du 6 septembre 1871, sur les indemnités de la guerre allemande, les *sentiments de nationalité* font un devoir à ceux qui n'ont pas souffert de soulager ceux qui ont supporté tout le poids de la lutte, ceux-ci n'ont pas un *droit* acquis contre leurs concitoyens, ou contre l'Etat, représentant les intérêts généraux de la nation.

Mais il ne faut point confondre les mesures de défense d'une ville assiégée avec les travaux concertés à l'avance, exécutés loin de la présence de l'ennemi, alors que la place n'est en état de siège qu'en vertu d'une déclaration du pouvoir. *L'état de siège fictif* ne modifie en rien le caractère des travaux simplement préventifs et ne saurait les transformer en fait de guerre. Continuent donc de s'appliquer, en pareil cas, la loi des 8-10 juillet 1791 sur les places de guerre, et l'article 15 de la loi du 17 juillet 1819, qui, pour le règlement des indemnités, attribue compétence à la juridiction civile. Le Tribunal des Conflits s'est montré très-affirmatif sur ce point (v. jugement du 11 janvier 1873, Coignet, Sir., 1873, 2, 57; du 15 mars 1873, Fiéreck, Sir., 1873, 2, 186, et du 28 juin 1873, Dumont, Sir., 1874, 2, 182).

Dans ces espèces, aucun doute ne s'élevait sur les circonstances du fait, les tribunaux civils auxquels on s'était adressé devaient donc rester saisis. En cas de consultation, au contraire, le conflit serait valablement élevé : car l'autorité administrative a seule mission pour reconnaître la nature des actes du gouvernement, et pour lui donner la qualification qui leur convient (Conflits, 28 juin 1873, de Lamothe, Sir., 1874, 2, 186).

J. BOURGEOIS,

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Chambéry.

CONSULTATION.

Question d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La commune de V... sous D... n'est pas érigée en succursale; elle dépend de la paroisse de D,... elle est pourvue d'une chapelle de secours.

Cette chapelle, fort ancienne, menace ruine; un rapport de l'architecte démontre la nécessité de la reconstruire.

Elle est située à l'extrémité et en dehors du village, dans une position tout à fait excentrique, et les habitants ont formé le projet d'élever la construction nouvelle dans un emplacement plus central et plus facilement accessible à la population.

Mais l'exécution de ce projet rencontre un obstacle dans le refus que fait un habitant de vendre à l'amiable une parcelle de terrain sur laquelle doit être assis en partie l'édifice à bâtir.

La commune a cru qu'elle pouvait recourir à l'expropriation pour cause d'utilité publique, et elle s'est adressée, à cet effet, au préfet du département; mais M. le Préfet, par une lettre du 11 septembre 1877, a répondu :

« Je regrette de ne pouvoir accueillir favorablement la demande dont il s'agit.

» En effet, l'administration préfectorale ne peut proposer la déclaration d'utilité publique que pour les églises qui sont légalement ouvertes au culte sous l'un des titres de cure, de succursale ou de chapelle vicariale.

» Il ne saurait donc en être ainsi pour l'église de V... sous D,... qui est pourvue seulement du titre de chapelle de secours. »

La solution négative de la question soumise à M. le Préfet est-elle fondée en droit?

Nous ne le pensons pas, et voici nos motifs :

Lors du rétablissement du culte catholique en France, il fallut réorganiser les paroisses, comme on avait réorganisé les évêchés.

Ce n'est pas le Concordat qui a déterminé les conditions dans lesquelles s'opérait la nouvelle circonscription des paroisses; ce sont les articles organiques qui ont chargé les évêques de la faire, de concert avec les préfets. Il fut réglé qu'il y aurait au moins une paroisse dans chaque justice de paix, et des succursales en aussi grand nombre que le besoin l'exigerait. Le gouvernement se réserva le droit d'approuver les résolutions des évêques et des préfets.

Il fut d'abord créé 24,000 succursales; mais ce nombre était de beaucoup insuffisant pour assurer la célébration du culte dans toutes les communes; aussi, par un décret du 30 septembre 1807, le gouvernement établit 6,000 succursales nouvelles et autorisa la création de *chapelles* et d'*annexes*.

Les *chapelles*, auxquelles on ajoute généralement la dénomination de *vicariales*, sont des églises destinées à des paroisses ou fractions de paroisses trop étendues ou trop éloignées de la succursale : elles ont un vicaire ou chapelain dépendant, au spirituel, du desservant de la succursale, mais rétribué sur les fonds des communes sur le territoire desquelles elles sont situées. — Lorsque la commune qui possède la chapelle loge et rétribue le vicaire ou chapelain et fournit à tous les autres frais du culte, elle n'est pas obligée de concourir aux besoins de l'église paroissiale. Une chapelle érigée dans ces conditions est une personne civile, pouvant acquérir et posséder, et administrée par un conseil de fabrique particulier (v. décret du 30 septembre 1807. — Avis du conseil d'Etat du 14 décembre 1810. — Ord. du 25 août 1819).

L'*annexe* est une église desservie par un prêtre rétribué au moyen de souscriptions volontaires; elle n'a pas de personnalité distincte, et la commune dans laquelle elle est située continue à être tenue de contribuer aux frais d'en-

tretien de l'église et du presbytère, ainsi qu'aux autres dépenses du culte dans le chef-lieu de la succursale.

Indépendamment de ces chapelles et de ces annexes, la législation connaît aussi la *chapelle de secours*. Le gouvernement en établit là où la situation l'exige. M^r Affre, dans son *Traité de l'Administration temporelle des Paroisses*, donne le texte d'une ordonnance du 26 juillet 1836, qui en a érigé une dans la commune de Cenon-la-Bastide (Gironde). La chapelle de secours n'a pas de personnalité propre et indépendante. L'édifice appartient à la commune sur le territoire de laquelle il est construit; elle est administrée au temporel par la fabrique de la succursale dont elle dépend, et au spirituel par le desservant de cette succursale.

C'est une chapelle de secours que possède la commune de V... sous D... L'édifice est la propriété de la commune. Le curé de D... y célèbre les offices tous les dimanches et les jours de fête. La fabrique de D... administre ses biefs et règle le budget de ses recettes et de ses dépenses. Cette chapelle, bien qu'elle ne soit pas une personne civile, n'en a pas moins un titre parfaitement légal, titre reconnu de la commune et de l'Etat.

Quelle peut être la conséquence de cette situation au point de vue qui nous occupe?

L'église de V... sous D... en tant que bâtiment, appartient à la commune de V... sous D... de la même manière que tout autre bâtiment communal, la mairie ou la maison d'école par exemple.

La commune est-elle libre de laisser tomber cette église en ruine, faute d'y faire les réparations nécessaires? Non, sans doute; pas plus qu'elle n'a la faculté de laisser périliter ses autres bâtiments. L'article 30 de la loi du 18 juillet 1837 met les grosses réparations des *édifices communaux*, quels qu'ils puissent être et sans distinction, au nombre des dépenses obligatoires des communes.

Si un édifice communal, la mairie, la maison d'école, la halle, le magasin des pompes, etc., a besoin d'être

agrandi, si l'utilité publique réclame cet agrandissement, pourra-t-on avoir recours à l'expropriation en vertu de la loi du 3 mai 1841? Evidemment oui; la question ne peut pas faire le moindre doute.

Si au lieu d'agrandir l'édifice, on juge à propos de le reconstruire sur un autre terrain, pourra-t-on, l'utilité publique étant constatée dans les formes réglementaires, recourir à l'expropriation? Oui, bien certainement, et c'est ce qui se fait tous les jours.

Pourquoi donc ce qui peut se faire pour le bâtiment appelé mairie, école, marché, théâtre, deviendrait-il impossible pour le bâtiment appelé église? Où est le texte de loi qui consacre cette différence? Où est la raison qui conduit à cette distinction?

M. le Préfet dit que l'église de V... sous D... *n'est pas légalement ouverte au culte.*

M. le Préfet est ici dans l'erreur la plus complète, ou bien l'expression dont il s'est servi a trahi sa pensée.

Une chapelle de secours *est très-légalement ouverte au culte.* Elle est érigée par un acte du gouvernement ou reconnue par lui. Elle est desservie par un prêtre qui reçoit très-légalement une rémunération sur la caisse communale. Elle est très-légalement entretenue aux frais de la commune qui s'impose quelquefois, à cet effet, des centimes additionnels. Elle est très-légalement administrée par la fabrique de la succursale, qui est tenue de la faire jouir des revenus spéciaux qui lui sont affectés. Est-ce que le gouvernement a violé la loi en l'érigeant? Est-ce que le Préfet viole la loi en réglant le budget de la commune qui rétribue le chapelain? Non, sans doute : reconnaissons donc qu'il est inexact de dire que la chapelle de secours de V... sous D... *n'est pas légalement ouverte au culte.*

Ce qui est vrai, le voici : la chapelle de V... sous D... n'a pas d'existence indépendante ; elle ne constitue pas une personne civile, ce qu'on appelle en termes un peu barbares, une personne morale, un corps moral.

Mais qu'est-ce que cela fait dans la circonstance présente et pour l'objet qui nous occupe ? Ce n'est pas la chapelle qui exproprie, c'est la commune. Est-ce qu'on prétendrait qu'une commune ne peut exproprier que pour des établissements ayant personnalité civile ? Ce ne serait pas soutenable. Un chemin, une mairie, une école, un marché n'ont pas d'existence propre et indépendante de la commune à laquelle ils appartiennent, et cependant on exproprie tous les jours pour un chemin, une mairie, une école, un marché. Pourquoi donc ce qui est permis et facile pour un édifice profane, serait-il prohibé quand il s'agit d'un édifice servant au culte ? Où est la loi qui édicte une semblable défense ?

La loi n'exige qu'une chose : la constatation de l'utilité publique. Lorsque cette utilité est démontrée, l'expropriation est possible.

Il faut remarquer qu'il ne s'agit pas de créer à nouveau une chapelle de secours. Cette chapelle existe ; le titre existe ; il ne s'agit que de reconstruire dans un endroit plus avantageux un édifice communal. La loi du 3 mai 1841 peut donc être invoquée et appliquée.

Nous pensons que ces raisons, soumises à M. le Préfet, le feront revenir sur le refus qu'il a exprimé dans sa lettre du 11 septembre. S'il persiste dans son opinion, la commune devra se pourvoir devant le Ministre qui, nous n'en doutons pas, lui donnera satisfaction.

Dijon, 3 novembre 1877.

BRESSON,

Avocat à la Cour de Dijon.

ADHÉSION.

J'adhère au mémoire de mon confrère M. Bresson.

L'article 3 de la loi de 1841 n'est pas limitatif : la jurisprudence l'étend à tous les cas où il y a nécessité publique constatée.

Que l'Eglise de V... sous D... soit une succursale, une chapelle vicariale, une annexe ou une chapelle de secours, peu importe : la question n'est pas dans le nom, mais dans l'*utilité publique* et nécessaire de la chose.

La décision de M. le Préfet est trop absolue : elle paraît basée sur des espèces où les chapelles de secours ont pu être considérées comme n'étant pas de nécessité publique, ce qui est le cas ordinaire.

Mais, lorsqu'une Eglise, improprement nommée chapelle de secours, est, en fait, le seul édifice consacré à l'usage public du culte dans une commune, son existence n'est plus seulement utile, mais indispensable, nécessaire comme le culte lui-même.

Dès lors son maintien, son agrandissement, son déplacement, relèvent de la nécessité publique, et autorisent l'application de l'article 3 de la loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Lorsqu'il existe dans la commune un autre édifice religieux consacré au culte, on peut, dans ce cas, refuser à une chapelle de secours le caractère d'utilité publique, autorisant l'expropriation ; mais telle n'est pas notre espèce.

L'église de V... sous D... est d'une utilité publique incontestable, puisqu'il n'y a pas d'autre édifice où le culte puisse être célébré dans la commune. Donc il y a lieu d'appliquer l'article 545 du Code civil, et l'article 3 de la loi de 1841.

Dijon, 5 novembre 1877.

POMMIER,
Avocat à la Cour de Dijon.

ADHÉSIONS :

THÉOD. AUZIAS, *avocat, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats près la Cour de Grenoble ;*

L. SISTERON, *bâtonnier des avocats près la même Cour.*

BIBLIOGRAPHIE.

L'ADMINISTRATION CHARITABLE ET LA POLITIQUE RADICALE, brochure grand in-8° de 52 pages. — DOUNIOL, éditeur, 1877.

Mettre la main sur les ressources qu'ont accumulées en faveur des pauvres la charité et la piété des générations, — chasser de leur administration tout élément de religieux, — s'en faire, jusque dans la moindre commune rurale, un instrument de domination et de propagande, — tel est l'objet poursuivi par le parti radical avec autant de ténacité que d'habileté.

Il a pour organe, dans cette campagne, un obscur député, M. Plessier, qui vient de déposer pour la seconde fois, à la Chambre des députés, un projet de loi portant que, désormais, *tous* les membres des bureaux de bienfaisance et des commissions des hospices seraient nommés par les conseils municipaux. Une proposition identique, présentée à la Chambre qui a été dissoute le 16 mai, avait été votée rapidement en première lecture. Elle reparait avec une persévérance qui est un avertissement significatif.

Aussi est-ce un devoir pour tous les conservateurs d'appeler l'attention sur les graves intérêts engagés sous une proposition qui se donne tout simplement l'apparence d'une œuvre de décentralisation administrative. Sa véritable portée a été démontrée avec une irrésistible autorité dans l'important mémoire dont nous avons transcrit le titre. On reconnaît un jurisconsulte à la manière sobre et décisive dont le sujet est traité. Le *Jugulum causæ* y est parfaitement mis à nu dès les premières pages.

L'assistance charitable des pauvres n'est pas un service municipal, comme on se l'imagine parfois à tort. L'origine de son patrimoine est presque exclusivement due aux libéralités des particuliers et surtout de l'Eglise. D'après la loi de 1790, qui reste encore la base de la législation en cette matière, le service hospitalier est essentiellement un service d'utilité générale, auquel les communes ne peuvent être appelées à concourir que comme autorité subor-

donnée et à titre accessoire, en vertu d'une délégation de la puissance publique. — Toutes les raisons d'utilité générale, appuyées sur l'expérience de tous les temps et de tous les peuples, montrent que les administrations charitables doivent être indépendantes de toute influence étrangère aux intérêts des pauvres, et, par conséquent, rester absolument à l'écart des conflits dont les élections locales sont le terrain naturel.

Le système le mieux approprié à l'état social actuel est donc celui de la loi de 1873, qui institue dans les bureaux de bienfaisance et les commissions des hospices des membres de droit, le curé et le maire, et fait nommer les autres par l'administration supérieure, sur la présentation du bureau ou de la commission.

Cette démonstration est corroborée par un grand nombre de faits fort curieux, tirés de la singulière pratique administrative qui a dilapidé le patrimoine des pauvres toutes les fois que, comme en 1793 ou après le 4 septembre 1870, la politique a envahi ce terrain.

Faits topiques et irréfutables arguments de droit se trouvent également dans ce substantiel mémoire. Nous ne saurions trop engager nos amis à s'en nourrir, au moment où une attaque renouvelée exige que les forces de la défense sociale se portent au secours de l'intérêt permanent des pauvres si gravement menacé.

UNE COLONIE FÉODALE EN AMÉRIQUE. — L'ACADIE, 1604-1710, par M. Rameau, un vol. in-18. — Didier, 1877.

Le nouvel ouvrage que vient de publier M. Rameau intéresse à un degré remarquable la science sociale. Il est consacré à l'histoire d'une colonie française, fondée à notre grande époque nationale, au moment où sous le règne réparateur d'Henri IV, le vieil esprit catholique de la ligue et la puissante raison monarchique des *politiques* s'unissaient dans une féconde harmonie.

Un vif mouvement entraîna un grand nombre de rejetons de la noblesse rurale et de la bourgeoisie des villes, vers les rivages du Nouveau-Monde. Quels étaient les sentiments qui les y entraînaient ? M. Rameau les analyse fort bien. C'étaient à la fois le désir de gagner à l'Eglise un nouveau pays, et à la France un

nouvel empire, et aussi la pensée de s'y créer des seigneuries. A quatre siècles d'intervalle le souvenir des royaumes et des duchés créés par les Croisés, en Orient, agissaient puissamment sur les esprits. Des familles de tenanciers suivaient volontiers leurs seigneurs, non pas qu'elles souffraient dans la mère patrie comme les Allemands de nos jours, mais parce qu'ils espéraient s'élever dans la hiérarchie sociale de l'époque, et fonder des familles nombreuses et heureuses.

La colonie de l'Acadie, fondée en 1604, dans cette presque île qui s'appelle hélas, aujourd'hui, la Nouvelle-Ecosse, fut à l'origine divisée en seigneuries. Sans doute l'idée féodale qu'apportèrent les colons fut loin d'aboutir à une organisation extérieure, semblable à celle de la mère patrie. La nature des choses, les conditions si différentes du milieu modifièrent profondément les institutions ainsi transplantées. Mais les principes essentiels du régime féodal, tel qu'il était alors connu en Europe, quoiqu'il fût en décadence dans les faits, à savoir la solidarité étroite des classes, l'impulsion donnée à tous les sentiments supérieurs de religion et de patriotisme, tous ces principes se retrouvèrent dans la *colonie féodale*, et lui assurèrent un développement dont la rapidité a dépassé singulièrement celui des colonies puritaines de la Nouvelle-Angleterre. Voilà qui est contraire à bien des préjugés, mais M. Rameau le démontre avec l'autorité des documents authentiques conservés dans les archives de la Nouvelle-Ecosse, et au ministère de la marine, à Paris. Après son livre, il doit être acquis, comme une vérité historique incontestable, qu'au *xvi^e* et au *xvii^e* siècles la race française était de toutes les populations européennes la plus vigoureusement et la plus saine-ment constituée, la plus expansive par conséquent. Rien n'est instructif comme les charmants récits dont ce livre abonde. On y voit quelle force apportait à l'œuvre toujours rude de l'occupation d'un pays neuf, les habitudes de sobriété, les douces mœurs de la famille catholique, la gaieté et l'entrain propres alors aux Français de toutes les classes, et surtout la confiance réciproque qui régnait entre les gentilshommes et les paysans unis étroitement dans une vie commune de guerre, de chasse et de travail rurale. Quel contraste avec les mœurs actuelles, et aussi quelle différence dans les résultats !

En 1710, l'Acadie formait une province de deux mille âmes, lorsque à la faveur des guerres continentales qui absorbaient alors

les forces de la France, l'Angleterre parvint à s'en emparer ; mais pendant les quarante ans qui suivirent, les Acadiens vécurent dans une sorte d'autonomie, et, en 1750, ils étaient quatorze mille, s'étant sextuplés en cet espace de temps, sans le concours d'aucune immigration européenne. On connaît, ne fût-ce que par le touchant poème d'*Évangéline*, — l'infâme violence dont cette paisible population fut victime en 1755 : En une nuit les Anglais cernèrent les établissements acadiens, arrachèrent presque toute la population à ses foyers, et la dispersèrent dans toutes leurs colonies. Eh bien, peu d'années après, les malheureux Acadiens s'acheminaient de nouveau, par petits groupes, vers la terre natale ; ils s'établissaient dans des terrains incultes, à côté des riches domaines créés par le travail de leurs frères et occupés désormais par la race conquérante. Dieu a béni cette héroïque persévérance et cette fidélité à la terre comme à la foi des ancêtres. Ils sont aujourd'hui, d'après le recensement de 1871, au nombre de quatre-vingt-sept mille sept cent quarante âmes et contrebalancent puissamment l'influence des Anglais dans ce pays.

Le livre de M. Rameau est à la fois un travail de solide érudition et une œuvre dont la portée sociale est considérable. Il fait en effet parfaitement ressortir la démonstration des vérités essentielles à toutes les sociétés qui se dégagent de ces faits si intéressants. Au milieu des stérilités et des impuissances du présent, c'est au moins une espérance d'avenir que de voir honorer dans la vérité et la justice les institutions saintes et les hommes héroïques du passé.

CLAUDIO JANNET.

Le gérant, J. BARATIER.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(5^{me} Année.)

L'ENSEIGNEMENT DU DROIT
DANS LES FACULTÉS CATHOLIQUES
(Faculté de Lyon).

LE DROIT DE PUNIR
(9^{me} Conférence (1) donnée le 7 janvier 1878, par M. Lucien Brun).

EMINENCE (2),
MESSIEURS,

Lorsque nous avons parlé du droit de la guerre, la question de savoir si le souverain peut légitimement demander dans l'intérêt général le sacrifice de la vie des individus, s'était présentée à nos conscience inquiètes comme l'un de ces redoutables problèmes dont la solution exige la reconnaissance de l'origine divine de la société.

Voici, Messieurs, un autre problème. C'est encore la vie d'un homme qui en fait le palpitant et douloureux intérêt.

(1) Voir, pour les conférences précédentes de M. Lucien Brun : *Revue*, 1876, 2^e semes., 7^e vol., p. 51, 129, 193 ; 1^{re} semes. 1877, 8^e vol., p. 163 et 315. — La suite de la propriété, — moyens de l'acquérir, — liberté testamentaire sera donnée plus tard.

(2) Son Eminence Monseigneur le cardinal Caverot, archevêque de Lyon.

Mais quelle différence dans les circonstances qui motivent, précèdent et entourent le sanglant sacrifice ! Dans la mêlée des armées ennemies, les plus nobles, les plus fiers sentiments de l'âme humaine excités jusqu'à l'enthousiasme poussent au sacrifice volontaire de la vie l'élite des nations armées pour l'indépendance et l'honneur de la patrie ; Une ardeur généreuse enflamme les combattants ; le sentiment d'un devoir sacré excuse les meurtriers ; la gloire ensevelira les vaincus eux-mêmes dans un linceul radieux ; la reconnaissance des générations accompagne la mémoire des héros qui ont offert leur poitrine aux coups de l'agresseur, et l'histoire garde pour eux ses admirations les plus incontestées.

Contemplez maintenant un spectacle dont aucune nation civilisée n'a ignoré l'horreur.

Les ombres de la nuit en ont couvert les sinistres apprêts. Un échafaud a été dressé, autour duquel le peuple se presse. Voici un homme jeune, plein de vie, désarmé et incapable de résister à la violence qu'il subit. Il ne veut pas mourir...on le mène à la mort. La conscience humaine condamne le meurtre ; la loi divine a dit : « tu ne tueras pas. » Que font donc en face de l'homicide qui se prépare, que font, au milieu de ce solennel et lugubre appareil, ces soldats, ce magistrat, ce prêtre ? Ces soldats, gardiens de la vie des citoyens, ce n'est pas la victime qu'ils protègent, c'est le bourreau ! Ce magistrat, il n'est là que pour ordonner et constater l'exécution, et ce prêtre, ce ministre de miséricorde ne peut qu'exhorter à la résignation celui qui va mourir, en lui montrant le Ciel où règne le Dieu qui seul a droit sur la vie de ses créatures ! Une foule haletante, oppressée sous le poids d'une terreur sacrée est là ; spectatrice, muette et consentante ; elle attend le coup qui va trancher une vie, et pas une voix ne crie, pas un bras ne se lève pour arracher à la mort le malheureux dont le sang va couler.

Quel phénomène étrange ! Cet homme est coupable, on

le tue et ni l'horreur du sang, ni la pitié n'inspirent aux spectateurs de cette sanction terrible de la justice humaine un sentiment de révolte !

Cet assentiment universel, perpétuel, donné à l'expiation des crimes atroces par la mort du coupable, est une des manifestations les plus frappantes de la conscience humaine.

La nécessité d'une justice sociale est tellement évidente, que l'immense généralité des hommes ne songe pas à lui demander ses titres de légitimité. Mais il en est autrement pour des esprits habitués à la recherche des principes et des causes. Il serait indigne de vous, élèves d'une Université catholique, d'aborder l'étude de notre législation pénale sans vous être enquis de l'existence et de la mesure du droit de punir et, déjà, vous sentez que la peine de mort n'est pas justifiable si l'on donne au droit de punir un fait humain pour origine.

Je reste, Messieurs, dans les limites que j'avais, dès le début, tracées à la partie philosophique de cette introduction à l'étude du Droit, en essayant d'exposer les principes qui dominent le droit pénal, en recherchant la source et la fin du droit de punir. C'est en étudiant son origine que nous en découvrirons l'étendue, et acquerrons la connaissance de ses limites, connaissance indispensable au législateur et à l'interprète des législations positives. Si j'ai éveillé votre attention sur la question de la peine de mort, c'est que, résolu à ne pas fuir la difficulté, je veux pousser cette étude quoique sommaire jusqu'à ce point extrême où l'esprit est contraint de choisir entre les doctrines et d'accepter les solutions définitives.

Qu'est-ce que le droit de punir ? Sachons bien d'abord de quoi nous allons parler et ne nous laissons point égarer par les mots.

Je suis attaqué ; ma vie est menacée, je me défends et je tue l'agresseur. On dira que celui-ci a reçu la juste punition de son méfait. Ai-je, cependant, en tuant pour me

défendre, exercé le droit de punir ? Non, Messieurs, une seconde hypothèse va vous démontrer la négative. Au lieu de tuer l'agresseur qui en voulait à ma vie, je lui ai fait une blessure qui l'a mis dans l'impossibilité de me nuire ; la force publique est intervenue, il est emporté loin du combat. Je le retrouve quelques heures après, enchaîné, impuissant, et je le tue. Que dira la conscience publique ? Elle m'approuvait dans le premier cas, dans le second elle me condamne. Pourquoi ? C'est que dans la première hypothèse j'ai exercé le droit de légitime défense, dans la seconde je me suis fait justice à moi-même, j'ai usurpé le droit de punir. Ainsi, se faire justice à soi-même, usurper le droit de punir sont des actes réprouvés par la conscience publique. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est que se défendre et punir sont deux actes différents, deux droits distincts. Qu'est-ce en effet que punir ? C'est faire subir à un être intelligent, libre, responsable, un mal correspondant au mal qu'il a injustement causé, lors même que le mal causé par l'auteur du délit est irréparable, lors même que l'auteur du délit est hors d'état de causer un mal nouveau. Or ce droit n'appartient qu'à *une autorité*, à un être moralement supérieur, car la punition suppose l'appréciation, le jugement. Ce droit de faire réparation à la justice par la peine infligée, appartient donc à Dieu d'abord. Il appartient au père ; le père punit son enfant ; mais qui pourrait entendre, sans être révolté, dire qu'un fils a puni son père ? Enfin, ce droit appartient à la société, au souverain. Pourquoi et dans quelle mesure ? C'est ce que nous avons à rechercher.

Des réponses très-diverses ont été faites à ces questions. Des systèmes presque innombrables dans leur variété ont été plus ou moins éloquemment défendus. Je n'essayerai pas de les analyser tous. Il me suffira de vous exposer en peu de mots les idées essentielles sur lesquelles ils reposent. Nous allons retrouver, vous deviez vous y attendre, l'hypothèse de Rousseau qui a exercé sur toute la philo-

sophie du dernier siècle une influence qui dure encore ; je veux dire l'hypothèse du contrat social. On rencontre, en étudiant ces questions, les noms des philosophes, des publicistes, des jurisconsultes les plus éminents ; je ne parle pas des romanciers et des poètes. Comment s'étonner de l'ardeur passionnée avec laquelle ces questions ont été maintes fois débattues ? C'est en effet par le jugement des délits et l'application des peines que l'autorité sociale exerce le plus efficacement son action sur la moralité publique, et affirme clairement son opinion sur le bien et le mal, en tant, du moins, que les actes humains intéressent l'ordre public.

En étudiant les controverses et les systèmes, une attention un peu réfléchie a bientôt démontré que toutes les théories peuvent être rangées dans deux catégories principales que deux idées dominent. Ces deux idées essentielles, caractéristiques, sont l'idée de l'utile et celle du juste. Elles ne sont pas contradictoires puisque le juste est toujours utile et que l'utile est souvent juste ; mais c'est, soit par le rang qui leur est assigné, soit par l'élimination de la seconde que les écoles se divisent et se distinguent. Il y a sans contredit dans les diverses écoles, procédant de l'un ou de l'autre principe, des différences saisissantes, nombreuses, mais aucune théorie sur le droit de punir n'échappe à la nécessité d'accepter pour point de départ, soit l'idée matérialiste de l'intérêt, soit l'idée spiritualiste d'un principe moral, d'un *criterium* de justice absolue. Il y a donc deux groupes de criminalistes.

Ecoutez les premiers. Dans son *Traité du Droit pénal*, M. Rossi, un de leurs contradicteurs, fait un court et vif résumé de la doctrine de l'intérêt considéré comme source du droit, et en particulier du droit de punir. Je veux lui emprunter quelques passages qui suffiront à vous donner une idée nette de ce système.

Constatons d'abord, avec l'auteur du *Traité de Droit pénal*, que l'idée de l'utile est un des éléments de l'esprit

humain. L'homme connaît l'utile et le désire. Il faut ajouter, Messieurs, qu'en le désirant et en le recherchant dans les limites de la loi morale et de la loi extérieure, l'homme accomplit une loi de sa nature. L'utile a aussi sa légitimité. Mais ce n'est point ainsi que l'entend l'école de l'intérêt.

Dans son système, dit M. Rossi, l'utile se suffit à lui-même. Il est sa propre justification. Il est le principe primitif, unique, exclusif. Son synonyme, il ne faut pas s'y tromper, c'est jouissance, plaisir. Entendre la doctrine de l'intérêt dans un sens, je dirai presque plus modeste, c'est tomber dans une question de terminologie, c'est accuser les défenseurs de cette doctrine d'une obscurité de langage qu'on n'a nul droit de leur reprocher. »

« Ils ne nous disent pas que le juste est toujours utile, ce qui est vrai dans ce sens que le lien moral ne saurait être un mal, que l'ordre n'est pas le désordre. Ils soutiennent, au contraire, que l'utile est toujours juste, c'est-à-dire qu'on n'a aucun reproche à faire à l'homme qui n'apprécie le mérite de ses actions que d'après l'influence qu'elles peuvent exercer sur son bien-être. »

« En un mot, ils nient la distinction de l'intérêt et du devoir, en effaçant le second terme, en repoussant l'idée du juste et son autorité, indépendamment de toute considération d'utilité.

» Leur doctrine est aussi claire et aussi positive qu'elle est générale. Elle embrasse tout, la vie privée et la vie publique, les rapports individuels comme les rapports sociaux, la justice civile en même temps que la justice pénale. »

Aussi, en voyant un de ses semblables marcher à l'échafaud, l'idée principale d'un partisan du principe de l'intérêt est la nécessité du supplice de ce malheureux, pour que ceux qui le lui font subir puissent travailler, dormir, aller, venir, en un mot jouir tranquillement et sans crainte.

Dans son esprit, ce but matériel de la peine est l'idée dominante, le principe créateur du droit...

Et, plus loin, il ajoute :

« Si la majorité parvient à se convaincre que, pour son bonheur, pour sa tranquillité, il convient de sacrifier chaque année un certain nombre d'individus, le sacrifice est rationnel ; car de quel droit la condamnerait-on à vivre dans l'inquiétude, et à ne point se donner toute garantie de sécurité ? Qui me reprochera d'avoir fait tuer un de mes chiens sans m'être assuré auparavant de son hydrophobie, si sa mort seule a pu calmer les terreurs de ma famille ? Dans le système de l'intérêt, l'homme est-il autre chose pour l'homme qu'un moyen ou un obstacle ? »

Je ne veux rien ajouter aux traits de ce profil magistrallement tracé d'une doctrine qu'il suffit, pour la combattre victorieusement, de présenter ainsi dans sa brutale nudité. Le droit de punir ainsi expliqué serait fort mal nommé, c'est le droit de frapper, c'est le droit du plus fort qu'il faudrait dire, car l'idée de punition ne va pas sans celle de justice. La doctrine de l'intérêt individuel, tenant lieu pour l'espèce humaine de tout principe moral, est en contradiction flagrante avec la conscience et tous les faits humains. On peut écrire dans un livre que l'utile est la source et la mesure du droit, mais nul n'oserait avouer qu'il fait de ce paradoxe la règle de sa conduite. Aussi n'est-ce pas sur l'intérêt individuel que la plupart des défenseurs du principe de l'utilité osent faire reposer leur argumentation, mais sur l'intérêt du plus grand nombre.

Le pouvoir social, disent-ils, a pour mission de protéger la société et les associés. Il peut et doit punir les membres de la communauté qui portent atteinte à l'ordre sans lequel la société ne subsisterait pas. C'est donc l'utilité générale qui est la cause et la mesure du droit de punir les coupables. Les hommes, en se réunissant, ont aliéné au profit de la société et en compensation des avantages que la vie en commun leur offrait, le droit de défense personnelle, qui appartient incontestablement à chacun d'eux ; ils ont même, en vue des avantages du contrat social pour tous

et pour chacun, consenti à se soumettre aux peines édictées par la loi dans le cas où ils enfreindraient les clauses du pacte qui les lie à leurs semblables. Le droit de la société est plus large que chaque droit individuel, parce qu'il représente l'intérêt du plus grand nombre et que, formée par le consentement au moins tacite de l'universalité des hommes, la société est elle-même un corps moral qui a le droit de vivre, puisqu'il existe, et, par conséquent, de se défendre. Le droit de punir a donc pour origine et pour limite l'intérêt social. Le pouvoir sauvegarde l'intérêt général en mettant les coupables dans l'impossibilité de nuire et en intimidant par la menace et l'exemple de la peine ceux qui seraient tentés de commettre les mêmes attentats contre l'ordre public, ou contre la fortune, l'honneur ou la vie des citoyens. Ne parlez pas d'expiation aux docteurs dont j'analyse en ce moment la théorie. L'expiation, disent-ils, est d'ordre différent et supérieur, si cet ordre existe. Les hommes n'ont pas mission de venger la justice offensée et l'ordre moral violé. C'est de l'intérêt menacé que naît le droit ; qui oserait soutenir qu'un acte indifférent à la paix, à la sécurité publiques, un acte qui ne blesse personne d'une façon appréciable, un acte, pour tout dire, n'offensant que la loi morale et ne nuisant qu'à son auteur, puisse être puni par la loi civile ? Puisque vous êtes obligés, nous disent-ils encore, de reconnaître que le droit de punir commence et finit là où naît et cesse la nécessité de la défense sociale, pourquoi chercher ailleurs un autre principe qui justifie et limite ce droit ? Le droit de défense est un droit naturel ; la société, quelque origine qu'on lui suppose, est tenue de l'exercer à son profit et au profit de ses membres ; cela suffit à la raison et à la logique. Le reste est l'œuvre du législateur et n'est plus qu'une question d'application. L'exercice du droit sera réglé suivant le temps, les lieux et les circonstances, par la nécessité de la défense et de l'intérêt général dont le législateur est juge.

Telle est la doctrine de la *défense directe*. On peut la résumer en disant : le mal c'est tout et seulement ce qui nuit ou peut nuire à l'intérêt public, ce qui, logiquement, justifie l'arbitraire, non-seulement dans le choix et la mesure des peines, mais aussi dans la qualification du délit qui existe, abstraction faite de toute considération purement morale, puisque c'est l'utilité qui fait la justice !

Tout n'est pas erroné dans ce que vous venez d'entendre. Ainsi : que la société ait non-seulement le devoir de défendre les individus, mais qu'elle ait un droit distinct et personnel de défense, un droit propre au corps politique, personne ne le nie ; personne ne conteste que la loi pénale puisse prévoir et réprimer les attentats contre la sûreté de l'Etat. C'est un devoir strict et moralement obligatoire pour l'homme, de respecter l'ordre social et la loi civile qui le protège.

Ainsi encore il est vrai que le maintien de l'ordre social, je dirai, si l'on veut, l'intérêt de la société est la limite au delà de laquelle la justice pénale n'exerce plus d'action légitime. Nous l'acceptons ainsi, pourvu toutefois que l'on s'entende sur ce que sont l'ordre social et l'intérêt de la société. Nous acceptons et professons que la sphère de l'autorité civile ne s'étend pas au delà des actes extérieurs ; elle ne peut connaître les actes intérieurs, elle n'a pas le droit de les imposer. Nous ne prétendons pas, non plus, que le pouvoir politique ait mission de procurer dans le monde la pratique de toutes les vertus, ni de réprimer, même quand elles se manifestent par des actes extérieurs, toutes les violations de la loi morale. Mais, allons au fond des idées, sans nous laisser duper par les mots ; les conséquences de l'erreur, en ces matières, pouvant mener loin, comme vous le verrez.

Sans aucun doute, on peut dire que la loi pénale par la terreur qu'elle inspire, et la punition des coupables par l'exemple qu'elle donne, protègent et défendent la société et ses membres. Mais déjà, nous avons remarqué une dif-

férence essentielle entre la défense qui repousse une agression subite et la punition qui intervient après le fait accompli, quand le péril a disparu. Maintenant, allons plus loin et voyons à quelles conséquences conduit ce principe, que la légitimité de la justice pénale n'a pas d'autre origine ni d'autre limite que celle du droit de défense. Si pour défendre la société contre le danger de crimes futurs il est nécessaire de faire un prompt exemple, on pourra immoler l'homme dont la culpabilité n'est pas absolument démontrée. Il y a telle circonstance qui exige qu'on se hâte de faire un exemple, et puis, n'y a-t-il pas intérêt à enlever aux malfaiteurs l'espoir de bénéficier des défaillances, des incertitudes de l'instruction et du doute des juges ?

Ce n'est pas tout : Si la société n'a le droit de punir que parce qu'elle a le droit de se défendre, son droit cesse avec le péril immédiat. Quand l'assassin est enchaîné, le droit de punir est épuisé, puisque le droit de défense n'a plus d'application. Et ne me dites pas que le coupable peut s'échapper. Eh ! gardez le mieux ! Ne faites pas payer de la vie d'un homme la négligence possible de vos geôliers ou l'insuffisance de vos clôtures. Voici un faussaire qui après le crime commis a le bras cassé, coupé. Pourquoi le punissez-vous ? Il ne peut plus nuire. Voici un voleur, un meurtrier qu'une paralysie met dans l'impuissance de se mouvoir. Ne le condamnez pas ; la prison ne vous donnera aucune garantie de plus contre lui ; laissez-le donc libre, il n'y a plus prétexte à punir puisqu'il n'y a plus nécessité de défense. L'utilité du plus grand nombre, dites-vous, est le *criterium* du juste. Eh bien ! si l'esclavage est utile, dirai-je avec l'écrivain que j'ai déjà cité, de quel droit punissez-vous la traite ? Et après la traite des noirs pourquoi pas celle des blancs ? Le travail serait moins coûteux et le prix du pain baisserait, ce qui est utile au plus grand nombre... Une révolte est à craindre... Vous avez emprisonné quelques meneurs, exécutez-en une demi-douzaine, la terreur que vous inspirerez sera très-utile !

Je ne veux pas dire que ces conséquences soient acceptées par les disciples de la doctrine de l'intérêt et de la défense directe. Je ne doute pas que ses plus chauds partisans ne reculent indignés devant elles. Que vaut donc un système qui conduit à des conclusions odieuses? On aura beau se défendre, dire qu'il s'agit de l'intérêt bien et honnêtement entendu, parler du progrès des lumières, de l'adoucissement des mœurs, de la convenance évidente aux yeux de tout pouvoir régulier à ne punir que les actes immoraux, il restera vrai que si c'est l'intérêt seul qui fait la légitimité de la loi pénale, il n'y a plus à se préoccuper d'établir une proportion entre la peine et le délit. Si la *nature de l'action* n'entre pas comme élément essentiel dans le droit que la société exerce en infligeant la peine, on justifie d'avance l'arbitraire, la violence, tous les abus de pouvoir. A quoi bon les formes protectrices de la procédure criminelle? pourquoi des garanties au prévenu? pourquoi la liberté de la défense? pourquoi pas la torture? S'il ne faut qu'intimider, ne vous embarrassez pas de ces scrupules; la terreur n'en sera que plus profonde et plus utile!

La conscience de l'humanité se révolte contre la doctrine de l'intérêt. Elle affirme sa foi dans la justice. Elle crie que le bien existe de soi, abstraction faite du profit, et que la vertu n'est pas un simple calcul. Par ses admirations comme par ses mépris l'humanité tout entière proclame sa croyance à une loi supérieure de justice. C'est en vain que des pouvoirs absolus et impies ont invoqué la raison d'Etat pour justifier des proscriptions, des exécutions sans jugement. L'histoire proteste et les condamne. C'est en vain que d'audacieux apologistes d'une époque maudite, affirmant la nécessité des exécutions qui ont ensanglanté la France et épouvanté le monde; les tribunaux révolutionnaires resteront l'éternel objet de l'exécration publique, et l'histoire les a flétris de ce nom : la Terreur! Quelle que soit l'autorité qui ordonne de massacrer des otages, seuls,

des monstres ou des insensés essaieront d'exçuser, par la nécessité de la défense, ce crime abominable. Ecoutez quelques paroles de M. Guizot, qui seront le résumé et la confirmation éloquente de cette première partie de notre étude : « Les hommes, dit-il, n'ont jamais pu supporter de voir le châtiment tomber d'une main humaine sur une action qu'ils jugeaient innocente. La Providence seule a le droit de traiter sévèrement l'innocence sans rendre compte de ses motifs. L'esprit humain s'en étonne, s'en inquiète même ; mais il peut se dire qu'il y a là un mystère dont il ne sait pas le secret et il s'élance hors de ce monde pour en trouver l'explication. Sur la terre et de la part des hommes, le châtiment n'a droit que sur le crime. »

Touchés de cette considération si profonde et si juste, des criminalistes ont fait un pas de plus vers la vérité, en reconnaissant que la peine ne peut légitimement atteindre que l'auteur d'un délit moral. Le délit, disent-ils, est pour le pouvoir social une occasion de punir, et en punissant le délit accompli quoique l'auteur ne puisse plus nuire, la société se défend indirectement contre les crimes futurs. Prévenir les délits futurs ce n'est pas seulement l'effet de la loi pénale, c'est son but final, exclusif. L'idée de la réparation due à la justice, de l'expiation, est étrangère à la justice humaine. Dès lors, vous le comprenez, Messieurs, chez les théoriciens de la *défense indirecte* la proportion à garder entre le mal commis et la peine n'est plus, pour le législateur et pour le juge, qu'une question d'utilité et de résultat. La société se défend par la loi pénale ; elle frappe le coupable pour démontrer à ceux qui seraient tentés de l'imiter que la menace est sérieuse ; mais, quoiqu'elle ne puisse punir qu'un acte contraire à la loi morale, elle frappe uniquement en vue de l'avenir.

Ici, Messieurs, le défaut de logique est évident. Si c'est la *défense indirecte* par l'intimidation qui légitime la pénalité, pourquoi vous préoccuper de la loi morale ? Tout ce qui nuit ou menace de nuire mérite châtiment, et le châti-

ment n'a pour mesure que la nécessité de la terreur qu'il s'agit d'inspirer aux délinquants possibles. Si vous reconnaissez que la peine ne peut atteindre que l'auteur d'un fait contraire à la loi morale, vous reconnaissez en même temps que le coupable n'est pas entre les mains de la justice humaine un moyen, une matière à exemple et à intimidation, mais un être que votre loi ne punit que parce qu'il viole une loi supérieure, dont la sanction, par une peine proportionnelle au délit, appartient au pouvoir social dans la sphère de son action.

Eh ! bien oui, Messieurs, *une loi supérieure appliquée par le pouvoir social dans une sphère déterminée*, c'est le mot de la question qui nous occupe. Là est la justification de la légitimité du droit de punir. Nous n'aurons, pour nous en convaincre, qu'à rappeler des principes qui vous sont déjà familiers et que, dans l'une de mes conférences, je résumais par cette définition : « *Le droit, c'est la conformité à l'ordre divin.* »

Il y a, en effet, un ordre divin ; non pas seulement un ordre matériel des créatures insensibles qui obéissent fatalement aux lois de la nature, mais aussi un ordre moral des êtres intelligents et libres, soumis à des lois éternelles, immuables, qu'ils ne peuvent enfreindre sans encourir une responsabilité et mériter une peine. Ces lois morales, cet ordre, ont pour but d'assurer à chaque homme le plein exercice *du droit qu'il a d'accomplir son devoir, c'est-à-dire de tendre à sa fin*. Vous avez entendu Domat vous dire « que, pour connaître les premiers fondements des lois de l'homme, il faut connaître quelle est sa fin ; » et il ajoute ces belles paroles qu'on ne saurait trop admirer : « Il faut apprendre de Celui qui a formé l'homme que c'est lui seul qui, étant son principe, est aussi sa fin, et qu'il n'y a que Dieu qui puisse remplir le vide infini de cet esprit et de ce cœur qu'il a faits pour lui. » — « Dieu, dit le grand jurisconsulte, a rendu la *société essentielle à la nature de l'homme.* » « Et, ajoute-t-il, comme on voit dans la nature

de l'homme, sa destination au souverain bien, on y verra aussi sa destination à la société et les divers liens qui l'y engagent de toutes parts, et que ces liens sont en même temps les fondements du détail des règles de tous ses devoirs et les sources de toutes les lois. »

Oui, Messieurs, la destination de l'homme au souverain bien, et les liens qui le rattachent à la société que Dieu a faite essentielle à sa nature, voilà les fondements des règles de tous les devoirs et les sources de toutes les lois, et, en particulier, des lois pénales. La sociabilité est un des attributs de la nature humaine, comme la sensibilité, comme la liberté. La société, nous l'avons dit et démontré, est d'ordre divin, et toute atteinte portée à l'ordre social est une violation de la loi divine, car Dieu a voulu que, dans la société et par elle, l'homme accomplisse ici-bas sa destinée. L'autorité, élément indispensable de l'ordre social, est donc d'ordre divin. C'est le Verbe de Dieu qui a dit : « Rendez à César ce qui est de César. » Vous comprenez maintenant le sens de cette parole de l'Apôtre : *Non est potestas nisi à Deo* — Il n'est pas de pouvoir, s'il ne vient de Dieu ; le pouvoir est de droit divin. Ecoutez encore l'écrivain inspiré, il va nous dire ce qu'est le dépositaire du pouvoir souverain. « Il est, dit-il, le ministre de Dieu pour le bien. » Parole admirable qu'on ne saurait trop méditer, et qui contient tout le programme du gouvernement humain, toute la théorie du pouvoir. Puis saint Paul ajoute : « Si vous faites mal, vous avez raison de craindre, parce que ce n'est pas en vain que le souverain porte le glaive ; car il est le ministre de Dieu pour exécuter sa vengeance, en punissant celui qui fait le mal. » Ne cherchons plus, l'origine et la légitimité du droit de punir, les voilà. C'est la *délégation divine du droit de punir le mal, dans la mesure de la nécessité de la défense sociale*.

Ainsi donc, Messieurs, la conscience du genre humain proclame l'existence d'un ordre moral, règle des êtres intelligents et libres, et, par conséquent, responsables.

L'idée de justice est inséparable de celle de responsabilité. Il y a donc une justice qui exige la réparation de toute violation de la loi morale. Cette loi oblige des êtres unis dans une société sans le secours de laquelle leur nature leur refuse la possibilité de tendre à leur fin. La vie en société est obligatoire pour l'homme. De là naît l'ordre social, c'est-à-dire l'ensemble des lois qui régissent la famille, société primitive, et ces réunions de familles, sociétés plus vastes, qui prennent le nom de nations. L'Etat, le pouvoir, quelle que soit sa forme, a pour mission de garder l'ordre social et de garantir, par la force au besoin, aux membres de la société l'exercice du droit de tendre librement à leur fin. L'Etat a donc le devoir de réprimer les violations du droit. Mais peut-il, et doit-il les réprimer, les punir toutes ?

Non, Messieurs, ce droit de l'autorité sociale a la même limite que sa mission. Or, la mission du pouvoir social, c'est, nous l'avons dit, la conservation de l'ordre, le maintien de l'existence régulière et paisible de la société. Ainsi, punir le mal, mais ne punir que les infractions à la loi morale, et punir seulement lorsque la peine est nécessaire pour le maintien de l'ordre social, tels sont le droit et le devoir de l'autorité. Ce droit c'est du Créateur même de l'homme que le pouvoir social le tient ; et j'avais, vous le voyez, raison de vous promettre qu'en en cherchant l'origine nous en trouverions la mesure. « Les gouvernants, a dit Donozo-Cortès, n'ont de compétence pour imposer une peine à l'homme qu'en leur qualité de délégués de Dieu, et la loi humaine n'a de force que lorsqu'elle est l'application de la loi divine. Les gouvernements qui nient Dieu et sa loi, se nient eux-mêmes. Nier la loi divine et affirmer la loi humaine, affirmer le crime et nier le péché, nier Dieu et affirmer un gouvernement quelconque, c'est nier ce qu'on affirme, affirmer ce qu'on nie, tomber dans une contradiction palpable. Quand les sociétés humaines en sont là, le vent des révolutions se lève, et rendant bientôt sa puissance à cette logique latente qui préside à l'évo-

lution des événements, il supprime par une affirmation absolue et inexorable ou par une négation absolue et péremptoire, les contradictions humaines. On dirait, ajoutait-il plus loin, qu'un instinct infailible fait comprendre aux gouvernements qu'ils ne peuvent avoir ni justice, ni force que par le nom de Dieu. Dès qu'ils commencent à se séculariser, c'est-à-dire, à se séparer de Dieu, ils laissent la pénalité s'affaiblir, comme s'ils avaient le sentiment que leur droit diminue. »

Messieurs, c'est à propos de la peine de mort surtout que la nécessité s'impose plus manifestement à l'esprit, de prendre parti et d'accepter la vérité de la délégation divine, ou de nier l'existence du droit de punir.

Je vous disais que la peine de mort est injustifiable pour toute doctrine qui fait reposer l'ordre social sur un contrat et donne un fait humain pour origine à l'autorité. Il est inutile, sans doute, de démontrer cette assertion. Il serait difficile de supposer que dans ce pacte primitif, révélé par des utopistes, les hommes eussent consentis à risquer leur liberté dans l'intérêt du plus grand nombre, mais il est impossible de croire qu'ils eussent éventuellement aliéné, lors même qu'ils en auraient eu le droit, leur vie. Voici ce qu'un criminaliste (1) a imaginé pour concilier avec la théorie de l'origine conventionnelle de la société, la légitimité de la peine de mort : « De même, dit-il, que dans le cas d'incendie j'ai le droit de me précipiter d'une fenêtre pour éviter une mort certaine, tout en courant le risque d'une mort douteuse, de même aussi, en vertu du contrat social, j'ai le droit de me donner conditionnellement la mort pour échapper à la mort certaine qui m'eût attendu dans l'état de nature. » Ce droit, résultant d'un contrat qui n'a jamais été consenti, cet état de nature qui est si bien un état contre nature que l'auteur le compare au péril de l'incendie, ces extravagances feraient sourire si la question n'é-

(1) Spedalieri.

tait de celles qui veulent être traitées avec un religieux respect.

Nous savons que l'usage de la peine de mort est universel, et que cette sanglante expiation a reçu l'assentiment unanime des nations de tous les temps. Nous savons aussi que le législateur inspiré du peuple hébreu a inscrit la mort au nombre des pénalités. Il y a là deux raisons de décider, qui nous autoriseraient à ne pas pousser plus loin l'étude de la question de légitimité absolue, sauf à réserver celle de la légitimité relative, si je puis ainsi parler, c'est-à-dire celle de la nécessité. Constatons cependant la solidité de nos principes en montrant que par eux, et par eux seuls, les objections sont efficacement écartées.

L'existence de l'homme, dit-on, ne lui appartient pas. Il la reçoit et ne peut en disposer. La vie est un temps d'épreuve, dont les jours sont comptés, nul n'a le droit de les abrégér et d'enlever à l'homme une partie du temps pendant lequel il peut acquérir des mérites. On ajoute qu'il n'est pas licite à un juge faillible de prononcer une peine irrémissible et irréparable, et qu'enfin cette peine est immorale, car elle manque le but essentiel de la peine, qui est l'amendement du coupable.

Je ne crois pas avoir, dans ce résumé très-sommaire, négligé aucune des idées essentielles à l'argumentation des divers adversaires *en droit*, de la peine de mort. Je dis : des adversaires en droit, afin de réserver la seconde et subsidiaire partie de la discussion que j'indiquais tout à l'heure.

On a certes grandement raison d'affirmer que l'existence de l'homme n'appartient pas à l'homme, et, si l'on conclut de là que le suicide et le meurtre sont des crimes, on aura très-logiquement raisonné. Mais ceux qui se font, contre la légitimité de la peine de mort, un argument de l'inviolabilité de la vie humaine, nient-ils qu'un fils puisse tuer un homme pour sauver la vie de son père ? un mari, pour sauver l'honneur de sa femme ? Ce sont là, dira-t-on, des cas de légitime défense. Je pourrais répondre que, si la

peine de mort est indispensable pour arrêter le bras des assassins, le coupable a, par son crime, rendu son existence incompatible avec le droit de la société, qui est aussi sacré que le droit de l'époux ou du fils. Mais je fais une autre question : du principe de l'inviolabilité de la vie humaine oseraient-ils conclure que toute guerre est un crime ? Que l'homme n'a pas le droit de risquer sa vie pour sauver celle de son semblable ? Qu'un soldat ne peut se sacrifier pour le salut de sa patrie et se rendre au poste où l'attend une mort certaine ? Vous voyez, Messieurs, comment on doit entendre l'inviolabilité de la personne humaine. Il ne faut pas oublier que l'homme est, de fait et obligatoirement, associé ; que de ce fait naît le droit prééminent de la société, qui peut aller jusqu'à exiger justement le sacrifice de la vie d'un individu pour le salut des autres. Or je vois bien la nécessité de rechercher, même quand il s'agit d'un coupable, si sa mort est nécessaire à la défense sociale, mais je ne comprendrais pas que la nécessité qui justifie la mort d'une multitude d'êtres innocents fût insuffisante à justifier celle d'un criminel. Ah ! si Dieu n'est pour rien dans l'existence de la société et la constitution du pouvoir, je n'ai rien à répondre ; nul, en effet, n'a le droit d'abréger les jours d'épreuve accordés à l'homme pour acquérir des mérites par le bon usage de sa liberté. Oui, nul, excepté Dieu cependant, et sans doute aussi ceux à qui il lui plaît de déléguer ce pouvoir souverain.

Cette considération de l'origine divine de l'ordre social et du droit n'est ni moins nécessaire, ni moins suffisante, pour répondre à l'objection tirée de la faillibilité du juge et de l'irrémissibilité de la peine. Il serait facile d'abuser de la possibilité des erreurs judiciaires pour nier le droit de punir, même de peines temporaires. Dans la plupart des cas, en effet, aucune réhabilitation ne peut réparer absolument le mal causé par la condamnation et la peine subie. De là résulterait, si l'on pressait un peu les conséquences, l'incompétence absolue de l'Etat à qualifier de délit et à

punir aucune action humaine. On serait d'autant plus vite amené à prêter l'oreille à ce sophisme, que si la peine de mort est supprimée pour les crimes capitaux, sous prétexte de la possibilité d'une erreur judiciaire, la disproportion entre les attentats atroces, le meurtre, le parricide, la trahison de la patrie, et les délits contre la fortune, est telle, que toute pénalité contre ces derniers paraîtrait excessive. J'aime mieux tirer de ces considérations une conséquence qui peut être acceptée par tous, c'est que la peine de mort ne doit être édictée que contre les crimes les plus monstrueux; que l'abus de la peine de mort n'est pas seulement une injustice, mais une dangereuse erreur législative, et qu'enfin la société ne doit recourir à ce dernier effort de la pénalité qu'après les constatations les plus évidentes et lorsqu'elle est rassurée par des preuves qui, même en l'absence de l'aveu du coupable, donnent à la conscience publique, comme à celle du juge, la plus entière sécurité. Mais la fonction de la justice sociale est dévolue à des hommes, et si l'infirmité du juge peut inspirer des appréhensions et motiver la recherche des garanties les plus sévères, elle ne suffit pas à infirmer le droit que le juge mortel tient du juge infailible. Si épouvantable que soit la possibilité de la mort d'un innocent, elle l'est moins que celle du désordre et de la ruine sociale, qui seraient la conséquence de l'abolition d'une peine nécessaire.

Vous avez pressenti, je n'en doute pas, la réponse à faire à cette dernière objection : « La peine de mort n'est pas réformatrice. » Un auteur que je vous ai déjà cité s'est contenté de répondre : « Celui qui tue ne réforme pas sa victime ! » Je trouve une réponse moins dure et plus satisfaisante, formulée en termes d'une précision remarquable par un philosophe chrétien (1) dont j'emprunte ici les paroles auxquelles je ne saurais rien ajouter :

(1) M. l'abbé Chesnel. *Les droits de Dieu et les idées modernes.*

L'amendement du coupable, dit-il, est assurément une des fins du législateur, mais principale ou secondaire, subordonnée à une fin supérieure, ou tenant toutes les autres sous sa dépendance, c'est la question. Je répondrai donc que l'amendement du coupable est une fin légitime que la loi doit s'efforcer d'atteindre, mais fin secondaire qui demeure toujours dépendante de la fin principale. Il y a un sophisme très-commun aujourd'hui, qu'il faut démêler pour trancher cette difficulté dans sa racine. Ce sophisme consiste à mesurer l'autorité publique sur l'autorité privée, c'est-à-dire, à les confondre; de là, ce raisonnement : l'autorité paternelle inflige des peines dont la fin principale est l'amendement du coupable. Donc, telle est aussi la fin du droit de punir que possède l'Etat. Non! cela n'est pas vrai. L'autorité paternelle qui est privée, dont la fin est l'éducation des enfants, se trouve naturellement limitée dans son droit de punir pour le bien de chacun d'eux pris individuellement, et subordonnée à l'amendement du coupable. Mais bien différente est l'autorité publique, qui s'applique directement au bien commun de la société entière. L'amendement individuel ne peut donc plus être sa fin principale. Dans les peines qu'elle inflige, ce qu'elle doit surtout avoir en vue, c'est le maintien de l'ordre, la proportion de la peine au crime et la défense de l'Etat. Donc, toutes les fois que le bien d'un *coupable* (ceci est essentiel, car il n'est jamais permis pour le bien commun de tuer un innocent), toutes les fois, dis-je, que le bien privé d'un coupable est inconciliable avec le bien public, il y aura lieu d'appliquer justement la peine de mort.

Il faut conclure, Messieurs : la peine de mort est légitime si elle est nécessaire. Ici naît une question d'un autre ordre et sur laquelle je n'ai plus à raisonner avec des principes absolus et inflexibles. Un temps viendra-t-il où, sans péril pour l'ordre social, le législateur pourra rayer de nos codes ce moyen de justice extrême et dangereux? Il est permis de l'espérer, permis de le désirer surtout. Il n'est pas un

philosophe, pas un chrétien, qui n'admette comme légitime et désirable une mitigation progressive des peines, proportionnée au progrès social dans l'amour et la pratique de la justice. A mesure que la civilisation se développe, l'homme devient accessible à des sentiments, sensible à la privation de certains biens que ne connaissent pas les peuples barbares. C'est ce que fait remarquer très-judicieusement un homme de grande autorité dans la science du droit naturel, le père Taparelli d'Azeglio : à mesure, dit-il, que la religion, la civilisation, les sentiments nobles et délicats ont plus d'empire sur un peuple, celui-ci devient sensible à des mesures moins violentes et, par conséquent, l'adoucissement des peines devient juste et nécessaire. Voilà pourquoi, aujourd'hui, au sein de l'Europe civilisée, les peines ont *naturellement* perdu de leur sévérité, avant même que la philanthropie ne fit entendre ses plaintes et que les codes ne fussent corrigés. La religion et la nature accomplissaient dans le cœur de l'homme un travail secret et conduisaient doucement les fruits à leur maturité. Les novateurs, ajoute-t-il, ont cueilli ces fruits déjà mûrs et s'en sont rassasiés comme d'un bien qu'ils avaient eux-mêmes produit. Souvent, en cueillant ces fruits, ils essaient comme des sauvages d'arracher eux-mêmes la plante. La même chose a lieu, comme le remarque Balmès, au sujet de l'abolition de l'esclavage : l'Eglise y travaille depuis dix-huit cents ans et aujourd'hui la philanthropie s'en glo-riefie comme d'un bien à elle appartenant.

Je ne sais si le monde verra un jour une nation chez laquelle le progrès moral sera assez universel et assez avancé pour que la mort des assassins ne soit plus nécessaire à la sécurité publique. Ce que je sais, Messieurs, c'est que ce progrès ne peut être attendu que de la connaissance plus répandue et de la pratique plus constante des devoirs que la loi religieuse impose aux hommes. Ce que je sais, c'est que la contrainte extérieure ne pourra se détendre qu'autant que la contrainte morale, le sentiment du devoir,

exerceront sur les consciences une action plus efficace. C'est à quoi doivent tendre les efforts de tous ceux qui croient que la vertu des citoyens fait seule la sécurité et la grandeur des nations. Au moins est-il permis d'espérer qu'un jour viendra, où la société favorisant le règne de la justice de Dieu dans les âmes, pourra, sans manquer au devoir de protéger les bons et de maintenir l'ordre extérieur, n'user que dans des cas de plus en plus rares de ce droit de glaive qu'elle tient du Créateur.

Il en serait ainsi, Messieurs, si l'ordre chrétien régnait dans le monde.

Dans une prochaine conférence, j'essaierai de vous dire ce qu'il faut entendre par l'ordre social chrétien. Ce sera le résumé et le complément des idées que nous aurons exposées jusqu'alors.

LUCIEN BRUN, *sénateur*.

LA RÉVOLUTION SAVANTE ET MODÉRÉE.

Bossuet a eu une profonde intuition des temps modernes, quand, voyant dans la lumière des Ecritures toutes les phases de l'existence des sociétés humaines, il a signalé en ces quelques lignes, aussi nettes que compréhensives, le grand danger auquel sont, de nos jours, exposés les esprits peu fermes dans les principes :

Il y a deux sortes de persécutions : l'une est ouverte et déclarée, quand on attaque ouvertement la Religion ; l'autre, cachée et artificieuse, comme celle de ce Pharaon qui, jaloux de l'abondance du peuple de Dieu, en inspirait la haine à ses sujets et cherchait des moyens secrets de le détruire : *Venez, dit-il, opprimons-le sage-*

ment (Exode I, 10, 11 et suiv.), c'est-à-dire secrètement et finement (1).

Dans ces derniers traits, on trouve l'essence de cette Révolution savante dans ses procédés, modérée dans ses apparences, qui est le principe de tous les désordres de la Révolution brutale et radicale, et qui est peut-être plus perverse, parce qu'elle concentre ses attaques contre le principe essentiel de l'ordre social et le vise directement.

Cet ordre découle tout entier de la loi de Dieu, indiquant à l'homme sa fin suprême et lui traçant la voie qui l'y conduit par le moyen des différentes institutions religieuses, civiles et domestiques, toutes coordonnées en vue de cette fin.

La loi de Dieu ne s'impose pas à l'homme seulement dans le cercle de la vie religieuse et intime de l'âme : c'est encore en vertu de cette loi que deviennent rigoureusement obligatoires la fidélité envers la patrie et les institutions qui forment le lien suprême de la vie nationale, — l'observation des lois morales de la famille, — le respect de la propriété et de tous les droits légitimes des individus, — l'accomplissement des devoirs sociaux imposés à la richesse, soit dans l'atelier, soit au dehors.

L'Eglise, instituée par Jésus-Christ, à la fois pour dispenser la vie de la grâce aux âmes et pour garder, comme souveraine interprète, le dépôt de la loi divine, respecte la distinction de ces différents ordres de choses, mais elle veille à ce qu'ils soient pénétrés par le principe supérieur de soumission à Dieu, qui est leur raison d'être, et à ce qu'ils demeurent coordonnés à la fin suprême assignée à tous les hommes, et à laquelle tous les actes de leur vie doivent tendre au moins médiatement.

La Révolution, envisagée dans son essence, consiste précisément dans la négation de ce principe fondamental de

(1) *Elévations sur les Mystères*, IX^e semaine, 1^{re} élévation.

soumission à la loi divine et de coordination des institutions sociales et politiques vers la fin suprême de l'homme. L'Etat et sa loi élèvent à sa place leur domination despotique, au nom de l'indépendance humaine. C'est la proclamation des *Droits de l'Homme* mis à la place des *Droits de Dieu*, comme l'a dit M. de Bonald dès le début.

Le renversement violent des trônes et des nationalités, — la corruption de la famille, — la destruction de la propriété, — la rupture haineuse des liens naturels des classes, — ne sont que les conséquences de cette attaque au principe premier de l'ordre.

Ce triomphe de la logique inéluctable des choses devient parfois le châtimement providentiel des faux sages qui, enivrés de leur pouvoir ou de leur prétendue science, cherchent à supprimer ce principe premier de soumission à la loi de Dieu, qui les domine et les contient, mais qui voudraient bien laisser subsister tous les avantages extérieurs de l'ordre social, dont ils recueillent le bénéfice.

N'y a-t-il pas, en effet, quelque chose de plus pervers dans ce renversement des institutions les meilleures contre leur principe même, que dans le sauvage déchaînement des passions qui détruisent tout indistinctement ?

Cette *Révolution savante et modérée* a été la première manifestation de l'esprit révolutionnaire, et elle se représente sans cesse, sous des formes renouvelées, toutes les fois que la Révolution brutale a échoué dans l'impuissance. C'est la plus dangereuse ennemie de l'Eglise. Elle s'est personnifiée, à certaines heures, dans Julien-l'Apostat, dans Frédéric II, et elle s'est, dans les temps modernes, incarnée non plus dans un homme, mais dans cette légion qui a pour nom la franc-maçonnerie. Elle fait tout le fond de cette partie de la maçonnerie, qui s'accommode en apparence de tous les régimes politiques et s'insinue dans tous les Etats, sans donner ombrage aux hommes que préoccupe uniquement la conservation des intérêts matériels. Suivant les pays et les circonstances, cette forme de

la Révolution s'est appelée l'idée napoléonienne, le libéralisme. Aujourd'hui, sous le nom de la *civilisation*, de la *culture humaine* (*kultur*), elle attaque l'Eglise et, à travers elle, la loi divine, à la fois sur le terrain des faits et sur celui des idées.

Un livre, publié récemment en Allemagne et traduit aujourd'hui en français, *la Théorie générale de l'Etat*, par M. Bluntschli (1), est une des productions les plus typiques et les plus habiles de cet esprit révolutionnaire, qui prétend avoir la science pour arme et qui affecte une sage modération.

Plusieurs importantes vérités sociales y sont défendues avec un art remarquable ; mais si l'auteur veut maintenir certaines institutions nécessaires au bon ordre matériel d'une société quelconque, c'est pour rendre plus solide l'édifice d'un ETAT, qui est sa fin à lui-même et prétend reléguer dans l'obscurité la loi de Dieu pour lui substituer la pensée humaine, — d'un ETAT qui chasse avec ténacité l'influence, le légitime contrôle de l'Eglise, de l'ordre politique, domestique et social, pour les constituer uniquement sur une base humaine.

Un livre de ce genre nous a paru mériter un examen tout particulier, en raison même des apparences spécieuses qui cachent le vrai but de l'auteur, et qui ont peut-être trompé son traducteur tout le premier. D'ailleurs, le nom de M. Bluntschli et la position importante qu'il occupe en Allemagne ne permettent pas de le laisser passer en silence.

Professeur depuis longtemps à l'Université d'Heidelberg, M. Bluntschli est un des hommes qui, par leurs enseignements et leurs écrits, ont le plus contribué à jeter la *classe cultivée* dans les voies du *kultur-kampf*. — Comme membre des Chambres prussiennes, il a travaillé puissamment à

(1) Un vol. in-8°, Guillaumin, éditeur, 1877.

préparer la réconciliation des *nationaux-libéraux* avec M. de Bismarck, réconciliation qu'ont scellée les événements de 1866, ainsi que lui-même l'a raconté dans son autobiographie.

Son activité maçonnique égale son activité scientifique. Grand maître de la Grande Loge (Grand Orient) de Bayreuth, il ne se contente pas de pousser l'Allemagne du Sud dans les bras du grand Empire prussien maçonnique; il rayonne encore, au besoin, dans la Suisse, son pays natal, et il excite les loges helvétiques comme une *avant-garde* au combat contre le catholicisme, en attendant de les faire servir à la réunion de leur patrie à l'Allemagne(1).

Quoiqu'il ne soit pas parlé de la franc-maçonnerie dans cet ouvrage, destiné au public non initié, la connaissance de la vie politique de l'auteur n'est pas inutile pour l'intelligence de certaines parties de son livre, qu'il a laissées non sans dessein dans une sorte de demi-jour.

Le volume dont on nous donne aujourd'hui la traduction est la première partie d'un ouvrage tripartite, dans lequel M. Bluntschli traite successivement la *théorie générale de l'Etat*, le *droit public général*, la *politique*. Cet ouvrage lui-même est une refonte d'un livre publié précédemment sous le titre d'*Allgemeines Staatsrecht geschichtlich begründet* (*droit public général basé sur l'histoire*), et qui, de 1852 à 1868, a eu quatre éditions en Allemagne. C'est l'œuvre la plus importante de M. Bluntschli qui a également écrit sur le droit des gens (2) et la philosophie de l'histoire.

(1) V. le dossier maçonnique de Bluntschli, dans l'ouvrage de M. Pachtler : *Der Götze der Humanität oder das positive der Freimaurerei* (Freiburg in Breisgau, Herder, in-8°, 1875, Paris, Baltenweck, rue Honoré-Chevalier), pages 175, 185, 218, 221, 268, 348, 355, 360, 488, 651, 659.

(2) Un de ses écrits : *le Droit international codifié*, a été traduit en français et fait partie de la collection des publicistes et économistes contemporains de Guillaumin, 2 vol. in-8°, 1874.

Voici les titres des sept livres entre lesquels ce premier volume se divise ; ils donneront une idée des graves questions qu'il aborde :

LIVRE I. — *Notion de l'Etat.*

LIVRE II. — *Conditions fondamentales de l'Etat dans la nature de l'homme et de la nation.*

LIVRE III. — *Les bases de l'Etat dans la nature externe ; le pays.*

LIVRE IV. — *Naissance et mort de l'Etat.*

LIVRE V. — *But de l'Etat.*

LIVRE VI. — *Les formes de l'Etat.*

LIVRE VII. — *Souveraineté de l'Etat ; ses pouvoirs ; service public et fonctions publiques.*

Tout l'ouvrage est un mélange d'erreurs et de vérités ; mais, et c'est là ce qui le caractérise, les erreurs portent sur les questions fondamentales. Par contre, quand l'auteur arrive aux applications, les considérations pratiques rectifient notablement les conséquences qui découleraient logiquement de ses principes. On sent là l'influence du milieu social fortement organisé, dans lequel il vit et auquel il s'adresse.

Pour M. Bluntschli l'*Etat* est un *organisme vivant* ayant une *âme* et un *corps*, dont les *organes* sont les *pouvoirs publics* ; c'est le *peuple* non-seulement vivant mais encore arrivé à ce degré parfait d'organisation qui a nom la *nation*, et qui comporte à la fois des hommes unis par des relations sociales et un territoire.

Il y a du vrai dans cette conception, dans la distinction du *peuple* et de la *nation*, dans l'affirmation que la *vie de la nation* est autre chose que la somme des *vies des individus qui la composent*. Mais il faut bien prendre garde aux expressions figurées que l'insuffisance du langage oblige à employer et ne pas perdre de vue, que si l'Etat constitue un *être moral*, il se résout en dernière analyse à une relation de droit et de communauté sociale embrassant des

familles, et des individus et que cette relation est ordonnée de Dieu, seulement pour faciliter aux hommes l'obtention de la *fin* qu'il a tracée comme but suprême à chacun d'eux pris dans son entité individuelle et soumis à une responsabilité essentiellement personnelle.

L'auteur nous avertit bien une fois que son Etat organique et vivant n'a pas une vie semblable à celle des plantes et des animaux. Mais bientôt, entraîné par sa propre phraséologie, il enseigne que les Etats comme les autres organismes passent successivement par les quatre âges de la vie : enfance, jeunesse, maturité, vieillesse, sans tenir compte des réfutations rigoureusement scientifiques, qui ont renversé cette vieille métaphore introduite dans le langage politique par les littérateurs. Plus loin, il découvre que l'Etat est du sexe masculin, tandis que l'Eglise est du sexe féminin, et il base sur cette *observation* toute sa théorie des rapports des deux puissances !

M. Bluntschli montre de la *déférence* pour l'idée de Dieu et pour le Christianisme. Il admet que la vie religieuse ainsi que la famille et la propriété sont antérieures à l'Etat, et que celui-ci n'a pas le droit de les supprimer. Mais s'il reconnaît sur ce point la préexistence d'un ordre de choses distinct de l'Etat, il revient bientôt sur cette concession, en affirmant la grande erreur libérale, à savoir l'absolue indépendance de la vie sociale et politique vis-à-vis de toute notion religieuse et de toute fin surnaturelle. (1) C'est

(1) En face de ces dangereuses formules de l'erreur, plaçons l'affirmation de la vérité, par un de nos plus savants évêques :

« Il faut partir de ce principe que le Christianisme est venu restaurer et régénérer toutes choses, l'homme social comme l'homme individuel : *instaurare omnia in Christo*, disait l'Apôtre (Ep. aux Ephes., 1. 10). C'est l'erreur fondamentale du libéralisme de restreindre cette transformation à l'individu. C'est la famille qui doit être chrétienne dans sa vie commune et collective, et non pas seulement les membres qui la composent, pris en eux-mêmes et isolément les uns des autres. C'est l'Etat qui doit être chrétien dans sa vie publique et sociale, et non pas seulement les

là même, selon lui, le caractère essentiel de l'*Etat moderne* tel que l'humanité le crée *dans sa virilité (sic)*. La date de naissance de cette conception de l'Etat moderne, c'est 1740, avènement de Frédéric II de Prusse. C'est à tort que les Français dans leur vanité veulent la fixer à 1789. L'Allemagne les avait devancés dans ces voies et c'est sans doute à elle à rester à la tête du mouvement.

Nous ne contredirons pas l'assertion de M. Bluntschli sur ce point. Les *principes de 89* ne sont point un produit de l'esprit français. Ils lui ont été insufflés du dehors, contrairement à toutes ses traditions et à son génie national. Les grands travaux historiques du père Deschamps (1), si bien confirmés par ceux de Pachtler, ont mis hors de doute pour tout esprit de bonne foi qu'un profond travail mystérieusement conduit dans le sein des hautes classes et des lettrés de l'Europe a d'abord formulé le nouveau catéchisme philosophique, politique et social, puis choisi la France comme premier théâtre d'expérimentation. L'affaiblissement de la constitution nationale et sociale de notre pays, à la fin du XVIII^e siècle, a sans doute facilité le succès de ce plan; mais il n'est que justice de constater qu'il a pris naissance en Allemagne. M. Bluntschli connaît assez bien l'histoire extérieure et intérieure des doctrines, pour qu'on puisse le croire sur ce point, quand même nous ne serions pas édifiés par d'autres sources sur sa véracité quant à ce.

Seulement, tandis qu'en Allemagne la Révolution est restée sur le terrain originel où ses premiers auteurs, rois sans principes et grands seigneurs avides des biens ecclésiastiques, l'avaient placée, et y a conservé ce caractère savant et modéré qu'elle revêt encore aujourd'hui avec

citoyens envisagés un à un et quant à leur situation individuelle. »
— M^r Freppel, lettre écrite à M. Harmel au sujet de son livre *Manuel d'une corporation chrétienne*.

(1) *Les Sociétés secrètes et la société ou philosophie de l'histoire contemporaine*, 3 vol. in 8°, Seguin et Baltenveck. 1874-76.

M. de Bismarck, l'esprit français a tout de suite, avec sa logique naturelle, tiré les conséquences dernières des thèses posées et acceptées dans l'entraînement de cette fièvre intellectuelle qui caractérisa dans notre pays la société à la fin du XVIII^{me} siècle. Espérons que par une juste compensation, il est destiné aussi à *user* le premier le principe révolutionnaire.

Mais, revenons à l'*Etat moderne*, tel que M. Bluntschli en trace la théorie. Voici ses *dogmes* formulés par lui avec une précision, dont il faut au moins lui savoir gré :

- « L'Etat moderne est fondé *humainement* sur la nature humaine.
- » L'Etat est une communauté humaine de vie, créée et administrée par l'homme dans un *but humain*.
- » La conception moderne pour n'être pas *religieuse*, n'est pas *irreligieuse* .. La science moderne avoue qu'elle ne saurait pénétrer la pensée de Dieu, mais elle s'efforce de comprendre humainement l'Etat.
- » La conscience moderne hait toute théocratie. L'Etat moderne est une organisation constitutionnelle humaine; son pouvoir est réglé par le droit public, sa politique cherche le bien public d'après les conceptions de la raison humaine avec des moyens humains.
- » L'Etat moderne se considère comme une personne composée d'un esprit (*l'esprit national*) et d'un corps (*la constitution*). Il se sent indépendant et libre, même au regard de l'Eglise, personne collective qui a également son esprit et son corps; et il affirme même sur elle son droit élevé.
- » L'Eglise n'a plus que l'éducation religieuse. L'école est l'école de l'Etat. *La science est affranchie de l'autorité religieuse et l'ETAT PROTÈGE SA LIBERTÉ!!!* » (pages 50-51).

Cette exaltation de l'humanité indépendante de Dieu est le fond même de l'idée maçonnique. C'est à sa réalisation que travaille M. Bluntschli, quand il enseigne dans ce livre que l'ETAT MODERNE futur doit embrasser l'*humanité entière*. Il ne dit pas ici comment ce résultat sera obtenu. Plus explicite dans un discours qu'il prononçait en 1873,

à Zurich, devant la loge *Modestia*, il assignait ce grand résultat comme le but à atteindre par les efforts réunis des loges maçonniques du monde entier (1).

En attendant, M. Bluntschli prépare les voies à la propagande maçonnique, en enseignant que le progrès consiste à supprimer tous les petits Etats, — qu'au-dessus des *grandes puissances*, comme l'Autriche et la France, il y a les *puissances du monde*, « qui ont conscience de leurs » droits et de leurs devoirs vis-à-vis de l'humanité entière. » Pour être plus intelligible, il ajoute que ces puissances là adoptent la *forme impériale*, qui signifie quelque chose de plus étendue que la *forme royale*.

Quant à la façon dont s'opéreront ces concentrations et en vertu de quel droit, voici la règle qu'il donne :

« Un peuple, qui a conscience de lui-même et qui se sent une » vocation politique, a le besoin naturel de trouver dans un Etat » la manifestation active de son être. S'il est assez fort pour satis- » faire cette tendance, il a le droit naturel de former un Etat.

» Les droits du prince ou des membres isolés de la nation n'ont » qu'une importance subordonnée devant le droit suprême du » peuple entier d'exister et de se DÉVELOPPER. Pour que l'humanité » accomplisse ses destinées, il faut que les peuples qui la compo- » sent puissent accomplir les leurs ; pour que les peuples vivent, » il faut, suivant l'expression du prince de Bismarck, qu'ils puis- » sent respirer et remuer leurs membres. De là le droit sacré des » peuples de se *donner* des organes de leur vie et de leur action. »

Il doit bien dans ces opérations s'abstenir de violence, *mais seulement à l'égard des fractions de peuples ou de territoire dont il peut se passer.*

La condition pour une nation appelée à remplir une mission de ce genre, c'est d'avoir des *qualités viriles*. Quant à celles qui succombent, on reconnaît — après l'expérience bien entendu — qu'elles n'avaient que les *qualités fémi-*

(1) Ce discours a été publié dans la *Freimaurerische Zeitung*, 11 avril, 2 mai 1874. Il est reproduit *in extenso* dans l'ouvrage de Pachtler, p. 659.

nines (p. 86-87). En attendant, elles deviennent « peu sympathiques, ridicules, c'est le fait de tous les Etats minuscules (*Kleinstateri*) (p. 209).

Y a-t-il quelques règles de droit international, ou même un principe de justice publique, qui puisse subsister devant de pareilles thèses? Le *droit*, si on en conserve encore le nom par ironie, n'est plus que la *somme des forces et du nombre*, et l'humanité, réduite à la seule notion de l'utilité ainsi comprise comme l'extension du plus fort, se trouve inférieure à ces espèces animales entre lesquelles une loi supérieure maintient un certain équilibre, qui préserve au moins de la destruction complète les types les plus faibles. On jugera après cela de ce que valent deux ou trois chapitres placés un peu plus loin et où l'auteur prétend combattre la *théorie de la Force* comme base de l'Etat. Ils semblent n'être là que pour faire accepter les principes posés précédemment et contre lesquels on sent bien que la conscience humaine se révoltera toujours.

Après avoir ainsi posé toutes les maximes sur lesquelles repose l'édifice élevé par M. de Bismarck, en attendant ce monument de l'avenir que d'autres ouvriers se préparent à construire (1), M. Bluntschli établit fort bien une série de

(1) L'auteur a le mérite de ne jamais laisser ignorer le but final auquel tendent toutes ces agglomérations *des puissances du monde*. Après avoir parlé (page 86) « de leur droit saint entre tous les autres » il ajoute « un seul excepté qui les embrasse et les fonde tous, celui de l'humanité. » Plus loin, page 283, il précise sa pensée en ces termes : « L'*humanité progressive* ne trouve pas sa pleine satisfaction dans les Etats particuliers et elle les consume. Si l'Etat universel se fonde un jour sur la large base de l'humanité entière, on peut espérer qu'il durera aussi longtemps que l'humanité elle-même. »

Tout l'orgueil des césars païens revit dans le cerveau des professeurs qui inspirent le mouvement maçonnique. Leurs rêves superbes seront renversés comme ceux de ces dominateurs du vieux monde, qui multipliaient sur leurs monuments des inscriptions à l'*Eternité de l'Empire et d'Auguste*, au moment même où se formait dans le Nord la tempête providentielle, qui allait les emporter eux et leur œuvre.

vérités fort utiles pour la conservation de l'ordre matériel. Il attaque, avec beaucoup de pénétration, les fausses théories de la souveraineté du peuple, sous quelques formes spécieuses qu'elles se présentent, et montre que dans les pays monarchiques la nation n'a pas d'existence en dehors de la dynastie qui lui donne sa forme et est le lien de toutes ses parties entre elles. Il s'élève fort vivement contre la maxime de M. Thiers : « *Le roi règne et ne gouverne pas ;* » il insiste sur la nécessité de conserver intacte la souveraineté effective dans la couronne et montre comment le régime parlementaire anglais n'est pas du tout le type de la monarchie constitutionnelle moderne, mais seulement une variété qu'il vaudrait mieux ranger parmi les républiques aristocratiques.

M. Bluntschli met également en lumière la nécessité pour les peuples modernes de conserver des éléments aristocratiques et de leur faire une large place dans leur constitution.

Il y aurait à relever dans son livre plus d'une vérité de ce genre, excellente à opposer à tous les adeptes français des faux dogmes de la souveraineté du peuple et de l'égalité providentielle. Mais lui-même leur a enlevé toute portée en éliminant de la base de son ordre social, sous le nom de *théocratie*, la notion d'un Dieu, qui a donné aux hommes un but à atteindre et des commandements à observer. Puisque la conception de la société est purement humaine, comme il l'a répété à satiété, de quel droit empêcher d'autres hommes d'entendre très-différemment l'*Etat moderne* et de le réaliser ?

Le contraste que présente ce livre, conservateur sur le terrain des applications sociales, profondément révolutionnaire sur celui des principes, jette un jour curieux sur l'état d'esprit de cette génération allemande contemporaine, qui a fait l'empire prussien et qui s'appelle elle-même la classe cultivée (*gebildete Deutsche*). Après l'avoir lu, on comprend mieux ces types inconnus chez nous de gentilshommes

(*junker*) qui unissent à la solidité d'une race rurale la perversité impie qu'ils ont puisée à l'Université et des *docteurs* sortis des rangs d'une bourgeoisie longtemps comprimée, qui en servant le *Kultur kampf* réclament leur place dans l'aristocratie moderne au nom de la science dont l'orgueil les exalte.

Pendant que M. Bluntschli, comblé d'honneurs officiels, rédige ainsi la théorie de l'*Etat moderne*, d'autres écrivains, qui deviendront peut-être les hommes officiels de l'*Etat de l'avenir*, annoncent le prochain effondrement de cette habile combinaison de principes révolutionnaires et de savants mécanismes administratifs.

Un des derniers numéros du *Truth*, journal hebdomadaire, qui paraît à Londres, signale le profond antagonisme qui existe dans l'empire prussien entre les nobles, qui occupent tous les grades de l'armée avec les principales fonctions civiles et les classes populaires. La revue radicale prédit un conflit prochain et terrible :

« Pour le moment, dit-elle, l'armée obéit au commandement; mais comme elle se recrute par la conscription dans toutes les classes de la population, elle doit inévitablement renfermer un élément socialiste et démocratique considérable. Un jour viendra fatalement où le soldat refusera de marcher avec les nobles.

» Il existe certainement un désir commun à tous les Allemands : celui de devenir une grande et puissante nation. Ce désir est même plus vif dans les rangs des démocrates, que dans ceux des classes supérieures. Dans ce but, les démocrates n'ont jamais marchandé leur appui au prince de Bismarck. Bien plus, ils ont aidé à supprimer les princes qui le gênaient et qui régnaient en souverains indépendants sur des principautés de quelques kilomètres carrés. Mais, aujourd'hui, cette alliance ne tient plus. Les démocrates ont obtenu ce qu'ils voulaient et les nobles aussi. Or, les premiers ne sont pas disposés à servir de domestiques aux seconds. Ils ne veulent plus continuer à faire partie d'une lourde machine militaire et bureaucratique, qui ignore leur existence ou ne voit en eux qu'une masse de chair à canon. Ils sont, au contraire, décidés à obtenir que les soldats soient les serviteurs du pays et non pas ses maîtres

» Il est peu probable, cependant, qu'aucun changement intérieur s'accomplisse du vivant de l'empereur Guillaume. Il a fait son œuvre et l'a bien faite, aussi lui permettra-t-on de descendre dans la tombe avec l'illusion qu'il est lui-même une sorte de demi-dieu, et que les nobles sont une institution qui émane directement d'en haut. Mais, au cas où son successeur ne se sentirait pas enclin à reconnaître qu'il est le souverain constitutionnel d'un peuple, et non le chef autocratique d'une caste, il ne tarderait pas à s'apercevoir, que, en ce qui le concerne lui et les siens, les Allemands eux-mêmes se chargeraient d'épargner aux Français la peine de venger leurs défaites (1). »

Heureusement qu'il y a en Allemagne d'autres forces que ces deux classes dont on dépeint si vivement l'antagonisme. L'auteur de l'article que nous venons de citer reconnaît lui-même l'importance des catholiques. Il prétend qu'ils se croiseront les bras dans la lutte annoncée et laisseront les *démocrates socialistes* renverser l'ordre de choses actuel. Nous espérons plutôt qu'à un moment donné, dont on peut déjà entrevoir l'approche, ils seront, par l'impuissance des hommes qui ont voulu faire de la révolution *conservatrice* (!), les arbitres de la situation et qu'ils résoudreont les problèmes soulevés par cette politique sans principes, en rapprochant les classes sur le terrain du droit et du respect des coutumes traditionnelles.

L'antique constitution sociale de l'Allemagne n'a pas encore été détruite à fond et il subsiste, même chez les protestants, de précieux restes des anciennes institutions chrétiennes. Les catholiques, restés purs de toute connivence avec l'œuvre de violence et de perfidie de la franc-maçonnerie aristocratique et universitaire, auront l'honneur de grouper ces forces du bien et de revivifier ces débris de l'ancien ordre social au nom du prin-

(1) Nous empruntons cette traduction au *Journal des Economistes*. Son rédacteur en chef, M. le sénateur Garnier, a cru devoir signaler tout particulièrement cet article dans le numéro du 15 novembre 1877.

cipe supérieur qui fait dériver de la loi de Dieu tous les droits légitimes, ceux des souverains comme ceux des peuples.

CLAUDIO JANNET.

REVUE DE JURISPRUDENCE.

LE TRIBUNAL DES CONFLITS.

SUITE ET FIN (1).

Parmi les mesures extraordinaires que commandent les nécessités de la guerre et qui, cependant, ne peuvent être considérées comme des actes de défense proprement dite, les réquisitions militaires tiennent une place importante. Que cette sorte d'expropriation pour cause d'utilité publique donne droit à une légitime indemnité, c'est ce que tout le monde admet sans conteste. Mais, ne semble-t-il pas que le règlement en doive revenir au tribunal civil, juge ordinaire des questions de propriété?

Le Tribunal des Conflits a pensé autrement. En l'absence d'un texte général sur la matière, il a rappelé, à titre d'exemples, un certain nombre de lois et décrets spéciaux qui attribuent compétence à l'autorité administrative, pour connaître de telles ou telles réquisitions (lois des 16-26 avril 1792, 3 vendémiaire an v, 14 messidor an VII, 28 avril 1816. — Décrets des 29 sept., 7 oct., 12 oct., 21 nov., 29 nov. et 10 déc. 1870, et loi du 15 juin 1871), puis, après avoir signalé le caractère essentiellement anormal de ces mesures, dont le juge civil ne saurait apprécier l'opportunité,

(1) Voir la livraison précédente, page 50.

il les a assimilées aux marchés de fournitures volontairement conclus entre les particuliers et l'administration, et dont le contentieux appartient à cette dernière. « Considérant, dit-il, dans son jugement du 21 décembre 1872, qu'il résulte des lois et décrets sus-visés : 1° qu'il n'est pas permis aux tribunaux civils de s'immiscer dans les attributions de l'autorité administrative ; 2° que cette autorité a été investie d'une compétence spéciale pour le jugement et la liquidation, tant des achats et marchés de fournitures contractés pour les besoins des divers services publics qui lui sont confiés, que des réquisitions que, dans des circonstances impérieuses, à défaut d'achats de gré à gré et de marchés de fournitures, elle est autorisée à faire pour assurer l'exécution de sa mission. » (Vally, c. l'Etat, Sir., 1873, 2, 124.)

Mais cette assimilation n'est possible qu'autant qu'il s'agit d'effets mobiliers susceptibles d'être l'objet d'un marché de fournitures. Aussi, voit-on le même Tribunal, en raison d'une autre analogie, accorder compétence au juge civil quand la réquisition porte sur un édifice que l'autorité militaire a fait occuper, et pour lequel, dans des circonstances moins urgentes, elle eût procédé par voie de louage. La réquisition a tenu lieu de bail ou plutôt a rendu la location obligatoire pour le particulier. Or, le bail est un contrat de droit commun, même quand il concerne un bâtiment destiné à l'installation d'un service public et, par conséquent, il ressort à l'appréciation du juge civil (Conseil d'Etat, 8 juin 1854, Saucin. — 18 janvier 1855, Sir., 55, 2, 435). Il en sera de même de la réquisition qui le remplace.

Ce système avait été mis en pratique par un décret du gouvernement de la Défense nationale, en date du 12 novembre 1870, relatif aux ateliers qui pouvaient servir à la fabrication et à la transformation des armes. L'article 4 de ce décret s'exprimait ainsi : « Toute difficulté relative, soit à la prise de possession de l'atelier requis, soit à son

» occupation temporaire, soit à sa restitution entre les
» mains du propriétaire, sera jugée par le tribunal civil. »

Le Tribunal des Conflits s'est emparé de cette décision, qui lui paraissait conforme aux principes, et l'a étendue à toutes les réquisitions d'immeubles temporairement occupés pour les besoins de la défense. Il a rendu en ce sens trois jugements identiques, le 11 janvier 1873 (Sir., 1873, 2. 125). L'un d'eux, notamment, a trait à des édifices *violemment envahis* le 4 septembre 1870 par des bandes armées, auxquelles des troupes régulières avaient succédé quelques jours après : « Considérant, y est-il dit, que, sous » ce rapport, la demande des sieurs Planque et Papelard, » se fondant sur une occupation temporaire *qui participe » de la nature des contrats du droit commun* et doit être » assimilée à un contrat de bail, rentre évidemment dans » la compétence des tribunaux civils ; que cette règle de » compétence se trouve confirmée par l'application qui en » a été faite, dans des cas analogues, par le décret du » gouvernement de la Défense nationale du 12 novembre » 1870, promulgué dans la forme adoptée à cette époque. »

Ainsi, la réquisition militaire est ramenée au contrat dont elle se rapproche le plus : au marché de fournitures dans un cas, au bail à loyer dans l'autre, et elle suit la loi du contrat qu'elle supplée.

Ces considérations nous invitent à étudier la jurisprudence du Tribunal des Conflits, en ce qui regarde les divers contrats passés par les autorités administratives. A défaut de nouveautés saillantes, nous y glanerons çà et là quelques décisions qui, pour être d'accord avec les règles précédemment reçues devant les deux juridictions, ne laissent pas cependant que d'offrir un certain intérêt doctrinal et pratique.

Comme nous l'avons déjà dit, les marchés de fournitures ne peuvent donner lieu qu'à des instances administratives : un texte spécial en décide ainsi, l'article 14 du décret du

11 juin 1806 : et le Tribunal des Conflits a confirmé à cet égard une jurisprudence qui semblait ne devoir pas être contestée (1^{er} février 1873, C^{ie} Valéry c. l'Etat, Sir., 1874, 2, 29).

En dehors de ces contrats, spécialement prévus par la loi, rentrent dans la compétence administrative tous ceux qui impliquent de la part de l'administration l'exercice de la puissance publique.

Il faut citer, au premier rang, les concessions gratuites du domaine public, surtout si elles ont été accordées en vue de pourvoir à un service public. Ainsi la ville de Paris et l'Etat, comme représentant l'Université, se disputaient la possession de certains édifices, et la difficulté portait sur le sens des décrets qui en avaient réglé l'affectation (décrets des 11 décembre 1818 et 9 avril 1811). Le Tribunal des Conflits dénia au juge civil le droit d'interpréter ces décrets qui, formulant de simples concessions administratives, n'avaient évidemment pas la valeur ordinaire des actes translatifs de propriété.

De même, les contestations relatives aux fermages des octrois doivent être soumises aux juges administratifs, parce que ces traités, qui ont pour objet la prestation d'un service public, ne trouvent aucun équivalent dans les rapports entre particuliers. La compétence du conseil de préfecture, déterminée par la loi en cette espèce (décret du 27 mai 1809, art. 136; loi du 21 juin 1865, art. 9), a été étendue par le Tribunal des Conflits aux difficultés sur les fermages des droits de place dans les halles et marchés (Jamet, c. ville de Crécy, 28 mars 1874, Sir., 1876, 2, 62, et 4 août 1877; Bertin, *le Droit*, 1^{er} septembre 1877). Ces droits, en effet, représentent plutôt une taxe qu'un prix de location, et les lois de finances les font rentrer dans la classe des contributions indirectes : dès lors, le fermage qui s'y rapporte n'est pas un bail à loyer de la propriété communale, mais une convention relative à la perception de l'impôt.

De même encore la jouissance en commun d'édifices affectés au culte, entre deux communes composant une seule paroisse, n'établit pas entre elles un contrat de louage, et la réclamation d'un prétendu loyer formulée par l'une d'elles, se réduisant à une demande de contribution aux frais du culte, appartient à l'autorité administrative, chargée par la loi du 14 février 1810, de faire en pareil cas la répartition de ces frais entre les deux communes (Conflits, 17 novembre 1877, *le Droit*, 7 décembre 1877).

Au contraire, la compétence judiciaire s'impose d'une manière rigoureuse toutes les fois que l'Etat ou la commune ont stipulé à titre de propriétaires ou bien ont passé une convention de droit commun. C'est ainsi que le Tribunal des Conflits a attribué à la juridiction civile le droit d'interpréter le contrat et les patentes approbatives par lesquels l'Etat, comme propriétaire des sources minérales de Vichy, avait acquis de l'hospice de cette ville un immeuble devant servir à l'exploitation desdites eaux, et ce moyennant une redevance dont le mode de paiement était contesté entre les parties (25 juillet 1874, *Sir.*, 1876, 2, 154). C'est ainsi qu'il a annulé l'arrêté de conflit tendant à ce que le tribunal civil se dessaisit d'une instance par laquelle un particulier demandait la résiliation d'un bail de pêche : « Considérant, dit-il, que le bail étant un contrat » de droit commun, les contestations auxquelles son interprétation et son exécution peuvent donner lieu, entre » l'administration et l'adjudicataire, sont de la compétence » des tribunaux civils ; que cette compétence leur a d'ailleurs été spécialement conservée par l'article 4 de la loi » du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale. » (11 décembre 1875, *Maisonnabe*, *Sir.*, 1876, 2, 280.)

Mais il est parfois délicat d'apprécier si un contrat passé par l'administration rentre ou non dans les termes du droit commun.

Par exemple, les opérations des personnes qui ont pris charge du recensement de la population se régleront-elles

comme l'exécution d'un simple louage de services, ou faudra-t-il les assimiler aux travaux publics, dont le contentieux appartient au conseil de préfecture? A cette question, le Tribunal des Conflits a répondu : « Qu'un » pareil travail ne peut, sans faire violence à l'esprit » comme à la lettre de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse » an VIII, être rangé soit dans les travaux matériels de » fouilles, de constructions, de terrassements, soit dans » les travaux intellectuels qui les préparent, les précèdent » ou les suivent, que cet article a en vue dans les diverses » hypothèses qu'il prévoit; — que la convention qui règle » les bases et les conditions de son accomplissement ne » *constitue qu'un contrat de louage de services* dont aucune » loi n'a enlevé la connaissance à l'autorité judiciaire. » (Michallard c. ville de Roanne, 17 mai 1873, Sir., 1875, 2, 120.)

On ne doit pas davantage confondre avec les questions de travaux publics certaines conventions annexes qui s'y rattachent et qui, pourtant, ne constituent en elles-mêmes que des contrats de droit commun. Le Tribunal des Conflits a suivi les errements du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation, en reconnaissant que la cession amiable de terrains faite par un particulier à un entrepreneur de travaux publics et la vente consentie par celui-ci en vue de ses travaux restait dans le domaine de la juridiction civile (Damours, 11 janvier 1873; Sir., 1874, 2, 325).

La Cour de Cassation est même allée plus loin, dans un arrêt du 31 janvier 1876 (Sir., 1876, 1, 293) confirmant un arrêt de Chambéry du 1^{er} mars 1875. Elle admet, en effet, la compétence du juge civil en matière de dommages résultant de travaux publics, sur ce motif que la commune était propriétaire mitoyenne du particulier lésé par l'exécution de ses travaux et, comme telle, se trouvait lésée vis-à-vis de lui par des obligations de droit commun. Mais cette jurisprudence ne nous paraît pas à l'abri de toute critique; car, en supposant même la préexistence d'un

véritable *contrat* de droit commun, d'un louage d'immeuble, par exemple, le locataire de la commune ou de l'Etat qui aurait à souffrir des travaux publics ne devrait-il pas subir la loi générale de la compétence administrative ? ou, tout au moins, s'il se présentait devant les tribunaux civils pour obtenir la résiliation ou la modification de son traité, ne serait-il pas réduit à invoquer les faits dommageables comme de simples cas fortuits, comme des événements de force majeure, dont l'autre partie contractante n'encourrait pas la responsabilité ?

Nous attendons, sur ce point, l'opinion du Tribunal des Conflits, auquel tôt ou tard la question ne peut manquer d'être soumise.

En matière de travaux publics, les conseils de préfecture ont reçu de la loi du 28 pluviôse an VIII la juridiction la plus étendue. Non-seulement ils tranchent les difficultés qui surgissent entre l'administration et les entrepreneurs, mais encore ils connaissent des torts et dommages causés aux particuliers dans l'exécution de ces travaux, le seul cas d'expropriation réservé. Souvent, aussi, on leur avait déferé les procès relatifs aux offres volontaires de concours, autres, toutefois, que les cessions gratuites d'immeubles, et la compétence à cet égard leur paraissait déjà à peu près acquise ; elle l'est aujourd'hui d'une manière définitive, par suite des décisions du Tribunal départiteur (jugements du 22 juillet 1874, Dall., 1875, 1, 303, et du 13 mars 1875 ; Estancelin, Sir., 1875, 2, 128).

Quant aux questions de dommages, elles ne restent dans le domaine du contentieux administratif qu'autant que le préjudice résulte de travaux véritablement publics, c'est-à-dire autorisés par l'administration, prévus au cahier des charges de l'entrepreneur. Dans ces limites, la jurisprudence tend à maintenir la compétence du conseil de préfecture, sans distinguer si le dommage touche aux personnes ou aux choses, du moment qu'il est la conséquence

directe des travaux autorisés et non le fruit accidentel d'un délit ou d'un quasi-délit de celui qui les exécute (Cons. d'Etat, 19 déc. 1873, Sir., 1874, 2, 261). Mais, à défaut d'autorisation, la cause doit être portée devant les tribunaux civils. C'est ce qui ressort de deux jugements du Tribunal des Conflits. Dans l'un (13 mars 1875, Cottin, contre la C^{ie} de Paris-Lyon-Méditerranée, Sir., 1876, 2, 344), il repousse l'intervention de l'autorité judiciaire, parce que les travaux dommageables de la compagnie de chemins de fer concessionnaire de l'Etat « *ont été autorisés* par une décision du ministre des travaux publics *rendue par application de l'article 3 du cahier des charges* de la concession faite à ladite compagnie. » Dans l'autre (1^{er} mars 1873, Deyroles Paris-Lyon-Méditerranée, Sir., 1875, 2, 31), il déclare, au contraire : « Que les compagnies concessionnaires de chemins de fer ne peuvent, comme subrogées à l'Etat, invoquer la compétence administrative que pour les litiges auxquels donnent lieu les *travaux prévus par leur acte de concession ou qui ont été spécialement autorisés par un acte ultérieur de l'administration*; — qu'en l'absence de tout acte administratif qui leur imprime le caractère de travaux publics, les travaux exécutés par les compagnies sur les propriétés d'autrui, même en vue d'un péril imminent, demeurent sous leur responsabilité personnelle et restent soumis à la juridiction des tribunaux civils. »

En dehors des travaux autorisés, l'entrepreneur n'est donc qu'un simple particulier qui répond de ses voies de fait devant les juges ordinaires : et il en est de même quand il occupe des terrains ou pratique des fouilles et extractions de matériaux sans avoir rempli les formalités légales, conditions implicites de l'autorisation administrative. (Paris, 20 novembre 1875; *Le Droit*, 1875, n° 265. — Angers, 2 mars 1876; *Le Droit*, 2 avril 1876.)

Bien plus, un décret constitutif d'une association syndicale ayant été annulé pour excès de pouvoir, le Tribunal

des Conflits a déclaré que les travaux exécutés avant l'annulation par l'entrepreneur du syndicat perdaient rétroactivement leur caractère de travaux publics et échappaient à l'appréciation du juge administratif (18 juillet 1874, Langlade, Sir., 1876, 2, 187.)

Mais l'administration a seule qualité pour interpréter les actes d'autorisation qui font la loi des entrepreneurs, et pour statuer sur leur régularité en cas de besoin. (Tribunal des Conflits, 26 déc. 1874, Denize, Sir., 1876, 2, 275.)

A l'inverse des procès de dommages, tout le contentieux des expropriations revient de droit à l'autorité judiciaire. Maintes fois elle a revendiqué son privilège, pour connaître des faits d'occupation soi-disant temporaire qui dégénérât en expropriation pure et simple, s'accomplissant en dehors des formalités protectrices de la loi. Le Tribunal des Conflits s'est montré favorable à cette juste prétention : « Considérant, dit-il, dans son jugement du 12 mai 1877 (Sir., 1877, 2, 159), que, dans ces circonstances, les terrains sur lesquels ont été pratiqués les travaux dont il s'agit ne peuvent plus être considérés comme occupés temporairement pour l'exécution des travaux publics, mais que la dame veuve Dodun en a été effectivement déposée ; — que, dès lors, s'il n'appartient pas à l'autorité judiciaire d'ordonner la suppression des travaux et le rétablissement des lieux dans leur état primitif, c'est à cette autorité qu'il appartient de statuer sur l'indemnité à laquelle la dame veuve Dodun a droit. »

La compétence spéciale du tribunal civil en matière d'expropriation, a encore été l'objet d'une sanction nouvelle lorsque, dans l'application de la loi du 2 août 1872 sur les fabriques d'allumettes, le pouvoir administratif a voulu se rendre juge du droit qu'avaient à être expropriés les industriels dont les établissements n'étaient pas autorisés conformément aux lois. Quoique cette question offrit peu de difficulté en présence des termes de l'article 3 de la loi

précitée, il importait de ne pas abandonner à la juridiction administrative une décision absolument étrangère à sa compétence. Aussi le Tribunal des Conflits a-t-il plusieurs fois jugé que la connaissance de pareil débat « rentre dans les attributions de l'autorité judiciaire, chargée en vertu des articles 1, 14 et 39 de la loi du 3 mai 1841 de statuer sur les difficultés auxquelles peut donner lieu l'expropriation des immeubles. » (28 nov. 1874, Celse, Sir. 1875, 2, 31. — 12 déc. 1874, Bravet, Sir., 1875, 2, 64. — 13 février 1875, Anell., Sir., 1876, 2, 310.)

Les procès de propriété sont du domaine réservé du juge civil. Ce principe ne se discute plus aujourd'hui et c'est par une étrange aberration que, récemment, le conflit était soulevé dans une instance civile, tendant à faire déclarer nulle une saisie pratiquée à la réquisition du percepteur des contributions directes, sur des meubles que l'on prétendait n'être point la propriété du débiteur de l'Etat, mais celle du demandeur non imposé au rôle des contributions : « Considérant, a dit le Tribunal des Conflits, que l'action » dont le caractère est ainsi précisé soulève la question de » validité des poursuites de saisie ; que cette question est » elle-même subordonnée à celle de savoir *si le mobilier* » *saisi était la chose du débiteur poursuivi ou la chose* » *d'une tierce personne étrangère à la dette* ; qu'à ce dou- » ble titre l'autorité judiciaire est compétente pour con- » naître de la demande, tant au point de vue de l'annula- » tion des poursuites qu'au point de vue des chefs de res- » titution et de dommages-intérêts, qui ne sont que la » conséquence de l'annulation demandée. » (30 juin 1877, *Le Droit*, 20 juillet 1877).

La délimitation du domaine public a encore fourni au Tribunal des Conflits l'occasion d'affirmer la compétence spéciale de l'autorité judiciaire, gardienne de la propriété privée.

La loi du 22 décembre 1789-8 janvier 1790, charge les

administrations départementales de conserver les propriétés publiques. On en a conclu, avec quelque apparence de raison, qu'il appartenait à ces administrations, soit actuellement aux préfets, de délimiter le lit des fleuves navigables et flottables; et cette jurisprudence a trouvé un appui dans le décret-loi du 21 février 1852, qui confie au chef du pouvoir en Conseil d'Etat, le soin de fixer les bornes des rivages de la mer.

Or, il avait semblé tout d'abord, que l'autorité administrative, agissant en cette matière dans des vues d'utilité publique, pouvait, suivant les besoins de la navigation, étendre ou restreindre les limites, et incorporer au domaine public certaines parcelles riveraines, dont le système général du cours des eaux faisait des dépendances naturelles de ce domaine. L'acte de délimitation ressortissait ainsi au pouvoir discrétionnaire de l'administration, seule juge de l'utilité des mesures qu'elle ordonne. Aucun recours contentieux ne défendait le propriétaire, qui devait subir une expropriation virtuelle analogue à celle que produit la fixation du plan d'alignement d'une voie publique. (Conseil d'Etat, 4 avril 1845, Barsalon. — 31 mars 1847, Balias de Soubran, Sir., 1847, 2, 426.)

Comme correctif à cette prérogative exorbitante de l'administration, l'autorité judiciaire s'attribuait le droit de reconnaître la propriété en recherchant les limites naturelles du fleuve ou de la mer et, en cas de dépossession, d'accorder une indemnité au propriétaire riverain. Et, il faut le reconnaître, avec l'interprétation donnée aux lois de 1790 et de 1852, ce système appliquait à merveille le principe de la séparation des pouvoirs.

Mais, peu à peu, le Conseil d'Etat, frappé de certaines exagérations, de certains abus qui livraient la propriété privée à l'arbitraire administratif, en vint à ne voir dans l'intervention du préfet ou du chef d'Etat qu'un mode particulier de revendiquer le domaine public et de le défendre contre toute usurpation, sans modifier en rien ses limites

naturelles. Ainsi, toute délimitation qui s'écartait de la réalité des choses, qui pour une rivière, par exemple, ne suivait pas la ligne du plus haut flot de mars, était sujette à un recours contentieux et devait être annulée pour excès de pouvoir. (Conseil d'Etat, 27 mai 1863, Drillet de Lanijon, Sir., 1863, 2, 240. — 15 déc. 1866, salines de la Gafette, Sir., 1867, 2, 59. — 9 janvier 1868, Archambaud, Sir., 1868, 2, 326).

Que devenait alors le droit des tribunaux civils? Du jour que l'autorité administrative était obligée, sous menace de recours, de s'en tenir aux limites naturelles, leur intervention paraissait dénuée de toute utilité : et la commission provisoire qui, après la Révolution de 1870, faisait fonctions de Conseil d'Etat, n'hésita pas à formuler cette conséquence dans ses arrêts du 7 mai 1871. (Ozanneau, Sir., 1872, 2, 317) et du 12 mars 1872. (Patron, Sir., 1873, 2, 24.)

Cependant la question s'est présentée à nouveau devant le Tribunal des Conflits, qui a dû faire la part des deux juridictions. Dans son jugement du 11 janvier 1873 (de Paris-Labrosse contre l'Etat, Sir., 1873, 2, 25), il a adopté un système mixte qui a soulevé des critiques nombreuses, mais qui offre l'incontestable avantage d'attribuer à la propriété privée la plus énergique protection.

Après avoir établi que la mission de conserver la propriété publique n'emporte point le droit de toucher par voie administrative à la propriété privée, dont la loi du 21 février 1852 s'est préoccupée d'une manière assez explicite, en disant que *tous les droits des tiers sont réservés*, le Tribunal s'exprime ainsi : « Considérant, dit-il, qu'il résulte » des principes ci-dessus posés que les tiers dont les droits » sont réservés peuvent se pourvoir, soit devant l'autorité » administrative, pour faire rectifier la délimitation de la » mer, des fleuves et des rivières navigables ; soit devant » le Conseil d'Etat, à l'effet d'obtenir l'annulation pour » cause d'excès de pouvoir, des arrêtés de délimitation qui » porteraient atteinte à leurs droits ; qu'ils ne peuvent, en

» aucun cas, s'adresser aux tribunaux de l'ordre judiciaire
» pour faire rectifier ou annuler les actes de délimitation
» du domaine public et se faire remettre en possession des
» terrains dont ils se prétendent propriétaires; — mais
» qu'il appartient à l'autorité judiciaire, lorsqu'elle est
» saisie d'une demande en indemnité formée par un parti-
» culier, qui soutient que sa propriété a été englobée dans
» le domaine public par une délimitation inexacte, de
» reconnaître le droit de propriété invoqué devant elle, de
» vérifier si le terrain litigieux a cessé, par le mouvement
» naturel des eaux, d'être susceptible de propriété privée,
» et de régler, s'il y a lieu, une indemnité de dépossession
» dans le cas où l'administration maintiendrait une délimi-
» tation contraire à sa décision. »

Ainsi le particulier qui se prétend lésé, a le droit d'opter entre la juridiction administrative et la juridiction civile, et même, après avoir été repoussé de son recours au Conseil d'Etat, peut s'adresser au tribunal civil pour obtenir une indemnité. Ainsi la détermination des limites qui doit, dans tous les cas, se rapporter à l'état naturel des lieux, fournit matière à deux jugements définitifs qui se trouvent parfois en flagrante contradiction.

Comment justifier cette anomalie? Comment expliquer que la loi prévoie les erreurs d'un juge, et charge de les corriger un autre juge qui ne lui est pas supérieur?

En vain, dira-t-on que l'un des tribunaux statue sur les pouvoirs de l'administrateur et sur la validité de ses actes, tandis que l'autre prononce sur le fond du droit, qu'ainsi le propriétaire dépossédé essaie vis-à-vis de l'administration de lui faire reconnaître l'irrégularité de ses actes, sauf à lui prouver ensuite, par la voie judiciaire, sa radicale impuissance. Mais ce raisonnement, fondé sur le principe de la séparation des pouvoirs, ne justifie pas entièrement le système du Tribunal des Conflits. Car, pourquoi, en ce cas, la décision du juge civil laisse-t-elle subsister une partie des effets de l'acte administratif, l'expropriation virtuelle?

Pourquoi l'action en revendication doit-elle faire place à une demande en indemnité ?

Il est vrai que les tribunaux civils sont tenus de respecter les actes administratifs. Mais si un préfet s'avisait de disposer par arrêté de la propriété d'un tiers, le tribunal, sans annuler cet arrêté, n'en tiendrait certainement aucun compte, lors de la revendication du propriétaire.

Ici il n'en est pas de même : le réclamant n'a droit qu'à une indemnité. C'est dire que l'administration possède en propre un certain pouvoir de délimiter, supérieur à celui d'un simple propriétaire, et qu'elle fait plus que de formuler des prétentions quand elle détermine dans les formes officielles les bornes du domaine maritime ou fluvial.

En effet, l'importance générale du domaine public et le caractère spécial de la portion aquatique de ce domaine sujette à mille variations naturelles et fortuites, la nécessité que la consistance en soit toujours connue, et qu'au fur et à mesure des événements qui l'affectent, les bornes en soient fixées d'une manière certaine, authentique, publique, exigeait, ce semble la création d'une autorité conservatrice dont la mission fût de manifester à tous où commence et où finit cette propriété nationale affectée aux besoins publics, inaliénable et imperceptible. Tel est le motif de l'intervention des agents administratifs, remplissant ici une fonction qui n'a rien de commun avec le pouvoir judiciaire, mais qui rentre dans les attributions les plus normales de l'exécutif. Loin de pouvoir modifier, comme on l'a cru longtemps, les limites naturelles, le préfet et le chef de l'Etat n'agissent que pour les faire connaître, les rendre publiques et indiscutables.

Dès lors, le juge civil, à qui l'on oppose une déclaration de limites, qui est un acte régulier de l'autorité administrative dont il émane, n'a pas à en apprécier la valeur et ne peut restituer au particulier ce qui est qualifié domaine public par l'agent délimitateur de ce domaine. Mais la

propriété privée a-t-elle été atteinte (ce qui se présentera bien rarement après un recours au contentieux), l'expropriation virtuelle ne restera pas sans remède : il y aura lieu à indemnité, et le tribunal civil sera appelé à en connaître. Car, si des motifs d'intérêt général exigent que, pour le public et en ce qui regarde la fixation définitive du domaine de tous, l'administration demeure souveraine, rien n'empêche que les intérêts privés demeurent sous la protection de leur juge naturel, le tribunal civil.

Ces considérations justifient, à notre sens, la jurisprudence du Tribunal des Conflits. Elle s'est, au surplus, affirmée par un second jugement du 1^{er} mars 1873 (Guillie c. l'Etat, Sir., 1874, 2, 61), et s'imposera sans doute aux deux juridictions, comme une heureuse combinaison des principes du droit public et des règles qui sauvegardent la propriété privée.

Une lacune subsisterait dans cette étude si nous manquions à signaler deux questions qui ont vivement agité les esprits dans ces derniers temps. En premier lieu, les tribunaux civils peuvent-ils connaître des autorisations de colportage et apprécier la responsabilité des préfets qui obligeraient les colporteurs à rayer de leurs listes tels ou tels journaux déterminés ?

Nous ne recherchons pas, ici, jusqu'à quel point ce procédé administratif respecte le texte et l'esprit de la loi du 29 décembre 1875, destinée à soumettre tous les journaux au régime de l'égalité parfaite. L'attribution de juridiction attire seul notre intérêt. Or, à ce point de vue, et quoique les tribunaux civils se soient prononcés dans les deux sens, il est incontestable que l'autorité judiciaire n'avait aucune compétence pour statuer sur les réclamations des colporteurs. C'est ce que le Tribunal des conflits a décidé, avec raison, dans ces deux jugements du 24 novembre 1877 (Gounouilhon, c. de Tracy, *le Droit*, 26 novembre 1877) et du 8 décembre 1877 (Douville-Maillefeu, *le Droit*, 14 dé-

cembre 1877). « Considérant, dit-il dans le dernier, que la » loi du 27 juillet 1849 a conféré aux préfets le pouvoir » d'accorder, de refuser et de retirer les autorisations de » colportage ; que les conditions alléguées et qui auraient » été la cause du retrait ou du refus de ces autorisations, » *ne peuvent être séparées et appréciées isolément de ces » mesures administratives, avec lesquelles elles se confon-* » *dent*, et qui ont été prises par le préfet dans l'exercice » de ses attributions ; que la demande étant ainsi fondée, » non sur un fait particulier distinct des actes administra- » tifs, mais sur ces actes eux-mêmes, c'est à l'autorité » administrative seule qu'il appartiendrait d'apprécier s'ils » sont entachés d'excès de pouvoir. »

La seconde question, beaucoup plus délicate, consistait à savoir si une action en diffamation pouvait être intentée devant la juridiction correctionnelle contre le ministre de l'intérieur et l'imprimeur du *Bulletin des Communes*, à raison d'un article inséré dans ce journal.

Le Tribunal des Conflits, par son jugement du 29 décembre 1877 (*le Droit*, 4 février 1878, Viète, c. de Fourtou, Pougin et Dalloz), a déclaré l'incompétence de la juridiction correctionnelle.

« Considérant, dit-il, que les décrets du 12 février 1852 » et du 27 décembre 1871 ont ordonné la publication par » l'imprimerie nationale et la distribution aux communes » d'une feuille hebdomadaire, dirigée par les soins et sous » la surveillance du ministre de l'intérieur, contenant, » sous le titre de *Bulletin des Communes*, les lois, décrets » et instructions du gouvernement et les travaux de l'As- » semblée nationale, reproduits textuellement ou par ana- » lyse ; — que la publication prescrite par les décrets ci- » dessus rappelés constitue dans ses parties officielles un » acte de l'administration... Que l'illégalité et l'excès de » pouvoir reprochés à l'acte du ministre, lors même qu'ils » seraient reconnus par l'autorité administrative, seule » compétente à cet effet, ne sauraient enlever à la publi-

» cation de ce compte rendu le caractère d'un acte de
» l'administration et n'auraient pas pour effet nécessaire
» de la faire dégénérer en un fait personnel, distinct et
» indépendant de l'acte administratif, et dont il apparten-
» drait à l'autorité judiciaire de connaître. »

On sait qu'une jurisprudence récente, inaugurée le 7 mai 1871 par la commission faisant fonctions de Conseil d'Etat, confirmée le 18 mai 1872 (Sir., 72, 2, 252) et adoptée par la Cour de cassation le 25 janvier 1873 (Dall., 73, 1, 293), autorisait la poursuite devant les tribunaux correctionnels des fonctionnaires qui, dans les motifs des arrêtés administratifs, avaient inséré des allégations diffamatoires, non justifiées par la nécessité des circonstances.

Quoique, dans un arrêté, les motifs puissent jusqu'à un certain point être distingués du dispositif, qui constitue l'acte administratif proprement dit, il faut reconnaître que ce système est singulièrement atteint par le jugement que nous venons de rapporter.

En résumé, les points les plus saillants de la jurisprudence du Tribunal des Conflits sont les jugements rendus en matière de responsabilité de l'Etat et en matière de délimitation des rivages de la mer et du lit des rivières navigables et flottables. Les solutions données offrent l'une et l'autre un grand intérêt pratique, tranchent de bien longs débats. Mais ne révèlent-elles pas aussi toutes les deux, et l'incertitude de notre législation administrative et la subtilité souvent arbitraire de la distinction des contentieux? Ces deux maux appellent des remèdes. Quel est l'avenir de la juridiction administrative en France, nous n'entreprenons point de le dire; mais ce qu'on peut demander, sans crainte de trouver des contradicteurs, c'est un peu plus de fixité dans les lois même administratives, un peu plus de certitude, un peu plus de lumière.

J. BOURGEOIS,

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Chambéry.

INFLUENCE DU CHRISTIANISME

Sur la Civilisation et sur le Droit.

7^e Article (1).

ÈRE MODERNE (1^{er} Article).

NATURE DU PROTESTANTISME. — LE DROIT NATUREL ET
LE DROIT DES GENS. — GROTIUS ET PUFFENDORF.

I. — *Nature du Protestantisme.* — Le xvi^e siècle fut aussi fécond en événements scientifiques et religieux que le xv^e l'avait été en merveilles découvertes. Ce siècle était à peine commencé, qu'un homme audacieux leva la bannière de l'indépendance, secoua le joug de l'autorité divine, et proclama la raison individuelle son unique boussole et son unique guide. Soutenu par quelques potentats, bercé par les flatteries de ses partisans, il tenta de confondre, de désorganiser et de détruire l'Eglise de Jésus-Christ pour établir sur des bases nouvelles, humaines et périssables, la société religieuse. Et, bien qu'on voie le principe catholique se maintenir inaltérable au milieu de toutes les erreurs nouvelles, semblable à un navire qui s'avance au-dessus des tempêtes, il n'en est pas moins vrai que le protestantisme s'empara de certains théologiens, et leur inspira le zèle des réprouvés ; qu'il s'implanta dans une certaine philosophie, pour la rendre incrédule chez quelques docteurs, sceptique chez d'autres, sarcastique chez tous ; enfin, qu'il pénétra dans quelques branches de la science du Droit pour y établir ses principes destructeurs.

On a beaucoup préconisé la prétendue liberté de penser apportée par la Réforme. Mais est-il possible que l'intelli-

(1) Voir l'Introd., 4^{me} année, 7^{me} vol., p. 274 ; 5^e année, 1^{er} sem., p. 3, 129 et 293 ; 2^e sem., p. 69, 141 et 230.

gence doive la liberté à des doctrines qui cherchent à matérialiser l'entendement, qui enseignent que la foi suffit au salut et nient dès lors la nécessité de la plus sublime des vertus chrétiennes, la charité ; qui nient le dogme de la liberté naturelle, et enfin qui écrivent comme l'a fait Calvin, qu'il faut donner la mort à l'hérétique, s'il vient à abandonner ses opinions ? Les premiers effets de la Réforme sur la philosophie et sur la liberté de la pensée, dit un moderne critique allemand, furent d'épaissir le voile qui couvrait les intelligences. Au ^{xvi}^e siècle et dans la première partie du ^{xvii}^e, on perdit jusqu'à l'idée du libre développement intellectuel qui s'était produit en Italie et en Allemagne du temps des Médicis, des Léon X et des Maxilien.

La vérité est que le protestantisme, se métamorphosant d'opinion en opinion, finit dans la suite par devenir indifférence religieuse, et légua alors au monde le libertinage désordonné qu'on a décoré du nom de liberté de penser.

Si donc nous examinons avec attention l'esprit du protestantisme, nous verrons qu'au lieu de donner au génie l'air et l'espace pour se déployer à l'aise, il tend à comprimer son vol en refusant de croire les plus sublimes vérités de la religion ; qu'il ne reconnaît de liberté ni dans la créature, ni en Dieu lui-même ; qu'il rabaisse l'autorité des souverains, qu'il ruine les fondements de la société, autorise les rébellions, légitime l'anarchie, qu'il flotte au sein de mille opinions contraires, nie les unes pour pouvoir admettre les autres ; qu'il est matériel et terrestre ; qu'il comprime l'esprit tendant à s'élever vers son Dieu ; qu'il énerve les sentiments. C'est ainsi que fut ressuscitée en philosophie, au souffle du protestantisme, la morale d'Epicure et l'exotique doute de Piron. Il résulte encore de tout cela que la science du Droit se fondant sur la justice et l'équité, les lois ne pouvant exister sans ordre dans la société, l'influence de cette école sur la législation des peuples a dû être dissolvante et perturbatrice.

Cependant, je ne veux pas nier que le protestantisme ait pu produire du bien. A son occasion, l'esprit de saine critique a progressé, les langues savantes ont été plus cultivées, les plus importantes questions de théologie et de politique ont été approfondies ; on y a travaillé de part et d'autre avec une ardeur extrême. Mais attribuer au protestantisme l'honneur de ces résultats, ce serait commettre l'erreur de celui qui attribuerait aux crimes et aux délits l'honneur des lois sages et moralisatrices dont ils ont été l'occasion.

Nous nous bornons à ces courtes réflexions pour faire comprendre ce que la Réforme a été pour le monde. On nous permettra cependant d'y ajouter les lignes suivantes de Châteaubriand :

« Jusqu'alors (jusqu'à la Réforme), on avait remarqué de fréquentes hérésies dans l'Eglise latine, mais de courte durée et qui n'avaient jamais altéré l'ordre politique. Le protestantisme fut, dès son origine, une affaire d'Etat.

» Le protestantisme criait contre l'intolérance de Rome, en même temps qu'il égorgeait les catholiques en France. Il jetait au vent les cendres des morts, allumait le bûcher de Servet, à Genève, se souillait par les violences de Munster, et dictait des lois atroces qui ont accablé les Irlandais, peine sortis de sa tyrannie après deux siècles d'oppression... La Réforme, pénétrée de l'esprit de son fondateur, moine envieux et grossier, déclara la guerre aux arts, séparant l'imagination des facultés propres à l'homme ; elle coupa les ailes au génie et le fixa sur le sol... L'Europe, qu'ai-je dit ? le monde se trouvait couvert de monuments de la religion catholique. Trois siècles se sont passés depuis que naquit le protestantisme ; il est tout-puissant en Angleterre, en Allemagne et en Amérique, des millions d'hommes le suivent, et qu'a-t-il produit ? Il ne peut que vous montrer les ruines qu'il a faites, et parmi lesquelles il a planté divers jardins ou établi des manufactures.

» On a dit que le protestantisme a été favorable à la liberté

politique, et qu'il a émancipé les nations. Les faits parlent-ils d'accord là-dessus avec les personnes? Il est certain qu'à son berceau la Réforme fut républicaine; mais dans le sens aristocratique, car ses premiers disciples furent nobles... Fixez les yeux sur le nord de l'Europe, sur les pays où naquit la Réforme, où elle se conserva, et vous remarquerez de toutes parts la volonté unique d'un seigneur. En Suède, en Prusse et dans la Saxe, se maintient la monarchie absolue, et en Danemarck règne le despotisme légal. Le protestantisme ne triompha point dans les pays républicains; il ne put s'introduire à Gênes, et ce fut avec peine qu'à Venise et à Ferrare il obtint un temple secret, car les beaux-arts et le beau soleil méridional lui étaient mortels... En Angleterre, il n'a pas été le véhicule de la constitution, formée, beaucoup de temps avant le xvi^e siècle, sous la bannière de la foi catholique... Le peuple anglais fut si loin d'obtenir l'agrandissement de ses libertés avec la destruction du culte de ses pères, que le Sénat de Tibère même ne fut pas aussi vil que le Parlement d'Henri VIII, qui en vint au point de décréter que la volonté unique du tyran avait force de loi. L'Angleterre fut-elle plus libre sous le sceptre d'Elisabeth que sous celui de Marie?... Il faut donc déduire de la sévère investigation des faits, que le protestantisme n'a pas affranchi les peuples : il a donné aux hommes la liberté philosophique, mais non pas la liberté politique (1). »

II. — *Le Droit naturel et le Droit des gens.* — *Puffendorf et Grotius.* — Revenant, maintenant, directement à mon sujet, je dis que la science du Droit naturel et du Droit des gens est due en partie à deux protestants. Mais que l'on comprenne bien le sens de ma proposition. J'entends par là que Grotius et Puffendorf traitèrent avec méthode les principes de cette science, *systématisèrent* les règles et

(1) On comprend le sens que Châteaubriand donne au mot liberté.

axiomes, et donnèrent la solution de plusieurs problèmes. En un mot, ils réduisirent en corps de doctrine ce que nous appelons aujourd'hui *Droit naturel* et *Droit des gens*.

On ne peut refuser le génie à ces deux hommes ; ils ont rendu un vrai service à la science, à un certain point de vue, quoiqu'ils lui aient nui sous d'autres rapports. Mais enfin, somme toute, leurs essais, abstraction faite de l'intention qu'ils purent avoir en les produisant, les placent au nombre des beaux talents.

Il est incontestable que les principes du Droit naturel existaient déjà avant d'avoir été réduits en corps de doctrine. La loi naturelle est le flambeau de lumière éternelle que Dieu a donnée à l'homme pour parcourir les sentiers de la vie. Le monde ancien l'a eue pour phare comme le monde nouveau. Mais le monde nouveau a vu croître le rayonnement de ce flambeau divin par l'enseignement évangélique. — Il serait inutile ici de réfuter les paradoxes de Spinoza, de Bayle et d'autres soi-disant philosophes, doutant de la loi naturelle ou la niant ; leurs erreurs, en effet, ont été si victorieusement combattues qu'il n'y aurait plus de mérite à les combattre de nouveau. Chacun, en rentrant en soi-même, ne peut pas révoquer en doute que la conscience lui fait connaître des devoirs et règle les actes de sa vie.

Supposant donc que ces principes sont reconnus par tous mes lecteurs quels qu'ils soient, l'œuvre de Grotius et de Puffendorf se présente comme un progrès *artistique* de la science, qu'on me passe cette expression. Ils séparent, avec intelligence, les principes qui appartiennent exclusivement au Droit naturel et au Droit des gens des principes des autres branches du Droit, et de cette sorte permettent d'étudier avec attention ces branches séparées, de les comparer avec les autres branches du Droit en notant la mutuelle dépendance qui peut exister entre elles ; d'élucider enfin beaucoup de questions. C'est ainsi que la science du Droit naturel doit à Puffendorf sa méthode et ses règles, et,

d'un autre côté, on doit savoir gré au publiciste hollandais de son exposition régulière du Droit des gens. Je ne voudrais pas qu'aucun de ceux qui me feront l'honneur de lire ces pages, puissent m'accuser de ne pas reconnaître à ces génies protestants tout le mérite scientifique qu'ils ont véritablement et qu'il est de mon devoir d'affirmer.

Mais Grotius et Puffendorf doivent-ils à la religion dans laquelle ils ont vécu, la pensée de traiter méthodiquement ces sciences, ou bien a-t-elle été en eux tout à fait indépendante du protestantisme? Tous deux avaient écrit et publié d'autres œuvres que celles qui nous occupent, et nous savons qu'ils avaient étudié à fond les jurisconsultes anciens et les théologiens les plus renommés. De plus, il est certain que les protestants n'avaient pas écrit sur ces matières autant que les écrivains catholiques dans le cours des siècles que le Christianisme avait traversés; par conséquent, les études de ces deux génies avaient dû se faire dans les livres catholiques, et ce n'est pas l'influence du protestantisme qui les a formés. On n'a donc aucune raison de supposer que ce fut l'esprit de la prétendue Réforme qui leur suggéra l'idée de traiter ces sujets avec la méthode scientifique qu'ils employèrent. Que l'esprit du protestantisme ait contribué efficacement au ton et au coloris de l'ouvrage, c'est une autre question.

Les opinions d'un professeur peuvent changer une science en ce qui concerne la méthode et le mélange de systèmes, mais elles ne peuvent pas altérer l'essence même de cette science. Si la science est la vérité, la vérité étant une et ne pouvant être qu'une, est immuable en son essence, quoique les écrivains l'expliquent diversement sous l'empire de leurs opinions et de leur manière particulière de la considérer. On peut voir par là que Grotius et Puffendorf eussent pu étudier, traiter avec méthode et approfondir le Droit naturel et public tout aussi bien s'ils eussent été catholiques. Ainsi la conception ne doit pas être attribuée à la secte mais au génie de l'auteur. Quant à la manière de traiter la

science, quant à ses détails accidentels, tout cela peut être modifié par les opinions religieuses et morales de chaque écrivain ; mais les mélanges d'idées protestantes qui se trouvent dans les livres de Grotius et de Puffendorf n'appartiennent nullement à la science, ils viennent de l'homme. Par exemple, quand Grotius et ceux de son école établissent leur système sur la raison et le destin des Etats et non sur le lien moral et religieux qui doit les unir, ce fondement qu'ils adoptent est indubitablement le produit de la religion qu'ils professent, mais on eût pu prendre un autre fondement et établir sur lui les principes et la science du Droit des gens. Quand Puffendorf, dans le courant de ses écrits, manifeste son aversion pour le catholicisme, il écrit sous l'empire de ses préjugés de secte ; mais la science est indépendante de tels préjugés, et s'il ne les eut pas professés, elle y eut beaucoup gagné. — En un mot, le Droit naturel et le Droit des gens n'avaient nullement besoin de la Réforme pour être érigés en science et eussent marché par un chemin plus sûr.

Je ne m'arrêterai pas à démontrer que ces deux Droits ont perdu plus qu'ils n'ont gagné à tomber en de telles mains. Grotius et Puffendorf, n'ayant pas voulu se soumettre au joug suave de la Religion, et s'étant séparés de la révélation et des rapports moraux qui relient les sociétés, les principes ont été falsifiés et sont sortis de leurs plumes entachés d'un certain caractère d'incertitude et de doute. Les protestants eux-mêmes avouent que ce caractère ressort des œuvres de Grotius, qu'il tomba dans de graves erreurs et qu'en matière de religion il est changeant et mal assuré. Quant à Puffendorf, son siècle est allé jusqu'à qualifier son Droit naturel de *monstrueux*, et beaucoup le considérèrent comme un novateur et un corrupteur de la jeunesse studieuse. Il n'est aucun des publicistes qui ont marché sur ses traces qui n'ait ajouté une pierre de plus à l'orgueilleux monument du scepticisme et de l'impiété, et qui n'ait altéré par leur base les simples et lumineux prin-

cipes du Droit : témoins les œuvres de *Hobbes*, de *Thomasius*, de *Wolf*, de *Bayle*, etc.

On doit conclure de là que si la science du Droit naturel et des gens eût été méthodiquement traitée par des écrivains catholiques, elle eût gagné en fixité et en certitude autant qu'elle a perdu entre les mains des protestants qui l'ont rendue sceptique et dissolvante.

Si, de plus, nous considérons la hauteur à laquelle l'étude du Droit était arrivée, grâce à l'influence des théologiens et des juristes qui ont précédé Grotius et Puffendorf, nous verrons pâlir de plus en plus le mérite de ces deux génies. Saint Thomas, en particulier, avait établi les principes du Droit naturel et politique d'une manière si claire, si précise, si philosophique, qu'il suffit de l'étudier avec attention et de développer sa doctrine avec sagesse, pour écrire sur une si importante matière un livre judicieux et raisonné.

Les protestants n'ont donc pas grand sujet de s'enorgueillir parce que deux publicistes de leur communion ont régularisé et réduit en méthode la science du Droit naturel et du Droit des gens, surtout si on tient compte des considérations suivantes : Ne sont-ce pas leurs pensées et leurs doctrines qui ont ébranlé l'unité politique de l'Europe ? Ne sont-ce pas eux qui, détournant le cours de la politique et de la civilisation, ont créé un Droit public qui, mettant de côté les relations morales des Etats, a pour base des combinaisons diplomatiques par lesquelles on cherche, mais inutilement, à remédier aux maux qui affligent les sociétés modernes ? Ne sont-ce pas eux qui, rejetant la révélation, ont substitué ce qu'ils nomment le *Droit naturel* à ce qui durant si longtemps a été et devrait être encore le *Droit chrétien* ? Car les principes de la justice sont comme incarnés au sein du Christianisme, et la justice est la racine et le fondement du Droit. S'aidant des idées établies par quelques-uns de leurs prédécesseurs, ils ont relevé les puissances temporelles afin de rabaisser la puis-

sance spirituelle. Ils ont cherché à arriver à la félicité des peuples en dehors du centre de toute unité et de toute prospérité vraie; pour cela, ils ont prêché des doctrines contradictoires, opposées, qui ont conduit à tout, excepté à cette paix, à ce bien-être, en dehors desquels les peuples gémissent, livrés qu'ils sont à une agitation incessante. Il en eût été bien autrement si, au lieu de renverser le Droit public du moyen âge on eût augmenté sa vie et si on l'eût cimenté sur des bases solides. Les intérêts particuliers exposent fréquemment les peuples à des luttes sanglantes, mais les intérêts généraux constituent les rapports entre les nations et donnent de la fixité et de la stabilité au Droit public.

(A suivre.)

BIENVENIDO COMIN, *avocat*,
Sarragoise (Espagne).

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES),

2 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Testament. — Nullité. — Suggestion. — Captation. — Tiers.

Un testament, pour être valable, doit être l'expression de la volonté libre et réfléchie de son auteur. Il doit être annulé quand les dispositions qu'il contient ont été obtenues à l'aide de suggestion et de captation dolosives, sans qu'il y ait à distinguer si les manœuvres frauduleuses dont l'effet a été de vicier la volonté du testateur ont été pratiquées par le testateur ou par des tiers.

La Cour,

Où M. le conseiller Connelly, en son rapport, l'avocat du demandeur en ses observations, et M. l'avocat général Robinet de Cléry en ses conclusions;

Sur le moyen pris des articles 901, 902 et 1116 Code civil,

Attendu qu'un testament, pour être valable, doit être l'expres-

sion de la volonté libre et réfléchie de son auteur; qu'il doit être annulé quand les dispositions qu'il contient ont été obtenues à l'aide de suggestion et de captation dolosives, sans qu'il y ait à distinguer si les manœuvres frauduleuses, dont l'effet a été de vicier la volonté du testateur, ont été pratiquées par le légataire ou par des tiers;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare Bougey, domestique de Paul de Jackson, et une autre personne, également attachée au service de ce dernier, abusant de la faiblesse de caractère de leur maître, et de l'infirmité qui le privait de l'ouïe et de la parole, l'ont, par leurs manœuvres dolosives, et notamment par des imputations mensongères dirigées contre son fils, fait tomber sous leur domination absolue, et ont substitué leur volonté à la sienne, dans la confection des testaments qu'il a laissés;

Que l'arrêt ajoute que le legs fait à la femme Roger, fille de Bougy, constitue, en réalité, une libéralité au profit de Bougy lui-même;

D'où il suit que, dans cet état des faits par elle souverainement constatés et appréciés, la Cour de Caen, en prononçant la nullité du legs fait à la femme Roger, loin de violer les articles invoqués, a sainement appliqué les principes de la matière.

Par ces motifs, rejette.

Ch. des req. — 2 janvier 1878. — MM. Bédarrides, pr. — Connelly, rapp. — Robinet de Cléry, av. gén. (concl. conf.). — Plaidant : M^e de Valroger, av.

La plupart des auteurs expriment la même opinion. — « Il n'est pas nécessaire, disent MM. Aubry et Rau, que les faits de captation soient personnels au légataire, ni même qu'ils lui soient imputables comme en ayant eu connaissance. »

Il est évident, en effet, que si la volonté du testateur n'a pas été libre, il importe peu que l'influence exercée sur son esprit soit le fait d'un tiers ou du légataire lui-même.

Voir, dans le même sens, Ch. des req., 16 mars 1875. — MM. de Raynal, pr. — Dumon, rapp. — Babinet, av. gén. (concl. conf.). — Plaidant : M^e Daresté, av.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES),

14 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Déclaration tardive de command. — Avoué adjudicataire en son nom. — Poursuite pour folle enchère, dirigée contre l'adjudicataire tardivement désigné. — Responsabilité de l'avoué couverte.

SOMMAIRE. — Si, d'après les termes de l'article 707 du Code de procédure civile, l'avoué dernier enchérisseur,

qui n'a pas déclaré l'adjudicataire dans les trois jours de l'adjudication, est réputé adjudicataire en son nom, cette disposition cesse d'être applicable quand, au lieu de demander contre l'avoué personnellement l'exécution des clauses de l'adjudication, les parties intéressées ont fait ou laissé revendre l'immeuble sur la folle enchère de l'adjudicataire tardivement déclaré par l'avoué. Celui-ci se trouve déchargé des obligations résultant de la qualité qui lui avait été imprimée par la loi, en même temps qu'il est privé des droits attachés à cette même qualité.

Cette conséquence de la poursuite sur folle enchère est opposable à tous les créanciers inscrits, la poursuite sur saisie immobilière, dont la folle enchère est un incident, formant entre le poursuivant, les créanciers inscrits et le saisi une véritable instance.

Attendu que si, d'après les termes de l'article 707 du Code de procédure civile, l'avoué, dernier enchérisseur, qui n'a pas déclaré l'adjudicataire dans les trois jours de l'adjudication, est réputé adjudicataire en son nom; cette disposition cesse d'être applicable quand, au lieu de demander contre l'avoué personnellement l'exécution des clauses de l'adjudication, les parties intéressées ont fait ou laissé revendre l'immeuble sur la folle enchère de l'adjudicataire tardivement déclaré par l'avoué;

Que, par l'effet de la procédure ainsi suivie, l'avoué se trouve déchargé des obligations résultant de la qualité qui lui avait été imprimée par la loi, en même temps qu'il est privé des droits attachés à cette même qualité;

Attendu que l'arrêt attaqué constate, d'une part, que l'avoué Desabaye, aujourd'hui défendeur éventuel, a déclaré seulement le 14 septembre 1874 le nom de Georges du Plessis, pour lequel il s'était rendu adjudicataire le 8 du même mois, et, d'autre part, que Georges du Plessis n'ayant pas exécuté les clauses de l'adjudication, l'immeuble, remis en vente sur sa folle enchère, a été adjugé à Charlas;

Attendu que, pour échapper aux conséquences de la direction donnée à la poursuite et rendre l'avoué Desabaye responsable de la différence entre le prix de l'adjudication du 8 septembre et le prix de celle qui a eu lieu sur la folle enchère, les demandeurs en cassation objectent que la revente sur la folle enchère a été poursuivie par un autre créancier inscrit, le Crédit foncier colonial, et qu'ils n'ont pris aucune conclusion dans cette procédure de la folle enchère;

Attendu que la poursuite sur saisie immobilière, dans la revente sur folle enchère est un incident, forme entre le poursuivant, les créanciers inscrits et le saisi, une véritable instance;

Que les demandeurs en cassation, l'un, tiers détenteur, est saisi en cette qualité; l'autre, adjudicataire primitif, tous deux créanciers inscrits, ne peuvent se prétendre étrangers à une procédure suivie dans un intérêt qui leur était commun avec les autres parties, à laquelle ils étaient rattachés par l'accomplissement des formalités prescrites par la loi et dans laquelle ils pouvaient faire entendre leurs dires en temps utile : d'où il suit qu'en décidant

que les demandeurs en cassation, pour avoir laissé revendre l'immeuble saisi sur la folle enchère de Georges du Plessis, sans se prévaloir contre l'avoué Desabaye de la disposition de l'article 707, ont perdu les droits que cet article leur conférerait contre ledit avoué, à raison de la tardivité de sa déclaration, l'arrêt attaqué n'a violé ni cet article 707, ni les règles de la novation ou de la compétence, puisqu'il déclare que l'avoué n'a commis aucune faute en prêtant son ministère à Georges du Plessis, lequel n'était pas entièrement insolvable.

Par ces motifs,

Rejette.

Chambre des requêtes, 14 janvier 1878.

MM. Bédarrides, président; Connelly, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident : M. Bosviel.

Cet arrêt renferme une application nouvelle du principe d'après lequel tous les créanciers inscrits, mis en cause par la sommation de l'article 692 du Code de procédure civile, deviennent parties dans la poursuite de saisie immobilière, qui a pour résultat de disposer de leur gage.

Il est bien certain, en effet, qu'en déclarant command après le délai fixé par l'article 707 l'avoué, réputé adjudicataire en son nom, est devenu légalement responsable de toutes les charges de l'adjudication. Vis-à-vis de l'enregistrement, il ne peut, sans donner lieu à un droit de revente, déclarer command le quatrième jour. « C'est à cause de son » omission et de sa négligence, dit un arrêt de la Cour de » cassation du 3 décembre 1810, que la loi l'oblige à garder » pour lui-même et à ses périls l'immeuble qui avait été » l'objet des enchères. »

Ce n'est pas seulement vis-à-vis du fisc que cette responsabilité est encourue. L'article 707 ne fait aucune distinction. Les créanciers inscrits peuvent également s'en prévaloir. Si les obligations de l'adjudication ne sont pas remplies, c'est l'avoué qui sera tenu par corps, aux termes de l'article 740, de la différence entre le prix et celui de la revente sur folle enchère.

Cependant cette pénalité si rigoureuse n'a pas un tel caractère que les parties ne puissent y renoncer en acceptant l'adjudicataire tardivement désigné. Le fisc percevra un droit de revente. Mais l'acceptation par les créanciers d'une déclaration tardive laissera à l'avoué, vis-à-vis d'eux, la qualité de simple mandataire de l'adjudicataire désigné. Relevé de sa responsabilité, il cessera d'être débiteur personnel du prix de la vente.

L'arrêt que nous rapportons décide que l'acceptation de l'adjudicataire tardivement désigné, résulte suffisamment d'une poursuite de folle enchère dirigée contre ce dernier et non contre l'avoué.

Il y a plus. Cette acceptation est opposable, non-seulement au créancier poursuivant la folle enchère, mais à tous les créanciers inscrits.

« La poursuite de saisie immobilière et tous ses incidents, dit M. Bioche, forment entre le poursuivant, les créanciers inscrits et le saisi une véritable instance. »

Tous les actes, tous les incidents, tous les jugements de la procédure d'expropriation sont réputés contradictoires, la sommation de l'article 692 ayant appelé tous les intéressés. « Ils peuvent, dit l'exposé des motifs de la loi de 1858, veiller à la conservation de leurs droits, prendre connaissance du cahier des charges, faire changer les conditions qui leur nuisent, surveiller la vente, pourvoir à l'élévation des enchères. »

— « Tout se suit, tout se lie dans cette procédure, disait M. Persil, dans son rapport à la Chambre des pairs, en 1841. En appelant le saisi et les créanciers inscrits, on met tous les intéressés en présence. Chacun fera valoir ses droits. »

Cette situation est maintenue jusqu'à l'issue définitive. Un seul créancier, agissant pour le compte commun, poursuit la folle enchère; mais il agit sous le contrôle de la contradiction des créanciers appelés par la sommation. Ceux-ci peuvent redresser toutes les erreurs, provoquer toutes les nullités, se plaindre du dol, de la fraude, de la simple négligence. Mais ils doivent être vigilants : les déchéances abondent; le législateur ayant voulu faire « *bonne et brève justice*. » S'ils se taisent, s'ils laissent se consommer l'adjudication sans intervenir dans les délais de la loi, ils sont réputés avoir acquiescé. Le résultat, quel qu'il soit, leur est commun.

Tels sont les principes qui justifient l'arrêt dont nous publions le texte. Il a été rendu dans une espèce qu'aucun auteur n'a prévue et sur laquelle la jurisprudence n'avait pas eu jusqu'ici occasion de statuer.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

16 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Société anonyme. — Irrégularité d'une délibération au cours de l'administration de la société. — Responsabilité des administrateurs suivant les règles du droit commun.

La responsabilité édictée par l'article 42 de la loi du

24 juillet 1867, qui met à la charge des fondateurs et administrateurs tout le passif social, doit être restreinte au cas que prévoit cet article, c'est-à-dire lorsqu'il y a nullité de la constitution de la société et des actes et délibérations qui s'y rattachent. Les autres fautes commises par les administrateurs sont régies par les principes du droit commun. Le fait dommageable et le préjudice réalisé doivent être établis à la charge de chacun d'eux.

Sur le moyen tiré de la violation des articles 42, 55, 56, 61, de la loi du 24 juillet 1867, de la fausse application de l'article 44, même loi, et des articles 1382 et 1383 Code civil, en ce que l'arrêt attaqué a déclaré mal fondée l'action du syndic :

Attendu que la prétention du pourvoi est de faire peser sur les défendeurs éventuels une responsabilité indéfinie et solidaire, s'étendant à tout le passif social ;

Attendu que, si une responsabilité de cette nature a pu être admise par application des articles 41 et 42 de la loi du 24 juillet 1867, lorsqu'il s'agit de la nullité de la société elle-même, il en doit être autrement, lorsque la société étant valablement constituée, la nullité n'atteint que les actes et délibérations mentionnés dans l'article 61 de la loi ;

Attendu que le pourvoi se fonde sur l'article 42, ainsi conçu :
 « Lorsque la nullité de la société ou des actes et délibérations a été prononcée aux termes de l'article précédent, les fondateurs »
 » auxquels la nullité est imputable, et les administrateurs en fonction, au moment où elle est encourue, sont responsables envers »
 » les tiers. »

Attendu que si ce texte semble assimiler, au point de vue de la responsabilité qui en découle, la nullité de la société et celle des actes et délibérations, il déclare cependant de la manière la plus expresse qu'il ne statue que pour le cas où la nullité a été prononcée aux termes de l'article précédent ;

Attendu que l'article 41, qui se réfère expressément aux articles 22, 23, 24 et 25, ne prévoit que la nullité résultant d'un vice de constitution, et non point celle qu'un défaut de publicité pourrait entraîner par une délibération ;

Attendu qu'indépendamment du silence du texte, l'intention du législateur, de ne point mettre sur la même ligne la nullité de la société atteinte d'un vice originel et celle des délibérations, pour lesquelles n'ont pas été remplies les formalités de publicité voulues, se révèle dans les modifications successives qu'a subies la rédaction de l'article 41, pendant les travaux législatifs qui ont précédé le vote de la loi du 24 juillet 1867 ;

Attendu, en effet, que dans le projet de loi présenté par le gouvernement, l'article 37, devenu plus tard l'article 41, contenait un deuxième alinéa ainsi conçu : « Sont également nuls, les actes et »
 » délibérations désignés dans l'article 23, s'ils n'ont point été »
 » posés et publiés dans les formes prescrites par les articles 21 »
 » et 22. »

Attendu que cette disposition fut supprimée lors de la rédaction définitive de la loi, et que tout ce qui était relatif à la publicité des délibérations fut réglé par les articles 61, 55 et 56 ;

Attendu qu'il suit de ce qui précède que l'article 42 ne statue que sur les conséquences de la nullité de la société, et que c'est en suite d'une erreur de rédaction que cet article mentionne les actes et délibérations, alors qu'il n'en est plus question dans l'article précédent;

Attendu que la responsabilité des administrateurs pour toutes les infractions à la loi de 1867, autres que celles prévues par les articles 41 et 42, interprétés comme ci-dessus, est réglée par l'article 44 qui s'en réfère au droit commun; que, par conséquent, la Cour de Toulouse, en appréciant d'après les règles du droit commun l'action en responsabilité qui lui était soumise, n'a pu violer ni faussement appliquer aucune des dispositions légales ci-dessus visées;

Par ces motifs,

Rejette.

MM. Bédarrides, président; Cantel, conseiller rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); Plaidant : M^r Mayeau.

La Cour de cassation n'avait pas eu encore à statuer sur cette question qui ne présente, d'ailleurs, aucune difficulté sérieuse.

La loi du 24 juillet 1867 examine, à trois points de vue différents, les irrégularités et les fautes qui peuvent être commises par les administrateurs d'une société anonyme.

Si ces irrégularités sont relatives à la constitution de la société, au nombre des associés, à la souscription des actions, à la nature des apports, aux actes qui constatent et aux délibérations qui vérifient l'accomplissement de ces formalités, une sanction rigoureuse — la responsabilité de tout le passif social — est encourue par les administrateurs.

Si, au cours de la gestion, les assemblées générales dont la tenue est prescrite sont omises — notamment en cas de perte des trois quarts du capital, — la loi n'édicte plus la responsabilité collective *ipso facto* de tous les administrateurs en fonctions pour le montant intégral des dettes de la société — ce qui serait inique. L'article 37 dit seulement que, « dans ce cas, tout intéressé peut demander la dissolution de la société devant les tribunaux. »

Enfin, si des fautes sont commises au cours de la gestion, la seule responsabilité qui résulte de l'article 44 est une responsabilité « individuelle ou solidaire, suivant les cas, » conformément aux règles du droit commun. — « Le » législateur, disait le rapport, a la volonté de subordonner » la solution de toutes les questions que pourra faire naître » la responsabilité des administrateurs à l'influence des » principes généraux, sans y rien ajouter, sans en rien » retrancher. »

C'est là évidemment le principe fondamental de la loi.

L'article 42 n'y déroge que dans un cas déterminé, pour les infractions qui vicient la constitution même de la société. Le rapport en donne la raison : « Parce qu'étant les chefs de la » société et, sous ce rapport, placés sur la même ligne » que le gérant, les fondateurs et administrateurs ont, en » acceptant leurs fonctions, le devoir de vérifier si les formalités nécessaires à la constitution définitive de la » société ont été remplies. »

L'arrêt de la Chambre des requêtes semble penser que les mots : *actes et délibérations* ont été maintenus par erreur dans l'article 42. C'est aussi l'opinion de M. Bédarides dans son commentaire de la loi de 1867. Nous faisons remarquer seulement qu'en acceptant le texte tel qu'il a été voté, la solution ne serait pas différente. Il ne s'agirait que des actes et délibérations dont la nullité serait prononcée, conformément à l'article 41, lequel renvoie aux articles 22, 23, 24 et 25 et aux articles 1, 2, 3 et 4 visés dans l'article 24. Or, tous ces textes sont relatifs aux actes, délibérations, formalités diverses que la loi prescrit pour l'établissement et la constitution de la société. — Ce devoir accompli, la responsabilité exceptionnelle cesse pour faire place à la responsabilité du droit commun.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

BIBLIOGRAPHIE.

TRAITÉ PRATIQUE DE LA POLICE DU CULTE, par H. FÉVOU, prêtre du diocèse de Toulouse. Un volume in-8°, 3 fr. 50. — DES VICAIRES, par le même. Un vol. in-8°, 3 fr. 50. — Chez Edouard BALTENWECK, éditeur, 7, rue Honoré-Chevalier, Paris.

Sous ces deux titres, M. l'abbé H. Févou, prêtre du diocèse de Toulouse, a publié deux travaux remarquables, renfermant la solution de nombreuses difficultés qui ne surgissent que trop souvent dans l'exercice du culte.

Déjà le premier de ces deux ouvrages est arrivé, en quelques mois, à sa cinquième édition ; l'autre vient d'atteindre la seconde. Sous la

recommandation méritée des autorités les plus compétentes, ces deux ouvrages verront grandir encore leur succès et rendront de signalés services.

La méthode suivie par l'auteur est propre à rendre les recherches faciles et l'étude fructueuse. M. l'abbé Févou divise les matières qu'il traite en un certain nombre de questions, suffisamment larges et compréhensives, et il donne à chacune une réponse qui est comme un petit traité sur la question. Ce procédé par demandes et par réponses, cette forme de catéchisme, donnent à la pensée de l'auteur une marche alerte et une allure prompte qui tient constamment en éveil la pensée du lecteur et lui fait toujours désirer de connaître la question dont le développement va suivre.

Quant à la valeur des solutions en elles-mêmes, elle s'appuie sur les autorités les plus graves, en même temps que sur des démonstrations parfaitement claires et aussi exemptes que possible de l'esprit de système et de parti pris.

S'il fallait hasarder une critique non pas sur le fond des doctrines, mais sur la forme de l'ouvrage, nous dirions qu'il manque un chapitre à chacun de ces deux volumes : celui où les textes de loi, qui, d'ailleurs, sont déjà cités au cours des démonstrations, se trouveraient réunis sous une forme synthétique et dans la chronologie des dates. Avec cette addition facile, les deux ouvrages dont nous parlons seraient bientôt les manuels non-seulement de MM. les curés, les maires et autres, pour lesquels ils ont été spécialement composés, mais encore des jurisconsultes, toujours habitués à la recherche du texte précis.

PAUL BESSON,

Docteur en droit, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation.

LABOUR AND CAPITAL IN ENGLAND FROM THE CATHOLIC POINT OF VIEW (*Le travail et le capital en Angleterre au point de vue catholique*), par C.-S. DEVAS, professeur d'économie politique au Catholic University College de Kensington. In-8°, 1876. Londres, Burns et Oats; Paris, Baltenweck, éditeur, 7, rue Honoré-Chevalier.

Nous assistons à un travail de reconstitution de toutes les sciences sur la base de la vérité primordiale et essentielle, gardée en dépôt

par l'Eglise, qui prend tous les jours plus d'importance et qui se crée des foyers de plus en plus nombreux. C'est ainsi qu'aujourd'hui nous pouvons signaler un excellent ouvrage d'économie sociale, qui nous vient de ce collège d'enseignement supérieur que les évêques anglais ont créé récemment et ont fait agréger par l'Université de Londres. Des savants distingués sont attachés à cette institution et ont produit des œuvres importantes dans le domaine des sciences physiques. Nous voyons avec bonheur que l'économie sociale est non moins bien représentée.

M. Devas a voulu exposer, sous une forme substantielle et d'une façon éminemment pratique, l'attitude que les catholiques doivent prendre dans les conflits toujours répétés qui s'élèvent entre les *trade's Unions* ouvrières et les *employeurs de travail*, ainsi qu'on dit de l'autre côté du détroit.

Comme il ne s'agit pas seulement d'une question de *politique*, mais que des principes sont engagés, M. Devas commence par exposer les notions supérieures de morale qui doivent régler les rapports du capital et du travail, dans le régime économique, où nous vivons, régime fondé sur la division du travail et la distinction des travailleurs manuels, des capitalistes et des *employeurs*.

Ces rapports doivent-ils être abandonnés au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande? M. Devas, qui est un vrai savant, n'a garde de méconnaître le mérite et l'importance de cette loi, qui règle les prix sur tous les grands marchés du monde; mais il signale les conditions indispensables pour la légitimité de son application. Elles sont au nombre de trois.

Il faut : 1° que chacune des parties ait une connaissance exacte de ce qui fait la matière du contrat ;

2° Qu'elles aient une absolue liberté de consentement, et, ici, il faut relever la grave erreur de Bentham et de Turgot, selon qui tout consentement non déterminé par la fraude ou la violence matérielle constitue un contrat légitime. M. Devas leur reproche justement d'ignorer la distinction faite par saint Thomas entre le *voluntarium simpliciter* et le *voluntarium secundum quid* (*Summa Theol.*, 1^{re} 2^e, q. 6, a^o 6). Un consentement déterminé par le choix entre deux maux n'est pas un vrai consentement. « N'êtes-vous pas » libre de ne pas descendre dans la mine, » demandait un *employeur* à un ouvrier devant la commission parlementaire de 1866. — « Oui, comme nous sommes libres de mourir de faim, » lui fut-il répondu.

En troisième lieu, il faut qu'il y ait entre les contractants une certaine égalité économique et numérique. Par exemple, les habitants d'une ville et la compagnie qui leur fournit du gaz ou de l'eau ne sont pas dans cette situation.

M. Devas conclut de ce judicieux exposé des principes, que la détermination des salaires ne peut pas être abandonnée absolument au libre jeu de l'offre et de la demande, comme le prétendent Adam Smith et tous les économistes de l'école dite *libérale*. Les vraies conditions qui légitiment la concurrence ne se rencontrent pas, et, pour assurer au travail son *justum pretium*, comme dans les autres cas semblables, « il est essentiel que quelque autorité, » soit la loi civile, soit la discipline ecclésiastique, ou la coutume » immémoriale, ou la force d'une coalition, ou une opinion publique qui ne puisse être méconnue intervienne et fixe des limitations aux termes dans lesquels se débat le contrat. »

Nos lecteurs suppléeront d'eux-mêmes les importantes conséquences pour la véritable économie politique qui découlent de principes si judicieusement posés.

Dans la suite de son travail, M. Devas expose la situation faite en Angleterre aux ouvriers des manufactures, des houillères et aux travailleurs des campagnes. Ces derniers, à la différence des pays du continent, sont peut-être les plus malheureux. Le mal remonte pour eux à la spoliation des ordres monastiques sous Henri VIII.

Il fut aggravé encore par l'expulsion des Stuarts, qui a été le signal de la destruction des petits *freeholders* par le moyen d'*actes de clôture* obtenus de parlements qui ne représentaient plus que l'intérêt de la caste victorieuse. M. Devas combat justement l'opinion de Stuart Mill, qui voudrait détruire les substitutions et le droit d'aînesse, sous prétexte de constituer de petits domaines aux mains des paysans. On ne ferait qu'aggraver le mal. Après avoir rétabli dans la nation les principes de charité catholique, il faut au contraire, demander au législateur d'attribuer à la petite propriété le bénéfice des mêmes institutions protectrices dont jouit la grande.

Les *trade's Unions* paraissent aux catholiques anglais un remède violent, mais justifié par les abus exorbitants commis depuis le commencement de ce siècle par des capitalistes, qui ont été de véritables exploiters de l'ouvrier. On trouvera dans ce volume un résumé des enquêtes parlementaires, qui ont constaté avec une louable franchise ces crimes odieux, accomplis sous le couvert de

la loi. Nous ne pensons pas qu'après l'avoir lu, personne puisse vanter encore la prétendue supériorité sociale des peuples protestants.

Malgré la sympathie que M. Devas éprouve pour ces organisations, il est loin d'avoir une confiance absolue en leur sagesse, et il signale fort judicieusement des tendances fâcheuses qui se révèlent chez elles au fur et à mesure de leur succès, et qui les amèneront à abuser à leur tour de la force, si l'esprit chrétien véritable et pratique ne reprend pas son empire dans les institutions du pays.

Tel est, rapidement résumé, ce livre plein de faits et inspiré par la plus sûre doctrine. Nous voudrions le voir entre les mains de toutes les personnes que préoccupent les problèmes sociaux du temps.

C. J.

Le gérant, J. BARATIER.

ERRATA.

Des fautes typographiques se sont glissées dans la dernière livraison de la *Revue* (janvier 1878). Ainsi dans l'article de M. du Bois, page 46, ligne 10, au lieu de *donné*, il faut lire *de mîre*, et, à la ligne 13, la virgule doit être enlevée; elle change le sens de la phrase.

Dans l'article de M. Claudio Jannet, sur *une Colonie féodale en Amérique*, le lecteur aura sans doute aussi relevé plusieurs fautes; nous devons rectifier celle qui s'est produite page 72, à la dernière ligne: au lieu de: *institutions saintes*, c'est *institutions saines* qu'il faut lire.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(5^{me} Année.)

PIE IX ET LES INSTITUTIONS SOCIALES.

21 février 1878.

Le Pontificat qui vient de finir a joué un si grand rôle dans la marche et dans la vie des Institutions sociales, que nous nous reprocherions de ne pas y arrêter quelques instants l'attention de nos lecteurs. Mais il faut, pour en bien juger, se faire une idée nette de l'état du monde au moment où l'illustre Pontife a pris les rênes du gouvernement de l'Eglise universelle.

L'Europe, pendant toute la durée du XVIII^e siècle, était descendue sur une pente rapide, et l'ordre social s'était enfin brisé contre les doctrines de la Révolution, qui peuvent se résumer en deux mots : la négation de l'ordre surnaturel pour la Religion, la négation de l'action de Dieu pour la société. Il est inutile de nous étendre beaucoup sur les conséquences pratiques qui en résultèrent, nous savons assez comment finit le siècle précédent et comment le nôtre fut inauguré. Les gouvernements, puis les sociétés elles-mêmes furent renversés, et des flots de sang vinrent épouvanter le monde, d'abord sur les échafauds, puis sur les champs de bataille qui prirent, ainsi que les armées européennes, de gigantesques proportions. La force commençait à primer le droit.

C'est ainsi que le XVIII^e siècle, âge de déplorable décadence, finissait sur des ruines amoncelées, et que le

xix^e siècle commençait par les luttes terribles qui ensanglantèrent l'Europe. Et cependant un souffle providentiel semblait déjà, au milieu de ces catastrophes, promettre un siècle réparateur. Mais cette réparation, cette reconstruction sociale devait être préparée par une suite d'étranges commotions, et, par le fait, nous l'attendons encore avec une confiance dont nous devons expliquer les motifs.

L'action providentielle sur notre époque est marquée d'un caractère très-spécial : d'un côté, cette action laisse les principes délétères, que nous avons énoncés plus haut, produire tout le développement de leurs conséquences fatales. Les sociétés secrètes les ont répandus dans les masses qui en sont complètement imprégnées ; et, comme les masses sont les maîtresses du pouvoir, la source de toute autorité et de toute législation, nous marchons inévitablement à un état social sans précédents.

Mais, d'un autre côté, cette même Providence, admirable dans ses moyens, toute-puissante dans son action, n'ayant besoin, pour arriver à son but, ni du nombre ni de la force, prépare évidemment, dans les mystères de sa sagesse, un ordre de choses meilleur. Dans la seconde moitié du xviii^e siècle, c'est la partie dirigeante de la société qui semblait, les intelligences cultivées tombaient dans l'abîme du doute, de l'athéisme, de la perversité. Aujourd'hui, au contraire, ce sont les classes dirigeantes qui se relèvent et qui tendent à dominer les flots tumultueux de la Révolution. Nous voyons les intelligences d'élite se détacher successivement et en grand nombre de la masse pervertie ou trompée et former une armée de plus en plus nombreuse pour la défense de la vérité. Aussi, la vérité et l'erreur, qui dans la première partie de notre siècle avaient été mélangées, se séparent de plus en plus pour former deux camps opposés, dont l'un est plus fort et plus redoutable par le nombre, et l'autre tire toute sa force de cette vérité même, qui tôt ou tard est victorieuse de l'erreur.

Voulons-nous arriver à conclure de là que cette action de relèvement des idées sociales doit être attribuée uniquement à Pie IX ? Loin de nous cette pensée. D'ailleurs, elle détruirait nos espérances et nous les verrions en ce moment rentrer dans le tombeau où le grand Pontife vient d'être enseveli. Il n'a été qu'un instrument puissant dont Dieu s'est servi pour avancer cette œuvre. Ce qui le prouve abondamment, c'est que cette action de salut et de relèvement avait commencé avant lui. Déjà un philosophe chrétien en avait eu l'intuition dès le commencement de ce siècle, lorsqu'il écrivait que nous touchions à la plus grande des époques religieuses. Cette action est donc évidemment providentielle, il faut remonter plus haut que l'homme pour trouver le moteur, et c'est ce qui nous donne cette confiance dont nous parlions tout à l'heure, que Celui qui a commencé l'œuvre bien avant Pie IX ne la laissera pas inachevée après Pie IX, et que tous ces matériaux rassemblés doivent servir à un édifice social prochain, dont le plan est dans les décrets d'une sagesse et d'une bonté infinies.

Mais ce que personne ne peut nier, c'est que le Pontificat de Pie IX a fait faire un pas immense à l'œuvre providentielle dont nous parlons. Il a été surtout remarquable par le dégagement complet de la vérité religieuse et sociale.

Le Concile du Vatican, en particulier, qui est l'œuvre magistrale de ce pontificat, a contribué merveilleusement à ce résultat. C'est une chose admirable de voir comment l'Eglise, au milieu de l'abandon complet des nations, se relevant au milieu de cette mer d'impiétés et d'erreurs pour apparaître comme un phare de salut, a montré tout d'un coup à notre société contemporaine, qui oublie les principes de subordination et de devoir pour ne plus reconnaître à l'homme que des droits, lui a montré, disons-nous, une autorité doctrinale, souveraine et infaillible, dérivant immédiatement de Dieu comme de sa source, et à laquelle toutes les intelligences comme tous les cœurs doivent se soumettre.

Mais, de plus, l'Eglise définissait d'une manière complète son organisation divine, et au milieu de sociétés déchirées par des divisions sans nombre, d'intelligences tourmentées par le doute, elle offrait au monde le spectacle magnifique d'une unité, d'une force, d'une grandeur qui n'ont jamais été plus évidentes.

Est-il étonnant, dès lors, que cette Eglise, toujours plus grande, plus belle et plus forte à mesure qu'elle est plus persécutée et plus haïe, toujours reine auguste au milieu de cette civilisation européenne qu'elle a enfantée, soit devenue de plus en plus aussi le centre puissant, l'aimant divin vers lequel se tournent les intelligences désireuses de s'attacher à la vérité absolue. Dieu a voulu aussi la présenter comme le fondement de toute sécurité pour l'avenir, car le concile du Vatican, l'a fortifiée contre tous les orages; elle peut braver tous les efforts et toute la haine des nations, jusqu'au moment où elle deviendra leur salut.

« L'Eglise, disait le cardinal Manning, après le Concile » du Vatican, l'Eglise est pourvue de tout ce qui lui est » nécessaire pour la foi et pour la vérité, pour l'unité et » pour l'ordre. L'inondation peut venir, la pluie peut tomber, les vents peuvent souffler et se précipiter sur elle, » elle ne sera pas renversée, parce qu'elle est fondée sur » la Pierre... Que les pouvoirs civils, les uns après les autres, ou tous ensemble, prétendent faire des vicaires de » Jésus-Christ leur sujet, jamais il ne sera sujet. Le *non* » *possumus* est non-seulement immuable, mais invincible. » Le chef infaillible d'une Eglise infaillible, ne peut être » soumis à la souveraineté d'un homme. »

Mais quelles sont les doctrines que l'Eglise tient en dépôt et dont le salut des nations doit sortir? Ceci nous amène à parler d'un autre grand événement du pontificat de Pie IX, de l'acte le plus hardi peut-être qu'il ait accompli.

Nous avons dit que le commencement de ce siècle avait vu éclore des germes d'espérance pour l'avenir de la société.

Mais les principes de la Révolution et ses fausses lueurs se trouvaient tellement mélangés aux principes de la vérité religieuse et sociale, que de bons et grands esprits trompés par des sophismes déliés et menteurs ne pouvaient se dégager complètement de préjugés puisés dans l'éducation, dans des écrits funestes ou des raisonnements captieux. Il fallait un grand acte pour séparer complètement la vérité de l'erreur ; il fallait une autorité incontestée et un courage au-dessus de toutes les considérations humaines, de toutes les vaines popularités et même au-dessus de toutes les terreurs. Un homme seul sur la terre pouvait frapper ce grand coup qui devait retentir jusqu'aux extrémités du monde : c'était Pie IX. Il le fit avec une simplicité pleine de grandeur, par la constitution apostolique *quanta cura* suivie d'un résumé des erreurs de notre temps, devenu si célèbre sous le nom de *Syllabus*. Il condamnait du haut du trône apostolique les erreurs du monde moderne et les principes de 1789. Ce coup remplit de joie les vrais catholiques, remplit de rage les impies et étonna les esprits timides qui auraient voulu plus de ménagements pour des erreurs que le siècle était habitué à considérer comme les premiers principes de vérité.

Mais déjà, depuis quatorze ans, les événements ont parlé et confirment par la grande voix de l'expérience la parole de Pie IX. Les principes de la Révolution produisant leurs dernières conséquences, se démasquent eux-mêmes et apparaissent dans cette hideuse réalité qui, pendant près d'un siècle, avait été voilée par d'inconcevables préjugés étayés de raisonnements spécieux. A mesure que nous avançons, le *Syllabus* nous apparaît comme le vrai code religieux et social, comme le flambeau qui seul peut nous conduire au milieu des ténèbres amoncelées. On se prend à s'étonner du bruit qu'a fait dans le temps la proclamation de vérités si raisonnables, si modérées, si salutaires, et de l'espérance que nourrissaient certains hommes de voir

l'Eglise, se réconcilier avec les principes modernes de la Révolution.

Cette admirable constitution est donc venue éclairer le monde social ; elle trace d'une main sûre les droits et les limites des trois sociétés fondamentales de tout ordre : La famille, l'Etat, l'Eglise. — Quel chemin parcouru depuis 1864, année de sa promulgation ! — Les idées sur le mariage chrétien et l'éducation se rectifient ; l'omnipotence de l'Etat et le suffrage universel font leurs preuves ; l'Eglise faible, opprimée, inspire au mal une terreur qui la présente aux cœurs droits comme le salut des nations. Enfin, on commence à comprendre que c'est en reconnaissant à la famille, à l'Etat, à l'Eglise, leurs droits et les limites de leurs droits, tels qu'ils sont indiqués dans le *Syllabus*, que l'Europe et le monde pourront retrouver la paix et la prospérité.

Mais Pie IX ne s'en est pas tenu à la théorie, et son action a été à la hauteur de ses enseignements. On peut dire de lui comme de saint Grégoire-le-Grand, qu'il a jeté du haut du trône apostolique des rayons de lumière qui ont illuminé le monde. — Il s'est montré comme le représentant sur la terre du droit méconnu et foulé aux pieds, et lui seul, faible, désarmé, captif, il a su dire la vérité tout entière aux puissances de la terre pour soutenir la justice et défendre les opprimés. Il le faisait avec une force et une majesté qui le présentait à tous les yeux comme l'organe de Dieu sur la terre et courbait la tête de ses ennemis mêmes, en même temps qu'elle imprimait à tous le respect et l'amour. — Il n'a cessé de foudroyer de ses anathèmes les sociétés secrètes qui sont la plaie de notre société contemporaine. Il a protégé, il a encouragé et excité tous les admirables efforts qui se font partout pour le relèvement du monde chrétien. Quelles sont les œuvres qu'il n'a pas acti-vées de son souffle puissant ? La liberté d'enseignement, les Universités catholiques, les œuvres de la presse, les œuvres ouvrières, les comités catholiques, etc., recevaient

de lui le mouvement et la vie. Son nom était partout, son action était partout, et cela était tellement passé dans l'ordre des choses, qu'on ne s'en étonnait pas plus que de voir le soleil chaque jour illuminer et échauffer la terre. Et si nous jetons un regard sur les contrées les plus éloignées et les plus barbares, nous constatons que son action civilisatrice a pénétré partout, et que près de cent vicariats apostoliques ont été créés par lui depuis les extrémités de la Chine et du Japon jusqu'aux contrées sauvages de l'Afrique centrale.

Tel a été le Pape Pie IX, et c'est pour cela que nous ne craignons pas de présenter son pontificat comme le phare social du monde moderne. D'ailleurs la mort du grand Pontife ne peut arrêter le mouvement. Ce mouvement avait commencé avant lui, il continuera après lui. Il lui a donné, il est vrai, une activité prodigieuse, mais il faut considérer au-dessus de lui un moteur infini qui ne meurt pas, et qui gouverne l'ensemble du mouvement pour le conduire à un but déterminé. Quels événements vont remuer les sociétés européennes, nous ne le savons; mais nous verrions sans étonnement Celui qui gouverne les royaumes et les empires, après avoir posé les prémisses pendant le grand pontificat qui vient de finir, tirer les conséquences pratiques sous le pontificat qui va commencer. Aussi nous serions heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs le tableau moral et social des sociétés européennes, telles qu'elles sont aujourd'hui, afin qu'ils puissent, dans quelques années, y lire les changements qui auront été accomplis par la main des événements.

Sans doute, Pie IX apparaîtra plus grand encore à mesure que les événements nous apprendront que sa noble âme unie à la sagesse infinie y puisait des lumières fécondes pour le gouvernement de l'Eglise et pour l'instruction des nations. Pour nous, dans notre modeste sphère, nous chercherons à développer de notre mieux ses enseignements. Notre œuvre a été bénie par lui, nous ne

doutons pas qu'il ne continue à la protéger, et au milieu de la lutte, dans les moments où notre courage et notre force sembleront défaillir, nous nous souviendrons de ses encouragements paternels, lorsqu'il nous disait, plein d'amour pour la France, sa fille bien-aimée : « Nous demandons à Dieu, source de toute justice, des forces qui vous permettent d'être vraiment utiles à votre patrie, de contribuer à hâter pour elle des temps meilleurs, que nous appelons nous aussi avec un immense désir pour son salut et pour sa gloire : *Quem pro ejus salute et gloriâ impensissimo animo expectamus* » (1).

Au moment où nous traçons ces lignes, le cardinal Pecci, sous le nom de Léon XIII, monte sur le Siège apostolique et l'Eglise continue avec calme sa marche bénie au milieu des nations agitées.

JOSEPH CLÉMENT.

QU'EST-CE QUE LA RÉVOLUTION ?

Sous ce titre le docteur Stahl, professeur de droit à l'Université de Berlin, publia, en 1852, un discours qu'il avait prononcé dans la *Réunion évangélique*. Ce discours produisit en Allemagne une impression profonde, on demanda de l'entendre à la Cour de Berlin. — Depuis, des événements divers ont agité l'Europe et ont pu le faire oublier, sans rien enlever à son actualité. Aussi l'un de nos correspondants vient de nous le faire parvenir (2). On

(1) Bref à la *Revue catholique des Institutions et du Droit*, du 19 avril 1873.

(2) Il a été publié dans le journal *l'Assemblée nationale*, 1852.

nous a même prié, d'autre part, d'en faire une brochure et de la répandre, car c'est la définition la plus ferme, la plus claire, la plus lumineuse de la révolution. Nous nous contenterons cependant de l'insérer dans la *Revue*, et nous croyons que nos lecteurs nous sauront gré de le leur procurer. — Quoiqu'il sorte de la plume d'un protestant, on pourra constater que, d'un bout à l'autre, il appartient à la doctrine catholique. Sauf quelques passages, nous le reproduisons tel qu'il a été publié, sans réflexion et sans commentaire.

Qu'est-ce que la révolution ? Qu'est-ce que rompre avec la révolution ?

Révolution veut-elle dire la violence exercée par le peuple contre l'autorité ? Est-elle synonyme de rébellion ? Nullement ! La révolution n'est pas un acte, mais un état continu, un nouvel ordre de choses. De tout temps, il y a eu des rébellions, des changements de dynastie, des renversements de constitution. Mais la révolution porte la griffe particulière et distinctive de notre époque.

Ou bien, la révolution signifie-t-elle : *Liberté politique, Institutions libérales* ? Faut-il n'être pas révolutionnaire et être partisan de la monarchie absolue, d'un pouvoir de police sans loi, de l'immutabilité des vieilles formes du droit ? Est-on révolutionnaire pour désirer une alliance plus étroite des Etats allemands, ou bien une protection en faveur du Schleswig contre le Danemarck ? Est-on révolutionnaire pour s'opposer à la volonté du roi et de ses ministres ?.... Non !

La liberté politique, l'unité et la puissance des Etats allemands sont des buts conformes à l'ordre divin. Une résistance loyale contre l'autorité peut être ordonnée par la loi de Dieu. Thomas Morus refusant au roi de reconnaître sa suprématie sur l'Eglise n'était pas révolutionnaire.

Si donc la révolution n'est ni la rébellion, ni la liberté politique, qu'est-ce donc que la révolution ?

La révolution, c'est une doctrine politique dominant depuis 1789 tous les esprits, et définissant les lois de la vie

publique. La révolution, *c'est la fondation de l'état public sur la volonté de l'homme, au lieu de l'ordre divin ; c'est la doctrine : que toute autorité loin de découler de Dieu, émane de l'homme, du peuple ; qu'enfin la société entière n'a pas pour but de faire exécuter les commandements de Dieu, mais bien la satisfaction de la volonté arbitraire de l'homme.*

Voilà le centre d'où sort le système entier de la révolution.

Voilà la clef de voûte de tous ses édifices.

Essayons d'énumérer les exigences de la révolution et de les commenter.

La révolution demande la *souveraineté du peuple*, dans le but d'établir soit la république démocratique, soit une monarchie dans laquelle le roi est esclave du parlement, et le parlement esclave de l'opinion publique ou de la masse.

La révolution demande la *liberté*, c'est-à-dire le *laisser-faire* en toutes choses. Elle demande le morcellement et l'aliénation illimités de la propriété immobilière, la liberté illimitée de la concurrence ouvrière, la liberté illimitée de la parole, de l'enseignement, des cultes et du divorce. Elle demande l'abolition de la peine de mort, l'impunité du blasphème, l'enterrement par l'Eglise, du suicidé.

La révolution demande l'*égalité*. Abolition de tous les *états*, de toutes les classes, de toutes les corporations, de toutes les autorités établies, au profit du nivellement entier de la société.

La révolution demande la *séparation de l'Eglise de l'Etat*. Elle considère l'Eglise chrétienne comme une société privée, sans intérêt ni valeur pour la nation et l'Etat. Elle demande pour l'école du peuple l'introduction de la religion naturelle à la place du christianisme.

La révolution demande une *charte*, c'est-à-dire, l'anéantissement de la constitution nouvelle, historique, telle qu'elle s'est formée et développée durant des siècles par

les us et coutumes nationaux, afin de la remplacer par une nouvelle constitution faite d'un trait, en un acte, et dans le but d'abolir tous les droits antérieurs, excepté ceux contenus dans cette nouvelle charte, et uniquement parce qu'ils y sont.

La révolution demande l'abolition de tous les droits acquis, même ceux qui sont établis en faveur du peuple.

La révolution demande enfin une nouvelle délimitation des Etats, selon les nationalités, contre le droit des gens. Elle veut que tous les Allemands, tous les Polonais, tous les Italiens forment un Etat unitaire, et que tous les traités et droits antérieurs soient abolis.

Ces demandes se présentent depuis 1789 sous différentes formes, tantôt d'une manière impérieuse, tantôt sous des formules soi-disant gouvernementales.

Mais le ressort caché qui fait manœuvrer toutes ces demandes n'a qu'un seul et unique mobile spirituel. Le vrai mot de tout cela se traduit ainsi :

« Nous ne voulons pas obéir à un roi par la grâce de Dieu, mais seulement à des députés que nous élisons nous-mêmes et que nous n'élisons qu'autant qu'ils obéissent à notre volonté. Donc, plus de roi ! Ou bien, s'il en faut un, que du moins il soit soumis à la volonté de nos députés, représentant notre volonté à nous.

» Nous voulons une société pour nous protéger contre le dol, le vol et l'assassinat, mais non pas pour faire exécuter les lois de Dieu. Pourvu que les époux s'entendent, soit pour rester ensemble, soit pour se remarier, peu importe la loi de Dieu ordonnant que l'homme ne doit pas séparer ce que Dieu unit. Que si la peine de mort n'est pas nécessaire pour la conservation de notre vie, nous ne nous inquiétons guère de la justice de Dieu ordonnant « que le sang de celui ayant versé du sang humain doit être versé à son tour... » Pourquoi punir le blasphémateur, s'il n'injurie pas les hommes appartenant à tel ou tel culte ? Est-ce que nous sommes les vengeurs de l'honneur de Dieu !

» Nous ne nous soumettons pas aux desseins universels de Dieu assignant à chacun de nous une position hiérarchique, une mission et un droit particuliers, mais nous établissons contre ces lois le droit absolu de l'homme. Selon ce droit, tous les hommes sont égaux. Aucun droit, aucun lien particulier ne peut exister entre eux.

» Nous ne nous inquiétons guère de savoir si Dieu a révélé une religion dont il demande l'accomplissement, l'observation, et des rois et de leurs peuples. Au contraire, tout ce que chacun de nous pense et veut, sera sa religion. L'opinion de l'un vaut l'opinion de l'autre. Le commandement de Dieu ne saurait donner à l'Evangile une reconnaissance publique contre la volonté des non-chrétiens dans l'Etat. Il ne peut donc pas être l'âme des fonctions publiques, pas plus que la substance de l'enseignement.

» Nous ne reconnaissons comme obligatoire aucune constitution née par la grâce de Dieu, léguée comme loi générale par une génération à l'autre, et dont chaque époque a créé ou agrandi une partie. Nous voulons une constitution nouvelle, afin qu'elle soit notre œuvre exclusive. C'est d'aujourd'hui que nous établissons l'Etat, la commune, le pouvoir royal, comme si avant nous il n'y avait que le chaos ; afin que tout porte le cachet de notre raison et de notre création en dehors de la volonté de Dieu. Nous ne nous croyons liés par aucun droit établi, et garanti. Nous serons gracieux pour ceux qui nous plairont. Nous prendrons à qui nous voudrons pour donner à qui bon nous semblera.

» Enfin, nous n'admettons pas la délimitation des Etats tels que Dieu les a faits. Nous n'admettons pas qu'il puisse soumettre un peuple à un autre, selon ses conseils et sa justice, nous abolissons au contraire, toutes ces conditions. Brisant le sceau de sa justice, nous rétablirons tous les peuples dans leur origine naturelle, afin que, par notre puissance tout soit de nouveau comme au commencement de la création. »

Voilà le résumé de toutes les demandes de la révolution. Son dernier pas est par conséquent l'*abolition de la propriété*, le *communisme*. Car la propriété est-elle autre chose qu'un privilège de possession accordé par Dieu à l'un plutôt qu'à l'autre, soit par naissance et héritage, soit par le travail réussi, soit par des spéculations heureuses ? La sainteté de la propriété est-elle autre chose que la soumission aux lois de Dieu ! Si donc l'homme ne reconnaît pas la loi divine comme obligatoire dans l'autorité, dans la constitution, dans la hiérarchie sociale, pourquoi reconnaîtrait-il le privilège de la propriété ?

Et si l'homme entreprend de remettre tout à neuf : Etat, commune, peuples et constitutions, pourquoi en exclure la nouvelle répartition de la propriété ?

Je répète ma définition de la révolution : La révolution, c'est la société fondée sur la volonté de l'homme, au lieu d'être fondée sur la volonté de Dieu. C'est pourquoi révolution veut dire *renversement*, car elle met en haut ce qui, selon les lois éternelles, doit être en bas, et en bas ce qui doit être en haut. Elle prend l'homme pour l'origine et le centre de l'ordre moral. Elle fait des sujets les maîtres de leurs princes. Elle proclame les droits sans devoirs. Elle lance au faite du pouvoir la boue de la passion populaire, qui doit être maintenue dans le borbier.

Voilà ce que c'est que la révolution !

Il est démontré, ce me semble, que la révolution est tout autre chose, quelque chose de plus profond que la rébellion et l'anarchie. La révolution n'est ni le combat des barricades, ni le hurlement de la Montagne, ni la guillotine, ni les noyades. Ce sont des symptômes de la maladie, mais ce n'est pas la maladie même. La révolution n'est ni le soulèvement momentané du peuple contre l'autorité, ni le trouble de l'ordre public. — C'est la suprématie fondamentale du peuple sur toute autorité existante, sur tout ordre donné ! Et non-seulement elle détruit les rapports entre le peuple et l'autorité, mais encore, elle dissout la

société elle-même. Tout se tient en elle. La rébellion est pour la plupart du temps une manifestation de la révolution et le moyen de la mettre à la place de l'ancien ordre. Mais il est des rébellions sans cette cause primordiale, résultant soit de l'oppression, soit de l'étourderie populaire. Ces rébellions ne sont pas la révolution.

Les Anglais ont déposé Richard II, et couronné à sa place Henri IV. Ce fut une rébellion. Car de nouveau Henri IV devint leur roi, et eux restèrent sujets comme devant. La société ne s'en ressentit pas.

Les Français, au contraire, non-seulement ont déposé en 1791 leur roi, mais à sa place ils ont intronisé le peuple comme souverain, en nivelant la société entière.

Ce fut là une révolution.

On peut accuser de rébellion les princes protestants allemands, se soulevant contre Charles V. Mais ce ne fut pas une révolution.

Si un habitant de Holstein prend part au combat contre le roi de Danemarck, en faveur de prétendus droits des Duchés, sans toucher aux principes sociaux, c'est l'affaire de sa conscience. Mais ce n'est pas un révolutionnaire.

Mais que MM. Thiers et Barrot nous assurent n'avoir pas besoin de rompre avec la révolution, parce qu'ils n'ont pas pris part aux barricades, aux émeutes et aux excès de l'Assemblée nationale ; parce qu'enfin ils n'étaient pour rien à la révolution de février et de mars, nous leur répondrons : N'avez-vous pas tout fait pour subordonner la volonté du Roi à la volonté du peuple ; pour disjoindre les lois de la société, pour briser les liens de l'histoire du pays... Vous avez rompu avec l'émeute, avec l'anarchie, mais vous n'avez pas rompu avec la révolution.

La révolution est le péché capital dans la sphère politique. Il est d'autres prévarications, telles que : usurpation, tyrannie, oppression des consciences ; ce sont des transgressions à l'ordre divin, mais ce n'est pas l'abolition radicale de tout ordre de Dieu, ce n'est pas le renverse-

ment total de l'ordre céleste, pour mettre l'ordre humain à sa place. Donc, à titre égal, le péché de révolution est toujours plus coupable. La Saint-Barthélemy était un crime inouï, mais elle n'est rien vis-à-vis de la Terreur systématique de 93, car les hommes de la Terreur n'ont pas même le prétexte d'avoir cru servir Dieu. Ils ont tout sacrifié à la déification du peuple.

On m'objectera : Comment est-il possible que la révolution soit condamnable au premier chef ? Ne nous a-t-elle pas dotés de certains biens ? Voudrait-on revenir à l'état social d'avant 1789, à la volonté absolue du roi, aux lettres de cachet, aux privilèges de la noblesse aux dépens de la bourgeoisie, au servage des paysans, à l'exclusion des droits des non-chrétiens ? Tous ces biens, ne les devons-nous pas à la révolution ?

D'accord ! A mon tour de demander : N'est-ce pas un privilège que l'homme, égal à Dieu, ait la connaissance du bien et du mal ?

Cependant ce fut le serpent qui, dans le paradis, a engagé l'homme à se prévaloir de ce bien. Tous les biens se transforment en maux quand l'homme se les approprie en dehors de l'ordre de Dieu. La connaissance du bien et du mal est un avantage immense. Mais le mal consiste en ce que l'homme a eu cette connaissance par le péché. La liberté politique, qui miroite devant la révolution comme un fruit savoureux, est un bien, mais le mal consiste en ce qu'elle a été convoitée par un ordre de choses reposant uniquement sur la volonté de l'homme, au lieu d'être conquise dans l'ordre basé sur la volonté divine. C'est pourquoi tous ces biens se sont transformés en maux. On voulait une monarchie limitée par la loi, et la monarchie elle-même, cette sauvegarde de la liberté, disparut dans la lutte. On voulait protéger le bon droit du bourgeois contre le noble, et on aboutit bien vite à la guerre du pauvre, contre le propriétaire. On voulait la liberté de conscience, et au bout de quelque temps l'Etat devint athée.

Dans notre pays même, où tous ces abus n'existent plus il y a longtemps, on demandait la liberté politique dans le sens révolutionnaire. Nous l'avons obtenue. Semblables aux Juifs dans le désert qui, convoitant de la viande, reçurent des caillies en telle abondance qu'ils les rejetèrent de dégoût.

L'origine de la révolution se trouve dans la manière de penser qu'on appelle *Rationalisme*. Le rationalisme est la même apparition dans le domaine religieux que la révolution dans le domaine politique. Le rationalisme, c'est l'émancipation humaine de Dieu, la sortie de l'homme de l'ordre de Dieu, pour vivre de soi. Il enseigne que l'homme n'a pas besoin de la révélation, vu que sa raison suffit ; qu'il n'a pas besoin de la grâce de Dieu, attendu que sa volonté est assez forte ; qu'enfin, il n'a pas besoin de l'expiation par le sang de Jésus-Christ, eu égard à sa vertu, assez pure pour ne pas recevoir de Dieu ce qu'elle possède par elle-même.

C'est du rationalisme qu'est sortie l'impertinence de la philosophie, tendant à chercher les dernières raisons de l'existence du monde dans la force humaine, voire à considérer le *tout* comme une simple émanation de la raison humaine, se développant, se complétant par le matérialisme et le panthéisme.

Il y a une grande différence entre l'incrédulité et le rationalisme.

Les Pharisiens, dans leur orthodoxie, étaient des incrédules, mais il n'étaient pas rationalistes.

Les Saducéens, avec leur frivolité, étaient des incrédules, mais ils n'étaient pas rationalistes. Le rationalisme est non-seulement un manque de foi en Dieu, mais *une foi opposée en l'homme*. Dans sa dialectique, le rationalisme peut se donner le semblant d'une croyance en Dieu et au Christianisme, mais dans sa maturité il reprend sa forme originelle : la *déification de l'homme*.

Par le rationalisme, l'essence de la révolution paraît

sous son jour véritable. L'homme chasse Dieu du trône de son cœur et s'y met soi-même. C'est l'*archirévolution*. Toute autre révolution n'en est qu'une conséquence. C'est pourquoi la révolution triomphante a aboli le service divin pour introniser la raison humaine.

La seconde phase de la révolution telle qu'elle s'annonce par la *république sociale*, montre d'avance les deux grandes inscriptions : *Négation de Dieu et émancipation de la chair*.

L'essence de la révolution et du rationalisme est donc, comme je l'ai dit, l'homme de péché se faisant adorer dans le temple de Dieu. Il est vrai que cela aboutit à une personnalité, mais c'est la marche d'un système occupant d'abord les esprits, puis se personnifiant par son apogée dans un individu. Dès que le genre humain se déifie, il s'en faut de peu qu'une individualité puissante, portée par le fanatisme des masses, ne se considère comme le représentant de la *déité* de ce même genre humain et n'exige son adoration.

Le rationalisme et la révolution ne sont pas des apparitions de formes toujours identiques. Etant le produit du principe du mal, ils entrent dans l'histoire en certains moments et se dessinent sous une forme arrêtée dans le développement de la lutte entre les esprits de la lumière et les démons des ténèbres. Ils sont le commencement de la fin, le signe de l'entrée dans l'ère apocalyptique.

Si donc la révolution a une profondeur incommensurable, il serait puéril de s'aveugler sur les moyens de la combattre.

On ne ferme pas l'ère des révolutions par une charte constitutionnelle. Cette charte est un morceau révolutionnaire. Les Français forgent des constitutions depuis 1789 jusqu'à 1852, mais la gueule béante de la révolution n'a pas été bouchée par ces tampons de papier.

On ne ferme pas non plus la révolution par la force, ou bien par l'Empire. L'Empire français, loin de détruire la révolution, l'a consolidée.

Dans l'Empire comme dans la république, les éléments naturels créés et développés par Dieu, ont complètement manqué. Il n'y avait point de représentation nationale composée d'éléments historiques et populaires. C'est l'Empereur qui créa le Sénat, et le Sénat créa le Corps législatif. Il n'y avait point de communes avec leur administration naturelle. L'Empereur créa les communes et nomma l'administration. Il n'y avait point de science libre. L'Université de France, cette pépinière de savants incrédules, commandait à la science, et l'Empereur commandait à l'Université. Dans l'empire comme dans la république il n'y avait aucune idée de soumission morale, soit à un droit historique, soit à la religion. Il y manquait le principe représentant chez l'homme la conscience, et que j'appellerai la conscience d'Etat, l'allégeance à un ordre divin. N'est-ce pas l'Empereur qui a brisé le droit européen, qui a détruit tous les ouvrages de l'ordre divin, qui a méprisé tous les éléments de la nationalité ? N'a-t-il pas en tout fait savoir que sa volonté de fer ne reconnaissait aucune loi au-dessus d'elle ? L'Empire comme la république, est fondé sur la volonté exclusive de l'homme. Il est fait avec la raison humaine, et ne sert que cette même raison humaine. L'Empire, était une autre phase de la révolution. Par la *Terreur*, les puissances internes avaient établi leur pouvoir. Dans l'Empire, trônaient les puissances de la nature, les puissances de la terre. Nul rayon céleste n'a éclairé ce règne. Avec toute sa gloire et toute son intelligence, l'Empire était l'anéantissement de l'essence réelle de l'homme, qui ne vit que par les irradiations du ciel. Le trait caractéristique de la révolution est l'adoration, la déification de l'homme. Dans la république, il fallait adorer le peuple. Sous l'empire, on adorait le *divus imperator*. Ce fut un véritable retour vers le paganisme. Or, si un peuple chrétien retombe dans le paganisme, il n'a plus l'innocence des simples puissances de la terre, les ténèbres de l'enfer y jouent le premier

rôle. Si la *révolution* était identique avec l'*anarchie*, Napoléon aurait fermé l'ère révolutionnaire. Mais si révolution veut dire élévation d'un règne selon la volonté humaine contre l'ordre de Dieu, alors, loin d'avoir vaincu la révolution, il n'a été que son héros, son missionnaire...

Il y a une puissance, il n'y a que cette puissance pour fermer l'ère des révolutions : *c'est le christianisme*. Le christianisme est l'extrême opposé au péché de la révolution ; car il pose toute la vie humaine sur l'ordre divin. En outre, le Christianisme satisfait pleinement toutes les exigences de la révolution.

Le christianisme seul peut garantir encore l'ordre social après que les fondements, tels que royauté, propriété, mariage, en ont été ébranlés par la révolution. Le sens chrétien seul se dévoue pour le Roi donné par Dieu ; se lie par le mariage, ce lien divin ; se soumet à la répartition des biens, faite par Dieu. L'esprit chrétien ne demande pas une autorité instituée par lui-même, il n'exige pas une constitution faite par lui-même, il ne cherche pas un droit nouveau à l'usage de sa propre raison ; il reçoit tout cela de la volonté divine, et se contente d'accomplir la mission à lui assignée dans le grand édifice du temps.

Le christianisme seul est capable de conduire aux buts désirés, au nom du progrès du temps. De lui seul jaillissent les principes constitutifs qui peuvent donner dans leur sens salulaire, la *liberté*, l'*égalité* et la *fraternité*.

C'est du christianisme qu'émane la véritable *liberté*, permettant à l'homme de faire valoir toutes les qualités que Dieu lui a données.

C'est du christianisme que vient la véritable *égalité* qui, dans chaque homme, assure à l'image de Dieu, son droit et son honneur ; honneur bien plus haut placé que celui des anciens chevaliers.

C'est du christianisme que sort la *fraternité* ; non pas cette fraternité socialiste qui, dans chaque homme, glorifie stérilement l'espèce, mais cette vraie fraternité qui, aimant

avec humilité chaque individu, a pitié de ses malheurs et de ses défauts, sans fraterniser avec le péché et les misères morales de la masse.

Le christianisme donne l'idée politique la plus sublime, *la mission d'en haut*. Dans cette idée se trouve la résolution de tous les problèmes de devoirs et de droits. Si le prolétaire prétend avoir le droit d'élire un législateur, et d'être élu lui-même, demandez-lui s'il a la mission de Dieu de faire des lois. Et si le grand propriétaire prétend avoir le droit de jouir tout seul de sa propriété sans qu'on lui impose des obligations publiques pour ses travailleurs et ses pauvres voisins, demandez-lui si c'est la mission pour laquelle Dieu lui a donné du bien.

Le christianisme a fondé la *Communauté du Saint-Esprit*, véritable souveraineté du peuple, qui, comme pouvoir moral et comme garantie réciproque de l'ordre divin, limite l'autorité, et lui trace une ligne de démarcation.

Certes, avant tout, le christianisme a pour but de rédimmer l'individu. Mais il est en même temps un pouvoir social créant une constitution et la liberté. C'est l'idéal d'un royaume de Dieu, d'une communauté d'élus où chacun est protégé dans sa liberté et dans sa pureté, où chacun est protecteur de la justice divine.

Aussi, depuis la venue du Christ, il n'y a pas eu l'ombre de liberté politique qui ne fut le reflet de l'idée chrétienne. L'empire allemand, dans ses plus beaux temps de liberté, était fondé sur le Christianisme. Ce que l'on admire en Angleterre, la liberté constitutionnelle, et même la liberté américaine, sont l'œuvre des puritains qui, à côté de grandes erreurs, étaient pourtant inspirés de l'idée chrétienne. Leur but était de créer une vie nationale *en l'honneur et pour la glorification de Dieu*. Les trois grandes puissances européennes qui, il y a quarante ans, ont fait un pacte contre la révolution sur la base du christianisme, ne s'opposent nullement au développement de la liberté

politique, selon le degré d'intelligence de chacun de leurs peuples, toujours en suivant l'ordre de Dieu.....

Il n'y a que le Christianisme, qui puisse fermer l'ère de la révolution ; car le Christianisme est l'image originale de la liberté, dont la révolution n'est que la caricature. Là où l'image glorieuse émerge de sa nuée, les ombres de caricature disparaissent. C'est pourquoi la révolution ne sera jamais entièrement fermée, précisément parce que, sur la terre, cette image parfaite ne surgira pas. La révolution peut être abattue, on peut lui mettre le pied sur la nuque, mais elle se cabrera toujours ; dès que le gardien s'endort, elle se relève debout, semblable à Amalek, qui se relevait quand les bras de Moïse tombaient.

C'est pourquoi le temps ne reviendra plus où les rois et les princes pourraient s'abandonner à leurs vices, injustices, passions, amours et rivalités.

L'ennemi de la société humaine, toujours prêt à combattre, les attend dès qu'ils mettent un pied en dehors du château-fort des devoirs divins. Nous autres, sujets aussi, nous sommes sur cette terre entourés de tribunaux divins. Il nous est défendu de fermer l'œil, de mettre bas les armes, car, nous tous, nous sommes des gardiens et des soldats contre la révolution. La révolution est l'empire du péché. Le combat contre elle ne se livre pas seulement devant les barricades et dans le parlement. Tout chrétien craignant Dieu, conservant la fidélité au roi, remplissant modestement sa mission, aimant les mœurs et la chasteté, est un héros contre la révolution. Quiconque veut rompre avec la révolution, a d'abord à rompre avec le péché. Nul ne peut vaincre un ennemi étranger avant de l'avoir vaincu dans son propre cœur. La rupture complète avec la révolution, c'est la *fidélité chrétienne*.

Dieu veuille que les princes ne sortent pas du cercle des lois éternelles ; que les gardiens ne s'endorment pas ; que les combattants ne se fatiguent pas, et que les mains de Moïse ne s'abaissent pas !

Fasse Dieu que nous conservions la fidélité, afin de pouvoir rester vainqueurs et dans ce monde-ci, et dans l'éternité !

(Extrait du discours du D^r FRÉDÉRIC-JULES STAHL.)

DES RAPPORTS DU CHRISTIANISME

AVEC LE DROIT ANCIEN ET LE DROIT MODERNE

Nos lecteurs n'ont pas oublié que cette question, de l'influence du Christianisme sur le Droit en général, a été traitée dans ce recueil avec une remarquable supériorité. Cependant on ne saurait trop l'examiner sous ses divers aspects, car elle est trop large et trop élevée pour être épuisée jamais. Ajoutons que nous devons le moins possible la perdre de vue, puisqu'elle sert de base aux modifications que nous demandons, chaque jour, dans notre régime légal.

Une seconde raison nous a déterminé encore à étudier de nouveau cet important sujet. La science du droit, de notre temps, se matérialise comme celle de la pensée.

On se plaint justement de la sécularisation de la philosophie, qui se lie si étroitement à la connaissance de Dieu, et à l'étude des vérités éternelles. Aujourd'hui, malheureusement, cette tendance à tout détacher de son véritable principe, s'accroît davantage. Le point de départ de la science moderne est dans la raison humaine. L'observation des faits, les recherches expérimentales étant obligées de passer à ce creuset, on y fait entrer, on soumet au même travail les principes abstraits et surnaturels. Au lieu de faire de la raison le guide, le criterium des opérations de l'esprit, on lui donne le pouvoir de tout créer, de tout engendrer d'elle-même : religion, droit, phi-

osophie, aspirations de la pensée vers l'infini et l'absolu. Mais comme cette faculté procède à son tour de la matière animale, transformée et perfectionnée, après des refontes successives, il s'ensuit, que le principe générateur de toute vérité morale et intellectuelle, se trouve dans cette même matière, la source et l'origine de tout être pensant ou inerte.

Les conséquences de ce système, au point de vue des lois qui régissent le monde social et politique, sont déplorable. Le droit, d'après Rousseau, est le résultat d'un contrat social, de la nécessité de faire marcher, en bon ordre, le troupeau humain. Grâce au matérialisme, on peut descendre encore plus bas. En effet, si nous ne sommes qu'un composé d'atomes, pourquoi n'aurions-nous pas nos lois nécessaires de gravitation, comme le monde planétaire? C'est la suppression de toute espèce de liberté, c'est l'emprisonnement de l'âme humaine dans le cercle le plus étroit et le plus blessant.

Le droit, qui découle de Dieu, est la sauvegarde de nos libertés; le droit que s'arrogent les hommes, au mépris des droits de Dieu, est le principe de toutes les tyrannies.

En défendant cette origine de la loi humaine, et en la mettant ainsi hors de toute atteinte, nous faisons donc une œuvre utile, profondément rassurante pour notre indépendance et notre régénération morale. Mais il déplaît aux hommes pratiques de revenir à ce point de départ de toute législation naturelle ou écrite; ce serait pour eux, ces prétendus pionniers de leur siècle, introduire un élément ancien et usé, dans une science qui progresse, et qui se perfectionne comme toutes les autres sciences.

La vérité a beau être de tous les temps, il ne faut l'admettre, qu'avec les altérations nécessaires qu'elle subit, suivant le mot de Pascal, au delà ou en deçà des Pyrénées.

Les idées chrétiennes furent, non-seulement un progrès, mais l'expression de la vérité absolue, et révélée par Dieu

lui-même. N'importe ! vérité autrefois, erreur aujourd'hui, voilà comment il faut juger le Christianisme, aux clartés de la philosophie moderne.

Nous n'avons aucune répugnance à être pratiques avec les hommes qui se flattent de l'être. Il y a quatorze siècles, quand la religion chrétienne prit définitivement possession de l'Europe, depuis les plus petits Etats jusqu'aux plus grands, elle avait, pour la solution des problèmes sociaux de toute nature, qui occupaient alors la pensée générale, une utilité féconde qui a été reconnue depuis par tous les historiens de bonne foi. Aujourd'hui, qu'il y a tant à faire dans le même ordre d'idées, ne peut-elle pas nous rendre les mêmes services ? Notre intérêt le plus immédiat, le plus pressant, n'est-il pas de faire appel à ses lumières, quand nos ancêtres en profitèrent si heureusement ? Telle sera notre manière d'envisager le Christianisme, dans ses rapports avec le Droit ancien et moderne.

Notre code civil a puisé principalement à trois sources : le Droit romain, le Droit coutumier et le Droit moderne, celui qu'on fait dater de la Révolution de 1789.

Du premier, nous avons conservé les principes du droit naturel, applicables à notre civilisation, ces maximes éternelles, de haute raison et de sagesse, qui composent le fonds commun de tous les peuples, le vrai patrimoine de l'humanité. Le second, renferme l'élément national, le fruit de nos vieilles mœurs, les usages consacrés par le temps et l'expérience. Le troisième, enfin, représente le progrès rationnel, introduit dans nos lois, par les enseignements philosophiques du XVIII^e siècle. Il semble que ce dernier élément, si fort au lendemain de la Révolution, ait voulu dominer et emporter tous les autres. En effet, quand nos législateurs érudits se livraient à une refonte générale des travaux juridiques du passé, on comprend que, vivant sur un sol profondément bouleversé, ils en sentissent, dans leurs esprits, même à leur insu, les violentes agitations. Toutefois, il faut le reconnaître, leur choix dans la masse

considérable d'éléments qu'ils avaient sous les yeux , a été guidé par une certaine impartialité. Ouvriers de la dernière heure, dans cet immense travail de réforme, auquel la France, pendant plus de vingt ans, se livra souvent avec trop de passion, ils ont évité les fureurs, les intempérances des premiers moments.

Sans doute ils auraient dû, avec une sagesse plus haute, s'ériger en juges même de la Révolution. Le législateur qui statue sur l'avenir, est en même temps le juge du passé, en ce sens, non point qu'il punit des coupables, mais qu'il prévient, et qu'il corrige un mal, dont l'histoire lui a fourni l'expérience. L'époque où vivaient les auteurs de nos codes n'aurait pas dû être uniquement leur point de mire ; tout au plus était-elle le point d'appui de leur télescope, le lieu d'où ils observaient, et où ils rapportaient leurs observations. Ainsi la division égalitaire de la propriété immobilière, la sécularisation des cérémonies du mariage, l'introduction du divorce dans le sanctuaire inviolable de la famille, ces dispositions, et quelques autres, sentent évidemment le siècle de Voltaire, et l'économie sociale de la Convention. Et cependant, malgré ces lacunes, il faut encore savoir gré à ces hommes, nourris de pareils principes, d'avoir fait une œuvre qui subsiste, après soixante-dix ans d'expérience, et qui s'adapte merveilleusement à nos mœurs. En choquant parfois le sentiment chrétien, ils n'ont pas voulu le tyranniser ; en se défiant de lui, ils n'ont pas osé ouvertement le combattre. C'est là une preuve, qu'au fonds, ils étaient pleins de respect pour les conquêtes morales et civilisatrices que devait l'esprit humain au catholicisme, qu'ils en subissaient encore et doucement, l'influence. Aussi la conclusion de ce travail sera-t-elle que nos codes, et le code civil en particulier, n'étant point une œuvre de médiocre compilation, mais le résultat d'une étude approfondie du génie et du caractère national, nous les jugeons capables, non-seulement de maintenir les saines notions du Droit, mais encore d'en

recevoir de plus parfaites, pour les concilier d'une manière plus étroite, avec les mœurs d'une société chrétienne !

Examinons donc, après avoir constaté la présence de trois éléments dans le corps de notre législation, le Droit romain, le Droit coutumier et le droit moderne, comment chacune de ces parties, prise et envisagée isolément, n'est entrée dans l'œuvre générale, qu'après avoir subi une fusion dans le creuset de la philosophie chrétienne, qu'après avoir été épurée et modifiée par elle.

Les hommes, qui ont le mieux étudié le Droit romain, s'accordent à dire, que ce vaste monument, malgré les efforts intelligents et si habiles de Justinien, demeura toujours inachevé, comme ensemble uniforme et harmonieux. Chaque jurisconsulte, en effet, lui avait apporté sa pierre, depuis les temps républicains jusqu'au Bas-Empire, et l'incohérence de ses dispositions, résulte autant de la multiplicité de ses origines, que de la diversité de ses principes.

Ce n'est point qu'à Rome il manquât des hommes capables de comprendre, à toutes les époques, ce qu'était la science du droit, et de se guider, pour éclairer leurs travaux juridiques, sur des principes universellement adoptés. Gaius, qui définissait la science du droit : *la connaissance des choses divines et humaines*, avait évidemment l'intuition des véritables bases, sur lesquelles doivent s'établir les lois publiques et privées. Mais ces hommes, au génie si pénétrant et si naturellement religieux, heurtèrent sans cesse leurs efforts contre les mêmes écueils, le paganisme, qui les empêchait de connaître Dieu, et les révolutions de la République, suivies de la corruption morale du Bas-Empire, qui les empêchait de connaître l'homme.

Dès l'origine de la constitution républicaine de Rome, on y voit toujours confondues, les institutions publiques avec les lois de la famille et de l'individu. Le droit de la propriété n'est réglé, qu'en vue de l'utilité qu'en pouvait retirer l'Etat. Le citoyen romain, n'était que le colon partiaire de la glèbe, qu'il arrosait de ses sueurs. Les lois

agraires, les lois somptuaires, destinées à mettre un terme à des abus publics et privés, donnaient à l'usage de la propriété une limite, qui indique que la liberté du citoyen, était asservie avec de minutieux détails. Les patriciens furent, pendant deux cents ans, à la veille d'être dépouillés de leurs biens, parce qu'il y avait à Rome des milliers de mendiants, dont l'Etat avait besoin pour défendre ses frontières. Ce n'est qu'avec le temps, et grâce à des défaites successives, infligées à ces révolutionnaires toujours affamés, que la sécurité de la possession se maintint, et fut enfin reconnue. D'incertaine, la propriété se fixa sur la tête des familles, comme leurs noms, leurs droits privés, leurs libertés personnelles. Mais, chose remarquable ! c'est à mesure que l'état moral de l'Empire romain déclina, c'est à mesure que la liberté politique s'éteignit, étouffée entre les bras des gardes prétoriennes, que le sentiment du droit privé s'affermnit. Les grands jurisconsultes romains, tous contemporains des empereurs, ne laissaient pas affaiblir leurs lumières, quand il s'agissait d'autre chose que de limiter la puissance de leurs maîtres. En dehors de l'omnipotence tyrannique attribuée au chef de l'Etat, en qui étaient réunis tout les pouvoirs, ils réglèrent admirablement les droits des citoyens entre eux. Faiblesse trop ordinaire dans l'appui que rencontre le pouvoir personnel autour de lui, mais qui, chez les Romains, par un résultat étrange, affermissait la base et le sommet de la société.

Mais ce droit, si parfait sur le régime de la propriété, avait une méconnaissance complète de la dignité humaine, de la liberté personnelle. Il semble que lorsqu'on parle de liberté, et qu'on pense à la république romaine, ces deux idées se rapprochent, et se confondent l'une dans l'autre ! détrompez-vous ; car la propriété relevant uniquement de l'Etat, dans les premiers temps de la république, la personne du citoyen romain suivait absolument le même sort ; après avoir été la chose, l'appartenance de son père dès l'enfance, il devenait, à l'âge mûr, plus que le défen-

seur, plus que le soldat de la mère-patrie, il devenait l'esclave de cette maîtresse sans cœur, qui lui demandait, pour sa gloire, quelquefois plus que son sang, le sacrifice des sentiments les plus sacrés. Nous admirons de loin cette cruauté, qui fit naître quelquefois de grandes vertus, mais nous perdons le souvenir des crimes, plus grands encore, si révoltants pour la nature humaine, qu'elle a commis.

L'état civil chez les Romains était nul ou presque nul. C'est à peine si l'histoire nous a conservé les noms de quelques rares familles, dont le père et le chef avait été illustre. Nous savons que les Scipion et les Fabius avaient leurs tombeaux, sur lesquels étaient écrits les noms de leurs victoires, et l'histoire de leur courage. Mais, la piété filiale se souvenait à peine, du nom de ses ancêtres, qui avaient eu la sage simplicité de jouir obscurément du fruit de leur travail.

Cette habitude de ne voir dans le citoyen qu'un soldat, qu'un élément de plus dans la grande famille romaine, faisait qu'on exigeait de lui le sacrifice complet de toutes ses libertés. Il était même impossible qu'un pareil régime ne produisit pas une telle servitude. Sous la République, en effet, le peuple romain ne dut sa liberté politique qu'aux révolutions successives qu'il faissait sans cesse. Le repos, pour lui, eût été l'accaparement de son indépendance au profit des patriciens ou de quelques généraux victorieux. La lutte était donc la garantie et la sécurité de ses droits. Le jour où elle cessa, il fut absorbé à son tour comme une conquête, et il n'eut plus qu'à tourner ses regards enchaînés vers une religion qui lui offrait au moins l'espérance de la liberté !

Les édits de persécution religieuse, sous les empereurs, confirmèrent ce despotisme sur la pensée, qui était dans le génie romain. Les légistes, les jurisconsultes, les prêteurs, n'eurent pas une parole de protestation pour démontrer que les maîtres de la vie humaine, si tant est qu'elle appartienne aux chefs des

Etats, excédaient leurs droits en attaquant la vie de l'âme. Exceptons toutefois cette magnifique lettre de Pline à Trajan, le plus vertueux des empereurs, et dans laquelle nous trouvons enfin un homme capable de comprendre l'injustice d'une législation qui ne respectait pas les sentiments les plus intimes de la conscience : « Que leur » reprochez-vous', écrit-il, en parlant des chrétiens; ils » observent les lois de l'Etat; ils ont, comme nous, l'amour » de la patrie; leurs vertus sont austères, et ils n'ont » qu'une folle superstition dont les effets ne sont pas » nuisibles à l'Etat. — En les punissant, ajoute-t-il, vous » ne frappez que le crime du nom qu'ils portent. » Il était permis à Pline de défendre ses dieux, en taxant de folie la superstition du Christ, mais sa raison s'indignait justement de ce qu'on prit les armes, pour ôter la vie à ceux qui avaient foi en ces prétendues chimères.

Malgré les lois de persécution qui arrachèrent à Pline un cri de protestation si digne, si désintéressé, le succès du Christianisme fut grand, soit par la force qu'il tenait de son divin Fondateur, soit parce qu'il donnait à tous les peuples esclaves de Rome une forme nouvelle d'affranchissement. On sait que les premières et plus nombreuses conversions se firent d'abord dans les provinces éloignées de la métropole, dans celles qui gémissaient le plus de la servitude de ces lois. — C'était, pour ainsi dire, des tranchées ouvertes autour d'une forteresse dont le Christianisme assiégeait les murailles. Et le moment n'était pas loin où le glaive de saint Paul y faisant une brèche, ce grand homme allait en prendre miraculeusement possession, captif dans la prison Mamertine.

Il est évident que les doctrines spiritualistes du Christianisme étaient faites pour donner à la personnalité humaine une autre importance, même dans l'Etat, que celle attribuée au citoyen romain sous le régime de l'ancien droit; au lieu d'attaquer et d'affaiblir l'omnipotence de la loi, ces doctrines la rendaient au contraire plus res-

pectable, puisqu'elles la faisaient découler de Dieu lui-même : *Omnis potestas a Deo*, avait dit saint Paul. Mais elles mettaient un frein, dans l'avenir, à tout abus de pouvoir, quel qu'il fût, en lui donnant pour limite le droit supérieur, le droit inaliénable de Dieu. Quand on enseignait aux hommes à se retrancher dans leur conscience, et à s'y rendre inexpugnables, c'était là, sans contredit, un progrès de liberté, que les républiques anciennes ne soupçonnaient même pas.

Le Droit romain appliqué à la nouvelle société chrétienne, qui s'étendait chaque jour davantage, était donc comme une digue trop étroite pour un fleuve dont les eaux accrues par des pluies abondantes ne tiennent plus dans leur lit. Qui devait le modifier, qui devait y mettre le sceau de la conquête, sinon l'Eglise, qui allait s'acquérir les plus puissants royaumes par les moyens d'attraction, qu'on me permette ce mot, dont elle disposait ? Montesquieu reconnaît bien cette influence inévitable du Christianisme lorsqu'il a dit : « Le Christianisme donna son caractère à la » jurisprudence, car l'empire a toujours du rapport avec » le sacerdoce. On peut voir le code Théodosien qui n'est » qu'une compilation des ordonnances des empereurs » chrétiens. »

Un panégyriste de Constantin dit à cet Empereur : « Vos » lois n'ont été faites que pour corriger les vices et régler » les mœurs. Vous avez ôté l'artifice des anciennes lois, » qui semblaient n'avoir d'autres vues que de tendre des » pièges à la simplicité. » (Nazaire, *in panegyrico Constantini*, anno 321.)

« Il est certain, ajoute Montesquieu, que les changements » de Constantin furent faits, ou sur les idées qui se rappor- » taient à l'établissement du Christianisme, ou sur des » idées prises de sa perfection. De ce premier objet vinrent » ces lois qui donnèrent une telle autorité aux évêques, » qu'elles ont été le fondement de la juridiction ecclésiast- » tique. » (*Esprit des lois*, liv. 22, chap. 21.)

Dans le partage des pouvoirs, qui devait être l'application de la maxime de Jésus-Christ : *Rendez à César ce qui appartient à César, et rendez à Dieu ce qui appartient à Dieu*, la direction de l'intelligence était échue au clergé. Dépositaires de la pensée catholique, les évêques la répandirent par la voie de l'enseignement des arts profanes, comme par la plus efficace des prédications. A défaut d'un code chrétien qui fut l'expression de leur véritable pensée sur le Droit public et privé, ils adoptèrent le Droit romain. Ainsi avaient-ils fait pour les exercices du culte, qu'ils établirent d'abord dans les temples païens, adaptés le mieux possible à cette nouvelle destination.

L'art de s'emparer de l'esprit public à cette époque, consistait surtout à réparer et à ajuster, pour ainsi dire, d'anciennes traditions. Dans les temps de conquête, on trouve plus expéditif et plus commode d'exproprier que de bâtir.

Mais bientôt les guerres contre les ariens ruinèrent toutes les notions du Droit : il fallait construire à neuf. De cette nécessité naquit le Droit coutumier, qui a un caractère complexe, et qui fut à la fois romain, barbare et chrétien. Ce droit, quelque mélangé qu'il fût, n'était pas moins sacerdotal. « Les évêques, dit encore Montesquieu, » eurent une autorité immense à la cour des rois Visigoths, » les affaires les plus importantes étaient décidées dans » les conciles. » (Liv. 28, chap. 1.)

Ce ne fut point sans protestation de la part des adeptes ou des défenseurs du Droit romain, que l'Eglise s'arrogeait ainsi le pouvoir de faire des lois. Le Droit romain, avons-nous dit, était profondément autoritaire, à ce titre que la liberté humaine y est constamment asservie à l'Etat. De quel secours donc ne furent point ses dispositions et son esprit, pour permettre au pouvoir politique de lutter contre ce que l'on appelait les empiétements du pouvoir spirituel? A défaut de lois formelles, le clergé avait contre lui l'esprit et le souvenir de l'ancienne Rome, où le sacer-

doce ne marchait qu'à la suite de l'Empire. Aussi voyons-nous les légistes du moyen âge, et ceux du xvi^e siècle surtout, pénétrés des doctrines du Droit romain, soutenir la royauté dans sa lutte contre l'Eglise. Où puisaient-ils leur force de résistance et d'attaque, sinon dans cette habitude qu'ils avaient de tout juger selon les maximes de ce droit despotique, de ce vaste formulaire, où le pouvoir de l'homme sur son semblable ne se trace aucune limite.

Le Code barbare, au contraire, et ce mot embrasse tout ce qui n'est pas romain, le Code barbare, tout préoccupé de l'affranchissement personnel de l'individu, servit admirablement de passage du Droit romain au Droit plus extensif de la société chrétienne. C'est lui qui introduit dans les institutions politiques ces assemblées générales où se décidèrent les grandes questions de guerre et de paix, et même les différends privés qui divisent les particuliers ou les familles. Il ne reconnaît d'autre gouvernement que celui dont chaque guerrier, dont tout homme capable et digne de porter les armes, fait partie, comme conseil, comme juge, et, au besoin, comme ministre exécutif toujours armé. Le peuple romain avait, lui aussi, ses assemblées, ses grandes assises, où même les questions de Droit privé étaient portées et résolues; mais entre les deux régimes, celui de la République romaine et celui des Barbares, fondateurs de la société chrétienne, la différence résidait dans le respect de la puissance spirituelle qui, chez les uns, ne s'effaçait jamais, et, chez les autres, alla toujours en s'affaiblissant.

C'est pourquoi le Droit romain, commençant par la liberté, devait aboutir à la servitude, et le Droit barbare, préludant par la force brutale, devait conduire un jour au règne de la justice.

Laissons la féodalité et le moyen âge se débattre et flotter entre les divers systèmes de législation, qui se partageaient le monde religieux et savant. Cette époque si remarquable par ses monuments religieux, où l'art chrétien arriva du premier coup à son apogée, ne pouvait enfanter, au point

de vue de l'étude du Droit, que des essais ou des œuvres de transition. Les esprits, trop préoccupés d'études théologiques, n'avaient ni le temps ni le goût de s'appliquer à la connaissance pratique des lois. La philosophie chrétienne, ou, pour parler plus exactement, la science théologique, étudiée surtout par une école de saints, était alors comme une lumière placée à la voûte céleste, destinée à éclairer toutes les autres sciences. On ne peut méconnaître l'influence qu'elle dut exercer sur les légistes, pour leur enseigner à remonter aux vraies sources du Droit.

Mais l'époque la plus brillante de notre histoire juridique pour l'étude des lois romaines fut, sans contredit, la Renaissance. Nous parlons de l'étude proprement dite et non point de la mise en pratique. Grâce à des recherches patientes et pleines de génie, les vrais textes furent retrouvés et rétablis. On ne discutait plus sur des formules vagues, sur des fragments incertains. Justinien, Ulpien, Gaius revivaient presque en entier dans leurs œuvres, et désormais on pouvait se transporter à Rome, devant le siège même du préteur, pour y surprendre, dans son intégrale réalité, la décision sortie de sa bouche. Nous avons le Code de la sagesse antique inspirée de Lycurgue et de Solon, et remontant même jusqu'aux âges les plus reculés de la civilisation égyptienne. Cujas, riche de ces découvertes, appliqua son génie à l'interprétation des textes, et, mieux encore, à l'intelligence et au développement des théories. La nature philosophique de son esprit lui faisait tirer des inductions lumineuses des nouvelles données historiques qu'il avait sous les yeux, et ainsi il aidait à retrouver une civilisation éteinte, dans son organisation légale, dans l'application que faisait la justice romaine, du texte de la loi, à la vie privée de chaque citoyen.

Tout en laissant à notre génie national la part de spontanéité qui lui revient, dans la confection de ses lois, nous ne saurions dissimuler qu'à partir de cette époque, où le Droit romain fut enseigné et appris, avec tant d'éclat, par le

génie de Cujas et de ses successeurs, il y eut dans nos écoles, et dans notre jurisprudence, un courant très-fort, qui entraîna tous les esprits vers le même point, à savoir, l'imitation et l'adoption même de la législation romaine, dans toutes ses parties. Ce n'était point là le dernier effort du paganisme cherchant à ressaisir son ancien empire. La religion des faux dieux avait désormais disparu de la civilisation chrétienne; mais il y avait à craindre que les mœurs n'eussent à souffrir d'une législation qui, en matière criminelle, suivant le mot de Montesquieu, arrêta la main et abandonna le cœur. Grâce à Dieu, le Christianisme sortit victorieux de cette épreuve; notre patrie avait puisé dans le moyen âge assez de sève chrétienne, pour pouvoir soutenir le choc d'un ennemi déjà vaincu, et nos lois, menacées de devenir romaines, demeurèrent françaises, c'est-à-dire chrétiennes.

Qui donc pourrait douter que ce caractère persistât dans notre jurisprudence, en songeant à ces grandes âmes d'avocats, de jurisconsultes et de magistrats, qui furent, au xvi^e siècle, l'honneur de nos parlements, de nos assemblées politiques, et des conseils de nos rois? Ces cœurs, d'une vertu inébranlable, étaient aussi jaloux de conserver intacts les principes de la justice, que ceux d'une foi religieuse, pour laquelle ils n'eussent pas craint de sacrifier leur vie. Si l'esprit des parlements fut quelquefois hostile à l'Eglise, celle-ci avait pour garant de leur mesure et de leur modération, une austérité de mœurs et de caractère qui ne se démentit jamais. Nous avons vu même cette magistrature, prise d'une velléité d'indépendance exagérée, incliner vers la Réforme, fronder le pouvoir royal, qui lui avait reconnu le droit de contrôler ses décisions, et cependant, demeurer respectueusement attachée aux règles et aux dogmes de la discipline ecclésiastique.

Les vœux du cloître, la propriété des biens de l'Eglise et tout ce qui touchait à l'organisation de la société chrétienne, rencontrèrent dans les magistrats de l'ancien régime

des défenseurs, des soutiens, des avocats. Comment, d'ailleurs, pourrait-on mettre en doute cette alliance intime de la religion et de la loi, quand on pense aux L'Hôpital, aux Séguier, aux Pithou, aux Molé, aux Harlay, aux de Thou, en un mot, à tous ces hommes qui avaient, sur leurs sièges, pour défendre les droits de Dieu, la même force et le même courage que les Bayard, les Condé et les Turenne, sur les champs de bataille ? C'est sans doute le souvenir de cette foi chrétienne, héréditaire dans la magistrature depuis sa création, qui lui fit payer, avec tant d'usure, sa dette de sang à la Révolution française.

Et maintenant, voyons à l'œuvre les disciples de cette même Révolution, pour créer un droit nouveau, pour émettre des principes légaux qui n'eussent aucun mélange des anciennes idées. On se souvient de l'ardente polémique qui s'ouvrit à la fin de la Restauration, au sujet des ouvrages de Savigny et de toute une école allemande, sur les origines du Droit français. J. de Maistre, avec son regard pénétrant et son esprit toujours défiant envers les productions d'une époque si troublée, avait déjà constaté l'étrange prétention de nos législateurs modernes, à s'affranchir de l'influence du passé, à supprimer d'un trait de plume de longs siècles de civilisation et d'histoire. Napoléon, parlant de son Code civil, comme s'il eût parlé de son armée, dénotait cette incroyable disposition à faire oublier à la France, sortie de la tourmente révolutionnaire, le sang et l'héritage de ses ancêtres. J. de Maistre avait, en outre, signalé, pour l'avenir, le danger économique des principes égalitaires émis dans nos Codes, au sujet du partage de la propriété immobilière.

Pour le grand publiciste chrétien, nos institutions coutumières portaient le fondement de tout notre Droit privé, et c'est sur ce sol, formé par des assises séculaires, que nos législateurs auraient dû construire leur édifice. Savigny, Eichonn, Goschen, et toute leur école, étrangère à nos mœurs, ennemie de notre gloire, voulaient au contraire

remonter plus haut, et faire du Droit romain, modifié, bien entendu, d'après nos besoins, le seul foyer générateur de nos lois modernes. Invoquant à tort l'autorité de Cujas, cette école soutenait que nous avions répudié son œuvre, et que nous méconnaissions les conséquences qu'il aurait fallu en déduire. L'Illustre professeur de Bourges, reconstituant le travail perdu et oublié de la législation romaine, avait, d'après les publicistes d'outre-Rhin, fixé à jamais les principes du Droit, du Droit absolu, indiscutable; et, en les violant manifestement dans les Codes français, nos législateurs n'avaient fait qu'une œuvre révolutionnaire, peu durable, destinée à périr avec l'esprit éphémère qui l'avait inspirée.

Sans aller plus loin dans l'analyse d'une polémique, aujourd'hui épuisée, il suffit de dire que la cause de notre Droit eut, pour défenseurs, des hommes appartenant, il est vrai, à des idées peu chrétiennes, mais qui sentaient, sans le comprendre peut-être, que notre génie national avait quelque chose, un je ne sais quoi de particulier, d'original, qui avait reçu sa formule et son expression, presque complète, dans le travail généralisateur de nos Codes. Cette jalousie de l'école française à proclamer son indépendance était on ne peut plus légitime. En empruntant du Droit romain les principes qui ont engendré, dans nos Codes, les divers titres touchant la propriété, elle n'avait fait que puiser dans les principes du Droit naturel, ce fonds commun, comme nous le disions en commençant, le patrimoine universel de l'humanité. L'œuvre de Gaius et de Justinien n'avait sur le travail des jurisconsultes français qu'une prééminence historique. Quant à la partie transitoire et contingente du Droit romain, quant aux institutions qui étaient en rapport avec un état social disparu, nous n'en avions que faire, et notre vie nationale de quatorze siècles avait suffisamment démontré que nous pouvions nous en passer.

La question de l'origine de notre Droit français avait be-

soin, toutefois, d'une solution plus précise. Si de nouvelles couches de Droit, qu'on me permette ce mot, s'étaient formées sur le Droit ancien, il fallait en rechercher et en désigner l'auteur. D'après nous, on y reconnaît manifestement la main de l'Eglise chrétienne, de cette société qui s'est constituée sur les débris disparus des civilisations romaine et barbare. Pour les publicistes qui luttèrent contre les jurisconsultes germains, c'était celle de la Révolution et du siècle rationaliste qui l'avait précédée. Si nous parlons de l'abolition de l'esclavage, obtenue par les efforts prolongés du catholicisme, de la dignité humaine relevée par les promesses de Jésus-Christ, et reconnue, d'abord dans les institutions sociales, par le respect de la liberté de chaque citoyen, et dans les dispositions du Droit privé, par une répartition plus équitable des charges et des avantages attachés au titre de citoyen, nous opposera-t-on que le progrès de la civilisation, que les évidences d'une raison plus exercée, que les découvertes de la philosophie, eussent amené, à elles seules, de semblables perfectionnements dans nos lois ? Mais alors, c'est poser en principe que le degré de culture intellectuelle d'un peuple donne la mesure de son état moral ; c'est faire par exemple de l'esprit philosophique plus ou moins développé, chez une nation, le véritable thermomètre de son respect pour la vertu. Nous ne soutiendrons pas, avec Rousseau, cet étrange paradoxe : qu'un peuple instruit est toujours plus corrompu qu'un peuple sauvage. Mais l'histoire de l'antiquité tout entière démontre clairement que le raffinement des arts, que la perfection de la poésie, sont incapables de produire de bonnes mœurs. Et cependant, que sont les lois, combien faible est leur sanction, quand elles n'ont pas pour objet non-seulement d'arrêter et de punir le crime, mais encore de faire haïr le mal et de faire aimer le bien ? Non, il n'est pas possible qu'une loi ne soit inspirée par une pensée morale, parce que son véritable but est de rendre les peuples heureux de leur assurer cette félicité

qu'ils recherchent dans la vie sociale (1). On s'accorde à dire que les législateurs doivent avoir une connaissance exacte de l'âme humaine, de ses besoins, de sa nature, de ses devoirs. C'est Gaius qui nous l'enseigne en définissant la science du Droit. Or, à quoi cette connaissance doit-elle servir qu'à distinguer dans la conduite de l'homme, les actes moraux de ceux qui ne le sont pas ? Et pourquoi commande la loi, si ce n'est pour faire que les principes absolus de la justice soient observés ?

On dira sans doute qu'il existe une morale de raison, étrangère et antérieure au Christianisme, que celui-ci s'est appropriée, et qu'il a dégagée des ténèbres dont elle était couverte par la barbarie, la seule, ajoute-t-on, qui ait le mérite d'être praticable, parce qu'elle n'a pas la hauteur mystique de la morale évangélique. Il est vrai qu'il y a dans l'âme humaine un fonds de nature juste, droit et bon, qui voit le bien et qui l'estime, lors même qu'elle n'a pas la force de s'y attacher. Mais, outre que le Christianisme a épuré ce fonds de nature, et a donné aux principes qui en sont nés une forme précise, désormais inaccessible aux fluctuations d'une intelligence égarée, n'est-ce pas à l'origine de la civilisation chrétienne qu'il faut remonter, pour trouver historiquement ces mêmes principes, mis en pratique dans toute leur étendue ? Le XVIII^e siècle, qui crut avoir découvert, en morale, tout un monde nouveau, n'a fait qu'expliquer par la raison, des vérités déjà connues.

Laissons donc à la sagesse antique, la gloire d'avoir fait ce qu'elle a pu, pour maintenir intacts les principes du Droit naturel, que l'homme apporte dans la conscience, en naissant, laissons à la philosophie purement rationnelle le rôle qu'elle a toujours rempli, quand elle est demeurée droite et saine, celui de mettre d'accord le bon sens humain et

(1) *Esprit des Lois*, chap. XIV, liv. XXIV.

les vérités chrétiennes, mais aussi reconnaissons au Christianisme le droit de se proclamer la source unique de la morale, pure et douce, que nous trouvons dans nos lois modernes. Malgré l'empreinte que la Révolution française a voulu mettre, et qu'elle a laissée, en effet, sur notre législation, il y règne, on ne saurait le méconnaître, un parfum moral, qui en fait toute la valeur, et qui, emprunté au tempérament chrétien, a quelque chose de sa vigueur, et par conséquent, de sa force vitale.

Tous les grands principes religieux y sont, en général, contenus et respectés, et pour les y faire pénétrer entièrement, il n'y aurait, il faut encore l'avouer, que peu de chose à faire. — On a traité dans des revues spéciales, dans ce recueil même, des matières qui demanderaient à y être modifiées dans ce sens. Il serait inutile de recommencer ce travail, et de démontrer combien il est nécessaire qu'on fasse droit à de si légitimes revendications. Ce que nous demandons, nous, partisans de cette liberté morale et religieuse, qui dans une loi bien faite, doit avoir sa part la plus large, c'est que la jurisprudence s'associe à nos doctrines et à nos compétitions. Il ne faudrait pas altérer notre pensée. Ce n'est point à une protestation contre la loi écrite que nous faisons appel. Les tribunaux doivent respecter la lettre même de nos codes, et nul, plus que nous, n'inspirera ce sentiment de condescendance pour une œuvre qui est, après tout, le guide même de la justice. Mais que, dans les questions douteuses, lorsqu'il faudra s'inspirer d'une pensée, matérialiste, sceptique ou chrétienne, que les magistrats préfèrent celle-ci à la première, qu'ils y puisent les éléments de leur décision, voilà d'abord ce que nous sollicitons de leur esprit de justice et de leurs lumières.

On ne s'attend pas à ce que nous précisions ici toutes les questions juridiques sur lesquelles la jurisprudence a varié. Mais qu'il y en ait, et en grand nombre, personne n'en doute. On sait, par exemple, combien la Cour de Cassation a hésité avant de rendre sur le duel son fameux arrêt de

1837, qui aujourd'hui fait loi. Personne n'ignore qu'aucune disposition n'est formelle, dans le Code civil, quant à la nullité des mariages contractés par des personnes engagées dans le lien sacerdotal, mais la conscience publique, sur ce point, sait faire respecter la loi morale et religieuse. Pourrions-nous croire qu'en matière d'égalité de partage, on ne sut pas remonter, si on le voulait bien, aux principes économiques, et faire une meilleure et plus saine appréciation de la liberté, dont le père de famille doit jouir. La jurisprudence aurait, dans ce cas, une voie toute tracée, si elle cherchait ailleurs que dans l'esprit du Code civil la raison de ses jugements et de ses arrêts. D'éminents économistes ont donné, sur ce sujet, des sortes de consultations, très-propres à concilier le texte de la loi écrite, plus large qu'on ne l'estime, avec les intérêts de l'agriculture et de la morale. La réforme pourrait ainsi venir de la jurisprudence, mieux éclairée, avant de s'imposer formellement au législateur.

L'influence chrétienne, à laquelle nous devons toutes ces réformes, n'est pas d'ailleurs une loi tyrannique, et sollicitant sans cesse, pour triompher, le secours de la force. La France et l'Europe ont mis des siècles entiers à entrer dans le courant catholique. C'est à l'opinion d'abord, et à la raison, que s'adresse la doctrine religieuse, qui a pour elle la vérité, et après avoir pris l'homme par cet endroit, elle n'a aucune peine ensuite à le pénétrer de toutes parts, et à le rendre captif sous ses liens. Heureux les peuples qui ne craignent pas de se laisser enchaîner sous cette autorité, là seule capable, après tout, de faire entrer dans leurs institutions politiques et sociales, la liberté qu'ils recherchent si avidement ! *Veritas liberabit vos.*

A. MARCHAL.

IMMUNITÉS DES BIENS D'ÉGLISE ET DU CLERGÉ

Sous les Empereurs romains.

(SUITE) (1).

LE DROIT D'ASILE (2).

Dans l'antiquité, alors que la force brutale non-seulement primait le Droit, mais formait à elle seule le Droit, les malheureux, poursuivis injustement, n'avaient d'autre ressource que de se réfugier dans les temples des dieux : le sentiment de respect ou plutôt de terreur qu'inspirait la divinité était seul assez puissant pour arrêter les persécuteurs et les tyrans. Les premiers asiles furent donc les bois sacrés et les temples ; le premier pas de la civilisation fut de consacrer comme une règle de Droit la coutume qui interdisait de saisir ou de mettre à mort ceux qui s'y réfugiaient. La Grèce était riche en lieux d'asile (ασυλία) (3). Rome en eut dès son origine : Romulus ayant, d'après la tradition, ouvert un asile dans la nouvelle cité pour augmenter le nombre de ses habitants (4). Plus tard, Tacite nous apprend comment, à l'époque de la grandeur romaine, Tibère sut réprimer les abus du Droit d'asile, en vertu duquel on prétendait accorder aide et protection aux criminels les plus convaincus et les soustraire à l'action

1) Voir 5^e année, 2^e sem., p. 241, 300 et 381.

(2) C'est l'orthographe actuelle ; mais *asyle* répondait mieux à l'étymologie du mot. On trouvera dans le *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*, par MM. Daremberg et Edmond Saglio au mot *asyllia*, l'indication exacte de toute la littérature ayant trait aux asiles.

(3) Thucyd., I, 126 et suiv. ; — Cornel. Nep., Vit. Paus., IV, 4 ; — Tite-Live, XXXV, 51.

(4) Tite-Live, I, 8 ; — Virg., Aen., VIII, 342 et suiv. ; — Dion Cass., XLVII, 19 ; — voir aussi Denys d'Halic., IV, 26.

de la justice (1); puis comment, à raison de l'idée de toute-puissance et de divinité qui s'attachait à la personne des empereurs, il s'établit un Droit d'asile nouveau, attribuant aux temples élevés à la mémoire des empereurs défunts, aux statues et aux images des empereurs régnants, le privilège de garantir la vie des innocents. Mais, ici encore, Antonin-le-Pieux dut supprimer de nombreux abus (2).

Le Droit d'asile, sous des formes quelque peu différentes il est vrai, avait donc existé à l'origine chez tous les peuples parmi les païens aussi bien que les Juifs, dont les villes lévétiques étaient autant d'asiles. Ce Droit s'était même conservé chez les peuples, malgré le progrès des mœurs, en subissant, toutefois, de notables changements, jusqu'au moment où l'Eglise catholique, proclamée religion d'Etat et revendiquant partout où elle pouvait la protection des faibles et des opprimés, réclama pour elle-même et pour ses temples le privilège d'offrir un refuge assuré à ceux que l'on poursuivrait à tort. Telle fut l'origine du Droit d'asile chrétien (3). On dit qu'il en fut question pour la première fois dans un acte de législation ecclésiastique, au Concile de Sardique (343 ou 344). Mais peut-on voir le Droit d'asile proprement dit dans le septième canon où se trouve, comme par incident, ce passage : « *Quoniam sæpe contingit, ut ad misericordiam Ecclesiæ fugiant, qui injuriam patiuntur, et qui peccantes in exilium vel in insulas damnantur aut certe quamcumque sententiam suscipiunt, ideo subveniendum est his, et sine dubitatione eis est petenda per Ecclesiam indulgentia.* » Selon M^{sr} Hefelé (*Conciliengeschichte*, II, 77), c'est au quatrième Concile de Carthage, tenu en 399, que deux Evêques furent désignés pour aller demander à l'empereur Honorius le Droit d'asile en faveur des églises. Le Concile d'Orange (441) porta ce

(1) Suet. Tiber., c. 37; — Tacit., Ann. III, 60, 61, 62.

(2) Tacit., III, 36.

(3) V. Serrigny, ouvr. déjà cité, t. I, p. 410 et suiv.

canon (le cinquième entre les trente que l'on reconnaît comme authentiques : « Qui s'est réfugié dans une église ne doit pas être livré (extradé), mais protégé par respect pour le saint lieu (1). » L'effet de cette protection consistait en ce que le fugitif ne pouvait être arraché de l'asile, ni livré par l'Evêque, qu'à la condition que celui qui le réclamait ne lui ferait subir aucune mutilation, ni la peine de mort.

Les services qu'à cette époque l'Eglise fut ainsi appelée à rendre par sa médiation aux différentes classes de la société sont incalculables. Les discordes qui agitaient si souvent les grandes cités eussent à plusieurs reprises amené effusion de sang, si le parti vaincu n'avait pu trouver dans les églises une protection suffisante pour se garer du fer des ennemis, et si les Evêques n'étaient intervenus pour obtenir le pardon des vainqueurs. Au milieu des troubles et des commotions de l'Orient, saint Ambroise eut plusieurs fois l'occasion de s'interposer et d'arrêter ainsi des massacres prêts à fondre sur des populations entières (2). Souvent aussi, les esclaves venaient chercher dans les églises un abri contre les fureurs et les cruautés de leurs maîtres, et dans l'intervalle les Evêques et les clercs s'employaient à calmer ces derniers. D'autres fois, c'étaient des débiteurs malheureux, poursuivis comme une proie par des créanciers sans pitié; ils cherchaient là une retraite pour éviter le mauvais parti dont ils étaient menacés, et de pieux Evêques ou les clercs s'occupaient aussitôt de faire une collecte dans les villes ou dans les paroisses pour sauver ces pauvres réfugiés; très-souvent, ils leur faisaient des avances de deniers pris sur la caisse de l'église, ou ménageaient un accommodement entre les parties, quand ils ne faisaient pas comme saint Augustin,

(1) Conciliengesch., II, 293, 661, 686, etc.

(2) Ambr., epist. LVIII et LXXXVII; — V. Thomassin, ouvr. déjà cité, t. V, II^e partie, liv. III, ch. 95.

qui paya sur sa fortune personnelle la dette considérable d'un certain Faustinus (1). Mais de même que dans l'antiquité, le Droit d'asile païen, à côté des bienfaits qu'il avait rendus, avait fréquemment dégénéré et amené de nombreuses injustices en favorisant trop souvent les malfaiteurs, il dégénéra de même, bien que devenu une institution chrétienne, par suite de la conduite inconsidérée ou de la compassion mal réglée de certains Evêques et de l'intervention parfois violente de certains moines. A côté de cela, il y aurait de la partialité et même de l'injustice à mettre au compte des Evêques, des clercs et des moines, tous les actes d'arbitraire et de violence qui se produisirent à l'occasion de l'exercice du nouveau Droit d'asile; il ne faut pas oublier que ce Droit, par la raison même qu'il ne devait pas son existence à une loi formelle, mais bien à la coutume et à d'antiques usages, était souvent méconnu ou contesté par des fonctionnaires jaloux de leur autorité ou hostiles au clergé (2). C'est ainsi que, par les excès des uns et des autres, cette institution, dont les citoyens n'avaient à attendre que des bienfaits et qui ne devait produire que des fruits de paix et de concorde, était détourné de son but et provoquait des collisions entre les pouvoirs publics et les représentants de l'Eglise; il y avait donc urgence à ce que la loi en vint régler l'exercice pour l'avenir.

Un premier tort de la part des Evêques ou de certains clercs, avait été de chercher parfois à entraver le cours de la justice, en soustrayant à son action, à la faveur du Droit d'asile, des parjures et d'autres criminels (3). Mais ce qui était bien plutôt fait pour exciter la colère des empereurs, était de voir les églises devenir un lieu de refuge assuré pour les citoyens qui ne payaient pas les impôts et échappaient ainsi, pendant assez longtemps, aux poursuites dont

(1) Aug., ep. 268 resp. 215; ep. CLIV et de *Verbis Apost.*, serm. 18.

(2) Riffel, l. c., p. 254, en donne des exemples.

(3) Aug., ep. 250; — Riffel, l. c., p. 257.

ils étaient l'objet. Nous savons déjà avec quelle rigueur, dans ces temps de guerres incessantes et lointaines, les empereurs tenaient à la rentrée ponctuelle de toutes les contributions ; ils n'accordaient ni remise ni délai, ils avaient retiré toutes les faveurs et les privilèges et supprimé toutes les voies de recours ou d'appel en cette matière (1). Aussi, pour prévenir l'abus auquel on faisait servir le Droit d'asile et les pertes qu'en éprouvait le trésor, Théodose I^{er} prescrivit-il, en l'an 392, que les débiteurs publics pourraient être arrachés sans délai des églises dans lesquelles ils se seraient réfugiés, et que si les Evêques et les clercs refusaient de les livrer, ils seraient tenus d'acquitter leurs dettes (2). Cette constitution, notons ce point, ne visait que les débiteurs d'impôts, « *publicos debitores*, » et non les débiteurs ordinaires poursuivis pour dettes privées. — Arcadius, en 397, refusa aux Juifs, prévenus de crimes ou poursuivis pour dettes, le Droit d'asile, lors même qu'ils déclareraient vouloir embrasser la religion chrétienne : ils devaient auparavant payer leurs dettes ou purger l'accusation dont ils étaient l'objet. Cela prouve le peu de foi qu'il convenait d'ajouter à leurs simulacres de conversion en pareille circonstance (3).

Jusque-là on ne saurait désapprouver la conduite de l'Empereur, qui avait sans doute ses raisons pour faire peu de cas des promesses des Juifs ; mais ses innovations ne s'arrêtèrent pas là, et il rendit peu après une loi qui ne tendait rien moins qu'à la suppression de ce Droit d'asile, si respectable par son antiquité et par les titres qu'il avait à la reconnaissance publique. Il le refusait absolument pour l'avenir aux esclaves des deux sexes, aux curiales, aux débiteurs publics et privés, aux procureurs du fisc et aux pêcheurs de pourpre : bref, tous ceux qui étaient tenus

(1) *Comment. de Godefroy*, Cod. Theod., ix, 45, 1.

(2) Cod. Theod., ix, 45, 1.

(3) Cod. Theod., ix, 45, 2, et Cod. Just., i, 12, 1.

d'une obligation quelconque, soit vis-à-vis de l'Etat, soit vis-à-vis des particuliers, n'étaient plus admis à se réfugier dans les églises, sous la protection des clercs, ni à invoquer le Droit d'asile : « *Si quis in posterum servus, ancilla, curialis, debitor publicus, procurator, murilegulus, qui libet postremo publicis privatisve rationibus involutus ad Ecclesiam confugiens... a clericis fuerit defensatus, decuriones et omnes quos solita ad debitum munus functio vocat,... revocentur.* » S'avisait-on de recevoir les fugitifs, l'économe devenait, par le fait même, comptable de leurs dettes : « *Sed etiam hi quos æconomos vocant, hoc est, qui ecclesiasticas consuerunt tractare rationes ad eam debiti vel publici vel privati redhibitionem amota dilatione cogantur* (1). »

Cette loi, qui constituait une atteinte des plus graves au Droit d'asile et supprimait tous les privilèges confirmés récemment encore par Théodose, surtout en ce qu'elle en excluait absolument les esclaves et les débiteurs privés, à l'exemple des débiteurs publics, doit être attribuée à l'influence qu'en 398 Eutrope exerçait encore sur l'empereur Arcadius (2). Ce triste personnage en voulait à l'Eglise entière, à ses ministres qui, comme saint Jean Chrysostôme, ne se faisaient pas faute, il est vrai, de flétrir publiquement ses scandales et ses tendances impies. Pour assouvir sa haine et sa vengeance, il employait tout son crédit à faire édicter par l'empereur des mesures hostiles à l'Eglise et propres à diminuer le prestige du clergé. Il avait très-bien compris que les évêques et les clercs, étant pour ainsi dire les maîtres des églises et des lieux saints dans lesquels les fugitifs et les persécutés de toute sorte cherchaient un abri, trouvaient dans l'exercice du Droit d'asile un moyen puissant de s'attirer l'estime et les sym-

(1) Cod. Théod., ix, 45, 3 (ann. 398).

(2) Socrat., *Hist. eccl.*, vi, 5 ; — Sozom., *Hist. eccl.*, viii, 7, 7 ; Chrys., *Hom. in Eutrop.*

pathies des populations auxquelles ils apparaissaient comme des génies tutélaires, des anges sauveurs : c'était plus qu'il ne fallait pour qu'un jour l'idée vint à Eutrope de paralyser l'action bienfaisante du clergé, précisément dans les cas où elle trouvait le plus souvent à s'exercer, en lui défendant de donner asile aux esclaves et aux débiteurs privés. Pour avoir raison des répugnances que dut éprouver l'empereur Arcadius, dont nous connaissons la générosité et les bonnes dispositions envers l'Eglise ; pour l'amener à donner sa sanction à cette loi, il suffit à Eutrope de la lui présenter avec son art habituel, comme donnant satisfaction à de légitimes réclamations, et consacrant un retour à la justice et au droit précédemment méconnus ; l'Empereur ainsi trompé céda, ne remarquant pas que toutes les restrictions dont était dès lors entouré le Droit d'asile équivalaient à une entière suppression ; mais ce qui sauve l'honneur de ce prince, c'est que dès qu'il se fut affranchi de la tutelle de son favori, il laissa cette loi dans l'oubli (1). Sozomène prétend même qu'il l'aurait immédiatement abolie et rayée des actes publics de son règne (2) ; mais cette opinion est erronée, et c'est à son successeur, Théodose II, que revient le mérite de l'avoir abolie par une constitution rendue en l'an 414 et qu'Honorius promulgua aussitôt en Occident. Il y est dit : « Inspirés d'un sentiment de foi et de religion, nous faisons à tous défense formelle d'arracher des églises ceux qui s'y réfugient ; celui qui agira contre notre volonté sera puni comme coupable du crime de lèse-majesté (3). »

L'Eglise recouvrait ainsi, dans sa plénitude, le Droit d'asile tel qu'elle l'avait précédemment exercé ; mais les modifications ne se firent pas longtemps attendre, et ce fut Théodose II lui-même qui les édicta ; au moins furent-elles

(1) *Comment.*, Godefroy, Cod. Théod., XII, 1, 163.

(2) *Hist. eccl.*, VIII, 7.

(3) Cod. Théod., XVI, 8, 19 *in fine*.

justifiées par un événement qui nous est raconté par Socrate (1), et qui fit grande sensation à l'époque. Le Droit d'asile n'en fut d'ailleurs que mieux réglé. Les esclaves d'un puissant personnage de Constantinople, pour se soustraire aux cruels traitements auxquels les soumettait leur maître, s'étaient réfugiés dans la principale église de la capitale, y avaient occupé l'autel en armes et entravé le service divin pendant plusieurs jours ; puis, quand après avoir inutilement tenté de les ramener par la persuasion, on s'était décidé à faire usage de la force, ils avaient répondu en égorgeant un clerc, en avaient blessé un autre, et avaient fini, pour ne pas se rendre, par se donner la mort. D'une part donc, les réfugiés avaient profané le sanctuaire ; d'autre part, le Droit d'asile lui-même avait été violé par l'emploi de la force contre ceux qui avaient demandé aide et protection ; l'Empereur, pour prévenir le retour de pareils attentats, rendit immédiatement la loi suivante :

« Les temples du Très-Haut, dit-il, doivent rester ouverts à ceux qui sont poursuivis et persécutés ; bien mieux, ce n'est pas dans l'intérieur du sanctuaire seulement, ou près des autels et dans l'espace compris entre les quatre murs d'une église que les malheureux doivent trouver asile, mais bien dans tout ce qui s'étend devant le temple lui-même et l'entoure, que ce soient des cellules, des maisons, des jardins, des bains, des cloîtres, des cours, des péristyles ; protection leur y est due comme dans l'intérieur de l'église ; que personne donc ne s'avise de porter sur eux une main sacrilège ou de les arracher de leur refuge. Nous étendons ainsi les limites de l'asile, afin que les fugitifs ne soient pas réduits à se tenir sur les autels, à s'y reposer, à y passer la nuit ; du reste, les prêtres sont là pour s'opposer à tout ce qui ne serait pas convenable ; nous leur en faisons un devoir, pour le respect dû au lieu

(1) *Hist. eccl.*, VII, 33.

saint « *religionis causâ*; » les fugitifs eux-mêmes doivent comprendre que la piété le leur interdit, « *pietatis causâ* (1). » Nous défendons également à ceux qui se réfugient dans les églises d'y entrer avec des flèches, des épées ou d'autres armes ou d'en introduire dans les cloîtres, les jardins, les bains, les cours, les bâtiments qui servent de dépendances (2). Quand donc ils se présenteront sans armes dans les saintes églises de notre capitale (Constantinople) ou de tout autre lieu, les clercs les empêcheront, en n'employant d'abord que la persuasion et la douceur, de coucher ou de manger dans l'intérieur de l'église ou auprès des autels; ils leur montreront la zone de protection dans laquelle ils pourront se mouvoir en sécurité et les rassureront en leur rappelant que la peine de mort est réservée à ceux qui violeraient l'asile. Si malgré ces avertissements les fugitifs persistent à rester dans l'intérieur du sanctuaire, plus de compassion; la sainteté de l'église exige qu'ils en soient éloignés et déposés dans les dépendances du temple où l'asile n'est pas moins sûr (3). Quand, au contraire, ils se présenteront aux abords ou dans l'intérieur de l'église avec des armes, les prêtres, après en avoir immédiatement donné avis à l'Evêque, devront les exhorter à les déposer et à se confier plutôt à la protection de l'Eglise qu'à la force de leurs armes. S'ils restent sourds à toutes les représentations et s'obstinent à garder leurs armes, qu'ils sachent que la violence se retournera contre eux et qu'ils seront arrachés de force de leur retraite; nous ne répondrons plus dès lors des dangers qu'ils courront, car nous aurons épuisé toute la mansuétude que Dieu et l'Evêque peuvent attendre de nous. Mais on ne devra pas procéder par la force à l'expulsion des fugitifs armés, sans que l'Evêque ait été prévenu, ni sans nos ordres ou ceux de

(1) Cod. Just., I, 12, 3.

(2) Cod. Just., I, 12, 3, § 1.

(3) Ibid., § 2.

nos juges, suivant qu'il s'agit de la capitale ou d'une autre ville, afin d'éviter les désordres qui pourraient se produire (1). »

Cette loi respectait le fond même du Droit d'asile, elle n'en touchait que la forme ; le droit demeurerait entier, sans restrictions, ouvert à tous, aux esclaves mêmes, presque sans condition. Cet état de choses devait nécessairement engendrer des abus et même troubler parfois gravement les rapports sociaux. Aussi Théodose se vit-il bientôt dans la nécessité d'y poser quelques limites, surtout en ce qui concernait les esclaves ; il fut d'ailleurs heureux dans le choix des mesures qu'il édicta (2). « L'esclave qui s'enfuit de chez son maître, et qui, confiant dans la sainteté du lieu, se réfugie sans armes dans une église, aux pieds des autels, n'y pourra rester plus d'un jour ; mais, dans l'intervalle, les clercs iront prévenir son maître, et celui-ci, en considération du Dieu auquel son esclave aura eu recours, devra lui pardonner et le ramener chez lui, en oubliant tout ressentiment. Si, au contraire, un esclave se présente dans l'église avec des armes, il devra en être aussitôt expulsé, et à cet effet son maître pourra employer tous les moyens en son pouvoir, sans avoir à craindre une poursuite criminelle dans le cas où l'esclave devenu lui-même assassin et perturbateur du repos public, trouverait la mort dans la mêlée. L'Empereur charge les clercs de veiller à l'observation de ces dispositions, et quant à eux, en cas de négligence ou de mauvais vouloir, ils s'exposent à être relevés par leur Evêque du poste de confiance dont ils se montrent indignes, dépouillés de leur caractère religieux et livrés aux juges civils pour être châtiés (3). »

Ainsi constitué, le Droit d'asile dura jusqu'en 466, époque

(1) Cod. Just., I, 12, 3, § 3.

(2) Cod. Théod., IX, 45, 5. (Ann. 432).

(3) Plus tard, en 439, Théodose II confirma le Droit d'asile. Cod. Just., I, 3, 22, § 1.

où l'empereur Léon le réglementa de nouveau par une loi qui resta en vigueur, sans subir aucune modification, jusqu'à l'avènement de Justinien. « La présente loi, disait l'Empereur, sera exécutée dans tout notre empire, sauf dans la capitale où nous-mêmes demeurons sous la garde de Dieu, prêt à entendre les plaintes qui se produisent et à donner notre protection à ceux qui la demandent. Or, en vertu de cette loi, dont l'infraction sera punie de mort, nous ordonnons de laisser les églises ouvertes à tous les fugitifs quels qu'ils soient, et faisons défense aux clercs de les livrer ou de les y laisser prendre par la force : d'ailleurs, ni les évêques, ni les économes ne seront tenus des sommes que doivent les fugitifs. Conformément à l'avis de nos prédécesseurs, nous décidons que l'asile s'étendra à toutes les dépendances des églises ; tous ceux qui s'y réfugieront devront y être accueillis et gardés ; s'il en est besoin, on leur donnera des vêtements et des vivres et ils y pourront prendre leur repos (1). Ils pourront circuler librement et en sécurité dans toute l'étendue de l'église, et même se montrer à ceux qui les poursuivent pour tenter un accommodement, ou bien soumettre, séance tenante, leur litige à un juge, sans perdre de vue néanmoins qu'ils sont dans le lieu saint (2). S'ils se tiennent au contraire cachés, l'économe ou le défenseur de l'église, ou tout autre que l'Evêque aura désigné à cet office, s'efforcera de les découvrir et les fera paraître en public sans qu'il en puisse résulter pour eux aucun préjudice (3). Si l'on réclame du fugitif l'exécution d'une obligation civile, soit vis-à-vis de l'Etat, soit vis-à-vis d'un particulier, il sera libre ou bien de présenter lui-même sa défense devant son juge, ou de se faire représenter régulièrement par un Procureur (4). En cas de refus de sa part de prendre un parti,

(1) Cod. Just., I, 12, 6.

(2) Cod. Just., I, 12, 6, § 1.

(3) *Ibid.*, § 2.

(4) *Ibid.*, § 3.

la procédure habituelle suit son cours. » Suivent alors des dispositions réglant la confiscation ou la vente des biens des fugitifs en vue de désintéresser leurs créanciers (1). Puis l'Empereur continue : « Si des esclaves, des affranchis ou des colons se réfugient dans une église pour se soustraire au service de leur maître, ou après avoir détruit ou volé des objets lui appartenant, les économes ou les défenseurs des églises, après leur avoir fait subir, conformément à la loi religieuse, un châtiment proportionné à leur méfait, leur feront obtenir le pardon de leur maître et les lui renverront, pour reprendre chez lui la place qu'ils occupaient et lui rendre les objets qu'ils avaient enlevés. Il convient d'éviter que cette classe de fugitifs reste trop longtemps dans les églises ; car, dans l'intervalle, leurs patrons sont privés des services qu'ils sont en droit d'exiger d'eux, tandis que les soins et la nourriture qui leur sont donnés, le sont au préjudice des pauvres et des malheureux (2). Enfin, les économes doivent s'enquérir avec soin des individus qui se réfugient dans les églises, des motifs qui les amènent, de leur situation, de leurs intérêts, prévenir les juges et veiller à ce que justice soit rendue à tous (3). »

Cette loi assurait de nouveau une immunité entière aux débiteurs publics qui se réfugiaient dans les églises, sans même que cette fois les Evêques ou les économes fussent obligés de payer à leur place les impôts qu'ils restaient devoir. Aussi quoi d'étonnant, d'une part, que les abus se soient multipliés, que les finances de l'Etat se soient trouvées en souffrance par l'effet d'un régime qui favorisait si directement la négligence dans le payement des impôts, et d'autre part que Justinien, qui veillait sur toutes les branches de l'administration de son empire, ait constaté qu'il y avait là dans les lois de ses prédécesseurs une lacune à combler ?

(1) Cod. Just., 1, 12, 6, § 4.

(2) *Ibid.*, § 5.

(3) *Ibid.*, § 6.

En 535, nous le voyons donner aux gouverneurs de provinces les instructions suivantes : « Vous poursuivrez à l'avenir la rentrée des impôts, même dans les lieux saints, à condition de le faire avec convenance, *decenter*. Les économes des églises devront vous assister à cet effet, en refusant l'asile aux débiteurs publics et en les mettant dans l'impossibilité d'opposer de la résistance aux exécuteurs qui les poursuivront, à moins que ceux-ci ne s'engagent par serment à acquitter leurs dettes (1). Ils doivent comprendre, en effet, que si le paiement de l'impôt est nécessaire pour l'entretien de l'armée et la protection des citoyens, il n'est pas indifférent à la conservation des églises elles-mêmes. »

Au même moment, à peu près, il écrivait ainsi au préfet du prétoire Jean : « Nous avons appris les grandes difficultés que les gouverneurs éprouvent à faire rentrer l'impôt, et qui proviennent de l'immunité que donne le Droit d'asile. Les collecteurs d'impôts gardent la plus belle part des recettes pour eux, et quand on les poursuit, ils se réfugient dans les églises ; y prêter les mains, c'est favoriser à la fois le vol au préjudice de l'Etat et un abus qui déconsidère le Droit d'asile. Vous aurez donc soin de recommander aux gouverneurs de refuser tout asile, quand les intérêts du fisc seront en jeu (2). » Il dit encore ailleurs : « Il est défendu à l'avenir à tous ceux qui font rentrer l'impôt, aux officiers et comptables du Trésor, ainsi qu'à tous les employés du fisc, qui auront commis des détournements, d'invoquer le Droit d'asile (3). » Enfin les Cohortales, commis au service de la poste et des transports publics (*cursus publicus*), se signalaient si bien, paraît-il, par leur improbité et l'empressement qu'ils mettaient alors à se réfugier dans les églises pour se sous-

(1) Nov. Just., 17. c. 7. § 1.

(2) Edict. Just., II, *præf.* § 1.

(3) Nov. Just., 128, c. 13.

traire à la peine qui les menaçait, que l'Empereur ordonna aux gouverneurs d'expulser de leurs provinces ceux qui prétendraient user ainsi du Droit d'asile, et de leur assigner un lieu d'exil où ils seraient conduits par l'Evêque ou les clercs chargés également de les faire sortir de l'Eglise (1). Si ces derniers les y retenaient au lieu de les livrer, ils étaient condamnés à indemniser le fisc de toutes ses pertes, et cela non pas sur les revenus de l'église, mais de leurs propres deniers, « *de sua, minime vero de ecclesiasticis proventibus fisco indemnitatem praestituros*, » sous peine de perdre les fonctions qu'ils occupaient dans le ministère.

Après les Evêques et les clercs, les gouverneurs, les *scrinarii* (secrétaires) et les *tractatores* (chargés d'affaires), sont à leur tour prévenus que s'ils accordent asile dans les provinces aux débiteurs du fisc, ce sera sous leur responsabilité personnelle, *pro illis ipsi periclitabuntur* (2). Le patriarche lui-même ne pouvait utilement accorder l'asile à un débiteur public que pour le temps et dans les cas convenus avec le président de la province ou les *tractatores*. « Nous ne pouvons admettre, dit en terminant l'Empereur, que l'on reçoive dans un asile un débiteur public, à moins qu'il ne présente des garanties et n'offre de payer dans un délai déterminé ce qu'il doit au fisc ; autrement, il doit être poursuivi jusque dans le lieu saint (3). »

Cette réglementation du Droit d'asile à l'égard des débiteurs publics n'avait pas fait oublier à Justinien qu'il pouvait y avoir de graves inconvénients à l'accorder sans restriction aucune aux débiteurs privés. Dans le rescrit qu'il avait adressé aux gouverneurs de provinces, et que nous avons déjà cité, il s'exprimait ainsi à leur sujet : « Vous n'accor-

(1) Edict. x, c. 1.

(2) Edict. xiii, c. 10, § 1, 2, 3.

(3) Edict. xiii, c. 10 ; cf. c. 11, § 3, c. 20, c. 24. § 3 et 4.

derez plus l'asile pendant un temps illimité et sans condition ; mais bien seulement après une instruction préalable et pour une durée de trente jours au plus, de peur que les différends qui divisent nos sujets ne s'éternissent, *ne hominum inter se contentiones infinitæ sint*. Si vous avez accordé l'asile à un débiteur privé et qu'on vienne le poursuivre dans le lieu saint, vous lui permettrez de se présenter immédiatement devant vous pour vous soumettre sa cause ; vous le condamnerez s'il y a lieu, et vous lui laisserez le choix, ou bien de renoncer au délai que vous lui aviez accordé et d'exécuter tout de suite la sentence, ou bien de profiter de ce délai, auquel cas vous le ramènerez à son asile et vous ferez procéder à l'exécution du jugement avec tous les ménagements que comporte le respect dû au lieu saint (1). »

Jusqu'à présent, nous n'avons trouvé dans les Constitutions de Justinien, pas plus que dans celles de ses prédécesseurs, aucun texte qui déterminât la condition faite aux malfaiteurs et aux criminels au point de vue du Droit d'asile ; mais à défaut de lois, nous savons par des exemples tirés de l'histoire que les églises leur étaient ouvertes et qu'ils venaient y chercher un refuge, soit avant, soit après leur condamnation. L'asile ne leur assurait pas l'impunité, mais il avait cet avantage de leur éviter une de ces condamnations irréfléchies et précipitées, auxquelles le peuple se laissait trop facilement entraîner dans sa fureur, et de permettre aux clercs d'agir sur leurs consciences, et de leur inspirer le repentir de leurs méfaits, avant qu'ils fussent livrés à la justice civile. Il arriva peut-être que par l'effet d'une compassion mal entendue, des clercs aient refusé parfois de livrer à la justice certains grands criminels, et c'est sans doute pour empêcher pareil fait de se reproduire, que Justinien crut devoir envoyer aux gouverneurs des

(1) Nov. 17, c. 6 ; cf. Édict. 11, præf., § 1.

instructions leur défendant d'accorder l'asile aux assassins, aux adultères et aux séducteurs. « Votre devoir, ajoute-t-il, est plutôt de les poursuivre et d'assurer leur châtimement ; si l'on doit asile et protection à quelqu'un, ce n'est point à eux, mais à leurs victimes (1). »

Après la conquête de l'Afrique, Justinien étendit au clergé et aux églises de ce pays tous les privilèges dont jouissaient les anciennes provinces de l'empire : « *Carthaginiensis ecclesia privilegia obtineto quæ in universum de omnibus dicta sunt ecclesiis in Codice.* » Cela comprenait certainement le Droit d'asile, mais il crut devoir l'exprimer formellement : « *Qui ad Carthaginiensem ecclesiam confugerit, is impunitatem, nisi homicidium, aut raptum virginis, aut vim in christianum admiserit* (2). »

Il résulte de ce rapide examen de la législation de Justinien, que relativement à ses prédécesseurs, il a considérablement restreint le Droit d'asile. Cette conduite n'était pas inspirée par le désir de supprimer une immunité qu'il aimait, au contraire, à voir entre les mains de l'Eglise, puisqu'il confiait aux évêques et aux clercs le soin de s'entremettre pour ceux qui étaient poursuivis et persécutés, afin de les protéger contre un jugement ou une condamnation précipitée ; mais il avait compris qu'il fallait préserver l'Etat et la société civile des inconvénients que pouvait entraîner pour l'un et pour l'autre l'exercice illimité d'un droit si exceptionnel.

Constatons, en terminant, avec quel zèle jaloux tous les empereurs, sans exception, protestaient de leur vénération pour les temples chrétiens qu'ils considéraient comme autant de demeures du vrai Dieu. Ce Droit d'asile, attaché primitivement aux idoles, transféré ensuite à ces temples, proclame d'ailleurs assez haut de quel pieux respect ces

(1) Nov. 17, c. 7.

(2) Nov. 37.

princes les entouraient. Ce respect, ils en faisaient une obligation à tous, et même, quand ils se voyaient dans la nécessité de limiter le Droit d'asile, ils recommandaient toujours de s'abstenir de procédés irrespectueux et d'agir « *cum debita venerabilibus locis reverentia.* »

CH. MURY,

Docteur en droit, juge suppléant à Belfort.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 14 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Opposition d'intérêts entre le père et son enfant mineur, pendant la durée du mariage. — Nomination d'un tuteur ad hoc sans subrogé-tuteur.

L'administration légale, qui appartient durant le mariage au père sur les biens personnels de ses enfants mineurs diffère essentiellement de la tutelle, qui ne s'ouvre qu'à la dissolution du mariage.

L'administrateur *ad hoc*, chargé de représenter le mineur, dont les intérêts sont en opposition avec ceux du père, agit en la même qualité et dans les mêmes conditions que ce dernier. Il n'y a pas lieu, non plus, de lui adjoindre de subrogé-tuteur.

Attendu que l'administration légale, qui, aux termes de l'article 389 du Code civil, appartient, durant le mariage au père sur les biens personnels de ses enfants mineurs, diffère essentiellement de la tutelle qui ne s'ouvre qu'à la dissolution du mariage; — que l'administrateur *ad hoc* chargé de représenter le mineur dont les intérêts sont en opposition avec ceux du père agit en la même qualité et dans les mêmes conditions que ce dernier, et qu'il n'y a pas lieu, non plus, de lui adjoindre de subrogé-tuteur;

Attendu que le 30 janvier 1863, Dejean a été nommé par le conseil de famille administrateur *ad hoc* pour représenter la mineure Barrère, dans l'instance en partage que son père se proposait de

suivre contre elle; que la vente sur licitation des immeubles indivis entre la mineure et son père a été ordonnée contradictoirement avec l'administrateur *ad hoc* et que le jugement qui a homologué, le 28 août 1863, la liquidation des droits respectifs de Barrère et de sa fille, a été rendu aussi contradictoirement avec lui; qu'en décidant qu'il n'y a lieu ni d'appeler un subrogé-tuteur à la vente sur licitation, ni de signifier le jugement du 28 août 1863 à un subrogé-tuteur en même temps qu'à l'administrateur *ad hoc*, l'arrêt attaqué n'a ni violé les articles 444, 962 et 972 du Code de procédure civile, ni faussement appliqué les articles 389 et 420 du Code civil,

Par ces motifs,

Rejette.

Chambre des requêtes, 14 janvier 1878.

MM. Bédarrides, président; Petit, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); Plaidant, M^r Moutard-Martin.

Cette question, quoique non encore résolue par la Cour de cassation, ne pouvait présenter aucune difficulté sérieuse. Le père a sur la personne et sur les biens de ses enfants mineurs une puissance que la loi positive n'a pas créée et qui a sa source dans le droit naturel, — puissance de droit divin s'il en fut jamais.

Le législateur règle les conditions dans lesquelles s'exerce la puissance paternelle : les restrictions qu'il y apporte ne sauraient être étendues. Lorsqu'il organise un contrôle ou une surveillance, ses prévisions ne doivent pas être dépassées.

En vertu de l'article 318, lorsque le mari désavoue l'enfant né pendant le mariage, la procédure doit être dirigée contre un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant.

C'est un cas exceptionnel, qui justifie la précaution prise par le législateur. Le père qui conteste la légitimité de l'enfant né pendant le mariage n'est plus, à proprement parler le père. Il devient l'adversaire direct de celui que la loi regarde encore comme son enfant.

MM. Massé et Vergé pensent que, dans ce cas, la tutelle *ad hoc* n'entraîne pas la nécessité d'un subrogé-tuteur. Ils citent, à l'appui de leur opinion, un arrêt rendu en audience solennelle par la Cour de Colmar, le 14 juin 1832.

La jurisprudence a étendu la précaution prise en cas de désaveu à toutes les circonstances dans lesquelles il y a opposition d'intérêt entre le père et l'enfant. Il est plus sage et plus convenable qu'une personne désignée par le conseil de famille remplace le père pour les actes à accomplir dans une affaire de cette nature.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le nom à donner au délégué du conseil de famille. « Le nom importe peu, » disent MM. Aubry et Rau, mais la qualification de tuteur *ad hoc* est évidemment plus exacte. » — Pour M. Mar-

cadé, c'est un « *représentant momentané*, » expression qui est bien d'accord avec la mission spéciale et temporaire de ce tuteur *ad hoc*.

Si, dans le cas de l'article 318, le tuteur *ad hoc* nommé pour répondre à une action de désaveu, ne doit pas avoir de subrogé-tuteur, à plus forte raison doit-il en être de même dans notre espèce. — Le père qui a réglé avec son enfant une affaire d'intérêt ne devient pas son adversaire. Ce règlement sera le plus souvent un acte de bonne administration. La fortune de l'enfant sera plus indépendante, mieux placée à l'abri des revers qui peuvent atteindre le chef de famille, si une liquidation sépare les intérêts communs.

Pour suivre cette liquidation, le conseil de famille nomme à l'enfant un représentant momentané. A quoi servirait un subrogé-tuteur dont la présence complique la procédure et donne ouverture à un droit d'appel distinct de celui du tuteur ?

Sauf le seul point en litige, le père reste dans la plénitude de ses droits. Rien n'a porté atteinte à sa sollicitude et à sa tendresse.

L'organisation d'une tutelle complète serait évidemment superflue ; elle pourrait avoir de sérieux inconvénients. Nous ne pouvons qu'adhérer à la solution donnée à cette question par la Chambre des Requêtes.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES),

Audience du 16 janvier 1878.

PRÉSIDENTE DE M. BÉDARRIDES.

Concours de la qualité de tutrice et d'usufruitière dispensée de caution. — Dissipation des valeurs mobilières soumises à l'usufruit. — Hypothèque légale pour le recouvrement de la somme dissipée.

La mère tutrice, qui en qualité d'usufruitière de valeurs mobilières dont la nue propriété appartient à sa pupille, a le droit d'entrer en possession et de jouir de ces valeurs avec dispense de caution, n'est point affranchie de l'obligation de conserver la substance des choses soumises à son usufruit et de les restituer au nu-propriétaire.

En sa qualité de tutrice elle est tenue de veiller aux intérêts de sa fille mineure et d'empêcher, en tout ce qu'elle le peut, la dissipation de sa fortune.

L'hypothèque légale de la mineure s'étend à la garantie de la faute que commet la tutrice en n'exerçant pas sa surveillance, même sur les biens soumis à son propre usufruit.

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué par la veuve Finet, donataire par contrat de mariage et avec dispense de caution, de la moitié en usufruit des biens laissés par son mari, s'est trouvée aussi tutrice légale de Rose Finet, sa fille mineure, unique héritière de feu Désiré Finet, son père :

Qu'un inventaire dressé après la mort dudit Finet constatait que sa succession se composait exclusivement de créances et valeurs mobilières montant à 44,119 fr. 63 cent. ;

Attendu que la tutelle a pris fin le 20 août 1872, par le mariage de Rose Finet, encore mineure, avec le sieur Coseau, et que la veuve Finet est décédée le 10 septembre 1873, avant d'avoir rendu son compte de tutelle ;

Attendu qu'il résulte encore des mentions de l'arrêt attaqué, que la veuve Finet avait disposé pendant le cours de sa gestion de toutes les valeurs portées à l'inventaire de la succession de son mari, et qu'un jugement rendu le 13 juillet 1876, et passé en force de chose jugée, a déclaré la dame Coseau créancière de l'hoirie bénéficiaire de sa mère la veuve Finet, de la somme de 45,171 fr. 40 cent., pour reliquat de compte de tutelle ;

Attendu, que si en vertu de son contrat de mariage la veuve Finet avait le droit d'entrer en possession et de jouir de la moitié des valeurs composant la succession de son mari, avec dispense de caution, elle n'était point affranchie de l'obligation de conserver la substance des choses soumises à son usufruit, et de la restitution au nu-propriétaire ;

Attendu qu'en sa qualité de tutrice, elle était tenue de veiller aux intérêts de sa fille mineure, et d'empêcher en tant qu'elle le pouvait la dissipation de sa fortune ;

Attendu qu'en prenant possession de toutes les valeurs dépendant de la succession de son mari, et en se mettant dans l'impossibilité de les représenter au moment de la reddition du compte de tutelle apuré par le jugement du 13 juillet 1876, la veuve Finet a manqué, non-seulement à ses obligations comme usufruitière, mais surtout et avant tout à ses devoirs de tutrice, qui l'obligeaient à étendre sa surveillance, même sur les biens de la pupille soumis à son usufruit :

Attendu dès lors, que l'arrêt attaqué en décidant que la dame Coseau serait colloquée à la date de son hypothèque légale pour l'entière somme de 45,171 fr. 41 cent., montant du reliquat de son compte de tutelle, n'a pu violer, ni faussement appliquer aucune des dispositions légales visées par le pourvoi, et a fait, au contraire, une saine application des articles 450, 2121 et 2135, Code civil.

Par ces motifs,

Rejette.

Le 16 janvier 1878.

MM. Bédarrides, président; Cantel, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident. M^r Royer-Marvaïse.

Le pourvoi s'appuyait sur cette circonstance que l'usufruit de la mère était né avant la tutelle, et qu'il avait cessé un an après l'expiration de cette même tutelle. Il en tirait la conséquence que les valeurs dissipées avaient été détenues par la mère, non en qualité de tutrice, mais en qualité d'usufruitière dispensée de caution ; que, dès lors, l'hypothèque légale de la mineure n'avait pu garantir la conservation des biens soumis à l'usufruit.

Mais on ne pouvait méconnaître que la nue propriété de ces valeurs avait fait partie des biens compris dans l'administration de la tutrice. Quel eut été son devoir si, au lieu d'être constitué à son profit l'usufruit avait été constitué au profit d'un tiers ? Les valeurs composant la nue propriété étaient dissipées. Pour en garantir la restitution, l'usufruitier ne possédait qu'un immeuble déjà couvert d'hypothèques. Dans ce péril évident, la perte des capitaux, abandonnés à l'usufruitier pour s'en servir avec faculté illimitée d'emploi, mais en bon père de famille, étant imminente, la tutrice devait demander et elle aurait obtenu des sûretés sauvegardant les droits de la mineure.

Ce qu'elle pouvait et devait faire vis-à-vis d'un tiers, elle ne le devait pas moins vis-à-vis d'elle-même, « *peut-être quelque chose de plus*, » dit le jurisconsulte romain. « *Quod adversus alium, id adversus se quoque præstare debet, fortassis et plus. Adversus alios enim sine actione experiri non potuit, adversus se potuit.* »

La Cour de cassation n'avait pas encore rendu d'arrêt sur cette question spéciale, résultant du concours des deux qualités de tuteur et d'usufruitier. Un arrêt de la Cour de Bourges du 6 mars 1855, approuvé par MM. Massé et Vergé, Aubry et Rau, dans une espèce identique avait accordé au mineur l'hypothèque légale. « La réunion en la même personne des deux qualités, disait cet arrêt, loin d'amoindrir les sûretés du mineur doit les fortifier. Le tuteur ne peut être, dans ce cas, présumé ignorer les fautes de l'usufruitier. Il commet une faute en ne se faisant pas justice de lui-même par les voies et à temps utiles, de telle sorte que le droit du mineur ne soit ni perdu, ni compromis. »

En résumé, la nue propriété comprise dans les biens du mineur lui crée des droits dont la sauvegarde est confiée à la vigilance de son tuteur. La faute que celui-ci commet en laissant périlcliter ces droits par sa mauvaise gestion le rend passible de dommages et intérêts, compris dans le compte de tutelle et garantis par l'hypothèque légale.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 29 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Lacération de testament. — Fragment conservé avec intention et constituant un acte complet. — Validité.

La lacération d'un testament n'est pas nécessairement la preuve de la volonté de le révoquer. Si le testateur, après avoir retranché la partie qu'il supprime, conserve avec intention un fragment daté et signé constituant un acte régulier de dernière volonté, le juge du fait qui constate ces circonstances et l'intention formelle du testament, peut et doit déclarer valable le fragment conservé.

Sur le moyen unique pris d'un excès de pouvoir et de la violation des articles 895, 967, 970, 1035 et 1038 du Code civil.

Attendu, en fait, que l'arrêt a constaté et affirmé l'existence comme acte de dernière volonté complet en soi, régulier et valable, du codicille olographe du 15 août 1866, daté et signé par le testateur Casimir Estienne, conformément à la loi;

Attendu, quant à son état matériel, que l'arrêt, repoussant l'idée d'une lacération révélatrice de la volonté de révoquer ou d'annuler, y voit seulement un retranchement opéré par le testateur avec un soin et une attention délibérés (consulto) des legs particuliers inscrits d'abord sur la partie inférieure de la page;

Attendu, en droit, qu'il s'agissait de savoir si le retranchement avait eu pour objet de supprimer des dispositions spéciales ou de réduire l'écrit à un simple projet de testament; que pour décider cette question, la Cour d'appel s'est fondée sur les circonstances de fait qu'il lui appartenait de recueillir, de constater et d'apprécier, et qui justifient son arrêt;

Qu'ainsi elle n'a commis aucun excès de pouvoir, et n'a pu violer les articles sus-visés,

Par ce motifs,

Rejette,

Le 29 janvier 1878.

MM. Bédarrides, président; Babinet, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident, M^e Collet.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord sur les conséquences des déchirures, ratures, barres et cancellations d'un testament.

« Ce n'est qu'une question de fait, dit M. Demolombe, que les magistrats doivent décider d'après l'état matériel de la pièce et les autres circonstances de chaque espèce.

Voilà pourquoi le législateur s'est abstenu de décréter une règle de droit sur ce sujet où l'empire du fait prédomine. »

Il en résulte que si la destruction n'est que partielle, le testament peut valoir pour le surplus. Des morceaux conservés ne sont-ils plus qu'un simple projet? Sont-ils au contraire un testament qui a subi des retranchements? « Pour décider cette question, dit la Cour de cassation, le juge se fonde sur des circonstances de fait qu'il lui appartient de recueillir, de constater et d'apprécier » (Ch. des Req., 15 janvier 1834, — 6 mars 1866 — et l'arrêt que nous rapportons).

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 29 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Substitution permise. — Interprétation du testament d'après la pensée du testateur. — Pouvoir souverain des juges du fait.

Le père qui fait un legs à son fils par testament, avec la charge de rendre les biens légués *aux enfants et descendants* que celui laissera à son décès, ne viole pas les articles 896 et 1048 du Code civil, s'il n'entend désigner par le mot *descendants* que ses petits-enfants, c'est-à-dire, les enfants du grevé au premier degré seulement.

L'arrêt qui interprète ainsi l'intention du testateur n'est pas en contradiction nécessaire avec les termes du testament. Cette interprétation est donc souveraine.

La Cour,

Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation des articles 896, 1048 et 1049 du Code civil, et de la fausse application de l'article 1051 du même Code ;

Attendu :

Qu'en s'attachant aux termes du testament litigieux et à l'intention présumée du testateur, l'arrêt attaqué déclare qu'il est certain qu'une substitution dans les limites déterminées par l'article 1048 du Code civil suffisait pour réaliser la pensée de M. de Sévin père à l'égard de son fils, et que *ce dernier* n'a voulu faire que ce que la loi, dont il cite certains passages, lui permettait ;

Qu'en disant que Théodore de Sévin sera tenu de conserver les biens compris dans la substitution et de les rendre aux enfants et descendants qu'il laissera à son décès, le testateur n'a pas entendu, par l'expression *descendants*, désigner ses arrière-petits-enfants, et que, dans tous les cas, il y a lieu de penser qu'il s'est référé à l'hy-

pothèse prévue par l'article 1051 du Code civil, qui a précisément pour but de régler le concours des autres descendants, du grevé avec ses enfants, lorsque ceux-ci ne sont pas tous décédés avant lui ;

Attendu que ces appréciations sont souveraines, et que par suite, en déclarant valable et régulière la substitution dont de Sévin fils demandait la nullité, les juges du fond n'ont pu violer aucune loi ;

Par ces motifs,

Rejette.

Le 29 janvier 1878.

MM. Bédarrides, président; Alméras-Latour, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaidant : M^e Bosviel.

En matière de substitution, la Cour de cassation se réserve le droit de contrôler l'interprétation donnée par le juge du fait au sens du testament. Cependant ce droit ne va pas jusqu'à s'exercer sur l'intention du testateur, quand elle a été affirmée par la Cour d'appel (Ch. des req., 5 décembre 1865, — 14 juin 1876), pourvu que cette affirmation ne soit formellement démentie ni par les clauses de l'acte, ni par les conséquences juridiques et légales qui en découlent.

Ici la substitution eût été prohibée si le mot *descendants*, au lieu de désigner seulement les enfants du grevé au premier degré, avait désigné tous ses descendants quels qu'ils fussent.

Mais l'arrêt attaqué ayant déclaré que telle n'avait pas été l'intention du testateur, cette appréciation était souveraine. Le mot *descendants* est, en effet, une expression générique qui peut être employée dans un sens plus large ou plus restreint, suivant les circonstances. Cette interprétation ne s'était donc pas mise en contradiction avec les termes du testament, de manière à autoriser le contrôle de la Cour de cassation.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES),

Audience du 30 janvier 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

*Legs du surplus en concours avec un legs universel. —
Constatation souveraine de la volonté du testateur.*

Lorsque le juge du fait constate l'intention du testateur pour la destination des biens compris dans son hérité, il est indifférent de rechercher quel doit être, en droit, le caractère d'un legs du surplus en concours avec un legs

universel. — Cette constatation de la volonté du testateur est souveraine. L'arrêt qui la fait respecter ne peut avoir violé la loi.

La Cour,

Sur le moyen unique tiré de la violation de l'article 1003, Code civil et des règles de la preuve;

Attendu que, par le testament du 26 avril 1869, à la suite de plusieurs libéralités particulières, Turpin dit que si, comme il en a le ferme espoir, elles n'excèdent pas les forces de sa succession, il lègue la somme qui sera disponible, quelle qu'en soit l'importance, à la commune de Maves, pour la reconstruction de l'église de cette commune, et que, suivant le même acte, il institue Postole son légataire universel, après l'avoir gratifié d'un don de 8,000 fr., porté à 18,000 par le codicille du lendemain;

Attendu que, sans rechercher si le legs de la somme éventuellement disponible est universel ou particulier, l'arrêt dénoncé reconnaît et déclare, d'après l'ensemble et l'économie du testament, que le disposant ne laisse nullement percer l'intention d'admettre le légataire universel à concourir avec la commune sur ce qui restera de ses biens, après la liquidation de sa succession, et que la qualité de légataire universel conférée à Postole n'est point incompatible avec les avantages faits à la commune, puisque cette qualité le rend apte à profiter des legs particuliers qui deviendraient caducs;

Attendu que ces constatations de la volonté du testateur sont souveraines, qu'elles suffisaient à la solution du différend qui divisait les parties sur le sens du testament et qu'étant donnée l'interprétation consacrée par l'arrêt, c'est à bon droit qu'il ordonne que Postole, après l'acquittement des charges de la succession et des legs particuliers, délivrera le surplus à la commune de Maves,

Par ces motifs,

Rejette.

Le 30 janvier 1878.

MM. Rédarrides, président; Guillemard, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident : M^e Bellaigue.

Il s'agissait dans l'espèce d'un legs du surplus de l'hérédité — *de eo quod supererit*. — Doit-on décider, en principe, que ce legs est universel ou particulier? L'arrêt que nous rapportons ne tranche pas cette question : il déclare seulement que pour ce legs, comme pour toutes les autres dispositions testamentaires, la constatation par le juge du fait de la volonté du testateur est souveraine pour régler le sort des biens légués.

Les auteurs qui ont pris part à la controverse sur le caractère d'un legs du surplus, reconnaissent tous cette vérité. « Ajoutons, dit M. Demolombe, après avoir passé en revue » diverses hypothèses, que ces solutions n'étant fondées » que sur l'interprétation de la volonté du testateur, il » faudrait s'en départir si la preuve d'une volonté contraire » résultait du testament. » — C'est également ce qu'a dé-

cidé la chambre civile, le 8 janvier 1872, dans une affaire où il s'agissait d'un legs du surplus en concours avec des legs particuliers, c'est-à-dire, dans l'hypothèse la plus favorable au caractère universel d'un legs du surplus : « La » constatation de la volonté de la testatrice est souveraine, a » dit la Cour de Cassation. Etant admis, en fait, que, d'a » près l'intention de la testatrice, ce legs ne comprend que » des objets nettement déterminés, l'arrêt attaqué a pu » décider, en droit, que ce legs ne constituait pas un legs » universel. »

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 30 janvier 1878.

PRÉSIDENTE DE M. BÉDARRIDES.

Source d'eaux minérales. — Périmètre de protection faisant obstacle à l'exploitation d'une mine de houille. — Refus d'indemnité.

La loi du 14 juillet 1856 n'accorde aucune indemnité aux propriétaires des fonds asservis, à raison du périmètre de protection qu'elle permet d'assigner aux sources d'eaux minérales, tant que la servitude n'impose au propriétaire assujetti que l'interdiction de pratiquer, dans l'intérieur du périmètre, des sondages et des travaux souterrains sans autorisation préalable, et l'obligation de n'y effectuer des fouilles, tranchées et autres travaux à ciel ouvert qu'après une déclaration au préfet.

Sur le moyen unique tiré de la violation des articles 545, Code civil; 7 de la loi du 21 avril 1810; 3, 4, 9, 10 de celle du 14 juillet 1856; 1626, 1627 et 1628, Code civil :

Attendu, en fait et suivant les déclarations de l'arrêt dénoncé, que, par l'acte du 9 mai 1846, le comte de Séraincourt, aux droits duquel se trouve aujourd'hui sa veuve, en apportant à la Société des mines, forges et fonderies d'Aubin, la concession des houillères de Cransac, s'est expressément réservé les sources minérales dépendantes de son domaine, avec les terrains y attenants et désignés dans la convention;

Qu'il a été entendu que ces réserves ne pourraient faire obstacle à l'exploitation de la houille, sauf, toutefois, l'effet des dispositions légales existantes ou à intervenir sur la matière;

Qu'ainsi le comte de Séraincourt, tout en cédant l'exploitation de la mine, se réservait formellement le bénéfice des lois à venir, aussi bien que celui des lois alors en vigueur, pour la protection de ses eaux minérales;

Que, selon les mêmes déclarations, en sollicitant, après la loi du 14 juillet 1856, le périmètre de protection qu'elle a obtenu pour la source basse de Cransac, la dame de Séraincourt n'a fait qu'user de la faculté stipulée par son auteur;

Attendu, en droit :

Que le décret du 8 mars 1848, en établissant un périmètre de protection autour de chacune des sources minérales dont l'exploitation aurait été autorisée, n'avait accordé aucune indemnité aux propriétaires des fonds asservis;

Que la loi du 14 juillet 1856 ne leur en accorde aucune non plus, à raison du périmètre de protection qu'elle permet d'assigner aux sources d'eaux minérales, tant que la servitude, restant à l'état latent, n'impose au propriétaire assujéti que l'interdiction de pratiquer, dans l'intérieur du périmètre, des sondages ou des travaux souterrains, sans autorisation préalable, et l'obligation de n'y effectuer des fouilles, tranchées ou autres travaux à ciel ouvert, qu'après une déclaration au préfet (art. 1, 2, 3);

Que c'est en ce sens que la loi avait été préparée par le gouvernement et qu'elle fut votée par le Corps législatif, sur l'avis de sa commission, au sein de laquelle l'idée contraire avait été repoussée, à la suite d'un débat approfondi;

Qu'à la vérité, l'article 10 met à la charge du propriétaire de la source certaines indemnités, mais qu'elles ne sont dues que dans les deux cas y énoncés, savoir : 1° celui des travaux régulièrement faits par le propriétaire voisin, à l'intérieur ou en dehors du périmètre, sont suspendus, interdits ou détruits, comme pouvant altérer ou diminuer la source (art. 4, 5 et 6); 2° celui où le propriétaire de la source exécute, à l'intérieur du périmètre, les travaux de captage ou d'aménagement nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution des eaux (art. 7 et 9), et que ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne se rencontre dans l'espèce, puisque la régie d'Aubins a uniquement fondé sa demande d'indemnité sur ce que la création du périmètre de protection la privait d'exploiter une partie de la houillère;

Qu'il est donc certain que, soit aux termes du contrat, soit aux termes de la loi de 1856, la dame de Séraincourt n'est point responsable du préjudice dont se plaint la Compagnie;

Qu'on oppose vainement que, d'après les articles 1626, 1627, 1628, Code civil, le vendeur est tenu de l'éviction, lorsqu'elle procède de son fait personnel, nonobstant toute stipulation contraire; qu'en effet, la création du périmètre de protection étant toujours et uniquement l'œuvre de l'administration, l'éviction qui en résulte est par cela même aussi, dans tous les cas, son œuvre exclusive, et non celle du propriétaire de la source;

D'où il suit qu'en rejetant la demande de la régie d'Aubins, l'arrêt dénoncé, bien loin de violer les dispositions invoquées à l'appui du pourvoi, s'est exactement conformé aux principes qui régissent la cause,

Par ces motifs,

Rejette.

Le 30 janvier 1878.

MM. Bédarrides, président; Guillemard, conseiller-rapporteur;
Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaidant :
M^e Mismere.

Il est certain que la servitude consistant à n'effectuer sans autorisation, ni sondage, ni travaux souterrains, est bien plus rigoureuse pour le propriétaire de la mine que pour le propriétaire du sol. Celui-ci peut cultiver librement sa terre dans les conditions ordinaires; il n'est gêné et entravé que pour des travaux exceptionnels, tandis que le propriétaire de la mine, à qui des travaux souterrains seraient interdits, se verrait entièrement paralysé dans son exploitation.

La loi n'en est pas moins formelle. Les travaux préparatoires ne peuvent laisser de doute à ce sujet. La commission s'était demandé si le projet de loi devait contenir le principe d'une indemnité pour la dépossession résultant de l'existence de la servitude. « Un examen plus approfondi de la nature des choses, dit le Rapport, ne lui a pas permis de persister dans cette idée. »

Ce n'est là qu'une application des règles générales en matière de servitude d'utilité publique.

« Aucune indemnité n'est due en principe, dit M. Demolombe, à raison des simples servitudes légales d'utilité publique, à moins qu'un texte spécial n'en accorde. »

À ces raisons de droit, notre arrêt ajoute qu'en fait le propriétaire de la source, vendeur de la mine, s'était réservé formellement le bénéfice des lois à venir, aussi bien que celui des lois alors en vigueur, pour la protection de ses eaux minérales; d'où la conséquence que, soit aux termes du contrat, soit aux termes de la loi de 1856, soit enfin au point de vue d'une garantie d'éviction, il ne pouvait être tenu d'aucune indemnité.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

BIBLIOGRAPHIE.

ETUDE SUR LE TRAVAIL, par M. MONY, ancien député, président du comité de direction de la Société houillère et métallurgique de Fourchambault-Commentry, in-8°, Hachette 1877.

Au milieu de tous les ouvrages d'économie politique qui se publient journellement, celui-ci mérite d'être signalé aux lecteurs de la *Revue* à cause du vif sentiment de la réalité des choses que

son auteur a puisé dans une longue carrière, consacrée à l'industrie. Ainsi qu'il le dit fort bien, il a voulu résumer son expérience, et il le fait en plaçant en tête d'un livre destiné à démontrer les vérités économiques fondamentales un très-beau chapitre sur *l'esprit chrétien*. Là est, dit-il, la seule source de la notion vraie du travail et de sa dignité. De là découlent la vie de famille ; la vie de l'atelier, la charité privée, la charité sociale qu'il ne faut jamais isoler des lois de la justice.

Quelques chapitres sur le salaire sont particulièrement intéressants, parce que là, M. Mony apporte des faits qu'il possède mieux que personne. Il est peut-être moins heureux dans un chapitre de considérations politiques. Les institutions civiles et politiques issues de la révolution lui paraissent en elles-mêmes sans reproche, sauf le suffrage universel. Les lecteurs de la *Revue* penseront peut-être que là est la vraie cause de *l'antagonisme social* qui divise aujourd'hui les classes en dépit de la diffusion des connaissances économiques. Mais c'est là un point à peine effleuré par M. Mony, et nous sommes heureux surtout d'y voir un exemple du retour à la vérité religieuse comme base de la vie sociale qui s'opère de nos jours chez les esprits élevés et les âmes honnêtes. Le reste viendra par surcroît à l'heure marquée par Dieu.

LES OUVRIERS EUROPÉENS, par M. LE PLAY, 2^e édition, tome IV^e. — *Les Ouvriers de l'Occident*, 1^{re} série. — Un volume grand in-8°. — Mame et Dentu, 1878.

Les volumes de cette grande et magistrale publication se succèdent avec une rapidité qui témoigne à la fois de la puissance de travail et de l'étonnante sûreté de vues de leur auteur.

Avec ce nouveau volume, M. Le Play aborde les populations de l'Occident. Nous voici bien sur le terrain où nous vivons, où nous devons lutter et faire prévaloir les principes supérieurs de la loi morale, de la loi de Dieu, malgré les difficultés matérielles plus grandes de l'existence. Les productions spontanées du sol, qui par leur abondance assurent la prospérité matérielle des peuples du Nord et de l'Orient, et leur permettent d'ignorer nos douloureux problèmes sociaux, font défaut aux populations condensées sur les territoires relativement exigus de notre Occident.

Elles ne sont pas pour cela condamnées à l'antagonisme social. Avec son ferme et lucide jugement, M. Le Play a depuis longtemps fait justice de ces théories, aussi fantaisistes que dangereuses, qui

subordonnent la pratique de la vertu à des influences extérieures de climat, de race, de densité de population, etc. Si l'action constante du péché originel introduit sans cesse le mal dans les sociétés les mieux organisées, tous les peuples, quelles que soient leurs conditions matérielles d'existence, sont obligés de pratiquer la vertu, et ils en trouvent le moyen dans des institutions fondées par des coutumes, qui remontent elles-mêmes à la loi de Dieu comme direction première des actions humaines et force pour le bien. La propriété individuelle, le patronage des classes dirigeantes, l'existence de biens communaux sont, dans l'ordre économique, les institutions les plus capables d'assurer le bien-être des populations placées dans ces conditions.

Trois volumes vont leur être consacrés et décriront leurs différents états, selon qu'elles restent ou non fidèles aux coutumes et résistent à l'esprit révolutionnaire. Le premier volume de cette série (c'est celui que nous avons sous les yeux) décrit des types de *populations stables, fidèles à la tradition devant les envahissements de la nouveauté, soumises au Décalogue et à l'autorité paternelle*. Ce sont : le fondeur des mines d'argent de Schemnitz (Hongrie); — le charbonnier de la Carinthie; — le fondeur de Hundsrucke (Prusse Rhénane); — le luthier de l'Erzgebirge en Saxe; — le métayer de Toscane; — le ferblantier d'Aix en Savoie; — le métayer de la Vieille-Castille; — le pêcheur de Saint-Sébastien dans le pays basque; — le paysan bordier de la Basse-Bretagne; — le bordier de l'Armagnac; — le savonnier de la Basse-Provence; — le paysan du Lavedan.

Cette table des matières donne une idée de la variété des institutions sociales qui sont traitées dans ce volume. Les notes ajoutées à chaque monographie, et qui font la haute valeur de cette nouvelle édition, sont autant de précis de la constitution économique, de l'histoire, de la situation morale des populations européennes. Bien peu de récits de voyages offrent, même au seul point de vue des descriptions de mœurs et du pittoresque, l'intérêt de ce magnifique monument de science sociale.

LA CORPORATION DES BOUCHERS A LIMOGES, par Adrien DELOR. Notice précédée d'une lettre de M. Le Play. — In-8°, 1877. Limoges et Paris, E. Baltenweck, 7, rue Honoré-Chevalier.

Les corporations de bouchers sont les plus anciennes de l'Europe. Celle de Limoges remonte aux Romains et elle subsiste aujourd'hui

encore, malgré le régime destructeur de toute liberté et ennemi du travailleur, qu'a inauguré la Constituante révolutionnaire en 1791.

M. Delor a rendu un service remarquable à la science en mettant en lumière ce précieux débris des grandes et fortes institutions du passé. Il n'est pas aussi isolé qu'on pourrait le croire. Quand on observe de près nos populations, on voit que jusqu'à nos jours elles ont vécu sur la tradition ancienne, et c'est pourquoi la France a tant bien que mal résisté aux conséquences destructives des faux principes proclamés en 1789 comme la base des lois écrites.

Dans une des villes où le nouveau régime industriel a le plus fait sentir ses inconvénients, et qui a eu sa part dans les crimes de la Commune, les bouchers sont restés des travailleurs loyaux, de bons chrétiens et de fidèles royalistes. Avec leurs familles, ils forment une population de huit cents âmes.

M. Delor nous explique très-bien les raisons de ce merveilleux phénomène de conservation sociale. La corporation était entièrement unie à l'esprit religieux et à l'esprit de famille. Une confrérie, placée sous le patronage du grand évêque-martyr de Limoges, saint Aurélien, inspirait aux membres de la corporation le dévouement fraternel, la probité et les préservait des entraînements possibles toujours sous le régime du monopole. M. Delor nous raconte des traits héroïques accomplis par les familles des bouchers pour sauver leur chapelle et les objets du culte pendant la Terreur. On voit dans ses récits comment la Révolution s'est faite contre le vrai peuple et malgré lui.

Le véritable mérite de la Corporation est de servir de défense extérieure aux principes sociaux fondamentaux de la Religion et de la famille. Les bouchers de Limoges ont toujours pratiqué et pratiquent encore aujourd'hui la transmission intégrale de l'atelier de travail. Leur supériorité morale est due à la force des familles et à la supériorité du régime de succession qu'ils pratiquent malgré le texte du Code.

Des notices comme celles-ci en apprennent bien plus que de longs et compendieux traités d'économie politique sur les véritables conditions de la productivité du travail et du bien-être des classes laborieuses.

C. J.

L'ART D'ÉCRIRE, par ANTONIN RONDELET, lauréat de l'Institut, professeur de philosophie à l'Université catholique de Paris. Un volume in-8°, Vivès, 1877.

A première vue, cet ouvrage ne semble pas devoir rentrer dans le cadre des études juridiques et sociales dans lequel la *Revue* doit se concentrer exclusivement. Il y touche cependant par un côté qui nous ferait faire une exception à la règle de ces bulletins bibliographiques, quand même le mérite si connu de l'auteur et la juste sympathie qui s'attachent à son nom ne nous y engageraient pas.

« Cet ouvrage, dit-il lui-même, est destiné aux hommes de vingt ans, qui ont terminé leurs études. A ce moment-là, il leur reste à appliquer à l'usage de la vie ce qui leur a été enseigné dans leurs classes. C'est pour les aider dans cette tâche et leur permettre d'utiliser leur instruction et leur esprit dans leur style, que ces pages ont été écrites. »

On se tromperait si l'on croyait que M. Rondelet veut pousser à écrire inconsidérément et à multiplier ainsi le nombre des livres. Nous ne succombons que trop déjà sous leur poids, et les médiocres ont au moins l'inconvénient d'empêcher de lire les bons. Le philosophe qui continue avec tant de zèle l'enseignement de l'abbé Noirot, et qui a produit de si utiles œuvres de morale sociale, n'a pu avoir un tel dessein. Mais, comme le P. Gratry le fait remarquer dans son beau livre des *Sources*, livre à la fois si court et si substantiel, un moment arrive où il est bon de prendre la plume pour éclaircir ses idées, pour forcer la pensée à se préciser.

D'ailleurs, *l'Art d'écrire* répond de nos jours à des besoins particuliers et qui sont tout à fait dans l'ordre des choses que nos travaux ont en vue.

Les jeunes hommes des classes dirigeantes ont des devoirs vis-à-vis de la société, qui les obligent à défendre soit par la parole, soit par la plume, les institutions fondamentales du pays et la cause du droit sous toutes ses formes. Un livre comme celui-ci, qui avec l'autorité d'une expérience consommée, trace aux hommes dans cette situation la voie à suivre pour exprimer convenablement leurs idées, rend un véritable service, et ce nous est un agréable devoir que de le signaler à nos amis.

C. J.

Le gérant, J. BARATIER.

1450 Grenoble, imprimerie BARATIER et DARDELET. 8065

REVUE CATHOLIQUE

DES

INSTITUTIONS ET DU DROIT.

(5^{me} Année.)

L'IDÉE SOCIALISTE

OU LE SOCIALISME COMME IDÉE (1)

Pour peu qu'on se rende attentif aux signes qui se montrent à tous les horizons de notre société vivante; pour peu, surtout, qu'on assiste, par la pensée, au spectacle des convulsions sociales qui semblent, parmi nous, ne pouvoir jamais finir que pour recommencer toujours; il est impossible de ne pas voir qu'il y a, dans le fond de cette société, quelque mal qui la traverse, je ne sais quel mal chronique qui habite au plus intime de son cœur, et qui, par une suite d'explosions de plus en plus rapprochées, fait éclater à sa surface ce qui est dans son fond.

(1) Cet article est extrait des conférences sur le *Socialisme*, que le P. Félix donne en ce moment à Grenoble. Nous sommes heureux de pouvoir livrer à nos lecteurs ces pensées de l'éminent orateur, en leur annonçant que toute la suite de ses conférences sur le *Socialisme* paraîtra prochainement chez Jouby-Roger, éditeur, rue des Grands-Augustins, 7, Paris. — Qu'est-ce que le Socialisme? Quel est doctrinalement son point de départ, son moyen de progrès, son point d'arrivée? Quelle est son origine réelle dans l'humanité? Telles sont les questions qui seront traitées dans ce nouveau volume des œuvres du P. Félix.

Ce mal social, qui nous condamne, depuis bientôt un siècle, à un retour en quelque sorte fatal de commotions révolutionnaires, comme certaines maladies condamnent un malade au retour de certaines crises violentes ; ce mal qui tient, par ses racines multiples, à des causes plus ou moins lointaines et plus ou moins saisissables ; ce mal qui traverse aujourd'hui le monde moderne, comme la trombe tempétueuse traverse les cités et les campagnes, et que nous voyons passer au milieu de nous déracinant les principes, corrompant les mœurs, ébranlant la société, la société surtout directement et spécialement menacée par sa marche orageuse ; ce mal social, je le nomme du nom qu'il se donne lui-même : *Le Socialisme*. Le Socialisme, c'est-à-dire un ensemble de *doctrines*, de *passions* et de *conspirations* qui attaquent et prétendent renverser l'état social actuel, ou si vous aimez mieux, *l'agression doctrinale passionnée et armée* contre la société ; le Socialisme, que certains profonds penseurs daignaient à peine prendre au sérieux, il y a quarante ans, relégué qu'il était encore dans la région de l'idéologie, et à peine aperçu, par quelques rares penseurs, à travers les nuages de l'utopie ; le Socialisme, dont les plus fortes têtes de ce temps estimaient, dans leur calme olympique, qu'il n'y avait pas même à s'occuper, tant sa propre extravagance devait le condamner à l'impuissance ; le Socialisme, qui trouve encore de soi-disant conservateurs assez mal avisés pour lui donner la main, et conspirer avec lui jusque dans le forum de la politique, pour la consommation de ses desseins ; le Socialisme, qui naguère descendu des régions de la spéculation et du rêve, dans l'atmosphère brûlante de la réalité contemporaine, nous montrait sa hideuse figure à la lueur de l'incendie, et aujourd'hui encore nous laisse voir, à la clarté d'un présent plein de menaces, l'éventualité d'un effroyable avenir !

Commençons par la question qui en tout doit être la première : A savoir, *ce que c'est* que le Socialisme ?

Dans ce sujet, qui touche par son fond à des fibres fort

vibrantes en ce moment, j'ai hâte de déclarer que je prétends planer bien au-dessus de ce que l'on pourrait nommer la politique ou l'esprit de parti. Je ne veux déployer que deux drapeaux : celui de la société et celui du Christianisme. Dans les choses mêmes les plus vivantes que j'aurai à dire, je veux me prendre aux choses, et non aux hommes ; aux choses, que nous sommes forcés de combattre, non aux hommes, que nous avons l'obligation d'aimer.

Pour bien entendre ce que c'est que le Socialisme contemporain, vu et considéré en lui-même, il est nécessaire de l'envisager sous ce triple aspect : Comme une *idée*, comme une *passion*, comme une *action* ; comme une idée qui se propage, comme une passion qui s'allume, comme une action qui s'organise de plus en plus sous nos yeux ; comme une idée qui se propage par toutes les voix de la presse contemporaine ; comme une passion qui s'allume par tous les souffles de la réalité contemporaine ; comme une action qui s'organise et conspire par toutes les puissances de la Révolution contemporaine ; en trois mots qui résument tout : L'*idée* socialiste ; la *passion* socialiste ; l'*action* socialiste. Voilà ce qu'il faut entendre tout d'abord, pour comprendre ce que c'est que le Socialisme et ce que poursuit le Socialisme.

Je croirai avoir assez fait aujourd'hui, si je parviens à montrer ce que c'est que le Socialisme comme idée, et quelle est la portée de cette idée. En quoi consiste ce que j'appelle ici l'*idée socialiste* ? quelles sont les conséquences immédiates de l'*idée socialiste* ?

Ce que nous devons d'abord bien entendre, en effet, dans le Socialisme, c'est l'*idée*, l'*idée-mère* qui l'a porté dans son sein, et l'a fait apparaître enfin tel que nous le voyons aujourd'hui se produire sous nos yeux. Un tel mouvement dans le monde des réalités, serait inexplicable, sans un mouvement antérieur dans le monde des idées. Les idées, dans

l'ordre social, sont comme les germes dans l'ordre végétal, En un sens vrai, elles sont germes aussi ; elles sont la semence des choses qui viennent plus tard se montrer à la lumière, et croissent plus ou moins rapidement, selon la terre qui les reçoit et le soleil qui les chauffe. Le Socialisme, dans son ensemble, encore bien qu'il puisse s'expliquer par des causes étrangères au monde des idées, est pourtant, lui aussi, l'éclosion d'une idée, d'une idée qui a germé dans le fond avant d'éclater à la surface. Je ne parle pas ici de l'ensemble d'idées qui l'ont amené, je parle de l'*idée propre* qui le constitue doctrinalement, et qui résume, si je puis le dire, le *credo socialiste*.

Certes, je le sais bien, si nous ne considérons dans le Socialisme que ce qu'on pourrait en appeler la réalité vivante, nous nous trouvons en face d'une chose qui semble n'avoir plus guère rien de commun avec le monde des idées. Nous avons devant nous quelque chose comme le lion ou comme le tigre qui obéit à des instincts, et rugit au désert en cherchant une proie. Nous avons sous nos yeux, à l'heure où je parle, non plus le Socialisme doctrinal, prétendant relever de l'empire d'une idée, mais le Socialisme brutal, prétendant s'imposer par la grossièreté du fait ; non plus le Socialisme rêveur, qui était encore, il y a quarante ans, la séduction de certaines âmes généreuses, mais le Socialisme agresseur, qui ne demande plus qu'à la force de remplir son programme et de hâter son avènement ; non plus le Socialisme contemplateur, promenant dans le monde idéal je ne sais quel amour platonique pour l'humanité, mais le Socialisme destructeur, prêt à promener à travers les ruines du monde réel, le drapeau sanglant de sa fraternité. Nous sommes, en un mot, en face d'un Socialisme qu'on nommerait mieux le socialisme de la torche et du poignard, que le Socialisme de la doctrine et de l'idée.

Pourtant, on ne peut le nier, le Socialisme se donna avant tout comme une idée, une idée qui allait faire dans l'humain

nité la plus vaste et la plus profonde révolution qui eût jamais été faite.

Quelle était cette idée ? Quels furent dans cette ère de révolution sociale, le point de départ, la marche et l'aboutissement de cette idée ?

Depuis longtemps, j'ai suivi d'un regard attentif le mouvement de cet astre nouveau, et j'ai pu en marquer, dans le ciel changeant de notre monde social, les principales apparitions. D'abord je l'ai vu poindre, comme au matin d'une riante aurore ; puis grandir, à travers les nuages de mille systèmes plus ou moins obscurs ; puis, enfin, arriver à son apogée, dans l'effrayante clarté qu'elle jette aujourd'hui sur notre société nouvelle.

Au commencement, l'idée socialiste s'annonçait comme l'idée de la *Réforme* sociale ; plus tard, dans son mouvement ascensionnel, elle se révéla comme l'idée de la *transformation* sociale ; et voici qu'arrivée à son plus haut point d'élévation, elle se produit comme l'idée de la *destruction* sociale...

Si nous voulons remonter un peu le courant des idées qui ont traversé le commencement de ce siècle et la fin du siècle précédent, nous constaterons que l'idée-principe ou l'idée-mère du Socialisme, se révéla tout d'abord comme l'idée de la *réforme sociale*, l'idée de l'*universelle harmonie* à restaurer dans notre monde nouveau.

A entendre nos prophètes et nos prétendus messies, la *grande loi* de l'*universelle harmonie* du monde social s'était brisée au milieu de tous les antagonismes humains. Cette loi était à restaurer ou à refaire, et les philosophies de ce temps-là annonçaient, pour un prochain avenir, une régénération humaine et une réforme sociale telle que le monde n'en avait jamais vu, et telle que l'histoire n'en avait jamais raconté ; réforme plus grande que celle qu'avait opérée, dans l'humanité, le divin Réformateur lui-même.

Ces philosophies, toutes pleines d'une poésie rêveuse, n'étaient guère que des idylles humanitaires, de charmantes

pastorales, nous montrant dans l'avenir, à travers les couleurs du prisme, une humanité vraiment couleur de rose et souriant à son soleil, sous un ciel d'azur; c'était une humanité affranchie de tous les antagonismes du passé, et comme les astres et mieux que les astres, gravitant autour de son centre, dans l'équilibre béatifique de l'*universelle harmonie*.

Ah! l'harmonie, dans ces beaux rêves et dans ces faciles utopies, elle était partout!

C'était l'harmonie des intelligences dans la vérité;

C'était l'harmonie des cœurs dans l'amour;

C'était l'harmonie des volontés dans la liberté;

C'était l'harmonie des passions dans le plaisir;

C'était l'harmonie des intérêts dans la communauté;

C'était l'harmonie du travail dans l'organisation;

C'était l'harmonie des hommes dans la fraternité;

C'était l'harmonie des familles dans l'Etat;

C'était, enfin, l'harmonie entre tous les peuples, dans l'unité d'un gouvernement régissant tous les peuples; et l'*Omni-Arque* ou le Monarque universel de cette société universelle apparaissait de loin, au centre du monde humain, comme le moteur et le régulateur de cette immense harmonie des peuples fraternels.

C'était, en un mot, l'harmonie en tout, l'harmonie partout, l'harmonie toujours, l'harmonie facile et spontanée, naissant d'elle-même et par elle-même du jeu régulier de toutes les forces humaines, replacées — comme on disait en cette langue nouvelle — dans leur mouvement *normal* et dans leur centre *harmonique*.

Cette idée séduisante, chantée alors par tous les trouvères de la philosophie ou plutôt de la poésie sociale, suivait son chemin parfumé, à travers les fleurs qu'elle semait sur son passage; elle marchait, environnée du cortège de toutes les erreurs et de toutes les négations dont elle était la résultante et la condensation, et elle disait au monde qui la regardait passer : *Je suis la révélatrice du monde nouveau; je suis la réforme sociale.*

Et, chose digne d'être remarquée, tandis que la fermentation de tant de doctrines malsaines faisait éclore, comme son produit spontané, l'idée socialiste qui s'en dégageait, l'humanité nouvelle semblait l'attirer par tous les souffles qui la remuaient; et, l'on eût dit qu'elle l'appelait par la respiration malade qui s'exhalait de son sein. L'idée de *réforme* séduit éternellement l'humanité, parce qu'en effet il est toujours dans l'humanité quelque chose à réformer. Mais alors, l'état des esprits, en agrandissant son prestige, lui préparait, dans les générations nouvelles, une popularité qu'elle n'avait jamais eue dans les siècles antérieurs.

En ce temps-là, l'humanité souffrait de l'impitoyable blessure que lui avaient faite les doctrines du XVIII^e siècle. L'âme humaine, surtout dans les basses régions de la société, sentait la douleur du vide creusé en elle par l'individualisme voltairien. Ces générations, séparées du Christ, se sentaient comme étouffées dans les étreintes de ce monstre humain qui s'appelle l'*égoïsme*, l'affreux *égoïsme*! A la lettre, l'humanité, déshéritée de l'amour du Christ, se mourait de l'*égoïsme* de Voltaire. C'est alors que des flancs agités de cette société malade, un cri s'est échappé : *Amour, fraternité, association*! C'est alors que les novateurs accoururent de toutes parts, pour exploiter à leur profit ces aspirations de l'âme humaine. C'est alors, enfin, qu'ils proclamèrent *l'association universelle par l'amour universel*; et, comme Newton avait résumé par l'*attraction* l'harmonie du monde terrestre et du monde sidéral, ils prétendirent fonder, sur la gravitation de l'amour, l'harmonie du monde humain et du monde social.

Telle se révéla d'abord l'idée de ce Socialisme relativement nouveau, faisant sur notre monde moderne sa première apparition. C'était l'idée générale et encore indéterminée de la *réforme* sociale.

En se posant pour la première fois dans nos académies et dans nos forums, avec un bruit qu'elle n'y avait pas encore fait, cette idée étonna je ne sais combien d'hommes,

même de penseurs qui en avaient à peine soupçonné l'existence. L'idée, pourtant, ne datait pas de la veille; elle était dans la société, depuis le commencement de ce siècle surtout, à une sorte d'état latent. Déjà on avait pu la voir percer à travers les brouillards de la métaphysique socialiste, où les Fourier et les Saint-Simon poursuivaient leurs rêves de réforme universelle; elle s'élaborait, jour par jour, dans des journaux et dans des revues alors célèbres, où de hardis novateurs remuaient jusqu'aux fondements séculaires de toute société, et hasardaient des théories dont les visées n'allaient à rien moins qu'à changer les conditions organiques de la société, sous le nom toujours prestigieux de réforme sociale.

Jamais le monde des esprits n'avait assisté à un tel *retournement* des intelligences, à un tel renversement d'idées, à une telle perversion du langage. C'était l'orgie intellectuelle s'installant, au nom de la science, dans le monde social; l'absurde même s'y nommait philosophie; la folie s'y intitulait *réforme*; et ce fut l'une des surprises de ma jeunesse curieuse et passionnée pour le vrai, de voir passer devant elle ces utopies bizarres et ces théories excentriques, qui en étaient la stupéfaction.

Jusque-là, l'idée socialiste était demeurée à peu près dans le domaine exclusif de l'abstraction philosophique, et dans les sphères de l'idéologie sociale. Mais, après s'être longtemps promenée à travers les obscurités de je ne sais combien de systèmes, bientôt, de ces régions nébuleuses où elle n'était aperçue que par quelques génies novateurs, l'idée était descendue jusqu'aux générations populaires, déjà émues par des souffles nouveaux. Alors, ce ne fut plus seulement sous la plume des savants, sur les lèvres des philosophes et sur les hauteurs des académies, ce fut dans la bouche du peuple, ce fut sur les lèvres du travailleur et au fond des ateliers, que se posa l'idée socialiste, l'idée de la *réforme* sociale. Arrivée là, dans l'âme ardente du peuple, si prompte à mûrir les idées comme à en

précipiter le développement, l'idée socialiste marcha vite dans son évolution progressive, en attendant qu'elle éclatât sous notre soleil chaud, dans sa pleine éclosion. Le peuple, qui entendait peu de chose à cette langue bizarre de la métaphysique socialiste, comprit bien vite, ou que tout cela ne voulait rien dire, ou que tout cela voulait dire la *transformation* à fond de la vie sociale actuelle, et, par suite, l'avènement, pour ce que l'on nomme superbement *les nouvelles couches*, à une grandeur et à un bien-être jusqu'alors inconnus. Puis, sous la séduisante formule : *Il faut réformer la société*, chacun se prit à mettre tout ce qu'il voulait et tout ce qu'il aspirait, toutes ses idées, tous ses rêves, toutes ses utopies. Bientôt, il devint évident pour tous, que les prédicateurs même de l'idée nouvelle entendaient imposer au monde nouveau, non plus une *réforme* seulement, une réforme prise dans le sens vulgaire de ce mot, mais une réforme absolument radicale, c'est-à-dire, une *transformation*. Les doctrinaires de l'idée socialiste avaient bien vite compris eux-mêmes, qu'à la réalisation de la loi d'harmonie, telle qu'ils la rêvaient pour le monde de l'avenir, le monde du présent opposait d'insurmontables obstacles; ils sentirent que toutes les conditions organiques de la société vivante y répugnaient invinciblement, et que, par conséquent, l'idée nouvelle, pour aboutir, ne devait plus être seulement une *réforme*, mais une *transformation* et non pas une transformation quelconque, mais une transformation devant changer, du tout au tout, les conditions vitales de la société. Donc, *réformer* ne suffisait plus, il fallait *transformer*.

Ainsi, à l'idée de réforme, avait succédé rapidement l'idée de transformation sociale. Cette idée, dépouillée des voiles dont elle aimait encore à s'envelopper, n'était au fond que la négation théorique de la société, telle qu'elle subsiste depuis qu'il existe des sociétés humaines; c'était le changement à *fond* du mécanisme social adopté par tous les peuples, et en principe et en fait, reconnu par tous les

siècles; c'était le progrès ou la marche en avant de la Révolution; c'était la Révolution sociale elle-même!

Les hommes qui agitent les multitudes pour arriver au but de leurs ambitions, s'étaient préoccupés jusque-là de ce que l'on appelle révolution *politique*. Aller d'une royauté à une république, d'une république à un empire, puis d'un empire à une royauté, et puis d'une royauté à une autre royauté : c'était le jeu continu des organisateurs d'émeutes et des faiseurs de révolution; mais pour le vrai génie du Socialisme grandissant, c'étaient de véritables jeux d'enfants. La révolution sociale, annoncée par l'idée socialiste, avait d'autres visées; elle prétendait, non plus agiter ou changer les surfaces, mais remuer, ou, comme on dit aujourd'hui, *révolutionner* le fond.

Le Socialisme ou la révolution sociale, se distinguait en cela profondément du révolutionnarisme politique proprement dit; il portait son regard jusqu'aux entrailles mêmes de la société. Le révolutionnarisme vulgaire, ou simplement politique, ne se meut qu'aux surfaces de la société; il marche sur les ruines des gouvernements abattus par le bras populaire; il brise un trône, puis un autre; il chasse une dynastie, puis une autre; il crée une république, puis une autre; il improvise une constitution; il se joue, si je le puis dire, dans la poussière de toutes les démolitions : poussière de trônes et de constitutions, de gouvernements et de législations; il s'exalte, il s'enivre d'ambition et d'enthousiasme, au milieu de ces péripéties qui changent et rechargent perpétuellement la scène du monde politique; scène, en effet, éternellement changeante, où les acteurs passent et repassent, jouant ou recommençant un rôle souvent d'autant plus maudit qu'il fut d'abord plus applaudi : rôles d'un jour, rôles stériles, dont le résultat le plus ordinaire est d'user ceux qui les jouent au contact des hommes ou des choses, et de les faire tomber de la scène, dépouillés de leur prestige, et, trop souvent couverts de la

risée populaire, pareils à des acteurs désespérés qui s'enfuient du théâtre où ils viennent de manquer leur rôle...

Ainsi marchait dans le flux et le reflux de l'opinion et de l'événement, le génie de la révolution politique, laissant le plus souvent, derrière lui, des ruines arrosées de sang.

Mais après le passage de ces monarchies et de ces républiques, de ces constitutions et de ces législations, de ces rois et de ces empereurs, de ces présidents et de ces dictateurs, de ces ministres et de ces législateurs; après tous ces coups de force ou ces coups d'Etat, véritables coups de théâtre qui changeaient et changeaient encore cette scène mouvante où la Révolution, et depuis longtemps déjà, ne permettaient plus ni à un gouvernement, ni à une constitution, ni à un homme, de durer; derrière ce qu'on nommerait bien *le phénomène politique*, une chose demeurait toujours. C'était la *société*; la société toujours la même dans son fond, fond substantiel, fond inaltérable, au-dessus duquel passait, sans pouvoir l'atteindre, le flot des révolutions politiques; la société, avec ses rouages d'aujourd'hui, plus ou moins différents de ceux d'hier, mais avec ses conditions permanentes de vitalité; la société, avec son équilibre nécessaire d'autorité et de liberté, de mouvement et de stabilité; la société, enfin, avec ces trois grandes choses qu'on ne peut détruire sans lui donner la mort: la Famille, la Religion et la Propriété.

Voilà pourquoi, même après tant de ruines accumulées, après tant de victoires remportées, le génie révolutionnaire ne se trouva pas encore content. Il s'était aperçu qu'avec ses efforts de géant, et, même après l'immensité de ses triomphes, il n'avait fait, en somme, qu'une œuvre de surface. Ses illusions de gouvernements plus ou moins constitutionnels et représentatifs, plus ou moins monarchiques ou républicains, étaient tombées sur ces ruines amoncelées par lui-même; et il se sentit pris du désenchantement de ces révolutions politiques, dont le résultat le plus

ordinaire était toujours le repos en moins et la misère en plus.

C'est alors que le génie de la Révolution s'est dit : j'irai plus loin et je pénétrerai plus avant ; je creuserai jusqu'aux premiers fondements de cette société, qu'après tant de changements, je retrouve à peu près toujours la même, avec ses vices séculaires, ses incurables abus et ses tyrannies éternellement renaissantes ; j'arriverai jusqu'à son cœur, jusqu'à ses fibres les plus profondes, jusqu'aux sources même de sa vitalité. Là, je trouverai le vrai principe *vital* des sociétés humaines, et, bon gré mal gré, je le forcerai de passer dans les faits et d'entrer dans les réalités de l'histoire. Cette société corrompue et désorganisée, je ne me contenterai plus de la *réformer*, je la *transformerai* !

Ainsi, à l'idée de la *réforme* avait succédé rapidement l'idée de la *transformation*. Mais *transformer* même les conditions de la vie sociale, dans le sens acceptable de ce mot, ne suffisait pas encore au radicalisme de l'idée socialiste. Sans doute, la transformation c'était un progrès sur la réforme ; car, c'était une évolution plus grande de l'idée réformatrice ; mais ce n'était pas l'évolution complète, ce n'était pas le dernier mot de l'idée socialiste. Pour le Socialisme radical, ou si vous voulez, pour le radicalisme socialiste, transformer n'était pas encore assez, il fallait *détruire* ; et, dans sa pensée sincère, la transformation équivalait à la destruction.

Le Socialisme avait regardé au fond du corps social ; il l'avait creusé, analysé, disséqué en tous sens ; et il avait dit, en le montrant avec un dédain suprême : « *Pourriture !* Périssent le cadavre, et « que de ses débris pulvérisés sorte, » refait par nos mains, le véritable corps social. » Il avait visité en tous sens, l'édifice encore debout de la société du passé et du présent, et il avait dit : « Vous le voyez bien ; » l'édifice est mal fait ; il est à refaire, de la base au sommet. La maison humaine est mal construite ; elle n'est

» pas à étayer, elle est à démolir. Non, non, le temps n'est
» plus à la réforme, il n'est plus même à la transformation,
» il est à la *démolition*. Donc, qu'elle tombe, la vieille
» Babylone sociale; et, s'il le faut, que de ses ruines fé-
» condées par le sang, sorte la Jérusalem brillante de la
» société nouvelle. La réforme sociale, c'était l'illusion de
» nos pères; la transformation sociale, c'était l'illusion en-
» core, illusion généreuse, mais folle, essayant l'impossi-
» ble pour aboutir au néant. Il n'y a pas à réformer une
» ruine, il n'y a pas à transformer une mesure; il y a un
» édifice à démolir, et un édifice à reconstruire. Donc,
» voici ce que je ferai : Armé du bras populaire, je *détrui-*
» *rai*; et sur les ruines de cet édifice du passé, je con-
» struirai l'édifice de l'avenir. »

Ainsi, l'idée socialiste, dans sa marche logique et irrésistible comme la fatalité, arrivait à son aboutissement suprême. Elle avait dit d'abord : « Je *réformerai*; elle avait dit ensuite : « Je *transformerai*; » et elle disait à la fin : « Je *détruirai*, j'abattrai, je démolirai. » Au commencement, la réforme, avec toutes les séductions de l'unité et de l'harmonie sociale; au milieu, la transformation, avec les promesses d'un renouvellement et l'espérance d'un rajeunissement social; et finalement, la destruction, avec toutes les menaces de l'anarchie et de la mort sociale.

Impossible désormais de se faire, sur ce point, une dernière illusion. Les réformateurs se sont faits transformateurs, et les transformateurs se posent en destructeurs; et cela, froidement, c'est-à-dire, théoriquement, et nous pouvons bien le dire, dogmatiquement; car la destruction radicale, ou le déracinement de l'ordre social actuel, entre comme doctrine dans le *Syllabus* de l'idée socialiste, c'est-à-dire, de l'idée révolutionnaire élevée à sa plus haute puissance.

Le Socialisme vivant, le Socialisme personnifié dans ses vrais représentants, n'en fait plus un mystère; et il ne peut trouver qu'on le calomnie, alors qu'on reproduit ses propres

formules. Or, c'est lui, c'est lui-même qui crie tout haut, dans le vent du siècle : « La société actuelle doit périr, et » de ses ruines un nouvel ordre social doit sortir. »

Les premiers prophètes et les premiers prédicateurs de l'idée socialiste, espéraient que l'idée elle-même et par elle-même se ferait accepter, et que l'humanité lui ouvrirait spontanément son âme, comme elle ouvre ses yeux au rayonnement du soleil. Les disciples, aujourd'hui, ont devancé de bien loin le programme des maîtres ; ils en ont fini avec la révolution idéale ; et si l'idée seule, propagée par la parole, ne suffit pas demain à réaliser le programme, ils entendent bien que la force viendra au secours de l'idée, et que la violence, en la contraignant d'entrer dans les faits, en précipitera l'avènement et le triomphe définitifs.

Telle apparaît aujourd'hui, dans sa dernière évolution, l'idée socialiste : La destruction sociale. Et, voici que, son programme à la main, elle se pose devant nous, vous demandant de l'accepter et de réaliser son règne, qu'elle proclame désormais inévitable. Elle somme d'une sommation publique, mais non pas respectueuse, la société vivante de se laisser défaire et puis refaire au gré de ce mauvais génie, qui peut tout pour la destruction et rien pour la création.

Ainsi, cette doctrine, — si tant est que cela se puisse encore nommer une doctrine, — cette doctrine, au commencement, si humanitaire, si pacifique, si fraternelle ; cette doctrine, qui s'annonçait elle-même comme un nouvel Evangile de paix, de liberté et de fraternité ; la voilà qui parle résolument de guerre, de massacre, de destruction, enfin ! Elle dit que, bon gré mal gré, l'idée socialiste doit passer ; et dût-elle, pour arriver au trône où elle aspire, passer sur des ruines et même sur des cadavres, elle passera sur les ruines et sur les cadavres ; et les hécatombes humaines, s'il le faut, deviendront l'inauguration sanglante du nouvel ordre social.

Et, chose qu'on peut à peine croire, cette œuvre de des-

truction sociale, on ose l'assimiler à l'œuvre du Christ réformateur et transformateur de la société ! Oui, cette ère nouvelle qu'on prétend ouvrir devant nous, on la compare à la transformation, disons mieux, à la restauration sociale accomplie par le Christianisme : comme si rien pouvait être en opposition plus flagrante avec la grande transformation accomplie par l'idée chrétienne, que la prétendue transformation rêvée et annoncée par les prophètes de l'idée socialiste ; comme si une révolution accomplie par la force et par la violence, pouvait jamais se comparer à une restauration accomplie par l'amour et par le sacrifice ?

O novateurs, ô réformateurs... Vous oubliez que Jésus-Christ, *Lui*, n'a rien attaqué par la violence, ni rien détruit par la force ; vous oubliez que sa divine sagesse s'est contentée de semer la vérité dans les âmes et l'amour dans les cœurs, comme le laboureur jette la semence dans le sillon ; et que la vérité et l'amour ont fait leur œuvre dans l'humanité, comme font la sève dans la terre, le sang dans les veines, l'électricité dans toute la nature, c'est-à-dire, dans un silence mystérieux, avec une force pleine de douceur, mais avec une infaillible efficacité. Vous oubliez que si le Christ a maudit le mauvais riche, c'est-à-dire, la richesse abusant d'elle-même, la richesse sans amour, sans compassion, sans entrailles et sans cœur ; jamais il n'a songé à ameuter le pauvre contre le riche, se contentant de mettre entre l'un et l'autre, cette douce et puissante médiatrice qui se nomme la charité. Vous oubliez que s'il a fait tomber des bras de tant d'esclaves, les chaînes de tant de servitudes, jamais il n'a provoqué entre l'esclave et le maître une guerre fratricide ; et, qu'à mesure que sa doctrine entraînait dans l'âme des maîtres, sans violence et sans secousse les fers tombaient d'eux-mêmes des bras des esclaves affranchis par l'amour ; comme le fruit mûri au soleil, tombe de l'arbre à son heure et en sa saison. Vous oubliez, enfin, que si le divin Réformateur venait, en effet, pour fonder une société nouvelle, son œuvre, son œuvre à *Lui*, c'était une création

et non pas une destruction ; qu'il venait rehausser la société même des corps, en créant le vrai royaume des âmes, et que loin d'y souffler le feu des haines et des jalousies sociales, il venait y restaurer ou plutôt y fonder le règne de l'amour et du dévouement social.

Aussi, rien ne démontre mieux l'antagonisme absolu qui existe entre le Christianisme et le Socialisme, que cet aboutissement où l'idée socialiste est arrivée au milieu de nous, en se révélant et se proclamant elle-même comme l'idée de la *destruction* sociale.

Certes, je ne dis pas que tout homme enrôlé sous le drapeau du Socialisme contemporain, formule aussi clairement et adopte aussi résolûment ce programme de la destruction et de la démolition. Il y a, sous tous les drapeaux, des hommes qui ne voient ni ne comprennent où les conduisent les chefs dont ils acceptent le mot d'ordre : Honnêtes gens abusés par des scélérats, amants passionnés du bien, mais égarés dans la grande armée du mal. Soit : j'admets ces exceptions, toujours possibles et toujours probables ; à quoi bon les contester ? Mais je dis que l'idée du Socialisme militant est là tout entière, oui, là, pour le Socialisme contemporain est posé le problème qui en ce moment remue le monde : *Comment faire pour jeter par terre, le plus complètement et le plus promptement possible, ce vieil édifice de la société qui craque de toutes parts ? Et comment s'y prendre, après l'avoir renversé, pour faire surgir de ses ruines l'édifice de la société nouvelle ?*

Oui, tel est le problème dont le Socialisme prétend trouver la solution, fût-ce même dans des fleuves de sang et sous des monceaux de cadavres !

Mais cette société, si vermoulue qu'on la proclame, elle a de fortes bases encore, bases antiques comme l'humanité elle-même.

La *propriété*, qui en est la base matérielle ; la *famille*, qui en est la base humaine ; la *religion*, qui en est la base divine.

Voilà pourquoi la marche logique de l'idée socialiste la pousse comme une fatalité, non-seulement à la réforme ou à la transformation, mais à la ruine et à la destruction de ces trois choses sur lesquelles la société repose tout entière : La religion, la famille et la propriété...

Malgré les dénégations insensées de tant d'aveugles de ce temps, je ne crains pas de l'affirmer : oui, telle est l'effrayante portée de l'idée socialiste poussée par une invincible logique jusqu'à ses dernières conclusions : transformer radicalement, c'est-à-dire *détruire de fond en comble* ces choses antiques et permanentes comme la société elle-même : *la Propriété, la Famille, la Religion*, et par là, renverser tout notre monde social, comme un édifice sur ses fondements ébranlés et sur ses colonnes brisées...

Je le sais, tous les théoriciens du Socialisme n'osent pas le montrer sous ces formules extrêmes, où l'excentricité de l'idée le dispute à la brutalité de l'expression. Ceux-là surtout qui gardent encore, avec leurs dernières illusions, un reste de pudeur, se récrient contre ce qu'ils appellent nos calomnies ou nos exagérations. Quoi! détruire? disent-ils; mais non, nous ne voulons pas détruire, nous voulons *transformer*... Un jour, confiants, trop confiants dans la bonne foi que nous aimons à rencontrer partout, nous avons pu subir la fascination de ces séduisantes formules; aujourd'hui, nous en avons compris le mystère; il s'est révélé à nous dans de sinistres clartés...

Oui, l'idée socialiste attaque la *propriété*; la propriété, c'est-à-dire, la souveraineté individuelle sur le champ, sur la maison, sur le capital, sur l'héritage, si justement nommé le *domaine*; la propriété, c'est-à-dire, dans l'ordre habituel, le fruit du travail personnel ou le fruit du dévouement des ancêtres; la propriété, qui complète l'indépendance de l'homme et fait du propriétaire un roi dans son empire, si restreint soit-il; la propriété, partout et toujours

abritée sous le triple bouclier de la nature, de la justice et de la religion ; la propriété, base matérielle de la société, et sans laquelle la société même s'évanouirait ; la propriété, par laquelle la famille se rattache à la terre natale, comme l'arbre tient au sol par ses racines ; la propriété, partout et toujours réputée saintement inviolable parmi les peuples qui ont gardé l'honneur de la civilisation ; la propriété, que toutes les sociétés ont pratiquée, alors même qu'elles paraissaient la nier et qu'elles proclamaient encore, même en la violant ; la propriété, enfin, que tous nous reconnaissons et pratiquons si bien, que la moindre violation de ses droits nous donnerait des remords qui ne peuvent être apaisés que par la réparation : Voilà la propriété...

Cependant, si nous voulons en croire les prédications de cette justice nouvelle, les apôtres de ce droit nouveau, ils ne veulent pas détruire la propriété, ils ne veulent que la réformer, la transformer tout au plus!...

Mais en quoi consiste-t-elle, pensez-vous, cette miraculeuse transformation de la propriété? Ecoutez! Le miracle est aussi simple que possible : *dépouiller* tous les propriétaires, pour constituer un seul et unique propriétaire; car encore faut-il bien que la terre soit possédée par quelqu'un. Ce dépouillement légal, sans doute, ne sera pas l'œuvre d'un jour; il se fera peu à peu, lentement, mais sûrement. Et quel sera-t-il, ce propriétaire investi du droit de toute propriété, et couvert du manteau de toute richesse? L'Etat, le dieu-Etat; l'Etat, qui aujourd'hui peut être un honnête homme, et qui demain peut être un scélérat. Ce dieu-Etat, dont des sages malavisés travaillent chaque jour à agrandir l'omnipotence et à multiplier les adorateurs; eh bien! ce dieu-Etat sera l'unique possesseur et l'unique propriétaire. L'Etat possédera tout; l'Etat exploitera tout; l'Etat distribuera et répartira tout; il sera le centre, l'origine et l'aboutissement de tout; et, dans cet universel domaine où l'Etat possède tout, dans cet immense arsenal où l'Etat produit ou du moins inspire et fait exécuter tout, la

société est une *ruche humaine*, et dans cette ruche, vaste comme la terre, chaque homme est réduit, selon le beau mot d'un auteur, *aux proportions d'une abeille*...

Voilà le chef-d'œuvre imaginé par l'idée socialiste ; voilà le rêve de l'universelle propriété, c'est le rêve de l'universel aplatissement. Plus d'initiative ni de responsabilité individuelle, plus de liberté ni de royauté humaine, plus de support matériel à la société domestique, plus de base même à la société publique ; droit de tous et droit de personne ; l'universelle servitude devant l'universel despotisme !...

Tel apparaît le prodige de la transformation de la propriété, que promet, dans le présent, aux générations de l'avenir, l'idée socialiste.

Sans doute, tous ceux qui lèvent au milieu de nous ce drapeau de la spoliation légale ne portent pas jusqu'à ce communisme absolu leur idéal social ; mais tous y tendent, par le fait, en investissant leur dieu-Etat du droit de diminuer ou d'agrandir, de faire ou de défaire, sous le couvert de taxes des pauvres ou d'impôts sur les riches, la propriété individuelle. Et ce qui me tient ici dans une sorte de stupéfaction, c'est de voir dans certains hommes, les plus intéressés au maintien de ce principe éminemment conservateur, je ne sais quelle complicité publique ou secrète avec cette idée antisociale au premier chef....

Le Socialisme qui s'attaque à la constitution séculaire de la propriété, s'attaque aussi à la constitution séculaire de la famille...

L'idée socialiste attaque par-dessus tout, dans la famille, avec la propriété, ces trois choses qui en font l'honneur, la force et la stabilité ; à savoir : *l'unité, l'indissolubilité, l'hérédité*, et partant, la permanence et la perpétuité.

Et, d'abord, elle y attaque l'unité, l'unité dans la trinité : Un seul homme, une seule femme et la famille entière sortant de l'un et de l'autre ; une seule vie jaillissant de deux sources qui ne forment qu'une seule source : l'unité,

dans la famille, comme partout, condition essentielle de l'harmonie, de l'ordre, de la beauté et de la félicité. Cette unité ne plaît pas au socialiste. Partisan acharné des mœurs libres et des libres amours, ils aiment encore mieux la polygamie, consacrée par le Coran et pratiquée par les mœurs mulsumanes, que l'unité conjugale consacrée par l'Evangile et sanctionnée par la doctrine et la pratique chrétiennes.

Le Socialisme attaque l'indissolubilité, c'est-à-dire, la permanence du lien conjugal. Pour lui, l'indissolubilité devant l'Eglise et devant l'Etat, c'est la consécration civile et religieuse de la servitude; c'est la confiscation théologique et légale de la liberté. Deux êtres humains enchaînés l'un à l'autre, et pour toujours *quand même*; voilà surtout ce que ne peuvent entendre les apôtres des libres amours. Ce que la Révolution consacre dans la société, le Socialisme prétend le consacrer dans la famille elle-même : la perpétuité du changement, la liberté indéfinie du divorce et de la séparation; au nom de la nature et du progrès, le Socialisme revendique tout haut la faculté vraiment révolutionnaire, pour le mari, de renvoyer sa femme, et pour la femme, de quitter son mari; à peu près comme font les peuples pour leurs rois et leurs gouvernements; c'est-à-dire, la révolution permanente dans la famille, ainsi que la révolution permanente dans la société, et, comme conséquence, la suppression de *l'hérédité*

L'hérédité, c'est-à-dire, la tradition du *patrimoine* dans la famille; l'hérédité, garantie de la perpétuité et de la permanence de la société domestique; l'hérédité hors de laquelle la famille, sans attache au passé et à l'avenir, n'est, comme l'individu, qu'un phénomène éphémère qui s'évanouit dans le présent; cette hérédité, qui est dans le droit de l'homme et dans le plan de Dieu; cette hérédité, qui est un prolongement à travers la durée, du travail, des bienfaits et des sacrifices paternels; cette hérédité, le Socialisme ose la nier en droit et l'attaquer en fait : « Comment, » dit-il, « la volonté du mourant peut-elle trans-

mettre, par delà la tombe du mort, un domaine à sa postérité? Arrière ce privilège qui assure à l'homme, devenu cadavre, une souveraineté posthume qui répugne à la condition des morts, et confisque la liberté des vivants! »

Ainsi, le Socialisme attaque tous les principes conservateurs de la famille; et l'idée qu'il souffle dans les intelligences, ébranle tous les fondements de la société domestique, afin de mieux ébranler du même coup les fondements de la société publique.

Du reste, pour se convaincre de l'injure que le Socialisme fait à la société domestique, il n'est pas même nécessaire de suivre dans sa marche destructive, l'idée socialiste; il suffirait de se donner un moment à soi-même, le spectacle de ses *pratiques*..

Regardez au fond le plus intime des foyers où règne en souveraine, et règne pratiquement, l'idée socialiste : quels foyers, grand Dieu ! Et, dans ces foyers, quelles mœurs ! Mœurs capables d'étonner jusqu'au paganisme lui-même ! Libertinage avoué, consacré par la doctrine, et ne se donnant plus même le voile d'une sanction quelconque, ni religieuse, ni même civile; étalant une dépravation dont on n'a plus même la faculté de rougir; tant l'idée socialiste, en soufflant à travers ces foyers, y a éteint le flambeau de toutes les saintetés, et fait tomber dans je ne sais quelle fange, l'idéal de la perfection chrétienne, et même l'idéal de la perfection morale !

Je comprends que des hommes prêchant de telles doctrines et pratiquant de telles mœurs, appellent avec fracas la transformation de la famille; ils la *transforment*, en effet, et d'une étrange manière; car ils font du sanctuaire de toutes les saintes mœurs et de toutes les vertus, un foyer de tous les vices et de toutes les corruptions.

J'ajoute qu'ils font de cette école de foi et de religion, une école d'incroyance et d'impiété; car, le Socialisme, qui en veut à la famille et à la propriété, en veut encore

plus à la religion, le plus ferme rempart de la propriété et de la famille.

La religion, et non pas seulement *telle* religion en particulier, mais la *religion*, le commerce efficace entre les hommes et Dieu ; la religion à transformer, c'est-à-dire, à *détruire* dans l'humanité : voilà le principal et suprême objectif de l'idée socialiste. « Plus de religion dans » l'humanité ! » Le but est marqué ; le mot d'ordre est donné : sous les noms impopulaires de fanatisme, de superstition et de cléricalisme, supprimer toute religion : tel est l'idéal montré au monde par le socialiste ; comme l'idéal même du progrès. Non-seulement il dit aujourd'hui : Plus de propriété, plus de famille, plus de champ, plus de foyer ; il pousse ce cri forcené qui jusqu'ici n'avait jamais, avec un tel éclat, retenti dans le monde : « plus de religion, plus d'autel, plus de prêtres, plus de temple, plus » de sacrifice, plus de culte, plus de cérémonies, plus de » fêtes religieuses... »

Jamais rien de semblable ne s'était vu dans l'humanité, n'aurait pu même être imaginé. Cette publique tentative de chasser, au nom du progrès, toute religion de l'humanité, est un phénomène qui ne s'est jamais produit, non-seulement dans le Christianisme, mais même en dehors du Christianisme. C'est, dans l'histoire du monde humain, quelque chose comme le monstre dans le monde animal ; c'est la monstruosité du *xix^e* siècle. Sous ce rapport, notre siècle posera devant l'histoire, en portant au front cette inscription honteuse, qui le dénoncera aux siècles à venir et le marquera d'un stigmate ineffaçable : Moi, le *xix^e* siècle, j'ai proclamé, par la voix d'un million d'athées, comme la loi de tout progrès, l'abolition de toute religion.

Quoi ! La religion, que l'on trouve au berceau de toute société naissante ; la religion, que l'on rencontre au chemin de toute société grandissante, et que l'on aperçoit surtout resplendissant d'un magnifique éclat, dans la société parvenue à son plus haut sommet de grandeur et de perfection ;

la religion, qu'un illustre païen proclamait lui-même la force *motrice* de toutes choses, alors qu'il disait ces étonnantes paroles : « *Omnia religione moventur; tout se meut par la religion.* » La religion, qui est, en effet, au monde humain, ce que la sève est au monde végétal, ce que le sang est au monde animal, et ce que le calorique ou l'électricité est à la nature universelle, c'est-à-dire, une condition de vie, de mouvement et de fécondité. Quoi ! cette chose céleste qui rattache l'humanité à Dieu, et qui marque le plus haut sommet de la vie humaine; cette chose qui est au fond de tout, qui pénètre tout, qui meut et féconde tout, entreprendre de la chasser de la terre et de l'arracher à l'homme ?

Ah ! dirai-je ici à ces déracineurs acharnés : Que n'arrachez-vous le calorique à la nature, la sève aux plantes et le sang à nos veines ? Car, en vérité, plus facilement l'arbre vivrait sans sève, la plante sans la racine, le corps privé du sang qui circule en ses veines, que l'âme humaine ne pourrait vivre sans religion. La religion, le sentiment religieux, le besoin du céleste, la passion du divin, la recherche de l'infini ! mais c'est la respiration naturelle de l'humanité de tous les temps et de tous les siècles ! notre âme aspire le divin, comme notre poitrine aspire l'air qui la fait vivre ; elle gravite vers le ciel, comme notre corps gravite vers la terre ; et tout ainsi qu'une force mystérieuse, mais palpable pourtant, nous attire vers notre centre terrestre, une force plus mystérieuse et plus palpable encore, surtout une force plus puissante, nous attire vers notre centre céleste : attachés corporellement par une chaîne infrangible au lieu des corps, nous nous élançons spirituellement, par un mouvement invincible, vers le lieu des esprits, c'est-à-dire, vers l'immortel et l'infini !...

Il s'explique pourtant, cet antagonisme flagrant de l'idée socialiste avec l'idée religieuse. C'est que le Socialisme sent, par un infaillible instinct, que là dans la religion, et surtout dans le Christianisme, la religion par excellence,

est le fondement divin qui porte tout dans l'humanité ; il sent que, tant que cette base ne sera pas ébranlée, l'édifice social ne pourra jamais être tout à fait renversé ; il sent que la religion, même dépouillée de toute influence directe dans l'ordre politique et social, est encore le dernier rempart qui l'empêche de passer et de toucher à son but ; il sent enfin que là est la force incomparable, la suprême force qui fait obstacle à ses desseins ; il sent que là est la vérité qui repousse toutes ses erreurs ; que là est toute la sainteté qui repousse toutes ses corruptions ; que là est toute l'autorité qui repousse toutes ses anarchies ; que là, en un mot, est la force divine, qui dit à l'idée dévastatrice, comme Dieu dit à la mer : « Tu n'iras pas plus loin ; *huc usque venies !* »

CONCLUSION. — Donc, il y a une idée, une idée désastreuse qui traverse le monde nouveau, l'*idée socialiste*. Cette idée, qui ne fut au commencement que l'idée de la *réforme* sociale, et plus tard, l'idée de la *transformation* sociale, cette idée est devenue au milieu de nous, l'idée de la *destruction* sociale.

Et parce que tout édifice social s'appuie sur ces trois fondements : la propriété, la famille, la religion ; l'idée socialiste s'attaque plus ou moins directement à la propriété, à la famille, à la religion.

Oui, l'idée socialiste ou le Socialisme considéré comme idée, pousse jusque-là son agression antisociale... L'agression est là, elle est là aussi radicale et aussi redoutable que possible, menaçant tout ce qu'il y a de plus fondamental et de plus vital dans la société...

Donc, il faut résister, résister en face, résister partout, résister toujours, résister quand même à l'idée socialiste, c'est-à-dire, à l'idée de la destruction, du désastre et de la ruine... Ce que je demande, c'est la résistance doctrinale à l'idée socialiste, c'est de défendre tout ce qu'elle attaque et d'affirmer tout ce qu'elle nie ; c'est, en un

mot, de dire tous ensemble et résolûment le *credo* de l'universelle affirmation, et, non-seulement de le dire, mais de le publier, de le chanter en face de l'idée socialiste, qui se résume elle-même dans l'universelle négation !...

P. FÉLIX.

LE MARIAGE DES PRÊTRES

AU POINT DE VUE DE LA LOI CIVILE.

M. Gustave Théry a publié l'année dernière, dans la *Revue catholique*, un très-intéressant article sur *le Mariage des Prêtres au point de vue de la loi civile*.

Bien que cette question ait été traitée à maintes reprises depuis le Concordat, l'intérêt qu'elle présente n'est pas épuisé. Des divergences qui portent soit sur le principe lui-même, soit sur quelques-unes de ses applications, se sont produites dans la doctrine. La jurisprudence, inébranlable jusqu'ici dans l'interprétation traditionnelle du Concordat, a été critiquée par des auteurs considérables. Des tentatives ont été faites dans nos Assemblées législatives pour amener le vote d'une loi autorisant le scandale des mariages sacrilèges et contraignant les maires à les célébrer.

Dans ces circonstances, pendant que le bruit des attaques contre les croyances catholiques retentit chaque jour hors du Palais de Justice, la Cour de Cassation s'est trouvée saisie d'un pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Rennes, qui avait prononcé la nullité d'un mariage contracté par un prêtre. Jusqu'ici la Cour suprême n'avait

jamais eu à se prononcer sur les conséquences d'un tel mariage, lorsqu'il avait été consommé : elle avait seulement déclaré *prohibitif*, par deux arrêts (Ch. des req., 21 février 1833, 23 février 1847), l'empêchement résultant de l'engagement dans les ordres sacrés. Devait-elle déclarer *dirimant* ce même empêchement? Tel était l'intérêt juridique du débat porté devant elle.

Les faits étaient fort simples. Un curé breton, arrivé à l'âge de quarante-deux ans, avait cédé toute sa fortune aux membres de sa famille, moyennant une rente viagère. Trois ans plus tard, il disparaissait et il allait vivre dans le désordre à Bordeaux.

Quatre enfants étant nés de cette existence coupable, il s'était présenté, en 1869, devant l'officier de l'état civil, qui, ne s'arrêtant point aux prohibitions de la jurisprudence, avait célébré le mariage.

En 1874, le prêtre marié, ayant atteint l'âge de quatre-vingts ans, avait réclamé à sa famille en vertu de l'article 953 du Code civil, pour cause de survenance d'enfants, les biens dont il s'était dessaisi depuis 1836, et qui, changeant à diverses reprises de propriétaires, étaient devenus le patrimoine de plusieurs générations.

De là le procès sur lequel la Cour de Rennes avait statué le 4 février 1876, dans les termes suivants, confirmant un jugement rendu par le tribunal de Quimperlé le 28 décembre 1874 :

Considérant qu'il résulte des articles 6 et 26 de la loi organique du Concordat du 18 germinal an x, que les prêtres catholiques sont soumis aux Canons, qui étaient alors reçus en France, et, par conséquent, à ceux qui prohibaient le mariage de l'homme engagé dans les ordres sacrés ;

Attendu qu'aucune loi n'ayant abrogé la déclaration du 10 mars 1682, qui reconnaît lesdits Canons comme loi d'Etat, et le Code ni la Constitution ne contenant aucune dérogation à cette législation spéciale, l'engagement dans les ordres sacrés constitue un empêchement non-seulement prohibitif, mais dirimant ;

En ce qui concerne la fin de non-recevoir :

Considérant que la nullité du mariage contracté au mépris des lois sus-énoncées constitue une nullité d'ordre public absolu, pouvant dès lors être invoquée à toute époque et en tout état de cause par toute personne y ayant, comme les intimés, un intérêt né et actuel, même d'office par le ministère public; que, quelles que puissent être les discussions de la doctrine en pareille matière, la jurisprudence paraît définitivement fixée dans le sens des principes qui viennent d'être posés; que les méconnaître serait ouvrir une issue au désordre et compromettre l'existence même du culte catholique, qui est celui de la religion de la majorité des Français;

En ce qui concerne la question de bonne foi :

Considérant qu'Aupy et celle qu'il voulait prendre pour épouse ignoraient si peu que la qualité de prêtre fût un empêchement au mariage, qu'ils ont l'un et l'autre dissimulé cette qualité à l'officier de l'état civil; qu'en admettant donc que l'erreur de droit puisse produire un mariage putatif, avec les effets qui en découlent, cette erreur même n'existait pas dans l'espèce et ne peut être invoquée par les contractants; qu'en présence des considérations qui précèdent, il n'y a pas lieu d'examiner si le mariage était entaché de clandestinité, et si l'acte du 8 janvier 1836 constitue une véritable donation révocable pour survenance d'enfants légitimes, puisque ceux d'Aupy ne sauraient, en aucun cas, prétendre à cette qualité,

La Cour

Rejette la fin de non-recevoir,

Confirme le jugement dont appel.

Le dispositif du jugement confirmé était ainsi conçu :

Le tribunal dit et juge que le mariage contracté entre Pierre-Ange Aupy, prêtre, et Jacquette Le Mignon, devant l'officier de l'état civil de Bordeaux, le 24 avril 1869, étant nul, n'a pu conférer à leurs enfants naturels la qualité d'enfants légitimes, nécessaire pour entraîner la révocation de la donation entre-vifs du 8 janvier 1836, qui est maintenue, ainsi que les actes qui en ont été la suite.

1. — A l'époque du Concordat cette question soulevait de telles passions que Merlin allait jusqu'à nier que cet empê-

chement eût jamais eu un caractère dirimant dans notre ancien droit. En vain, les textes formels des canons des deux conciles de Latran et du concile de Trente, les arrêts des Parlements, le témoignage et l'autorité de Pothier affirmaient-ils que « les ordres sacrés, qui sont la prêtrise (et » à plus forte raison l'épiscopat), le diaconat et le sous- » diaconat forment un empêchement absolu, empêchant » les personnes qui y sont engagées de pouvoir valable- » ment contracter mariage depuis leur ordination. »

— « La puissance séculière en France, ajoutait Pothier, » a adopté et confirmé la discipline ecclésiastique à cet » égard : les Parlements, conformément à cette discipline, » regardent les ordres sacrés comme un empêchement » dirimant de mariage. »

Merlin, dans ses conclusions devant la Cour de cassation, contestait, même dans le passé, une vérité si certaine :

« C'est une vérité bien démontrée, disait-il, qu'au mo- » ment où a été proclamée, en France, l'abolition des vœux » monastiques, il n'existait aucune loi française qui atta- » chât à ces vœux l'incapacité de contracter mariage. Au- » cune loi n'avait déclaré les moines ni les prêtres inca- » pables de se marier ; aucune loi n'avait fait résulter de » la profession religieuse, ni de la promotion aux ordres » sacrés un empêchement dirimant du mariage. Il était » donc inutile de décréter, soit pour les moines, soit pour » les prêtres, la liberté de se marier, On n'aurait pu la dé- » créter que par dérogation aux statuts de l'Eglise ro- » maine ; et y déroger, c'eût été reconnaître qu'ils avaient » eu force de loi. Aussi la Convention nationale s'en est- » elle bien gardée ; et, en se taisant sur cette matière, elle » a manifestement reconnu, elle a en quelque sorte pro- » clamé, par son silence, que l'abolition des vœux solen- » nels n'avait introduit aucun droit nouveau par rapport au » mariage considéré en soi... »

Cependant Merlin était amené à avouer « que la juri-

» *diction ecclésiastique avait des effets extérieurs.* » Il citait Desessarts, d'après lequel « les ecclésiastiques ou religieux » qui violaient la loi du célibat en contractant mariage pouvaient être poursuivis par la voie extraordinaire à la requête du ministère public et punis par les Cours, suivant les circonstances et les caractères du délit dont ils s'étaient rendus coupables... »

Aussi, contrairement à son avis, deux arrêts de la section civile de la Cour de cassation, en date des 12 prairial an XI, et 3 floréal an XIII, décidèrent que « conformément aux lois » et à la jurisprudence qui étaient en vigueur en 1788, l'incapacité civile résultant des vœux religieux entraînait la nullité absolue du mariage. »

— « Il faut reconnaître, dit M. Demolombe, que cet usage et cette jurisprudence étaient constants, unanimes, et faisaient en ce temps véritablement loi. »

Il est non moins certain que les lois révolutionnaires ont entendu abroger les interdictions canoniques.

Le 13 avril 1790 l'Assemblée constituante protestait encore « de son attachement au culte catholique, apostolique et romain. » Mais les événements allaient se précipiter. Le 12 juillet 1790, elle décrétait la Constitution civile du clergé. Depuis cette époque jusqu'au Concordat de 1801, l'Eglise catholique a vécu en France sous un régime de persécution.

Pendant cette période, des lois nombreuses ont favorisé le mariage des prêtres, punissant de la déportation quiconque y apporterait obstacle, et assimilant ce mariage à l'accomplissement d'un devoir civique. Une loi du 23 brumaire an II ordonnait de tenir un registre pour recevoir les déclarations des ecclésiastiques abdiquant leur qualité.

Cette législation de persécution, à laquelle faisaient cortège les massacres de la prison des Carmes, la guillotine de la place du Trône, les noyades de Nantes, les déportations de Sinnamary, a tout entière disparu avec le Concordat.

Mais, dit-on, le texte du Concordat ne prononce aucune

abrogation. Il ne contient que dix-sept articles, rédigés en termes très-généraux, auxquels le gouvernement français a ajouté des articles organiques que l'Eglise n'a jamais voulu reconnaître.

La vérité est que l'interprétation du Concordat est autant une question historique qu'une question juridique. Nul n'ignore combien la discussion en a été difficile. Les moindres expressions soulevaient des susceptibilités violentes et compromettaient l'œuvre de la réconciliation.

« L'esprit religieux, écrit le cardinal Consalvi dans ses » Mémoires, et surtout l'idée de n'importe quelle dépendance extérieure — y compris, bien entendu, celle de la » Cour de Rome — avaient disparu presque totalement du » pays. »

Il ne faut pas attendre d'un pareil document la précision et la réglementation détaillée des lois ordinaires.

Prononce-t-il l'abrogation de la Constitution civile du clergé? — Il n'en parle pas. — Qui oserait soutenir qu'elle lui a survécu?

Le Concordat abroge ce qui est en contradiction directe avec son objet, c'est-à-dire, avec le rétablissement légal de la religion catholique. L'Eglise, puissance spirituelle, traite avec l'Etat, puissance temporelle. Elle fait toutes les concessions compatibles avec ses dogmes et le principe même de son existence.

Quel sera le prix de ces concessions?

« *La religion catholique, apostolique et romaine, sera librement exercée en France.* »

Vis-à-vis des simples citoyens, fidèles ou incrédules, catholiques ou appartenant à d'autres cultes — l'Etat ne garantit à l'Eglise que cette liberté. Du moins, suffit-elle pour que tombent, par le fait même, toutes les lois de persécution religieuse.

Mais pour ce qui concerne la discipline intérieure de l'Eglise, pour sa hiérarchie, pour ses ministres, les engagements pris par l'Etat ont un caractère bien plus étroit.

« Quelques personnes se plaindront peut-être, disait Portalis dans son rapport au Corps législatif, de ce que l'on n'a pas conservé le mariage des prêtres. Quand on admet ou que l'on conserve une religion, il faut la régir d'après ses principes. »

Ainsi, à l'extérieur, la liberté de la religion catholique est garantie par le Concordat : en même temps, ses Canons pour la discipline intérieure et pour la hiérarchie ont été adoptés et confirmés par la puissance séculière.

De cette confirmation légale devait dériver nécessairement, aux yeux du pouvoir civil, l'interdiction du mariage des prêtres.

L'Eglise et ceux qui la représentent légitimement sont dans le Concordat parties contractantes. Le traité est connu. Celui qui, par ses vœux de sous-diacre, accepte le caractère sacré et indissoluble de ministre de l'Eglise se soumet par là même aux conséquences de l'engagement contracté en 1801 pour le présent et pour l'avenir. Il n'est plus un citoyen ordinaire ; il est membre de l'Eglise catholique, rattaché à elle par un lien qu'il ne peut plus rompre. Le Concordat a été passé en son nom : il peut se prévaloir de toutes les stipulations qu'il contient ; il doit, par conséquent, en accomplir toutes les obligations.

Il est prévenu : il ne peut exciper de son ignorance.

Avec quelle sollicitude, en effet, au moment de ses vœux définitifs, l'Eglise, par l'organe de l'évêque, prend soin de l'avertir des conséquences de son engagement. Il les connaît déjà par les études et par les épreuves prolongées du séminaire.

« Mes fils bien-aimés, dit le prélat consécrateur, qui allez entrer dans l'ordre sacré du sous-diaconat, vous devez considérer attentivement et à maintes reprises le fardeau dont vous allez vous charger. Jusqu'ici, en effet, vous êtes libres, et il vous est permis, à votre gré, de contracter des liens terrestres. Si vous entrez dans cet ordre, vous ne pourrez plus revenir en arrière. Il faudra,

» jusqu'à la fin de votre vie, servir Dieu, et, avec son aide,
 » garder la chasteté ; — être attachés pour toujours au
 » ministère ecclésiastique. Par conséquent, quand il en est
 » encore temps, réfléchissez ! » — « *Iterum atque iterum*
 » *considerare debetis attente... Hactenus enim liberi estis...*
 » *Si hunc ordinem susceperitis, amplius non licebit a pro-*
 » *posito resilire. Proinde, dum tempus est, cogitate... »*

C'est alors seulement qu'un appel solennel est adressé au futur sous-diacre : « Si in sancto proposito perseverare
 » placet, in nomine Domini, huc accedite ! »

Quand, ainsi interpellé au nom de Dieu, il a fait ce pas en avant, il est mort au mariage, non-seulement pour sa conscience et aux yeux de la religion, mais aux yeux de la loi civile qui a garanti la discipline intérieure de l'Eglise catholique.

On veut qu'un tel engagement, sanctionné par les Canons de l'Eglise et par le Concordat, n'ait d'autre signification que celle-ci :

« Il en sera ainsi tant qu'il me plaira ! — « *Quamdiu*
 » *placuerit ! »*

Ce serait faire revivre la loi du 23 brumaire an II, prescrivant aux autorités constituées de recevoir des ecclésiastiques la déclaration « *qu'ils abdiquaient leur qualité,* » comme si elle pouvait subsister seule au milieu des lois de persécution révolutionnaire dont elle fait partie intégrante et qui ont disparu avec le Concordat.

En vertu des Canons de l'Eglise à laquelle le prêtre appartient, vis-à-vis de la loi civile elle-même cette qualité est indélébile et elle ne peut être abdiquée.

« Si cet argument est fondé, répond M. Serrigny, je me
 » fais fort d'en faire sortir logiquement l'ancien régime
 » tout entier ! »

Et M. Demolombe ajoute :

« N'est-ce pas, en effet, par les Canons de l'Eglise qu'é-
 » taient autrefois défendus les mariages, en ligne collaté-
 » rale, jusqu'au huitième degré, les mariages d'un chrétien

» avec une juive, d'un fiancé avec sa fiancée? N'étaient-ce
 » point encore les Canons de l'Eglise qui exigeaient que le
 » mariage fût célébré par un prêtre? Si le Concordat a
 » remis en vigueur les Canons prohibitifs du mariage des
 » prêtres, il a aussi nécessairement, et du même coup, ré-
 » tabli tous les autres empêchements... »

Quelles exagérations! Ces Canons n'ont été consacrés par la jurisprudence que pour la discipline intérieure de l'Eglise; ils ne créent, aux yeux de la loi civile, d'obligation que pour les ecclésiastiques. La liberté des autres citoyens reste entière.

Il est de principe, d'ailleurs, que les clauses obscures d'un traité s'interprètent par leur exécution. C'est une règle traditionnelle du droit des gens. Rien n'est plus normal. Les parties contractantes font elles-mêmes connaître l'étendue de ce qu'elles se sont réciproquement concédé par l'exécution qu'elles donnent à leurs accords. Or, à l'époque même du traité avec le Saint-Siège, dans les actes par lesquels la puissance temporelle entendait revendiquer et garantir son indépendance, — dans les fameux articles organiques qui contenaient des dérogations si graves aux conventions arrêtées avec la puissance spirituelle, — l'autorité des Canons, ainsi limitée, n'était pas méconnue.

L'article 26, sur lequel s'appuie la jurisprudence de la Cour de cassation, prescrivait aux évêques « de n'ordonner » aucun ecclésiastique qui ne réunissait pas les qualités » requises *par les Canons reçus en France.* » — L'article 6 déférait au Conseil d'Etat « toute infraction aux règles » consacrées *par les Canons reçus en France.* »

Locré et Favard de Langlade reproduisent le texte de plusieurs lettres, écrites en 1806 et en 1807 par Portalis, ministre des cultes, sur l'ordre de Napoléon en exécution du Concordat. Un projet de mariage formé par un ecclésiastique y est qualifié de « délit contre la religion » et la morale dont il importe d'arrêter les funestes effets » dans leur principe. »

La thèse juridique qui était alors celle du gouvernement est très-nettement exprimée dans une de ces lettres :

« Une décision du gouvernement, intervenue sur le
 » rapport du Grand-Juge et du Ministre des cultes, porte
 » que l'on ne doit pas tolérer le mariage des prêtres, qui
 » depuis le Concordat, se sont mis en communion avec leur
 » évêque et ont continué ou repris les fonctions de leur
 » ministère. On abandonne à leur conscience ceux d'entre
 » les prêtres qui auraient abdiqué leurs fonctions avant le
 » Concordat, et qui ne les ont plus reprises depuis. »

— « Ainsi, fait observer Locré, l'engagement dans les
 » ordres sacrés est un obstacle au mariage, aussi bien que
 » l'engagement dans les liens d'un mariage préexistant. »

Cette comparaison est fort exacte. Elle a été souvent employée pour définir l'engagement sacerdotal, tel qu'il a été reconnu par le pouvoir civil, même lorsqu'il cherchait à s'affranchir sur d'autres points des stipulations du Concordat.

Les articles organiques prohibaient l'admission dans les ordres sacrés :

- 1^o Sans l'autorisation du pouvoir civil ;
- 2^o Sans la justification d'un revenu de 300 francs ;
- 3^o Et à un âge inférieur à vingt-cinq ans.

Ces conditions, que le Saint-Siège n'avait jamais acceptées, furent abrogées par un décret du 28 février 1810. Pénétré de cette pensée que le sacerdoce est un mariage contracté avec l'Eglise catholique, Napoléon I^{er} voulut, par un article du nouveau décret, consacrer cette assimilation :

« Aucun ecclésiastique, dit l'article 4 du décret du 28
 » février 1810, ayant plus de vingt-deux ans et moins de
 » vingt-cinq, ne pourra être admis dans les ordres sacrés
 » qu'après avoir justifié du consentement de ses parents,
 » ainsi que cela est prescrit par les lois civiles pour le
 » mariage des fils âgés de moins de vingt-cinq ans
 » accomplis. »

A ne chercher dans ce texte que la pensée du gouver-

nement, si autoritaire et si absolu, qui avait négocié le Concordat, on y trouve la preuve évidente qu'à ses yeux l'engagement dans les ordres sacrés devait être entouré des mêmes précautions que le mariage, parce qu'il devait produire les mêmes effets.

II. — Cette pensée n'a pas été seulement celle d'un homme, bien peu disposé cependant à incliner sa puissance devant la souveraineté de l'Eglise. La loi française à toutes les époques, en réglant les matières pour lesquelles elle accorde le plus difficilement la moindre concession, a reconnu implicitement l'indissolubilité de l'engagement dans les ordres sacrés. Je veux parler des lois militaires.

S'il est un privilège de la puissance publique que Napoléon I^{er} ait défendu avec passion, c'est celui de lever des soldats.

Il disposait, avec un soin jaloux, de l'immense force que lui donnait la loi du 19 fructidor an vi, d'après laquelle tout Français se devait à la défense de son pays pendant un temps de sa vie. « Suivant la nécessité, dit M. Thiers » dans son Histoire de la Révolution, le Gouvernement » appelait les hommes en commençant par la première » classe, celle de vingt ans. Il pouvait successivement » appeler les cinq classes, en commençant par les plus » jeunes, au fur et à mesure des besoins. En temps de » paix les conscrits étaient forcés de servir jusqu'à vingt- » cinq ans : ainsi la durée du service des soldats variait » d'une année à cinq, suivant qu'ils avaient été pris de » vingt-cinq à vingt ans. En temps de guerre cette durée » était illimitée. C'était au gouvernement à délivrer des » congés quand il croyait le pouvoir sans inconvénient. Il » n'y avait d'exemption d'aucune espèce, si ce n'était pour » ceux qui s'étaient mariés avant la loi, ou qui avaient » déjà payé leur dette dans les guerres précédentes. Cette » loi pourvoyait ainsi aux cas ordinaires ; dans les cas » extraordinaires, lorsque la patrie était déclarée en danger,

» le gouvernement avait droit, comme 93, sur la population entière, et la levée en masse recommençait. »

Telle était la loi de l'an vi, loi applicable pendant la durée du premier Empire à tous les citoyens Français. Le Concordat n'en avait pas prononcé l'abrogation pour les ecclésiastiques, et cependant, le service militaire étant, d'après les Canons de l'Eglise, incompatible avec les obligations résultant des ordres sacrés, Napoléon I^{er} reconnut lui-même que le Concordat avait en cela dérogé, implicitement et nécessairement, à la loi de l'an vi.

Il admit la dispense que ne prononçait aucune loi.

Il y eut, paraît-il, quelques abus. Napoléon, fort irrité, résolut de combattre les vocations fictives qui se produisaient en trop grand nombre au moment de la conscription. Songea-t-il, pour cela, à contester la dispense résultant du Concordat ? Non. Mais il voulut donner une sanction pénale à l'indissolubilité du sacerdoce. — Le Conseil d'Etat fut saisi d'un projet de loi appliquant les peines de *la bigamie* au sous-diacre qui aurait quitté, pour se marier, les ordres sacrés.

Les événements ne laissèrent pas le temps de voter ce projet. Cependant la même pensée se retrouve, avec une rigueur moindre, dans nos lois militaires de 1818, de 1832, de 1868 et de 1872.

Une différence profonde sépare, en effet, les dispenses accordées aux ecclésiastiques des autres dispenses.

Ces quatre lois dispensent du service militaire :

1^o Les élèves de l'école normale et les membres de l'Instruction publique qui contractent devant le Conseil de l'Université l'engagement de se vouer pendant dix ans à ce service ;

2^o Les élèves ou Jeunes de langues, les élèves de l'école polytechnique, de l'Ecole centrale, de l'Ecole des chartes, et de l'Ecole de Rome ;

3^o Les professeurs des sourds-muets et des jeunes aveugles ;

« Sous la condition qu'ils perdront le bénéfice de la dispense s'ils abandonnent leurs études, ou s'ils ne sont point admis dans le service auquel ils se préparent, ou s'ils le quittent avant le temps qui est fixé pour le service militaire. »

La même dispense est accordée par les mêmes lois « aux élèves ecclésiastiques désignés à cet effet par les » archevêques et les évêques. »

A quelle condition ?

— « Sous condition qu'ils perdront le bénéfice de la » dispense s'ils n'entrent pas *dans les ordres sacrés* (loi de » 1818). »

— « Sous la condition que, *s'ils ne sont pas entrés dans » les ordres majeurs* à l'âge de vingt-cinq ans accomplis, » ils seront tenus d'accomplir leur temps de service » militaire (lois de 1832 et de 1868). »

— « Sous la condition que s'ils cessent les études en vue » desquelles ils auront été dispensés, ou si à vingt-six ans » ils ne sont pas entrés *dans les ordres majeurs*, ils seront » assujettis au service militaire (loi de 1872). »

Pour eux, d'après ces textes, dès que l'engagement vis-à-vis de l'Eglise est devenu indissoluble conformément aux Canons, la dispense est acquise. Le séminariste, entré dans les ordres majeurs ou sacrés, c'es-à-dire devenu sous-diacre, n'appartient plus à l'Etat. La loi militaire l'abandonne, quelle que soit sa conduite ultérieure.

Définitivement affranchi de ses obligations militaires, il est en revanche définitivement lié à l'Eglise. Toutes ces lois, votées et promulguées sous la Restauration, sous le gouvernement de Juillet, sous l'Empire, sous la République, semblent être un écho de l'avertissement solennel donné par l'Evêque :

« *Amplius non licebit a proposito resilire.* »

III. — Aussi, malgré les hésitations et les contradictions de la doctrine, jamais la jurisprudence ne lui a permis de

s'affranchir des conséquences de son engagement. C'est un pacte contracté vis-à-vis de l'Eglise et sanctionné par l'Etat. *Non licet a proposito resilire.*

Nos mœurs ne sont pas telles, Dieu merci, que de semblables procès se présentent fréquemment ; on en compte une dizaine en quatre-vingts ans.

Par des décisions devenues définitives, le tribunal de la Seine et le tribunal d'Agen, les Cours de Bordeaux, de Turin, de Paris, de Limoges, d'Alger et de Rennes, ont déclaré « qu'à partir de la promulgation du Concordat les » prêtres catholiques avaient été replacés sous l'empire des » Canons qui étaient reçus en France, concernant la col- » lation des ordres sacrés, et conséquemment de ceux qui » interdisaient le mariage aux personnes engagées dans les » ordres. »

Cette jurisprudence a reçu la consécration de trois arrêts de rejet, rendus par la Cour de Cassation en 1833, en 1847 et en 1878.

Un arrêt de la Chambre des requêtes, du 26 novembre 1844, rendu au rapport de M. Madier de Montjau et conformément aux conclusions de M. Delangle, a déclaré licite l'adoption par un prêtre catholique, en donnant pour motif « que l'adoption n'était pas défendue aux prêtres catholi- » ques par ceux des Canons de l'Eglise qui, reçus dans le » royaume, ont FORCE DE LOI. »

Cette interprétation si persévérante du pouvoir judiciaire, attribuant *force de loi* aux Canons de l'Eglise reçus dans le royaume et notamment à ceux qui prohibent le mariage des prêtres, a été confirmée par une interprétation non moins significative du pouvoir législatif.

Une pétition fut adressée, en 1848, à l'Assemblée constituante, pour demander une loi qui autorisât le mariage des prêtres catholiques. Le Comité des cultes, auquel cette pétition fut renvoyée, conclut à l'ordre du jour par des considérations tirées du Concordat, des articles organiques, de la morale publique et de l'intérêt de la société.

L'Assemblée législative fut saisie à son tour de la question, en 1850, par une proposition, ainsi conçue du représentant Raspail :

« Il est interdit à tout maire, ou autre fonctionnaire public, de s'opposer désormais à la célébration du mariage d'un citoyen en état de satisfaire à toutes les conditions énoncées au tit. v, liv. 1^{er} du Code civil, à quelque profession religieuse que ce citoyen appartienne, et quelque vœu de chasteté qu'il ait précédemment fait. »

M. Moulin, au nom de la commission à laquelle cette proposition avait été soumise, présenta un rapport dont voici les conclusions :

« Il a paru à votre commission que l'Assemblée *n'avait pas à se préoccuper sérieusement de la triste et malheureuse question* soulevée, après tant de décisions contraires, par la proposition de M. Raspail. Nous vous demandons à l'unanimité de ne pas la prendre en considération. »

Sur ces conclusions, la proposition fut écartée *par la question préalable*, à la majorité de 457 voix contre 154.

MM. Aubry et Rau, qui citent ces précédents législatifs, n'hésitent pas à considérer l'engagement dans les ordres sacrés comme constituant un empêchement prohibitif.

IV. — Cependant les éminents auteurs ne vont pas jusqu'à y voir un empêchement dirimant.

Comment est-il possible de faire à ce sujet une distinction ?

On invoque, il est vrai, les paroles de Portalis en deux circonstances :

1^o Lors de la présentation au Corps législatif de la loi du 18 germinal an x, promulguant le Concordat :

« Pour les ministres que nous conservons et à qui le célibat est ordonné par les règlements ecclésiastiques, la défense qui leur est faite du mariage par ces règlements, n'est pas consacrée comme empêchement dirimant dans

» l'ordre civil. Ainsi leur mariage, s'ils en contractent un,
 » ne serait point nul aux yeux des lois politiques et civiles,
 » et les enfants qui en naîtraient seraient légitimes... »

2^o Dans l'Exposé des motifs du titre *du Mariage* :

« L'engagement dans les ordres sacrés, le vœu monas-
 » tique et la disparité de culte, qui, dans l'ancienne juris-
 » prudence, étaient des empêchements dirimants, ne le
 » sont plus. »

L'opinion de Portalis ! Voilà le grand argument de ceux qui veulent distinguer entre l'empêchement prohibitif et l'empêchement dirimant.

Portalis était certainement un grand jurisconsulte, mais dans les négociations relatives au Concordat, il a été surtout un homme politique, et, comme tel, il faut bien le reconnaître, il a souvent varié.

Dans ses rapports de l'an x, il reconnaissait qu'il fallait interdire le mariage des prêtres parce que, disait-il, « quand
 » on admet ou que l'on conserve une religion, il faut la régir
 » d'après ses principes. »

Mais, ajoutait-il pour satisfaire ses contradicteurs, « l'em-
 » pêchement ne sera pas dirimant. »

En l'an xi, il ne reconnaissait même plus l'empêchement prohibitif.

« La prêtrise, écrivait alors Portalis, n'est point un
 » empêchement au mariage. Une opposition au mariage,
 » fondée sur ce point, ne serait pas reçue et ne devrait pas
 » l'être, parce que l'empêchement provenant de la prêtrise
 » n'a pas été sanctionné par la loi civile. »

Et cependant c'est ce même Portalis, ministre des cultes, qui signait, en 1806, les circulaires prescrivant « d'arrêter
 » dans leur principe les funestes effets des mariages des
 » ecclésiastiques, » les qualifiant de « délits contre la reli-
 » gion et la morale. »

Laissons donc l'opinion de Portalis, si considérable qu'elle paraisse, et faisons application des principes généraux de notre Droit.

Qu'est-ce qu'un empêchement dirimant ?

C'est celui qui a sa source dans l'incapacité personnelle d'un des contractants, — incapacité à raison de l'âge, de la parenté, d'un premier mariage valable, de la nécessité d'un consentement complétant l'insuffisance de la volonté de la partie qui s'engage.

Dans tous ces cas, l'empêchement est dirimant.

Il n'est que prohibitif quand, la partie étant capable de contracter, elle n'accomplit pas toutes les formalités qui lui sont imposées.

La jurisprudence a classé parmi les empêchements prohibitifs, couverts par le fait du mariage :

1^o L'obligation pour une femme qui se remarie d'attendre l'expiration des dix mois de son veuvage ;

2^o L'obligation pour un militaire de produire l'autorisation du ministre de la guerre ;

3^o L'obligation pour les majeurs, ayant capacité pour se marier malgré le refus de leurs ascendants, de produire les sommations respectueuses qu'ils ont dû faire notifier.

Or, où est le principe de l'empêchement apporté au mariage d'un prêtre, si ce n'est *dans sa qualité même*, qualité indélébile d'après les Canons de l'Eglise auxquels il s'est soumis et qui ont à son égard, disent les arrêts, *force de loi en France* ?

Si cet empêchement n'était que prohibitif, il serait à la fois une dérision et une iniquité.

Une dérision, — car la prohibition serait à la merci du mauvais vouloir de l'officier de l'état civil.

Une iniquité, — car la rigueur des lois ne peut être acceptée qu'à la condition qu'elle soit égale partout et pour tous.

Le maire, qui refuserait de célébrer le mariage d'un prêtre, serait dans son droit. Et cependant, dans la commune voisine, — peut-être dans la même ville, — des mariages semblables, obtenus par supercherie ou célébrés par complaisance, produiraient publiquement tous leurs

effets légaux. Ce serait le règne de la plus scandaleuse inégalité dans la prohibition, livrée à l'arbitraire sans sanction des officiers de l'état civil.

Disons donc, avec M. Demolombe, si opposé cependant à l'existence d'un empêchement quelconque :

« Que la doctrine qui enseigne que la prêtrise est un » empêchement du mariage simplement prohibitif est une » contradiction, puisque, si cet empêchement existait en » vertu des Canons de l'Eglise, il ne pourrait être que diri- » mant... Aussi, ajoute-t-il, en est-on venu à décider qu'il » est tel et que les magistrats doivent prononcer la nullité » du mariage contracté par un prêtre, lorsqu'un officier » de l'état civil, par erreur ou autrement, l'a célébré... La » doctrine est ainsi devenue plus logique sans doute et plus » conséquente avec elle-même... »

Cette doctrine, plus logique et plus conséquente avec elle-même, est celle d'un arrêt de la Cour de cassation rendu le 26 février 1878, sous la présidence de M. Bédarides et sur un savant rapport de M. le conseiller Lepelletier. Nous en reproduisons plus loin le texte.

V. — Avant de publier cet arrêt qui semble être le dernier mot de ce grand débat, répondons encore à un argument qui est invoqué un peu partout — dans les ouvrages de doctrine, dans les discussions de l'audience, et dans les commentaires de la presse périodique qui s'empare avec beaucoup de vivacité de ces questions brûlantes.

Que faites-vous, s'écrie-t-on, de la liberté de conscience?

Singulière liberté qui consisterait à violer des engagements solennels, librement pris à l'âge d'homme, après mûre réflexion, et à répudier des obligations après en avoir recueilli les avantages !

Qu'est-ce donc que la liberté de conscience, — celle qui est inviolable et sacrée et que la loi elle-même est tenue de respecter sous peine de devenir tyrannique et injuste? — C'est le droit de ne jamais être contraint par un pouvoir

civil à accomplir un acte que réprouve la conscience religieuse. La thèse que je défends, loin d'y porter atteinte, en revendique les privilèges.

Je ne parle pas de la douleur des catholiques qui veraient la loi et la justice consacrer la violation des promesses auxquelles ils ont cru, — leur inquiétude, lorsque le prêtre, confident de toutes leurs misères, à qui ils ont apporté leurs secrets les plus intimes, préluderait par la liberté de ses mœurs à la liberté de son existence reconquise.

C'est cependant une considération grave, puisqu'elle intéresse la majorité des citoyens français professant la religion catholique.

Je ne m'occupe ici que de ceux pour lesquels on réclame si bruyamment les droits de la liberté de conscience — du prêtre marié et de sa compagne.

Peut-être, suivant la pente la plus mauvaise de la nature humaine, ce prêtre en viendra-t-il à haïr chaque jour davantage ceux qu'il a offensés. Peut-être voudra-t-il, comme Mathan,

« ...Anéantir le Dieu qu'il a quitté. »

Mais peut-être aussi, avec l'âge, les désillusions et les chagrins de la vie, le remords viendra-t-il, sinon à lui, du moins à la jeune femme ou à la jeune fille, entraînée, ignorante, inexpérimentée, qui a consenti à l'épouser.

Ce n'est pas là une vaine hypothèse. Depuis quatre-vingts ans, la nullité de trois mariages de prêtres, consommés malgré l'empêchement, a été poursuivie devant les tribunaux.

Dans l'un de ces trois procès, c'était la femme qui, saisie d'effroi lorsqu'elle avait compris, avait voulu rompre. Et le tribunal d'Agen, par un jugement rendu en 1860, lui donna gain de cause :

« La morale et le bon sens s'opposent, dit ce jugement, à ce qu'une femme puisse être réduite à vivre, d'après

- » ses principes religieux , dans un adultère continu et à
- » faire constamment à sa conscience une semblable violence. »

En 1865, devant le tribunal de la Seine, c'était un homme jeune encore qui venait, suivant l'expression de son avocat, « déposer aux pieds de la justice l'aveu public et humilié » de sa faute passée. »

Que les défenseurs de la liberté de conscience y prennent garde ! A l'indissolubilité du sacerdoce ils substituent l'indissolubilité du mariage sacrilège. La femme , à qui ce lien fait horreur, sera ramenée de force dans la maison du prêtre , devenu son mari. Elle sera réintégrée par arrêt de justice à ce domicile conjugal sur lequel sa conscience lui montre suspendue la malédiction divine.

Je réclame pour les malheureux engagés dans de pareilles unions LA LIBERTÉ DU REPENTIR, et je crois être en cela le défenseur véritable de la liberté de conscience.

Dieu merci ! la justice française leur a toujours accordé et garanti cette liberté. Le récent arrêt de la Cour de cassation n'avait pas à fonder une jurisprudence nouvelle : il a affermi et complété celle qui existait.

Le mariage des prêtres, prohibé d'après les arrêts de 1833 et de 1847 , restera sans effet légal s'il est contracté. Le ministère public, d'office, et les parties y ayant un intérêt né et actuel, peuvent en demander la nullité. Telles sont les conséquences de l'important arrêt dont le moment est venu de donner le texte :

Sur le premier moyen tiré de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que le rejet de conclusions tendant à la preuve de certains faits est implicitement, mais formellement, motivé par l'affirmation, dans l'arrêt ou le jugement, de faits excluant ceux dont la preuve est offerte ;

Attendu que, par ses conclusions subsidiaires, Aupy, dans le but d'établir la validité de son mariage, demandait à être admis à

prouver que peu de temps avant de contracter, il avait été relevé de ses vœux de prêtrise par le Souverain Pontife;

Attendu que l'arrêt attaqué, en déclarant qu'Aupy était prêtre catholique lorsqu'il a contracté mariage et qu'il a dissimulé cette qualité à l'officier de l'état civil, et en attachant à ladite qualité l'incapacité qui créait un empêchement dirimant au mariage d'Aupy, a nécessairement donné au mot *prêtre* son sens complet et usuel, et voulu dire qu'Aupy était encore, au moment de son mariage, soumis à ses vœux de prêtrise;

Attendu que la Cour de Rennes, ayant ainsi constaté un fait contraire à celui dont la preuve était offerte, a par cette constatation même motivé le rejet de l'offre de preuve;

Sur le deuxième moyen tiré de la violation de l'article 184 du Code civil :

Attendu qu'il résulte des articles 6 et 26 de la loi organique du Concordat de germinal an x, que les prêtres catholiques sont soumis aux Canons qui étaient alors reçus en France, et par conséquent à ceux qui prohibaient le mariage aux ecclésiastiques engagés dans les ordres sacrés et déclaraient nuls les mariages contractés au mépris de cette prohibition;

Attendu que le Code civil et les lois constitutionnelles ne renfermant aucune dérogation à cette loi spéciale, l'arrêt attaqué, en déclarant nul et de nul effet le mariage contracté le 4 avril 1869 entre Aupy, prêtre catholique, et la D^{me} Le Mignon, n'a pu violer aucune loi.

Par ces motifs,

Rejette.

Chambre des requêtes. — 26 février 1878. — MM. Bédarrides, président; Lepelletier, rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (concl. conf.). — Plaidant : M^e Bosviel, avocat.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

CONSULTATION

SUR LES ENQUÊTES PARLEMENTAIRES (1).

Les jurisconsultes soussignés,
Consultés sur la nature et l'étendue des obligations imposées aux personnes qui sont convoquées par les commissions d'enquêtes parlementaires,

Ont arrêté la délibération suivante :

La Chambre des députés a adopté, le 15 novembre 1877, une résolution tendant à la nomination d'une commission chargée de faire une enquête parlementaire sur les élections des 14 et 28 octobre 1877.

Cette résolution, insérée au *Journal officiel* du 22 novembre, est conçue en ces termes :

« ART. 1^{er}. — Une commission de trente-trois membres, »
» nommés dans les bureaux, sera chargée de faire une en- »
» quête parlementaire sur les actes qui, depuis le 16 mai, »
» ont eu pour objet d'exercer sur les élections une pression »
» illégale. »

Aux termes de l'article 2. « Elle est investie, pour rem- »
» plir sa mission, des pouvoirs les plus étendus qui appar- »
» tiennent aux commissions d'enquêtes parlementaires. »

Aucun texte n'a défini ou déterminé ces pouvoirs

Lorsqu'en 1842, la Chambre des députés revendiqua pour la première fois le droit de faire une enquête parlementaire, sur trois élections dont la validité était contestée, et dont elle avait préalablement prononcé l'ajournement, elle ne pouvait, à défaut de règle écrite, invoquer aucun précédent.

La commission d'enquête, nommée à cette époque, ne se transporta pas dans les arrondissements dont les élections étaient en litige ; elle continua de siéger, comme une commission ordinaire, dans le palais de la Chambre : ses travaux furent suspendus avec ceux de la session et ne recommencèrent qu'à l'ouverture de la session suivante. Sans demander aux personnes interrogées aucun serment, sans chercher aucun moyen de contrainte contre ceux qui ne voulaient pas répondre à ses convocations, elle se contenta de recueillir les renseignements fournis par les déclarants qui comparaissaient volontairement devant elle.

Depuis lors, et pas plus en 1848 que sous l'Empire, personne ne jugea qu'il fût nécessaire d'organiser la procédure

(1) Cette consultation importante du Comité des Jurisconsultes conservateurs nous est adressée par un des signataires.

à suivre par les commissions d'enquêtes parlementaires. Ce n'est que tout récemment, et à l'occasion de réclamations soulevées par les prétentions de la nouvelle commission, que l'on a songé à la nécessité de donner une réglementation à cette procédure législative.

Le Gouvernement lui-même s'est préoccupé des protestations que rencontraient les prérogatives et les droits que s'attribue cette commission d'enquête. Par arrêté du Président du Conseil, garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 26 décembre 1877, il a été institué, au ministère de la justice, une commission *chargée de préparer un projet de loi sur l'exercice du droit d'enquête parlementaire*. (*Journal Officiel* du 27 décembre 1877.)

Ce projet, qui constitue le premier essai législatif sur cette matière, n'a pas encore été soumis aux délibérations des Chambres. Cette remarque n'a pas d'autre intérêt que de démontrer, ainsi qu'il est généralement admis jusqu'alors, et d'accuser d'une manière plus saillante encore, combien on avait jugé peu nécessaire d'établir une réglementation de cette nature.

La base sur laquelle peuvent être établis les droits de la commission d'enquête parlementaire, se trouve dans l'article 10 de la loi constitutionnelle des 16 et 18 juillet 1875, aux termes duquel *chacune des Chambres est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection*.

Cette attribution confère aux commissions chargées d'examiner la régularité d'une élection, le droit de rechercher les éléments d'appréciation nécessaires pour juger la valeur des protestations et proposer la validation ou l'annulation des opérations électorales.

En l'absence de règles spéciales et positives, on est obligé de s'en référer exclusivement aux principes généraux du droit, aux conditions d'exercice du pouvoir législatif, et au principe de la séparation des pouvoirs qui domine toute notre organisation politique.

La commission d'enquête ne tient ses pouvoirs que d'une *résolution* de la Chambre des députés. Cette *résolution* n'a pas été soumise aux délibérations du Sénat : elle n'a pas été l'objet d'une promulgation par le Président de la République ; elle ne peut pas dès lors être assimilée à une *loi* et avoir un caractère impératif. Elle ne peut imposer une obligation quelconque à aucun citoyen, quel qu'il soit ; elle n'a d'autre valeur, en un mot, que celle d'un règlement intérieur.

Soit qu'elle siège à Versailles, au lieu des séances de la Chambre des députés, soit qu'elle transporte son action en province, dans l'un et l'autre cas, la commission a des attributions et des pouvoirs absolument identiques. Elle ne

peut contraindre aucun citoyen à comparaître ; son droit se borne à recueillir les renseignements fournis par ceux qui, de leur plein gré, consentent à lui en apporter.

Cette commission n'est, en effet, investie d'aucune délégation de la puissance publique.

Lorsque le juge est chargé par la loi de rechercher et de constater la vérité, il est investi d'un droit de contrainte l'égard des témoins qui lui sont signalés comme pouvant éclairer la justice.

Qu'il s'agisse de matières civiles ou de matières criminelles, le juge a le droit d'exiger la comparution des témoins ; et il a le droit, non-seulement d'infliger une amende, mais encore de recourir, au besoin, à une coercition matérielle. L'article 264 du Code de procédure civile, les articles 80, 157, 189 et 355 du Code d'instruction criminelle, lui donnent le droit de prononcer la contrainte par corps ou même de décerner un mandat d'amener.

Sauf certaines dispositions contenues dans les articles 510 et suivants du Code d'instruction criminelle, sur la manière dont doit être reçue la déposition des grands dignitaires de l'Etat, ces règles sont obligatoires pour tous, aussi bien pour les fonctionnaires que pour le plus humble des citoyens.

Mais aucune de ces dispositions n'est applicable aux commissions d'enquêtes parlementaires, précisément par ce qu'elles ne sont investies d'aucune délégation de la puissance publique.

Ce principe a été reconnu par la commission d'enquête elle-même, qui a demandé au gouvernement l'autorisation d'interroger les fonctionnaires.

Il a été consacré, d'un autre côté, par le gouvernement, dans les circulaires des différents ministres. Tout en donnant aux fonctionnaires l'autorisation de fournir des renseignements, les ministres constatent, par la nécessité même de cette autorisation et par les restrictions qu'ils ont cru devoir formuler, l'absence de tout droit de contrainte vis-à-vis de ceux qui sont invités à comparaître.

Après une circulaire envoyée par le garde des sceaux, ministre de la justice, aux procureurs généraux, le ministre de l'intérieur adressait à son tour aux préfets, le 3 janvier 1878, une circulaire plus explicite encore :

MONSIEUR LE PRÉFET,

... Dans l'enquête actuelle, M. le Président de la commission est le premier à reconnaître les droits du pouvoir exécutif, lorsqu'il demande aux ministres d'autoriser leurs agents à donner leur concours aux commissaires enquêteurs... Le gouvernement autorise d'une manière générale les fonctionnaires à se mettre en rapport avec les membres de la commission...

La latitude laissée aux fonctionnaires dans leurs relations avec la commission, trouve sa limite naturelle dans leur responsabilité et dans les obligations professionnelles de leur charge... Vous faciliterez leur tâche (des commissaires enquêteurs) et vous leur fournirez les renseignements qu'ils vous demanderont, sans vous départir de la règle de discrétion à laquelle vous obligeraient les devoirs mêmes de votre fonction.

Que si vous éprouviez, dans quelques cas particuliers, des scrupules à déférer aux désirs qui vous seraient exprimés, vous auriez soin de m'en référer... Toutefois, il est une réserve nécessaire que je dois faire en ce qui touche les pièces et documents officiels. Vous ne les mettez à la disposition de la commission qu'après avoir pris mes instructions sur chaque fait particulier qui donnerait lieu à une demande de communication...

Le ministre de l'intérieur,
E. DE MARCÈRE.

(*Journal Officiel* du 4 janvier 1878.)

Malgré la déférence qu'il professe à l'égard de la commission d'enquête, le cabinet actuel n'a pas cru pouvoir imposer, aux membres de l'administration, l'obligation de donner l'exemple aux autres citoyens et de comparaître devant la commission parlementaire. Si les fonctionnaires ne sont pas obligés, à plus forte raison peut-on dire que le droit de contrainte n'existe pas vis-à-vis des simples particuliers.

Ceux-ci restent absolument libres, quelle que soit la forme de convocation employée, de ne pas y répondre. La commission recourût-elle à l'intervention de la gendarmerie, cette forme inusitée, contraire aux usages comme aux règlements (1), n'aurait pas plus un caractère obligatoire que la transmission d'une invitation par la poste.

Si la commission d'enquête parlementaire n'a pas le droit

(1) Décret du 1^{er} mars 1854 portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie. — Titre II, chap. II, section 1. — Rapports de la gendarmerie avec les autorités locales.

Art 99. — La gendarmerie ne peut être distraite de son service, ni détournée des fonctions qui font l'objet principal de son institution, pour porter les dépêches des autorités civiles ou militaires : l'administration des postes devant expédier des estafettes extraordinaires, à la réquisition des agents du gouvernement, quand le service ordinaire de la poste ne fournit pas des moyens de communications assez rapides.

Ce n'est donc que dans le cas d'extrême urgence, et quand l'emploi des moyens ordinaires amènerait des retards préjudiciables aux affaires, que les autorités peuvent recourir à la gendarmerie pour les communications d'ordres et d'instructions qu'elles ont à donner.

Hors de ces circonstances exceptionnelles et très-rares, il ne leur est point permis d'adresser des réquisitions abusives qui fatiguent inutilement les hommes et les chevaux.

La gendarmerie obtempère aux réquisitions qui lui sont faites par écrit. et lorsque l'urgence est indiquée; mais elle rend compte immédiatement de ce déplacement aux ministres de la guerre et de l'intérieur. Copie de ces réquisitions est adressée au chef de la légion.

(*Bulletin des lois* 152, n° 1259).

de contraindre qui que ce soit à venir déposer devant elle, elle n'a pas davantage le droit d'imposer à ceux qui se présentent l'obligation du serment.

Lorsque le juge, pour prononcer sur la réalité d'un fait, doit s'en rapporter au témoignage d'autrui, ce témoignage est entouré de précautions et de garanties. Comme on peut redouter que l'intérêt personnel, la faveur ou l'inimitié, la crainte ou la passion ne poussent un témoin, malgré les adjurations les plus solennelles, à altérer ou trahir la vérité, la loi exige, avant d'accorder confiance à sa déposition, que le témoin engage sa conscience devant Dieu par un lien redoutable.

Mais la Justice seule a le droit d'exiger ce serment, comme seule elle a le droit de contraindre à la comparution, comme seule elle a le droit de punir ceux qui, dans l'un et l'autre cas, refusent d'obéir à ses ordres ou cherchent à égarer sa religion.

En échange de cet engagement si solennel et si grave, la loi couvre le témoin d'une protection toute particulière : elle a pensé que l'œuvre à laquelle elle l'associait devait faire pour lui, du sanctuaire de la justice, comme un lieu d'asile. Quelles que soient les conséquences de sa déposition, du moment où elle a été provoquée par le juge, elle ne peut motiver une plainte en diffamation, mais seulement, s'il y a lieu, une plainte en faux témoignage ; et, dans ce cas, comme le font judicieusement remarquer M. Chassan et M. de Grattier, c'est le parjure seul qui est poursuivi. (Cass., 1^{er} août 1806, et 1^{er} juillet 1825.)

Le législateur va plus loin encore, et, voulant protéger le témoin contre les agressions dont son honneur ou dont sa personne pourraient être l'objet, il l'a pour ainsi dire, en ce cas, assimilé à un fonctionnaire public. L'article 6 de la loi du 25 mars 1822 punit l'outrage fait publiquement, d'une manière quelconque, à un témoin, à raison de sa déposition, d'un emprisonnement de dix jours à un an, et d'une amende de 50 à 3,000 fr. Si l'outrage est accompagné d'excès ou de violences, ou si les voies de fait ont lieu à l'audience, la loi de 1822 applique au coupable, comme s'il s'agissait d'un magistrat ou d'un fonctionnaire public du rang le plus élevé, les sévérités des articles 228, 229, 231, 232 et 233 du Code pénal.

L'outrage public, dans ce cas, peut d'ailleurs être poursuivi d'office par le ministère public, et sans plainte préalable, (Cass. 8 février 1851 et sur le renvoi, Nancy, 9 avril 1851). La protection due, non à la personne outragée, mais à son caractère public, motive une exception qui n'existe pas au même degré en faveur des dépositaires et agents de l'autorité publique.

Toutes ces dispositions ne peuvent être invoquées que par celui qui est associé à l'œuvre de la justice, et en devient pour ainsi dire l'auxiliaire. Il mérite, à ce titre, une protection sans laquelle l'action de la justice et par suite l'intérêt social pourraient être compromis.

Les commissions d'enquêtes parlementaires, qui n'ont pas le droit de contraindre un citoyen à se présenter devant elles, n'ont pas davantage le droit de lui imposer un serment, dont le refus ne pourrait entraîner aucune sanction. Elles ne peuvent pas non plus protéger le comparant contre les conséquences de sa déclaration à l'égard des tiers, ni lui faire accorder la protection spéciale qui est accordée aux témoins contre les outrages et les violences dont leur déposition pourrait devenir l'occasion.

Ces considérations juridiques ne sauraient être contestées, lorsque la commission parlementaire agit pour recueillir des éléments d'appréciation sur une élection dont la validité est contestée. Elles sont, à bien plus forte raison, applicables au cas où, en dehors de toute contestation d'élections, la commission ferait porter exclusivement son enquête sur les actes qui auraient eu pour objet d'exercer sur les électeurs une pression illégale et de nature à engager, n'importe à quel titre, la responsabilité de leurs auteurs, quels qu'ils soient.

Sans avoir à rechercher et à déterminer les actes qui pourraient entraîner une confusion des pouvoirs, constituer un empiétement sur le pouvoir exécutif ou même une usurpation de fonctions, il suffit de rappeler que l'action publique, d'après l'article 1^{er} du code d'instruction criminelle, *n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi*, et que l'article 9 du même code énumère limitativement les fonctionnaires chargés d'exercer la police judiciaire, c'est-à-dire, *de rechercher les crimes et les délits, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.* (C. I. Cr. art. 8.)

Cette prétention de faire porter, en dehors de toute loi, l'enquête parlementaire sur des faits étrangers aux élections contestées, sans qu'une articulation précise et déterminée ait circonscrit le champ des investigations, constitue une innovation tout à fait extraordinaire et sans précédents. Vainement chercherait-on une analogie quelconque dans notre histoire parlementaire. L'Assemblée constituante de 1848 et l'Assemblée nationale de 1871 ne partageaient avec aucun autre pouvoir la plénitude de l'autorité législative ; le pouvoir exécutif, lui-même, n'était qu'une délégation de ces Assemblées : et cependant elles n'ont jamais rien fait qui puisse être comparé à l'enquête actuelle.

Lorsque l'Assemblée nationale, à l'occasion de l'enquête

parlementaire sur les marchés, voulut obliger les tiers à comparaître devant la Commission, ou à communiquer les pièces de nature à éclairer sa religion, elle ne crut pas, comme pour l'enquête sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, ou sur les causes de l'insurrection du 18 mars, devoir se contenter d'une *résolution* ; elle donna à sa décision la forme d'une loi régulièrement promulguée, et dès lors obligeant tous les citoyens (1).

La commission d'enquête parlementaire, agissant en vertu d'une simple résolution de la Chambre des députés, non-seulement lorsqu'elle recherche les actes de nature à faire apprécier la validité d'une élection non contestée, mais encore quand elle étend en outre les investigations à des élections non contestées, ou déjà validées, ne saurait exercer aucune action coercitive sur aucun citoyen. Cette action coercitive ne peut exister qu'en vertu d'une loi, c'est-à-dire, suivant les lois constitutionnelles qui régissent aujourd'hui la France, après un vote des deux Chambres et la promulgation par le Président de la République.

EN RÉSUMÉ.

Les jurisconsultes soussignés sont d'avis :

1° Que la commission d'enquête parlementaire instituée par la résolution du 15 novembre 1877 ne peut exercer aucune action coercitive sur les citoyens ;

2° Qu'elle ne peut dès lors contraindre aucune personne à comparaître devant elle, quelle que soit la forme employée pour les convocations ;

3° Qu'elle n'a pas le droit d'imposer le serment à ceux qui comparaitraient devant elle ;

4° Qu'elle n'a droit d'exiger des comparants aucune remise de pièces ;

5° Qu'elle ne peut pas conférer à ceux qui comparaissent devant elle la qualité juridique de témoins ;

6° Que ceux-ci, dès lors, soit pour s'excuser, soit pour se défendre, à l'égard des tiers, ne peuvent invoquer aucune des immunités établies en faveur des témoins entendus par la justice ;

7° Que les personnes entendues dans l'enquête ne peuvent dès lors être protégées par aucune des dispositions de la loi du 25 mars 1822, qui a édicté des pénalités spéciales contre les outrages, excès ou violences dont les témoins

(1) Loi du 6 avril 1871. article 3. — Tous pouvoirs sont conférés à la commission, soit pour mander et faire comparaître devant elle ou interroger les personnes en état de donner des renseignements, soit pour se faire délivrer et communiquer toutes les pièces de nature à éclairer sa religion.

pourraient être, à l'occasion de leurs dépositions, l'objet de la part des tiers ;

8° Qu'elles restent, soit devant les tribunaux civils, soit devant les tribunaux correctionnels, et conformément aux règles du droit commun, responsables envers les tiers du préjudice qu'elles auraient pu leur causer, et notamment qu'elles sont exposées à toutes les conséquences d'une action en dommages-intérêts et même d'une action en diffamation dans le cas où leurs dépositions auraient le caractère de publicité prévu par la loi.

Pour le Comité consultatif conservateur :

Léon CLÉMENT, sénateur ;

DELSOL, sénateur ;

ERNOUL, ancien membre de l'Assemblée nationale ;

Louis GRIVART, sénateur ;

Paul LAURAS, avocat, ancien préfet ;

Antonin LEFÈVRE-PONTALIS, ancien membre de l'Assemblée nationale ;

DE SOLAND, député ;

Etienne RÉCAMIER, *Secrétaire du Comité.*

L'avocat à la Cour de Cassation soussigné, consulté sur le mérite des conclusions qui précèdent,

Faisant abstraction de toute espèce de parti, et se plaçant uniquement au point de vue de la législation qui nous a régis jusqu'à ce jour, et qu'aucune loi spéciale ne paraît avoir modifiée, adhère purement et simplement à la consultation délibérée par ses honorables confrères.

A. BOSVIEL.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 11 février 1878.

PRÉSIDENT DE M. BÉDARRIDES.

Commission de banque s'ajoutant à l'intérêt légal. — Rémunération des peines et soins du banquier. — Elévation de l'escompte de la Banque de France. — Validité.

Les avances faites par un banquier peuvent donner lieu

à la perception, en sus de l'intérêt légal, d'un droit de commission destiné à rémunérer les soins pris pour se procurer des fonds, à rembourser les frais et à indemniser des risques inhérents à ce genre d'opération.

Le report trimestriel du reliquat d'un compte ancien sur un autre compte peut être assimilé à une avance nouvelle et donner lieu à un droit de commission.

La loi du 9 juin 1857, donnant à la Banque de France la faculté d'élever son escompte et l'intérêt de ses avances au-dessus du taux légal, ne concerne que cet établissement. Mais l'usage fait par lui de cette faculté, en même temps qu'il révèle les circonstances qui l'ont rendu nécessaire, exerce une influence sur les conditions dans lesquelles les banques privées peuvent obtenir des fonds, et est de nature à justifier l'élévation transitoire du droit de commission.

Sur le moyen unique pris de la violation des lois des 3 septembre 1807, 19 décembre 1850, et de la fausse application de la loi du 9 juin 1857, en son article 8 :

Attendu que les avances faites par un banquier peuvent, en vertu d'une convention, donner lieu à la perception, en sus de l'intérêt légal, d'un droit de commission destiné à rémunérer les soins pris par le banquier pour se procurer des fonds, à lui rembourser les frais qu'il supporte et à l'indemniser des risques inhérents à ce genre d'opération;

Que le report trimestriel du reliquat exigible d'un compte ancien sur un autre compte peut être assimilé à une avance nouvelle et donner lieu à un droit de commission;

Que de pareilles stipulations ne tombent sous les prohibitions des lois du 3 septembre 1807 et du 19 décembre 1850, qu'autant qu'elles sont excessives et déguisent un intérêt usuraire;

Attendu que si la loi du 9 juin 1857 ne concerne que la Banque de France, l'usage fait par cet établissement de la faculté qui lui appartient, aux termes de l'article 8 de ladite loi, d'élever son escompte et l'intérêt de ses avances au-dessus du taux légal, en même temps qu'il révèle les circonstances qui l'ont rendu nécessaire, exerce une influence sur les conditions dans lesquelles les banques privées peuvent obtenir des fonds;

Que ces faits, tant qu'ils se prolongent, sont de nature à justifier l'élévation transitoire du droit de commission;

Attendu que la Cour de Chambéry était appelée à dire s'il y avait lieu à surseoir à des poursuites exercées par le liquidateur de la banque de Savoie contre Ract, pour le reliquat d'une dette de ce dernier, provenant de billets souscrits par lui au profit du Comptoir d'escompte de Chambéry, et endossés à la banque de Savoie, dette à raison de laquelle ledit Ract avait, afin d'obtenir un terme, consenti hypothèque sur plusieurs immeubles;

Que, pour faire ordonner le sursis, Ract, après avoir payé la somme représentant le total des avances reçues par lui du Comptoir d'escompte, augmenté des intérêts au taux légal, soutenait que le surplus de la dette, étant formé de perceptions usuraires, devait être retranché de son passif;

Attendu que, pour repousser cette demande de sursis et ordonner la continuation des poursuites, la Cour de Chambéry, sans décider si Ract devait ou non obtenir une réduction sur le chiffre de sa dette, fixé dans l'acte de constitution d'hypothèque, s'est bornée à juger que, dans tous les cas, Ract devait au banquier, qui lui avait fourni des fonds, plus que le remboursement des avances et les intérêts au taux légal ;

Que, pour se déterminer à cette solution, la Cour de Chambéry a constaté et apprécié des faits propres à justifier la stipulation entre les parties d'un droit de commission, sauf à discuter ultérieurement le taux de ce droit ; que, parmi les faits relevés par elle, la Cour mentionne, à bon droit, la circonstance qu'à diverses périodes de la durée du compte, la Banque de France avait porté au-dessus du taux légal son escompte et l'intérêt de ses avances ;

Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour de Chambéry n'a ni violé ni faussement appliqué les articles de loi invoqués par le demandeur,

Par ces motifs,

Rejette.

Le 11 février 1878.

MM. Bédarrides, président ; Connelly, conseiller-rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident, M^e Jozon.

Toutes les questions qui touchent à la réglementation du prêt à intérêt ont une extrême importance. Beaucoup d'économistes soutiennent que l'argent est une marchandise dont la valeur doit être abandonnée au principe de la libre concurrence : ils condamnent toute limitation du taux de l'intérêt.

Notre ancienne législation, poussant à l'extrême le principe contraire, pour empêcher l'usure prohibait le prêt à intérêt. Elle allait au delà des lois de l'Eglise avec lesquelles elle voulait se mettre d'accord ; car l'Eglise n'interdit pas un intérêt modique, sous une forme compensatrice.

En 1789, on a cru trouver dans une liberté illimitée un remède à tous les maux. La liberté de l'industrie, la liberté du commerce de l'argent, la liberté du prêt sur gages ont été proclamées. On était si sûr de supprimer la misère, qu'une loi du 13 octobre 1793 condamnait à deux journées de travail forcé, et au double, en cas de récidive, « quiconque serait surpris donnant l'aumône à un mendiant. »

Quelques années s'étaient à peine écoulées que ceux-là même qui avaient contribué au vote de ces lois avouaient leurs déceptions. Le tableau tracé par les rapporteurs des lois de l'an II et de l'an XII sur le prêt sur gages, de la loi du 3 septembre 1807 sur le prêt à intérêt, montre à quel état lamentable cette liberté illimitée avait conduit la France.

Le 19 décembre 1850, il a fallu, par une loi nouvelle, rendre plus rigoureuse encore la répression de l'usure. En

effet, si dans le monde des affaires, entre financiers, la libre concurrence peut abaisser le taux de l'intérêt, il n'en est pas de même pour les ignorants, les faibles, les petits, qui se trouvent dans la nécessité de recourir au crédit, et qui sont incapables de se défendre contre des spéculations éhontées. L'histoire nous l'apprend. L'usure, condamnée par les lois de l'Eglise, est un grand mal pour l'intérêt public comme pour la conscience. Des lois protectrices n'ont pas cessé d'être nécessaires.

La jurisprudence, bien comprise, n'a jamais tenté d'ébranler l'autorité de celles qui existent. Le droit de commission, admis par la Cour de Cassation, n'est nullement un supplément d'intérêt : il n'est dû, il n'est licite qu'à la condition de représenter un service distinct du prêt d'argent.

« Le droit de commission, — écrivait dans une intéressante monographie M. Feitu, — que l'on a qualifié quelquefois de sur-roît d'intérêt, en est parfaitement distinct. L'intérêt se rapporte exclusivement à l'argent lui-même, et le droit de commission à la personne... Le droit de commission suppose un fait particulier à la personne, un soin, une peine, un risque... C'est une rémunération équitable du travail (*merces laboris*), une indemnité des peines et soins... » — « *Et in summa non convenit*, dit Scaccia, *ut* » *mercator, qui dat pecuniam presentem pro pecunia ab-* » *senti, ponat operam et sudorem ad aliorum utilitatem.* »

Le service spécial, distinct de l'intérêt, est, d'après une jurisprudence très-ancienne, la condition essentielle de la commission de banque (Cass., 8 avril et 26 août 1825; 4 février et 16 août 1828; 14 juillet 1840).

Cette commission n'est pas limitée par les dispositions de la loi de 1807, soit qu'elle ait été stipulée par une convention (Ch. des Requêtes, 14 juin 1870. MM. Bonjean, prés.; d'Oms, rapp.; Connelly, av. gén. (concl. conf.); — Ch. civ., 4 janvier 1876. M. Goujet, rapp.), soit que, due par le seul fait du service rendu, elle soit fixée par les tribunaux (Ch. des Req., 14 novembre 1864. MM. Nicias-Gaillard, prés.; Dumolin, rapp.; Savary, av. gén. (concl. conf.); — Ch. civ., 9 juin 1872, M. Pont, rapp.; 15 novembre 1875, M. Goujet, rapp.).

L'élévation du taux de la Banque de France au-dessus du taux légal ne suffit pas pour justifier, de la part des banques privées, la perception d'une commission supérieure au taux légal (Ch. civ., 9 juillet 1872, M. Pont, rapp.; 4 janvier 1876, M. Goujet, rapp.).

Mais cette situation indique l'importance du service rendu par le banquier, qui se procure les fonds prêtés à son client. Ce service spécial étant constaté, le banquier peut se faire

tenir compte par l'emprunteur de l'excédant qu'il est forcé d'acquitter (Ch. civ., 9 janvier 1872, M. Pont, rapp.; — Ch. des Req., 11 février 1878, M. Connelly, rapp.).

Ce service spécial, autorisant la perception d'une commission, peut résulter d'un report trimestriel d'avances (Ch. civ., 4 janvier 1876, M. Goujet, rapp.; — Ch. des Req., 11 février 1878, M. Connelly, rapp.).

Au contraire, lorsque la commission de banque n'a pas pour cause un service distinct du prêt, elle n'est qu'un intérêt dissimulé (Ch. civ., 29 avril 1868, M. Leroux de Bretagne, rapp.; 15 novembre 1875, M. Goujet, rapp.). Dans ce cas, elle ne peut, jointe à l'intérêt, dépasser le taux légal, même en vertu d'une convention formelle qui serait usuraire (Ch. civ., 28 avril 1869, MM. Devienne, prés.; de Vault, rapp.; Connelly, av. gén. (concl. conf.); 4 janvier 1876, M. Goujet, rapp.; 28 juin 1876, M. Aucher, rapp.).

Les juges du fait ont donc la très-délicate et très-importante mission de rechercher si un service de banque, distinct du prêt proprement dit, a été rendu. Dans le cas de l'affirmative, le taux de la commission n'est pas soumis à la limitation de la loi de 1807. La Cour de Cassation restreint l'application de cette loi à *l'intérêt*, c'est-à-dire, au prix de l'argent. Tous les autres services, utiles et légitimes, obtenant une rémunération spéciale, les peines et les nullités édictées contre l'usure ne doivent être que plus rigoureusement appliquées.

Ces explications ne sont pas inutiles pour que l'arrêt que nous rapportons ne puisse être détourné de son véritable sens.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 11 février 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Vente par une commune d'une chute d'eau dépendant du domaine public municipal. — Nullité de la vente. — Dommages-intérêts dus par la commune à l'acheteur.

La condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre une commune qui, ne s'éclairant pas suffisamment sur l'étendue de ses droits, a vendu à un acheteur de bonne foi une dépendance du domaine public municipal, trouve un fondement juridique, non dans le principe spécial de la garantie en matière de vente, puisque la vente

était nulle, mais dans le principe général édicté par les articles 1382 et 1383 du Code civil.

Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation des articles 538, 541, 1312 et 1998 du Code civil, par fausse application des articles 1599, 1382 et 1383 du même Code,

Attendu qu'il est déclaré, en fait, par l'arrêt attaqué que l'acheteur ignorait évidemment l'inaliénabilité de la chose vendue, que sa bonne foi est certaine, qu'il avait été induit en erreur par la ville de Lille qui avait eu le tort de ne pas s'éclairer suffisamment sur l'étendue de ses droits ;

Attendu que le fait par la ville d'avoir, dans de telles circonstances, vendu comme bien communal libre, une chute d'eau dépendant du domaine public municipal, a été justement qualifié de faute par la Cour d'appel ;

Que la décision qui, par suite, déclare la ville passible de la réparation du préjudice occasionné par sa faute, trouve un fondement pleinement juridique non dans le principe spécial de la garantie en matière de vente, puisque la vente était nulle, mais dans le principe général édicté par les articles 1382 et 1383 du Code civil ;

Que le Code civil, qui accorde des dommages-intérêts à l'acquéreur de bonne foi de la chose d'autrui, dont il déclare la vente nulle, n'a point répudié les décisions des lois romaines, qui, au cas d'une vente, nulle aussi, d'une chose hors du commerce, accordaient à l'acheteur de bonne foi, l'action *utilis ex empto seu in factum*, « *ut emptor consequatur quod interfuit ejus ne deciperetur* » (notamment Ulpien, l. 8., § 1^{er}, Dig. de religiosis, etc. — Modestin, l. 62., § 1, liber 5. Regul.)

Attendu que les articles 1312 et 1998 du Code civil sont sans application à la cause, les formalités requises pour habilitier la ville ayant été remplies, et celle-ci n'ayant, par suite, ni demandé ni pu demander en raison d'une incapacité qui n'existait pas, la nullité de la vente dont s'agit,

Par ces motifs,

Rejette.

Le 11 février 1878.

MM. Bédarrides, président ; Cuniac, conseiller-rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident : M^e de Valroger.

Quoi qu'aucun arrêt de la Cour de Cassation n'eut encore résolu cette question, elle ne pouvait soulever de sérieuses difficultés.

La vente d'une chose hors du commerce est sans objet, disait le pourvoi ; donc, elle n'existe pas et ne peut produire d'effet.

C'était méconnaître un des caractères du contrat de vente, qui doit être envisagé à deux points de vue : 1^o la transmission de la propriété de la chose vendue ; 2^o l'obligation personnelle du vendeur. Quand la chose vendue est hors du commerce, la propriété n'est pas transférée, mais l'obligation contractée n'en produit pas moins des effets.

C'est ce que décide pour un cas spécial — la vente de la

chose d'autrui — l'article 1599, d'après lequel des dommages-intérêts peuvent être dus à l'acheteur de bonne foi. La vente ne transfère pas la propriété, cependant le vendeur est tenu en vertu de son contrat.

Il en est de même, et par les mêmes motifs, lorsque l'objet de la vente est hors du commerce. Il n'y a, à proprement parler, ni vendeur, ni vente, mais une obligation personnelle qui, à défaut d'exécution, se résout en dommages-intérêts.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 12 février 1878.

PRÉSIDENTE DE M. BÉDARRIDES.

Association pour l'exploitation d'offices d'huissier. — Remise des copies par des tiers. — Faits illicites. — Préjudice causé. — Dommages-intérêts.

La réunion de deux offices d'huissier dans une exploitation commune et l'association de deux huissiers avec un tiers constituent une violation des règles professionnelles et, par conséquent, une faute passible de dommages-intérêts si elle cause un préjudice.

Cette faute est encore aggravée, lorsque les huissiers associés font notifier leurs exploits par des tiers.

La nécessité de s'inscrire en faux pour contester le contenu d'actes authentiques n'existe que lorsque ces actes sont produits au cours d'un procès. Les articles 214 et suivants du Code de procédure civile ne s'appliquent qu'aux pièces signifiées, communiquées ou produites dans le cours de la procédure.

Sur le premier moyen pris de la violation des articles 1382 et 1383 du Code civil,

Attendu que si l'existence d'une faute légalement imputable est l'une des conditions essentielles de l'action en dommages-intérêts basée sur les articles 1382 et 1383, Code civil, l'existence de cette faute est établie dans l'espèce ;

Attendu, en effet, que l'arrêt attaqué constate, d'une part, que C. et M. ont confondu leurs deux offices dans une exploitation commune, et que, pour éluder les prescriptions qui leur interdisent de se charger de l'encaissement des effets de commerce, si ce n'est pour la présentation le lendemain du jour de l'échéance, et pour dresser le protêt à défaut de paiement, ils se sont associés L., et lui ont confié, moyennant une faible rétribution, le soin de recouvrer les effets de commerce, à la condition que les protêts leur seraient réservés, ce qui constitue, à un double titre, la viola-

tion de leurs règles professionnelles; que l'arrêt constate, d'autre part, qu'ils ont fait notifier les protêts par des tiers, ce qui constitue la violation de l'article 173, Code de commerce, et de l'article 45 du décret du 14 juin 1813; d'où il suit que les articles sus-visés n'ont pas été violés.

Sur le deuxième moyen tiré de la violation des articles 1382 et 1383, Code civil et de l'article 45 du décret du 14 juin 1813.

Attendu que rien n'établit que C. et M., en réponse à l'imputation dirigée contre eux d'avoir fait signifier leurs protêts par des clercs, aient cherché à se prévaloir de la foi due aux faits affirmés par eux, dans ces protêts; que d'après les qualités et les motifs de l'arrêt attaqué, ils se sont bornés à exciper de la tolérance de la chancellerie et du parquet; que, par suite, les défenseurs éventuels n'ont pas eu à recourir à la voie de l'inscription de faux contre des actes qui n'étaient pas produits et qui ne leur étaient pas opposés, et que la Cour d'appel de Lyon, en déclarant constants des faits qu'elle dit n'avoir pas été contestés devant elle, et dont la preuve résultait notamment de l'impossibilité matérielle, pour C. et M., d'avoir, dans une seule journée, notifié quatre ou cinq cents protêts, en en déduisant les raisons de droit pour lesquelles la tolérance de la chancellerie et du parquet, au point de vue disciplinaire, ne mettait pas obstacle à l'exercice d'une action civile n'a nullement violé les articles précités,

Par ces motifs,

Rejette.

Le 12 février 1878.

MM. Bédarrides, président; Petit, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident : M^r Sabatier.

Que toute association pour l'exploitation d'un office soit une faute, c'est ce qui ne paraît pas douteux sous l'empire de la législation actuelle.

En était-il de même dans l'ancien droit? Il semble que la nécessité de cette règle avait été comprise et qu'en diverses circonstances il en avait été fait application. Legrand rapporte, d'après Mornac, un arrêt du Parlement de Paris, du 8 février 1612, qui défendait une société faite entre les notaires de Beauvais, pour mettre en commun les gains et émoluments de leurs actes. Le même auteur nous apprend que, dans le bailliage de Troyes, les sergents s'associaient deux à deux, l'un exécutant comme sergent, l'autre servant de recors. Ces sociétés, contraires à l'ordre public, furent sévèrement défendues par sentence du 22 mai 1690.

Cependant de nombreuses infractions étaient commises et souvent même autorisées par les Parlements. Loyseau, dans son ouvrage sur le *Droit des Offices*, reconnaît que l'office peut appartenir à deux ou à plusieurs « comme il » arrive souvent ès-offices de finances » — « qu'on s'y peut » associer à telle condition que le prix de l'achat sera payé » en commun et aussi les émoluments... bref, la seigneurie » imparfaite de l'office tirée du titre et de l'exercice. »

Bien que la loi du 28 avril 1816 ne prononce à ce sujet aucune interdiction formelle, elle crée un état de choses incompatible avec de pareilles associations.

« Un office ne peut faire l'objet d'une société parce qu'il n'est pas dans le commerce, dit M. Troplong. On se méprend sur le but de la loi du 28 avril 1816, quand on s'imagina qu'elle a rétabli pour certains offices la vénalité telle qu'on la connaissait jadis... Qu'a donc permis la loi du 28 avril 1816 ? Une seule chose qui, par elle-même, est assez grave pour ne l'étendre pas au delà de ses limites : c'est de mettre un prix à la représentation du successeur de l'office. De là, il résulte cette conséquence frappante, que la finance ne devient vénale qu'au moment où la fonction cesse ou va cesser, mais que la vénalité ne peut coïncider qu'avec la vacance, jamais avec la gestion. »

A ces motifs, tirés du caractère de la propriété des offices, M. Troplong ajoute : « Des raisons de morale et d'ordre public qui empêchent de transformer en commerce exploitable et en *cabale*, comme disait dédaigneusement Loiseau, des fonctions dépendant de la puissance souveraine et vouées avant tout au service des citoyens. » (*Du contrat de société*, t. I, nos 88 et suivants).

« La fonction doit être libre, dit encore M. Troplong. La société lui donnera des surveillants, des conseillers, des tuteurs ! ! En vain ; le devoir élèvera des barrières, l'intérêt les franchira.

« On destitue un clerc dont on est mécontent ; on le punit de ses indiscrétions en le renvoyant. Au contraire, l'associé est un égal, quelquefois un maître dont il faut subir le joug. Il y a un proverbe italien qui a dit avec profondeur : *Chi ha società, ha padrone* !... Ici, on multipliera les actes fructatoires, l'on enflera les mémoires, on ira recruter audacieusement des clients pour l'étude, *un tel et compagnie*... Les devoirs de la profession seront sacrifiés aux exigences de la position commerciale dont on l'a compliquée. »

« — Un office peut-il être l'objet d'une société, écrivait M. Delangle ? — Une telle question semble ne pouvoir s'agiter que dans les temps où toute idée de légalité, de devoir et de convenance s'efface et disparaît. Un office est une délégation de la puissance publique. Ce n'est pas, à proprement parler, une propriété, mais une délégation tenant à des conditions particulières de capacité, de moralité, de fortune, soumise dans son exercice à des règles spéciales, dans sa transmission à la volonté du souverain — s'il y a quelque chose d'essentiellement personnel, d'intime, c'est un office. — Comment, dès lors, en faire la matière d'un contrat de société ? »

M. Paul Pont, après avoir rappelé l'opinion de Loyseau dans l'ancien droit, déclare que, dans l'état actuel de la législation, « c'est l'opinion contraire qui a prévalu, et qu'il » faut s'y tenir d'une manière absolue, sans distinction ni » réserve. »

M. Demolombe, dans une monographie publiée par la *Revue critique*, et dans son *Traité des Obligations*, combat avec vivacité la thèse de la liberté d'association pour l'exploitation des offices.

« L'opinion contraire, dit-il, semble s'accréditer dans nos » nos mœurs qui se montrent, en ce point comme en tant » d'autres, tolérantes, jusqu'à la faiblesse et jusqu'à une » sorte d'indifférence sceptique ! »

Citant un arrêt de la Cour de Paris qui avait prohibé le partage des bénéfices d'un office entre le titulaire et un tiers, il ajoute :

« Nous souhaitons qu'il fasse désormais jurisprudence et » qu'il complète la salutaire doctrine de la nullité sur toutes » ces spéculations, sur tous ces trafics d'argent, dont il im- » porte au plus haut point de purger absolument les charges » publiques de l'Etat. »

La jurisprudence a répondu au vœu formulé par M. Demolombe.

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 9 février 1852, au rapport de M. Bayle-Mouillard, a décidé qu'« en présence » d'une association portant sur un office d'huissier et par » conséquent sur une délégation de la puissance publi- » que... la déclaration que les clauses du contrat gênaient » la liberté d'action de l'officier ministériel, altéraient » la mission qu'il avait reçue et devaient être, en consé- » quence, annulées comme contraires à l'ordre public, » que l'arrêt, loin de violer l'article 1133, en avait fait une » juste application. »

Un arrêt de la Chambre civile du 15 janvier 1855, au rapport de M. Quénault et sur les conclusions conformes de M. Nicias Gaillard, — et un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 10 janvier 1865, au rapport de M. de Carnières, et sur les conclusions conformes de M. Paul Fabre, contiennent la même doctrine. « Une telle société était illicite, » dit l'arrêt de 1865, non-seulement quant à sa constitution, » mais encore quant à ses actes et ainsi en exécution des ar- » ticles 1131 et 1133 du Code civil, la nullité dont elle était » frappée était radicale et absolue, s'attaquait à son principe » et à ses conséquences et lui enlevait toute sanction. »

Dans l'affaire actuelle, le pourvoi soulevait une question plus délicate. Les huissiers associés avaient commis une seconde faute en faisant remettre habituellement par des tiers les copies de leurs protêts.

Sur le caractère de cette faute aucun doute n'est possible. L'article 45 du décret de 1813 est formel. De nombreux arrêts de la Cour de Cassation décident que la contravention existe « sans qu'on puisse excuser l'officier ministériel » à raison de sa bonne foi ou d'après d'autres motifs analogues. (Ch. cr., 15 mars 1836. — Ch. réunies, 18 décembre 1843. — MM. Portalis, pr. pr.; Mesnard, rapp.; Dupin, proc. gén. (concl. conf.)

Mais comment établir l'existence même de la faute ? N'est-ce pas se mettre en contradiction avec le contenu des actes authentiques et méconnaître la foi qui leur est due ?

Dans une espèce analogue un arrêt de la Cour de Toulouse avait admis la nécessité d'une inscription de faux (18 janvier 1866). « La prohibition d'attaquer les actes authentiques autrement que par l'inscription de faux est d'ordre public, disait cet arrêt : devant cet intérêt général, tout intérêt privé s'efface. On ne peut concevoir un acte authentique livré aux résultats d'une preuve ordinaire, privé pour son maintien des garanties que la loi lui réserve, et enfin déclaré mensonger et frauduleux dans un intérêt interdit et privé, alors qu'il conserverait sa force et sa valeur pour les parties directement intéressées. »

Le pourvoi reproduisait les mêmes arguments dont il eut été difficile de méconnaître la gravité, s'il s'était agi d'actes déterminés, produits aux débats, et si les demandeurs avaient soutenu que, malgré leur contenu, ces actes n'avaient pas été notifiés par l'huissier lui-même.

Mais les allégations de la demande étaient tout autres. Sans rien articuler au sujet du contenu des actes, les demandeurs se bornaient à soutenir qu'ils étaient remis habituellement par des clercs. Comment les huissiers poursuivis conciliaient-ils cette habitude avec les mentions qui doivent constater la notification ? Leurs actes renfermaient-ils l'aveu de cette irrégularité ? La dissimulaient-ils au contraire ? L'offre de preuve ne contenaient rien à ce sujet.

De son côté, la défense invoquait la tolérance de la chancellerie et du parquet. Elle ne produisait pas, pour répondre à cette articulation de faits, les actes incriminés. Comment, dès lors, le titre xi du livre II du Code de procédure, sur le faux incident civil, eût-il pu être appliqué ? La procédure d'inscription de faux suppose « une pièce signifiée, communiquée ou produite, » suivant les expressions formelles de l'article 214. Sans cette production, il n'est pas une des formalités prescrites par la loi qu'il soit possible d'accomplir.

La Chambre des Requêtes a décidé par l'arrêt que nous

rapportons, qu'il n'était pas nécessaire, dans ces circonstances de fait, de recourir à la voie de l'inscription de faux « *contre des actes qui n'étaient pas produits et qui n'étaient pas opposés à la demande.* » Cette procédure exceptionnelle n'est pas obligatoire, en effet, dans le cas d'une contradiction hypothétique, plus ou moins vraisemblable, avec des actes authentiques. Il faut qu'une contradiction réelle et certaine résulte de la présentation de l'acte lui-même, et qu'après sommation, celui qui a produit cet acte persiste à s'en servir. Tel est le sens évident des articles 215 et suivants du Code de procédure civile.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

BIBLIOGRAPHIE.

I. — ÉTUDES DE DROIT COMMERCIAL.

COURS DE DROIT MARITIME, par M. CRESP, ancien professeur à la Faculté de droit d'Aix, annoté, complété et mis au courant de la jurisprudence la plus récente, par Auguste LAURIN, professeur de droit commercial à la Faculté de droit d'Aix et à la Faculté des sciences de Marseille. — Tome second (1).

ESSAI HISTORIQUE ET CRITIQUE SUR LA LÉGISLATION DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, par C. LESCŒUR, docteur en droit, licencié ès-lettres, professeur à la Faculté libre de droit de l'Université catholique de Paris (2).

Ce n'est pas en matière de droit maritime qu'on peut déplorer la surabondance des ouvrages dogmatiques et se plaindre qu'ils dépas-

(1) Paris, librairie Maresq aîné. — Aix, Achille Makaire.

(2) Paris, Maresq aîné, libraire-éditeur.

sent la charge d'une bête de somme, *onus camelorum*, selon l'expression de Justinien. Une lacune des plus anciennement signalées de notre littérature juridique, est précisément le défaut que nous avons ressenti jusqu'à ce jour de tract spécial et complet sur cette branche importante du droit commercial. Nous avions des recueils d'arrêts, des travaux connus pour faciliter les recherches des praticiens, d'excellentes monographies, même dans le genre de celles que nous devons à la plume fort compétente de M. de Courcy (1). Mais le commentaire doctrinal, l'exposition méthodique des règles qui gouvernent la matière, nous sommes restés longtemps sans les posséder. L'enseignement des Facultés aurait pu, dans une certaine mesure, combler ce vide regrettable. Mais, dans la plupart des sièges universitaires, si l'on en excepte les villes où se débattent à la barre des tribunaux ou devant les chambres de commerce les intérêts de la navigation d'outre-mer, le droit maritime n'occupe au cours qu'une place secondaire.

Les leçons imprimées de M. Cresp répareront cette insuffisance. Sous leur première forme déjà, et du vivant du maître, elles avaient commencé à tirer d'un injuste oubli une science traditionnellement cultivée par les jurisconsultes français, enrichie, sous l'ancien droit, d'incomparables commentaires, présentant, de nos jours encore, à l'investigation savante, des problèmes d'une haute portée et des aperçus richement féconds.

Poursuivant avec un zèle infatigable la publication de l'œuvre qui lui a été léguée, M. Laurin nous apporte aujourd'hui un second volume, brillant des mêmes qualités que son aîné, portant, comme celui-ci, la trace de patientes recherches, marqué à la forte empreinte de la conscience et du talent. On a présent au souvenir les mérites comme le sujet du tome premier. On se rappelle les belles généralités de M. Cresp sur la mer et les navires, sa classification neuve, ingénieuse, quoiqu'un peu artificielle, qui consiste à placer l'engagement des gens de port dans une sorte de groupe spécial qu'il appelle *Sociétés maritimes*. On se souvient également de la part considérable de travail personnel qui revient à M. Laurin dans l'œuvre collective. Son étude, si bien distribuée, si forte et si concise, sur l'hypothèque maritime, méritait une attention spéciale, en dépit de la stérilité de la loi de 1874. Quelles sont les causes qui ont frappé d'inefficacité ce qui devait être un si puissant élément de crédit? Nous n'avons pas à nous en expliquer.

Si l'hypothèque maritime est restée à peu près inconnue dans la pratique, si elle laisse à peine trace de son passage dans les actes notariés, si la marine marchande, en un mot, répudie le bénéfice de l'innovation faite en sa faveur, le mal tient évidemment à une crise à laquelle la politique n'est pas étrangère, mais qui puise également sa source, selon nous, dans l'abolition prématurée du régime protectionniste, abolition qui livre le marché européen à la concurrence désastreuse des Etats-Unis.

Pour revenir de l'économie politique au droit pur, nous noterons que l'ordre logique des idées amenait M. Cresp à traiter maintenant à fond des louages maritimes. En effet, le professeur commence à tracer les grandes lignes de la matière; puis il s'arrête court et se

(1) Voir ses *Questions de Droit maritime*.

jette dans un nouvel ordre d'idées, le *contrat à la grosse* et l'*assurance*. Rien de plus capricieux qu'un pareil plan. « Il s'arrête, dit-il, au moment où la marchandise est mise à bord, renvoyant, pour la question des risques et de leur influence sur les contrats de commerce, à ces deux contrats dont les risques sont l'objet et la matière même. »

Comme le fait observer avec grand sens le savant annotateur, la priorité d'importance alléguée ici n'offrait pas un motif suffisant pour ajourner la théorie des affrètements. Cette convention ne joue pas un rôle très-fréquent dans la pratique, et, d'autre part, il est nécessaire de la connaître pour embrasser d'une vue complète les deux opérations auxquelles M. Cresp montre une telle impatience d'arriver.

Pour rectifier autant qu'il est en lui cette erreur de méthode, M. Laurin anticipe sur les détails qui seront donnés plus tard. Il laisse sans doute de côté la question des risques, mais il transporte ici l'examen de plusieurs questions dont la solution intéresse la convention d'affrètement.

Il faut, d'ailleurs, l'avouer, le peu que nous donne M. Cresp, porte le sceau de ses qualités habituelles. Il déploie sa rare sagacité dans les pages où il démontre que l'affrètement est tout à la fois un louage de choses et un louage de services (p. 113). Il expose sa pensée avec simplicité et en même temps avec largeur. Rien dans son langage qui sente le jargon de l'école. Aucune de ces formules arides, rebutantes, qui sont fatales pour la vulgarisation du droit. Parfois même lui arrive-t-il de tomber dans l'excès opposé et à force d'employer les termes les plus généraux, selon le conseil tout littéraire de Buffon, de manquer à la précision scientifique. Le vague de l'expression rejaillit alors sur la pensée ! Son élève relève avec une juste rigueur ces inadvertances dangereuses. Ainsi, il note la confusion que fait le maître en nous présentant le contrat de change comme se formant par la lettre de change elle-même qui n'en est qu'un mode de preuve ou tout au plus de transformation (p. 31, note 18).

Cette partie du livre nous offre un hors-d'œuvre qui vaut la peine d'être signalé. On se rappelle, à l'époque où parut le premier volume, le succès qu'a obtenu une digression fort savante. Cette merveilleuse *consultation*, suivant l'article 109, Code com. Elle produisit ou dut produire un changement profond dans les habitudes de l'enseignement. On avait coutume jusqu'en ces derniers temps d'appuyer sur l'article 109, l'admissibilité arbitraire de la preuve testimoniale devant les tribunaux de commerce, M. Cresp a parfaitement établi que c'était donner à une décision fondée en raison une base fautive. Ce n'est pas, en effet, dans notre Code qui n'a pas prévu le cas, mais dans l'article , non abrogé de l'ordonnance qu'est le vrai motif de décision. A côté de ce petit chef-d'œuvre d'analyse, qui rappelle pour l'art et l'élégance les meilleures traditions des jurisconsultes romains, on peut placer sans trop de désavantage une dissertation vive et saisissante sur les attributions des consuls, relativement aux actes faits par les Français à l'étranger. Cette parenthèse est venue tout naturellement s'insérer dans la théorie des affrètements qui ont lieu, hors de France, dans les chancelleries des consulats.

Souvent, dans cette partie du livre, M. Laurin a tenu seul la

plume. La question des formes de l'acte d'affrètement, les énonciations que doit contenir la charte-partie, le nom, le tonnage du navire, le lieu et le temps convenu pour la charge et pour la décharge, les difficultés qui s'élèvent à cette occasion ; enfin, la sanction diverse donnée par la loi à l'absence des indications de plusieurs genres qu'elle prescrit, tous ces points sont traités intégralement de sa main. Il n'a pas eu pour s'aider le secours des notes de son guide. A vrai dire, il y gagne, semble-t-il, plutôt qu'il n'y perd. Son allure est plus vive, son plan mieux dessiné. Son opinion, que ne soutient plus la vieille autorité du maître, n'en a pas moins un cachet frappant de vérité. Comme à M. Cresp, les vues législatives lui sont familières. Il signale, à l'occasion des obligations imposées au fréteurs, la regrettable lacune de notre Code, qui ne permet pas aux experts chargés de la visite préalable des navires, de porter leurs investigations sur l'excès de la charge, cause bien autrement fréquente, comme il le dit, de perte en mer du bâtiment qu'un défaut intrinsèque de navigabilité. Invoquant les arguments d'analogie appréciée de la législation comparée, il demande qu'à l'exemple d'un projet présenté à la Chambre des communes, on étende aux transports maritimes les règles de sage prévoyance établies par le législateur pour transport par voitures publiques (article 225 du Code de com.) — (Tr. page 106 et 107).

Enfin, l'obligation de payer le fret, la première en importance et la plus féconde des questions que fait naître le contrat de louage maritime, celle à laquelle le titre du code a consacré la majeure partie de ses dispositions, est examinée à fond et suivie dans le détail de ses ramifications nombreuses. Les monuments de la jurisprudence ont été compulsés avec soin par le consciencieux et savant professeur qui est à l'appui ou à l'encontre de ses propres idées des nombreuses décisions des ressorts du Midi, et notamment de celui d'Aix.

Nous passons maintenant sans aucune transition au contrat à la grosse. Tout comme on était surpris de voir M. Cresp laisser inachevée la théorie de l'affrètement, on s'étonnera qu'il passe ainsi sous silence la question des avaries ; c'est-à-dire, des accidents mêmes que le contrat à la grosse a pour but de réparer. Même difficulté à s'expliquer le renvoi à une date ultérieure de l'*assurance*, cette sorte de *convention-mère*, dont le contrat à la grosse n'est qu'une variété, comme l'observe fort justement M. Laurin. Valin, esprit si juridique, si sûr en général, disait du contrat à la grosse qu'il est une *assurance* mélangée de fret, dans laquelle l'assureur avance à l'assuré le montant de la chose mise en risque.

Une interversion aussi malencontreuse ne saurait être imputée à l'éditeur du cours de M. Cresp. C'est celui-ci qu'il faut accuser, si même on ne fait remonter la responsabilité plus haut, au code lui-même et à l'ordonnance de la marine qui l'a précédé. La raison historique a fait fléchir, ici, l'ordre logique et naturel. On se trouvait en présence d'une théorie faite depuis des siècles. Les précédents les plus célèbres sur la matière remontent encore au Droit romain. Qui donc, parmi les jurisconsultes, ignore entre autres textes fameux la loi 20 4 D. *qui potui in. pign. 5 et 6*, qui attribue au deuxième prêteur priorité sur le premier ?

Ces réserves faites par rapport au plan, et quitte à nous résigner à ces nombreux renvois à la matière des assurances pour les

questions communes aux deux contrats, nous admirerons avec quelle sobriété de moyens et néanmoins quelle clarté souveraine, M. Cresp nous explique le mécanisme compliqué du *nauticum fœnus*. C'est bien là le modèle de la science dépouillée d'appareil. C'est bien là cette lucidité persuasive qui faisait dire à un de ses compatriotes, Vauvenargues :

Joignez à cette qualité maîtresse le commerce familial des vieux auteurs, un instinct admirable pour saisir le génie de deux législations successives et les nuances qui les séparent dans l'application, une faculté de synthèse qui groupe instantanément les idées, qui relie sans effort chaque solution à un principe, vous aurez une idée des mérites d'une œuvre qui est comme le testament de l'éminent jurisconsulte. Lisez, pour en faire l'épreuve, ses observations d'un intérêt rétrospectif sans doute, mais encore fort attachant, sur une question tranchée par une interprétation législative récente, l'étendue qu'il s'agissait de donner sous le régime du Code et sous celui de l'ordonnance à la faculté d'abandon du bâtiment et du port, donnée à l'armateur qui veut s'exonérer de la responsabilité des actes du capitaine. Lisez encore les élégantes solutions données par M. Cresp, en prévision des cas où le navire reviendrait sur ses pas, par crainte des croiseurs de mer, par appréhension d'une capture imminente. Remarquez, enfin, l'ampleur magistrale avec laquelle il expose la controverse engagée entre Emergion et Valin, dans l'hypothèse où un emprunt a été fait sur une valeur excédant la somme empruntée, emprunt de 10,000 par exemple sur un chargement de 20,000, et où surviennent peu après un sinistre suivi d'un sauvetage partiel, faits qui provoquent une double action : l'une, de la part du prêteur pour le montant de son prêt; l'autre, de la part de l'emprunteur pour l'excédant de valeur sur sa chose. M. Cresp prend parti pour Valin contre Emergion, c'est-à-dire, pour l'idée du concours entre les deux intéressés, et sa pressante argumentation force en quelque sorte la conviction du jurisconsulte. (V. p. 369 à 375.)

La théorie des avaries, une des plus importantes de la matière, et dont l'application peut se faire à toutes les parties du droit, vient enfin prendre sa place dans l'ouvrage. M. Laurin fait preuve de son indépendance habituelle en se prononçant, contre l'avis de M. Cresp, pour l'interdiction de la clause qui affranchirait le prêteur des grosses avaries. L'article 330 et la tradition historique lui paraissent décisifs en ce sens. Ne céderait-il pas ici, en allant à l'encontre d'objections pratiques imposantes, à cette tendance un peu géométrique de son esprit, à cet excès de logique qui lui dictait, dans son premier volume, quelques solutions que nous avons dans le temps notées et qui rallieront malaisément le suffrage de la jurisprudence.

Quelles que soient ces nuances d'appréciations divergentes, disons hautement que presque partout on sera de l'avis de M. Laurin. On est comme subjugué par la force et le savoir qui se font sentir dans tout ce qu'il écrit. Quelques inadvertances sans portée, quelques vétilles, échappées à son imprimeur peut-être, ce sont les uniques taches qu'il sera permis de relever (1) Le vrai défaut du

(1) Ainsi une citation biblique a été légèrement tronquée : *mundum tradidit disputationi*. C'est *disputationibus* qu'il faut. De même encore

livre, si tant est qu'il en est un, est celui de tous les ouvrages de ce genre. Des livres qui ont été faits par deux mains successives. Le tour d'esprit particulier à chacun des collaborateurs se prête mal à une association rétrospective. Les plans ne s'agencent pas toujours. Les additions, les renvois, les rectifications abondent. L'œil papillote constamment du texte à la note et de la note au texte. Tout bien pesé cependant, il faut s'applaudir des avantages spéciaux qu'offre ici cette publication à deux, cette œuvre qu'on aurait tort d'appeler hybride. En se reléguant au rôle modeste et bien plutôt apparent que réel d'annotateur de M. Cresp, M. Laurin a sauvé de l'oubli de précieuses épaves et en même temps il nous a communiqué le fruit de son propre travail. Nous avons ainsi les efforts combinés de deux fermes et savantes intelligences. De semblables services seront de tout temps appréciés. Qu'on se rappelle le succès qui a accueilli la première édition française de *Zachariæ*, dont le texte intégralement respecté parut accompagné de simples notes, fortes et concises. Depuis, le trait dogmatique du savant professeur de Heidelberg s'est en quelque sorte développé sous les mains fécondes des deux jurisconsultes distingués qui l'avaient pour la première fois présenté à nos compatriotes. Comme MM. Aubry et Rau, M. Laurin est du nombre de ceux qui, en publiant la pensée d'autrui donnent la mesure de ce qu'ils peuvent eux-mêmes. Nous le comparerions volontiers à ces traducteurs des grands siècles littéraires qui révélaient des qualités originales en rendant des idées qui ne leur appartenaient pas. C'est à son prochain volume que nous donnerons rendez-vous au savant professeur. La difficile et féconde matière des assurances lui fournira nécessairement l'occasion d'amender et de compléter en bien des points le cours de M. Cresp. Il fera souvent acte d'auteur en même temps que de critique. Nous prédisons sans crainte, pour l'avoir déjà vu à l'œuvre dans un cours professé sur ce sujet, qu'il tiendra toutes les promesses contenues dans ce qui a paru de lui.

Jules CAUVIÈRE,

Professeur à la Faculté de droit de l'Université catholique de Paris.

III. — VOCATIONS AGRICOLES. — *Réflexions sur la situation économique et morale des campagnes*, par J.-B. BUSSEUIL, avocat. — Paris, 1878, Plon, éditeur.

Par la nature même de leurs travaux, par les nécessités de leur profession, par la salubrité morale du milieu au sein duquel elles vivent, les populations rurales constituent sans nul doute la classe

nous signalerons, pour en déconseiller l'emploi si fréquent dans les ouvrages de jurisprudence, l'expression de *vis-à-vis* prise au sens figuré. Voltaire a fort bien établi que cela se dit toujours au propre. Ces minuties ne nous frapperaient pas sous une plume moins irréprochable que celle de M. Laurin.

de la société la mieux aguerrie contre les atteintes de la corruption, la plus inaccessible à l'esprit de nouveauté, la plus rebelle à la propagande révolutionnaire.

Faut-il en conclure que les campagnes jouiront éternellement de l'heureuse immunité qui, pendant longtemps, les a préservées de la contagion du mal ? Ne voyons-nous pas, au contraire, s'effacer de jour en jour la disparité rassurante qui les différenciait des populations urbaines ? Les doctrines subversives, qui exercent leurs ravages avec tant d'intensité parmi les agglomérations ouvrières de nos grandes villes, ont déjà dans les plus humbles villages leurs organes, leurs propagateurs et leurs adeptes. Les habitudes d'oisiveté, de débauche et de dissipation développées par la fréquentation des foires et des cabarets dont le nombre s'est accru outre mesure, l'irréligion, l'immoralité et l'esprit d'antagonisme alimentés quotidiennement par les feuilles publiques, l'indiscipline des jeunes gens impatients de secouer le joug paternel, la coquetterie et la frivolité des jeunes filles dont l'imagination est exaltée, sinon dépravée, par la lecture des plus mauvais romans, d'une manière générale la recherche exclusive du bien-être matériel, la recrudescence des besoins artificiels, l'absence d'ordre, d'économie, de prévoyance et de frugalité, le dégoût de tout ce qui n'est pas jouissance immédiate ; enfin, le mépris des travaux des champs, ce sont là autant de symptômes qui, aux yeux de tout observateur attentif, révèlent chez le paysan une démoralisation profonde, que la diffusion de l'instruction et les facilités nouvelles des moyens de communication contribuent puissamment à étendre et à propager.

Dans ces conditions, quoi de plus funeste que la tendance des propriétaires fonciers à désertier leur poste ? Au point de vue économique, quoi de plus préjudiciable à la vitalité et à la bonne organisation du corps agricole que l'absence d'une classe dirigeante, élément intermédiaire, organe de transmission entre le paysan, esclave de la routine et de l'ignorance, et le savant, spéculateur et homme de cabinet ? Au point de vue moral, quoi de plus déplorable que cette disette d'hommes intelligents et dévoués, mettant leur fortune, leur intelligence et leurs capacités au service des populations dont ils sont les autorités naturelles ; ayant assez conscience de leur devoir et de leur mission pour s'astreindre à résider d'une manière permanente au milieu de ceux à qui ils doivent l'assistance journalière de leurs exemples, de leurs conseils et de leurs lumières.

Rappeler ces importantes vérités à ceux qui les oublient ou les ignorent, appeler notre attention sur la situation réellement alarmante de nos campagnes, susciter des *vocations agricoles* en démontrant leur urgente nécessité, tel est le but que M. Busseuil s'est proposé, disons mieux, qu'il a atteint, dans un ouvrage plein d'aperçus originaux, d'idées neuves, d'observations piquantes, ouvrage excellent sous tous les rapports et qui se recommande doublement au lecteur, en joignant au mérite d'être peu volumineux celui d'être écrit dans un style vif et imagé, vraiment français par la clarté, la verve et l'élégance.

J. R. M.

III. — LA GRÈCE TELLE QU'ELLE EST, par Pierre MORAITINIS, ancien consul de Grèce. — Un volume in-8°. Didot, 1877.

Cet ouvrage a pour but de démontrer avec quel patriotisme intelligent les six millions d'Hellènes, répandus dans les îles et dans les pays au-dessous des Balkans, gravitent vers le petit royaume de Grèce, et d'indiquer tout l'intérêt que les puissances occidentales ont à assurer à cet élément hellénique un développement parallèle à celui de l'élément slave, dans la reconstitution qui doit suivre la dislocation de l'empire ottoman. L'œuvre de M. Moraitinis dépasse de beaucoup cependant les proportions d'une publication de circonstance. L'abondance des informations statistiques et des notions économiques, ainsi que le ton sérieux qui y règne, rendent cet ouvrage le plus utile à consulter pour l'homme politique ou l'économiste, qui a à étudier la Grèce. — Tout en *expliquant* les défauts des institutions et du caractère de ses compatriotes, l'auteur les reconnaît franchement. — La vie politique a pris en Grèce un développement absolument hors de proportion avec les vraies forces sociales du pays. En lisant le livre de M. Moraitinis, on se convainc de tout le mal que fait le gouvernement parlementaire au peuple qui en subit l'expérience. Hélas! le peuple canadien français, qui était bien plus vigoureusement constitué, n'épuise-t-il pas ses forces dans les stériles convulsions de ce terrible *morbus comitialis* qu'a si bien nommé et décrit l'illustre évêque de Poitiers? Dans le pays même où il est né, le parlementarisme ne vient-il pas de neutraliser toute la virilité du peuple anglais et d'accomplir l'œuvre de l'étranger, en rendant la Grande-Bretagne impuissante? C'est le mal du siècle, et vraiment l'on aurait mauvaise grâce à chercher une paille sur l'agora de la moderne Athènes, quand tant de poutres encombrant le palais de Versailles et Westminster-Hall.

C'est à bon droit que M. Moraitinis tourne les yeux vers la France comme vers l'amie la plus sûre, la plus désintéressée, de son pays. Il devrait les tourner vers Rome aussi! Il donne sur le clergé grec, sur la situation religieuse de la Grèce, des détails précis à l'authenticité desquels on doit d'autant mieux croire, que l'auteur ne s'identifie pas assez lui-même avec cette situation.

Si les Hellènes veulent maintenir en Orient leur nationalité, leur identité morale au milieu de la submersion slave, il est bien évident qu'il leur faut, avec une foi religieuse vivace, un clergé supérieur sur tous les points à celui de la Russie, et cette force, cette vie, où la trouveront-ils s'ils ne vont la demander à la Chaire de Pierre? Leur infériorité numérique leur en fait une condition absolue d'existence.

C. J.

PERSONNEL DE LA FACULTÉ CATHOLIQUE DE DROIT DE TOULOUSE

(Voir le personnel des Facultés des autres Universités catholiques, année 1876,
1^{er} semestre, 6^e volume, page 6 et suivantes.)

Professeurs titulaires.

- M. Saturnin VIDAL**, ancien député, membre de l'Académie de législation, doyen de la Faculté, professeur de droit civil.
- Le R. P. RAMIÈRE** de la C^e de Jésus, docteur en théologie et en philosophie de l'Université grégorienne, professeur de philosophie du droit.
- Le R. P. DESJARDINS** de la C^e de Jésus, professeur de droit canon.
- M. BOUTAN**, avocat à la Cour d'appel, membre et ancien président de l'Académie de législation, professeur de procédure civile.
- M. ALBERT**, avocat à la Cour d'appel, membre et ancien président de l'Académie de législation, professeur de droit commercial.
- M. SALVAGNIAC**, ancien magistrat, docteur en droit, professeur de droit criminel.
- M. SABATÉ**, docteur en droit, professeur de droit romain.
- M. PASSAMA**, avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, professeur de droit civil.
- M. TALAIRACH**, avocat, professeur de droit civil.

Professeurs suppléants chargés de cours.

- M. SALIVAS**, docteur en droit, chargé d'un cours de droit romain
- M. TOUZAUD**, avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, ancien magistrat, chargé du cours de droit administratif.
- M. DOURDIN**, docteur en droit, ancien magistrat, chargé du cours de droit des gens
- M. PANDELLÉ**, docteur en droit.
- M. DE PEYRALADE**, avocat à la Cour d'appel, docteur en droit, chargé du cours d'économie politique.
- M. ESTRÈVE**, docteur en droit, chargé du cours de droit coutumier et d'histoire du droit.

Cours annexes. — Des conférences d'apologie scientifique et historique sont faites à la Faculté pour les étudiants et pour le public, savoir :

Les conférences d'apologie scientifique, par **M. le chanoine DUILHÉ DE SAINT-PROJET**, docteur en théologie.

Les conférences d'apologie historique, par **M. le chanoine LEZAT**, docteur en théologie, docteur ès lettres.

Bibliothécaire. — **M. PEYROT**, agrégé d'histoire, ancien inspecteur d'Académie, chevalier de la Légion d'honneur.

Bibliothécaire adjoint. — **M. MAGNE**, licencié en droit.

Secrétaire agent-comptable. — **M. COSTE**, rue de la Fonderie, 31.

Le gérant, J. BARATIER.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

DU DROIT DIVIN & DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

INFLUENCE DU CHRISTIANISME
SUR LA CIVILISATION ET SUR LE DROIT

8^e Article (1).

ÈRE MODERNE (2^{me} article).

La résurrection de la politique païenne et la proclamation des doctrines du libre examen ont conduit la plus grande partie des peuples à répudier le principe du Droit divin de l'autorité, qui a été si longtemps le fondement de toutes les institutions sociales. C'est ce qui nous conduit à poser cette grave et fondamentale question : Le Droit chrétien a-t-il raison lorsqu'il fait reposer le système gouvernemental du monde politique, le mécanisme social, la direction des nations, sur le dogme de l'origine divine de la société et du pouvoir ?

Cette question a donné lieu à de graves controverses. Il est donc nécessaire de bien la préciser.

Les uns soutiennent que le pouvoir a son origine et sa source dans la volonté même des personnes sur lesquelles il

(1) Voir l'introd., 4^{me} année, 7^{me} vol., p. 274 ; 5^e année, 1^{er} sem., p. 3, 129 et 293 ; 2^e sem., p. 69, 141 et 230 ; 6^e année, 1^{er} semestre, p. 124.

s'exerce, et que la communauté est gouvernée par elle-même ; ce sont les partisans de la souveraineté nationale. Les autres prétendent que le pouvoir public émane de Dieu lui-même, principe, source et racine de toute autorité, et Seigneur de toute créature ; ce sont les partisans du principe de Droit divin. Les premiers disent que le prince, ou tout autre dépositaire de l'autorité, est un délégué du peuple, un mandataire responsable et devant compte à ses mandants de ses actes et de son mandat dont il ne peut dépasser les limites ; les seconds soutiennent que celui qui exerce l'autorité est un délégué de Dieu, devant qui seul il est responsable de toutes les infractions au droit naturel et au droit politique du pays ; que cependant il peut être responsable devant le Vicaire de Jésus-Christ de certains actes et sous certains rapports. Les uns regardent le pouvoir public comme un fait humain ; les autres, comme un fait divin. Tout cela nous montre assez l'importance de cette grave controverse, qui est loin d'être seulement dans la théorie, et dont les effets se sont produits pratiquement, comme tout le monde ne le sait que trop. Elle a, de plus, un rapport direct et un contact immédiat avec le dogme catholique et avec les principaux fondements du Droit politique.

Cette matière a été traitée par tant d'écrivains distingués, que l'auteur de cet essai n'a nullement la prétention de présenter des points de vue tout à fait nouveaux. Cependant il lui est impossible de ne pas l'aborder, sous peine de laisser cet écrit, déjà si défectueux en plusieurs points, tout à fait incomplet. Mais, en entrant dans cette discussion, il sent le besoin de dire qu'il n'a en vue aucune opinion politique, c'est-à-dire, qu'il ne veut pas porter la question sur ce terrain. Il lui suffit de poser les principes fondamentaux de la matière, indépendamment de tous les partis.

Le chef de l'hérésie protestante n'est pas le premier qui ait élevé la voix contre le dogme du Droit divin. Déjà, avant

lui, Rienzi l'avait fait, lorsqu'il s'était proclamé tribun de Rome. De plus, la restauration de l'étude du Droit romain contribua à propager les principes contraires. Quoiqu'il soit vrai, en effet, que le Droit romain ait développé la puissance royale et abaissé celle du Saint-Siège dans ses rapports avec la politique, il n'est pas moins vrai aussi que ce Droit apporta avec lui la doctrine consignée dans la fameuse *Lex regia*, d'après laquelle c'est le peuple qui transmet son pouvoir aux empereurs. Je ne crois donc pas qu'il y ait contradiction à avancer que cette loi, tout en servant d'appui aux rois pour s'émanciper de la tutelle des Papes, contribua à changer les opinions et les idées au sujet de l'origine de la puissance publique. Machiavel contribua à développer les principes du gouvernement par le peuple *en ses discours politiques sur Tite-Live*. Bientôt vint Luther : il proclama les maximes du libre examen, éleva la raison humaine sur le trône de Dieu lui-même, mit sur le même pied d'égalité le jugement individuel et le jugement de l'Eglise, fit même dominer le premier sur le second, lança ses anathèmes contre le Pape et le sacerdoce, enleva à la noblesse son prestige, jeta le mépris sur tout genre de catégorie. Ce fut ainsi qu'il altéra le principe même d'autorité et ébranla les fondements de la science comme de la société politique, et qu'il fit au Droit divin une blessure plus profonde que toutes celles qu'il avait reçues jusque-là.

On pourrait objecter que la doctrine du Droit divin fut soutenue longtemps encore par quelques protestants, mais cela n'empêche nullement qu'on ne doive considérer comme certaines les conséquences du protestantisme telles que je viens de les exposer. Ces apparentes contradictions sont faciles à expliquer. Le protestantisme exalta la puissance royale tant qu'il eut besoin de combattre l'influence politique des Pontifes ; mais les principes fondamentaux de l'hérésie dont nous parlons ne conduisent pas moins directement à l'abolition du dogme du Droit divin. Aussi, quand elle crut que le combat parricide

contre la papauté n'était plus aussi nécessaire, l'hérésie tourna ses armes sur un autre point; elle entama la lutte contre le pouvoir royal, contre le principe d'autorité émanant de Dieu, et elle fit cela par une conséquence nécessaire des principes de la prétendue religion. Ainsi, s'appuyant sur le Droit divin, les protestants s'efforcèrent d'égaliser l'autorité séculière à l'autorité ecclésiastique, de mettre au même niveau l'autorité royale et l'autorité pontificale, afin que la première étant émancipée, la religion qu'ils avaient proclamée fût considérée comme véritable et certaine, puisqu'elle s'appuyait sur quelques chefs et maîtres puissants revêtus d'une autorité émanant de Dieu, comme Henri VIII et Elisabeth d'Angleterre. Mais lorsque le protestantisme fut parvenu à prendre racine, quoique sur un terrain très-mouvant et sujet à des variations incessantes, alors il changea de système, et, plus conséquent avec ses principes, ennemis naturels du principe d'autorité, il contribua à la proclamation du système de la souveraineté nationale. Aussi, lorsque Charles I^{er} et Louis XVI montèrent sur l'échafaud, aucun dissident et aucun philosophe de l'école protestante n'éleva la voix pour la défense du Droit divin en la personne de ces infortunés souverains. De sorte que Luther avait eu beau mettre la Réforme à l'abri et sous la sauvegarde de la puissance civile, cela ne put arrêter le développement nécessaire des conséquences naturelles de son système. En d'autres termes, la société religieuse une fois attaquée, la lutte ne pouvait manquer d'arriver tôt ou tard, et même bientôt, sur le terrain social, et d'altérer l'ordre politique. C'est ce qui arriva effectivement, et Luther lui-même vit ses propres disciples et amis poser les questions les plus hardies et annoncer les réformes les plus audacieuses de la science politique. En vain Luther déclama contre ces hommes et voulut les arrêter, même en appelant à son secours le pouvoir séculier, tout fut inutile. Stork et ses compagnons furent, il est vrai, bannis de Wurtemberg, mais leurs

idées, conséquences logiques des principes avancés par Luther, ne purent être bannies avec ceux qui les avaient mises au jour, et les novateurs continuèrent à marcher dans la voie de leurs inflexibles déductions.

L'historien Georges Buchanan, au ^{xvii}^e siècle, expliqua publiquement et enseigna en Ecosse, le système, devenu depuis si fameux, de la souveraineté nationale. Beaucoup de publicistes suivirent ses traces ; on peut citer parmi eux Etienne de la Béotie, qui, dans ses *Discours sur la Servitude volontaire*, présente les rois comme les tyrans des peuples ; les auteurs anglais D'Harrington et Sidney en font le même portrait. Le génie égaré et funeste de Jean-Jacques Rousseau parvint à résumer le système qui nous occupe, dans son livre aussi absurde que fameux du *Contrat social*. Ce fut de sa part une extravagance ajoutée à tant d'autres erreurs séduisantes et dangereuses. Et quoique la plus grande partie des doctrines qu'il expose soient entachées de sophismes et d'inexactitudes évidentes, beaucoup d'auteurs qui traitent de la souveraineté nationale le copient ou le traduisent, et quelques-uns, tout en rejetant ses paradoxes lorsqu'ils sont insoutenables, tombent dans les mêmes erreurs. Nous ne devons pas omettre dans notre nomenclature l'auteur du *Code de la Nature*, que ce soit Morellet, Diderot ou tout autre. Quel que soit donc cet auteur, il a écrit sur l'autorité paternelle d'une manière indigne ; et cependant, à dire vrai, on ne peut l'accuser d'inconséquence. L'autorité paternelle étant l'image et la raison de l'autorité politique, rien de plus logique, rien de plus conforme aux règles de la tactique que de commencer l'attaque par ce qui est le fondement et le soutien de la forteresse à détruire. — Nous pourrions continuer notre énumération et citer encore d'autres écrivains qui soutiennent la doctrine de la souveraineté du peuple ; mais cela ne servirait qu'à fatiguer nos lecteurs, et notre liste est déjà suffisante.

Nous dirons, avant d'aborder la discussion, que des voix

autorisées et savantes s'élevèrent dès lors contre les erreurs, nous oserons dire les délires, des disciples de la renaissance et du protestantisme. Les grands théologiens catholiques soutinrent victorieusement le principe du Droit divin. Nous ne citerons pour l'époque même où le luthéranisme entreprit sa campagne révolutionnaire, que les deux grands maîtres Suarez et Bellarmin. Mais il ne manqua pas non plus de publicistes qui traitèrent ce sujet *ex professo*, et, depuis, les auteurs qui ont écrit dans le même sens, sont nombreux. Nous nous aiderons de leurs travaux, et nous pouvons dire que leur intention et leurs efforts tendaient sans doute à la démonstration de la vérité, ce qui était leur premier but, mais qu'ils avaient aussi le noble dessein d'éloigner les nations des abîmes dans lesquels les ont précipitées, dans ces derniers temps, les défenseurs des doctrines contraires.

On ne peut donc douter que l'esprit de la malheureuse Réforme, conduisant jusqu'au bout et élevant à sa plus haute puissance la négation du dogme du Droit divin, profané déjà avant elle, n'ait puissamment fortifié cette négation et n'ait servi au développement de ses conséquences. On pourrait même dire, sans sortir de la vérité, que la Réforme fut elle-même la proclamation du système de la souveraineté nationale avec toutes ses conséquences, soit sociales, soit purement politiques.

Après ces observations qui ne sont pas sans importance, examinons brièvement la question de l'origine du pouvoir, soit au point de vue du *Droit naturel*, soit au point de vue du *Droit positif chrétien*.

1^o *Droit naturel*. — Dans l'exposition de la doctrine, nous n'aurons pas devant les yeux le gouvernement monarchique exclusivement, comme font ceux qui attaquent la doctrine du Droit divin, qu'ils appellent *Droit divin des Rois*, afin de pouvoir le combattre avec plus d'avantage, mais toutes les formes du pouvoir. La question se réduit à

savoir si la puissance politique comme telle et quelle que soit son origine historique, est de Droit humain et procède de la communauté, ou si elle est de Droit naturel et divin.

Il faut se demander en premier lieu si l'état de société est ou n'est pas l'état naturel de l'homme. Si nous voulons, en suivant les traces de l'auteur du *Contrat social*, nous prononcer pour la négative, aussitôt la nature de l'homme et son histoire primitive se dressent devant nous. Nous lutterions en vain contre leur irrécusable témoignage. Lors même que la foi ne nous défendrait pas le doute à l'égard de cette histoire primitive, les profondes et récentes études d'hommes savants et sans passion, les découvertes des sciences physiques et naturelles, la philologie et l'éthnographie, sont venues la venger de tous les doutes élevés contre elle, de tous les reproches d'erreur, de toutes les ineptes satires et railleries accumulées contre son auteur inspiré par la philosophie absurde du XVIII^e siècle. De sorte que nous ne pouvons nous ranger au sentiment de Rousseau et accepter ses doctrines qu'en heurtant ouvertement de front la nature de l'homme et l'histoire des sociétés primitives. Il faut donc répondre affirmativement à la question que nous nous sommes posée plus haut, et convenir que la vie sociale étant l'état naturel de l'homme, la société est de droit naturel. Or, pour qu'elle puisse subsister et ne vienne pas à dégénérer en confusion et en désordre, il est indispensable qu'il y ait une autorité qui la dirige et la gouverne, et, dès lors, ce pouvoir est une partie intégrante et nécessaire de la société, puisqu'il est essentiel à sa conservation et à sa vie. Une fois établi que la société est de droit naturel, il suit par une conséquence directe et immédiate que l'autorité ou le pouvoir appartient *in abstracto* à ce Droit dont l'auteur et le principe est Dieu. Par où l'on voit que le pouvoir civil pourra, il est vrai, dans beaucoup de circonstances, être usurpé et violenté de fait ou dans son origine contingente, mais, dans son origine nécessaire, il est toujours de Droit naturel.

Saint Thomas explique cette doctrine avec une grande clarté et lucidité. Il émet la proposition que les hommes réunis en société ont besoin de quelqu'un qui les gouverne avec sollicitude et sagesse, et il le prouve de cette manière : « Si les hommes devaient vivre isolés comme beaucoup d'animaux, ils n'auraient besoin de personne pour les diriger vers un but, mais chacun d'eux serait roi de lui-même sous l'autorité de Dieu, le Roi suprême, et se dirigerait dans ses actes à l'aide de la lumière qui lui a été donnée par son auteur. Il est naturel à l'homme d'être social et politique, et de vivre en société. La nature a préparé aux autres êtres vivants la nourriture, les vêtements, les moyens de défense. Mais l'homme a été créé sans que la nature l'ait pourvu d'aucune de ces choses, et à leur place elle lui a donné la raison avec laquelle, et à l'aide de ses mains, il peut se les préparer. Or l'homme seul et isolé ne pourrait suffire à cette tâche et subvenir à toutes les nécessités de la vie : il est donc naturel à l'homme de vivre en société. De plus *l'instinct* a été donné par la nature aux autres animaux, et c'est à l'aide de l'instinct qu'ils distinguent ce qui leur est utile et ce qui pourrait leur être nuisible, et qu'ils savent trouver même les herbes médicinales qui peuvent leur rendre la santé ; pour l'homme il n'acquiert ces connaissances qu'en communauté. C'est en se servant de sa raison qu'il arrive des principes universels à la connaissance des choses particulières nécessaires à la vie humaine. Or, il est impossible qu'un seul homme arrive à tous ces résultats à l'aide de sa raison individuelle. Il faut qu'un certain nombre d'efforts particuliers soient mis en commun. Aussi, la parole a-t-elle été donnée à l'homme seul, et c'est par elle qu'il peut manifester aux autres sa pensée et entrer en société avec eux. Mais dès lors qu'il est naturel à l'homme de vivre en société, il est nécessaire qu'il y ait des chefs pour conduire la communauté et veiller à ses intérêts, autrement elle se diviserait, chacun faisant ce qui semblerait le plus à propos. C'est

pourquoi Salomon dit *que si personne ne gouverne, le peuple se dispersera*. Il faut donc que dans toute société il y ait un chef pour gouverner. »

Nous venons d'énoncer le raisonnement de saint Thomas. Suarez le disciple le plus docte de l'Ange de l'école prouve aussi, par de courtes mais décisives paroles, le droit divin du pouvoir. Il établit, en premier lieu, qu'aucune société humaine ne peut subsister que sur le fondement de la justice et de la paix. Mais comme la justice et la paix ne sont possibles qu'à la condition d'un gouvernement qui ait la puissance de commander et de diriger, il en déduit la nécessité, dans toute société humaine, d'un chef politique pour contenir dans le devoir. Ainsi, ajoute-t-il, le pouvoir ou l'autorité est de droit naturel, et comme tout ce qui est de droit naturel vient de Dieu, auteur de la nature, le pouvoir procède de Dieu (1).

Ces observations, quelque simples qu'elles puissent être, produisent une intime conviction de la vérité que nous soutenons ici. On peut les réduire à l'argument suivant : la société est nécessaire de droit naturel ; or, la puissance publique est partie essentielle de cette même société, donc le gouvernement, pouvoir public, est aussi de droit naturel et divin comme l'est la société, à la nature de laquelle il participe, à la constitution de laquelle il concourt et dont il soutient l'existence.

D'autre part, il est hors de doute, quoique puissent dire ceux qui soutiennent le contraire, que la doctrine des novateurs justifie et même légitime toute insurrection, lorsqu'appuyée sur l'opinion du plus grand nombre elle tend à détruire le pouvoir public ; car si on accorde que la souveraineté a sa source dans la société même, pourquoi les générations actuelles pourraient-elles être tenues d'observer des conventions faites par des générations qui n'existent plus ? La réponse tirée d'un consentement tacite, est une

(1) *Defensio fidei catholicæ*.

réponse vaine et qui n'aurait pas même besoin de réfutation. Celui qui s'insurge contre une convention à laquelle il n'a pas participé et à l'accomplissement de laquelle il ne s'est pas obligé, ne peut commettre un délit, il ne fait que réclamer son droit.

Sur ce même fondement le célèbre Molina fait une observation simple et convaincante. Après avoir exposé la nécessité naturelle où est l'homme de vivre en société, et en société politique, il conclut en disant : « C'est pourquoi il faut dire que la république ne reçoit pas son pouvoir de l'autorité des parties dont elle se compose, mais de l'autorité divine, ou plutôt de Dieu, comme auteur de la nature. C'est évident, car si l'autorité de la république ne venait pas immédiatement de Dieu, mais de la concession des parties, il suivrait que si quelqu'un des associés ne voulait pas y donner son consentement, la république n'aurait sur lui aucune autorité, et comme chacun des autres ne l'aurait pas non plus, la république ne pourrait la lui accorder. De plus, pour celui qui naîtrait après la constitution de la république ou viendrait vivre chez elle, il faudrait lui demander s'il consent à l'autorité de la république sur lui, et attendre son consentement, ce qui est ridicule. »

Le même théologien apporte à l'appui de son opinion un autre argument tiré de Victoria et Soto ; en voici le sens : « L'homme ne pouvant se venger personnellement de celui qui lui fait une injure, ou commet un délit en général, il suit qu'aucun de ceux qui composent la société ne peut punir le coupable. Donc, si la république recevait son autorité des individus qui composent la société, elle n'aurait pas non plus le droit de punir les criminels, car personne ne peut donner et transmettre ce qu'il n'a pas. »

Notre célèbre juriste Antonio Gomez s'exprime ainsi : — « Quoiqu'après la création du monde Dieu ait donné à l'homme le pouvoir de commander à tous les animaux de la terre, aux oiseaux du ciel et aux poissons de la mer, comme on le voit dans le premier chapitre de la *Genèse*, cependant

il ne dit pas qu'un homme commandera à un autre homme et régnera sur lui. Mais il créa les hommes avec un jugement raisonnable, droit et libre. Ceux-ci, unis entre eux et usant de leur raison, s'élurent un roi dans l'intérêt public et pour le bon gouvernement des peuples. Or ce jugement rationnel droit et libre procéda immédiatement de Dieu, et par conséquent le pouvoir qui en dérive vient aussi de Dieu. » Il poursuit en rendant un tribut de soumission au dogme catholique, et s'appuie sur ce passage des *Proverbes* : *Per me reges regnant et legum conditores justa decernunt.* »

D'ailleurs, si l'autorité est dans tous les hommes réunis, elle est aussi dans chacun d'eux, et c'est la cession que chacun en fait pour sa part qui constitue le pouvoir du gouvernement ou du chef. Or, après ce que nous venons de dire, il est difficile de comprendre le sens de ces mots : *Autorité sur soi-même*, pris dans un sens absolu. Il est plus logique de dire : « Je dispose de mes facultés, je coordonne mes actions et j'en ai la responsabilité, » que de dire : « J'ai une autorité sur moi-même. » Et puis, s'il était exact de dire que l'homme exerce une autorité sur sa volonté, dans tous les cas cette volonté s'exerce dans la conscience, qui se dirige et se gouverne d'après les lois qui lui ont été imposées par le créateur.

Enfin la formation d'un corps social rend nécessairement les individus inégaux, puisque quelques-uns sont mis au-dessus des autres. Mais comme les partisans de la communauté nationale soutiennent que tous les hommes sont égaux, et que Rousseau, avec son école, prétend que les droits politiques sont inaliénables et intransmissibles, il suit que la souveraineté nationale est la plus notoire et la plus palpable des contradictions.

Le révérend Gual explique cela avec beaucoup de clarté, par les paroles suivantes : « Une saine philosophie ne pourra jamais comprendre comment un individu peut être à la fois et par rapport à lui-même souverain et sujet, lé-

gislateur et subordonné, ayant des lois pour se gouverner lui-même, qu'il ne peut céder, parce qu'ils sont naturels et imprescriptibles, et ne les ayant pas parce qu'il les a cédés par une convention. Et cependant ces choses sont les bases fondamentales du système du peuple souverain. Dans ce système, en effet, chaque individu de la nation établit la loi et se l'impose à lui-même, car le législateur est son représentant, il est la personnification du délégué, il agit par suite du droit qui lui a été transmis par le mandant, sans la délégation duquel il ne pourrait rien décréter. Rien de plus vrai que cette proposition : *qui per alium facit per seipsum facit* ; tous les jours elle est mise en pratique. Voilà donc l'individu qui, en même temps qu'il est législateur et souverain, est, sous le même aspect, sujet et subordonné. Il est en même temps celui qui s'impose la loi, celui qu'enchaîne cette loi, celui qui obéit à cette même loi. Nul autre, d'après ce système, ne pourrait la lui imposer, car il considère tous les individus comme égaux, libres, indépendants ; or, il est évident qu'un égal ne peut imposer la loi et commander à un égal, libre aussi et indépendant. Ainsi nous avons dans le même temps et sous le même rapport, souverain et sujet, législateur et subordonné. Est-il rien de plus paradoxal ? »

Ce système présuppose l'égalité naturelle et sociale des hommes, être de raison qui ne se conçoit pas et ne peut se réaliser. Les hommes sont égaux par nature en ce sens qu'ils naissent ayant une même nature, et avec le même droit au respect de leurs semblables et à celui de la loi, mais les hommes sont bien loin d'être égaux par la nature de la société ; car, comme nous l'avons déjà établi, il est indispensable qu'il y ait un gouvernement et qu'on lui obéisse ; et si on consulte la raison, pour peu qu'on veuille en faire usage, on reconnaîtra qu'il est également indispensable que nous dépendions les uns des autres, comme les besoins sociaux et la nature même l'exigent.

Ce n'est pas le cas de parler ici ni d'esclavage ni de ty-

rannie. Jamais l'abus que les gouvernements pourront faire de leur pouvoir ne démontrera la fausseté de la notion du pouvoir telle que nous l'avons donnée. On ne doit pas non plus établir une telle corrélation entre les deux états exprimés par ces mots : *maître et esclave* qu'on doive conclure que dès lorsqu'il y a un maître il y a aussi l'esclave. Le docteur angélique, saint Thomas, fait à cet égard une lumineuse distinction. « Le pouvoir, dit-il, s'entend de deux façons, l'un comme étant l'opposé de l'esclavage, c'est ainsi qu'on appelle seigneur celui à qui quelqu'un est assujéti comme esclave ; l'autre, qui indique celui à qui on est soumis d'une manière quelconque ; et dans ce sens on appelle seigneur celui qui a l'office de gouverner et de conduire des hommes libres. » Cette distinction explique clairement comment un prince peut s'appeler maître, seigneur et seigneur naturel de ses sujets, sans que ceux-ci cessent d'être libres, ni que leurs droits soient le moins du monde affaiblis.

Parlant sur le même sujet, l'abbé Pey dit ce qui suit : « Dieu étant infiniment sage et juste a voulu que les hommes en vivant en société, vécussent selon la justice et qu'ils fussent liés entre eux par une mutuelle relation de secours qui tendit à assurer le bien de tous. Mais cet ordre ne pouvait subsister sans l'institution d'une puissance souveraine, dont l'origine, si elle ne procède d'un ordre exprès de Dieu, a du moins son principe dans le dessein général de la Providence, qui, attentive aux besoins de l'homme, devait établir dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, certaines lois, avec une puissance chargée de leur conservation et de leur accomplissement... Comme Dieu seul est le souverain naturel des hommes, que la nature, dit Domat, a fait égaux, de Dieu seul ceux qui gouvernent peuvent recevoir leur autorité, et c'est ce même Dieu qu'ils représentent dans l'exercice de leurs fonctions. — Nous n'attribuerions donc pas à la souveraine autorité des princes une origine assez noble, et nous ne lui reconnaitrions pas des

fondements assez solides, si nous ne lui donnions que le contrat social pour origine. Il est vrai que ce sont les besoins de l'humanité qui ont déterminé les peuples à se réunir sous différentes formes de gouvernement, mais il n'est pas moins certain que l'autorité de ceux qui gouvernent a son origine dans l'ordre de la Providence, et que la puissance qu'ils exercent est émanée de Dieu même. »

L'illustre Balmès a traité également cette matière et a établi l'opinion que nous soutenons nous-mêmes, par une suite de raisonnements décisifs et d'irrécusables autorités. Voici un fragment qui résume admirablement toute la doctrine qu'il expose :

« La vraie philosophie est parfaitement d'accord avec la doctrine catholique en ce qui concerne la question du droit divin, considéré en lui-même. Si, en effet, le pouvoir civil ne vient pas de Dieu, quelle origine pourra-t-on lui assigner? Sur quel principe un peu sûr sera-t-il possible de s'appuyer? Si l'homme qui l'exerce ne donne pas le ciel pour base à la légitimité de son mandat, tous les autres titres seront impuissants pour défendre son droit. Ce droit sera radicalement nul, et cette nullité sera absolue et sans remède. Si nous considérons en Dieu l'origine de l'autorité, nous concevons facilement le devoir de nous soumettre à elle. Cette soumission n'offense en rien notre dignité; mais dans le cas contraire, nous voyons dans le pouvoir la force, l'astuce, la tyrannie, quelque chose qui n'a rien à faire avec la raison et la justice. On peut voir une nécessité de se soumettre, d'obligations aucunes. A quel titre un homme aurait-il la prétention de nous commander? A cause de la supériorité de son intelligence? Qui a jugé le fait et lui a adjugé la palme? Au reste, cette supériorité ne fonde pas un droit; une supériorité d'intelligence peut fournir en quelques cas une direction utile, mais jamais obligatoire pour ceux qui la reçoivent. Arguera-t-il de la supériorité de la force? Dans ce cas, le roi du monde devrait être l'éléphant. Alléguera-t-il qu'il est le plus riche? La raison

et la justice ne consistent pas dans des métaux. Le riche est né dénué de tout, et quand il descend dans la tombe, qu'emporte-t-il? Ses richesses peuvent lui servir sur la terre de moyen pour acquérir le pouvoir, mais non pas de titre pour le légitimer. Dira-t-il, enfin, que le pouvoir lui a été octroyé par d'autres hommes? Qui les a établis, ces hommes, nos mandataires! Mais, de plus, comment pourrions-nous nous flatter d'avoir eux et nous les droits que suppose l'exercice du pouvoir civil? Et si nous ne les avons pas, comment pourrions-nous les déléguer? »

Il faut conclure de tout ce qui précède, qu'aux yeux de la raison que n'égare pas la passion et qui ne se laisse pas dominer par des préventions injustes, l'origine du pouvoir civil est de droit divin. — Reste à étudier brièvement la question au point de vue du droit positif chrétien.

(A suivre.)

BIENVENIDO COMIN, *avocat*,
Sarragoise (Espagne).

ÉTUDES SUR LE SOCIALISME

(Conférences du P. Félix), 2^e article.

LA PASSION SOCIALISTE. — L'ACTION OU LA CONSPIRATION SOCIALISTE (1).

Dans l'article précédent, nous avons considéré le *Socialisme* comme une idée qui se propage par toutes les voix de

(1) Les conférences sur le Socialisme du P. Félix, qui vont être bientôt livrées à la publicité, nous paraissent une étude extrêmement solide et élevée de notre situation actuelle et de notre grande plaie sociale. Aussi, nous continuerons à en donner, sinon le texte, au moins la substance très-exacte à nos lecteurs. — Par suite de notes inédites que veut bien nous communiquer l'auteur, nous pourrions compléter ce travail par l'examen du Socialisme dans ses rapports avec la richesse sociale.

la presse contemporaine ; mais il n'est pas seulement une idée, il est une passion qui entraîne et une action qui s'organise de plus en plus sous nos yeux, et conspire par toutes les puissances de la Révolution contemporaine ; — c'est sous ces deux derniers aspects que nous avons à le considérer aujourd'hui.

§ 2. — *La haine socialiste ou le Socialisme considéré comme passion.*

Nous l'avons dit, le Socialisme n'est plus seulement une idée, c'est une passion qui s'allume et s'embrase par tous les souffles de la vie contemporaine ; et cette passion, c'est la *haine*.

La haine socialiste est triple et une tout ensemble : elle se compose à la fois de la *haine de l'homme*, de la *haine de la société*, de la *haine de Dieu*. C'est là ce qui fait de cette haine un sentiment qui ne ressemble à aucun autre et constitue un phénomène propre à notre temps, et inconnu dans les temps anciens. Cette haine est, à l'heure qui sonne, l'effrayante réalité de la société vivante. Elle est dans les doctrines qui portent dans leur sein le germe de toutes les divisions ; elle est dans les livres, les revues, les journaux et dans toute cette presse antichrétienne qui semble s'être donné la mission d'attiser le foyer des fureurs populaires ; elle est au fond de ces conciliabules plus ou moins souterrains d'où elle s'échappe bon gré malgré, par toutes les ouvertures comme la flamme par des soupiraux. Elle se produit dans nos luttes et dans l'acharnement des partis aux prises dans nos forums, où elle éclate parfois malgré le mot d'ordre de la modération, en effroyables menaces. Est-il besoin d'en attester la présence au milieu de nous, alors qu'est à peine éteinte la flamme des incendies allumés par son souffle ? — Et qu'est autre chose la société contemporaine, qu'un ensemble de camps armés les uns contre les autres, et prêts à se faire une guerre acharnée ?

Qui ne sent, à la seule respiration de la vie populaire, à la fois tout ce que le cœur du peuple ému par tant de souffles renferme aujourd'hui de trésors de haine contre la société, et tout ce qui donne à cette haine son caractère *satanique*. Un révolutionnaire sérieux disait naguère : « La Révolution, dans son essence, n'est ni libérale, ni démocratique, ni républicaine... La Révolution est *anti-cléricale*, autrement dit anti-religieuse. Dans le sens actuel du mot, la Révolution est *impie*, c'est le règne de la liberté humaine posé en face de l'autorité divine. » — Ainsi, le Socialisme parlant par la voix de ses propres sectateurs et lorsqu'il ose dire son dernier mot et montrer le fond de son cœur, ne recule pas même devant la formule célèbre de Joseph de Maistre : *La Révolution est satanique*.

Si nous voulons connaître les causes de cette haine sociale, nous dirons qu'il est dans la nature de l'homme et dans la logique des choses que les idées fixes engendrent des passions implacables ; de l'idée socialiste devait donc sortir la haine socialiste. Cependant, on peut signaler certaines causes qui ont concouru plus directement à la naissance et à l'exaltation de cette passion dans notre Europe et spécialement dans notre France moderne. — La première cause fut la séparation du divin. Avant la guerre inouïe du philosophisme impie du XVIII^e siècle contre Jésus-Christ, il y avait dans les générations chrétiennes un grand principe d'harmonie sociale, parce qu'il y avait un grand et universel centre d'amour : c'est le cœur de Jésus-Christ. Autour de ce centre divin, les générations humaines gravitaient comme des planètes autour de leur soleil, dans la mesure même de l'amour qui les attirait à lui. Il y avait, sans doute, des haines individuelles ; il n'y avait pas de haine sociale. En un mot, il y avait un principe générateur de l'ordre dans la société, parce qu'il y avait un amour commun dans lequel tous, grands et petits, riches et pauvres, pouvaient s'unir et s'embrasser. — La séparation du grand centre divin a été le point de départ de nos divisions et de

nos haines sociales; et l'Etat sans Dieu, n'a pu que créer la société sans harmonie. A la place de l'amour qui descend du ciel, il ne resta plus dans les générations nouvelles que ces deux choses qui divisent et arment les uns contre les autres les hommes qu'elles séparent, *l'égoïsme et la haine*. — La seconde cause, c'est la prévarication humaine; ce sont les grandes orgies de la cupidité, la passion effrénée de s'enrichir, les scandales de l'agiotage et les publics abus de la richesse. La fureur de jouir, le déploiement d'un luxe insolent apparaissant aux regards d'un peuple déshérité comme une insulte à sa misère; les festins de Balthazar dans nos modernes Babylones, un égoïsme monstrueux devant la misère toujours croissante. Ajoutez à cela l'action de nos remanciers socialistes, de nos poètes socialistes, de nos dramaturges socialistes, de nos historiens socialistes et, par-dessus tout, de notre journalisme socialiste. — Ajoutez enfin l'action d'une philosophie athée, détruisant dans les âmes toutes les croyances et ébranlant, jusqu'au fond des consciences, les remparts de la justice.

Enfin, tandis que toutes nos prévarications morales, littéraires, philosophiques agrandissaient ce courant des haines populaires, la société, par ses nécessaires résistances, allait les pousser à leur dernière exaltation; car l'idée socialiste attaque ces trois choses : la propriété, la famille, la religion. Or, la société dans son ensemble les défend et déclare qu'elle ne les laissera pas supprimer. En d'autres termes, la société résiste aux tentatives de la passion socialiste. Assise sur ses bases éternelles, elle fait à ce flot envahissant de la passion socialiste sa nécessaire et invincible résistance. De là ces attisements de la haine sociale s'allumant de plus en plus au souffle de la réalité et prêts à tout embraser et à tout détruire. De là enfin contre la société vivante, le serment du Socialisme destructeur inspiré par la haine : « Cette société, qui nous refuse l'indépendance, le bien-être, la jouissance, nous jurons de

l'abattre et de marcher sur ses ruines au triomphe de notre idée. »

Mais, en dernier lieu, à qui en veut-on et à qu'oï s'attaque cette haine sociale ? La réponse est bien simple, elle s'attaque à tout ce qui lui fait obstacle ; elle en veut à tout ce qui, par la force religieuse, par la force morale, ou même par la force matérielle l'empêche de passer ; elle en veut en premier lieu à l'*homme gouvernant*, c'est-à-dire, à l'autorité sociale, qui, de quelque nom qu'elle se nomme, représente le plus l'autorité de la patrie. C'est que cette autorité personnifiée dans un homme ou dans des hommes portant le droit et la majesté de la patrie, c'est la souveraineté faite homme, et comme telle revendiquant le droit de gouverner les volontés. Or, le Socialisme transporte en lui-même l'autorité de la divinité, il est l'indépendance absolue de la volonté de l'homme par la négation absolue de toute autorité, même de l'autorité de Dieu. — La haine socialiste en veut en second lieu à l'*homme soldat*, parce que le soldat est toujours armé et toujours debout non-seulement pour arrêter l'invasion qui menace au dehors, mais aussi pour étouffer l'anarchie qui menace au dedans. Il est le bras et la force de l'autorité pour le maintien de l'ordre ; dès lors la haine de l'autorité doit être accompagnée de la haine du soldat. — A la haine de l'homme gouvernant et de l'homme soldat, le Socialisme joint la haine de l'*homme propriétaire* et la haine du capital ; parce que le Socialisme hait la *propriété* elle-même, ce fondement des Etats et des familles et qu'il a juré de briser toutes les grandes lois qui régissent la société. — Nous comprenons dès lors comment cette haine s'étend au *magistrat*. Le secret de la haine socialiste contre le magistrat est là tout entier : le magistrat est une face de l'autorité de Dieu et il couvre du bouclier de la justice et du droit la propriété et la liberté de l'homme avec les institutions de la patrie. C'est un obstacle, il faut le briser. Aussi le jour où le Socialisme monterait sur le trône et prendrait le gou-

vernement des peuples, c'en serait fait de la magistrature prise dans le sens traditionnel de ce mot. Il y aurait encore des bourreaux, il n'y aurait plus de magistrats; ou bien, l'on verrait dans l'humanité cette chose monstrueuse qui se retrouve toujours plus ou moins à l'heure des plus grandes perturbations, le bourreau devenu le magistrat et le magistrat devenu le bourreau. — Mais il est un homme à qui le socialisme voue une haine à part, une haine de choix, c'est le prêtre; et, chose étrange, ce n'est pas le prêtre scandaleux, interdit par son évêque, car c'est celui-là qui trouve grâce devant lui; mais c'est le bon prêtre, le vrai prêtre. Et cependant le prêtre ne représente pas les classes privilégiées, il sort le plus souvent des rangs du peuple; la richesse, la plupart du temps il est pauvre; mais c'est qu'il représente directement Dieu même, l'action de Dieu dans l'humanité, et ses enseignements imposent à la conscience les règles de la justice et du devoir. Aussi, à l'heure des grandes orgies sociales, lorsque le fond du cœur se montre à la clarté des choses, on voit alors cette haine du prêtre montrer à la terre quelque chose de l'enfer; c'est que la haine se trouve en présence de la plus haute personnification du divin.

Mais comment vaincre la haine socialiste et sauver la société qu'elle menace? Est-ce en opposant la haine à la haine et la fureur à la fureur; ce serait l'agrandir au lieu de l'anéantir? Est-ce par la force et la puissance des bataillons? La puissance du glaive et des bataillons peuvent l'effrayer un moment et la faire reculer, mais comme toute passion refoulée par la violence, elle se redresse plus irritée et plus frémissante. — L'amour est à la haine ce que la chaleur est au froid, ce que la lumière est aux ténèbres; c'est une puissance essentiellement triomphante. L'amour seul est armé de la puissance qui peut vaincre la haine.

§ 3. — *L'action ou la conspiration socialiste.*

Si nous voulons exprimer en un seul mot l'action socialiste, nous dirons que c'est une *conspiration contre la société*.

La conspiration socialiste n'est ni un myte ni un rêve, c'est la réalité la plus actuelle et la plus menaçante de notre histoire contemporaine. La conspiration est l'œuvre nécessaire du génie révolutionnaire. Le révolutionnaire conspire, comme la sève circule et comme la poitrine respire. Il a hérité de Lucifer ce besoin de conspirer contre la vérité, contre le bien, contre l'ordre, contre l'autorité, contre la religion et finalement contre la société. C'est une des nécessités du génie de la destruction. Il conspire pour monter à la puissance, et, lorsqu'il y est arrivé, il conspire encore : ne serait-ce que pour opprimer les peuples. Or, le Socialisme n'est que l'idée révolutionnaire dans sa plus vaste manifestation, et, dès lors, il doit être la plus complète organisation de la conspiration. Mais le Socialisme, avons-nous dit, n'est pas seulement une idée, c'est une *passion*, c'est la passion de la haine. — Nos passions, dans leur ensemble et dans l'état de l'humanité déchue, constituent au dedans de nous une conspiration permanente contre la vérité, contre le bien et contre Dieu. Elles avaient été données à l'homme, dans le premier plan de la création, pour l'aider à le conduire à Dieu, mais elles se sont soudainement retournées contre leur propre fin pour arracher l'homme à sa destinée. D'auxiliaires elles sont devenues conspiratrices. Or, ce que font les passions dans l'individu, elles le font dans l'humanité, et le Socialisme a dû nécessairement produire, par la passion socialiste, la conspiration socialiste. Nous pouvons la voir en relief dans nos grandes cités, à l'heure néfaste de nos perturbations publiques. Toutes les indépendances, toutes les jalousies, toutes les haines sont là : le bras tendu, le pied levé, et prêtes à marcher

où la révolution les pousse. Ainsi le Socialisme fait ce que font les passions : il conspire, il est le génie même de la conspiration organisée pour détruire. — Il y a des heures où un pressentiment secret parcourt les âmes et donne comme une vue mystérieuse des dangers de l'avenir. Ce que les âmes aujourd'hui sentent d'un sentiment profond, ce qu'elles voient d'une vue claire, c'est la conspiration socialiste, et ce qu'elles pressentent pour l'avenir, c'est l'explosion plus ou moins proche des forces qu'elle accumule et des engins qu'elle prépare. — Le fait public et avoué ne répond que trop à ce pressentiment ; la conspiration sort désormais de l'ombre du mystère. Organisée dans les ventes, dans les loges, dans les conciliabules de la révolution souterraine, elle se déploie maintenant sur tous les théâtres de la publicité. Il y a des génies qui l'organisent, qui en donnent le mot d'ordre, en disciplinent les forces et, par de mystérieux ressorts, en tiennent dans leurs mains tous les fils compliqués, tout le mécanisme unitaire. Il y a des événements qui la démontrent, il y a des paroles et des éloquences qui en attisent le feu à travers le monde entier, et qui, souvent même, ont leur laisser-passer à travers les gouvernements et leur libre cours à travers les peuples surpris et effrayés.

Si nous voulons savoir quelle est la puissance de cette vaste conspiration, nous dirons que quatre grandes forces éclatent surtout en elle. — La première, c'est la *puissance de la presse*. — La presse est, sans contredit, la plus grande puissance des temps modernes : c'est la puissance de multiplier indéfiniment toutes les expressions de la pensée, tous les cris de la passion, d'universaliser, de perpétuer et de précipiter, avec le mouvement des idées, le mouvement de toutes choses, et en particulier la marche des révolutions. Cette gigantesque puissance, vraie dominatrice des intelligences, il est à peine besoin de prouver qu'elle est aujourd'hui, par des milliers de journaux et par toute une armée de lettrés et de semi-lettrés, travaillant comme

un seul homme au triomphe de la même cause, qu'elle est, disons-nous, au service de la conspiration socialiste. — A cette première force s'unit une autre puissance contemporaine, c'est la puissance de l'*or*. L'*or*, cet autre roi du monde moderne, qui pèse si effroyablement aujourd'hui dans toutes les balances où se décident les destinées des peuples. L'*or*, ressort du commerce, est encore un instrument de révolution et un engin de destruction. Or, cette puissance qui renverse les trônes, soulève les peuples, dissout les nations, est aux mains de la conspiration socialiste. D'où viennent ces trésors et ces richesses, de quelles sources jaillissent-elles? Mystère. Mais ce qui n'est pas un mystère, c'est le fait lui-même. — La troisième puissance de la conspiration socialiste est la *puissance du nombre*. Ce que cherchent surtout les socialistes, ce sont les *hommes*, beaucoup d'hommes prêts à se mettre au service de leur idée et de leurs desseins. Or, les hommes qu'elle a enrôlés, enrégimentés, assermentés, qui pourrait bien aujourd'hui en dire le nombre? Laissons les chiffres fantastiques; mais tous en conviennent, c'est par *millions* qu'il faut les compter. Fait unique dans l'histoire des conspirations: des millions d'hommes respirant le même souffle, relevant de la même idée, poussés par un même vouloir, animés d'une même passion, et, au premier appel, prêts à lever le bras et à frapper comme un seul homme. — Enfin, la quatrième puissance aux mains de la conspiration socialiste, c'est la puissance de l'*organisation*. C'est là ce qui multiplie la puissance du nombre; l'organisation multiplie les forces de chacun par la force de tous, et la force de tous par la force de chacun. — Des millions de roseaux fragiles composent un infrangible faisceau. Que sera-ce de voir des millions d'hommes unis ensemble par la même organisation. — Cette organisation éclate partout: dans la *presse*, partout attentive au mot d'ordre de ses chefs; dans les systèmes d'éducation, dans les ligues de l'enseignement, dans tous les agissements identiques de tous; elle éclate

surtout à l'heure décisive des scrutins, où mille hommes votent comme un seul homme, et où des multitudes et jusqu'aux élus eux-mêmes abdiquent leur libre action devant le mandat impératif imposé par l'organisation. — Et, maintenant, demandons-nous ce qu'a pour sa propre défense la société actuelle devant cette immense conspiration armée pour l'attaquer, et si elle n'est pas la division en face de l'union, la pulvérisation devant la concentration, la séparation devant l'organisation. Et quels immenses efforts à tenter pour former une armée de résistance et de victoire contre les efforts de la conspiration socialiste.

Si après cela nous voulons essayer d'en esquisser les caractères saillants et principaux, nous dirons que son premier caractère c'est son *universalité*. — Lorsqu'une conspiration est localisée, il semble qu'il n'y ait pas beaucoup à s'en émouvoir; mais il n'en est pas de même de la conspiration socialiste. Non-seulement cette conspiration est, à des degrés divers, partout dans la patrie, elle est aussi hors de la patrie; elle est en deçà et par delà les frontières que, dans son rêve d'association impossible, elle prétend désormais effacer. Elle n'est plus seulement organisée contre la patrie, mais contre les patries; elle n'est plus seulement nationale, elle est, ce qu'elle se nomme superbement elle-même : *internationale*; et, si elle continue à s'étendre, elle deviendra : *omninationale*. Ainsi, tandis que cette puissance conspiratrice est organisée au sein même de la patrie, dans des proportions redoutables, elle a partout, hors de la patrie elle-même, à travers l'Europe, pour ne pas dire à travers le monde, des proportions plus redoutables encore, et l'organisation au dedans se rattache, par mille fils mystérieux, à l'organisation du dehors. — Et cependant son second caractère est plus redoutable encore que son universalité, c'est sa *permanence*. Autrefois, les conspirations étaient transitoires, disparaissaient avec ce qui en était la cause et le prétexte, et n'avaient pas dans les générations vivantes des racines profondes. Il en est

autrement de la conspiration révolutionnaire proprement dite. La conspiration contre les religions et les patries est devenue, au sens le plus rigoureux, la conspiration en permanence. Elle demeure, comme sa raison d'être demeure. Battue une fois, elle recommence encore une fois, et, s'il le faut, cent fois. Un jour, forcée de replier son drapeau, elle l'emporte dans la nuit; et, un autre jour, elle le fait reparaitre et l'agite avec plus de bruit sur la tête des peuples, réveillés en sursaut par quelque nouveau coup de foudre de la révolution. Ecrasée aujourd'hui par quelques coups victorieux, elle s'arrête, elle se tait, et, comme certains animaux, elle se tapit dans l'ombre et fait la morte. Mais, au premier souffle qui lui rapporte une espérance, elle sort de ses loges, de ses ventes, de ses cavernes, même de ses prisons, et vous la voyez reparaitre avec des ambitions et des ardeurs que le monde ne lui connaissait pas encore. Et voilà ce qui constitue pour la société moderne un danger ignoré de nos pères. Car, il ne faut pas se faire illusion, la conspiration permanente, c'est presque à coup sûr, un jour, la conspiration triomphante, à moins d'un miracle dans l'ordre social. — Mais ce n'est pas tout encore, et la conspiration socialiste a un troisième caractère, c'est le caractère de l'*implacabilité*. Nous sommes en face d'une conspiration vraiment *inexorable*. Rien de semblable ne s'est vu encore dans le monde. Les conspirations précédentes n'avaient rien de ce caractère vraiment *satanique*. Nées de circonstances accidentelles, appuyées plus ou moins sur des motifs avouables, elles n'avaient rien de l'inférieure *obstination* de la conspiration révolutionnaire. Si on désarme son bras, son cœur reste armé; au fond des exils et des défaites, elle fait dans l'ombre, contre la société qui l'a vaincue, le serment des represailles et de la vengeance. Elle dit, par toutes les voies de la publicité et par toute l'Europe : « Nous serons le gouvernement, ou bien il n'y aura pas de gouvernement. Nous commanderons à la société, ou bien il n'y aura pas de société. Nous serons

les maîtres de la patrie, ou bien il n'y aura pas de patrie. Nous aurons la France, ou bien il n'y aura plus de France. Nous nous nommons et nous sommes les *irréconciliables*. Ne nous parlez pas de paix, nous vous répondrions par la guerre; ne nous parlez pas de conciliation, nous vous répondrions par la destruction. »

Après cela, que dire de la sagesse des politiques, qui en sont encore à méditer pour aviser à bien voir comment il faut faire pour apaiser la bête *implacable*; qui se demandent si, en faisant fléchir de plus en plus devant ses forfaits les ligues éternelles du droit social et de la justice humaine, on n'arrivera pas à désarmer ces cœurs et à faire fléchir ces colères; qui espèrent sauver par la conciliation la patrie menacée par la discorde et la division. Ils oublient que la conspiration socialiste est *implacable*. Il n'y a pas d'alliance entre la barbarie et la civilisation. Un homme l'a dit et eut cent fois raison : « On ne s'unit pas à l'abîme, on s'y engloutit. » L'abîme vous fascine, vous attire, mais c'est pour vous dévorer. Entendons-le bien; il faut vaincre le Socialisme pour sauver la société, ou voir la société dévorée par le Socialisme.

Conclusion. — Ce qui est le plus redoutable, ce n'est pas le mal, c'est le malade qui ne veut pas de remède. — Considérons dans son ensemble l'attitude des hommes à notre époque; laissons de côté les *acharnés*, hommes fatals, qui travaillent à grandir l'abîme; laissons encore de côté les *complices* qui, sans le savoir peut-être, poussent le char à l'abîme par leurs paroles, leurs actes, leurs livres, leurs journaux, les pratiques de leur vie, et prennent le vent de la révolution et de l'impiété. — A côté d'eux, sont les *inconséquents* qui voudraient affermir la société et la laissent ébranler, qui veulent l'ordre et n'osent attaquer le principe du désordre et lever courageusement le drapeau du bien; hommes plus dangereux quelquefois que les ennemis mêmes. — Enfin, la dernière classe, est la classe des in-

différents et des inactifs, qui regardent passer le torrent sans rien faire pour en détourner le cours, et qui se rassurent en disant : Soyons tranquilles; après tout, qui nous répond que le mal est si grand qu'on le suppose?

L'heure est venue de sortir de ce sommeil, de se compter, de s'unir, de s'organiser pour une défense intrépide et pour une invincible résistance. Que cette résistance, elle aussi, soit universelle, permanente, résolue, et résolue jusqu'à mourir. Mais surtout qu'elle soit fraternelle et vraiment unitaire. Que de tant de forces se compose une seule force, un immense faisceau de forces défensives, à opposer à l'immense faisceau de forces agressives. Désunis, nous serions brisés; unis, nous opposerons à l'attaque une puissance grande comme l'attaque elle-même. Ce n'est pas assez d'être courageux, il faut unir les courages aux courages, car, selon le beau mot du poète : *Le courage fait les vainqueurs; la concorde, des invincibles.*

(A suivre).

JOSEPH CLÉMENT.

DU DROIT D'EXISTER ET D'ENSEIGNER

DES CONGRÉGATIONS NON AUTORISÉES

DEVANT LA LÉGALITÉ FRANÇAISE (1).

La Chambre des députés avait adopté l'article 10 de la loi des finances 1878, ainsi rédigé :

« Sont supprimées les bourses accordées aux séminaires qui *emploient des professeurs ou des maîtres* faisant partie

(1) Déjà la *Revue* a publié sur ce sujet un important travail de M. Paul Beason, ancien député et avocat à la Cour de Cassation. (Voir 8^e vol., page 379, 1^{er} semestre 1877.) Mais des attaques sans cesse renaissantes demandent de nouveaux et courageux défenseurs. Les débats qui viennent

des corporations ou associations non autorisées par une loi. »

La commission du Sénat modifia cette rédaction de la manière suivante :

« ART. 10. — Ne sont pas admis à la répartition du crédit des bourses, les sémipaires dont la direction et l'enseignement seront confiés à des associations religieuses non autorisées par la loi. »

M. Lucien Brun commence par établir que la restriction n'a pas de sens, parce que partout et toujours c'est l'Evêque qui est le vrai directeur responsable de la doctrine dans son grand séminaire, ce n'est jamais aucune congrégation religieuse quelconque. Il établit ensuite que, par suite du Concordat, l'Evêque est le maître absolu du choix de ses professeurs de théologie, et que la rédaction du Sénat tout aussi bien que la rédaction de la Chambre enlèverait aux Evêques le libre choix qui leur appartient légalement, puis il continue ainsi :

Si cette exclusion était justifiée, je m'inclinerais ; mais je veux savoir comment vous la justifiez.

Existe-t-il une loi qui justifie la disposition par laquelle les membres de certaines congrégations seraient exclus du bénéfice des bourses, ou par laquelle on exclura du droit commun les membres des congrégations religieuses, ou, pour mieux dire, les séminaires dans lesquels ils enseignent ?... Cette loi n'existe pas, et il n'y a pas un tribunal en France devant lequel, tenant en face de moi l'avocat le plus autorisé, quel qu'il soit, je me fasse fort de faire juger,

d'avoir lieu à la Chambre des députés et au Sénat (février et mars 1878, nous ont fourni d'éloquents discours de M. Albert de Mun, de M. Cheanelong, de M. de Belcastel et, enfin, de M. Lucien Brun. Or, comme il appartenait à l'excellente *Revue de l'Association catholique*, de conserver dans ses colonnes le discours à la Chambre de M. Albert de Mun, il appartient au même titre à la *Revue des Institutions et du Droit* de conserver dans les siennes le savant discours de M. Lucien Brun... Pour rester dans notre cadre nous ne transcrivons textuellement dans le *Journal officiel* que la partie doctrinale qui traite la question du droit d'exister et d'enseigner des congrégations religieuses non autorisées.

— comme vous allez juger vous-mêmes, — qu'il n'y a pas de loi en ce moment qui interdise ce que vous voulez interdire.

Vous ne me pardonneriez pas, n'est-ce pas, de vous parler des lois antérieures à 1789? Oh! non, ce n'est pas possible. Nous n'avons pas de temps à perdre ici. Parler des choses qui ont précédé 1789, cela peut être bon dans un livre, dans un rapport ou dans un pamphlet. Nous ne sommes plus au temps où l'Etat et l'Eglise étaient tellement unis, que le bras de l'Etat servait l'Eglise, mais où souvent aussi la liberté de l'Eglise était dans les mains de l'Etat. Nous ne sommes plus au temps où les vœux solennels ouvraient la succession de celui qui les prononçait; nous ne sommes plus au temps où il y avait une situation spéciale pour les ordres religieux qui s'empressaient de se faire reconnaître par l'Etat qui enregistrait leurs bulles d'autorisation. Nous ne sommes plus au temps où les gens du roi saisissaient le moine fugitif, le forçaient à reprendre son costume et le réintégraient dans son couvent qui, de par le roi, devenait une prison.

Non, nous avons bien la preuve que nous ne sommes plus sous ce régime, car, au jour où l'on nous propose cet article 10, il y a dans le monde plus d'un moine défroqué, plus d'un prêtre marié, qui promène le scandale de son apostasie, et à qui on ne refuse pas le droit d'enseigner sa morale et de faire des conférences. (Vive approbation à droite.)

Messieurs, nous n'en sommes plus là, et vraiment, s'il était quelqu'un ici, qui, autrement que par amour de la pure théorie et de la discussion, essayât d'aller rechercher, dans ce naufrage de l'ancien régime; pour seule épave, une loi de proscription, nous lui dirions : Ce n'est pas possible. Les décrets obtenus par le libéralisme de M^{me} de Pompadour, les décrets de Louis XV, les arrêts de règlement, les poursuites à l'extraordinaire, y songez-vous bien? Les arrêts de règlement, sous l'empire de nos lois actuelles? Les arrêts de règlement, avec la distinction des pouvoirs? Les poursuites à l'extraordinaire sous l'empire du Code d'instruction criminelle? Je demande à M. Dufaure ce qu'il en penserait? (Très-bien! à droite.) Du reste, ce n'est plus que pour les besoins de la polémique que l'on invoque ces vieux textes dont personne n'oserait demander l'application; je tiens donc pour constant, et je n'attends pas de contradiction sur ce point, qu'il faut oublier les lois antérieures à 1789; elles n'existent plus; elles ont péri avec l'ancien régime, avec les anciennes conditions sociales si profondément modifiées. Depuis que les ordres religieux ne sont pas protégés par l'Etat, ils ont au moins le droit de

ne pas être gênés par lui. Voilà pour la législation d'avant 1789. N'en parlons plus.

Et après 1789 ? Eh bien, Messieurs, après 1789 il y a eu des lois ; je parlerai de quatre de ces lois, rapidement, rassurez-vous ; et, dussé-je vous surprendre beaucoup, contre cette confusion, qui est le fond de la pensée de ceux qui ne sont point d'accord avec moi et qui égare beaucoup de bons et honnêtes esprits, contre cette confusion entre les congrégations non reconnues et les congrégations prohibées, j'invoque, oui, j'invoque la loi de 1790 ! Je ne vous demande pas d'autre régime que celui de la loi des 13 et 19 février 1790. Voulez-vous me l'accorder ? Nous voilà d'accord.

J'invoque, dis-je, le décret de 1790, car il fait exactement ce que je vous demande, il fait rentrer dans le droit commun, où elles veulent rester, ces congrégations non reconnues, ou mieux, comme je vous le dirai tout à l'heure, car c'est la vraie formule, ces congrégations légalement inconnues. (Rumeurs à gauche.) Voilà ce que fait le décret de 1790.

J'invoque là, Messieurs, des précédents dont les dates doivent commencer à vous plaire.

Après avoir parlé de 1790, je parlerai de 1792, et j'en parlerai brièvement, soyez tranquilles. J'invoquerai encore le code pénal : tout cela, c'est l'égalité devant la loi ; il n'y a rien là qui doive vous déplaire. J'invoquerai donc la loi de 1790, et vous allez voir que j'ai raison de le faire.

Ce que je réclame, c'est le droit commun. Ce que je vous demande, c'est de ne pas confondre les associations « non reconnues » avec les associations prohibées.

Ecoutez ce que dit le décret-loi de 1790 : « La loi constitutionnelle du royaume ne reconnaît plus les vœux monastiques solennels. » Vous savez quels étaient les effets des vœux solennels : la mort civile, l'ouverture de la succession ; le moine exclu de la vie civile.

« En conséquence les ordres et congrégations dans lesquels on fait de pareils vœux sont et demeurent supprimés, sans qu'il puisse en être établi de semblables à l'avenir. »

Ainsi, les vœux solennels, — ces vœux dont vous connaissez les conséquences, — sont supprimés ; l'Etat ne les protège plus. C'est une affaire entendue. Et la loi ajoute :

« Tous les individus existant dans les monastères pourront en sortir, » — entendez ces mots, — « pourront en sortir et recevront une pension convenable. »

« Ils pourront en sortir... » et si, par hasard, ils voulaient y rester ? La loi répond :

« Il sera indiqué des maisons où devront se retirer les religieux qui ne voudraient pas profiter de la présente loi.

» Quant aux religieuses, elles pourront rester dans les maisons mêmes où elles sont aujourd'hui, les exceptant expressément de l'article qui oblige les religieux à réunir plusieurs maisons en une seule. »

Ceci est assez clair, n'est-ce pas ? Mais s'il vous reste des doutes, voici de quoi les dissiper.

Vous avez entendu le rapport de M. Treillard, cité par mon ami M. Chesnelong dans son admirable discours. Cela devrait suffire. Mais ce n'est, pourrait-on dire, que l'opinion d'un rapporteur. Eh bien, écoutez le législateur lui-même.

Au mois d'octobre 1790, la même Assemblée édictait une loi, pour pourvoir à l'exécution de celle du 13 février précédent. Dans chaque article de cette loi, elle s'occupe « des religieux qui préfèrent la vie commune. » Elle dispose, dans l'article 16 : « que dans l'indication des maisons pour les religieux qui préfèrent la vie commune ; on choisira de préférence les plus vastes, les plus commodes et dont les bâtiments sont dans le meilleur état. »

Enfin elle dit, dans son article 2 :

« Aussitôt que les religieux seront arrivés dans les maisons à eux indiquées, ils choisiront, au scrutin, un supérieur, un procureur et un économ. »

Eh bien, Messieurs, dites-moi, sont-elles prohibées, en fait, ces congrégations que la loi non-seulement protège, mais organise ? (Très-bien ! très-bien ! à droite.)

Vous reste-t-il des doutes ? Je vais vous montrer, dans un détail, l'esprit de toute la loi :

L'article 23 de la loi de 1790 abolit les costumes particuliers aux moines et déclare en conséquence que chaque religieux sera libre de se vêtir comme bon lui semblera.

Mais à ce moment déjà il y avait des hommes pressés de conclure, et une pétition fut adressée à l'Assemblée, pour lui dire :

« Vous avez interdit le costume monastique, et l'on voit encore des moines qui se promènent avec ce costume prohibé ! »

Voulez-vous connaître la réponse de l'Assemblée nationale ? Je cite textuellement : Le 11 mars 1791, l'Assemblée répondait « qu'elle n'avait pas prétendu proscrire le costume, mais seulement affranchir les religieux de l'obligation de le porter. »

Voilà qui ne laisse absolument aucun doute. J'avais l'air de m'engager témérairement en vous disant tout à l'heure : Laissez-nous sous l'empire des lois de 1790 et 1791. Vous voyez que j'étais absolument dans le vrai ; et c'est en contradiction avec les lois votées en 1790 et 1791 que l'on essaye d'introduire, dans la loi de finances, une prohibition

que, j'en suis sûr, le législateur de 1791 n'y aurait pas inscrite.

Vous le voyez bien, Messieurs, cette loi de 1790, on la calomnie quand, comme beaucoup d'autres, on l'interprète comme nous.

En vérité, ce n'est pas une loi de servitude, c'est une loi de liberté.

Aussi, Messieurs, un auteur qui donne le résumé de la doctrine et de la jurisprudence, M. Dalloz, a écrit « que la loi de 1790 ne supprima les ordres et congrégations que comme institutions légales ; elle les laisse subsister, en fait, même après cette suppression.

Nous ne vous demandons pas autre chose. (Assentiment et applaudissement à droite.)

Concluons sur ce point : les vœux solennels, avec les bénéfices et les privilèges qu'ils accordaient, avec les obligations qu'ils imposaient, ces vœux n'existent plus ; l'Etat ne les reconnaît plus. Mais la vie religieuse n'est pas un délit, mais l'association de fait d'un certain nombre de citoyens qui, se soumettant aux prescriptions du Code pénal, sont unis entre eux par un lien purement immatériel que leur conscience seule connaît, au respect duquel ils sont tenus, seulement par leur libre volonté, cette association n'est pas défendue, c'est une association non reconnue et ce n'est pas une association prohibée ; c'est ce qui a été écrit dans la loi de 1850, dans des termes que, Dieu merci, l'on effacera pas ; ces libertés-là, une fois conquises, on les garde, — entendez bien ceci, Messieurs, on les garde, — et nous les garderons. (Approbation à droite.)

La vie religieuse n'est pas un délit, personne n'a le droit de demander aux religieux quel lien unit leurs volontés à Dieu et à leurs frères. Ils ne demandent rien à l'Etat que la liberté et le droit commun, que vous voulez leur refuser. (Très-bien ! très-bien ! à droite.)

Mais si, comme congrégations religieuses, ils n'ont ni à demander ni à espérer la protection de l'Etat, au moins doivent-ils ne pas avoir à redouter ses rigueurs. Ils sont libres, ils sont dans le droit commun, ils sont soumis au Code pénal, rien de plus, rien de moins (Vive approbation à droite.)

Messieurs, voilà la loi de 1790. Je n'ai pas peur de celle-là, je l'invoque.

Il y a un autre décret, un décret de 1792. Là, ma réponse sera courte. S'il y a dans le Sénat quelqu'un qui veuille invoquer le décret de 1792, qu'il le dise...

Non, personne ici n'oserait invoquer le décret de 1792 ! Je n'en dirai qu'un mot. C'était le 18 août que Danton contresignait ce décret dans lequel je lis cette phrase que je

vous prie d'entendre, ceux surtout d'entre vous qui demandent, et ils ont dans une grande mesure raison, la liberté d'association et de réunion. Danton contresignait, dis-je, le 18 août, un décret ainsi conçu : « L'Assemblée, considérant qu'un Etat vraiment libre, — je n'invente pas, c'est écrit, — ne doit souffrir dans son sein aucune corporation, pas même celles qui, vouées à l'enseignement public, ont bien mérité de la patrie ! »

Quand je vous disais que vous n'invoqueriez pas le décret de 1792, j'en étais absolument sûr ! En vertu de ce considérant, l'Assemblée décrète : « Les corporations... » — (la liste en est longue), — « sont éteintes et supprimées ; les costumes sont prohibés. »

Quelques jours se passent ; le 31 août, un homme monte à la tribune, c'était Tallien, et il annonce que « sous peu de jours le sol de la liberté sera purgé de la présence des perturbateurs... »

Il présidait juste. Peu de jours après, en effet, le 2 septembre, des législateurs aux bras nus et rouges de sang, exécutaient le décret de Danton et réalisaient la prédiction de Tallien. Ils purgeaient le sol de la liberté ! Ah ! vous croyez qu'on peut impunément écrire dans une loi des proscriptions ! Non, Messieurs, un moment arrive où la logique révolutionnaire conclut. Le 18 août, la Convention avait supprimé législativement les congrégations religieuses ; le 2 septembre, la logique populaire supprimait radicalement les congréganistes !

Eh bien, je vous le demande : Ce décret est-il ou n'est-il pas noyé dans le sang ? Est-ce que quelqu'un oserait, avec le décret de 1792, dire que le port du froc blanc de Lacordaire, constitue un attentat à la sûreté générale ? Je pourrais vous citer des arrêts, vous dire qu'en 1830, la cour d'Aix a jugé que le décret de 1792 est inconciliable avec la Charte et a été aboli par elle. Mais pourquoi insister ? Au surplus, que fait-il, cet abominable décret ? Il supprime les congrégations, il confisque leurs biens, interdit le costume religieux ; mais il ne prohibe pas les réunions particulières et il n'ordonne pas d'interroger les gens sur la loi qu'ils ont librement donnée à leur conscience. J'en ai un témoin illustre, et que vous ne récuserez pas. Voici comment Collot-d'Herbois, un homme qui a laissé quelques souvenirs à Lyon (Sourires), interprétait le décret de 1792. Des gens pleins de zèle avaient amené devant lui de pauvres religieuses, en lui disant : Voici des nonnes qui, malgré le décret, ont l'audace de demeurer ensemble ! Et Collot-d'Herbois dit à ces religieuses : « On ne vous empêche pas de suivre votre religion. Vous pouvez lire vos livres, garder vos crucifix, vous lever la nuit, prier tout le

jour et toute la nuit, prendre vos disciplines tant que vous voudrez et dire vos chapelets. Allez-vous-en chez vous comme auparavant. »

Voilà l'interprétation du décret de 1792, donné par un homme dont l'autorité, en pareille matière, ne me paraît pas devoir être sérieusement réfutée par qui que ce soit, de ce côté-ci de l'Assemblée particulièrement. (L'orateur désigne la gauche.)

Mais il y a un autre décret que l'honorable rapporteur de la Chambre des députés cite avec plus de complaisance, dans son rapport désormais et irrévocablement célèbre. Il est remarquable, Messieurs, que lorsqu'il s'agit de trouver des entraves à la liberté religieuse, tous les régimes paraissent bons à certains adversaires. On avait invoqué Louis XV et les parlements, on invoque sans plus d'embarras Napoléon et le premier Empire — le décret dont je veux parler est celui du 13 messidor, an XII. — Je m'empresse de reconnaître qu'il est aussi formel que possible. S'il subsiste encore, votre article 10 est justifié. Sans doute vous auriez tort d'en user, mais vous auriez un texte.

Le décret de messidor an XII, en voici en deux mots l'histoire :

Il y avait à cette époque, en l'an XI, à Lyon, à Belley et dans quelques autres lieux, des maisons d'enseignement ou de retraite dans lesquelles étaient réunis un certain nombre de religieux, vivant sous une règle commune, qui ressemblait, — si elle n'était pas absolument semblable à celle des jésuites, — et qui avaient pour supérieur le père, — Paccanari, d'où vient le nom de « paccanaristes » souvent employé quand il est question du décret.

Ils eurent l'idée de demander, en l'an XI, la reconnaissance légale. Portalis — pour quel motif? je ne sais — la leur fit refuser. Ils se le tinrent pour dit, restèrent dans leurs maisons et continuèrent, — sans avoir obtenu la personnalité civile, — à vivre simplement, honnêtement, paisiblement, dans les maisons où ils étaient.

Le fait fut signalé à quelqu'un qui n'aimait pas la contradiction, je veux parler de l'Empereur. On lui dit que, malgré son refus de reconnaître la congrégation, ces gens-là avaient eu l'audace de continuer à vivre ensemble et de rester dans leurs maisons.

Et alors, Messieurs, il rendit un décret, dont l'article 1^{er} supprimait l'audacieuse congrégation, et ajoutait, articles 4 et 6 :

« Aucune congrégation ou association d'hommes ou de femmes ne pourra se former à l'avenir, sous prétexte de religion, à moins qu'elle n'ait été formellement autorisée par un décret, sur le vu des statuts et règlements selon

lesquels on se proposera de vivre dans ces associations ou congrégations. »

Je le répète, rien n'est plus clair : aucune congrégation ne pourra, à l'avenir, exister. Jusqu'à présent on n'avait pas besoin d'une demande d'autorisation légale : on pouvait s'en passer ; on ne pourra plus s'en passer à l'avenir, et aucune réunion ne pourra se tenir sans être autorisée par un décret de l'Empereur.

Voilà la disposition. A ce propos je voudrais vous faire remarquer que ce décret dépassait le droit constitutionnel qu'avait l'Empereur et qu'en vertu de la Constitution il ne pouvait faire des lois sans le concours du Corps législatif. Je n'insiste pas sur ce point ; j'ai autre chose et mieux à dire. Où est la sanction ? car il faut une sanction. L'article 6 ajoutait : « Nos procureurs généraux, près nos cours et tribunaux, et nos procureurs impériaux, sont tenus de poursuivre ou de faire poursuivre, même par la voie extraordinaire, suivant l'exigence des cas, les personnes de tout sexe qui contreviendraient directement ou indirectement au présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*. »

Je dis d'abord que ce décret n'a point de valeur législative parce qu'il n'a pas de sanction ? je dis, en second lieu, qu'il est abrogé. J'ai dit : point de sanction. Où est-elle, en effet ? Est-ce la poursuite par voie extraordinaire ? Qu'est-ce que cela ? La poursuite par voie extraordinaire au temps où nous vivons !

M. Jules Favre. — C'est la dispersion !

M. Lucien Brun. — M. Jules Favre dit que c'est la dispersion. C'est, en effet, un moyen extraordinaire. (Rires à droite). Mais je voudrais bien savoir où l'honorable M. Jules Favre, que je tenais, que je tiens pour un légiste, a vu qu'un procureur général pouvait disperser une réunion de citoyens qui ne viole aucune loi, qui respecte les dispositions du code pénal ?

La dispersion ! mais je vous en défie ! Comment ! après 1848, après 1870, en pleine République, vous oseriez violer le domicile d'honnêtes gens qui payent leurs impôts, qui sont électeurs, éligibles comme vous, parce qu'ils font leurs prières en commun, parce qu'ils sont pauvres volontaires, parce qu'ils mènent une vie de sacrifice et de dévouement ! Je vous en défie ! Oui, vous-même, Monsieur Jules Favre, je vous en défie ! (Applaudissements à droite). Les poursuites par voie extraordinaire ! Elles sont impossibles.

Quant aux procureurs généraux, j'ai l'honneur de parler devant M. le garde des sceaux, et je lui demande de quelle peine ses procureurs généraux demanderont l'appli-

cation. Quel article de loi invoquerez-vous? Essayez donc de poursuivre par voie extraordinaire sous l'empire des lois actuelles! de faire prononcer par voie extraordinaire une peine non édictée par le Code pénal! Essayez!

Et ceci m'amène à vous dire que ce décret est explicitement abrogé par le Code pénal.

M. Hérold. — Par l'article 291, sans doute!

M. Lucien Brun. — Parfaitement! C'est l'article que j'allais invoquer. L'honorable M. Hérold est un juriste. Il m'a prévenu. Voyez combien il est commode d'avoir affaire à des hommes qui parlent la même langue que vous! (Rires ironiques à droite.)

Eh bien, je soutiens que ce décret impérial, — que je m'étonne de vous voir invoquer, — est abrogé, et qu'il l'est explicitement; il suffirait d'ailleurs, je l'ai déjà dit, d'une abrogation implicite par le Code pénal.

Le législateur de 1810 s'exprime, en effet, ainsi, dans l'article 484 du Code pénal :

« Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les cours et tribunaux continueront de les observer. »

Donc, si la matière des associations religieuses a été réglée par le Code pénal, le décret de messidor est abrogé.

J'ouvre le Code pénal et je lis, à la section 7 du titre 1^{er} du livre III, le titre que voici : « Des associations ou réunions illicites. »

Toutes les associations ou réunions non prévues par ce chapitre sont donc permises. Tout ce qui n'est pas prohibé par la loi est permis. Je parle ainsi avec la Déclaration des droits de l'homme.

Après avoir lu l'article 484, qui déclare que le Code pénal abroge les lois antérieures, je veux examiner si le Code pénal règle ce qui avait été réglé par le décret de l'an xii. Toute la question est là.

Eh bien, le décret de messidor an xii disait : « Aucune association ne pourra se former à l'avenir, sous prétexte de religion, que si elle y est autorisée par décret. »

Je lis dans le Code pénal, article 291 :

« Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués, pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société. »

« Dans le nombre de personnes indiquées par le présent article, ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit. »

Le Code pénal règle bien la même matière que celle qu'avait réglée le décret de messidor. Ce décret est donc abrogé. Et comment voulez-vous qu'il en soit autrement ? Le décret exige une loi pour autoriser une réunion de deux ou trois personnes. Le Code pénal n'exige une autorisation administrative que pour les réunions de plus de vingt personnes. Essayez donc de les concilier !

Voilà le droit commun. Je vous le demande, où trouverez-vous un motif pour formuler votre exception contre les membres des associations religieuses non reconnues ?

Vous diminuez l'étendue du droit d'enseigner pour les membres des corporations non reconnues. Je cherche si une loi existe, qui vous le permette. Je dis non.

Ce n'est pas le Code pénal. Il interdit les réunions de plus de vingt personnes, mais il exclut formellement les personnes domiciliées dans la maison.

Eh quoi ! vingt-cinq ouvriers pourront se réunir sous le même toit, vivre ensemble, travailler en commun, et vous refuserez le même droit à des hommes qui ne violent aucune loi, et par cela seul qu'ils ont une foi religieuse, des principes qui vous déplaisent ? Cela est impossible, vous ne le ferez jamais.

Voilà ce que j'avais à dire du décret de l'an XII. Je veux tirer la conséquence de tout ceci. Je répète ce que je disais au début de cette discussion : Je maintiens ma formule et je tiens pour incontestable qu'en l'état de notre législation, les congrégations, les corporations religieuses non légalement reconnues, sont des corporations légalement inconnues. (Oh ! oh ! à gauche.) Je dis « inconnues ; » ne me faites pas dire, Messieurs, ce que je ne veux pas dire. Je dis « inconnues » comme congrégations ; je ne dis pas inconnus comme individus ; les individus qui les composent, et qui sont liés entre eux par une chaîne purement immatérielle, purement morale, sont des citoyens, et, comme tels, ils sont soumis à vos lois ; vous les connaissez comme contribuables, comme électeurs, comme éligibles, mais vous ne connaissez pas, vous ne pouvez pas connaître le lien purement moral qui, dans le secret de leur conscience, les unit entre eux, et vous n'avez pas même le droit de les interroger à cet égard. (Très-bien ! à droite.)

J'ai dit : Les congrégations non légalement reconnues sont des congrégations légalement inconnues. Suis-je dans le vrai ?

Eh bien, écoutez la réponse du législateur de 1850 :

La Constitution de 1848 avait dit :

« Chacun professe librement sa religion et reçoit de l'Etat pour l'exercice de son culte une égale protection. »

» Les citoyens ont le droit de s'assembler paisiblement et

sans armes, de pétitionner, de manifester leur pensée par la voie de la presse ou autrement : l'exercice de ces droits n'a pour limite que le droit et la liberté d'autrui, et la sécurité publique.

» La société favorise et encourage les associations volontaires. »

Voilà, Messieurs, ce que disait la Constitution de 1848. On était sous l'empire de cette Constitution, lorsque la question se posa devant l'Assemblée, de savoir si le droit d'enseigner était compris dans ce droit d'exprimer sa pensée, si, parmi les droits du citoyen français, le droit de communiquer aux autres sa doctrine et sa pensée sur les graves sujets qui font l'objet des préoccupations humaines, si ce droit, dis-je, appartenait à tous. Certes, la question était grande; le débat fut magnifique.

Permettez-moi de vous lire quelques lignes du rapport de M. Beugnot et quelques phrases de M. Thiers. Tout ceci est fait pour vous intéresser.

« Le souvenir d'un ancien débat, — disait le rapporteur, — qui naguère passionnait les esprits et qu'on s'efforcera peut-être, mais en vain, de rajeunir, exige que nous nous expliquions en peu de mots sur une question que le projet de loi ne soulève pas, mais qu'il est aisé d'y rattacher. Les membres des congrégations religieuses non reconnues par l'Etat pourront-ils ouvrir et diriger des établissements d'instruction secondaire ou y professer?

» La réponse ne peut être douteuse. Nous réglons l'exercice du droit public, à la jouissance duquel sont appelés tous les citoyens, sans autre exception que ceux dont l'immoralité a été déclarée par un arrêté de la justice. Nous disons, avec le rapporteur du projet de loi à l'Assemblée constituante : La République n'interdit qu'aux ignorants et aux indignes le droit d'enseigner. Elle ne connaît pas les corporations; elle ne les connaît ni pour les gêner, ni pour les protéger, elle ne voit devant elle que des professeurs... »

Entendez cela, Messieurs. (Très-bien ! très-bien ! et applaudissements à droite).

« Si nous voulions étendre, ajoutait-il, pour des motifs étrangers à l'objet spécial de cette loi, le cercle des interdictions, nous ne saurions où nous arrêter. Le droit d'enseigner deviendrait le privilège de quelques-uns ; l'égalité et la Constitution seraient violées. Ainsi donc, nul doute, les membres des associations religieuses non reconnues, dans lesquelles nous ne voyons, nous aussi, » — ce n'est pas moi qui parle, c'est le rapporteur, — « que des citoyens auxquels nul n'a le droit de demander ce qu'ils sont devant Dieu et devant leur conscience, jouiront de la faculté d'en-

seigner, parce que cette faculté est un droit civil, qu'ils possèdent tous les droits de ce genre. »

Ah ! Messieurs, quelle admirable chose que la liberté ! (Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

Et après avoir dit ces admirables paroles : Elle ne connaît les corporations ni pour les gêner, ni pour les protéger ; nul n'a le droit de demander aux membres de ces corporations ce qu'ils sont devant Dieu et devant leur conscience ; ils jouiront de la faculté d'enseigner, parce que cette faculté est un droit civil et qu'ils possèdent tous les droits de ce genre, il ajoute : Introduire dans la loi la clause du serment, ce serait transformer une œuvre de justice et d'égalité en un acte empreint de terreurs frivoles et d'inconcevables préjugés.

Voilà ce qu'on pensait en 1850 ; car ce n'est pas le rapporteur seul qui disait ceci, c'est l'Assemblée par deux votes successifs, et il y a ici des personnes qui y assistaient... (Oui ! oui !) et qui ont voté pour ou contre ; eh bien, la question semblait jugée ; l'article 1^{er} est voté sans hésitation. Le droit d'enseigner, d'exprimer sa pensée, d'apprendre à autrui ce qu'on croit être la vérité, quel admirable privilège, et comment en faire le privilège de quelques-uns ? Tous l'auront, dit-on, sauf ceux dont l'immoralité aura été jugée.

Il y a des gens qui pensaient comme vous, Messieurs, qu'il ne fallait pas le donner aux membres des congrégations religieuses, tout cela par respect pour la liberté. M. Bourzat déposa un amendement. Il s'attira, Messieurs, — laissez-moi vous le dire avant de citer son amendement, — il s'attira de M. Thiers, je crois l'entendre encore, cette apostrophe charmante : « C'est toujours la même situation. On veut avoir l'honneur de proclamer la liberté, et quand les conséquences arrivent, on veut les arrêter. » (Rires et approbations à droite.) M. Bourzat n'en proposa pas moins un amendement très-formel. Entendez-le, c'est bien la même question qu'aujourd'hui. L'amendement était ainsi conçu :

« Nul ne pourra tenir une école publique ou libre, primaire ou secondaire, laïque ou ecclésiastique, ni même y être employé, s'il fait partie d'une congrégation religieuse non reconnue par l'Etat. »

M. Thiers combattit cet amendement et le fit rejeter par 454 voix contre 148. Ce n'était pas assez. (Rumeurs à gauche). Oh ! cela vous ennuie, je le sais ; mais il faut bien l'entendre ! (Rires à droite).

M. le ministre de l'instruction publique et des cultes. — Parlez !

M. Lucien Brun. — Cela ne suffisait pas, car il y a des

gens qui, lorsqu'il s'agit de mettre des entraves à la liberté religieuse, ont des ressources infinies. Il s'en trouva un qui se dit : Ah ! on a repoussé l'amendement portant que les membres des congrégations religieuses ne pourront pas enseigner, mais il y a des congrégations religieuses qui, sous l'ancien régime, ont été frappées. Je vais faire un amendement pour exclure celles-là, et il le fit. L'auteur de cet amendement s'appelait Laurent (de l'Ardèche). Son amendement, le voici :

« Nul ne pourra tenir une école publique ou libre, primaire ou secondaire, laïque ou ecclésiastique, ni y être employé, s'il fait partie d'une congrégation abolie par les édits, lois et arrêts rendus conformément à l'ancien droit public de la France. »

Je crois, Messieurs, qu'on a peu ri en entendant cet amendement et j'ai lu dans le *Journal officiel* qu'il fut repoussé par assis et levé, sans que personne eût l'air de prendre garde à cette ridicule tentative.

Et voulez-vous savoir après quelles paroles on a ainsi voté ? Je vais vous le dire : on est si heureux d'avoir à faire parler quelqu'un qui parle comme celui que je vais vous citer.

M. Thiers prit la parole. Ah ! que je voudrais qu'il fût là....

Voix nombreuses à gauche. Oui ! nous aussi.

M. Lucien Brun... pour vous redire ce qu'il vous disait tout à l'heure : « C'est toujours la même chose, on veut se donner l'honneur de proclamer la liberté, et quand les conséquences arrivent, on n'en veut plus, on la repousse. »

Voici ce que vous entendriez de sa bouche.

Quelqu'un l'interrompt et lui dit : « C'est la liberté donnée à tout le monde !

« M. Thiers. — La liberté donnée à tout le monde ! Je remercie celui qui me fournit cette définition. La liberté donnée à tout le monde ; vous avez inscrit dans votre constitution : tous les citoyens peuvent s'associer, tous les citoyens peuvent enseigner.

»... Après l'avoir votée, je vous demande de la pratiquer, car il ne faut pas mentir aux lois qu'on a faites ! La Constitution dit : L'enseignement est libre ; tout le monde pourra exercer l'enseignement, sous les conditions de moralité et de capacité.

» Or, voici un ecclésiastique contre la moralité duquel aucune objection ne s'élève, dont la capacité a été prouvée devant les autorités compétentes, peut-on lui dire, avec la Constitution existante : Appartenez-vous à telle ou telle congrégation ? Je vous demande si sous le régime des principes existants on pourrait sérieusement — c'est M. Thiers

qui parle — on pourrait sérieusement, avec pudeur, venir dire aujourd'hui à un homme qui a prouvé sa capacité et sa moralité : Mais vous appartenez peut-être à telle ou telle congrégation ? Je vous demande si ce serait possible ! »

Eh bien, Messieurs, quand je vous disais que, sous peine de violer les principes de l'égalité devant la loi et celui de la liberté de conscience, il faut reconnaître qu'une congrégation non légalement connue est une congrégation légalement inconnue, étai-je dans le vrai ? Or, voyez ce que vous faites, Messieurs ; il est permis aux oblats, il est permis aux jésuites, aux dominicains, aux maristes d'enseigner la philosophie et les lettres. Est-ce que vous allez leur interdire l'enseignement de la théologie ? Non, cela n'est vraiment pas possible. (Très-bien ! et rires à droite).

Donc, ceci est absolument démontré, il n'y a pas de loi qui vous oblige, qui vous autorise à restreindre le droit qu'ont les évêques de choisir parmi tous les citoyens français ceux à qui il leur plaît de remettre une part de l'enseignement dans leur diocèse, sous leur direction. Aucune loi ne leur interdit cela ; ils sont maîtres de l'enseignement dans leurs séminaires, et aucune loi ne vous autorise à enchaîner cette liberté.

Il n'y a pas de loi ; mais faut-il en faire une ? Je vous dirai d'abord que, dans tous les cas, ce ne serait pas le moment ; on ne fait pas des lois de cette importance à la fin de la discussion d'un budget qu'on est pressé de voter. Il est convenable, à quelque opinion qu'on appartienne, de ne soumettre des thèses pareilles aux délibérations du Parlement, qu'en lui laissant le temps nécessaire pour ne pas avoir l'air de préjuger ou de juger trop vite des questions aussi graves. (Approbation à droite).

Mais faut-il faire une loi ; pourquoi ? Qu'est-ce que vous leur reprochez ?... de ne pas enseigner la déclaration de 1682 ?

L'orateur établit ensuite que la question de la déclaration de 1682 doit être pour toujours effacé de la polémique. Il le prouve par les paroles de M. Bardoux lui-même, ministre des cultes : « de deux choses l'une : ou ces articles » sont acceptés par les catholiques, et alors pourquoi » voulez-vous que nous nous mêlions de l'enseignement » des dogmes, ou ils sont schismatiques, et quels moyens » aurions-nous de les imposer à des consciences libres. » — Il le prouve par la contradiction qui existe entre les articles eux-mêmes ; car, d'après un des articles, les con-

ciles généraux seuls ont des décisions irréfornables, et, d'un autre côté, un concile général, dont le jugement est dès lors irréfornable, vient de décréter que le Souverain Pontife est infallible dans ses décisions. Il le prouve, parce qu'une loi sur ce sujet se briserait contre un obstacle insurmontable, puisque tous les séminaires sans exception, opposeraient une absolue résistance. — Revenons enfin à l'article 10 de la commission : il montre que l'exécution conduirait à des difficultés inextricables et à des conséquences absurdes, puisqu'il est en France des Evêques mêmes qui appartiennent à des congrégations non autorisées, et M^{sr} l'archevêque de Paris est dans ce cas. — Des conséquences inacceptables montrent que ce principe est mauvais.

Encore un mot, Messieurs, et j'ai fini. Croyez-moi, supprimez l'article. Attendons. Si l'on croit devoir proposer une loi, nous la verrons venir ; si l'on veut poser cette question, nous la débattons ; mais, pour Dieu, ne laissez pas croire à la France qu'on introduit sournoisement dans une loi qui passe vite des textes qui n'oseraient affronter l'épreuve d'une discussion approfondie. (Protestation à gauche.)

Croyez-moi, encore une fois, vous n'avez point d'intérêt à inquiéter la conscience des catholiques. Vous entrez sur un terrain dangereux, et, entendez bien ceci, je vous le dis avec l'histoire : Aucun gouvernement n'y a jamais mis le pied en y apportant autre chose que la liberté, sans y faire une chute mortelle. (Rumeurs à gauche. — Très-bien ! à droite.)

Si ce n'est pas par sympathie et par goût, que ce soit dans votre intérêt bien entendu. (Exclamations à gauche.) Je vous en prie, Messieurs, laissez-nous la paix et donnez-nous la liberté. (Applaudissements prolongés à droite.)

REVUE DE JURISPRUDENCE.

JURISPRUDENCE CIVILE.

Nous continuons à signaler aux lecteurs de la *Revue* ce qui se présente de plus notable dans les décisions judiciaires récemment publiées, et nous les classons autant que le comporte l'étendue du sujet et la diversité des matières.

Ce n'est certes pas une question neuve que celle qui s'agite sur la capacité de l'étranger légalement divorcé dans son pays, et qui prétend contracter en France un second mariage du vivant de son conjoint divorcé. Et, cependant, aucune solution définitive n'a encore prévalu ni dans la doctrine ni dans la jurisprudence. Les uns veulent que le statut personnel conserve son indépendance et que celui-là soit considéré comme libre, qui, dans son pays, a cessé d'être marié ; les autres soutiennent que la loi française ne peut accepter, même chez un étranger, la qualité d'époux divorcé qui, pour elle, est une immoralité, et que les autorités françaises doivent refuser leur concours à un acte qui blesse les principes sur lesquels repose notre ordre social.

La première opinion, rejetée d'abord par la Cour de Paris (20 août 1824, Sir., 1825, 2, 203 ; — 28 mars 1843, Sir., 1843, 2, 566), avait été accueillie en 1860, sur les conclusions de M. Dupin, par la chambre civile de la Cour de cassation (28 février 1860, Sir., 60, 1, 210) et, sur renvoi, par la Cour d'Orléans (19 avril 1860, Sir., 60, 2, 196).

Voici que la Cour de Douai, par arrêt du 8 janvier 1877 (Sir., 77, 2, 45), vient de se prononcer en sens contraire : « Il est de principe, dit-elle, que le statut personnel d'un étranger ne saurait être appliqué lorsqu'il est contraire

» à l'ordre public et aux bonnes mœurs du pays dans lequel » il doit recevoir son exécution. » En effet, il ne suffit pas de dire que l'époux divorcé est, selon les lois de son pays, *capable de se marier* : l'état dont il jouit ne saurait être confondu avec celui de la personne qui n'a jamais été mariée ou dont le mariage a été annulé. C'est cet état même d'*époux divorcé* qu'il répugne à notre législation d'accepter, tandis que nous respectons sans difficulté la décision des juges étrangers qui ont prononcé la nullité du mariage, quelle que soit, d'ailleurs, la cause sur laquelle ils ont jugé à propos de se fonder.

Quant à la loi française on sait qu'elle restreint avec rigueur le nombre des nullités et que l'impuissance, notamment, considérée par le droit canonique comme un empêchement dirimant au mariage, n'est pas même regardée par elle comme un motif d'erreur dans la personne. La jurisprudence, qui paraît aujourd'hui fixée sur ce point, a encore été consacrée par deux arrêts de la Cour de Riom, du 7 juin et 2 août 1876 (Sir., 1877, 2, 153).

Pour ce qui est des empêchements résultant de la parenté, la Chambre des Requêtes a maintenu la décision de la Cour de Caen, que nous avons précédemment rapportée dans la *Revue* (1877, n° 3, mars, page 193), et qui, par interprétation de l'article 163, Code civil, interdit le mariage entre le grand-oncle et la petite-nièce. (Req. 28 nov. 1877; *Le Droit*, 18 janvier 1878).

Légitimement contracté, le mariage est indissoluble, seule la séparation de corps peut, si ce n'est en briser, du moins en relâcher le lien. Cependant, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 2 janvier 1877 (Sir., 1877, 1, 257), semble fournir un nouveau moyen à l'un des époux pour échapper à une obligation conjugale des plus essentielles, la cohabitation. Il autorise, en effet, la femme, blessée dans sa dignité par la présence au domicile conjugal de personnes étrangères, à se retirer hors de ce domicile, et même oblige le mari à lui payer une pension jusqu'à ce qu'elle puisse con-

venablement retourner auprès de lui. N'est-ce pas là un arbitraire moyen-terme, une mesure illégale, contraire aux dispositions de l'article 214 du Code civil ? Et la même Chambre des Requêtes n'a-t-elle pas proclamé, dans un arrêt du 27 janvier 1874 « qu'aucune séparation de fait volontaire n'est autorisée par la loi entre les époux, et que » la vie commune est une de leurs obligations essentielles ; » qu'ils n'en peuvent être dispensés que dans le cas d'une » séparation de corps judiciairement prononcée ? »

Cette objection tombe devant une simple distinction. Les obligations des époux sont corrélatives et pour ainsi dire synallagmatiques : ainsi, la femme habitera avec son mari, mais le mari lui fournira une habitation dans laquelle elle sera respectée. Or, quand l'une des parties n'exécute pas ses obligations, l'autre peut chercher à se dégager des siennes pour toujours, et à résilier, autant que faire se peut, l'engagement réciproque ; mais, elle peut aussi, oubliant le passé et ne songeant qu'à l'avenir, s'efforcer de maintenir le lien que l'autre cherche à rompre ; et, alors, pourquoi n'aurait-elle pas la ressource dont jouit tout créancier dans un contrat synallagmatique, quand il ne demande pas la résiliation du contrat, à savoir le droit d'attendre, pour accomplir sa propre obligation, que l'autre partie veuille bien exécuter la sienne ?

L'article 214, qui rapproche à dessein le devoir du mari et celui de la femme, loin de s'opposer à l'application de cette règle, semble même la consacrer implicitement. Quant à l'arrêt de 1874, il faut savoir qu'il avait trait à une espèce dans laquelle le refus de cohabitation se fondait sur des faits injurieux antérieurs, qu'il ne s'agissait plus de prévenir, mais dont les conséquences, soit la situation créée entre les époux, ne pouvait trouver remède que dans la séparation.

Donc, quand un époux se plaindra des injures du passé, la séparation de corps aura seule la puissance de le dispenser d'habiter en commun avec son époux ; mais, quand

il se contentera de chercher des assurances pour l'avenir, le refus de cohabitation sera pour lui un moyen légal de contrainte, auquel les tribunaux pourront même ajouter l'obligation, pour l'autre conjoint, de lui fournir une pension hors du domicile conjugal.

Inutile d'ajouter que ce procédé, conforme aux règles certaines du Droit, offre en pratique l'immense avantage de permettre la patience, de calmer l'époux lésé, sans trop irriter l'autre, et de laisser le temps et la réflexion ménager un rapprochement que les moyens extrêmes eussent à jamais rendu impossible.

Nous ne quitterons pas la matière du mariage sans rapporter l'arrêt par lequel la Cour de Cassation a adopté la jurisprudence des Cours d'appel, sur l'effet des promesses de mariage. De l'aveu de tous, quand la promesse du mariage intervient comme moyen de séduction, c'est un élément du dol qui sert de base à l'action en dommages-intérêts de la personne séduite (Cass., 26 juillet 1864; Sir., 65, 1, 53. — Nancy, 25 février 1865; Sir., 65, 2, 169. — Dijon, 1^{er} décembre 1868; Sir., 69, 2, 15. — Chambéry, 20 décembre 1872; *Journal des Cours*, 1873, p. 115). Mais, indépendamment de tout quasi-délit de cette nature, plusieurs Cours avaient admis que la simple rupture, sans juste motif, d'une promesse de mariage pouvait, en vertu de l'article 1382 Code civil, obliger à des dommages-intérêts la partie qui, en se retirant, causait à l'autre un préjudice matériel ou moral (Nîmes, 2 janvier 1855; Sir., 55, 2, 38. — Rouen, 24 février 1865; Sir., 65, 2, 5. — Paris, 16 décembre 1874; Sir., 75, 2, 112).

La question s'est présentée devant la Chambre des Requêtes dans les termes suivants : Un jeune homme riche avait promis d'épouser une jeune fille de la campagne, et le mariage était près de se célébrer quand le futur s'y refusa brusquement, sous prétexte qu'il s'était aperçu n'être recherché que pour sa fortune ; la jeune fille réclamait des dommages, à raison des dépenses qu'elle avait faites en vue

du mariage, et aussi à raison de la grave atteinte qu'elle avait subie, soit dans sa réputation, soit dans ses intérêts matériels pour l'exercice de sa profession et par les obstacles qui en résulteraient pour son futur établissement. Vainement le pourvoi invoquait le principe de la liberté du consentement en matière de mariage; vainement on prétendait que la partie délaissée n'avait pas à se plaindre, étant elle-même en faute d'avoir compté sur un engagement auquel la loi ne reconnaît pas de vertu obligatoire, et qu'en définitive il serait étrange que l'exercice d'un droit pût être considéré comme une faute. La Cour de cassation s'est prononcée pour l'application de l'article 1382 (16 janvier 1877, Sir., 77, 1, 165). Et nous n'hésitons pas à dire qu'elle a bien jugé : car, encore que les motifs de l'arrêt ne l'indiquent pas très-nettement, la faute ne consiste pas dans la rupture d'un engagement dénué de force obligatoire, elle se trouve dans l'imprudence d'une promesse prématurée et irréfléchie, promesse qui, bien qu'elle ne lie pas celui qui la fait, a, du moins, pour effet ordinaire d'entraîner l'autre partie dans des dépenses et de nuire à sa réputation si elle n'est pas suivie du mariage. Les dommages-intérêts n'ont donc ni pour cause ni pour mesure le préjudice qu'éprouve la partie délaissée de ne pas se marier avec la personne qui s'était offerte à l'épouser, mais bien le préjudice résultant d'une situation à laquelle on ne s'expose que sur la foi d'une parole sérieuse et qui ne se dédira pas sans motif. On affronte les dépenses, on met le public au courant de ses projets sans avoir *droit* au mariage, personne ne le conteste; mais on n'accepte cette condition que parce que l'on croit avoir l'assurance d'un choix réfléchi, la garantie d'une volonté que des faits graves pourraient seuls modifier. Si celui qui a promis change d'avis sans raison, c'est la preuve qu'il s'est avancé trop tôt : il a dès lors, volontairement ou involontairement, trompé l'autre partie sur ses propres dispositions; il l'a induite en erreur en lui faisant croire qu'il avait réfléchi à ce qu'il proposait; et, par

conséquent, il doit réparer le préjudice qui a été la suite de cette erreur.

La reconnaissance des enfants naturels est la preuve ordinaire de la filiation illégitime. Elle consiste dans une simple déclaration du père ou de la mère ; mais elle peut, aux termes de l'article 339 du Code civil, être contestée par tous ceux qui y ont intérêt. Or, on a longtemps soutenu (Demolombe, v, 437. — Paris, 22 janvier 1855; Sir., 55, 2, 1) que l'auteur de la reconnaissance, s'il n'invoquait pas un vice de forme ou un vice du consentement tel que la violence, l'erreur ou le dol, était irrecevable à attaquer sa déclaration comme contraire à la réalité des faits. On le repoussait par ses propres paroles : on refusait de l'entendre, en vertu de l'axiome *nemo auditur turpitudinem allegans suam*.

L'opinion contraire a cependant prévalu. On a compris que les questions d'état sont avant tout des questions de vérité, et que la faute de telle ou telle personne n'a rien à démêler avec la preuve d'un fait dont la constatation exacte se rattache à une foule d'intérêts privés et à l'intérêt plus général de l'ordre public. On trouve encore, à la date du 28 juillet 1868 (Dall., 1868, 5, 250), un jugement du tribunal de la Seine, qui oppose à l'auteur de la reconnaissance une fin de non-recevoir absolue ; mais une décision récente de la Cour de Paris (23 janvier 1877; *le Droit*, 31 janvier 1877) est encore venue ajouter son autorité à celle des nombreux arrêts qui avaient déjà accueilli la rétractation, justifiée, d'ailleurs, par des preuves suffisantes (Aix, 22 décembre 1852; Sir., 54, 2, 321. — Paris, 23 juillet 1853; Sir., 54, 2, 329. — Lyon, 13 mars 1856; Sir., 56, 2, 586).

La discussion n'a pas été moins vive sur le point de savoir si l'on doit déclarer valable la reconnaissance postérieure à la mort de l'enfant naturel, quand le père ou la mère ne l'a faite que dans le seul but de se créer des

droits de succession sur les biens délaissés par cet enfant. MM. Demolombe (v, 416) et Valette (sur Proudhon, II, p. 150) enseignent l'affirmative, et les derniers arrêts s'accordent à leur donner raison (Cass., 24 mai 1858; Sir., 58, 2, 535. — Lyon, 26 février 1875; Sir., 77, 2, 18. — Paris, 6 mai 1876; Sir., 77, 2, 19).

Toutefois, selon les errements de MM. Aubry et Rau (Code civil, t. VI, § 568, p. 163), le tribunal de la Seine a rendu, à la date du 13 février 1877 (*le Droit*, 3 mai 1877), un jugement qui prononce la nullité d'une pareille reconnaissance. Les remarquables motifs de cette sentence méritent d'être étudiés :

« Attendu, dit le tribunal, que, si aucun délai n'est fixé par
 » les articles 334 et suivants du Code civil pour la reconnaissance des enfants naturels, il ressort du texte même
 » des articles 756 et 765 que cette reconnaissance doit
 » avoir précédé le décès de l'enfant lorsqu'il meurt sans
 » postérité ;

» Qu'en assurant aux enfants naturels et à leurs pères et mères certains droits sur les successions les uns des autres, la loi n'a pas voulu que ces droits fussent indépendants des devoirs et des obligations naissant de leurs qualités respectives ;

» Qu'en réglant dans son ensemble une situation irrégulière, elle a entendu combiner dans une mesure exacte les avantages conférés par une faveur spéciale ;

» Que ces dispositions sont absolues et rigoureuses et ne comportent pas d'exception ;

» Attendu que permettre aux parents de l'enfant naturel de reconnaître celui-ci après sa mort, en contemplation le plus souvent des biens qu'il laisse, serait ouvrir la porte, sans que l'intérêt général y soit engagé, au scandale d'une réminiscence de faits effacés, sinon oubliés ;

« Qu'il n'est pas possible, d'autre part, et par le même motif, de livrer aux tribunaux l'appréciation des circonstances qui auraient pu, dans une espèce détermi-

» née, empêcher la reconnaissance de l'enfant avant son
» décès.

» Que cet arbitraire répugne à l'esprit supérieur et
» moral qui, en cette matière surtout, a dû dominer le
» législateur;

» Attendu, en définitive, que l'acte de reconnaissance
» légale est attributif et non déclaratif du droit qu'il con-
» fère, d'où il suit que les droits de la fille X. n'étaient pas
» nés lors du décès de B. »

Ces considérations, si l'on en excepte l'argument final qui est évidemment inexact, ont une haute portée législative et morale : elles doivent surtout frapper ceux à qui la pratique apprend chaque jour combien de reconnaissances naissent du seul désir de recueillir des successions. Mais, quoi qu'il en soit et quelques vœux que l'on puisse faire pour voir édicter un texte formel en ce sens, il faut reconnaître que ce texte n'existe pas, que les articles du titre des *Successions* laissent la question incertaine, et que, comme le dit l'arrêt précité de Paris, du 6 mai 1876, « dans » le silence de la loi, il n'est pas permis de prononcer ici » une exclusion, qui serait contraire à la règle générale de » l'article 765. »

Aux termes de l'article 463 du Code civil, le mineur ne peut accepter une donation que par l'intermédiaire de son tuteur, dûment autorisé du conseil de famille. En ce sens, il n'y a pas erreur à le traiter d'incapable. En faut-il conclure que l'article 911 du Code civil s'étende jusqu'à lui, et qu'une donation en sa faveur, déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, se trouve entachée de nullité et sujette à l'action des tiers ?

La Cour de Limoges ne l'a point pensé : « Attendu, dit-elle dans son arrêt du 31 juillet 1877 (*le Droit*, 2 décembre 1877), que les défendeurs feraient résulter la » fraude de ce que le mineur Soirat n'aurait pu fournir » une acceptation régulière de la donation, sans l'accom-

» plissement de formalités dont la publicité aurait révélé
» la spoliation dolosive, que l'acte du 12 août 1869 aurait eu
» pour but d'accomplir; — mais qu'il n'y aurait pas, dans
» ces circonstances, une fraude à la loi, puisque la mineure
» Soirat n'était pas au nombre des personnes désignées
» comme incapables de recevoir; — qu'il n'y a pas à se
» préoccuper non plus de la non-acceptation d'un acte qui,
» dans sa forme, ne comporte pas d'acceptation. »

En effet, il ne faut pas confondre les diverses incapacités dont parle le chapitre II des *Donations*, et dont la sanction se trouve dans l'article 911, avec l'incapacité spéciale du mineur. Les premières défendent les droits de la famille contre la faveur des étrangers : l'incapacité du mineur, au contraire, a été créée dans son unique intérêt, et les formalités que la loi lui impose, quoiqu'elles puissent accidentellement éveiller l'attention des tiers, n'ont d'autre but que d'éloigner de lui des libéralités dont les charges grèveraient sa fortune ou dont le caractère compromettrait son honneur. Si ces formalités ont été omises, lui seul, en vertu de l'article 1125, a qualité pour se plaindre. Peu importe dès lors que la donation se soit cachée sous l'apparence d'un contrat à titre onéreux : le droit du mineur reste le même s'il veut se délier de la donation, et alors, contrairement à ce que semblent indiquer les derniers mots de l'arrêt, il peut attaquer même l'acceptation tacite qui résulterait, comme en l'espèce, de la simple réception d'un billet : mais les tiers demeurent aussi dans la même impuissance que si la donation s'était ouvertement produite dans un acte authentique et régulier.

Si le mineur n'est pas incapable de recevoir, il en est autrement des personnes désignées dans l'article 909, c'est-à-dire, du médecin et du ministre du culte, qui assistent un malade durant sa dernière maladie. Reste à déterminer en quoi consiste l'assistance qui emporte cette prohibition, question souvent fort délicate et dont l'appréciation doit parfois embarrasser les juges du fait. Cependant on ne

risquerait guère en qualifiant d'excessive la sévérité dont a usé le tribunal de Toulouse dans son jugement du 19 février 1877 (*le Droit*, 1^{er} avril 1877). Après avoir reconnu que le bénéficiaire de la libéralité n'était ni le confesseur, ni le directeur de la défunte, mais bien son ami et son chapelain, il l'a déclaré incapable de recevoir, parce qu'il disait la messe dans la maison de la testatrice et lui donnait lui-même la communion. « Attendu, y est-il dit, que ces » actes s'accomplissaient, en effet, chaque jour, dans une » chapelle privée, entre deux personnes déjà unies par » une longue communauté de vie, dans l'intimité entre le » prêtre et la catholique fervente, préoccupée de la mort » et puisant dans ses habitudes pieuses les consolations » spirituelles dont elle était avide; — qu'en les lui procurant quotidiennement par l'exercice de son ministère » devant elle, l'abbé Lhoste l'assistait réellement dans le » sens de l'article 909 et pouvait acquérir sur elle l'influence dont la loi, par une prohibition absolue, a cru » devoir prévenir les effets ou l'abus. »

On le voit, les efforts du style trahissent l'impuissance de la pensée. Car, où trouver, en l'espèce, la source de cette influence qui appartient au médecin, qui appartient au directeur ou au confesseur, à ces maîtres de la vie physique et de la vie morale, dont le malade attend le salut dans ce monde et dans l'autre? Qu'on nous permette une comparaison entre des secours dont l'importance relative n'est pas en débat, et qui confinent également à ceux dont la loi a redouté les effets. Quelle différence y a-t-il, au point de vue qui nous occupe, entre le chapelain qui dit la messe chez le malade, par obligeance ou moyennant salaire, et le pharmacien qui apporte lui-même les remèdes qui lui sont demandés, ou le garde-malade qui vient lui consacrer ses journées et ses veilles. Dans l'un et l'autre cas, le service rendu est vivement apprécié : car si le malade se montre parfois *avide* des consolations de la religion, souvent aussi il se montre assez *avide* des remèdes et des soins dont

il attend sa guérison. Mais il n'y a pas direction d'une part, confiance et abandon d'autre part. L'article 909 ne saurait donc être appliqué.

L'incertitude de la personne du bénéficiaire est encore une cause de nullité des dispositions à titre gratuit, et spécialement des dispositions testamentaires, soit que le légataire ne se trouve pas suffisamment désigné, soit que celui que nomme le testament n'apparaisse que comme une personne interposée. Les tribunaux appliquent cette règle avec une très-grande rigueur, surtout lorsque la libéralité s'adresse à un membre d'une corporation religieuse non autorisée. « Mais, comme disent MM. Aubry et Rau, on ne » doit pas assimiler à des legs faits à des personnes incertaines les dispositions par lesquelles le testateur a ordonné l'emploi d'une certaine somme ou d'objets déterminés, soit en bonnes œuvres, soit en messes à dire pour le repos de son âme. De pareilles dispositions, faites non dans l'intérêt d'un tiers, mais dans celui du testateur lui-même, constituent bien moins des legs, que des charges de la succession. »

C'est ce que la Cour de Paris a admis, le 23 novembre 1877 (Sir., 77, 2, 330), dans l'interprétation de la clause suivante : « Je donne et lègue au P. Boyer, supérieur des Pères de la Société de Saint-Edme de Pontigny, et, en cas de décès, à son successeur, la somme de 7,000 fr. pour faire dire des messes à l'autel de saint Edme, à mon intention et à l'intention des nombreux défunts de ma famille. » — « Considérant, dit la Cour, après avoir exposé les faits, que les 7,000 fr. destinés aux messes à dire, loin d'être une libéralité au profit des Pères de Pontigny, ne sont que la rémunération légitime et conforme aux usages, destinée aux prêtres qui diront des messes à l'intention de Bertrand et de sa famille; que cette somme, en effet, représente l'honoraire habituel des messes demandées par Bertrand, et qu'enfin ce legs, fait avec charge, s'adresse à la personne qui seule peut

» l'exécuter et qui reçoit ainsi du testateur un mandat de
» confiance et d'honneur, imposé à sa conscience ; — con-
» sidérant que, par ce que dessus, l'abbé Boyer ni son
» successeur ne sont soit personnes interposées, soit per-
» sonnes incertaines, et que le legs fait à son égard doit
» recevoir son exécution. »

Une difficulté analogue surgit dans une hypothèse absolument contraire, quand la libéralité paraît avoir pour mobile l'intérêt d'une passion honteuse. Or, comme nous venons de le voir, si la cause de la disposition ne consiste pas dans l'intention libérale, dans la satisfaction du bienfait procuré à un tiers, il n'y a pas véritablement donation. Des espèces nombreuses se produisent, mais celle que l'on rencontre le plus fréquemment est la suivante : deux personnes vivant en concubinage, l'une d'elles signe à l'autre un billet dont la cause apparente est un prêt ou tel autre titre onéreux ; plus tard la valeur du billet est contestée par celui qui l'a signé ou par ses héritiers ; on démontre la fausseté de la cause. Le tribunal doit-il maintenir l'obligation comme donation déguisée ? Doit-il la déclarer non avenue, comme fondée sur une cause honteuse ?

En fait, nous avouons que le problème est très-embarrassant, et nous nous expliquons sans peine les solutions diverses qu'il a pu recevoir suivant les circonstances (dans le sens de la nullité, Caen, 2 juillet 1872 ; Sir., 73, 2, 145 — dans le sens de la validité, Orléans, 27 mai 1875 ; Sir., 75, 2, 319. Mais, en droit, le *criterium* nous paraît résulter de la distinction des actes à titre gratuit et des actes à titre onéreux. S'il y a eu marché, si l'obligation s'est offerte comme prix de faveurs à obtenir, le tribunal, en présence d'une convention à titre onéreux dont la cause est honteuse, appliquera l'article 1131 et refusera de sanctionner l'engagement. Si, au contraire, c'est la reconnaissance plus ou moins légitime, l'affection plus ou moins avouable qui a déterminé la donation, l'acte est purement gratuit, sa cause réside tout entière dans le plaisir de la libéralité, et

le juge n'a pas à se demander si ce bienfait était mérité ou non de la personne qui en a été gratifiée. La cause ressort à l'appréciation du juge comme un élément essentiel du contrat : mais les vues des parties qui ne rentrent pas dans la substance de la convention échappent incontestablement à sa compétence.

(A suivre.)

J. BOURGEOIS,

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Chambéry.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 25 février 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

- I. — *Donation-partage faite par le père et la mère. — Prédéces de la mère. — Action en nullité fondée sur l'inaliénabilité des biens dotaux. — Prescription dans les délais légaux à compter de la dissolution du mariage.*
- II. — *Institution contractuelle et partage d'ascendant. — Allégation d'une lésion portant atteinte soit à l'institution contractuelle, soit à la réserve. — Nécessité d'une lésion de plus du quart.*

Au cas de donation-partage, faite par le père et la mère, de tous les biens réunis en une seule masse, l'action en nullité, fondée sur l'inaliénabilité des biens dotaux compris dans le partage, et exercée par les enfants du chef de leur mère prédécédée, se prescrit dans les délais légaux à compter de la dissolution du mariage et non à partir du décès du père survivant.

Dans un partage d'ascendant fait de bonne foi, une lésion inférieure au quart, résultant d'une erreur involontaire d'estimation, ne peut entraîner ni une rescision du partage entier, ni une réduction, quoique cette erreur ait pu porter

atteinte soit à une institution contractuelle antérieure, comprenant le quart disponible de l'ensemble des biens, soit à la réserve de quelques-uns des héritiers.

I. — La première question de droit, résolue par cet arrêt dans la partie des motifs que nous rapportons, avait déjà été tranchée par un arrêt de la Chambre civile du 29 janvier 1866 (MM. Troplong, premier président; Mercier, rapporteur; Blanche, avocat général (concl. conf.)).

La Chambre civile avait, dans les mêmes termes que l'arrêt actuel de la Chambre des Requêtes, distingué entre l'action en rescision ou réduction, qui ne se prescrit qu'à partir du décès de l'ascendant survivant, le préjudice résultant du partage ne pouvant s'apprécier qu'après la mort des deux donateurs, — et l'action en nullité fondée sur l'inaliénabilité des biens dotaux dont la prescription commence à courir à partir de la dissolution du mariage, — moment où la femme ou ses héritiers ont toute liberté de se plaindre de l'atteinte portée à leurs droits sous ce rapport.

II. — La seconde question avait plus de gravité. Le partage d'ascendant avait compris un héritier à qui une institution contractuelle avait assuré par préciput la quotité disponible et d'autres héritiers réduits à leur réserve. L'erreur la plus légère dans les évaluations du partage pouvait donc porter atteinte, d'une part, à une institution contractuelle irrévocable, et, d'autre part, à la réserve des autres héritiers.

Cependant, malgré les réclamations des uns et des autres, l'arrêt attaqué n'avait autorisé l'expert commis qu'à vérifier « si le partage avait causé à l'une des parties une lésion » de plus du quart de ses droits, sans distinction de leur » origine. »

S'il s'était agi d'un partage volontaire, librement fait entre cohéritiers faisant valoir leurs droits sur la masse dans des situations différentes, — les uns héritiers à réserve, les autres héritiers préciputaires, en vertu d'institutions contractuelles, il eût bien fallu reconnaître, en vertu de l'article 887, qu'une lésion de plus du quart pouvait seule autoriser la rescision d'un acte accompli par le libre concours de toutes les volontés.

Oui, l'institution contractuelle est irrévocable ! Oui, la réserve est un droit qui ne peut subir aucune réduction ! Ce sont les bases inébranlables du partage. Mais autre chose est cette base que le partage doit respecter, autre chose est le résultat de l'opération. Chaque partie est venue au partage avec ses droits, a arbitré la valeur des lots et les a acceptés. Pour éviter des procès sans cesse renais-

sants, il y a présomption que ce partage a été rigoureusement exact. L'article 887 ne permet d'attaquer cette présomption qu'en cas de préjudice considérable, — d'une lésion de plus du quart. Ses dispositions sont générales et absolues. Il ne contient aucune exception pour le cas très-fréquent où, la quotité disponible ayant été léguée à part, la moindre lésion portera atteinte à la réserve. Sauf une atteinte de plus du quart, la convention de partage a définitivement réglé les droits des parties. Il ne faut pas, en effet, pour un moindre intérêt, anéantir des actes faits de bonne foi, autoriser de nombreuses contestations dans les familles, et rendre incertains, pendant dix ans, tous les partages de succession.

Peut-il en être autrement pour le partage d'ascendant? L'article 1079 reproduit la disposition de l'article 887. L'ascendant est censé faire lui-même, pour le partage de sa succession, au mieux des intérêts de ses descendants, ce que ceux-ci auraient fait. Outre la lésion de plus du quart, il n'est qu'un cas où le législateur fait céder la présomption de la régularité d'un pareil partage, c'est, d'après le deuxième paragraphe de l'article 1079, « le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par le préciput » que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand » que la loi ne le permet. »

Cette disposition ne peut jamais être invoquée par le préciputaire; elle est dirigée contre lui, elle ne vise que l'avantage excessif qu'il aurait recueilli. Le père de famille, qui s'est servi du partage d'ascendant pour violer les dispositions de la loi et avantager outre mesure un de ses enfants, n'est plus couvert par la présomption d'impartialité, qui assimile son acte à une convention de partage passée entre ses héritiers. Cet acte est rescindable en raison de l'avantage excessif. Peu importe qu'il ait ou non causé une lésion de plus du quart.

Supposons une succession de 120,000 fr. à partager entre neuf enfants. La quotité disponible est de 30,000 fr.; elle est, par préciput, attribuée à l'aîné. Chacune des parts héréditaires sera de 10,000 fr.

L'ascendant effectue le partage de telle sorte que la part de huit de ses enfants est réduite à 8,000 fr. La lésion est de 2,000 fr., moins du quart des 10,000 fr. de la réserve. Aucun des enfants frustrés ne peut demander la rescision. Par cette opération, une valeur de 16,000 fr. est devenue disponible. Si le partage l'attribue au frère déjà avantagé, le deuxième paragraphe de l'article 1079 est applicable. Cet héritier a plus que sa légitime jointe à son préciput; il y a un avantage excessif; et le partage doit être rescindé.

Si, au contraire, les 16,000 fr. profitent à un autre frère,

aucun ne pouvant se plaindre d'une lésion de plus du quart, le partage est maintenu.

Dans l'affaire actuelle, l'héritier préciputaire se plaignait d'une réduction de son préciput. Personne n'articulait contre lui qu'il eût recueilli un avantage excessif. Le partage ne pouvait donc être rescindé qu'en cas de lésion de plus du quart.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 12 mars 1878.

PRÉSIDENCE DE M. BÉDARRIDES.

Accident causant la mort d'un homme. — Surveillance insuffisante du chef d'équipe chargé de surveiller la manœuvre. — Quasi-délit entraînant une responsabilité qui n'est pas soumise à la prescription de l'homicide par imprudence.

Un défaut de surveillance, qui est la cause indirecte de la mort d'un homme, peut constituer, en dehors du délit d'homicide par imprudence, un simple quasi-délit dont la responsabilité n'est pas couverte par la prescription de trois ans.

Sur le moyen unique tiré de la violation des articles 2, 637 et 638 Inst. crim., et 319 C. pénal, et de la fausse application des articles 1382 et 1384 C. c.

Attendu qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que Citrain a été victime de sa propre imprudence, mais que les suites de cette imprudence eussent été conjurées par une plus exacte surveillance du chef d'équipe chargé de diriger la manœuvre dans laquelle Citrain a trouvé la mort ;

Attendu que ce défaut de surveillance qui n'a été que la cause indirecte de la mort de Citrain, et qui n'a, d'ailleurs, motivé aucune poursuite correctionnelle, a pu être considéré, par la Cour d'appel de Pau comme un simple quasi-délit, et que, dès lors, en rejetant l'exception de prescription proposée par la compagnie, l'arrêt attaqué n'a violé ni faussement appliqué aucune des dispositions légales ci-dessus visées ;

Par ces motifs,

Rejette.

12 mars 1872.

MM. Bédarrides, président ; Cantel, conseiller-rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident : M^e Devin.

Il paraît bien difficile au premier abord de distinguer, en cas de mort accidentelle, entre la responsabilité civile du délit d'homicide par imprudence, prévu par l'article 319 du Code pénal, et la responsabilité générale résultant de l'article 1382 du Code civil. Il y a délit, en effet, toutes les fois que l'homicide est causé par *maladresse, imprudence, inattention, négligence* ou *inobservation des règlements*. Comment imaginer une faute, purement civile, qui ne rentre pas dans une de ces prévisions de la loi pénale ?

La question a une importance toute particulière pour déterminer le délai de la prescription. Il est constant, en jurisprudence, que l'action civile résultant d'un délit se prescrit par trois ans. Cette prescription consommée, reste-t-il à la victime de l'accident une action pour la réparation d'une faute de droit commun, distincte de la faute prévue par la loi pénale ?

Un examen très-attentif des circonstances de fait peut seul permettre de résoudre cette difficulté.

Le 9 juillet 1866, la Chambre civile, à la suite d'un accident dont un ouvrier manœuvre de la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée avait été victime en accomplissant un ordre sous la direction et sous les yeux d'un chef d'équipe, décida que, malgré l'acquiescement de ce chef d'équipe, « l'action en dommages-intérêts formulée devant la juridiction civile n'impliquait pas nécessairement contradiction avec ce qui, sur la poursuite du ministère public, avait été précédemment décidé par la juridiction criminelle. »

Il en est surtout ainsi pour la responsabilité de l'article 1384 pour le dommage causé par le fait des choses, animées ou inanimées, que l'on a sous sa garde. (Ch. civ., 17 mars 1874. — Ch. des Req., 27 janvier 1869).

Dans l'espèce du procès actuel, la compagnie du Midi avait sous sa garde la locomotive et les wagons qui ont occasionné l'accident, choses inanimées, mais douées de mouvement, grâce à la vapeur.

Elle n'a pas fait suffisamment surveiller ce mouvement par ses employés, sans que ceux-ci aient été personnellement la cause directe de l'accident par un acte de négligence suffisant pour constituer un délit. L'arrêt attaqué constatait « un manquement aux devoirs de stricte vigilance » qui incombent aux compagnies à l'égard des personnes « qu'elles emploient à des travaux périlleux, — manquement suffisant pour engager la responsabilité de la compagnie. »

Il y avait là évidemment une faute distincte du délit qui avait pu être commis par un employé, et par conséquent le principe d'une responsabilité que la prescription de trois ans ne pouvait atteindre.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Audience du 11 avril 1878.

PRÉSIDENTE DE M. BÉDARRIDES.

Dessèchement de marais. — Travaux publics. Incompétence de l'autorité judiciaire pour statuer sur les dommages résultant de l'exécution de ces travaux. — Droit pour le juge qui se déclare incompétent de déterminer néanmoins le sens et la portée des conventions privées invoquées par les parties.

Le dessèchement des marais touche essentiellement à l'intérêt public. La loi du 16 décembre 1807 charge l'administration de veiller à la conservation des travaux jugés nécessaires pour l'opérer. Toutes réparations et dommages doivent être poursuivis par voie administrative comme pour les objets de grande voirie.

Le juge qui se déclare incompétent pour statuer sur une action de cette nature peut néanmoins déterminer le sens et la portée des conventions privées invoquées par les parties.

Sur le premier moyen tiré de la fausse application de l'article 2, titre 13, de la loi des 16-24 août 1790, de l'article 27 de la loi du 16 septembre 1807, et de la loi du 21 juin 1865, et de la violation de l'article 43 de l'ordonnance du 19 juillet 1847 :

Attendu, en droit, que le dessèchement des marais touche essentiellement à l'intérêt public, et est soumis à ce titre, à des règles particulières : que l'article 27 de la loi du 16 septembre 1807 charge l'administration de veiller à la conservation des travaux jugés nécessaires pour l'opérer, et dispose expressément que « toutes réparations et dommages seront poursuivis par voie administrative comme pour les objets de grande voirie ; »

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate : 1° que Bradeley, qui avait obtenu de Henry IV, en 1599 et 1607, le privilège du dessèchement des marais et palus de France, et qui avait été investi par les édits royaux du droit de pratiquer ce dessèchement, en cas d'inaction des propriétaires, sans être tenu à aucune garantie si le succès ne répondait pas à ses efforts, a traité, le 23 décembre 1617, avec le seigneur et baron de La Luthumière. Il s'est obligé, à certaines conditions, à effectuer, dans un délai déterminé, le dessèchement du marais Vernier ; 2° que les paroissiens, hommes et vassaux de la paroisse et seigneurie du marais Vernier qui n'avaient pas été appelés au contrat du 23 décembre 1617, ayant prétendu qu'ils n'avaient pu être ainsi dépossédés de leurs droits sur le marais Vernier, il est intervenu, le 14 octobre 1620, entre eux et le baron de La Luthumière une transaction au terme de laquelle ce dernier, « quoique le cas fut forcé et sujet à l'édit, » les a affranchis de toute contribution à l'entretien des ouvrages primitivement accomplis par Bradeley ; 3° qu'une deuxième transaction intervenue, le 9 mars 1847, entre la commune du Marais-Vernier et la veuve et les héri-

tiers de Condé, représentants du baron de La Luthumière, n'a pas modifié l'état de choses antérieur, et que la veuve et les héritiers de Condé s'y sont obligés à maintenir, en état convenable, pour faciliter l'écoulement des eaux, les travaux de dessèchement prévus par la transaction de 1620 ; 4^e enfin, que le 19 juillet 1847 une ordonnance royale a organisé le syndicat du Marais-Vernier, a institué une commission spéciale, conformément à la loi du 16 septembre 1807, et a placé l'exécution des travaux sous le contrôle et la haute direction de l'administration, en réservant seulement « les droits que la commune du Marais-Vernier prétend posséder par titres authentiques, relativement à l'entretien des travaux de dessèchement antérieurement exécutés ; »

Attendu qu'en décidant, dans cet état des faits, que la demande en dommages-intérêts formée par la commune et les habitants du Marais-Vernier contre les héritiers de Condé en réparation du préjudice que leur auraient occasionné l'inexécution, le mauvais état et le mauvais entretien des travaux de dessèchement constitue une demande en dommages-intérêts fondée sur des travaux qui ont essentiellement et ont toujours eu le caractère de travaux publics, et qu'elle n'est pas, dès lors, de la compétence de la juridiction civile, la Cour d'appel de Rouen n'a ni violé, ni faussement appliqué aucun des articles sus-visés.

Sur le deuxième moyen pris d'un excès de pouvoirs et de la violation de l'article 170 du Code de procédure civile :

Attendu que si la Cour de Rouen a eu, tant que de besoin, interprété les transactions de 1620 et 1847, il lui appartenait de déterminer le sens et la portée des conventions privées consignées dans ces actes ; que loin de statuer, au fond, sur un débat qui échappait à sa compétence, elle s'est scrupuleusement abstenue d'en connaître, et s'est bornée, ainsi qu'elle en avait le droit, à dire, « au besoin, que les transactions de 1620 et 1847, n'imposaient aux appelants que l'obligation d'entretenir dans un état convenable les travaux d'assèchement prévus par lesdites transactions et dans les limites assignées à Bradeley, leur auteur, par le contrat de 1617, qu'ils n'étaient, en aucun cas, tenus de garantir la commune ou ses habitants des inondations, à raison de l'inexécution des travaux ; »

D'où il suit qu'elle n'a ni commis un excès de pouvoirs, ni violé l'article 170 précité.

Sur le troisième moyen tiré de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 :

Attendu que l'arrêt donne des motifs pour justifier le chef du dispositif par lequel il déclare sans droit à poursuivre l'exécution des conventions contenues dans les transactions de 1620 et de 1847, les habitants du Marais-Vernier qui n'avaient pas justifié de leur qualité ; qu'il se base, en effet, pour juger ainsi sur les termes de ces transactions, la commune intention des contractants, et l'interprétation donnée aux transactions par tous les actes administratifs, que ce moyen manque donc en fait ;

Par ces motifs,

Rejette le pourvoi.

Le 11 mars 1878.

MM. Bédarrides, président ; Petit, conseiller-rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaissant : M^e Gosset.

Les circonstances de fait dans lesquelles ce procès a été engagé, présentaient un réel intérêt.

En 1599, le roi Henri IV prescrivit par édit le dessèchement des marais de France. Il nomma le hollandais Bradeley *maître des digues* de France, laissant à ses sujets propriétaires de marais l'option entre deux modes d'exécution de l'édit. Ils pouvaient, ou dessécher eux-mêmes leurs marais, avec l'aide et l'assistance de Bradeley, à des conditions déterminées, — ou les laisser dessécher par le maître des digues à qui l'édit accordait, dans ce cas, des avantages considérables.

En 1617, quatre seigneurs normands, intéressés dans la propriété de vastes marais situés vers l'embouchure de la Seine, non loin de Quillebœuf, se déterminèrent à prendre le premier parti et à exécuter eux-mêmes le dessèchement avec l'assistance de Bradeley. Ils firent avec lui un traité dont les clauses réglaient tout ce qui était relatif à l'exécution des travaux, au partage des terres reconquises et à l'entretien des ouvrages. « Trois ans après le dessèchement, » disait cette convention, ledit entretien sera fait à » frais communs, chacun à proportion de la terre qu'il en » tiendra. »

A peine les travaux furent-ils commencés que des difficultés surgirent. L'exposé des motifs de la loi de 1807, présenté par M. Montalivet, conseiller d'Etat, directeur général des ponts-et-chaussées sous le premier Empire, constate qu'il en a été presque partout ainsi. « Parmi les causes du » peu de succès qu'ont obtenu les lois de dessèchement » rendues depuis Henri IV jusqu'à la Révolution, on a pu » compter, dit M. Montalivet, la résistance des grands » corps de l'Etat et de quelques propriétaires puissants. Le » petit propriétaire était sûr de trouver un appui chez le » propriétaire plus considérable qui, froissé dans ses » propres intérêts, couvrait sa défense du prétexte honorable de soutenir la faiblesse opprimée. »

En Normandie, ou du moins au Marais-Vernier, les difficultés ont eu une tout autre origine.

L'édit de 1599 avait été homologué par le Parlement de Normandie, et les seigneurs intéressés avaient commencé à le mettre à exécution. Ce furent « les paroissiens, hommes et » vassaux de la seigneurie du Marais-Vernier » qui s'y opposèrent, déclarant « n'avoir agréable ce travail, n'ayant été » présents, vouchés ni appelés au contrat. »

« Lesdits marais leur étaient utiles, ajoutaient-ils, voire » nécessaires, en l'état qu'ils étaient et ont toujours été, pour » ce qu'en iceux ils prenaient de grandes commodités, à savoir : du hamet pour couvrir leurs maisons, des lesches » pour la litière de leurs bêtes, des tourbes pour l'engrais

» de leurs courtils, et une infinité d'autres commodités
 » qu'ils en tiraient... »

Les seigneurs répondirent « que le cas était forcé et sujet
 » à l'édit ; que le contrat était fait au bien et profit des uns
 » et des autres et de la chose publique ; qu'à leur veu , su
 » et connaissance, et sans qu'ils l'aient en rien contredit ,
 » les écluses et digues ont été faites où il est jà entré en
 » dépense plus de 10 ou 12,000 livres... » Il faudra, di-
 saient-ils encore, indemniser Bradeley et ses associés si
 l'on rompt le contrat.

Après bien des débats, « pour éviter un retardement
 » qui eût apporté grands intérêts sur ceux qui fussent
 » déçus, » on convint d'un lotissement des terres à con-
 quérir.

Ce n'était pas tout. Les paroissiens, hommes et vassaux
 de la seigneurie, s'inquiétaient de savoir s'ils auraient
 quelque chose à payer. Une dernière clause fut insérée
 dans la transaction : « Ils ne seront tenus et sujets à l'en-
 » tretènement d'aucunes digues, fosseys et écluses. »

Bradeley put alors continuer et achever son travail,
 qui était bien conçu et qui amena rapidement le résultat
 désiré.

En 1867, la commune souleva contre les descendants des
 seigneurs la prétention de les obliger à exécuter des tra-
 vaux pour protéger les terrains desséchés contre les inon-
 dations, et à payer des indemnités pour les dommages
 causés dans le passé par l'insuffisance de ces travaux.

La Cour de Rouen s'est déclarée incompétente pour
 statuer sur une demande ainsi formulée. Les travaux de
 dessèchement, a-t-elle dit, sont, sous l'empire de la légis-
 lation actuelle, des travaux publics. Les tribunaux de
 l'ordre judiciaire ne peuvent en ordonner l'exécution, ni
 la réparation des dommages que cette exécution plus ou
 moins complète aurait causés.

La loi du 5 janvier 1791, « considérant qu'il est de la
 » nature du pacte social que le droit sacré de propriété
 » particulière, protégé par les lois, soit subordonné à
 » l'intérêt général, » — enjoignait « aux assemblées et
 » directoires de département d'employer les moyens les
 » plus avantageux de faire dessécher les marais... de
 » sommer les propriétaires d'exécuter les dessèchements ; »
 — sinon le directoire de département devait les faire exé-
 cuter lui-même. En cas de contestation sur la propriété,
 de prétention d'usage ou de toute servitude sur les marais
 dont le dessèchement devait être entrepris, le tribunal du
 lieu devait statuer, mais il était fait défense, « à qui que ce
 » fût, de mettre obstacle au dessèchement des marais ou
 » d'en troubler les entreprises. »

La loi du 16 septembre 1807 a été plus explicite encore. Elle soumet « à des règles particulières » la propriété des marais. « Le gouvernement ordonnera les dessèchements » qu'il jugera utiles et nécessaires (art. 1^{er}). »

Ces dessèchements sont exécutés soit par l'Etat, soit par des concessionnaires qui se soumettent à les exécuter dans les délais fixés et conformément aux plans adoptés par le gouvernement (art. 2 et 3). Ces plans sont ou levés, ou vérifiés et approuvés par les ingénieurs des ponts-et-chaussées. Les concessionnaires sont soumis « aux règlements généraux à intervenir, et aux charges qui seront » fixées à raison des circonstances locales (art. 5). » La conservation de ces travaux est commise à l'administration publique (art. 27). Enfin, les articles 46 de la loi de 1807 et 27 du décret du 21 février 1814 réservent, soit à des commissions spéciales, soit au conseil de préfecture, suivant les cas, toute instance relative à la confection des travaux de dessèchement. Les tribunaux ordinaires ne prononcent, d'après l'article 47 de la loi de 1807, que sur les questions de propriété, « sans que, dans aucun cas, les opérations » relatives aux travaux, ou l'exécution des décisions de la » commission, puissent être retardées ou suspendues. »

Ces dispositions de la loi de 1807 avaient été appliquées aux territoires de Marais-Vernier par une ordonnance royale de 1847, organisant un syndicat nommé par le préfet, soumettant à l'approbation administrative les projets de travaux qui pourraient être ultérieurement nécessaires, prescrivant de les exécuter sous la direction des ingénieurs, autorisant le directeur du syndicat à faire exécuter immédiatement les travaux d'urgence. « Chaque propriétaire » contribuera aux dépenses dans la proportion de son intérêt, » disait cette ordonnance.

Que des travaux de dessèchement, librement exécutés par des particuliers ou même par une commune, puissent conserver un caractère privé, c'est ce qu'a décidé très-justement un arrêt de la Chambre civile du 11 décembre 1860. Mais, quand il s'agit de dessèchements forcés, entrepris en vertu de la loi de 1807, on ne saurait leur refuser le caractère de travaux publics. C'est ce qui résultait déjà d'un arrêt de la Chambre des Requêtes du 15 juin 1864 (MM. Nicias Gaillard, président; Renault d'Ubexi, rapporteur; Paul Fabre, avocat général (conclusions conformes), et ce que confirme l'arrêt que nous rapportons.

La Cour de Rouen devait donc se déclarer incompétente comme elle l'a fait. Pouvait-elle en même temps, sur la demande d'une des parties, interpréter les conventions privées produites au début, et dire que les transactions passées entre les seigneurs et les habitants de Marais-Ver-

nier « n'imposaient aux premiers que l'obligation d'entre-
 » tenir en état convenable les travaux primitifs d'asséche-
 » ment; qu'en aucun cas ils n'étaient tenus de garantir la
 » commune ou ses habitants des inondations, à raison de
 » l'inexécution des travaux dont la constitution syndicale
 » les avaient déchargés? »

En se livrant à cette interprétation, la Cour n'empiétait pas sur les attributions des tribunaux administratifs. Après une déclaration d'incompétence limitée à la confection des travaux et aux dommages qu'ils ont causés, elle a jugé, sur la demande formelle d'une partie qui y avait intérêt, une question préjudicielle du ressort des tribunaux ordinaires.

Comme le dit l'arrêt de la Chambre des Requêtes, elle n'a commis ainsi aucun excès de pouvoir.

ROBINET DE CLÉRY,
Avocat général à la Cour de cassation.

BIBLIOGRAPHIE.

CONSIDÉRATIONS SUR LE MARIAGE AU POINT DE VUE DES LOIS, par le comte DE BRÉDA. — Paris, V. Palmé, 1877; un volume in-18 de xxxi-490 p.

La question du mariage est l'une des plus graves parmi celles qui s'agitent aujourd'hui. Pie IX avait signalé à l'attention des catholiques les entreprises de l'Etat laïque et athée contre le mariage chrétien. Le grand Pape revenait volontiers sur ce sujet : « Soyez constants à revendiquer la liberté de l'Eglise, disait-il, et, entre les nombreuses choses qu'il faut réclamer des gouvernements, demandez que le sacrement de mariage précède le contrat civil. » (Allocution du 3 octobre 1875.) M. de Bréda a entendu cet appel et, dans un livre très-substantiel, avec une grande élévation de vues, une profonde connaissance de l'histoire, du droit, de la théologie, il examine la législation par rapport au mariage : ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être.

Un vice radical existe dans toutes nos lois depuis 89; c'est une complète sécularisation, une absence de toute base religieuse. En ce qui concerne plus spécialement le mariage, ce vice a une gravité exceptionnelle. En effet, « sans le mariage pas de familles, sans familles pas de nation, pas d'Etat, pas de Code, par consé-

quent pas de lois. Si la législation du mariage est mauvaise, il n'y a rien dans l'Etat qui ne s'en ressentira... » (p. xxvi).

Obligé par la nature de son sujet d'entrer dans le domaine de la théologie, M. de Bréda le fait avec prudence en s'appuyant, d'ailleurs, sur les meilleures autorités. Il se place à un point de vue plus élevé que celui du jurisconsulte et traite de l'origine, de la nature du mariage, en véritable théologien catholique. Ses opinions sur certains points pourront ne pas être admises par tous. Ainsi il propose une décision contraire à celle d'un grand nombre d'auteurs, dans la question de savoir si le mariage est un contrat, question importante et récemment traitée avec talent dans cette *Revue* (n° de janvier 1878, p. 30).

L'auteur fait preuve d'une érudition remarquable dans la partie très-intéressante de son ouvrage, où il étudie le mariage dans les lois des différents peuples depuis la plus haute antiquité. Chez les Juifs, en Grèce, à Rome, chez tous les peuples enfin, le mariage a été entouré de rites sacrés, a été considéré comme faisant partie de la religion. — Remarquons, en passant, que les romanistes pourraient reprocher à M. de Bréda d'avoir fait la part bien petite à l'étude du Droit romain, et de n'être pas remonté aux sources mêmes du Droit. — Toutefois, le résultat reste acquis, et il est bien démontré, par cette rapide excursion à travers l'antiquité, que, en substituant le mariage civil au mariage religieux, la loi moderne a non-seulement porté atteinte au droit de Dieu, mais encore elle a rompu avec les traditions de l'humanité.

M. de Bréda ne s'est pas contenté de nous offrir un tableau aussi instructif qu'intéressant de la législation matrimoniale des anciens peuples, il étudie à fond nos lois modernes. Elles sont, hélas! sur plus d'un point, en opposition avec la loi chrétienne. Notre devoir est de travailler à faire cesser cette opposition, en apprenant à bien connaître les principes catholiques, en ne craignant pas de les affirmer. De la sorte, nous pourrions parvenir à modifier les idées et les mœurs. L'amélioration des mœurs ne peut manquer d'avoir, tôt ou tard, pour effet l'amélioration des lois. Telle est la conclusion du remarquable travail dont nous venons de donner une trop rapide analyse.

Dans son avant-propos, M. de Bréda nous dit que les *Considérations sur le Mariage* sont un chapitre d'un ouvrage général qu'il intitulera : *Considérations sur les Lois*. Ce chapitre, nous en sommes sûrs, donnera à tous les lecteurs un vif désir de connaître le plus tôt possible l'ouvrage entier.

A. C.

LE SACERDOCE, *conférences prêchées à l'Oratoire* par M^r ISOARD, auditeur de rote pour la France. 2 vol. in-12. Paris, Palmé, 1878.

L'humanité moderne verra-t-elle avant la fin des temps une nouvelle et plus complète réalisation de ce règne social de Jésus-Christ, que le grand honneur des anciens âges de foi sera d'avoir voulu et cherché ? C'est là le secret de Dieu : lui seul sait s'il couronnera par un succès terrestre les efforts de tant d'âmes généreuses vers ce grand but. Mais c'est au moins le préparer que de travailler à rétablir dans les intelligences affaiblies et obscurcies par un long siècle de confusion les notions fondamentales des droits de Dieu, de sa loi, de son Eglise, de la coordination des divers ordres de l'activité humaine vers la fin essentielle assignée à chaque homme. Le grand pontificat doctrinal de Pie IX a donné un puissant élan, a créé même, pourrait-on dire, ce travail de restauration scientifique des vérités. Assurément, dans le sein de l'Eglise, elles n'ont jamais subi de diminution, mais la société laïque leur était devenue si étrangère que tous les principes sont à démontrer à nouveau et à rétablir chez elle. Notre *Revue* a précisément pour objet de servir ce mouvement providentiel ; elle ne peut mieux le faire qu'en recommandant à ses lecteurs le magnifique ouvrage où M^r Isoard a résumé un enseignement donné avec une merveilleuse connaissance des besoins intellectuels de ces hommes et de ces femmes, qui s'appellent eux-mêmes de bonne foi *les classes éclairées*.

L'idée que le Sacerdoce catholique n'est pas simplement une chose de l'ordre religieux tout intérieur, intéressant seulement le dedans du sanctuaire, mais, qu'au contraire, il est l'institution fondamentale de l'Eglise, le moteur de la vie chrétienne, et par là même de la vie sociale, — cette idée est malheureusement tout à fait en dehors de la pensée courante du siècle. Aussi, a-t-il fallu à M^r Isoard toute sa sûreté de coup d'œil pour porter cet enseignement dans une des premières chaires de Paris. Dans son livre il doit encore, à bien des reprises, soulever le poids énorme de préjugés et d'ignorances qui obscurcissent chez tant de gens du monde, même chrétiens, la notion de la grande hiérarchie qui, du souverain magistère du Pape descend et s'étend jusqu'aux degrés inférieurs de la cléricature.

Le sacerdoce comme institution, l'adaptation de ses différents ordres à tous les besoins du gouvernement intellectuel, moral et social du peuple chrétien, — voilà, si nous ne nous trompons,

l'objet nettement indiqué d'un livre qui s'adresse, avant tout, aux laïques, leur disant ce qu'ils ont à demander à la hiérarchie sainte, ce qu'ils doivent faire pour elle par le respect, par le dévouement, par la prière. Dans les dix-neuf conférences, où l'éminent Prélat présente l'antique et immuable doctrine sous une forme saisissante de nouveauté et d'originalité, ils apprendront à connaître véritablement et tels que l'Eglise les a institués, la *sainte cléricature*, — les ordres de *portier*, de *lecteur*, d'*exorciste*, d'*acolythe*, — le *sous-diacre*, le *diacre*, le *prêtre*, l'*épiscopat*, l'*évêque*, le *cardinal*, le *Souverain Pontife* enfin. — Les temps anciens sont constamment rappelés dans ces pages pleines du souffle puissant de la science sacrée, car si les familles et les nations se retrempe en remontant à leur source, combien plus la société religieuse ! Ce n'est pas en vain que M^r Isoard appartient à cette grande Curie romaine, qu'il y est attaché par un titre, qui est une dernière protestation de fidélité de la France, et en même temps, lui donne un rang dans la hiérarchie de l'Eglise mère et maîtresse (1). Mais les besoins propres aux temps modernes sont indiqués avec une puissance d'analyse et une perspicacité qui font naître bien des réflexions utiles, par delà même le sujet traité dans le livre. La société contemporaine, la société française particulièrement, est scrutée par ce profond observateur dans les replis intimes de sa pensée, et elle est, par moments, placée en face d'elle-même et obligée de reconnaître dans un miroir fidèle une image qu'elle eût voulu ignorer.

Des voix plus autorisées rendront à cette œuvre, au nom de l'Eglise, le témoignage qui lui est dû. Mais à nous, hommes des luttes sociales, qui voulons servir la patrie par la restauration du Droit dans toutes ses manifestations, il devait être permis de signaler, dès son apparition, une œuvre qui, dans un autre ordre d'idées sera, pour beaucoup, une révélation comme le furent, il y a un quart de siècle, les *études liturgiques* de Dom Guéranger. Combien serons-nous plus forts si désormais nous connaissons mieux cette grande institution du Sacerdoce, et appuyons davantage sur elle comme sur l'assise fondamentale du plan divin nos efforts et nos bonnes volontés. ?

C. J.

(1) M^r Isoard rappelle avec beaucoup d'à-propos que les auditeurs de rote remplissent dans les cérémonies pontificales les fonctions de sous-diacres apostoliques.

HISTOIRE DE LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE A GENÈVE.

ESSAI D'UN SCHISME PAR L'ÉTAT. — Un volume in-12, Paris, Lecoffre. — HISTOIRE DE LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE DANS LE JURA-BERNOIS, 1873-1874-1875. — Deux volumes in-8°, Paris, Baltenweck.

Au moment où l'Eglise catholique est plus que jamais en butte aux fureurs révolutionnaires, il était utile et opportun de faire une fois de plus ressortir l'illégalité et la violence qui président à toutes les entreprises méditées contre la religion et ses principes. C'est la tâche que s'est proposé l'auteur de l'*Histoire de la Persécution religieuse à Genève*. Point de protestations indignées, point d'apologies passionnées dans ce livre, mais un simple exposé des faits qui est la plus écrasante accusation que l'histoire ait enregistrée contre un peuple.

Dans le canton de Genève, *cette terre classique de la liberté*, les droits les plus sacrés ont été méconnus et violés; un gouvernement protestant, armé de toutes les ressources de l'Etat, a livré au catholicisme un assaut désespéré, employant tour à tour la violence et le mensonge : tout a été vain, la persécution n'a servi qu'à donner aux catholiques Genevois une solennelle occasion d'affirmer leur foi.

Chassé de Genève par Calvin, et proscrit durant trois siècles de la Rome protestante, le culte catholique y rentra définitivement en 1815, par l'annexion au canton de Genève, de vingt-une communes catholiques. Cette cession de territoire était subordonnée à l'exécution des clauses du protocole de 1815 et du traité de Turin de 1816, garantissant aux catholiques toute liberté et toute facilité d'exercer leur culte; et l'article 139 de la Constitution Genevoise confirmait ces dispositions. Plus tard, un bref pontifical de 1819, réunissait le diocèse de Genève à celui de Lausanne. La situation des catholiques si nettement déterminée, semblait donc à l'abri de toute attaque. Il n'en fut rien, et durant cinquante ans, la persécution se perpétua à Genève et se traduisit par mille vexations et par une odieuse propagande calviniste, jusqu'au jour où le Conseil d'Etat, jetant le masque, déclara la guerre aux catholiques en abolissant par une loi de 1868 l'article 139 de la Constitution, qui stipulait les garanties religieuses.

Dès lors, apparaissent les préliminaires de la grande persécution.

M. Carteret arriva aux affaires en 1871, et, malgré les réclamations des catholiques, quelques mois après un premier décret chassait les Frères des écoles chrétiennes; un second, daté du 20 septembre 1872, révoquait M^r Mermillod de ses fonctions de curé de Genève et de vicaire général, et sur son refus d'obéir aux injonctions du Conseil d'Etat, le prélat se voyait arrêté chez lui par la police, et brutalement jeté sur le territoire français. Enfin, le 19 février 1873, était votée la loi de schisme, qui soumettait dans le canton de Genève l'Eglise catholique à la juridiction de l'Etat : le clergé Genevois, mis en demeure de prêter le serment d'apostasie, protesta par un refus unanime.

C'est à ce moment qu'entre en scène l'apostat Loyson avec sa suite de prêtres interdits et mariés, qu'un journal protestant lui-même flétrissait de l'épithète « *d'exotique racaille*. » Dans chaque paroisse catholique se joue la honteuse comédie de l'installation des curés intrus; c'est l'heure des grandes violences : les églises sont crochetées, les domiciles violés, les pasteurs légitimes poursuivis et emprisonnés, les fidèles tourmentés de toute manière dans l'exercice de leur culte; puis vient l'expulsion des sœurs de charité et des petites sœurs des pauvres, et enfin l'officielle reconnaissance du Vieux-Catholicisme par l'Etat.

Toutes les mesures étaient donc bien prises pour l'anéantissement de l'Eglise catholique à Genève, et cependant, non-seulement elle a survécu, mais elle est devenue plus vive et plus florissante : la persécution a provoqué un admirable réveil de la foi chez les populations orthodoxes qui, laissant les intrus se morfondre dans les églises profanées et désertes, suivaient en foule leurs curés sous d'humbles hangars, et franchissaient tour à tour la frontière pour recevoir une bénédiction de leur évêque exilé. Fortifiés par la grande voix du vicaire de Jésus-Christ, qui est venue foudroyer l'erreur et les soutenir à l'heure de la tribulation, les catholiques Genevois sont résolus à continuer de marcher d'un pas ferme et assuré dans la voie de la vérité.

Telle est l'esquisse trop insuffisante de cet ouvrage admirablement pensé et impartialement écrit, où sont relatées presque jour pour jour, les annales de la persécution durant les six années qui viennent de s'écouler, véritable monument élevé à la gloire de l'Eglise catholique, et dont nous ne saurions faire un éloge plus beau qu'en espérant avec son Eminence le Cardinal-Archevêque

de Lyon, qu'il « sera lu par tous ceux qui ont souci des luttes de l'Eglise et qui saluent à travers ses épreuves son prochain triomphe. »

Ab uno disce omnes, a dit le poète latin, et rien n'est plus vrai pour la persécution en Suisse : si, en effet, nous nous transportons de Genève au canton de Berne, nous y retrouvons la même lutte engagée dans les mêmes conditions, sur le même terrain, pour la défense des mêmes intérêts, avec la même foi d'une part, les mêmes iniquités de l'autre. Nous y verrons indignement foulés aux pieds les droits de soixante mille catholiques Jurassiens, garantis par les traités et les conventions les plus solennelles; l'évêque légitime et quatre-vingt-seize prêtres fidèles, emprisonnés ou exilés, et remplacés à la tête des paroisses par des apostats flétris et perdus de vices. A la place de la grotesque figure de M. Loyson, nous y rencontrerons la ridicule silhouette de Pipy, l'intrus de Porrentruy, son digne émule. Mais là, comme à Genève, nous constaterons que « les portes de l'enfer n'ont pas prévalu ; » toutes les lois oppressives, toutes les attaques violentes n'ont servi qu'à faire resplendir la foi des Jurassiens d'un éclat nouveau : serrés autour de leurs pasteurs, encouragés par l'infailible parole de Pie IX, ils font résolument face à l'orage, certains du triomphe final.

Collection exacte et authentique de tous les actes de la persécution dans le Jura, cet ouvrage est digne à tous égards de l'*Histoire de la persécution à Genève*, auprès de laquelle, nous n'en doutons pas, il prendra place dans toutes nos bibliothèques catholiques.

H. DE G.

VALMY. — *Les Diamants de la couronne de France et les dépouilles des victimes des 2 et 3 septembre. Ranson de la République*, par LÉON PAGÈS, 2^e édition. Paris, Taranne, édit., 1878.

M. Léon Pagès fait complètement justice de la *Légende* de Valmy, et dévoile toute la trame des négociations maçonniques, qui s'échangèrent entre le duc de Brunswick et Dumouriez. Les diamants de la couronne en furent le prix. — A la suite de la deuxième édition, il publie une importante lettre du cardinal Mathieu, indiquant, d'après des témoignages contemporains qu'il avait été à même de

recueillir aux sources les plus sûres, la part que deux personnages notables de Besançon avaient prise à un convent maçonnique, tenu en 1785 en Allemagne, et où l'assassinat de Gustave de Suède et celui de Louis XVI furent résolus. M^r Besson, évêque de Nîmes, a confirmé le même fait dans une lettre pleine de détails très-caractéristiques, qu'a publiée l'*Univers* du 29 janvier 1878. Un des points les plus importants de la thèse si bien indiquée dans le grand ouvrage du père Deschamps reçoit ainsi une confirmation éclatante.

ERRATA. — Un de ces accidents typographiques qu'il est difficile de prévoir, a complètement altéré la physionomie d'un article bibliographique, publié dans notre dernière livraison, sous ce titre : *Etude de Droit commercial*, par M. Jules Cauvière, le savant professeur à l'Université catholique de Paris. L'intelligence de nos lecteurs aura, sur bien des points, rectifié les inexactitudes de l'impression, et aussi, nous bornerons-nous à signaler les redressements les plus importants.

Page 281, 2^e ligne, lisez : Une des lacunes les plus anciennement signalées. — Item, ligne 32 : l'engagement des gens de mer. — Item, ligne 46 : abolition qui livre le marché français à la concurrence désastreuse de l'Angleterre repoussée des ports des Etats-Unis. — Page 282, ligne 10 : « Cette convention (l'affrètement) ne joue pas un rôle moins fréquent dans la pratique. — Item, ligne 58 : Une digression fort savante, une merveilleuse consultation sur l'article 109 du Code de commerce. — Item, ligne 48 : dans l'article 5 de l'édit de novembre 1563, qu'est le vrai motif de décision. — Page 283, ligne 17 : Invoquant les arguments d'analogie que fournit l'étude chaque jour plus répandue de la législation comparée. — Item, ligne 29 : qui cite à l'appui ou à l'encontre de ses propres idées... — Item, ligne 31 : ... les lois 5 et 6 D. qui potiore in pig. 20. 4. — Item, ligne 54 : ... à de nombreux renvois. — Page 284, ligne 5 : ... qui faisait dire à un de ses compatriotes, Vauvenargues : Il n'y aurait pas d'erreurs qui ne se détruisissent d'elles-mêmes, rendues clairement. — Item, ligne 17 : ... à la faculté d'abandon du bâtiment et du fret. — Item, ligne 23 et 30 : Emerigon, au lieu de : Emergion. — Page 285, ligne 1 et 2 : « Celui des ouvrages de ce genre, celui des traités composés par deux mains successives. — Item, ligne 22 : ... de ce qu'ils peuvent par eux-mêmes. — Item, ligne 28 : C'est à son prochain volume que nous attendons. — Enfin, sur la couverture imprimée de la livraison, lire : *Essai sur la législation des sociétés commerciales*. — On a pu remarquer aussi qu'il n'est rendu compte que du premier des ouvrages indiqués en tête de l'article et non encore de celui de M. Lescœur.

Le gérant, J. BARATIER.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

LA SITUATION LÉGALE DU CHRISTIANISME.

PENDANT LES TROIS PREMIERS SIÈCLES.

Les historiens qui ont étudié les origines de l'Eglise catholique s'accordent à reconnaître que l'empereur Septime-Sévère est le premier qui ait défendu par un acte formel et public l'exercice de la religion chrétienne.

Ce n'est pas à dire que jusqu'à cette époque l'Eglise ait pu propager en paix sa doctrine et célébrer son culte, et que la lutte entre le pouvoir civil et la religion nouvelle ait commencé seulement au 1^{er} siècle. Il est certain que, dès leur apparition, les chrétiens furent poursuivis par l'autorité romaine ; mais les Empereurs avaient cru inutile de promulguer des lois spéciales, et ils pensaient que pour anéantir la religion naissante il leur suffirait d'employer la législation en vigueur.

L'école rationaliste prétend que le Christianisme était en opposition avec les lois romaines et qu'il fut poursuivi légalement.

C'est cette assertion que nous nous proposons d'examiner en recherchant en premier lieu sur quelles lois s'appuyaient les persécuteurs et dans quelle mesure ils les appliquèrent aux chrétiens ; et, en second lieu, s'il n'y avait pas, au contraire, dans la législation romaine des lois

capables d'abriter la liberté du nouveau culte. Cette double étude nous fournira tous les éléments nécessaires pour apprécier exactement l'attitude du pouvoir civil vis-à-vis du Christianisme.

Est-il nécessaire de faire observer tout d'abord qu'il ne faut pas confondre la justice avec la légalité ? Un acte peut être strictement *légal*, c'est-à-dire, conforme à une loi humaine, sans être pour cela *légitime*, c'est-à-dire conforme à la loi éternelle, règle absolue et souveraine du Bien, du Juste et de l'Honnête.

Cette vérité, les philosophes et les jurisconsultes de l'antiquité l'avaient reconnue, lorsqu'ils faisaient dériver toute loi positive d'une loi divine supérieure (1).

Cicéron, dans son traité *de Legibus*, s'exprime en ces termes : « Je vois que le sentiment des plus sages a été que la loi n'est point une imagination de l'esprit humain ni une volonté des peuples, mais quelque chose d'éternel qui doit régir le monde entier par la sagesse des commandements et des défenses (2); » et plus loin : « Ce n'est pas une loi pour un peuple que ce qui est pernicieux pour lui, quelle qu'en soit la forme, et lui-même l'eût-il accepté. La loi est donc la distinction du juste et de l'injuste, modelée sur la nature, principe immémorial de toutes choses et règle des lois humaines qui infligent une peine aux méchants et garantissent la sûreté des gens de bien (3). » Cicéron dit dans un autre endroit :

« Encore une absurdité, et la plus forte, c'est de tenir pour juste tout ce qui est réglé par les institutions ou les lois des peuples... Non, il n'existe qu'un seul droit, dont la société humaine fut enchaînée et qu'une loi unique institua : cette loi est la droite raison, en tant qu'elle prohibe ou

(1) Voy. les textes cités au Digeste de *Legibus* (lib. 1, tit. 3).

(2) *De Legibus*, II, 4.

(3) *De Legibus*, II, 5.

qu'elle commande, et cette loi, écrite ou non, quiconque l'ignore est injuste (1). »

Ainsi, lorsqu'une loi est en discordance avec la loi naturelle, ce n'est plus la loi, mais suivant la belle expression de saint Thomas, la corruption de la loi (2).

I.

A l'époque où il parut dans le monde païen, le Christianisme se trouva en présence d'une religion d'Etat dont on se montrait d'autant plus jaloux d'assurer le maintien, que l'incrédulité avait fait plus de progrès. La théogonie romaine n'était déjà plus cet assemblage de divinités moitié étrusques, moitié grecques, que la République avait choisies pour ses protectrices : c'était un mélange bizarre de l'ancien paganisme romain et des cultes égyptiens et orientaux, un ensemble de cérémonies compliquées et extraordinaires où la superstition succédait à la simplicité des sacrifices antiques ; où la débauche se couvrait du manteau de la religion, et où le fanatisme populaire devait arriver aux derniers excès.

En leur qualité de grands pontifes, les empereurs savaient bien tout cela, mais que leur importait ? Ce qu'ils voulaient avant tout, c'était la tranquillité de l'Etat, c'est-à-dire leur sécurité personnelle. Ils n'entendaient pas que le peuple pût s'occuper, comme autrefois, du gouvernement de la chose publique, et, pour lui en ôter l'envie, il suffisait d'amollir les âmes par l'abus des jouissances matérielles ; les jeux du cirque et les cultes étrangers furent d'un grand secours pour les empereurs. Le peuple pourra se livrer en paix à des superstitions déshonorantes, à la condition que l'ordre public ou la quiétude impériale ne seront pas trou-

(1) *De Legibus*, 1, 15.

(2) S. Thomæ Aquin., *Summ theol.* 1^o 2^o, quæst. 95, art. 3.

blés : mais le jour où quelque semblant d'émeute éclatera, le jour même où l'empereur soupçonnera quelque danger, la main de César ne tardera pas à s'appesantir sur ces coupables et à les ramener par un châtiment terrible au silence et à l'obscurité.

C'est la raison d'Etat qu'a invoquée l'empire romain et qu'invoqueront tous les gouvernements pour combattre les doctrines qui les embarrassent. Les magistrats romains pouvaient se croire obligés d'adresser, dans le langage officiel, quelques paroles de respect à des divinités qu'ils savaient bien ne pas exister ; mais au fond de toutes ces vaines démonstrations, il est facile de découvrir la véritable pensée de ceux qui étaient au pouvoir. « Vénère la divinité » en tout et partout, conformément aux usages de la patrie, » dit Mécène, dans un discours que lui prête Dion Cassius (1), « et force les autres à l'honorer. Hais et punis » les partisans des cérémonies étrangères, non-seulement » par respect pour les dieux, mais surtout parce que ceux » qui introduisent des divinités nouvelles répandent par là » le goût des coutumes étrangères, ce qui mène aux conjurations, aux coalitions, aux associations, choses que » ne comporte pas la monarchie ; ne permets non plus à » personne de faire profession d'athéisme, ni de magie. » La divination est nécessaire, nomme donc officiellement » des aruspices et des augures, à qui s'adresseront ceux » qui veulent les consulter ; mais qu'il n'y ait pas de magiciens libres ; car de telles gens, en mêlant quelques » vérités à beaucoup de mensonges, peuvent pousser les » citoyens à la révolte. »

Telle était la doctrine politique des Romains : nous allons maintenant la voir mise en pratique.

Le Christianisme a été poursuivi par les lois sous l'inculpation de superstition étrangère, d'impiété et d'irrégion, de crime de lèse-majesté, d'association secrète et illicite.

(1) *Hist. rom.*, LII, xxxvi.

« Une des maximes les plus anciennes du gouvernement romain était la défense d'introduire de nouveaux cultes » sans l'autorisation du Sénat, » dit M. Duruy (1); et nous lisons dans différents passages de Tite-Live, que des pratiques religieuses étrangères s'étant répandues dans Rome, le Sénat avait été obligé de les proscrire sévèrement, en rappelant les nombreux décrets des pontifes, des sénatus-consultes et les réponses des aruspices (2). « Combien de » fois, disait le consul Posthumius au peuple romain as- » semblé dans les comices, combien de fois nos pères et » nos aïeux n'ont-ils pas chargé les magistrats de s'opposer » à toute cérémonie d'un culte étranger, d'interdire le » forum, le cirque et la ville aux prêtres et aux devins, de » rechercher et de brûler les livres des prophéties, de » proscrire tout rite, tous sacrifices autres que ceux des » Romains! Ils pensaient, ces hommes si versés dans la » connaissance des lois divines et humaines, que rien ne » tendait plus à détruire le culte national que l'introduc- » tion des pratiques étrangères (3). »

Mais la loi s'était bornée jusqu'alors à défendre de pratiquer les cultes étrangers; elle ne punissait pas gravement ceux qui transgressaient ces prescriptions, et on se contentait de fermer les lieux de réunion. En cas de récidive, on reléguait dans les îles les sectateurs de ces cultes, ou on les chassait de l'Italie (4).

A partir de l'année 568 de Rome, il n'en fut plus ainsi : c'est à ce moment qu'il est pour la première fois question dans l'histoire romaine des associations secrètes. Les mystères de Bacchus s'étaient depuis longtemps répandus en Italie et à Rome même : ils étaient l'occasion des plus

(1) *Histoire des Romains*, t. IV, p. 55.

(2) Tite-Live, IV, 30 (ann. 326); XXV, 1 (ann. 541); XXXIX, 18 (ann. 658). Cf. Tacite, *Ann.* II, 85; Josèphe, *Antiq. Jud.*, XVIII, 3, § 5; Tertull., *Apol.*, VI.

(3) Tite-Live, XXXIX, 18.

(4) Voir Tacite, *Ann.* II, 85; Suétone, in *Claud.*, 25.

monstrueuses débauches, lorsque l'attention du Sénat fut attirée sur eux; après une enquête approfondie qui révéla toutes les infamies auxquelles donnaient lieu ces réunions, un sénatus-consulte fut rendu et sanctionné par le peuple. La répression fut terrible : plus de sept mille individus, hommes, femmes ou jeunes gens furent poursuivis; un petit nombre fut jeté en prison, les autres furent condamnés à mort et exécutés (1). Le Sénat, il faut le reconnaître, s'était placé bien plus au point de vue politique qu'au point de vue moral : ce qui l'avait effrayé, c'était de voir l'extension si rapide que prenaient les bacchanales, le nombre considérable d'adeptes de tout rang et de tout âge que recrutait cette faction, les réunions secrètes qui se tenaient la nuit, et il avait vu là un péril pour l'Etat, bien plus que pour les mœurs : aussi, le consul Posthumius, haranguant le peuple, avait-il insisté sur ce point. Ce n'est pas d'aujourd'hui, on le voit, que la raison d'Etat est invoquée pour entraîner des votes que d'autres considérations auraient peut-être été impuissantes à déterminer. « Si vous » n'y prenez garde, citoyens, disait Posthumius, à cette » assemblée qui a lieu en plein jour et qui a été légalement » convoquée par le consul, va bientôt succéder une as- » semblée de nuit tout aussi nombreuse. Ils vous craignent » maintenant, ces coupables, parce qu'ils sont isolés et que » vous êtes tous réunis en assemblée; mais à peine vous » serez-vous séparés pour retourner dans vos maisons ou » dans vos champs, qu'ils se réuniront à leur tour : ils dé- » libéreront sur les moyens d'assurer leur salut et votre » perte (2). » — La terreur, nous dit Tite-Live, se répandit

(1) Valer. Maxim., VI, III, 7.

(2) Tite-Live, xxxix, 16. — Cicéron, parlant des Bacchanales, a une phrase caractéristique : « Atque omnia nocturna, ne nos duriores forte videamur in media Græcia Diagondas thebanus lege perpetua sustulit. » Cela prouve combien dans la procédure suivie et dans les condamnations dont on frappait les coupables, on s'était éloigné des usages romains et de la tradition (*de Legibus*, II, 15).

non-seulement dans Rome, mais dans toute l'Italie, et, quand on soumit à son approbation les sénatus-consultes qui punissaient les coupables, le peuple n'hésita pas à les ratifier.

Si je me suis arrêté sur le sénatus-consulte des bacchantes, c'est qu'il est le fondement de toutes les lois postérieures sur les associations secrètes ; c'est aussi qu'en lisant dans Tite-Live l'histoire de cette conjuration, on se reporte, comme malgré soi, aux quelques lignes que Tacite a consacrées aux chrétiens (1). La similitude d'expressions employées par les deux historiens nous montre évidemment l'impression profonde que la conjuration des Bacchantes avait laissée dans l'esprit public, et la persuasion dans laquelle la société romaine se trouvait alors que les chrétiens renouelaient, dans leurs rites et leurs assemblées, toutes les infamies qui avaient été dévoilées autrefois, à propos des sectateurs de Bacchus.

Il ne faut pas croire que la répression sanglante des Bacchantes ait arrêté la célébration des mystères du paganisme oriental. Sans doute ils furent interrompus pendant quelque temps, mais les cultes étrangers ne tardèrent pas à reparaitre : en l'an 772 de Rome (19 de J. C.) un sénatus-consulte ordonna l'expulsion des prêtres juifs et égyptiens, et quatre mille adeptes de ces cultes furent déportés en Sardaigne. On donnait aux autres un délai de quelques jours pour abandonner leurs pratiques religieuses (2). Il serait trop long d'énumérer toutes les occasions que saisit le pouvoir civil pour débarrasser Rome des superstitions étrangères (3). La loi, du reste, était formelle : *Separatim nemo habessit deos neve novos neve advenas, nisi publice adscitos, privatim colunto quos rite a patribus* (4). Mais il est bon de remarquer que les lois

(1) *Annal.*, xv, 44.

(2) Tacite, *Annal.*, II, 85.

(3) Valer. Maxim., I, 3.

(4) Cicéron, *de Legibus*, II, 8.

romaines étaient sur ce point simplement défensives, si je puis m'exprimer ainsi, et qu'en se contentant de fermer les établissements publics ou privés qui servaient de sanctuaires aux cultes non reconnus, elles n'édiciaient aucune peine et ne prenaient aucune mesure pour empêcher le retour de ces superstitions. On ne doit donc pas s'étonner si les divinités orientales firent une si complète irruption dans l'Italie, sous l'empire surtout. Il faut arriver jusqu'au temps de Marc-Aurèle et de Septime-Sévère, c'est-à-dire au milieu et à la fin du II^e siècle pour trouver des peines rigoureuses contre les cultes étrangers : les promoteurs de ces cultes sont condamnés à la déportation, et s'ils appartiennent aux classes inférieures, aux *humiliores*, c'est la peine de mort qui les frappe (1).

Mais, en général, quand une décision est prise par les autorités contre une religion étrangère, c'est bien plus une mesure de police qu'une persécution : c'est ce caractère qu'il faut attribuer à l'expulsion violente des Juifs par Claude (2), expulsion qui atteignit en même temps les chrétiens.

En somme, le Christianisme fut poursuivi comme superstition étrangère ; mais pour le condamner, les Romains durent avoir recours à d'autres armes et ils employèrent notamment une ancienne loi qui frappait de la peine capitale ceux qui n'obéissaient pas aux paroles des augures et refusaient de reconnaître comme eux ce qui avait été déclaré mauvais ou néfaste (3). C'est ce que nous pouvons appeler le crime *d'irréligion*.

Le Christianisme n'avait pas tardé à être reconnu comme une secte nouvelle, parfaitement distincte de toutes celles qui avaient pénétré à Rome. Les interrogatoires des

(1) Paul, *Sentent.*, V, XXI, 2. — Cf. Dig. de poenis, l. 30 (lib. XLVIII, tit. 19).

(2) Suetone, in *Claud.*, 25.

(3) Cicéron, de *Legibus*, II, 8.

martyrs avaient montré qu'ils adoraient un Dieu inconnu des païens et qu'ils avaient en horreur les divinités romaines. Ils refusaient de sacrifier aux idoles, de prendre part aux cérémonies païennes : le peuple était donc naturellement porté à les considérer comme des sacrilèges et des ennemis des dieux (1); aussi, lorsque survenait quelque malheur public ou quelque grande calamité, l'opinion générale en rendait les chrétiens responsables et les accusait d'exciter le courroux céleste. C'est ce qu'expliquent les paroles suivantes de Tertullien : « Si le Tibre monte vers les murailles, si le Nil ne déborde pas dans les plaines de l'Egypte, si le ciel est sans pluie, si la terre tremble, si la famine et la peste exercent leurs ravages, on entend aussitôt ce cri : les chrétiens aux lions ! (2) » L'illustre prêtre de Carthage consacre la moitié de son traité à défendre les chrétiens de cette imputation de crime de lèse-religion, et, du reste, les actes des martyrs ne font que confirmer les paroles de Tertullien. On y peut lire, en effet, le texte de différentes sentences prononcées contre les chrétiens : les uns les punissent de mort comme coupables de sacrilège ; les autres réunissent toutes ces accusations d'impiété et d'irreligion sous la seule dénomination de crime de lèse-majesté (3). Cette dernière inculpation fut l'une des plus terribles comme des plus injustes que l'on ait dirigées contre le Christianisme.

La loi de majesté punissait tout attentat dirigé contre le peuple romain, les séditions, les conjurations, les simples rassemblements même (4). Ajoutez à cela toute offense

(1) Tertull., *Apol.* xxiv. — Cf. *Epist. ad Diognet.*, II, 5 ; S. Clément, *Epist. 1 ad Cor.*, XLVII ; *Acta SS. Epipodii et Alexandri*, § IV. (Ruinart, *Acta Sincera*, t. I, p. 165, édit Galura) ; *Acta S. Polycarpi*, §§ III, IX, XII. (*Ibid.*, p. 65 et suiv.).

(2) *Apolog.*, XL.

(3) *Acta SS. Epipodii et Alexandri*, § IV, (Ruinart, *Acta Sincera*, t. I, p. 165, 166).

(4) *Dig. ad. leg. Jul. Majestatis*, l. I, § 1 (lib. XLVIII, tit. 4.)

commise envers l'Empereur. Depuis Tibère, une extension singulière avait été donnée à cette loi redoutable, dont les termes assez vagues prêtaient déjà suffisamment à l'arbitraire. Refuser de sacrifier, lorsque si souvent les sacrifices étaient offerts au génie du prince ou aux Empereurs divinisés, et lorsque les édits impériaux ordonnaient d'offrir des libations devant les idoles, c'était manquer à l'obéissance et au respect que l'on devait au souverain, c'était manquer de *piété*. Car la piété, ce n'était plus ce sentiment de dévotion envers les dieux, ce soin exact à remplir toutes les pratiques du culte, cette obéissance attentive aux volontés d'en haut, tout cet ensemble de qualités dont parle Virgile et que le poète s'est plu à réunir dans Enée, le *pieux* Enée. Domitien avait changé tout cela. Etre pieux désormais, c'était aimer l'Empereur et ses amis, courtiser le prince, l'inscrire dans son testament pour héritier au détriment même de ses propres enfants, lui sacrifier l'honneur de sa famille et de son nom. Malheur à celui qui ne saluait pas les statues de l'Empereur, qui souillait par quelque profane contact les monnaies ou les bijoux marqués à son effigie, et qui consultait les devins sur la vie ou la santé du prince ! Les délateurs étaient là pour épier les actes et les paroles de chacun, et, suivant l'énergique expression de Tacite, pour enregistrer même les soupirs. — Et, chose extraordinaire, ces accusations de lèse-majesté étaient devenues tellement une habitude, que des hommes comme Pline et Dion Cassius considèrent avec étonnement et admiration les Empereurs qui écartèrent ou modérèrent ces accusations (1).

Quand il s'agissait de lèse-majesté, il n'y avait plus de sauvegarde, toutes les distinctions et toutes les castes disparaissaient ; on devenait ennemi public, *hostis publicus*, et tout le monde avait le droit de courir sus à l'accusé. De

(1) Dion Cassius, LXVI, 9 ; LXVI, 19 ; LXVIII, 1 ; LXXVIII, 12 ; — Eutrope, VII, 13. — Pline, *Panegy.*, 42. — Capitolin, in *Pertin*, VI, etc.

plus, les lois Corneliæ (1) n'exemptaient aucun ordre de citoyens de souffrir les tortures sanglantes.

On peut se demander comment les païens purent user d'une telle rigueur envers une religion dont le caractère divin se manifestait par de si nombreux et de si éclatants miracles?

Les miracles ne manquèrent pas en effet, mais, au lieu de toucher les magistrats et de les convertir, ils ne servirent que de prétextes à poursuivre les chrétiens sous l'accusation de magie (2). Les miracles que Dieu opérait en faveur des martyrs, les prodiges qui accompagnaient leurs supplices, les flammes des bûchers s'éteignant tout à coup, les bêtes féroces venant tranquillement se coucher aux pieds des confesseurs, les martyrs déchirés par les fouets et les ongles de fer et reparaissant le lendemain devant le tribunal sans qu'aucune cicatrice laissât soupçonner les tourments qu'ils avaient endurés, tous ces faits, qui amenaient parmi les assistants de nombreuses conversions, étaient attribués par les prêtres et par les magistrats païens à des maléfices et à des sortilèges dont les chrétiens possédaient le secret, et l'accusation de magie fut souvent le prétexte de leur mort. La loi romaine, dit le jurisconsulte Paul (3), condamne les magiciens à être brûlés vifs. C'est ainsi que sainte Agnès fut envoyée au bûcher, et miraculeusement épargnée par les flammes, elle périt égorgée par le bourreau. C'est ainsi que furent condamnés plusieurs autres martyrs et notamment l'illustre vierge sainte Lucie.

Je ne parlerai pas des calomnies odieuses qui furent

(1) Ubi majestas pulsata defenditur a quæstionibus vel cruentis nullam Corneliæ exemere fortunam. Amm. Marcell., xxix, 12. — S. Cyprien, *Epist.* lxxxiii (Successo fratri). — Tertull., *Apolog.*, II.

(2) Voy. sur ce point un fort intéressant travail de M. Ed. Le Blant, de l'Institut : *Recherches sur l'accusation de magie dirigée contre les chrétiens*. (Extrait du xxxi^e vol. des *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*).

(3) *Sentent.*, V, XIII, 17.

prodiguées contre les chrétiens et qui mettaient à leur charge les crimes les plus infâmes. L'opinion publique était depuis longtemps convaincue de la culpabilité des chrétiens, puisque Tacite en fait mention en racontant l'incendie de Rome sous Néron.

Eusèbe nous apprend aussi que pendant la persécution des Eglises de Gaule, au temps de Marc-Aurèle, on mit à la torture des chrétiens et leurs esclaves païens pour leur faire avouer tous les crimes dont la populace chargeait les adeptes du Christianisme. L'accusation prit des motifs plus plausibles encore dans l'esprit du vulgaire, lorsque les sectes hérétiques du ^{II}^e siècle, qui s'intitulaient chrétiennes, donnèrent l'exemple de toutes les turpitudes. L'autorité romaine s'est-elle beaucoup inquiétée de ces crimes reprochés aux chrétiens? Il ne paraît pas : elle devait être édifiée sur la valeur de ces assertions populaires, et si les apologistes ont eu besoin de justifier les fidèles de toutes les calomnies dirigées contre eux, c'était pour répondre au peuple bien plus que pour se disculper auprès des magistrats. Du reste, Trajan consulté par Pline sur ce point ne répondit pas et on trouve une fois seulement dans l'histoire de l'Eglise l'indication d'une sorte de procédure dirigée dans ce sens (1).

II.

Après avoir passé en revue les différentes lois qui furent opposées aux chrétiens, il est nécessaire d'examiner de quelle manière et dans quel sens elles furent appliquées. Lorsqu'on remonte aux origines de l'Eglise, on voit que la première persécution, tout en cherchant à atteindre les

(1) *Epist. Eccles. Viennens. et Lugdun.*, § IV, Ruinart, *Acta Sincera*, t. 1, p. 140). — Pour tout ce qui précède, v. dans les *Comptes Rendus de l'Académie des Inscriptions* (1866), une Note de M. Ed. Le Blant, sur les *Bases Juridiques des poursuites dirigées contre les martyrs*.

disciples du Christianisme ne les a pas frappés officiellement comme chrétiens.

Le caractère de Néron répugnait à accomplir les actes odieux qu'il avait projetés ; il cherchait l'ombre, les prétextes, quelque apparence de légalité. Il profita, pour persécuter le Christianisme, de l'incendie de Rome. La rumeur publique désignait les chrétiens comme coupables des plus grands crimes ; ces hommes méritaient les derniers châtiments, dit Tacite (1), « et, continue l'historien, ils furent accusés et convaincus non pas tant du crime d'incendie que de haine pour le genre humain. » Si de faux témoins avaient pu en faire condamner quelques-uns comme incendiaires, depuis quand la haine pour l'humanité, c'est-à-dire, la vie isolée et retirée, l'abstention volontaire des pratiques communes, le délaissement des mœurs et des coutumes générales étaient-ils devenus un crime capital (2) ? Le motif qu'indique Tacite ne saurait donc être admis, et le prétexte que Néron invoqua, fut cette superstition nouvelle et malfaisante dont parlent Suétone et l'ancien commentateur de Juvénal. On s'inquiéta peu, d'ailleurs, d'approfondir l'enquête et de justifier les allégations mensongères qui avaient cours dans la foule : la procédure fut aussi inique que les supplices furent atroces, et les païens eux-mêmes purent dire que les chrétiens avaient été sacrifiés à la cruauté d'un seul plutôt qu'à l'utilité de tous.

Ainsi donc, le paganisme débutait par un odieux prétexte et par une monstrueuse illégalité. Si nous nous arrêtons à une autre époque, au règne de Trajan en particulier, le spectacle que nous aurons sous les yeux ne sera pas moins instructif : la correspondance échangée entre Pline et l'Empereur met en pleine lumière les procédés de

(1) Tacite, *Annal.*, xv, 44.

(2) Aubé, *Histoire des persécutions de l'Eglise jusqu'aux Antonins*, p. 413 (appendice).

la justice romaine, de même qu'elle nous édifie pleinement sur l'emploi qu'a fait le gouvernement impérial de l'éternel argument de la raison d'Etat (1).

Pline arrivé dans son gouvernement de Bithynie se trouve entouré de chrétiens : il ne sait que faire, tant ils sont nombreux. Jusqu'alors il les a condamnés au dernier supplice, quels que fussent leurs aveux, parce qu'il a jugé digne de mort leur obstination à s'intituler disciples du Christ. Il demande à Trajan si c'est le nom du chrétien que l'on punit, même quand l'homme n'a commis aucun crime, ou si ce sont les crimes attachés au nom de chrétien que l'on doit condamner. Voilà vraiment quelque chose d'inouï, et l'on se demande ce dont il faut le plus s'étonner, de la conduite de Pline ou de celle de Trajan. L'Empereur répond, en effet, qu'on ne doit pas rechercher les chrétiens, mais que s'ils sont accusés et convaincus de christianisme, ils doivent être condamnés. Sur quel motif s'appuie-t-il pour donner cet ordre ? Nous ne le savons point. Il faut les punir : c'est tout ce qu'a pu inventer la sagesse de cet Empereur, l'un des meilleurs que Rome ait connus. Pline n'avait jamais assisté à une procédure contre les chrétiens, il déclare ne pas savoir ce qu'on leur reprochait, ce que l'on recherchait dans l'accusation et ce que l'on condamnait. Son maître ne daigne pas l'en instruire : le savait-il lui-même ? Ce qu'il a vu dans la lettre de Pline, c'est que la secte nouvelle envahit tout, qu'elle compte des adeptes de tous les côtés et dans tous les rangs de la société, que les chrétiens se réunissent pour prier et célébrer les agapes, alors que les associations ont été interdites par l'Empereur. Cela lui a suffi sans doute. Qu'importe que les interrogatoires aient prouvé la sainteté des mœurs des chrétiens et le caractère tout inoffensif de leurs réunions, la raison d'Etat doit passer avant tout : les chrétiens gênent, il faut s'en débarrasser ; cela est d'autant plus facile

(1) Pline, *Epist.*, x, 96, 97.

que Pline a déjà commencé à sévir, et il n'y a plus qu'à poursuivre une œuvre si habilement entreprise. Cette lettre de Trajan a été, on peut le dire, le fondement du droit postérieur : le prince interdisait la recherche des chrétiens, mais quelle garantie dérisoire n'était-ce pas pour eux, puisqu'il suffisait d'une dénonciation signée pour les faire condamner ! Les actes des martyrs sont pleins de récits qui confirment ce procédé sommaire d'exécution. Ils mettent bien des fois en scène un accusé auquel le juge se contente de demander s'il est chrétien, pour pouvoir l'envoyer au supplice. Tertullien et saint Justin s'élèvent avec vigueur contre ces actes arbitraires du pouvoir, mais s'ils ont réussi à procurer quelques instants de tranquillité aux fidèles, on n'a pas tardé à voir les magistrats suivre de nouveau les traditions judiciaires un moment interrompues.

Il faut remarquer que tout cela se passait sous le règne des empereurs philosophes, des Antonins ; les persécutions ne pouvaient que devenir plus terribles sous leurs successeurs, alors que la décadence et l'immoralité païennes ne faisaient que s'accroître, et que la vieille société romaine luttait désespérément contre tous les germes de mort qu'elle portait dans son sein.

(A suivre.)

G.-M. TOURRET.

RESTITUTION DE LA DOT. - PRIVILÈGE DU VENDEUR

I. — Une femme s'est constitué en dot des meubles estimés, sans déclarer que l'estimation n'en vaut pas vente ; ou des immeubles également estimés, en déclarant que l'estimation en vaut vente. — A la dissolution du mariage ou après la séparation de biens, le mari devra restituer non les choses en nature, mais leur valeur (1551-1552). — On

demande si la femme, pour garantir cette restitution, jouira du privilège du vendeur.

La question s'est présentée devant la Cour de Montpellier et devant le tribunal de Nîmes, qui l'ont résolue par l'affirmative (1). Des auteurs considérables ont approuvé cette jurisprudence (2). Nous croyons, au contraire, que, dans l'hypothèse proposée, le privilège du vendeur doit être refusé à la femme.

II. — Cette controverse n'est pas dépourvue d'intérêt.

A la vérité, si la femme s'est constitué en dot un immeuble estimé, en déclarant que l'estimation en vaut vente, alors même qu'on lui refuserait sur cet immeuble le privilège du vendeur, on ne saurait lui contester son hypothèque légale garantissant la restitution de la valeur.

L'immeuble n'entre dans le patrimoine du mari que grevé de cette hypothèque, laquelle est dispensée d'inscription et prime toutes celles dont le bien pourrait être frappé postérieurement au mariage. Il peut arriver néanmoins, et malgré cette priorité, que la femme ait intérêt à invoquer le privilège du vendeur. Supposons, par exemple, que le mari ait géré une tutelle avant son mariage. Les principes nous amènent à décider que l'hypothèque de la femme sera primée par celle du mineur. — On sait, en effet, qu'entre deux hypothèques légales dispensées d'inscription, la préférence est due à celle qui est la première en date, même sur les immeubles que le débiteur n'aurait acquis qu'à une époque postérieure à la seconde (3); et, dans l'espèce, la circonstance que l'acquisition est concomitante à la constitution de la seconde hypothèque, au lieu de lui être postérieure, ne paraît pas devoir faire fléchir la règle.

(1) Montpellier, 26 juin 1848. S., 48, 2, 557. — Trib. de Nîmes, 2 décembre 1868. S., 69, 2, 304.

(2) Aubry et Rau, 4^{re} édition, tome v. page 628, *in fine* et note 21.

Rodière et Pont. *Contrat de mariage*, tome III, page 456 et note 1.

(3) Aubry et Rau, tome III, page 486.

Si la femme se constitue en dot des meubles estimés, l'intérêt du problème que nous agitions est encore plus sensible. Le privilège du vendeur ne peut s'exercer, sans doute, que si les meubles vendus sont encore en la possession de l'acheteur (2102 4°); et si l'union conjugale a été de quelque durée, il arrivera d'ordinaire que les meubles meublants apportés et estimés par la femme auront été aliénés par le mari (1). Mais, il faut le remarquer, ce n'est pas aux meubles meublants seulement que l'article 2102 4° est applicable; il comprend aussi dans son expression générale de *meubles*, les biens incorporels, créances, actions industrielles, obligations de chemins de fer, etc..., des titres, en un mot, dont la valeur n'est pas altérée par le temps, que l'on garde indéfiniment en portefeuille, et sur lesquels la femme dotale pourrait souvent exercer son privilège si, dans l'espèce qui nous occupe, la théorie permettait de le lui accorder.

L'on ne saurait donc méconnaître la portée pratique véritable de la discussion que nous allons immédiatement aborder.

III. — Pour soutenir que la femme a le privilège du vendeur, on fait le raisonnement suivant : le mari, par l'estimation, est constitué débiteur d'un prix de vente, payable à la dissolution du mariage (2) ou à la séparation de biens.

(1) C'est cependant sur des meubles meublants que la femme demandait à exercer son privilège dans l'espèce soumise à la Cour de Montpellier. — Mais l'arrêt constate que le mariage n'avait duré que fort peu de temps.

(2) Telle a été peut-être la pensée des empereurs Alexandre, Dioclétien et Maximien dans les constitutions 5 et 10 au Code de *Jure dotium* (v. 12). — Il est bon de faire remarquer cependant que, si en Droit romain l'estimation des choses données en dot valait vente, cette convention n'était pas régie sous tous les rapports par les principes de la vente ordinaire. (Pellat, *Textes sur la Dot*, 2^e édition, page 112 et suiv.) — On verra dans les commentaires du savant romaniste, notamment pages 117 et 118, qu'à la dissolution du mariage, la femme répétait le prix de l'estimation par

S'agissant d'un prix de vente, il n'y a aucune raison pour ne pas appliquer les articles 2102 4^o et 2103 1^o; la femme ne peut pas être traitée plus mal qu'un vendeur ordinaire : elle doit jouir du privilège.

Nous disons, au contraire, que ce privilège doit lui être refusé, et voici notre argument : le mari, actionné lors de la dissolution du mariage ou de la séparation de biens, n'est pas actionné comme vendeur, mais comme mari ; ce n'est pas l'*actio venditi*, c'est l'action en restitution de dot que la femme intente contre lui. Or, l'action en restitution de dot n'est garantie par aucun privilège ; la femme n'est donc pas admissible à réclamer celui du vendeur.

IV. — La constitution d'une dot avec estimation, telle qu'elle est visée par l'article 1551 et par l'article 1552 (si l'on a déclaré que l'estimation de l'immeuble en valait vente), peut et doit se dédoubler en deux opérations :

En premier lieu, le femme vend et le mari paye le prix immédiatement ;

Ensuite, la femme rend ce prix à son mari pour qu'il le garde, à titre de dot, jusqu'à la dissolution du mariage (1).

Certes, si le notaire avait soin de détailler ainsi l'opération et de constater expressément que les deniers ont d'abord été comptés à la femme, puis rendus par elle au mari à titre de dot, nul ne songerait, dans cette hypothèse, à accorder le privilège du vendeur. La vente aurait été parfaite, exécutée, et l'on ne saurait dire que le prix fût resté impayé.

Mais, parce qu'on sous-entend cette formalité vraiment puérile d'un paiement et d'une restitution instantanée, s'ensuit-il que la femme doive avoir plus de droits ? — Evidemment non.

l'action *rei uzorix*, et non par l'action *venditi*. Cette remarque a son importance et corrobore notre théorie.

(1) Colmet de Santerre, *Contrat de mariage*, page 464. Voir aussi, dans ce sens, M. Wallon, *De la dot mobilière*, thèse de doctorat, page 227.

V. — Cet argument dut être présenté au tribunal de Nîmes et à la Cour de Montpellier ; mais ni l'une ni l'autre de ces juridictions n'y a répondu d'une manière péremptoire.

« Attendu, dit le tribunal de Nîmes, qu'il n'y a aucune
» raison pour dénier à la femme dotale le privilège de l'article 2102, lorsque la clause de son contrat a tous les
» caractères d'une vente, et lorsque, d'un autre côté, le
» prix des effets mobiliers par elle vendus à son mari est
» resté en la possession de celui-ci ; que refuser le privilège
» dans de telles circonstances serait méconnaître les garanties dont le législateur a voulu entourer la dot et
» interdire en même temps à la femme un mode de recouvrement accordé par le droit commun à tous les vendeurs. »

Le tribunal, on le voit, n'aborde pas même l'objection que nous indiquions et qui se présente naturellement à l'esprit.

La Cour de Montpellier défend sa décision avec plus de soin.

« Attendu, dit-elle, qu'aux termes de l'article 1551 du
» Code civil, si la dot consiste en objets mobiliers mis à
» prix par le contrat, sans déclaration que l'estimation
» n'en vaut pas vente, le mari en devient propriétaire et
» n'est débiteur que du prix donné au mobilier ; qu'il est
» évident que, d'après les dispositions de cet article, une
» constitution en dot du mobilier, faite avec estimation,
» attribue à la femme la qualité de venderesse et au mari
» la qualité d'acquéreur ; que ledit article reproduit le principe du Droit romain : *Summæ veluti pretii debitor efficitur* (1) ; qu'il est si vrai que, lorsque l'estimation trans-
» porte la propriété au mari, celui-ci devient un véritable
» acquéreur, que la doctrine et la jurisprudence lui accor-

(1) Ces mots se trouvent dans la constitution 5, au Code de *Jure dotium*, déjà citée.

» dent lorsqu'il s'agit d'un immeuble, l'action en rescision
» pour lésion de plus de sept douzièmes (1); que cepen-
» dant l'article 1552 du Code civil, relatif aux immeubles
» constitués en dot, reproduit, d'une manière moins expli-
» cite que l'article 1551, le principe admis par le Droit
» romain; attendu que, si le mari recevant la dot a tous les
» droits attachés à la qualité d'acquéreur, la femme qui la
» constitue doit avoir tous ceux attachés à celle du ven-
» deur, et notamment le privilège de l'article 2102 du Code
» civil; pourvu que, d'ailleurs, elle se trouve en fait dans
» le cas prévu par cet article; que vainement on objecte
» que c'est en vertu de la constitution de dot, et non en
» vertu d'une vente, que le mari est devenu propriétaire
» des meubles et effets mobiliers dont s'agit; qu'il ne faut
» pas confondre dans le contrat de mariage de la dame I...
» deux choses essentiellement distinctes : 1^o la constitution
» de dot qui a pour objet de fixer et déterminer l'apport
» de la femme; 2^o l'estimation de cet apport qui a pour
» effet de rendre le mari propriétaire; or, c'est de cette
» estimation, qui est distincte de la constitution de dot,
» que résulte la vente; attendu qu'aux termes de l'article
» 2102 du Code civil le vendeur d'effets mobiliers non
» payés, est privilégié sur le prix d'iceux, soit que la vente
» ait lieu à terme ou sans terme, pourvu que lesdits effets
» soient encore dans la possession de l'acheteur... »

Si l'on soutenait que c'est en vertu de la constitution de dot que le mari devient propriétaire, l'on avait tort; c'est en vertu de l'estimation. Mais la Cour de Montpellier commet à son tour une erreur, en disant que la femme s'est *constitué un apport*, et qu'ensuite elle l'a estimé. Il

(1) *Lui accordent*. La Cour a voulu dire l'inverse, *accordent contre lui*. Au resté, dans notre système, la femme pourra parfaitement intenter l'action en rescision pour cause de lésion; elle a reçu le prix et en a disposé, cela est vrai, mais il ne peut y avoir dans ce fait aucune cause de déchéance (1674).

y a ici une interversion d'idées ; la femme estime d'abord, vend les objets décrits dans le contrat de mariage, et c'est le prix provenant de cette vente qu'elle se constitue en dot. Si la constitution avait porté sur les *choses* estimées, celles-ci seraient dotales, et, s'il s'agissait d'un fonds, devenu dotal, il serait inaliénable (1554). Or, cela irait directement contre le but de l'estimation, qui n'a eu lieu que pour transférer au mari la propriété de l'héritage, et, avec la propriété, le droit de l'aliéner librement. On le voit donc, ce n'est pas le fonds qui est dotal, c'est le prix que la femme en a retiré par la vente consentie au mari ; c'est sur ce prix qu'a porté la constitution, et l'arrêt de Montpellier ne paraît pas avoir pris garde à cette vérité fondamentale.

Mais, à notre avis, un autre tort plus grand encore et qui est commun aux deux décisions rapportées, c'est d'avoir méconnu ce paiement sous-entendu dont nous parlions en commençant et qui détruit par la base toute cette théorie étayée sur l'article 2102.

VI. — Que s'il répugnait d'admettre ce paiement sous-entendu nous traduirions notre pensée d'une autre manière ; nous dirions qu'il y a *novation* dans la cause de la créance. La femme a été un instant de raison créancière du mari à titre de vente, puis il a été convenu entre les époux que ce qui était dû à titre de vente ne le serait plus qu'à titre de dot. La *cause* de la créance est évidemment changée ; il y a novation, et nous arrivons au même résultat qu'en supposant un paiement, car, dans le cas de novation, et aux termes de l'article 1278 : « Les privilèges et hypothèques de » l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est » substituée à moins que le créancier ne les ait expressément réservés. » Donc, à ce point de vue encore, les deux décisions rapportées ont admis à tort le privilège du vendeur.

VII. — Aux arguments de raison que nous avons em-

ployés jusqu'ici pour défendre notre doctrine, ne pourrait-on pas ajouter un argument de texte tiré de l'article 1572 ? Cet article est ainsi conçu : « *La femme et ses héritiers* » *n'ont point de privilège pour la répétition de la dot sur* » les créanciers antérieurs à elle en hypothèque. »

Cet article, nous en convenons, a pour but principal d'abroger les privilèges accordés à la femme par la loi *Assiduis* (L. 12, Code. *Qui potiores*). Mais ne pourrait-on pas, sans fausser l'esprit de cette disposition, lui donner une interprétation moins restreinte ?

Le législateur venait de prévoir dans l'article 1565 le cas où la dot consisterait en objets estimés. Si, dans sa pensée, le privilège du vendeur avait dû dans ce cas être attribué à la femme, n'eût-il pas été opportun de l'indiquer à la fin de l'article 1572. Deux mots suffisaient, et ce silence nous paraît être significatif. — Les rédacteurs du Code pensaient, et nous pensons comme eux, que le cas dont nous parlons est identique à celui où la femme se constitue en dot une somme d'argent. — Voilà pourquoi l'article 1565 assimile dans ses dispositions les deux hypothèses ; voilà pourquoi encore, selon nous, l'article 1572 ne mentionne pas le privilège du vendeur.

VIII. — Nos adversaires auraient pu défendre leur solution à l'aide d'un argument spécieux, et qui, de prime abord, paraît probant. On le formulerait ainsi :

Là où vous voyez un paiement sous-entendu ou une novation dans la cause de la créance, il n'y a en réalité ni paiement ni novation. La femme, par suite de l'estimation qui vaut vente, devient créancière de son mari et créancière privilégiée ; or, c'est cette créance privilégiée qu'elle se constitue en dot et qu'elle se réserve de n'exercer qu'à la dissolution du mariage. Voilà pourquoi la jurisprudence reconnaît à la femme le privilège du vendeur.

Nous le répétons, cet argument, au premier abord, paraît décisif ; il s'en faut pourtant qu'il le soit.

Cette manière d'envisager la question ; cette constitution de la dot, qui porterait non sur la *somme*, produit de la vente, mais sur la créance de la venderesse, a d'abord l'inconvénient, qui n'est pas léger à nos yeux, de heurter les dispositions des articles 1565 et 1572, et de distinguer là où la loi ne distingue pas.

Nous avons déjà parlé de l'article 1572. Insistons sur l'article 1565. Il est ainsi conçu :

« Si elle (la dot) consiste en une somme d'argent — ou » en meubles mis à prix par le contrat, sans déclaration » que l'estimation n'en rend pas le mari propriétaire, — la » restitution n'en peut être exigée qu'un an après la disso- » lution. »

La restitution de quoi ? La restitution de la dot, c'est-à-dire, le paiement de la somme d'argent ; car, tout le monde convient que si on accorde un délai d'un an au mari, c'est parce qu'il est censé n'avoir pas *hic et nunc* les écus qu'il doit payer. Il est donc certain que dans l'esprit de la loi c'est bien la somme qui est *in dote*.

Si l'on suivait le système de nos adversaires, ce serait la *créance* ; mais alors le mari se libérerait en rendant le titre, c'est-à-dire, le contrat de mariage (arg. 1567), et la loi ne lui aurait certainement pas accordé un an pour faire cette *restitution de la dot*. Ce délai n'aurait vraiment pas sa raison d'être.

Au reste, l'opinion que nous combattons conduirait à des résultats inadmissibles. Une femme apporte en dot à son mari un immeuble estimé avec la clause que l'estimation vaut vente. — La dot, dit-on, consiste, en ce cas, dans la *créance* que la femme venderesse a contre son mari. — Mais le mari, puisqu'il est débiteur d'un prix de vente, doit pouvoir le payer. Or, aux termes de l'article 1549, lui seul a qualité pour recouvrer les créances dotales, pour en recevoir le paiement et en donner quittance. Le voilà donc obligé de se payer lui-même, de se compter, d'une main, comme acheteur, une somme qu'il ressaisira immédiatement

de l'autre comme mari ; de tout quoi il fera dresser un acte bien authentique à la suite duquel il sera procédé à la radiation du privilège.

On ne peut éviter ce résultat singulier qu'en privant le mari de la faculté de se libérer comme acheteur, alors même qu'il aurait l'argent. Or, ce serait injuste ; il peut avoir intérêt à détruire le privilège qui grève son immeuble, il doit donc pouvoir le faire en s'acquittant ; tel est le droit commun, et la seule clause d'estimation ne suffit pas pour y déroger.

Eh bien ! ne vaut-il pas mieux décider que ce paiement que le débiteur devrait se faire à lui-même, sera sous-entendu et qu'on le tiendra pour opéré au moment même de la passation du contrat de mariage ?

XI. — Les auteurs que nous combattons restent logiques avec eux-mêmes en accordant à la femme, concurremment avec le privilège du vendeur, l'action résolutoire quand le mari, à la dissolution du mariage, ne peut payer le prix des choses estimées dans le contrat, et dont la propriété est passée sur sa tête (1).

C'est tirer d'un principe faux une conséquence qu'il contient en effet. Quant à nous, fidèles à notre doctrine, nous rejetons cette faveur nouvelle dont on gratifie la femme. Si nos observations sont exactes, l'on ne saurait invoquer ici les articles 1184 et 1654, puisque les choses vendues ont été soldées dès avant le mariage, et que, par suite, il ne peut être question de résoudre la vente faite de paiement du prix.

ALBERT PASSAMA,

*Professeur de droit civil à la Faculté catholique
de Toulouse.*

(1) Rodière et Pont, *Contrat de mariage*, n° 1934. tome III, page 474.

DE LA PROPRIÉTÉ DES ÉGLISES & DES PRESBYTÈRES

Une des questions de droit qui touchent le plus peut-être à la conscience religieuse, est celle de la propriété des églises.

Convient-il que la société civile abrite en quelque sorte par tolérance, les manifestations du culte; et se peut-il que la maison de Dieu soit une maison d'emprunt!

On admet pourtant que le gouvernement de la France, lorsque, réparant les excès révolutionnaires, il s'engageait vis-à-vis du chef de la catholicité à « remettre les églises à la disposition des Evêques » (art. 12 du *Concordat*), n'entendit accorder à la société religieuse que l'usage provisoire des édifices sacrés. S'il fut écrit dans les *Articles organiques* (art. 77) qu'il devra être désigné pour le culte « un édifice convenable » dans les paroisses où il n'en existerait point de « disponible, » là se résume toute l'étendue des concessions de la société civile : On n'hésite donc pas à concevoir qu'une église, comme il arrivait dans ces jours si funestes à notre honneur de nation chrétienne, pourra être transformée en écurie, à la seule condition qu'il soit fourni pour l'exercice de la religion, tel autre « édifice convenable » (1).

La jurisprudence, tant administrative que civile, place l'église dans le patrimoine de la commune (2). La paroisse, représentée par la Fabrique, « veille à l'entretien et à la

(1) Voy. M. Appert, *Revue critique*, décembre 1877. Cf. M. A. Ravelet, *Lois civiles ecclésiastiques*.

(2) A titre de propriétaire. Voy. parmi les auteurs, M. Batbie, *Traité de Droit public et administratif*, t. v, p. 368, suiv. — D'autres se bornent à faire rentrer l'église dans le domaine public communal : voy. notamment M. Ducrocq, *Des églises et autres édifices du culte catholique*, et *Cours de Droit administratif*, n° 1401, suiv.

conservation des temples, » mais n'en est point reconnue maîtresse.

A vrai dire, les auteurs les plus recommandables et à tous autres égards les plus compétents, dans l'opinion opposée, ont peut-être compromis la cause qu'ils avaient à cœur de défendre, en déclarant, sans s'expliquer davantage, les églises propriété des *paroissiens* (1). Ce système, pour rencontrer une meilleure fortune, devait être ramené à une idée juridique : Ce n'est pas aux paroissiens eux-mêmes qu'il faut s'attacher, mais au *corps paroissial* ; il faut rechercher sous quel aspect et sous quel nom, ce corps des paroissiens est admis à jouir de la personnalité civile. C'est ainsi qu'on arrive à la Fabrique.

La question doit être posée en ces termes : A qui appartient l'église ? à la commune ou à la Fabrique ?

Il est, au surplus, une autre opinion qui, s'appuyant sur les mesures de confiscation révolutionnaire, décide que l'Etat est demeuré, parce qu'il n'aurait pas entendu cesser de l'être, propriétaire des édifices religieux. Mais, cette doctrine résiste mal soit à la lettre, soit à l'esprit du Concordat et de la législation qui en a procédé. Cependant, un nouveau défenseur du droit de l'Etat se révélait naguère ; il s'inspirait encore et d'une manière sans doute un peu inattendue, d'une pensée jadis banale et devenue presque hardie, car elle n'a plus le succès pour elle : à savoir, que l'Etat voit tout, sait tout, surveille tout, mieux que les intéressés eux-mêmes (2).

Cette entreprise « téméraire, » sinon désespérée, a eu tout au moins le mérite de réveiller les scrupules des par-

(1) M^r Affre, *Des biens ecclésiastiques*.

(2) *Revue critique*, décembre 1877. M. Appert se préoccupe spécialement de protéger le sort des *meubles précieux* dépendant des Fabriques, et dans ce but il voudrait les voir passer aux mains de l'Etat, qui saurait seul veiller à leur conservation. Cet aspect de la question semble, à vrai dire, un peu restreint.

tisans du droit de la Commune, et surtout de rendre à la discussion cette question si délicate, qu'une jurisprudence constante semblait lui dérober. M. Aucoc est venu prêter l'appui de son autorité personnelle et le secours de documents nouveaux, à la doctrine dès longtemps consacrée par le Conseil d'Etat (1).

Nous voudrions profiter de la discussion rouverte, pour examiner à nouveau la difficulté, et reprendre, avec la précision nécessaire, la défense trop abandonnée des droits de la Fabrique.

L'heure nous est peut-être moins défavorable qu'on ne serait tenté de le penser, à n'entendre que les bruits du dehors.

Depuis quelques années, la doctrine et la jurisprudence sont entrées dans une voie de progrès véritable. On se reprend à envisager virilement les principes essentiels qui seuls peuvent défendre efficacement, avec les droits de la conscience, les intérêts les plus directs de la société (2). Le Conseil d'Etat n'est point demeuré étranger à ce mouvement dans le sens d'une justice moins jolouse et d'une vérité moins étroite.

Pour ne parler que du régime des Fabriques, dès 1868, le Conseil d'Etat admettait que les *souscriptions recueillies au nom des Fabriques* pour la reconstruction ou la restauration des églises et presbytères, resteraient aux mains des Fabriques elles-mêmes, au lieu de passer en celles des Communes. Certes, le décret de 1809 commandait cette décision, puisqu'en son article 1^{er} il donne mission aux Fabriques « d'administrer les fonds affectés à l'exercice du culte » : L'esprit d'équité s'est joint aux prescriptions du texte, pour imposer une solution si longtemps attendue. (Avis du 16 mars 1868.)

(1) *Revue critique*, mars 1878.

(2) Cette tendance nouvelle et ses causes ont déjà été signalées dans la *Revue* (t. v, p. 100, article de M. Lamache).

En 1873, un avis du Conseil d'Etat rendait aux Fabriques le droit de *recevoir pour les pauvres*, en vertu des traditions de l'ancien droit aussi bien que du texte de l'article 1^{er} du décret de 1809, formel encore sur ce point. Jusqu'en 1873, sous le couvert de l'article 937 du Code civil, interprété dans un sens absolu et exclusif qu'il n'a jamais revêtu, le Bureau de bienfaisance jouissait d'un monopole envieux à l'égard des pauvres, puisqu'en son nom le maire s'emparait des libéralités destinées à la Fabrique pour le soulagement des malheureux. (Avis du 6 mars 1873.)

Enfin, le 17 juillet 1874, un arrêt du Conseil faisait un pas plus décisif, en permettant aux Fabriques d'entreprendre des *réparations* aux édifices religieux, *sans l'assentiment du Conseil municipal*, à la seule condition d'obtenir une autorisation de l'administration supérieure pour des travaux de nature à ne point compromettre la solidité de l'édifice (1).

Notons un point sur lequel les auteurs et la jurisprudence des tribunaux civils, sont demeurés inflexibles : D'un accord unanime, on reconnaît à la Fabrique, concurremment avec la Commune, le droit d'intenter *les actions relatives à la propriété des édifices consacrés au culte*. Comment la Fabrique pourrait-elle s'acquitter de sa mis-

(1) A la même date, une décision ministérielle mettait à profit, dans l'intérêt des Fabriques, une modification heureusement apportée dans l'économie du budget de l'Etat, et grâce à laquelle les *secours* du gouvernement peuvent être alloués soit aux communes, soit aux Fabriques mêmes. Le ministre reconnaissait que la *direction des travaux* entrepris avec un secours de l'Etat, devait appartenir désormais à celui des deux établissements, commune ou Fabrique, qui aurait contribué pour la plus forte part; que le même établissement devait, en conséquence, toucher directement la somme allouée : jusqu'alors, au contraire, la Commune seule pouvait recevoir le secours; elle l'encaissait, et, comme par ce procédé elle paraissait augmenter d'autant le montant de sa contribution, elle bénéficiait par suite de l'avantage de présider à la direction des travaux entrepris.

sion qui est, avant toutes choses, aux termes de l'article 1^{er} du décret de 1809, de « veiller à l'entretien et à la conservation des temples, » si le droit d'agir en justice lui était refusé?

Le Conseil d'Etat n'en persiste pas moins dans sa résistance sur ce point. Peut-être sera-ce là le premier pas qu'il est appelé à faire vers la reconnaissance du droit des Fabriques, comme propriétaires des églises.

Mais, il est temps d'en venir, sous le bénéfice du favorable augure qui se dégage de ces solutions acquises, à l'examen doctrinal de la question qui fait l'objet de notre étude.

Il faut bien entendre qu'il s'agit exclusivement des édifices religieux antérieurs à 1801, et qui ont été rendus au culte à la suite et en vertu du Concordat. Quant aux autres édifices, ils appartiennent à l'établissement public, Fabrique ou Commune, qui les a bâtis de ses deniers ou qui les tient de libéralités faites en sa faveur.

Pour la clarté et la facilité de l'exposition, nous ne parlons expressément que des *églises paroissiales*. Mais, il y aura lieu d'étendre ce qui sera dit de ces édifices, d'abord aux *presbytères*, dont le sort est joint dans les textes à celui des églises, et vis-à-vis desquels la question se pose dans les mêmes termes (1); ensuite aux *cathédrales*, en tant que ces édifices diocésains rentreraient dans le patrimoine de l'Evêché : la seule raison spéciale et décisive en faveur de l'Etat, contre l'autorité religieuse, était tirée de ce que le diocèse, aux termes d'une jurisprudence inaugurée en 1840, ne constituait pas une personne civile (2); or, on sait que l'un des avis les plus notables que le Conseil d'Etat ait récemment émis dans le sens indiqué ci-dessus, est celui qui consacre, avec une invincible solidité doctrinale, la personnalité civile des diocèses (13 mai 1874).

(1) M. Ducrocq, *Cours de Droit adm.*, n° 1417.

(2) Dalloz, *Répertoire*, v° Cultes.

I. — ANCIEN DROIT.

Le principe qui domine notre ancienne jurisprudence au sujet de la propriété des biens ecclésiastiques, et, spécialement, de celle des églises, peut être formulé ainsi : Qui est tenu d'entretenir, de réparer et reconstruire l'édifice, est propriétaire de cet édifice, et réciproquement ; droit de propriété et charge des réparations sont deux termes corrélatifs. On ne peut, du reste, se dissimuler que ce ne soit là une idée de simple bon sens, et l'une des applications les plus naturelles de l'adage « *ubi onus, ibi emolumentum.* »

Nous trouvons cette règle énoncée dans le *Répertoire* de Guyot, au mot *réparations* (1), et appliquée précisément aux difficultés que soulève l'entretien des églises. A qui incombera la charge des réparations à faire aux *cathédrales*, se demande l'ancien auteur : Ce ne saurait être aux « habitants des paroisses qui y sont desservies, car ceux-ci ne sont point propriétaires des biens de ces églises, et ne peuvent y disposer de rien ; » « tout ce qu'on pourrait exiger des paroissiens, ce serait d'entretenir et de réparer l'autel particulier où se fait ordinairement le service paroissial. » Quant aux églises à la fois *collégiales et paroissiales*, en présence des incertitudes qui planent sur le point de savoir à qui revient la propriété, « l'usage est infini et varié : il y a de ces sortes d'églises où les réparations sont à la charge du Chapitre, d'autres où elles sont à celle de la Fabrique, et, à son défaut, à celle des habitants. S'il est constant que l'église appartienne en commun au Chapitre et à la paroisse, les réparations doivent être faites en commun. » En résumé donc « l'obligation de réparer est une suite du droit de propriété (2).

A l'origine, les difficultés que devait soulever cette

(1) Article de M. l'abbé de Bertolio, avocat au Parlement.

(2) *Op. cit.*

« matière épineuse » des réparations et reconstructions des églises et bâtiments bénéficiaires, ne se pouvaient présenter. Les biens ecclésiastiques, à mesure que les constituait la générosité des fidèles, rentraient tous dans l'administration d'un économe préposé à leur gestion, et qui en distribuait les revenus en quatre parts : les deux premières, affectées aux besoins du clergé, évêques et prêtres ; la troisième, consacrée au soulagement des pauvres ; la dernière, réservée pour l'entretien des bâtiments.

L'église ne cessa jamais, à la vérité, d'être propriétaire unique et exclusive de ces biens. Toutefois, la nécessité des choses n'avait pas tardé, à mesure que s'accroissait l'importance des biens ecclésiastiques, à provoquer leur remise directe à la disposition des membres du clergé. Ceux-ci, du reste, n'obtinrent cette détention et cette jouissance, qu'à la charge de faire trois parts de leurs revenus : la première, pour leurs besoins personnels ; la seconde, pour le soulagement des pauvres ; la troisième, pour l'entretien des bâtiments. Si le droit absolu de propriété n'était pas reconnu en faveur des bénéficiaires, ceux-ci ne pouvaient davantage être confondus avec des usufruitiers ordinaires, puisqu'on les voit tenus des *grosses réparations*, lesquelles s'étendent même jusqu'à la reconstruction : Ils avaient, en réalité, tous les droits et toutes les charges du domaine *utile*.

Ainsi donc, les titulaires des bénéfices, et en général tous ceux qui avaient droit de percevoir des dîmes, devaient aussi pourvoir aux réparations des édifices religieux (1).

Mais, à côté des biens ecclésiastiques répartis en bénéfices, s'étaient constituées des fondations spéciales, placées auprès de chaque église paroissiale, et destinées exclusivement à satisfaire aux besoins temporels du culte. Nous allons voir en étudiant l'origine et le développement des

(1) *Rép. de Guyot, loc. cit. Encyclopédie générale, v° Fabriques.*

Fabriques, que ces institutions se trouvèrent, de bonne heure, assez largement dotées pour partager avec les *décimateurs* la charge des réparations.

Cette quotité de revenu produit par les biens ecclésiastiques, réservée à l'entretien des bâtiments nécessaires au culte, d'après la répartition en quatre parts qu'avait, parait-il, prescrite un Concile tenu à Rome au iv^e siècle, le pape Simplicius la déclarait, dans un rescrit, destinée *ecclesiasticis fabricis*. Ce serait en 494, de par une décision du pape Gélase, qu'une fois la dépense annuelle prélevée, le surplus de cette part alloué à chaque église, aurait commencé à être capitalisé : Désormais, des placements en fonds de terre et autres, sont opérés par les soins de « deux gardiens idoines, » pour satisfaire, le cas échéant, aux dépenses exceptionnelles, et permettre d'entreprendre des travaux d'art, réparations ou constructions importantes, *major fabrica*. On verra toujours, dans la suite, les textes employer le mot *Fabrique*, comme s'appliquant à l'ensemble du temporel du culte : C'est ainsi qu'un capitulaire de l'an 801, déterminant, selon la règle usitée, la distribution des produits de la dîme en quatre portions, assigne la quatrième à l'entretien des églises, par ces mots : *quarta in fabrica ipsius ecclesiae* (1).

Jusqu'au xiii^e siècle, c'étaient exclusivement des clercs qui, sous le nom de *marguilliers*, étaient constitués gardiens et administrateurs des revenus offerts à l'entretien des églises. Le capital formé par les réserves accumulées s'étant accru, on voit, notamment à Paris, en 1204, des marguilliers laïques adjoints aux clercs. Ainsi s'organise la *Fabrique*, dans les conditions qui vont désormais présider à son développement.

Dès ce moment, la *Fabrique* entre en partage des charges jusqu'alors exclusivement imposées aux bénéficiers : C'est

(1) *Encyclopédie, loc. cit.*

seulement à titre *subsidaire* que les décimateurs resteront encore obligés aux réparations (1).

L'importance des biens des Fabriques croissant toujours, des mesures de contrôle deviennent indispensables pour garantir la gestion régulière de ces biens, assurer l'emploi exact des revenus, et obliger les administrateurs à rendre compte. C'est à quoi viennent pourvoir des lettres patentes de Charles IX, « par lesquelles Sa Majesté ordonne que les *comptes des Fabriques seront rendus aux Evêques, Archidiaques et Officiaux*, à l'exclusion de tous autres juges. Les termes dans lesquels est présenté cet acte réglementaire, déterminent avec précision l'étendue du rôle acquis au *xvi^e* siècle, par les Fabriques.

« Plusieurs gens de bien, pour l'entretienement tant du service divin, et pour l'entretienement tant desdites églises, lieux presbytéraux, qu'ornements, livres, calices, ont donné et légué aux curés et Fabriques desdites églises plusieurs terres et seigneuries, ...rentes et autres biens et revenus ; ont encore à présent la charge et administration les Gagers, Marguilliers et procureurs desdites églises : ... les employant et dissipant par entr'eux, etc. — » (2).

L'organisation des Fabriques, en se perfectionnant, se sécularisa définitivement. Comme elles représentaient la paroisse et satisfaisaient, sinon à elles seules, du moins pour la plus forte part, aux besoins temporels du culte, on vit même de bonne heure, les simples laïques, habitants et officiers de justice, assister à la reddition des comptes présentés à l'Evêque, ou même, en l'absence du Prélat, arrêter ces comptes de concert avec le curé desservant, sauf approbation définitive par l'autorité diocésaine. Les officiaux cessent, au *xvii^e* siècle, de connaître des affaires relatives aux Fabriques, ainsi que le prescrivaient encore

(1) *Encyclop. gén., loc. cit.*

(2) *Voy. Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale, de du Roussaud de la Combe, 1755.*

les lettres de Charles IX ; c'est la juridiction civile qui prend compétence.

« ...Enjoignons, porte l'édit d'avril 1695 (art. 17), aux officiers de justice et autres *principaux habitants* d'y assister (à la reddition des comptes) en la manière accoutumée, lorsque les Evêques les examineront, et (à défaut) les comptes seront arrêtés par les curés, officiers et autres principaux habitants des lieux, et représentés aux prélats à leur plus prochaine visite... » L'édit ajoute que les poursuites en recouvrement des deniers seront intentées « à la diligence de nos procureurs, ou de ceux des seigneurs ayant justice, avec les marguilliers successeurs, et même eux seuls à leur défaut... »

L'administration de la Fabrique au XVII^e siècle, se compose de trois éléments :

1^o *Les marguilliers*, chargés de l'administration active : Ils sont au nombre de quatre, parmi lesquels le marguillier comptable ; on les appelle aussi *fabriciens*, ou *procureurs de la paroisse* ;

2^o *Le bureau ordinaire*, assemblée délibérante, qui joue le rôle de comité permanent ; il se réunit tous les lundis de quinzaine en quinzaine. Le curé y occupe la première place, mais la présidence appartient au premier marguillier. On y appelle au besoin pour le compléter, les anciens marguilliers, le nombre régulier était de cinq personnes ;

3^o *L'assemblée générale de la paroisse*, qui doit se tenir au moins deux fois l'an. Avec le curé et les marguilliers, y figurent toutes les personnes de considération, telles que les nobles, les officiers de judicature, les avocats, les anciens marguilliers, les commissaires des pauvres, et enfin, les notables : On appelle *notables*, les particuliers qui payent au moins douze ou quinze livres de taille ou de capitation.

Le bureau ordinaire n'existe d'ailleurs, que dans les grandes paroisses ; mais, dans toutes on retrouve, d'une

part, les marguilliers, et, de l'autre, l'assemblée générale de la paroisse (1).

Le *corps des paroissiens*, ainsi constitué, fait tous les règlements relatifs au gouvernement temporel de la paroisse, lequel comprend, outre la fourniture des choses nécessaires à la célébration du culte, *l'entretien de l'église et des chapelles* qui en dépendent, *la réparation ou la nouvelle construction du clocher*, des murs du cimetière, du presbytère, etc. (2). Ajoutons le service des *pauvres*, et l'entretien des *écoles*.

Au *bureau ordinaire*, dans les paroisses où il en existe un, aux marguilliers dans les autres, il appartient de statuer quant aux *réparations et dépenses d'entretien*, à la nomination, punition et destitution des serviteurs de l'église (3).

Voici maintenant, d'après l'énumération qu'en donne encore le *répertoire* de Guyot, les cas dans lesquels il est nécessaire de convoquer des *assemblées générales de paroisse* : « Lorsqu'il s'agit d'élire des marguilliers, des commissaires des pauvres ou un sacristain ; d'arrêter les comptes des marguilliers comptables ; d'intenter ou de soutenir quelques procès, autres que pour le recouvrement des revenus ordinaires ; de faire quelques *emprunts* ou quelque *dépense extraordinaire* ; d'employer des deniers appartenant à la Fabrique, aux pauvres ou aux écoles de charité de la paroisse ; ...de faire des aliénations ou acquisitions nouvelles ; d'accepter une fondation ; d'en-

(1) Guyot. *Répertoire*, v^o *paroisse*.

Cette organisation était réglée législativement par des arrêts du Parlement de Paris, concernant différentes Fabriques de paroisses importantes : Ces arrêts, qui se complétaient les uns les autres, formèrent un ensemble de prescriptions partout suivies. On les trouve rapportés : dans Guyot, *en note*, sous le mot *Fabrique* ; — dans le *Recueil de jurispr. canon. et bénéfic.*, de du Roussaud de la Combe ; — enfin, dans le *Traité des lois ecclésiastiques* de d'Héricourt, à l'appendice.

(2) Guyot, v^o *paroisse*.

(3) Guyot, *loc. cit.*

treprendre un bâtiment considérable, ou de faire quelque règlement nouveau dans la paroisse, soit de discipline, soit pour changer la taxe des droits appartenant à la Fabrique, soit pour augmenter les gages des officiers et serviteurs de l'église, soit relativement aux pauvres et aux écoles de charité de la paroisse... »

Au surplus, le gouvernement ne laissa point les Fabriques « *entreprendre aucuns bâtiments considérables, soit pour construire ou augmenter les églises,* » ni « *emprunter, pour raison desdits bâtiments, augmentation ou rétablissement,* » par le seul consentement du corps paroissial convoqué en assemblée générale : L'obtention de lettres patentes dûment vérifiées au Parlement, fut prescrite en pareil cas par une Déclaration du 31 janvier 1690 (1).

En présence des Fabriques représentant les paroisses, et formant le corps paroissial même grâce aux assemblées générales réunies dans leur sein, les décimateurs cessent-ils définitivement d'assumer aucune part des réparations ?

Une délimitation précise des charges réciproques a été faite par l'édit d'avril 1695, qui, tout en réservant aux Fabriques la plus lourde charge n'exonère point les bénéficiers. Au corps paroissial de restaurer la *nef* et de bâtir le *presbytère* ; aux décimateurs d'entretenir le *chœur* :

« Art. 21. Les ecclésiastiques qui jouissent des dîmes dépendantes des bénéfices dont ils sont pourvus, et subsidiairement ceux qui possèdent des dîmes inféodées, seront tenus de réparer et entretenir en bon état les chœurs des églises paroissiales dans l'étendue desquelles ils lèvent les dites dîmes. — Art. 22. Seront tenus pareillement les habitants desdites paroisses d'entretenir et de réparer la nef des églises et la clôture des cimetières, et de fournir aux curés un logement convenable. »

Il est juste de constater que dans ce texte, le nom des

(1) Le texte de cette déclaration se trouve reproduit au *Traité des lois ecclésiastiques*, de d'Héricourt, (lettre H, n° iv), 1774.

Fabriques n'est pas prononcé. Ce sont les « habitants des paroisses, » que la loi désigne expressément.

Sans doute, il n'y a là rien qui puisse nous embarrasser, dès lors que nous savons comment se constituait le « corps paroissial, » où et comment se réunissait « l'assemblée générale de la paroisse. »

Toutefois, une opinion a été présentée, qui déclare tout au moins douteuse la question de savoir à qui appartenaient les églises, de la Fabrique ou de la *Communauté d'habitants* (1). Or, nous savons que le droit de propriété est corrélatif à la charge des réparations. En conséquence, on pourrait argumenter du texte de l'édit de 1695 pour soutenir que c'est à la Communauté des « habitants » que s'adresse le législateur. L'édit ne porte les mots « habitants de la paroisse, » peut-on ajouter, que pour cette simple raison que, dans l'ancienne jurisprudence, la paroisse constituait une circonscription à la fois civile et ecclésiastique.

Et ce n'est pas tout. Qu'enseignent les anciens auteurs ? « Le moyen ordinaire, écrit d'Héricourt, pour faire *réparer les nefs* et pour faire construire la maison presbytérale dans les lieux où il n'y en a point, est de faire une *imposition sur tous les habitants* et sur ceux qui possèdent des biens dans la paroisse, que le commissaire départi dans la généralité accorde sur le procès-verbal que l'Evêque dresse dans le cours de sa visite. » — Et au même ouvrage, on trouve indiqué que « l'usage est de faire autoriser cette taxe par arrêt du Conseil. »

Sans doute, il est toujours question des habitants de la paroisse, non de la « Communauté. » Mais, qu'il s'agisse de la paroisse envisagée comme unité administrative de l'ordre purement civil, c'est ce qui résulte d'un intéressant document cité par M. de Tocqueville et tiré par lui des papiers

(1) M. Ducrocq, *Cours de Droit administratif*, 1877, n° 1404.

de l'Intendance de l'Île-de-France (1). Il s'agit de réparer le presbytère et le clocher d'une paroisse rurale : Quelles sont les mesures prescrites par l'Intendant ? Une *assemblée des habitants* est réunie dans la forme ordinaire, qui n'a rien de commun avec les assemblées générales des Fabriques. Bien plus, la convocation en est faite à la diligence du *syndic*.

Voilà l'objection que nous avons tenu à développer nous-même, ne fût-ce que pour compléter notre tableau et montrer combien il est exact de soutenir que le rôle réciproque des Fabriques et des « Communes » doit être tenu pour identique, dans l'ancienne jurisprudence comme sous l'empire de la législation actuelle.

Oui, sans doute, il y avait autrefois comme aujourd'hui, une multitude de paroisses rurales dont les Fabriques étaient incapables de pourvoir, à elles seules, à l'entretien des édifices paroissiaux. Dès 1580, il est ordonné, par un édit de Melun (art. 9), que « le revenu des marguilliers et Fabriques, après les fondations accomplies, sera appliqué aux *réparations* et achats d'ornements des églises et autres œuvres pitoiables, suivant les saints décrets... »

Telle était la règle. Mais, si la Fabrique voyait consacrer ainsi à sa charge une obligation principale de pourvoir aux réparations, une obligation *subsidaire* des habitants accédait par la nécessité des choses. Il est donc certain que bien souvent, ordinairement même, si l'on veut, il fallait recourir à une imposition.

Or, quelle que fût, dans l'ancienne France, l'union des intérêts religieux et des intérêts purement temporels, jamais notre administration n'a connu cette identité entre le civil et l'ecclésiastique, qui se pratique, d'ailleurs sans inconvénient, chez plusieurs peuples modernes, notamment en Angleterre et aux États-Unis, où l'on ne voit pas

(1) *L'ancien Régime et la Révolution, aux Notes.*

seulement une seule et même circonscription servir de base à l'agrégation des fidèles et à la communauté des habitants, mais encore une seule et même assemblée d'électeurs choisir en même temps pour être placés sur le même rang, des agents attachés, les uns à la gestion des intérêts matériels, les autres à l'administration du temporel du culte (1). En France, un syndic était préposé à la gestion des intérêts matériels, et jamais le rôle et l'autorité de cet administrateur ne se sont trouvés confondus, dans la moindre mesure, avec l'autorité et le rôle des marguilliers.

Cette observation suffirait à mettre les faits relevés par l'objection, en harmonie parfaite avec le système de l'administration temporelle des paroisses, tel que nous l'avons dégagé de la doctrine et de la loi (2).

(1) En Angleterre, l'assemblée des contribuables élit, à titre d'« agents paroissiaux », en même temps que les *inspecteurs des routes*, *inspecteurs de l'éclairage* et *constables*, les *marguilliers* et *gardiens des pauvres*.

Aux Etats-Unis, l'assemblée populaire du *Township* désigne à la fois et au même titre le *constable*, l'*inspecteur de la voirie*, le *surveillant des pauvres*, le *commissaire des écoles* et le *commissaire du culte*.

Voy. notamment M. Batbie, *Traité de Droit public et administratif*; M. de Tocqueville, *Démocratie en Amérique*.

(2) Ajoutons que ce qui peut être objecté quant aux paroisses rurales ne saurait l'être vis-à-vis celles des villes. Là, il s'en faut que la paroisse confonde son territoire avec celui de la communauté d'habitants. Combien de paroisses, dans Paris, pour une seule municipalité! Lorsqu'un texte porte que les réparations de la nef de l'église Saint-Jean-de-Grève, par exemple, seront à la charge des habitants de la paroisse, évidemment il s'agit exclusivement des fidèles desservis par cette église, et eux seuls, s'il y a lieu, contribueront de leurs deniers.

Il y avait même certaines paroisses sans territoire et dont le ressort s'étendait seulement sur certaines personnes. Telle était, à Amboise, la paroisse de la Chapelle, qui ne s'étendait que sur le bailli, le lieutenant-général, l'avocat et le procureur du roi, le lieutenant de police, les gardes des eaux et forêts, les verriers des bois, la noblesse, les possesseurs de fiefs, les gardes du gouvernement, les *nouveaux habitants de la ville pendant la première année de leur établissement* (sans doute dans une pensée de courtoisie bien entendue), les voyageurs, les officiers du roi et ceux de la reine.

(Guyot, *Répertoire*. V° *Paroisse*.)

Mais il y a mieux, un auteur autorisé, Jousse, enseigne expressément que la Fabrique, une fois couvertes les dépenses propres au culte, consacre le surplus de ses revenus aux réparations et reconstructions de l'édifice, et que ce n'est qu'à son défaut que la communauté concourt soit par ses ressources ordinaires, soit à l'aide d'une imposition spéciale :

« Il faut employer, pour subvenir à celles des réparations qui sont à la charge des paroissiens, *d'abord* le revenant-bon (excédant) des Fabriques et, *à défaut*, les deniers communs et autres revenus appartenant aux paroissiens en général; et, si cela n'est pas suffisant, chaque habitant est tenu d'y contribuer à proportion des biens en fonds qu'il possède dans la paroisse. » (*Traité du Gouvernement des Paroisses.*)

L'incertitude apparente, en cette matière, provient de ce que les seuls noms de *paroisse* et *paroissien* s'appliquaient à la fois à une double unité administrative, tant de l'ordre civil que de l'ordre ecclésiastique, et de ce que les rédacteurs des textes n'ont pas jugé nécessaire de distinguer là où les noms étaient les mêmes et où il s'agissait, du reste, des mêmes personnes.

Les recherches qui précèdent se résument en ces deux résultats :

1° En principe, l'obligation de réparer les édifices paroissiaux est corrélative au droit de propriété sur ces mêmes édifices ;

2° La Fabrique, chargée, tant par elle-même que comme représentant la paroisse, des réparations à titre principal, est conséquemment propriétaire des églises paroissiales.

(*A suivre.*)

DANIEL TOUZAUD,

*Professeur de Droit administratif à la Faculté libre
de Toulouse.*

DROITS DES PRÉFETS & DES CONSEILS MUNICIPAUX

A L'ÉGARD

DES ÉCOLES COMMUNALES CONGRÉGANISTES.

La tendance actuelle d'expulser des Ecoles publiques les instituteurs congréganistes pour les remplacer par des instituteurs laïques, et cela au mépris des règles consacrées par la loi et la jurisprudence, donne à la question traitée dans cet article une grande importance. D'ailleurs cet excellent travail nous donnera l'occasion de consulter sur ce point les comités de jurisconsultes avec lesquels la *Revue* est en rapport et qui veulent bien à leur tour la considérer comme leur organe. Nous espérons, dès le prochain numéro, pouvoir publier les avis que nous aurons recueillis et indiquer la marche à suivre pour sauvegarder les intérêts menacés.

Une Ecole communale congréganiste existe dans une ville ou dans un bourg : dans quelles hypothèses les autorités compétentes peuvent-elles lui substituer une Ecole laïque et quelles conditions faut-il observer pour réaliser cette substitution ?

Deux hypothèses peuvent se présenter :

Ou bien l'Ecole existe en vertu d'un traité formel passé avec la commune ; ou bien elle a simplement une existence de fait plus ou moins longue.

A. — Si un traité existe, c'est un contrat synallagmatique, obligatoire pour les deux parties jusqu'au terme fixé, sauf les causes de résiliation résultant du droit commun. Les questions litigieuses soulevées à l'occasion du traité, convention purement civile, seraient évidemment de la compétence de l'autorité judiciaire civile. La jurisprudence est constante sur ce point (1). Donc si la commune d'une

(1) Pour les contrats en matière de dommages causés par les travaux publics, voir Cassat., 20 janvier 1873 (Domergue), Dalloz, 73, 1, 188.

Sur les quasi-contrats, spécialement pour la gestion d'affaires résultant

manière directe ou indirecte refusait de remplir les obligations qui dérivent du traité, les tribunaux civils auraient le droit de la condamner à payer le traitement de l'instituteur congréganiste, à lui fournir un local convenable, en un mot, à observer loyalement le traité (1).

B. — S'il n'y a pas de traité formel entre la congrégation et la commune, on rentre dans le droit commun ; les supérieurs de l'association religieuse présentent le frère instituteur, et le préfet donne l'institution. Les frères instituteurs-adjoints sont nommés par les supérieurs (art. 31, 34, loi 15 mars 1850). La commune fournit le local et le mobilier classique ; elle s'entend pour le traitement avec l'institut, sinon il est réglé comme pour les instituteurs laïques, et se compose du traitement fixe et des rétributions scolaires.

1. — *A qui appartient le droit de nommer et de révoquer l'instituteur communal ?*

La loi du 15 mars 1850 (art. 31) avait donné au conseil municipal le droit de choisir l'instituteur sur une liste dressée par le conseil académique du département ou bien sur la présentation du supérieur de la congrégation enseignante.

Le droit de révocation appartenait au recteur, qui bientôt fut substitué au conseil municipal pour la nomination de l'instituteur communal (2).

Quant aux instituteurs adjoints, les laïques sont nommés et révoqués par l'instituteur, avec l'agrément du recteur ;

de fournitures faites à la commune, sans convention expresse et régulière, Cassat., 15 juillet 1873 (c^{re} de Saint-Chinon), Dalloz, 73, 1, 457.

(1) Voir arrêt de la Cour de Dijon, 10 avril 1873 (ville de Mâcon), Dalloz, 74, 1, 49.

(2) Décret 9 mars 1852, art. 4.

les religieux sont nommés et révoqués par le supérieur de l'association (1).

Actuellement et en vertu de la loi du 14 juin 1854 (art. 8), le préfet a succédé au recteur pour toutes les attributions appartenant à celui-ci en matière d'instruction primaire.

2. — *Quels sont les droits du Conseil municipal ?*

Le recteur devait consulter le conseil municipal avant de nommer l'instituteur communal. Le préfet doit également prendre l'avis de ce conseil.

La pratique a restreint la nécessité de l'avis du conseil municipal à l'hypothèse de vacance d'emploi. Pour que le conseil soit admis à se prononcer et sur la personne de l'instituteur et sur sa qualité de congréganiste ou de laïque, il faut qu'il y ait révocation, décès ou démission. S'il s'agit simplement de déplacer les instituteurs, d'opérer des mutations par avancement, le préfet est absolument libre. S'il s'agit d'un laïque, le préfet doit observer les règlements universitaires sur les conditions d'âge, de capacité et de moralité. S'il s'agit d'un congréganiste, il doit s'entendre avec le supérieur : cela résulte formellement de la loi qui exige une présentation faite par ce dernier (2). Dans la pratique c'est même le supérieur qui prend l'initiative du déplacement : le préfet se borne à donner une lettre d'exeat à l'instituteur qui part de la commune et à confirmer la nomination du nouveau directeur de l'école (3).

(1) Loi 15 mars 1850, art. 34.

(2) *Ibid.*, art. 31.

(3) Cette liberté du préfet, lorsqu'il s'agit d'opérer des déplacements ou des mutations, résulte d'une circulaire ministérielle du 2 mars 1853, confirmée par un avis du Sénat (8 mai 1862) et par une autre circulaire du 12 juillet 1862.

Voir la circulaire de M. Jules Simon (28 octobre 1871) qui relate ces faits.

C. d'Et., 22 mars 1866. Dalloz, 72, 5, 209. — Voir cette décision dans le *Recueil des arrêts du C. d'Et.*, par Macarel et Lebon, 1872, p. 219.

Certains conseils municipaux, oubliant que la loi de 1850 a été abrogée, ont décidé la substitution des instituteurs laïques aux instituteurs congréganistes. Une telle délibération est nulle de plein droit. L'ancien instituteur conserve son titre, ses fonctions, son traitement, son école. Le conseil municipal, ayant un simple pouvoir consultatif, a commis une illégalité en empiétant sur les pouvoirs du préfet.

Bien plus, le préfet ne pourrait pas valider, en l'approuvant, cette délibération illégale : le conseil municipal n'a pas seulement donné un avis spontané que le préfet transformerait en décision exécutoire, il a pris une décision dont le préfet a le droit et le devoir de prononcer la nullité (1). Si le préfet, au lieu d'agir ainsi, acceptait la délibération du conseil et nommait un laïque à la place du congréganiste expulsé, son arrêté serait nul et le Conseil d'Etat pourrait l'empêcher de sortir effet (2).

Ce que le conseil municipal ne peut pas faire directement, il ne pourrait pas non plus le faire indirectement. Le refus d'inscrire dans le budget communal les sommes nécessaires pour entretenir l'Ecole congréganiste serait aussi illégal que la suppression de cette Ecole. Les dépenses scolaires (3) sont obligatoires, quelle que soit la qualité de l'instituteur communal : si le conseil municipal refuse de les voter, le

(1) Loi du 5 mai 1855, article 23 : « Toute délibération d'un conseil municipal portant sur un objet étranger à ses attributions, est nulle de plein droit. — Le préfet, en conseil de préfecture, en déclare la nullité. »

Cette doctrine a été plusieurs fois consacrée par le Conseil d'Etat, notamment dans quatre affaires intéressant les villes de Toulon, Roanne, Prémery et Lyon : C. d'Et., 24 janvier 1873. Dalloz, 74. 3. 25. — Cfr. un remarquable arrêté de M. Ferdinand Duval, préfet de la Gironde, en date du 5 septembre 1871, annulant une délibération du conseil municipal de Libourne. Cet arrêté est fort bien motivé,

(2) Mêmes arrêtés. — Ajouter C. d'Et. 16 janvier 1874 (Ville de Saint-Denis). Dalloz, 74. 3. 100.

(3) Loi du 15 mars 1850, articles 36-37.

préfet doit les inscrire d'office dans le budget communal (1). Si le maire refuse de délivrer les mandats nécessaires pour payer ces dépenses, il y est également pourvu par le préfet (2).

3. — *Quelle est l'étendue des pouvoirs du préfet ?*

Pour l'exercice de son droit de nomination, le préfet doit agir sur un rapport de l'inspecteur d'académie (3) et après avoir consulté le conseil municipal et le conseil départemental de l'instruction publique. Cette dernière autorité doit intervenir seulement si, en exerçant le droit de nomination, le préfet est mis en demeure par l'opinion publique de choisir entre laïques et congréganistes.

« L'article 14 de la loi du 15 mars 1850, dit M. Jules Simon, charge ce conseil de donner son avis sur les réformes à introduire dans l'administration des écoles. Nous ne ferons que nous conformer à l'esprit de la loi en lui conférant, dès à présent, le droit de donner son avis sur l'option en l'école laïque et l'école congréganiste (4). »

Pour que le préfet puisse, en obéissant aux vœux bien et dûment constatés de la grande majorité des pères de famille, opter entre les deux enseignements, il faut, à supposer une école congréganiste en exercice, une vacance d'emploi ou bien une rupture légitime du traité tacite existant de fait entre la commune et la congrégation.

(a) Pour qu'il y ait vacance d'emploi, il faut un décès, une démission ou une révocation. Pas de difficulté pour le décès ou la démission : il en est autrement pour la révocation.

La révocation est une peine véritable : elle entraîne l'in-

(1) Loi 18 juillet 1837, articles 30 et 39.

(2) *Ibid.*, art. 61.

(3) Loi 12 juin 1854, article 8.

(4) Circulaire ministérielle de M. Jules Simon, 28 octobre 1871.

capacité d'enseigner dans la même commune, à titre d'instituteur libre (1). Est-il admissible qu'une telle mesure puisse être arbitrairement prise par le préfet? La révocation doit être motivée par l'inconduite, l'immoralité de l'instituteur; c'est l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire dans l'intérêt de l'enseignement. Si le préfet agissait dans un autre intérêt, s'il se laissait guider par des motifs d'un autre ordre, il irait contre les intentions du législateur et commettrait un véritable excès de pouvoir. D'après la sage théorie du Conseil d'Etat, un acte administratif peut être cassé lorsque son auteur a exercé un pouvoir dans un but autre que celui pour lequel il lui a été confié. Il y a alors ce qu'un éminent jurisconsulte a appelé un « détournement de pouvoir (2). »

La révocation faite sans motif peut être l'objet d'un recours contentieux, puisqu'elle entraîne une déchéance pour l'instituteur qui la subit. Coupable, il acceptera cette peine, juste châtiment de ses fautes : son silence prouvera l'opportunité de l'acte du préfet ; innocent, il faut qu'il puisse se plaindre d'un acte tyrannique : le Conseil d'Etat rappellera le préfet à la notion exacte de la justice, il lui donnera une haute leçon de sagesse.

Sans doute, l'instituteur communal n'a pas, comme l'instituteur libre, le droit de faire appel devant le conseil départemental de l'instruction publique (3). Mais, si le législateur a voulu donner une plus grande liberté au préfet, à l'égard de l'instituteur communal, cette liberté a naturellement pour règle et pour limite l'intérêt de l'enseignement primaire. La preuve de ce fait se trouve dans la né-

(1) Loi 15 mars 1850, art. 33.

(2) M. L. Aucoc, président au Conseil d'Etat. — Conférences sur le Droit administratif, 283^e, t. 1, p. 399.

(3) Cela résulte de la discussion de la loi 15 mars 1850 et de la comparaison des articles 33 et 30 de cette loi.

cessité d'un rapport de l'inspecteur d'Académie, préalable à l'acte de révocation (1).

Quelle est la situation d'un instituteur communal congréganiste non révoqué, si le préfet a nommé un instituteur laïque ?

Le congréganiste garde son titre, a le droit d'enseigner comme par le passé, de percevoir le traitement, d'ériger un local convenable, en un mot, d'exercer ses fonctions d'instituteur communal. Tant que la commune ne lui fournira pas un local convenable, il a le droit de se faire maintenir dans celui qu'il occupe : dans ce but il obtiendra du président du tribunal civil une ordonnance de référé qui l'autorisera à rester dans son Ecole (2).

Quelle est en somme la portée de l'acte du préfet ?

Ou bien le préfet a voulu nommer un instituteur communal à la place du congréganiste : l'acte est nul puisqu'il n'y a pas vacance d'emploi, pas décès, démission ou révocation.

Ou bien le préfet a voulu créer une seconde Ecole communale : l'acte est également nul. Le conseil départemental seul a le droit de fixer le nombre d'Ecoles à établir dans une commune (3).

(b) La seconde hypothèse où il peut y avoir lieu d'opter entre l'Ecole laïque et l'Ecole congréganiste est celle de la rupture d'un traité tacite entre la commune et la congrégation religieuse.

(1) Loi 12 juin 1854, art. 8 ; décret 22 août 1854, art. 23.

(2) C'est ce qui est arrivé dans plusieurs villes, notamment à Toulouse (voir l'ordonnance du 11 janvier 1871, rapportée par Dalloz, 74, 2, 49-51), — à Roanne (janvier 1872), etc.

(3) Conseil d'Etat, 27 mars 1874 (ville de Chambéry). Dalloz 74, 3, 97.

Loi, 10 avril 1867, art. 2 : « Le nombre des écoles publiques de garçons ou de filles à établir dans chaque commune est fixé par le conseil départemental, sur l'avis du conseil municipal. — Les décisions du conseil départemental sont soumises à l'appobation du ministre de l'instruction publique. »

Par cela même que l'Ecole congréganiste a depuis une ou plusieurs années la qualité d'Ecole communale, un traité a existé : si l'Ecole est maintenue, en fait il se produit naturellement une prolongation du traité, une tacite reconduction. Sans doute la commune, qui n'est pas liée pour une période fixe en vertu d'un traité exprès, a le droit de solliciter un changement d'Ecole. Mais, par cela même que les autorités compétentes pour statuer sur ces questions ont laissé les congréganistes au commencement de l'année, il est juridique, il est conforme aux intérêts des deux partis, et surtout aux intérêts de l'enseignement, de supposer que l'on a voulu continuer les errements du passé, le traité a repris, pour une année encore, une nouvelle vie : l'instituteur congréganiste a le droit de s'opposer à une interruption subite de l'enseignement.

Cette doctrine a été consacrée par la jurisprudence, notamment par un jugement du tribunal civil et un arrêt de la Cour d'appel de Toulouse. Voici quelques-uns des motifs invoqués par les juges :

Attendu que l'article 14 des Statuts des Frères approuvés par le grand maître de l'Université, en exécution de l'article 109 du décret du 17 mars 1808, décide que : « dans le cas où l'on voudrait fermer un établissement, la » suppression ne pourrait avoir lieu qu'après avoir été » notifiée six mois d'avance, au supérieur général, et, lors » du départ des Frères, la ville ou le fondateur serait » tenu de payer pour chaque Frère une somme équiva- » lant à six mois de son traitement annuel. » — Que, lorsqu'une ville appelle les Frères, elle accepte évidemment les conditions portées dans les Statuts. — Qu'elle s'oblige donc à payer le secours ou traitement susmentionné — que l'exécution du contrat intervenu dans l'espèce, résulte des délibérations du conseil municipal des 5 décembre 1805, 12 février 1806, 18 juin 1818 et de tous les budgets votés successivement. — Que le contrat synallagmatique intervenu entre la ville et l'Institut des Frères

ne peut donc être sérieusement révoqué en doute, en présence d'une si longue et si constante exécution, et qu'il n'a pu dépendre de la ville de supprimer inopportunément ce contrat (1).

Le traité tacite résulte suffisamment d'une longue exécution et, bien qu'il ne soit pas constaté par écrit, il est d'une vraisemblance qui touche à la certitude. Cela suffit pour que l'autorité judiciaire civile se déclare compétente et condamne la ville qui a arbitrairement rompu ce contrat synallagmatique (2).

Comme tous les baux tacites, ce traité ne peut être rompu qu'en observant l'usage des lieux (3). A Paris, le délai du congé est de six mois ; voilà pourquoi les statuts des Frères établissent ce délai. A Grenoble, le délai est de huit mois. Peu importe le chiffre ; le principe est général. L'Ecole congréganiste ne peut pas être du jour au lendemain remplacée par une Ecole laïque. Les tribunaux accorderaient à l'instituteur congréganiste un délai raisonnable pendant lequel il continuerait d'enseigner, d'habiter les bâtiments affectés à l'Ecole, en un mot, de remplir leurs fonctions d'instituteurs (4).

En résumé, si le traité existe, qui fixe une période déterminée, pendant laquelle l'enseignement congréganiste soit obligatoire pour la commune et pour la congrégation, ce traité formel doit être observé dans sa teneur : les con-

(1) Toulouse, 11 août 1873 (ville de Toulouse, c. Frères). Dalloz. 74, 2, 49-51.

(2) Ces principes ont été consacrés, dans la même affaire, par la Cour de cassation, 1^{er} décembre 1873. Dalloz, 1, 59, confirmant le jugement du tribunal civil et l'arrêt de la Cour de Toulouse.

(3) Art. 1736 Code civil : « Si le bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne peut donner congé à l'autre qu'en observant l'usage des lieux. »

(4) Toulouse, 11 août 1873. — Dijon, 10 avril 1873 (V. de Mâcon), Dalloz, 73, 2, 49-51.

ventions sont la loi des parties, et les tribunaux se bornent à appliquer ce contrat.

S'il y a seulement un contrat tacite, qui résulte suffisamment de l'existence même de l'Ecole congréganiste communale, il faut, pour qu'une Ecole laïque puisse lui être substituée, qu'il y ait vacance d'emploi ou rupture légale du traité tacite.

La vacance d'emploi se produit lorsqu'il y a décès, démission ou révocation. Le préfet seul a le droit de nommer ou de révoquer ; le conseil municipal a un simple pouvoir consultatif. La révocation ne peut pas être arbitraire : elle doit être motivée sur des faits graves puisqu'elle constitue une peine entraînant la déchéance du droit d'enseigner, sinon elle peut être attaquée devant le conseil d'Etat.

La rupture du traité ne peut pas être faite immédiatement : il faut avertir au moins six mois à l'avance le supérieur de la congrégation. En outre, cette rupture, décidée par le conseil municipal qui dénonce le traité, n'est pas obligatoire pour le préfet. Celui-ci, avant de nommer un instituteur laïque, doit consulter le conseil départemental de l'instruction publique, qui est chargé « d'examiner si le vœu du conseil municipal est bien celui de la population elle-même, si l'intérêt des études permet de l'adopter, s'il est conforme aux prescriptions légales qui ont pu intervenir en ce qui concerne l'exécution de l'Ecole (1). »

SAINT-GIRON,

(1) Circulaire de M. Jules Simon, 28 octobre 1871.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Séance du 27 mars 1878.

PRÉSIDENTE DE M. BÉDARRIDES.

Société en commandite. — Parts d'intérêt transmissibles au moyen d'un transfert sur les registres de la société. — Transmission de parts à des étrangers subordonnée à l'approbation de l'assemblée générale. — Véritables actions soumises à l'impôt.

Des parts d'intérêt, représentées par une seule série de titres ayant chacun un numéro et une individualité distincts, transmissibles au moyen d'un transfert sur les registres de la société, tant aux associés qu'aux tiers étrangers, constituent en réalité des actions soumises à l'impôt sur le revenu aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1875.

Il importe peu qu'une disposition des statuts subordonne à l'approbation de l'assemblée générale toute transmission de parts à des étrangers. D'après l'article 50 de la loi du 24 juillet 1867, cette circonstance ne suffit pas pour leur enlever le caractère d'actions.

Sur le moyen unique du pourvoi tiré de la violation de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 et de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1875 ;

Attendu qu'aux termes des statuts de la société en commandite la *Belle Jardinière*, le capital de la société est divisé en soixante parts égales, représentées par une seule série de titres ayant chacun un numéro et une individualité distincts, que ces titres sont transmissibles au moyen d'un transfert sur les registres de la société, tant aux associés qu'aux tiers étrangers à la société, sauf, pour ces derniers, l'agrément de l'assemblée générale ; que, dès lors, ladite société est bien une société en commandite par actions, et que les associés solidaires gérants ne sont pas fondés à se prétendre affranchis, en ce qui les concerne, de l'impôt sur le revenu des actions et parts d'intérêts, aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1875 ;

Attendu que, pour échapper à ce résultat, les demandeurs argumentent vainement de la disposition des statuts qui subordonne à l'approbation de l'assemblée générale toute transmission de parts à des étrangers ;

Qu'en effet, cette restriction à la libre disposition des parts dans un cas déterminé, ne fait pas obstacle à la circulation des titres et ne suffit pas pour leur enlever le caractère d'actions qui leur est d'ailleurs expressément reconnu, dans ce cas, par l'article 50 de la loi du 24 juillet 1867 ;

Que, dès lors, le jugement attaqué, loin de violer les dispositions invoquées par le pourvoi, en a fait au contraire la plus juste application,

Par ces motifs,

Rejette.

Le 27 mars 1878.

MM. Bédarrides, président ; Dareste, conseiller-rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident : M^e Sabatier.

La règle générale de la perception de l'impôt sur le revenu des actions, parts d'intérêt et commandites est écrite dans la loi du 28 juin 1872.

D'après le texte de cette loi l'impôt est dû :

1^o Sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés ;

2^o Et, dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé par actions sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites.

Des difficultés graves ne tardèrent pas à être soulevées au sujet du sens des mots : *Parts d'intérêt*. Elles furent résolues par quatre arrêts de la chambre civile du 23 août 1875. « Les dispositions précises de la loi du 28 juin 1872 » sont absolues, disent ces arrêts. Elles atteignent sans distinction ni réserve toutes les actions et toutes les parts d'intérêt dans les sociétés, quels qu'en soient le caractère et la nature... La loi soumet à la taxe les parts d'intérêt nominativement avec les commandites dans les sociétés en nom collectif, et, par conséquent, les parts afférentes aux associés qui fournissent leurs capitaux sans être responsables au delà de leur mise... »

La rigueur de cette jurisprudence, qui était la conséquence nécessaire des textes amena une mesure législative. Le but en fut très-nettement exposé par le rapporteur, M. Gonin : « Frapper d'un impôt de 3 p. % le revenu produit par le capital du commanditaire ou bailleur de fonds qui ne fait pas valoir lui-même ce capital. — Exempter, au contraire, l'industriel ou le commerçant qui, travaillant ou seul ou en société en nom collectif, engage dans une entreprise sa fortune tout entière, son crédit ou même son honneur. »

Aussi la loi du 1^{er} décembre 1875 dispense-t-elle de l'impôt « les parts d'intérêt dans les sociétés commerciales en nom collectif, » n'y soumettant que le montant de la

commandite « dans les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé par actions. »

En vertu des règles les plus formelles de la jurisprudence, ces restrictions de la loi de 1875 doivent être interprétées limitativement. « En matière d'impôt, les paroles » échappées dans la discussion, les indices de la volonté » probable du législateur ne peuvent prévaloir contre le » texte de la loi. (Cass. 24 fév. 1809 — 1^{er} déc. 1830.) — » Il n'est pas permis d'étendre d'un cas à un autre, sous » prétexte d'identité, une disposition qui n'a été édictée » par le législateur que pour une hypothèse spéciale. » (Cass. 10 fév. 1812, — 4 avril 1827, — 8 février 1837, — » 26 nov. 1850, — 10 nov. 1874.) — Il est de la nature des » exceptions de ne pas être étendues au delà des termes » qui en fixent les conditions et en limitent les effets ; cela » est particulièrement vrai en matière fiscale où tout est » rigoureux et de droit étroit. (Ch. civ. 28 nov. 1859, — » 19 janv. 1869. M. Ayllies, rapp.) »

La règle générale de la loi de 1872 soumettait à l'impôt « tous les produits des actions de toute nature des sociétés. » La loi de 1875 a affranchi les parts d'intérêt à l'exclusion des actions. Les intérêts des actions doivent payer l'impôt de 3 % : cela ne peut faire l'objet d'aucun doute.

Mais comment distinguer des actions dissimulées par les statuts sociaux sous le nom de parts d'intérêt ? A quels signes distinctifs le fisc pourra-t-il les reconnaître, quelles que soient leur forme et leur dénomination ?

M. Mathieu, dans son commentaire de la loi de 1867, se pose ces questions « qui ont, dit-il, leur intérêt, car il faut » compter avec la mauvaise foi et prévoir le cas où, pour » échapper, par exemple, aux dispositions prohibitives ou » pénales de la loi actuelle, le fondateur, le gérant d'une » commandite dont le capital serait réellement divisé en » actions, essaierait de dissimuler cette forme. Pour cela, » suffira-t-il que, dans les statuts constitutifs et autres » actes de la société, il n'appelle pas *actions* ce que vul- » gairement on appelle ainsi ? Lui suffira-t-il, au lieu de » cette expression, d'employer celles de *parts sociales*, » *parts d'intérêt*, ou autres semblables ? M. Duvergier, à » l'occasion de la loi de 1856, fait observer avec raison que » ces moyens, si l'on s'en servait, n'auraient pas même le » mérite d'être ingénieux, car il est de principe que les actes » doivent être appréciés d'après leur nature, non d'après » la qualification qu'il a plu aux parties de leur donner et » qu'on doit leur attribuer le caractère qui résulte des » stipulations qu'ils renferment, sans s'arrêter aux mots » qui y sont employés. »

A l'intérêt d'échapper aux dispositions prohibitives ou

pénales de la loi de 1867, se joint aujourd'hui un autre intérêt : celui de profiter de l'exemption fiscale contenue dans la loi du 1^{er} décembre 1875. La distinction à faire entre les actions et les parts d'intérêt est donc devenue plus importante que jamais.

La condition essentielle de l'existence des actions, c'est leur cessibilité, leur caractère négociable. « Peu importe-rait, dit encore M. Mathieu, qu'aucune remise de titres représentatifs des parts sociales ne fût stipulée, s'il était dit aux statuts que les parts qui y seront nominativement attribuées à chaque associé pourront toujours être l'objet d'un transfert, au moyen d'une déclaration inscrite sur les registres de la société. Peu importerait même, dans cette hypothèse, que l'acte constitutif réservât au conseil d'administration ou à l'assemblée générale le droit de s'opposer au transfert. Une réserve de cette sorte restreint la faculté de transmission mais ne la supprime pas. »

L'article 50 de la loi du 24 juillet 1867 porte en effet, en termes formels « que les statuts pourront donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert des actions. »

— « C'est dans le mode de transmission du titre, dit encore M. Vavasseur, que réside le caractère distinctif de l'action. Est-il susceptible de la négociation commerciale? C'est une action... La cessibilité est une qualité accessoire et contingente qui peut appartenir à l'intérêt aussi bien qu'à l'action. C'est le mode de cession qui seul tracera une limite nette et sûre entre l'intérêt libre et l'action réglementée. La cession de l'action nominative se fait par une déclaration de transfert, inscrite sur un registre tenu au siège social... La cession de l'action au porteur a lieu par la tradition du titre. — La cession de l'action à ordre, par endossement. — La cession des parts d'intérêt, au contraire, n'est valable que par l'accomplissement des conditions de la loi pour la cession des créances. »

L'arrêt que nous rapportons a appliqué ces principes en décidant que des titres, ayant chacun un numéro et une individualité distincts, transmissibles au moyen d'un transfert sur les registres de la société tant aux associés qu'aux tiers étrangers à la société, constituaient des actions véritables, malgré le nom de *parts d'intérêt* qui leur avait été donné par les statuts.

AUDIENCE DU 6 MAI 1878.

*Legs de la nue propriété portant atteinte à la réserve. —
 Clause pénale pour assurer l'exécution de ce legs. —
 Condition réputée non écrite.*

I. — L'héritier réservataire ne peut être rempli de ses droits au moyen d'un simple usufruit. L'article 917, édicté pour le cas où un usufruit est attribué à un légataire, n'est pas applicable à l'hypothèse inverse. Les donataires et légataires n'ont pas réciproquement le droit de contraindre les réservataires à exécuter les libéralités ou à se contenter de la réserve dont ces derniers sont saisis de plein droit.

II. — Une clause pénale doit être réputée non écrite, quand elle tend à assurer l'exécution d'une disposition prohibée. Il en est ainsi lorsque les juges du fond ont reconnu, par une interprétation souveraine des termes du testament et de l'intention du testateur, qu'une clause, ayant pour but de sanctionner une atteinte à la réserve, constitue une véritable peine testamentaire.

Sur le moyen unique des deux pourvois tirés de la violation des articles 895, 910, 917, 970 Code civil :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que, par son testament du 10 septembre 1868, le sieur Lallemand a institué légataires de la nue propriété de tous ses biens les cinq enfants de la dame Regnaud, sa fille unique, et cette dame légataire de l'usufruit seulement des mêmes biens ;

Qu'il a ajouté que, si, *contre ses intentions, ladite dame venait à prétendre à sa réserve*, pour ce cas, il léguait à ses petits-enfants la plus forte quotité disponible ;

Attendu qu'en disposant ainsi de la nue propriété de son entier patrimoine, le testateur a porté atteinte à la réserve légale de la dame Regnaud, sa fille (art. 913 Code civil) ;

Qu'en effet, si ladite dame ne pouvait être remplie de ses droits de réservataire dans la succession de son père, au moyen d'un simple usufruit sur les biens de cette succession ;

Que si, dans le cas de l'article 917 Code civil, les héritiers réservataires ont l'option d'exécuter les dispositions en usufruit ou en rentes viagères, ou de faire l'abandon de la quotité disponible, les donataires et légataires n'ont pas réciproquement le droit de contraindre les réservataires à exécuter les libéralités ou à se contenter de la réserve dont ces derniers sont saisis de plein droit ;

Que c'est donc à juste titre que la Cour de Paris a déclaré que le testament du sieur Lallemand entamait la réserve de sa fille unique ;

Attendu, d'ailleurs, que si le testateur peut garantir par une

clause pénale l'exécution de ses dernières volontés, ce n'est qu'autant que ses dispositions ne présentent rien de contraire à la loi, mais que la clause pénale doit être réputée non écrite (art. 900 Code civil) quand elle tend à assurer l'exécution d'une disposition prohibée ;

Que, dans l'espèce, les juges du fond ont reconnu, par une interprétation souveraine *des termes du testament et de l'intention du testateur*, que la clause finale par laquelle le sieur Lallemant a déclaré léguer éventuellement à ses petits-enfants la plus forte quotité disponible, ne se réduit pas à une simple option laissée à cette dernière, mais qu'elle constitue une véritable peine testamentaire ;

Qu'en conséquence, c'est à bon droit encore qu'il a été déclaré par l'arrêt attaqué que la dame Regnaud, dont la réserve était évidemment atteinte, avait pu attaquer le testament de son père, sans encourir la peine qui s'y trouvait édictée ;

D'où il suit que les divers textes sus-rappelés n'ont aucunement été violés.

Par ces motifs,

La Cour statuant par un seul arrêt sur les deux pourvois qui sont joints,

Les rejette.

Chambre des Requêtes, 6 mai 1878. — MM. Bédarrides, président ; Barafort, rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident : MM^{es} Chambareaud et Larnac, avocats.

Toute clause pénale dont le but est d'assurer l'exécution d'une disposition entre-vifs ou testamentaire prohibée par la loi, est réputée non écrite, conformément à l'article 900 du Code civil.

C'est un principe incontestable et incontesté dans l'état actuel de la législation, malgré les critiques dont l'article 900 a été l'objet.

Une atteinte à la réserve étant prohibée par la loi, le testateur qui déclarerait un de ses héritiers déchu du bénéfice d'un legs pour le cas où il attaquerait le testament ne laissant pas la réserve intacte, obtiendrait un résultat opposé à ses intentions. Le legs serait maintenu et l'héritier aurait en même temps le droit d'exiger sa réserve.

En serait-il autrement si le testament faisait à l'héritier réservataire, comme compensation d'une atteinte à la nue propriété de sa réserve, une part plus large d'usufruit, si par exemple il le dépouillait de la nue propriété tout entière, mais lui accordait tout l'usufruit ? Est-ce là une atteinte à la réserve ? Ne suffit-il pas d'autoriser le réservataire à réclamer sa réserve en abandonnant l'usufruit s'il ne préfère exécuter le testament tel qu'il est ?

Cette question était vivement débattue dans l'ancien droit. « Ce qu'en ont écrit les auteurs, disait Ricard, sert » plutôt à l'embarrasser qu'à faciliter le moyen de trouver » sa véritable solution. Les arrêts mêmes, qui sont inter-

» venus, sont directement contraires les uns aux autres ;
 » et non-seulement nos auteurs sont aussi différents les
 » uns des autres, mais davantage ; ils ne s'accordent pas
 » avec eux-mêmes. »

Sous l'empire du Code la controverse a recommencé. Trois opinions s'étaient produites. Par un arrêt du 17 juin 1857, la chambre civile de la Cour de cassation décida que *l'héritier à réserve, tout en faisant réduire le legs de nue propriété, avait le droit de conserver l'usufruit que le défunt lui avait laissé sur la quotité disponible.*

Le dernier arrêt de la Chambre des Requêtes confirme cette jurisprudence, désormais inébranlable, quoique M. Demolombe ait persisté à la combattre (*Donations*, t. II, nos 432 et suivants).

L'arrêt de 1857 fait remarquer avec raison que réduire le réservataire à des valeurs en usufruit, serait contraire à la pensée du législateur, « dont la volonté a été de soustraire » à la libre disposition du testateur cette portion de ses » biens, afin de la conserver après lui aux héritiers de son » sang et à leur famille, but qui serait manqué si l'héritier » réservataire pouvait être réduit à des valeurs transitoires » et périssables comme l'usufruit. »

Ce que le testateur ne peut pas faire par une disposition principale, il ne peut pas non plus amener son héritier à l'accepter en l'intéressant au maintien du testament par un legs accompagné d'une clause pénale. Sans cela, en achetant l'adhésion de son héritier du premier degré à qui serait assurée une plus large part de revenus viagers, il lui serait possible de dépouiller ses descendants, au profit d'étrangers, de tous les biens composant son hérédité.

La loi prohibe toute disposition qui conduirait directement ou indirectement à ce résultat. La clause pénale est réputée non écrite, le legs est maintenu, et l'héritier, saisi de plein droit de la réserve en pleine propriété, peut la réclamer en même temps que l'exécution du legs d'usufruit.

AUDIENCE DU 8 AVRIL 1878.

Contributions indirectes. — Jugement sur mémoires et sur rapport.

L'administration des contributions indirectes ne peut s'affranchir des formes prescrites par les articles 63 et suivants de la loi du 22 frimaire an VII, même lorsqu'elle

réclame, en vertu de l'article 1382, à titre de dommages-intérêts, une somme représentant le préjudice causé au Trésor par l'emploi de moyens frauduleux pour échapper au paiement de l'impôt.

Sur le moyen unique pris de la fausse application de l'article 88 de la loi du 5 ventôse an xii et de l'article 65 de la loi du 22 frimaire an vii; de la violation des mêmes textes, de l'article 1382 du Code civil, de l'article 453 du Code de procédure civile, de l'article 2 de la loi du 20 avril 1810, et des articles 1 et 2 de la loi du 11 avril 1838;

Attendu qu'aux termes des articles 88 de la loi du 5 ventôse an xii et 65 de la loi du 22 frimaire an vii, les contestations, portant sur le fond des droits établis ou maintenus en matière de contributions indirectes, doivent être jugées par les tribunaux civils, sans appel, sur mémoires respectivement signifiés, au rapport d'un juge et sur les conclusions du ministère public;

Attendu que, dans son assignation, la régie, prétendant que Roche et C^{ie} s'étaient affranchis de l'exécution des dispositions du décret du 22 septembre 1871, lui a réclamé une somme de 4,800 fr. représentant, d'après des calculs basés sur la comparaison des déclarations faites par Roche en 1874 et en 1875, le montant des droits que ces derniers n'auraient pas acquittés sur les huiles de schiste par lui fabriquées pendant l'année 1875;

Que cette demande, bien qu'elle ait été formée à titre de dommages-intérêts, en vertu de l'article 1382 du Code civil, a, en réalité, pour objet un recouvrement de droits établis en matière de contributions indirectes;

Qu'en déclarant, par suite, irrecevable l'appel relevé contre le jugement qui y a statué, jugement rendu, d'ailleurs, dans la forme et d'après la procédure prescrites par les articles 88 de la loi du 5 ventôse an xii et 65 de la loi du 22 frimaire an vii, l'arrêt attaqué n'a fait qu'une juste application de ces articles et n'a violé aucune loi,

Par ces motifs,

Rejette.

MM. Bédarrides, président; Petit, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); Plaidant, M^e Arbet, avocat.

La procédure organisée par la loi du 22 frimaire an vii, pour les contestations relatives à la perception de l'impôt, tient à la substance des jugements. A raison des matières spéciales pour lesquelles elle a été prescrite, elle est d'intérêt et d'ordre public. Il ne peut être permis, soit aux parties, soit aux juges, d'en enfreindre les règles. Leur inaccomplissement, lors même qu'il résulte du fait des parties, doit toujours opérer la nullité du jugement.

Telle est la jurisprudence en cette matière. Elle n'admet qu'une exception. Au lieu de décerner une contrainte à laquelle le contribuable doit former opposition, la régie peut agir directement par voie d'assignation, en respectant,

d'ailleurs, toutes les règles de la procédure spéciale, —
 « l'article 64 de la loi de l'an VII ne prononçant pas la
 » nullité de la procédure qui n'a pas été précédée de la
 » délivrance d'une contrainte (Chambre des Requêtes, 20
 » mars 1839). »

Ce principe est applicable, même lorsque la régie, au lieu de constater une contravention, découvre l'existence d'un conduit souterrain ou de tout autre instrument de fraude et prétend établir, conformément au droit commun, le préjudice que lui a causé ce fait illicite. Elle n'en poursuit pas moins, sous cette forme, la perception en bloc des droits fraudés et elle doit se soumettre à la procédure spéciale.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION.

8 FÉVRIER 1878.

Les dispositions pénales du décret organique du 2 février 1852 ne sont pas applicables à l'élection des maires et adjoints établis par la loi du 12 août 1876 (1).

L'article 113 du Code pénal est en cette matière le seul texte répressif de la corruption électorale.

Attendu que le décret organique du 2 février 1852 n'est relatif qu'aux élections des membres du Corps législatif; que toutes les

(1) *Contrà* : Grenoble, 10 février 1877. — La solution serait certainement différente s'il s'agissait de l'élection d'un délégué sénatorial. Il est vrai que le mode de suffrage est le même, puisque dans les deux hypothèses, le conseil municipal constitue le corps électoral; mais, à la différence de la loi du 12 août 1876, celle du 2 août 1875, organique de l'élection des sénateurs, déclare formellement (art. 27) « applicables à l'élection du Sénat toutes les dispositions de la loi électorale relative aux délits, poursuites et pénalités. »

dispositions pénales se réfèrent à ces élections et supposent qu'elles ont eu lieu avec le suffrage universel ;

Attendu que si les prescriptions de ce décret ont été reconnues applicables aux élections des membres des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux (1), c'est en vertu de l'article 2 de la loi du 7 juillet 1852, qui a déclaré que ces élections, faites également avec le suffrage universel, devaient avoir lieu sous l'empire des lois existantes et, par conséquent, du décret du 2 février 1852 ;

Attendu que la loi du 12 août 1876, qui a conféré aux conseils municipaux, dans la plupart des communes, le droit d'élire les maires et les adjoints parmi leurs membres, a organisé, pour ces élections, un suffrage particulier, restreint quant au nombre des électeurs et quant aux candidats pouvant être nommés, et différenciant, dès lors, dans son essence même, du mode de suffrage prévu par le décret organique du 2 février 1852 ; que, dans ces conditions, les prescriptions pénales de ce décret ne pourraient être appliquées à l'élection des maires et des adjoints, telle qu'elle a été réglée par la loi du 12 août 1876, qu'autant qu'une disposition législative l'aurait expressément déclaré ;

Attendu qu'aucune disposition de ce genre ne se trouve, soit dans la loi du 12 août 1876, soit dans toute autre loi postérieure ; qu'il est vrai qu'un projet de loi municipale déposé par le gouvernement, le 29 mai 1876, contenait un article spécial qui déclarait applicable aux élections municipales les dispositions pénales du décret du 2 février 1852, mais que ce projet n'ayant pas été converti en loi, il y a lieu de recourir à l'article 113 du Code pénal, qui forme le droit commun en matière de corruption électorale, et qui n'a été abrogé par le décret du 2 février 1852 que pour les cas prévus par ledit décret ;

Attendu, en fait, que les sieurs Roucayrol, Blanc dit César, Gache et autres étaient poursuivis : le premier, pour avoir vendu son suffrage lors de l'élection du maire et de l'adjoint de la commune de Saint-Geniez-le-Bas, les autres prévenus, pour avoir promis ou donné des deniers, effets ou valeurs quelconques audit Roucayrol, sous la condition de donner son suffrage ; que l'arrêt attaqué, en déclarant que ces faits tombaient sous l'application de l'article 38 du décret du 2 février 1852 et étaient couverts par la prescription spéciale édictée par l'article 50 dudit décret, a violé les dispositions des articles 113 du Code pénal et 638 du Code d'instruction criminelle ;

Par ces motifs, la Cour

Casse et annule l'arrêt rendu par la Cour d'appel de Montpellier, le 10 décembre 1877, et pour être statué à nouveau sur l'appel interjeté par le ministère public du jugement du tribunal correctionnel de Béziers, en date du 15 octobre précédent, renvoie les parties devant la Cour d'appel de Nîmes.

(MM de Carnières, président ; Sallantin, conseiller-rapporteur ; Benoist, avocat général — Conclusions conformes).

(1) Cassation, 5 novembre 1853 (D. P. 1853, v. 187). — Cass., 8 mars 1861 et 11 mai 1861 (D. P. 1861, 1, 401).

16 MARS 1878.

L'article 123 de la loi du 15 mars 1849, qui reconnaît à chaque électeur le droit de poursuivre les crimes et délits électoraux commis dans sa circonscription, est encore en vigueur, aucune loi postérieure ne l'ayant ni explicitement, ni implicitement abrogé (1).

Lorsque la cassation est prononcée sur le seul pourvoi de la partie civile, il y a chose jugée à l'égard de l'action publique, et le renvoi ne doit être ordonné qu'en ce qui concerne les intérêts civils (2).

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 123 de la loi du 15 mars 1849, en ce que l'arrêt attaqué aurait refusé à un électeur d'une circonscription électorale le droit de se constituer partie civile pour la poursuite d'un délit commis à l'occasion d'une élection dans la même circonscription :

Vu l'article 123 de la loi du 15 mars 1849, ainsi conçu : « Les » électeurs du collège qui aura procédé à l'élection à l'occasion de » laquelle les crimes ou délits auront été commis, auront seuls » qualité pour porter plainte; toutefois, leur défaut d'action ne » portera aucun préjudice à l'action publique; »

Attendu que cet article reconnaît expressément à tous les électeurs d'une circonscription, à raison de leur seule qualité, le droit de poursuivre comme partie civile les crimes ou délits commis à l'occasion des élections qui ont lieu dans leur collège;

Attendu que le sens de ce texte, déjà si clair par lui-même, est confirmé par les travaux préparatoires et par l'ensemble des dispositions de la loi de 1849; qu'en effet, cette loi, admettant que tous les électeurs sont intéressés à la sincérité des listes et des opéra-

(1) Sous l'empire de la loi du 15 mars 1849 il a été jugé que cette loi, exclusivement relative aux élections du Président de la République et des représentants du peuple, ne concernait pas les élections départementales et communales, et que dès lors ses dispositions pénales ne pouvaient pas, conformément à la règle générale admise en matière criminelle, être étendues par voie d'analogie à ces dernières élections (Cassation, 2 mars 1850, — D. P. 1850, I, 142; et Cassation, 9 janvier 1851, D. P. 1851, I, 32). Néanmoins, il est à présumer que, malgré cette jurisprudence, le principe posé dans l'arrêt rapporté au texte serait aujourd'hui admis par la Cour suprême même au regard d'élections départementales ou municipales. En effet, d'une part l'article 123 n'étant pas une disposition pénale peut être appliqué par voie d'analogie; et, d'autre part, son esprit et ses termes impliquent, non la création d'un droit nouveau, mais la reconnaissance d'un droit préexistant au profit des électeurs, cette disposition ayant simplement pour objet de limiter le droit d'action aux seuls membres du collège électoral.

(2) Cette solution est conforme à une jurisprudence déjà ancienne : voir notamment un arrêt de la Cour de cassation du 16 décembre 1848 (D. P. 1849, V, 34).

tions électorales, leur accorde, par son article 7, le droit de réclamer l'inscription ou la radiation de tout individu omis ou indûment inscrit, et, par une conséquence du même principe, leur donne le droit de se porter partie civile pour la répression des crimes ou délits électoraux, tout en subordonnant leur action à une prescription spéciale de trois mois;

Attendu que l'article précité est toujours en vigueur; que, s'il n'a pas été reproduit dans le décret du 2 février 1852, qui a remplacé la loi de 1849, il n'en résulte pas qu'il ait été abrogé; qu'en effet, le décret de 1852 n'abroge les lois antérieures qu'en ce qu'elles ont de contraire à ses dispositions, et l'article précité n'a rien d'incompatible avec le texte et l'esprit de ce décret qui, d'une part, consacre au profit des électeurs le droit de réclamer contre les omissions ou radiations indues et qui, d'autre part, confirme implicitement leur droit analogue d'agir comme parties civiles pour la poursuite des délits électoraux, en rappelant le délai spécial dans lequel cette action doit être exercée;

Attendu qu'il en est de même de la loi du 30 novembre 1875, qui se réfère également aux lois antérieures pour tout ce qui n'est pas contraire à ses propres dispositions;

Attendu, dès lors, qu'en refusant d'admettre Anterrieu à poursuivre, comme partie civile, les délits électoraux dont il avait saisi la juridiction correctionnelle, l'arrêt attaqué a formellement violé l'article 123 de la loi du 15 mars 1849;

Sur l'étendue de la cassation :

Attendu que trois jugements rendus le même jour étaient déérés à la Cour d'appel de Montpellier : le premier, admettant la recevabilité de l'action civile; le second, refusant un sursis en présence d'un double appel du ministère public et du prévenu; le troisième, condamnant le prévenu;

Attendu qu'à tort, comme il a été dit, la Cour d'appel a réformé le jugement, et que, si elle a décidé à bon droit que le tribunal correctionnel n'avait pu refuser un sursis en présence d'un double appel, ni prononcer en l'état une condamnation, l'erreur qu'elle a commise dans son appréciation du premier jugement sur la recevabilité de l'action civile, en l'empêchant de faire droit à cette action et de juger le fond, a vicié toutes les parties de sa décision dont la cassation doit être totale et avec renvoi;

Mais attendu que le ministère public ne s'est point pourvu contre cet arrêt qui, au point de vue de l'action publique, est passé en force de chose jugée, et qu'il n'y a lieu dès lors de prononcer la cassation et le renvoi qu'en ce qui touche les intérêts de la partie civile,

Par ces motifs, la Cour

Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel de Montpellier du 21 novembre 1877, mais seulement en ce qui touche les intérêts de la partie civile, et pour être statué à nouveau, renvoie la cause et le prévenu devant la Cour d'appel de Nîmes.

(MM. de Carnières, président; Dupré-Lasale, conseiller-rapporteur; Lacointa, avocat général. — Conclusions conformes).

BIBLIOGRAPHIE.

GESCHICHTE DES DEUTSCHEN VOLKES SEIT DEM AUSGANG
DES MITTELALTERS (*Histoire du Peuple allemand depuis
la sortie du Moyen Age*), par Johannes JANSSEN. In-8°,
tome 1^{er}, 1878. Herder, Fribourg en Brisgau ; à Paris,
Baltenweck, 7, rue Honoré Chevalier.

L'histoire sociale, c'est-à-dire, le tableau véritable des idées, des institutions et des mœurs aux différentes époques, est peut-être l'œuvre scientifique la plus utile de notre temps. Qui nous délivrera de l'*Histoire-bataille* a-t-on dit, il y a déjà cinquante ans, avec raison ; car le grand enseignement à demander au passé, c'est le tableau des conséquences bonnes et mauvaises qu'ont eues pour la prospérité des peuples les principes religieux et sociaux suivis par eux. Mais la nouvelle manière historique n'a pas encore répondu complètement à ce programme. Trop souvent, l'*histoire anecdotique* a remplacé l'*histoire-bataille*, substituant les pamphlets et les mémoires aux grandes sources d'information. Heureusement, la vraie science prend peu à peu sa vraie place, mettant à profit les découvertes de la patiente et modeste érudition, et s'appuyant sur la base indiscutable des documents contemporains où se sont formulées, non pas à l'état de passions personnelles, mais comme des faits réels, les manifestations de la vie religieuse, politique, familiale, économique des différentes classes.

Le jour où cette histoire-là sera définitivement écrite, une lumière merveilleuse en jaillira sur le passé de l'Eglise et des sociétés qu'elle a formées sous son aile maternelle. Nous verrons aussi plus clair dans le grand procès que le socialisme fait devant nous au libéralisme moderne, nous distinguerons mieux dans nos institutions et dans nos lois ce qui est conforme aux principes de l'éternelle justice, et ce qui n'est que l'expression abusive d'intérêts particuliers auxquels les révolutions ont donné une prépondérance accidentelle.

Cette histoire-là n'existe encore pour la France qu'à l'état de fragments, et nous sommes toujours à attendre l'écrivain de génie

qui, saisissant d'une main puissante tous les matériaux, élèvera le monument.

Dès à présent, l'Allemagne nous en fournit le modèle dans le premier volume de la magnifique histoire que vient de publier le grand éditeur catholique Herder.

M. Janssen, un des membres les plus distingués du chapitre de Fribourg, travaille, depuis vingt-quatre ans, à cet ouvrage, qui doit comprendre six volumes. Il a compulsé dans les archives publiques de l'Allemagne et de l'Italie des documents originaux que jamais nulle main n'avait soulevés; il est au courant de tout ce qui s'est publié dans le monde savant en toutes les langues; des études détachées de son grand travail lui ont fait déjà une honorable notoriété en Allemagne, et nous sommes assurés que la publication de ce volume va le mettre, dans l'Europe entière, au premier rang des historiens.

Malgré toute l'hostilité de la presse révolutionnaire, les deux premiers fascicules de ce volume ont eu en six mois quatre éditions allemandes!

Le succès n'en sera pas moins grand au dehors, car à l'époque où M. Janssen prend l'histoire de son pays, l'Allemagne, avec l'explosion du protestantisme, commence à exercer sur le mouvement général du monde une influence qui continue toujours et durera autant que les temps modernes. Ce premier volume est en entier consacré à établir l'état général du peuple allemand au point de vue intellectuel, religieux, économique, juridique et politique, au milieu du *xv^e* siècle, dans les cinquante années qui ont précédé Luther. C'est en quelque façon le bilan du passé. On peut juger de son haut intérêt par un sommaire des quatre livres entre lesquels se divise le volume.

Le premier traite de la *Culture du Peuple et de l'Etat de la Science*. L'auteur y passe en revue la diffusion de l'imprimerie, les écoles primaires (fort nombreuses en Allemagne comme en France à cette époque), et les autres sources d'éducation populaire, — les écoles moyennes, les universités et l'état général d'avancement des différentes sciences.

L'Art et la Vie du Peuple est le titre du second livre, et, depuis les grandes cathédrales jusqu'aux images populaires, tous ses monuments sont interrogés pour retracer, d'après nature, les mœurs et les coutumes du temps.

Le livre III, plus neuf encore et plus inattendu peut-être, est consacré à *l'Economie publique au XV^e siècle*. Tout un monde nouveau sera révélé à bien des gens instruits, même dans les chapitres où M. Janssen décrit la vie rurale et l'état des campagnes, montrant qu'à cette époque les paysans étaient presque tous affranchis de la servitude personnelle, avaient une nourriture abondante et jouissaient d'une somme de bien-être dont la perte, au siècle suivant, à la suite des usurpations des princes protestants, fut une des principales causes de la terrible guerre des *Anabaptistes*. Le travail industriel, les arts et métiers urbains viennent ensuite. L'appréciation du véritable caractère des corporations, qui faisaient dans les villes comme la contre partie du régime des fiefs dans les campagnes, est une des plus sérieuses que nous ayons rencontrées. Ce point de vue éclairerait beaucoup l'histoire des corporations dans les autres parties de l'Europe. Les salaires des ouvriers des villes comme ceux des ouvriers de la campagne étaient, dans tout le pays, beaucoup plus élevés que ceux dont jouissent les ouvriers d'aujourd'hui dans le même pays : des comparaisons minutieuses entre les salaires et le prix des objets de consommation établissent ce point capital d'économie et d'histoire que plusieurs publications récentes avaient déjà indiqué pour bien des localités. Le développement du commerce et avec lui celui du prêt à intérêt, des constitutions de rentes, de la doctrine théologique sur le juste prix dans les contrats commutatifs, sont ensuite esquissés avec une érudition abondante et une largeur d'aperçus qui sont rarement réunis au même degré.

L'Empire et sa Constitution forme l'objet du livre IV. La partie la plus intéressante pour nous est assurément celle où M. Janssen raconte l'introduction du droit romain en Allemagne, son opposition intime avec le droit national et le droit chrétien, la résistance acharnée que lui firent chevaliers, bourgeois, paysans, en un mot, toutes les classes liées au sol et, à la fin, son introduction définitive entraînant le triomphe de l'absolutisme des princes et de la *Cæsaropapie*.

Ce dernier mot, créé par M. Janssen, éclaire l'ensemble de la situation de l'Allemagne à la fin du xv^e siècle. Une grande prospérité matérielle régnait dans le peuple, l'art s'épanouissait merveilleusement, l'Eglise conservait la plénitude de sa vie intérieure; mais déjà, des symptômes d'incrédulité et d'indiscipline se mani-

festaient. Au plus haut rang de l'échelle sociale, les princes de l'Empire; dans un autre ordre, les riches possesseurs du capital, s'impreignaient de toutes les doctrines païennes dégagées par la prétendue *renaissance* et par le droit romain, pour y trouver la justification de leurs convoitises. Le grand cardinal Nicolas de Cusa, l'empereur Maximilien essayèrent de réformer la société et l'Empire. Leurs tentatives ne réussirent qu'à demi et l'explosion du mal fut rendue possible.

Les volumes suivants montreront qu'elles ont été les conséquences politiques, intellectuelles et économiques du protestantisme pour le peuple allemand. Quelques nouvelles que soient pour beaucoup d'esprits prévenus les conclusions de M. Janssen, elles n'en auront pas moins de valeur; car, ce ne sont pas des vues neuves et ingénieuses, fruit d'un esprit plus ou moins pénétrant, ce sont les arrêts graves et définitifs de la science.

Nous espérons pouvoir bientôt reprendre en détail quelques-uns des sujets cités dans ce volume, qui rentrent plus directement dans le cadre de nos études. Mais, dès à présent, nous disons à tous nos amis qui connaissent l'allemand, « *prenez et lisez* » ce livre : c'est une des sources les plus fécondes d'instruction sur toutes les grandes questions que la révolution religieuse du *xvi^e* siècle a léguées aux générations modernes.

CLAUDIO JANNET.

INSTRUCTION PASTORALE ET MANDEMENT DE M^{re} BESSON, *Evêque de Nîmes, Uzès et Alais, sur la franc-maçonnerie*. Brochure in-12, 3^{me} édition, 1878. Paris, Bray et Retaux, libraires-éditeurs.

A plusieurs reprises la *Revue* a reçu des communications relatives à cet important sujet, dues à la plume de M. Claudio Jannet et de M. Guérin.

Nous signalons aujourd'hui à nos lecteurs un ouvrage dont le succès a été aussi rapide que mérité. M^{re} Besson, en combattant dans son diocèse cette lèpre de la franc-maçonnerie, a voulu complètement instruire les fidèles sur les dangers de cette société, au point de vue religieux et social. Son mandement a atteint un but plus élevé, car, renfermant un résumé précieux sur la matière, il a été

répandu dans toute la France et il doit être considéré comme une des œuvres qui traitent le mieux cette question.

Dans une première partie, l'éminent prélat fait un historique de la secte et nous fait assister à ses agissements depuis le jour où la mort de Louis XVI fut décrétée, jusqu'à l'assassinat plus rapproché de notre époque, de Garcia Moreno. Véritable Protée la franc-maçonnerie, suivant les circonstances, agit ouvertement ou souterrainement, elle affiche hardiment ses prétentions ou se dissimule sur les dehors honnêtes : c'est le bourgeois de la Restauration ou bien c'est le défenseur de la Commune contre l'armée de Versailles.

Dans une seconde partie, M^r Besson examine la doctrine de la franc-maçonnerie ; on ne peut être chrétien et franc-maçon, car ce qu'elle veut c'est détruire, non pas seulement la religion catholique, mais toute idée chrétienne, mais toute idée spiritualiste. Proudhon l'a dit : c'est la guerre à Dieu.

De là, on en vient à combattre les principes de morale, l'indissolubilité du mariage ; pour renverser la société on emploie tous les moyens.

Le franc-maçon n'est plus à lui ; pour l'amener là, on le fait passer par des épreuves ridicules ou terribles.

M^r Besson, dans une troisième partie, adjure tous les hésitants, tous ceux que les idées d'ambition ont lancé dans ce milieu, de s'en retirer. Il y a deux France : « La seule que connaisse l'histoire » a grandi, depuis quatorze siècles, sous le soleil du Christianisme... » Il y a une France souterraine qui donne la main aux révolutionnaires des deux mondes. Son histoire est celle de nos crimes et de nos revers ; son incurable habitude est de conspirer toujours, son but est d'abolir toute morale et toute religion. »

Puis Sa Grandeur ajoute : « Nous avons dit anathème à la franc-maçonnerie ! Mais nous ne cesserons de dire : Pitié pour les francs-maçons égarés ! honneur aux francs-maçons repentants. »

Espérons que ces nobles paroles auront de l'écho, que les timides seront animés de courage pour briser une chaîne terrible, et que le plus grand nombre, instruits des véritables tendances de la franc-maçonnerie, ne se laisseront plus séduire par l'apparence de générosité des Loges. Le jour où elles ne se recruteront plus, on peut être assuré que la France sera sauvée.

D. R.

ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DES PROVINCES ROMAINES
SOUS LA RÉPUBLIQUE, par Emile PERSON, docteur ès
lettres, agrégé des classes supérieures, professeur au
lycée Charlemagne. Grand in-8°. Paris, Thorin, édi-
teur, 1878.

Les monuments épigraphiques, si précieux et si abondants pour la période impériale, font à peu près complètement défaut pour le temps de la République. C'est cependant celui où l'administration des provinces a été créée de toutes pièces et organisée selon un type que les Empereurs se sont plus tard bornés à modifier et à développer.

Cette difficulté inhérente au sujet a été très-heureusement surmontée par M. Person, qui a tiré un excellent parti des indications fournies par Polybe, Tite-Live et surtout Cicéron.

Dans les six chapitres de ce volume il nous fait assister successivement à la formation de la *provincia*, qui, avant d'être une division territoriale, fut d'abord un commandement personnel, puis à l'établissement des différentes provinces conquises jusqu'à Auguste. Il décrit ensuite la condition diverse des peuples soumis, les charges et tributs qui les grevaient, le mode de nomination des gouverneurs, leurs procédés administratifs, le personnel d'un proconsulat, et enfin ce qui a trait à la législation et à la juridiction dans les provinces.

La lecture de ce livre est d'un grand intérêt, indépendamment de toute étude spéciale sur le sujet qui en est l'objet propre. C'est, en effet, un grand et instructif spectacle que de voir l'esprit de suite, le sens éminemment pratique avec lesquels le Sénat romain organisa peu à peu ses conquêtes; Bossuet, sans entrer dans les détails de l'érudition, l'a justement proposé à l'admiration des modernes, et il l'eût fait encore plus fortement s'il eût pu prévoir le génie paperassier et la manie constitutionnelle propre à notre temps. Le Sénat ne fit jamais de plan *a priori*, jamais il ne créa de toutes pièces des codes de centralisation ou de décentralisation. Il pourvoyait aux besoins de chaque conquête nouvelle selon les éléments qu'elle présentait, faisant seulement chaque jour l'œuvre qui était nécessaire. Les précédents, suivant leur bon ou leur mauvais

succès, créaient ainsi peu à peu une tradition administrative. Mais où la haute valeur des hommes s'atteste le mieux, c'est dans l'heureuse combinaison que le Sénat faisait des commissions administratives chargées de dresser la *lex provincia* ou d'établir une colonie avec la responsabilité du magistrat à qui *l'imperium* était confié. On est étonné du personnel relativement peu nombreux avec lequel Rome parvenait ainsi à gouverner de si vastes régions. Il atteste la force du régime domestique d'où sortaient les hommes capables de ces grands commandements. Il fallait qu'il y eût dans la vie sociale romaine quelque chose qui formât les hommes et que l'on demande aujourd'hui péniblement à des écoles d'administration.

Et cependant à quoi a abouti ce gouvernement si habile ? A la plus effroyable exploitation des gouvernés, à la corruption des gouvernants eux-mêmes, et à la dépopulation du monde. M. Person met fort bien en relief ce double résultat, et montre comment il appelait forcément la chute de la république. L'Empire fut, à ses débuts, un soulagement relatif pour les provinces. Plus tard il devint aussi oppressif comme l'est fatalement toute domination qui ne s'inspire pas de la loi divine.

Le livre de M. Person est écrit avec une facilité et une clarté qui ajoutent encore à son solide mérite d'œuvre d'érudition.

Le gérant, J. BARATIER.

TABLE DES MATIÈRES.

- La Philosophie du droit, son point de départ, son procédé scientifique, sa forme littéraire, par le P. Ramière, p. 3.
- Le Mariage est-il un contrat? par M. Donat Béchamp, p. 30.
- Des Soustractions commises entre proches parents, par M. A. Rivière, p. 36.
- Question administrative. — Du Droit de remplacer les instituteurs, par M. R. du Bois, p. 45.
- Revue de Jurisprudence. — Le Tribunal des conflits. — Jurisprudence civile, par M. J. Bourgeois p. 50, 108, 331.
- Consultation. — Question d'expropriation pour cause d'utilité publique, par M. Bresson, p. 63.
- Le Droit de punir, par M. Lucien Brun, p. 73.
- La Révolution savante et modérée, par M. Claudio Jannet, p. 94.
- Influence du Christianisme sur la civilisation et le droit. — Ere moderne. — Nature du Protestantisme. — Le Droit naturel et le Droit des gens. — Grotius et Puffendorf, par M. Bienvenido Comin, p. 125, 289.
- Pie IX et les Institutions sociales, par M. Joseph Clément, p. 145.
- Qu'est-ce que la Révolution, par le docteur Stahl, p. 152.
- Des Rapports du Christianisme avec le Droit ancien et le Droit moderne, par M. A. Marchal, p. 166.
- Immunités des Biens d'église et du clergé sous les empereurs romains. — Le Droit d'asile, par M. Ch. Mury, p. 185.
- L'Idee socialiste ou le Socialisme comme idée, par le P. Félix, p. 217.
- Le Mariage des Prêtres au point de vue de la loi civile, p. 241.
- Consultation sur les Enquêtes parlementaires, p. 262.
- Personnel de la Faculté catholique de droit à Toulouse, p. 288.
- Etudes sur le Socialisme, conférences du P. Félix. — La Passion socialiste. — L'Action ou la Conspiration socialiste, par M. Joseph Clément, p. 303.
- Du Droit d'exister et d'enseigner des Congrégations non autorisées devant la légalité française, par M. Lucien Brun, p. 315.
- La Situation légale du Christianisme pendant les trois premiers siècles, par M. G.-M. Tourret, p. 361.
- Restitution de la dot. — Privilège du vendeur, par M. Albert Passama, p. 375.
- De la Propriété des Eglises et des Presbytères, par M. Daniel Touzaud, p. 385.
- Droits des Préfets et des Conseils municipaux à l'égard des Ecoles communales congréganistes, par M. Saint-Girons, p. 401.

BIBLIOGRAPHIE.

- L'Administration charitable et la Politique radicale, p. 69.

- Une Colonie féodale en Amérique. — L'Acadie 1604-1710, par M. Rameau, p. 70.
- Traité pratique de la police du culte. — Des Vicaires, par M. l'abbé H. Févou, p. 140.
- Le Travail et le Capital en Angleterre, par M. C.-S. Devas, p. 141.
- Etude sur le Travail, par M. Mony, p. 212.
- Les Ouvriers européens, par M. le Play, p. 213.
- La Corporation des Bouchers à Limoges, par M. Adrien Delor, p. 214.
- L'Art d'Ecrire, par M. Antonin Rondelet, p. 216.
- Cours de Droit maritime, par M. Cresp, p. 280.
- Vocations agricoles, par M. J.-B. Busseuil, p. 285.
- La Grèce telle qu'elle est, par M. Pierre Moraitinis, p. 287.
- Considérations sur le Mariage au point de vue des lois, par M. le comte de Bréda, p. 353.
- Le Sacerdoce, par Mgr Isoard, p. 355.
- Histoire de la Persécution religieuse à Genève. — Histoire de la Persécution religieuse dans le Jura-Bernois, p. 357.
- Valmy. — Les Diamants de la couronne de France et les Dépouilles des victimes des 2 et 3 septembre. — Ranzon de la République, par M. Léon Pagès, p. 359.
- Histoire du Peuple allemand depuis la sortie du moyen âge, par Joannes Janssen, p. 423.
- Instruction pastorale sur la franc-maçonnerie, par M^r Besson, p. 426.
- Essai sur l'Administration des Provinces romaines sous la République, par Emile Person, p. 428.

JURISPRUDENCE.

Cour de Cassation.

- Testament. — Nullité. — Captation. — 2 janvier 1878, p. 133.
- Déclaration de Command. — Avoué. — 14 janvier 1878, p. 134.
- Société anonyme. — Administrateurs. — Responsabilité. — 16 janvier 1878, p. 137.
- Tutelle. — Tuteur *ad hoc*. — 14 janvier 1878, p. 201.
- Tutrice. — Usufruitière dispensée de caution. — Valeurs mobilières, — 16 janvier 1878, p. 203.
- Testament. — Lacération. — 29 janvier 1878, p. 206.
- Substitution permise. — Interprétation de Testament. — 29 janvier 1878, p. 207.
- Legs du surplus. — Legs universel. — 30 janvier 1878, p. 208.
- Eaux minérales. — Périmètre. — Indemnité. — 30 janvier 1878, p. 209.
- Intérêts. — Commission de Banque. — 11 février 1878, p. 269.
- Domaine public. — Vente. — Commune. — 11 février 1878, p. 273.
- Offices d'Huissier. — Association. — 12 février 1878, p. 275.
- Partage d'Ascendant. — Institution contractuelle. — 25 février 1878, p. 343.

- Responsabilité. — Quasi-Délit. — 12 mars 1878, p. 346.
 Dessèchement de Marais. — Compétence. — 11 avril 1878, p. 348.
 Commandite. — Actions. — Transfert. — 27 mars 1878, p. 411.
 Legs de nue propriété. — Réserve. — Clause pénale. — 6 mai 1878, p. 415.
 Contributions indirectes. — Instruction par mémoires. — 8 avril 1878, p. 417.
 Suffrage. — Corruption. — 8 février 1878, p. 419.
 Elections. — Droit de poursuite. — Partie civile. — 16 mars 1878, p. 421.

TABLE DES NOMS D'AUTEURS.

- Donat Béchamp, avocat à Lille, p. 30.
 Paul Besson, docteur en droit, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, p. 141.
 R. du Bois, p. 45.
 J. Bourgeois, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Chambéry, p. 50, 108, 331.
 Bresson, avocat à la Cour d'appel de Dijon, p. 63.
 Lucien Brun, sénateur, p. 73, 315.
 Jules Cauvière, professeur à la Faculté de droit de l'Université catholique de Paris, p. 280.
 Joseph Clément, p. 145, 303.
 Bienvenido Comin, avocat, Saragosse (Espagne), p. 125, 289.
 P. Félix, p. 217.
 Claudio Jannet, p. 69, 70, 94, 141, 212 à 216, 287, 355, 423.
 A. Marchal, p. 166.
 Ch. Mury, docteur en droit, juge suppléant à Belfort, p. 201.
 Albert Passama, professeur de droit civil à la Faculté catholique de Toulouse, p. 375.
 P. Ramière, docteur en théologie et philosophie de l'Université grégorienne, professeur de philosophie du droit à la Faculté libre de Toulouse, p. 3.
 A. Rivière, docteur en droit, p. 36.
 Robinet de Cléry, avocat général à la Cour de cassation, p. 133 à 137, 201 à 209, 241, 269 à 275, 411 à 417.
 Le docteur Stahl, professeur de droit à l'Université de Berlin, p. 152.
 Saint-Girons, p. 401.
 G.-M. Tourret, p. 361.
 Daniel Touzaud, professeur de droit administratif à la Faculté libre de Toulouse, p. 385.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS
ET
DU DROIT

PAR UNE SOCIÉTÉ DE JURISCONSULTES & DE PUBLICISTES.

11^{me} VOLUME.

6^{me} Année. — 2^{me} Semestre.



PARIS

EDOUARD BALTENWECK

ÉDITEUR-LIBRAIRE

Rue Honoré-Chevalier, 7.

GRENOBLE

BUREAUX DE LA REVUE

BARATIER ET DARDELET

Grand'rue, 4.

ROME, M. BEFANI, LIBRAIRE,

via delle Stimate, 23.

BRUXELLES, H. GOMBAERE, libraire.

52, rue de la Montagne.

CANADA, J.-B. ROLLAND ET FILS, libraires à Montréal.

Bureau de Rédaction : Grenoble, Grand'rue, 4.

1878

GRENOBLE, IMPRIMERIE BARATIER, GRAND'RUE, 4.

NOV 6 1911

REVUE CATHOLIQUE

DES

INSTITUTIONS ET DU DROIT.

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE

CONCERNANT

LES INSTITUTEURS COMMUNAUX.

Autant aujourd'hui qu'en 1870, se multiplient les attaques passionnées contre les Ecoles chrétiennes; il faut donc, comme on le fit alors, montrer de nouveau avec non moins de persistance, qu'il n'y a en tout cela qu'un abus d'arbitraire aussi manifeste qu'odieux, et que tant que les lois ne seront pas viciées dans leur essence, ces attaques ne peuvent avoir de résultat qu'au mépris de toute justice.

On se propose dans cet article moins de discuter des questions douteuses qui, par le fait n'existent pas, que d'indiquer les textes légaux propres à éclairer tout adversaire de bonne foi, et qui fourniront au besoin des moyens pour la défense. On ajoutera les principales décisions juridiques qui ont ramené les agresseurs au respect de la loi. Voici les points principaux où il est besoin d'apporter la lumière :

- La nomination des instituteurs communaux ;
- Leur révocation et déplacement ;
- La création de nouvelles écoles ;
- Le traitement fixe ou joint aux rétributions scolaires ;

Les locaux des écoles et les fournitures classiques ;
Le programme de l'enseignement ;
L'autorité des maires sur les écoles.

On verra qu'en cette matière l'esprit de la législation a toujours été d'assurer, en les combinant, le service de l'enseignement public, et les intérêts légitimes des instituteurs.

I. — NOMINATION.

D'après l'article 31 de la loi du 15 mars 1850 et le décret du 7 octobre suivant, les instituteurs étaient nommés par le Conseil municipal, sur une liste dressée par le Conseil académique, pour les laïques, et sur la présentation faite par leurs supérieurs, pour les congréganistes. Le ministre donnait ou refusait l'institution.

Les instituteurs adjoints laïques étaient nommés et révocables par l'instituteur, avec l'assentiment du recteur ; ceux des associations par leurs supérieurs. (Art. 34.)

Le décret du 9 mars 1852 a remis aux recteurs la nomination (l'institution) par délégation du ministre, les *conseils municipaux entendus*, d'après le mode prescrit par l'article 31 du 15 mars 1850. Ceci veut dire, d'après l'interprétation donnée par une circulaire du 3 avril même année, que le Conseil municipal exprime son désir d'un instituteur laïque ou congréganiste.

Le droit du recteur a reçu une grande extension par suite d'une circulaire du 2 mars 1853, confirmée par un avis du Sénat le 8 mai 1862. Il en résulte qu'il peut déplacer les instituteurs et faire entre eux des mutations, sans être tenu de prendre l'avis des Conseils municipaux ; en sorte que ceux-ci n'ont plus à exprimer leur avis sur l'option entre laïques et congréganistes que dans le cas de vacance d'emploi par démission, révocation ou décès, c'est-à-dire, fort rarement. Le recteur, en effet, peut le plus souvent prévenir la vacance par la mutation, et les supérieurs des congréga-

tions peuvent perpétuer de même leurs écoles, en n'y laissant pas survenir de vacance.

Une loi du 14 juin 1854, trouvant qu'il importait que le maire et l'instituteur fussent placés sous la même autorité (expression du rapporteur), a transféré aux préfets le droit de nomination, tel qu'il a été organisé par les lois précédentes (art. 8). Un conseil départemental remplace le Conseil académique créé par la loi du 15 mars 1850. Ses décisions sont sujettes à appel devant le Conseil supérieur de l'instruction publique (art. 7). — Les nominations et mutations sont faites sur un rapport ou avis de l'inspecteur d'académie. (Décr. 22 août 1854, art 23.)

Dans une instruction générale du 31 octobre 1854 sur les attributions des préfets, il est dit : « Au préfet appartient la partie politique et administrative du service de l'instruction primaire, la nomination, la révocation, le régime disciplinaire, la création des écoles, la gestion financière... Au recteur, la pédagogie scolaire, la direction des études. »

Telles sont les règles encore existantes relatives à la nomination des instituteurs.

II. — RÉVOCATION. — REMPLACEMENT.

On a vu qu'aux préfets appartient le droit de remplacer les instituteurs laïques et de faire parmi eux des mutations.

Quant à la révocation, qui est la principale peine disciplinaire, elle est ainsi réglementée : Le préfet la prononce, sur rapport de l'inspecteur. Elle entraîne interdiction d'ouvrir une école libre dans la même commune. Le Conseil départemental, saisi des affaires disciplinaires par l'article 15 de la loi du 15 mars 1850, peut prononcer l'interdiction absolue, sauf appel au Conseil supérieur. — La révocation des adjoints laïques peut être prononcée par l'instituteur, et celle des adjoints congréganistes par leurs supérieurs. — En cas d'urgence, le maire a le droit de suspendre provisoirement l'instituteur laïque, à la charge d'en rendre

compte immédiatement au préfet. (Loi 15 mars 1850, art. 15, 33, 34.)

Pendant la vacance que produit la révocation ou l'instruction qui la précède, le préfet pourvoit provisoirement, jusqu'à nomination régulière du successeur. (Décret 7 octobre 1850.)

La révocation, ainsi que toute autre peine disciplinaire, n'est prononcée par le préfet que sur rapport de l'inspecteur. (Décret 22 août 1854.)

Si un conseil municipal délibère sur cette matière, en dehors de ces règles légales, sa délibération est nulle de plein droit, comme ayant porté sur un objet étranger à ses attributions. (Loi 5 mai 1855.) Il ne peut de lui-même enlever son état à l'instituteur, mais seulement porter ses plaintes au préfet, qui les soumet au Conseil départemental, après rapport de l'inspecteur.

Outre ces lois générales, il y a de plus à consulter les statuts des associations approuvées par l'Etat, auxquels les communes sont censées avoir adhéré en demandant des instituteurs qu'ils régissent. D'où il suit que si, après les formalités remplies, une école de frères des écoles chrétiennes doit cesser d'exister dans une commune, il faut se conformer à leurs statuts, dont un article porte que « la » suppression ne pourra avoir lieu qu'après avoir été notifiée cinq mois d'avance au supérieur général. » Si les statuts et les conventions se taisent, il faut avertir six ou huit mois d'avance, comme en matière de bail, selon l'usage des lieux.

III. — CRÉATION D'ÉCOLES NOUVELLES.

Toute commune est tenue de créer une ou plusieurs écoles publiques, selon les besoins, et de pourvoir aux dépenses qu'elles exigent. (Ordonnance du 29 février 1816, art. 14. — Loi du 28 juin 1833, art. 8, 21, etc. — Loi 15 mars 1850, art. 15, 36.) Il suit de là qu'une commune ne

peut se refuser à défrayer le nombre d'écoles que ses besoins comportent; et que si, par extraordinaire, caprice ou mauvais dessein, elle en voulait créer au delà de ses besoins, sa demande serait nécessairement écartée, attendu que des écoles communales trop nombreuses se nuiraient réciproquement, outre que ce serait imposer aux habitants un surcroît de charges inutiles.

Au préfet, dit l'instruction du 31 octobre 1854, appartient la création des écoles, la mesure de leur propagation, de leur division en écoles mixtes, en écoles de garçons ou de filles.

La loi du 10 avril 1867 a disposé, article 2, que le nombre des écoles publiques de garçons ou de filles est fixé par le Conseil départemental, sur l'avis du Conseil municipal.

IV. — TRAITEMENT.

Le traitement des instituteurs a des règles très-fixes, il se compose d'une somme déterminée, en minimum et maximum, d'un traitement éventuel, produit des rétributions scolaires. Si l'école est gratuite, le Conseil départemental, après avis du Conseil municipal et du préfet, fixe un chiffre représentatif de la cotisation de chaque enfant non payant. Il en résulte que, selon le nombre d'élèves, l'éventuel peut être fort au-dessus du traitement fixe, ou bien au-dessous. Dans ce dernier cas la commune paye la différence.

A l'égard des adjoints il en est de même, sauf que le Conseil départemental détermine dans quelle proportion ils participent aux rétributions scolaires. (Voir notamment lois 15 mars 1850, art. 38, et 10 avril 1867, art. 9, 12. — Instruction générale du 9 août 1870 et circulaire du 17 août 1876.) — Selon l'article 13 du 10 avril 1867, les communes peuvent être autorisées à remplacer, par un traité avec l'instituteur, ces deux traitements fixe et éventuel

par une somme invariable, et elles y ont intérêt là où le nombre d'élèves est considérable.

Avec les frères, le traité a toujours ou presque toujours lieu. La raison est qu'ils se contentent d'un traitement si inférieur à celui des laïques, que les communes se nuiraient étrangement en suivant un autre mode. Celui-ci, d'ailleurs, est prévu et autorisé par la loi. L'ordonnance du 29 février 1816 et la loi du 19 juillet 1875, article 6, disent que les communes peuvent avoir des frères instituteurs à *des conditions convenues*. Les lois du 28 juin 1833, du 15 mars 1850 et 10 avril 1867 sont muettes à ce sujet, tout en admettant les congréganistes à tenir les écoles communales ; d'où il suit que, s'il n'y avait pas convention avec eux, il faudrait les rétribuer au moyen du traitement fixe et éventuel organisé par ces lois.

On ne connaît pas d'exemple d'un autre mode que celui de la convention ou traité. Si aujourd'hui tant de conseils municipaux veulent rompre le contrat et supprimer les écoles des frères, il est évident que c'est par un mobile tout autre que celui des intérêts financiers de la commune (1).

L'instruction générale du 9 août 1870, sur l'application de la loi du 10 avril 1867, récapitule ce qui, pour les écoles, est dette obligatoire des communes. C'est, en première ligne, « le traitement des frères, qui se compose : 1° d'un » traitement fixe ; 2° du produit de la rétribution scolaire ; » 3° du traitement éventuel, calculé d'après le nombre » d'enfants non payants, selon le taux de rétribution mensuelle que fixe le conseil départemental. »

Le corollaire de ces lois est donc que le conseil muni-

(1) Exemple : à Grenoble, il est alloué au budget de 1878, pour traitement de 22 professeurs laïques.....	30,500 fr.
Pour traitement de 21 frères, à 700 fr.....	14,700 fr.
Pour fournitures diverses, prix, charbon, etc. — Laïques.	5,750 fr.
— — — Frères...	3,410 fr.
Or, les écoles laïques reçoivent 765 élèves et celles des frères, 842.	

cipal est obligé de porter au budget ou le traitement fixe et éventuel, réglé par la loi, pour tous les instituteurs laïques ou congréganistes avec lesquels il n'y a pas de traité, ou le traitement convenu par traité; si le conseil municipal s'y refuse le préfet doit inscrire le traitement d'office.

Si le préfet ne prend pas cette mesure, l'instituteur a le droit de se pourvoir administrativement aux autorités supérieures, même quand il y a une convention, si sa validité n'est pas sérieusement contestée.

Si le conseil municipal prétend que la convention n'est pas valable, l'instituteur a aussi action devant les tribunaux civils.

V. — LOCAL. — FOURNITURES. — MOBILIER.

La commune pourvoit aux dépenses reconnues nécessaires. Elle fournit un local *convenable*, le mobilier classique, l'entretien; si elle ne le fait pas, il y est suppléé d'office. C'est dit dans toutes les lois et ordonnances sur la matière, depuis 1816, 1833, 1850, etc.

La dépense est couverte avec les revenus ordinaires, et au besoin avec trois centimes spéciaux à ce destinés. Si la somme ainsi obtenue ne suffit pas pour rendre l'école entièrement gratuite, la commune peut voter (avec le concours des plus imposés), une imposition extraordinaire jusqu'à quatre centimes additionnels. Si cela ne suffit pas encore, il peut lui être accordé une subvention sur l'avis du conseil départemental, par le département ou l'Etat. (Loi 10 avril 1867, art. 8, 14.) La loi du 9 juillet 1867, art. 7, accorde de plus un centime communal et un centime départemental.

— La commune veille à la salubrité et à l'hygiène. (Mêmes lois et circulaires.)

— Elle est tenue de fournir le chauffage dans la proportion du nombre d'indigents reçus gratuitement. Les familles des enfants payants doivent le surplus. (Instruct. générale du 9 août 1870). Il suit de là que lorsque la commune rend

l'école entièrement gratuite, c'est elle qui doit pourvoir à tout le chauffage.

— Elle paye moitié et l'Etat l'autre moitié d'un mobilier personnel pour l'instituteur. (Arrêté du 23 juin 1865, circulaire du 28 du même mois et du 1^{er} août 1871.

VI. — PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT.

Les règlements d'études auxquels il n'est pas permis aux conseils municipaux de contrevenir, et que les préfets et recteurs eux-mêmes doivent suivre, sont arrêtés sur l'avis du Conseil supérieur. Ceux pour les écoles primaires comprennent, en première ligne, l'instruction morale et religieuse, puis la lecture, l'écriture, etc. L'autorité civile règle ce qui concerne les lettres, sciences, méthodes. Quant à l'article immuable concernant la religion, cette autorité doit seulement assurer son observation dans les écoles. (Loi 15 mars 1850, art. 5, 23.) Les curés inspectent les écoles de leur culte, art. 18. Pour ce qui concerne le fond, c'est la charge de l'autorité religieuse d'y pourvoir.

Depuis 1802, la loi a toujours garanti l'enseignement religieux, et cela en se fondant sur les graves raisons exposées dans le discours de Portalis sur le Concordat. Il disait : « La civilisation ne peut se maintenir sans la religion; la morale, dont l'Etat ne peut se passer, ne vient que de la religion, qui arrête ou règle le cœur, tandis que les lois n'arrêtent que le bras.

« Le besoin de l'instruction surtout se fait sentir, et avec la religion on peut être instruit avant que d'être savant. Elle enseigne et révèle toutes les vérités utiles à l'homme; qui voudrait donc tarir les sources de cet enseignement ? »

Écoutons maintenant les conseils généraux des départements. Ils ont dit : « Il est temps que les théories se taisent devant les faits, point d'instruction sans éducation, point d'éducation sans morale et sans religion... Il faut prendre la religion pour base de l'éducation... »

« Toutes les législations des fondateurs de société ont reposé sur la crainte de Dieu. — La civilisation est simplement la conséquence de la religion. »

« Il faut donner à la religion une protection effective, la placer sous l'égide des lois. — Tolérance ne veut pas dire indifférence, c'est le respect pour la conscience des citoyens et de leur croyance; ce respect ne doit pas être illusoire. »

— 17 mars 1808. — Décret qui organise l'Université, article 38 : « Toutes les écoles de l'Université prendront pour base de leur enseignement : 1^o les préceptes de la religion catholique... »

L'ordonnance du 29 février 1816, article 30 pose de même la religion pour fondement de l'instruction primaire et la loi du 28 juin 1833, dit, article 1^{er} : L'instruction primaire comprend nécessairement l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, etc. — Le curé fait partie du comité local de surveillance, article 17.

Le décret du 7 octobre 1850, pour l'exécution de la loi du 15 mars, dispose, article 11, que dans les écoles les enfants sont examinés séparément par le ministre de leur culte, en ce qui concerne l'enseignement religieux. Le règlement adopté au Conseil supérieur le 17 août 1851, titre iv, sur la religion, article 13, 20 et suivants, détermine ce que comprend l'instruction religieuse, les livres, prières, catéchisme, offices, etc. Il doit y avoir un Christ en chaque classe. L'instruction générale du 31 octobre 1854, § 12, insiste pour que cette inspection des curés, comme celle des maires et pasteurs, ait lieu d'une manière sérieuse et suivie. — Les recteurs ont mission de veiller, par l'intermédiaire des inspecteurs primaires et d'académie, à l'exécution des règlements d'études. Il propose les améliorations à faire, etc. — Décret organique du 22 août 1854, article 21.

VII. — AUTORITÉ DES MAIRES.

Cette autorité est peu étendue. Tout Français, porte l'article 35 de la loi du 15 mars 1850, âgé de vingt-un ans,

peut exercer par toute la France la profession d'instituteur primaire, public ou libre, s'il est muni d'un brevet de capacité. — De ce principe général il suit que l'instituteur, une fois nommé, ne peut être troublé dans l'exercice de sa profession, ni par le maire, ni par autre personne, tant qu'il se conforme aux règlements. On l'a dit avec raison, quoique payé par la commune, il n'est pas nommé par le maire, et il n'est pas révocable par lui (1).

Le maire n'a le droit d'intervenir que dans la limite des articles de loi qui le concernent.

Ainsi, quand l'instituteur veut tenir une école libre, il doit présenter un plan du local au maire, qui le visite, l'accepte ou le refuse ; dans ce dernier cas, c'est le conseil départemental qui décide (loi du 15 mars, art. 28).

S'il y a urgence, le maire suspend provisoirement l'instituteur qu'il croit en faute, mais à la charge d'en référer dans les deux jours au préfet et à l'inspecteur (art. 33 et art. 17 du décret du 7 octobre 1850). — Il est clair, du reste, que si le maire exerçait ce droit abusivement, sans raison légitime, ce serait sous sa responsabilité.

Le maire, le curé, le pasteur protestant, s'il y a lieu, sont préposés, au même titre, à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement (art. 44 de la loi du 15 mars).

Le maire et le curé dressent la liste des enfants reçus gratuitement, pour être soumise au conseil municipal et au préfet (art. 45).

Tout instituteur peut ouvrir un pensionnat primaire, en remplissant les conditions de l'article 25, et après avoir déclaré son intention au préfet et au maire. S'il s'agit d'un instituteur communal, il lui faut l'avis du conseil municipal et l'autorisation du conseil départemental. Ces pensionnats sont soumis aux prescriptions de l'article 28. — Ces dispositions sont applicables aux pensionnats de filles (art. 53).

(1) Consultation de M. Bresson.

D'où il suit que le maire n'a ni le droit d'empêcher l'ouverture d'un pensionnat, ni le droit de le faire fermer.

Telles sont les fonctions du maire en cette matière, et il ne peut rien y ajouter, sans abus ou prévarication.

Ainsi, un maire s'était avisé de prescrire, par un arrêté, que, pour être admis aux écoles communales, les enfants devraient avoir six ans au moins et treize ans au plus ; qu'ils ne pourraient y être reçus sans une carte d'admission délivrée à la mairie, et qu'un enfant ne pourrait changer d'école qu'à l'époque des vacances de Pâques.

C'était, de tout point, un intolérable abus d'arbitraire.

La loi du 18 avril 1867, article 21, fixe bien le minimum de six ans, mais c'est seulement là où il y a une salle d'asile. — Le maximum de treize ans était aussi absurde qu'illégal. Combien d'enfants resteraient oisifs et se perdraient avant de pouvoir prendre un métier après treize ans !... — Sur le tout, il n'existe aucun texte de loi pour servir de fondement à un tel acte incompatible avec l'autorité du père de famille et avec le droit de l'instituteur d'exercer sa profession, en recevant librement tous les élèves que les parents veulent lui confier.

Pour les cartes d'admission, la nécessité les a fait autoriser, admettre là où il y a à la fois des élèves gratuits et des payants. Il fallait bien que l'instituteur connût ceux qui ne devaient pas payer la rétribution scolaire. C'est la disposition du décret du 28 mars 1866. Mais, hors de ce cas, la liberté de l'instituteur reste entière, ainsi que celle des familles. Le règlement du 17 août 1851, article 7, soumet seulement l'instituteur à s'assurer que les enfants sont vaccinés, ou n'ont pas de maladies de nature à nuire à la santé des autres élèves ; rien de plus.

Il en est de même de la liberté des pères de famille de retirer d'une école leurs enfants quand ils le jugent à propos. C'est tout aussi contraire aux principes qu'on vient de rappeler.

L'arrêté de ce maire, lorsqu'il parut, fut l'objet d'une

consultation de M. Bresson, avocat de Dijon, revêtue des adhésions d'un très-grand nombre de jurisconsultes de divers barreaux, et depuis cette discussion qui épuisa la matière, on n'a plus vu se reproduire une pareille excentricité.

VIII. — JURISPRUDENCE.

Tout ce qui précède repose sur des textes tellement précis qu'on est à se demander comment des débats judiciaires ont été possibles. On va voir, cependant, combien d'arrêts et de décisions diverses ont dû intervenir. Mais les doutes sur le droit n'ont pas été le mobile des attaques et des débats. Ils sont le fruit d'un travail systématique, d'essais de destruction de tout christianisme parmi le peuple. Les hommes aveugles qui conduisent ce mouvement semblent ne pas vouloir comprendre que ce qu'ils tentent de faire au nom de la liberté, n'est autre chose qu'un effort insensé pour détruire la liberté dans son germe. Car c'est un fait rendu incontestable par l'histoire, que l'esclavage fut l'article fondamental de la constitution de tous les peuples avant le Christianisme; que la dictature et le despotisme ont reparu partout où le Christianisme a faibli.

Dans le vide que produisit l'effondrement du 4 septembre, les lois perdirent ce qu'elles pouvaient encore avoir de force, *siluerunt leges*; la licence de n'en tenir nul compte se montra partout, depuis les villes jusque dans les moindres bourgades; et alors eut lieu une explosion, un débordement d'attaques contre les écoles chrétiennes. Comme par un mot d'ordre le mouvement éclata sur tous les points de la France. Les recueils de jurisprudence en indiquent plus de vingt-cinq (1), et selon toute apparence le plus

(1) On y voit Mâcon, qui prend date du 30 septembre; Draguignan, le 30 octobre; Toulouse, le 22 novembre; Lyon, Calluire, Saint-Etienne, Roanne, Libourne, Grenoble, Nevers, Cosne, Prémary, Angers, Montpellier, Toulon, Pamiers, Perpignan, Chambéry, Nantes, Narbonne,

grand nombre n'y est pas relaté. Plusieurs des commissions municipales qui s'étaient impatronisées d'elles-mêmes, rendirent leurs décrets de proscription dès le courant de septembre.

Ce système, d'ailleurs, était loin d'être nouveau. Ainsi, dès 1867, Toulon avait voulu prendre sur le traitement des frères, pour défrayer de nouvelles écoles laïques. En 1869, le ministre y avait mis ordre, en décidant que les fonds destinés aux écoles devaient être répartis entre elles, proportionnellement aux dépenses obligatoires affectées à chacune : laïques et congréganistes.

Le 25 mai 1868, la commune de Nemours supprime les frères, au nombre de trois, et retranche du budget leur traitement ; le préfet l'y inscrit d'office. Le 9 mars, le Conseil d'Etat, où cependant les frères ne s'étaient pas présentés, décide que la question de leur traitement, fixé à 600 fr., par la convention, était de la compétence des tribunaux civils. Qu'administrativement parlant, il y avait lieu de régler leur traitement d'après les lois, sur le pied d'un titulaire et de deux adjoints, comme pour les laïques. — Il ne dit rien explicitement du traitement éventuel, mais évidemment, sa décision l'implique. Le commissaire du gouvernement y avait conclu, en disant que le traitement se compose d'une somme fixe et de l'éventuel des rétributions scolaires, et l'arrêt le fait assez entendre en assimilant les frères à des instituteurs laïques, quand la convention n'est pas observée. Il ne pouvait avoir la pensée de supprimer une partie de ce que la loi du 10 avril 1867, qu'il vise, accorde formellement.

Après le 4 septembre, il fallut bien cependant opposer quelque résistance à une pareille licence, et les luttes judiciaires s'engagèrent (1).

Saint-Denis, Cognin, Castel-Sarrasin, le Vallois-Perret, Alger, Constantine, etc.

(1) Les décisions qui vont être citées sont prises dans les *Recueils* de Sirey, Dalloz et Lebon. — Les circulaires, dans le *Recueil administratif* de M. Taulier.

— 11 janvier 1871, ordonnance du président de Toulouse. Il dit que les frères supprimés par une délibération du 22 novembre, approuvée par le préfet Duportal, et sommés de déguerpir des locaux scolaires *dans les trois jours*, ont pu agir par la voie du référé. Il les maintient provisoirement. — En même temps, les frères se pourvoient administrativement.

Mais ce désordre devient de plus en plus général. — Le 5 septembre 1871, le préfet de la Gironde annule la délibération de Libourne, qui a remplacé, comme tant d'autres, les frères par des laïques, sans formalités ni autorisation.

Le ministre essaie, dans une circulaire du 28 octobre 1871, de ramener les nouvelles municipalités au respect des lois, tout en faisant des concessions à l'esprit du jour. Ainsi, il reconnaît qu'il n'y a pas de loi qui attribue aux conseils municipaux le droit d'option entre laïques et congréganistes, mais il admet que dans la pratique, des circulaires ont interprété les mots : Le préfet nomme les instituteurs, *les conseils municipaux entendus*, en ce sens que ces conseils peuvent exprimer un vœu à ce sujet, quand il s'agit du cas de la vacance. Que même on a fini par leur permettre de formuler leur avis hors du cas de vacance, mais à la condition d'une enquête, pour vérifier si l'avis est conforme au vœu de la population.

« Ces hésitations de la jurisprudence ont produit de fâcheuses conséquences ; des commissions municipales ont voulu immédiatement trancher elles-mêmes cette question d'option, ... des instituteurs ont été expulsés dans les vingt-quatre heures ; on n'a tenu compte ni des engagements pris, ni des intérêts scolaires, ni des intérêts financiers des communes... de là des procès... »

Le ministre conclut que les préfets doivent se conformer, autant que possible, au vœu de la majorité des pères de famille, il indique pour juge le conseil départemental, auquel il confère le droit de donner son avis, après avoir reçu celui du conseil municipal, sur ce point délicat de l'option, avant

que le préfet décide, et en attendant qu'une nouvelle loi intervienne.

Cela ne fut point suffisant pour refroidir le zèle des assaillants, et, jusqu'en 1876, on ne saurait compter le nombre d'arrêts et d'arrêtés qui ont dû intervenir.

Voici quelques-unes des principales de ces décisions :

A Grenoble, le 24 novembre 1871, le conseil départemental annule la délibération qui a supprimé les frères. — Le conseil municipal, malgré cela, refuse l'allocation du traitement au budget. — Le préfet, M. Poubelle, sans s'occuper d'une convention qui existe depuis 1807, entre la ville et les frères, taxe leur traitement comme pour deux instituteurs laïques et neuf adjoints, sur le pied du minimum, ce qui réduit ce traitement à 8,150 fr. au lieu de 14,000 fr., chiffre de la convention, et il inscrit d'office cette somme. — Il oublie complètement le *traitement éventuel*, dont l'addition au traitement fixe aurait dépassé de beaucoup le traitement conventionnel.

On a recours au ministre, M. Jules Simon, qui, le 13 décembre, décide qu'il faut allouer 700 fr. par frère, conformément à la convention. Le préfet n'en fait rien ; le conseil municipal encore moins, malgré deux autres lettres du ministre des 29 avril et 9 juin 1873.

Un nouveau préfet rétablit les 14,000 fr., en attendant qu'on fasse statuer au Conseil d'Etat, si on le juge à propos.

A Toulouse, 4 novembre 1871, décision du conseil départemental, comme à Grenoble. — 19 janvier 1872, décision du ministre qui annule la délibération et l'arrêté approubatif du préfet. — 11 avril, un arrêt du Conseil d'Etat dit qu'à bon droit le ministre a annulé la délibération qui supprimait les écoles des frères, et qu'à l'égard du refus du traitement, les frères ont à agir selon le droit. — Ils assignent au tribunal, en vertu de la convention qui règle leur traitement. — La ville objecte que c'est de compétence administrative. — Le 17 février 1873, la Cour de Toulouse

repousse cette exception, et le 1^{er} décembre suivant, la Cour de cassation rejette le pourvoi. — Sur le fond, la Cour de Toulouse, 11 août 1873, condamne la ville à payer 37,745 fr., traitement d'un an. La même année, 14 février, le conseil d'Etat dit que le préfet n'a pu déclarer vacantes les neuf écoles, en l'absence d'une révocation antérieure et régulière des directeurs de ces écoles. Loi du 15 mars 1850, art. 31, 33; loi du 14 juin 1854, art. 8.

Pour Toulon, arrêt du Conseil d'Etat du 24 janvier 1873; il considère que le préfet a la nomination des instituteurs, que le conseil municipal s'est substitué au préfet, en ne se bornant pas à émettre un vœu. Que l'approbation donnée le 21 août 1871 par le préfet du Var, à la délibération du 2 août, n'a pu rendre valable un acte nul *de plein droit*.

Malgré cet arrêt, le conseil municipal refuse le traitement arriéré, à l'école communale tenue par les dames de Saint-Maur. — Le préfet l'inscrit d'office. — Pourvoi de la part de la ville : elle dit que depuis 1871 ces dames n'ont pas rempli leurs fonctions d'institutrices, et que, d'ailleurs, l'arriéré réclamé correspond à des exercices clos et approuvés. — Le 16 juillet 1875 le Conseil d'Etat rejette le pourvoi. Il considère que les dames de Saint-Maur n'ont pas été régulièrement privées de leur titre, et qu'elles ont droit au traitement que la loi assure aux institutrices; — qu'au surplus, aucune loi ne limite à l'exercice courant le droit qui appartient à l'autorité supérieure, article 39, loi du 18 juillet 1837, d'inscrire d'office des dépenses obligatoires.

A Roanne, le 20 mai 1872, le préfet, sur l'ordre ou avis du ministre, inscrit le traitement d'office, conformément à la convention existant avec les frères.

A Angers, Conseil d'Etat, 6 mars 1874. — S'il n'y a pas de convention avec les frères, leur traitement se règle selon l'article 9 de la loi du 10 avril 1867, c'est-à-dire, le traitement fixe et l'éventuel.

Chambéry, 27 mars 1874, Conseil d'Etat. — Le conseil départemental et le préfet peuvent décider que, outre l'école

publique laïque existante, il sera établi, contrairement au vote du conseil municipal, une seconde école communale dirigée par des congréganistes.

Pamiers, Conseil d'Etat, 1^{er} juillet 1873. — Un conseil municipal ne peut soumettre les frères à se faire breveter, et, à ce défaut, refuser d'allouer le traitement, attendu que c'est s'occuper d'affaires hors de ses attributions (loi du 5 mai 1855).

Perpignan, Conseil d'Etat, 4 décembre 1874. — L'arrêté préfectoral qui approuve une délibération supprimant les écoles congréganistes, au lieu de se borner à émettre un vœu, peut être rapporté par un arrêté ultérieur. — *Id.*, 2 juin 1876, Draguignan.

A Narbonne, le conseil municipal crée deux écoles communales de filles, avec des institutrices laïques. De l'avis du conseil départemental, le préfet arrête que l'une des deux écoles aura une institutrice congréganiste. La ville se pourvoit, disant que le préfet peut bien ne pas se conformer à l'avis du conseil municipal quand il survient une vacance, mais non s'il s'agit de nommer le premier titulaire. — Le 4 septembre 1874, rejet du pourvoi par le Conseil d'Etat, qui considère que les lois ne font aucune distinction, et qu'elles donnent la nomination au préfet en tous les cas.

Cour de Dijon, 10 avril 1873. — Le débat entre la ville de Mâcon et les frères d'une école libre, avec lesquels la ville a fait une convention pour recevoir quatre cents élèves indigents, moyennant une subvention de 1,200 fr., est de compétence civile.

Nevers, Conseil d'Etat, 13 février 1874. — Le préfet ne peut ordonnancer d'office le traitement des frères qui n'est pas porté au budget, et auxquels le maire refuse le mandat de paiement; mais il a le droit, s'il reconnaît à la dépense le caractère obligatoire, de l'inscrire d'office au budget, après avoir mis en demeure le conseil municipal de délibérer à nouveau sur la question; loi du 18 juillet

1837, art. 39. — *Id.*, Conseil d'Etat, 23 juillet 1875, Perpignan.

Nantes, Cour de Cassation, 21 mars 1876. — Selon l'article 36 de la loi du 15 mars 1850, les communes peuvent charger les écoles libres congréganistes de pourvoir, moyennant une subvention, à l'enseignement gratuit des enfants pauvres, et la Cour de Rennes a été fondée à condamner, par son arrêt du 3 mai 1875, la ville de Nantes à payer des dommages-intérêts, pour son refus d'allouer au budget la subvention convenue; dommages fixés à 33,330 fr., montant de l'arriéré.

Alençon, Conseil d'Etat, 24 avril 1873. — Au préfet appartient le droit de choisir les instituteurs parmi les laïques ou les congréganistes, après avis du conseil municipal, mais sans être tenu de suivre cet avis. — *Id.*, 2 juin 1876, Perpignan.

Nantes, Conseil d'Etat, 17 mars 1876. — L'article 2, loi du 10 avril 1867, attribue au conseil départemental, sur l'avis du conseil municipal, et sauf l'approbation du ministre, le droit de fixer le nombre d'écoles de garçons et de filles. Aucune loi n'oblige à déterminer la proportion à observer entre le nombre des écoles publiques et le nombre d'élèves appelés à les fréquenter.

A Draguignan, l'expulsion des frères avait été prononcée le 30 octobre 1870 par une délibération aussitôt approuvée par le nouveau préfet. Le frère directeur s'était incliné et avait demandé l'autorisation d'ouvrir une école libre. Mais, le 10 avril 1875, un autre préfet avait annulé la délibération et révoqué l'arrêté de son prédécesseur. La ville se pourvoit au Conseil d'Etat; — le 2 juin 1876, le pourvoi est rejeté par ces motifs si souvent reproduits, que le conseil municipal n'avait pu se substituer au préfet et au conseil départemental; que l'arrêté du préfet n'avait pu couvrir une nullité de plein droit; et encore que la ville, pour justifier sa décision du 30 octobre 1870, peut d'autant moins se prévaloir des circonstances de ce temps-là, que le conseil

municipal n'est appelé par aucune disposition de loi ou de règlement, à donner son avis sur le choix des instituteurs communaux.

A Lyon, les frères, supprimés et privés de leur traitement depuis septembre 1870, agissent au civil et auprès de l'administration; le 12 août, le tribunal se déclare compétent. — Le 3 décembre, arrêté du préfet par lequel, sur le refus de payer le traitement, convenu depuis 1805, avec les frères, ils seront rétribués sur le pied des laïques; et, pour le traitement éventuel, fixe à 2 fr. 50 la représentation de la rétribution scolaire mensuelle par élève non payant. — Le 28 mars 1873, le conseil d'Etat maintient cet arrêté et considère que la nomination des instituteurs appartient au préfet sous l'autorité du ministre, et qu'au conseil départemental il appartient de fixer, après avis du conseil municipal, sous l'approbation du ministre, le nombre des écoles, même gratuites, de garçons et de filles.

6 octobre 1873, Conseil d'Etat. — Le conseil municipal de Lyon n'a pu décider que les écoles laïques aient seules le bénéfice de la gratuité. — C'est un moyen détourné pour annuler l'arrêté du préfet, et c'est contraire à la loi du 15 mars 1850.

Le 19 juin 1872, les frères de Calluire obtiennent du tribunal de Lyon un jugement qui leur accorde 200,000 fr. de dommages-intérêts, à raison de leur expulsion brutale, des dilapidations, dégât de mobilier, vol de leurs approvisionnements commis chez eux.

En présence de lois si claires et d'arrêts si multipliés qui en assurent le respect, il n'y a pas place à commentaire ou à discussion, sauf à examiner ultérieurement, s'il y a lieu, les cas particuliers qui pourraient encore se présenter.

T. AUZIAS,

*Avocat à la Cour de Grenoble,
ancien bâtonnier.*

LA SITUATION LÉGALE DU CHRISTIANISME

PENDANT LES TROIS PREMIERS SIÈCLES.

SUITE ET FIN (1).

III.

A partir de cette époque, nous entrons dans une seconde phase de l'histoire du Christianisme. « L'incendie de Rome, » dit Septime Sévère, fut le commencement des persécutions contre les chrétiens; ensuite, des lois spéciales furent rendues contre eux, et le Christianisme déclaré illégal (2). »

Ces lois spéciales furent édictées par les empereurs romains qui succédèrent aux Antonins. On remarque que, depuis ce moment, les poursuites contre les disciples du Christ furent plus fréquentes et plus acharnées, les condamnations plus multipliées et plus dures. La persécution, sous Septime-Sévère et sous Dèce notamment, atteignit une violence qui n'avait pas encore été égalée. Il faut attribuer ce fait à une sorte de renaissance païenne que le règne de Marc-Aurèle avait provoquée et encouragée, et aussi à l'influence des jurisconsultes qui ont illustré le II^e et le III^e siècles. D'après Lactance (3), Ulpien avait recueilli dans le VII^e livre du *de Officio Proconsulis* tous les textes et toutes les lois concernant les chrétiens. Ce travail ne laissa pas que d'avoir une influence funeste pour les chrétiens; car précisément à cette époque, l'empereur Alexandre Sévère, qui avait poussé son attachement pour le Christianisme jusqu'à conserver dans son oratoire une image de Jésus-

(1) Voir 6^{me} année, 1^{er} semestre 1878, p. 361.

(2) Hist. II, 41.

(3) Instit. divin., V, 11.

Christ, se mit à sévir violemment contre l'Eglise. Cette réglementation officielle des poursuites contre les chrétiens, faite par le plus grand des jurisconsultes romains, montre d'une manière évidente la propagation sans cesse croissante du Christianisme. Quant aux lois spéciales édictées depuis cette époque, elles prouvent combien étaient injustes les assimilations établies par les premiers empereurs, puisqu'ayant à sa disposition la législation la plus terrible qui ait existé, l'autorité romaine avait été dans l'impossibilité de faire disparaître le Christianisme en s'appuyant sur les crimes prévus par les lois en vigueur.

Désormais, ce ne sont plus que des édits arbitraires et contraires à tous les principes de la morale et de la justice, jusqu'au moment où, pour couronner cette œuvre de sang, Dioclétien déchaîne, en l'année 303, la dernière et la plus épouvantable des persécutions.

L'édit rendu par Dioclétien et envoyé dans les provinces ordonne « la démolition des églises et la destruction des livres saints ; il décide que tout chrétien persévérant dans sa religion, s'il est revêtu d'une dignité, la perdra et sera soumis à la torture ; s'il est de condition ordinaire, il deviendra esclave. Toute plainte contre un chrétien sera admise sans examen ; nulle action en justice ne sera ouverte à un chrétien ; la voix et la liberté leur sont enlevées à la fois (1) ».

Voilà le dernier mot de ce que l'on a appelé la législation romaine contre les chrétiens : quant aux supplices qui leur sont appliqués, ils dépassent tout ce que le génie des Romains, fertile en cette matière, avait pu inventer jusque-là. Mais il faudra que cette persécution dure dix années, pour permettre enfin à l'Eglise de sortir triomphante de sa lutte contre le paganisme, et de s'asseoir ouvertement sur le trône des Césars.

(1) *De mortib. persecut.*, XIII.

IV.

On a pu le constater, il y avait dans la société romaine une aversion sans motif avouable, et sans raison, un effroyable préjugé contre le Christianisme ; les lois elles-mêmes étaient fausement appliquées. Quelles étaient donc les causes qui avaient ainsi perverti l'esprit public et qui, après de longues années de tranquillité, provoquaient tout à coup, d'un bout à l'autre de l'empire romain, l'explosion de violences sans nom ?

Il y en a deux principales : la haine des Juifs et l'animosité des prêtres païens contre le Christianisme.

Il est, en effet, bien évident que la religion chrétienne devait trouver ses premiers ennemis au milieu des Juifs, parmi ces pharisiens et ces docteurs qui avaient été les instigateurs de la condamnation de Jésus-Christ. La nation juive, qui avait mis à mort le Messie, ne pouvait que persécuter les disciples de celui qu'elle avait en horreur et elle ne négligea, du reste, aucune occasion de faire au Christianisme tout le mal qu'il fut en son pouvoir de lui causer.

Les Actes des Apôtres, qui ont tracé un si lumineux tableau des luttes de l'Eglise naissante, sont fort instructifs à cet égard. Ils montrent les Juifs animés de haine pour Jésus-Christ et ses disciples, suscitant des émeutes à Antioche de Pisidie (1), à Icône (2), à Thessalonique (3), à Corinthe (4), à Jérusalem (5), et forçant de la sorte le pouvoir civil à intervenir pour chasser les Apôtres, les faire battre de verges ou jeter en prison ; ce sont les Juifs qui accusent les chrétiens de troubler la ville et excitent contre eux les femmes nobles et les principaux citoyens d'An-

(1) Act. XIII, 45, 50.

(2) Act. XIV, 2, 3, 18.

(3) Act. XVII, 5, 8.

(4) Act. XVIII, 12, 13.

(5) Act. XXI, 27 à 40 ; XXII, 23 à 30.

tioche ; c'est un Juif, faux prophète, qui cherche à détourner le proconsul Sergius Paulus d'écouter la parole de Dieu (1). Plus tard, à Rome, les Juifs seront cause de l'expulsion des chrétiens par Claude, et, par l'intermédiaire de l'impératrice Poppée, ils attireront l'attention et la fureur de Néron sur l'Eglise, et feront périr saint Pierre et saint Paul ; plus tard encore, ils contribueront de tout leur pouvoir à répandre sur le compte des chrétiens mille accusations infâmes.

Il ne faut pas croire cependant que les païens fussent mieux disposés que les Juifs envers le Christianisme. Cette religion contrariait leurs passions et flétrissait leur immoralité ; ce sont là deux choses que des hommes corrompus ne pardonnent jamais. De plus, à mesure que s'étendait la propagation du Christianisme, la puissance des démons diminuait, les temples étaient désertés par leurs adorateurs, les oracles restaient sans voix et les idoles sans sacrifices. Le sacerdoce païen ne pouvait, sans protester, voir ainsi sa puissance et son crédit s'écrouler et son imposture dévoilée à tous les regards ; ceux qui vivaient de la superstition du vulgaire ne pouvaient consentir à perdre tous les avantages qu'ils avaient jusque là retirés de leur spéculation. Ainsi, à Ephèse, un fabricant de statuettes de Diane cherche à exciter un soulèvement dans la population, en représentant à ses ouvriers que la propagation de la religion chrétienne ferait tomber le culte de la déesse et causerait la ruine de leur industrie (2).

A Philippes de Macédoine, des païens dénoncent saint Paul aux autorités romaines parce qu'il a exorcisé une jeune fille qui était à leur service, et dont l'état de possession leur procurait de nombreux bénéfices. « Ces gens-là, disent-ils au magistrat, excitent des troubles dans la ville et nous annoncent une religion qu'il ne nous est pas permis d'accueillir, parce que nous sommes Romains (3). » *Nobis*

(1) Act. XIII, 8.

(2) Act. XIX, 24 à 40.

(3) Act. XVI, 19 à 24.

non licet : c'est l'expression que Tertullien rappellera un siècle plus tard, en citant la sentence du paganisme contre les chrétiens, *quum dure definitis dicendo : non licet esse vos* (1). C'est l'abandon des idoles qui est la cause des persécutions de Marc-Aurèle et de Philippe ; ce sont les calamités publiques du règne de Gallus et de celui de Maximin qui rallumèrent la haine des païens. « Le fanatisme populaire était le point de départ de toutes les persécutions, » a dit M. de Champagny (2), et cette assertion se trouve justifiée par celle de Tertullien, qui voit dans la populace les pourvoyeurs des ennemis du Christ. A chaque page les Actes des Martyrs parlent de confesseurs dont la foule réclamait à grands cris le supplice.

Citerai-je encore d'autres causes incroyables de persécutions et de rigueurs arbitraires ? Ici, c'est une vengeance personnelle contre un chrétien ; là, c'est le gouverneur romain qui s'éprend d'une jeune fille et qui ne peut vaincre sa résistance, parce qu'elle est chrétienne. Ailleurs, c'est un fidèle qui rencontre une procession païenne et refuse de s'incliner ; ailleurs encore, c'est quelque soldat qui refuse d'exécuter un ordre impie, ou qui, pressé par le désir de la perfection, se démet de ses charges et de ses honneurs. Il suffisait de quelque fait de cette nature, même aux époques de tolérance, pour exciter la colère des proconsuls et leur mettre en mains les lois destinées à punir ces grands coupables.

V.

Malgré des dispositions si hostiles, malgré tant d'entraves, tant de lois et tant de difficultés, le Christianisme prospérait chaque jour davantage ; chaque jour il étendait son influence et augmentait ses conquêtes. Le culte n'était pas

(1) Tertull, *Apolog.* IV.

(2) *Les Antonins*, t. I, p. 318 (Edit. in-12).

interrompu et chaque quartier de Rome possédait son église, sa paroisse. Assurément, il faut reconnaître la main même de Dieu dans ce fait extraordinaire, mais il faut avouer aussi que l'Eglise aida de tout son pouvoir à l'action divine et chercha tous les moyens humains de triompher. Elle commença par s'adresser aux empereurs et par faire appel à leur justice et à leur humanité.

Alors parurent les apologies de Quadratus et d'Aristide sous Hadrien, celles de saint Justin sous Antonin et Marc-Aurèle, celle de Tertullien enfin. Ces écrits amenèrent quelque amélioration dans la condition des chrétiens : Hadrien et, après lui, Antonin défendirent d'accuser les chrétiens en tant que chrétiens, et établirent des peines contre leurs dénonciateurs. On n'avait recours contre les chrétiens que pour des crimes de droit commun. Dans ce cas, il fallait suivre la procédure régulière, et il était interdit d'employer les pétitions collectives ou les demandes tumultueuses. Malheureusement, ces dispositions ne restaient pas longtemps en vigueur et les édits de persécution venaient bientôt succéder à ces mesures d'équité. Lorsqu'un empereur cherchait à mettre fin aux rigueurs d'une persécution, il ne proclamait pas la légalité du Christianisme, mais il déclarait que, par bonté d'âme, il lui permettait d'exercer son culte (1). En dépit de la forme restrictive dans laquelle ils étaient rendus, ces édits ne laissaient pas que d'être d'un grand secours aux chrétiens qui pouvaient notamment les invoquer comme un précédent pour amener le retrait des édits de persécution. Cette ressource-là, malheureusement, devint de plus en plus précaire, surtout au III^e siècle. C'est alors que l'Eglise profita de la liberté fort grande dont jouissaient les corporations d'arts et de métiers et les collèges funéraires, pour tenir ses réunions et propager sa doctrine.

(1) Voy. l'édit de Galerius (*de Mortib. persecut.*, 34). — Cf. Lampride, *Alexand. Sever.*, 22.

Le droit de s'associer était accordé à ceux qui voulaient former des collèges funéraires, à la condition qu'ils ne se réuniraient qu'une fois par mois pour payer la contribution nécessaire à la sépulture de leurs morts (1). Il fut facile aux chrétiens d'user de la latitude laissée aux collèges funéraires. — Ils apportaient, en effet, la plus grande sollicitude pour tout ce qui concernait les funérailles et la sépulture, et ils étaient dans l'usage de faire dans leurs réunions des collectes pour les pauvres, les condamnés aux mines etc. Il n'y avait qu'un point embarrassant, c'était l'obligation de se réunir seulement une fois par mois. Mais cette difficulté ne tarda pas à disparaître. Alexandre Sévère permit aux membres des collèges de se réunir toutes les fois qu'ils le désireraient, à la condition cependant que ce fût dans un but religieux; les associés, en outre, ne devaient pas enfreindre les prescriptions des sénatus-consultes relatifs aux associations illicites (2). Cette mesure laissait au Christianisme toute latitude pour la célébration de son culte, et il en profita pour se produire au grand jour, couvert de la sorte par la protection de la loi. De même que cela se pratiquait dans les associations païennes, les fidèles se réunissaient pour assister soit aux funérailles d'un de leurs frères, soit à une cérémonie religieuse quelconque, soit aux agapes même, car l'usage invétéré des collèges sous l'Empire était de réunir fréquemment leurs membres dans un festin, sous une foule de prétextes pieux, faciles à trouver.

Il faut cependant remarquer deux choses dans ces lois

(1) Qui stipem menstruam conferre volent in funera, in it collegium coeant, neque sub specie ejus collegi nisi semel in mense coeant conferendi causa unde defuncti sepeliantur. Boissier, *La Religion romaine d'Auguste aux Antonins*, t. II, p. 313. — Le Digeste cite ce texte (*de Colleg. et corporib.*, l. 1) sous le nom de Marcien, mais il omet de dire qu'il s'agit de collèges funéraires.

(2) *Dig. de Colleg. et corporib.*, l. 1 (lib. XLVII, tit. 22).

sur les associations; c'est, d'une part, que les colléges ne pouvaient être composés que de *tenuiores* (1), de gens de classe inférieure, affranchis, ouvriers, esclaves (ces derniers avec l'autorisation de leurs maîtres); en second lieu, c'est qu'en mentionnant chaque autorisation, les jurisconsultes ont soin de rappeler les décrets toujours en vigueur qui interdisent, sous les peines les plus sévères, les associations illicites.

Par la nature même de leurs réunions, les chrétiens n'avaient pas à craindre cette menace et ils trouvaient d'ailleurs un autre sujet de sécurité en se réunissant dans les cimetières, car ils profitaient ainsi de l'immunité dont les sépultures jouissaient en vertu de la loi.

La tombe d'un mort était chose sacrée et inviolable, et le droit pontifical étendait ce caractère religieux non-seulement à la portion du terrain où se trouvaient les constructions funéraires, mais même quelquefois à un champ tout entier. Les Romains n'ignoraient nullement l'existence des Catacombes : l'entrée n'en était pas toujours dissimulée aux regards. Elle se trouvait sur une route, dans une de ces chapelles que l'on construisait sur les tombes des martyrs ou dans la propriété de quelque chrétien. Ce ne fut que plus tard que les fidèles se virent obligés de cacher l'entrée des galeries souterraines, et Valérien, voulant atteindre les disciples d'un culte que protégeait la religion des tombeaux, publia un édit pour défendre aux chrétiens de se réunir dans les Catacombes. Au temps de Tertullien déjà, la populace de Carthage avait demandé la destruction des cimetières (2). La défense portée par Valérien fut souvent éludée, et les Catacombes envahies par les soldats romains furent fréquemment témoins de scènes de carnage. Une fois même, une troupe de chrétiens fut enfermée vivante dans une des chapelles par les persécuteurs qui en

(1) *Dig. de Jure immunit*, l. v, § 12 (lib. 1, tit. 6).

(2) Tertull., *ad Scapulam*, III.

murèrent toutes les issues ; la chaire pontificale fut aussi arrosée du sang des martyrs, et le pape saint Sixte II, surpris dans les Catacombes pendant qu'il célébrait les saints mystères, fut ramené dans le cimetière de Prétextat pour y subir avec ses diacres le dernier supplice.

VI.

Telle était la liberté de l'Eglise ; les détails qui précèdent nous démontrent dans quel état d'infériorité la religion chrétienne se trouvait vis-à-vis des cultes païens, et nous pouvons maintenant apprécier à sa juste valeur la doctrine de l'école rationaliste ; nous pouvons maintenant déclarer que le Christianisme a été illégalement et injustement persécuté.

En admettant pour un instant que les lois dont nous avons parlé aient pu être avec une entière légalité appliquées aux chrétiens, les causes des persécutions et la procédure qui a été suivie ne peuvent que nous laisser les plus grands doutes sur la bonne foi des Romains. Je citais tout à l'heure les actes arbitraires dont les proconsuls et les magistrats ont donné tant de preuves ; mais ce n'est pas là seulement que s'est manifestée leur injustice.

L'autorité romaine procédait illégalement, lorsqu'elle faisait mettre à la torture les esclaves pour les forcer à dénoncer leurs maîtres, la loi s'y opposait formellement. Elle procédait illégalement en abusant des supplices et en assouvissant sa vengeance par des châtiments raffinés, comme à Lyon, par exemple, pendant le martyre de sainte Blantine, où les païens avouaient avec une cynique ingénuité que jamais femme n'avait souffert de si épouvantables tourments.

La loi défendait expressément les accusations tumultueuses : les magistrats cependant obéirent fréquemment à la pression de la multitude, et condamnèrent à mort des

chrétiens pour satisfaire une populace en délire. Odieuse lâcheté dont Ponce-Pilate a donné le premier exemple et dont l'histoire fournira chaque jour de nouvelles preuves ! Et qu'on se rappelle enfin ce qui met le comble à tant d'iniquités, je veux dire ces actes monstrueux et qu'on ne sait comment qualifier, ce sentiment satanique qui animait les magistrats, lorsqu'ils ordonnaient de conduire dans des bouges infâmes les vierges chrétiennes pour leur ravir leur pureté et leur foi !

Assurément, ces procédés détestables suffirent amplement pour flétrir la politique romaine envers l'Eglise. Mais ces lois dont on excipe contre les chrétiens ne leur étaient pas légalement applicables. La loi sur les associations illicites ne pouvait être invoquée, puisque les réunions religieuses étaient formellement autorisées, et que jamais les chrétiens ne purent être convaincus des crimes ou des délits reprochés aux associations secrètes. La loi de majesté ne pouvait leur être appliquée, puisque leurs réunions étaient toujours pacifiques, puisque jamais une révolte ou un semblant d'émeute ne fut causé par les chrétiens, puisque jamais ces hommes ne cessèrent d'être pleins de respect pour le pouvoir et d'enseigner l'obéissance à l'Empereur, la soumission à l'autorité.

Le crime d'irréligion ne pouvait être un motif de les poursuivre, quand Rome ouvrait ses portes à toutes les superstitions grecques, égyptiennes et persanes même les plus immorales, et tolérait la célébration de tous les mystères païens. Les empereurs ont prétendu qu'il fallait exterminer cette race impie des chrétiens, qui méprisait et combattait les dieux de l'Etat et la religion nationale. Mais quel cas faisaient-ils eux-mêmes de cette théologie caduque et de ces idoles vermoulues dont les autels menaçaient de s'écrouler de toute part et ne parvenaient à se soutenir que par l'appui du culte officiel ? Quel cas en faisait la multitude qui ne croyait plus ni à Jupiter ni à l'Olympe, et qui avait l'impudente audace d'offrir aux chrétiens et la sécurité pour

eux-mêmes et le libre exercice pour leur culte, à condition de brûler quelques grains d'encens sur l'autel d'une divinité mensongère !

Mais, dira-t-on, les édits des empereurs comme les lois sanctionnées par le Sénat interdisaient le Christianisme et empêchaient de l'assimiler aux associations religieuses tolérées par l'Etat. C'est une erreur : il y a quelque chose de plus grand que la loi, c'est la justice et la vérité. Les lois d'exception comme les procès de tendance sont choses mauvaises, et je ne sache rien de plus odieux que des haines injustifiables, se couvrant des apparences de la légalité pour accomplir sûrement leur vengeance et pervertir sans danger la conscience des nations.

Depuis Pline le Jeune, qui énumérait à Trajan toutes les vertus des chrétiens, jusqu'à ce magistrat du III^e siècle qui condamnant au dernier supplice sainte Afra, pécheresse convertie, lui disait : « Tu mens ! tu n'es pas chrétienne, il » n'y a pas de courtisanes parmi les chrétiens ! » l'autorité romaine reconnaissait la sainteté des mœurs chrétiennes.

Ainsi ces empereurs et ces proconsuls qui, pressés par la vérité, éclairés en dépit d'eux-mêmes par les rayons de la lumière divine dont le monde était inondé, ont exercé cependant contre le Christianisme tant d'implacables rigueurs, demeurent à jamais sans excuse devant le jugement de l'histoire.

G.-M. TOURRET.



ÉTUDES SUR LE SOCIALISME ⁽¹⁾

(Conférences du P. Félix (2), 3^e article.)

ERREURS SOCIALISTES. — SUR LE POINT DE DÉPART. — SUR LE BUT DE L'HUMANITÉ.

§ 4. — *Première erreur radicale du Socialisme ou l'erreur du point de départ.*

Le Socialisme est doctrinalement l'abrégé, la somme, la résultante de toutes les erreurs sorties du rationalisme moderne. Mais, comme socialisme, il professe des erreurs qui lui sont propres, et que l'on peut nommer les *erreurs sociales* par excellence. — Le Socialisme doctrinal se trompe sur le *point de départ* et sur le *point d'arrivée* ou le terme de la vie sociale. Commençons par l'erreur au point de départ.

La première erreur fondamentale du Socialisme, c'est l'erreur **radicale** sur le *mal de la vie* ou le *déplacement du mal réel* dans l'*humanité*. D'après la doctrine socialiste, le mal n'est pas radicalement dans l'*homme*, il est radicalement dans la *société*. Le Christianisme au contraire dit : Le mal n'est pas radicalement dans la *société*, il est radicalement dans l'*homme*. — Ce sont ces deux doctrines que nous avons à étudier et à comparer.

I. *Doctrine socialiste.* — Des hommes sont venus, au siècle dernier, après tant d'autres, cherchant la solution du problème du bonheur ; ils se sont dit : Les hommes sont malheureux, cependant Dieu est bon, pourquoi avec un Dieu qui aime, une humanité qui souffre ? Les hommes

(1) Voir livraison d'avril 1878, p. 217. — Livraison de mai 1878, p. 303.

(2) Un vol. in-8°. Paris, Jouby-Roger, rue des Grands-Augustins, 7. — Grenoble, imprimerie de la *Revue*, Grand'rue, 4.

n'auraient-ils pas voilé le plan divin?... Les chefs des peuples n'auraient-ils pas défiguré l'œuvre de Dieu? — Oui, a dit le sophiste de Genève, *l'homme est bon, c'est la société qui le déprave*. — Jamais parole plus fausse et plus féconde en désastres; car la conséquence, la voici : La société, voilà l'ennemi; la révolte contre la société est légitime, et la guerre sociale n'est pas seulement un droit, mais un devoir. Trouver le mal en ce qui nous touche et surtout en ce qui nous gouverne, plait à notre égoïsme, et l'homme, par sa pente naturelle, éprouve le besoin d'accuser *tout* du mal qu'il s'est fait, tout, excepté lui-même. — Il en résulte que ce principe est la consécration de la révolte, la perpétuité de la révolution politique et de la guerre sociale, car toujours il y aura quelque chose à attaquer dans la constitution et l'organisme social.

Mais ce n'est pas assez, le principe socialiste n'engendre pas seulement la guerre sociale, il produit pour dernière conséquence la ruine de la société. En effet, de la formule : *l'homme est bon, c'est la société qui le déprave*, à cette autre : *tous les instincts sont légitimes, toutes les passions sont innocentes*, il n'y a qu'un pas. Ce pas a été fait dans ce siècle. On a dit : En consacrant doctrinalement le dualisme des instincts de notre vie, les philosophies et les religions ont créé dans la nature humaine cet antagonisme nécessaire : combattre en soi le mal qu'on porte en soi. Lutter contre sa propre vie, devient ainsi la loi suprême de la vie. Donc, pour trouver la solution du problème du bonheur, il faut détruire théoriquement et pratiquement la réalité de la lutte et dire : le développement simultané et légitime de tous les instincts et de toutes les passions est posé désormais comme la loi radicale de l'humanité. Alors, imaginer un organisme social qui soit le fonctionnement régulier de cette loi, c'est la destinée des sociétés de l'avenir et la solution adéquate du problème social.

Cette doctrine n'est plus seulement la guerre déclarée à la société, mais la ruine même de la société, car c'est la

destruction. Plus de fraternité, de liberté, d'ordre; mais l'égoïsme, le despotisme et l'anarchie. L'égoïsme, parce que par delà le *moi* la passion ne voit rien, ne veut rien; jouir est son ambition, se satisfaire est son but. — Le despotisme, parce que le but que la passion veut atteindre elle le poursuit par le déploiement de toute sa force: c'est le grand chêne qui étouffe autour de lui, sous sa végétation puissante, toute végétation inférieure. Et s'il pouvait parler aux arbrisseaux écrasés: Je m'étends, dirait-il, parce que ma loi est de m'étendre. Ma sève me dit: L'espace t'appartient, et je m'épanouis; et si je vous étouffe, c'est que je suis le grand chêne et que vous n'êtes que des arbrisseaux. — Mais de là suit nécessairement l'anarchie; l'ordre ne peut subsister qu'à la condition que tout gravite autour d'un *centre* unique, et que tout dans la société obéisse à une *autorité* unique. Or, la passion se fait centre et ramène tout à soi. La passion est révoltée et ne veut obéir à personne. Toute passion sans répression se pose nécessairement en souveraine; et dès lors cette société, où chacun veut être centre, où tous veulent commander et personne obéir, que peut-elle être, si ce n'est l'anarchie, et, avec l'anarchie, le désordre, la destruction, la mort sociale?

II. *Doctrine du Christianisme.* — A la doctrine socialiste: *l'homme est bon, c'est la société qui le déprave*, doctrine s'imposant comme un dogme, et qui marche à la ruine de la société, il faut opposer une doctrine radicalement contraire; car le radicalisme du désordre et de l'erreur ne peut être vaincu que par le radicalisme de l'ordre et de la vérité. Cette doctrine, c'est la doctrine éminemment sociale du Christianisme. Trois mots résument le Christianisme doctrinal: la création, la chute, la réhabilitation. — La création: ce fut dans l'humanité, l'ordre, la beauté, l'harmonie, le bien partout, le mal nulle part. — La chute: ce fut dans l'humanité, le désordre, la désharmonie, le mal, le mal triomphant par le défaut du bien. — La réhabilitation par la Rédemption de Jésus-Christ: ce fut la réaction

divine contre la révolte humaine; ce fut le drapeau de la vérité et du bien relevé devant le drapeau de l'erreur et du mal; ce fut, enfin, le combat à mort de l'ordre contre le désordre, c'est-à-dire, le Christianisme lui-même, révélateur et interprète divin de cette formule qui résume tous les mystères et toutes les contradictions de l'homme : *Caro concupiscit adversus Spiritum et Spiritus adversus carnem*. — Ainsi, le mal radicalement dans l'homme, c'est notre dogme social, comme notre dogme religieux. C'est la philosophie de saint Augustin dans la cité de Dieu; c'est la philosophie de Bossuet dans le *Discours sur l'Histoire universelle*; c'est le cri de la conscience chrétienne; le cri de la morale chrétienne : *abnega temetipsum*; c'est l'écho agrandi de toutes les voix généreuses qui, depuis six mille ans, retentissent dans l'humanité. De sorte que le Socialisme par ce fanatisme de l'innovation nie l'immortelle affirmation du genre humain. Sans doute, le Christianisme, en affirmant cette formule : *le mal est dans l'homme*, ne dit pas : *dans la société tout est bien*; il reconnaît, au contraire, que ce mal qui est dans l'homme a dans la société d'inévitables contre-coups, le vice de la nature humaine devant passer, selon une certaine mesure, dans les institutions sociales; mais, au lieu de dire : il faut attaquer le mal de la société pour anéantir le mal qui est dans l'homme, il dit au contraire : il faut attaquer le mal qui est dans l'homme pour anéantir le mal qui est dans la société; il faut réformer les hommes afin de réformer les sociétés.

Cette doctrine est la doctrine sociale du salut, elle produit directement le contraire de la doctrine socialiste, c'est-à-dire, l'épanouissement progressif de la paix, de la liberté, de la fraternité, en un mot, de l'harmonie sociale : 1^o *De la paix*. — Quand on a un peu étudié la nature humaine, on peut poser comme axiome de la vie morale et déclarer infaillible la formule suivante : un homme cesse d'être redoutable aux autres, à l'heure où il commence à

devenir redoutable à lui-même, et dans la mesure où il le devient. Lorsque tout homme, dans le hameau comme dans la cité, sera fidèle à la devise éminemment chrétienne : guerre à mes passions, victoire contre moi-même ; alors le fleuve de la paix, coulant à pleins bords, portera ses flots joyeux dans les cités et dans les nations. Nos valeureux soldats pourront rentrer dans leurs foyers, et, pour garder un million d'hommes, il ne faudra plus une baïonnette. — 2^o Cette doctrine produit encore la *liberté*, à la place du despotisme. La liberté considérée dans son idéal, c'est l'homme qui se meut dans la sphère du bien, comme l'oiseau dans l'air et comme le poisson dans l'Océan. Faire le mal n'est pas de l'essence de la liberté, c'est l'imperfection de la liberté. Plus un homme abaisse en lui l'empire du mal, plus il est libre, plus il se fait à la ressemblance de Dieu qui est à la fois l'infinie liberté du bien et l'impuissance absolue du mal. Tel est le secret divin, à la fois de la liberté individuelle et morale et de la liberté politique et sociale, qui est aussi la liberté pour chacun de se mouvoir dans le bien. — 3^o Enfin, cette doctrine sociale, chrétienne, produit la *fraternité*. Car, pour pratiquer à l'égard des autres la fraternité, il y a une condition que rien ne peut suppléer, briser ou enchaîner en soi-même les forces égoïstes. Entre l'égoïsme et la fraternité la lutte est éternelle ; supprimez l'égoïsme, et le problème social est résolu. — C'est la monstrueuse contradiction de nos révélateurs nouveaux de rêver pour l'humanité future un édifice social ayant au sommet la fraternité et à la base l'égoïsme, fruit nécessaire de l'expansion libre des passions. — C'est le Christianisme qui est logique ; et, après avoir dit : *abnega temetipsum*, il dit comme conséquence : *diligite invicem*. Les Saints sont les hommes de la lutte contre eux-mêmes, et c'est par cela qu'ils sont les hommes de la fraternité et du dévouement.

Marchons donc vers ce bonheur relatif des sociétés, bonheur incomplet, tel que le comporte l'exil, par le seul

chemin qui puisse y conduire, la lutte contre nos passions; alors il n'y aura plus de révolution sociale, il y aura la prospérité, la grandeur et la force de la société, défiant à jamais le monstre du Socialisme.

§ 5. — *Seconde erreur radicale du Socialisme, l'erreur sur le but de l'humanité.*

Le Socialisme doctrinal, ici encore, ici surtout, prend le contre-pied de la vérité, il renverse les termes de la distance, il dit : *non, le paradis n'est pas au ciel, il est sur la terre*; et ainsi, comme il déplace au point de départ le mal de la vie, il déplace au point d'arrivée le bien suprême de la vie, et comme il disait au point de départ : le mal radical n'est pas dans l'homme, mais dans la société, il dit au point d'arrivée : le bien, le souverain bien, le bonheur final, n'est pas dans le ciel, il est sur la terre. — Déjà, en 1848, et bien avant encore, le Socialisme faisait circuler à Paris, à Marseille et dans toutes nos grandes cités, le *Catéchisme du peuple*, où ces idées étaient enseignées. Nous les trouvons dans toute leur netteté dans les ouvrages du patriarche du Socialisme Saint-Simon, et enfin, on s'écriait au Congrès socialiste de Gand. « On nous parle du ciel, mais qu'est-ce que le ciel? — La science n'a-t-elle pas démontré qu'il n'est qu'une chimère? Nous en concluons qu'il faut que nous prenions notre bonheur et que nous ayons *notre paradis sur la terre*. » — Il est facile de montrer que cette doctrine renferme la *contradiction et le désastre* à la plus haute puissance.

I. — Le *Paradis sur la terre*, posé comme la destinée humaine et sociale, est une doctrine en elle-même profondément fausse et partant profondément *contradictoire*.

Elle est en *contradiction* flagrante avec l'idée de la destinée. — La *destinée* est un terme et le terme est nécessairement *défini*. S'il n'est pas *défini* ce n'est pas un *terme*.

Or, le paradis *sur la terre*, admis comme la destinée humaine et sociale, est une *destinée indéfinie*. Quand viendra ce paradis, aujourd'hui ou dans des myriades de siècles ? Que sera-t-il ? L'homme arrivé là cherchera-t-il encore, s'élancera-t-il encore dans l'avenir ? Le flot du bonheur sera-t-il encore mélangé ou sans mélange ? Toujours l'indéfini — le Socialisme reste dans cet *indéfini* parce que la multitude est séduite par le vague des horizons, et que le Socialisme ne pourrait définir sans susciter contre lui la puissance du bon sens. — La seconde condition rationnelle de la destinée c'est d'être *accessible à tous*, de pouvoir être saisie par tous les *êtres* qui ont la vocation de la poursuivre. Une destinée qu'il est impossible d'atteindre cesse d'être une destinée. — Or, s'il doit y avoir un Paradis pour les générations futures, pourquoi n'y en a-t-il pas eu pour les générations passées, et pourquoi n'y en a-t-il pas pour la génération présente ? Pourquoi des millions et des milliards d'êtres humains ont-ils passé et passent-ils encore sans avoir même entrevu leur destinée ? — Ils ont le courage de répondre que si des êtres humains passent sans avoir touché le but, l'*humanité* ne passe pas ainsi. Mais si les individus, les seuls êtres réels, ne touchent pas le but, il est évident que l'être collectif ne le touche pas non plus. Qu'est-ce que l'humanité ? Où est l'humanité ? Qu'est-ce que cet être, à qui vous vous occupez tant de faire une destinée aussi vague, aussi indéfinie que lui-même ? Ainsi voilà la contradiction évidente d'une humanité qu'on dit faite pour le bonheur et qui se broie pendant des siècles, ou des milliers de siècles, dans le labeur douloureux de ses souffrances et de ses tortures. C'est plus qu'une contradiction, c'est une ironie amère et une tromperie cruelle.

Mais de plus il y a dans l'être une impulsion spontanée qui le pousse à son but ; et il y a dans le but une puissance attractive qui attire l'être à son terme. — Si donc notre vie humaine n'est faite que pour le terrestre, le visible, le palpable, qu'ils nous disent pourquoi il y a dans

le fond de notre être un mouvement qui nous précipite vers le céleste, l'invisible, et qui nous entraîne vers la possession de l'infini et de l'immortalité.

Enfin la doctrine socialiste du *paradis sur la terre* est en contradiction avec l'histoire et le mouvement universel de l'humanité. L'homme dans le temps cherchant une éternité dans l'exil, et cherchant une patrie dans le voyage, et cherchant un terme qui n'est pas de cette vie, voilà ce que nous disent toutes les voix de l'histoire. — En Egypte, les maisons se nommaient des hôtelleries, et les patriarches malgré leur longévité ne parlaient de leur vie que comme d'un court voyage. Dans une autre contrée du monde on reprochait à Anaxagore d'être indifférent à sa patrie : — « Oh ! ma patrie, dit-il, elle m'est bien chère ; » et de sa main le vieillard montrait le ciel. L'histoire nous montre une humanité qui souffre et une humanité qui espère ; une humanité qui par la voix de ses sages, de ses poètes, de ses historiens, de ses orateurs, raconte et chante le pèlerinage de la vie, et dans sa voie douloureuse fait, par chacun de ses soupirs, la prophétie infaillible de son éternel avenir.

Ils nous répondent : c'est là la grande erreur des siècles. Mais comment se trompe-t-elle ainsi ? Quoi, tous les siècles et tous les peuples conspirant ensemble pour se créer une erreur en contradiction si profonde avec les tendances de l'homme s'obstinant à déplacer ainsi sa destinée ? Et c'est cette humanité tout entière qui se trompe ! et voilà des hommes qui se lèvent pour affirmer qu'eux seuls ont trouvé la vérité, et n'ont d'autre témoignage à nous donner qu'un avenir qui se prête aux théories de l'aventure et aux rêves de l'utopie !... — Et s'ils veulent invoquer quelques noms dans le passé, quelques notes discordantes dans le *Credo* de l'humanité, ils n'ont à nous présenter que ceux qui se sont fait dans les siècles l'illustration du paradoxe, du vice ou de la scélératesse. — Tandis qu'ils ont contre eux toute l'humanité sage, savante, vertueuse, qui, avec Anaxagore, montrant le ciel, dit : là-haut est ma patrie, ils

ont contre eux, après la venue du Christ-Rédempteur, toutes les illustres légions de la vertu du dévouement et de l'héroïsme, les vierges, les confesseurs, les apôtres, les docteurs, les bienfaiteurs de l'humanité et toute l'immense légion des saints.

II. — Mais c'est la nécessité de toute doctrine fausse et vouée à la contradiction de produire le malheur et de précipiter les catastrophes. Le paradis sur la terre, posé comme terme suprême de la destinée sociale, ce n'est pas seulement la plus grande des erreurs, c'est encore, et par-dessus tout, l'idée la plus féconde en désastres. — En trois mots c'est la continuité de la *dégradation* la plus profonde, de la *désolation* la plus entière, de la *destruction* la plus complète.

Qui ne voit comment cette doctrine en entrant dans les réalités de la vie en devient le nécessaire abaissement ? Comment concevoir une société *qui monte* sous l'influence d'une pareille doctrine ? L'homme ne peut dépasser par ses tendances ce qu'il regarde comme le but de sa vie, il peut demeurer *au-dessous*, *au-dessus* jamais. — La *doctrine du Paradis* sur la terre doit donc produire un abaissement certain de l'homme aussi sûrement que la force de la gravitation nous attire au centre de la terre. Une destinée qui ne dépasse ni la terre ni le temps, ravale nécessairement tous les désirs, toutes les aspirations de l'humanité. Qu'importe alors la grandeur de votre intelligence, la sublimité de votre génie, il faut que tout *tombe* à terre, comme disait le grand Bossuet. Il faut nécessairement que fuyant les perspectives éternelles, avec votre pensée d'ange et votre dignité d'homme, vous vous sentiez chaque jour tomber dans l'animal. — Votre Dieu, qui est le Dieu tout-puissant, se confond avec la boue que vous foulez, vous êtes plus grand que lui. — Votre ciel est plus bas que l'olympé des Dieux, et la céleste ambroisie de l'olympé est changée pour vous en voluptés moins qu'humaines. —

Votre immortalité abstraite, idéale pour les êtres réels, n'est pour vous qu'une déception dans la vie et une ironie dans la mort. — Encore, si nous étions sûrs que dans ces systèmes l'âme ne périt pas tout entière ; mais au fond de la métaphysique socialiste il n'y a plus que la matière, ce n'est plus que la pondération des forces sensuelles et des attractions *passionnelles*, langue nouvelle bien digne de servir d'interprète à une morale inouïe.

Mais ce qui est plus triste encore, c'est qu'à cet abaissement continu correspond la *désolation* continue et toujours croissante, et la promesse de ce prétendu paradis, n'aboutit qu'à creuser dans l'âme populaire une sorte d'enfer. C'est, en effet, l'accroissement et la multiplication de la souffrance d'un côté, et de l'autre, la diminution ou plutôt la mort de l'espérance. C'est la souffrance *en plus*, et l'espérance *en moins*. — C'est la multiplication de la souffrance ; car le *paradis sur la terre* tue dans l'âme la résignation ; et la suppression de la résignation produit l'horreur progressive de la souffrance ; et l'horreur de la souffrance et l'impatience de souffrir deviennent forcément la multiplication de la souffrance par la souffrance elle-même. L'homme qui croit au paradis du ciel, peut, sans trop d'efforts, se résigner à souffrir sur la terre ; il peut accepter la souffrance comme une loi de la vie voyageuse et militante ; il peut y reconnaître sans murmure la condition temporaire de son éternel bonheur. Mais l'homme qui croit au paradis de la terre comment pourrait-il se résigner à y accepter la souffrance, puisque toute sa destinée est là ? Ainsi, de même que la résignation dans la souffrance diminue et adoucit la souffrance, l'horreur de souffrir doit par la force des choses aigrir et accroître de plus en plus la souffrance elle-même. — Mais ce qui active l'humaine désolation, c'est que le dogme impie du *paradis sur la terre*, tout en agrandissant la souffrance détruit l'*espérance*. — Un homme qui n'avait plus notre foi, Pierre Leroux, avait entendu ici le gémissement populaire, et l'exprime dans ces

paroles : « Autrefois, dit le peuple que la science désespère, j'avais une part dans l'Eglise, et cette Eglise de la terre n'était que l'image et le vestibule de l'Eglise du ciel vers lequel se portaient mes regards pleins d'espérance.... J'ai perdu tout cela, et je n'ai plus de paradis à espérer. Vous m'avez enlevé le paradis du ciel, et je ne vois pas, je ne verrai jamais le paradis de la terre. » — Alors que peut être la vie pour ce peuple déshérité de l'espérance du ciel, si ce n'est un véritable enfer ? Enfer du doute, enfer du désespoir, enfer de la haine ? Et c'est ainsi que l'erreur se ment à elle-même ; et quand elle promet un paradis, on peut être sûr d'avance qu'au bout de ses promesses il y aura un enfer.

Mais le peuple qui ne veut pas d'enfer en l'autre vie, en veut encore moins en ce monde ; et voilà la semence de la *destruction*. Troisième conséquence du *paradis sur la terre*. — Le paradis sur la terre c'est la jouissance terrestre posée comme fin dernière de la vie. Or, la loi suprême de la vie c'est d'atteindre sa fin, et par conséquent de rompre tout obstacle à sa destinée. Dans tout ce qui peut hâter la venue du paradis terrestre, tout ce qui en brise l'obstacle, fût-ce la spoliation, fut-ce l'assassinat, est légitime et sanctifié par le but. Si le ciel, dans la pensée du peuple est retombé sur la terre, il est impossible de lui faire comprendre sa destinée autrement que par ce mot : Jouissance ; jouissance la plus universelle, jouissance la plus grande, jouissance la plus immédiate. A cette marche invincible l'opposition est imaginaire. Que pourrait-on opposer ? La loi de l'abstention ? Mais : abstiens-toi de ce qui t'éloigne de ta destinée, je le comprends ; de ce qui te conduit à ta destinée, de ce qui est ta destinée, je ne le comprends plus. La pensée de la vertu ? La vertu pour conquérir la destinée, *oui*. La vertu pour la fuir, *non*. L'abnégation le sacrifice ? Mais si mon Eden est sur la terre, pourquoi à la destinée d'un autre immoler ma destinée ? Pourquoi l'immo-

lation de cette chose à laquelle toutes les autres doivent être immolées

Mais tandis que dans toute sa puissance et dans tous ses désirs une force le pousse à sa destinée et lui crie *marche*, une autre voix lui crie de partout : tu n'iras pas à ta destinée et au bonheur. Alors cette lutte affreuse entre sa destinée et sa vie lui apparaît comme l'iniquité, le désordre, la tyrannie ; cette main qu'il croit sentir l'arracher à ces jouissances qu'il convoite, c'est pour lui comme la main du brigand qui saisit le voyageur ; et alors dans le silence de son âme frémissante, il entend des doctrines qui lui crient de dehors : Oui, devant ta destinée, il y a un obstacle, ô peuple ; *il faut briser l'obstacle*. Donc, ô peuple, puisque tu es le nombre, puisque tu es la force, étends ton bras et frappe ; frappe les institutions, frappe les fortunes, frappe les heureux. Va donc, et que rien ne t'arrête. Quand il s'agit de sauver l'humanité, c'est la fraternité même qui le dit, on peut marcher même sur les cadavres ; et le peuple s'écrie : Fils du présent, ouvriers de l'avenir, oui levons-nous, et s'il le faut détruisons aujourd'hui et détruisons encore demain. Que le soc des révolutions, destiné à labourer la surface des nations, entre plus profondément que jamais dans ce sol d'où notre bonheur doit sortir ; et s'il le faut encore une fois, pour hâter dans le présent les moissons de notre avenir, que le sang à flots abreuve nos sillons. Et voilà le paradis que le Socialisme promet à ses disciples : le paradis de l'*abaissement*, de la *désolation*, de la *destruction*.

Pour nous, chrétiens, nous aussi, nous sentons sur la terre les douleurs d'un perpétuel enfantement ; mais pour tout adoucir nous avons l'espérance ; il nous est doux de pleurer dans cette vallée de larmes, parce que nous croyons que la rosée de ces larmes fera germer pour nous les moissons éternelles dans le vrai paradis qui est le paradis du ciel et de l'éternité. Que tous comme nous chantent le *Credo* de la catholicité, alors il n'y aura plus de So-

cialisme dans l'humanité, plus de menace pour l'ordre social, et la société vivra de sa vie féconde, heureuse et progressive.

(A suivre).

JOSEPH CLÉMENT.

CONSULTATION

SUR LA

SITUATION LÉGALE DES INSTITUTEURS CONGRÉGANISTES.

TRAITÉS ENTRE LES CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES ET
LES COMMUNES. — DROITS DU PRÉFET (1).

Un arrêté récent de M. le préfet du Var, en annulant un traité passé entre une commune de son département et une congrégation enseignante, vient de soulever une grave controverse qui, nous l'espérons, n'aura pas reçu par cette décision sa solution définitive.

La congrégation des Frères de Marie fournissait, depuis de longues années, à la commune de Saint-Maximin, des instituteurs à des conditions qui avaient été réglées par un traité passé en 1857 et renouvelé en 1877, avec l'approbation préfectorale. M. le préfet actuel a rapporté cette approbation, donnée par son prédécesseur, et a motivé sa décision sur ce que la commune, en prenant des engagements d'une durée de dix années, aurait renoncé à exercer, pendant cette période de temps, le droit qui lui appartiendrait « de se prononcer par la voix de ses représentants en faveur de l'institution laïque contre l'institution congréganiste » et aurait implicitement annulé, pour le même temps, les prérogatives elles-mêmes du préfet.

M. le préfet semble par là se reconnaître le pouvoir de substituer quand il lui plaît, avec le concours des conseils municipaux, l'enseignement laïque à l'enseignement congréganiste établi. Une telle prétention, qui, si elle était

(1) Cette consultation a été aussi publiée par le journal *l'Union* dans son numéro du 14 juin.

admise, aurait pour résultat de livrer partout les instituteurs congréganistes à l'arbitraire de l'administration, ne doit pas être passée sous silence. Si nous n'avions vu dans l'arrêté qui nous était signalé qu'une application contestable des règles du droit à des faits particuliers, nous nous serions abstenus d'intervenir dans ce débat, mais ici c'est l'intérêt général qui est en cause, c'est la loi et avec elle les droits qu'elle garantit qui sont menacés, et nous prenons leur défense.

Nous nous proposons en conséquence d'expliquer, dans la première partie de cette consultation, la situation légale des instituteurs communaux qui appartiennent à des congrégations, et de déterminer, dans une seconde partie, le caractère et la valeur des engagements pris par des communes envers des congrégations qui ont été régulièrement appelées à leur fournir des instituteurs.

1^{re} PARTIE. — Notre législation distingue deux catégories d'instituteurs communaux : les laïques et les congréganistes. Cette distinction n'est pas purement nominale mais elle établit entre la situation des uns et celle des autres des différences qu'il importe de préciser, parce qu'elles sont souvent méconnues. Les divers gouvernements qui se sont succédé en France, depuis 1789 jusqu'à la Restauration, se sont occupés de l'organisation de l'instruction primaire. Tous ont mis l'enseignement primaire à la charge des communes et leur ont imposé l'obligation d'y pourvoir, en leur attribuant même le droit de participer, dans une mesure plus ou moins large, à la nomination des instituteurs; mais tous aussi ont été arrêtés, dans leurs réformes, par la difficulté de mettre à la disposition des communes un personnel suffisant d'instituteurs capables de bien remplir leurs fonctions. La Religion, à peine relevée, vint alors au secours de l'Etat. Les congrégations vouées à l'éducation populaire, abolies par la Révolution, reparurent, et les Frères de la doctrine chrétienne se signalèrent les premiers par leur zèle et leurs succès. Cependant ce ne fut qu'en 1816 que les congrégations enseignantes furent officiellement autorisées à fournir des maîtres aux communes.

« Toute association religieuse ou charitable, disait l'article 36 de l'ordonnance royale du 29 février 1816 sur l'instruction primaire, pourra être admise à fournir, à des conditions convenues, des maîtres aux communes qui en demanderont, pourvu que cette association soit autorisée par nous et que les règlements et les méthodes qu'elle emploie aient été approuvés par notre commission de l'instruction publique. » Les termes de cette disposition

avaient une portée considérable; ce n'étaient pas en effet les membres des congrégations, pris individuellement, qui étaient autorisés à accepter l'emploi d'instituteur communal, c'étaient les congrégations elles-mêmes, sollicitées en quelque sorte de prêter leur concours à l'Etat, qui devaient fournir, *à des conditions convenues*, des maîtres aux communes qui leur en demanderaient. Il s'ensuivrait que les membres des congrégations ne pouvaient jamais être appelés aux fonctions d'instituteur communal que sur la désignation, la présentation de leurs supérieurs et en vertu d'arrangements conclus entre eux et les communes. Les faits confirmèrent bientôt les prévisions du gouvernement royal. Des communes en grand nombre, profitant de la liberté qui leur était accordée, confièrent la direction de leurs écoles à des congréganistes, qui acceptèrent cette mission à certaines conditions, le plus souvent réglées par des traités. Cet état de choses favorable se maintint pendant tout le cours de la Restauration et même après la Révolution de 1830, en dépit des lois nouvelles.

Tout gouvernement nouveau en France se croit obligé de faire une loi sur l'instruction publique. Le gouvernement de Juillet voulut donc aussi avoir la sienne et fit la loi de 1833, qui créa des comités d'arrondissement, chargés de surveiller les écoles communales et de nommer les instituteurs sur la présentation des conseils municipaux, mais qui passa sous silence les droits conférés aux congrégations par l'ordonnance de 1816.

Il était toutefois plus aisé de méconnaître leurs services que de s'en passer; elles continuèrent donc à remplir leur mission, sans obstacle, jusqu'au jour où la loi du 15 mars 1850, reprenant le système inauguré avec tant de bonheur par la Restauration, leur donna une nouvelle investiture. Cette loi, qui a fait faire un si grand pas à la liberté d'enseignement, accordait aux communes le double droit de nommer les instituteurs et de les choisir parmi des laïques ou des congréganistes. Mais ici encore le mode de nomination variait suivant le parti que prendraient les communes. « Les instituteurs communaux, dit l'article 31 de la loi, sont nommés par le conseil municipal de chaque commune et choisis, soit sur une liste d'admissibilité et d'avancement dressée par le conseil académique du département, « soit » sur la présentation qui en est faite par les supérieurs » pour les membres des associations religieuses vouées à » l'enseignement et autorisées par la loi ou reconnues » comme établissements d'utilité publique. »

La différence, on le voit, était considérable et devait produire des situations très-dissemblables. En effet, si le conseil municipal choisissait et nommait un laïque, celui-

ci passait, aussitôt après, sous l'autorité immédiate et exclusive du recteur qui seul avait le pouvoir, en vertu de l'article 33 de la loi, de le *réprimander*, de le *suspendre*, ou de le *révoquer*, sauf le cas d'urgence dans lequel « le maire pouvait le suspendre provisoirement, à charge de rendre compte dans les deux jours au recteur. » Ainsi, le conseil municipal n'avait pas le droit de renvoyer l'instituteur, une fois nommé, pour le remplacer par un congréganiste ou un autre laïque, et, par conséquent, il n'était autorisé à exercer son droit d'option et de nomination qu'en cas de vacance d'emploi par suite de décès, démission ou révocation. Si, au contraire, le conseil municipal voulait nommer un congréganiste, il devait le demander à un supérieur de congrégation et se mettre préalablement d'accord avec lui sur les conditions auxquelles l'instituteur serait donné par la congrégation.

L'instituteur désigné par le supérieur et accepté par la commune passait à son tour, comme le laïque, sous l'autorité du recteur ; mais il n'en demeurait pas moins à la disposition de son supérieur, qui stipulait toujours parmi ses conditions « le droit de le déplacer ou de le changer, quand il le jugerait utile ou nécessaire au bien de l'établissement ou de l'institut. » Ce sont les termes de la plupart de ces clauses qui se retrouvent dans les traités passés entre les congrégations et les communes. Ces traités, exécutés librement sous les yeux et avec l'assentiment de l'administration supérieure, contenaient des engagements tantôt d'une durée déterminée, tantôt d'une durée indéterminée, avec faculté pour les deux parties de rompre le contrat en se prévenant six mois ou un an à l'avance. On retrouvait alors sa liberté de part et d'autre, et la commune reprenait le libre exercice de son droit d'option et de nomination. Ainsi l'instituteur congréganiste entraînait dans la hiérarchie universitaire sans cesser d'appartenir à sa congrégation, et la loi, qui le plaçait sous l'autorité du recteur, le laissait toujours soumis à son supérieur. Et c'est cette double dépendance qui caractérisait et caractérise encore aujourd'hui, comme nous allons le démontrer, la situation des congréganistes appelés aux fonctions d'instituteur communal.

La loi du 15 mars 1850 avait accordé aux communes une liberté qui fut jugée incompatible avec le régime impérial. Un premier décret-loi du 9 mars 1852 enleva aux conseils municipaux le droit de nommer les instituteurs communaux et le donna aux recteurs. Il importe de reproduire le texte de cette disposition :

« Les recteurs, par délégation du ministre, nomment les instituteurs communaux, *les conseils municipaux entendus, d'après le mode prescrit par les deux premiers paragraphes*

de l'article 31 de la loi du 15 mars 1850. » Deux ans après, la loi du 14 juin 1854 transportait aux préfets les attributions déferées aux recteurs par l'article 33 de la loi du 15 mars 1850 et le décret précité. Les préfets se trouvèrent par là investis du droit de nommer les instituteurs, et du droit de les réprimander, de les suspendre ou de les révoquer, sauf recours de l'instituteur au conseil supérieur.

Mais à ce moment des contestations furent soulevées sur l'étendue des attributions nouvelles du préfet ; elles donnèrent même lieu à d'importants débats qu'il est nécessaire de rappeler, parce qu'ils ont fixé le sens et la portée de la loi sur les points qui nous occupent. Nous les résumerons dans les trois questions suivantes :

Première question. — L'obligation imposée aux préfets par les lois de 1852-54 de consulter, avant toute nomination d'instituteur communal, les conseils municipaux sur le choix d'un laïque ou d'un congréganiste, emporte-t-elle comme conséquence l'obligation pour lui de conformer son choix aux avis par eux exprimés ?

La plupart des conseils municipaux étaient convaincus que le droit d'option, qui leur avait été accordé par la loi de 1850, leur était resté et que le droit seul de nomination avait été transféré aux préfets ; il leur paraissait illogique qu'on leur demandât leur avis sur le choix d'un laïque ou d'un congréganiste, si on était autorisé à ne point tenir compte de leur préférence. Les évêques de France s'attachèrent également à cette interprétation, que d'ailleurs les circulaires ministérielles de l'époque semblaient elles-mêmes autoriser. La question fut enfin portée devant le Sénat par une remarquable pétition de M^{re} l'archevêque de Rennes, soutenue à la tribune par M^{re} le cardinal Mathieu.

Le débat fut brillant et élevé. La raison était du côté des éminents prélats ; mais le texte de la loi les condamnait. Aussi les orateurs du gouvernement n'eurent-ils aucune peine à démontrer qu'il ne restait aux conseils municipaux, de leurs anciennes prérogatives, que le droit d'être entendus, mais non celui d'être écoutés. La pétition fut donc rejetée (Séance du 7 mai 1862).

Deuxième question. — Les lois de 1852-54, en conférant au préfet le droit de nommer, suspendre ou révoquer les instituteurs communaux, leur ont-elles aussi donné implicitement le pouvoir de les déplacer ?

Cette question était délicate et la raison de douter était assurément sérieuse ; car, sous l'empire de la loi de 1850,

les recteurs n'ayant qu'un droit de réprimande, de suspension ou de révocation, et les conseils municipaux n'ayant qu'un droit de nomination locale, il s'ensuivait, comme nous l'avons déjà remarqué, que l'instituteur nommé ne pouvait jamais être déplacé sans son consentement.

Mais le droit de nomination transféré au préfet s'étendant à toutes les communes d'un même département, n'entraînait-il pas comme conséquence nécessaire le droit de faire, parmi les instituteurs, toutes les mutations exigées par les besoins du service ? Et n'aurait-il pas fallu, pour leur conférer l'inamovibilité, une disposition positive de la loi ? C'est cette interprétation qui a prévalu dans l'administration, et elle a été consacrée par une décision du conseil d'Etat, en date du 22 mars 1866.

Toutefois, ce droit de mutation, exercé librement par les préfets dans le personnel des instituteurs laïques, ne peut jamais atteindre les congréganistes, car tout déplacement exige une nomination nouvelle, et les préfets ne peuvent nommer les instituteurs congréganistes que sur la présentation des supérieurs. Le droit de mutation dans le personnel congréganiste appartient donc, sous la législation actuelle, aux supérieurs des congrégations qui l'exercent avec l'agrément des préfets. D'ailleurs, ce droit qu'ils ont toujours librement exercé leur a été formellement reconnu par la circulaire ministérielle du 12 juillet 1862, dont nous citerons le passage suivant :

« Ainsi, Monsieur le préfet, disait M. le ministre de l'instruction publique, vous devez pourvoir d'office et directement aux changements et mutations de service et de discipline intérieure. Les supérieurs des associations religieuses jouissent du même droit en ce qui concerne les instituteurs appartenant à leur ordre. »

Troisième question. — En cas d'un simple déplacement d'instituteurs, les préfets doivent-ils consulter les conseils municipaux sur le choix d'un laïque ou d'un congréganiste ?

Cette question paraissait avoir été définitivement résolue par un vote du Sénat et la pratique de l'administration de l'Empire ; mais une circulaire ministérielle du 28 octobre 1871, en paraissant lui donner une solution nouvelle et contraire, l'a fait revivre et lui a rendu sa gravité et son actualité. Ce fut en 1862 qu'elle fut posée devant le Sénat par une pétition de M. le comte de Tournon, qui se plaignait de ce qu'un instituteur eût été changé sans que le conseil municipal eût été préalablement consulté sur le choix d'un laïque ou d'un congréganiste.

Le ministre de l'instruction publique intervint dans le

débat et alléguait principalement contre la pétition, la pratique constante de l'administration et les inconvénients qu'il y aurait à poser la question d'option à chaque mutation nécessitée par les besoins du service. Ces considérations, fort sages, assurément, obtinrent un plein succès, mais elles ne répondaient pas directement, il faut en convenir, à l'objection soulevée par la pétition et tirée du texte même de la loi. Toute mutation exige une nomination, disait-on, et toute nomination doit être faite, « le conseil municipal entendu. » Cet argument pourtant n'est que spécieux, et il est aisé de le démontrer. Il faut, en effet, distinguer entre le droit simple de nomination et le droit de mutation. Le droit de nomination n'est que le droit de pourvoir à une fonction vacante et n'implique pas nécessairement le droit de déplacer le fonctionnaire nommé. Le droit de mutation, au contraire, est le droit de faire des changements dans un même personnel de fonctionnaires auxquels la loi n'a pas conféré le privilège de l'inamovibilité. Or, il y a deux personnels d'instituteurs communaux.

Toute mutation dans le personnel congréganiste ne peut avoir lieu que sur la proposition des supérieurs, et le préfet n'a, vis-à-vis d'eux, qu'un droit, celui de rejeter ou d'accueillir leurs présentations. S'il les rejette, rien n'est changé ; s'il les accueille, la mutation est approuvée, et par cela même accomplie. Donc, dans l'un et l'autre cas, il n'y a pas de place pour l'exercice du droit d'option. Le même raisonnement s'applique nécessairement aux instituteurs laïques. Le droit de mutation, en ce qui les concerne, appartient exclusivement au préfet ; mais son pouvoir est limité au seul personnel laïque, et, comme il n'a le droit de faire des changements que dans ce personnel même, la question d'option ne peut jamais être posée à propos de ces mutations. Ces conséquences inévitables ont pourtant été méconnues par M. le ministre de l'instruction publique de 1871 dans sa circulaire du 28 octobre de la même année, où il paraît plus préoccupé de corriger la loi que de l'interpréter. En effet, il ne dit pas positivement que la question d'option doit être posée à chaque mutation ; mais il insinue que l'interprétation donnée à la loi par le Sénat et la circulaire du 12 juillet 1862 a provoqué des réclamations, à la fin de l'Empire. « On fit remarquer, ajoute-t-il, qu'en restreignant aux seuls cas de vacances d'emplois l'avis à émettre sur l'option, on permettait aux préfets aussi bien qu'aux supérieurs des congrégations de perpétuer dans une école communale une catégorie d'instituteurs, contrairement aux vœux des populations. L'administration jugea sans doute que l'observation était fondée et l'inconvénient grave, puisqu'elle admit, dans les dernières années de

l'Empire, que, *pour certains cas*, le conseil municipal pourrait formuler son avis, lors même qu'il n'y aurait pas vacance d'emploi. » Mais le ministre n'énumère pas ces cas. Il termine enfin sa circulaire par cette phrase équivoque : « Dans le cas où quelques conseils municipaux vous auraient fait parvenir leurs vœux, relativement à l'option entre laïques et congréganistes, vous auriez donc à saisir le conseil départemental. La loi vous donne tous pouvoirs pour la nomination des instituteurs. »

Nous ne dirons pas que la circulaire, que nous avons cherché à analyser, émet une fausse interprétation de la loi, mais elle l'insinue. Elle tend à faire admettre que les conseils municipaux sont autorisés, en tous temps, à formuler un avis sur le choix d'un instituteur communal, et que les préfets ont le droit d'accueillir ces réclamations et d'y donner satisfaction.

Or, c'est là une erreur manifeste; les conseils municipaux n'ont qu'un droit, celui d'être *entendus* en cas de vacance d'emploi et avant la nomination. En tout autre temps, leur avis est sans valeur légale, et le préfet ne peut ni l'accueillir ni même l'entendre.

En vain s'écrie-t-on que l'on pourrait ainsi « perpétuer dans une école une catégorie d'instituteurs contrairement à la volonté des populations. » Mais ces inconvénients qu'on signale et exagère, c'est la loi même qui les a créés en substituant à la volonté des populations la volonté des préfets, qui ont « tous pouvoirs pour la nomination des instituteurs, » comme le dit la circulaire elle-même; et après tout, ces inconvénients, sont encore moins graves que les abus auxquels nous conduirait la fausse interprétation qu'on s'efforce de faire prévaloir.

2^e PARTIE. — Après avoir déterminé la situation légale des instituteurs congréganistes, il nous reste maintenant à nous expliquer sur le caractère et la valeur des traités passés entre les communes et les congrégations. Et d'abord les communes ont-elles, en principe, le droit de s'engager envers les congrégations? Ce droit n'est pas douteux. En effet, l'article 36 de la loi de 1850 déclare que « toute commune doit entretenir une ou plusieurs écoles primaires, » et l'article 37 explique que ses obligations consistent à fournir à l'instituteur « un local convenable, tant pour son habitation que pour la tenue de l'école, le mobilier de la classe et un traitement. »

La même loi attribuait en outre aux conseils municipaux, en cas de vacance des fonctions d'instituteur, le droit d'en demander aux supérieurs de congrégations. Ceux-ci pouvaient ou accueillir ou rejeter la proposition, ou mettre à

leur acceptation certaines conditions que les conseils municipaux avaient évidemment à leur tour le droit d'accepter, si elles n'étaient pas contraires aux lois ou ne dépassaient pas les limites de leurs attributions. C'est ainsi que se sont formés ces traités dont la légitimité en principe ne saurait être et n'a, du reste, jamais été contestée.

La loi du 19 juillet 1875, dont l'article 6 consacre dans les termes les plus énergiques l'aptitude légale des congrégations religieuses, suppose même que l'état normal est la convention entre la congrégation enseignante et la commune, car le traitement fixé par la loi n'est dû « qu'à défaut de convention. »

Il est vrai que les conseils municipaux ont été dépouillés par les lois de 1852-54 du droit de nomination, qui a été transporté aux préfets, mais les communes sont demeurées chargées de pourvoir à l'entretien des écoles primaires. Or, quand un préfet, dans les cas prévus par la loi, demande une présentation à un supérieur, celui-ci est toujours libre de faire ses conditions. Le préfet a-t-il qualité pour les accepter? Non, car il n'a qu'un droit, celui de nomination; mais c'est à la commune même qu'il appartient encore de régler, d'accord avec le supérieur, toutes les conditions qui rentrent dans ses attributions, telles qu'elles sont fixées par les articles 36 et suivants de la loi du 15 mars 1850.

Mais ces engagements régulièrement pris, les parties peuvent-elles en poursuivre l'exécution devant la juridiction civile?

Les tribunaux civils sont certainement et seuls compétents pour statuer sur l'exécution des obligations légitimement contractées par des communes envers des tiers, sauf à renvoyer les parties devant la juridiction administrative pour faire interpréter les actes administratifs, s'il y en a, dont le sens ou la régularité seraient sérieusement contestés et contestables.

Tel est le sens général de la jurisprudence sur cette question.

Ces principes étant posés, examinons maintenant le traité auquel M. le Préfet du Var a prétendu retirer l'approbation préfectorale qui l'avait sanctionné.

L'arrêté de M. le préfet ne conteste ni le droit qu'avait la commune de s'engager, ni la régularité des engagements eux-mêmes, mais il n'en critique que la durée. La commission municipale de Saint-Maximin, en assignant au traité une durée de dix ans, aurait aliéné le droit qui appartenait au conseil municipal de se prononcer « en faveur de l'institution laïque contre l'institution congréganiste. »

Elle aurait même *paralysé l'action du préfet*. Mais ici l'interprétation donnée à la convention par l'arrêté est com-

plètement erronée. On n'a pas aliéné le droit d'option de la commune par la raison que *ce droit ne lui appartient pas*. Quant aux attributions du préfet, elles sont entières, et la convention n'y porte et ne peut même, ni en droit ni en fait, y porter aucune atteinte. Les Frères de Marie sont en possession régulière de l'école de Saint-Maximin pour un temps dont la durée légale est indéterminée, car il faudrait pour les en expulser une révocation formelle et définitive du titulaire. Si cette révocation imprévue survenait et si elle devenait définitive par le défaut ou le rejet du pourvoi, l'autorité préfectorale retrouverait à l'instant l'usage de sa prérogative d'option et de nomination. Les tribunaux seuls seraient juges des questions de fait et des conséquences de la révocation relativement aux obligations résultant du traité.

Ainsi le traité était régulier et l'approbation préfectorale qui lui avait été donnée l'avait rendu définitif. M. le préfet du Var, en rapportant cette approbation, a donc commis un excès de pouvoir.

En conséquence, nous estimons :

1° Que les instituteurs congréganistes ne peuvent être déplacés par les préfets que sur l'initiative et la présentation des supérieurs de congrégation ;

2° Que les préfets ne sont autorisés à remplacer les instituteurs congréganistes par des laïques qu'en cas de vacances d'emploi par suite de décès, démissions ou révocations, le conseil municipal entendu ;

3° Qu'un conseil municipal peut régulièrement délibérer sur les conditions auxquelles le supérieur d'une congrégation consent à fournir des instituteurs à la commune, et y souscrire ;

4° Que l'approbation donnée à cette délibération par le préfet rend définitifs les engagements pris par la commune, et qu'en conséquence la congrégation est fondée à en poursuivre l'exécution devant les tribunaux civils ;

5° Qu'un préfet, qui rapporte l'approbation donnée à une délibération régulière d'un conseil municipal, commet un excès de pouvoir.

Délibéré à Versailles, le 12 juin 1878.

LUCIEN BRUN, sénateur ;

DEPEYRE, sénateur ;

TAILHAND, sénateur ;

THÉRY, sénateur ;

DELEPOUVE, avocat à la Cour d'appel de Paris,
secrétaire du Comité.

La *Revue* continue à recevoir de nombreuses adhésions de Jurisconsultes ; elles seront données dans une brochure ou tirage à part.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

AUDIENCE DU 15 AVRIL 1878.

Présidence de M. BÉDARRIDES.

Impôts sur les sucres. — Fabricants et raffineurs. — Fixation de la qualité du produit et de la quotité de l'impôt à la sortie de la fabrique.

Le fabricant peut seul soulever contre l'administration, au sujet de la richesse effective des sucres soumis à l'impôt, la contestation prévue par l'article 3 de la loi du 27 juillet 1875. Il doit réclamer avant la sortie des sucres de la fabrique, l'expertise légale qu'il est seul autorisé à provoquer.

Le raffineur chargé, par son contrat, du paiement de l'impôt, l'acquitte pour le compte du fabricant. Il est sans qualité pour réclamer une expertise, le classement de la matière imposable ayant eu lieu définitivement à la sortie de la fabrique.

Sur le moyen unique pris de la fausse interprétation de l'article 3 de la loi du 29 juillet 1875, et de la violation de l'article 4 du décret du 27 mars 1852, ainsi que des articles 14, 15, 20, 21 et 22 de la loi du 18 floréal an xi :

Attendu que le règlement d'administration publique du 1^{er} septembre 1852, rendu en exécution du décret du 27 mars de la même année, détermine les conditions et les formalités relatives à l'enlèvement des sucres et le mode de paiement des droits : qu'il dispose dans ses articles 26, 20 et 36 « qu'aucune expédition ne pourra être » faite de la fabrique que sur une déclaration du fabricant et qu'a- » près vérification par le service, et délivrance d'un acquit-à-cau- » tion, qu'en cas de contestation de la part du fabricant, les com- » missaires-experts institués par la loi du 27 juillet 1822, statueront » au vu d'échantillons prélevés contradictoirement, qu'aucune quan- » tité de sucre ne pourra sortir des fabriques qu'après paiement des » droits ou garantie suffisante de leur acquittement, et que les » droits seront dus à la date de l'enlèvement, d'après les quantités » constatées par la vérification ; »

Attendu qu'il résulte clairement de ces articles que le fabricant seul peut soulever la contestation contre l'administration, et que l'expertise légale qu'il est seul autorisé à provoquer, doit être ré- clamée par lui avant la sortie des sucres de la fabrique ;

Attendu que la loi du 27 juillet 1875 n'a apporté aucune modification à cette règle, qu'elle se borne, dans son article 3, à dire qu'en cas où la nuance des sucres ne paraîtrait pas correspondre à leur richesse effective, le service ou le fabricant provoquera l'expertise légale, et que les commissaires-experts doivent recourir, pour le classement définitif, aux procédés saccharimétriques ;

Attendu que Lebaudy frères, raffineurs, ayant acheté 7,674 sacs de sucre indigène, qui, à leur sortie des fabriques, avaient été déposés dans les entrepôts de Paris, et sur lesquels 500 avaient donné lieu à l'expertise légale, ont émis la prétention de faire vérifier par les commissaires-experts, en vertu de l'article 3 de la loi du 27 juillet 1875, la richesse effective de ces sucres, au moyen des procédés saccharimétriques ; que le jugement attaqué a repoussé à bon droit cette prétention, en déclarant qu'ils étaient sans qualité pour invoquer l'expertise légale, et que la faculté de provoquer cette expertise n'avait appartenu qu'aux fabricants qui l'avaient exercée, ou avaient pu et dû l'exercer avant la sortie des sucres des fabriques ; que c'est aussi à bon droit que ledit jugement a écarté également l'usage invoqué par les demandeurs en cassation comme règle d'interprétation de la loi, en décidant que cet usage, fût-il établi, ne saurait prévaloir contre le texte formel de cette loi ;

D'où il suit que les articles sus-visés n'ont été ni violés ni fausement appliqués.

Par ces motifs,

Rejette.

Chambre des Requêtes, 15 avril 1878. — MM. Bédarrides, président ; Petit, rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident : M^e Demasure, avocat.

Cet arrêt est d'un grand intérêt pratique pour l'industrie des sucres. En fait, le raffineur, en vertu de son contrat avec le fabricant, est le plus souvent chargé de payer l'impôt de fabrication. Le fabricant souscrit, au profit du Trésor, des obligations à terme dont il garantit l'acquittement. Le raffineur s'engage à les payer en même temps qu'il reçoit la matière imposable avec un acquit-à-caution.

Néanmoins, le véritable débiteur de l'impôt est le fabricant. C'est sa propre dette qui est acquittée par son acheteur. « Aucune quantité de sucre, dit l'article 36 du décret du 1^{er} septembre 1852, ne pourra sortir des fabriques qu'après payement des droits ou garantie suffisante de leur acquittement. » L'article 31 du même décret dispose « qu'il ne pourra être introduit que des matières libérées d'impôt dans les raffineries de sucre. »

Ces articles ont déterminé à la fois et le moment de la liquidation du droit et celui de l'exigibilité de ce droit ; ils l'ont fixé à la date de l'enlèvement de la fabrique, soit par un accord amiable avec le fabricant, soit après expertise. Le classement d'où résulte la quotité de l'impôt ne peut être remis en question.

AUDIENCE DU 8 MAI 1878.

I. — *Legs universels de même étendue substitués l'un à l'autre. — Caducité partielle. — Caractère d'universalité du legs substitué.*

II. — *Décret d'autorisation. — Application. — Point de départ de la saisine.*

Lorsqu'un testament contient une institution principale et une substitution directe, l'une et l'autre universelles, le décret d'autorisation qui rend caduque une partie de l'institution principale et le fractionnement de l'hérédité qui en résulte ne changent pas le caractère des legs, qui sont recueillis chacun comme universels.

Lorsqu'il n'y a pas d'héritier à réserve, la saisine des légataires universels, dont l'acceptation est subordonnée à une autorisation, a son effet rétroactivement du jour du décès. L'hérédité s'augmente de tous les fruits perçus dans le temps intermédiaire, fruits qui sont inséparables de la part qui les a produits.

Sur le moyen tiré de la violation des articles 1003, 1011, 1040 et 1179 du Code civil :

Attendu que, par son testament olographe du 7 juin 1867, Victor Beaucourt, après avoir légué aux sociétés de secours mutuels du lieu de son domicile tous les biens meubles et immeubles, déclare que, si elles ne sont pas autorisées à les recueillir, il entend que son héritage soit consacré à fonder autant de lits que possible dans l'hospice de la commune de son domicile, ou, à défaut, dans l'hospice du chef-lieu de l'arrondissement ;

Attendu que l'arrêt dénoncé, appréciant souverainement la lettre et l'esprit des deux dispositions, reconnaît qu'elles contiennent une institution principale et une substitution directe, l'une et l'autre de même étendue, l'une comme l'autre universelles, et considère avec raison que le décret d'autorisation n'a pu en changer le caractère par le fractionnement de l'hérédité entre les sociétés et les hospices ;

Attendu qu'elles ont été autorisées par le décret du 31 mai 1876, conformément à l'article 910 du Code civil, mais qu'elles ne l'ont été au profit des sociétés que jusqu'à concurrence des meubles, et, au profit des hospices, que jusqu'à concurrence des immeubles ;

D'où il suit que l'hérédité s'étant divisée en deux parties distinctes, différentes dans leur objet, mais de caractère pareil, c'est au même titre, celui de legs universel, qu'elles ont été recueillies chacune, et que, par conséquent, comme il n'y avait point d'héritier à réserve, c'est à bon droit qu'il a été décidé que les hospices n'étaient pas plus soumis que les sociétés à l'obligation de demander la délivrance ;

Sur le moyen tiré de la contravention au principe de la séparation des pouvoirs et de la violation des articles 910, 920, 535 du Code civil :

Attendu que le décret d'autorisation est parfaitement clair dans ses termes; qu'il n'y avait pas à en rechercher le sens et à en fixer la portée, mais seulement à l'appliquer; qu'il n'y avait ensuite qu'à interpréter le testament et à en déduire les conséquences légales; que la question du procès rentrait donc essentiellement dans le domaine de l'autorité judiciaire;

Attendu que les sociétés revendiquaient comme leur appartenant, à titre de valeurs mobilières, les loyers et fermages qui avaient couru dans l'intervalle de la mort du testateur au décret d'autorisation;

Attendu que, lorsqu'il n'y a pas d'héritier à réserve, le légataire est saisi de plein droit, par le décès du testateur, de tous les biens héréditaires et en acquiert immédiatement la possession; que, si le legs est subordonné à une condition, il a son effet non du jour où il s'accomplit, mais de celui du décès, le principe de la rétroactivité ne s'appliquant pas moins aux testaments qu'aux contrats; que l'hérédité s'augmente ainsi de tous les fruits perçus dans le temps intermédiaire; et que, s'il y a plusieurs légataires universels, chaque part s'accroît naturellement des fruits qu'elle a produits et qui, dans ce cas, en sont inséparables;

Attendu, dans l'espèce, que la condition qui tenait en suspens le droit des légataires ne s'est réalisée que par le décret d'autorisation; que ce n'est qu'alors qu'ils ont eu la saisine, et qu'elle n'a compris rétroactivement, à l'égard des sociétés comme des hospices, que les biens auxquels se réduisaient leurs parts respectives et les fruits qui en étaient une dépendance;

D'où il suit qu'en jugeant que le droit aux fruits depuis le décès n'appartenait aux sociétés que pour les meubles, aux hospices que pour les immeubles, et en repoussant de la sorte la prétention des sociétés qui réclamaient tous les fruits, la Cour d'appel de Douai, bien loin de violer les règles de la matière, en a fait, au contraire, une saine et juridique application.

Chambre des requêtes. — 8 mai 1878. — MM. Bédarrides, président; Guillemard, rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général; (concl. conf.) — Plaidant : M^e de Valroger, avocat.

AUDIENCE DU 20 MAI 1878.

- I. — *Demande de garantie. — Appel en cause du garant et du garanti par le demandeur principal. — Reproduction de la demande en garantie en cause d'appel, par conclusion d'avoué à avoué.*
- II. — *Prescription de l'article 108 du Code de commerce. — Expéditeur.*

Lorsqu'une demande de garantie s'exerce entre défendeurs, ayant, les uns et les autres, constitué avoué, elle est une demande incidente, dans le sens de l'article 337 du Code

de procédure civile, et elle peut être formée par conclusions d'avoué à avoué.

La prescription de l'article 108 du Code de commerce ne peut être invoquée que par le voiturier ou le commissionnaire et jamais par l'expéditeur.

Sur le premier moyen... En ce qui concerne la prétendue violation des articles 443, 456, 175 et suivants, et 470, Code de Procédure civile ;

Attendu que le tribunal de commerce n'avait point rejeté la demande en garantie formée par la compagnie des Dombes, contre Probel, mais seulement dit qu'il n'y avait lieu de statuer sur cette demande ;

Attendu que les conclusions prises devant la Cour, par ladite compagnie, contre Probel, à l'effet d'obtenir cette garantie, n'avaient pas pour but de faire réformer, dans l'un de ses chefs, le jugement du tribunal, et ne constituaient, dès lors, ni un appel principal ni un appel incident soumis aux prescriptions des articles 456 et 443, Code de Procédure civile ;

Attendu que l'article 470 de Procédure civile porte : « Les autres règles établies pour les tribunaux inférieurs seront observées dans les tribunaux d'appel. »

Attendu qu'aux termes de l'article 33, même Code, les demandes incidentes devant les tribunaux de première instance peuvent être formées par conclusion d'avoué à avoué ; — que cette disposition s'applique évidemment aux demandes formées entre défendeurs, s'il y en a plusieurs en cause, et spécialement aux actions en garantie, qu'ils pourront exercer les uns contre les autres, lorsque ces actions sont la conséquence de la demande principale ;

Attendu que les articles 175 et suivants ne contiennent rien de contraire à cette solution ; qu'ils ont uniquement pour but de régler le délai qui est nécessaire au défendeur principal, à l'effet d'appeler en cause, comme garant, un tiers resté jusque-là étranger au procès ;

Que ces articles ne sauraient donc s'appliquer au cas où la garantie s'exerce entre défendeurs ayant les uns et les autres constitué avoué ;

Qu'il suit de ce qui précède que la Cour de Dijon, en accueillant les conclusions prises par la compagnie des Dombes, contre Probel, n'a violé aucune des dispositions légales ci-dessus visées.

Sur le deuxième moyen, tiré de la violation et fausse application de l'article 108 du Code de commerce ;

Attendu que l'arrêt attaqué déclare que : « Dans l'espèce, la compagnie des Dombes n'était, dans ses rapports avec la compagnie de la Méditerranée, qu'un expéditeur, qualité qu'elle a reçue et acceptée dans tous les documents du procès ; »

Attendu que cette déclaration, conforme d'ailleurs aux faits constatés par l'arrêt, est souveraine, et qu'elle excluait nécessairement l'application de l'article 108, qui ne peut être invoqué que par le voiturier ou le commissionnaire, et jamais par l'expéditeur ; — d'où il suit, qu'en refusant à la compagnie des Dombes, le bénéfice de la prescription édictée par cet article, la Cour de Dijon ne l'a ni violé ni faussement appliqué.

Par ces motifs,
Rejette.

Chambre des Requêtes, 20 mai 1878. — MM. Bédarrides, président; Cantel, rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); Plaidant : M^e Ewald, avocat.

I. — Une demande de garantie sur laquelle le juge de première instance n'a pas statué, soit par omission, soit par suite du rejet de la demande principale — ce rejet rendant inutile d'examiner la demande de garantie — n'est pas en cause d'appel une demande nouvelle (Ch. des Req., 15 novembre 1820. — Ch. civ., 4 juin 1833).

Lorsque le garant, au lieu de se borner à contester la garantie a combattu en première instance la demande principale, il s'est fait l'adversaire direct de l'adversaire principal qui peut interjeter appel contre lui aussi bien que contre le défendeur principal (Ch. civ., 22 mars 1875). Le garant a, d'ailleurs, dans ce cas, le même droit d'appel contre le demandeur principal (Ch. civ., 18 mars 1874).

Dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, la demande principale avait été rejetée en première instance, ce qui avait rendu inutile l'examen de la demande de garantie. Appel par le demandeur principal à la fois contre le garanti et contre le garant, mis tous deux hors de cause.

Trouvant son garant en cause, le garanti, sans former appel, sans lui donner assignation, avait pris contre lui des conclusions par simple acte d'avoué à avoué.

La Chambre des Requêtes a décidé que cette procédure était régulière. Le garanti, relaxé de toutes poursuites, n'avait pas à interjeter appel d'un jugement qui lui donnait gain de cause. — Il en eut été autrement, bien entendu, si sa demande en garantie avait été, non pas omise, mais rejetée. Ce jugement, à défaut d'un appel, eut acquis l'autorité de la chose jugée (Ch. civ., 28 novembre 1854. — 9 avril 1867). — Mais le jugement ne décidait rien ; il disait seulement qu'il n'y avait lieu de statuer sur la demande en garantie. Dès lors, son garant étant présent au procès, il pouvait conclure directement contre lui, la procédure de l'article 175 n'ayant d'autre objet que d'accorder un délai pour permettre l'appel en cause d'une partie étrangère au procès. Il est inutile d'y recourir quand la partie à appeler est présente, et l'article 337 du Code de Procédure civile, sur les demandes incidentes, devient seul applicable.

II. — L'article 108 du Code de commerce, voulant mettre les commissionnaires et les voituriers à l'abri des risques et des dangers de réclamations tardives, a établi en leur faveur une prescription à bref délai. Cette prescription peut être invoquée par eux, soit dans leurs rapports avec le

destinataire, soit pour l'exercice des actions que des transporteurs successifs peuvent avoir à exercer les uns contre les autres.

Mais cette disposition exceptionnelle ne peut être invoquée par l'expéditeur. Dans l'espèce de notre arrêt, la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, relevant de la compagnie des Dombes, des fûts à moitié vidés et en mauvais état, avait refusé de les transporter en se substituant aux obligations du premier transporteur. Le dommage ayant été régulièrement constaté, elle avait exigé de la compagnie des Dombes une clause spéciale d'après laquelle celle-ci devenait expéditeur de la marchandise et garantissait le transporteur contre toute réclamation.

Dès lors, l'article 108 du Code de commerce n'était plus applicable. Il ne s'agissait plus d'une réclamation tardive pour un dommage constaté après le transport effectué ; il s'agissait d'un dommage antérieur au transport, dont l'expéditeur, par une garantie spéciale, avait assumé toute la responsabilité. La prescription de l'obligation ainsi contractée ne pouvait être acquise que suivant les règles du droit commun.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

BIBLIOGRAPHIE.

II. — ÉTUDES DE DROIT COMMERCIAL.

ESSAI HISTORIQUE ET CRITIQUE SUR LA LÉGISLATION DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER, par C. LESCŒUR, docteur en droit, licencié ès lettres, professeur à la Faculté libre de Droit de l'Université catholique de Paris (1).

S'il est une œuvre digne de prendre place à côté du monument élevé par notre savant maître, M. Laurin, à la mémoire de M. Cresp (2), c'est assurément l'Essai publié par notre collègue,

(1) Maresq aîné, libraire-éditeur, 20, rue Soufflot.

(2) Voir le compte rendu qui en a été fait dans la livraison d'avril 1878 de la *Revue*.

M. Lescœur, un des talents les plus distingués qu'ait mis au jour l'enseignement libre. Sous sa première forme, qui était celle d'un mémoire de concours, cet Essai fut soumis au jury constitué à Paris en 1873-1874 par la Faculté de droit de l'Etat, pour juger les travaux présentés par les élèves en doctorat. Le rapporteur, M. Boistel, annonçant que M. Lescœur avait obtenu la plus haute récompense que l'on put ambitionner, la première médaille d'or, n'hésitait pas à qualifier ce travail d'« extrêmement remarquable. » Il le signalait comme « une œuvre tout à fait hors ligne » et marquait avec force la satisfaction mêlée de surprise qu'avait fait éprouver la lecture d'une étude aussi magistrale sous une plume jeune encore. Depuis, l'auteur a revu son ouvrage avec un soin consciencieux. Il a mis à profit quelques critiques, comblé quelques lacunes, mentionné les derniers arrêts. Ces retouches faites, il l'a publié par fragments dans la *Revue pratique de jurisprudence*, et il le livre aujourd'hui à la grande publicité, dernière épreuve qui sera la garantie et la consécration de toutes les autres.

L'idée mère du sujet avait été parfaitement comprise, aux termes mêmes du rapport. Ecoutons l'auteur nous l'exposer : « Ce doit être une étude surtout d'histoire et un peu de législation. Il ne s'agit pas évidemment de commenter dans tous leurs détails les lois qui se sont succédé : outre que ce travail ne présenterait qu'un mince intérêt pour celles de ces lois qui sont abrogées aujourd'hui, il ne serait pas neuf et dépasserait les proportions d'un mémoire comme celui-ci. Il faut plutôt, si je ne me trompe (et ceci n'a point encore été fait à ma connaissance), chercher à saisir l'esprit de ces réformes et les traits généraux de ces lois, faire voir comment elles se relient les unes aux autres, comment chacune a répondu aux besoins des temps nouveaux et à l'attente du législateur, demander aux étrangers leurs solutions et voir s'ils ont trouvé mieux que nous ; examiner, enfin, après avoir recueilli les enseignements du passé, s'il ne reste rien à faire. »

Rien de plus séduisant qu'un pareil programme. Où trouver, en effet, une mine d'observations plus féconde que l'histoire et la filiation des législations qui se sont succédé depuis le Code de commerce ? En suivant de période en période les évolutions de la loi commerciale, en voyant ses hésitations, ses essais infructueux, ses retours fréquents au passé, en constatant tant d'imperfections originaires auxquelles sont venues porter remède des dispositions dé-

fectueuses elles-mêmes, sujettes à leur tour à révision, on fait une étude aussi instructive que lorsqu'on cherche dans les écrits de nos vieux jurisconsultes le premier aperçu des réformes qu'a réalisées le Code civil. Plus justement encore pourrait-on comparer le profit d'une semblable recherche à l'enseignement qu'on retire de la longue méditation des lois romaines, lorsqu'on y suit la loi constante du progrès à travers les fluctuations apparentes du Droit civil. Dans la matière des sociétés commerciales chez nous, comme dans l'ensemble de la législation à Rome, l'action sourde et continue de la jurisprudence amène dès le début de notables transformations. Elle se prévaut habilement de l'autorité législative reconnue à l'usage pour consacrer des innovations qui ont échappé à la prévision des textes, mais qui répugnent à l'esprit de la loi. Ses essais de réforme s'attaquent surtout à la *commandite par actions*. Bien avant la loi de 1856, et à une époque où l'anonymat était fermé encore, l'*émancipation des actionnaires*, comme on l'a appelée, était le vœu secret et la tendance constante des décisions judiciaires. On songeait, en attribuant à cette catégorie d'intéressés un rôle plus actif que ne le comportait la défense d'immixtion contenue dans les articles 27 et 28 du Code de commerce, à supprimer l'omnipotence des gérants, omnipotence devenue dangereuse depuis que l'accroissement des capitaux engagés avait rendu leur responsabilité illusoire. Mais comment arriva-t-on à ces accumulations de fonds considérables ? Cela se fit à la faveur d'une première concession obtenue de la jurisprudence, qui, en admettant les titres au porteur, facilita la constitution de la commandite par actions. Initiative hardie, juste et désirable au fond, mais faite au début pour effrayer quand on vit l'agiotage effréné dont elle fut la cause indirecte. On n'a qu'à se rappeler les prospectus fallacieux qui firent de si nombreuses dupes. La satire du temps a incarné dans quelques types caractéristiques la fièvre de spéculation qui parut s'emparer du pays. M. Lescœur cite avec un piquant à-propos quelques extraits des auteurs contemporains, quelques croquis prestement enlevés, qui offrent une heureuse diversion à l'aridité des matières juridiques.

En présence du courant judiciaire, si prononcé, qui avait complètement transformé la commandite et que le législateur lui-même avait fini par suivre et par régulariser en rendant la loi organique de 1856, il semble que le moment était proche d'opérer une réforme plus radicale et de proclamer l'anonymat ouvert. Les deux lois de 1863

ne réalisèrent malheureusement pas cette attente. La loi du 6 mai, la première en date, ne fut qu'un très-insuffisant palliatif, faute de modifier à fond les articles 27 et 28 du Code de commerce. M. Lescœur se livre à cet égard à des considérations qui nous ont paru frappantes de justesse et d'originalité (pages 131 à 144). Le second des actes législatifs de cette même année fut du moins mieux inspiré en organisant les sociétés à responsabilité limitée qui, repudiant les caractères essentiels de la commandite pour se rattacher au type de l'anonymat, abaissèrent les administrateurs au rang de simples mandataires que les actionnaires purent soumettre à un contrôle incessant. Vint enfin la loi de 1867 qui ouvrit l'accès de l'anonymat en supprimant l'autorisation préalable (art. 37 du Code de commerce) et la remplaçant par des garanties d'un autre genre. La voie étant redevenue libre, on aurait pu sans danger ramener à ses formes constitutives la commandite par actions, rendre au gérant un rôle indépendant, soumettre à un maximum le capital de la société. On n'en fit rien. La loi de 1867, au lieu de refondre deux législations de date et d'esprit différents, préféra les juxtaposer et en rendre l'application cumulative. De là une disparité choquante que M. Lescœur n'a pas manqué de relever. Tout le mal est venu du point de départ. Les prévisions du législateur n'embrassaient au début que les sociétés coopératives. Peu à peu on a vu les rapports du détail avec l'ensemble. On s'est élevé à l'idée d'une réforme générale. Mais il eût fallu n'y procéder qu'avec lenteur et circonspection. Au lieu de cela, on nous a donné une loi hâtive, insuffisante, dont les améliorations toutes relatives feront ajourner peut-être longtemps la révision totale de la législation sur la matière.

Le regret que nous exprimons ne donnera point le change sur la sympathie que méritent à nos yeux les efforts faits pour grouper les capitaux ouvriers. Il est sorti de cette salubre pensée mille combinaisons ingénieuses que l'auteur de l'essai étudie avec un détail plein d'intérêt et en rapprochant avec art des exemples empruntés à l'histoire politique. Le but immédiat des associations coopératives est la suppression des patrons, c'est-à-dire des intermédiaires imposés aux ouvriers. Mais elles ne s'assureront une base durable qu'à la condition de se constituer en sociétés de consommation d'abord, pour devenir sociétés de production à la longue. Malheureusement les ouvriers français, impatients de cueillir un fruit d'arrière-saison, n'ont pas imité la sagesse de leurs confrères

des pays étrangers, les *équitables pionniers de Rochdale* par exemple. Ils ont voulu donner à leurs œuvres naissantes une destination et une forme qui ne devaient venir qu'avec les années. Ils ont méconnu la loi du temps, escompté l'avenir, ils ont prétendu devenir leurs propres patrons au lieu de se borner à supprimer le patronat. Qu'en est-il résulté? L'avortement général de leurs entreprises. Sans doute, des causes accidentelles ont contribué à cet échec, mais il est imputable pour la majeure part à la précipitation des associés eux-mêmes. Aussi, pour soutenir leurs fragiles combinaisons, a-t-il fallu recourir aux subventions d'Etat. Leur œuvre à peine formée se mourait d'une croissance trop rapide.

A la suite de M. Lescœur nous insistons sur ce grave sujet, parce qu'il attachera d'un intérêt tout particulier les lecteurs de la *Revue*. En parcourant les annales de ce recueil qui date déjà de six années, ils ont pu maintes fois se convaincre de la préoccupation qu'inspire aux économistes catholiques l'amélioration du sort des classes déshéritées. Leur dévouement ne se traduit pas, il est vrai, par ces déclamations bruyantes qui ne coûtent pas le moindre sacrifice de temps, pas le plus mince effort de bonne volonté, pas la plus légère aumône aux tribuns qui les font entendre comédiens de philanthropie dont la bouche prêche des vertus qui n'ont jamais fait battre leur cœur. L'esprit chrétien fait le bien dans le silence, sans briguer la reconnaissance, sans flatter les préjugés. Il n'aigrit point par des appels à la révolte les souffrances qu'il se donne la tâche de calmer. Il veut assouvir la faim mais aussi corriger le vice, il vise à servir et non pas à plaire, il est conseiller sévère autant qu'ami compatissant. Les preuves ne nous manqueraient pas, elles afflueraient trop nombreuses à l'appui de ce parallèle. Que l'on compare l'existence voluptueuse de tant d'élus de la démocratie avec l'activité désintéressée de ces dévouements sans nombre qui alimentent la merveilleuse fourmilière des œuvres charitables! Que l'on voie tant d'hommes conviés aux premières places de ce monde renoncer à tout pour s'ensevelir dans les obscurs travaux de l'apostolat chrétien! Nous ne parlons pas ici des miracles accomplis sous l'habit monastique. Nous ne faisons même pas allusion à ces admirables confréries, annexes de la charité ecclésiastique, les sociétés de Saint-Vincent-de-Paul, de Saint-François-Régis et tant d'autres qui vont à l'affût des misères physiques ou morales comme on va à la recherche de la fortune ou du plaisir. Nous prenons un cadre plus

large, nous invoquons des faits plus généraux. Nous nous bornons à rappeler ces efforts individuels ou collectifs, cette salutaire agitation de livres et de brochures, cette propagande de l'exemple et du conseil émanés de tant d'hommes qui vivent séparés de mœurs, de partis et d'intérêts, et que rapproche seule la chrétienne pensée d'une réforme économique. Quelle pensée les meut, sinon le désir d'éteindre les maux qui affligent le prolétariat, et, dans ce but, de moraliser l'atelier, de purifier la mansarde, d'extirper l'ivrognerie des campagnes, d'enseigner l'épargne au travailleur, de le rendre, s'il se peut, propriétaire, pour lui créer un foyer de traditions qui l'attachent au sol natal? La formule de ce magnifique programme a été depuis longtemps donnée, sauf les points sujets à débat, sauf aussi quelques regrettables lacunes, par les chefs éminents de l'*Ecole de réforme sociale*. Nous en retrouvons naguère l'expression dans l'éloquent rapport fait au nom de cette école par M. Cheysson, sous le titre : *Les Ouvriers et les Réformes*.

Plus anciennement, le thème avait exercé, dans les réunions de jurisconsultes, la plume alerte et prompte de jeunes hommes dévoués à la propagande du bien, sous toutes ses formes. On nous permettra de citer, entre autres noms, celui d'un publiciste, d'un collègue, dont les travaux sont déjà connus partout mais plus particulièrement appréciés ici, M. C. Jannet. Aujourd'hui encore, même après la loi d'innovation de 1867, on consultera comme le meilleur des documents, une remarquable étude sortie de sa plume, une brochure dans laquelle il exposait ses vues sur l'avenir des sociétés coopératives (1). On verra que les efforts faits par les penseurs chrétiens pour lutter contre le paupérisme ne datent pas d'hier. On verra qu'il n'a pas jusqu'ici dépendu d'eux de faire cesser la crise redoutable qui arme l'un contre l'autre, comme deux frères ennemis, le capital et le travail (2).

Nous ne quitterons pas le terrain économique sans louer le mérite spécial qu'offre en ces matières le livre de M. Lescœur. Ses aper-

(1) Aix, Rémondet, éditeur. 1866.

(2) Nous aurions regret de ne pas mentionner encore dans le même ordre d'idées des considérations pleines d'élévation, de force et de justesse, présentées par un autre de nos collègues, M. Larcher, dans une thèse de doctorat relativement à l'avenir promis aux sociétés coopératives (voir notamment les pages 276 s.). — Derenne, éditeur, Paris.

çus ont deux qualités qui s'excluent souvent. Ils sont nouveaux et ils sont justes. Nous connaissons peu de pages aussi achevées que celles où nous sont dépeintes les origines du mouvement qui entraîne notre siècle vers l'association. Des deux faits diversement appréciables d'ailleurs qui ont comme inauguré cette ère nouvelle, l'édit de février 1776 qui proclame la liberté du travail, l'invention des métiers perfectionnés et des machines, nous voyons, dans un brillant tableau, rapidement sortir la réunion des industriels en sociétés, et cela à une double fin, pour soutenir la concurrence du travail émancipé, pour faire face d'autre part aux immenses frais d'installation de l'usine perfectionnée et agrandie. La transformation du matériel de production fait en outre sentir un salutaire contre-coup à deux industries spéciales, celle qui s'occupe de l'extraction des métaux et des combustibles, celle qui pourvoit au transport des personnes et des marchandises. « Pour façonner l'ouvrier nouveau qui prenait la place de l'ouvrier humain, dit ingénieusement M. Lescœur, il fallait du fer, pour le nourrir de la houille. » On dut chercher le minerai à des profondeurs inexplorées dans le sol, pousser l'exploitation avec une activité plus grande. En même temps l'accumulation rapide des produits jetés sur le marché réclamait la création de voies nouvelles de communication, le creusement de canaux plus nombreux. Les chemins de fer et les bateaux à vapeur, véhicules nouveaux qui transportaient plus vite, resserrèrent leurs réseaux tout en agrandissant leurs rayons et furent bientôt appliqués au transport des personnes, dernière transformation que l'art fit subir aux modestes *railways* établis, pour la première fois, dans les mines du pays de Galles.

L'élan imprimé à l'industrie se communique au commerce. A mesure que l'usine envoie ses produits sans cesse accrus au magasin, celui-ci débite en proportion croissante, ses frais généraux augmentent. Ici encore l'agglomération des capitaux permet seule de pourvoir aux besoins de la situation. Mais, en revanche, elle condamne à la mort lente le petit commerce qui, dans la lutte pour l'existence, s'agite quelque temps encore et finit par s'arrêter vaincu.

En même temps, les banques étendent le cercle de leurs opérations pour fournir l'argent des grandes entreprises. Les assurances s'imposent comme une nécessité pour mettre à couvert les immenses valeurs engagées. L'esprit commercial, toujours en éveil, crée des combinaisons nouvelles qui permettent d'appliquer ces contrats à

mille objets restés en dehors des prévisions du législateur. « Or, qui ne sait, dit M. Lescœur, que le principe même de toutes leurs combinaisons est dans la réunion d'un certain nombre de participants et que leurs opérations sont d'autant plus sûres que ces participants sont plus nombreux. Ainsi, l'esprit de prévoyance a pour premier auxiliaire l'esprit d'association, et les progrès de l'un se relient étroitement à ceux de l'autre. »

Nous pourrions poursuivre la série de ces analyses presque littérales. Nous préférons reporter l'attention du lecteur sur ce qui fait encore un des côtés originaux de l'étude de notre collègue, nous voulons parler des précieuses indications de législation comparée qu'il nous fournit. Il compare judicieusement ce qui s'est fait chez nous avec ce qui a été réalisé au delà de la frontière, chez quatre peuples qui, à des titres divers, peuvent nous offrir d'utiles enseignements. Nous montrer les idées qui prévalent en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et en Espagne, sur la législation des sociétés commerciales, c'est nous faire sentir combien la marche de nos lois est encore attardée sur bien des points, c'est apporter en même temps le témoignage des faits à l'appui des vœux d'amélioration qu'on exprime, c'est montrer par la pratique combien il est aisé de les réaliser.

Au reste, s'il est vrai que nous sommes ici en présence d'une étude du passé plutôt que d'un livre d'enseignement, le jurisconsulte n'y trouvera pas moins des données sûres pour la solution de questions qui confinent à l'histoire de la législation. Nous n'en voulons pour preuve que l'art et le talent avec lequel l'auteur élucide un des plus obscurs problèmes de la matière, la répétition des dividendes fictifs. On sait la longue controverse qui s'était élevée sur ce point aujourd'hui réglé par une solution à notre avis immorale. Nous n'hésitons pas à maintenir la qualification que lui a donnée M. Pouyer-Quertier.

Comme conclusion de son travail, M. Lescœur réclame la liberté absolue des sociétés par actions, sous l'empire des règles générales et traditionnelles du contrat de société. « Ne vaudrait-il pas mieux, dit-il, que le législateur rompt enfin résolument avec cet esprit de *réglementation* (pour employer un mot barbare qui le caractérise bien), dont toutes nos lois, depuis le Code de commerce jusqu'à celle de 1867, portent l'empreinte plus ou moins profonde et dans lequel ont été conçues aussi les lois étrangères?... La meilleure solution de ce problème qu'on n'a pas tranché jusqu'à présent, puisqu'il

reparaît sans cesse, ne consisterait-elle pas à abroger tous ces textes, à supprimer toutes ces restrictions, à lever toutes ces prohibitions, et à laisser le contrat de société sous l'empire du droit commun qui est la liberté des conventions? Les parties régleraient désormais comme bon leur semble les conditions dans lesquelles leur association se constituerait et fonctionnerait, le législateur n'interviendrait plus. »

Après avoir émis ce vœu général d'émancipation, après s'être appliqué à réfuter les objections qui lui sont opposées en principe, objections dont plusieurs ont un incontestable poids, après avoir essayé de lier le législateur par l'autorité des précédents, en lui montrant qu'il a fait en 1867 un pas vers la réforme par la réorganisation des sociétés civiles par actions, l'auteur précise ses vues dans les propositions suivantes : Il demande l'abrogation des règles qui régissent les sociétés par actions et la modification de celles qui s'appliquent à la commandite simple, ce qui entraînerait l'abrogation des articles 27 et 28 Cod. com., ce qui permettrait en même temps aux commanditaires de se saisir de la gestion. Il ajoute un projet aussi neuf que pratique. Il voudrait qu'ici, comme dans la matière du contrat de mariage, le législateur offrit au choix des associés un certain nombre de types, c'est-à-dire, de statuts-modèles qu'ils pourraient adopter intégralement ou combiner par parties.

Cette liberté d'option peut amener à sa suite de redoutables abus. Pour les prévenir, M. Lescœur indique plus qu'il ne les développe certaines additions qu'il serait opportun de faire à nos lois pénales. Il faudrait leur permettre d'atteindre les spéculateurs véreux qui s'abritent aujourd'hui sous l'équivoque des termes de nos codes. Il faudrait également rassurer contre la menace des procès en diffamation la presse financière, qui mettrait le public en garde contre la fraude et le mensonge. A l'appui de cette idée que nous approuvons, qu'il nous soit permis d'invoquer un précédent tiré des lois romaines, qui distinguaient soigneusement de l'*injure* délictueuse la divulgation de faits attentatoires à la loi (18 pr. D. 47. 10.) *Peccata enim nocentium nota esse et oportere et expedire*, dit sagement le jurisconsulte.

Pour ne pas interrompre ce résumé, nous avons tu jusqu'à présent quelques dissidences secondaires d'appréciation entre notre savant collègue et nous. Comme il importe de mettre à couvert du soupçon nos justes éloges, nous noterons impartialement dans son

travail les points qui nous paraissent sujets à contestation. On verra si l'énumération est longue à cet égard.

Tout d'abord, nous avouons ne pas partager l'engouement que M. Lescœur prête, un peu gratuitement peut-être, à la majorité des économistes pour le système de la liberté illimitée. Loin de nous la pensée de nier les dangers du système prohibitif ! Il nuit souvent à l'usage en même temps qu'à l'abus, il endort l'activité commerciale, il paralyse l'essor du bien comme du mal. Tout bien pesé cependant, il nous paraît encore le meilleur parti à suivre. L'état de notre société, la soif de gain qui la dévore, le régime de la vie à outrance qui s'est généralisé dans ces dernières années, tout nous est indice que le régime protecteur n'a pas achevé son temps. L'abolir sans transition serait surprendre le pays et couvrir nos places commerciales de victimes. La répression ne les soulagerait pas. Elle ne vient comme le médecin qu'après la maladie. Comme nous l'avons vu, M. Lescœur estime judicieusement que les exemples venus du dehors sont utiles à consulter. Pourquoi alors ne pas prendre modèle sur l'Angleterre qui, tout en patronnant la liberté en principe, a prévu les dangers des sociétés ouvertes et organisé les sociétés à responsabilité limitée ?

Mu par une propension constante, M. Lescœur paraît favorable aussi à la liberté absolue du taux de l'intérêt (page 336). Ici encore nous nous rangerons à un avis contraire. Nous connaissons des économistes et des meilleurs qui considèrent la loi de 1807 comme le *modus vivendi* le plus sage et le plus sûr à l'heure actuelle. Passant maintenant sur le terrain juridique, nous ne souscrivons pas à la réfutation que notre collègue essaye (page 259), d'une doctrine très-juste et très-pratique à notre avis, celle qui admet ou non les sociétés civiles à se faire représenter en justice par leurs administrateurs selon qu'elles revêtent la forme de sociétés commerciales ou qu'elles gardent leur physionomie propre. Vainement soutiendrait-on avec l'auteur que le caractère de personne morale ne peut dépendre pour elles des caractères accidentels, des dehors qu'il leur plaît d'affecter. Cette décision trop mathématique, peu en harmonie d'ailleurs avec les préférences de M. Lescœur pour la libre création des sociétés de commerce et, partant, pour la multiplication indéfinie des personnes morales, ne tient pas, à notre avis, un compte suffisant des circonstances que la loi consulte pour accorder ou refuser la personnalité. Les sociétés civiles ne l'ont pas reçue, uniquement,

sous l'empire d'une considération de crédit public, obstacle qui disparaît dès qu'elles s'environnent de la publicité des sociétés commerciales.

Nous avons hâte de quitter ce détail pour revenir, en terminant, aux qualités d'ensemble qui élèvent à un rang à part le travail de M. Lescœur. Eussions-nous plus d'autorité, nous dirions de ce livre : « Prenez et lisez, » pour imiter un mot célèbre. Prenez-le surtout, vous qui avez à un degré quelconque la lourde responsabilité qui s'attache à la rédaction des lois. Vous y trouverez rendues dans un style excellent, distribuées avec ordre et méthode, exposées avec un intérêt soutenu, les idées qui doivent être le fonds de vos connaissances législatives. Depuis longtemps on a appelé l'histoire « la maîtresse de la vie humaine. » Cet oracle ne cesse pas d'être vrai dans la sphère du droit. En prenant un pareil guide, on acquiert l'élévation et la largeur des vues, le sens pratique, l'instinct des temps, l'expérience anticipée. M. Lescœur rappelle quelque part (page 321), qu'au témoignage des hommes les plus compétents, on faisait beaucoup mieux les lois autrefois que de nos jours. La lecture de son livre aidera puissamment au retour des traditions qu'il regrette, elle mûrira la solution de questions nombreuses que le législateur n'a pas su trancher jusqu'à ce jour.

Jules CAUVIÈRE.

LES GRANDS FAITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX, première série d'études publiées dans l'*Economiste français*, par M. Toussaint LOUA, lauréat de l'Institut, chef du bureau de la statistique générale de France. Un vol. gr. in-8°, Paris, Berger-Levrault, 1878.

Les titres de ces études en indiquent le haut intérêt : *Considération sur l'équilibre européen.* — *L'esclavage au Brésil.* — *Le divorce en Belgique.* — *La fécondité des populations.* — *L'émigration européenne.* — *La houille et les chemins de fer.* — *Le fer et l'acier.* — *L'exploitation des chemins de fer dans les principales puissances de l'Europe.* — *La télégraphie dans les deux mondes.* — *Les faillites en France depuis quarante ans.* — *Les infanticides et les morts-nés.* — *Le suffrage universel dans ses rapports avec les lois de la population.*

Au milieu de ces documents si intéressants, nous signalons particulièrement à nos lecteurs ceux relatifs à la question de la population. Ils confirment pleinement les principes que la *Revue* a, à plusieurs reprises, exposés sur ces graves sujets. L'observation réelle des faits relatifs à la fécondité des populations fait complètement justice des assertions téméraires de Malthus et de Stuart-Mill sur les périodes de doublement des populations et le rapport de leur accroissement avec celui des capitaux. S'il n'y a donc pas lieu pour les nations européennes de craindre une surabondance de population, il faut, au contraire, veiller soigneusement à conserver chez elles les principes supérieurs de moralité qui assurent la fécondité des mariages. Sous ce rapport, les funestes pratiques que notre loi de succession et plus encore l'égoïsme et l'amour de la jouissance ont répandu dans les classes moyennes et même dans les campagnes conduisent rapidement notre pays à une infériorité vis-à-vis des peuples allemands et anglo-saxons, qui doit forcément s'accroître toujours davantage.

Indépendamment de toutes les conclusions qu'on peut tirer de ces études, nous ne saurions trop louer chez M. Loua la sévère méthode qu'il apporte dans la constatation des faits et leur groupement scientifique. La statistique est depuis un certain nombre d'années l'objet de théories et d'essais qui ont assurément beaucoup d'intérêt au point de vue mathématique, mais qui parfois menacent de dénaturer la réalité des faits sociaux par une analyse arbitraire de leurs éléments (1). M. Loua, tout en mettant à profit les meilleurs procédés récents d'investigation, conserve la statistique dans une voie sage, ne lui demandant pas plus que l'énoncé numérique des faits ne peut donner, mais assurant par là à ses constatations l'autorité attachée à la netteté et à la précision. Le *bureau de la statistique générale de France* ne pouvait assurément être placé en de meilleures mains.

C. J.

(1) Sur le développement contemporain des théories et des méthodes statistiques, on consultera avec intérêt l'ouvrage récent de M. Maurice Block, *Traité théorique et pratique de Statistique*, un vol. in-8°, Guillaumin, 1878.

Le gérant, J. BARATIER.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

DE LA PROPRIÉTÉ DES ÉGLISES & DES PRESBYTÈRES
(SUITE) (1).

II. — DROIT INTERMÉDIAIRE.

On prend communément pour point de départ, dans la grave controverse qui nous occupe, la loi fameuse des 2-4 novembre 1789, dont il est plus que jamais utile de reproduire le texte entier :

« L'Assemblée nationale décrète : 1^o que *tous les biens ecclésiastiques* sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir, d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres ; 2^o que dans les dispositions à faire pour subvenir à l'entretien des ministres de la religion, il ne pourra être assuré à la dotation d'un curé moins de 1,200 livres par année, non compris le logement et les jardins en dépendant. »

Sans doute, le redoutable principe de la mainmise sur toute une catégorie de biens était posé sans nulle réserve écrite dans le texte de 1789 : c'était là le plus dangereux des précédents. Mais encore faut-il rechercher quel était le sens entendu et l'application prévue par les auteurs d'une telle mesure.

(1) Voir 6^{me} année, 1^{er} semestre 1878, p. 385.

Songea-t-on alors à prohiber l'exercice de la religion, à fermer les églises et à en disposer au profit de la nation ? Incontestablement, on était bien loin d'envisager un tel avenir, et si les membres de la Constituante eussent pu prévoir à quels abîmes conduisait la route dans laquelle ils s'engageaient, la majorité s'en fût détournée avec horreur. Il faut rendre cette justice aux hommes de 89, pour l'honneur du pays et pour l'atténuation de ses fautes. Personne donc n'imaginait de rien changer à la destination des édifices consacrés au culte. A vrai dire, il semblerait que l'on eût voulu abattre la personne morale propriétaire de ces édifices, la Fabrique, puisque la nation se « charge de pourvoir aux frais du culte » en même temps qu'à « l'entretien de ses ministres. » Mais, toute incertitude disparaît en présence d'une décision interprétative rendue par la Constituante elle-même, le 18 août 1790 :

« L'Assemblée nationale, porte ce texte, entend par *biens nationaux... tous les biens du clergé... Elle ajourne ce qui concerne les biens des Fabriques* et les fondations établies dans les églises paroissiales... »

Ainsi, l'acte du 2 novembre 1789 ne s'applique pas plus aux fabriques, propriétaires des édifices religieux, qu'à ces édifices eux-mêmes considérés individuellement.

A la vérité, le 12 juillet 1790 et le 6 mai 1791, des mesures étaient prises en ce qui concernait les églises paroissiales *supprimées* ou à *supprimer*, et la nation s'appropriait les meubles et immeubles dépendant de ces églises. Mais c'est le cas de dire que l'exception confirme la règle.

C'est seulement le 19 août 1792, que toutes les conséquences politiques des mesures édictées par la Constituante à titre de réformes, ayant éclaté avec leur vrai caractère révolutionnaire, l'Assemblée législative décréta :

« Les immeubles et rentes affectés aux *Fabriques* seront *vendus* dès à présent dans les mêmes formes et aux mêmes conditions que les autres immeubles nationaux. » Elle ajoutait encore, que « pour tenir lieu de la jouissance des biens

vendus, il serait payé par le trésor public, aux Fabriques, *l'intérêt du prix de vente à 4^o/o.*

Ainsi, les Fabriques n'étaient point encore détruites. Mais le principe de la confiscation de leurs biens au profit de la nation, était, cette fois, expressément arrêté. Les églises, par conséquent, sont désormais, comme les autres biens paroissiaux, *à la disposition* de la nation, qui pourra, quand il lui plaira, les enlever à leur destination sacrée.

Le mouvement révolutionnaire se poursuit toujours ; la France est passée aux mains de la Convention.

Le 24 août 1793, la Convention nationale supprime de fait les *Fabriques* mêmes, en leur enlevant le revenu annuel qui leur avait été assuré en échange du produit de leurs biens : c'était la Convention qui se chargeait à l'avenir des frais du culte !

« Art. 24. — Les intérêts et rentes dus aux Fabriques seront éteints et supprimés au profit de la République, qui pourvoira aux frais du culte à compter du 1^{er} janvier 1794. »

Et le 3 novembre suivant (13 brumaire an II), tous ménagements disparaissaient, et les biens des Fabriques étaient déclarés biens de l'Etat.

« Art. 1^{er}. — *Tout l'actif* affecté, à quelque titre que ce soit, aux Fabriques des églises cathédrales, particulières et succursales, ainsi qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales.

» Art. 2. — Les *meubles* ou *immeubles* provenant de cet actif seront régis, administrés ou vendus, comme les autres domaines ou meubles nationaux. » Aux termes des articles suivants, les créances dues aux Fabriques seront poursuivies par la régie de l'enregistrement dans l'intérêt de l'Etat ; quant aux créances dues par les Fabriques, elles sont déclarées faire partie de la dette nationale, pour leur remboursement ou leur inscription sur le Grand-Livre, être opérés à l'égal des autres dettes nationales. (Art. 4 à 5.)

La confiscation totale des biens des Fabriques, et leur destruction qui en est la conséquence, entraîne la confiscation des édifices religieux eux-mêmes.

Si l'on en doute, il suffira de passer en revue plusieurs décrets aux termes desquels on voit l'Etat autoriser l'usage des édifices religieux, à titre « provisoire, » non point sans doute par les Fabriques, puisqu'elles n'existent plus, mais par les communes, qui seules représentent désormais, non pas les paroissiens, car on ne sait plus distinguer les cultes entre eux, mais l'ensemble des habitants. Les édifices sont *mis à la disposition des citoyens*, simultanément pour tous les cultes « différents ou soi-disant tels, » pour les « cérémonies décadaires, » ou même pour les « assemblées » purement civiles (1).

(1) *Décret, 11 prairial an III :*

« Art. 1^{er}. — Les citoyens des communes de la République auront provisoirement le libre usage des édifices non aliénés destinés originellement aux exercices d'un ou de plusieurs cultes, et dont elles étaient en possession au premier jour de l'an II de la République. Ils pourront s'en servir sous la surveillance des autorités constituées, tant pour les assemblées ordonnées par la loi, que pour l'exercice de leurs cultes.

» Art. 2. — Ces édifices seront remis à l'usage desdits citoyens dans l'état où ils se trouvent, à la charge de les entretenir et réparer.

» Art. 4. — Lorsque les citoyens de la même commune exerceront des cultes différents, ou prétendus tels, et qu'ils réclameront concurremment l'usage du même local, il leur sera commun. »

Arrêté, 7 nivôse an VIII :

« Les citoyens des communes qui étaient en possession au premier jour de l'an II d'édifices originellement destinés à l'exercice d'un culte, continueront à en user librement sous la surveillance des autorités constituées, pourvu que lesdits édifices n'aient pas été aliénés jusqu'à présent. »

Arrêté, 2 pluviôse an VIII :

« Les édifices remis par l'arrêté du 7 nivôse, à la disposition des citoyens pour l'exercice des cultes, et qui, antérieurement à l'époque de cet arrêté, servaient à la célébration des cérémonies décadaires, continueront de servir à cette célébration, comme à celles des cérémonies du culte. »

Dira-t-on que si les communes n'étaient pas rendues propriétaires par ces actes législatifs d'un caractère provisoire et qui n'accordent que le simple usage, elles n'avaient pas besoin qu'on leur attribuât cette propriété, par ce motif que, de par la chaîne non interrompue quant à elles de l'ancien droit, elles auraient toujours été propriétaires ?

Pour soutenir ce système, il faut, bien entendu, rejeter les conclusions que nous avons essayé de dégager de l'examen de notre ancienne jurisprudence. Mais nous allons trouver ici précisément l'occasion de montrer que, dans l'esprit des législateurs révolutionnaires eux-mêmes, on n'a jamais songé à considérer les communautés d'habitants comme propriétaires des églises.

Nous avons vu que la loi du 24 août 1793, complétée par celle du 3 novembre suivant (13 brumaire an II), avait entièrement dépouillé les Fabriques ; que l'Etat s'exonérait de ses dettes vis-à-vis de ces Fabriques, et, tout en prenant, par réciprocité, à sa charge, les dettes de celles-ci, s'emparait, en surplus, du produit des créances dont les Fabriques étaient titulaires.

Pareille mesure avait été prise déjà vis-à-vis des départements, districts et communes, par la loi seule du 24 août 1793. L'Etat avait déclaré les dettes de la commune *dettes nationales*, avait annulé les créances dont il était débiteur vis-à-vis d'elle et, en définitive, s'était emparé de tous les biens communaux. A la vérité, la loi du 24 août 1793 admettait une *exception*.

« Art. 91. — Tout l'actif des communes, pour le compte desquelles la République s'engage d'acquitter les dettes, *excepté* les biens communaux dont le partage est décrété, et les objets destinés pour les établissements publics, appartiennent dès ce jour à la nation jusqu'à concurrence du montant desdites dettes. »

Nous tenons à montrer dès à présent que l'exception

contenue à l'art. 91 de la loi du 24 août 1793, ne se réfère nullement aux édifices religieux.

L'existence des décrets de prairial an III, de nivôse, de pluviôse an VIII, octroyant l'*usage provisoire*, comme avant l'an II, aux communes, n'est-elle pas, à elle seule, la preuve manifeste que le législateur ne considère pas la commune comme propriétaire de ces édifices ? Mais, il y a mieux : nous allons produire un texte qui tranche la difficulté et démontre bien que les églises, quoiqu'elles n'aient pas été confisquées sur les communes, puisque les lois portées contre leurs biens ne se seraient en aucun cas appliquées à ces édifices supposé qu'ils fussent communaux, n'en étaient pas moins la propriété de la nation ; cette preuve ainsi faite, il en résultera par surcroît que c'est sur les Fabriques supprimées, qu'ont été confisquées les églises au profit de la nation.

L'article 75 de la loi du 18 germinal, rendue à titre *d'articles organiques du Concordat*, est ainsi conçu :

« Les édifices anciennement destinés au culte catholique, *actuellement dans les mains de la nation*, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition des évêques. »

Ainsi, de la loi du 2 novembre 1789, interprétée par le décret du 28 octobre 1790, nulle conséquence à tirer au sujet de la propriété des édifices consacrés au culte, pas plus qu'en ce qui concerne les biens des Fabriques en général.

Au contraire, les lois des 19 août 1792, 24 août 1793 et 13 brumaire an II, dépouillent entièrement les Fabriques. Dans cette mesure de confiscation, se trouvent comprises les églises, puisqu'aussi bien aucune mainmise spéciale n'est édictée contre elles, et que cependant on voit jusqu'en l'an X la nation en disposer.

Le décret de prairial an III et les deux arrêtés de l'an VIII qui le complètent, se bornent à permettre, à titre *provisoire*, aux *citoyens* des communes, de tenir leurs assem-

ET DES PRESBYTÈRES.

blées, religieuses ou civiles, dans les édifices antérieurement consacrés au culte.

La loi de germinal an x déclare expressément l'Etat propriétaire de ces édifices, en même temps qu'elle l'en dépouille, au profit de la société religieuse.

Mais, nous voici arrivés à cette heure de réparation pour la conscience chrétienne : Il est temps d'interroger le Concordat ; il est temps de rechercher dans quelles conditions, de l'accord commun entre le gouvernement de la France et le chef de la catholicité, fut rétabli dans notre pays « le libre exercice de la religion catholique. »

III. — LE CONCORDAT DU 26 MESSIDOR AN IX. — LOI DU 18 GERMINAL AN X. — ARRÊTÉS DES 7 VENTOSE, 28 FLORÉAL ET 7 THERMIDOR AN XI.

L'article 12 du Concordat dispose :

« Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, seront *remises à la disposition des évêques.* »

Ainsi, la période révolutionnaire est déclarée close : il est fait grâce pour les attentats consommés ; en échange, il sera fait réparation pour tout ce qui est réparable. Telle est la convention synallagmatique intervenue entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux (1).

(1) D'une part, « le gouvernement de la République française reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des Français. »

De l'autre, « Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les consuls de la République. »

« En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit... »

L'article 12 est suivi immédiatement d'une disposition ainsi conçue :

« Art. 13. — Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni lui ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés... »

Voilà donc les conditions bilatérales échangées : Des édifices religieux aliénés, nulle revendication ; mais, en revanche, ceux qui n'ont pas été aliénés sont *remis* à l'autorité religieuse (1).

Qu'est-ce à dire, sinon que pour ces biens du moins, pour les plus précieux des biens ecclésiastiques, ceux qui ont conservé leur destination seront rendus purement et simplement à l'autorité spirituelle, apparemment dans les conditions où ils étaient affectés à cette destination sacrée, antérieurement à la période révolutionnaire.

Les édifices religieux sont « remis à la disposition des évêques » pour reprendre des mains des chefs du culte leur ancien état.

Sans doute, les Fabriques se trouvent détruites ; mais le Concordat lui-même pose le principe de leur rétablissement :

« Art. 15. — Le gouvernement prendra des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des *églises* des *fondations*. »

Or, qu'est-ce qu'une *église* ? Qu'est-ce qu'une *fondation* ?

Une *église*, c'est une communauté de fidèles, *ecclesia*. — *Eglise* ou *paroisse* sont des termes synonymes, si bien que l'ancienne jurisprudence employait d'ordinaire les deux

(1) On objecte, quant à l'expression « remis à la disposition, » qu'elle n'emporterait avec elle nulle idée de restitution de *propriété*. On fait remarquer que l'arrêté de pluviôse an VIII emploie le même terme en se référant au simple usage.

Nous répondrons en rappelant la loi du 2 novembre 1789, qui implique incontestablement un but d'appropriation dans l'emploi du même mot.

termes simultanément, « l'église et paroisse Saint-Louis de Versailles, par exemple. » La paroisse, on le voit, n'est point une simple circonscription territoriale : l'article 14 du Concordat suffirait à prouver que jamais une idée aussi étroite et aussi fausse n'a été admise, lorsqu'il porte que « le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et *aux curés* dont les diocèses et *les paroisses* sont compris dans la circonscription. » Est-ce à dire pourtant que la paroisse, directement et par elle-même, jouisse de la *personnalité civile* ? Nous ne le croyons pas : le principe n'en étant pas même admis, à ce qu'il semble, dans l'ancienne jurisprudence.

Pourquoi ? pour un motif bien simple, c'est que la paroisse est *représentée par une personne morale*, chargée de la gestion de tous ses intérêts matériels, la *Fabrique*, l'une des principales fondations autorisées en faveur des églises.

Qu'est-ce qu'une *fondation*, en effet ? C'est un capital consacré à la prestation perpétuelle de certains services déterminés. Ce capital constitue, par son affectation perpétuelle, un bien de mainmorte, qui donne naissance à une personne civile, s'il n'est lui-même rattaché à l'existence d'une personne civile déjà existante et réunissant la gestion d'un ensemble de capitaux groupés pour la poursuite simultanée d'un même but.

La cure ou *mense curiale* est une personne morale, dont les biens, qui font sa vie fictive par les intérêts qu'ils groupent et développent, sont destinés aux besoins des ministres du culte dans la paroisse ; à côté de la cure est la *Fabrique*, autre personne morale se rattachant à la paroisse et dont le patrimoine est formé et administré dans le but de subvenir aux frais du culte lui-même. Voilà les deux fondations (1) qui assurent l'exercice du culte dans la paroisse.

(1) « On entend par ce mot toute libéralité entre-vifs ou testamentaire en faveur d'un établissement public ou religieux. » Block, *Dict. d'adm.*,

C'est donc bien en vertu du Concordat que furent rétablies les Fabriques dont la définition est, sous l'empire de la législation actuelle aussi bien que dans l'ancienne jurisprudence : « La Fabrique est une personne morale qui représente la paroisse au point de vue temporel (1). »

Et, en conséquence, on doit admettre que les auteurs du Concordat, en même temps qu'ils convenaient de la restitution des édifices religieux, rétablissaient en même temps les bases des Fabriques paroissiales. Quoi de plus rationnel, par suite, que de dégager de l'article 12 du Concordat, ainsi rapproché de l'article 14 qui le complète nécessairement, au point de vue où nous sommes placés, cette pensée que les édifices religieux sont « remis, » par les

v° *Fondations*. — Tel est, en effet, le sens habituel, lequel suppose l'existence préalable de la personne civile. Mais, il ne faut pas omettre l'acception plus large selon laquelle il se peut que la fondation ait précisément pour but direct de créer l'établissement lui-même.

(1) M. Batbie; M. Ducrocq, n° 1514. — Il n'en est pas des *diocèses* comme des paroisses au point de vue de la personnalité civile : aux premiers, après une variation peu explicable de la jurisprudence depuis 1840, le Conseil d'Etat a rendu la personnalité civile par son mémorable avis du 13 mai 1874, émis sur le rapport conforme de M. Jules Simon, ministre des cultes.

En effet, il n'existe pas de *Fabrique* chargée de l'administration temporelle des diocèses. Il faut reconnaître pourtant qu'après tout c'est l'évêque qui représente le diocèse et que l'*évêché* joue aussi vis-à-vis du diocèse le rôle qu'exercerait la cure si celle-ci joignait à sa personnalité comme *Mense curiale*, une personnalité comme Fabrique, tandis que celle-ci jouit d'une vie propre.

Aussi, partant de cette idée que si le curé ne représente jamais la Fabrique, l'évêque représente le diocèse, M. Block (*Dictionn. d'administration*, v° *Diocèse*, à la note) a-t-il pu dire que les difficultés soulevées par le Conseil d'Etat n'avaient pas de raison d'être, attendu qu'il n'y a pas lieu de reconnaître au diocèse de personnalité civile, à la condition toutefois d'envisager comme on le fit jusqu'en 1840, l'évêché comme une double personne morale.

Dans ces termes, en effet, on n'aboutit plus qu'à une simple question de mots.

main de l'autorité ecclésiastique, au même et semblable état où ils se trouvaient avant la période révolutionnaire.

Aussi bien, l'article 76 de la loi du 18 germinal an x vint-elle déclarer : « Il sera établi des Fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes. »

Mais, avant de donner satisfaction à ces grands principes et de résoudre ces graves questions, il fallait pourvoir immédiatement aux nécessités urgentes de l'exercice du culte, sans attendre la reconstitution des Fabriques. La conscience religieuse avait assez souffert pour voir sans nul délai se réaliser les promesses du Concordat ; il fallait relever l'autel avant de rétablir la sacristie.

L'article 72 des *articles organiques* du Concordat (loi 18 germinal an x) mettait à la charge des communes le logement du curé, et, quant aux églises elles-mêmes, les « citoyens » des communes en avaient usé de par la permission expresse du décret de prairial an III, à charge de les réparer : en l'absence d'une fabrique représentant la paroisse, on s'adressera donc aux conseils municipaux représentant les communes, pour leur prescrire d'avoir à fournir au culte les bâtiments qui lui étaient nécessaires :

Arrêté du 7 ventôse an XI :

ART. 1^{er}. — En conséquence de l'article 72 de la loi du 18 germinal an x, les conseils municipaux s'assembleront avant le 1^{er} floréal, et délibéreront sur les dispositions qui seraient à prendre par la commune : 1^o pour l'acquisition, la location ou la réparation du bâtiment destiné au culte ; 2^o pour l'établissement ou la réparation du presbytère... »

Mais, tout cela ne représentait que les mesures urgentes de la première heure. Pour rétablir l'exercice régulier du culte, il était indispensable de relever de leurs ruines les Fabriques elles-mêmes.

Dès le 28 floréal de l'an XI, les Evêques furent autorisés à rétablir les Fabriques en faisant pour cet objet des Règle-

ments provisoires, et en nommant eux-mêmes les fabriciens...

Mais, c'était peu : Qu'est-ce qu'une personne civile sans un patrimoine qui forme, en quelque sorte, le sang et la chair de cet être fictif ? A ce prix seulement, il peut être question de fondations.

Aussi, dès le 7 thermidor de la même année, une nouvelle mesure intervient relative, celle-ci, aux biens des Fabriques. Il est décrété : Art. 1^{er}. Que « les biens des Fabriques *non aliénés* seront rendus à leur destination » — Art. 2. Que « les biens des Fabriques *supprimées* seront réunis à ceux des églises conservées et dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent. »

Ainsi, pour les biens ayant appartenu à telle église aujourd'hui rendue au culte, pas de difficulté : la Fabrique rétablie rentre en possession de ses biens.

Mais la paroisse ne compte-t-elle plus dans la nouvelle organisation ecclésiastique, plus de paroisse plus de Fabrique, quel sera le sort des biens ayant appartenu à l'ancienne Fabrique ? Ce point ne pouvait faire l'objet d'une difficulté. Le principe posé par le Concordat, quant aux biens ecclésiastiques en général (art. 13) et quant aux églises (art. 14), est que le Saint-Siège ne renonce qu'à ceux des biens ou édifices *aliénés* : spécialement, il est stipulé que « toutes les églises métropolitaines, cathédrales ou paroissiales, seront remises à la disposition des évêques. »

Tout ce que la loi peut faire, c'est de déterminer dans quelle mesure sera opérée la restitution : la raison, l'équité et le droit s'unissaient pour réclamer les biens des Fabriques supprimées, en quelque sorte par voie d'accroissement, en faveur des Fabriques conservées, c'est ce qu'a décidé le décret du 7 thermidor.

Telle était la réorganisation sommaire et provisoire des Fabriques.

De ce que l'évêque se trouvait investi du droit de régler lui-même le fonctionnement de l'institution et de nommer les personnes chargées d'administrer, il résulta que le gouvernement ne crut pas devoir laisser aux mains d'un conseil de Fabrique, aussi dégagé de toute intervention de sa part, tant pour le recrutement de ses membres que pour les règles qui présidaient à sa gestion, la faculté de disposer du patrimoine reconstitué ; en conséquence, le décret du 7 thermidor an XI, dans son article 3, statue que « ces biens (les biens restitués) seront administrés dans la *forme particulière aux biens communaux*, par *trois marguilliers* que nommera le préfet... »

Ainsi furent établies deux Fabriques au lieu d'une : la Fabrique *intérieure* à la direction de l'évêque, et qui prend les délibérations ; la Fabrique *extérieure*, dépendante du préfet, et qui dispose des ressources pécuniaires.

Ce dualisme n'était pas seulement une source inévitable de conflits : les questions les plus importantes de l'administration paroissiale restaient indécises et les rapports de la commune et de la Fabrique indéterminés. C'est seulement le Règlement, en 113 articles, d'un décret en date du 30 décembre 1809, qui devait résoudre ces graves difficultés. Nous verrons le législateur revenir sagement, et comme le lui imposaient d'ailleurs l'esprit et la lettre du Concordat, aux bases mêmes de notre ancien droit.

(A suivre.)

DANIEL TOUZAUD,

*Professeur de Droit administratif à la Faculté libre
de Toulouse.*



L'INDEMNITÉ DU CLERGÉ ET LE BUDGET DES CULTES.

ÉTUDE DE LÉGISLATION.

I

Quand l'Etat sert une pension au fils d'un ancien serviteur, ou donne une indemnité à un savant, on dit qu'il paye une *dette* : toutefois, le payement d'une pareille dette n'est pas l'exécution d'une obligation *légale*, mais un acte tout gratuit, une *faveur*.

Or, que fait l'Etat, quand il délivre au clergé *des mandats d'indemnité*? De quelle dette est-il tenu à son égard?...

A quel titre, en un mot, AU REGARD DE LA LOI, le clergé émarge-t-il au budget de l'Etat?

Telles sont les questions auxquelles nous nous proposons de répondre brièvement dans cette étude.

Le 12 août 1789, l'Assemblée nationale proclamait, dans l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme, que la *propriété était un DROIT INVOLABLE ET SACRÉ*.

Le 2 novembre suivant, à la majorité de 568 voix contre 346, elle mettait à la disposition de la nation *les biens du clergé*.

1^o Une semblable disposition était une atteinte portée à un droit primordial, à l'un de ces droits que la loi ne crée pas, mais ne peut que reconnaître et sanctionner.

2^o Le clergé étant devenu propriétaire desdits biens au moyen de dons et de legs, et aux conditions voulues par les donateurs ou testateurs, porter atteinte à ces droits acquis conformément à la loi, c'était désormais menacer de l'envahissement du *communisme* la propriété privée.

Cette première exception servit bientôt de précédent à une seconde; et, à leur tour, les biens des émigrés furent

non plus seulement mis à la disposition de la nation, mais confisqués. Où était la limite, en effet?

3^e C'était aller à l'encontre de la déclaration précitée du 12 août, qui reconnaissait l'*inviolabilité* et le caractère *sacré* de la propriété. Et il est si vrai que le décret offensait la justice naturelle, *qu'on n'a pas osé laisser aux juges de droit commun la solution des procès relatifs aux biens nationaux rendus par l'Etat*. Chose digne de remarque, ce fut le conseil de préfecture (!) qui devint compétent en pareil cas; et, sous la Constitution du 22 frimaire an VIII, il fut admis que la vente de la *chose d'autrui* par l'Etat ne donnait pas au vrai propriétaire un droit de revendication, mais seulement une créance contre le Trésor — *Habemus confitentem*... C'est ainsi que l'article 14 de ladite Constitution, qui ne fait que reproduire la disposition de la Constitution de l'an III, décidait : « qu'après une vente *légalement* consommée des biens nationaux, quelle qu'en fût l'origine, l'acquéreur *légitime* ne pourrait en être déposé. »

L'antithèse est instructive.

De nos jours encore, et en dépit de la Charte de 1814, qui se borne à prohiber la confiscation pour l'avenir, le conseil de préfecture est seul compétent pour interpréter le sens des actes de vente passés par l'Etat en pareil cas.

II

On répète volontiers qu'il y a eu **SPOLIATION** des biens du clergé. **EST-CE ABSOLUMENT EXACT ?** Non : l'Assemblée, comprenant les conséquences désastreuses d'un pareil principe, **N'A PAS OSÉ décréter que les biens du clergé seraient LA PROPRIÉTÉ de la nation**. On chercha un expédient moins violent : Mirabeau, voyant que l'Assemblée se refusait à cet attentat, changea sa formule, et au lieu de dire : « les biens du clergé *appartiennent* à la nation, » mit : « les biens du clergé *sont* A LA DISPOSITION de la nation. »

Cette modification de la dernière heure fit taire bien des scrupules, en semblant réserver la question de principe.

Voici les termes mêmes du décret : « Art. 1^{er}. Tous les » biens ecclésiastiques sont A LA DISPOSITION de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable » aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au » soulagement des pauvres... » (2 nov. 1789.)

D'ailleurs, ne retrouvons-nous pas la même expression dans l'article 12 du Concordat : « Toutes les églises métropolitaines..., non aliénées, seront remises A LA DISPOSITION des évêques. »

De même, l'article 75 des articles organiques ajoute : « Les édifices anciennement destinés au culte catholique... » seront mis A LA DISPOSITION des évêques... »

Est-ce à dire qu'ils deviendront leur *propriété*? Dès lors, y aurait-il bonne foi à donner à une formule identique des significations diverses et contradictoires, selon les besoins de la thèse?

— Il semble donc manifeste, et c'est là un fait de la plus haute importance, que l'Assemblée nationale a reculé devant une spoliation proprement dite, et a exercé plutôt alors une simple *réquisition* à raison de l'extrême besoin où elle était de parer à une banqueroute imminente. Cette réquisition avait pour but de mettre aux mains de la nation (en la place de l'or qui faisait défaut) une *valeur réelle*, suffisante pour obtenir le crédit nécessaire à la circulation des assignats. « Il ne s'agit pas précisément, dit Mirabeau » dans sa conclusion, de prendre le bien du clergé POUR » PAYER LES DETTES DE L'ÉTAT, AINSI QU'ON N'A CESSÉ DE » LE FAIRE ENTENDRE : on peut déclarer le principe de la » propriété de la nation, sans que le clergé cesse d'être » l'administrateur de ses biens. Ce ne sont pas des trésors » qu'il faut à l'Etat, c'est UN GAGE et une hypothèque, c'est » un CRÉDIT et de la confiance. »

Sur cette déclaration qui donnait à entendre que l'ÉTAT NE DISPOSERAIT PAS DES BIENS, nombre de membres de

l'Assemblée se rallièrent au projet de Mirabeau, espérant que, dans des jours meilleurs, l'Eglise pourrait recouvrer son patrimoine.

C'est ainsi qu'à la paix, on restitue à leur propriétaire les biens réquisitionnés d'urgence pendant la guerre, ou au moins leur *valeur*.

Les paroles de Mirabeau, qui déterminèrent le vote du 2 novembre, en précisent le sens et la portée.

En vain invoquerait-on le fait accompli postérieurement, la violence ne crée pas de droits.

III

Si la pensée du législateur a été celle que nous disons, il faudra reconnaître que **CE N'EST PAS A RAISON DU DÉCRET DE 89 QUE LE CLERGÉ a perdu ses droits auxdits biens ou à leur valeur**, mais **UNIQUEMENT PAR SUITE D'UNE VÉRITABLE TRANSACTION** intervenue le 26 messidor an IX, ratifiée le 23 fructidor de la même année (10 septembre 1801) et promulguée le 8 avril 1802 sous le nom de **CONCORDAT**, en vue de déterminer d'une façon **DÉFINITIVE** les rapports de l'Eglise avec l'Etat.

Ce **CONTRAT BILATÉRAL** a opéré une véritable **NOVATION** du droit de revendication en une **CRÉANCE**, figurée par une sorte de **RENTE PERPÉTUELLE** que l'Etat payerait contre l'abandon du droit *réel* (auquel le clergé **A CETTE ÉPOQUE ENCORE** pouvait prétendre).

La preuve résulte de la teneur même de l'article 13 du Concordat : « Sa Sainteté, *pour le bien de la paix* et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que, ni Elle, ni ses successeurs, *ne troubleront en aucune manière* les acquéreurs de biens ecclésiastiques aliénés, et *qu'en conséquence* LA PROPRIÉTÉ de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains, ou celles de leurs ayants cause. »

Le Pape, d'accord avec le premier Consul, renonçait à exercer la revendication ; donc il y avait droit.

Enfin, dans la bulle de ratification desdites conventions, (donnée à Rome le 18 des calendes de septembre 1801), Pie VII, après avoir parlé des sacrifices rendus nécessaires par suite « des circonstances extraordinaires du temps, » s'exprime ainsi : « Persévérant dans notre résolution de » faire pour le bien et l'unité tous les *sacrifices* que la religion pouvait permettre, et de coopérer autant qu'il était en » nous à la tranquillité des Français, qui éprouverait de » nouvelles secousses SI L'ON ENTREPRENAIT DE REDEMAN- » DER LES BIENS ECCLÉSIASTIQUES..., déclarons que ceux » qui ont acquis ces biens ne seront troublés ni par nous, » ni par nos successeurs. »

Tel est bien le droit de revendication *qui existait ENCORE* lors de la *transaction* du Concordat.

Dans le Concordat, le Pape stipulait, comme chef de l'Eglise, quant à ses intérêts généraux, et aussi comme représentant des droits spéciaux du clergé de France.

IV

Etant établi que les droits du clergé sont ceux d'un *ancien propriétaire* indemnisé au moyen d'une rente, le clergé n'est donc pas FONCTIONNAIRE et ne peut être considéré comme SALARIÉ.

C'est en vertu d'un DROIT qu'il se présente ; aussi ce droit s'est-il appelé *indemnité*, mot significatif, que M. le garde des sceaux employait tout récemment encore dans sa circulaire des premiers jours d'octobre ; c'est une RESTITUTION SUCCESSIVE qui lui est faite et qui n'est même que *partielle*.

La perpétuité de la rente résulte nécessairement de la qualité de celui qui s'appelle *crédit rentier* (dans l'espèce, une personne morale d'une longévité indéfinie).

En second lieu, la comparaison du capital, aliéné avec le

taux peu élevé de la rente servie en retour, suffirait à justifier la perpétuité de cette rente.

Il est bon de remarquer, en effet, que le décret du 2 novembre 1789, article 2, disposait : « Il ne pourra être assuré » à la dotation d'aucune cure moins de 1,200 livres par » année, non compris le logement et les jardins en dépendant. » (1,200 fr. en 89 représenteraient aujourd'hui plus de 3,000 fr.)

— On ne saurait arguer légitimement des lois diverses qui ont modifié soit l'indemnité, soit le budget des cultes depuis le Concordat, ce traité ne précisant aucun chiffre, mais garantissant, en l'article 14, *un traitement convenable*. En effet, le Concordat étant un *contrat synallagmatique* (ainsi que le définissait, avec raison, le conseil convoqué par l'Empereur en novembre 1809), ne pouvait être modifié que d'un commun accord : or, ni les articles organiques rédigés sans le concours du Pape ; ni le Concordat de 1813, arraché à Pie VII, prisonnier à Fontainebleau ; ni le Concordat de 1817 repoussé par les Chambres, n'ont pu avoir force de loi.

La compétence des Chambres consiste donc uniquement, aux termes du contrat, à déterminer par voie de comparaison, le chiffre du traitement : d'où cette conclusion, que biffer le crédit lui-même, serait aller plus loin que le décret de 89, qui, lui, garantissait une compensation à la spoliation : une rente de 1,200 livres.

V

La conséquence des principes que nous venons d'énoncer, c'est que l'Etat ne peut pas se refuser à payer l'indemnité qui est une dette, non plus que supprimer le budget des cultes, qui est une CHARGE résultant nécessairement de la mainmise effectuée sur les biens du clergé.

Il n'y aurait qu'un moyen pour l'Etat de se libérer de la rente, ce serait d'en faire le rachat au moyen de la restitution

d'un capital : du jour où l'Etat manquerait à ses engagements, tous les propriétaires se sentiraient menacés, et le crédit public serait ruiné par là même.

VI

Nous disions en commençant, qu'après avoir mis à la *disposition* de la nation les biens ecclésiastiques, on s'était enhardi jusqu'à s'attribuer purement et simplement la *pleine propriété* des biens des citoyens. Voyez, en effet, la progression :

Le 9 février 1792, décret ordonnant la *mainmise* sur les biens d'émigrés;

Le 30 mars suivant, décret affectant « les biens des » Français émigrés et les revenus de ces biens à l'*indemnité* due à la nation » (art. 1) ;

Le 27 juillet, l'Assemblée nationale rend un décret de *confiscation* desdits biens ;

Enfin, le 28 mars 1793, nouveau décret décidant, cette fois, « que les émigrés sont bannis à perpétuité du territoire ; qu'ils sont morts civilement et leurs biens *acquis* » à la République. »

La spoliation est consommée.

Peu après, l'on comprit où pouvait mener la voie des exceptions, et l'on s'empessa d'inaugurer l'ère de la *réparation*.

Les actes législatifs se succèdent en ce sens ; c'est d'abord le sénatus-consulte du 6 floréal an x (26 avril 1802), qui rend en partie aux émigrés les biens *non aliénés* ;

Puis la loi du 5 décembre 1814, qui y ajoute ceux rentrés *en la possession de l'Etat* (art. 4) ;

Enfin, la loi d'indemnité (27 avril 1825), qui vote, en son article 1^{er}, un *milliard* affecté à l'indemnité due aux émigrés dont les biens avaient été « *confisqués et rendus* » au profit de l'Etat. C'était la contre-partie du décret du 30 mars

1792, qui demandait aux émigrés une indemnité en faveur de la nation.

De ces monuments législatifs comparés résulte l'enseignement suivant : que les biens d'émigrés, qui, eux, avaient été déclarés *propriété nationale*, ont été (pour partie au moins) rendus en nature ou en valeur, quoique la conduite des émigrés ait pu provoquer des critiques que l'on ne saurait adresser au clergé.

OBJECTIONS.

1^{re} OBJ. — *Le clergé n'était pas propriétaire ; c'était plus pour les pauvres que pour l'Eglise que les dons et les legs étaient faits ; elle n'en était que la dispensatrice.*

R. On répond d'abord qu'une partie du patrimoine de l'Eglise avait pour origine le travail. En second lieu, dire que ces biens étaient ceux des pauvres, c'est avouer qu'ils n'étaient pas à l'Etat. On ne voit véritablement pas comment, en s'appropriant le pain des pauvres, on serait plus excusable. Enfin, substituer un mandataire à un autre, c'est méconnaître la volonté du bienfaiteur qui, aussi bien, aurait pu charger l'Etat de cette mission charitable, mais qui ne l'a pas voulu. Qui donc oserait soutenir qu'en déclarant propriété nationale (3-4 novembre 1793) les fondations constituées par les familles en vue de faire prier pour leurs membres décédés, on répondait à leur désir ?

2^e OBJ. — *C'est la nation, en réalité, qui avait effectué un dépôt ; il lui a semblé bon de le retirer : c'était son droit.*

Ce raisonnement, qui paraît avoir vivement frappé les esprits en 89, n'est que spécieux.

A moins de professer les doctrines communistes dont les Cabet, les L. Blanc, les Proudhon sont devenus, de nos jours, les apôtres ; à moins de dénier aux citoyens un droit de propriété privée, c'est-à-dire à moins de ne reconnaître qu'un seul et unique propriétaire, l'Etat, on ne saurait ad-

mettre que l'Etat ait pu substituer sa personnalité à celle des particuliers, et son bon plaisir à leur volonté formelle. Je prétends que c'est moi, et non l'Etat, qui dispose, quand je fais une libéralité ; je prétends et je soutiens, que ce que j'ai recueilli par mon travail ou la volonté de mes aïeux m'appartient en propre, en vertu d'un droit souverain, celui du propriétaire. Je ne reconnais pas à l'Etat le droit de supprimer ma personnalité en l'absorbant dans la sienne.

Non, l'Etat ne pouvait pas réclamer, à titre de dépôt fait par lui, ce qui était la propriété d'autrui.

De plus, en vertu de quel principe soutenir qu'il y a dépôt, c'est-à-dire, chez le déposant, intention de recouvrer la chose, quand il est constant que la volonté était d'aliéner, de se dessaisir irrévocablement ?

3^e OBJ. — *Le clergé ne participait pas aux charges publiques ; il recevait sans rien donner jamais.*

Tout en reconnaissant que l'usage des biens avait besoin d'être réglementé, on peut facilement répondre à l'objection :

Il est si vrai que le clergé contribuait aux dépenses communes, que le compte rendu des finances présenté par Necker, en janvier 1781, porte au chapitre XVIII^e une contribution de 11,000,000 de francs à la charge du clergé.

On oublie trop volontiers aussi qu'une grande partie des dépenses inscrites actuellement aux budgets des cultes, des travaux publics, de l'intérieur..., étaient exclusivement payées par le clergé.

Faut-il, enfin, rappeler les dons spontanés du clergé dans les circonstances graves, tantôt pour payer la rançon de François I^{er}, tantôt acquittant les dettes de Charles IX... Et le 26 avril 1789, un arrêté de la Chambre du clergé de Paris ne contenait-elle pas la résolution suivante :

« L'ordre du clergé de l'Assemblée de Paris (*intra muros*) » a délibéré et arrêté *unanimentement* de concourir, proportionnellement à ses revenus, à l'acquittement des charges

» publiques librement consenties par les trois ordres dans
» les Etats-Généraux. »

4^e OBJ. — L'Etat s'étant chargé de subvenir aux besoins du clergé, le patrimoine de l'Eglise n'était plus utile.

Si pareil procédé était équitable, il faudrait admettre que l'on serait en droit de dire aux citoyens opulents : Je vous donne une pension suffisante pour ne pas mourir de faim ; dès lors, l'excédant ne vous étant pas nécessaire, je m'en empare..., je ferai l'aumône pour vous.

Et non-seulement, dans le cas présent, on foulait aux pieds les droits du propriétaire, mais on compromettait aussi les intérêts des *tiers*. L'article 8 de la loi du 14 mai 1790 et l'article 2 du décret des 17-22 avril de la même année ne disaient-ils pas : « Les biens nationaux seront af-
» franchis de toutes dettes, rentes constituées et hypothè-
» ques? » Les créances offertes en échange pouvaient-elles être considérées comme un équivalent ?

5^e OBJ. — Que ceux qui veulent des prêtres les payent, mais qu'on n'oblige pas tout le monde à contribuer à leur traitement.

Les contributions imposées aux citoyens ont leur principe et leur raison d'être, non point dans l'avantage que nous retirons personnellement, mais dans l'utilité commune.

Or, Mirabeau lui-même, dans la séance du 30 octobre 1789, n'hésitait pas à reconnaître : « que tous les membres
» du clergé sont des officiers de l'Etat. » Il ajoutait : « que
» la religion appartenant à tous, il faut, par cela seul, que
» ses *ministres* soient à la solde de la nation, comme le
» *magistrat* qui juge au nom du pays, comme le *soldat* qui
» défend au nom de tous les propriétés communes. » Et il concluait de ce principe, que, « si le clergé n'avait pas de
» revenus, l'Etat serait *obligé* d'y suppléer. »

Supposez un moment la contribution fondée sur le profit individuel :

L'un dira : je n'ai jamais eu de procès et ferai en sorte de n'en point avoir ; que ceux qui ont besoin de *magistrats* les payent... ;

L'autre déclarera qu'il professe la fraternité des peuples ; qu'il ne veut pas d'*armée*, et demandera réduction proportionnelle de ses impôts... ;

Le *cultivateur* protestera en apprenant que son argent sert à enrichir des musées qu'il ne verra jamais, à payer des savants et des artistes dont il n'a cure ;

Le *commerçant* trouvera mauvais de donner de l'argent pour les agents de la régie et les officiers de police, qui, demain, dresseront procès-verbal contre lui...

— Terminons en disant, qu'alors même que l'argument précité serait judicieux, il ne saurait être invoqué en France, car LE CLERGÉ DE FRANCE A FOURNI SA DOTATION ; par suite, ce n'est pas un traitement qu'il reçoit, ainsi que nous l'avons démontré, mais une rente en échange du capital constituant cette dotation.

CONCLUSION.

Résumant la pensée de cette étude, nous dirons :

1° Que le budget des cultes et l'indemnité du clergé ont pour principe un *droit* absolu résultant du *contrat* de 1801 ;

2° Qu'en conséquence le prêtre n'est pas fonctionnaire ; que l'indemnité qu'il touche n'est qu'une *restitution successive* ;

3° Que l'Etat ne peut donc la supprimer ; qu'il y a là une question de propriété, de créance, *qui ne ressortit pas seulement aux Assemblées législatives, mais aussi au DROIT CIVIL*. « Tout ce qui regarde l'état actuel de l'Eglise de France repose sur le Concordat, lequel est devenu la loi CIVILE de l'Etat. » (*Répert., Journ. Palais*, 4, 215.)

4° Que, si l'on voulait imposer la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'Etat, pour se dispenser de servir la rente, devrait la racheter en payant un capital.

Ajoutons que la séparation des deux pouvoirs rendrait à l'Eglise une complète indépendance pour les nominations aux cures et évêchés de France, dans lesquelles le gouvernement intervient en vertu des articles 5 et 10 du Concordat.

Enfin, et comme conclusion inévitable, il faudrait admettre la personnalité de l'Eglise et lui reconnaître le droit de reconstituer un patrimoine commun.

Il y a peut-être là de quoi faire réfléchir les esprits les plus hostiles et les plus prévenus.

FERNAND NICOLAY,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

IMMUNITÉS DES BIENS D'ÉGLISE ET DU CLERGÉ

Sous les Empereurs romains.

SUITE ET FIN (1).

DE L'IMMUNITÉ DE JURIDICTION DU CLERGÉ.

Les empereurs ayant embrassé la religion chrétienne dont ils admiraient la haute origine et la bienfaisante influence, avaient accordé à ses prêtres des immunités qui affranchissaient leurs personnes ou leurs patrimoines de la plupart des obligations incombant à la généralité des citoyens ; et vraiment, à considérer la mission divine de ces ministres, leur caractère sacré, leur rôle civilisateur, leur dévouement aux intérêts éternels de l'humanité et parfois même à ses intérêts temporels, les empereurs ne croyaient pas trop faire en leur assurant une situation privilégiée

(1) Voir 5^e année, 2^e sem., p. 241, 300 et 381 ; 6^e année, 1^{re} sem., p. 185.

dans l'Etat, et même en consacrant à leur profit, en outre des immunités que nous avons exposées dans les chapitres précédents, le *privilegium fori*, l'immunité de juridiction. Mais si les premières sont dues tout entières à la généreuse initiative des empereurs et furent comme le produit naturel de ce nouvel état de choses qu'inaugura Constantin, le premier prince chrétien, en proclamant l'alliance de l'Eglise et de l'Etat, il n'en est pas absolument de même de l'immunité de juridiction, qui, avant de passer dans la législation des empereurs, avait existé en germe dans celle de l'Eglise. Celle-ci avait à cet égard des principes et des règles, comme nous lui en avons vu en traitant de l'administration et de l'aliénation de ses biens, et dans les deux cas le mérite des empereurs fut de s'en saisir, de se les approprier, d'en étendre la portée et de leur donner un caractère et une sanction officiels, sans généralement leur faire perdre l'empreinte de la première origine.

On sait communément quel était, dans le principe, le cercle de la juridiction de l'Eglise (1) ; aussi n'en rappelons-nous, et cela très-brièvement, que les points indispensables pour apprécier en parfaite connaissance de cause, le rôle des empereurs.

Dans les questions religieuses, l'Eglise avait naturellement le droit de décision et celui de coercition, mais ses moyens de contrainte étaient purement spirituels. A côté de cela, depuis les temps les plus reculés, les Evêques, conformément au précepte de saint Paul (2), s'étaient constitués juges des différends civils qui divisaient les chrétiens : il était recommandé aux laïques de ne point soumettre leurs causes à des juges civils, ou pour mieux dire païens, devant lesquels leur foi pouvait courir des dangers ; quant aux clercs, ils étaient considérés comme criminels ou apostats s'ils comparaissaient ou poursuivaient un laïque devant un

(1) Thomassin, l. c. II, liv. 3, c. 101.

(2) I. Cor. vi, 1.

juge civil. Dans chaque cité l'Evêque jugeait en premier ressort les causes des clercs et des laïques. Les Evêques étaient jugés par le Synode composé des Evêques d'une même province, sous la présidence du métropolitain.

Il ne pouvait être question d'une reconnaissance quelconque de ces règles par l'Etat païen, bien que parmi les prédécesseurs de Constantin, il s'en soit trouvé qui ont tenu à faire exécuter les décisions des Evêques (1); mais quand la religion chrétienne fut déclarée religion d'Etat, les empereurs eurent à se demander comment ils accorderaient le droit coutumier de l'Eglise avec celui de l'Etat devenu chrétien, s'ils attribueraient aux juges civils les questions purement religieuses ainsi que les procès entre laïques et clercs, ou les laisseraient comme précédemment aux mains de l'Eglise, en un mot, s'ils ôteraient à la juridiction ecclésiastique tout ou partie des matières de sa compétence. Nous allons voir comment ils résolurent successivement cette question.

Nous ne possédons aucune loi de Constantin, concernant spécialement la condition du clergé au point de vue de la justice, mais à l'aide de décisions de ce prince, rendues sur d'autres points, et de témoignages contemporains, nous pouvons nettement déterminer ses dispositions à cet égard. Il est certain que l'Empereur non-seulement n'hésita pas à reconnaître et à revêtir de la consécration légale le principe de la juridiction de l'Eglise, telle que celle-ci la pratiquait précédemment, mais il décida expressément que dès qu'un Evêque aurait statué sur n'importe quel sujet de droit civil, sa sentence serait rendue exécutoire par les juges civils nonobstant tout appel ou pourvoi; de plus, que toute partie engagée dans un procès pourrait, du consentement

(1) C'est ainsi que l'empereur Aurélien fit exécuter la sentence prononcée par les Evêques contre leur confrère Paul de Samosate, *Euseb., Hist. eccl.*, VII, 30.

ou contre le gré de son adversaire, déférer sa cause à l'Evêque, non-seulement au commencement de la procédure, mais même après que l'affaire serait déjà engagée devant le juge civil (1). Si Constantin attribuait à l'Eglise une compétence si étendue qu'elle pouvait juger en dernier ressort entre toutes parties et en toute matière, il devait par le fait lui laisser exercer son droit de justice dans les différends exclusivement religieux où ses membres étaient en cause. Conformément donc aux traditions, les clercs continuaient d'être jugés par les Evêques, ceux-ci par le Synode. Il résulte, d'ailleurs, des mêmes textes, qu'il reconnut également à l'Eglise le droit de juger les procès civils des clercs, en sorte que jamais ces derniers n'avaient plus à comparaître devant un juge civil. Eusèbe indique sommairement ces différentes innovations en ces termes : « *Jam vero episcoporum sententias, quæ in conciliis promulgata essent, auctoritate sua confirmavit, adeo ut provinciarum rectoribus non liceret, episcoporum decreta rescindere ; cuius enim judicii præferendos esse sacerdotes Dei* (2) ». Ainsi les sentences rendues par les évêques assemblés en Concile avaient force exécutoire, sans qu'il fût possible d'en appeler aux juges séculiers, aux gouverneurs de province.

Constance confirma formellement la juridiction du Synode sur les Evêques, et décida *dans sa bienveillance*, c'est lui qui nous l'assure, que jamais ils ne pourraient être traduits devant les juges civils ; il voulait ainsi empêcher que l'on portât trop légèrement contre eux des accusations inconsidérées (3).

Il n'y avait vraiment rien dans cette loi qui ne fût déjà pratiqué précédemment et ne fût légalement consacré par Constantin. Mais, même alors, devons-nous attendre de

(1) V. les Const. publiées par Jacques Sirmond. édit. Hânel, Bonn, 1844.

(2) Vit. Constantini, iv, 27 ; cf. Sozomène, *Hist. eccl.* i, 9.

(3) Cod. Théod., xvi, 2, 12.

Constance, dont nous avons eu plusieurs fois l'occasion de signaler l'hostilité contre l'Eglise catholique, qu'il rendit par *pure bienveillance* une loi déclarant de nouveau que la dignité et la situation des Evêques ne pouvaient s'accommoder d'un autre tribunal que du tribunal ecclésiastique ? Ce serait singulièrement se méprendre sur les intentions de ce prince, et nous pouvons affirmer de cette loi, comme nous l'avons fait de plusieurs autres, qu'elle fut rendue au profit des Evêques ariens dont Constance s'était constitué le champion, tandis qu'il persécutait l'Eglise catholique. — Les accusations mensongères que les Evêques ariens portèrent contre saint Athanase pour amener sa chute, et les incidents qu'ils soulevèrent aux Synodes d'Antioche (en 340), de Philippolis, d'Arles, etc., montrent à quels odieux moyens ils ne dédaignaient pas de recourir pour arriver à leurs fins, et le peu de souci qu'ils avaient des lois religieuses et civiles. La violence, l'injustice, le parjure, la calomnie, la dénonciation contre les serviteurs de l'Eglise catholique étaient chez eux à l'ordre du jour, et l'on eût compris que la puissance civile intervint pour réprimer ces excès, comme cela eut lieu plus tard pour les Donatistes ; ou que ceux qui en étaient directement les victimes en poursuivissent la réparation devant les juges séculiers ; et certainement il se serait trouvé des juges impartiaux pour flétrir la conduite de ces Evêques et protéger l'Eglise ou ses serviteurs contre leurs violences ou leurs fourberies. Ce résultat était à craindre et était, on le comprend, aussi peu du goût des Evêques ariens que de Constance ; aussi rien de plus naturel de sa part que de les soustraire à la justice ordinaire, et, pour y arriver, de proclamer le maintien d'une immunité que Constantin avait accordée au clergé tout entier dans des vues assurément plus généreuses et plus bienveillantes. Les déférer à la justice du Synode, c'était leur assurer l'impunité, car ils y avaient la majorité ; les quelques Evêques catholiques qui s'y rencontraient n'avaient, au contraire, à en attendre qu'une partialité

systématique, car leurs griefs les plus légitimes étaient repoussés avant d'être entendus ; on leur ôtait ainsi l'envie de se plaindre, et l'Empereur avait atteint son but : « *Ne sit libera ad arguendos eos animis furialibus copia.* » Dans sa pensée, ce ne pouvait être que des catholiques, et surtout de leurs Evêques, que portaient ces accusations passionnées qu'il voulait étouffer.

Nous ne pouvons partager l'avis des historiens qui prétendent que cette loi laissait en dehors de la juridiction du Synode les procès civils et criminels des Evêques, en lui déférant seulement les cas ecclésiastiques (1), car l'Eglise exerçait depuis longtemps déjà son droit de justice dans tous les procès des clercs, et si Constance avait voulu modifier en cela l'usage consacré légalement par son père, il s'en serait formellement exprimé et eût fait entre les différents cas une distinction que les termes généraux de sa constitution : « *Si quid est igitur querelarum, quod quispiam defert...* », nous semblent repousser absolument. Donc, aux termes de cette loi, tout manquement des Evêques aux lois religieuses et aux lois civiles relevait seulement de la compétence des Evêques réunis en Synode : autrement elle eût été incomplète et n'eût qu'insuffisamment servi les vues de l'Empereur et des Evêques ariens. Elle ne parlait point des prêtres ni du clergé inférieur qui restaient par suite, comme précédemment, justiciables de leur Evêque.

Nous trouvons dans saint Ambroise quelques indications sur la façon dont s'exerçait sous Valentinien I^{er} et Valentinien II la juridiction de l'Eglise sur le clergé. Tandis que le premier avait respecté l'immunité de juridiction établie par ses prédécesseurs en faveur des clercs (2), le second

(1) Riffel, l. c., p. 198,

(2) Tel est l'avis de Riffel. Il a pour lui le texte même de la lettre de saint Ambroise dont les mots *fidei causa*, *morum causa* et *alias* impliquaient également, suivant nous, les questions de foi et de discipline, en

avait, paraît-il, tenté de la retirer totalement, et s'était attiré de la part du grand évêque la lettre (1) que voici, où il lui rappelait ce qu'avait fait son père à cet égard et essayait au moins de conserver pour l'Eglise l'examen des causes ecclésiastiques : « *Augustæ memoriæ Pater tuus non solum sermone respondit, sed etiam legibus suis sancxit, IN CAUSA FIDEI VEL ECCLESIASTICI ORDINIS ALICUJUS eum judicare debere, qui nec munere impar sit nec jure dissimilis.... hoc est sacerdotes de sacerdotibus voluit judicare. Quin etiam si ALIAS quoque argueretur Episcopus, et MORUM esset examinanda causa, etiam hanc voluit ad episcopale judicium pertinere.... Quando audisti, Clementissime Imperator, in CAUSA FIDEI laïcos de Episcopo judicasse ? Ita ergo quadam adulatione curvamus, ut sacerdotalis juris simus immemores, et quod Deus donavit mihi, hoc ipse aliis putem esse credendum ?... At certe, si vel scripturarum seriem divinarum vel vetera tempora retractemus, quis est qui abnuat, in causa fidei, in causa inquam fidei, Episcopos solere de Imperatoribus christianis, non Imperatores de Episcopis judicare, etc. (2) »*

Il nous reste, en outre, une loi de Valentinien II, par laquelle il déférait à la justice civile les clercs coupables de captation (3).

L'empereur Gratien restreignit la juridiction privilégiée de l'Eglise aux cas ecclésiastiques ainsi qu'aux délits de peu d'importance, et restitua les délits plus graves ainsi que les affaires criminelles aux juges civils (4). Pour expliquer de la part d'un prince si religieux, une pareille restriction aux

même temps que les affaires civiles et criminelles. Hebenstreit, (*Hist. jurisd. ecclæs. Dissert.* Leipzig, 1773), soutient néanmoins que Valentinien I^{er} avait réduit la compétence des Evêques aux cas ecclésiastiques.

(1) *Epist.* 32.

(2) Cf. saint Basile, *Epist.* 385 ; saint Grégoire de Nazianze, *Epist.* 227, *ad Nectarium*.

(3) *Cod. Théod.* XVI, 2, 20.

(4) *Ibid.* l. 23.

droits de l'Eglise, on s'est demandé s'il enlevait vraiment à la juridiction de l'Eglise les clercs et non pas tout simplement les laïques que l'on était également dans l'usage, en cas d'infraction aux lois religieuses, de citer devant les tribunaux ecclésiastiques ; mais la vérité est que les uns comme les autres se trouvaient désormais pour les affaires graves justiciables des tribunaux civils ; et si Gratien avait imaginé d'inaugurer ce nouveau système de répression à l'égard même des Evêques et des clercs, c'est qu'il pensait atteindre ainsi plus sûrement les désordres commis par les nombreuses sectes d'hérétiques qui troublaient l'Espagne et les Gaules ; or, sa constitution s'adressait principalement à ces deux provinces où clercs et laïques se livraient en même temps à toutes sortes d'excès. Et pour le moment, bien que par le fait elle y perdit, dans les cas criminels, l'immunité de juridiction pour ses membres, l'Eglise laissait faire, estimant que l'intervention énergique de l'Etat n'en assurerait que mieux l'avenir de la foi et la paix de la société également menacés (1).

En 399 se place une loi d'Honorius qui renvoyait aux Evêques les affaires religieuses et toutes les autres aux juges civils. Cette loi (2) semble, au premier abord, réduire considérablement l'immunité de juridiction du clergé, mais il faut pour lui donner sa vraie portée, la rapprocher d'une loi rendue peu avant, en 398, par le même empereur et Arcadius ; dans cette loi, les deux princes revenant sur la constitution de Constantin, qui permettait à chacune des parties, dans toute affaire et en tout état de cause, de citer l'adversaire devant l'Evêque, décidaient qu'à l'avenir il ne serait plus possible, dans les affaires civiles, entre plaideurs

(1) Concil. Agde, ann. 506, c. 32 ; Mâcon, I, ann. 581, c. 7 ; Epaon, 517, c. 11.

(2) « *Quoties de religione agitur, Episcopos convenit judicare : ceteras vero causas quæ ad ordinarios cognitores vel ad usum publici juris pertinent, legibus oportet audiri.* » Cod. Théod., xvi, 11, 1.

laïques, de recourir au jugement de l'Evêque, à moins d'un accord préalable (1). Or, comme cette décision n'avait fait que causer de nouveaux embarras, et qu'il arrivait maintenant, qu'après avoir d'un commun accord sollicité la sentence de l'Evêque, l'une ou l'autre des parties croyant avoir à s'en plaindre en appelait devant le juge civil qui se contentait de faire comparaître devant lui comme témoin le premier juge, c'est-à-dire l'Evêque, et de confirmer son jugement, les évêques d'Afrique trouvant pénible l'obligation de comparaître devant les juges civils, prièrent instamment l'Empereur de les en relever, et c'est alors qu'Honorius pour condescendre à leur désir rendit, à la date de 399, cette loi qui leur interdisait de rendre des sentences arbitrales entre laïques, et limitait leur compétence aux cas ecclésiastiques, envoyant toutes les autres affaires aux juges civils. C'était leur enlever une des branches de leur juridiction, mais aussi les débarrasser des ennuis qui en résultaient pour eux en cas d'appel. Dans tous les cas, leur droit de juridiction sur les clercs restait entier, et Honorius était si loin de vouloir y porter atteinte que pour l'entourer de plus sérieuses garanties, il rendit la loi suivante : « Que celui qui dénonce et fait citer devant le tribunal de l'Evêque, le seul compétent pour les juger, un Evêque, un prêtre, un diacre ou tout autre membre du clergé inférieur, sache bien que par le fait il prend à sa charge la preuve du fait dénoncé, et s'il échoue, nous le déclarons noté d'infamie, afin de lui apprendre à ne pas compromettre à la légère l'honneur d'autrui. La honte et le mépris qui eussent accablé le clerc convaincu du crime dont on l'accusait, retomberont en ce cas sur l'accusateur. Aussi les Evêques ne devront-ils se prononcer dans ce genre d'affaires qu'après avoir recueilli tous les renseignements et témoignages possibles (2). » L'esprit et les termes de cette constitution sont même assez larges

(1) Cod. Just., I, 4, 7.

(2) Cod. Théod., xvi, 2, 41.

pour nous porter à croire qu'elle rendait aux Evêques les causes criminelles concernant les clercs et supprimait ainsi la restriction apportée de ce chef par Gratien à l'immunité de juridiction du clergé dans le but, on s'en souvient, d'appeler toute la rigueur des juges civils sur les menées et les actes criminels auxquels se livraient les ministres de l'hérésie arienne.

L'usurpateur Jean, qui s'empara du trône à la mort d'Honorius (423), était arien ; il supprima donc absolument toute juridiction ecclésiastique et ordonna que tous les clercs sans distinction seraient justiciables des juges séculiers. Mais ce régime prit fin deux ans après, et dès 425 l'impératrice-mère Placidie, en qualité de régente et tutrice de son fils Valentinien III, prescrivait de nouveau qu'à l'avenir les clercs seraient jugés par l'Evêque, trouvant peu convenable de soumettre les ministres de la religion au jugement des magistrats civils : « *Clericos, quos INDISCRETIM ad sæculares judices deduci infustus præsumptor (Johannes) edixerat, episcopali audientia reservamus ; fas enim non est, ut divini muneris ministri temporalium potestatum subdantur arbitrio* (1). »

On est peu d'accord sur l'étendue de la restitution faite au clergé de son privilège de juridiction par Valentinien III ou plutôt par l'impératrice Placidie, parce que l'on ignore dans quelle proportion l'usurpateur Jean l'avait réduit ; il est cependant à présumer, étant donné ce que l'on sait du caractère antireligieux de ce tyran et de son habitude de ne pas y aller par demi-mesure, qu'il enleva au clergé en matière d'attribution de juridiction et de compétence tout ce qu'il put ; ainsi, il dut sans doute obliger non-seulement tous les clercs, mais ceux-ci dans tous les cas, même dans les affaires purement ecclésiastiques, à comparaître devant les juges civils : par suite, c'est dans un sens également

(1) Cod. Theod., xvi, 2, 47.

absolu, mais directement inverse, qu'il faut entendre la loi de l'impératrice Placidie, quand elle déclare revenir sur les dispositions du tyran.

Nous pouvons donc affirmer que jusqu'ici, à part deux ou trois exceptions dont nous avons reconnu les motifs sans plus avoir à les examiner, le clergé était resté en pleine possession de ce que nous avons appelé son *Immunité de juridiction* : toutes les affaires concernant les clercs de tout ordre relevaient du tribunal de l'Eglise; les prêtres et les clercs inférieurs étaient justiciables de l'Evêque, et l'Evêque, du Métropolitain présidant le Synode.

Mais, dès à présent, attendons-nous à voir cet état de choses subir de graves modifications.

Et d'abord, en 452, nous trouvons l'importante constitution de Valentinien III *de episcopali judicio* (1), où étaient examinées en détail et résolues toutes les questions qui pouvaient se présenter au sujet de la juridiction ecclésiastique, suivant qu'il s'agissait de procès entre clercs, entre clercs et laïques, ou suivant que la cause était religieuse, civile ou criminelle. Nous allons brièvement passer en revue les différentes solutions données par Valentinien :

L'Evêque reste juge des procès entre clercs, mais à la condition que ces derniers se seront, par un compromis formel, engagés à se soumettre à sa décision.

Si un laïque se porte demandeur dans une cause civile ou criminelle contre un clerc, il n'est pas obligé de citer son adversaire devant son juge naturel, c'est-à-dire devant le juge ecclésiastique, et il peut, s'il le veut, le citer devant le juge civil.

Si au contraire un clerc poursuit un laïque, la règle *petitor sequitur forum pulsati* reprend son empire, et le laïque n'étant pas soumis à la juridiction de l'Evêque, ne pourra être cité que devant le juge civil.

(1) Nov. Theod., lib. 17, tit. 12.

Si un Evêque est poursuivi pour injustice grave ou pour malversation, ce sera devant le juge civil; mais il y sera représenté par un mandataire expressément désigné et contre qui sera prononcé le jugement. Cette faculté de se faire représenter par un mandataire est accordée par Valentinien aux Evêques et aux prêtres « *religionis et sacerdotii veneratione.* » Mais elle cesse au cas où il s'agit de poursuites criminelles; ils sont alors tenus de comparaître personnellement, car si un mandataire se comprend en matière d'affaires ou d'argent, il ne se comprendrait plus ici. En cas de non comparution devant le magistrat, ils sont condamnés par défaut.

Telles sont, en résumé, les nouvelles mesures édictées par Valentinien. Nous allons nous y arrêter un instant et rechercher d'abord les motifs qui les lui firent adopter.

Il était souvent arrivé que les clercs, quand ils intentaient un procès à un laïque, l'amenaient à se soumettre à la juridiction ecclésiastique, tandis qu'à l'inverse, quand ils étaient poursuivis par un laïque, ils déclaraient ne pas reconnaître l'autorité des magistrats civils, et il en résultait des recours, des difficultés, des longueurs, sans parler d'une inégalité choquante entre les parties, qu'il était temps de faire disparaître : enfin, la raison capitale qui avait déterminé l'Eglise à s'attribuer l'examen et la solution de toutes les difficultés pendantes entre ses ministres d'abord, entre les fidèles ensuite, n'existait plus. Les sièges des magistrats n'étaient plus occupés par des païens qui abusaient de leurs fonctions pour accabler de leur haine et de leur mépris les ministres de la religion chrétienne, et chez lesquels ces derniers eussent vainement cherché quelque impartialité; les idées et les principes chrétiens avaient fait leur chemin et pénétré jusque dans le prétoire du juge; la foi des parties n'y courait donc plus de dangers et le retour à la justice civile pouvait sembler chose naturelle. — La restriction qui, d'après toutes les vraisemblances, fut la plus sensible au clergé, était celle-ci, c'est

que désormais les procès des clercs entre eux, qui précédemment appartenaient de droit à l'Evêque, ne devaient plus maintenant lui revenir que s'il y avait compromis préalable. Honorius et Arcadius avaient les premiers fait dépendre la compétence de l'Evêque d'un accord entre les parties, mais seulement quand celles-ci étaient laïques; à présent, cette même condition était étendue au cas d'un procès entre clercs. L'Empereur n'ignorait pas cependant que la faculté qu'il leur accordait ainsi de recourir à la justice civile, devait rester lettre morte; car la loi ecclésiastique leur interdisait sévèrement, sous peine de châtimens spirituels parfaitement déterminés, d'entraîner un de leurs confrères dans le ministère devant un autre juge que leur juge naturel, c'est-à-dire, l'Evêque; la coutume et la force des choses étaient d'ailleurs telles qu'il n'y a pas d'exemple d'une désobéissance à cette règle: quant au compromis exigé par l'Empereur pour se faire juger par l'Evêque, on peut dire qu'il existait, entre clercs, à l'état de compromis tacite.

Valentinien était allé loin en exigeant que les clercs mêmes fissent un compromis préalable pour se faire juger par leur Evêque; aussi, l'un de ses successeurs, l'empereur Majorien, revint-il en 456 sur cette disposition dans une loi (1) dont la partie qui précisément nous intéresse ne nous est point parvenue. Mais nous savons ce qu'elle disait par une annotation qui figure à la suite de la *Nov. Theod.*, lib. II, tit. 12, et qui est ainsi conçue: « *Lex ista de diversis rebus multa constituit, sed imprimis de Clericis, quod edictum est, ut nisi per compromissi vinculum judicium Episcopale non adeant.* POSTERIORI LEGE MAJORIANI ABROGATUM EST. »

Tandis qu'en Occident les Evêques recouvraient ainsi d'une façon absolue le droit de juger les procès des clercs, l'empereur Marcien le leur restituait également en Orient,

(1) *Nov. Theod.*, lib. IV, tit. 2.

et reconnaissait en outre certains pouvoirs judiciaires au patriarche de Constantinople. On pouvait, dans les causes religieuses ou civiles, déférer à son tribunal, si on le préférait à l'Evêque, les plaintes contre les économes des églises ou tous autres clercs (1).

Mais bientôt devait se produire avec Léon I^{er} un retour à la juridiction civile. Il rendit pour l'Orient une constitution qui, comme il arrivait souvent, fut sans doute proclamée exécutoire aussi dans l'Empire d'Occident et qui déclarait les prêtres de tout rang, les clercs et les moines justiciables pour les affaires civiles des juges ordinaires, c'est-à-dire, des gouverneurs de province (2). Aux Evêques, clercs et moines de Constantinople, il donnait pour juge le préfet du prétoire (3). Il les admettait en outre à se faire représenter par l'économe, qui était considéré comme le défenseur naturel des intérêts de chacun des membres de la communauté (4). Les clercs qui venaient de la province en appeler, dans une affaire les intéressant eux-mêmes ou leur église, de la décision du gouverneur à celle du préfet du prétoire, étaient dispensés de fournir caution, à moins qu'étant plusieurs appelants, ils ne se constituassent par stipulation cautions les uns des autres ou ne consentissent à engager leur propre patrimoine (5). Les églises ne pouvaient être valablement représentées en justice que par leurs économes reconnus par l'Evêque (6). Enfin, suivait une série de dispositions minutieuses déterminant les frais de justice auxquels les clercs pouvaient être condamnés et indiquant les ménagements que devaient garder pour eux les agents du fisc chargés de les exécuter (7).

(1) *Cod. Just.*, 1, 4, 13; 1, 3, 25.

(2) *Cod. Just.*, 1, 3, 33.

(3) *Ibid.*, § 1.

(4) *Ibid.*, § 2.

(5) *Ibid.*, § 3.

(6) *Ibid.*, § 4.

(7) *Ibid.*, 1, 3, 33, §§ 5, 6, 7, 8.

Léon I^{er} avait ainsi supprimé toute immunité de juridiction relativement aux affaires civiles des clercs et des églises, et rien ne fut changé à cet état de choses sous ses premiers successeurs, jusqu'à Justinien à qui nous avons hâte d'arriver.

Justinien rétablit l'immunité de juridiction du clergé sur de nouvelles bases et lui donna plus ou moins d'étendue, suivant qu'il s'agissait d'affaires religieuses, civiles ou criminelles. — Il commença par déclarer, dans une constitution datée de 530, qu'à l'avenir, en matière religieuse, les clercs ne pourraient plus être appelés en justice par des laïques ou par d'autres clercs que devant l'Evêque de leur résidence « *juxta sacra instituta*, » conformément à la constitution de l'Eglise : ce n'était que dans le cas où l'on aurait des raisons de douter de l'impartialité de l'Evêque qu'on pourrait aller directement à l'Archevêque ; si celui-ci refusait d'examiner le procès, on se présentait devant le Synode provincial, et l'affaire y était instruite par l'Archevêque assisté des trois plus anciens Evêques. On pouvait en appeler de la décision de ce tribunal au patriarche de la province, lequel statuait alors souverainement, en dernier ressort. Ces mêmes décisions et la même procédure s'appliquaient au cas où des Evêques étaient poursuivis par des laïques, des clercs ou d'autres Evêques (1). — Dans les procès civils intentés contre des clercs, Justinien permet bien aux demandeurs de les soumettre aux Evêques, mais sans leur en faire une obligation ; car les affaires civiles sont de la compétence des magistrats séculiers ainsi que les affaires criminelles (2).

Ces dispositions furent elles-mêmes complétées ou modifiées par de nombreuses décisions qui sont renfermées dans les Nouvelles et que nous allons passer en revue, ne

(1) *Cod. Just.*, I, 4. 29.

(2) *Ibid.*, § 1.

nous arrêtant qu'à celles qui présentent quelque chose de nouveau.

Justinien y répète à plusieurs reprises qu'en cas de manquement aux lois ecclésiastiques, l'Evêque seul est compétent pour instruire, juger et punir (1). Au nombre de ces cas, il rangeait tous les actes d'infidélité ou de fraude commis par les économes des églises ou des établissements religieux, dans l'administration qui leur était confiée. Toutes les plaintes que l'on avait à formuler de ce chef contre eux devaient être soumises à l'Evêque (2); si l'accusé était mécontent de la décision de l'Evêque, il pouvait en appeler au métropolitain et en dernier ressort au patriarche, en observant toujours ces degrés de juridiction. — Mais où le privilège est encore plus marqué, c'est quand, sur les instances du patriarche de Constantinople, Justinien décida que tout procès civil fait à un clerc ou à un moine, pour affaires d'intérêt ou inexécution d'une obligation quelconque, serait soumis à l'Evêque de leur domicile (3); la décision de l'Evêque devait être revêtue par le juge civil de la formule exécutoire, si les deux parties y acquiesçaient. Au cas contraire, on pouvait se pourvoir devant le juge civil dans les dix jours, et si celui-ci confirmait la décision de l'Evêque, elle devenait obligatoire et irrévocable; s'il rendait une décision différente de celle de l'Evêque, les parties pouvaient aller en appel en suivant les formes ordinaires. — Les Evêques pouvaient encore être appelés à connaître d'une affaire, quand elle leur était renvoyée par ordre de l'Empereur, soit avant, soit après une décision déjà rendue: dans ce cas, la sentence de l'Evêque était souveraine et les parties n'avaient plus d'autre voie de recours que de s'adresser au prince lui-même.

Un des motifs qui avaient particulièrement déterminé

(1) Nov. 83, cap. 1; cf. Nov. 123, c. 21, § 2.

(2) Nov. 123, c. 23.

(3) *Ibid.*, § 4.

Justinien à affranchir ainsi les moines et les religieuses de la juridiction des magistrats civils, même dans certaines affaires civiles, c'était la violence et l'inconvenance dont souvent, paraît-il, faisaient usage, soit leurs adversaires, soit les exécuteurs des jugements rendus par les magistrats, et qui, les uns et les autres, envahissaient les couvents et y commettaient toutes sortes de scandales : aussi, l'Empereur décida-t-il qu'à l'avenir les moines et les religieuses seraient mandés en justice par les soins de leur Evêque et jugés par lui (1).

A côté des matières religieuses et des procès civils, il y avait encore les affaires criminelles, à l'égard desquelles Justinien décida que quand un clerc serait dénoncé à son Evêque comme coupable d'un crime, et que l'accusation paraîtrait fondée, il serait d'abord déposé par son Evêque, conformément aux lois canoniques, puis traduit devant le juge civil qui instruirait et jugerait selon les lois de l'Etat. Si l'accusé était d'abord livré au magistrat, celui-ci devait surseoir au prononcé du jugement, communiquer l'affaire à l'Evêque qui avisait et dépouillait le clerc, s'il y avait lieu, de ses insignes et de sa dignité ; c'est alors seulement que le juge rendait sa sentence et la revêtait de la formule exécutoire. Si l'Evêque la trouvait injuste, toute exécution était suspendue et l'on en référé au prince (2).

Nous n'avons plus qu'à nous demander si les mêmes dispositions étaient applicables aux Evêques comme aux clercs. Tout porte à le croire, du moins pour les affaires religieuses et civiles : les textes que nous venons d'analyser n'établissant de différences entre Evêques et clercs qu'au point de vue du degré de juridiction, dont le premier pour les Evêques était le Synode avec appel au patriarche qui alors jugeait en dernier ressort (3) ; il était indifférent à ce

(1) Nov. 79, præf. et cap. 1 ; cf. Nov. 123, c. 27.

(2) Nov. 123, c. 21. § 1 ; cf. Nov. 83, præf. § 2 ; Nov. 123, c. 21, § 2.

(3) Nov. 123, c. 22.

point de vue que l'Evêque fût poursuivi par des laïques ou par des clercs et pour une cause quelconque. — S'il s'agissait d'une poursuite contre le métropolitain, elle ne pouvait être portée que devant le patriarche. — Les Evêques appelés en justice étaient toujours dispensés de fournir caution (1). — En matière criminelle ou pécuniaire, un Evêque ne pouvait jamais, sauf le cas d'une autorisation spéciale de l'empereur, être traduit contre son gré devant un juge civil ou militaire, à peine pour le juge qui le condamnait de perdre sa place et de payer vingt livres d'or à l'église privée de son Evêque, et pour l'exécuteur de la sentence, d'être frappé de verges et envoyé en exil (2). Il n'y avait donc de différence entre la procédure applicable aux clercs et celle applicable aux Evêques que dans les affaires criminelles, et encore suffisait-il pour la faire cesser et pour que les Evêques devinssent, comme les clercs, justiciables des magistrats civils, de leur consentement ou de la volonté de l'empereur. — Justinien décida encore que si des Evêques ou des clercs avaient, au cours d'un procès, quitté leur province pour venir à Constantinople, le procès n'en continuerait pas moins d'être poursuivi dans leur province; que cependant, s'il n'avait pas été commencé, il pourrait se juger devant le préfet du prétoire ou des juges spécialement nommés par l'empereur (3). — Enfin, il recommanda que quand les Evêques ou les clercs seraient en mission, en tournée pastorale ou d'affaires, ils ne pourraient être poursuivis, et que l'on devrait attendre leur retour dans leur ville pour produire contre eux les plaintes que l'on aurait à faire valoir, sans crainte de se voir opposer la prescription (4).

Telles sont donc les lois de Justinien sur les privilèges

(1) Nov. 123, c. 22.

(2) Nov. 123, c. 8.

(3) Nov. 123, c. 24.

(4) Nov. 123, c. 26.

du clergé au point de vue de la juridiction, et nous pouvons rendre hommage aux intentions sagement libérales de ce prince, qui, mieux que certains de ses prédécesseurs, comprit qu'il fallait à l'Eglise une indépendance complète de juridiction sur ses ministres dans les cas ecclésiastiques : elle admettait facilement qu'il en fût autrement pour les affaires civiles et criminelles, et qu'à cet égard elle fût soumise au droit commun ; mais elle n'aurait pu se plier longtemps, sans élever de protestation, à des lois renvoyant les affaires spirituelles aux tribunaux civils : elle considérait comme essentielle cette distinction du spirituel et du temporel, et l'honneur des empereurs romains est d'avoir reconnu et consacré ce principe de vraie liberté, qui seul peut garantir l'harmonie entre l'Eglise et l'Etat.

Arrivés au terme de notre *Etude sur les Biens et les Immunités de l'Eglise et du Clergé sous les Empereurs romains*, n'avons-nous pas le droit de dire que la connaissance que nous avons acquise des lois à la fois politiques et religieuses des empereurs, nous a mis à même d'apprécier les rapports de l'Eglise et de l'Etat pendant la période à laquelle nous avons borné nos recherches, bien mieux que nous n'aurions pu le faire par le récit des faits, des luttes, des incidents de certains règnes, ou le portrait de certains empereurs, les uns favorables, les autres hostiles à la Religion ? — De plus, en analysant leurs lois qui sont le résultat de leurs études, de leurs réflexions et de leurs délibérations, nous pénétrons leurs sentiments, leurs préférences, leur caractère, la raison de leurs actes : n'est-ce pas un moyen de les connaître plus intimement et plus sérieusement que par le côté extérieur de leur vie, qui à lui seul constitue le plus souvent ce que l'on appelle bien à tort l'histoire ? N'est-ce pas, en un mot, fournir à cette dernière un complément nécessaire ? — Enfin, cette étude, en nous faisant connaître une des branches les plus importantes du Droit public romain, nous a initiés aux raisons et

aux origines de questions, qui n'ont pas cessé aujourd'hui encore de préoccuper les gouvernements et les hommes d'Etat. Il eût été, sans doute, intéressant de la continuer à travers les âges, jusqu'à l'époque actuelle ; mais c'eût été dépasser les limites d'un *Essai* et tenter une œuvre quelque peu audacieuse, alors que celle que nous avons entreprise était peut-être déjà au-dessus de nos forces.

CH. MURY,

Docteur en droit, juge suppléant à Belfort.

REVUE DE JURISPRUDENCE.

JURISPRUDENCE CIVILE [suite].

L'arrêt rendu par la Cour de Paris le 9 février 1877 (Sir., 1877, 2, 55) en matière de transcription et de saisie immobilière, et l'arrêt confirmatif de la Chambre des Requêtes, en date du 25 juillet 1877 (Sir., 1877, 1, 441), ont déjà soulevé parmi les commentateurs de nombreuses controverses. Mais la question qu'ils traitent présente un trop grand intérêt pour que nous la passions sous silence. Il s'agit, en effet, de savoir si le créancier *hypothécaire* qui a pratiqué une saisie sur l'immeuble de son débiteur, après la vente de cet immeuble, mais avant la transcription de cette vente, peut opposer à l'acquéreur l'antériorité de la transcription de la saisie.

Aux termes de ces arrêts, la prééminence appartient au créancier. Mais les motifs invoqués par les deux décisions sont loin d'être identiques.

La Cour de Paris, après avoir rappelé que, dans la discussion de la loi du 23 mars 1855, les créanciers ont souvent été qualifiés de *tiers*, continue ainsi :

« Considérant, dit-elle, que la saisie affecte directement

» l'immeuble qui en est frappé ; qu'elle réalise au profit du
» saisissant un droit propre et spécial ; que, voulant définir
» ce droit, les auteurs le qualifient tantôt de sûreté réelle,
» tantôt de gage tacite ou de gage judiciaire ; qu'il y a lieu
» de reconnaître en lui une sorte d'antichrèse ; que, dans
» tous les cas et quelle que soit la qualification qu'on lui
» donne, cette saisie, lorsqu'elle a été transcrite, a, comme
» effets qui lui sont attachés par la loi, ceux de changer le
» propriétaire saisi en un simple séquestre judiciaire, de
» le priver de sa jouissance en immobilisant les fruits, de
» rendre nulle la disposition partielle ou totale qu'il ferait
» de sa chose, et, enfin, d'anéantir en sa personne la pro-
» priété elle-même, en consommant l'aliénation de l'im-
» meuble saisi et en la transformant en un prix sur lequel
» le saisissant est appelé par droit de suite à faire valoir ses
» frais par privilège et sa créance à son rang de préférence
» ou à due concurrence ; — Considérant que des consé-
» quences passives de cette nature atteignent la propriété
» dans son essence ; que l'esprit ne peut juridiquement les
» concevoir, d'une part, sans un droit actif et réel qui les
» ait produites et leur soit corrélatif, et, d'autre part, sans
» une personne civile sur laquelle ce droit actif repose ;
» que, s'il en est ainsi, il faut reconnaître que ce droit actif
» nécessaire ne peut être que celui qui dérive de la saisie
» et que la personne civile en qui il réside ne peut être que
» le saisissant ; — considérant qu'il est ainsi établi que le
» créancier saisissant a sur l'immeuble des droits qu'il a
» légalement conservés, et, qu'ayant été établi précédem-
» ment qu'il est un tiers, il s'ensuit que le créancier saisis-
» sant remplit les deux conditions indiquées par l'article 3
» de la loi du 23 mars 1855, pour que la vente ne lui soit
» opposable que par la transcription ; que, dès lors, dans
» le cas où cette transcription n'a pas été faite antérieure-
» ment à celle de la saisie, ladite vente est nulle par appli-
» cation de l'article 686 du Code de procédure civile. »

La Chambre des Requêtes, au contraire, motive son arrêt comme suit :

« Attendu que l'article 686 du Code de procédure civile » a été virtuellement modifié par la loi du 23 mars 1855 et » notamment par l'article 3, portant que, « jusqu'à la transcription, les droits résultant des actes et jugements » énoncés aux articles précédents ne peuvent être opposés » aux tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont » conservés en se conformant aux lois ; » — qu'il ressort » du texte et de l'esprit de la loi de 1855, que la transcription de l'acte d'aliénation est nécessaire pour la transmission de la propriété vis-à-vis des tiers ; que cette transcription n'a pas d'effet rétroactif et que, jusqu'au moment où elle est opérée, la vente est réputée inexistante à leur égard ; — que , parmi « les tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont légalement conservés, » il faut » compter les créanciers hypothécaires inscrits avant l'aliénation. »

Comme on le voit , la Cour de Paris fonde l'avantage du créancier sur l'effet de la saisie dûment transcrite, sur le caractère d'indisponibilité dont elle affecte l'immeuble saisi. Pour elle le droit qui se trouve en concours avec celui de l'acquéreur et qui le prime à défaut de transcription, n'est autre que le gage résultant pour le créancier de la mainmise pratiquée sur l'immeuble de son débiteur. A ce titre, le créancier chirographaire jouit de la même faveur que le créancier hypothécaire, l'article 686 de Procédure civile ne faisant aucune distinction ; et, quoique l'arrêt ne le dise pas *in terminis*, il le laisse entendre par la généralité de ses arguments qui ne mentionnent même pas l'hypothèque.

Bien différente est la théorie de la Cour de Cassat fait dériver le droit du créancier à l'encontre de l'acquéreur, non de la vertu de la saisie transcrite, mais de la puissance de l'hypothèque inscrite avant la transcription de la vente. Le créancier hypothécaire inscrit compte au

nombre des « tiers qui ont des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois, » et dès lors, dit la Cour, il a qualité pour méconnaître toute aliénation non transcrite, et il peut saisir, nonobstant la vente, l'immeuble grevé de son hypothèque.

Cette argumentation ne saurait s'appliquer au créancier chirographaire qui, dans le système de la Chambre des Requêtes, semble rester, même après la transcription de la saisie, inhabile à se prévaloir du défaut de transcription de la vente.

M. Labbé, dans une note publiée sous l'arrêt de la Cour de Cassation (Sirey, 1877, 1, 441), en a critiqué la doctrine par des considérations qui paraissent tout à fait concluantes. Il raisonne ainsi : La faculté accordée par la loi de 1855 aux tiers, qui ont des droits légalement conservés sur un immeuble, de ne tenir aucun compte de toute aliénation non transcrite, a pour objet et pour objet unique la défense et la préservation de ces droits. Par exemple, en cas de concours entre une constitution d'hypothèque et une vente, l'antériorité de l'inscription sur la transcription garantit à l'hypothèque l'intégralité de son effet. Mais, ici, la valeur de l'hypothèque n'est point en cause, car la saisie opérée sur le débiteur ne dépend pas de l'hypothèque; elle procède de la créance et du titre exécutoire : tel qui a hypothèque ne peut pas saisir, et tel qui n'a pas d'hypothèque pratique valablement une saisie. Le créancier hypothécaire, en tant que saisissant, ne se prévaut pas de son hypothèque. Comment invoquerait-il au profit de la validité de sa saisie les bénéfices attachés au droit hypothécaire ? Quand il s'agit de sauvegarder ce droit réel, spécial, il est le tiers de l'article 3 de la loi de 1855 : quand il s'agit seulement d'exproprier le débiteur, il ne met en jeu que sa créance, et n'a d'autres avantages que ceux qui appartiennent aux simples chirographaires.

C'est, en effet, dans un sens restreint que la loi de 1855 déclare que les actes non transcrits ne sont pas opposables

aux tiers. Il faut entendre qu'ils ne peuvent nuire aux droits légalement conservés, qu'ils ne peuvent pas les annuler par une antériorité de date. Mais là se borne la portée de l'article 3. « J'ai, dit M. Labbé, sur un immeuble, un droit » d'usufruit régularisé par une transcription. Postérieurement le propriétaire vend sa nue propriété : cet acte » n'est pas de nature à me porter atteinte. L'acheteur néglige de transcrire son acte et il me reproche de com- » mettre un abus dans l'exercice de mon droit de jouissance. Puis-je lui répondre : Je ne vous connais pas ; je » suis un tiers ; votre acte d'acquisition n'a pas été transcrit ? »

Le droit de suite par hypothèque, celui que protège la loi de 1855, n'est point menacé par une vente postérieure à l'inscription ; peu importe, dès lors, que cette aliénation se transcrive ou ne se transcrive pas : quoique l'acheteur soit propriétaire dès l'instant de la vente, le créancier hypothécaire n'a rien perdu de sa garantie : au lieu d'exproprier son débiteur, il saisira sur le tiers détenteur l'immeuble grevé de son hypothèque.

La question se pose donc uniquement, comme l'a pensé la Cour de Paris, sur les droits du créancier chirographaire saisissant. A cet égard, M. Labbé ne fait que rappeler les raisons développées par la Cour pour accorder la préférence à la saisie transcrite sur l'aliénation non transcrite : « Cela est, dit-il, parce que cela doit être. Autrement, la » saisie serait un non sens. Un créancier chirographaire a » suivi la foi de son débiteur ; oui. Il doit subir les variations de la fortune de ce débiteur ; oui. Tout cela est » vrai, mais avec une limite. Tout cela doit être observé » jusqu'à ce que, étant démontré que le débiteur ne payera » pas bénévolement, le créancier use des armes légales, » pour arriver au paiement forcé. Alors il entre en lutte » contre le débiteur ; il pratique des saisies dont l'effet sur » le bien saisi doit être indépendant de la volonté et des » actes volontaires du débiteur. Or, un effet juridique quel-

» conque produit sur un bien, qui affecte la propriété d'un
 » bien et qui est désormais indépendant de la volonté du
 » propriétaire, mérite le nom de droit réel. Si la saisie pro-
 » cure un droit réel, la saisie pratiquée sur un immeuble
 » entre dans le système des actes entre lesquels, aux
 » termes de l'article 3 de la loi de 1855, l'antériorité de
 » la publicité est la règle des conflits. »

Nous ne saurions, pour notre part, adhérer à cette théorie, qui ne nous semble pas plus fondée que celle de la Cour de cassation.

En effet, nous accordons sans peine qu'au jour de la saisie et par son changement d'attitude vis-à-vis du débiteur, le créancier devient, pour l'avenir, un tiers auquel les actes d'aliénation du débiteur ne sont plus opposables : l'article 686 Procédure civile le dit formellement, et, en prononçant l'incapacité du débiteur, il déclare le droit du créancier, droit réel si l'on veut, et auquel, en tout cas, on ne saurait contester la qualité de *droit sur l'immeuble*, dans le sens de l'article 3 de la loi de 1855. Mais le créancier chirographaire doit-il être admis, et c'est là la vraie difficulté, à saisir sur son débiteur le fonds que celui-ci a vendu à un tiers, par ce motif que la vente n'a pas encore été transcrite ? Peut-il se prévaloir du défaut de publicité de la vente pour acquérir le droit spécial dont nous venons de parler sur un immeuble dont son débiteur a perdu la propriété ?

On répondra négativement si, pour se faire une juste idée de la saisie, on remonte au principe qui l'autorise, si l'on recherche la fonction qu'elle remplit dans les rapports de créancier à débiteur.

Le créancier qui a suivi la foi de son débiteur a une sorte de gage général sur tout le patrimoine de celui-ci : quiconque s'oblige, oblige sien (art. 2092 du Code civil). Mais, hors le cas de fraude, ses droits se mesurent à ceux du débiteur, que sa créance lui permet d'exercer à son profit, en les réalisant en argent. La saisie est le premier acte de

cette réalisation : c'est une mainmise préalable par laquelle le créancier assure la conservation de ces droits pendant le temps matériellement nécessaire à la vente. Donc, elle ne produit son effet qu'à l'égard des biens dont le débiteur n'a pas cessé d'être propriétaire.

On objecte que la propriété ne signifie rien pour l'application de la loi de 1855, que la véritable utilité de la transcription consiste à faire valoir des aliénations nulles en elles-mêmes, et que, par exemple, entre deux acheteurs du même fonds, le second a nécessairement acquis *a non domino* ; ce qui ne l'empêche pas d'obtenir préférence sur le premier, s'il transcrit avant lui.

Cette remarque renferme une part de vérité et une part d'erreur. Oui, la transcription, comme tout autre mode légal de conservation des droits, peut donner à un acte, nul pour défaut de propriété dans la personne de l'aliénateur, l'avantage sur un acte valable non transcrit ; l'article 3 de la loi de 1855 le dit en termes formels ; mais ce que cet article ne dit point c'est que la transcription suffise à régulariser à tous points de vue les prétentions qui pèchent par le défaut de propriété dans la personne dont on voudrait être l'ayant droit.

Autre, en effet, est la situation d'un tiers qui contracte avec le soi-disant propriétaire pour obtenir de lui une vente ou une constitution d'hypothèque ; autre la situation du créancier qui agit sans le concours du débiteur et même contre son gré, au nom d'un droit préalable, en vertu d'un titre qui justement l'oblige à ne considérer comme soumis à son gage que les biens dont le débiteur peut lui-même revendiquer la propriété. Le premier est libre, indépendant, il reçoit tout ce qu'on veut bien lui promettre : le second est lié par son titre ; il ne reçoit pas, il se sert lui-même, il prend. Or, comment prendrait-il en dehors du patrimoine réel du débiteur, quelque chose que ne frappe pas son titre ? Comment se ferait-il un nouveau titre à lui-même ? Le premier accepte, utilement ou inutilement ; la transcription en

décidera : le second usurperait, même vis-à-vis de son débiteur ; la transcription n'y peut rien.

Il faudrait, pour qu'il en fût autrement, que la loi de 1855 eût innové dans les rapports de débiteur à créancier. Or, elle ne paraît pas avoir eu d'autre objet que de régler le concours des personnes qui *traitent* avec le même auteur : elle ne fait pas même mention de la saisie et encore moins de la transcription de la saisie, formalité de procédure, déjà obligatoire avant 1855, qui ne peut pas se confondre avec les formes de publicité imposées au transfert des droits immobiliers. La transcription organisée par la loi de 1855 n'est pas destinée à protéger les créanciers chirographaires ; la vente non transcrite n'est point, comme le serait une contre-lettre, réputée frauduleuse à leur égard. Elle est pour eux bonne et valable, et ce n'est pas au moment où ils saisissent, c'est-à-dire, quand ils exercent purement et simplement leur droit de créance, qu'ils seraient tout à coup dispensés de l'obligation de la respecter.

Le rapporteur de la loi, M. de Belleyne, l'a dit de la manière la plus expresse : « Par ces mots, aux tiers *qui ont des droits sur l'immeuble*, on a voulu écarter la prétention des créanciers chirographaires, qui auraient pu vouloir opposer le défaut de transcription. Ce droit leur est refusé par le projet de loi. »

Les expressions dont s'est servi le législateur rendent très-exactement sa pensée. Dans le cas d'aliénations volontaires, de ventes successives, sans doute, le second acheteur a traité *cum non domino* ; mais qu'importe ! vis-à-vis de son vendeur, au moins, on peut dire qu'il a acquis un droit sur l'immeuble, droit réel ou personnel, *jus in re* ou *jus ad rem* ; car nul ne contestera qu'une personne ne puisse s'obliger un nombre de fois indéfini au sujet du même immeuble. Il n'en est pas ainsi du créancier : aucun fait nouveau n'intervient en sa faveur ; la saisie ne fait que réaliser le bénéfice de sa créance ; et, si l'immeuble est déjà

sorti du patrimoine du débiteur, comme le créancier n'a aucun droit ni réel, ni personnel, ni direct, ni indirect sur un bien qui a définitivement échappé à son gage, il ne peut de sa propre autorité s'en attribuer aucun.

Il ne convient donc pas, dans la discussion qui nous occupe, d'argumenter de l'article 686 Proc. civ. et des avantages que cet article confère au créancier saisissant. Car il est nécessaire d'établir auparavant que la saisie ne rencontre pas un obstacle invincible dans le titre du créancier : faute de quoi l'on tombe dans un cercle vicieux ; puisque la validité de la saisie au préjudice de la vente se fonde sur les droits qui découlent de la saisie, lesquels droits présupposent bien, ce semble, la validité de la saisie qui leur donne naissance.

Vainement les adversaires de notre opinion invoquent-ils de puissantes considérations d'utilité pratique : vainement prétendent-ils que le législateur n'a pas dû permettre à un acheteur de laisser pratiquer une saisie immobilière en tenant sa vente secrète et de venir tout à coup, en transcrivant à la veille de l'adjudication, faire crouler une longue et coûteuse procédure dont les frais resteraient à la charge d'un créancier de bonne foi. L'inconvénient offre, sans doute, une gravité singulière : mais il ne suffit pas de le signaler : il faudrait établir qu'il y a été pourvu par la loi.

On pourrait, à la vérité, concevoir un système dans lequel les actes d'aliénation non transcrits demeureraient, ainsi que des contre-lettres, inopposables aux créanciers chirographaires ; comme on pourrait aussi établir qu'il n'y aurait d'aliénation immobilière pour personne, pas plus pour les parties que pour les tiers, sans la solennité de la transcription ; et ce ne serait peut-être pas le plus mauvais des systèmes. Mais la loi de 1855 n'a point organisé cette défense en faveur des créanciers chirographaires : son texte et son esprit répugnent également à une pareille innovation.

Et cependant la position de celui qui a suivi la foi de son débiteur ne nous paraît être pas aussi précaire que ne l'ont cru certains jurisconsultes, qui n'admettent jamais ce créancier à quelque titre qu'il se présente, à invoquer le défaut de publicité de la vente. Pour nous, quand nous refusons au chirographaire le bénéfice de l'article 3 de la loi de 1855, nous entendons parler du créancier qui ne fait qu'exercer son droit de créance, comme au cas de saisie immobilière. Mais nous estimons qu'en dehors de son action chirographaire, le créancier jouit de la même liberté que les tiers quelconques, et que rien ne l'oblige à subir, au préjudice des traités qu'il fait lui-même, les actes non transcrits de son débiteur. S'il doit en effet, en tant que chirographaire, respecter les aliénations que celui-ci a consenties, ce n'est pas qu'il soit censé en avoir connaissance; c'est que son droit se limite au patrimoine du débiteur dont il a par avance ratifié la libre administration. Ce n'est pas une question de conscience, c'est une question de logique. Dès lors, peu importe l'identité de la personne, du jour où surgit en elle une nouvelle qualité. Le créancier qui ne peut saisir le fonds vendu, même avant la transcription, pourra sans difficulté acheter cet immeuble du débiteur, le recevoir en paiement de sa créance, ou le faire grever d'une hypothèque conventionnelle à son profit; et, en pareil cas, il se prévaudra utilement du défaut de publicité de la vente. En vertu de sa créance il n'avait aucune puissance sur ce bien : par la convention il a acquis de nouveaux droits qui proviennent *a non domino*, il est vrai, mais qui, légalement publiés, bénéficient de l'article 3 de la loi du 23 mars 1855.

La question devient embarrassante, quand on se trouve en présence de l'hypothèque judiciaire ou de celle que l'article 490 du Code de commerce confère à la masse des créanciers de la faillite. Dans ces hypothèses, en effet, le créancier agit seul et sans l'adhésion du débiteur, de telle sorte que l'hypothèque apparaît comme la conséquence

directe du droit de créance, comme une confirmation et une aggravation du gage général inhérent à cette créance. Et l'on est tenté de renouveler ici le raisonnement que nous faisons à propos de la saisie, pour refuser au chirographaire l'acquisition d'un droit sur l'immeuble qui n'est plus son gage.

Mais si l'on y regarde de près, on voit que l'hypothèque judiciaire procède d'une toute autre cause et remplit un tout autre but que la saisie. Celle-ci est le mode normal par lequel la créance se réalise lorsque le débiteur ne paye pas. Au contraire, l'hypothèque judiciaire ne prend pas sa source dans la seule créance : elle naît d'un fait nouveau, étranger au débiteur, il est vrai, mais dans lequel il est censé intervenir, la loi lui imposant en pareil cas cette aliénation. C'est en effet la formalité du jugement qui (on ne sait trop pourquoi) ajoute aux droits essentiels de la créance une garantie accidentelle et surérogatoire : il y a titre nouveau et le créancier reçoit — du jugement ou de la loi — des avantages distincts de sa créance, qu'il peut accepter avec l'indépendance d'un tiers et faire prédominer par la publicité sur d'autres concessions immobilières non transcrites.

La Cour de Nancy a cependant accueilli l'opinion contraire par son arrêt du 14 juin 1876 (Sir., 1878, 2, 33), dont la doctrine a reçu de larges développements, dans un article de la *Revue critique de législation* (juillet 1877). Mais elle ne distingue pas entre les hypothèques judiciaires et les hypothèques conventionnelles. Elle considère « qu'il » est impossible à de simples créanciers chirographaires » qui ont à l'origine suivi la foi du débiteur, d'acquérir du » chef de celui-ci, et par des actes postérieurs, aucune » hypothèque *conventionnelle* ou *judiciaire* sur des im- » meubles aliénés par lui-même par un contrat non » transcrit. »

Nous avons déjà apprécié cette thèse dans sa généralité. Elle est rejetée par la plupart des auteurs (Aubry et Rau,

code civil, 4^e édit.. tome II, p. 309. — Demangeat sur Bravard. Cour de Droit commercial v, p. 296.)

Pour terminer sur le conflit entre la saisie et la vente, il est bon de signaler le système mixte proposé par Mourlon (de la *Transcription* II, 476), qui établit une distinction entre la saisie et la transcription de la saisie, pour donner effet à la transcription lorsque la saisie au moins est antérieure à la vente. Suivant cet auteur, le créancier ne peut saisir l'immeuble vendu qui n'est plus la propriété du débiteur, mais s'il saisit avant la vente, la saisie est valable, et l'antériorité de la transcription la rend définitive à l'égard de l'acheteur, comme elle rendrait la vente définitive à l'égard du saisissant.

Malheureusement, il n'y a là qu'une analogie trompeuse. La saisie, même vis-à-vis du débiteur, n'est parfaite qu'au jour où elle est transcrite. Auparavant, ce n'est qu'une simple menace : le débiteur conserve la faculté de vendre, d'hypothéquer, de louer le fonds, d'en récolter les fruits ; l'article 686, qui prescrivait la transcription bien avant 1855, ne le dit-il pas implicitement ? L'existence de la saisie date de la transcription : alors seulement le créancier peut acquérir des droits sur l'immeuble ; donc c'est à ce moment qu'il faut se placer pour savoir si l'immeuble fait encore partie du patrimoine du débiteur, c'est-à-dire, du gage de son créancier.

Après tous ces commentaires, est-il besoin d'ajouter que la loi du 23 mars 1855, malgré l'heureuse innovation qu'elle a apportée dans notre Droit et la sécurité relative qu'elle a donnée aux transactions, renferme de nombreuses lacunes que la jurisprudence ne peut guère combler, et qu'elle appelle, si ce n'est une véritable réforme, du moins des éclaircissements législatifs.

•
J. BOURGEOIS,
Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Chambéry.

QUESTION DE DROIT.

Un Journaliste peut-il être contraint d'insérer une réponse blasphématoire.

Cette question a pour tous les journaux catholiques une telle importance qu'il nous semble utile de l'examiner ici. Elle se pose actuellement devant la justice belge au sujet du journal *la Croix*, de Bruxelles. Ce vaillant champion de la bonne cause vient de disparaître après quatre années de lutte dans des circonstances que nous allons exposer. Cependant, notre intention n'est pas d'examiner la question au point de vue spécial de *la Croix* et de la législation belge, nous tâcherons au contraire de la traiter d'une façon générale et en nous posant sur le terrain des principes.

I.

Exposé des faits. — Tout d'abord quels sont les faits ? Nous resterons bien entendu dans une certaine généralité. C'est une question de droit et non de personnes qui nous occupe ici.

Un individu, dont le nom et la personnalité importent peu, nous l'appellerons si l'on veut X..., se trouve désigné par un journal catholique ; il lui adresse une réponse dont il réclame l'insertion.

Le journal s'exécute sous la menace d'une condamnation à mort ; résister, en effet, c'est disparaître. Mais la réponse est d'une nature telle que, rappelant en même temps à ses lecteurs les prescriptions de l'épiscopat belge sur les mauvaises lectures, il invite ses abonnés à ne pas lire, mais à détruire la réponse.

La Croix, qui n'a jamais transigé avec les principes (ce qui lui a valu beaucoup d'ennemis, mais aussi bon nombre d'amis dévoués), *la Croix*, examinant la question, blâme la conduite de son confrère en lui disant : « Il ne faut pas lire ce discours ; mais alors fallait-il l'imprimer ? »

« N'eût-il pas mieux valu répondre à la sommation du juge : vous voulez déshonorer notre journal en le faisant servir à la négation de la divinité de Jésus-Christ, *non possumus*. »

La Croix, désignant X... dans son récit, le qualifie : Un ennemi personnel de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

X... s'empresse d'adresser à *la Croix*, avec demande d'insertion, une page contenant son éloge par un tiers, pour avoir, tout en louant en Jésus-Christ le sage et le philosophe, démontré qu'il n'est pas Dieu.

C'est pour *la Croix* le cas de joindre la pratique à la théorie; le journal prend son parti sans hésiter et plutôt que de souiller ses colonnes en publiant une page blasphématoire, il préfère disparaître.

Mais le ministère public ne s'en tient pas là, et sur la plainte de X..., il poursuit aujourd'hui *la Croix* pour la contraindre à reparaitre, ne fut-ce qu'un jour, et à insérer la réponse en question.

Le tribunal de Bruxelles a donné gain de cause au ministère public. La question est aujourd'hui soumise à la Cour.

Un juge peut-il, en vertu de la loi civile, contraindre un journaliste à insérer une réponse blasphématoire.

Un journaliste est-il, dans ce cas, obligé d'obéir à la sentence prononcée par le juge?

Sans y être obligé, lui est-il cependant permis de s'y soumettre?

Telles sont les graves questions soulevées par le jugement de Bruxelles; elles peuvent se poser en France et dans tous les pays où règnent les principes de 89; elles sont donc de nature à éveiller l'attention de toute la presse catholique.

Les deux premières questions, si elles intéressent la conscience, soulèvent en même temps une question d'application de la loi civile, elles sont donc du ressort du jurisconsulte, nous les examinerons ici; la troisième, constituant exclusivement un cas de conscience, il ne nous appartient pas de la résoudre.

Pour établir le droit du juge, d'ordonner l'insertion, et l'obligation du journaliste de s'y soumettre, on raisonne ainsi :

La loi française (loi du 25 mars 1822, art. 11) donne à toute personne, nommée ou désignée dans un journal ou écrit périodique, le droit de réponse.

Toutefois, si la réponse contient un crime, un délit ou une contravention ou même une injure contre le journaliste, l'obligation d'insérer disparaît.

Or, la loi ne qualifie délit que l'outrage à un culte reconnu, et, par outrage, il faut entendre seulement les expressions grossières ou blessantes, invectives, termes de mépris (1). La négation d'un dogme n'est pas un outrage.

(1) Dalloz, v° *Culte*, n° 89 et suiv.

Il est permis en France de nier tous les dogmes d'une religion reconnue, mais il faut le faire poliment, c'est-à-dire que la loi, indifférente au fond, ne punit que la forme.

Donc la négation, polie en la forme, de la divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ n'est pas le délit d'outrage à la religion catholique, et, par suite, le journaliste ne saurait, aux termes de la loi française, se refuser à l'insérer.

C'est la conséquence de la liberté de conscience et des cultes et de l'indifférence de l'Etat en matière de religion.

Si cette thèse est vraie, c'est demain tout journal catholique transformé en chaire d'athéisme, si mieux il n'aime se voir ruiné par les amendes.

Dès lors, toute la presse catholique se trouve dans cette singulière situation où de laisser passer l'erreur sans en mot dire, ou de s'en faire elle-même le véhicule en vertu du droit de réponse.

Qui empêcherait un nouveau Voltaire de se donner ainsi pour lecteurs tous les abonnés de l'*Univers*, par exemple?

Nous connaissons assez les magistrats français pour savoir que, même en adoptant cette thèse, ils appliqueraient, en pareil cas, le minimum de la peine et alloueraient les frais pour tous dommages-intérêts, obéissant ainsi, même dans leurs erreurs, à ce sentiment d'équité naturelle qui fait, en toutes circonstances, le fond de leurs décisions.

Mais si la thèse est fausse, c'est trop et beaucoup trop.

Il faut, au reste, juger un principe en lui-même et non par le mal qu'il fait à un moment donné : les circonstances changent, le principe reste, et l'on peut être certain qu'un jour ou l'autre un principe désastreux produira des conséquences désastreuses.

Examinons donc quelle est la valeur et la force de la thèse que nous venons d'exposer.

II.

Conflit entre la loi divine et la loi civile. — Il nous semble tout d'abord, et par l'énoncé même de la question, que la loi divine a aussi dans l'espèce son rôle à jouer.

Il s'agit, en effet, de savoir si un juge peut contraindre un journaliste à insérer dans ses colonnes la prétendue démonstration que Jésus-Christ n'est pas Dieu, et si le journaliste a le devoir de se soumettre.

N'est-ce pas demander au journaliste, en répétant un blasphème de produire un scandale, et par suite n'est-ce pas, pour le juge, ordonner un scandale?

Le blasphème se définit : *Contumeliosa contra Deum locutio*. Quiconque nie de Dieu ce qui lui convient, blas-

phème (1). Nier la divinité de Notre-Seigneur Jésus-Christ, seconde personne de la sainte Trinité, Dieu comme le Père et le Saint-Esprit, c'est de tous les blasphèmes le plus grave.

Le blasphème, lorsqu'il se produit publiquement, est un scandale.

Le scandale est une parole ou un acte moins droit qu'il ne devrait être et qui est pour les autres une occasion de ruine spirituelle (2). Le scandale, comme le blasphème, sont défendus par la loi divine.

Supposons que le journaliste, obéissant au juge, reproduise la page blasphématoire, n'est-ce point pour le juge s'exposer, en faisant publier une chose mauvaise et qui par sa nature peut jeter le doute dans l'esprit du lecteur, à devenir pour certains une occasion de chute spirituelle?

Le juge se fait donc le complice d'un scandale.

Le juge, requis d'ordonner, sous prétexte de réponse, l'insertion d'un blasphème, se trouve donc en présence de la loi civile qui lui dit : Ordonnez l'insertion ; et de la loi divine qui lui répond : Il est défendu de se faire l'instrument d'un scandale.

En présence de ces deux lois, le choix est-il douteux, peut-on hésiter un instant : *Obedire oportet Deo magis quam hominibus* ?

III.

Première objection. — Irresponsabilité du juge. — Mais, dira-t-on, le juge est chargé de faire appliquer la loi et non de la juger. C'est vrai ; le juge n'a pas le droit de juger la loi, mais il a le droit et le devoir de juger tout d'abord la compétence du prétendu législateur.

La première condition requise pour qu'une loi existe, c'est, en effet, qu'elle émane de celui qui a qualité pour la porter.

Chaque jour, les tribunaux appliquent ce principe élémentaire (3).

Nous sommes ici en présence d'une loi divine et d'une loi humaine en contradiction. Les hommes ont-ils qualité

(1) Saint Thomas, *Somme théologique*. 2^e part., 2^e sect., quest. XIII, art. 1.

(2) Saint Thomas, *Somme théologique*. 2^e part., 2^e sect., quest. XLIII, art. 1.

(3) Voir, comme exemple de l'application de ce principe, Dalloz, *Tables*, au mot *Loi*, § 2, *Actes qui ont force de loi*, et spécialement Cass., 13 mars 1832, Dalloz, v^o *Loi*, n^o 59.

pour édicter une loi dérogeant à la loi divine ou y contredisant. Telle est la question qui se pose forcément.

La loi humaine tire, en principe, sa force obligatoire de la seule loi divine. L'homme n'a, par lui-même, aucun pouvoir sur un autre homme. Dieu seul, nous étant supérieur par sa nature, a pu, en créant l'homme pour la société, déléguer au corps social le pouvoir de faire des lois. La charte constitutive de tous les pouvoirs humains est écrite dans ce texte bien connu de saint Paul (*Epistola ad Romanos*, cap. XIII) : *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit ; non est enim potestas nisi a Deo ; quæ autem sunt, a Deo ordinatæ sunt.*

La loi des hommes ne peut donc évidemment abroger la loi divine ou y déroger. « *Inferior*, dit Suarez (de leg., lib. III, cap. XII), *non potest abrogare legem superioris nec illi derogare... Ergo nec lex imperatoris aut regis valere potest contra legem Dei... Per errorem magistratus civilis potest præcipere aliquid injustum vel illicitum ; jure tamen non potest ; nec tale præceptum poterit veram rationem legis habere, quia lex injusta non est lex.* »

Si donc on requiert le juge d'appliquer une loi contraire à la loi divine, le juge ne peut en conscience faire droit à la requête ; il doit répondre : *Lex injusta non est lex.* Sinon, il abuse du pouvoir qui lui est départi, et se fait lui-même le violateur de la loi divine.

Et qu'il ne se figure pas s'innocenter en disant : je me borne à appliquer la loi et à lui obéir, faisant remonter au législateur la responsabilité de l'injustice dont il devient l'instrument. Le juge qui sciemment viole la loi divine, sous prétexte d'appliquer la loi civile, est aussi coupable que le législateur lui-même, parce qu'il est libre de juger autrement, qu'en tous pays les décisions du juge ne relèvent, en dernière analyse, que de sa conscience, et que finalement, si le juge croit ne pouvoir concilier ses fonctions vis-à-vis de l'Etat et ses devoirs envers Dieu, il est toujours libre en descendant de son siège de mettre sa conscience à l'aise.

Le même devoir de conscience qui l'oblige à appliquer, sans la juger, la loi de l'autorité compétente, l'oblige non moins strictement à refuser son concours aux lois émanées d'un législateur incompétent.

Le législateur est incompétent toutes les fois que, par sa loi, il prétend déroger à une loi supérieure.

Cette théorie de l'irresponsabilité du juge n'irait à rien moins, du petit au grand, qu'à justifier et innocenter les proconsuls romains qui jetaient les chrétiens aux lions ; car eux aussi appliquaient la loi de l'Empire. Entre ceux-ci et le juge qui condamne à un franc d'amende, en vertu de la loi civile, l'homme qui refuse de violer la loi divine, il

n'y a qu'une différence du plus au moins. Que le juge se souvienne, d'ailleurs, en pareil cas, qu'un jour lui aussi sera jugé. Alors il ne lui sera pas demandé s'il a obéi à la loi civile, mais uniquement s'il a respecté la loi de Dieu. Or, le juge, qui, par son jugement force un homme à se faire, en reproduisant un blasphème, le complice d'un scandale, viole ouvertement la loi divine.

IV.

Deuxième objection. — Indifférence de l'Etat. — On objecte encore la théorie de l'indifférence de l'Etat en matière religieuse. L'Etat, dit-on, n'a pas le droit de juger les doctrines. Son rôle se borne à une certaine police extérieure destinée à maintenir la tranquillité publique.

Cette théorie est aussi fausse en droit qu'irréalisable en pratique.

L'Etat pourrait être indifférent si la vérité était chose pratiquement indifférente; mais il n'en est rien. Prenons comme exemple la première de toutes les vérités, l'existence de Dieu.

L'existence de Dieu est-elle, en pratique, indifférente? Evidemment non. Si Dieu n'existe pas, la loi morale disparaît, le juste et l'injuste également; le droit n'est plus qu'un mot vide de sens. Jouir, voilà la seule règle comme le seul but de la vie humaine. Mais alors que deviennent tous les pouvoirs sociaux, que devient notamment l'administration de la justice, et de quel droit des hommes s'arrogent-ils, en se qualifiant juges, le droit de m'empêcher de jouir à ma guise? Y a-t-il des juges parmi les animaux, pourquoi les hommes en auraient-ils?

La loi civile n'est que la sanction appliquée, dès ce monde, par la société, à la loi morale, c'est-à-dire, à la loi divine; mais, s'il n'y a pas de Dieu, il n'y a pas de loi divine, pas de loi morale, et la loi civile n'est plus qu'un mot vide de sens, couvrant une chose dont se servent les forts pour tyranniser les faibles.

Voilà donc l'Etat contraint à juger d'une vérité essentiellement religieuse, la première de toutes : l'existence de Dieu, celle qui forme la base de toutes les autres vérités morales et religieuses.

On pourrait suivre cet examen et montrer de même que, sauf les vérités de l'ordre mathématique, aucune n'est indifférente à la marche de la société civile, pas même les vérités religieuses.

C'est qu'en effet Dieu n'a rien fait d'inutile. En créant l'homme et la société, il leur a donné des lois qui ne sau-

raient être étrangères à leur existence ; soutenir le contraire, ce serait tout aussi raisonnable que de considérer les lois de la mécanique comme indifférentes au fonctionnement d'une machine.

La connaissance de la vérité étant une condition *sine qua non* de l'existence de la société, il faut nécessairement que celle-ci possède en elle le pouvoir de la reconnaître. Par suite aussi, l'usage de ce pouvoir est légitime.

L'indifférence de l'Etat en matière religieuse repose sur cette donnée que l'Etat, n'ayant aucun moyen de découvrir la vérité religieuse et ne pouvant se faire théologien, n'a ni le droit ni le devoir de s'en occuper et doit faire comme si la vérité religieuse n'existait pas.

C'est là une idée complètement fausse. L'Etat se croit parfaitement le droit de reconnaître et de proclamer la vérité, et, dans la pratique, il la reconnaît et la proclame. Pourquoi la vérité religieuse ferait-elle exception à la règle ?

L'Etat, disons-nous, sait parfaitement reconnaître la vérité, la proclamer et l'imposer à tous.

En voici la preuve :

Toutes les vérités de l'ordre moral se trouvent résumées dans les dix commandements de Dieu. Au nom du principe de l'indifférence sociale, la loi civile méconnaît les trois premiers qui regardent Dieu, mais reconnaît comme vrais ceux qui regardent le prochain.

La société civile proclame, en effet, l'obligation pour les enfants d'honorer leurs parents (C. civ., art. 371).

Elle défend l'homicide (C. pén., art. 302).

Elle défend la luxure (C. pén., art. 336).

Elle défend le vol (C. pén., art. 379 et suiv.).

Elle défend le faux témoignage (C. pén., art. 361 et suiv.).

Elle déclare certaines relations illégitimes (C. civ., art. 331) et proscriit l'adultère (C. pén., art. 336 et suiv.).

Voilà donc une série de vérités reconnues et proclamées comme vraies par la société.

Qu'on ne nous dise pas que ces dispositions et les peines qui les sanctionnent n'ont d'autre objet que l'utilité sociale, et d'autre but que le maintien d'une certaine tranquillité extérieure reconnue nécessaire au fonctionnement de la société.

Le langage même du législateur répugne à cette explication. Que signifient, en effet, les mots *illégitimité*, *injustice*, employés par la loi, si celle-ci ne reconnaît une légitimité et une justice ?

L'infamie, attachée comme peine à certains délits (C. pén., art. 8), ne suppose-t-elle pas, d'ailleurs, la violation

d'une loi morale reconnue par la société? Le chasseur, en détruisant un animal nuisible, n'a jamais la pensée de le qualifier infâme.

La société civile s'attribue donc en pratique le pouvoir de reconnaître la vérité. Nous ne disons pas de la définir, ce pouvoir n'appartient qu'à l'Eglise. Mais, de même que la raison humaine, aidée de la foi, fournit à chaque homme, s'il veut en profiter, le moyen de reconnaître toute la vérité, de même, une société chrétienne peut aussi arriver à sa connaissance et, de fait, y arrive, puisque l'expérience nous montre que les sociétés modernes elles-mêmes reconnaissent et proclament certaines vérités.

Par suite, lorsqu'on prétend que l'Etat doit être indifférent, tout se réduit à une question de plus ou de moins. Les sociétés modernes ne sont pas indifférentes à la vérité, se reconnaissent le droit de la proclamer, *mais prétendent simplement rester indifférentes à certaines vérités.*

Est-ce légitime? On reconnaît comme chose incontestable, que la société civile n'est pas obligée d'attacher une peine à toute violation de la loi divine. Là n'est pas la question.

Dieu seul peut descendre dans les consciences et même il est des faits extérieurs qu'on peut, dans des circonstances données, laisser échapper à l'action de la justice humaine (C. pén., art. 336 et 337, art. 380).

Mais, ne pas sanctionner par une peine ou méconnaître et surtout opprimer la vérité, sont choses absolument distinctes. Or, de quel droit la société civile trace-t-elle parmi les vérités une ligne de démarcation pour dire : nous irons jusque-là, nous n'irons pas plus loin.

Dira-t-on que la société protège et reconnaît les vérités généralement admises, mais depuis quand la vérité dépend-elle ainsi du suffrage universel? Qui tracera la limite des vérités admises ou rejetées? Y a-t-il, d'ailleurs, des vérités incontestées. Les plus essentielles au fonctionnement de la société ne sont-elles point, par cela même, les plus gênantes pour beaucoup et, par suite, les plus attaquées.

Les vérités purement spéculatives et sans influence sur la conduite des hommes et leur gouvernement peuvent rester indifférentes à la société civile, mais seules les vérités purement mathématiques sont dans ce cas.

La vérité religieuse est-elle une de ces choses de pure spéculation, dont la société civile puisse se désintéresser? Evidemment non. La vérité religieuse est essentiellement pratique, elle a pour but de régir les moindres actions des hommes.

Nous avons montré que la base même de l'édifice social

est l'existence de Dieu, la première de toutes les vérités religieuses. D'autre part, les mêmes membres font partie des deux sociétés civile et religieuse, ce qui produit à chaque instant des conflits, dont la solution suppose dans l'Etat la connaissance de l'Eglise et par suite de ses droits.

La question qui nous occupe fournit au reste à notre thèse une justification éclatante.

Il s'agit d'une modeste question de droit de réponse et cependant, pour la résoudre logiquement, il faut au préalable et de toute nécessité trancher cette autre question évidemment religieuse : Notre-Seigneur Jésus-Christ est-il Dieu ?

L'Etat ne peut donc rester indifférent à la vérité religieuse plutôt qu'à toute autre vérité.

V.

Troisième objection. — Impossibilité pour l'Etat de connaître la vérité. — Mais, nous dira-t-on, qu'est-ce que la vérité, *quid est veritas*, et au milieu des contradictions des hommes comment la reconnaître ? Ce qui est vérité pour l'un est mensonge pour l'autre ; de quel droit le pouvoir civil va-t-il se faire théologien et proclamer la vérité ?

Que l'on prenne garde à cette objection, car elle prouve beaucoup trop, et si elle est vraie, elle contient en elle le principe de l'indifférence absolue et la destruction de toute société.

La société dit que le vol est défendu, non-seulement par la loi et au point de vue utilitaire, ce qui permettrait au voleur parvenu au pouvoir de le déclarer légitime, mais défendu parce qu'il est injuste, contraire à la morale, contraire à la vérité. Eh ! de quel droit la société déclare-t-elle la propriété légitime ? De quel droit se fait-elle théologienne pour proclamer la force obligatoire du septième commandement ?

N'y a-t-il pas aussi des hommes trop nombreux aujourd'hui qui, de bonne foi peut-être, nient le droit de propriété et veulent l'abolir ?

Le juge qui se dira au nom de la liberté de conscience obligé de respecter l'opinion d'un athée, ne devrait-il pas agir de même à l'égard d'un voleur, se disant convaincu de la légitimité du vol ?

Si l'objection est vraie, le juge doit forcément en arriver là. S'il n'y vient pas encore, c'est qu'il s'agit ici d'un désordre moral engendrant immédiatement un désordre physique dont la brutalité frappe et épouvante.

L'athéisme, au contraire, est un désordre moral contenant en germe la ruine de la société, mais dont les conséquences matérielles ne se font pas immédiatement sentir.

Répondons cependant directement à l'objection : qu'est-ce donc que la vérité, où et comment la découvre-t-on ?

La vérité est indépendante du caprice et des combinaisons humaines, elle existe en dehors et au-dessus de l'homme, c'est quelque chose d'immuable et d'absolu.

Il ne suffit donc pas qu'un nombre d'hommes plus ou moins grand la méconnaisse et la nie pour empêcher la vérité d'exister.

La société a comme tout individu le devoir de la rechercher et de s'y soumettre. La société comme les individus peut, en fait, ignorer la vérité, c'est un malheur ; mais cette ignorance pour la société comme pour l'individu ne saurait être la source d'un droit et obliger ceux qui possèdent la vérité à agir comme s'ils ne la possédaient pas.

Dieu a donné aux hommes, considérés comme individus ou comme sociétés, le moyen de connaître la vérité.

Il avait mis le premier homme en possession de toutes les vérités nécessaires. Obscurcie par la chute originelle, la vérité avait presque disparu de la terre, lorsque Dieu envoya son Fils unique pour la répandre à nouveau dans le monde.

Avant de retourner à son Père, le Fils de Dieu institua une autorité visible chargée de conserver jusqu'à la fin des siècles la vérité et de l'enseigner aux hommes. Cette autorité, c'est l'Eglise catholique et son chef infaillible.

L'Eglise a reçu sa mission en ces termes : *Ite docete omnes gentes*, c'est à elle qu'a été confié le dépôt de la vérité et le droit de la définir. C'est donc à elle que les sociétés comme les individus doivent s'adresser pour la connaître, elle en est la gardienne infaillible.

Il ne saurait entrer dans notre plan de donner ici la démonstration de la mission et de l'autorité de l'Eglise ; les limites d'un article de revue s'y opposent. Cette démonstration a d'ailleurs été faite bien souvent, nous y renverrons ceux qui nous reprocheraient de supposer l'autorité de l'Eglise sans la démontrer.

L'Etat n'a donc ni le droit ni le pouvoir de rester indifférent à la vérité religieuse, bien loin qu'il en ait, comme on le prétend, le devoir. La thèse de l'indifférence obligée de l'Etat est radicalement fausse et dès lors la solution que nous avons donnée reste entière ; il faut dans notre espèce opter entre la loi divine et la loi humaine.

Reduite à ces termes la question est des plus simples et sa solution ne peut être douteuse.

Le juge n'a pas le droit d'ordonner, au nom de la loi civile, la violation de la loi divine, parce qu'une loi civile contraire à la loi divine est radicalement nulle.

Le juge qui néanmoins couvrirait cette loi de son autorité, se rendrait manifestement coupable de violation de la loi divine.

Cette solution donnée à notre première question tranche du même coup la seconde.

Si le juge n'a pas le droit de condamner un journaliste à insérer un article blasphématoire, il va de soi que le journaliste ne saurait, en conscience, être tenu d'obéir à un jugement lui ordonnant de le faire. La légitimité de tout commandement émané de l'autorité, et l'obligation de conscience de s'y soumettre étant choses essentiellement corrélatives.

VI.

Le principe révolutionnaire de la liberté de conscience est inconciliable avec le jugement de Bruxelles. — Avant de terminer ce travail qu'il nous soit permis, à notre tour, de poser une question et de demander comment on entend concilier le jugement de Bruxelles avec le principe de la liberté de conscience et des cultes, écrit dans les constitutions modernes comme un corollaire obligé de l'indifférence de l'Etat en matière religieuse.

Le mot *liberté de conscience*, a un double sens. Si par ce mot on entend la possibilité pour tout homme de croire ce qu'il veut, ce n'est plus un droit mais une faculté, conséquence du libre arbitre. Cette faculté ne se manifestant par aucun signe extérieur, échappe nécessairement à toute action humaine, il était dès lors inutile de l'écrire comme un droit dans une Constitution. Aussi, n'est-ce point là ce qu'on entend par liberté de conscience.

Ce mot exprime le plein pouvoir laissé à tous, à titre de droit, de manifester librement leurs pensées en matière de religion et la liberté civile de tous les cultes, considérée également comme un droit.

C'est là la liberté de conscience et des cultes condamnée par l'Eglise.

Or, si l'homme a le droit, au dire de nos adversaires, de manifester librement ses pensées en matière de religion, *a fortiori* ne peut-on le forcer à agir contre sa conscience. Si c'est la condition la plus élémentaire pour qu'il y ait liberté de conscience. Si les sociétés modernes proclamant l'indifférence de l'Etat désordre religieuse, chacun est dès lors juge souverain de physique de religion lui permet ou lui défend.

Nul ne peut donc être contraint de faire ce qu'en conscience il considère comme défendu.

Or, que répondrait le juge au journaliste lui disant :

« Ma religion m'affirme que Notre-Seigneur-Jésus-Christ
» est Dieu ; ma conscience me défend par suite de publier
» qu'il ne l'est pas. »

« Ce serait un blasphème et un scandale. Respectez en
» moi la liberté de conscience. »

A cela le juge n'aurait assurément rien à répondre, à moins que d'avouer en toute franchise que ces libertés sont faites contre l'Eglise catholique et non pour elle ; sont inventées pour combattre la vérité et non pour la servir ; leur seul but étant d'assurer le triomphe de l'erreur en lui donnant toute liberté d'action.

GUSTAVE THÉRY,
avocat au barreau de Lille.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES.)

Présidence de M. Bédarrides.

AUDIENCE DU 21 MAI 1878.

Jugement déclaratif de faillite. — Dessaisissement du failli à partir de sa date.

Le jugement déclaratif de faillite emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'administration de tous ses biens. Ce jugement a son plein et entier effet pendant le jour tout entier où il a été rendu, sans qu'on puisse établir, par des recherches d'heure, des différences entre les divers actes intervenus ce jour-là.

Sur le moyen unique tiré de la violation et de la fausse application des articles 441 et suivants du Code de commerce :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que les valeurs adressées par Purnor et C^{ie} ne sont parvenues à la maison de banque Lachaussée, Demoulins, Payen et C^{ie}, que le 28 décembre 1876 ;

Que le jugement déclaratif de faillite de Lachaussée, Demoulins, Payen et C^{ie} a été rendu le même jour, 29 décembre 1876 ;

Attendu que le jugement déclaratif de faillite emporte de plein droit, à partir de sa date, dessaisissement pour le failli de l'adminis-

tration de tous ses biens; — que les jugements, n'étant jamais datés de l'heure, doivent avoir leur plein et entier effet pendant le jour tout entier où ils ont été rendus; — que le dessaisissement pour le failli de l'administration de ses biens s'opère donc dans cette mesure, et qu'il ne saurait être permis d'établir, par une recherche d'heure, des différences entre les divers actes intervenus relativement à lui, le jour même de la déclaration de faillite;

Que l'arrêt attaqué, en disant que Purnor et C^{ie} ont revendiqué à bon droit les valeurs adressées, le 28 décembre 1876, à la maison de banque Lachaussée, Demoulins, Payen et C^{ie}, et reçues par elle le lendemain 29 décembre, jour où le jugement déclaratif de faillite a été rendu, loin de violer les articles 441 et suivants du Code de commerce, en a fait une juste application;

Par ces motifs,

Rejette.

Ch. des Req., 21 mai 1878. — MM. Bédarrides, président; Voisin, rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident, M^e Bosviel, avocat.

Telle était déjà l'opinion de presque tous les auteurs. MM. Massé, Alauzet, Dalloz, Demangeat, Boistel, Delamarre et Lepoitevin, Devilleneuve, Renouard enseignent que les effets du jugement déclaratif de faillite se produisent dès la première heure du jour où il est intervenu, sans qu'on puisse rechercher si l'acte attaqué a été fait avant ou après l'heure à laquelle ce jugement a été prononcé. Les Cours d'appel d'Amiens (18 mars 1818), de Caen (16 décembre 1850) et de Metz (23 juin 1857), avaient tranché la question dans le même sens. Mais la Cour de Cassation ne s'était pas encore prononcée.

Elle vient de le faire par l'arrêt que nous rapportons.

AUDIENCE DU 24 MAI 1878.

Trésoriers-payeurs généraux. — Caractère des actes signés par leurs fondés de pouvoirs. — Quittance d'annuité de brevet d'invention.

En admettant que les récépissés délivrés par les trésoriers-payeurs généraux, conformément à la loi du 24 avril 1833, soient des actes authentiques faisant foi jusqu'à inscription de faux, ils ne peuvent, en tous cas, avoir ce caractère et cette autorité qu'à la condition d'émaner et d'être revêtus de la signature du trésorier général, qui seul peut être considéré comme un officier public.

Le fondé de pouvoirs, simple employé du trésorier général, n'est pas revêtu d'un caractère public. Les actes signés de lui, même en étant libératoires envers le trésor public, ne sont pas pour cela des actes authentiques.

Sur les premiers moyens tirés de la violation des articles 1^{er} de la loi du 24 avril 1833, 1319, C. C. et 32 de la loi du 5 juillet 1844 :

En ce qui touche la recevabilité de la preuve,

Attendu sans examiner si les récépissés délivrés par les trésoriers-payeurs généraux, conformément à la loi du 24 avril 1830, sont des actes authentiques faisant foi jusqu'à inscription de faux ; — qu'ils ne peuvent, en tous cas avoir ce caractère et cette autorité qu'à la condition d'émaner et d'être revêtus de la signature du trésorier général, qui seul peut être considéré comme un officier public ;

Attendu qu'il est reconnu par le demandeur en cassation que le récépissé litigieux n'a pas été délivré par le trésorier-payeur général du département de l'Isère, mais par son fondé de pouvoirs ; que si les trésoriers généraux sont autorisés à avoir, sous le nom de fondé de pouvoirs, un mandataire qui les représente, il ne s'en suit pas que ce mandataire, simple employé du trésorier général lequel reste seul l'agent du trésor, soit revêtu d'un caractère public ; que, par conséquent, les actes signés de lui, même en étant libératoires envers le trésor public, ne sont pas pour cela des actes authentiques ;

Attendu, d'ailleurs, que la date même du versement n'est pas mentionnée dans le récépissé produit ; — d'où il suit qu'en admettant le défendeur éventuel à prouver, sans recourir à l'inscription de faux, qu'il avait effectué avant le 12 mars le versement dont la date était contestée, l'arrêt attaqué n'a violé ni l'article 1319 du C. civ., ni la loi du 24 avril 1833 ;

En ce qui touche la déchéance du brevet :

Attendu que l'arrêt attaqué n'a maintenu la validité du brevet cédé par Monnet à Noguès, qu'après avoir constaté, d'après les faits et documents de la cause, qu'au moment de la cession, Monnet avait acquitté en temps utile les annuités de son brevet, et notamment l'annuité de 1874 ; que le moyen, en cette partie, manque donc en fait.

Par ces motifs,

Rejette.

Chambre des requêtes, 21 mai 1878. — MM. Bédarrides, président ; Lepelletier, rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général, (conclusions conformes) ; plaident : M^e Duboy, avocat.

L'affaire dans laquelle cet arrêt a été rendu, était fort intéressante.

Le titulaire d'un brevet d'invention se voyait opposer la déchéance de son brevet pour avoir, d'après la quittance qui lui avait été délivrée par la trésorerie générale de l'Isère, versé vingt-quatre heures trop tard, la taxe due en vertu de l'article 4 de la loi du 5 juillet 1844.

Mais la Cour de Grenoble avait décidé « par un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes, ayant toute la force d'une preuve certaine et ne pouvant laisser subsister le moindre doute... que c'était par suite d'une erreur imputable à la trésorerie, et nullement par le fait ou la négligence du breveté, que le récépissé portait la

date du 13 mars, la date vraie du paiement devant se placer entre le 7 et le 10 au plus tard du même mois, c'est-à-dire en temps utile pour la conservation des droits du breveté... »

L'arrêt ajoutait que les récépissés des trésoriers-payeurs généraux, n'ayant d'autre but que de prouver la libération du redevable envers le trésor et non l'accomplissement d'un fait à une date déterminée, ne faisaient pas foi de leur date comme de tout leur contenu et que la preuve de l'erreur pouvait être faite par tous les moyens du droit commun.

Si l'arrêt de la Chambre des requêtes avait eu à juger cette théorie dans ses termes absolus, il eut été difficile de ne pas admettre le pourvoi.

Le trésorier général est à la fois un comptable et un fonctionnaire public, « ne pouvant être installé, ni entrer » en exercice, qu'après avoir justifié de sa prestation de serment et du versement de son cautionnement (art. 324 de l'ordonnance du 31 mai 1838).

Les encaissements qu'il opère pour le compte du trésor sont soumis à des formalités spéciales en vertu de la loi du 24 avril 1833. Il doit délivrer un récépissé à talon. Un contrôleur doit détacher ce talon et viser le récépissé. Dans les départements ce contrôleur est le préfet.

L'arrêt de la Cour de Grenoble, interprétant l'article 1^{er} de cette loi de 1833, voit dans le récépissé ainsi établi un titre opposable seulement au trésor public. L'exposé des motifs et la discussion de la loi prouvent que c'est précisément pour rendre ces formalités obligatoires, aussi bien à l'égard des tiers qu'à l'égard du trésor, qu'une loi a été substituée aux décrets, ordonnances et instructions ministérielles en vertu desquels avait été organisé jusque-là notre contrôle financier.

Si, dans l'article 1^{er}, les expressions : *ne formeront titre envers le trésor public*, ont été ajoutées à celles-ci : *ne seront libératoires*, ce n'est pas pour empêcher que ces récépissés puissent faire titre envers les tiers, mais pour comprendre dans la même formule les versements ayant pour but soit d'acquitter une dette envers le trésor, soit d'acquérir contre lui une créance.

Le ministre des finances, M. Humann, disait à la Chambre des députés : ... « Ni le décret du 4 janvier 1808, qui n'avait pas été jusqu'ici inséré au *Bulletin des Lois*, ni l'ordonnance du 17 novembre 1818, ne sont suffisants à l'égard des tiers. » — « Nous vous demandons, ajoutait le rapporteur, de mettre la main de fer de la loi sur cette disposition... » L'exposé des motifs le répétait à plusieurs reprises ; ces mesures d'ordre sont impérieusement obligatoires

pour tous, en toute circonstance, pour les tiers comme pour l'administration.

Lorsque ces formalités si complexes ont été remplies, il semble impossible de ne pas reconnaître qu'il y a, dans le sens de l'article 1317 du Code civil, un acte reçu par un fonctionnaire public, ayant le droit d'instrumenter dans le lieu et dans les circonstances où cet acte est rédigé, et avec les solennités requises, — par conséquent un acte authentique.

« Il convient d'entendre l'article 1317, dit M. Larombière, dans le sens le plus général et de donner à ses termes toute l'extension qu'ils comportent. Ces mots — officiers publics — signifient toute personne revêtue d'un caractère public, investie de l'autorité publique. Et quand à l'expression d'instrumenter, elle n'a d'autre sens que celui d'accomplir l'acte, de le recevoir, de le rédiger.

» Ainsi entendu, l'acte authentique comprend les actes politiques, émanés des pouvoirs législatif et exécutif ;

» *Les actes administratifs émanés des préposés, agents et employés des différentes administrations publiques....*

» ... L'acte qu'il s'agit de recevoir doit rentrer dans les limites des attributions de l'officier public... Il faut en outre, sous le rapport du lieu, qu'il soit reçu dans les limites de son ressort, c'est-à-dire du territoire assigné à l'exercice de ses fonctions.

... Il faut, enfin, que l'acte soit reçu avec les solennités requises. »

Toutes ces conditions ne se rencontrent-elles pas lorsque le trésorier général constate par un récépissé le versement de l'annuité d'un brevet ? — Il remplit une double mission : il fait une perception pour le compte de l'Etat, et il constate l'accomplissement d'une formalité qui a pour la validité du brevet les conséquences les plus graves en vertu de la loi de 1844. Il le fait dans l'exercice de ses attributions aussi bien en vertu de nos lois d'organisation financière qu'en vertu de la loi spéciale sur les brevets d'invention.

Mais si le récépissé, au lieu d'être signé par le trésorier général, l'est par un simple fondé de pouvoirs, une des conditions de l'authenticité de l'acte — la qualité d'officier public de celui qui le rédige se trouvera faire défaut. Comme le dit très-bien notre arrêt, ce récépissé pourra être libératoire envers le trésor public, mais il ne sera pas un acte authentique.

Les fondés de pouvoirs, en effet, ne sont institués par aucune loi : ils n'existent qu'en vertu des instructions ministérielles. Ils sont les mandataires privés du trésorier général, nommés par lui, ne prêtant pas de serment, ne

versant pas de cautionnement, n'ayant aucune existence personnelle dans la hiérarchie financière.

Les trésoriers généraux sont autorisés à se servir de ces auxiliaires ; ils le font sous leur responsabilité, ce qui est parfaitement en harmonie avec la nature de leurs attributions.

Les trésoriers généraux sont tenus de verser au trésor de leurs deniers personnels les sommes qui n'auraient pas été recouvrées sur les rôles des contributions directes (art. 278 de l'ordonnance du 31 mai 1838). Ils sont responsables de la gestion des receveurs particuliers et des percepteurs sous leurs ordres (art. 292 et 294, *id.*), et ils sont tenus de couvrir immédiatement le trésor des débits constatés à la charge de ces préposés (art. 294). Ils sont responsables des recettes et dépenses *des subordonnés qu'ils ont rattachés à leur gestion personnelle* (art. 273).

Toutes ces responsabilités sont garanties par leur cautionnement ; elles sont la compensation des avantages considérables qui leur sont accordés.

Parmi les subordonnés rattachés à la gestion personnelle des trésoriers généraux, figurent les fondés de pouvoirs. Ils sont des mandataires engageant leur mandant, mais ce mandat n'a pu comprendre la qualité d'officier public, la délégation de la puissance publique qui ne peut être attribuée que par une loi.

Il résulte de cette distinction que lorsqu'un redevable aura — comme le titulaire d'un brevet — intérêt à faire constater en la forme authentique toutes les circonstances d'un versement pour le mettre à l'abri d'une contradiction ultérieure, notamment en ce qui concerne la date, il sera prudent d'exiger la signature personnelle du trésorier général.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

Le gérant, J. BARATIER.

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

LE RÉGIME LÉGISLATIF DE L'ALGÉRIE.

La question du régime législatif de l'Algérie a été récemment abordée à la Chambre des députés et au Sénat. Les précédents de cette législation spéciale sont si peu connus qu'il n'est pas inutile de rétablir des faits omis ou dénaturés au cours de la discussion.

Le pouvoir législatif ne peut disposer que pour l'avenir. Il ne lui appartient pas d'infirmar dans le passé, par des appréciations rétroactives, la valeur d'une législation sous l'empire de laquelle d'innombrables transactions ont eu lieu, des droits respectables ont été acquis, des faits juridiques et économiques se sont consommés.

Depuis la conquête, sauf la période primitive pendant laquelle les arrêtés du général commandant en chef avaient force de loi, l'Algérie n'a pas cessé d'être placée sous le régime des ordonnances et des décrets. Elle y est encore aujourd'hui. Des déclarations à la tribune ne constituent pas une abrogation constitutionnelle. Les décrets du Président de la République auraient, en Algérie, s'il en était rendu, toute la valeur d'une loi véritable. Il en sera ainsi tant qu'une modification à ce régime n'aura pas été régulièrement votée et promulguée.

I.

L'occupation de la ville d'Alger date du 5 juillet 1830. Le général en chef de l'armée française prit possession de la capitale du dey, après avoir signé une capitulation dont les clauses principales contenaient les engagements suivants :

« L'exercice de la religion mahométane restera libre. La liberté des habitants de toutes les classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce et leur industrie ne recevront aucune atteinte. Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur. »

A cette époque, la France vivait sous l'empire de la Charte de 1814, dont l'article 73 portait :

« Les colonies sont régies *par des lois et des règlements particuliers.* »

Si l'on eut pu, dès le 6 juillet 1830, au moment de l'entrée des troupes françaises dans la ville d'Alger, considérer comme une colonie cette possession, qui s'accrut par l'occupation presque immédiate des villes d'Oran et de Bône, les règlements du maréchal de Bourmont auraient eu force de loi. Le général en chef eut peu d'occasions de prendre des arrêtés. Il se préparait à étendre sa conquête après l'occupation rapide et heureuse des trois principales villes du littoral. Il se borna à établir une commission de gouvernement, qui prit possession du trésor du dey dépassant de sept millions tous les frais de la guerre, outre la valeur des propriétés publiques. Il s'efforçait de faire reconnaître l'autorité de la France par les tribus les plus voisines d'Alger, lorsque éclata la révolution de 1830.

La Charte de 1814 fut modifiée. L'article relatif aux colonies fut remplacé par la disposition suivante :

« Les colonies sont régies *par des lois particulières.* » Le mot de *règlements* avait disparu. « Le mot de *lois particulières* indique assez, dit M. Dupin, que ces lois devront

être spéciales, appropriées à l'état des colonies et soumises à un régime progressif d'amélioration. »

Mais nos nouvelles possessions en Algérie étaient-elles une colonie ? Nous étions victorieux et nous champions sur le champ de bataille ; cependant, malgré la capitulation, la guerre n'était pas terminée. Le général en chef ne pouvait pas s'aventurer hors des murs de la ville d'Alger, même avec une escorte, sans une colonne expéditionnaire. La lutte contre les résistances du fanatisme musulman devait continuer pendant de longues années encore.

D'autre part, le gouvernement de 1830 était aux prises avec les plus sérieuses difficultés. Né d'une émeute, il était froidement accueilli par l'Europe ; il tenait à ménager l'Angleterre, qui se montrait très-mécontente de notre conquête. Il ne pouvait dans des actes officiels traiter l'Algérie comme une possession définitive et comme une colonie française.

Les nécessités locales étaient d'ailleurs très-urgentes. Une autorité concentrant tous les pouvoirs devait seule être assez forte pour conjurer des périls imminents avec des moyens d'action souvent insuffisants.

Toutes ces raisons s'unirent pour ne pas appliquer à l'Algérie le nouvel article de la Charte. Le général en chef y exerça seul l'autorité suprême ; pendant quatre ans, il prit sans contradiction et sans partage les mesures législatives que les circonstances rendaient nécessaires. Il n'y eut, en un mot, d'autre législateur que lui.

Après le maréchal de Bourmont, le comte Clauzel, le baron Berthezène, le duc de Rovigo, le général Avizard, le baron Voirol, organisèrent par de simples arrêtés, rendus « en vertu des pouvoirs conférés par le roi, » toutes les branches de l'administration, de la justice, des finances et des domaines en Algérie, faisant à la législation française des emprunts, mais y apportant les modifications qu'ils jugeaient convenables, édictant des peines et créant des

tribunaux pour appliquer ces lois et ces règlements improvisés.

Non-seulement le général en chef, mais l'intendant civil, son délégué, usèrent de ce droit. Parmi leurs innombrables arrêtés, citons ceux qui ont réuni au domaine les biens des villes saintes et des corporations religieuses musulmanes (8 septembre et 7 décembre 1830), celui qui a organisé une cour de justice et un tribunal correctionnel, avec le règlement des compétences civile et criminelle obligatoire pour tous les justiciables, étrangers, français ou indigènes (22 octobre 1830); celui qui a organisé sur des bases entièrement nouvelles un système d'hypothèques (28 mai 1832); celui qui a édicté un règlement général de voirie apportant à la législation française des modifications importantes (8 octobre 1832).

Cette situation a été très-exactement décrite par un arrêt de la Cour d'Alger du 20 février 1868 :

« Le général en chef commandant l'armée d'Afrique réunissait en ses mains tous les pouvoirs civils et militaires et était seul chargé de pourvoir à la conservation, à la défense et à la sûreté du pays. Aucune restriction ni réserve n'était apportée au droit qu'il avait d'édicter les mesures qu'il jugeait utiles, ou de déléguer, à cet effet, partie de ces pouvoirs aux agents supérieurs sous ses ordres et notamment à l'intendant civil. Cette autorité absolue et sans limites, relativement aux pénalités à infliger aux contrevenants dans un intérêt de haute police et de sécurité publique et qui s'étendait même jusqu'à la peine de mort, ainsi que le constataient plusieurs arrêtés de cette époque (arrêtés des 22 octobre 1830, 25 juin 1831, 1^{er} août 1831), résultait de la force des choses, de l'état de guerre du pays et de la situation toute spéciale d'une armée en campagne. »

Aussi pendant les quatre premières années, à côté de ces arrêtés locaux, qui pourvoient à toutes les nécessités et réglementent les matières les plus graves, n'aperçoit-on

l'intervention d'aucun autre pouvoir. Aucune mesure législative concernant l'Algérie n'est soumise aux Chambres. Le roi ne rend que trois ordonnances : la première pour créer à côté du général en chef un intendant civil placé sous les ordres immédiats du président du conseil des ministres (1^{er} décembre 1831); la seconde (6 décembre 1831), pour donner au général commandant à Alger le titre de Commandant en chef le corps d'occupation d'Afrique et pour définir ses pouvoirs. « Il pourvoira à la conservation, à la défense et à la sûreté des possessions françaises en Afrique. Les mesures de politique et de haute police ressortiront de son autorité. » La troisième ordonnance abrogeait, le 12 mai 1832, après une expérience de cinq mois, l'institution de l'intendant civil sous les ordres immédiats du conseil des ministres et remplaçait ce fonctionnaire sous l'autorité directe du général.

Le général commandant en chef exerçait donc seul, en fait et en droit, le pouvoir législatif, avec faculté de délégation à l'intendant civil. Celui-ci rendit de nombreux arrêtés dont la Cour d'Alger, par un arrêt du 31 juillet 1850, a consacré en ces termes la légalité. — Il s'agissait d'un arrêté organisant le régime hypothécaire :

« Attendu que les intendants civils des premiers temps de la conquête ont eu le pouvoir *qui leur est contesté si tardivement pour la première fois*, puisque ce pouvoir leur avait été conféré par les dispositions combinées du préambule et de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1831; puisqu'ils l'ont exercé pendant de longues années sans contestation; puisque l'autorité, dont ils relevaient, les a approuvés pendant leur gestion et a maintenu leurs actes longtemps après avoir transporté leurs attributions à un gouverneur général; puisque, alors même qu'ils auraient agi sans titre, on a cru le contraire, on l'a cru généralement, on l'a cru pendant dix-huit ans, et que cette croyance générale a créé des intérêts qui, cimentés par une aussi longue possession, ne sauraient être sacrifiés

tout à coup sans injustice et sans déloyauté ; — qu'on le saurait d'autant moins que l'ordre de choses contre lequel on s'élève n'a pas, jusqu'ici, donné lieu à un seul abus, et qu'à cet égard le passé ne laisse rien à appréhender pour l'avenir. »

Les constatations de cet arrêt sont un témoignage considérable de l'exercice incontesté du pouvoir législatif par le général commandant en chef et par son délégué, avec l'approbation au moins tacite du roi, du ministère et des Chambres qui jugeaient contraire à leur politique d'intervenir directement dans l'organisation de nos nouvelles possessions.

C'est à la même époque qu'une loi régla l'application aux colonies de la Charte de 1830. En décidant qu'elles seraient régies par *des lois particulières*, les auteurs de la Charte n'avaient pas eu la pensée de les soumettre au même régime législatif que la France. Les colonies devaient avoir des lois particulières, c'est-à-dire des lois spéciales, distinctes de celles de la métropole. Cette expression, empruntée à la Charte de 1814, reproduite depuis dans la Constitution de 1848, n'excluait que les règlements locaux des gouverneurs des colonies ; elle n'imposait nullement pour toutes les mesures législatives la nécessité de lois votées par les Chambres.

La loi du 24 avril 1833 sur le régime législatif des colonies le décida de la manière la plus formelle.

Pour la Martinique, la Guadeloupe, l'île Bourbon et la Guyane, elle fit un partage d'attributions. Certaines lois devaient être votées par le pouvoir législatif du royaume ; les autres devaient être rendues sous forme d'ordonnances royales, les conseils coloniaux ou leurs délégués préalablement entendus.

L'article 25 de la loi du 24 avril 1833 ajoutait :

« Les établissements français en Afrique continueront d'être régis par ordonnances du roi. »

S'agissait-il de nos possessions en Algérie ? Les rapports.

les discours, les discussions n'en faisaient aucune mention.

C'était à peine si l'on considérait alors l'Algérie comme une possession de la France. Au lieu de consacrer la conquête par l'application de la Charte et de la loi du 24 avril 1833, on se borna à y envoyer une commission d'enquête organisée le 7 juillet 1833.

Le 12 décembre 1833, une seconde commission présidée par le duc Decazes, était nommée « à l'effet de décider si la France devait ou non abandonner ses possessions d'Afrique. »

M. Dupin déclara, le 30 avril 1834, à la tribune, que la colonisation était une chose absurde et qu'il fallait hâter le moment de libérer la France d'un fardeau qu'elle ne pourrait et qu'elle ne voudrait pas porter longtemps.

Cette proposition fut vivement combattue par MM. Mauguin et de Pontevès : « Vous ne pouvez avoir la pensée » d'abandonner l'Algérie, dit M. Mauguin ; vous ne pouvez » vouloir prouver à l'Europe que, toujours mobiles et » changeants, vous ne formez une entreprise que pour » l'abandonner ; que vous ne prenez une possession que » pour en désirer une autre, et que, administrateurs inhabiles, vous périssez là où les Turcs avaient su recueillir » de la puissance et de la richesse. La France au-dessous » des Turcs !... »

La Chambre, jusque-là hésitante, fut entraînée. Le ministère vint solennellement déclarer « que l'honneur et » l'intérêt de la France lui commandaient de conserver » ses possessions sur la côte septentrionale de l'Afrique. »

Depuis ce jour seulement l'Algérie fut considérée et traitée comme une colonie. Une ordonnance royale du 22 juillet 1834 l'organisa conformément à la loi du 24 avril 1833, qui plaçait sous le régime des ordonnances « les établissements français en Afrique. » — « Cette disposition, générale dans ses termes, dit un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation, en date du 17 juin 1843,

au rapport de M. Isambert, n'a pas été limitée aux établissements du Sénégal, et dès lors elle s'applique à toutes les possessions françaises du continent de l'Afrique, notamment à l'Algérie. »

La loi du 24 avril 1833, ainsi interprétée, recevant son application en Algérie par l'ordonnance du 22 juillet 1834, a été le point de départ d'une ère nouvelle. Nos possessions du nord de l'Afrique ont passé du régime des arrêtés locaux au régime des ordonnances, et les pouvoirs législatifs du général en chef, devenu gouverneur général, n'ont pu continuer à s'exercer que dans la mesure prévue par l'ordonnance d'organisation.

Mais personne n'a songé à contester la légalité des arrêtés rendus pendant les quatre années précédentes, ni à effacer de la législation algérienne l'œuvre des généraux en chef. La justice avait fonctionné jusque-là en vertu d'un premier arrêté du général Clauzel (22 octobre 1830), développé et complété par deux arrêtés du duc de Rovigo (16 août et 8 octobre 1832). Ces arrêtés organisaient les juridictions, réglaient les compétences, déterminaient la loi à appliquer et la procédure à suivre. Une organisation nouvelle fut donnée aux tribunaux par l'ordonnance du 10 août 1834, et le recours en cassation fut autorisé contre les jugements du tribunal supérieur.

Ces juridictions et la Cour de cassation elle-même continuèrent à appliquer, comme ils l'avaient été dans le passé, les arrêtés du général en chef qui n'avaient été ni abrogés ni modifiés. Nous avons vu avec quelle vivacité la Cour d'Alger a repoussé toute prétention tendant à en infirmer la légalité. La Chambre criminelle de la Cour de cassation s'est prononcée dans le même sens à plusieurs reprises, décidant que « les arrêtés antérieurs à l'ordonnance du 22 juillet 1834, ont force obligatoire en Algérie, même dans ce qu'ils ont de contraire à la législation de la métropole. » (Ch. crim., 6 juillet 1854, M. Auguste Moreau, rapp.; M. Plougoulm, av. gén.). — (24 février 1859,

M. Séneca, rapp.). — (29 mars 1867, M. Guyho, rapp.). — (Conf. Ch. crim., 2 mai 1846, (M. Bresson, rapp.). — Cassation dans l'intérêt de la loi sur les conclusions conformes de M. Dupin, procureur général. — (Ch. des req., 9 juillet 1878, (M. Guillemard, rapp.; Robinet de Cléry, av. gén.).

Ce n'est que l'application d'un principe incontestable, consacré par la même Cour, lorsqu'après de nouvelles restrictions des pouvoirs du gouverneur général, la légalité des arrêtés antérieurs se trouva contestée. « Si des ordonnances et décrets ont limité les pouvoirs du gouverneur général de l'Algérie, ils n'ont disposé que pour l'avenir et ne peuvent avoir d'effet rétroactif. (Ch. crim., 9 janvier 1857, MM. Laplagne-Barris, pr.; Jallon, rapp.; d'Ubexi, av. gén.). — « Les arrêtés rendus dans le cercle de la compétence extraordinaire du gouverneur, dit un autre arrêt, ne doivent pas n'avoir qu'une durée provisoire et une autorité temporaire. Ils doivent continuer de recevoir leur exécution jusqu'à ce qu'ils aient été régulièrement réformés. » (Ch. crim., 31 juillet 1863. MM. Faustin Hélie, rapp.; Savary, av. gén.)

II.

Par l'ordonnance du 22 juillet 1834, « les possessions françaises dans le nord de l'Afrique (ancienne régence d'Alger) » étaient devenues une colonie dont le commandement général et la haute administration étaient confiés à un gouverneur général.

L'article 4 de cette ordonnance, appliquant à l'Algérie l'article 25 de la loi du 24 avril 1833, déclara qu'elle serait régie par des ordonnances royales.

« *Les lois particulières* » de la Charte de 1830 devaient être en Algérie comme dans les autres établissements français de l'Afrique, non pas des lois votées par le Parlement, mais des ordonnances du pouvoir exécutif. C'était donner de la manière la plus formelle à ces mots : « *Lois*

particulières, » le sens de législation spéciale. L'Algérie ne devait pas être soumise de plein droit aux lois de la métropole ; telle était la volonté bien évidente du législateur de 1833, interprétant la Charte de 1830.

Cependant la situation du pays était telle que le gouverneur ne pouvait pas être, sans danger, dépouillé complètement de ses attributions législatives.

L'article 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834 porte que :

« Le gouverneur général prépare en conseil les projets d'ordonnances que réclame la situation du pays et les transmet à notre ministre de la guerre. — *Dans les cas extraordinaires et urgents, il peut provisoirement et par voie d'arrêté, rendre exécutoires les dispositions contenues dans ces projets.* »

L'ordonnance de 1834 plaçait le gouverneur général sous les ordres et la direction du ministre de la guerre, à qui les projets d'ordonnances, préparés à Alger en conseil du gouvernement, devaient être transmis.

Bougie, Mascara, Tlemcen, Constantine, étaient au pouvoir de la France ; notre domination s'étendait chaque jour, lorsqu'une redoutable insurrection vint mettre en péril l'existence de la colonie. Abd-el-Kader prêchait la guerre sainte. Nos postes, surpris jusqu'aux environs d'Alger, nos camps assaillis, nos colons massacrés, furent le premier symptôme et le signal d'une révolte générale.

Le général Bugeaud fut nommé gouverneur général dans les circonstances les plus critiques. « Soldats de l'armée d'Afrique, dit-il dans sa première proclamation, vous avez souvent vaincu les Arabes, vous les vaincrez encore. Mais c'est peu de les faire fuir, il faut les soumettre. »

« Tu brûles et tu pilles nos moissons ; tu coupes nos orges et nos blés et pilles nos silos, lui écrivaient les chefs indigènes... Le mal que tu as cru nous faire, c'est un verre d'eau tiré de la mer... Vois-tu la vague se soulever quand l'oiseau l'effleure de son aile ? C'est l'image de votre passage en Afrique. »

Il fallait vaincre à tout prix.

Luttant chaque jour, se multipliant pour faire face partout à l'ennemi, le général Bugeaud agissait suivant les nécessités urgentes du moment, sans tenir grand compte des obligations hiérarchiques. Le maréchal Soult, ministre de la guerre, s'en plaignait vivement. « L'abandon du contrôle ministériel a produit les résultats les plus fâcheux, écrivait-il dans un rapport au roi. A partir du jour où cet abandon a été consommé, le ministre a cessé d'être informé de ce qui se passait en Afrique... Le gouvernement d'Afrique s'est ainsi successivement affranchi de tous les liens de dépendance, et rien n'attesterait qu'il est placé dans les attributions du ministre de la guerre, si le ministre ne continuait à en répondre, et s'il n'avait à réclamer, à ses risques et périls, le concours des Chambres pour en obtenir des subsides en échange desquels il n'a pu toujours fournir des renseignements qu'il n'avait pas. »

Pendant ce temps, le gouverneur général châtiait les insurgés, détruisait les forteresses d'Abd-el-Kader, prenait la smalah et gagnait la bataille d'Isly. Le général Bugeaud fut fait maréchal de France et duc d'Isly, mais le maréchal Soult obtint du roi la signature d'une ordonnance qui consacrait, dans des termes plus formels encore que celle de 1834, la subordination hiérarchique du gouverneur général.

Le rapport du ministre de la guerre au roi rendait cependant justice aux résultats obtenus : « L'administration française, de jour en jour mieux affermie en Algérie, la sécurité répandue jusque dans les contrées qui étaient tout récemment le théâtre de la guerre ; l'affluence croissante des colons et des capitaux ; le développement donné aux travaux publics et à l'industrie privée ; le vaste champ ouvert aux relations commerciales de la métropole avec la colonie ; les villes qui s'élèvent ou se réédifient ; les villages qui se fondent ; les routes qui s'ouvrent ; l'augmentation du revenu public ; la facilité avec laquelle l'impôt arabe se

perçoit; tous ces faits, tous ces résultats caractérisent la situation en Algérie. »

L'ordonnance des 15 avril-31 août 1845, tout en donnant au ministre de la guerre une autorité plus efficace sur le gouverneur général, ne modifia pas profondément le régime législatif de la colonie.

« Les ordonnances royales destinées à régir l'Algérie, dit l'article 1^{er}, sont rendues sur la proposition de notre ministre de la guerre. »

Rien n'est changé au régime des ordonnances. Les modifications ne portent que sur l'exercice des pouvoirs législatifs du gouverneur général en cas d'urgence.

« Art. 2. — Dans les cas imprévus, où l'ordre et la sécurité publique seraient gravement intéressés, le gouverneur général prend, par voie d'arrêtés, les mesures jugées nécessaires.

» Art. 3. — L'arrêté, rendu extraordinairement par le gouverneur général dans les cas prévus par l'article 2, est exécutoire aussitôt après sa promulgation. Si le ministre de la guerre refuse son approbation, ou si, dans les trois mois de la date dudit arrêté, l'acte ministériel qui le ratifie n'a pas été publié au *Bulletin officiel des actes du gouvernement de l'Algérie*, l'arrêté est considéré de droit comme abrogé, et demeure nul et sans effet. »

Ainsi, à côté des ordonnances, l'accord du gouverneur général et du ministre de la guerre suffisait pour introduire des dispositions nouvelles dans la législation algérienne. L'approbation du ministre de la guerre donnait à ces dispositions une consécration définitive.

L'exercice de ces pouvoirs exceptionnels du gouverneur général a été l'objet de nombreuses discussions devant la Cour d'Alger et devant la Cour de cassation.

Tandis que la Chambre civile déclarait, par deux arrêts des 14 juin (M. Pascalis, rapp.) et 19 juin 1854 (M. Moreau, de la Meurthe, rapp.), rendus sur les conclusions de M. le premier avocat général Nicias Gaillard, qu'un arrêté du

27 octobre 1841 réglant la procédure à suivre en matière domaniale *était régulier et légal dans son principe et devait recevoir son exécution, tant qu'il n'avait pas été abrogé*, la Chambre criminelle niait les pouvoirs législatifs du gouverneur général ou du moins les soumettait à de très-étroites restrictions.

Le 13 juillet 1854, par un arrêt au rapport de M. Nouguier, et sur les conclusions de M. l'avocat général Bresson, elle disait que « la délégation de pouvoirs résultant de l'ordonnance de 1834, en ce qui concerne les attributions militaires et administratives, ne s'étendait pas par cela seul au pouvoir législatif, qui, dès lors, restait pleinement réservé au chef de l'Etat. » Elle refusait au gouvernement le droit « d'édicter une peine non autorisée par la législation existante. » Il est vrai qu'elle déclarait que l'arrêté, portant règlement général sur les rapports des maîtres avec les ouvriers et domestiques à gages, avait été pris en dehors des cas extraordinaires et urgents, quoique cet arrêté, dans son préambule, portât ces mots : Vu l'urgence.

Le 15 février 1855, nouvel arrêt de la même chambre (MM. Victor Foucher, rapp.; d'Ubexi, av. gén.), refusant de regarder comme légale et obligatoire une peine de confiscation prononcée par un arrêté du gouverneur général sur la police des marchés. Cet arrêté, ne portant pas la mention de l'urgence, son annulation aurait été justifiée par ce motif. Mais la chambre criminelle ne s'arrêtait pas à cette circonstance. Elle déclarait « que la délégation du gouverneur général ne pouvait s'étendre à l'exercice du pouvoir législatif, lequel était resté, pour l'Algérie, pleinement réservé au chef de l'Etat, » et elle en tirait la conséquence « que la peine de confiscation portée en l'article 9 de l'arrêté du 28 juillet 1842, ne pouvait être appliquée légalement par les tribunaux. » Elle le répétait encore dans son arrêt du 10 septembre 1857 (M. Caussin de Perceval, rapp.; d'Ubexi, av. gén.), à propos d'un arrêté

sur la boulangerie pris sans mentionner l'urgence. L'arrêt de la chambre criminelle ne faisait pas mention de cette omission et refusait nettement aux arrêtés du gouverneur général le pouvoir d'établir des pénalités non édictées par le Code pénal, un droit de cette nature n'appartenant qu'au pouvoir législatif, réservé en Algérie au chef de l'Etat.

Il est vrai que deux autres arrêts du 9 janvier 1857 (M. Jallon, rapp.; d'Ubexi, av. gén.) et du 31 juillet 1863 (M. Faustin Hélie, rapp.; Savary, av. gén.), rendus au sujet d'arrêtés qui avaient formellement visé l'urgence et le droit exceptionnel conféré au gouverneur général par les articles 4 et 5 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, en ont reconnu la légalité et déclaré qu'il n'appartenait pas aux tribunaux *d'apprécier les motifs extraordinaires d'urgence en vertu desquels ces arrêtés avaient été pris*. Dans une de ces affaires cependant l'inculpé avait été condamné à un mois de prison et 600 fr. d'amende, pour un fait de prise d'eau non prévu par la législation métropolitaine.

Cette dernière jurisprudence, conforme aux principes posés par les arrêts de la chambre civile, interprète exactement le sens des ordonnances de 1834 et de 1845. C'est bien un pouvoir législatif qui avait été attribué au gouverneur général en cas d'urgence. « Les actes accomplis dans le cercle de cette compétence extraordinaire, dit avec raison l'arrêt du 31 juillet 1863, au rapport de M. Faustin Hélie, ne doivent pas n'avoir qu'une durée provisoire et une autorité temporaire. Ils doivent continuer de recevoir leur exécution jusqu'à ce qu'ils aient été régulièrement réformés. »

Ils ont pris place dans la législation algérienne, ils n'en peuvent sortir que par une abrogation formelle.

III.

Cependant, l'esprit d'opposition grandissait en Algérie. Le maréchal Bugeaud, donnant en 1847 sa démission, adressa aux colons une proclamation que d'autres gouverneurs généraux, ses successeurs, auraient pu s'approprier dans des circonstances analogues :

« Ce qui est colonisateur et administratif au-dessus de tout, c'est la sécurité... Devançant le temps, les plus ardents d'entre vous, et certainement les plus irréfléchis, demandent l'assimilation complète avec la France, c'est-à-dire toutes ses institutions civiles et politiques... N'y a-t-il pas des publicistes qui ont écrit plusieurs fois, que pour faire prospérer l'Algérie, il suffisait d'une loi politique en trois articles?

» Ah! si les gens qui se font vos organes comprenaient bien vos besoins, ils n'useraient pas le crédit que la population civile doit avoir sur la métropole à demander des choses tellement illusoires que, lors même qu'elles vous seraient toutes accordées, elles n'aplaniraient aucune des difficultés qui vous pressent. Ces difficultés sont dans la nature des choses; elles sont dans les Arabes, dans le climat, dans les misères qui entourent les premiers pas de l'agriculture; les libertés n'ont là absolument aucune puissance.

» Demandez donc d'abord à la mère-patrie qu'elle maintienne l'effectif de l'armée; qu'elle adopte un large système de colonisation civile et militaire; qu'elle augmente les allocations pour nos travaux publics de première urgence; enfin, qu'elle ôte à la centralisation de Paris tout ce qui peut lui être ôté, sans compromettre la responsabilité ministérielle. Les affaires se feront avec plus de rapidité, et la lenteur de leur marche est le seul côté bien fondé dans les plaintes amères que vous faites entendre tous les jours.

» Voilà les choses qui peuvent influencer sur votre avenir. »

Peu après, la Révolution de 1848 éclatait et ajoutait ses excitations à l'état des esprits si exactement décrit par le maréchal Bugeaud.

Les 15 et 16 juin 1848, un projet de loi était proposé à l'Assemblée nationale. Il était soutenu par MM. de Prébois, de Rancé, Henri Didier, auxquels se joignaient Pierre Leroux, qui saisissait cette occasion pour faire un exposé violent des doctrines socialistes, et un député nommé Astouin, dont le discours, en réponse à celui du général Cavaignac, débutait en ces termes :

« Ce n'est pas un orateur qui est à cette tribune, c'est un ouvrier portefaix de Marseille, qui vient combattre la proposition de l'honorable ministre de la guerre... Depuis la Révolution de février, l'Algérie n'a ni une liberté de plus ni un abus de moins. L'incorporation de l'Algérie dans la grande famille française est la seule ancre de salut qui reste encore aux colons français établis en Algérie. »

La loi proposée par ces députés était ainsi conçue :

« Le territoire de l'Algérie fait partie intégrante du territoire français.

» Les Français de l'Algérie sont régis par la même Constitution que les Français du continent. »

Cette proposition fut combattue avec énergie par le général de Lamoricière et par le général Cavaignac, ministre de la guerre.

« La même Constitution, cela veut dire les mêmes lois, dit le général de Lamoricière. Eh bien ! les mêmes lois, la même Constitution, je n'en veux pas aujourd'hui, je n'en voudrai pas demain, je n'en voudrai peut-être jamais ! »

Et le général Cavaignac ajouta :

« J'aime mieux, j'aime beaucoup mieux que la colonie algérienne, s'il faut subir cette alternative, devienne dans l'avenir un Etat indépendant lié à nous par le souvenir reconnaissant du bien que nous lui avons fait, que de la

voir assimilée jamais au territoire français. (Interruption.)
C'est mon opinion.

» Je le répète ; je ne dis pas que je désire cette séparation. Je dis que si j'avais à choisir entre cette assimilation qu'on nous propose et la crainte future d'une séparation, je n'hésiterais pas... Si j'avais à choisir entre l'assimilation telle que j'en comprends les conséquences fâcheuses et funestes pour la France, et les conséquences fâcheuses aussi, mais beaucoup moins funestes, de la séparation, je n'hésiterais pas.

» Je désire avoir été bien compris. »

Il est impossible d'établir par de plus imposantes autorités la situation de l'Algérie à cette époque. Le maréchal Bugeaud, le général de Lamoricière, le général Cavaignac s'accordaient à dire que l'assimilation complète avec la France, l'application de la législation de la métropole. seraient le plus grand des périls pour la colonie. Mieux vaudrait, dit le général Cavaignac, la séparation !

Aussi, l'Assemblée nationale, à sa séance du 16 juin 1848, rejeta le projet de loi proposé et vota la résolution suivante :

» L'Assemblée nationale, renouvelant la déclaration que l'Algérie est une terre à jamais française, passe à l'ordre du jour. »

Une nouvelle tentative fut faite lors du vote de la Constitution du 4 novembre 1848. M. Henri Didier proposa un amendement ainsi conçu :

« Le territoire de l'Algérie est déclaré territoire français et sera régi par la présente Constitution sous les réserves et exceptions qui seront déterminées par les lois. »

Après une vive discussion cet amendement fut rejeté, et l'article 109 de la Constitution fut rédigé comme il suit :

» Le territoire de l'Algérie et des colonies est déclaré territoire français et sera régi par *des lois particulières* jusqu'à ce qu'une loi spéciale les place sous le régime de la présente Constitution. »

Des lois particulières ! C'est-à-dire, l'expression même de la Charte de 1830. Rien n'est changé. La loi du 24 avril 1833 décidant que ces *lois particulières* seront de simples ordonnances pour les établissements français de l'Afrique n'est ni abrogée, ni modifiée.

Il est vrai qu'au cours de la discussion quelques orateurs avaient prononcé des paroles imprudentes et inexactes. Lors du vote de la Constitution, M. Charles Dupin, faisant allusion à l'ordre du jour du 16 juin, avait fait la déclaration suivante :

» Une première garantie était due à l'Algérie et aux colonies, c'est qu'au lieu d'être sous le régime capricieux des ordonnances et des arrêtés du pouvoir exécutif, elles fussent placées sous le régime des lois.

» Eh bien ! *ce point est obtenu déjà par une loi* et aujourd'hui par la Constitution. Désormais l'Algérie, comme les colonies, n'est plus assujettie au régime du bon plaisir, aux ordonnances du pouvoir purement exécutif, mais elle est régie par des lois particulières. Ainsi, toutes les lois applicables à l'Algérie seront votées par vous, et avec la pensée de lui accorder à elle, d'accorder en particulier à ses colons actuels et futurs les dispositions protectrices dont ils peuvent avoir besoin à cet égard : comme droit civil, comme justice, comme protection, il ne leur manquera rien de tous les avantages dont on puisse jouir en France. »

L'erreur était manifeste. L'ordre du jour du 16 juin n'était pas une loi ; il ne changeait rien au régime législatif de l'Algérie. Il ne disait pas un mot impliquant qu'à l'avenir les lois de la colonie seraient votées par l'Assemblée nationale.

A la séance du 16 juin, le général de Lamoricière avait fait des concessions analogues. Mais M. le général Cavaignac, alors ministre de la guerre, depuis chef du pouvoir exécutif, avait limité les réformes auxquelles il consentait :

« Il reste encore beaucoup de choses à faire. Je cite

avant tout, cette condition indispensable que le gouverneur général ne doit plus se mouvoir d'une manière pour ainsi dire illimitée, arbitraire, dans le cercle extrêmement étendu des arrêtés. Je l'ai déclaré très-hautement et je le répète ici ; il importe d'opposer à l'autorité locale du gouverneur général de l'Algérie, ainsi qu'on l'oppose à tout autre fonctionnaire, l'autorité de la loi. Par conséquent, je suis d'avis, pour ma part, qu'il faut dans un avenir très-rapproché, après le temps nécessaire pour réaliser les études, qu'il faut, dis-je, que l'autorité du gouverneur général soit restreinte, soit maintenue, soit surveillée par le régime de la loi. En d'autres termes, il ne faut plus que la faculté illimitée d'arrêtés lui soit laissée. »

Cette réforme est la seule qui fut réalisée. Malgré les déclarations des orateurs à la tribune, déclarations qui n'ont que la valeur d'opinions individuelles, la Constitution de 1848 ne modifia pas le régime législatif de l'Algérie.

Le 28 novembre 1848, postérieurement à la Constitution, le général Cavaignac, président du conseil, chef du pouvoir exécutif, rendait un arrêté prononçant des peines contre les membres des sociétés secrètes. Il ne promulguait pas la loi française du 28 juillet 1848, mais il en reproduisait les termes qu'il s'appropriait. La constitutionnalité de cet arrêté—véritable décret du pouvoir exécutif ayant le même caractère que les anciennes ordonnances royales—fut vivement contestée. Elle fut admise par un arrêt de la Chambre criminelle du 19 avril 1851, au rapport de M. Legagneur :

» Attendu, dit cet arrêt, que les possessions françaises de l'Algérie ont été, dès l'origine de l'occupation, soumises à l'autorité législative des ordonnances, ainsi que l'a déclaré l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, et que le pouvoir exécutif était conséquemment investi du droit soit d'établir lui-même des dispositions législatives, soit de rendre applicable en tout ou en partie à cette colonie les lois faites pour la métropole ;

» Que l'article 109 de la Constitution, en disant que l'Al-

gérie sera régie par *des lois particulières* jusqu'à ce qu'une loi spéciale la place sous le régime de la Constitution, n'a pas eu pour objet de faire cesser immédiatement l'état législatif de l'Algérie, et de le soumettre sans transition à la nécessité de lois nouvelles pour tout ce qui pourrait intéresser le maintien de l'ordre et la conservation de la colonie ;

» Attendu que le sens de cet article doit être fixé par l'interprétation qu'avait reçue, dans des circonstances analogues, l'article 64 de la Charte de 1830, qui portait : *les colonies sont régies par des lois particulières* ; que, nonobstant cette formule impérative, il fut reconnu que le pouvoir exécutif n'était pas à l'instant complètement dépouillé de l'autorité législative dans les colonies ; que, jusqu'à ce que la loi du 24 avril 1833 eût fait un partage d'attributions entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, et eût posé la limite précise dans laquelle celui-ci devrait se renfermer à l'avenir, ce dernier a continué à faire des actes législatifs pour les colonies dans quelques cas urgents ; que cette interprétation fut admise sans contestation par le pouvoir exécutif, par les chambres législatives et par les tribunaux ;

» Attendu que la similitude qui existe entre la position qu'avait créé aux colonies l'article 64 de la Charte de 1830, et celle que l'article 109 de la Constitution a faite à l'Algérie, conduit à la même solution de la question transitoire dans les deux cas, et doit faire admettre que, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à l'urgence d'une loi de départ d'attributions, le pouvoir exécutif conserve la faculté de prendre des mesures ayant un caractère législatif, destinées à subvenir aux besoins pressants de l'ordre et de la tranquillité dans l'Algérie ;

» Que ce droit, rendu d'autant plus nécessaire par la présence dans cette province éloignée d'une nombreuse population indigène ou étrangère, et par les dangers du voisinage de tribus en hostilité sans cesse renaissante contre l'autorité française, a été exercé sans qu'aucune

réclamation se soit élevée dans le sein de l'Assemblée nationale contre les actes législatifs du chef du pouvoir exécutif, intervenus depuis la promulgation de la Constitution. »

Ces actes s'étaient multipliés. Les 9 et 16 décembre 1848, le général Cavaignac prenait deux nouveaux arrêtés organisant le gouvernement général, créant des départements, des arrondissements et des communes, réglant l'administration des territoires militaires, instituant des préfets, des conseils de préfecture, des conseils généraux. Dans le second de ces arrêtés il tenait la promesse qu'il avait faite à la séance du 16 juin 1848 et il modifiait les pouvoirs législatifs accordés au gouverneur général par les ordonnances de 1834 et de 1845.

« Le gouverneur général, disait l'article 6 de l'arrêté du 16 décembre 1848, assure le maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Dans les cas imprévus où ces intérêts seraient gravement compromis, il prend sous sa responsabilité les mesures autorisées par les lois de la métropole. — Il en rend compte immédiatement au ministre de la guerre. »

— « Le pouvoir conféré par cette disposition au gouverneur général de l'Algérie, a dit un arrêt de la Chambre criminelle du 29 janvier 1851 (M. Quénault, rapp.,) ne se borne pas à la simple exécution des lois, mais il renferme le droit de prendre, lorsque les intérêts de l'ordre public et de la sûreté générale l'exigent, toutes les mesures dont les principes se trouvent dans les lois de la métropole. »

Ce n'est plus le droit illimité, sous la seule sanction de l'approbation du ministre de la guerre, de prendre, par voie d'arrêté, les mesures jugées nécessaires. Le général Cavaignac a rempli son engagement; il n'a pas laissé au gouverneur général la faculté illimitée de prendre des arrêtés. Mais cette restriction, il l'a prononcée lui-même, comme chef du pouvoir exécutif, marquant par là qu'à ses yeux le pouvoir exécutif continuait à être, sous la République

comme sous la monarchie de Juillet, l'unique législateur de l'Algérie.

Le gouvernement avait alors le projet, fort sage, de proposer une loi qui eût fait pour l'Algérie ce que la loi du 24 avril 1833 avait fait pour les quatre grandes colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de l'île Bourbon et de la Guyane. Le général de Lamoricière, ministre de la guerre, faisait instituer, le 7 décembre 1848, une commission chargée « d'indiquer, en principe, le partage des matières qui doivent être réglementées, soit par des arrêtés ministériels, soit par des décrets du pouvoir exécutif, soit par des lois particulières. Cette indication aura l'avantage réel, disait le général de Lamoricière dans son rapport, de déterminer le sens de l'article 109 de la Constitution, qui porte que l'Algérie sera régie par des lois particulières. » Et pendant que cette commission délibérait, le Conseil d'Etat émettait, le 31 octobre 1849, l'avis « que tant qu'une loi ne sera pas intervenue pour régler l'interprétation de l'article 109 et déterminer les matières qui seront, en Algérie, du domaine du pouvoir législatif et celles qui rentreront dans la compétence du pouvoir exécutif, il appartient au gouvernement de statuer par des décrets, selon les cas et d'après les circonstances, *sur une partie des questions qui se présentent, en réservant la loi pour celles dont l'importance réclamerait une solution législative.* »

Malheureusement, les travaux de cette commission n'aboutissaient pas. L'arrêt de la chambre criminelle du 19 avril 1851, tout en se ralliant à cet avis du Conseil d'Etat, signalait l'urgence d'une loi de départ d'attributions. Elle n'était pas encore rendue lorsque le gouvernement saisit l'Assemblée d'une loi sur la constitution de la propriété en Algérie (16 juin 1851). Elle ne l'était pas davantage lorsque les événements du 2 décembre 1851 amenèrent la promulgation de la Constitution du 14 janvier 1852.

Nous verrons dans la suite de ce travail quelles graves difficultés a soulevées cette théorie d'un partage d'attribu-

tions législatives, non suivant les dispositions d'une loi formelle, mais suivant l'opinion que l'on peut avoir de l'importance des questions à résoudre. Avec un pareil système, tout les droits sont menacés; les hommes d'affaires et les justiciables sont dans l'impossibilité d'apprécier avec certitude si la légalité des actes qu'ils accomplissent est à l'abri de toute critique.

Rappelons seulement que, quels que soient les opinions émises et les avis donnés, jamais la loi du 24 avril 1833 en vertu de laquelle « les établissements français en Afrique devaient être régis par des ordonnances » n'a été abrogée. Jamais la loi spéciale annoncée par l'article 109 de la Constitution de 1848 n'a été rendue. Cela suffit, à notre avis, pour que tous les décrets rendus par le pouvoir exécutif sous l'empire de cette Constitution soient d'une légalité incontestable. Il nous reste à rechercher si cet état législatif a été modifié depuis cette époque.

(A suivre).

ROBINET DE CLÉRY,
Avocat général à la Cour de cassation.

QUESTIONS RELATIVES AUX ÉCOLES PRIMAIRES

I. — NOMINATION. — MUTATION D'INSTITUTEURS. — TRAITÉS FORMELS OU TACITES AVEC LES COMMUNES.

Depuis le commencement de ce siècle, la législation et même la jurisprudence ont considéré la nomination faite d'un instituteur, soit laïque, soit congréganiste, comme lui conférant des fonctions et des avantages matériels, dont il ne peut être dépouillé que pour des motifs prévus par la loi. C'est une espèce de propriété *sui generis*, et ayant des analogies avec les bénéfices ecclésiastiques.

Le Code civil, dans plusieurs de ses dispositions et par son esprit général, s'oppose à ce qu'un citoyen et, à plus

forte raison, toute une classe de citoyens soient exposés à se voir dépouillés, sans motifs et sans une procédure déterminée, d'un logement, de revenus assez importants et de fonctions en vue desquelles on a fait des dépenses, des études spéciales, des sacrifices.

C'est pourquoi les autorités diverses auxquelles les lois ont successivement attribué la nomination des instituteurs n'ont pu user de ce droit que lorsque *l'école venait à vaquer*.

Cela ressort de divers articles de la loi Guizot (1833), comme du décret du 7 octobre 1850. Il faut, pour que l'on procède à une nomination, que l'école *vaque*.

La vacance d'emploi peut se produire de plusieurs manières :

1^o Par décès ; 2^o par démission ; 3^o par révocation. Hors ces cas, il n'y a pas de *vacances d'emploi* ; la *mutation* faite spontanément par le préfet, ou *convenue entre le préfet et un supérieur de congrégation*, ne produit pas une vacance d'emploi. C'est la jurisprudence suivie constamment en pareil cas. Elle résulte de la circulaire ministérielle du 12 juillet 1863, dont voici les termes :

« Le Sénat, sur la pétition de M. le comte de Tournon, a eu aussi » à fixer le sens de la loi de 1850 sur le point de savoir s'il y a lieu » de consulter les conseils municipaux, lorsqu'il s'agit simplement » de mutations et déplacements exigés par les besoins du service ou » par des convenances de discipline intérieure.

» La haute Assemblée, procédant encore par la voie de la question » préalable, et après une discussion approfondie, a maintenu éner- » giquement l'interprétation suivie jusqu'à ce jour, c'est-à-dire » qu'elle a décidé qu'il n'y a véritablement *vacance d'emploi* et né- » cessité de consulter les conseils municipaux, que dans les cas de » décès, démission ou révocation des instituteurs.

» Ainsi, Monsieur le Préfet, vous devez pourvoir d'office, et di- » rectement, aux changements et mutations de services et de disci- » pline intérieure.

» Les supérieurs des congrégations jouissent du même droit en ce » qui concerne les instituteurs appartenant à leur ordre.

» Ils peuvent proposer les changements et mutations sans consulter les conseils municipaux. »

Il résulte de ce qui précède que la circulaire du 28 octobre 1871, et les procédures sommaires suivies depuis quelques mois, portent une grave atteinte non-seulement à la dignité des instituteurs, mais aussi aux sécurités et aux avantages dérivant du titre de nomination, propriété parfois unique, et pour l'acquisition de laquelle ils ont aliéné les autres, dont ils auraient joui, sans que personne pût les leur contester.

En un mot, si les conseils municipaux ont le *droit permanent d'intervenir efficacement dans les mutations et les nominations des instituteurs*, ou si MM. les préfets peuvent accueillir à tout moment les vœux des conseils municipaux, les instituteurs n'ont plus de lendemain assuré... A tout instant, et sans motif plausible, ils peuvent être dépouillés de leur traitement, jetés sur le pavé et privés d'une grande partie des avantages qu'une retraite leur assurait au terme de leurs fonctions. Telles sont les conclusions inéluctables de la jurisprudence qui tend à s'établir, en s'appuyant sur la circulaire du 28 octobre 1871. (Notez que cette circulaire, vague et embarrassée, au fond ne décide rien.)

On aurait tort de croire et de dire que les associations religieuses traitent avec les communes pour la *direction des écoles*. C'est le fait et le droit du préfet seul, après avis de l'inspecteur d'académie, de pourvoir, quand il y a lieu, c'est-à-dire en cas de vacance, à la *direction de l'école* par la *nomination* de l'instituteur. Les communes ne peuvent traiter ou faire des conventions, soit avec les instituteurs laïques, soit avec les congrégations, que pour les *émoluments et le logement*.

C'est ce qu'indique très-bien l'article 6 de la loi du 19 juillet 1875, en parlant des associations religieuses.

N'est-il pas, d'ailleurs, évident que les deux parties contractantes ne peuvent rien stipuler pour une chose (*direc-*

tion de l'école ou nomination des instituteurs), qui est attribuée par la loi à un tiers (le préfet)?

Lors donc qu'il n'existe pas de *traité*, ou bien lorsque le traité a atteint sa limite de durée, la *direction de l'école* reste de droit à l'instituteur, soit laïque, soit congréganiste, rien n'est changé à cet égard; mais les émoluments et tous les droits ou avantages matériels seront déterminés à l'avenir par le droit commun, fixé par les dispositions financières des lois scolaires des 10 avril 1867 et 19 juillet 1875 (voir article de M. Auzias, juillet 1878, pages 7 et 8).

Si MM. les préfets voulaient profiter de la résiliation d'un traité pour changer la *direction de l'école*, ils commettraient ce que de savants jurisconsultes et le conseil d'Etat appellent non pas un *abus*, mais un *détournement* de pouvoir.

En résumé, la nomination des instituteurs appartenant aux Préfets, il est évident que les traités, formels ou tacites, (circ. du 16 décembre 1875) qui interviennent entre une commune et une congrégation, ne peuvent regarder que les *avantages matériels* (logement, traitement, etc), et non la *direction de l'école*. Le *Directeur* de l'Ecole, c'est-à-dire l'instituteur, une fois nommé par le Préfet, conserve sa qualité, nonobstant la rupture du traité. Cette rupture ne fait cesser que les *avantages matériels qui résultaient du traité*. L'instituteur congréganiste pourra donc rester à la tête de l'école, en jouissant toutefois alors, pour le *matériel*, des avantages de *droit commun*. Il n'y aura ouverture à l'option, pour son remplacement, qu'en cas de *vacance* par décès, démission ou révocation.

LA RÉDACTION.

II. — NOTE SUR LA COMPÉTENCE.

On a demandé quel recours ont les instituteurs qui seraient lésés dans l'exercice de leurs droits. — Leur état, aussi laborieux qu'utile, est à la fois une fonction et une profession ; l'économie de la loi consiste à assurer le service public dont ils ont la charge, et à les protéger dans leurs légitimes intérêts. Elle leur donne, selon les cas, de quelque part que vienne le trouble, les actions du droit commun auprès de l'autorité judiciaire, et le recours aux autorités administratives à ce préposées.

Ces actions ont été plus ou moins explicitement indiquées dans le travail qui précède, mais il pourra n'être pas sans utilité pratique de rappeler quelques-unes des principales hypothèses, quoiqu'il soit toujours nécessaire d'en faire un examen spécial lorsqu'elles se présentent.

Ainsi, des conseils municipaux ont brutalement intimé aux Frères l'injonction de sortir des locaux scolaires dans un délai de trois jours — cela est arrivé à Toulouse ; les Frères ont employé la voie rapide du référé, et une ordonnance du 11 janvier 1871 les a maintenus en jouissance. — Voir, sur les suites de cette affaire, l'arrêt de Toulouse du 11 août 1873.

Il y aurait eu également lieu au recours administratif, au préfet, au ministre, au Conseil d'Etat. Mais cette voie, moins expéditive, ne peut arrêter le mal immédiatement.

A Calluire, où on a tout pris et ravagé, l'action civile, porté au tribunal de Lyon, a abouti à un jugement du 19 juin 1872, qui a condamné la Ville à payer aux Frères 200,000 fr. de dommages, à raison de leur expulsion violente, du dégât, etc. (1).

(1) *Journal des Fabriques*, 1872, p. 159.

1° Tout litige sur la propriété des bâtiments scolaires est de compétence civile. — Aix, 9 janvier 1872, — Conseil d'Etat, 16 juillet 1875.

2° En cas de révocation arbitraire, sans observation des formes légales, il y a recours à toutes les autorités administratives : préfet, conseil départemental, ministre, conseil supérieur, Conseil d'Etat. — Loi 15 mars 1850, — Règlement du 29 juillet 1850, etc.; — Conseil d'Etat, 4 décembre 1874. — La révocation est une peine, le recours est de droit. — Aucoc, *Conférences de droit administratif*, 399.

D'autre part, il pourrait y avoir aussi action civile en dommages-intérêts, selon le droit commun, par le motif que sans l'observation des formes voulues, la révocation ne serait plus que la privation de la profession par voie de fait, ou un acte d'oppression.

Il en serait de même si on entravait le droit que les lois donnent à l'instituteur, de recevoir tous les élèves qui se présentent à lui.

La révocation par l'arrêté du préfet Duportal, à Toulouse, contre lequel les Frères s'étaient aussi pourvus administrativement, avait été annulée par le ministre d'abord, puis par le Conseil d'Etat « pour excès de pouvoir, attendu que » le préfet ne peut révoquer les instituteurs que dans les » cas prévus par la loi..., » 23 mars 1872.

La Ville avait ensuite refusé, sous un vain prétexte, 36,000 fr., traitement des Frères pendant l'année 1870; elle fut condamnée, sur l'action civile, à le payer par l'arrêt du 11 août 1873.

3° Là où l'école des Frères est la condition d'une fondation, la Ville ne peut les congédier sans le consentement du fondateur ou de ses héritiers, — compétence civile, — Toulouse, 11 août 1873.

4° Les réclamations contre les décisions du conseil départemental sur le nombre des écoles se portent au ministre. — Loi 10 avril 1867, art. 2, — et au conseil supérieur, — loi 15 mars 1850, art. 5, 14.

5° Le préfet nomme les instituteurs, mais sous l'autorité du ministre, — loi 14 juin 1854, art. 8. — On peut donc, s'il y a lieu à réclamation, s'adresser au ministre.

6° Un conseil municipal refuse le traitement si les Frères ne se font breveter. — Pourvoi au préfet, au ministre et au président de la République, — Loi 15 mai 1855, art. 23; — Conseil d'Etat, juillet 1873.

7° Si le traitement est fixé par une convention dont la validité ne soit pas contestée. — Recours au préfet qui prononce l'inscription d'office; — sinon au ministre, — puis au Conseil d'Etat.

Si l'existence, ou la validité, ou l'interprétation de la convention est contestée, — compétence civile, — en référé, à cause de l'urgence, puis au tribunal. (V. n° de juillet, p. 8, 16 à 21). — Toulouse, 11 août 1873; — Cassation, 1^{er} décembre 1873; — Conseil d'Etat, 1^{er} décembre 1873 et 16 juillet 1875; — Dijon, 10 avril 1873, — Rennes, 3 mai 1875, confirmé sur pourvoi, 21 mars 1876.

8° Les congrégations qui auraient à se pourvoir devant le ministre feront bien de s'adresser immédiatement à un avocat près le Conseil d'Etat et la Cour de cassation, qui se chargerait de suivre l'affaire; sans cela elles s'exposeraient à ce qu'il n'y fût pas donné de solution.

T. AUZIAS,

*Avocat à la Cour de Grenoble,
ancien bâtonnier.*

III. — ÉCOLE LIBRE TENANT LIEU D'ÉCOLE PUBLIQUE.

Aux termes de l'article 36 de la loi du 15 mars 1850 et de l'article 1^{er} de la loi du 10 avril 1807, toute commune de cinq cents habitants est tenue d'entretenir une école publique de filles, si elle n'en est dispensée par le conseil départemental en vertu de l'article 15 de la loi du 15 mars 1850 et article 36 de la même loi.

Des articles précités et des circulaires du 12 mai 1807 et 31 janvier 1868 il ressort,

Qu'une école libre ne tient lieu d'école publique :

1^o Qu'après en avoir reçu autorisation du Conseil départemental.

2^o Et, dans ce cas, elle reçoit une subvention de la commune

Ou du département

Ou de l'Etat ;

— Et cette autorisation doit être demandée par le conseil municipal.

DE LA PROPRIÉTÉ DES ÉGLISES & DES PRESBYTÈRES

(SUITE) (1).

IV. — AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT DE L'AN XIII.

Nous allons examiner ici, à leur date, trois importants avis du *Conseil d'Etat*, des 3 Nivôse, — 2 pluviôse, — 24 prairial an XIII : — à ces actes, spécialement aux deux premiers, on attribue la valeur de *lois* véritables tranchant explicitement en faveur des communes, la difficulté que nous étudions.

On sait, en effet, que dans un décret portant *Règlement* sur l'organisation du Conseil d'Etat rétabli par la Constitution du 22 frimaire an VIII, une disposition fut glissée, aux termes de laquelle le Conseil d'Etat était investi de la mission d'*interpréter les lois*. Le résultat des délibérations prises en vertu de l'article 11 du *Règlement* du 5 nivôse an VIII, par cette haute assemblée, n'avait sans doute d'autre

(1) Voir 6^{me} année, 1^{er} semestre 1878, p. 385 ; 2^e semestre, p. 73.

valeur que celle d'un simple *avis*, lequel, même approuvé par le chef de l'Etat et converti en décret, ne pouvait donner naissance qu'à un acte inconstitutionnel. Mais, lorsqu'à la forme républicaine eût été substituée celle d'un empire, il résulta de la Constitution adaptée au nouveau régime, que le « Sénat conservateur » avait pour mission d'annuler les actes inconstitutionnels ; à défaut d'annulation, ces mêmes actes devenaient définitifs. Il est certain que plusieurs avis du Conseil d'Etat, une fois approuvés par l'Empereur, acquirent force de loi quoique inconstitutionnels, par l'inertie du Sénat, au même titre que les décrets eux-mêmes ; ces deux sortes d'actes ne différant qu'en la forme.

Mais, pour qu'un texte législatif *oblige* les citoyens, il ne lui suffit pas d'avoir force exécutoire ; une fois signé il faut encore qu'il soit *publié* dans les formes prescrites. Or, les *avis* approuvés des 3 nivôse et 6 pluviôse an XIII auraient dû être insérés au *Bulletin des Lois*, afin d'acquiescer à cette condition, le caractère « obligatoire dans chaque département du jour auquel le *Bulletin* aurait été distribué au chef-lieu : » Ainsi en avait décidé la loi du 12 *vendémiaire* an IV, article 12.

Sans doute, de l'an IV à l'an XIII un mode nouveau de publication des *lois* avait été inauguré : Le titre préliminaire du *Code civil*, décrété le 14 ventôse an XI, avait décidé que « *les lois* seraient réputées connues » par le seul fait de l'expiration d'un certain délai. Mais, ce qui était dit des « *lois* » ne devait pas être étendu aux *Décrets* : Ces derniers actes « étant préparés et rendus avec moins de publicité, ne peuvent être frappés de la même présomption de connaissance : » Aussi bien, et par ce même motif que nous lui empruntons, un *Avis du Conseil d'Etat*, celui-ci inséré au *Bulletin des lois*, a-t-il reconnu qu'« ils (les décrets) n'ont pas été compris dans la disposition de l'article 1^{er} du Code. »

Cet avis, qui a incontestablement force de loi, est en date du 25 *prairial* an XIII.

A la vérité, à côté de cette première disposition, destinée à consacrer une sage interprétation de l'article 1^{er} du Code civil, on trouve une autre disposition, celle-ci non plus interprétative, mais exclusivement législative. En effet, après avoir déclaré que l'article 1^{er} du nouveau Code ne concerne que les « lois » proprement dites, et que l'article 12 de la loi du 12 vendémiaire an iv n'a pas cessé de régir la publication des *Décrets*, l'avis du 25 prairial ajoute :

« Et quant à ceux qui ne sont point insérés au *Bulletin*, ou qui n'y sont indiqués que par leur titre, ils sont obligatoires du jour qu'il en est donné connaissance aux personnes qu'ils concernent, par publication, affiche, *notification* ou *signification*, ou *envois faits ou ordonnés* par les fonctionnaires publics chargés de l'exécution. »

Or, on prétend appliquer le bénéfice de cette disposition, sinon à l'avis du 3 nivôse, du moins à celui du 6 pluviôse an XIII : On reproduit, en effet, les *lettres d'envoi* de ce dernier acte par le ministre de l'intérieur aux préfets, et par le directeur général de l'enregistrement, aux directeurs des départements.

Remarquons-le bien : L'avis du 25 prairial an XIII — (14 juin 1805) est postérieur de près de six mois à l'avis du 2 pluviôse de la même année (22 janvier 1805). Par conséquent on admet que le premier de ces actes aurait *validé* le second, *à posteriori*. La publication des décrets par simples « *envois faits ou ordonnés* par les fonctionnaires publics chargés de l'exécution, » est un mode tellement particulier, qu'il faut un texte formel pour qu'on y puisse voir une publication légale : ce n'est donc point là de l'interprétation, mais de la législation. Or, cette disposition d'un caractère législatif a-t-elle eu un effet rétroactif ? Voilà la question : Sans doute les principes généraux en la matière n'y font aucun obstacle, à la condition pourtant que le législateur ait clairement exprimé la pensée de conférer le caractère de la validité à des actes qui ne constituaient jusqu'alors

- que de simples projets. L'avis de prairial ne contient aucune

clause de cette nature, et dès lors, on ne peut s'appuyer en ce qui concerne les actes antérieurs au 25 prairial an XIII, sur l'avis émis à cette date, que pour y puiser un argument d'ailleurs décisif quant à l'interprétation de l'article 1^{er} du Code civil et le point de savoir s'il abrogeait, même vis-à-vis des décrets, la loi du 12 vendémiaire an IV.

De cet exposé, il résulte donc, à nos yeux, que tout avis du conseil d'Etat approuvé, de même que tout décret quelconque antérieur au 25 prairial an XIII, n'est valable qu'à la condition d'avoir été inséré au *Bulletin des Lois*.

Au surplus, et à supposer même que la légalité des avis présentés, spécialement de celui du 6 pluviôse, fût encore soutenue, nonobstant les raisons de décider en sens contraire qui viennent d'être relevées, ces actes ne sauraient être décisifs contre nous : La raison en est que ces lois de l'an XIII devraient être tenues pour *abrogées* par les *Décrets du 30 mai 1806 et du 30 décembre 1809*, qui ont statué par des mesures d'ensemble précises et définitives, sur la restitution des édifices religieux et l'organisation des fabriques.

Dans l'une et l'autre hypothèse, il nous faut étudier en lui-même le système adopté en l'an XIII par le Conseil d'Etat, et les motifs qui ont servi de base à sa décision : Ces avis sont-ils tenus pour des lois ? Il faut se pénétrer de la doctrine qu'ils renferment, afin de voir si la même pensée qu'ils consacrent a été maintenue, ou si, au contraire, elle n'a pas été abandonnée par le législateur. A l'inverse, ne doit-on, ainsi que nous avons essayé de l'établir, attribuer aux avis de l'an XIII, qu'une valeur purement doctrinale ? L'examen en demeure encore d'autant plus indispensable que les raisons de décider sur lesquelles ces actes sont fondés, sont les mêmes et les seules que la jurisprudence et les auteurs fassent valoir en ce sens encore aujourd'hui.

Il est notable, en effet, que par une sorte d'accord, un peu étrange à nos yeux, on s'arrête à l'an XIII, pour prendre parti sur la grave question qui nous occupe : C'est à ce moment que s'était placé le Conseil d'Etat pour examiner

la difficulté ; c'est à ce moment aussi que les auteurs se placent gratuitement pour envisager une situation dont les décrets de 1806 et de 1809 complètent tout au moins la véritable physionomie.

Le premier des trois avis que nous avons à passer en revue, est du 3 nivôse an XIII.

On se souvient que la loi du 24 août 1793, en confisquant les biens des communes, fit néanmoins exception quant aux « objets destinés pour les établissements publics, » article 91 : C'est à « expliquer l'exception prononcée audit article » qu'est consacré l'avis du 3 nivôse ; il dispose : « ... 3^o Que les bâtiments, maisons et emplacements destinés au *service public de la commune*, comme les hôtels de ville, les prisons, les *presbytères*, les *églises rendues au culte*, les halles, les boucheries, etc., *ne peuvent cesser d'appartenir aux communes...* »

Il faut reconnaître que cette décision n'a qu'une mince valeur scientifique.

Le Conseil d'Etat suppose : 1^o que les édifices religieux ont toujours appartenu aux *communautés d'habitants*, ce qui est au moins douteux pour ceux mêmes qui ne voient pas dans notre ancienne jurisprudence, une attribution certaine en faveur des fabriques (1) ; 2^o que les mêmes édifices concourent au *service public de la commune*, alors qu'il démontre lui-même ce qu'il y a d'étrange dans le caractère communal ainsi attribué au service religieux, par l'accouplement des prisons avec les presbytères et des églises avec les halles. Partant de ces deux hypothèses, la haute Assemblée admet qu'une disposition de loi, écrite au moment où les églises auraient encore appartenu aux communes, le 24 août 1793, quoique devenue sans objet du moment où ces églises ont passé depuis aux mains de la nation (ainsi que le reconnaît le Conseil d'Etat lui-même, dans l'avis du 9 messidor que nous examinerons en dernier lieu),

(1) Ducrocq, *loc. cit.*

reprend son effet le jour où les mêmes églises sont *rendues au culte*, à ce point que les édifices religieux doivent être considérés comme n'ayant « pas cessé d'appartenir aux communes. » Ce n'est point l'explication, du moins quant aux églises qui n'avaient rien à faire entre les hôtels de ville et les prisons, mais la résurrection de la loi de 1793.

C'est ailleurs, évidemment, qu'il faut chercher pour quelle cause la commune, dépouillée par la nation en 1793, se retrouve propriétaire en l'an XIII.

On n'en invoque pas moins comme décisif (1) un acte qui ne peut être, au point de vue qui nous occupe, dû qu'à un *lapsus* échappé au Conseil d'Etat. Il est vrai de dire que certains auteurs, plus avisés, ou bien omettent l'acte du 3 nivôse, ou bien déclarent « n'avoir pas besoin de l'invoquer (2), » et s'en tiennent à l'avis du 2 pluviôse an XIII, qui est ainsi conçu :

« Le Conseil d'Etat, qui, d'après le renvoi fait par Sa Majesté l'Empereur, a entendu les rapports de la section des finances et de l'intérieur, *sur ceux des ministres des finances et de l'intérieur*, tendant à faire décider par Sa Majesté Impériale la question de savoir si les communes sont *devenues* propriétaires des églises et presbytères qui leur ont été *abandonnés en exécution de la loi du 18 germinal an x*, est d'avis que lesdites églises et presbytères doivent être considérés comme propriétés communales. »

Ainsi, le Conseil d'Etat s'appuie nettement, cette fois, sur ce principe qu'en l'an x les églises étaient la propriété de la nation : seulement, il décide que ces édifices sont *abandonnés aux communes*, en vertu de la loi du 18 germinal ; c'est à la disposition des articles organiques où se trouve reproduit l'article 12 du Concordat, qu'il est fait allusion.

« Art. 75. — Les édifices anciennement destinés au culte

(1) M. Ducrocq.

(2) M. Aucoc, *Revue critique*, mars 1878.

catholique, *actuellement dans les mains de la nation*, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la *disposition des évêques...* »

Il semble que de ce texte on ne puisse déduire que l'une ou l'autre de ces deux conséquences : ou la nation conserve la propriété en se dépouillant de la jouissance : ou l'*autorité religieuse* devient propriétaire, si le mot *disposition* doit être entendu dans un sens absolu (1). »

Nullement : la propriété sera bien tenue pour transférée, mais en faveur d'un tiers, la commune !

Le Conseil d'Etat ne fait précéder cette grave décision d'aucun motif. Il est pourtant indispensable de connaître de quelles raisons la haute Assemblée a pu déduire une conséquence aussi inattendue. Heureusement, nous trouvons dans les rapports des ministres les motifs qui font défaut à l'avis qui en a été la suite (2).

Le rapport du ministre des finances commence par citer, avec l'article 72 relatif au presbytère à fournir par les communes, l'article 75 de la loi du 18 germinal an x, qui ordonne la « remise des églises aux évêques. »

Puis, — et après avoir noté l'opinion du ministre des cultes, favorable, ainsi qu'on le verra plus loin, à la déclaration de propriété en faveur de la commune, à charge, comme obligation réciproque, de payer toutes les réparations (3), — le rapport expose que, des mesures de confis-

(1) Dalloz, *Répertoire*, v° *Cultes*.

(2) Ces rapports ont été reproduits par M. Aucoc (*Revue critique*, mars 1878).

(3) L'opinion du ministre des cultes est que « les communes, ayant anciennement fourni les édifices servant d'églises et de presbytères, doivent être considérées comme propriétaires de ces édifices et tenues, en conséquence, de toutes les réparations et contributions. »

On trouve ici, comme base de la décision du ministre des cultes, une assertion problématique, à savoir que les communautés d'habitants auraient anciennement fourni les édifices religieux, tous sans exception apparemment. Au lieu de cette vague énonciation d'un fait historique plus

cation prises pendant la période révolutionnaire, il semble résulter au premier abord « que les églises sont des propriétés nationales dont l'abandon n'est que temporaire. »

« Mais, poursuit ce document officiel, si l'on envisage l'état actuel de la législation, on est fondé à penser que les églises et presbytères sont rentrés dans la classe des propriétés communales, puisque par *arrêté du Gouvernement, du 7 ventôse an XI*, chaque commune est appelée à proposer, par son Conseil, et à fournir les moyens d'acquisition, de location ou de réparation des églises paroissiales ou succursales. »

L'auteur du rapport ne se dissimule pas la faiblesse des conclusions tirées d'une mesure d'un caractère aussi accidentel et provisoire que celle du 7 ventôse, alors qu'il fallait d'urgence rétablir l'exercice du culte dans les bâtiments laissés depuis l'an III à la disposition des « citoyens » des communes ; alors aussi que les paroisses n'avaient pas encore de fabriques pour les représenter. Aussi, voici qui doit corroborer la conclusion émise, d'après la situation normale qui est résultée du rétablissement des fabriques :

« Ce qui vient à l'appui de cette opinion, c'est l'*arrêté du 7 thermidor an XI*, qui, en *rendant à leur destination les biens et rentes des fabriques non aliénés veut qu'ils soient administrés dans la forme particulière aux biens communaux.* »

Or, voici le raisonnement que l'administration dégage du régime appliqué à la gestion des biens des fabriques :

« Ces dispositions, continue le Rapport, *indiquent positivement la nature des objets restitués* et semblent leur *imprimer le caractère de propriétés communales.* » Déclarer les biens des fabriques propriétés communales, voilà qui surprendra un peu tout d'abord ; mais ce n'est pas tout : « *Et comme l'église de chaque fabrique en est nécessairement la propriété essentielle* (règle de bon sens qu'il nous

que douteux, il eût mieux valu essayer d'établir un droit de propriété en faveur des anciennes communautés.

faudra retenir), on pourrait en *inférer que cette église est véritablement une propriété communale !* »

Telles sont pourtant, qu'on nous passe le mot, les absurdités dont le Conseil d'Etat a été appelé à s'inspirer ! Oui, il est très-vrai que « l'église de chaque fabrique en est nécessairement la propriété essentielle : » Mais, il est vraiment absurde de déduire du mode d'administration emprunté au régime communal, quant à la gestion des biens d'un établissement public, que ces biens cessent d'appartenir à cet établissement pour passer aux communes.

Il est vrai que l'auteur du rapport, peu satisfait lui-même à ce qu'il paraît, de son beau raisonnement, revient en finissant à l'idée qu'au début il empruntait au ministre des cultes : « Et cela, continue en effet le document cité, avec d'autant plus de raison que les communes sont tenues de *toutes les charges*, et que les conseils municipaux fixent les fonds pour cette partie de la dépense communale. »

Il ne subsiste donc que cet argument tiré de la correspondance entre le droit de propriété, d'une part, et de l'autre, l'obligation d'acquitter *toutes les charges*. Voici en quels termes le *ministre des cultes* pose cet argument, sous la forme d'un *dilemme*, qu'il déclare d'ailleurs emprunter au *ministre de l'intérieur* :

« Ou les communes ne sont propriétaires ni des églises, ni des presbytères, et dans ce cas ne doivent point en payer les *charges* ; ou elles payent les impositions, les *réparations*, et *par ce fait seul* doivent être regardées comme propriétaires. »

Ainsi, en dernière analyse, la conclusion sur laquelle se trouvent d'accord les trois ministres, dont les rapports ont été soumis au Conseil d'Etat, est celle-ci : « Le droit de propriété est corrélatif à l'obligation d'acquitter les charges. »

Ce principe si sage, si raisonnable qu'il a facilement rallié toutes les approbations ministérielles, n'est pas nouveau pour nous : Nous l'avons trouvé à la base de l'ancienne jurisprudence.

Il reste à rechercher si la réglementation nouvelle des droits et obligations des fabriques, se trouve conforme au principe énoncé. L'arrêté de thermidor an XI, seul en vigueur encore en l'an XIII, ne faisait peser aucune charge sur les fabriques : Les ministres dans leurs rapports, et le Conseil d'Etat dans son avis, en tiraient une conclusion naturelle. Que si une législation opposée a été substituée depuis à celle de l'an XI, n'en résulte-t-il pas invinciblement cette conséquence que la législation de l'an XIII, si tant est que nous ayons affaire à une loi, doit être tenue pour abrogée par la législation nouvelle ; et si, comme nous le pensons, l'avis du 2 pluviôse n'a qu'une valeur doctrinale, ne devra-t-on pas tirer du système auquel il conclut, l'argument à *contrario* qui se dégage du système formulé ci-dessus ?

Mais avant d'étudier le régime introduit par le décret du 30 décembre 1809 dans le droit des fabriques, il nous reste à examiner un troisième avis du Conseil d'Etat *en date du 24 prairial an XIII*.

Le ministre des finances, à la fin du rapport ci-dessus relatif à la propriété des églises rendues au culte, posait une seconde question, dont la solution devait être retardée jusqu'au 9 messidor.

« Je pense également, disait le ministre en terminant, que le Conseil doit aussi être consulté sur la question de savoir si, *d'après l'arrêté du 7 thermidor an XI, relatif à la restitution des biens des fabriques, on doit comprendre dans cette restitution les églises non employées, à la propriété desquelles quelques fabriques prétendent.* »

A vrai dire, la question n'aurait pas dû être posée, s'il est exact, ainsi que le déclarait le ministre lui-même dans son rapport, que « l'église de chaque fabrique en est la propriété essentielle. » L'arrêté de thermidor ne décidait-il pas, en effet, en termes absolus, que « *les biens des fabriques supprimées seront réunis à ceux des églises conservées et dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent.* » Mais

le système auquel on tendait, s'il pouvait faire attribuer aux communes tous les biens des fabriques, d'après le singulier raisonnement consigné au rapport, devait interdire l'attribution aux fabriques des édifices supprimés autant que de ceux conservés.

Aussi, le Conseil d'Etat, dans l'avis du 24 prairial, approuvé par l'Empereur le 9 messidor suivant, n'hésite pas à déclarer qu'en principe la nation est et doit rester propriétaire des édifices religieux dépendant des paroisses supprimées, et que, dans les cas où elle croira devoir en accorder la *concession*, c'est en faveur des communes qu'ils seront concédés. Ce dernier point ne fait pas même question pour les auteurs de l'avis.

« Le Conseil d'Etat, — sur la proposition d'*abandonner aux communes* les églises et presbytères supprimés pour en affecter le produit à la réparation des églises et presbytères conservés... ;

» Est d'avis qu'il vaut mieux se borner à des *opérations partielles* et n'accorder les *concessions* sollicitées que sur la demande des évêques et des préfets, qui en démontreraient la nécessité et constateraient que *les communes* auxquelles elles seraient accordées n'ont point d'autre moyen de pourvoir aux réparations des églises et presbytères conservés. »

Ainsi : 1^o mesures partielles ; 2^o concessions faites aux communes ; voilà les deux points fixés par l'avis des 2 prairial et 9 messidor an XIII.

Or, si nous dépassons enfin cette date de l'an XIII, où l'on semblerait vouloir nous barrer si étrangement la route, nous allons rencontrer tout d'abord le *décret du 30 mai 1806*, qui donne le plus formel démenti au système qui précède, au moins quant aux églises des paroisses supprimées. Nous allons voir dans quels termes démonstratifs est conçu cet acte, qui abroge incontestablement l'avis approuvé auquel il succède. Ce n'est point par des mesures spéciales que la nation va se trouver dépouillée ; ce ne sont point

les communes qui vont être déclarées propriétaires, mais bien les fabriques. Ici, du moins, nos adversaires se voient obligés de reconnaître que « le gouvernement est revenu à d'autres idées (1). » Nous allons voir si ce changement de système se réfère seulement à une catégorie d'églises, ou si, au contraire, il ne s'applique pas à l'ensemble des édifices religieux.

(A suivre.)

DANIEL TOUZAUD,

Professeur de Droit administratif à la Faculté libre
de Toulouse.

OPPOSITION A MARIAGE IN EXTREMIS

Dans le numéro de janvier dernier se trouvait un intéressant article de M. Béchamp sur cette question : « *Le mariage est-il un contrat ?* » Notre Code civil répond affirmativement, et, confondant les intérêts matériels, qui ne sont que la conséquence de l'union, avec le mariage lui-même, il a sécularisé le sacrement ! Certes, les formalités, édictées par les articles 75 et 165 du Code civil ne correspondent aucunement à la solennité d'un engagement de cette nature. « *Le mariage*, disait en effet Domat, *est un lien formé par la main de Dieu ;* » comment, alors, le ministre de Dieu n'est-il pas le premier à célébrer l'union de deux âmes, union qui ne se forme en réalité que devant le prêtre ? Cependant les articles 199 et 200 du Code pénal consacrent la priorité de l'acte civil. Cette législation, qui se sépare des principes de l'Eglise catholique, offre de graves inconvénients qu'il serait facile d'énumérer, je puis citer un

(1) M. Aucoc, *Revue critique*, 1878.

cas récent, démontrant les entraves que notre loi civile apporte dans cet ordre d'idées, à la liberté de conscience.

Un jeune homme de vingt-cinq ans, atteint de phthisie pulmonaire, et voyant venir la mort, songeait à régulariser une union qu'un entraînement de cœur avait seul formée. La famille opposait une cruelle résistance. Dès l'âge voulu, des actes respectueux furent donnés, mais à l'expiration du délai, le père signifiâ son opposition. Le jeune homme se mourait, son unique préoccupation était de réhabiliter le passé et d'assurer l'avenir de la jeune fille. Le cœur et la conscience lui imposaient le devoir du mariage.

Le tribunal de Périgueux fut immédiatement saisi d'une demande en mainlevée de l'opposition; le maire fut appelé dans la cause pour être présent au jugement, l'assignation concluait à l'exécution provisoire.

Le maire fit défaut et le tribunal statua ainsi : « En ce » qui touche la forme; — Attendu que la jonction du » profit du défaut au fond, prescrite par l'article 153 du » Code de procédure, n'est applicable qu'au cas où le » défaillant a un intérêt quelconque à se défendre contre » l'objet de la demande; — que ce mode de procéder ne » doit donc pas être suivi dans le cas où sur une demande » en mainlevée d'opposition à mariage, comme dans » l'espèce, l'officier de l'état civil, assigné en même temps » que l'opposant, fait défaut, rien n'empêchant en pareille » hypothèse de statuer immédiatement au fond, sans avoir » égard à la non comparution de l'officier de l'état civil; » — En ce qui touche le fond; — attendu en droit que les » oppositions à mariage sont sans valeur lorsqu'elles ne » sont pas fondées sur l'existence d'un empêchement » légal; — attendu en fait que le motif sur lequel s'appuie » celle de D... père n'est pas justifié. Que ledit D... ne » rapporte même pas le plus léger adminicule à l'appui de » ses allégations; — Que son opposition doit donc être » écartée. — Mais que l'exécution provisoire du jugement

» ne pourrait être ordonnée sans violer la loi, soit parce
» que l'article 135 du code de procédure ne met pas les
» oppositions à mariage au nombre des cas où cette exé-
» cution puisse être prononcée, soit parce que l'article 178
» du Code Napoléon accorde à l'opposant le droit de faire
» appel, et que l'exécution provisoire aurait pour résultat
» de lui ravir cette faculté ; — Par ces motifs, le tribunal,
» donnant défaut contre M. le Maire de Périgueux, faute de
» constitution d'avoué, dit n'y avoir lieu de joindre le
» profit du défaut au fond, donne mainlevée pure et simple
» de l'opposition de D... père ; — Dit que M. le Maire de
» Périgueux sera tenu de faire mention de la présente
» décision par le registre des publications de mariage en
» marge de l'inscription de ladite opposition, à quoi faire il
» pourra être contraint par toutes les voies de droit, quoi
» faisant il sera bien et valablement déchargé, comme aussi
» de procéder au mariage de D... fils, les formalités en tel
» cas requises étant remplies et observées. — Condamne
» D... père, aux dépens. »

(Prononcé le 5 avril 1878, président : M. Saintespès-Lescot.)

Par un courageux effort, le jeune D..., à l'approche du dernier moment, éloigna celle à laquelle il voulait tant donner le titre d'épouse, et, deux jours après le jugement, il mourait en chrétien, le prêtre à ses côtés, il avait sacrifié le cœur à sa conscience. Quelle amertume pour ce malheureux jeune homme de ne pouvoir à la dernière heure de son existence accomplir ses promesses !

Des faits qui précèdent se dégagent deux questions de droit : L'exécution provisoire pouvait-elle être prononcée ? — Le maire, au vu du jugement, pouvait-il marier ?

Il est certain, comme l'indique le jugement, que l'exécution provisoire ne saurait être accordée, aux termes de l'article 135 du Code de procédure ; mais de sérieuses controverses se sont élevées dans la doctrine au sujet des cas d'*urgence extrême*. On s'est demandé si les dispositions de

l'article 811 du Code de procédure étaient inapplicables en dehors des référés. Les auteurs ont repoussé en grand nombre cette extension; la jurisprudence semble, au contraire, lui être favorable (Req., 27 janvier 1858. D. P. 58, 1, 158. — Req., 2 décembre 1861. D., p. 62, 1, 463 et 465).

Cette interprétation de l'article 811 est-elle possible lorsqu'il s'agit de questions aussi délicates que celle qui nous occupe? Les exigences de la loi paraissent élever un obstacle infranchissable, le droit d'appel serait, en effet, illusoire si l'exécution provisoire permettait de procéder de suite au mariage; mais d'autre part, outre les cas d'urgence, il peut se produire des abus du droit d'opposition que les tribunaux seraient impuissants à réprimer pécuniairement (art. 179, C. civ.), lorsque ces abus émaneraient d'un ascendant. M. Demolombe examine cette hypothèse, t. 1, p. 282) et pense alors que l'exécution provisoire doit être ordonnée si des oppositions se renouvellent à la suite d'une première décision de mainlevée. D'après cet auteur, on devrait considérer l'opposition comme faite plutôt à l'exécution du jugement ou de l'arrêt, que comme opposition au mariage, et, dans ce cas, l'article 135 serait applicable.

Cette théorie est assurément le seul moyen de combler une lacune de notre législation, mais si les juges peuvent prononcer l'exécution provisoire dans une seconde instance, pourquoi ne pourraient-ils pas prévenir l'abus et prononcer, dès le premier débat, en vertu de l'article 811, lorsqu'ils sont en présence d'une opposition sans fondement et vexatoire?

Pour réserver l'utilité du droit d'appel, ils paralyseront peut-être, à tout jamais, un droit plus sacré, celui du mariage, qui repose sur le principe de liberté individuelle?

En cette matière, les dispositions de la loi sont en désaccord à plusieurs points de vue.

Le pourvoi, par exemple, n'étant pas suspensif, le mariage est célébré quand l'arrêt portant mainlevée d'oppo-

sition est devenu définitif ; de quelle utilité alors sera le pourvoi ?

Le mariage étant fait et valide, le recours en cassation échappe à l'opposant.

Il serait temps que le législateur mît en harmonie les diverses dispositions qui se heurtent et obligent la jurisprudence à recourir à des expédients ou à demeurer impuissante devant des abus criants. Ne voyons-nous pas encore cette singulière anomalie qui résulte des articles 177, 178 du Code civil, et 443, 449 et 450 du Code de procédure ; d'une part, un délai est fixé pour abréger l'instruction des demandes en mainlevée d'opposition à mariage ; d'autre part, l'obstacle ayant disparu, la mainlevée *ne peut être utilisée* qu'après les longueurs habituelles des délais de signification du jugement et d'appel.

Si ces imprévoyances du législateur sont regrettables toujours, combien devons-nous les déplorer dans des cas d'une urgence aussi extrême que celle du mariage d'un mourant ! Des questions de légitimation peuvent se rattacher à celle du mariage, et il dépendra d'un ascendant dénaturé d'empêcher, par spéculation ou *animosité*, l'accomplissement du devoir le plus rigoureux ! Un arrêt de la Cour de Paris, du 28 juin 1872 (D., p. 73. L. 55), paraît, il est vrai, décider implicitement que dans les cas d'*absolue nécessité*, en matière d'opposition à mariage, l'exécution sur minute pourrait être ordonnée.

A défaut d'exécution provisoire, ordonnée par le jugement portant mainlevée de l'opposition, le maire peut-il passer outre à la célébration du mariage ? Il ne nous semble pas douteux que le maire puisse célébrer le mariage surtout dans un cas *in extremis* et lorsqu'un jugement vient couvrir sa responsabilité, en déclarant que l'opposition n'est pas fondée. L'article 157 du Code civil exige à défaut de consentement des ascendants qu'il y ait eu des actes respectueux, mais il n'est pas question d'opposition. Si, dans le délai des actes respectueux une opposition est signifiée au maire,

on conçoit qu'il ne veuille pas se faire juge de son mérite et qu'il attende la mainlevée amiable ou judiciaire ; mais, dès que cette mainlevée est rapportée, tout obstacle est levé, et, à moins de collusion, il peut procéder au mariage sans encourir une responsabilité pénale quelconque ; sa bonne foi paraît suffisamment garantie par la décision qui lui ordonne de passer outre.

Les circonstances de cette affaire démontrent combien il serait à désirer que le législateur, reconnaissant son imprévoyance et l'empiétement commis sur les droits de l'Eglise, subordonna les effets civils du mariage à sa célébration religieuse.

Le lien indissoluble qui unit deux âmes ne se forme que par l'autorité de Dieu, c'est un *sacrement*, l'Eglise peut seule le conférer.

V^e M. DE LESTRADE,

Avocat à Périgueux.

L'OPINION.

Dieu est le premier auteur de la loi, dit Platon. C'est à lui qu'il faut remonter, comme à sa source, pour connaître l'origine du droit. Il y eut un peuple auquel Dieu donna sa loi, et ce peuple se gouverna pendant des siècles avec la législation divine expliquée par des maîtres, mais jamais modifiée par eux. C'est la révolte contre cette loi divine qui a multiplié les lois humaines. Leur nombre s'est accru en proportion de l'oubli de cette loi. Un peuple qui a perdu de vue Dieu et sa loi est un peuple qui légifère, qui fait et défait des lois. Aussi bien l'étude du droit n'est plus au fond que l'étude des révolutions de l'esprit humain, livré au caprice de ses aspirations, au dérèglement de ses désirs. Telle est l'origine du droit moderne, la volonté ou le caprice du peuple, appelé la volonté nationale. Ce n'est donc plus dans

les livres anciens que l'étudiant en droit devra apprendre la législation, mais dans l'esprit de son temps, dans la lecture des journaux qui en sont l'écho. La science du droit se confond ainsi avec la science politique.

Les lois perdent tous les jours de leur stabilité et semblent ne plus être que l'esprit du temps par écrits. Il faudrait donc renverser le titre du livre de Montesquieu, et, au lieu de dire *l'Esprit des Lois*, dire les lois de l'esprit, ou mieux les inconstances de l'esprit humain. Les principes du droit, qui sont en Dieu et dans ses commandements, tendent à disparaître, et la justice demeure abandonnée aux caprices des foules égarées par la mauvaise presse et par le sophisme, l'école publique de l'esprit public. De sorte que notre législation moderne, sortie de ses fondements, se roule aujourd'hui dans un cercle vicieux ; elle va de la souveraineté du peuple à l'Assemblée législative, et de la législative à la souveraineté du peuple, comme le Juste, de Pilate à Hérode et d'Hérode à Pilate. Car, qu'est-ce qui fait le pouvoir législatif? — C'est le suffrage universel. Et qu'est-ce qui fait le suffrage universel? — Ce sont les idées reçues ou l'opinion représentée par une majorité, réagissant sans cesse sur elle-même. C'est ainsi que le suffrage universel, ou l'opinion générale, ou simplement l'opinion, devient la source de notre droit et l'officine de notre législation. C'est ce qui nous explique ces prodigieuses variations de nos lois, qui, n'ayant d'autre base que l'opinion, doivent changer avec elle et subir ses caprices. Le peuple se réserve toujours le droit d'abolir le droit ; sa volonté, voilà la clef de ses codes, *sit pro ratione voluntas*. D'où il suit que notre nouvelle législation semble reposer sur ce fantôme qu'on appelle l'opinion. Telle est aujourd'hui la raison dernière de toute chose, le fondement de ce qu'il y a de plus sacré après la religion, de la loi, qui devait être, dans la pensée du premier Législateur, la fille légitime de la religion, d'où elle sort ; comme la pensée de l'esprit, la création du Créateur. Quand la vérité est méconnue et Dieu

abandonné, l'opinion devient la magistrature du monde et sa loi suprême.

Dans un siècle matérialiste, fils aîné de celui de Voltaire, où Dieu n'a plus de place et où la vérité est devenue trop cléricale, il fallait donner un fétiche à l'humanité et trouver un lieu de repaire à sa raison égarée. Il fallait pour cela inventer quelque chose de mystérieux, de fatidique, d'indéfini, de colossal, un Dieu Moloch : Notre siècle l'a trouvé dans l'*Opinion*. Il a proclamé l'opinion, divinité du pays et sa religion, religion de l'Etat. C'est devant cette statue, comme devant celle de Nabuchodonoser, que tout genou doit fléchir au son des divers instruments de musique que font retentir autour d'elle certains organes de la presse. Jadis on adorait la déesse *Raison*, aujourd'hui c'est l'opinion qui est sur l'autel. C'est cette monstrueuse idole sans forme et sans yeux : *Monstrum horrendum, informe, ingens, cui lumen ademptum*, devant laquelle doivent se courber tous les fronts.

Nous allons essayer de découvrir son repaire, et s'il est possible, de considérer un instant sa physionomie.

Mais avant de nous mesurer avec ce géant, faisons provision de nos armes ordinaires, de celles du bon sens.

Qu'est-ce que c'est donc qu'une opinion ? Nous pouvons la définir : Le jugement propre d'une personne ou d'une caste dans un doute réel avec le désir sincère d'adhérer à la vérité lorsqu'elle se manifesterait. C'est ce qui la distingue de l'opiniâtreté, qu'on peut définir le sentiment personnel contre l'évidence et contre la vérité. D'après cela, il est clair qu'opinion et vérité sont deux choses bien distinctes. Jamais notre langue française, pas plus que les autres, n'en a fait deux synonymes. Elles sont entre elles comme les ténèbres et la lumière, la certitude et l'incertitude. Tout le mérite que l'opinion peut avoir, c'est de mettre l'esprit sur les traces de la vérité en l'excitant à la rechercher, et puis de se retirer, de s'effacer devant elle comme l'ombre devant la lumière, le crépuscule devant

l'aurore. Si elle persiste, elle constitue dans l'individu un état anormal, une maladie, qu'on appelle, nous l'avons dit, l'opiniâtreté ou manie, voisine de la folie. Voilà une idée, quoique incomplète, de ce que nous appelons une opinion.

Mais nous serions dans l'illusion, si nous croyions avoir saisi et même touché l'opinion qui nous occupe. Si nous sortons du domaine de la logique et de la grammaire, nous aurons bien de la peine à définir l'opinion. Comme ce Protée, dont parlent les poètes, elle offre aux regards des formes et des nuances qui échappent à l'attention la plus minutieuse. Néanmoins, nous pouvons dire que l'opinion se confond avec le monde, l'océan où elle naît et renaît sans cesse. De même que Dieu s'est défini : *La vérité* ; le monde s'est défini *l'opinion*. Nous l'acceptons comme définition du monde ou de l'esprit humain en général, toujours incertain et faillible selon ce vieil adage : *Errare humanum est*. Mais, comme rien n'est plus mobile que l'esprit humain, et rien n'est plus connu que ses variations, nous pouvons nous arrêter à cette définition, et dire que l'opinion, fruit de l'esprit du monde, est : l'écume des erreurs les plus récentes fouettées par la publicité. Comme telle, elle n'a aucun droit si ce n'est à notre pitié, de la nature de celle qui faisait dire à Jésus-Christ : « *Misereor super turbam.* » Mais, si, par un étrange abus de langage, on prétend lui donner la place, les droits et le sceptre de la vérité, nous catholiques, nous changeons de sentiment à son égard, et nous nous mettons sur la défensive et nous luttons contre elle malgré cet insolent défi : On ne lutte pas contre l'opinion. Nous sommes les fils de celui qui a vaincu le monde et les enfants de cette Eglise qui a, depuis dix-huit siècles, enterré bien des erreurs et des opinions.

Bossuet a fait l'histoire des variations de la Réforme prétendue, mais où trouver un historien pour dire les variations de l'opinion ? Il y a les opinions politiques, lesquelles on le sait, ont plus d'un degré dans certains partis. Il y a encore l'opinion de caste ou de classe, qui se confond bien sou-

vent avec l'opinion politique, parce que c'est ordinairement la classe régnante ou dirigeante qui s'arroge le droit de *faire* l'opinion. *Dix-huit cent trente* a frappé l'opinion à son effigie, et l'empreinte ne s'est pas encore effacée. Les hommes de ce temps, qui sont encore, pour le moment, ceux d'aujourd'hui, veulent bien se donner la peine de faire l'opinion ou du moins d'en garder le timbre dans le titre modeste de *conservateurs libéraux*. Mais déjà d'autres aspirent à l'honneur de lui donner le jour, on le comprend au bruit qu'ils font.

Quelquefois l'opinion cache son origine, comme certains fleuves, pour paraître plus majestueuse et plus *vénérable*. Elle sort pour l'ordinaire toute faite des loges maçonniques et apparaît comme la foudre qui brille de l'*orient* à l'*occident*, sans qu'on sache de quel organe elle s'est servie. Elle s'annonce ordinairement par ces mots : *on dit que*, qui sont la préface d'une série de mensonges et de calomnies contre la vérité.

Il y a des opinions qui croissent lentement et se forment peu à peu, comme ces nuages qui s'élèvent à l'opposite du soleil et qui finissent par le voiler un instant. Celles-ci sont plus tenaces ; elles constituent ce que nous appelons les préjugés.

Mais il y a telle opinion qui sort tout armée du cerveau d'un Jupiter. Elle n'aura pas tant de vie que celle-ci, mais elle aura souvent autant de force. Quoi qu'il en soit, c'est ce petit Dieu aveugle et boiteux, qui porte le sceptre dans un pays et qui impose l'obéissance ou inflige l'humiliation. Car rien n'est impérieux comme l'opinion : elle ne subsiste que par la domination ; pour elle, cesser de régner, c'est cesser de vivre.

Fille de l'orgueil et du mensonge, son règne doit être nécessairement tyrannique et trompeur. Comme elle n'a qu'un temps très-court à tenir le sceptre, attendu que les opinions se succèdent rapidement, elle s'impose au premier abord. Elle ne supporte pas la discussion ; elle déteste le

régime parlementaire. On n'a qu'à s'incliner quand on entend prononcer son nom. Et celui qui le prononce doit prendre un air inspiré comme la sibylle sur son trépied : *Deus, ecce deus*, le dieu, voici le dieu du monde.

Est-ce l'homme, est-ce l'oracle qui parle ? Nous n'en savons rien, mais tous l'écoutent avec un profond respect et un religieux silence. L'opinion est le souverain juge du monde : elle juge en dernier ressort tout ce qui est porté à son tribunal, même la vérité. Car tel est le renversement des idées et des jugements. On ne juge pas l'opinion avec le flambeau de la vérité et de l'évidence, mais on juge et l'on condamne la vérité et l'évidence avec le seul verdict de l'opinion. Tout est dit quand l'opinion s'est prononcée. Les faits et les miracles, qui sont des faits, sont portés devant l'opinion. Jésus-Christ avait rempli la Judée de prodiges, et l'opinion judaïque, qui voulait que le Messie fût un conquérant, un guerrier, est restée contre l'évidence des prodiges de Jésus-Christ. D'après cela, nous le demandons aux sectateurs et aux prosélytes de l'opinion, à ses prêtres, puisqu'on lui a voué un culte, y a-t-il rien de plus tyrannique que l'opinion ? Ils se plaignent de ce que la foi catholique humilie, éteint même la raison, et nous voyons que l'opinion, comme telle, demande le sacrifice complet de la raison. Ils n'entendent, en effet, ni raison, ni raisonnement. L'opinion, disent-ils, ne se discute pas ; elle s'impose. Tandis que la foi sympathise très-bien avec la raison qu'elle requiert pour l'élever : *Rationabile sit obsequium vestrum* (saint Paul), rien n'égale l'assurance des amis de l'opinion. Ils sont très-forts quand ils peuvent dire : nous avons l'opinion, ou l'opinion est pour nous. Et ils semblent respirer à l'aise sous les plis de son large manteau.

Nous sommes obligés, avec eux, de revenir à notre principe posé et de leur dire une fois pour toutes : Mais l'opinion n'est pas la vérité. Si vous voulez vous ranger sous sa loi, changez du moins son nom trop modeste ; appelez- l'infaillibilité ou la vérité, alors elle aura des droits

à notre foi. Mais ils nous répondent que la chose est impossible : son nom, quoique mal sonnant dans la langue française, vu l'obscurité et la pauvreté de sa signification, fait néanmoins tout son prestige. Ne faites pas d'analyse : ils n'ont qu'une réponse à faire à vos arguties : l'opinion c'est l'opinion, et voilà tout. Il importe peu de savoir ce qu'elle est, ce qu'elle vaut, d'où elle vient et où elle tend ; ce qui est très-important, c'est de savoir où elle est : *hoc opus, hic labor*. Et nous devons le dire, la recherche de l'opinion est beaucoup plus laborieuse que celle de la vérité. Car, tandis que pour la vérité il suffit d'ordinaire d'un esprit libre et droit, il faut pour découvrir l'opinion l'esprit de parti ou le renoncement à son esprit. Car telles sont les exigences et les susceptibilités de l'opinion, que, pour sympathiser avec elle et gagner ses faveurs, il faut abdiquer son propre sens et lui prêter une oreille attentive. Il faut voir avec ses yeux, entendre avec ses oreilles et juger avec son jugement, ou plutôt se conformer entièrement à ses arrêts. De même qu'il n'est pas permis aux femmes du grand ton de se soustraire aux exigences de la mode, ainsi est-il défendu aux beaux-esprits, ou du moins à ceux qui se disent de leur temps, de penser autrement que l'opinion, qui est la mode de la pensée ou la pensée à la mode. Mais, nous l'avons dit, c'est avec peine et avec une vigilance incessante qu'on arrive à se mettre au *courant* de l'opinion, l'aiguille aimantée de tous ceux qui veulent s'embarquer dans le monde et y faire leur chemin.

L'histoire nous apprend que Guillaume-le-Conquérant, étant sur le point de faire une descente en Angleterre, regardait tous les matins la girouette du clocher de Saint-Valéry, afin de s'assurer si le vent lui était favorable. Celui qui doit s'embarquer dans le monde et y faire la conquête d'une place, doit également, comme Guillaume, consulter tous les matins la girouette de l'opinion, son journal. Non-seulement il doit la consulter, mais ne jamais la perdre de vue ; car le vent peut changer, et il se rencontre parfois des

courants sous-marins qui surprennent les imprudents et font qu'un très-petit nombre arrive au port : *apparent rari nautes in gurgite vasto*. Qui comptera toutes les victimes de l'opinion ? Ceux qui la suivent aujourd'hui seront les naufragés de demain comme ceux de la veille. Elle ne flatte davantage que pour perdre plus sûrement ; car il lui est impossible d'avoir toujours les mêmes favoris. Après avoir infligé toutes sortes de bassesses et d'humiliations à ses adhérents, elle les brise sur ses rivages, d'où l'on ne se relève presque jamais, sauf devant sa conscience et devant Dieu.

Heureux encore si l'opinion ne comptait d'autres victimes que celles de l'ambition ; mais elle fait subir des naufrages à la raison et à la foi catholique. Car, en même temps qu'elle exige le sacrifice de la raison et souvent du sens commun, elle demande à ses adeptes une sorte d'apostasie pratique, ou leur interdit toute manifestation de leur foi, si la foi, comme il arrive presque toujours, n'est pas dans le courant de l'opinion, parce qu'elle n'est pas de ce monde. Qui ressemble mieux à un athée que celui qui se laisse entraîner au courant de l'opinion ? Il ne doit pas avoir de convictions personnelles : d'autres pensent pour lui, écrivent ce qu'il doit penser et dire. Hasarder un autre jugement que celui de l'opinion, ce serait éveiller ses susceptibilités. Elle ne permet pas qu'on entende d'autres leçons que les siennes : un regard de convoitise ou une simple curiosité serait un prisme à ses yeux. Et l'imprudent qui serait pris en flagrant délit de lecture d'un livre, d'une revue ou d'un journal, qui ne seraient pas les siens, entendrait son sifflet ou essuierait sa colère. Que la vérité soit la vérité tant qu'elle voudra ; l'opinion, c'est l'opinion. Et si jamais la vérité veut avoir ses sympathies ou un sourire de bonne grâce de sa part, il faut qu'elle se range sous son drapeau et courbe la tête modestement voilée. Du reste, elle ne dit pas qu'elle ne fera pas société avec elle,

mais il faut pour cela que la vérité entre dans l'opinion, ou que *la vérité devienne l'opinion*.

Il est donc vrai que l'opinion tue tout où elle domine, et qu'elle veut régner sur les ruines de notre vieux bon sens français et de la religion elle-même qu'elle n'épargne pas plus que le reste.

N'avons-nous pas entendu dire que l'Eglise avait assez vécu et que l'opinion avait fait justice de sa doctrine ? — L'opinion moderne, en effet, trouve que la religion catholique a fait son temps, parce qu'elle croit que son chef n'est point le fils de la volonté divine, mais de la volonté humaine, d'une opinion surannée et morte. Moins heureux qu'Attila, le fléau de la société moderne, l'opinion ou la *franc-maçonnerie*, sa nourrice, ne voit pas l'ange qui tient l'épée aux flancs du Pontife, et il espère le tuer et l'ensevelir dans le linceul du ridicule. Mais d'où vient qu'elle fasse tant de fracas autour de lui ? Est-il nécessaire de proférer tant de menaces et de soulever tant d'indignation contre un vieillard dépouillé de tout ? Pourquoi tant de bruit ? Si son gouvernement est un gouvernement humain, il doit tomber au seul souffle de votre colère ; et vous n'avez nul besoin de tout cet appareil d'armes et de batteries qui vont attirer sur vous le ridicule du héros de Cervantès ? Mais si vous craignez autre chose, c'est-à-dire Dieu, il vous vaincra. Au reste, il est habitué à la victoire : N'est-il pas le successeur de ce Léon, qui repoussa Attila, traînant à sa suite les hordes des barbares ? Oui, l'Eglise a vaincu l'opinion, et ses victoires antérieures nous garantissent ses succès futurs.

Qu'on ne dise donc plus qu'on ne résiste pas à l'opinion. Si cet étrange langage signifie que l'opinion est trop faible pour tenir contre la vérité, et que, par conséquent, toute résistance est superflue, cela peut s'entendre. Mais s'il signifie qu'on se brisera contre l'opinion, ce n'est plus qu'une plaisanterie dont il importe de faire justice ?

Quelles sont donc les armes de l'opinion ?

Elle a pour armes *son nom, le bruit et le silence*. Mais son nom, nous l'avons dit, la sert mal, ou plutôt il la trahit.

Elle réussit mieux avec le bruit. Comme elle ne peut entendre la vérité ni voir la vertu, elle fait beaucoup de tapage pour s'étourdir et étourdir les passants, en détournant à son profit leurs regards et leur attention. Elle a pour cet office les cent voix de la presse, et, au besoin, les chanteurs nocturnes et les buveurs. Tout lui sert, tout lui est bon, pourvu qu'on fasse du bruit. Vous entendez parler un matin de tel événement, de tel personnage nouveau venu sur la scène politique : C'est l'opinion qui passe ; laissez-la passer. Mais, dites-vous, elle est si forte qu'elle fait trembler les bons et que la poussière de son chemin obscurcit la vérité ? Ne craignez rien, l'opinion passera, et la vérité restera debout, pareille à cette statue de l'Egypte, dont parlent les historiens, elle demeure immobile dans sa majesté, malgré la poussière des siècles. Le vent du désert, le sable soulevé, les nuages amoncelés semblent l'envelopper et l'ensevelir à jamais ; elle paraît un instant comme indécise et flottante au milieu des tourbillons et de la tempête ; mais le soleil brille à l'horizon, et bientôt de tout ce fracas et de tous ces épais brouillards il ne reste plus que quelques gouttes de rosée, qui la rendent plus éclatante à ses premiers rayons.

Mais, quelle est cette nouvelle tactique ou métamorphose ? On parle des bienfaits de la religion, de l'action d'éclat d'un simple catholique. L'opinion se tait. Elle pense que son silence étouffera la vérité. Le bien et la vérité semblent ne rencontrer que des sourds et muets. Jésus-Christ, sortant de son village, sans lettres ni étude, se fit remarquer publiquement par sa science au milieu des docteurs. Mais l'opinion du temps voulait qu'il ne sortît rien de bon de Nazareth, et, de par l'opinion, on fit silence, et Jésus reprit le chemin de son village. Mais, quand le temps fut venu, son heure, comme il disait, il parla par des miracles plus éclatants encore, parce qu'ils étaient accomplis devant la foule, qui,

elle, ne savait se taire et criait sur les places : « *Il a bien fait toutes choses ; il a fait entendre les sourds et parler les muets.* »

L'opinion judaïque s'est trompée et a voulu tromper sur Jésus, âgé de trente ans, qu'elle croyait le Fils de Joseph : *Et putabatur Filius Joseph.*

L'opinion du XIX^e siècle, qui consiste à croire que Jésus-Christ, âgé de mil huit cent soixante-dix-huit ans est le Fils de la volonté humaine, se trompe également. L'opinion ne dure qu'un temps, — c'est dans sa nature ; — mais la vérité dure éternellement, parce qu'elle est de la nature de Dieu.

Oui, quelque soit le bruit, le fracas de l'opinion, la vérité fera entendre sa voix, quelque fois plaintive, et l'opinion indignée n'aura plus, comme l'âme des héros de Virgile, qu'à se cacher dans l'ombre : *Fugit indignata sub umbras.* Les ténèbres sont le lieu de l'habitation de l'opinion. C'est des ténèbres des *Sociétés secrètes, des Loges maçonniques* qu'elle sort ; c'est là qu'elle doit rentrer comme dans sa demeure. Mais la vérité, qui est lumière, habite et vit au grand jour en pleine lumière. Voilà pourquoi l'athlète de la foi, Paul, foudroyé par la clarté de l'Evangile, dit que les défenseurs de la vérité doivent s'armer de lumière, *induamur arma lucis*, pour combattre l'erreur et le mensonge, qui sont les ténèbres de l'esprit.

Donc le devoir de tout catholique, que l'opinion ennemie crie ou se taise, c'est de crier plus fort qu'elle, comme les premiers disciples : *Il a bien fait toutes choses : Il a fait entendre les sourds et parler les muets.* Sans doute Dieu, qui est la vérité que nous défendons, n'a pas besoin de notre secours pour triompher, mais nous avons besoin de lui pour triompher nous-mêmes et mériter les honneurs réservés à la victoire de la vérité sur l'opinion, de l'Esprit de Dieu sur l'esprit du monde.

P. COUSSEYROUX.

Avocat à la Cour d'Appel de Limoges.

NOTE SUR L'ARTICLE 199 DU CODE PÉNAL.

MARIAGE RELIGIEUX *IN EXTREMIS*.

Cet article dispose : Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage sans qu'il ait été justifié de l'acte civil de mariage, sera puni de 16 à 100 fr. d'amende.

L'article 200 punit la première récidive de deux à cinq ans de prison, et la seconde de la peine de la détention.

On a proposé la question de savoir si des peines aussi sévères sont encourues par le prêtre, qui fait un mariage *in extremis*, c'est-à-dire, lorsqu'un des époux est en danger de mort imminente.

Prise absolument, la loi irait jusque là, et ce serait mettre le prêtre dans l'impossibilité de s'y conformer, malgré tout son désir, attendu qu'il ne saurait refuser un sacrement de l'Eglise, autrement que pour des motifs purement religieux, en tant, du moins, qu'en fait, les prescriptions de la loi civile y opposeraient un obstacle insurmontable. — La loi alors deviendrait persécutrice, et, spécialement en France, elle se trouverait en opposition formelle avec l'article 1^{er} du Concordat, selon lequel « la religion catholique, apostolique, romaine sera librement exercée en France... » ce qui est dire évidemment : la religion catholique, avec ses lois constitutives et règles fondamentales.

L'article 199 aurait dû, dès lors, prévoir et spécifier les exceptions que motiveraient des circonstances particulières. Le législateur a vu des inconvénients à le faire, mais s'il s'en est abstenu, c'est qu'il trouvait dans la loi organique du Concordat le moyen de se rendre juge lui-même des cas où il y aurait lieu d'appliquer l'article 199 ou de ne l'appliquer pas. Ce moyen se rencontre dans les articles organiques 6 et suivants, d'après lesquels, article 6 : il y a recours au Conseil d'Etat en cas d'abus des personnes ecclésiasti-

ques ; et sont cas d'abus l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements, l'infraction des règles consacrées par les Canons reçus en France, etc.

La célébration d'un mariage religieux sans le préalable justifié du mariage devant l'officier de l'état civil, étant une contravention aux lois et règlements, il s'en suivait donc que c'était par cela même un cas d'abus ; et comme, d'autre part, le Conseil d'Etat était seul compétent en cas d'abus, le gouvernement conservait toute latitude pour décider s'il était juste ou opportun de laisser l'article 199 avoir son effet.

C'était là assurément une modération dans les suites désastreuses que pouvait avoir la loi civile, au point de vue religieux, loi contre laquelle l'Eglise n'a cessé de protester, ainsi qu'à l'égard de bien d'autres dispositions du Code ; mais qu'il lui a fallu subir sous tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1789. Quoiqu'il en soit, défense au ministère public de poursuivre *de plano* le fait incriminé, telle est la jurisprudence actuelle.

Un prêtre de Perpignan avait été traduit devant le tribunal correctionnel pour avoir procédé à la cérémonie religieuse de plusieurs mariages, sans qu'il lui eût été justifié d'un acte de mariage civil préalable. Le prévenu soutint que c'était là l'un des cas d'abus qui ne pouvaient être déferés qu'au Conseil d'Etat, d'après l'article 6 de la loi organique du Concordat du 18 germinal an x. Ce système fut accueilli par le tribunal de Perpignan, et ensuite par celui de Carcassonne qui se déclarèrent incompétents.

Le pourvoi en cassation par le ministère public fut rejeté par un arrêt du 29 décembre 1842, où la Cour considère :
« que les faits qui ont motivé la poursuite sont relatifs à
» l'exercice du ministère ecclésiastique du prévenu ; que
» dès lors la contravention aux dispositions de l'article 199
» du Code pénal rentrait dans les cas prévus par les articles
» 6, 7 et 8 combinés de la loi du 18 germinal an x, d'où il
» suit que le jugement attaqué s'est conformé à ces articles
» et n'a violé aucune loi.

Le Conseil d'Etat avait déjà rendu un arrêt dans ce sens. le 25 septembre 1830 — et Cormenin, *Droit administratif*, dit : « Le Conseil d'Etat renvoie le contre-venant devant les » tribunaux, à moins qu'il ne soit de bonne foi (1) ».

Le 13 décembre 1858 la Cour de Montpellier considère, entre autres motifs : « que le législateur a dû vouloir exercer un contrôle salubre sur l'opportunité des poursuites, dans une matière aussi délicate que celle qui touche au ministère des cultes (2) ».

La loi organique dans son article 54 portait, comme l'article 199 du Code pénal, que les curés ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront avoir contracté devant l'officier civil. Mais il n'y avait d'autre sanction à cette prescription que celle de l'article 6, la voie de l'abus. Lorsque le Code pénal fut délibéré, et puis promulgué en mars 1810, c'était au fort de la lutte de Bonaparte contre l'Eglise ; il en avait saisi le Conseil d'Etat au mois de mars 1809 ; en juin suivant avait paru la bulle qui l'excommuniait ; le 6 juillet il faisait enlever le Pape et le tenait enfermé à Savone. De là, les dispositions si sévères qui trouveront place dans le Code pénal contre les ecclésiastiques. Voir ses articles 199 à 208.

Mais tout cela n'a point abrogé l'article 6 de germinal an x, et ôté au fait à punir par l'article 199, son caractère d'abus ; d'où il est résulté qu'il a fallu continuer d'appliquer à cette sorte de contravention les règles propres à l'abus. — On a vu que c'est ce que la jurisprudence a consacré.

Ainsi il n'est pas douteux que la poursuite doit être précédée d'une autorisation du Conseil d'Etat, et on doit aussi penser qu'il ne la donnera pas ni lorsque le cas présentera

(1) V. App. com. d'abus., n° XIII. — Autre arrêt du Conseil, le 27 août 1839.

(2) *Id.*, Orléans, 20 juillet 1857. — Fait d'un ministre protestant qui tient des réunions non autorisées. Art. 291, Code p.

réellement les caractères d'un mariage *in extremis*, ni quand il apparaîtra que le prêtre a été de bonne foi.

Dans des cas autres que celui de l'article 199, par exemple, quand il s'agit de délits contre des particuliers, — de censure en chaire contre les actes du gouvernement, il s'est élevé une controverse extrêmement vague et confuse parmi les auteurs et dans la jurisprudence. Les uns veulent que l'autorisation soit nécessaire, indispensable dans tous les cas ; selon d'autres, les parquets peuvent toujours s'en passer. Il en est, enfin, qui s'égarent dans des distinctions selon les circonstances de chaque espèce.

Ce qu'il paraît y avoir de plus rationnel et juridique a été dit par MM. Dutruc et Morin : Si, en principe, la poursuite des crimes et délits commis par les ecclésiastiques n'est pas subordonnée à l'appréciation préalable du Conseil d'Etat, il cesse d'en être ainsi lorsque ces crimes ou délits sont liés à quelque acte des fonctions des ecclésiastiques, et sont de nature à ne pouvoir être commis que par ceux-ci.

« Dans ce cas seulement, en effet, il peut être difficile de distinguer le crime ou délit du simple abus, et il est nécessaire, dès lors, de soumettre le fait à l'appréciation du Conseil d'Etat. Comprise ainsi, la loi du 18 germinal an x protège tout à la fois soit l'ordre public et l'intérêt particulier, que peuvent léser les actes des ministres des cultes, soit ces ministres eux-mêmes, sans gêner d'une manière fâcheuse le libre mouvement de l'action publique (1) ».

« C'est également l'avis de M. Dufour : Lorsqu'un fait qui est abus, selon l'article 8 de germinal, est aussi atteint par les lois pénales, il ne peut être déféré à la juridiction du droit commun, avant qu'il y ait recours au Conseil d'Etat et renvoi prononcé par ce Conseil à l'autorité compétente (2) ».

(1) Dutruc, *Journ. du minist pub.*, 1.^{re} p. 110. — Morin, *Journ. du droit criminel*, xxxiii, p. 197.

(2) *Traité du droit administratif*, vol. v, où sont cités plusieurs arrêts.

La doctrine qui vient d'être rappelée s'applique aussi au fait de procéder à une inhumation sans l'autorisation préalable de l'officier de l'état civil. Ce cas était reproché au curé de Perpignan en même temps que celui du mariage, et la décision de la Cour de cassation, du 29 décembre 1842, est la même sur les deux hypothèses.

T. AUZIAS,

Avocat à la Cour d'appel de Grenoble.

BIBLIOGRAPHIE.

HISTOIRE DE LA CHARITÉ A ROME, par Léon Lallemand.

M. Léon Lallemand vient de publier, à la librairie Poussielgue, un ouvrage qui a sa place marquée dans toutes les bibliothèques catholiques.

Son *Histoire de la Charité à Rome* contient un exposé saisissant de l'œuvre bienfaisante de la Papauté. Elle fait connaître dans tous leurs détails, avec une scrupuleuse exactitude, les œuvres en faveur des pauvres, en faveur des malades, en faveur des prisonniers, en faveur de l'enfance et de la jeunesse. De là, la division de l'ouvrage en quatre parties.

Avant d'aborder son sujet sous toutes les faces, M. Léon Lallemand a voulu en résumer l'esprit dans une excellente introduction.

Il a montré la ressemblance, presque l'identité, des institutions charitables dans l'ancienne France et dans les Etats romains. « Il n'y a là, dit-il, rien de surprenant, puisque ces établissements français ou romains sont fils d'une même mère, l'Eglise. »

La ressemblance ne s'arrête pas là. En Italie et en France, la spoliation a procédé de la même manière, se couvrant des mêmes prétextes, accumulant les mêmes ruines, laissant derrière elle les mêmes résultats désastreux.

On a cherché d'abord à distinguer la confiscation des biens du clergé de celle des œuvres pies. « Les biens du clergé, disait M. Rattazzi, représentant les intérêts d'une caste déterminée, étrangère aux vrais intérêts de la nation, tandis que ceux des œuvres pies sont une nécessité sociale, » et un conseiller municipal romain,

M. Quérini, ajoutait qu'il souscrirait à la spoliation des biens des institutions charitables « lorsqu'on aura trouvé le moyen de constituer la société sans pauvres, de même qu'on peut la constituer sans moines et sans religieuses. »

Vaine distinction que la logique révolutionnaire ne devait pas tarder à effacer. La situation actuelle des œuvres pies en Italie est nettement définie par M. Léon Lallemand :

« Il a été facile d'accabler les institutions charitables de taxes ruineuses, de remplacer les anciennes administrations par des directeurs nouveaux, souvent incapables; d'écarter autant que possible le clergé de la gestion des intérêts de la charité; d'expulser violemment ou bien de soumettre à mille vexations et à des taquineries incessantes les membres des ordres religieux voués au soin des malades; et après, il fallait reconstruire, il fallait réparer ces ruines : alors on a créé des commissions, on a essayé des systèmes, on a centralisé aujourd'hui pour décentraliser demain. Et cependant les ruines s'accumulent, la pauvreté grandit, les institutions séculaires menacent de s'écrouler et de disparaître; et le gouffre béant du trésor public, en déficit, après avoir déjà englouti les taxes prélevées sur la part des pauvres, grandit lui aussi; il faut lui jeter le produit d'autres spoliations. Alors on s'est dit bien bas à l'oreille que les œuvres charitables étaient fort riches, qu'il y avait là des millions accumulés. Cette idée a été d'abord repoussée, mais les besoins s'accroissent, le déficit grandit toujours, la pensée de ces millions qui sont là sans défense prend chaque jour une force nouvelle; elle obsède l'esprit de gouvernants réduits aux expédients pour soutenir l'unité italienne... »

Quelles étaient donc les institutions poursuivies avec tant de haine, dépouillées avec tant de rapacité? Pour les faire connaître, il faudrait citer, l'un après l'autre, tous les chapitres de l'*Histoire de la Charité à Rome*.

Au milieu des récits touchants qu'elle renferme, arrêtons-nous à une œuvre qui a eu en France des imitateurs, et à qui des essais récents ont donné de la notoriété : le patronage des prisonniers.

« *Mementote vincitorum*, dit l'Apôtre, *tanquam simul victi*. »

— « Guidés par un sentiment de miséricorde, avaient dit, en 549, les Pères du cinquième Concile d'Orléans, il nous a paru juste d'établir que tous ceux qui sont maintenus en prison, pour quelque cause que ce soit, seraient visités chaque dimanche, comme les autres in-

digents, par l'archidiacre ou par le prévôt de l'église, et qu'afin de soulager miséricordieusement les besoins des prisonniers, selon le précepte divin, une personne active et dévouée serait désignée par l'Evêque pour prendre soin d'eux, la nourriture nécessaire devant leur être fournie par l'église elle-même. »

M. Léon Lallemant nous fait assister à la fondation et au développement de trois œuvres principales établies à Rome, dans ce but, par les Souverains-Pontifes :

1° La confrérie de Saint-Jean-Décapité, assistant dans leurs derniers moments et ensevelissant les condamnés à mort;

2° L'archiconfrérie de Saint-Jérôme-de-la-Charité, procurant aux détenus des aliments, les soignant durant leurs maladies, les visitant fréquemment, et, dans certains cas, les faisant remettre en liberté en payant leurs dettes. Cette archiconfrérie tenait, de son fondateur, Clément VII, le droit de délivrer chaque année un condamné à mort. Pie IV lui avait attribué toutes les amendes, au-dessous de dix écus, prononcées par les tribunaux dans les affaires criminelles;

3° Enfin, l'archiconfrérie de la *Pitié-des-Prisonniers*, fondée par le sieur Jean Tallier, jésuite. Sixte-Quint lui avait également concédé le droit de délivrer chaque année un condamné, quelque crime qu'il eût commis, à l'exception des crimes de lèse-majesté, d'assassinat, d'empoisonnement et de falsification de pièces émanant de l'autorité apostolique.

Non-seulement cette archiconfrérie s'occupait des affaires des prisonniers, apaisant leurs créanciers et leur facilitant les moyens de se libérer; mais, à Noël et à Pâques, elle dotait vingt jeunes filles avec le produit d'une rente annuelle qui lui avait été accordée par Sixte-Quint.

« Nous sommes souvent dévorés de la fureur d'imprimer, écrit fort justement, à ce sujet, M. Léon Lallemant. Les plus petites œuvres ont leur compte rendu... A Rome, rien de pareil. Le bien se fait sans bruit, sans publications; on agit et l'on écrit peu. »

La misère secourue, les malades soignés, l'enfance recueillie, l'instruction primaire donnée gratuitement, les prisonniers assistés, tel est l'incomparable tableau tracé par l'auteur de l'*Histoire de la Charité à Rome*. « Tel est le magnifique édifice de la charité romaine dont les puissantes assises ont été jetées dans les Catacombes par la

main des Apôtres, et auquel chaque âge est venu apporter une nouvelle grandeur et une nouvelle parure. »

Et M. Léon Lallemand ajoute en terminant :

« Si, dans ce travail, j'ai pu faire toucher du doigt à mes lecteurs la fausseté des attaques et des calomnies dirigées chaque jour contre la Papauté, mes humbles efforts auront reçu la meilleure récompense. »

Cette récompense, — la plus belle sans contredit que puisse obtenir un catholique, — est certainement méritée par l'écrivain à qui nous devons ce volume inspiré par la science et par la foi. C'est mieux qu'une œuvre intéressante, mieux qu'un service rendu à la plus noble des causes, c'est un acte de courage et une bonne action.

R. de C.

LES DROITS DE DIEU ET LES IDÉES MODERNES, par M. l'abbé François CHESNEL, vicaire général de Quimper. — 2 vol. in-8° (1875-1877), chez Oudin frères, à Paris et à Poitiers.

Depuis dix-huit siècles se poursuit sous des formes variées et à travers des vicissitudes diverses une lutte inégale entre l'erreur mobile, changeante, éphémère, et la vérité catholique, immuable, étrangère aux infirmités de l'âge, sans cesse rajeunie par la contradiction, plus libre et plus éloquente dans la proportion même des efforts tentés pour l'asservir et lui imposer silence. Par la voix infailible de son chef, l'Eglise a constamment opposé à chaque hérésie nouvelle un démenti nouveau, et son premier souci étant de mettre la vérité en harmonie avec la nécessité des temps, c'est aux siècles les plus féconds en erreurs qu'elle a prodigué avec le plus de libéralité la lumière de ses enseignements et la clarté de ses définitions dogmatiques.

Appelés à vivre au milieu de la plus étrange confusion des hommes et des choses, des institutions et des idées, nous appartenons à une de ces époques privilégiées où l'audace du mensonge provoque une affirmation plus explicite de la vérité. Notre siècle, recueillant l'héritage profane de son devancier, a continué comme lui à opposer aux droits de Dieu les droits de l'homme, et la génération qui nous précède a vu le libéralisme, doctrine doublement

dangereuse par le prestige et par l'équivoque de son nom, exalter l'indépendance humaine jusqu'à proclamer l'incompétence de Dieu dans l'ordre social, économique et politique. Sans doute il est des libéraux timides et inconséquents, qui, tout en contestant à l'Eglise le droit d'intervenir dans le gouvernement des sociétés, consentent néanmoins à laisser sous l'autorité divine l'individu, la famille et les relations de la vie domestique. Mais le plus grand nombre, déduisant du principe toutes ses conséquences avec une logique qui les honore en même temps qu'elle les condamne, poursuivent dans leurs rêves l'émancipation complète et absolue de l'humanité, entraînant la subordination de l'ordre surnaturel à l'ordre naturel, l'assujettissement de l'Eglise à l'Etat.

De nos jours donc, c'est plus spécialement sur les frontières respectives du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel, c'est sur les points limitrophes par lesquels ces deux puissances se confinent et se pénètrent mutuellement que les adversaires du catholicisme ont concentré l'énergie de leurs attaques : c'est là aussi que l'Eglise a porté la défense. Le *Syllabus*, l'Encyclique et le Concile du Vatican ont défini les rapports légitimes de l'Eglise et de l'Etat avec une clarté, une précision et une fermeté qui ne laissent place à aucun compromis, à aucune transaction entre l'erreur libérale et l'orthodoxie catholique. Aussi peut-on dire que ce qui nous manque à l'heure présente, c'est bien moins la possession de la lumière, que la capacité et la bonne volonté d'en user pour éclairer notre ignorance et dissiper nos préjugés.

N'est-ce pas, en effet, une des antinomies de l'époque actuelle de voir l'affaiblissement et la décadence des études philosophiques, religieuses et théologiques, marcher du même pas que le progrès et le développement des connaissances techniques, industrielles et scientifiques ; en sorte que, l'esprit gonflé d'une science toute humaine et toute matérielle, nous demeurons incertains, timides, hésitants et désarmés en face des objections captieuses de la sophistique contemporaine. Si funeste et si regrettable que soit cette ignorance en matière religieuse, il faut l'avouer, cependant, elle est dans une certaine mesure excusable et je dirais presque involontaire : car tandis que foisonnent et surabondent les traités dydactiques propres à répandre et à vulgariser la science, rien au contraire n'est plus rare qu'un livre, où les premiers éléments du droit canon, où les notions théologiques les plus usuelles, les plus nécessaires à

l'intelligence des choses de ce monde, soient exposés sous une forme accessible à tout, dégagée des entraves de l'érudition, et où la simplicité du langage s'allie à la solidité d'une doctrine éprouvée.

C'est parce qu'il remplit au plus haut degré cette double condition, que l'ouvrage de M. l'abbé Chesnel nous semble répondre véritablement à une des nécessités de notre temps, et mériter à ce titre d'être signalé à l'attention des lecteurs de la *Revue*.

Prématurément enlevé à l'Eglise et à la défense de la bonne cause, l'auteur n'a pu terminer son œuvre, et des trois volumes (1) qui devaient composer l'ensemble de l'ouvrage, les deux premiers seulement ont été livrés à la publicité. L'un et l'autre renferment la réfutation des erreurs qui, sous la dénomination commune d'*idées modernes*, ont été accréditées et propagées de nos jours par l'école libérale.

Au libéralisme absolu, qui aboutit fatalement soit au panthéisme, soit à l'athéisme, est opposée tout d'abord l'affirmation des *Droits de Dieu*, créateur du monde et rédempteur de l'humanité déchue, exerçant à ce double titre une souveraineté absolue sur chaque individu en particulier aussi bien que sur la société en général.

Au libéralisme incomplet et modéré, qui ne s'attaque pas ouvertement à Dieu lui-même, mais qui conteste la souveraineté de son Eglise, à ce libéralisme mitigé, qui accepte l'intervention de l'autorité ecclésiastique dans la vie privée, mais voudrait la proscrire de la vie publique, à ce libéralisme soi-disant catholique qui a résumé ses tendances et ses illusions dans la formule célèbre de « l'Eglise libre dans l'Etat libre, » l'auteur répond, en examinant tour à tour l'origine, la mission et les devoirs de l'Etat, la constitution, les pouvoirs et les droits de l'Eglise. D'une connaissance approfondie de la nature et des caractères spécifiques de ces deux souverainetés, qui dans l'ordre temporel et spirituel se partagent l'empire du monde, dépendront en effet l'appréciation exacte des relations qui les unissent, la détermination judicieuse des attributions qui sont leur privilège, la délimitation équitable du domaine soumis à leurs

(1) Dans le tome III, l'auteur se proposait, en retraçant le tableau des luttes engagées dans le cours des temps pour ou contre les droits de Dieu, d'éclairer par un commentaire historique les questions doctrinales exposées dogmatiquement dans les tomes I et II,

juridictions respectives. Tout sera ténèbre, désordre et contradiction, ou bien au contraire tout paraîtra clair, intelligible et normal, selon la réponse faite aux questions suivantes :

La société a-t-elle cette origine contingente et contractuelle que lui ont supposée les philosophes du XVIII^e siècle ? A-t-elle au contraire pour auteur Celui qui a créé l'homme essentiellement sociable dans ses instincts, ses aptitudes et ses facultés ? A-t-elle en elle-même son but et sa raison d'être ? Est-elle au contraire un moyen établi par Dieu pour faciliter le perfectionnement moral de l'humanité ? — L'Etat est-il un être de raison, une pure abstraction, sans âme, sans responsabilité, sans conscience et sans religion ? Ou bien est-il une réalité vivante et concrète, une personne morale à qui une existence individuelle et indépendante confère des devoirs et impose des obligations ? — Le pouvoir politique a-t-il une origine et une fin purement humaines ? Doit-il être envisagé comme l'expression de la volonté infallible d'une majorité populaire ? — Le prince, en qui se personnifie et s'incorpore l'autorité sociale, est-il redevable de sa couronne uniquement aux suffrages de ses sujets ? Est-il à leur égard un mandataire perpétuellement révocable ? Est-ce à eux seuls qu'il doit compte de l'accomplissement de sa mission et est-ce sur l'inconstance de leurs caprices qu'il doit régler sa conduite ? Ne doit-il pas au contraire se considérer comme un ministre de Dieu, accrédité auprès de son peuple pour le maintien de la paix publique, et, dans ce but, investi d'un pouvoir d'emprunt, que Dieu, détentr et dispensateur suprême, lui a délégué par voie d'hérédité, d'élection ou de conquête ?

Résoudre à la lumière de la vérité révélée ces graves problèmes de métaphysique sociale, autour desquels l'ignorance et les passions humaines coalisées ont accumulé tant de nuages et suscité de si longues controverses, ne pouvait être l'œuvre de quelques pages.

Plusieurs chapitres ont donc été consacrés à cette tâche, et cela avec d'autant plus d'utilité et d'intérêt que l'auteur, en même temps qu'il tranchait les questions de principes, s'est attaché à mettre en lumière quelques-unes de leurs conséquences pratiques les plus immédiates, telles que les modes d'acquérir ou de perdre la souveraineté légitime ; les obligations des sujets envers un prince usurpateur ; la pérennité du droit chez les monarques injustement dépossédés ; l'inexistence des droits et le péril des libertés attribués à l'erreur, aux hommes qui la professent et aux écrits qui la propa-

gent; l'inégale protection due à la religion véritable et aux cultes dissidents; la légitimité du droit de propriété si injustement attaqué de nos jours par les écoles socialistes et communistes; les considérations de justice et de sécurité sociale qui autorisent l'application de la peine de mort; les cas de légitime défense internationale qui nécessitent l'intervention de la force armée et justifient l'effusion du sang sur les champs de bataille.

Tout ce qui est du ressort et de la compétence du pouvoir civil ayant été ainsi traité dans le cours du premier volume avec les développements que comportent l'importance et l'actualité du sujet, c'est le tome second qui fait connaître au lecteur l'Eglise, son origine divine, le caractère surnaturel de sa mission, la forme monarchique de son gouvernement, l'infailible autorité de son chef, l'universalité de sa juridiction et de ses prérogatives, le pouvoir directif qu'elle exerce sur les sociétés civiles, les limites et la mesure des concessions qu'elle peut faire sous forme de concordat à certaines exigences politiques.

Ici encore, le désaccord est manifeste entre la doctrine catholique et les idées modernes.

Que nous disent, en effet, tous ces faux prophètes qui, par la parole et par la plume dirigent l'opinion publique au gré de leurs rancunes personnelles ou de leurs convoitises politiques?

L'Eglise, selon les uns, serait une institution vieillie, surannée, atteinte de décrépitude, hostile au progrès et absolument incompatible avec la civilisation moderne : selon les autres, elle devrait être assimilée à un service public, contrôlé et rétribué par l'Etat, placé sous la surveillance et la tutelle administratives, autorisé et réglementé par des lois constitutionnelles, réformable au gré de chaque gouvernement. Quelques-uns prédisent à la souveraineté pontificale une déchéance inévitable et prochaine, et affectent à son égard une indifférence dédaigneuse; le plus grand nombre lui attribuant des ambitions imaginaires, la dénoncent comme une ennemie implacable du pouvoir séculier. Moins ouvertement hostile et engagé moins avant dans la voie de l'erreur, le Libéralisme répudie ces conclusions extrêmes : à lui se sont ralliés ces esprits généreux et parfois sincères dans leurs illusions, qui, épris d'un fol amour d'indépendance et de liberté, ont cru entrevoir une solution de la question religieuse dans une scission entre l'Eglise et l'Etat, dans un divorce entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel, dans la

séparation de deux choses que les liens d'une étroite et inévitable dépendance rendent absolument inséparables.

Avec une fermeté de langage et une vigueur d'argumentation qui témoignent de l'énergie de ses convictions et de l'étendue de son savoir, l'abbé Chesnel réfute dans la dernière partie de son ouvrage cette doctrine spécieuse, qui, en plaçant l'Eglise sous le régime du droit commun, semble opérer une conciliation entre le catholicisme qu'elle professe et la société contemporaine qu'elle flatte; tandis qu'en réalité elle autorise, justifie et consacre la plus odieuse des spoliations : car, il ne faut pas l'oublier, ces prérogatives sociales, ces immunités politiques dont jouit l'Eglise et dont on voudrait aujourd'hui la déposséder, ce n'est point à la munificence du pouvoir civil qu'elle en est redevable; elles ne sont ni des faveurs, ni des privilèges bénévolement concédés par l'Etat : non; elles sont l'apanage de la souveraineté éminente de Dieu en ce monde; elles constituent un droit inaliénable et imprescriptible, fondé sur la subordination de l'ordre temporel à la fin surnaturelle de l'homme. Sans doute, dans le cercle d'une légitime compétence, le pouvoir civil est autonome, indépendant et souverain : mais étant créé en vue d'un but secondaire et subalterne, il est par ce fait seul le vassal d'un pouvoir supérieur dont la domination s'impose à lui, de même que la direction du pilote s'impose à la course du navire, de même que la volonté de l'âme s'impose aux mouvements du corps. La rébellion contre cette hiérarchie nécessaire, sur laquelle repose l'ordre social tout entier, a récemment provoqué dans les rangs même des catholiques des défections et des apostasies dont le douloureux scandale prouve assez la nécessité de prémunir contre de semblables égarements les générations nouvelles, appelées dès leur entrée dans la vie à prendre part à la lutte et à descendre dans l'arène où les convient les provocations et les insultes journalières d'une presse hostile à notre foi et à nos croyances les plus chères. A ces généreux défenseurs de la sainte Eglise romaine, le livre de l'abbé Chesnel fournira les connaissances et les armes qui leur sont indispensables. D'une lecture facile et attrayante, il épargnera aux hommes du monde le temps, la patience et l'érudition qu'exigerait d'eux l'étude de la scolastique et de la théologie proprement dites : à une jeunesse laborieuse et désireuse de s'instruire, il servira d'introduction et de guide vers une étude plus sérieuse et plus approfondie des doctrines dont l'Eglise est la gardienne fidèle et incorruptible.

J. R. M.

DE LA CONSTITUTION ET DES MAGISTRATURES ROMAINES SOUS LA RÉPUBLIQUE, par Albert DUPONT, ancien élève de l'Ecole normale, docteur ès lettres. Paris, Lahure, 9, rue de Fleurus.

Comme le dit modestement l'auteur dans sa préface : « le lecteur ne doit pas chercher dans ce travail des idées originales et nouvelles sur le gouvernement de Rome à l'époque républicaine. » Il en donne le motif. « Depuis la déchéance des Tarquins jusqu'à l'avènement d'Auguste, Rome a eu des magistratures... elle n'a pas, à proprement parler, eu de gouvernement. Elle n'a pas connu cette loi qui s'est imposée à toutes les sociétés modernes de réserver la haute direction des affaires à une autorité centrale, capable de former de longs desseins, de ménager l'avenir, de poursuivre un but avec persévérance et d'y appliquer toutes les forces nationales, de subordonner toute la politique à une idée longtemps étudiée et mûrie, d'assurer enfin l'unité de l'Etat. »

Il y aurait lieu d'introduire quelques réserves dans ce jugement, si l'on envisage l'esprit de suite et l'unité de vue qui ont toujours dirigé le Sénat. Mais au fond, cette critique de la république romaine, semblable en ce point à beaucoup d'autres républiques, ne laisse pas d'être fondée. Le livre fournit à l'appui de nombreuses pièces justificatives; on les passe successivement en revue lorsqu'on étudie avec l'auteur la constitution romaine à son début, la réforme de Servius-Tullius, l'organisation des comices et celle du Sénat, lorsqu'on s'initie aux diverses attributions, à l'histoire, aux privilèges honorifiques des plus importants magistrats, consuls, préteurs, censeurs, questeurs, magistrats plébéiens, magistrats *dits extraordinarii*. Des détails d'érudition habilement groupés jettent une lumière pleine d'intérêt sur ces personnages qui ont occupé le premier plan sur la scène du monde. A la fin du volume sont rejetés trois appendices, dont deux nous renseignent en quelques pages substantielles et précises sur la chevalerie romaine d'une part, de l'autre sur les modes d'affranchissement et les individus qui en recueillaient le bénéfice. Le troisième contient les fastes consulaires et la liste des dictateurs, une table alphabétique des matières, une autre table relevant les principales lois citées, enfin, une énumération des expressions latines expliquées dans le texte avec renvoi aux passages correspondants. C'est là une addition sage et prévoyante

qui facilitera les recherches et accroîtra la valeur du livre en lui donnant les avantages pratiques du dictionnaire.

Le style très-soigné de cette étude, qui paraît avoir constitué sous sa première forme la partie française d'une thèse de doctorat ès lettres, captive et soutient d'un bout à l'autre l'attention du lecteur. La justesse habituelle des appréciations conjecturales qui s'y rencontrent sur les points les plus obscurs de l'histoire romaine, notamment sur l'origine de la clientèle, sur la fusion qui s'est opérée à une date inconnue entre les centuries primitives et les tribus, montre que, sans être jurisconsulte de profession, l'auteur a su habilement mettre à profit une collection de sources restreintes mais sûres.

On lira donc l'essai de M. Dupont avec plaisir et profit en même temps. Il contient bien des détails archéologiques absents de volumineux ouvrages et qui ont ici l'avantage d'être reliés entre eux par la trame du sujet. D'autre part, les divers points qui touchent au droit privé des Romains sont exactement traités, quoique parfois d'une manière incomplète, défaut inévitable dans un cadre aussi limité.

Un grief plus sérieux pourrait être fait à l'auteur, c'est son apologie outrée de la loi des Douze-Tables. Il en parle (p. 242) avec l'enthousiasme un peu conventionnel de Cicéron et en fait « le fondement du droit ancien et moderne. » C'est méconnaître non-seulement l'origine plus haute des diverses législations en vigueur chez les peuples chrétiens, mais encore la source véritable du droit romain lui-même, source qui serait plutôt, comme il est dit ailleurs (p. 159), les édits des préteurs, c'est-à-dire, le droit des gens et les données de l'équité naturelle. Le fétichisme des Romains pour la loi décemvirale ressemble au respect tout spéculatif qui entoure de l'autre côté de la Manche les plus vieux monuments du droit britannique. L'esprit de tradition les garde et les préserve de toute abrogation, mais depuis longtemps l'esprit de légitime innovation et de progrès les élude. C'est là un des nombreux traits de ressemblance que présentent les jurisconsultes romains et les légistes anglo-saxons, en dépit des vaines distinctions que l'on a voulu fonder sur la race et le climat.

Cela dit, et sans insister sur une dissidence théorique d'appréciation, il convient de relever un ou deux passages où l'erreur prendrait, sous la plume de l'auteur, un caractère plus matériel et plus pal-

pable. Ainsi (page 157) une confusion paraît se faire dans sa pensée, entre la *capitis deminutio*, effet de droit privé toujours identique à lui-même, et la peine de nature diverse qui souvent l'accompagne. Plus loin, la définition donnée des *héritiers siens* (page 263) est trop générale et par là même inexacte. Le texte des Institutes, auquel une note nous renvoie (L. II, 19, 2), nous donne cependant une condition essentielle omise, la nécessité d'être sous la puissance immédiate du *de cujus*.

Nous n'aurions pas signalé ces taches légères si le mérite de l'ouvrage ne risquait d'accréditer quelques idées fausses auprès du lecteur. Au fond, on voit à quoi se borne le relevé fait par la critique. Peu de livres auront un aussi faible tribut à lui payer. Jules C.

LE GÉNIE PHILOSOPHIQUE ET LITTÉRAIRE DE SAINT AUGUSTIN,
EN FACE DU RÉALISME CONTEMPORAIN, par M. A. THÉRY,
inspecteur général honoraire de l'instruction publique.
Troisième édition, un vol in-8°. Ed. Baltenweck, 7, rue
Honoré-Chevalier, Paris.

Nous sommes heureux de constater le succès qu'a eu cet excellent livre. La notion philosophique de Dieu et l'âme, le vrai et le beau, les hautes questions ontologiques, les problèmes de l'esthétique seront toujours, en dépit des révolutions sociales, la grande préoccupation des intelligences cultivées. M. Théry a été bien inspiré en allant en demander la solution à saint Augustin. Le génie ancien et le génie moderne se rencontrent dans cette magnifique intelligence, qui unit au plus grand effort de l'esprit humain les illuminations de la foi.

Plus que jamais, au milieu de la corruption de la littérature par le panthéisme et le sensualisme, c'est à des sources pures qu'il faut demander la satisfaction du noble et puissant instinct qui emporte toujours tant d'âmes dans les hautes régions de la pensée philosophique et du sentiment esthétique.

Nous félicitons sincèrement l'honorable maison Baltenweck d'avoir réédité un si bon et si beau livre, et le recommandons à ceux de nos lecteurs qui unissent à l'étude des lois et de l'économie sociale le culte de la philosophie et de la littérature.

Le gérant, J. BARATIER

1050 — Grenoble, imprimerie BARATIER. — 8970

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

SEPTIÈME CONFÉRENCE.

DE LA PROPRIÉTÉ.

(SUITE.)

NOTES D'ACQUISITION ET DE TRANSMISSION.

MESSIEURS,

Nous avons cherché ensemble l'origine du droit de propriété. Nous ne l'avons trouvée ni dans un contrat primitif, ni dans le pouvoir de l'Etat, mais dans l'ordre divin qui préside à la création ; dans la volonté clairement exprimée du Maître souverain des hommes et des choses, Dieu créateur de l'homme et de la société humaine. Il a donné la terre à l'humanité, puis la propriété individuelle est née des entrailles mêmes de la nature humaine, car elle est le résultat direct de ses besoins essentiels, de son développement par le travail et la liberté, et, depuis la promulgation du Décalogue, le respect de la propriété, que la loi naturelle impose à tous, est devenu un précepte formel de la loi divine.

J'essayerai aujourd'hui de vous donner une idée générale des différents modes d'acquisition et de transmission dans la propriété.

Les modes d'acquérir la propriété se divisent en deux classes : les modes originaux et les modes dérivés. Par les premiers, on acquiert ce qui n'appartient à personne. Ces modes originaux sont l'occupation et l'accession. Par les modes dérivés, on acquiert le domaine transmis d'une personne à une autre. Ces derniers sont les pactes ou contrats, puis l'hérédité, les donations et les testaments, et la prescription.

Au moment où je vous parle de l'occupation, comme moyen d'acquérir la propriété, je n'oublie pas cette disposition de l'article 713 du Code civil : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'Etat » Les conséquences de cette disposition législative vous seront exposées dans le cours du Code civil, et vous ne devez pas perdre de vue que ce que nous allons dire ne saurait avoir, pour les particuliers, aucune application pratique dans l'étendue du territoire français. Mais cette décision n'a rien de contraire aux principes qui vont être exposés. Elle déclare l'Etat occupant *ipso facto* des choses libres de toute autre occupation, sauf les exceptions qui vous seront signalées et qui sont réglées par des lois spéciales. Ces exceptions sont relatives à la chasse et à la pêche, au trésor, aux choses perdues dont le maître ne se retrouve pas, aux objets rejetés par la mer, aux plantes et herbages qui croissent sur ses rives.

Cette loi est une de celles que nous avons appelées arbitraires. Chaque Etat règle, en vertu de son pouvoir d'administration, la forme et la transmission de la propriété, et la loi, qui attribue à l'Etat les biens sans maître trouve, dans les nécessités de l'ordre général et l'utilité du domaine public, une justification suffisante. Mais cette étude serait incomplète si nous ne la faisons pas remonter jusqu'à l'occupation primitive. Ce que nous avons à dire n'est pas, du reste, sans utilité actuelle et pratique. Il reste, en effet, on ne peut guère en douter, des terres dont la prise de possession n'a pas encore eu lieu. C'est à cette occupa-

tion des territoires situés en dehors des frontières de l'Etat qu'il faut appliquer ce que dit Pothier « des navigateurs qui, dans un voyage de long cours, ont découvert une terre qui n'est habitée par personne. Ils peuvent, en s'y établissant, en acquérir le domaine *jure occupationis*. Si, ajoute-t-il, c'était au nom de leur prince que ces navigateurs en prissent possession, ce serait à leur prince ou à l'Etat qu'ils acquerraient cette terre. Mais lorsqu'une terre est habitée, quelques sauvages que nous paraissent les hommes qui l'habitent, ces hommes étant les véritables propriétaires, nous ne pouvons, sans injustice, nous y établir malgré eux. »

Pour les nations comme pour les individus, il y a des conditions essentielles à l'acquisition du domaine par l'occupation, et c'est de ces conditions que je veux vous donner en peu de mots une idée générale,

Le droit naturel donne au premier occupant ce qui n'est à personne : *Quod nullius est id ratione naturali, occupanti conceditur*, dit Gaius. Cette règle est conforme aux idées aux principes que notre précédente conférence a eu pour but de justifier.

L'occupation est définie : L'appréhension d'une chose avec l'intention de l'avoir comme sienne ; ou pour emprunter l'expression de Pothier : L'occupation est le titre par lequel on acquiert le domaine de propriété d'une chose qui n'appartient à personne en s'en emparant dans le dessein de l'acquérir. »

Avant tout il faut bien entendre qu'il s'agit d'une chose qui n'appartient à personne. La prise de possession, avec l'intention de la conserver, d'une chose qui appartient à autrui, relève du droit pénal. Je ne parle pas en ce moment de l'occupation en temps de guerre, du territoire ennemi. Puffendorf remarque qu'en ce cas tous les droits qui doivent être observés en temps de paix sont rompus entre les parties belligérantes. Cette affirmation ne saurait être acceptée sans réserve et nous y viendrons tout à l'heure.

Une autre condition est nécessaire, c'est que la chose soit de nature à être saisie et retenue en quelque manière; si elle est mobilière, par une appréhension quelconque; s'il s'agit d'un immeuble, par la culture, la clôture ou le bornage.

Il faut enfin la volonté de s'approprier la chose, et le droit positif peut établir certains signes arbitraires qui manifestent suffisamment la prise de possession.

Telles sont les conditions de l'occupation. Elles sont aujourd'hui ce qu'elles étaient au moment où les hommes se sont répandus sur la terre dont Dieu leur avait donné la propriété, et où, suivant le plan de sa providence, ils ont divisé entre eux le vaste domaine livré à leur activité et qu'ils doivent féconder à la sueur de leur front.

Portalès a dit, dans l'exposé des motifs du Code civil, que c'est un principe constant chez toutes les nations policées que la propriété d'une chose, soit mobilière soit immobilière, s'étend sur tout ce que cette chose produit. Il ajoute que le droit de propriété s'étend non-seulement sur ce qui est produit par la chose dont on est propriétaire, mais encore sur tout ce qui s'y unit et s'y incorpore, soit naturellement soit artificiellement. Et c'est, ajoute-t-il, ce qu'on appelle droit d'accession.

Ce droit est incontestable, Messieurs, il est dans la nature même des choses, et vous étudierez, dans les articles 544 et suivants du Code civil, les dispositions qui ne sont que la formule législative des principes rappelés dans l'exposé des motifs par l'illustre conseiller d'Etat.

Les auteurs distinguent l'accession naturelle, comme l'alluvion ou la fructification, l'accession industrielle, comme la construction, et l'accession mixte, comme la plantation, l'ensemencement. La légitimité de ces moyens d'acquérir le domaine n'est discutée en principe par aucun de ceux qui admettent la légitimité de la propriété personnelle et exclusive. Les difficultés nombreuses auxquelles donne lieu, dans la pratique, l'application de ces principes feront

l'objet intéressant de quelques-unes des leçons de vos professeurs de droit civil.

En énumérant les manières secondaires d'acquérir la propriété, j'ai nommé en premier lieu les contrats.

Le droit de contracter est une conséquence naturelle de la liberté humaine et de la sociabilité. La transmission de la propriété par contrat, l'échange d'un immeuble contre un autre, par exemple, ou la vente qui n'est qu'une façon d'échange et une manière de jouir de la chose que l'on possède, n'a pas rencontré les mêmes contradictions que la transmission héréditaire. Le droit de transmission entre-vifs est une conséquence si directe du droit même de propriété que la démonstration de sa légitimité est inutile. Il en est autrement, nous allons le dire, en ce qui concerne la transmission héréditaire, mais je me livrerais à des recherches fastidieuses autant qu'inutiles, si je me donnais le facile plaisir de combattre les subtilités de quelques sectaires qui nient au propriétaire le droit de disposer, de son vivant, de la propriété conquise par ses efforts. Le contrat, le consentement, « *duorum in idem placitum consensus* » est donc un mode de transmission de la propriété.

Je dis le consentement, et je ne puis le dire sans rendre ici hommage aux rédacteurs du Code civil. En effet, Messieurs, il n'a pas été toujours admis que le consentement seul transférât la propriété. *Traditionibus non nudis pactis dominia rerum transferuntur*, disait le droit romain. « C'est la tradition, ce n'est pas le contrat qui transfère la propriété. » A Rome, le vendeur n'était pas obligé par le contrat à rendre l'acheteur propriétaire. Il n'était tenu qu'à livrer la chose vendue, à défendre l'acquéreur contre les agressions par lesquelles il pourrait être troublé dans sa possession et à le garantir en cas d'éviction. Il en résultait, par exemple, que si un acheteur apprenait qu'on lui avait vendu la chose d'autrui, il n'en était pas moins tenu de payer le prix, et il n'avait pas le droit de se plaindre tant que le véritable propriétaire n'avait pas revendiqué son

bien. Ce que vous savez déjà et ce que vous apprendrez du formalisme subtil et jaloux du vieux droit civil romain vous fera comprendre comment il y avait entre la vente et l'échange cette différence, logiquement inexplicable, que l'échange obligeait chacun des contractants à rendre son coéchangiste propriétaire de ce qu'il lui donnait, et que le vendeur n'était point tenu de la même obligation. On vous dira que la vente, contrat nommé (*contractus nominatus*) était régi par les règles inflexibles du droit strict et que, la formule primitive de la vente n'obligeant qu'à la tradition de la chose et ne comprenant pas formellement la translation de la propriété, elle ne donnait à l'acheteur qu'une action exclusivement personnelle contre son vendeur, l'action *ex empto*.

Le contrat d'échange, au contraire, était comme les contrats *innomés* régi par les principes de la raison et de ces droits naturels dont les efforts des préteurs étendirent de plus en plus l'application à la pratique quotidienne de la jurisprudence et des affaires.

La doctrine romaine avait passé dans notre ancien droit français. Dumoulin la confirme et, pour que vous n'en doutiez pas, voici comment parle Pothier : (1)

« Le vendeur ne s'oblige pas par le contrat précisément à transférer la propriété de la chose qu'il vend, s'il n'en est pas le propriétaire ; il s'oblige seulement à mettre l'acheteur en possession de la chose et à le défendre contre tous ceux qui, par la suite, voudraient la lui faire délaisser ou y prétendre quelques droits : *Hactenus tenetur ut rem emptori habere liceat non etiam ut ejus faciat* (L. 305, § 1, ff., de act. emp.) C'est pourquoi, si quelqu'un m'a vendu de bonne foi un héritage qui ne lui appartenait pas, dont il m'a mis en possession, néanmoins je n'ai aucune action contre lui tant que je ne suis troublé par personne. » Et il ajoute

(1) *Vente*, n^{os} 1 et 48.

que l'obligation de transférer la propriété de la chose n'est point exprimée par le mot vendre, qui est ainsi expliqué : Le vendeur cède, délaisse et promet de garantir et défendre de tous troubles.

Il semblerait, si l'on ne consulte que la définition donnée par l'article 1582, que le Code civil n'a pas innové. La vente, dit cet article, est une convention par laquelle l'un s'oblige à livrer une chose et l'autre à la payer.

Mais si l'on examine les autres dispositions du titre de la vente, le doute n'est pas possible. Ainsi l'article 1583 dispose : que la vente est parfaite et la propriété est acquise de droit à l'acheteur dès qu'on est convenu de la chose et du prix. On lit dans l'article 1604 que : la délivrance est le transport de la chose vendue en la puissance et possession de l'acheteur. » M. Troplong remarque judicieusement que ce mot : la puissance, n'a d'équivalent dans aucun texte romain et ne se rencontre pas dans les définitions de Pothier. Enfin, à la différence des lois romaines, le Code civil dans son article 1599 déclare nulle la vente de la chose d'autrui et l'article 1653 autorise l'acquéreur à refuser le prix lorsqu'il a juste sujet de craindre une action en revendication. J'ai pensé que cette nouveauté méritait que j'appelasse sur elle votre attention et je finirai ce que je veux vous dire sur ce point par les paroles de Portalis, qui, après avoir cité le texte romain que je vous rappelais tout à l'heure, s'exprime ainsi : Dans les principes de notre droit français le contrat suffit et ces principes sont à la fois plus conformes à la raison et plus favorables à la société. Distinguons le contrat en lui-même d'avec son exécution. Le contrat en lui-même est formé par la volonté des contractants. L'exécution suppose le contrat, mais elle n'est pas le contrat même. On est libre de prendre un engagement ou de ne pas le prendre, mais on n'est pas libre de l'exécuter ou de ne pas l'exécuter quand on l'a pris. Le premier devoir de toute personne qui s'engage est d'observer les pactes qu'elle a consentis et d'être fidèle à la foi promise. Dans

la vente, la délivrance de la chose vendue et le paiement du prix sont des actes qui viennent en exécution du contrat qui en sont une conséquence nécessaire, qui en dérivent comme l'effet dérive de la cause et qui ne doivent pas être confondus avec le contrat. L'engagement est consommé dès que la foi est donnée; il serait absurde que l'on fût autorisé à éluder des obligations en ne les exécutant pas. Le système du droit français est donc plus raisonnable que celui du droit romain; il a sa base dans les rapports de moralité qui doivent exister entre les hommes. »

C'est bien le langage d'un philosophe et d'un jurisconsulte. Les rédacteurs du Code civil ont accepté ces principes du droit naturel dont l'application pour la législation civile marque un véritable progrès puisqu'elle met la loi civile en concordance plus parfaite avec la loi morale, et la débarrasse des entraves et des subtilités d'un formalisme puéril et dangereux.

Tout ce que nous venons de dire s'applique au contrat d'échange.

Concluons donc, Messieurs, que le consentement du propriétaire est nécessaire et suffisant pour la translation de la propriété et ajoutons que ce qui est vrai pour les individus est vrai pour les nations.

L'occupation, la conquête d'une portion de territoire, ne constituent pas, à elles seules, un titre de propriété. La possession du conquérant ne peut être légitimée que par un traité.

Mais est-elle toujours légitimée, Messieurs, et ne faut-il pas tenir compte dans ces aliénations de territoires peuplés d'êtres humains, de certaines causes de nullité? Ne peut-il pas y avoir, entre vainqueurs et vaincus, tel traité que rend nul un vice de consentement, un excès injuste d'exigence, un inexcusable abus de la force? Est-il des cas où la rescision soit de droit et la revendication légitime?

Aucun de vous, Messieurs, ne sera surpris que je réserve pour d'autres temps, dont mon patriotisme demande à Dieu

de hâter la venue, l'examen de ces questions dans l'étude desquelles je sens que j'apporterais encore moins d'impartialité que de compétence.

Une association d'idées, que vous apercevrez sans que je l'indique autrement, m'amène à vous parler de la prescription, et cependant, pour des motifs que vous comprendrez d'autant mieux que je les tais plus complètement, je ne veux pas me demander aujourd'hui si la prescription fait partie du droit des gens international.

Mais toutes les nations ont admis la prescription comme moyen d'acquérir la propriété entre particuliers. Je ne veux vous parler que de la prescription afin d'acquérir le domaine. La prescription, afin de se libérer d'une obligation, est du reste fondée sur des principes analogues à ceux dont je vais vous donner le rapide exposé.

La prescription acquisitive est définie par Pothier : « L'acquisition de la propriété par la possession paisible et non interrompue qu'on en a eue pendant le temps réglé par la loi. »

Cette définition est irréprochable.

Toutes les nations, vous disais-je, ont admis la prescription comme moyen d'acquérir la propriété. Et cependant la première impression qu'éprouve une intelligence éprise de la philosophie du droit, lorsqu'elle s'applique à ce sujet si intéressant et si difficile de la prescription, c'est une espèce d'inquiétude, d'anxiété. N'est-ce pas une idée faite pour alarmer la conscience que celle de la dépossession définitive de l'un par le seul fait de la possession plus ou moins prolongée d'un autre, idée si contradictoire, au moins en apparence, à celle de la perpétuité et de l'immissibilité du droit ? Comment concilier ce mode d'acquisition de la propriété avec les principes du droit naturel et les commandements de la loi divine ? Vous trouverez l'expression de cette préoccupation dans les premières paroles de tous les jurisconsultes qui, traitant ce sujet, ne se sont pas bornés au rôle humilié d'éplucheurs de textes et de

collecteurs d'arrêts. Voici comment M. Troplong y répond dans son commentaire du titre de la *Prescription*, le plus remarquable, à mon gré, de ses ouvrages, et je puis le dire, puisque celui que je loue est mort, l'un des meilleurs traités que je connaisse. Il dit excellemment : que les droits considérés dans leur idéal sont impérissables et éternels. Le temps, qui n'a de prise que sur ce qui est contingent, ne peut pas plus les ébranler qu'il ne lui est donné de porter atteinte à Dieu même, à ce type universel et pur dont ils sont le reflet et la manifestation. Il cite cette haute et noble affirmation de jurisprudence transcendante, rappelée par Vico dans sa *Science nouvelle* : *Tempus non est modus constituendi vel dissolvendi juris*. Le temps est impuissant à créer ou à détruire le droit. Mais, dit-il, l'établissement de la prescription n'est pas une objection contre cette vérité consolante, qui, jusque dans l'étude aride de la jurisprudence, nous montre le fil qui unit la créature à la Divinité. La prescription, en effet, n'est pas l'ouvrage de la seule puissance du temps ; elle prend sa base dans le fait de l'homme, dans la possession de celui qui acquiert, et dans une présomption de renonciation chez celui qui néglige sa propriété. Le temps n'y intervient que comme mesure des éléments sur lesquels repose ce mode d'acquisition. »

Ainsi, possession de l'un et présomption d'abandon par l'autre. Cela dit, vous avez tous les éléments sur lesquels la légitimité de la prescription se fonde si vous y ajoutez l'utilité publique, les exigences de la paix et de la sécurité sociale.

Il importe, en effet, à la paix et à la prospérité de l'Etat que les possesseurs de la propriété n'aient pas l'éternel souci de revendications imprévues. Figurez-vous, dit spirituellement M. Thiers, quel serait l'état de la société, quelle acquisition serait sûre, dès-lors faisable, si on pouvait remonter au XII^e et au XIII^e siècles et vous disputer une terre, en prouvant qu'un seigneur l'enleva à son vassal,

la donna à un favori ou à l'un de ses hommes d'armes, lequel la vendit à un membre de la confrérie des marchands, qui la transmet lui-même, de mains en mains, à je ne sais quelle lignée de possesseurs plus ou moins respectables. Il faut bien qu'il y ait un terme fixe où ce qui est, par cela seul qu'il est, soit déclaré légitime et tenu pour bon; sans quoi, voyez quel procès s'élèverait sur toute la surface du globe!

Les jurisconsultes romains l'avaient dit avant lui : *usucapio rerum constituta est ut aliquis litium finis esset...* il faut bien que les procès finissent ! *Bono enim publico*, disent-ils encore, *usucapio introducta est ne scilicet quarumdam rerum diu et ferè semper incerta dominia essent... et ne possessores prope immortalis timore teneantur...* C'est la raison même qui parle ainsi.

Il me paraît maintenant facile de répondre à la question sur laquelle tant de dissertations ont été écrites et tant d'écoles divisées : quelle est la nature du droit auquel il faut attribuer l'origine de la prescription ?

On peut dire, je crois, sans crainte d'erreur, que l'acquisition, par le fait de l'occupation d'un domaine délaissé par le précédent propriétaire, pendant un temps assez long pour faire présumer un abandon définitif, repose sur les principes du droit naturel. Mais c'est le droit civil seul qui détermine les conditions de la prescription et lui donne son efficacité pratique. Enfin, c'est de Dieu même, nous l'avons dit, que l'autorité sociale tient le pouvoir de transférer le domaine après un temps dont elle mesure la durée suivant les circonstances, selon l'état et les besoins de la communauté, si cette attribution est nécessaire dans l'intérêt général. Or, l'unanime assentiment des peuples démontre que les lois civiles n'ont point, en établissant la prescription, dépassé la mesure raisonnable dans laquelle l'intérêt des particuliers, et surtout des particuliers négligents, doit être sacrifié à l'intérêt de tous, au bien public.

Pardonnez-moi, maintenant, un retour sur le passé. Il est nécessaire pour justifier la suite de cette exposition.

La société humaine dont Dieu est l'auteur repose, avons-nous dit, sur ces deux bases : la famille et la propriété, qui sont, comme la société elle-même, d'institution divine.

La véritable unité sociale c'est la famille, issue du mariage, qui a pour but la continuation de l'œuvre créatrice, la génération humaine. La famille est donc une société particulière, qui est essentiellement, et par sa nature même, une société durable, permanente, un être ayant une existence et des droits distincts parce qu'il est d'ordre providentiel. La famille se continue dans la personne des enfants, qui sont membres de droit de cette société puisque la naissance des enfants est le but principal du mariage. Il est donc vrai de dire que, lorsque le chef de famille disparaît, les biens ne sont pas sans maître et qu'ils passent à l'héritier comme au continuateur du chef disparu de la société : *Hæres*, disait le droit romain, *sustinet personam defuncti...* et ailleurs, parlant des membres de la famille appelés à succéder : *vivo quoque patre quodammodo domini existimantur... et ipso decedente dicuntur hæredes non fieri sed apparere.* »

C'est dans cette idée de la famille, considérée comme unité sociale ayant une existence et des droits propres, que je trouve la solution la plus satisfaisante pour l'esprit, de la question si discutée de savoir quel est le principe générateur de la transmission héréditaire de la propriété. J'aperçois là, en effet, cette conformité au plan divin qui est, je vous l'ai dit, la raison d'être et le *critérium* du droit.

Et ne craignez pas que cette considération conduise une logique trop rigoureuse à opposer un prétendu droit positif des enfants à la liberté du père en matière de dispositions entre-vifs ou testamentaires. En effet, si l'unité de la société de famille, son instinct et son droit de perpétuité, si la communauté de possession des biens pendant la vie du père, donnent aux enfants un droit de préférence indis-

cutable contre les étrangers et contre l'Etat, il en est autrement dans les rapports du chef avec les membres de la famille, le droit dont je viens de parler ne naissant pour ceux-ci qu'au moment où périclit le domaine personnel du père propriétaire, c'est-à-dire à l'heure de sa mort. Il peut, pendant sa vie, disposer par vente ou par libéralités acceptées, c'est-à-dire par contrats, et lorsque la loi civile garantit l'exécution de ses dernières volontés, elle ne fait que lui accorder la protection sociale que l'autorité doit aux membres de la communauté.

Nous viendrons dans un instant à la transmission de la propriété par donations entre-vifs ou testamentaires ; achevons auparavant ce qui a trait à la transmission héréditaire, aux successions *ab intestat*.

L'influence sur l'état des nations des lois qui règlent la dévolution des biens par droit d'hérédité frappe les esprits les moins attentifs. Aucune loi n'exerce sur l'état matériel et moral d'une société une influence plus décisive, plus directe, plus rapide que la loi des successions. Ces lois, dit Tocqueville, appartiennent il est vrai à l'ordre civil, mais elles devraient être placées en tête de toutes les institutions politiques, car elles influent incroyablement sur l'état social des peuples dont les lois politiques ne sont que l'expression. Elles ont de plus une manière sûre et uniforme d'opérer sur la société ; elles saisissent en quelque sorte les générations avant leur naissance. Par elles l'homme est armé d'un pouvoir presque divin sur l'avenir de ses semblables. Le législateur règle une fois la succession des citoyens et il se repose pendant des siècles, le mouvement donné à son œuvre, il peut retirer la main, la machine agit par ses propres forces et se dirige comme d'elle-même vers un but indiqué d'avance. »

Rien n'est plus vrai, Messieurs. Faites un moment l'hypothèse de l'impossible rétablissement des droits d'ainesse et de masculinité, imaginez les successions fondées, comme dans notre droit coutumier, sur les qualités des terres et

des personnes et, malgré l'immense développement de la fortune mobilière, vous verrez, après quelques générations, la constitution sociale et politique profondément modifiée par la reconstitution d'une aristocratie territoriale. Supposez au contraire, avec la négation de la liberté testamentaire, un régime qui comporte non-seulement l'égalité mais la nécessité du partage, et bientôt, le sol soumis à ce régime ne présentera plus, pour me servir des expressions de l'écrivain que j'ai cité tout à l'heure, « qu'une poussière mouvante et impalpable. »

J'ai parlé de l'égalité des partages et du régime du partage forcé ; ceci m'amène à vous exposer les principes sur lesquels repose la loi des successions qui forme le titre premier du troisième livre du Code civil français,

La révolution de 1789 avait trouvé la France partagée en pays droit écrit et pays de coutume. Dans les premiers, les successions étaient généralement réglées par la *novelle CXVIII* de Justinien qui, effaçant toutes les traces du droit romain primitif et de ce que j'appellerai la parenté civile ou politique (l'*agnation* romaine n'était pas autre chose) ne tenait plus compte que des liens du sang et de la proximité du degré, établissait trois ordres de succession ; les descendants, les ascendants et les collatéraux et n'avait aucun égard ni à la différence d'âge ou de sexe entre les héritiers, ni à la nature et à l'origine des biens.

Dans les pays de coutume au contraire, au milieu d'une variété presque infinie de détails, on peut dire que l'inégalité était la règle générale et le principe de successions. Inégalité des personnes par le droit de primogéniture et la préférence accordée aux mâles, inégalité des biens nobles ou roturiers, propres ou acquêts, sans compter d'autres divisions ou différences dans le détail desquels il ne serait possible d'entrer qu'en consacrant à cet exposé un temps que je ne puis y donner, et après des études qui vous paraîtraient sinon inutiles au moins inopportunes. Ajoutons seulement que les coutumes préoccupées de la conservation

des biens dans les familles considéraient surtout l'origine des biens pour en régler la dévolution et que la célèbre maxime : *Paterna paternis*, régnait sur tous les pays coutumiers.

Ne soyez pas surpris que ces deux systèmes, si différents de lois de succession, n'aient pas produit, dans la constitution des familles et dans l'état social, une différence absolue entre les provinces du nord et du midi de la France. Le testament faisait librement dans le Midi ce que la législation coutumière imposait dans le Nord. Il faut vous souvenir, en effet, que si, dans le Nord, la liberté testamentaire était très-restreinte, la dévolution des biens patrimoniaux étant faite par la loi, elle était, au contraire, fort large dans les pays de droit écrit. Nous reviendrons dans un instant sur cette idée.

La loi du 15 mars 1790 supprima, en même temps que les droits féodaux, les droits d'aînesse et de masculinité. La loi du 15 avril 1791 abolit toute inégalité résultant des qualités d'aîné ou de puîné et toutes inégalités résultant des sexes et de toutes exclusions coutumières.

« Tous héritiers en égal degré, dit-elle, succéderont par portion égale dans chaque souche, dans le cas où la représentation est admise. »

L'égalité des partages était dès ce jour la loi de la France. Le Code civil ne l'a pas faite, il l'a confirmée. La conformité au droit naturel du principe du partage égal entre les enfants dans le cas où le père meurt sans avoir fait aucune disposition testamentaire, n'a pas besoin d'être justifiée. Cela ne veut pas dire que tout système autre que celui de l'égalité absolue soit injuste. Il faudrait, pour qu'il en fût ainsi, reconnaître aux enfants un droit formel sur les biens paternels, proclamer en principe l'indisponibilité absolue et proscrire le droit de tester. Aucun légiste, aucun philosophe, dont l'autorité mérite quelque respect, n'est allé jusqu'à cette extrémité. Il y a eu, il existe encore des nations puissantes, prospères, et dont les lois ont assuré, par

l'inégalité des partages, la perpétuité des familles et le maintien des aristocraties fondées sur la possession des grandes fortunes territoriales. On ne peut contester au pouvoir politique le droit d'introduire, dans la législation des successions, une inégalité que rendrait nécessaire l'état social et le maintien des institutions politiques qui font depuis longtemps la force et la grandeur d'une nation.

Je veux dire seulement que l'égalité des partages dans les successions *ab intestat* va de soi, si je puis m'exprimer ainsi, qu'elle s'accorde avec un sentiment naturel et que, sans attacher à l'idée qui domine les travaux préparatoires du Code civil l'importance exclusive que les rédacteurs lui ont donnée; la présomption tirée de l'égalité d'affection du père pour décréter l'égalité du partage entre les enfants, est un motif qui donne à la loi une base satisfaisante.

Mais il y a bien des façons d'entendre l'égalité. C'est pourquoi je faisais tout à l'heure la distinction entre le partage égal et le partage forcé...

Pour juger, en effet, de la législation d'un peuple sur la transmission des biens après décès, il est impossible de séparer l'hérédité *ab intestat* de l'hérédité testamentaire.

On l'a bien vu, en 1791, lorsqu'une proposition de Cazalès amena dans l'Assemblée constituante une discussion sur le droit de tester. Cazalès proposait d'étendre à toute la France les principes de la loi romaine, qui régissaient les provinces de droit écrit.

La loi venait de consacrer le principe romain de l'égalité dans les successions légitimes. Cazalès demandait qu'elle montrât en empruntant à la même législation la liberté testamentaire, le même respect pour l'autorité paternelle. Le droit de tester fut combattu par Robespierre et Pétion. Mais c'est Mirabeau qu'il faut entendre pour saisir le sens profondément révolutionnaire de la négation du droit de tester.

« Il n'y a plus d'ainés, disait-il, plus de privilégiés dans la grande famille nationale; il n'en faut plus dans les petites

familles qui la composent.... Moins les lois accorderont au *despotisme paternel* plus il restera de force au sentiment et à la raison. »

Quand on entend Mirabeau parler du despotisme paternel et apporter, dans la discussion de lois touchant aux plus graves intérêts de son pays, le souvenir de ses ressentiments personnels et la violence de ses passions, on voit bien que, de tout temps, l'oubli du devoir a produit la haine de la loi qui s'impose et que c'est dans le vice du cœur qu'il a toujours fallu chercher la cause des erreurs de l'intelligence, et des révoltes de l'esprit contre les autorités sociales.

Cette idée de l'égalité nécessaire, obligatoire entre enfants du même père, est celle peut-être à laquelle Mirabeau s'attacha avec le plus d'ardeur et de passion. Vous savez que, quelques heures après sa mort, dans la séance du 2 avril 1791, l'Assemblée nationale entendit la lecture du discours qu'il avait écrit sur *l'égalité des partages dans les familles*. Ce fut pour ainsi dire le testament politique de ce puissant orateur, de ce génie violent, tumultueux, fatal, qui contribua pour une si large part à jeter dans les abîmes sanglants de la révolution une nation qui n'aspirait qu'à des réformes pacifiques. Qui sait, Messieurs, ce qui fût arrivé si Mirabeau eût été d'accord avec Cazalès au lieu de l'être avec Robespierre et Pétion ? Quelle direction aurait suivi le mouvement généreux de 89, si Mirabeau n'eût pas été le libertin cynique, l'époux infidèle, le fils révolté que vous savez ? On ne se pose point de telles questions sans être effrayé de la responsabilité que fait peser sur les hommes supérieurs l'usage qu'ils font de leurs talents et de leur liberté.

Mirabeau veut bien cependant accorder au testateur la libre disposition d'un dixième de sa fortune, mais conséquent avec son principe de l'égalité dans les familles, il refuse au père le droit d'en faire profiter aucun descendant en ligne directe. Robespierre n'accordait même pas la disponibilité de ce dixième : « L'homme, disait-il, peut-il dis-

poser de cette terre qu'il a cultivée lorsqu'il est lui-même réduit en poussière ? »

Voilà la négation théorique du droit de tester ; voici en quels termes le décret du 7 mars 1793 fit passer dans la pratique la pensée de Mirabeau :

« La faculté de disposer de ses biens soit à cause de mort, soit entre-vifs, soit par donation contractuelle en ligne directe est abolie. »

L'esprit de renversement et de nivellement, la haine de la famille ne se sont jamais plus clairement affirmés.

Je ne m'arrêterai pas longtemps à justifier l'affirmation contraire, ce que nous avons dit précédemment du droit de propriété et de la libre disposition, qui en est pour ainsi dire le couronnement, simplifie sur ce point ma démonstration.

La propriété entraîne le droit de disposer de la chose. J'en conclus que la disposition par les libéralités, par le don, est la conséquence logique du droit lui-même. Pourquoi celui qui peut vendre ne pourrait-il pas donner ? Je donne à celui qui souffre, je donne à celui que j'aime, je donne à celui qui n'a pour me payer que sa reconnaissance, je donne pour me procurer la jouissance morale que cause le sentiment du bienfait accordé. Dites-moi en quoi l'intérêt social peut-être ainsi compromis ? N'est-il pas utile à l'humanité que les sentiments élevés qui trouvent dans la générosité pratiquée par l'homme envers son semblable une satisfaction légitime, puissent se manifester librement et resserrer les liens qui unissent entre eux les membres de la communauté ?

Pour nous, Messieurs, le précepte de la charité ôte à cette controverse toute importance pratique, et donne une souveraine raison de décider, mais vous remarquez que je me tiens ici dans les limites du raisonnement philosophique. Cela dit, comment nier que ce que je puis donner aux étrangers, je puisse le donner à mes enfants ? Et si je puis donner à mes enfants pendant ma vie, pourquoi ne pour-

rais-je pas leur donner à l'heure de ma mort ? Quel intérêt peut avoir la société civile à obliger le père à se dessaisir de son vivant ? Pourquoi ne pourrait-il pas transmettre les immeubles aussi bien que les valeurs mobilières, et que gagnerait l'Etat à pousser les chefs de famille à dénaturer leur fortune et à convertir les valeurs mobilières en valeurs transmissibles à volonté ?

Que, pour la validité du testament, l'intervention du droit civil soit nécessaire, cela est évident. La translation de la propriété exige, en effet, le concours de deux volontés coexistantes simultanées. Or, le testament ne vaut qu'après le décès, puisqu'il est de sa nature de pouvoir être, jusqu'à cette heure suprême, modifié par celui qui l'a fait. C'est donc la loi qui donne l'efficacité civile à l'expression de la dernière volonté, mais c'est dans le droit naturel, c'est dans l'instinct même de l'humanité, c'est dans les convenances sociales les plus évidentes que la faculté de disposer pour le temps où l'on ne sera plus, puise son origine et trouve sa justification. On ne saurait donc contester le droit de tester, et si le droit de tester existe en principe, on ne saurait refuser au père le droit de tester en faveur de l'un ou de plusieurs de ses enfants comme il pourrait le faire en faveur d'un étranger. L'opinion de Mirabeau n'est pas celle d'un jurisconsulte, c'est celle de la vengeance irritée et de la passion d'un sectaire.

Mais l'Etat n'a-t-il pas le droit de poser à la liberté testamentaire certaines limites ? Je n'en doute pas, Messieurs, et si vous entendez de ma bouche des critiques, contre notre système actuel de transmission et de partage des biens par succession ou testament, vous ne m'entendrez pas nier le droit qu'a le législateur de limiter le pouvoir de disposer, comme il a le droit de régler lui-même l'ordre de succession quand le propriétaire ne le fait pas. Toute la question est une question de mesure et d'opportunité. De mesure, car il n'est pas permis au législateur de restreindre le droit jusqu'au point où il approche de la négation même, et com-

promet l'existence même de la famille en rendant difficile la transmission du foyer ; d'opportunité puisqu'il doit tenir compte de l'état social et des mœurs de la nation dont les destinées dépendent de la sagesse de ses édits et de leur conformité aux grandes vérités du droit immuable.

L'étude de notre législation actuelle sera l'objet de ma prochaine leçon. Après l'exposé du système des successions *ab intestat*, je vous parlerai de la liberté testamentaire. Il n'est pas de question plus actuelle et plus vivante. Elle a été ouverte par les réclamations de l'agriculture et de l'industrie, et popularisée par les travaux d'un grand nombre de publicistes. Elle touche aux intérêts moraux et matériels les plus graves. Je veux étudier cette question et les principes qui la dominent. Cette étude ne sera, je l'espère, ni sans intérêt, ni sans utilité pour tous.

LUCIEN BRUN, *sénateur*.

LE RÉGIME LÉGISLATIF DE L'ALGÉRIE.

(SUITE ET FIN.)

IV.

La Constitution du 14 janvier 1852 portait :

« Le Sénat règle par un sénatus-consulte la constitution des colonies et de l'Algérie. »

Elle était muette sur l'exercice du pouvoir législatif en Algérie.

Le 3 mai 1854, un sénatus-consulte constitutionnel était rendu. Il établissait des règles spéciales pour le régime législatif de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et il ajoutait dans son article 18 :

« Les colonies autres que la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion seront régies par décrets de l'Empereur

jusqu'à ce qu'il ait été statué à leur égard par un sénatus-consulte. »

L'article 19 ajoutait :

« Les lois, ordonnances, décrets et règlements en vigueur dans les colonies continuent à recevoir leur exécution, en tout ce qui n'est pas contraire au présent sénatus-consulte. »

Les réserves des articles 18 et 19 s'appliquaient-elles à l'Algérie ? Si l'on ne consultait que le texte, il serait possible de le soutenir.

En vain dirait-on que l'Algérie, déclarée territoire français par la Constitution de 1848, n'était plus une colonie. Cette déclaration de l'article 109 de la Constitution était, en effet, commune au « *territoire de l'Algérie et des colonies.* » Mais, lors de la discussion du sénatus-consulte de 1854, le rapporteur et le président du Conseil d'Etat ont fait des déclarations rapportées en ces termes, dans les procès-verbaux du Sénat :

M. le général Charon désire qu'il soit bien entendu que l'Algérie n'est régie par aucun des articles du sénatus-consulte. Il pourrait arriver, selon lui, après la promulgation, que sans se référer aux rapports de la commission, on fût porté à regarder quelques dispositions du sénatus-consulte comme applicables à l'Algérie.

M. le président fait observer à l'honorable général que l'intitulé du sénatus-consulte suffit à lever toute espèce de doutes, il porte : la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion ; l'Algérie n'y étant pas comprise reste donc en dehors.

M. le général Charon insiste en faisant remarquer que le titre II ne concerne en effet que les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de La Réunion, mais que les titres I et III s'appliquent à toutes les colonies. Il résulte implicitement de l'article 17 (titre II) que l'Algérie, à laquelle tant de personnes donnent le nom de colonie,

reste en dehors du sénatus-consulte ; mais le général désire que le Sénat s'explique nettement à cet égard.

M. Baroche , président du Conseil d'Etat, dit qu'indépendamment de l'observation de M. le président, relative au titre même du projet de sénatus-consulte , on peut encore, pour répondre à l'observation de l'honorable préopinant, faire remarquer que la constitution métropolitaine, la constitution du 14 janvier 1852, statue que le Sénat règlera la constitution des colonies et la constitution de l'Algérie. Ce sont deux constitutions parfaitement distinctes que la constitution des colonies dont le Sénat s'occupe en ce moment, et la constitution de l'Algérie dont il n'est pas encore saisi. Il est bien entendu que toutes les dispositions du projet en discussion ne s'appliquent qu'aux colonies indiquées dans le titre du sénatus-consulte, et qu'aucune d'elles n'est applicable à l'Algérie.

M. le général Charon déclare que son observation n'avait d'autre but que de provoquer l'explication donnée par M. le président du Conseil d'Etat.

Du moins le sénatus-consulte de 1854 a-t-il maintenu en Algérie le régime existant : il a laissé intact l'article 25 de la loi du 24 avril 1833, d'après lequel les établissements français en Afrique étaient régis par des ordonnances.

En fait, pendant toute la durée de l'Empire, à l'exception de deux sénatus-consultes dont nous allons parler, la législation algérienne ne s'est composée que de décrets. Le gouvernement ne s'est adressé aux Chambres que lorsqu'il s'est agi d'un intérêt commun à la France et à l'Algérie. — Délais de procédure entre la France et l'Algérie (Loi du 11 juin 1859). — Conditions de la transportation en Algérie et régime des déportés (Lois des 24 janvier et 28 juillet 1850). — Rapports commerciaux et règlements de douanes entre la France et l'Algérie (Loi du 17 juillet 1867); — lorsque des règlements et mesures, ayant pour objet algérien, devaient être appliqués sur le territoire métropolitain. — (Délais des instances provenant de Corse ou d'Algérie de-

vant le Conseil d'Etat et devant la Cour de Cassation (Lois des 9 juin 1859 et 9 mai 1863 ; — et, enfin, lorsqu'une disposition relative à l'Algérie entraînait une allocation à inscrire au budget de la France. — Création de la banque de l'Algérie avec une avance d'un million par l'Etat (Loi du 4 août 1851, antérieure à la Constitution de 1852). — Etablissement des chemins de fer algériens (Loi du 20 juin 1860). — Lois de secours pendant la famine (Lois des 18 janvier et 28 mars 1868).

L'exercice de ce pouvoir, conforme aux textes que nous avons cités, n'a donné lieu pendant plus de vingt ans à aucune contestation. Dans toutes les branches de la législation, sans exception, ont pris place des décrets que d'innombrables transactions ont pris pour règle et dont la valeur légale ne saurait être infirmée sans porter un trouble profond aux droits acquis pendant cette longue période.

Cependant, des arrêts récents de la Cour d'Alger, relatifs à des décrets rendus depuis 1852, ont soutenu « que si, en Algérie, depuis la Constitution de 1848, selon les cas et l'urgence des circonstances, *certaines points* ont pu être encore réglés par des décrets, *le pouvoir législatif seul a dû légiférer sur certaines autres matières dont la nature et l'importance dépassaient les attributions du pouvoir exécutif*. Que, si large que l'on veuille faire à cette époque la part du pouvoir exécutif, si restreinte que l'on fasse celle du pouvoir législatif, encore faudrait-il reconnaître que l'établissement des compétences ou leur modification devaient entrer exclusivement dans le domaine législatif. »

De telles déclarations de principes offrent un double danger. Elles permettent aux tribunaux de faire eux-mêmes, en matière législative, un partage d'attributions sans base fixe, suivant l'importance des questions résolues. Elles impliquent l'illégalité d'un grand nombre de décrets appliqués en Algérie sans aucune contradiction depuis un quart de siècle. Citons, parmi beaucoup d'autres, ceux qui ont créé des juridictions pour la justice musulmane (31 décembre

1859 — 13 décembre 1866); — pour la justice dans la région saharienne (8 janvier 1870); — pour la justice kabyle (29 août 1874) — ceux qui ont modifié les règles de procédure et les lois de compétence, même entre Européens (Etablissement et organisation spéciale des cours d'assises, 19 août 1854); — de la Chambre des mises en accusation (15 décembre 1858); — Extension de la compétence des juges de paix au civil, en dernier ressort jusqu'à cinq cents francs, en premier ressort, jusqu'à mille francs, avec attribution de la compétence des présidents de tribunaux pour les référés et pour les mesures conservatoires; — au correctionnel pour le jugement de divers délits, lorsque le maximum de la peine ne dépasse pas six mois de prison et cinq cents francs d'amende (19 août 1854). — Attribution des fonctions de juge de paix aux commandants de place, de la qualité et des fonctions d'officiers de police judiciaire aux commandants, majors et adjudants de place, aux sous-officiers et commandants de brigade de gendarmerie, aux chefs des bureaux arabes et à leurs adjoints (15 mars 1860), — ceux qui ont réglé l'organisation communale (27 décembre 1866, — 19 décembre 1869), ou modifié l'organisation départementale que le général Cavaignac, postérieurement à la Constitution de 1848, avait réglée par un simple arrêté (9 et 16 décembre 1848, 30 déc. 1857, 31 août et 27 octobre 1858, 30 décembre 1860, 7 juillet 1864); — ceux qui ont déterminé les obligations militaires des habitants de la colonie, en prononçant, en cas de contravention, des pénalités de prison (9 novembre 1859, 17 octobre 1867), etc., etc.

La situation est bien différente de ce qu'elle était lors de l'avis du Conseil d'Etat du 31 octobre 1849. Non-seulement, le silence de la Constitution de 1852, l'abstention du Sénat qui réglait la constitution des colonies et laissait intact le régime législatif de l'Algérie, enfin une longue pratique, sans contradiction ni protestation d'aucune sorte, ont consacré, d'accord avec les textes anciens, le droit du pouvoir

exécutif de légiférer par décret. Contester rétroactivement ce pouvoir dans un pays où l'abus des procès a causé tant de ruines, c'est faire à la colonie un mal incalculable. Il n'est pas un droit, si solide qu'il paraisse, qui ne puisse en être ébranlé.

Il faut espérer, dans l'intérêt bien entendu de la colonisation, qu'une théorie si dangereuse ne prévaudra pas.

Mais, du moins, ces décrets, émanés du pouvoir exécutif, ont-ils eu le pouvoir de modifier ou d'abroger, soit des lois françaises promulguées en Algérie, soit des lois algériennes votées par les Chambres, la loi du 16 juin 1851, par exemple ?

La question est plus délicate.

M. de Belboeuf, commissaire du gouvernement, a soutenu, en 1866, devant le Conseil d'Etat que, même en Algérie, un simple décret rendu le 2 avril 1854 n'avait pu déroger à la loi du 16 juin 1851. Son opinion a été consacrée par un décret rendu en Conseil d'Etat (section du contentieux) le 28 février 1866. Cette jurisprudence a été confirmée par un nouveau décret, rendu dans les mêmes circonstances, le 28 mai 1868, et par une décision du Tribunal des conflits du 26 juillet 1873. Ce principe est encore rappelé par les motifs d'un arrêt de la Chambre criminelle du 22 mars 1878, d'après lequel « les lois françaises en vigueur en Algérie ne peuvent être abrogées ou modifiées que par une loi nouvelle votée par les deux Chambres et régulièrement promulguée (M. Saint-Luc-Courborieu, rapp.). »

Ce sont des autorités imposantes. Je me borne à faire à la solution qu'elles consacrent une double objection. Si les dispositions de la loi du 24 avril 1833 et de la Constitution du 14 janvier 1852 ont fait, sans aucune réserve, du pouvoir exécutif le législateur de l'Algérie, des décisions judiciaires peuvent-elles apporter des restrictions à sa puissance ?

J'ajoute qu'en fait, sous l'Empire, la loi du 16 juin 1851 a reçu par décrets, de nombreuses atteintes. Non-seulement l'article 3 du décret du 2 avril 1854, dont le Conseil d'Etat

n'a pas admis la validité, avait modifié en matière domaniale les compétences établies par l'article 13 de la loi du 16 juin 1851, mais bien d'autres dérogations y ont été apportées par de simples décrets.

« Aucun droit de propriété, disait l'article 14, ou de jouissance, portant sur le sol du territoire d'une tribu, ne pourra être aliéné au profit des personnes étrangères à la tribu. » — L'article 15 déclarait « nulles de plein droit, même entre les parties contractantes, toutes aliénations ou acquisitions faites contrairement à cette prohibition ; » il chargeait le ministère public d'en poursuivre la nullité d'office ; il punissait de suspension ou de révocation les notaires ou officiers publics qui auraient prêté leur ministère pour des aliénations ou acquisitions de cette nature.

Ces dispositions de la loi de 1851 ont été abrogées par un simple décret du 16 février 1859, rapporté lui-même par un décret du 7 mai suivant.

La même loi de 1851 statuait sur l'expropriation et sur l'occupation temporaire. Elle ajoutait que, « jusqu'à ce qu'une loi en ait autrement ordonné, » l'ordonnance du 12 octobre 1844 continuerait à être exécutée en ce qui touche les formes à suivre. Cela n'a pas empêché de modifier ces formes par de simples décrets (5 décembre 1855, — 11 juin 1858, — 8 septembre 1859).

Une des questions les plus importantes de la législation algérienne est celle qui touche au système des concessions et des ventes de terres domaniales.

Avant la loi de 1851, ce système était réglé par un arrêté du gouverneur général du 18 avril 1841 et par les ordonnances royales des 1^{er} octobre 1844, 21 juillet 1845, 21 juillet 1846, 5 juin 1847, 1^{er} septembre 1847, et par le décret du 26 avril 1851. Ces arrêté, ordonnances et décret réglaient les conditions de l'aliénation du domaine de l'Etat.

La loi de 1851 portait dans son article 6 :

« Les biens dépendant du domaine de l'Etat pourront être aliénés, échangés, concédés, donnés à bail ou affectés

à des services publics , dans les formes ou aux conditions qui seront ultérieurement déterminées par la loi. »

Or, ce sont de simples décrets qui ont établi les périmètres de colonisation , réglé les modes d'aliénation , la vente à prix fixe , aux enchères publiques , de gré à gré , l'échange et , enfin , la concession des terres et des forêts domaniales aux anciens militaires , aux immigrants , aux cultivateurs résidant en Algérie (25 juillet 1860, — 10 décembre 1860, — 28 mai 1862).

Les lois françaises , promulguées en Algérie , ont été également modifiées à maintes reprises par de simples décrets , notamment par ceux qui ont étendu la compétence des juges de paix , dérogeant à la loi du 15 mai 1838 , promulguée en Algérie par l'ordonnance du 26 septembre 1842 (art. 12), et à la loi du 2 mai 1855 , promulguée par décret du 18 juillet suivant. Sauf le pouvoir constitutionnel du Sénat , pendant toute la durée de l'Empire , le pouvoir exécutif s'est regardé comme l'unique législateur de l'Algérie. Il y aurait de graves inconvénients à ébranler l'autorité d'une législation aussi complexe , à laquelle tous les intéressés ont attribué force de loi pendant un si grand nombre d'années , et qui a réalisé sur bien des points d'incontestables progrès. Ce ne serait certainement pas servir les intérêts algériens que de déclarer sans valeur légale les décrets qui , de 1854 jusqu'à ce jour , ont étendu la compétence des juges de paix d'Algérie. A supposer qu'il y ait eu erreur , l'erreur commune de tous les pouvoirs , des tribunaux et des justiciables , pourrait-elle être réformée aujourd'hui ? *Error communis facit jus*. Cependant de simples décrets n'auraient pu abroger les sénatus-consultes qui ont été rendus , le 22 avril 1863 , sur la constitution de la propriété dans les territoires occupés par les Arabes , et , le 14 juillet 1865 , sur l'état des personnes et la naturalisation en Algérie. Le Sénat avait reçu de la Constitution de 1852 une délégation spéciale pour régler les questions constitutionnelles concernant l'Algérie et les colonies.

« C'est le pacte constitutionnel, disait M. Delangle dans son rapport présenté au Sénat, en 1865, destiné essentiellement à concentrer, à diriger les forces sociales, qui détermine les droits civils et politiques, qui règle les conditions de leur application, qui décide en quels cas l'exercice en est permis ou suspendu. »

On a jugé qu'il en était de même pour la reconnaissance de la propriété arabe et pour la substitution, en principe, de la propriété individuelle à la propriété collective des tribus.

Ces questions ont été réglées comme constitutionnelles par le Sénat : il n'y pouvait plus être apporté de modifications que par le pouvoir constituant. Une grande différence existe, sous ce rapport, entre la loi du 16 juin 1851, votée par l'Assemblée législative, et les deux sénatus-consultes votés par le Sénat en 1863 et en 1865, comme pouvoir constituant.

Pour achever cet exposé du régime législatif de l'Algérie sous l'Empire, disons que les derniers vestiges du droit accordé au gouverneur général de légiférer par arrêté ont disparu par le décret du 31 août 1858, qui a supprimé les fonctions de gouverneur général.

Ces fonctions ont été rétablies par les décrets des 10 décembre 1861 et 7 juillet 1864, mais avec des attributions purement administratives.

V.

Le gouvernement du 4 septembre a rendu pour l'Algérie, comme pour la France, un grand nombre de décrets. Quoiqu'il n'eût pas le pouvoir constituant, par un décret du 24 octobre 1870, il déclara citoyens français les Israélites indigènes de l'Algérie, déclarant « abolies » les dispositions contraires du sénatus-consulte de 1865.

Ce sénatus-consulte déclarait les Israélites indigènes aptes à être admis, sur leur demande, à jouir des droits de

citoyen français, en se soumettant à la loi française. Sur trente-cinq mille Israélites algériens, cent quarante-deux seulement s'étaient fait naturaliser jusqu'en 1870. Le décret du 24 octobre 1870 prononça en bloc leur naturalisation.

Quant au sénatus-consulte sur la constitution de la propriété dans les territoires arabes, il fut « *suspendu* » par une simple dépêche télégraphique du commissaire extraordinaire de la République en Algérie, envoyée « par ordre du gouvernement de la République. »

Les règles établies, en vertu du sénatus-consulte, pour la reconnaissance et le partage de cette propriété, furent remplacées par une courte phrase de la dépêche télégraphique :

« Il sera procédé à la reconnaissance de la propriété individuelle *au profit des cultivateurs actuels.* »

Aucun des décrets du gouvernement de la Défense nationale ne régla l'exercice du pouvoir législatif en Algérie. L'Assemblée nationale, dont le pouvoir constituant ne peut être contesté, ne le fit pas davantage. Elle se borna à voter, le 26 juillet 1873, une loi sur l'établissement et la conservation de la propriété en Algérie, qui, sans abroger le sénatus-consulte de 1863, en modifia l'application.

Aussi, depuis 1871, avec quelque timidité et sans paraître bien sûr de son droit, le pouvoir exécutif a-t-il continué à rendre quelques décrets modifiant ou complétant la législation algérienne. Il a attribué la qualité et les fonctions d'officier de police judiciaire aux chefs des circonscriptions cantonales du Tell et aux sous-officiers de gendarmerie (30 avril 1872); — aux officiers chefs des affaires indigènes et à leurs adjoints titulaires (1^{er} février 1874). Il a réglé diverses obligations résultant de l'indigénat, en déterminant la sanction pénale des arrêtés préfectoraux à intervenir, la juridiction appelée à juger les infractions à ces arrêtés, déclarant que les tribunaux de simple police statueraient en dernier ressort (29 août 1874). Il a organisé la justice en Kabylie, les règles de compétence, déterminant, suivant les

cas, la loi à appliquer aux justiciables (29 août et 10 octobre 1874). Il a modifié le délai fixé par l'article 20 de la loi du 22 frimaire an VII, pour l'enregistrement des actes d'huissiers (23 août 1875). Il a conféré au garde des sceaux, d'abord pour la Kabylie, puis pour toute l'Algérie, le droit d'investir les greffiers de justice de paix des fonctions de notaire (29 août 1874 et 18 janvier 1875).

La légalité d'un de ces décrets ayant été contestée devant la Chambre criminelle, elle a été reconnue dans les termes suivants, par un arrêt du 22 mars 1878, au rapport de M. Saint-Luc Courborieu, que nous avons déjà cité :

« Attendu que, sans doute, les lois françaises en vigueur en Algérie ne peuvent être abrogées ou modifiées que par une loi nouvelle, votée par les deux Chambres et régulièrement promulguée; — mais que, relativement aux matières non traitées et non réglées par ces lois, le président de la République peut, en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, prendre, sous forme de décrets, des mesures ayant un caractère législatif destinées à subvenir aux besoins pressants de l'ordre et de la tranquillité en Algérie; — Attendu que les mesures autorisées, à l'égard des indigènes, par les décrets de 1874, et formulées dans l'arrêté précité, ont essentiellement le caractère de mesures urgentes de sûreté publique et de discipline locale et algérienne; qu'elles se réfèrent à des obligations et infractions spéciales, non prévues par le Code pénal et les autres lois françaises, et qu'elles ont pour objet d'assurer en Algérie l'exécution immédiate des lois et règlements concernant les indigènes; — Qu'elles rentraient dans les prévisions de l'ordonnance de 1834, dont les dispositions n'ont pas été restreintes et limitées par un partage d'attributions entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif; — Attendu que, dans ces circonstances et dans les limites que l'auteur des décrets avait posées et qui n'ont pas été dépassées, ces décrets ont la plénitude de l'autorité législative, et que le pouvoir exécutif a pu sans trouver un obs-

tacle dans l'article 172 du Code d'instruction criminel, régler la matière à laquelle ils s'appliquent, en déterminant la sanction pénale des arrêtés préfectoraux à intervenir, la juridiction appelée à juger les infractions à ces arrêtés, et déclarer que les tribunaux de simple police statueraient en dernier ressort. »

VI.

La Constitution de 1875 ne contient aucune disposition relative à l'Algérie. Les lois organiques règlent seulement le nombre de sénateurs et de députés que doit nommer l'Algérie et le mode de leur élection.

L'exercice du pouvoir législatif en Algérie, qui était à l'époque de la loi du 20 novembre 1873 une des prérogatives du Président de la République, n'a pas été restreint par les lois constitutionnelles.

Le pouvoir exécutif devant être exercé dans les conditions où il a été reçu, sauf les modifications apportées par les lois constitutionnelles (art. 1^{er} de la loi du 20 novembre 1873), il semble que ce droit ne peut plus être modifié aujourd'hui qu'en se conformant à l'article 8 de la loi du 25 février 1875 sur la révision des lois constitutionnelles. Depuis la mise en vigueur de la Constitution, le Président de la République a, en effet, rendu plusieurs décrets impliquant de sa part l'exercice du pouvoir législatif (11 novembre 1875 ; 27 avril 1877, etc).

Cependant, à la séance de la Chambre des députés du 21 février 1878, M. de Marcère, ministre de l'intérieur, a déclaré que « le gouvernement voulait substituer le régime de la loi au régime des décrets pour tout ce qui concerne l'organisation de l'Algérie. »

On peut soutenir que la situation de l'Algérie comporte aujourd'hui une modification de son régime législatif, analogue à celles que la loi du 24 avril 1833 et le sénatus-consulte du 5 mai 1854 ont introduites dans nos princi-

pales colonies. Le partage d'attributions qui était proposé en 1848 par le général de Lamoricière serait réalisable, pourvu qu'en réservant les mesures législatives les plus usuelles au pouvoir exécutif, il évitât le mal réel que causeraient aux affaires les lenteurs inhérentes aux débats parlementaires. Ces lenteurs, que le maréchal Bugeaud redoutait en 1847, que M. Thiers signalait en 1871 comme une des plus grandes difficultés du gouvernement de l'Algérie, et dont le général Chanzy se plaignait si justement dans son discours au Sénat le 19 mars 1878, deviendraient sans doute intolérables si les deux Chambres exerçaient exclusivement pour l'Algérie le pouvoir législatif.

Mais, quelle que soit la mesure adoptée, il importe qu'elle soit votée suivant les formes constitutionnelles, et qu'une législation qui a bientôt cinquante ans d'existence ne soit pas bouleversée par de simples déclarations portées à la tribune.

Jusqu'aujourd'hui aucun texte n'a infirmé la loi du 24 avril 1833, aucun texte ne justifie même, à notre avis, les restrictions contenues dans l'avis du Conseil d'Etat du 31 octobre 1849 et dans les arrêts de la Chambre criminelle des 19 avril 1851 et 22 mars 1878. Aucun texte ne fait de distinction entre *les mesures réclamées par les besoins pressants de l'ordre et de la tranquillité, mesures urgentes de sûreté publique et de discipline locale et celles dont l'importance réclamerait une solution législative.*

Le chef du pouvoir exécutif n'a pas cessé d'être le législateur de l'Algérie. Si le gouvernement veut faire prévaloir une autre doctrine, il est indispensable qu'il la soumette au pouvoir constituant suivant les règles que lui trace la loi du 25 février 1875.

VII.

La question de la promulgation des lois françaises en Algérie se rattache intimement à notre sujet et ne présente pas des difficultés moins sérieuses.

Il a été généralement admis que les lois générales de la métropole ont été, dans la mesure des mœurs et des habitudes locales, rendues applicables à l'Algérie par le seul fait de la conquête. (Ch. des req., 4 fév. 1863. Ch. crim., 17 août 1865, 17 novembre 1865. Ch. civ., 15 juillet 1868—Ch. crim. 5 janvier 1871). C'est une formule un peu inquiétante, car qui sera juge de cette « *mesure des mœurs et des habitudes locales* ? »

Il faut bien reconnaître qu'au moment de la conquête, la Charte de 1814, dont la Charte de 1830 et la Constitution de 1848 ont reproduit les expressions, soumettait les colonies à des *lois particulières*, c'est-à-dire à des lois distinctes de celle de la métropole.

En instituant une Cour de justice et un tribunal de police correctionnelle, le général en chef, par ses arrêtés législatifs des 9 septembre et 22 octobre 1830, disposait (art. 6) : « La Cour de justice est autorisée à appliquer les lois françaises ou celles du royaume d'Alger, de même que les usages et coutumes de l'un et de l'autre pays, *suivant qu'elle le croira convenable*. » — Et (art. 10) :

« Toute plainte pour cause de forfaiture, de prévarication ou de déni de justice, contre les juges des tribunaux musulmans ou israélites, sera portée devant le général en chef qui en ordonnera ; » enfin, (art. 12) : « Tout jugement portant condamnation à la peine capitale ne sera exécutoire qu'après avoir obtenu l'approbation du général en chef. »

C'étaient là de graves dérogations à l'application de plein droit des lois françaises d'intérêt général.

Les ordonnances du 10 août 1834 et du 26 septembre 1842 ont organisé un système plus régulier d'administration de la justice. Elles ont décidé, dans des termes presque identiques (art. 31 et 33 de l'ordonnance de 1834, 37 et 39 de l'ordonnance de 1842) que « *la loi française régit les contestations entre Français et étrangers ; que les indigènes sont présumés avoir contracté entre eux, selon la loi du pays, à moins qu'il y ait convention contraire ; — que les*

contestations entre indigènes, relatives à l'état civil, seront jugées conformément à la loi religieuse des parties; — que dans les contestations entre Français ou étrangers et indigènes, *la loi française ou celle du pays est appliquée selon la nature de l'objet en litige, la teneur de la convention, et à défaut de convention selon les circonstances ou l'intention présumée des parties*; » — enfin, « que les tribunaux français ne peuvent prononcer, même contre les indigènes, *d'autres peines que celles établies par les lois pénales françaises*. »

Ces textes contiennent certainement la promulgation de nos principales lois françaises, mais avec de nombreuses restrictions. La loi algérienne résultant des ordonnances reste donc une loi spéciale; le droit métropolitain n'est introduit que peu à peu et dans une mesure très-étroite, suivant que le pouvoir exécutif, législateur de l'Algérie, le juge possible et opportun. — L'article 14 de l'ordonnance du 15 avril 1845 répétait encore : « Les territoires civils sont régis par le droit commun, *tel que la législation spéciale de l'Algérie le constitue* et sous la réserve des dispositions particulières aux indigènes qui habitent ces mêmes territoires. »

L'ordonnance du 16 avril 1843 promulgua le code de procédure en y apportant des modifications considérables. L'instruction criminelle resta longtemps soumise à des lois spéciales et le décret du 15 décembre 1858 ne promulgua que quelques chapitres de notre *Code* d'instruction criminelle, qui n'est pas encore actuellement applicable en entier à l'Algérie.

C'est donc aller trop loin que d'attribuer au seul fait de la conquête la promulgation implicite en Algérie de toutes les lois générales de la métropole.

Le gouvernement français avait la plénitude des droits de législateur. « Une nation acquiert par les armes le droit de » commander aux peuples vaincus, » dit Puffendorf. — « Le titre de la souveraineté du vainqueur est fondé, dit

» Grotius, sur ce que les vaincus s'étant engagés à la
» guerre avec lui, après l'avoir offensé et lui avoir refusé
» la juste satisfaction qu'ils lui devaient, ils se sont exposés
» par là au sort des armes et ont tacitement consenti par
» avance à toutes les conditions que le vainqueur voudrait
» leur imposer. »

La France pouvait imposer à l'Algérie toutes ses lois ? Cela ne fait aucun doute. — Mais l'a-t-elle voulu ? Il suffit de parcourir la longue série des arrêtés et des ordonnances qui ont formé, pendant dix-huit ans, jusqu'en 1848, un ensemble complet de législation, pour se convaincre du contraire. Tout est réglementé par des dispositions spéciales : les promulgations sont restreintes dans leur objet, elles sont accompagnées de nombreuses modifications. Le législateur de l'Algérie n'a pas voulu y introduire les lois de la France dans leur ensemble ; il a fait pour cette colonie, suivant l'expression de la Charte, tout un système de *lois particulières*.

En 1848, pour la première fois, des propositions d'assimilation législative se produisent. Elles ne sont pas accueillies. L'eussent-elles été qu'elles eussent créé un état de choses nouveau, et que l'application des lois françaises à l'Algérie eût été le résultat d'un vote de l'Assemblée nationale, et non la conséquence légale de la conquête.

Quand on étudie chacun des arrêts qui renferment la théorie de l'application de plein droit des lois générales antérieures à la conquête, on reconnaît qu'à côté de ce principe un peu vague, il y a toujours un fait positif, dans lequel la jurisprudence a pu voir, avec juste raison, une promulgation implicite.

Ainsi, la Cour de Cassation a décidé, par un arrêt du 17 novembre 1865 (Ch. crim., MM. Legagneur, rapp.; Charrins, av. gén.), que, « le gouvernement ayant pris en main l'administration des forêts qui lui appartiennent en Algérie, et ayant institué les agents et préposés chargés de veiller à la police et à l'exploitation de ces propriétés, les forêts et les

droits de l'Etat n'ont pu demeurer sans une protection légale; et que, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, le Code forestier leur est devenu de plein droit applicable. »

Même solution de la Chambre des Requêtes, le 4 février 1863 (MM. de Carnières, rapp.; Paul Fabre, av. gén. (conclusions conformes), pour la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat. « Sa mise à exécution a été, dit cet arrêt, la conséquence nécessaire de l'institution du notariat sur le sol algérien, puisqu'on ne peut comprendre l'existence de cette institution sans la mise en vigueur de la loi qui en est la base et qui règle les conditions de son fonctionnement. »

Enfin, la Chambre civile a décidé, le 15 juillet 1868 (M. Gastambide, rapp.; M. Blanche, av. gén. (concl. conf.)), que le fait de travaux publics relatifs au curage de rivières non navigables, et à l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent, avait suffi pour rendre applicable, sans promulgation locale, la loi de floréal an XI, qui règle le recouvrement des frais d'entretien, de réparation ou de construction de ces travaux.

Les mêmes motifs ne permettent pas d'admettre la jurisprudence d'un arrêt de la Chambre criminelle, du 3 octobre 1857, qui a déclaré non applicable en Algérie l'article 75 de la Constitution de l'an VIII, parce qu'il n'y avait pas été promulgué. Il est plus exact de dire, avec la Chambre civile (5 mai 1862, 3 avril 1866) et avec le conseil d'Etat (21 mai 1864), que « la garantie de l'article 75 est inhérente à la nature même des fonctions; qu'elle suit le fonctionnaire partout où il remplit ses fonctions et où il exerce une autorité émanant du gouvernement. » Envoyer en Algérie des fonctionnaires couverts par la garantie constitutionnelle, c'est y promulguer implicitement l'article 75.

Ces divers arrêts, — les seuls qu'ait rendus, dans le sens de la promulgation implicite, la Cour de Cassation, — limitent l'interprétation qui doit être donnée à la maxime que les lois d'intérêt général de la métropole ont été rendues

applicables à l'Algérie par le seul fait de la conquête. C'est moins le fait de la conquête que la promulgation implicite résultant de certains actes du gouvernement et de certaines lois spéciales, qui les a rendues exécutoires.

Citons encore l'arrêt de la Chambre criminelle du 17 août 1865, qui, après avoir constaté la promulgation par les ordonnances de 1834 et de 1842, des lois pénales françaises, en tire la conséquence « que les lois complémentaires ou modificatives du Code pénal sont exécutoires en Algérie, sans avoir besoin d'y être promulguées par un acte spécial du pouvoir exécutif.

Mais, ces réserves faites, la jurisprudence a toujours maintenu avec la plus grande fermeté, le principe que les lois postérieures à la conquête ne sont exécutoires en Algérie qu'en vertu d'une promulgation spéciale, à moins que, par une disposition formelle dont on pourrait citer plusieurs exemples, le législateur ait expressément déclaré sa volonté de rendre la loi applicable à l'Algérie comme à la métropole (Ch. crim., 21 mai 1836, 3 mai 1844, 17 novembre 1849; — Ch. civ., 1^{er} décembre 1863; — Ch. crim., 5 janvier 1871 (cassation dans l'intérêt de la loi). — S'il en était autrement, les textes constitutionnels, d'après lesquels l'Algérie est régie par des lois particulières, deviendraient lettre morte.

C'est du reste ce que prescrivait impérativement l'arrêté législatif du général Cavaignac, chef du pouvoir exécutif, en date du 16 décembre 1848, portant que « le gouverneur général promulgue les lois, décrets et règlements exécutoires en Algérie, et que la promulgation résulte de l'insertion au *Bulletin officiel des actes du gouvernement*. » Cette disposition a été maintenue et mise d'accord avec les diverses modifications qu'a subies le gouvernement de l'Algérie par le décret du 27 octobre 1858, puis par l'arrêté du gouverneur général, du 14 janvier 1861, rendu en exécution du décret du 10 décembre 1860. Elle n'a pas été abrogée et elle est par conséquent toujours en vigueur.

Il est vrai que le 28 novembre 1870, M. Charles du Bouzet, commissaire extraordinaire de la République, crut pouvoir modifier cette prescription légale par une simple circulaire adressée aux préfets de l'Algérie, dans laquelle on lit :

« Aujourd'hui que l'Algérie n'est plus considérée comme une simple colonie, mais forme en réalité trois nouveaux départements français, il résulte de cette situation nouvelle, si clairement définie par le décret du 24 octobre 1870 (art. 3 et 4), que les lois, décrets et règlements ne sont plus soumis, en ce qui la concerne, à un mode spécial de promulgation, et qu'il y a lieu désormais de se conformer, à cet égard, aux règles établies pour tout le territoire de la République. »

En vain chercherait-on dans le décret du 24 octobre, invoqué par cette circulaire, un seul mot d'où il fût possible de tirer une pareille conséquence. Il n'y est fait aucune allusion directe ou indirecte à la promulgation des lois.

M. le premier avocat général Bédarrides disait avec une haute raison, dans son réquisitoire dans l'intérêt de la loi du 3 janvier 1871, que « chacun des décrets d'assimilation du 24 octobre 1870 est limité par son objet même, » et il faisait remarquer que le gouvernement du 4 septembre « rendait journellement des décrets dont les uns étaient déclarés applicables et les autres non applicables à l'Algérie, convaincu sans doute que l'assimilation absolue ne serait que l'effet du temps et des progrès de la colonisation. »

Malgré ces principes constants, il s'est introduit à la Chambre des députés, pendant la session de 1878, une pratique dangereuse, reproduisant la théorie de M. du Bouzet. Au lieu d'insérer dans le texte de la loi une disposition additionnelle qui la rende applicable en Algérie ou d'en obtenir du pouvoir exécutif la promulgation spéciale, les rapporteurs, se disant d'accord avec le gouvernement, se sont bornés à faire à la tribune la déclaration « que l'Algérie n'était plus soumise aujourd'hui au régime colo-

nial ordinaire, et que, par conséquent, les lois votées devaient s'appliquer sans difficulté à l'Algérie comme à la France. »

Quelle valeur peuvent avoir de semblables déclarations? Elles induisent en erreur les justiciables et les tribunaux inférieurs, et elles rendent incertaine l'application de la loi. M. Albert Desjardins, professeur à la Faculté de droit de Paris, qualifiait fort justement d'irrégulier, dans un article publié par la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, « un mode de procéder qui met à la place » ou d'une loi ou d'une promulgation, la déclaration faite » par un rapporteur dans une des deux Chambres au nom » de la commission et avec l'accord du gouvernement, » l'assurance donnée par un ministre dans une conversation privée avec des députés et communiquée au public » par un organe officieux. »

Les questions de légalité ne doivent pas être traitées légèrement. Il ne faut pas qu'il puisse s'élever le moindre doute sur l'étendue des droits respectifs du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Il ne faut pas surtout que ce doute puisse altérer la confiance et le sentiment de sécurité que toute loi doit inspirer, quelle qu'en soit l'origine.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.

DE LA PROPRIÉTÉ DES ÉGLISES & DES PRESBYTÈRES

SUITE ET FIN (1).

V. — DÉCRETS DU 30 MAI 1806 ET DU 30 DÉCEMBRE 1809.

Le décret du 30 mai 1806, en son article 1^{er}, dispose :

« Les églises et presbytères qui, par suite de l'organisation ecclésiastique, seront supprimés, *sont* partie des biens rendus aux Fabriques, et *sont* remis à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquels ils seront situés... »

Voilà assurément un langage digne de remarque. Tout l'échafaudage du Conseil d'Etat est bouleversé : on revient purement et simplement au droit concordataire, et l'on *reconnait* aux Fabriques la propriété des églises, de même que celle des autres bien restitués, en exécution du concordat, par l'arrêté du 7 thermidor an xi. Entre les biens des Fabriques, pas de distinction à faire ; c'est ce que déclare notre décret.

N'est-il pas évident, en effet, que dans l'esprit du législateur de 1806, la mesure qu'il prend n'a aucunement pour objet de conférer, d'attribuer la propriété des églises aux Fabriques, mais purement et simplement de la constater ! Restitution de leurs biens a été opérée comme elle devait l'être, aux Fabriques : parmi ces biens, se trouve « la propriété première et essentielle » de la Fabrique, l'église. Or, le législateur déclare, en opposition avec l'avis erroné de prairial, que la restitution ne doit point s'entendre seulement des édifices conservés, mais aussi bien de ceux qui dépendent de paroisses supprimées. Ces derniers doivent

(1) Voir 6^{me} année, 1^{er} semestre 1878, p. 385 ; 2^e semestre, p. 73 et 174.

donc être tenus pour rendus comme les autres ; et, par conséquent, ils ont dû passer comme le reste des biens restitués en l'an XI, aux Fabriques voisines. C'est bien dans ces termes, en effet, qu'est conçu le décret de 1806.

Sans doute, on objecte que la décision émise au sujet des édifices supprimés tend à fournir un argument à *contrario* à l'égard des autres : *Qui dicit de uno negat de altero*.

Raisonner ainsi, c'est se refuser à tenir compte des termes mêmes dans lesquels est conçue la disposition de notre décret, laquelle est manifestement *déclarative* et non *attributive* de propriété (1).

Ainsi était battu en brèche le système du Conseil d'Etat. Il ne s'agit encore en 1806, dit-on, que des églises supprimées. Voyons quelles idées triomphèrent au sujet des églises conservées ; quelle organisation vient présider au fonctionnement des Fabriques, et spécialement, si les motifs qui ont servi de base au système du Conseil d'Etat, ne se trouvent point, non-seulement détachés de ce système, mais acquis désormais à la doctrine que nous défendons.

On se souvient, en effet, que les trois ministres dont les rapports ont provoqué l'avis du 2 pluviôse an XIII, étaient d'accord avec notre ancienne jurisprudence pour poser ce principe : *Où sont les charges, là est la propriété*.

L'article 1^{er} du décret de 1809 détermine comme il suit, et le but de l'institution des Fabriques, et le principe de l'obligation aux charges tant pour les Fabriques elles-mêmes que pour les communes.

« Les Fabriques, dont l'article 76 de la loi du 18 germinal an X a ordonné l'établissement, sont *chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples ; d'administrer les aumônes et les biens ;... les sommes supplémentaires fournies par les communes, etc.* »

Ainsi, la Fabrique *veille à l'entretien* des temples, telle est la première partie de sa mission : pour cet effet, elle

(1) Voy. Dalloz, v^o Culte.

possède des *biens* auxquels s'ajoutent des *sommes* fournies par les communes, à *titre de supplément*. C'est ce que répète encore l'article 36, formant la section intitulée : *des Revenus de la Fabrique*. Ces revenus sont : « ... 11° Le supplément donné par la commune, *le cas échéant*. » Dans quel cas écherra-t-il à fournir un supplément? Evidemment, lorsque les ressources de la personne civile, chargée de l'obligation principale, seront insuffisantes pour subvenir aux dépenses.

« Art. 37. — Les charges de la Fabrique sont : 1° de fournir aux frais nécessaires du culte, savoir : 2°... 3°... 4° *de veiller à l'entretien des églises, presbytères et cimetières, en cas d'insuffisance des revenus de la Fabrique*, de faire toutes diligences nécessaires pour qu'il *soit pourvu aux réparations et reconstructions*, ainsi que le tout est réglé au § III. »

Que portent les dispositions inscrites dans ce § III? On y établit avec précision comment la Fabrique a toute initiative, activement et passivement. Elle est chez elle, elle surveille l'état de sa maison ; à elle seule de rechercher si l'édifice a besoin de réparations. Les marguilliers et spécialement le trésorier, seront tenus de veiller à ce que toutes les réparations soient bien et promptement faites (art. 41). En est-il d'urgentes? le bureau y pourvoit immédiatement jusqu'à concurrence d'un chiffre déterminé ; le conseil ordonne les autres et y consacre tous les fonds disponibles, une fois acquittée la dépense ordinaire du culte. Quant à la commune, « le cas échéant, » elle sera appelée à fournir un complément si la dépense ordinaire, arrêtée par le budget, ne laisse pas *de fonds disponibles*, ou n'en laisse pas *de suffisants pour les réparations* : le bureau en fera son rapport au conseil, et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il soit pourvu, dans les formes prescrites au chapitre IV : « Cette délibération sera envoyée par le président au préfet (art. 43). »

Ces dispositions du chapitre IV organisent, ainsi qu'on

va le voir, les formes dans lesquelles s'exerce « le *recours* d'une Fabrique sur une commune (art. 101). »

Mais, d'abord, comment se règle le budget de la Fabrique?

« Art. 46. — Le budget établira la recette et la dépense de l'église, classées dans l'ordre suivant : 1^o les frais ordinaires de la célébration du culte; 2^o ... 3^o ... 4^o l'excédant (des revenus), *s'il y en a*, sera affecté aux *grosses réparations* des édifices affectés au service du culte. »

Art. 47. — Le budget est « envoyé à l'Evêque diocésain, pour avoir sur le tout son approbation. »

S'il se trouve des revenus suffisants pour acquitter aussi bien les dépenses ordinaires du culte que les grosses réparations, le budget est ainsi réglé.

« Art. 48. — Dans le cas où les revenus de la Fabrique couvriraient les dépenses portées au budget, le budget pourra, *sans autres formalités*, recevoir sa pleine et entière exécution. »

En pareil cas, point d'intervention du Préfet, nulle communication à faire au conseil municipal, aucune demande à lui présenter.

Au contraire :

« Art. 49. — *Si les revenus sont insuffisants* pour acquitter, *soit les frais indispensables du culte... soit les réparations des bâtiments...*, le budget contiendra l'aperçu des fonds qui devront être demandés aux paroissiens pour y pourvoir, ainsi qu'il est réglé dans le chapitre IV. »

Est-il possible de méconnaître que la Fabrique reçoive de la loi l'*obligation principale* de pourvoir tant aux *réparations* qu'aux *frais ordinaires* du culte, sous cette seule condition, de consacrer *d'abord* ses ressources aux frais ordinaires, pour employer aux réparations les fonds qui restent disponibles, c'est-à-dire l'excédant, s'il y en a, bien entendu.

Aussi est-on un peu surpris, lorsqu'on vient de lire les articles ci-dessus reproduits ou analysés, d'entendre des

auteurs recommandables exprimer cette opinion que la Fabrique n'est pas même tenue de contribuer pour une part quelconque aux réparations autres que celles qui ont un caractère locatif, et que toute allocation dans ce sens est purement facultative de sa part (1). On s'appuie pour soutenir ce système sur les dispositions du chapitre IV, auquel nous arrivons.

Ce chapitre, intitulé : *Des charges des communes relativement au culte*, ne paraît guère susceptible de faire échec aux dispositions précédentes spécialement relatives aux charges des Fabriques. Toutefois, il faut reconnaître que la première disposition qu'on y lit s'accorde mal avec les textes déjà connus.

« Art. 92. — Les charges des communes relativement au culte, sont : 1^o *De suppléer à l'insuffisance des revenus de la Fabrique* pour les charges portées en l'article 37; 2^o de fournir au curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un logement, ou à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire; 3^o *de fournir aux grosses réparations des édifices consacrés au culte.* »

A vrai dire, il semble, d'après cet article isolé, que les grosses réparations constituent une charge exclusivement imposée aux communes. Mais, la rédaction vicieuse de cette disposition est manifeste : Le § 1^{er} ne s'en réfère-t-il pas à l'article 37, dans lequel les frais des « réparations et reconstructions » c'est-à-dire apparemment des « grosses réparations », ne provoquent un recours à la commune qu'en cas « d'insuffisance des revenus de la Fabrique ». De telle sorte que le § 1^{er} et le § 2 sont déjà en complète contradiction ! (2) Ce n'est pas tout : les articles 94 et sui-

(1) M. Carré.

(2) Le projet du décret de 1809, tel qu'il fut soumis au Conseil d'État, disposait ainsi dans l'article 103, devenu l'article 92 : « Les dépenses des communes relativement au culte sont : 1^o *De suppléer à l'insuffisance des revenus de la Fabrique pour la célébration du service divin*, le traitement

vants placés au chapitre IV, reproduisent d'abord et complètent ensuite les dispositions du chapitre II (article 43) : « Article 94. S'il s'agit de *réparations des bâtiments, de quelque nature qu'elles soient*, et que la dépense ordinaire

des vicaires légalement établis, et les *réparations et reconstructions des édifices consacrés au culte*; 2° de fournir au curé ou desservant un presbytère..., etc. »

Le Conseil d'Etat voulut subdiviser le 1^{er} paragraphe en deux, et ce ne peut être qu'à la suite d'une erreur, que le dernier paragraphe relatif aux presbytères, a conservé le n° 2, alors qu'il aurait dû prendre le n° 3.

Cette méprise toute matérielle a eu pour résultat, non-seulement de mettre l'article 92 en contradiction avec lui-même d'abord, ainsi que nous l'avons montré au texte, et avec les articles 37, 46, 49 et 94, quant aux réparations. Il a permis, et lui seul entre tous les articles du décret de 1809, au Conseil d'Etat et aux auteurs qui défendent ses doctrines, de soutenir, contrairement à toute équité, contrairement à toutes les règles d'une saine interprétation, que l'obligation de *fournir un presbytère*, ou tout au moins *l'indemnité de logement*, constituerait une obligation principale à la charge de la Fabrique. Et cela, parce que l'article 93, qui ne s'accorde réellement avec l'article 92 que par la transposition des § 2 et 3, s'exprime ainsi :

« Dans le cas où les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des Fabriques *pour ces deux premiers chefs...* » Les deux premiers chefs, c'étaient évidemment : 1° la célébration du service divin ; 2° les grosses réparations ? A cette condition seulement l'article 92 est remis en harmonie avec l'article 93, d'une part, et l'article 94, qui le suit immédiatement.

C'est par un avis du 21 août 1839, que le Conseil d'Etat a ainsi mis à profit, pour imposer aux Fabriques l'obligation de fournir l'indemnité de logement, l'erreur de 1809, due sans doute à un copiste et non point à la haute Assemblée. Cette interprétation a été maintenue par un arrêt du 21 avril 1848. M. Aucoc, qui défend le même système, en soutenant que la rédaction du décret a été volontaire et réfléchie, a dû reconnaître pourtant que « la pensée du Conseil d'Etat a été mal exprimée. »

La cour de Dijon, par arrêt du 1^{er} juillet 1837, et après elle la cour suprême, par arrêt du 7 janvier 1839, avaient repoussé le système accueilli par l'avis de 1839 ; et M. Cornudet, commissaire du gouvernement, dans ses conclusions contraires, avait, à son tour, rétabli la vérité au point de vue historique et doctrinal, avec une autorité digne d'un plus heureux succès (pour l'arrêt de 1848.)

(Voyez Lebon. *Recueil des arrêts du Conseil d'Etat*, 1848 ; *Revue critique*, 1858, article de M. Aucoc.)

arrêtée par le budget, *ne laisse pas de fonds disponibles, ou n'en laisse pas de suffisants pour ces réparations*, le bureau en fera son rapport au conseil et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y soit pourvu par la commune. Cette délibération sera envoyée par le Trésorier au Préfet » etc.

Aussi, le système qui laisse à la Fabrique la faculté de se soustraire à toute contribution dans les réparations, alors même qu'elle aurait des fonds disponibles, ce système est abandonné.

Tous les auteurs, y compris M^r Affre et M. Gaudry, sont d'accord pour admettre que la commune peut *exiger que la Fabrique fasse connaître le résultat de son compte annuel*, et consacre l'*excédant de ses recettes*, s'il en existe, à cette dépense (1).

Ainsi le commandent, en effet, d'une part, les articles 43, 94, 95, 98 et 107 ; de l'autre, les articles 46, 93 et suivants.

A la vérité, les auteurs que nous venons de nommer se refusent à admettre que ce soit à titre d'*obligation principale* que les Fabriques se trouvent ainsi tenues. A leurs yeux, c'est toujours et malgré tout sur les communes que la charge doit être considérée comme retombant directement et principalement.

Ramenée à ces termes, la difficulté se réduit à une question de mots. Il nous paraît évident, quant à nous, que la personne tenue uniquement de fournir, non pas toujours, mais *le cas échéant*, des sommes *supplémentaires*, est grevée d'une obligation *subsidaire* ; que celle, au contraire, à laquelle incombe la charge d'acquitter les dépenses, à moins que l'*insuffisance de ses ressources* ne soit constatée, que celle-ci, disons-nous, assume l'*obligation principale*. Aucune difficulté sérieuse ne peut être élevée à ce sujet.

« Le Conseil d'Etat a décidé, écrit M. Batbie, par un avis

(1) M^r Affre, *Administration temporelle des Paroisses*, 5^e édition, p. 302. — Gaudry, *Législation des Cultes*, t. II, p. 635.

délibéré en assemblée générale, le 21 août 1839, que les Fabriques ayant été instituées précisément pour le temporel du culte, il est conforme au vœu de la loi que *la Fabrique pourvoie aux dépenses et que la commune intervienne seulement pour suppléer à l'insuffisance des revenus de la Fabrique*. Le Conseil d'Etat va même plus loin ; il décide, dans le même avis, que *la commune n'est tenue que subsidiairement des grosses réparations* des édifices consacrés au culte. Du moins, si cet avis ne tranche pas la question expressément, les motifs permettent de conclure que telle est la pensée du Conseil d'Etat (1). »

Nous déclarons humblement que nous ne saurions discerner en quoi le Conseil d'Etat, après avoir dit que la commune *supplée à l'insuffisance des revenus de la Fabrique*, irait *plus loin* en ajoutant que la commune *n'est tenue que subsidiairement*. De deux choses l'une, ou la Fabrique est tenue dans la mesure de ses moyens, et alors il faut dire que son obligation est principale et celle de la commune subsidiaire, ou bien, au contraire, les grosses réparations spécialement, puisque c'est d'elles seules que nous nous occupons ici, incombent à la commune, alors même que la Fabrique aurait des revenus suffisants pour y pourvoir ; et, dans cette dernière opinion, la Fabrique n'a pas même une obligation subsidiaire, il faut dire, avec Carré, qu'elle n'est pas tenue du tout (2). »

L'erreur du Conseil d'Etat est de se refuser à tenir compte des textes spéciaux à chaque dépense, et de poser un principe absolu qu'il applique aussi bien à l'*indemnité de logement* qu'aux frais du culte ou aux grosses réparations (3) :

(1) *Traité de Droit public et administratif*, t. v°, p. 248.

(2) Cf. M. Ducrocq, n° 1406.

(3) Le logement fait une partie intégrante du traitement des ministres du culte, aux termes des lois des 2 novembre 1789 et 12 juillet 1790. Et cette portion du traitement a été mise à la charge des communes par

« Considérant que l'obligation pour les Fabriques de subvenir, lorsque leurs ressources sont suffisantes, à toutes les dépenses relatives à la célébration du culte, aux édifices ou au logement des ministres du culte, ressort également de leur destination, de celle des biens qui leur ont été affectés par l'Etat à titre de dotation et des dispositions formelles des décrets qui régissent la matière... (1) »

Quoi qu'il en soit, voici donc quel est l'ensemble de la jurisprudence actuelle du Conseil d'Etat dans la question qui nous occupe :

1^o La commune est propriétaire des églises ;

2^o C'est la Fabrique qui est chargée des réparations.

Est-il système plus illogique et plus léonin !

Qu'on se souvienne de l'avis du 2 pluviôse an XIII ; quel était le dilemme présenté au Conseil d'Etat par les trois ministres de l'intérieur, des cultes et des finances ?

« Ou les communes ne sont propriétaires ni des églises ni des presbytères, et dans ce cas ne doivent point en payer les charges, ou elles payent les impositions, les réparations, *et par ce fait seul*, doivent être regardées comme propriétaires. »

Il suffit de substituer le nom des Fabriques à celui des communes pour voir formulé l'argument dont le Conseil d'Etat devrait assurément se pénétrer aujourd'hui, comme il le fit en l'an XIII, pour reconnaître par application du décret de 1809, que ce sont les Fabriques qui doivent être définitivement reconnues propriétaires des édifices religieux.

Sans doute, la jurisprudence que nous combattons date de soixante-dix ans, ainsi que le font remarquer ses défenseurs (2). Nous sommes tentés de répondre qu'elle n'en est

l'article 72 de la loi du 18 germinal an X, interprété et confirmé par l'arrêt du 1^{er} pluviôse an XI.

Voy. Conclusions déjà citées de M. Cornudet.

(1) Avis du 21 août 1839. (Lebon, *Recueil des arrêts du Conseil*, 1848.)

(2) M. Aucoc. (*Revue critique*, 1878.)

pas meilleure pour cela. Dès lors, surtout, qu'elle date de l'an XIII et qu'elle est antérieure au décret de 1809, dont nous avons montré la portée décisive.

Dans tous les cas, l'accord de la Cour de Cassation avec la haute Cour administrative est beaucoup moins ancien, et il ne s'est pas produit sans une longue résistance.

La Cour de Cassation, en effet, a défendu la propriété des églises par les Fabriques jusqu'en 1840, notamment par un arrêt du 6 décembre 1836.

Puis, elle entra dans une voie de conciliation et de transaction, ouverte par un arrêt de Bordeaux en date du 6 février 1838 : le 7 juillet 1840, la Cour suprême proclamait un droit de *co-propriété* entre la commune et la Fabrique.

Ce système intermédiaire n'eut pas auprès du Conseil d'Etat plus de succès qu'à vrai dire il n'en méritait.

Enfin, le 6 juillet 1869, la Cour de Cassation renonçait en quelque sorte à la lutte, non point qu'elle fit sienne la doctrine de la justice administrative ; mais elle déclara s'en remettre, par ce motif « que les actes relatifs aux biens ecclésiastiques restitués ou abandonnés aux Fabriques et aux communes, seraient des *actes administratifs* qui devraient être laissés à l'appréciation de l'administration elle-même. »

La Cour souveraine, qu'il nous soit permis de le dire, s'est aperçue bien tard de son incompétence, et ses scrupules peuvent paraître fort tardifs. L'attitude prise par l'arrêt de 1869, après les efforts passés, est-elle bien digne de la Cour suprême, et ne semble-t-elle pas se ressentir plutôt de la lassitude éprouvée que de la lumière faite ?

C'est donc à la juridiction suprême en matière civile que nous demandons d'interpréter, avec la fermeté qui lui convient, les décrets d'où découle la solution d'une difficulté essentiellement comprise dans le domaine de la justice ordinaire, une question de propriété.

Le Conseil d'Etat, à son tour, ne tardera pas, nous

voulons l'espérer, à revenir sur ses pas, et à admettre que la doctrine de l'an XIII n'aurait pas dû survivre aux décrets de 1806 et de 1809. Le Conseil d'Etat a donné assez de preuves de son indépendance et de son esprit d'impartiale justice, depuis quelques années surtout, — nous avons été heureux de le proclamer au début de cette étude, — pour que l'on ne doive légitimement s'attendre à le voir bientôt consacrer en faveur de la société religieuse, l'intégrité de son droit sur le plus cher de ses biens.

DANIEL TOUZAUD,

*Professeur de Droit administratif à la Faculté libre
de Toulouse.*

DE L'INAMOVIBILITÉ DES MAGISTRATS.

Il n'est pas de question qui ait plus vivement préoccupé nos hommes politiques, depuis que la France s'est jetée dans les bras de la Révolution. Il semble que chaque régime nouveau ait voulu donner à la magistrature son empreinte. Mais comme il y avait à concilier des principes incompatibles, d'un côté la force d'une institution qui remonte à des siècles, parce qu'elle est assise sur le droit, même, et de l'autre la mobilité des passions humaines qui cherchent en vain à s'affermir sur un terrain sans cesse bouleversé et inconsistant, l'œuvre tentée n'a jamais survécu au gouvernement qui l'avait faite. La magistrature est restée debout, agitée par des accidents qui ne l'ont pas atteinte, reprenant son assiette après avoir été secouée par des mains violentes. Il était impossible, en effet, de la rayer de l'organisation sociale et politique recommencée à nouveau. Et, puisqu'on était obligé de la maintenir, il fallait bien que les hommes appelés à remplir des fonctions si anciennes, apprissent aux sources du passé

comment avaient agi leurs devanciers. Il a donc été impossible d'enlever à la magistrature, quelque effort que l'on ait fait, son esprit, ses traditions, pas plus que son histoire.

Des nominations politiques dans la magistrature produisent toujours un effet déplorable. Elles abaissent le niveau moral d'une classe d'hommes dont l'esprit et le cœur doivent être en quelque sorte surhumains, qui sont censés n'avoir aucun des préjugés, aucune des passions de la foule. Singulière façon d'entendre la réforme judiciaire que de se livrer à un prétendu travail d'épuration, en élaguant systématiquement tout ce qui ne porte pas telle ou telle étiquette politique ! Etrange manière de faire des choix qui s'inspirent des sympathies du suffrage universel, de ces décisions arbitraires, aveugles et mobiles !

Nous comprendrions des études et des projets de loi qui auraient pour objet d'améliorer cette grande institution. Sans oublier cette opinion de Montesquieu, que les bonnes mœurs font les bonnes lois et les bons magistrats, on peut chercher à rendre le recrutement de la magistrature plus sûr au point de vue de la capacité et des aptitudes intellectuelles des jeunes candidats. Mais une réforme qui se bornerait à changer le personnel, à détruire le principe de l'inamovibilité, reconnu et respecté depuis des siècles, ou à en suspendre les effets pendant quelques instants, uniquement pour modifier la composition des cours et des tribunaux, ou pour distribuer des places aux plus méritants, ce ne serait que couvrir du nom de réforme la satisfaction d'intérêts, de convoitises et peut-être de vengeances ! On peut d'ailleurs se figurer, dans un pareil recrutement livré au hasard, comment s'opèrerait le choix des compétiteurs, toujours nombreux quand il s'agit de fonctions lucratives.

Ces réflexions nous ont paru nécessaires au début de cet article, pour bien déterminer l'état actuel de la question soulevée par les journaux républicains, au sujet des motions

dont la magistrature va être l'objet à la rentrée des Chambres. Depuis sept ans, chaque fois que la gauche a triomphé, elle s'est empressée de regarder comme impropre aux services administratifs et judiciaires tout le personnel du régime qu'elle avait renversé. L'histoire de cette Révolution du Quatre Septembre, comme de toutes celles qui l'ont précédée, ne serait pas autre chose que l'odyssée d'une pleïade de fonctionnaires tour à tour placés, replacés, déplacés, appelés et remerciés. Pour la magistrature, on se heurte à un principe assez embarrassant, celui de l'inamovibilité, et, prenant le taureau par les cornes, il est aujourd'hui question, pour aller plus vite en besogne, ou de le supprimer, ou d'en suspendre les effets provisoirement. Mais que l'on n'ait pas cherché à faire indirectement ce que l'on ne pouvait faire ouvertement, il faudrait peu connaître l'esprit républicain pour n'en n'être pas convaincu. Si l'on n'a pas encore réussi à convertir toute la magistrature aux idées que représente le gouvernement actuel, ce n'est pas de sa faute ; il a certainement agi en conséquence. Aussi faut-il déplorer qu'il soit entré dans cette voie tracée uniquement par l'exemple des plus mauvais jours de notre histoire.

Les débuts de la campagne entreprise pour abolir le seul principe social qui resté encore debout au milieu des ruines nombreuses que la main révolutionnaire a entassées les uns sur les autres depuis quatre-vingts ans, sont caractéristiques. Il est évident que ceux qui attaquent l'inamovibilité de la magistrature, ont le projet arrêté d'enlever au corps de la justice, qui en est revêtue comme d'une armure, tout son prestige. On a fait tomber la royauté par la même tactique. Les rudes secousses qui, avant 1830, commencèrent à l'ébranler, vinrent de ces accusations de fautes, d'injustices et d'indignités, exagérées et grossies à dessein. L'état actuel de la polémique des journaux contre la magistrature nous représente assez bien la période qui précéda l'émeute des trois journées. On finira par obtenir

par force, ce qu'on ne peut avoir par intimidation et par menaces.

Quand on parle des mêmes mesures prises à l'égard des magistrats, au début de la Restauration, sous Louis-Philippe et sous le second Empire, on pourrait mieux choisir les exemples. Ces époques troublées, où chaque régime essayait de réparer à sa manière les fautes du régime tombé, n'ont rien de normal et de régulier qui doive être invoqué à l'appui des réformes radicales qu'on rêve aujourd'hui. Le gouvernement qui est actuellement le maître de la France, quoique issu d'une révolution, n'arrive pas d'hier à la gare de Versailles et sur le dos d'une émeute. Il a sept années de vie, plus ou moins brillantes de santé, mais il n'est déjà plus sur les genoux de sa nourrice, et depuis qu'il ne nous étourdit plus de ses criailleries enfantines, depuis qu'il se croit mûr pour des entreprises fortes et raisonnables, il a eu le temps de satisfaire sa première vivacité de passion. A une hécatombe de fonctionnaires de tout ordre, pourquoi n'a-t-il pas ajouté une hécatombe de magistrats? L'inamovibilité n'était pas un obstacle, puisqu'en d'autres temps les congénères de nos gouvernants n'ont pas hésité, dans l'effervescence du moment et dans l'ivresse d'une émeute, de porter la main sur elle. Mais avoir tant de hardiesse aujourd'hui, c'est montrer, d'abord, qu'on a des haines et des passions, ce qui est incompatible avec le sang-froid nécessaire à un gouvernement qui a la prétention de faire de la concorde et de l'apaisement; et c'est prouver, ensuite, qu'après sept années d'expérience d'un régime établi, on n'a fait aucun progrès sensible et réel, et qu'on en est réduit encore aux moyens violents et révolutionnaires pour s'imposer de force à tout ce qui résiste. Imiter les exécutions dont la magistrature inamovible a été l'objet à d'autres époques est donc un acte de faiblesse plutôt que de raison, plus en rapport avec un gouvernement de combat, suivant l'expression consacrée, qu'avec un régime sûr de sa force et de son avenir; c'est une vraie

charge d'assaut, comme si l'on avait encore à conquérir l'une des principales portes de cette forteresse du pouvoir dont les issues sont trop bien et trop longtemps gardées !

Abolir ou suspendre l'inamovibilité, à notre avis, c'est tout un. Personne ne s'y méprendra. Les magistrats, exposés à être disgraciés, menacés aujourd'hui d'être renversés demain, n'ont plus de garantie pour leur indépendance et leur caractère moral. Les avantages de l'inviolabilité du magistrat disparaissent le jour où la magistrature est livrée au caprice d'un pouvoir arbitraire.

Mais de plus le gouvernement républicain aurait-il en vue, dans ce projet, son propre intérêt, que cet intérêt lui-même nous paraît sacrifié et abandonné. Des magistrats, en effet, qui gardent la loi, qui la respectent, qui ne la font fléchir devant aucune considération, sont les défenseurs les plus sérieux et les plus autorisés d'un régime qui se fonde. La stabilité de leurs fonctions, liée à la perpétuité du nouvel ordre de choses, leur donne de la sympathie pour le pouvoir qui les protège. Ils s'attachent naturellement à ce pouvoir, comme le lierre au chêne, et, loin d'en désirer et d'en provoquer la chute, ils lui font un puissant et invincible rempart. Ce qui rend au contraire le magistrat hostile à un régime, c'est la menace perpétuelle suspendue sur sa tête, c'est l'incertitude de sa position, c'est la critique violente et acerbe adressée à ses décisions. Qu'on rencontre des hommes dont les passions politiques soient toujours surexcitées et qui en fassent la règle de leur conscience, il est impossible de ne pas le reconnaître. La révolution malheureusement les produit. Mais qu'un corps tout entier, honorable par son caractère, impartial par la nature habituelle de ses occupations, éclairé par l'étude infatigable des principes du droit, et plus encore par la connaissance approfondie du cœur humain, que cet ensemble d'intelligence et de volonté, se mette et cherche, de parti pris, à démolir un gouvernement qui les protège et qui les respecte, cela ne peut se supposer.

Le magistrat n'est pas, de sa nature, militant et agressif ; nommé pour réagir contre les tendances perverses de l'humanité et pour en punir les écarts, il connaît ses faiblesses et se garde bien de demander à notre société malade au delà de ce qu'elle peut donner. Par conséquent, il prend, dans tout gouvernement, quelles que soient sa nature et son origine, le rôle de pacificateur, de conseiller prudent et paternel. Sa dignité ne lui permet pas de mettre le poids de son influence au service de tel ou tel parti. L'ancienne royauté, qui pouvait avoir à se plaindre de l'orgueilleuse susceptibilité des Parlements, de leur esprit frondeur et inquiet, ne crut jamais apercevoir dans leur résistance une hostilité révolutionnaire et dynastique. Quelle voix plus mâle et plus courageuse que celle de Michel de l'Hôpital, s'écriant devant la cour et devant le roi : « Je sais que ceci » sera trouvé âpre, et que je pourrais parler plus doucement ; mais la nécessité arrache, malgré moi, ces paroles » à mon cœur, et me fait préférer de rudes vérités à de » douces flatteries. » Il ne ménageait pas les conseils, et souvent les reproches, aux magistrats eux-mêmes. « Si vous » ne vous sentez, leur disait-il, assez justes et assez forts, » pour commander à vos passions et pardonner à vos ennemis, abstenez-vous de l'office de juges. »

Dans une circonstance, fixant ses regards sur quelques hommes que l'on supposait vendus à des seigneurs, il leur disait : « Rendez justice, rendez-la, quand » ce serait au plus malheureux homme du monde ! N'est » pas honnête que l'on dise d'un président, d'un conseiller : « Voici les chanceliers de tel ou tel seigneur, ils ne doivent » reconnaître que le roi. »

Douter de cette intégrité, de cette indépendance, qui ont été l'apanage des magistrats de l'ancien régime, c'est placer le caractère de la magistrature moderne trop au-dessous des grandes vertus que nous admirons dans notre histoire judiciaire. Ce sont ces vertus qu'on demande au magistrat, et que l'inamovibilité seule, avec ses avantages incontestables,

pourra lui donner. Au milieu des ruines sociales et politiques que la Révolution entasse les unes sur les autres depuis tant d'années, le magistrat seul demeure debout, voyant disparaître et tomber à ses pieds les hommes de génie, les trônes, les institutions. On a voulu faire de l'égalité civile, c'est-à-dire de l'observation de la loi partout le monde, la base de notre société moderne. Voilà certes l'institution qui représente le mieux cette loi, avec son esprit, ses traditions et son impartiale sévérité. De tout ce que l'on a détruit de l'ancien régime, le principe de l'inamovibilité est le seul qui ait résisté et auquel la Révolution elle-même ait senti le besoin de revenir. Il a été comme le point d'appui sur lequel tout gouvernement nouveau a essayé de se fonder pour ne pas attaquer les intérêts les plus chers. Doctrinalement, l'inamovibilité assure l'indépendance du juge vis-à-vis du pouvoir et vis-à-vis du justiciable.

Mais, pour nous, elle a un avantage de plus. Elle est d'une nécessité vitale pour le recrutement et la formation des hommes éclairés dont la magistrature a besoin, et, à cet égard, elle tient, pour ainsi dire, à la nature même de la fonction. La France étant un vaste camp, suivant l'expression de Chateaubriand, il y a un soldat dans l'âme de chaque Français, et il faut peu de temps pour développer en lui le courage et le talent militaires. Mais nul ne sait combien il faut d'école, de noviciat et de préparation pour former un magistrat. Quelle est la fonction qui exige des connaissances aussi complexes et aussi variées que la magistrature? L'étude de la loi seule ne suffirait pas à un avocat pour en faire un homme complet. A plus forte raison pour le magistrat qui est appelé à juger tant de questions telles que les lui présentent les débats judiciaires et l'étude de cabinet. C'est la sagesse de Salomon, c'est le coup d'œil du général sur le champ de bataille, c'est la pénétration du savant qui analyse, c'est la profondeur du théologien qui médite qu'il faut au magistrat pour saisir la vérité qui

se cache à travers les obscurités d'un procès ou les détours d'une conscience.

C'est-à-dire :

*Certare ingenio, contendere nobilitate,
Noctes atque dies niti prestante labore,
Ad summas evadere spes, rerum que potiri.*

Or, tout cela ne s'acquiert et ne se fait qu'avec du temps et beaucoup de temps. Les hommes qui passent par une carrière et qui n'y restent pas, auxquels on ne permet pas de longs jours pour s'y rendre forts et robustes, comme ces vieux chênes qui tiennent au sol depuis des siècles et qui défient les orages, ne seront jamais dans les fonctions qu'ils remplissent, et en particulier dans l'officiel du magistrat, qui demande de si profondes et de si vastes lumières, que des médiocrités inutiles et dangereuses ! L'inamovibilité est donc la garantie du savoir et de l'expérience, comme celle de la liberté du caractère et de l'indépendance morale.

Mais, dit-on, partisan du principe de la stabilité du magistrat, le pouvoir actuel ne prétend pas le détruire. Seulement il lui paraît logique et constitutionnel, que des juges nommés par un autre régime et rendant justice en son nom reçoivent de lui une investiture nouvelle, qui établisse un lien plus intime entre leurs fonctions, leurs personnes et le gouvernement dont ils émanent.

Et d'abord, quel caractère donnera-t-on à cette investiture si ingénieuse dans ses motifs et dans sa raison d'être ? Epreuve-t-on le besoin d'en faire une simple parade brillante, comme une distribution de drapeaux, un changement de costumes ? Rien de plus inoffensif. Mais, si à propos de cette nouvelle investiture, on s'arroe le droit de destituer, de déplacer, de condamner et de punir les magistrats, qui auront déplu, ou qui seront soupçonnés de n'être pas d'ardents républicains, en déguisant le nom d'exécution politique, on aura la chose. Que devien-

dra, en effet, l'inamovibilité ainsi retrempée de ce baptême nouveau, qui fera périr plus de la moitié des magistrats, et qui demandera aux autres l'abjuration sous menace de mort ? A un changement de régime, succédera une nouvelle investiture. Et ainsi, l'exemple étant donné, la fonction de magistrat suivra le sort des Révolutions, ou peut-être celui des Chambres et des ministères.

Quant aux magistrats qui auront passé, sans rougir, sous les fourches caudines de ce baptême républicain, l'opinion publique, à défaut du ministre de la justice, leur demandera compte sévèrement du sacrifice peu honorable qu'ils auront fait de leurs convictions anciennes. On n'efface pas aussi facilement son histoire, dans l'esprit des autres, que dans sa propre conscience. Et pour porter le front haut le nom de magistrat, il faut avoir une vie semblable à elle-même, de tous points, depuis le commencement jusqu'à la fin.

Les magistrats nouvellement investis auront-ils assez de force et d'indépendance, une fois l'inamovibilité recouvrée, pour se mettre au-dessus du parti auquel ils se seront engagés ? Qu'ils ne se fassent pas cette illusion à laquelle nous voudrions croire nous-mêmes, parce qu'elle n'a jamais pu se réaliser. Lord Brougham, devenu chancelier d'Angleterre, après avoir fourni dans le barreau une brillante et honnête carrière, écrivait à M. Dupin, le 21 décembre 1843, une lettre dans laquelle, à propos de l'influence des partis politiques sur les magistrats, il disait : « La partialité peut » très-facilement provenir de l'esprit de parti et de l'influence populaire, aussi facilement que d'un esprit servile » et de l'influence de la Cour. On pense même chez nous » qu'il y a plus de danger dans la première de ces forces » perturbatrices que dans la seconde.

» Ne savez-vous pas combien il est possible qu'un » homme, même un honnête homme, un homme vertueux » et tout à fait incapable de se prostituer à la Cour, en » exerçant des fonctions sacrées près d'un tribunal, se » laisse influencer par ses rapports avec un parti respec-

» table, dont les membres n'ont de lien entre eux qu'au
» moyen de leurs principes communs.

» Quoi de plus facile, pour un homme vertueux, que de
» se laisser gagner à l'influence de l'esprit des peuples, à
» leur contagieux enthousiasme et même à leurs violences.

» Quoi de plus naturel que le penchant pour la popula-
» rité, l'envie d'être aimé, chéri de ses concitoyens, ou la
» crainte de devenir impopulaire par l'exercice sévère de
» ses devoirs.

» L'esprit de parti est surtout dangereux par ses ten-
» dances à fournir à ceux qui en sont victimes des moyens
» abondants et faciles de se tromper eux-mêmes ; il donne
» aux gens vertueux les prétextes, et leur présente l'occa-
» sion de faire le mal, avec l'espérance de faire le bien ; il
» fournit aux méchants la facilité de satisfaire à leurs dé-
» sirs les plus égoïstes, sous prétexte de servir leur parti
» et d'avancer leurs principes.

» Nous avons pensé qu'il fallait mettre nos juges à l'abri
» d'un esprit aussi corrompueur, les protéger contre un péril
» si extrême pour la vertu publique, péril d'autant plus à
» redouter qu'il est plus difficile d'éviter les pièges cachés
» que les dangers découverts et manifestes. »

Voilà ce que pense un chancelier de la libre Angleterre de cette conception de conscience, qui n'effraie pas nos réformateurs de l'Assemblée nationale au sujet de la magistrature républicaine. Malheureusement pour eux, notre histoire révolutionnaire donne mille fois raison à lord Brougham. Pendant la période de la Terreur, en France, quand il y avait encore des semblants de tribunaux, nous demandons dans quelle balance équitable les magistrats et les jurés d'alors mesuraient la vie et les propriétés des justiciables. Les fautes, si fautes il y avait, n'étaient que politiques ; on n'était accusé que d'hostilité, ou même de froideur et d'indifférence à l'égard d'un gouvernement issu d'une minorité factieuse et hardie, et qui prenait certes assez vivement les intérêts de ses partisans. Et cela suffisait

pour que l'on marquât de son sang le jour infortuné où l'on comparaisait seulement devant ces tribunaux, qui n'avaient de la justice que le nom.

Peut-être, dans le nombre, se serait-il rencontré des magistrats assez justes pour absoudre des innocents et sauver des malheureux. Mais ni l'Assemblée nationale, ni les cours martiales, ni les comités de Salut public, ni les jurys nouvellement institués, n'étaient assez libres pour avoir des principes de justice et les mettre en pratique. La populace, dans l'Assemblée nationale, était maîtresse, et du haut des tribunes elle dictait aux représentants de la nation ses lois, ses arrêts, ses caprices, ses actes de fureur. Ailleurs, cette tourbe affolée ne laissait aucun repos aux délégués de la justice. Partout et dans tous les lieux à la fois, elle se faisait représenter par des femmes, par des enfants, par d'ignobles bandits, dont l'occupation journalière était de demander du sang et de faire des martyrs.

Ce sont là, il faut l'avouer, des conditions d'impartialité peu ordinaires. La magistrature, grâce à Dieu, n'a pas toujours eu à en subir de pareilles. Mais quelles formes diverses ne prennent pas les passions humaines, quand elles veulent s'imposer et arriver à leur but? Hier, c'était l'émeute sanglante qui hurlait à la porte du prétoire et qui effrayait la justice jusque dans son sanctuaire. Aujourd'hui, ce seront des opprimés sous une physionomie cauteleuse et déguisée, ce seront des articles de journaux comminatoires et perfides.

On nous répond que l'inamovibilité pourra être rétablie après la suspension. La liberté de la presse, qui a renversé les trônes, ne pourra-t-elle pas faire de la magistrature un jouet à l'usage de ses passions, quand elle en prendra la peine? Pourquoi alors la magistrature n'aurait-elle pas à craindre de nouvelles suspensions et ne pourrait-elle pas être soupçonnée d'agir sous l'impression de cette crainte. Une magistrature soupçonnée est déjà à moitié déchue moralement. Le respect qui lui est dû, le prestige qui lui

appartient, résident principalement dans la confiance qu'elle inspire à l'opinion publique, en son intégrité et ses hautes vertus morales. En consultant le dossier d'un magistrat, il ne faut pas qu'on puisse dire qu'il est entré dans ses fonctions, ou qu'il en a été investi, parce qu'il a obtenu un diplôme régulier de républicanisme. Le sens honnête de la nation, avec lequel les hommes se jugent toujours à leur juste valeur, quoi qu'on fasse, ne pardonnera point, à un moment donné, une pareille origine.

Et puis, le lendemain d'un régime qui a succédé à un autre régime est-il bien assuré? La confiance que le gouvernement affecte en l'avenir des institutions actuelles n'est pas sérieuse. Le magistrat qui se compromet politiquement, ou qui fait sa fortune par des manœuvres politiques, se rend coupable d'une lourde faute, même au point de vue de ses intérêts personnels. Un jour viendra, qui n'est pas éloigné peut-être, où un nouveau régime lui demandera compte de ses opinions de la veille. Et, s'il a fait de ses opinions un marchepied, un piédestal, un moyen de se créer des droits à la faveur et à l'avancement, il ne devra pas s'étonner qu'en vertu des mêmes principes, les hommes nouveaux qu'il aura combattus naguère, le rejettent au dernier plan, en récompense des services exceptionnels qu'il aura rendus au régime tombé. Nous voilà dès lors en plein système de représailles. Ce n'est pas ainsi qu'une nation, bouleversée par quatre-vingts années de tempêtes politiques et sociales, s'asseoit et s'affermir.

A. MARCHAL

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LYON

ET

LES ÉCOLES CONGRÉGANISTES DE CETTE VILLE.

On nous prie d'insérer la note suivante d'un savant jurisconsulte de Lyon :

Il importe que l'opinion publique soit complètement éclairée sur la situation des écoles congréganistes de Lyon, au point de vue des traités passés avec la ville, au point de vue légal et au point de vue de l'enseignement. Les gens sensés de tous les partis doivent apprendre, s'ils ne le savent déjà, jusqu'où les passions antireligieuses seront obligées d'aller pour triompher dans la guerre qu'elles engagent contre nos écoles catholiques de Frères et de Sœurs.

Le 22 mars 1873, un traité a été conclu au nom de la ville de Lyon avec les Frères des écoles chrétiennes. Il avait pour unique objet, conformément à l'article 13 de la loi du 10 avril 1867, de remplacer par un traitement fixe celui qui eût été dû en vertu des articles 9 et 10 de la même loi. Il offrait d'ailleurs de sérieux avantages à la ville.

Sa durée était ferme pour une première période de six années, commençant le 1^{er} septembre 1872 et finissant le 31 août 1878.

Il devait continuer ensuite par tacite reconduction pour des périodes de trois ans, avec réserve aux parties contractantes de le résilier, en se prévenant un an au moins avant l'expiration de chaque période triennale.

Le conseil municipal de Lyon n'a pas manqué d'user de ce droit de résiliation. Il a décidé que le traité cesserait d'avoir effet à partir du 31 août 1878, et une lettre du secrétaire général de la préfecture, en date du 22 août 1877, a fait savoir aux Frères que la résiliation dont il s'agit aurait lieu.

Dans les premiers jours du mois d'août dernier, M. le préfet du Rhône a cru devoir appeler auprès de lui les Frères des écoles chrétiennes et leur proposer d'abandonner le titre d'instituteurs publics. A cette condition, il faisait espérer que les écoles, devenues libres, pourraient obtenir des subventions de la ville, grâce à son concours.

Le Frère supérieur général, par lettre écrite de Paris

le 6 août, a répondu qu'il tenait à conserver aux écoles de Lyon leur caractère d'écoles publiques, et qu'en conséquence le refus de prorogation du traité n'aurait d'autre effet que de placer les Frères sous l'empire de la loi du 19 juillet 1875.

Cette lettre a été immédiatement communiquée à M. le préfet.

Ces faits exposés, il y a lieu de se demander quelle est la situation des Frères à Lyon?

Entre eux et la ville il n'existe plus de convention fixant à forfait le chiffre de leur traitement, mais ils n'ont nullement perdu leur titre et leur qualité d'instituteurs publics. Or, en vertu des lois existantes, ce titre, qu'ils ne tiennent pas de l'administration municipale, leur donne le droit d'exercer leur profession et pour cela d'obtenir émolument, local et mobilier de la commune dans laquelle ils se trouvent.

Une fois investi du titre d'instituteur public, le laïque ou le congréganiste ne peut le perdre que par démission, décès ou révocation.

La révocation est prononcée par le préfet, sur le rapport de l'inspecteur de l'Académie. C'est une peine disciplinaire grave dont l'application ne peut être motivée que par une culpabilité individuelle et contre laquelle le recours au conseil départemental et le recours au conseil supérieur de l'instruction publique sont réservés au délinquant. (Art. 33, loi du 15 mars 1850.)

L'application abusive de cette peine est considérée par un membre éminent du Conseil d'Etat comme un *détournement de pouvoir*.

Les conseils municipaux n'ont pas le droit de délibérer sur la révocation des instituteurs publics. Une délibération de cette nature serait nulle de plein droit. (Art. 23, loi du 5 mai 1855.)

Dès lors, après la résiliation de la convention relative au traitement des frères à Lyon, ceux-ci n'en restent pas moins instituteurs publics et en possession légitime des écoles qu'ils dirigent.

Auront-ils droit à un traitement?

De quelle nature sera ce traitement?

Comment pourra-t-il l'obtenir?

Il est hors de doute qu'ils ont droit à un traitement. La loi est formelle à cet égard et son application par la jurisprudence ne l'est pas moins. L'instituteur public une fois institué a le droit d'exercer et, comme conséquence, il a droit à un traitement.

De quelle nature sera ce traitement?

L'article 6 de la loi du 19 juillet 1875 s'exprime ainsi :

« Les associations religieuses vouées à l'enseignement et » reconnues par l'Etat continueront à être admises à fournir, à des conditions convenues, des maîtres aux communes où elles seront appelées.

» A défaut de conventions particulières, toutes les dispositions des articles précédents sont applicables aux instituteurs et aux institutrices communaux, appartenant » auxdites associations. »

Les traitements des instituteurs publics, congréganistes, sont donc fixés par les articles 1, 2 et suivants de la loi du 19 juillet 1875, et les Frères à Lyon n'ont qu'à exiger l'application de ces dispositions.

Mais si le conseil municipal refuse les fonds nécessaires, comment pourront-ils arriver à toucher ce qui leur est légalement dû ?

Ces traitements constituent une dépense obligatoire pour les communes. L'instruction du 9 août 1870, relative à la loi du 10 avril 1867, le dit expressément.

Si donc un conseil municipal refusait de voter les sommes déterminées par la loi de 1875, le préfet devrait les inscrire d'office au budget.

Si le préfet, à son tour, refuse ou s'abstient de prendre cette mesure, l'instituteur public a le droit de se pourvoir devant les autorités supérieures.

En 1874, la ville de Toulon essaya de refuser le traitement actuel et le traitement arriéré à des Sœurs institutrices. M. le préfet l'inscrivit d'office au budget. Pourvoi de la ville au Conseil d'Etat, qui, le 16 juillet 1875, rejeta le pourvoi.

Même décision du Conseil d'Etat, le 23 juillet 1875, à l'égard de la ville de Perpignan.

Ainsi, les lois en vigueur, la jurisprudence administrative et la jurisprudence judiciaire assurent aux Frères instituteurs publics la conservation de leur titre, le droit d'enseigner et celui d'obtenir de la ville traitement, locaux et mobiliers classiques.

Il faut remarquer que la responsabilité entière de toutes les mesures qui seraient prises contre les Frères instituteurs publics, pèserait sur le préfet. En effet, si les conseils municipal et départemental peuvent, suivant les cas prévus par la loi, donner des avis ou émettre des vœux, le préfet seul, en cette matière, peut prendre des décisions. Il est donc seul responsable. Vainement invoquerait-il l'opposition d'un conseil municipal, c'est lui seul qui applique la loi. C'est lui seul qui prend des décisions, par conséquent, c'est lui seul qui est réellement responsable.

La guerre déclarée aux écoles catholiques par la municipalité de Lyon ira-t-elle jusqu'aux mesures violentes ? Il est

permis de le craindre ; mais il faut qu'on sache bien que ces mesures ne pourront être prises qu'en foulant aux pieds les lois et en violant le principe de liberté de conscience dont on parle tant et qu'on est si peu disposé à respecter.

Lyon possède cinquante-deux écoles laïques et trente-trois écoles congréganistes pour les garçons. Le nombre des écoliers est le même pour les écoles congréganistes que pour les écoles laïques, malgré les dénigrements, les calomnies, les attaques sous toutes les formes prodiguées aux congréganistes. On peut donc affirmer avec certitude que la moitié de la population lyonnaise, pour laquelle la moitié des écoles gratuites sont nécessaires, tient à celles dirigées par les Frères. Comment un conseil municipal, guidé par le bon sens plus que par des passions aveugles, comment un préfet intelligent et honnête, oseraient-ils tenter la suppression de ces dernières écoles ?

Est-ce que dans aucun temps et sous aucun pouvoir régulier, on s'est permis de supprimer les écoles voulues par une partie importante de la population, le nombre de leurs élèves fût-il de beaucoup inférieur à celui d'écoles différentes ? Est-ce que sous la Restauration, sous le gouvernement de 1830, sous celui de la République de 1848, sous le second Empire on a jamais réalisé rien de pareil ? Présenterait-on comme un progrès ce qui est l'application du despotisme le plus odieux et le plus suranné ?

Quoi ! on serait assez dépourvu de perspicacité pour ne pas comprendre quelles résistances, quelles luttes, quelles inimitiés on va susciter ! Croyez-vous qu'il suffise d'un acte de bon plaisir pour doubler le nombre des écoles laïques et pour forcer la moitié des familles lyonnaises à conduire leurs enfants dans des écoles dont elles ne veulent pas ? Et les lois qui imposent des restrictions au nombre des écoles ! (1) Et les allocations abusives à faire payer par des contribuables qui pourront recourir aux ressources légales ! Et la tyrannie monstrueuse exercée sur tant de familles qui ne songeront qu'aux moyens de la secouer ! Et cette foule de gens qui, en payant de lourds impôts, ont le droit d'exiger qu'une partie en soit consacrée à l'instruction chrétienne de leurs enfants ! Quoi ! vous ferez accepter la responsabilité de tout cela à M. le préfet placé entre vous et l'autorité d'un gouvernement moins disposé peut-être à susciter des haines, des résistances et des luttes détestables !

Après ces mesures, dont l'effet sera peut-être tout différé

(1) Loi du 10 avril 1857, article 2.

rent de celui qu'on attend, municipaux et préfets oseraient encore parler de liberté de conscience pour tous ! Il faut avouer qu'on prendrait à tâche de porter des coups mortels au régime sous lequel nous vivons, qu'on n'agirait pas autrement.

Au fond, vous ne voulez plus d'enseignement religieux et surtout catholique dans les écoles. La moitié des familles du peuple lyonnais veut, au contraire, la continuation de cet enseignement conforme à sa foi et qu'elle ne peut donner elle-même à raison de ses labeurs ordinaires : ne porterez-vous pas atteinte à la liberté de conscience de ces familles en les privant des écoles qu'elles préfèrent ? On répondra peut-être : elles enverront leurs enfants à l'église, cela leur suffira. Mais elles déclarent, au contraire, que cela ne leur suffit pas. Elles disent : nous voulons l'enseignement catholique à l'école et à l'église. Appartient-il à des libres-penseurs ou à des athées de nous diriger dans nos besoins religieux et de les mieux comprendre que nous ? Le libre exercice de notre religion ne serait-il plus un principe constitutionnel ? Ne s'appliquerait-il plus à tout ce qui regarde cette religion, aussi bien à l'éducation qu'au culte lui-même ?

L'instruction doit être à la fois scientifique et religieuse. Tout ce qui porte atteinte au libre choix du père de famille pour assurer à ses enfants une instruction de cette nature est la violation de la liberté de conscience, la plus sacrée de toutes les libertés.

Quel que soit le point de vue auquel on se place pour examiner cette question, on reconnaît que les principes de liberté, que l'équité la plus vulgaire, que les lois existantes et que les droits de la famille condamnent les mesures destinées à amoindrir ou à supprimer les écoles congréganistes de notre ville.

UN JURISCONSULTE DE LYON.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

AUDIENCE DU 7 MAI 1868.

Présidence de M. BÉDARRIDES.

I. — Société anonyme. — Statuts autorisant le paiement d'intérêts aux actionnaires par un prélèvement sur le capital social. — Autorisation par décret de la société régie par ces statuts antérieurement à la loi du 24 juillet 1867. — Validité.

II. — Moyen nouveau. — Non-recevabilité.

Si, dans un contrat de société, la clause qui accorde des intérêts à raison de la mise d'un associé doit être entendue comme établissant un mode particulier de partager les bénéfices, cette interprétation ne peut prévaloir contre une disposition expresse du pacte social prévoyant l'absence de bénéfices à partager et prescrivant, dans cette hypothèse, le paiement des intérêts sur le fonds social lui-même. L'associé devient par là, — pour les intérêts seulement, — créancier de la société.

Le demandeur en cassation, qui n'a pas appelé le juge du fond à vérifier les faits qu'il allègue, n'est pas recevable à présenter, devant la Cour de cassation, un moyen tiré des conséquences juridiques de ces faits.

La Cour,

Oùï M. le conseiller Connelly en son rapport; l'avocat de la compagnie demanderesse en ses observations, et M. l'avocat général Robinet de Cléry en ses conclusions :

Sur le moyen pris de la fausse application de l'article 1291, Code civil, et, par suite, violation des articles 1853 et 1855 du même Code; 33, Code de commerce; 3 et 10 de la loi du 27 juillet 1856,

Et, d'abord, sur la première branche du moyen, prise de l'absence des bénéfices à partager :

Attendu que si, dans un contrat de société, la clause qui accorde des intérêts à raison de la mise d'un associé doit être entendue comme établissant un mode particulier de partager les bénéfices, cette interprétation, fondée sur la nature de la convention, ne peut prévaloir contre une disposition expresse du pacte social, prévoyant l'absence de bénéfices à partager et prescrivant, dans cette hypothèse, le paiement des intérêts sur le fonds social lui-même ;

Que, par l'effet de cette stipulation, si le capital versé par l'actionnaire est mis en commun, confondu dans l'actif social, exposé à

toutes les chances de perte sans que l'associé puisse en exiger le remboursement, cet associé néanmoins devient, pour les intérêts seulement, créancier de la société ;

Attendu que l'arrêt dénoncé constate l'existence d'une disposition de ce genre dans les statuts de la compagnie du chemin de fer du Médoc, fondée le 18 février 1864, sous la forme d'une société anonyme, que ces statuts ont été, conformément à l'article 37 du Code de commerce alors en vigueur, approuvés par un règlement de l'administration publique ;

D'où il suit que l'arrêt attaqué a pu ordonner, en exécution de ces statuts, que les intérêts des sommes versées par les défendeurs éventuels, pour libérer les actions qu'ils avaient souscrites, seraient, même en l'absence de bénéfices à partager, portés à l'actif de leur compte et ainsi compensés avec ce que lesdits souscripteurs devaient encore sur leurs actions ;

Qu'en le décidant ainsi la Cour de Paris n'a ni faussement appliqué l'article 1291, ni violé les articles 1853, 1855, Code civil et l'article 33, Code de commerce ; qu'elle n'a pu violer les articles 3 et 10 de la loi du 27 juillet 1856, qui étaient sans application à la cause ;

Sur la seconde branche du même moyen, prise des droits des autres actionnaires et des créanciers :

Attendu que la compagnie du chemin de fer du Médoc ne s'est fondée, dans le dispositif de ses conclusions, pour combattre les prétentions des défendeurs éventuels, ni sur la situation des autres actionnaires ni sur celle de ses créanciers ; qu'ainsi elle n'a pas appelé la Cour de Paris à vérifier les faits qu'elle allègue aujourd'hui ;

Qu'il n'y a, relativement à cet objet, dans l'arrêt attaqué aucune autre déclaration que celle de l'existence d'un actif social, d'où il suit que la compagnie demanderesse n'est point recevable à présenter, pour la première fois devant la Cour de Cassation, un pareil moyen mélangé de fait et de droit.

Par ces motifs,

La Cour rejette.

Le 7 mai 1878. — MM. Bédarrides, président ; Connelly, conseiller-rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes) ; plaident : M^e Chambon.

La clause des statuts de la compagnie des chemins de fer du Médoc dont l'application faisait difficulté était ainsi conçue :

« Chaque action donne droit à un intérêt de 5 p. 100 par an pendant la construction du chemin de fer... Il sera pourvu au paiement de ces intérêts, d'abord au moyen des produits accessoires de l'entreprise et, enfin, *en cas d'insuffisance, par un prélèvement sur le capital social.* »

Un telle clause, autorisant un prélèvement d'intérêts sur le capital social au profit des associés, même quand aucun bénéfice n'avait été réalisé, est tellement dangereuse, elle est si manifestement contraire au vœu du législateur, qu'on comprend les hésitations et les doutes que son application a pu rencontrer.

La Cour de cassation n'avait ni à l'approuver, ni à la blâmer. Devait-elle la déclarer illicite, prohibée par la loi, même sous l'empire de la législation antérieure à 1867, — alors que les sociétés anonymes devaient être autorisées par un décret contenant approbation de leurs statuts ?

Ainsi posée, la question devait se résoudre d'elle-même. Aucune des dispositions du Code de commerce ne prohibe un prélèvement d'intérêts sur le capital. La loi du 24 juillet 1867 déclare, il est vrai, que les peines édictées contre les gérants qui, *en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux*, opèrent entre les actionnaires la répartition de dividendes fictifs sont applicables en matière de sociétés anonymes, sans distinction entre celles antérieurement existantes et celles qui se sont constituées depuis 1867. Mais autre chose est la répartition de dividendes fictifs, facilitée par des omissions coupables ou par des inventaires frauduleux, et autre chose le paiement d'intérêts statutaires au vu des inventaires et sans fraude.

Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'esprit de la loi de 1867 est opposé à un prélèvement d'intérêts sur le capital au profit des actionnaires. Les statuts d'une société ne doivent pas être facilement interprétés en ce sens.

« Dans une société commerciale, dit un arrêt de la Chambre des Requêtes, du 3 mars 1863, les dividendes ne peuvent être que la part des associés dans les bénéfices de l'association, et on ne doit pas considérer comme dividendes des distributions faites alors qu'il n'existe pas de bénéfices. — De telles distributions ne sont en réalité qu'un remboursement total ou partiel fait aux associés de la mise sociale qu'ils avaient versée, et qui était devenue le gage des créanciers. Dans ces circonstances, les associés commanditaires ne sont, à aucun point de vue, fondés à conserver les sommes par eux reçues. » (MM. Nicias-Gaillard, président; de Cornières, rapporteur; Paul Fabre, avocat général (conclusions conformes).

La même Chambre persistait dans cette jurisprudence le 17 février 1877 (M. Connelly, rapporteur), en disant : « Si la clause d'un contrat de société, accordant des intérêts à raison d'un capital mis en commun,... doit être regardée comme organisant sous cette forme une attribution d'une portion des bénéfices,... il faut reconnaître qu'une pareille disposition, n'étant qu'un mode de partager le profit, ne peut produire effet que quand la société n'a réalisé aucun bénéfice. »

Cependant, on peut se trouver en présence de statuts contenant, en termes formels, une stipulation contraire, disant, comme les statuts de la Compagnie du chemin de

fer du Médoc, qu'en cas d'insuffisance les intérêts dus aux actionnaires seront prélevés sur le capital social.

Une telle clause est-elle inconciliable avec les principes qui régissent les sociétés commerciales, et doit-elle être déclarée illicite ?

Dans ce cas, la Chambre des Requêtes fait fléchir la rigueur de sa jurisprudence. C'est ce qu'avait fait déjà la Chambre civile par un arrêt du 8 mai 1867 :

« Attendu qu'il est constaté, par l'arrêt attaqué, que les articles 9 et 23 des statuts de la société commerciale Carron et C^{ie} sont ainsi conçus :

» Art. 9. — Chaque action donne droit à un intérêt de 4 %, payable le 15 janvier de chaque année.

» Art. 23. — Les bénéfices de la société se composent de l'excédant de son actif sur son passif, après le prélèvement de tous les frais et de toutes les charges sociales, au nombre desquelles est l'intérêt de 4 % dû aux actionnaires.

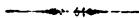
» Attendu que l'arrêt attaqué a pu interpréter ces clauses, en ce sens qu'elles avaient pour objet d'autoriser les commanditaires à percevoir annuellement, d'une manière définitive, l'intérêt à 4 % des sommes formant leur commandite ;

» Attendu, en droit, que ces clauses, consacrées par l'usage du commerce, n'ont rien d'inconciliable avec les principes qui régissent la société en commandite, et ont pu, dès lors, dans l'espèce, être déclarées licites. » (MM. Tropolong, premier président ; Gastambide, rapporteur ; Blanche, avocat général (conclusions conformes).

A plus forte raison doit-il en être ainsi lorsqu'il s'agit d'une société anonyme dont les statuts ont été approuvés par décret, avant la loi de 1867. Le décret d'autorisation donne à ces sociétés une consécration, qui fait du texte de leurs statuts, dûment publié, la loi de tous les contractants.

ROBINET DE CLÉRY,

Avocat général à la Cour de cassation.



BIBLIOGRAPHIE.

ÉLÉMENTS DE DROIT CIVIL RUSSE, par Ernest LEHR, professeur de législation comparée à l'Académie de législation de Lausanne. Paris, E. Plon, éditeur. Un vol. in-8°, 1877.

M. Lehr, à qui l'on doit déjà un très-bon précis élémentaire du droit civil germanique, a eu l'heureuse pensée d'initier les juristes français à la connaissance des lois civiles russes.

Une pareille œuvre comportait de nombreuses difficultés. L'empire russe a en effet une législation multiple. Outre le droit général commun de l'empire, la Pologne, la Finlande, les provinces baltiques, la Bessarabie, les pays du Caucase et plusieurs autres gouvernements ont encore des droits communs particuliers, sans compter les usages purement locaux.

M. Lehr, pour des raisons qu'il expose dans sa *Préface*, s'est borné à la comparaison de la législation générale de l'empire, de celle des provinces baltiques et du Code polonais. Ce dernier est une reproduction modifiée sur certains points du Code Napoléon ; on peut ainsi rapprocher trois types de législation bien distincts : l'un slave, l'autre allemand et le troisième d'inspiration française.

Quelque soigné qu'ait été le travail de M. Lehr, quelque précieuse collaboration que lui ait fourni la chancellerie impériale, en lui indiquant les documents de jurisprudence qui fixent l'interprétation des textes, il ne faut pas demander à ce livre la révélation de l'état social du peuple russe, comme on peut le trouver en se reportant aux magistrales *Études sur la Russie*, de M. de Haxthausen, publiées il y a trente ans.

M. Lehr nous en avertit lui-même, avec une précision qui fait honneur à sa bonne foi et à sa pénétration scientifiques :

« De tous les pays de l'Europe, dit-il dans sa *Préface*, l'empire russe est peut-être celui où la loi écrite a le moins de valeur absolue et reste le plus souvent une lettre morte. Dans l'état actuel des choses, la classe des paysans, qui forme à peu près les cinq sixièmes de la population, obéit, même dans les matières du droit civil, à des règles ou à des usages tout différents de ceux que le *svod* libelle en articles de loi. Le droit de famille, la propriété, le droit des successions y sont régis par des principes particuliers qui corrigent

souvent ce que la loi écrite paraît avoir d'excessif et qui, dans tous les cas, dérogeant à ses prescriptions. La loi écrite, le code que nous analysons, n'est donc quant à présent, et malgré la généralité de ses termes, qu'une loi en quelque sorte exceptionnelle, à laquelle sont soumis les nobles et les bourgeois et à laquelle échappe la majorité de la nation. Encore l'application s'écarte-t-elle fréquemment du texte. Il faut donc, si l'on se place au point de vue interne russe, la considérer plutôt comme indiquant les tendances du législateur, les règles qu'il estime les meilleures et dont il entend généraliser peu à peu l'application, que comme marquant les principes dores et déjà en vigueur pour toute l'étendue de l'empire et pour toutes les classes de la société. » (Page xi.)

Voilà assurément une page excellente et que les écrivains superficiels, qui dans l'étude des législations anciennes ou étrangères s'attachent uniquement au texte écrit, feront bien de méditer (1).

Mais au point de vue international, dès qu'il s'agit de se rendre compte de la situation d'un étranger établi en Russie ou réciproquement, les coutumes ne signifient plus rien et la législation positive a seule de la valeur.

C'est là ce qui donne un grand intérêt pratique à l'ouvrage de M. Lehr. C'est le point de vue qui l'a préoccupé avant tout, car il suit précisément l'ordre du Code Napoléon pour analyser la législation russe. *Le droit des personnes et le droit de famille, les droits réels et les successions ab intestat* forment l'objet de ce volume, qui sera, nous l'espérons, suivi d'un second. Avec la multiplication des relations internationales et des rapports commerciaux, il est appelé à rendre de grands services aux juristes français.

(1) Une remarque analogue est faite dans l'excellente étude sur le *Droit coutumier des slaves méridionaux*, qu'a publié l'année dernière M. Fédor Demelich. Un vol. in-8°. Thorm, éditeur.

Le gérant, J. BARATIER

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

HUITIÈME CONFÉRENCE.

DE LA PROPRIÉTÉ.

(SUITE.)

**Modes d'acquisition et de transmission. — Successions. — Testament.
Liberté testamentaire.**

MESSIEURS,

Dans deux de mes précédentes conférences, j'ai étudié la nature et l'origine du droit de propriété et commencé l'examen de ses différents modes de transmission. Nous en étions arrivés à la transmission testamentaire. Après l'étude des précédents historiques et spécialement des lois révolutionnaires qui ont précédé le Code civil, je vous avais annoncé que nous aborderions l'examen de notre législation actuelle. Je tiendrai aujourd'hui ma promesse.

En 1815, un des plénipotentiaires au Congrès de Vienne, lord Castlereagh, se consolait de l'intervention de l'empereur Alexandre, qui avait fait maintenir à la France ses frontières du xvii^e siècle, en disant :

« Après tout, les Français sont assez affaiblis par leur régime de succession. »

Ecoutez un autre langage. Celui-ci est de l'homme dont le Code civil a porté le nom, et la clairvoyance ne manquait

certainement pas à l'esprit de celui qui a écrit ce que je vais vous lire, ni l'autorité à sa parole.

Napoléon I^{er} écrivait, le 5 mars 1806, à son frère Joseph, roi de Naples :

« Mon frère, je veux avoir à Paris cent fortunes, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables, puisque ce ne sont que des fidéi-commis, et que ce qui ne sera pas elles, par l'effet du Code civil, va se disséminer. Etablissez le Code civil à Naples, tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire en peu d'années, et ce que vous voulez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code civil. Il faut établir le Code civil chez vous; il consolidera votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est pas fidéi-commis tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code civil et m'a porté à l'établir. »

Il est impossible de parler avec plus de sincérité.

Détruire ce qui est et faire seul à son profit ce qui demeurera, tel est le projet, et voilà, c'est Napoléon qui le dit, ce qui l'a porté à établir un Code civil.

Comment le Code civil devait-il réaliser le plan de ce puissant génie ?

La conception est à la fois simple et puissante, et le procédé est d'une efficacité irrésistible.

Egalité absolue dans les partages des successions; je dis : égalité non-seulement de valeur, mais de nature des biens dans la composition des lots; liberté testamentaire étroitement restreinte et interdiction au père de composer les lots de ses enfants de biens d'inégale nature. Voilà tout le système, Messieurs, et l'événement a prouvé que Napoléon ne se trompait pas sur les résultats qu'il pouvait en espérer, et que nos ennemis d'alors en espéraient, comme lui, pour la destruction de tout ce qui n'était pas l'œuvre nouvelle et égoïste du réformateur impérial.

La seconde partie de son plan devait être réalisée par l'institution des majorats.

« Les biens libres, dit le second paragraphe de l'article 896 du Code civil, formant la dotation d'un titre héréditaire que l'empereur aurait erigé en faveur d'un prince ou d'un chef de famille, pourront être transmis héréditairement ainsi qu'il est réglé par l'acte impérial du 30 mars 1806, et par le sénatus-consulte du 14 août suivant. »

Ce dernier paragraphe de l'article 896 se trouve aujourd'hui abrogé par les lois du 12 mai 1835 et du 7 mai 1849. Il n'y a plus de majorat, plus de transmission héréditaire de biens formant la dotation d'un titre, et, sur ces fortunes qui devaient décorer de leur splendeur le trône impérial, comme sur le modeste patrimoine du paysan que les frais de justice dévorent, sur tout enfin et sur tous, le partage forcé étend son niveau jaloux et sa destructive influence.

Considérez, en effet, avec quel soin minutieux l'instrument de démolition a été préparé.

L'article 826 du Code civil donne à chaque cohéritier le droit de demander sa part *en nature* des meubles et immeubles de la succession. C'est l'idée maîtresse et qui, nous allons le voir, a dominé la jurisprudence.

L'article 827 ajoute que si les immeubles ne peuvent être commodément partagés, il doit être procédé à la vente par licitation, et enfin l'article 832, après avoir dit « qu'on doit autant que possible éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations, ajoute : « il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur. »

La jurisprudence semble n'avoir voulu lire dans l'article 832 que ce second paragraphe. Les tribunaux se considèrent comme strictement tenus à composer les lots de valeurs de même nature, comme le veut l'article 826. Ils ne peuvent, lors même que l'intérêt évident des copartageants le demanderait, maintenir l'intégrité d'une exploitation immobilière, d'un domaine patrimonial, d'une industrie ou d'une clientèle commerciale. Le vœu de la loi est que nulle

compensation ne soit cherchée en dehors des biens composant la succession, et l'opposition d'un seul des héritiers suffit pour que la composition des lots, équitable, conservatrice, si je puis me permettre le mot, soit écartée pour faire place à la composition légale et brutalement égalitaire, et si l'immeuble est impartageable, eh bien ! que la maison où le père vient de mourir, que le toit qui abritait les ancêtres, que le foyer autour duquel la famille a pendant de longues années partagé les joies et les deuils de la vie, que tout cela soit licite. Un étranger viendra balayer ces souvenirs. Ainsi le veut cette déesse farouche quise nomme l'égalité, ainsi l'ordonnent ses adorateurs.

Mais si, au moins, le père de famille avait plus de liberté que les juges ! Quelle magistrature peut inspirer au législateur une confiance plus grande que la magistrature paternelle ? Qui connaîtra mieux que le chef de famille les goûts, les aptitudes de ses héritiers, de ses fils ? Quel intérêt a-t-il, excepté le leur ? Par quelle passion serait-il aveuglé ? Et comment ne pas se fier à un juge qui aime d'un amour égal et désintéressé ceux entre lesquels il va régler le partage de sa fortune, qu'il n'a conquise ou conservée que pour eux ?

Eh bien ! non ; la loi s'est défiée du père lui-même. Elle a d'abord restreint la quotité de biens dont il peut disposer, nous le dirons tout à l'heure. Puis la jurisprudence, se conformant sinon à un texte formel, au moins à la volonté incontestable du législateur, applique sévèrement aux partages faits par les ascendants les règles relatives au lotissement en biens de même nature. Vainement une affection éclairée aura dicté au père les dispositions les plus sages. Un de ses fils sera, depuis de longues années, devenu son collaborateur ; seul il pourrait continuer avec fruit l'exploitation d'un domaine lentement formé, de terres défrichées par ses efforts, d'une industrie développée, fécondée par son intelligence. Le père ne pourra pas donner à celui-ci les immeubles ; à cet autre, l'atelier dans lequel s'est faite

sa fortune. Qu'un des enfants ne respecte pas les derniers vœux de celui à qui il doit tout, et, fût-il plus richement pourvu que ses frères, de capitaux et de valeurs, il aura le droit de dire : Je veux ma part du domaine, je veux ma part du commerce, de l'atelier, de l'industrie ; sa réclamation sera entendue et le domaine ou l'industrie seront partagés, quelque dommage qu'il en résulte, et licites s'ils sont impartageables.

Ajoutez, pour compléter le tableau de notre législation, que le père, à qui la loi donne la libre disposition de la moitié de ses biens quand il ne laisse qu'un enfant, du tiers quand il en laisse deux, ne peut disposer que du quart quand il a trois enfants ou un plus grand nombre.

L'ensemble de cette législation a soulevé des réclamations venues de points très-divers, car, depuis quelques années, l'agriculture et l'industrie ont uni leurs plaintes à celles des défenseurs de l'ordre social chrétien, et il arrive une fois de plus que la philosophie catholique, en plaidant la cause de l'autorité paternelle et de la famille, aura posé les principes les plus sûrs de l'économie sociale, et qu'ici encore, ce qui est moralement vrai est aussi ce qu'il y a de matériellement utile. Ce sera l'œuvre des législateurs de l'avenir de rendre au père de famille la possibilité de concilier, en disposant de ses biens, son affection pour ses enfants avec le soin de conserver le foyer autour duquel se perpétuera cette vie collective de la famille, qui tient une place si importante dans le plan divin.

Ils y seront encouragés, vous disais-je, par la voix des intérêts menacés. Cette voix, je veux vous la faire entendre tout à l'heure.

Messieurs, que faut-il penser de nos lois en matière de successions ? Quelles conséquences le régime du Code civil est-il appelé à produire. Faut-il en désirer la réforme, et dans quelle mesure ? Peu de questions sont plus intéressantes pour le citoyen ami de son pays et pour le jurisconsulte ami de la justice. Il n'en est pas de plus actuelle. Les

plaintes excitées par l'application du partage forcé sont devenues depuis quelques années, nombreuses, retentissantes, éloquentes quelquefois. Une école de publicistes, dont M. Le Play est le chef éminent, signale notre régime successoral comme un péril mortel pour la grandeur du pays et pour la paix sociale. D'autres croient tout l'édifice de notre état politique et social moderne compromis si l'on touche à un seul article du Code. De ces menaces contradictoires lesquelles sont vaines? Lesquelles redoutables? Où est la vérité? Dans une matière aussi délicate et qui touche de si près aux intérêts les plus sacrés de la puissance paternelle, de la famille, de la société chrétienne, n'y a-t-il pas quelques principes qui nous éclaireront et nous permettront de circonscrire dans des limites nettement définies le terrain de la controverse et la mesure de la divergence des opinions et de la légitimité des dispositions législatives?

C'est ce que je me propose de rechercher.

Écoutons d'abord les plaintes des avocats autorisés du commerce et de l'agriculture.

En 1865, pour ne pas remonter plus haut, cent trente-deux commerçants et chefs d'industrie adressaient au Sénat une pétition pour obtenir du gouvernement *que la liberté testamentaire fût substituée au régime actuel de succession*. Ils espéraient que le Sénat jugerait comme eux le moment venu de modifier, en ce qui touche le droit de tester, un ordre d'idées si opposé aux besoins de notre époque et à la liberté individuelle. Autant le droit d'ainesse leur semblerait, disaient-ils, contraire à l'équité et au sentiment de la nation, autant la loi actuelle leur semblait un excès opposé qui avait pu avoir sa raison d'être, mais qui devenait de jour en jour une cause plus marquée de préjudice et de dissolution. Ils affirmaient que cette loi agissant en sens inverse de l'amélioration de nos mœurs sociales et politiques, deviendrait fatale au développement industriel et commercial de la France. Ils comparaient ensuite la

France, où rarement l'œuvre commerciale et industrielle du père est continuée par ses fils, à l'Angleterre, où, sous l'empire de la liberté testamentaire, les fils continuent l'œuvre de leurs ancêtres, à l'Angleterre, où se perpétuent des établissements qui accumulent les capitaux, la clientèle, les leçons de la pratique et les meilleurs instruments de travail. A l'exemple de l'aristocratique Angleterre, ils joignent l'exemple de la démocratie américaine. Dans ces pays, comme dans tous ceux où la liberté testamentaire laisse au père de famille l'autorité que Dieu lui a donnée, les enfants, disaient-ils, contractent dès le berceau des habitudes de respect et d'obéissance. Le père de famille, appuyé sur la loi et guidé par son affection paternelle, peut combiner l'avenir de l'établissement qu'il gouverne, associer ses fils à ses travaux et préparer la continuation de l'œuvre commune. En France, au contraire, les édifices commerciaux et industriels s'écroulent habituellement avec la génération qui les a fondés. Les enfants savent d'avance ce qu'ils auront le droit d'exiger dans telle ou telle éventualité, la mort de la mère, par exemple, et ils peuvent dans ce cas arrêter la marche d'un établissement en réclamant leur part des capitaux dépendant de la communauté. Le père se sent désarmé devant l'indolence, les passions ou les écarts de ses fils. Nul ne peut songer à des entreprises de longue haleine, et la France, dont les forces productives sont paralysées sous l'action dissolvante de notre loi de succession, laisse des rivales plus heureuses accaparer les débouchés lointains et les grands marchés étrangers. Je vous indique rapidement les idées principales longuement développées par les pétitionnaires qui, disent-ils, et ici je cite textuellement : « Comme pères de famille, comme observateurs de la société actuelle, se croient fondés à considérer la loi actuelle comme une cause permanente de démoralisation sociale et politique. »

Ces idées se retrouvent dans un grand nombre d'écrits, qu'il est inutile et qu'il serait impossible de citer tous. Mais

je ne puis négliger de vous faire connaître deux documents auxquels leur origine donnent une valeur et un caractère particuliers. Je veux parler des délibérations prises en 1874 et 1875 par les Chambres de commerce de Paris et de Bordeaux, répondant à l'interrogation d'une commission spéciale chargée de rechercher les moyens propres à développer notre commerce extérieur. L'une des questions posées était celle-ci : *« En quoi l'éducation et les lois anglaises ou allemandes contribuent-elles à pousser la jeunesse vers le commerce d'exportation ? »*

La Chambre de commerce de Bordeaux fait de la question une étude complète. Elle constate notre infériorité commerciale et colonisatrice. Cette infériorité ne tient point, suivant elle, à nos habitudes séculaires, mais à nos institutions. La répulsion de nos législateurs contre le régime ancien les a poussés à dépasser le but quand, ne tenant plus pour suffisante l'égalité civile, ils ont décrété le partage forcé des successions. On ne peut nier, dit-elle, que le peuple des Etats-Unis d'Amérique ne soit régi par des institutions très-démocratiques, et pourtant ses lois civiles ne prescrivent le partage des successions par portions égales entre tous les enfants qu'en l'absence de tout testament. Aussi les enfants, ne pouvant pas compter d'une manière certaine sur les biens du père, songent de bonne heure à se créer par le travail une position indépendante. Le contraire arrive en France où, trop souvent, le jeune homme qui a entendu répéter autour de lui : qu'il n'avait pas besoin de travailler, préfère le plaisir au travail, quand vient le moment d'embrasser une carrière. Puis, le procès-verbal de la délibération ajoute ces paroles que je cite textuellement : *« Il résulte du partage obligatoire et de ce droit de réserve une autre conséquence non moins désastreuse au point de vue économique et social : d'une part, l'avoir d'un certain nombre de familles va décroissant parce que les enfants sont détournés par cette disposition de la loi de la voie féconde de l'épargne, et, d'autre part, ces*

familles cèdent trop souvent à la répugnance naturelle de descendre du rang qu'elles occupent et au désir de laisser à chacun de leurs enfants une part plus forte. Ne peut-on trouver dans ces faits patents, l'une des causes principales de la lenteur relative du développement de la population française? Il ne nous appartient pas d'indiquer par quels moyens transitoires on peut modifier nos lois successorales sans retomber dans les abus anciens ; ce qui nous paraît toutefois certain, c'est que la simple augmentation de la quotité disponible ne rémédierait pas au mal dont il nous semble difficile de nier l'existence ; aussi verrions-nous plutôt la solution de cette question complexe dans l'application graduelle de la loi américaine ; car le côté pratique de cette loi réside surtout dans la faculté laissée au père, après qu'il a rempli en conscience ses obligations naturelles envers ses enfants, de donner ou de retenir. Cette incertitude intentionnelle met les enfants dans l'obligation morale de se créer une situation pour assurer leur indépendance. »

Ces critiques de notre législation révolutionnaire, ces inquiétudes exprimées par des hommes qui ont reçu mandat de représenter les intérêts de l'industrie et du commerce, ont une importance qu'on ne saurait nier.

D'autre part, j'ai lu les procès-verbaux de la commission supérieure chargée de résumer les résultats de l'enquête agricole ouverte de 1866 à 1869 dans tous les départements de la France. J'ai été frappé de l'unanimité des déposants sur la nécessité de deux réformes. Tous demandent que l'on efface du Code l'obligation du partage en nature et que les délais de dix et de trente ans accordés pour l'exercice de l'action en rescision des partages d'ascendants, soient considérablement réduits. La commission s'était arrêtée à un délai de deux ans dans les cas de partage entre-vifs, et de cinq ans pour les partages testamentaires. Le rapporteur et tous les orateurs après lui, se plaçant au point de vue exclusif de l'enquête agricole, insistent sur les inconvénients du morcellement des terres, résultat de la loi et de son interpréta-

tion souvent excessive par la jurisprudence. Le morcellement de la propriété, dit M. Josseau, rapporteur, a été considéré dans l'enquête et ensuite par vous comme essentiellement contraire à la prospérité de l'agriculture... Les plaintes sont générales... Le principe du partage en nature appliqué à toutes les successions, à toutes les familles, est un diviseur continu agissant sans cesse, et agissant comme tout fait absolu, sans discernement. C'est en vain que le père de famille aura laborieusement rassemblé, cultivé et constitué un domaine d'une certaine étendue. S'il laisse plusieurs enfants, la loi du partage condamne ce domaine à la division. Le système de culture finit avec la propriété à laquelle il s'applique, et le propriétaire nouveau recommence une seconde œuvre de centralisation et d'économie agricole, qui doit aussi finir avec lui. A cette loi de division, rien ne peut être soustrait. Le père de famille, même en se dépouillant de son vivant, même en amassant, pour maintenir l'égalité, des valeurs mobilières équivalentes, ne peut prévenir la destruction de son œuvre. Il convient d'ajouter que si le domaine est de peu d'étendue, s'il s'agit de la petite propriété, l'immeuble sera dans bien des cas vendu et son prix absorbé dans les frais de vente. »

En effet, Messieurs, c'est la petite propriété, c'est le pauvre qui souffre le plus cruellement de la nécessité du partage et des coûteuses licitations.

Dans l'année 1850, mille neuf cent quatre-vingts ventes d'un résultat inférieur à 500 fr. chacune, ayant produit une somme totale de 558,093 fr., ont occasionné 648,906 fr. de frais. Les frais ont donc dépassé de près d'un sixième le produit des ventes.

Aussi ne faut-il pas s'étonner de lire, dans une pétition adressée, en 1866, au Sénat par des paysans de la Creuse, qui sollicitaient la modification des lois relatives aux successions et l'établissement de la liberté de tester, dernière sauvegarde, disent-ils, de la petite propriété, ce passage qu'il est bon de méditer :

« Nos lois successorales ont anéanti la sécurité des traditions ; et, limitant à la vie les espérances du travailleur, elles lui ont inspiré le dégoût de tout ce qui n'est pas jouissance immédiate.

» Rendre la sécurité au cultivateur, en lui laissant la liberté de transmettre ses biens, c'est l'encourager à perfectionner son œuvre, à se créer des successeurs ; c'est faire cesser cette décroissance de la population française chez laquelle le partage forcé a amené la diminution systématique des naissances... C'est, enfin, maintenir au père l'autorité que Dieu lui a donnée, en le laissant juge souverain de la dignité de ses enfants... Vous provoquerez, disaient-ils, la suppression d'une loi destinée à d'autres temps, et dont le singulier résultat a été de disloquer la petite et la moyenne propriété qu'elle voulait rendre universelle ou dominante... »

En effet, Messieurs, l'instrument s'est retourné contre le but en vue duquel il avait été créé. Napoléon, qui voyait de haut et qui voyait loin, aurait voulu échapper à quelques-unes des conséquences économiques du système politique que son ambition lui imposait. Il disait au Conseil d'Etat : « Le législateur, en disposant sur cette matière, doit avoir essentiellement en vue les fortunes modiques. La trop grande subdivision de celles-ci met nécessairement un terme à leur existence, surtout quand elle entraîne l'aliénation de la maison paternelle, qui est, pour ainsi dire, le point central... » Aussi, il eut un moment la pensée de distinguer entre les grandes et les petites fortunes, et de laisser la disposition de la moitié des biens au père, quelque fût le nombre des enfants, lorsque la valeur de la succession ne dépassait pas 100,000 fr., « afin, disait-il, de conserver les petites fortunes, tout en empêchant qu'il s'en forme de trop considérables. » Vous voyez reparaître dans ces derniers mots l'idée qui a dicté la lettre au roi de Naples.

Les protestations contre notre régime actuel de succes-

sions s'étaient produites avec une telle unanimité et une si grande énergie dans l'enquête dont je vous ai parlé, que le gouvernement s'en émut. En 1869, il présenta au Corps législatif un projet de loi qui, modifiant les articles 826, 832 et 1079 du Code civil, reconnaissait au père de famille le droit d'attribuer à l'un de ses enfants la totalité de ses immeubles, à la condition de payer à ses cohéritiers une soulte en argent. Le projet accordait aux tribunaux le droit de faire des attributions semblables dans les partages judiciaires. Déjà, en 1865, une proposition signée de cinquante-cinq membres du Corps législatif avait essayé d'appeler l'attention du gouvernement sur la question de savoir : « si, par suite de la transformation de la richesse et des changements dans les mœurs qui en ont été la conséquence, nos lois de succession n'appellent pas des modifications favorables à l'extension des droits des pères de famille. »

Cette proposition avait été rejetée, la question n'était pas mûre.

La loi fut retirée (1); mais la proposition, le projet de loi, aussi bien que les pétitions et les enquêtes, restent comme des manifestations de souffrances réelles, de besoins plus vivement sentis, à mesure que se développent les conséquences d'une législation que tout citoyen, soucieux de la prospérité de son pays, a le devoir d'examiner sans préventions, mais avec une courageuse liberté.

Je vous le disais : une école de publicistes, dont M. Le Play est le chef illustre, a fait de la *liberté testamentaire*, comme en Amérique et en Angleterre, l'objet de ses plus

(1) M. le comte de Butenval a publié dans l'*Annuaire de l'Union de la Paix sociale*, pour 1875, un travail très-remarquable intitulé : *le Testament et le Commerce*. Il donne *in extenso* le texte de quelques-uns des documents dont je viens de citer des extraits. Je lis dans une de ses notes : « On assure que ce projet de loi fut retiré en raison des réclamations des officiers ministériels, que représentèrent que l'application de cette loi les frapperait d'une sorte d'expropriation sans indemnité... » Si le fait est vrai, il serait très-significatif.

constantes et de ses plus pressantes revendications. Les travaux de M. Le Play sur ce sujet doivent être l'objet de l'étude attentive des économistes et des législateurs. Personne n'a, si j'ose parler ainsi, tâté le pouls du corps social avec plus de sûreté, de tact, ni sondé d'un regard plus pénétrant des plaies déjà profondes et jusqu'alors inaperçues. Il n'a rien laissé d'inexploré dans le vaste champ des ruines morales et matérielles, amoncelées par le principe fatal du partage forcé, et il n'est pas possible de démontrer avec plus de vigueur et de clarté le péril social dont son application menace notre patrie.

Oui, Messieurs, ce principe révolutionnaire nous menace d'un péril mortel. Un historien, dont les opinions bien connues donnent à son avis sur ce point une importance particulière, M. Lanfrey, après avoir affirmé qu'une forte constitution de la famille est nécessaire à une société démocratique qui veut rester libre, ajoute ces paroles : que sont, en effet, les abus possibles du droit de tester, abus inséparables de toute liberté..., auprès des inconvénients qui résultent de sa limitation excessive : destruction de l'esprit de famille, anéantissement de l'autorité paternelle, ruine périodique des industries tombant sous la loi du partage, pulvérisation indéfinie des fortunes comme des individus?... Cela est vrai, Messieurs. Comment nier, en effet, que l'esprit de famille et l'autorité paternelle soient détruits par un régime qui ne laisse au père de famille à peu près aucun moyen de récompense et de châtiment, et qui, faisant à chaque enfant sa part, le porte à se cantonner dans l'égoïsme de son droit et à se désintéresser du sort de ses frères en qui la loi ne lui montre que des copartageants, souvent, hélas ! des adversaires ?

En Angleterre, vous le savez, depuis le règne des premiers Tudors, la coutume anglo-saxonne de la liberté testamentaire s'est substituée au régime du droit d'aînesse importé par les Normands et ne subsiste plus que pour les titres de noblesse. Le père et la mère choisissent donc

librement l'héritier (habituellement, mais non nécessairement l'ainé) qui leur semble le plus digne de recevoir d'eux la transmission du foyer domestique et de l'atelier de travail. Ils lui imposent l'obligation de conserver l'honneur et le rang de la famille et de continuer vis-à-vis des autres enfants le rôle du chef, en fournissant à chacun les ressources nécessaires à son établissement et l'appui d'une situation sociale maintenue au profit de tous par la transmission à un seul de l'héritage des aïeux. Aussi l'opinion publique veille-t-elle avec un soin jaloux à l'exécution de ces devoirs de l'héritier envers ceux que les liens du sang unissent à lui et dont la confiance paternelle a remis l'avenir entre ses mains. Qui ne voit ce que les mœurs publiques gagnent à ces contraintes morales, à cette pratique des devoirs qui naissent des rapports de parenté. Aussi quel respect pour la magistrature paternelle, pour cette autorité que Dieu a lui-même instituée par l'un de ses commandements ! La jeunesse est laborieuse, car l'enfant sait qu'il ne peut compter que sur ses efforts personnels dans une société où le rang est donné à la vertu et la fortune au travail. Les familles sont unies, car chacun sait qu'il peut avoir besoin de la tendresse de tous. Le père s'intéresse jusqu'au dernier jour à l'amélioration de ce domaine qui ne sera point partagé, à cette industrie dont un fils continuera l'exploitation. Ces colons et ces commerçants ne reculent pas devant les entreprises à long terme. Ils savent qu'elles seront achevées par un associé qui leur doit la vie et qui leur devra sa fortune, qui gardera l'honneur de leur nom et les traditions des ancêtres. Il n'y a point de place dans leurs préoccupations pour l'abominable calcul qui limite la fécondité des mariages, afin de diminuer le nombre des co-partageants à la succession. Ces peuples, qui ne se payent pas de mots et de phrases sonores, n'admettent pas que le droit de propriété cesse avec la vie, ni que le citoyen soit libre si le législateur intervient en maître sous le toit domestique. L'Anglais tiendrait pour

insensé l'homme qui oserait dire, avec Tronchet : « Que la loi doit servir d'arbitre entre le père et les enfants. »

Ne croyez pas que j'admire tout en Angleterre, ni surtout en Amérique, Dieu me garde d'un pareil aveuglement ! Mais nul ne peut nier que l'autorité paternelle soit moins ébranlée, la constitution de la famille plus forte chez les peuples de race anglo-saxonne que chez les peuples latins, et il faudrait fermer les yeux pour ne pas voir que la liberté testamentaire contribue à leur maintenir cette supériorité.

Qui de vous n'a entendu les adversaires de notre foi faire valoir contre le catholicisme cet argument de la supériorité des nations hérétiques ou schismatiques sur les nations catholiques. Voyez, disent-ils, les peuples restés fidèles à l'Eglise ! Le désordre politique et le péril social ont atteint chez eux des proportions effrayantes et que ne connaissent pas les nations hétérodoxes. N'en faut-il pas conclure que la doctrine catholique est incompatible avec la prospérité et le développement matériels des nations ! Je trouve dans le sujet même de cette conférence une occasion de répondre à ce sophisme. Oui, je le reconnais, la coutume anglaise de la liberté testamentaire fortifie l'autorité paternelle et maintient dans les familles fécondes l'esprit de solidarité et d'union, le respect des traditions. Oui, ajouterai-je, en Angleterre la loi impose le repos dominical ; les lois et, plus efficacement que les lois, la coutume protège la femme contre la séduction ; la hiérarchie sociale est acceptée, le pouvoir indiscuté et universellement respecté. Mais dites moi si c'est la doctrine catholique qui relâche les liens des familles, diminue le respect et ébranle les pouvoirs ? Qui oserait affirmer une contre-vérité pareille ? Ce qui est vrai, Messieurs, c'est que les nations, dont l'exemple est invoqué comme argument contre les résultats sociaux de la discipline de l'Eglise, ont gardé dans leurs législations et leurs coutumes plus de catholicisme que nous. Elles font profession de reconnaître l'autorité de Dieu sur l'humanité et sur

les gouvernements particuliers. Elles n'ont point ébranlé les bases sur lesquelles le Créateur a fondé la société des hommes. La sécurité relative, la paix sociale dont elles jouissent, elles les doivent à cette portion plus ou moins grande qu'en se séparant de l'Eglise elles ont retenue de sa tradition et de sa doctrine. Elles ont pour un temps échappé à l'action destructive de la négation révolutionnaire. Elles n'ont point, comme les gouvernements de sectaires, chassé Dieu des institutions et des lois. La vérité est là pour qui-conque la cherche d'un regard sincère et il ne faut pas laisser imputer aux nations catholiques ce qui est le fait de gouvernements révolutionnaires, ni à la religion des catastrophes et des périls dont la responsabilité pèse tout entière sur ses plus implacables ennemis.

« Ce n'est jamais impunément, a dit un écrivain, qui ne saurait être suspect en pareille matière, ce n'est jamais impunément qu'on manque de philosophie, de science et de religion. » C'est le même écrivain qui a appelé la révolution une expérience manquée, c'est lui qui parle avec un amer dédain « de ce Code de lois qui semble avoir été fait pour un citoyen idéal naissant enfant trouvé et mourant célibataire... » C'est lui qui a écrit ces mots si tristement vrais, et que l'on ne saurait trop redire : « Avec leur mesquine acception de la famille et de la propriété, ceux qui liquidèrent si tristement la banqueroute de la révolution dans les dernières années du XVIII^e siècle préparèrent un monde de pygmées et de révoltés. »

Cet écrivain, c'est M. Renan. Grande leçon, Messieurs, que l'évidence du vrai oblige un révolté à donner à d'autres révoltés plus logiques et plus audacieux que lui.

Ce long exposé des plaintes motivées par notre législation successorale m'a rappelé les paroles de notre vieux Coquille, parlant de quelques-unes des anciennes coutumes de France : « C'est, disait-il, une grande servitude et misère aux pères et mères de n'avoir pas la liberté de leurs biens et de n'avoir moyen de récompenser les services et offi-

ciosités de leurs enfants et tenir en subjection et crainte ceux qui ne leur sont pas obséquieux. Avoir la liberté de disposer de ses biens envers un étranger et ne l'avoir pas envers ses enfants, qui doivent toute subjection et obéissance ; se reconnaître être subject à l'endroit où l'on doit commander, et tout bons et obéissants que soient les enfants, c'est un grand ennui à un bon et honnête cœur de sentir sa servitude et privation de liberté. »

Si j'essaie de résumer les griefs dont l'énumération, recherchée à dessein dans des documents très-divers, ne représente sans doute, en ce moment, à vos esprits qu'une accumulation un peu confuse, voici, je crois, comment on peut formuler le douloureux sommaire des démonstrations que je vous ai exposées :

Le régime du partage forcé, la négation de la liberté testamentaire, a sapé en France l'autorité du père de famille ; il a favorisé le penchant de la jeunesse à l'indépendance et à l'oisiveté. Il décourage les efforts des propriétaires et des grands industriels ; multiplie les procès et sème la discorde entre les frères ; divise, au grand détriment de l'agriculture, le sol en parcelles de plus en plus étroites ; interdit au commerce les entreprises à longue échéance, et fait de la stérilité des mariages le menaçant et honteux correctif d'une loi dont l'application amène à bref délai la déchéance nécessaire des familles périodiquement ruinées, car le partage forcé n'a établi, surtout entre les petits, que l'égalité de la misère.

Ces maux, ces périls, nul ne peut les nier. Faut-il en conclure, comme la logique semblerait l'exiger, que notre loi de succession est la seule cause du mal, et que la modification radicale de la loi est le seul et suffisant remède ?

Dans des questions aussi graves, rien n'est plus dangereux que les illusions, et je ne veux pas vous laisser croire que la réforme du Code civil et la proclamation de la liberté absolue des testaments suffiraient à restaurer promptement le respect, l'autorité, la moralité dans la famille, la prospérité

dans le commerce et l'agriculture, l'amour du travail dans la jeunesse et la paix dans l'Etat.

Je ne crois pas à l'efficacité des coups d'Etat législatifs et je douterais fort, je vous l'avoue, de l'utilité d'une loi qui, du jour au lendemain, nous ferait passer du régime actuel à celui de la liberté absolue. Un ancien magistrat (1) l'affirmait avec beaucoup de raison : « Tout ne serait pas dit alors même qu'on aurait décrété la liberté testamentaire dans toute son étendue ; il faudrait encore amener les pères à en user et à en user avec justice et discernement, les enfants, à en reconnaître la convenance et l'utilité et à la subir sans murmure, deux choses intimement liées et de nature à réagir l'une sur l'autre ; car l'abus que le chef de famille ferait de son pouvoir rendrait odieux ce pouvoir lui-même, déjà suspect par sa nouveauté, et les récriminations que soulèverait son exercice en paralyseraient moralement l'emploi. Il faudrait, en un mot, restaurer l'esprit de famille, œuvre à laquelle les institutions civiles peuvent concourir, mais qui est surtout celle de l'éducation et des influences religieuses, instruments nécessaires de toute réforme sociale digne de ce nom.

Il faut conclure, Messieurs, et mes conclusions les voici :

Il est nécessaire de préparer les esprits à cette grande réforme que tant d'intérêts divers sollicitent, et il faut espérer que les mœurs en rendront un jour l'exécution possible. Les hommes, appelés à agir sur l'opinion publique et par elle sur les institutions de leur pays, doivent, à l'heure où nous sommes, indiquer franchement le but de leurs efforts, mais restreindre leurs revendications actuelles dans des limites que je vais essayer d'indiquer.

Vous n'avez pas oublié les principes dont la lumière nous a guidés dans la route que nous avons ensemble parcourue. La famille et l'autorité paternelle sont d'ordre divin. La famille n'est pas une association d'un jour, que le hasard

(1) M. de Fontette.

improvisée et que la mort du chef dissout ; c'est une unité sociale qui se perpétue dans une vie personnelle , indépendante, et dont la permanence et la stabilité sont des éléments essentiels de la vie , de cette association de familles qui s'appelle une nation. La loi civile doit à la famille et à l'autorité qui la gouverne une protection efficace dans tout ce qui est indispensable à la permanence des institutions domestiques. Il faut donc que la transmission du foyer et de l'atelier soit assurée par les institutions politiques ou bien par la liberté donnée au père d'opérer lui-même cette transmission. Voilà la règle, le reste est une question de mesure.

Nous déclarerons donc sans hésiter conforme à l'ordre divin, et dès lors excellente, toute loi qui assure la transmission du foyer et la continuation de la vie de famille, nous considérerons non-seulement comme acceptable, mais comme préférable la loi qui rend cette transmission facultative à la volonté paternelle. Mais si une législation disperse systématiquement les éléments de la société domestique et brise à chaque décès les liens par lesquels une génération tient à celles qui l'ont précédée, nous proclamerons hautement que cette législation est anti-sociale et contraire au droit naturel.

Là où la stabilité, la perpétuité nécessaires à la famille pour remplir sa fonction sociale sont assurées par les lois de transmission héréditaire, la question de la liberté testamentaire perd de son importance. En France, il n'en est plus ainsi. Toute constitution aristocratique de la propriété répugne profondément à nos mœurs actuelles. Aveugle qui ne le voit pas et bien imprudent qui le nie. Il est donc nécessaire que la liberté assure aux familles ce que la constitution politique ne peut plus désormais leur donner. La liberté absolue atteindrait-elle ce but ? On ne peut en douter. Est-il cependant indispensable que la liberté soit absolue ? Je ne le crois pas, mais il est impossible de nier que la mesure de la liberté laissée au père de famille par notre législation actuelle soit beaucoup trop restreinte. Ce

que je vous ai dit dans une précédente conférence et au début de celle-ci m'autorise à ne pas recommencer une démonstration que je crois concluante.

Le domaine de cette liberté doit donc être élargi. Il faudrait prendre le contre-pied de l'idée de Mirabeau et étendre en faveur du père la quotité disponible dans les partages entré-vifs ou testamentaires, mais seulement entre ses descendants en ligne directe. La famille trouverait, à des dispositions conçues dans cet esprit, un double avantage. La conservation du patrimoine serait assurée; l'autorité paternelle serait fortifiée. Pour moi, je n'hésiterais pas dès aujourd'hui à fixer à la moitié la part dont le père peut disposer, quelque soit le nombre de ses enfants, pourvu qu'il en dispose au profit de l'un ou de plusieurs d'entre eux.

Il serait conforme aux idées de justice de rétablir dans des cas législativement déterminés le droit d'exhérédation.

Il faudrait, avant tout et sans retard, effacer de nos lois l'obligation pour le père de composer chaque lot de biens de même nature en quantités égales. Il faut qu'il puisse partager ses biens entre ses enfants suivant leurs aptitudes et leurs goûts; qu'il puisse laisser à un seul, sauf le payement de soultes en argent, le domaine ou l'industrie qu'anéantirait la division; qu'il puisse, enfin, dit un des auteurs que j'ai cités, posséder et transmettre ses biens, son toit, son atelier, ses outils et ses meubles, sans être dispendieusement contraint par l'intervention d'un tribunal, d'un avoué, d'un notaire et d'un commissaire-priseur.

Permettez-moi de me souvenir que j'avais avec deux de mes collègues, MM. Baragnon et Mortimer-Ternaux, formulé ce dernier vœu dans une proposition déposée en 1871 sur le bureau de l'Assemblée nationale et renvoyée aux bureaux, qui nommèrent une commission favorable à son adoption. D'autres soins occupèrent ensuite l'Assemblée et notre proposition fut avec beaucoup d'autres *enterrée*, c'est l'expression parlementaire. Mais elle est de ces morts

qui réssuscitent, parce que la vie est en eux, et je ne désespère pas d'une résurrection prochaine.

Après ces réformes accomplies, si l'on simplifiait les formes des partages judiciaires; si l'on donnait aux tribunaux, éclairés par l'avis des conseils de famille, une latitude plus grande pour la composition des lots; si l'on diminuait les frais de partage par la substitution aux officiers ministériels d'arbitres gratuits et par quelques autres mesures analogues, peut-être aurait-on fait tout ce que l'opinion publique égarée, les vivaces préjugés et le tempérament d'une nation accoutumée à la servitude, entêtée et attardée dans l'ornière révolutionnaire, peuvent permettre d'essayer en ce moment.

La discussion, le temps, l'effort des hommes éclairés feront le reste.

Dans l'étude des modes de transmission de la propriété, j'ai donné une place relativement considérable au testament, n'en soyez pas surpris, cette question touche, vous l'avez certainement compris, aux intimités les plus profondes du droit social.

Ici encore vous aurez vu que l'étude des principes éclaire les difficultés et simplifie les solutions. Vous pourrez, en réfléchissant à ce que vous venez d'entendre, vous convaincre de la nécessité de l'étude des vérités supérieures dont les universités catholiques ont la noble mission de propager l'enseignement. Et vous pouvez voir une fois de plus par quelle solidarité merveilleuse sont unis les principes dont l'enchaînement constitue la philosophie chrétienne du droit. En effet, Messieurs, si vous voulez rappeler vos souvenirs, vous répéterez avec moi cette affirmation qui sera la conclusion de cette conférence et de celles qui l'ont précédée. Ce n'est pas la seule liberté testamentaire qui inspirera le respect aux fils et aux pères la justice. Non, elle ne suffirait pas, et cette forte constitution de la famille, qui est la sauvegarde de la liberté des peuples, il faut la demander au mariage chrétien.

LUCIEN BRUN, *sénateur*.

NOTE SUR LA LÉGISLATION RELATIVE AUX INSTITUTEURS.

L'arbitraire se propage étrangement en cette matière : de tous côtés, on voit maires, conseils municipaux et départementaux, préfets, supprimer des écoles congréganistes sans se préoccuper le moins du monde des lois, sans même les lire.

Les préfets nomment les instituteurs laïques, sauf recours au ministre, quand il y a vacance du titulaire par décès, démission ou révocation. Beaucoup d'entre eux appliquent cette règle aux congréganistes, qu'il y ait vacance ou non, en nommant d'autorité un laïque et les expulsant de leurs écoles.

C'est un abus par trop manifeste, et, récemment, M. le préfet de l'Aveyron voulant éviter au moins l'apparence d'un pareil excès, a trouvé une tournure pour créer une vacance là où il n'y en a pas ; il a prononcé contre le frère titulaire la peine si grave de la révocation, et il a immédiatement nommé un laïque.

La loi du 15 mars 1850, article 31, établit deux régimes très-différents selon qu'il s'agit de laïques ou de congréganistes.

Pour les laïques, le préfet, en cas de vacance, nomme le remplaçant sur un rapport de l'inspecteur d'académie, et sauf recours au ministre. A l'égard des congréganistes, il ne peut nommer le successeur que sur la présentation des supérieurs. L'article 31, § 2, a une disposition pareille pour les instituteurs protestants ; il faut avoir une présentation du Consistoire.

La violation de cette règle fondamentale entraîne la nullité de l'arrêté de nomination. C'est ce qu'a formellement jugé le Conseil d'Etat le 25 avril 1873 (1).

(1) Giron, 1875, I, 123.

Le préfet de la Gironde avait reçu la présentation faite par le Consistoire de Sainte-Foy, il n'avait pas agréé le présenté et avait nommé un instituteur de son choix. Sur le pourvoi, le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté de nomination pour excès de pouvoir, attendu que le préfet pouvait bien ne pas agréer le présenté, mais qu'il ne pouvait faire une nomination de son chef, avant d'avoir mis le Consistoire en demeure de faire une nouvelle présentation.

Régulièrement, on voit que l'arrêté de M. le préfet de Rodez est nul, à défaut d'avoir demandé la présentation.

Aurait-il pris la précaution, après avoir infligé la révocation au frère, de remplir les formes pour faire décider que désormais l'école serait laïque et non congréganiste ? On l'ignore. Si cela était, il y aurait à examiner si les formes pour ce changement ont été légalement observées. S'il n'en était pas ainsi, l'arrêté serait encore nul. Deux frères adjoints, qu'il n'a pas révoqués, conserveraient leur position ; leurs supérieurs seuls peuvent les changer (art. 34, loi du 15 mars 1850), et les supérieurs n'auraient qu'à faire la présentation d'un titulaire, conformément à l'article 31.

Que si les formes échappaient à la critique, il y aurait à se pourvoir contre l'arrêté de révocation.

En fait, l'unique motif donné par cet arrêté est que le frère aurait fait écrire et distribuer, par quelques-uns de ses élèves, des bulletins de vote aux élections municipales de janvier 1878, en quoi « il a gravement contrevenu aux instructions ministérielles. »

Un fait pareil, dont l'exactitude est d'ailleurs déniée, ne pouvait en vérité comporter la peine extrême de la révocation, qui atteint l'honneur de la personne et la rend incapable d'être instituteur public ou même libre dans la commune, — c'est la disposition de l'article 33 de la loi, qui échelonne ainsi les peines disciplinaires : la réprimande, — la suspension, — la révocation. Passer d'un coup à la plus grosse pénalité en un cas pareil, n'est-ce pas révéler qu'il y a eu dans l'arrêté une autre pensée que celle qui y

est exprimée ? La révocation ne fut jamais prononcée que pour cause d'inconduite ou d'immoralité (1).

Celui qui est frappé pourrait donc former un pourvoi, qui serait appuyé par l'intervention de ses supérieurs, soit au conseil supérieur de l'instruction publique, article 33 de 1850, soit au ministre, qui ferait statuer par un décret, le Conseil d'Etat entendu. Le pourvoi administratif est toujours admissible contre les actes des préfets ; en outre il est de règle que l'appel est toujours de droit, quand une peine est prononcée.

A un autre point de vue, si le préfet agissait, dit la consultation déjà citée, avec M. Aucoc, président au Conseil d'Etat, dans un autre intérêt, s'il se laissait guider par des motifs d'un autre ordre, il irait contre les intentions du législateur et commettrait un véritable excès d'autorité. Un acte administratif peut être cassé quand son auteur a exercé un pouvoir dans un but autre que celui pour lequel il lui a été confié. Il y a alors « un détournement de pouvoir » (2).

Ceci donnerait ouverture même au pourvoi direct au Conseil d'Etat.

Il convient de rappeler que lorsqu'une école congréganiste est supprimée on ne peut immédiatement renvoyer les instituteurs ; il faut leur laisser le délai convenu avec la commune, s'il y en a un de stipulé. Pour les frères des écoles chrétiennes il est de six mois. Si rien n'est convenu c'est le délai de droit commun, article 1736 du Code civil, qui varie de six à huit mois selon les localités. Voir l'ordonnance de référé dans l'affaire de Toulouse, du 11 janvier 1871, celles qui l'ont suivie et l'arrêt de la cour du 11 août 1873. — Le délai y fut plusieurs fois prolongé pour attendre la solution des pourvois formés par les frères.

T. AUZIAS,
Ancien Bâtonnier (Grenoble).

(1) Voir la *Revue*, vol... p. 406, *Consultation de M. Saint-Giron*.

(2) Aucoc, *Conférence de Droit Administratif*, I. p. 399.

FRUITS DE L'ÉDUCATION LAÏQUE.

(Traduit. par A. DE BOMPARD, d'un livre de l'Hon. Zacharie Montgomery, membre du Barreau de San Francisco, Californie.)

Avant de mettre sous les yeux de nos lecteurs l'extrait du livre de M. Z. Montgomery, quelques lignes nous paraissent utiles pour expliquer ce qu'on entend aujourd'hui par *Education laïque* ou *Secular Education*, selon le système établi aux Etats-Unis, système que le libéralisme s'efforce de généraliser sur l'un et l'autre continent.

« Ni protestante ni catholique, ni hétérodoxe ni orthodoxe, ni chrétienne ni païenne, telle doit être une éducation laïque (*secular*), » dit le Rd. Dr Spear dans un écrit intitulé : *Religion and the State*.

Conformément à ce programme adopté par les promoteurs de l'éducation laïque (*secular*) dans tous les pays, rien absolument de ce qui concerne Dieu ne doit être un sujet d'étude ou d'enseignement, et toutes les fois que le nom de Dieu se présente par accident ou nécessité, les maîtres doivent éviter de répondre aux questions que les élèves pourraient leur adresser. Les maîtres sont donc obligés de ne pas parler de Dieu, même pour le nier; et les conjectures des païens sur l'immortalité de l'âme sont exclues tout comme les vérités révélées. Il est surtout interdit de parler de la révélation, de Jésus-Christ Dieu fait homme, de sa doctrine et de sa loi.

Cependant les promoteurs de l'éducation laïque (*secular*) admettent, en général, qu'une sorte quelconque d'enseignement moral doit être donné dans les écoles publiques. Les plus chauds partisans du *laïcisme complet* reconnaissent, eux aussi, la nécessité d'un enseignement moral quelconque dans l'intérêt de l'Etat et, peut-être, dans l'intérêt de la famille. Toutefois, les premiers et les derniers s'efforcent d'établir une distinction entre la morale et la religion,

comme s'il n'y avait pas *union* nécessaire entre l'une et l'autre. Ainsi le Rd. Dr Spear, dans l'écrit déjà cité, dit :
 « La morale dans le sens le plus large est un développe-
 » ment spontané de la nature humaine et des relations
 » humaines. Faute d'une meilleure expression, appelons
 » *morale laïque (secular)* la morale qui repose sur les en-
 » seignements naturels de la conscience, et qui a sa sphère
 » immédiate dans les relations et les actualités de la vie
 » présente. »

Or l'enseignement *moral*, toléré dans l'éducation laïque, faisant procéder la morale du développement spontané de la nature humaine et des enseignements naturels de la conscience, hors de toute loi divine, il s'ensuit que chaque individu est moral ou ne l'est pas, selon que sa nature se développe ou ne se développe pas spontanément; que, dans tous les cas, chaque individu est le propre législateur de sa morale, d'après les enseignements naturels de sa conscience. Mais, comme il ne peut y avoir d'autre morale que celle qui repose sur la loi de Dieu, il est évident que la conscience, abandonnée à ses enseignements naturels, sans l'assistance divine et sans la lumière de la foi, aboutit à quelque chose qu'aucun homme sensé ne peut décorer du titre de *morale*. Aussi peut-on dire avec raison que tout enfant « éduqué » hors de la loi de Dieu, c'est-à-dire hors de la morale, est un enfant perdu, perdu pour lui-même, perdu pour la société, perdu pour l'éternité. Ceux qui rejettent la loi chrétienne, et avec elle les vérités qui en découlent, peuvent bien être des *athées*, ils ne seront jamais même des *moralistes* païens; car si les païens avaient une *sorte de morale quelconque* ce n'était qu'en raison de leur croyance religieuse.

Education sans Dieu, écoles publiques sans Dieu, voilà donc ce que le libéralisme entend par *Education laïque* ou *Secular Education*. M. L. Montgomery va nous montrer quels ont été les résultats de cette éducation aux Etats-Unis et quel est l'avenir qui attend la grande République.

Devant ces résultats désastreux, tout homme vraiment chrétien doit supplier Dieu de vouloir bien, dans sa divine miséricorde, préserver les enfants du peuple de passer sous « la meule du moulin à mort morale » qui a nom *Education laïque* ou *Secular Education*.

Donnons maintenant la parole à M. Z. Montgomery :

« Si le lecteur veut nous suivre seulement pendant quelques pages, nous promettons de lui démontrer par des faits incontestables et par des chiffres tirés de sources qui ne seront pas et ne peuvent être suspectés, que la calamité, au sujet de laquelle nous nous efforçons de sonner l'alarme au milieu de nos concitoyens, est bien plus étendue et bien plus terrible dans ses conséquences que n'importe quel incendie ayant jamais dévasté une ville. Nous promettons de prouver que notre système tant vanté d'*écoles publiques* de la Nouvelle-Angleterre, tel qu'il est maintenant établi par la loi sur toute la longueur et toute la largeur de la République américaine, est une source pestilentielle qui abonde en germes de misère humaine et de mort morale. Mais, dira le lecteur, comment est-il possible que cela soit vrai ? Peut-on nier qu'un peuple instruit soit plus moral et plus vertueux, plus content et plus heureux, et plus obéissant aux lois qu'un peuple ignorant ; s'il en est ainsi comment peut-on accuser un système d'éducation qui bannit presque entièrement l'ignorance (*illiteracy*), d'être la source de tant de maux pour ceux qui sont soumis à son influence ? De même que ces questions sont franches, de même nous y répondrons avec franchise. Il est très-vrai que *l'ignorance est la mère du vice*. Il est également vrai qu'un peuple instruit, s'il est instruit *comme il faut*, est *plus* moral, *plus* vertueux, *plus* content, *plus* heureux et *plus* obéissant aux lois qu'un peuple ignorant.

» Jusqu'à présent, nous pensons qu'il ne peut y avoir de différence d'opinion entre le plus obstiné défenseur du système d'*écoles publiques* de la Nouvelle-Angleterre et nous-même.

» Maintenant, ne perdant jamais de vue ce point de départ commun, à savoir qu'un peuple instruit *comme il faut* est *plus* moral, *plus* vertueux, *plus* content, *plus* heureux, *plus* obéissant aux lois qu'un peuple ignorant, supposé qu'on trouve quelque part, vivant côte à côte, deux sociétés, dont l'une est presque entièrement composée de membres instruits, tandis que l'autre est, en majorité, composée de gens illettrés; supposé, en outre, que, parmi les membres réputés instruits, on trouve, en proportion du nombre de la population, six criminels contre un seul dans la société la plus illettrée; supposé que, dans la première, il y a deux pauvres contre un seul dans la société la plus illettrée; supposé que, dans la première, il y a deux aliénés contre un seul dans la société la plus illettrée; supposé que, dans la première, l'état des décès donne quatre suicides contre un seul dans la société la plus illettrée, et supposé que, dans la première, cet état donne quatre décès causés par le dérèglement des passions contre un seul dans la société la plus illettrée, à quelle conclusion arrivera-t-on à l'égard de *cette sorte d'éducation*?

» Conformément à la proposition que nous avons énoncée il n'y a qu'un moment, à savoir qu'un peuple instruit *comme il faut* est *plus* moral, *plus* vertueux, *plus* content, *plus* heureux, *plus* obéissant aux lois qu'un peuple ignorant, ne sera-t-on pas forcé de conclure qu'il doit y avoir quelque chose de vicieux, de *terriblement*, *radicalement vicieux* dans un système d'éducation beaucoup plus malfaisant par ses résultats que l'ignorance elle-même?

» Mais à ce point, le lecteur nous demandera, peut-être, comme il en a le droit : Quel rapport le cas que vous supposez a-t-il avec la question en débat? Un peu de patience, cher lecteur, et vous verrez ce rapport.

» Pour exemple d'une société instruite, prenons la population blanche indigène des six Etats de la Nouvelle-Angleterre : Massachusetts, Maine, New-Hampshire, Vermont, Connecticut, Rhode-Island, et pour exemple d'une société

illettrée prenons la population blanche indigène des six Etats suivants : Virginie, Maryland, Delaware, Georgie, Caroline du Nord, Caroline du Sud. Il faut remarquer que les Etats plus haut nommés sont ou partie des treize Etats primitifs, ou parties découpées dans ces Etats.

» Ces deux sociétés ont commencé la carrière de leur existence à peu près en même temps ; l'une et l'autre ont été formées en majorité d'individus venant de la même région de l'Europe, parlant la même langue, ayant vécu sous les mêmes lois, ayant les mêmes mœurs et les mêmes usages ; professant la même religion chrétienne, presque tous (en dehors du petit Maryland) étant protestants et ayant apporté comme leur guide religieux la même Bible et jusqu'à la même traduction de cette Bible.

» Il y eut cependant, à l'origine, un point important sur lequel ces deux sociétés différèrent profondément, comme nous allons le voir.

» Il y a plus de deux cents ans, a été incorporé dans la législation du Massachusetts le principe que la *population entière doit être instruite jusqu'à un certain degré aux frais du public, indépendamment de toutes distinctions sociales.* » (*The Daily Public Schools, 1866.*)

» Encore, « dans le Massachusetts, par statut, en 1647, chaque ville (*town*) comprenant cinquante chefs de famille fut obligée d'entretenir une école pour apprendre aux enfants la lecture et l'écriture, et chaque ville de cent familles d'entretenir une école de grammaire afin de préparer les enfants pour le collège. Les écoles publiques du Massachusetts ont été entretenues jusqu'à ce jour au moyen d'une taxe directe ou de souscriptions personnelles, et nulle part, dans une population de nombre égal, l'instruction élémentaire n'a été plus universellement répandue. » (*Kent, 2^e Comm.*)

» Le système obligatoire d'entretenir les écoles primaires et de grammaire dans chaque ville, existe jusqu'à ce jour

dans le Massachusetts, et est exécutoire par voie judiciaire. » (*Commonwealth vs. Inhabitants of Dedham.*)

» Très-peu de temps après la colonisation, un système d'éducation semblable a été adopté dans tous les autres Etats de la Nouvelle-Angleterre, c'est de là que ce système paraît avoir reçu le nom de « Système de la Nouvelle-Angleterre. » Le chancelier Kent dit : « Dans la Nouvelle-Angleterre, c'est un principe fixe et invariable, admis dès la fondation des colonies, qu'il est du droit et du devoir du gouvernement de pourvoir, au moyen d'une taxe juste et équitable, à l'éducation de la jeunesse entière dans les éléments de l'instruction. » (*Kent, 2^e Comm.*)

» Les six Etats que nous avons nommés, comprenant ce que nous avons convenu d'appeler la société illettrée, ont, au contraire, résisté au système de la Nouvelle-Angleterre jusqu'à une date très-récente.

» La Virginie, qui occupe dans cette dernière société à peu près le même rang que le Massachusetts dans la première, d'après le *Lippincott's Gazetteer of the World*, publié en 1865, « n'avait pas à cette époque de système général d'écoles publiques, mais subvenait à l'instruction des pauvres. »

» Ainsi les deux sociétés, l'une avec son système d'écoles publiques de la Nouvelle-Angleterre, l'autre sans ce système, ont marché côte à côte, pendant environ deux cents ans, jusqu'en 1860, époque à laquelle fut fait le huitième recensement décennal de la population des Etats-Unis.

» A cette date (1860), le Massachusetts et les cinq autres Etats de la Nouvelle-Angleterre comptaient ensemble 2,665,945 habitants de race blanche indigènes, et sur ce nombre 8,543 adultes seulement ne savaient ni lire ni écrire, tandis que la Virginie et les cinq autres Etats comptaient ensemble 3,181,966 habitants de race blanche indigènes, sur lesquels 262,802 adultes ne savaient ni lire ni écrire. Ainsi, dans les six Etats de la Nouvelle-Angleterre, la proportion des blancs indigènes illettrés était seulement

de 1 sur 312, tandis que dans la Virginie et les cinq autres Etats on comptait 1 illettré sur 12 habitants.

» Mais quel est le chiffre des crimes ? Le Massachusetts et les cinq autres Etats, sur leur population excédant un peu deux millions et demi, avaient, le 1^{er} juin 1860, exactement 2,459 criminels en prison, tandis que la Virginie et les cinq autres Etats comparativement illettrés, avec une population blanche indigène excédant trois millions, n'avaient que 477 criminels. C'est-à-dire que les Etats soumis au système d'éducation de la Nouvelle-Angleterre avaient 1 criminel de race blanche indigène sur 1,084 habitants de race blanche indigène, tandis que les Etats qui avaient généralement repoussé ce système n'avaient que 1 prisonnier de race blanche indigène sur 6,670, soit une disproportion de plus de 6 criminels dans la Nouvelle-Angleterre contre 1 dans les autres Etats. Les chiffres du recensement prouvent encore qu'il y avait, parmi les indigènes instruits d'après le système de la Nouvelle-Angleterre, 1 pauvre sur 178 individus, tandis qu'il n'y avait que 1 pauvre sur 345 individus parmi ceux qui s'étaient arrangés pour vivre sans le luxe du système.

» La Nouvelle-Angleterre comptait 1 suicidé par chaque groupe de 13,285 individus de la population totale, tandis que la Virginie et les cinq autres Etats n'avaient que 1 suicidé par chaque groupe de 56,584 individus ; quant aux victimes des passions déréglées, la Nouvelle-Angleterre en comptait 1 par fraction de 84,737 individus, tandis que ses voisins, qui n'avaient jamais joui des avantages de son système d'éducation, n'avaient que 1 victime de ce genre par fraction de 128,729 individus. Nous n'avons pas sous les yeux le chiffre des aliénés dans les divers Etats pour 1860 ; nous empruntons les chiffres fournis par le *Census Marchal* dans son rapport pour 1870, desquels il appert que le système de la Nouvelle-Angleterre a produit (individus nés et vivants dans leurs Etats respectifs) 1 aliéné sur 800 habitants indi-

gènes, tandis que l'exclusion du système a donné 1 aliéné sur 1,682 habitants indigènes.....

» Un fait remarquable, que constatent les chiffres ci-dessus, c'est que dans l'Etat du Massachusetts, qui réclame l'honneur d'avoir fondé le système d'éducation de la Nouvelle-Angleterre, lorsqu'il y avait un nombre proportionnel d'adultes indigènes illettrés de beaucoup inférieur au nombre des illettrés dans tout autre Etat, même dans les Etats de la Nouvelle-Angleterre, il y avait en même temps dans le Massachusetts le plus grand nombre proportionnel de criminels de race blanche indigènes, cette proportion étant de 1 criminel par chaque groupe de 649 indigènes de race blanche.

» L'Etat venant en seconde ligne était celui du Connecticut, où il y avait 1 criminel de race blanche indigène par chaque groupe de 845 indigènes de même race et de même origine.

» Maintenant, si le lecteur veut connaître la proportion relative des criminels natifs de chacun des Etats de l'Union, en 1860, il verra que le Massachusetts reste solitaire et seul dans les grandes et magnifiques proportions de sa liste de criminels. La Californie, à la même époque, venait immédiatement après le modèle qu'elle a choisi, ayant 1 criminel de race blanche indigène sur 697 individus de même race et de même origine, tandis que le Massachusetts en avait 1 sur 649.

» Cependant la Californie paraît être résolue à ne pas se laisser surpasser en fait de crimes, même par son grand modèle, car, lors du recensement décennal suivant, en 1870, elle comptait 1 criminel blanc indigène sur 512 habitants de même race et de même origine, remportant ainsi la palme qui, dix ans auparavant, avait été accordée au vieux Massachusetts.

» Devant ces faits et ces chiffres, est-il étonnant que le correspondant de Boston du *Morning Call* de San Francisco, nous dise « qu'un grand nombre de partisans des écoles

publiques sont arrivés à conclure que le système de ces écoles est une *failure*? » Est-il étonnant qu'un autre de nos principaux journaux quotidiens, l'*Alta California*, parlant, dans un article de fond, du même système tel qu'il existe en Californie, l'appelle notre *anaconda*, et déclare que, si l'on doit « juger ce système par ses fruits apparents, on est forcé de reconnaître qu'il est non-seulement une triste, mais encore une désastreuse *failure*, et qu'il sera inutile de chercher la cause de la dépravation, de la fainéantise et de la corruption de la génération future ailleurs que dans l'éducation qu'elle aura reçue. »

» Même après la guerre civile, qui a ravagé avec une si grande fureur les Etats du Sud et du Sud-Ouest, de 1861 à 1865, guerre pendant laquelle des milliers de millions de dollars ont été perdus, les esclaves émancipés et les fondements mêmes de la société civile et politique renversés et réduits en atome — après que de mauvais gouvernements, ayant à leur tête les pires blancs et les pires nègres, eurent été imposés aux Etats subjugués — même après ces désastres, le recensement de 1870 prouve qu'il n'y avait pas dans ces Etats 1 criminel ou 1 pauvre de race blanche indigène, tandis qu'on en comptait 2 dans les Etats soumis depuis deux cents ans aux ravages du système d'écoles publiques de la Nouvelle-Angleterre. Et ce précieux système d'éducation est le grand bienfait pour lequel, en 1870, le public américain payait 60,030,673 dollars ($\times 5,25 =$ fr. 315,161,033), en même temps que 6,228,060 enfants passaient sous la meule de ce moulin à mort morale. »

(*Revue canadienne*, juillet 1878.)

TRANSFORMATION D'UNE ÉCOLE CONGRÉGANISTE EN ÉCOLE
LAÏQUE AU MOYEN DE LA FUSION DE DEUX ÉCOLES
(CATHOLIQUE ET PROTESTANTE) EN UNE ÉCOLE MIXTE.

La commune de X..., dont une partie de la population est protestante, possède deux écoles communales de filles : l'une catholique et l'autre protestante. L'école catholique est dirigée par une institutrice congréganiste dont le conseil municipal poursuit le remplacement par une institutrice laïque. Pour atteindre ce but, il a pris une délibération tendant à ce que les deux écoles fussent réunies en une seule, où seraient reçues les enfants appartenant aux deux cultes et dont la direction serait confiée à une institutrice laïque.

Cette demande peut-elle être accueillie? Non, car la décision qui y ferait droit consacrerait une illégalité.

En effet, l'article 36 de la loi du 15 mars 1850 décide que « dans les communes où les différents cultes reconnus » sont professés publiquement, des écoles séparées *seront* » établies pour les enfants appartenant à chacun de ces » cultes. » Cette disposition a évidemment un caractère impératif. Ce n'est pas une faculté que le législateur laisse à la commune, ce n'est pas un conseil qu'il lui donne, c'est une obligation qu'il lui impose, et cette obligation est inconciliable avec la fusion projetée par le conseil municipal de X... Mais le texte ajoute : « sauf ce qui est dit à l'article 15, » manifestant ainsi que le principe qu'il énonce n'admet aucune autre exception que celle autorisée par cet article 15. Il reste donc à vérifier si la commune de X..., dont la population est de beaucoup supérieure à cinq cents habitants, peut invoquer cette exception.

Suivant l'article 15 de la loi de 1850, le Conseil départemental de l'instruction publique « détermine les cas où » les communes peuvent, *à raison des circonstances, et*

» provisoirement, établir ou conserver des écoles primaires
 » dans lesquelles seront admis des enfants... appartenant
 » aux différents cultes reconnus. » La simple lecture de ce
 texte permet d'apprécier son véritable sens et la portée de
 l'exception qu'il contient. Lorsque l'établissement d'écoles
 distinctes pour les enfants des différents cultes présente
 dans une commune de réelles difficultés, la règle générale
 peut fléchir; mais de quelle manière? momentanément,
provisoirement, et seulement à raison des circonstances qui
 s'opposent à son application immédiate. Si, au jour de la pro-
 mulgation de la loi, il n'existe aucune école, le conseil muni-
 cipal commencera, ne pouvant vaincre tous les obstacles à
 la fois, par établir une école mixte; ou, si une école de ce
 genre existe déjà et qu'il soit impossible de la remplacer
 subitement par deux écoles séparées, on pourra la *conser-*
ver. Mais, évidemment, le législateur n'a jamais eu en vue
 le cas où, de conformité à la règle, des écoles spéciales à
 chaque culte seraient déjà ouvertes. Dès lors, on ne sau-
 rait invoquer l'article 15 pour substituer à l'état de choses
 régulier, légal, définitif, qui est possible puisqu'il est, un
 état de choses autorisé par la loi comme exception et à titre
 provisoire.

Ces dispositions d'ailleurs, fussent-elles moins précises,
 seraient encore faciles à interpréter, car elles sont la con-
 séquence de ce principe essentiel, inscrit dans la loi, que
 le premier objet de l'enseignement primaire est l'instruction
 morale et religieuse. Pour tout esprit impartial, la pluralité
 des cultes chez les élèves impose à l'instituteur une réserve
 telle que forcément l'instruction religieuse en devient in-
 suffisante si ce n'est tout à fait nulle. Il est donc naturel
 qu'une école mixte, où l'enseignement est incomplet, ne
 puisse jamais être le résultat d'une transformation, précisé-
 ment parce qu'elle n'est pas un progrès.

BOYER DE BOUILLANE,
Substitut à Valence.

ÉTUDES SUR LE SOCIALISME

(Conférences du P. Félix, 4^e et dernier article) (1).

§ 6. — *Origine ou généalogie du Socialisme.*

La géologie porte, jusqu'aux entrailles même de la terre, la hardiesse de ses explorations, pour étudier les causes des phénomènes qui se produisent à la surface de notre planète ; et lorsque dans le monde humain, lui-même, quelque fléau de Dieu : une famine, une peste, un choléra s'abat tout à coup au milieu des générations consternées, la science cherche aussi la cause du mal, pour essayer de le conjurer et d'en arrêter les effets ; c'est ce que nous allons faire nous-même à l'égard du Socialisme, en étudiant, dans notre nature et dans notre histoire, les causes qui l'ont fait dans notre passé, tel qu'il se révèle dans notre présent.

I. — Le Socialisme, considéré dans ses origines lointaines, a sa source première dans l'abîme ouvert près du berceau de notre race par la prévarication primitive. Le contre-coup de la chute a fait alors jaillir du fond de la vie humaine le torrent orageux qui traverse le cœur de l'humanité entière, comme il traverse le cœur de chaque homme, et que l'Eglise nomme bien dans sa langue la *concupiscence*, c'est-à-dire le foyer de nos passions retournées contre leur but. La concupiscence, c'est la raison tout à la fois philosophique et historique de toutes les révolutions et de toutes les catastrophes qui éclatent au soleil des siècles dans la vie des sociétés humaines. La concupiscence, c'est la grande force anarchique qui remue le monde. Force une et triple tout ensemble : trois forces dans une même force, se nommant, selon leur objet immédiat, tantôt l'orgueil de la vie : *superbia vitæ* ; tantôt l'orgueil des yeux : *superbia*

(1) Voir livraison d'avril 1878, p. 217 ; de mai 1878, p. 303 ; de juillet 1878, p. 33.

oculorum ; tantôt la convoitise de la chair : *concupiscentia carnis* ; en d'autres termes, l'amour désordonné de l'indépendance , de la possession, de la jouissance ; immortelle et frénétique passion de commander, de posséder, de jouir sans limite et sans frein. — Depuis que l'homme a élevé contre Dieu le cri de sa première révolte ; remontons encore plus haut, depuis que Lucifer, à la tête de ses phalanges, a poussé, jusque dans le ciel, le premier cri de l'indépendance contre l'autorité du Verbe, revendiquant comme son droit absolu l'adoration et le service des anges ; depuis cette heure, la plus désastreuse que le temps ait sonnée, quelque chose de nouveau s'est révélé et s'est perpétué dans la création, c'est l'horreur naturelle de la soumission à l'autorité : commander toujours et jamais obéir. Aussi, le Socialisme est-il, dans son essence, la *négation absolue de toute autorité*, même de l'autorité de Dieu, et il est l'affirmation de l'indépendance absolue de l'homme. Arrière toute autorité : l'autorité du roi et l'autorité du magistrat ; l'autorité du prêtre et l'autorité du pontife ; arrière même l'autorité de mon père, si mon père montre trop la prétention de me faire sentir ce qu'il nomme le droit de sa paternité. L'homme qui parle ainsi, qu'il soit fils d'ouvrier, de bourgeois, de baron ou de comte, porte dans son orgueil le germe du Socialisme.

Mais il est un second torrent, non moins impétueux que le premier, qui pousse à l'abîme du Socialisme les générations entraînées dans son cours ; c'est l'amour désordonné de la richesse et de la possession. — Quelle qu'en soit la raison, c'est le fait permanent et universel de l'histoire de l'humanité. L'homme aspire à posséder et à posséder outre mesure ; effroyable besoin que l'homme éprouve d'ajouter à sa personnalité tout ce qui l'agrandit et l'exalte devant les autres en lui promettant la jouissance pour lui-même. Comme il veut faire un trône d'indépendance à son orgueil, il prétend, autour de ce trône, se faire un domaine égal à sa souveraineté. Voilà,

dans son ensemble, l'universel penchant de notre race tombée. Tel est, de bas en haut de l'échelle sociale, le penchant universel. Et pour acquérir la richesse, ce qu'on peut entreprendre de labeurs et même oser de crimes, l'histoire le crie partout avec le poète : ... *Quid non mortalia pectora cogis auri sacra fames*. — Aussi lorsque la voix des hommes, jaloux de se faire sur les multitudes une domination égoïste, entr'ouvrent devant les regards du peuple les perspectives de l'universelle possession ; alors les multitudes affamées ou feignant de l'être, se soulèvent au loin comme les vagues de la mer sous le souffle des orages. Ce mot de *richesse*, et *richesse* pour tous, exerce un prestige si fort que les populations les plus ordinairement pacifiques ne s'en défendent pas ; et c'est tout au plus si en certains moments la foi et la vertu savent en défendre les multitudes même les plus chrétiennes ; et ceci explique un phénomène sans cela inexplicable ; des populations catholiques et essentiellement conservatrices, se laissant emporter par le torrent socialiste. — Mais ce qui est acquis d'avance aux conquêtes de l'armée socialiste, se sont les ruinés de la débauche et du libertinage, blasphémant la société qu'ils accusent d'une misère dont ils sont les seuls auteurs. Ils ne sont pas seulement les disciples et les sectateurs du Socialisme, ils en sont les docteurs et les maîtres, et aux jours de ses luttes décisives ils n'en seront pas seulement les soldats, ils en seront les capitaines. — Enfin, la troisième cause lointaine qui pousse au Socialisme les générations vivantes, c'est la passion immodérée de *jouir*, et, comme corrélation nécessaire, l'horreur de *souffrir*. C'est là la dernière et suprême séduction du Socialisme. Il y a au fond de notre nature humaine, blessée par la chute, je ne sais quel effroyable besoin de *jouir* ; et il est évident qu'il y a dans ce besoin, ou plutôt dans cette fureur de *jouir*, un désordre caché, une sorte de dépravation hâtive. Or, le Socialisme invite à la jouissance, et à la jouissance matérielle, toute cette humanité qui demande à *jouir*, comme

la poitrine à respirer, et, par là, il a pour complice l'homme *animal*, ou, comme on l'a nommé : la *bête humaine*, avec ses plus grossières convoitises. D'autre part, il promet la suppression indéfinie de la souffrance, et par là il confisque à son profit la popularité devant le peuple qui souffre. Plus il trouve souffrante cette humanité si altérée de jouissances, plus il lui crie qu'elle a le droit de jouir, que sa destinée est de jouir et plus par là il attire à lui par les liens même de ses souffrances, cette humanité qui souffre aujourd'hui, comme il y a six mille ans. Hommes doublement pervers, aussi cruels qu'ils sont égoïstes, qui viennent envier la faveur des multitudes en leur promettant avec des jouissances impossibles et un bonheur imaginaire, la fin de toutes ces souffrances dont l'humanité, sur son âpre chemin, traîne la chaîne ininterrompue et porte l'éternel fardeau.

Ainsi le Socialisme, dans son fond immortel, c'est l'égoïsme, le monstrueux égoïsme qui dit : je *commanderai* ; l'égoïsme qui dit : je *posséderai* ; l'égoïsme qui dit : je *jouirai*.

II. — Mais, avec les origines antiques, il y a les origines modernes, que nous devons aussi étudier.

Le Socialisme, tel qu'il se produit parmi nous, en même temps qu'il est le résultat des trois concupiscences dont nous venons de parler, est encore, par-dessus tout, la résultante de toutes nos erreurs religieuses, philosophiques, politiques et morales ; il est le confluent de toutes les erreurs modernes, comme il est le confluent de toutes les corruptions antiques. Le fleuve au long cours s'en va à la mer emportant dans son impétuosité grandissante les affluents qui viennent s'unir à lui pour courir au même océan. C'est ainsi que le fleuve des erreurs et des désordres antiques, dont la source a jailli au sein de notre humanité pervertie par la chute, ramasse sur son passage des affluents toujours nouveaux ; là, tous les protestantismes,

tous les rationalismes, tous les révolutionarismes, se versent, et ce courant, qui grandit sans cesse, menace, en franchissant ses rives, de dévaster tout un monde et de n'y laisser que des ruines.

Le Socialisme est un protestantisme ; c'est le protestantisme universel, c'est la négation totale devant l'affirmation totale. La première protestation qui a commencé à creuser le lit et à précipiter le courant du Socialisme dans notre monde nouveau, c'est la protestation religieuse, la protestation contre l'autorité de l'Eglise, organisée et fonctionnant dans la papauté et par la papauté. Il y a trois siècles, le moine apostat osa dire : A bas la papauté ! En face de cette personnification la plus haute de l'autorité de Dieu dans l'Eglise, il osa redire le cri que la protestation avait fait entendre au commencement contre l'autorité du Verbe, par la voix de Lucifer : *non serviam*, je n'obéirai pas. Le vieux génie révolutionnaire, qui avait sommeillé de longs siècles au fond de cette société, où il n'avait pas cessé de vivre, se réveillait tout à coup, et il éclatait avec un bruit que les générations chrétiennes n'avaient pas encore entendu. On entendit retentir ce cri qui est devenu la marque et le nom de ce vaste mouvement : *Je proteste*, c'était le protestantisme religieux ; c'était, dans toute la rigueur de ce mot, non pas la Réforme, comme on se plaisait à le dire, c'était la révolution dans l'Eglise de Dieu. C'est là un fait historique tant de fois montré, et toujours trop ignoré : le *protestantisme* religieux, *point de départ de la Révolution* dans notre monde nouveau, parce qu'il est est la première grande protestation contre le principe d'autorité.

Après le protestantisme de Luther, vint le protestantisme de Voltaire, et, cette fois, c'était non plus la négation de l'autorité de Jésus-Christ dans la papauté ; c'était la négation de l'autorité de Dieu dans le Christianisme, c'est-à-dire dans Jésus-Christ lui-même. Luther avait dit : l'autorité de Dieu n'est pas dans le *pape*, elle n'est que dans le Christ,

le Christ-Dieu. Voltaire vient et dit : l'autorité de Dieu n'est pas dans le Christ : je nie le Christ-Dieu, je proteste contre la divinité et la souveraineté du Christianisme ; je proteste contre la révélation du Christ, et je proclame la révélation de la raison. Ainsi, l'auréole divine enlevée du front de nos pontifes, il la transportait au front des philosophes, disons mieux, au front de la raison devenue bientôt leur seule divinité. — Les deux protestantismes marchaient, se fortifiant l'un l'autre, accumulant les ruines ; le premier, les ruines de la vérité surnaturelle ; le second, les ruines de la vérité naturelle ; mais ce qui, sous ces deux formes et à ces deux grandes étapes de la Révolution, caractérisait le travail révolutionnaire, c'était au fond la même tendance : chasser du monde les grandes manifestations de l'autorité divine pour élever à leur place la statue de la souveraineté humaine.

Toutefois, une grande représentation de l'autorité de Dieu restait encore : c'était le *Roi*, et par là j'entends l'homme portant, sous une forme ou sous une autre, la majesté de la patrie rehaussée par le reflet de la majesté de Dieu ; le roi marqué dans la foi des peuples chrétiens de l'onction du Christ et recevant, au plus intime des âmes, le sacre populaire de l'amour, du respect et de l'obéissance. Cette troisième apparition de Dieu dans l'humanité, importunait encore le noir génie qui avait voué au Divin, partout où il le rencontrait, une haine implacable. Une troisième protestation, grosse de désastres, se fit entendre ; c'était la protestation de Mirabeau, de Mirabeau qui, pour avoir paru plus tard reculer devant l'abîme qu'il avait ouvert, n'en demeure pas moins, devant l'histoire, le grand initiateur de cette ère de tempête politique. L'écho de cette nouvelle *protestation* contre la souveraine autorité du roi, qui allait briser la chaîne de nos traditions nationales, retentit encore dans le bruit prolongé des révolutions qui se succèdent depuis un siècle. Du haut d'un échafaud, la tête du plus doux des rois roulait au fond de l'abîme politique qui s'ou-

vrait ; et tous les échos du monde, émus de cette catastrophe, redirent : avec la tête du roi le droit de Dieu est tombé ; il n'y a plus que la royauté de l'homme ; il n'y a plus que la royauté du peuple, maître souverain et juge suprême des rois. Depuis ce temps, qu'on ne nous demande pas de décrire ce que le monde a vu de gouvernements renversés, de trônes écroulés, de dynasties exilées, de constitutions pulvérisées, de révolutions consommées et de révolutions avortées ; qu'on ne nous demande pas surtout de dire ce que notre siècle a gagné à toutes ces convulsions de peuples et à toutes ces chutes des rois. Il nous suffit de regarder nos générations fatiguées et haletantes, pour arriver à construire enfin l'édifice qui doit abriter la paix et la sécurité des peuples. Etrange construction, qui n'est que la perpétuité de la démolition ; prodigieux édifice, que l'on construit toujours et qui ne paraît un jour monter plus haut que pour tomber plus lourdement et pour mêler sa poussière à tant d'autres poussières. Ce qu'il y a d'effrayant, c'est de voir certains hommes s'acharner encore à ne voir que la loi du progrès, là où sont tous les signes de la décadence. Une chose reste visible, palpable, effrayante : l'anéantissement de l'autorité. A la lettre, dans l'ordre religieux, politique, philosophique, nous sommes déracinés, et, comme des arbres sans racines sous l'action du vent, nous penchons à droite, nous penchons à gauche, attendant le dernier coup de vent qui, demain peut-être, nous jettera tout à fait à terre.

Mais, après toutes ces négations, Dieu restait encore : Dieu vivant, Dieu personnel, Dieu providence, auteur et conservateur du monde. Et c'est alors que le génie vraiment satanique de la Révolution se prit à protester contre Dieu lui-même : je nie le Dieu vivant, je nie le Dieu personnel, je nie Dieu créateur et providence, je nie un Dieu distinct de l'homme, je nie un Dieu quelconque ; l'homme est l'unique souverain, Dieu n'est rien, ou plutôt Dieu c'est *le mal*, le mal qu'il faut combattre et anéantir. C'est le

dernier mot de la Révolution touchant au terme de ses ambitions, c'est la Révolution triomphant sur les ruines de la papauté, du Christianisme et des gouvernements, et s'apprêtant à monter sur les ruines mêmes de la *société*, où il rencontre encore la main de Dieu. Une fois la société détruite avec la propriété, la famille et la religion ; alors sur toutes ces ruines amoncelées, le Socialisme pourra dire : *Je suis*, et il n'y a plus que moi.

Voici le mal de notre destinée au point de vue où nous sommes : ou nous cesserons de plus en plus d'être chrétiens, et par là nous roulerons de chute en chute sur la voie descendante où nous place le Socialisme ; ou nous redeviendrons chrétiens, et par là nous reprendrons la marche progressive sur la route où nous a placé le vrai Christianisme, ce Christianisme intégral qui se nomme catholicisme. Lui seul nous donne la solution complète et intégrale de tous les problèmes de la vie sociale que posent toujours devant nous, sans les pouvoir résoudre jamais, les apôtres de la Révolution et les prophètes du Socialisme.

§ 7. — *Le ressort ou le moyen du Socialisme* (la richesse) (1).

Le moyen général, l'instrument universel invoqué par le Socialisme, peut se résumer dans cette simple formule : *L'accroissement indéfini de la richesse dans l'humanité.* Les autres moyens employés par lui peuvent être des expédients pour hâter son œuvre et précipiter sa marche, mais son moyen propre et inhérent à sa doctrine est

(1) Cette dernière Conférence, dont nous donnons ici l'analyse comme nous avons fait des précédentes, est encore inédite. Le R. P. Félix a bien voulu nous en livrer le manuscrit.

celui-ci : *développer indéfiniment le progrès de la richesse, de la richesse pour chacun et de la richesse pour tous*, et par là convier l'humanité entière au festin de l'opulence, devenue populaire et universelle. C'est là à la fois la *grande réalité*, la *grande erreur* et le *grand péril* de notre temps.

Trois choses surtout conspirent à accélérer cette marche désastreuse : les idées, les paroles et les ambitions. Dans toutes les sphères de la vie sociale, tout commence par la marche des idées et par le mouvement de la science. Voyons donc d'abord comment l'idée du siècle et la science contemporaine poussent de leur souffle puissant à l'accroissement indéfini de la richesse, et par là conspirent plus ou moins avec le mouvement socialiste. Il est une science nouvelle appelée l'*Economie sociale*, dont l'objet propre est précisément l'accroissement et la répartition de la richesse. C'est la connaissance théorique et pratique des rapports de l'homme avec les choses matérielles créées pour ses besoins. Vue de cette hauteur, l'économie a sa raison d'être dans la nature des choses et dans les nécessités de la vie. Mais, malheureusement, se préoccupant uniquement de l'accroissement de la richesse, elle va jusqu'à l'exagération, et, quant à l'économie socialiste, elle va jusqu'à l'extravagance. Il est un point sur lequel tous les systèmes économiques se rencontrent : c'est la *production* et la *répartition de la richesse*. « L'économie est la science, ou, si vous voulez, l'art de traiter la matière pour lui faire rendre la richesse. Ainsi tout consiste dans la richesse : créer la richesse, accroître la richesse, répartir la richesse, en un mot, faire l'humanité heureuse par la richesse. — Mais l'économie moderne, s'épanouissant bientôt au souffle du sensualisme, se crut la vocation de procurer à l'homme, par le développement et le perfectionnement de la matière, la félicité ; elle ne voulut plus voir dans l'homme qu'un organe de jouissance, et, méconnaissant la vitalité de l'esprit, pour ne plus voir que la vitalité des sens, elle se crut obligée de travailler, non plus seulement à satisfaire dans une juste

mesure, mais à surexciter outre mesure, dans la multitude, la capacité de jouir. Elle oublia qu'il n'y a pas de problème économique, même ayant directement pour objet les satisfactions du corps, qui ne touche l'âme par quelque côté, et que la solution dernière de toutes ces questions du monde économique gît non dans l'ordre matériel, mais dans l'ordre moral. — Cette économie sensualiste devint bientôt le grand instrument et le ressort suprême du progrès social. Les hardis novateurs ne s'arrêtèrent pas là, ils tentèrent de faire de l'économie une sorte de toute-puissance et de royauté dans le monde moderne. L'économie se posa hardiment au centre du domaine scientifique, et elle osa dire à la philosophie, à l'histoire, à la morale, à la métaphysique et même à la théologie, ce que dit le centre à tous les points de la circonférence : venez à moi, je suis le pivot du monde moderne, et toute la force, toute l'harmonie, tout l'avenir de ce monde nouveau qui va sortant tous les jours des ruines du monde ancien.

Tout le mouvement nouveau de cette science dévoyée peut s'abrégé dans le simple résumé que voici : le résultat de la science sociale doit être l'agrandissement progressif du bonheur des hommes. Qu'est-ce que le bonheur ? Le bonheur c'est de jouir... Donc pour agrandir le bonheur, il faut agrandir les jouissances. Mais qu'est-ce que jouir ? Jouir, c'est satisfaire des désirs ; c'est assouvir des besoins. Donc, dit la science nouvelle, pour agrandir les jouissances, et, avec les jouissances le bonheur, il faut agrandir et développer indéfiniment les besoins. D'où cette conséquence : le moyen universel du progrès social, c'est le ressort qui doit agrandir sans cesse dans les hommes, avec les besoins et les désirs, la puissance de jouir ; or, ce qui doit agrandir et développer indéfiniment les besoins de l'humanité, c'est l'essor indéfini de la richesse, c'est le travail organisé de manière à ce que la richesse qu'il produit soit toujours non-seulement *égale*, mais *supérieure* à la réalité des besoins, afin de pouvoir tout à la fois et satisfaire les besoins

qui existent et susciter, avec des besoins toujours nouveaux, des jouissances toujours nouvelles. — Telle est la grande idée qui se remue au fond de ce siècle sensuel. — C'est ainsi que des hauteurs où la science contemplait surtout l'idéal et l'intelligible, son regard est retombé dans ce monde des réalités palpables. Tel est le dernier mot de la science antichrétienne au XIX^e siècle.

La *littérature*, naturelle expression des idées vivantes, réfléchit dans son ensemble la physionomie de la science; elle s'imprègne chaque jour davantage du grossier Socialisme. Que dis-je, encore plus dévoyée dans son but que corrompue dans sa forme, notre littérature devient de plus en plus pour notre siècle *un art littéraire de faire fortune*; trop heureux encore lorsqu'elle ne tombe pas dans un commerce encore plus déshonoré, où l'or des lecteurs paye, au lieu du génie, la corruption de l'écrivain.

Quant à l'action et à l'ambition du siècle, elle est tout entière là; notre siècle est un immense courant qui emporte vers la richesse, une marche universelle vers la conquête de l'or, et si nous voulons avoir le dernier mot des tendances du siècle, le voici : *l'adoration de l'or*. — Ce qui est *divin*, c'est ce qui conduit au bonheur; ce qui conduit au bonheur, c'est la richesse... Donc, ô peuple, voilà ton Dieu. Oui, l'humanité est arrivée là : tandis que sa science, sa parole, son action, tournent à la richesse, son cœur y tourne tout entier... et le cœur, ce n'est pas seulement le centre de nos amours, c'est le sanctuaire de nos adorations.

Mais cette grande *réalité* du siècle est en même temps la grande *erreur* du siècle, au point de vue du progrès social. Le progrès, pris dans sa notion la plus simple, c'est un *accroissement de l'être*, c'est le développement normal de la vie, c'est la marche régulière vers son but providentiel. Or, tout progrès doit se faire de *bas en haut*, parce que tout progrès doit élever la vie. Il doit se faire du *dedans au dehors*, parce que tout progrès est une expansion de la vie.

Enfin, il doit se faire avec *ordre* et *équilibre*, parce que tout progrès se meut dans l'harmonie. En trois mots, le progrès est *ascendant*, il est *expansif*, il est *harmonieux*. C'est le chêne planté dans un sol fécond ; le chêne qui s'élève à toute sa hauteur, qui se déploie dans toute sa largeur, et qui dans les proportions et l'harmonie de son épanouissement fait resplendir toute sa beauté.

Le mouvement, et beaucoup moins l'agitation, n'est pas le signe irrécusable du progrès ; car il y a un mouvement qui descend. Le mouvement vers la richesse est-il un mouvement ascensionnel ? Le mouvement ascensionnel de la société, c'est d'aller de la chair à l'esprit, de la matière à l'intelligence. Mais le mouvement qui emporte à la richesse est un mouvement de descente. Non pas que la richesse en elle-même soit mauvaise et dégrade, mais la prépondérance systématique de la richesse dans un peuple est un essor vers le matériel et un mouvement non d'ascension, mais de descente.

La seconde loi de tout progrès, c'est de se faire du *dedans* au *dehors*, il part du cœur pour aller à la surface. Or, la richesse, dans un homme comme dans un peuple, ce n'est pas le fond, c'est la surface. Et c'est de là qu'on veut faire partir le progrès ? Progrès à rebours, progrès faux, où l'être, au lieu de se répandre, au lieu de s'épanouir, se retire sur lui-même dans un *égoïsme stérile*. C'est l'or ou l'argent devenu le cœur de la société ; cœur froid et dur, digne d'animer une société mercantile et un peuple de marchands, mais qui ne sera jamais le cœur d'une nation généreuse. Quoi ! pourrait-il être jamais le cœur de notre France.

Enfin vient la loi d'équilibre et d'harmonie. Les grands peuples, et dans un même peuple, les grands siècles, ce sont ceux où l'ordre matériel, étant en progrès véritable, le progrès moral et le progrès intellectuel le dépassent encore de toute la supériorité qu'ont sur la matière les idées et les vertus, c'est-à-dire les richesses de l'âme sur

les richesses du corps. Mais si un peuple essaie de se soustraire à cette loi, c'est le désordre, c'est la décadence et finalement c'est la ruine. Or, qu'avons-nous fait ? Nous avons menti aux lois de la nature elle-même. Nous avons faussé l'éducation sociale, en faussant l'éducation humaine. Nous avons brisé la loi sainte de l'équilibre. Celui qui la créa au commencement, cette loi immortelle, nous criait : cherchez, cherchez premièrement le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît, *hæc omnia adjicientur vobis*, voilà le rôle de la richesse ; un surcroît de félicité, une chose secondaire, une chose finie, une chose du corps enfin. Jésus-Christ met le cœur au centre, l'esprit au sommet, le corps en bas, la richesse à sa place, et nous avons voulu changer l'ordre de Dieu. nous avons reproché au Verbe ses *réactions* contre la chair ; et nous avons dit au corps : toi aussi tu régneras. Vous appelez ce règne le paradis de l'avenir, mais c'est bien plutôt une nuée qui renferme les tempêtes ; les grandes déviations aboutissent aux grands abîmes.

Le premier abîme creusé par cette grande erreur des siècles, c'est l'abîme de *la pensée populaire* ; j'entends cette pensée pleine de menaces qui entre de plus en plus dans l'âme de nos populations vivantes, à savoir que pour être heureux il faut être riche. C'est alors que du fond des sinistres pensées que soulèvent en elles tous les souffles du siècle, naît cette parole redoutable : *pourquoi y a-t-il des pauvres ?* et c'est sous l'inspiration de cette pensée que viennent des hommes qui disent au peuple : brisez cette monarchie ou cette république qui empêche le fleuve de l'opulence de couler jusqu'à vous ; et c'est encore une révolution.

Mais à cet abîme un autre abîme répond, c'est l'abîme du *désir*. Ce qui fait le contentement, le calme, la félicité vraie d'un peuple, c'est par-dessus tout l'équation entre les désirs de l'âme et les réalités de la vie : entre les besoins que crée la nature et les ressources que

crée le travail. Mais l'essor *indéfini* de la richesse, donné comme moyen normal de la félicité, rompt fatalement l'équilibre entre les désirs de l'âme et les réalités de la vie, et chasse la félicité réelle. L'atmosphère du siècle, et la donnée même des socialistes, crée sans cesse des désirs nouveaux, qui enlève tout repos aux cœurs. Il advient que par le plus remarquable phénomène, les révolutions deviennent de plus en plus le besoin des peuples riches ; car sous l'inspiration de l'idée moderne, la richesse ne comble pas l'abîme du désir, elle l'élargit.

Mais il y a un troisième abîme où conduisent les deux autres, c'est le plus profond des trois : l'*abîme des iniquités populaires*. Tel est l'infailible oracle : Les désirs immodérés de la richesse font naître les grandes iniquités. Les penseurs socialistes disent tous les jours : tous nos crimes viennent de la misère, qu'il n'y ait plus de misère et nos crimes ne seront plus. C'est la plus grossière erreur. Sans doute, la misère, l'exagération de la pauvreté, la misère que Dieu ne veut pas, engendre de grands crimes. Mais si de l'excès de la pauvreté il peut naître de grands crimes, il en naît bien plus encore de l'excès de l'opulence, et l'essor immodéré vers la richesse engendre les grandes abominations sociales. Alors l'égoïsme, la cupidité, l'avarice, la volupté, la fièvre de jouir font naître des monstres de crimes que les oreilles ne peuvent entendre. C'est ce que la sainte Ecriture reproche aux cités opulentes de Tyr et de Sidon, c'est ce que l'histoire nous raconte de la Rome des Césars. J'entends, enfin, le dernier et le plus grand des prophètes, ouvrant devant lui les mystères de l'avenir, jeter aux Tyrs, aux Sidons et aux Babylones futures ces menaces : Malheur, malheur à la grande cité, vêtue de pourpre, de lin, d'or, de pierres précieuses : *Unā horā destitutæ sunt tantæ divitiæ*. — Elle est tombée Babylone, elle est tombée, et ceux qui ont vu sa ruine ont dit : Malheur à la grande cité, dans laquelle tous sont devenus riches : *In quā omnes divites*

facti sunt ; pour la ruine, il n'y a fallu qu'une heure : *Unā horā desolata est.*

Dieu me garde de voir dans ces paroles la prophétie certaine de nos malheurs ; si notre mal est grave , nous avons un grand remède, et si la solution humaine est impossible, nous avons la solution divine ; c'est la *science* de Jésus-Christ. Seul le Christianisme peut encore tuer dans les âmes la grande erreur, et conjurer dans la société la grande menace du Socialisme.

JOSEPH CLÉMENT.

DE LA LIBERTÉ POLITIQUE.

Etre maître, et pouvoir intérieurement dans la foi de sa conscience disposer de soi à son gré dans la lumière de la raison, sans être dominé par une nécessité intrinsèque, c'est la liberté morale ou la liberté de l'âme.

Etre maître, et pouvoir disposer de soi dans l'ordre social, sous la protection du pouvoir qui y préside, sans dépendre civilement malgré soi d'aucun de ses égaux dans la nature, c'est la liberté civile ou la liberté que la société civile garantit à ses membres.

Etre maître, et pouvoir disposer de soi dans la société, en prenant part au pouvoir souverain qui gouverne l'Etat, c'est la liberté politique ou la liberté de l'Etat lui-même, exercée en commun par les citoyens chez les peuples qui, n'ayant pas de chefs, se gouvernent eux-mêmes.

La liberté politique, en effet, c'est suivant l'étymologie grecque du mot, la liberté de la ville , comme disaient les républiques anciennes, ou le pouvoir de la nation comme l'appellent les peuples modernes. Par conséquent, les citoyens sont en possession de la liberté politique lorsqu'ils participent à l'exercice du pouvoir gouvernemental.

Les races brillantes qui ont, dans l'antiquité, peuplé la Grèce et l'Italie n'ont eu l'idée ni de la liberté morale ni de la liberté civile.

Pour la première, l'ignorance où ils étaient de la valeur de l'âme, la croyance au fatalisme et la violence des passions, les empêchaient d'y attacher un grand prix et, dès lors, de songer à en faire la conquête.

Quant à la liberté civile, ils la confondaient avec la liberté politique. Ils ne pouvaient pas concevoir qu'on pût être soumis à un pouvoir et être libre. Aussi regardaient-ils comme des esclaves tous les hommes qui vivaient sous le sceptre des rois aussi bien que les misérables qui vivaient à la discrétion d'un maître. Pour eux être libres c'était posséder le pouvoir souverain de se gouverner à son gré, sans relever de personne. Cette idée et ce sentiment ont tenu à ce qu'ils n'ont jamais eu assez de lumière pour comprendre le pouvoir et la soumission, au sens divin révélé par l'Evangile. A leurs yeux, les rois étaient nécessairement des despotes ou des maîtres, qui pouvaient tout sur leurs sujets, qui avaient le droit de disposer à leur gré des biens et de la vie même de leurs subordonnés.

Ils étaient incapables de concevoir le pouvoir comme une charge et un devoir, de s'imaginer qu'un homme pût en être investi, non pour en user à son profit mais pour se dévouer lui-même au bien de ses inférieurs.

Il ne leur était pas plus facile d'entendre qu'en se soumettant au pouvoir social, le citoyen ne se soumettait point à l'homme lui-même, qui n'est qu'un serviteur et un instrument, mais à l'ordre divin et dès lors aux conditions nécessaires de son être.

Aujourd'hui, les ténèbres du paganisme sont dissipées et l'erreur a fait place à la vérité. La nature et la mission du pouvoir ont été mises en plein jour; personne ne peut oublier que Jésus-Christ s'est donné, dans la toute-puissance dont il s'est déclaré revêtu, non comme un maître qui veut être servi, mais comme un serviteur qui s'im-

mole pour l'amour des plus petits. Ses plus fidèles disciples s'honorent d'imiter son exemple en se mettant au service des pauvres.

L'obéissance a été de son côté exaltée, glorifiée d'une manière éclatante ; c'est pour en montrer la noble valeur que le Verbe éternel fait chair, s'est soumis dans son enfance au commandement d'un homme et que, parvenu à l'âge d'homme, il a obéi en silence jusqu'à la mort de la croix. A sa suite marchent des légions de héros, jaloux d'obéir plus que leurs maîtres de commander.

Le premier problème qui s'impose ici à notre étude est celui-ci : A quel titre les citoyens ont-ils droit à la liberté politique ? Le pouvoir, nous l'avons montré, est essentiellement de droit divin. Lui assigner la volonté humaine pour principe et source, c'est le détruire, le supprimer ou le confondre avec la force brutale ; c'est soumettre tout l'homme au régime propre à la brute ; c'est le dégrader, l'avilir.

Or, Dieu qui a revêtu les sociétés des droits et du pouvoir qui leur sont nécessaires et leur conviennent, Dieu a-t-il lui-même déterminé la forme sous laquelle devraient se constituer les gouvernements, le mode suivant lequel ils devraient s'exercer, les personnes par lesquelles les rênes en devraient être tenues ? Non, il ne l'a pas fait.

Prise en elle-même et indépendamment des circonstances historiques, la monarchie n'est point de droit divin. Excepté les royaumes d'Israël et de Juda, dont Dieu institua les souverains par une intervention surnaturelle, on ne trouve pas de nation qui ait été constituée miraculeusement par Dieu, et dont les chefs aient été nominativement investis du pouvoir suprême par Dieu lui-même. La royauté est essentiellement d'institution humaine ; même lorsqu'elle naît d'événements providentiels, elle est toujours l'effet de causes secondes. C'est toujours par le moyen des hommes, comme agents, que Dieu l'implante dans un peuple. Que les rois le deviennent par droit de conquête, ou qu'ils sortent de

l'élection populaire, ou bien encore qu'ils tiennent leur pouvoir du droit d'hérédité, c'est par voie naturelle qu'ils sont investis et qu'ils deviennent dépositaires d'un pouvoir essentiel à la nature de l'être social.

De même qu'un individu, par le fait même qu'il vient à la vie, reçoit d'une manière naturelle le droit individuel de vivre, ainsi un roi, par le fait même qu'il devient légitimement chef d'une nation, reçoit naturellement l'investiture du pouvoir qui est inhérent à l'existence de cette nation.

Le pouvoir social est dans la nation : c'est la nation elle-même qui le communique à quelque individu dès qu'elle est constituée par l'union des éléments qui entrent dans sa composition. Comme les particuliers, les nations naissent d'un fait humain qui est essentiel, mais qui n'est cependant que la moindre partie de leur cause totale. Or, le fait humain étant posé, les hommes qui en sont les auteurs ne sont pas plus les auteurs du droit et du pouvoir dont est investi l'être social qui en sort, que les parents ne sont les auteurs ou la source du droit et du pouvoir dont sont revêtus leurs enfants, dès qu'ils sont engendrés et conçus. C'est l'auteur de la nature qui, ainsi que nous l'avons dit plus haut, communique le droit à l'être, en même temps qu'il concourt à sa production. Ainsi les rois n'exercent le pouvoir qui appartient aux nations que parce qu'ils en sont constitués les chefs; c'est à ce même titre que, dans les individus, la tête est le principe des mouvements qui s'opèrent par les membres inférieurs, et qu'elle fait valoir les droits qui appartiennent à tout le corps.

Ce que nous venons de dire suffirait à prouver que la constitution du pouvoir sous la forme républicaine n'est pas plus de droit divin que sa constitution sous la forme monarchique.

Nous avons vu, en effet, que les citoyens ne sont point, lorsqu'ils s'organisent en société vivante, la source et les auteurs du droit et du pouvoir dont a besoin pour vivre la société qu'ils forment, et dont fait usage le gouvernement

qu'ils établissent. Nous allons voir que , pas mieux que les rois , ils ne sont institués par Dieu pour exercer par eux-mêmes le pouvoir supérieur de la nation dont ils sont membres , et que si , dans la constitution d'un gouvernement , ils peuvent s'en attribuer l'exercice et se créer souverains , ils sont libres de se désigner un chef unique , et que , par là , ils ne confèrent ni ne délèguent un pouvoir qui leur soit propre , de droit divin ou naturel , mais qu'ils élisent seulement celui qui sera comme la tête du corps social , et par lequel s'en exerceront les droits naturels.

Nous heurtons ici de front le principe fondamental de la révolution radicale. Suivant l'école positiviste , qui en formule les théories doctrinales , le pouvoir politique est essentiel au citoyen et la république est de droit naturel. Pour la monarchie , si elle n'est pas une usurpation violente et criminelle des droits du peuple , elle ne peut jamais être que la délégation toujours révocable que le peuple fait de ses droits politiques à un souverain. Il s'en suit que les souverains ne sont que les mandataires du peuple et qu'ils n'ont pas plus le droit de gouverner contre la volonté du peuple , que les mandataires n'ont celui d'outrepasser les limites de leur mandat. Il s'ensuit que le peuple a toujours le droit de révoquer la délégation qu'il a faite de ses pouvoirs et de chasser les rois qui ne sont pas les serviteurs dociles de leurs désirs. Mais les révolutions sont coûteuses , dangereuses ; n'y aurait-il pas moyen de concilier l'amour que le peuple a pour tout ce qu'il y a de grand dans la royauté , avec son droit d'avoir toujours un gouvernement qui soit l'expression exacte de ses sentiments et l'exécuteur fidèle de ses volontés ? Le problème ne devait point être au-dessus des forces du doctrinarisme révolutionnaire. On connaît la fameuse maxime dans laquelle il en a concentré la solution : « Le roi règne , mais ne gouverne pas. » Ceux qui gouvernent , ce sont les ministres qu'il nomme , mais que les Chambres imposent à son choix ; les ministres qui naissent et meurent par la volonté de celles-ci , et qui ne

peuvent rien faire que sous leur inspiration, leur bon plaisir et leur contrôle. Au fond, si le peuple n'était le jouet et la victime des intrigues, ce serait à lui logiquement de gouverner, car c'est lui qui élit les assemblées devant lesquelles les ministres sont responsables. Mais non, en définitive, ce sont les ambitieux et les intrigants qui, par leurs menées, imposent leurs volontés aux peuples et substituent leur action à celle de la royauté dont ils anéantissent la réalité, tout en vivant à l'ombre de son prestige. L'invention du doctrinarisme révolutionnaire n'est donc qu'une fiction hypocrite et mensongère, faite pour leurrer le peuple, annihiler et avilir la monarchie, en faisant servir son influence à la fortune et à la gloire des rusés politiques qui savent en exploiter la puissance, et en mettant à son compte, sous sa signature, toutes les fautes qui contribuent à la ruine des nations. Car, on le sait, le roi ne gouverne pas et il est irresponsable, mais, en même temps, il est forcé de signer toutes les résolutions que prennent ses ministres sous l'inspiration des assemblées, quelque contraires qu'elles soient à sa conscience, quelque opposé qu'il y soit personnellement.

Mais cette fiction ne pouvait tenir longtemps devant le courant de la logique qui emporte l'esprit humain. Pourquoi masquer au peuple la réalité de ses droits et de sa puissance derrière le nom et la fausse majesté d'une royauté sans pouvoir, pour cacher, sous cet échafaudage trompeur, les intrigues et les menées d'une oligarchie ambitieuse? Le règne dissimulé de ces hommes, qui se passent, à tour de rôle, les portefeuilles ministériels où ils puisent, avec le pouvoir, la fortune et la considération, touche à sa fin, peu de temps après la monarchie qu'ils ont supplantée, avilie et renversée.

Le flot de la démocratie monte toujours et n'est pas loin d'envahir et de submerger complètement ceux-là mêmes qui ont soufflé le vent de la tempête. Déjà les apôtres d'un nouvel état de choses se lèvent et proclament la souve-

raineté populaire inamissible et incommunicable. D'après le dogme nouveau, le peuple ne peut valablement s'en dessaisir un seul instant pour la moindre parcelle. Dès lors, la République est de droit inaliénable et imprescriptible, et la royauté est un régime contre nature. De là l'axiome fameux qui résume toutes les doctrines révolutionnaires : « L'insurrection est le plus sacré des droits, le plus saint des devoirs. » Si, en effet, un peuple ne peut valablement renoncer à sa liberté politique, il peut toujours, et même il doit, le lendemain, dès qu'il en a le désir, revenir sur les engagements de la veille et renverser aujourd'hui les institutions d'hier.

Cette théorie repose tout entière sur une erreur capitale, à savoir sur la confusion du pouvoir individuel et du pouvoir politique. Avec Jean-Jacques Rousseau, qui l'a formulée et éditée dans le *Contrat social*, les républicains absolus soutiennent que la société est une œuvre libre de la volonté humaine, et que le pouvoir social est la somme totale librement constituée par l'union des droits particuliers.

Si cette hypothèse est vraie, le pouvoir politique appartient proprement aux citoyens qui en sont la source, et l'exercice de ce pouvoir par ceux-là mêmes dont il est la propriété naturelle, est la forme de gouvernement la première, la plus naturelle ; c'est celle que la nature elle-même a instituée. Quant à la monarchie, il ne serait pas encore exact qu'elle fût contre nature, car il n'est point contre nature que des êtres, mêmes intelligents et libres, se confient avec leurs droits et leurs intérêts à la direction d'un être plus intelligent et plus maître de lui-même. Rien de plus fréquent dans la vie humaine ; tous les jours, les hommes recourent à leurs avoués et à leurs médecins, pour le soin de leurs affaires et de leur santé. Ce qui serait vrai dans cette hypothèse, c'est que la monarchie ne serait plus qu'une institution artificielle du génie humain, qu'une délégation facultative du pouvoir social. Néanmoins, dans ce

cas, le peuple serait encore tenu aux obligations du contrat par lequel il aurait délégué son pouvoir à un monarque et se serait mis sous son gouvernement ; car il est de droit naturel de tenir ses engagements. Mais cette hypothèse est-elle vraie ?

La bonté, la sagesse et la puissance du Créateur ne lui permettent pas de produire un être sans l'investir des droits et du pouvoir dont il a besoin pour exister et pour remplir sa destinée.

Le Créateur a donc donné à la société humaine les pouvoirs qui conviennent à sa nature et que réclame la raison de son existence ; il ne peut pas avoir moins fait pour le corps social que pour les particuliers qu'il a revêtus des droits nécessaires à l'exercice de leur vie individuelle.

C'est pourquoi, nous le répétons, le pouvoir social ne peut point être identique au pouvoir particulier, car l'être *nation*, auquel il est propre, est d'une autre nature que l'homme individuel à qui appartient ce dernier.

Le pouvoir politique ne peut pas non plus être du même ordre que le droit individuel, car le corps national est d'un ordre supérieur aux particuliers dont il se constitue comme de ses parties. En outre, s'il était du même ordre, il n'aurait point la majesté nécessaire pour les soumettre sans les dégrader et les avilir. Deux êtres égaux cessent de l'être quand l'un s'assujettit l'autre. Mais, comme celui qui s'arroge la domination ne peut réellement s'élever au-dessus de lui-même, c'est celui qui descend au rang de sujet qui cesse d'être ce qu'il était en s'abaissant à un degré inférieur.

A plus forte raison, le pouvoir politique ne peut-il pas être d'un ordre inférieur au pouvoir individuel. Or, c'est pourtant ce qu'il serait, s'il était formé de la somme des droits particuliers par la libre volonté des citoyens. En effet, formé par la libre volonté des hommes, il ne serait qu'une œuvre humaine, tandis que le droit particulier émanant directement du Créateur est une œuvre divine.

Or, les moindres œuvres de Dieu sont d'un ordre supérieur à toutes celles du génie humain.

D'ailleurs, nous l'avons montré, s'il dépendait de la liberté humaine, comment aurait-il la force de la dominer et de la gouverner? Si donc le pouvoir social procédait de la volonté humaine, il n'aurait rien de ce qu'il lui faut pour remplir sa mission, ce ne serait que l'instrument d'une infâme tyrannie. Formé de la somme des pouvoirs particuliers, il serait composé de parties, divisible en autant de parties. Mais les êtres composés et divisibles sont d'un ordre inférieur à celui des êtres simples et indivisibles. Ainsi la matière, même organisée, est incapable de vie et de mouvement spontané. Pour vivre et se mouvoir spontanément, il faut qu'elle soit assujettie à un principe simple et indivisible qui l'anime. Car ce n'est qu'à la substance simple et indivisible que peut proprement appartenir la vie qui fait d'un être composé un tout unique ou une unité indivisible sous peine de destruction, en mettant en rapport et en reliant entre elles par un lien invisible, les parties différentes qui le constituent. Si donc la vie est supérieure à la mort, l'être simple et indivisible est supérieur à l'être composé et divisible; c'est l'être simple et indivisible qui domine et s'assujettit l'être composé et divisible. Ainsi la plante qui ne peut vivre d'une vie unique dans toutes ses parties qu'au moyen d'un principe vital, simple et indivisible, s'assujettit, en se l'assimilant, les parties de la matière qui lui conviennent. L'animal, dont la vie est plus étendue à mesure que son principe vital est plus élevé au-dessus de la matière, se soumet et s'approprie, non-seulement les substances végétales, mais encore les substances organiques de son règne. Partout donc, nous voyons que le pouvoir et le gouvernement appartiennent aux principes simples et indivisibles. La masse, le poids et le nombre des parties qui composent une montagne ne peuvent proprement se soumettre un insecte. C'est l'insecte au contraire qui y établira son domaine et y cherchera sa nourriture

et son habitation. Quand c'est l'intelligence humaine qui s'en empare, c'est un maître qui en sonde les entrailles, qui la peut faire voler en éclats et en disperser au loin les débris.

Que voulons-nous dire? Le voici : Admettons un instant que le pouvoir social soit la somme totale des droits individuels, ce n'est qu'un être composé, il est d'un ordre inférieur à tout ce qui est simple et indivisible. Loin d'être capable de dominer et de gouverner le droit particulier, il lui est subordonné suivant la loi générale que nous venons de rappeler. Ce n'est donc plus proprement le droit, dans le sens légitime du mot. Car le droit véritable, c'est le pouvoir moral que possède l'être intelligent, aux yeux de la raison, de faire ou de ne pas faire, suivant la vérité et la justice, ce que requiert ou ce que repousse sa perfection finale. Le pouvoir ou le droit est donc avant tout un être de raison, un être spirituel et partant simple et indivisible. Par conséquent, l'espèce de pouvoir qui se compose de parties distinctes, n'est pas le droit proprement dit, mais la force brutale et matérielle qui grandit ou diminue, suivant que s'élève ou s'abaisse le chiffre des éléments qui la composent.

En effet, voici deux nations, la France et la Belgique. Assurément personne, à moins d'avoir le sens renversé, n'oserait prétendre que le pouvoir social ou politique n'est pas aussi grand et aussi sacré dans la seconde que dans la première, et que ce serait une violation du droit moins injuste et moins révoltante de tuer celle-ci que de tuer celle-là comme nation. Et cependant, combien leurs populations et leurs forces matérielles sont inégales ! N'est-il pas vrai que si le pouvoir social n'était que la somme totale des droits particuliers, le pouvoir social de la France serait, en raison de la supériorité de sa population, au moins huit fois plus grand et plus sacré que celui de la petite Belgique ? Encore une fois, qui oserait le soutenir, à moins de tout confondre et de tout ramener au chaos ? Un individu est

plus haut de taille, plus fort de charpente, plus robuste de santé, a-t-il plus de droits que son voisin qui est petit, chétif? Non, les droits particuliers ne croissent point avec les forces physiques. De même une nation est plus puissante par la supériorité de sa population et de ses richesses, son droit ou son pouvoir politique ne suit pas la progression de sa force matérielle; il est soutenu par une puissance plus considérable, il n'est pas en lui-même plus considérable, il est identique chez tous les peuples comme le droit individuel dans tous les individus.

Ainsi il est évident que le pouvoir politique des peuples n'est pas plus la somme totale des droits particuliers des citoyens, que le droit particulier d'un citoyen n'est la somme totale des droits spéciaux de ses membres et de ses organes. C'est un pouvoir d'une espèce supérieure, c'est le pouvoir propre à cet être supérieur qu'on appelle peuple ou nation et qui se constitue sous son empire par l'union des particuliers. La révélation chrétienne, qui se tait sur les diverses formes de gouvernement, ne permet, pas plus que la raison, de confondre le pouvoir social avec le pouvoir individuel; ni, à plus forte raison, de faire dériver le premier du second. « Vous ne commettrez, dit-elle, ni l'homicide, ni l'adultère, ni le vol, ni le faux témoignage. » Voilà le respect du droit privé! Ailleurs, c'est du pouvoir public qu'elle proclame les droits : « Rendez à César ce qui est à César. » « Que toute âme soit soumise aux puissances supérieures. » En définissant ainsi leur rôle respectif et en soumettant le pouvoir particulier au pouvoir général, la révélation donne la raison de leur distinction et de leur séparation absolue.

Et, en effet, si le pouvoir social et le pouvoir individuel ont ceci de commun que tous les deux viennent également de Dieu et sont pareillement d'une nature immatérielle, ils diffèrent cependant en ce qu'ils n'ont ni les mêmes sujets, ni les mêmes objets, ni la même fin. D'abord, ils n'ont pas le même sujet. Les peuples sont cer-

tainement capables de posséder et d'exercer le pouvoir spécial aux particuliers, et d'avoir par exemple, des biens en toute propriété; car celui qui est capable d'un droit supérieur, n'est pas pour cela incapable d'un droit inférieur; au contraire, qui peut le plus peut le moins.

Mais qui peut le moins ne peut pas le plus pour cela. Et, en effet, le particulier comme tel, est incapable du pouvoir politique du gouvernement, par cette raison que tous les hommes étant égaux, il n'en est aucun qui possède, parmi les droits de sa nature individuelle, le titre nécessaire pour imposer aux autres hommes sa volonté et sa direction. Tout individu, dès lors, qui exerce une domination et un commandement sur ses semblables, exerce un pouvoir qui appartient à un être supérieur, dont il n'est que le ministre ou le serviteur. — Ce n'est donc point comme son bien propre ni dans son intérêt privé qu'il le possède et l'exerce.

Ici nous touchons à un point qui met un abîme entre le pouvoir social et le pouvoir individuel. Ce dernier, en effet, se résume dans le droit de propriété absolue qu'ont les hommes sur les choses; ils en peuvent jouir sans réserve, en abuser pour en jouir jusqu'à les détruire. Aussi le droit privé a pour objet les choses inintelligentes, et, pour fin, le particulier auquel il appartient. — Le pouvoir social, au contraire, a pour objet les personnes, et, pour fin, le bien de la société. Mais, tandis que le particulier ne trouve finalement son bien dans l'exercice de son droit qu'en sacrifiant, à son plaisir et à son intérêt, les choses qui en sont l'objet; la société ne peut trouver son bien dans l'exercice de son pouvoir, qu'en s'en servant pour perfectionner les personnes qui la composent.

Par conséquent, un particulier est-il revêtu de quelque partie du pouvoir public, comme ce n'est point son bien propre, il ne peut point en jouir pour lui-même, ni le faire servir à son intérêt privé. C'est le bien de la société; c'est donc à la société qu'il doit profiter. Le pouvoir politique, nous le répétons, n'est pas, comme le pouvoir particulier,

le droit de rapporter à soi comme à leur fin, les êtres qui lui sont soumis : c'est le droit qu'a la société de gouverner ses membres et de les conduire à leur fin, en les coordonnant les uns par rapport aux autres en vue de la paix publique et du bien général. Dès lors, quiconque en est investi, n'est, comme nous l'avons dit, que le ministre et le serviteur de la société ; il ne peut exercer le pouvoir social dont il est dépositaire qu'en faveur de la société en général et de ses membres en particulier. S'il le détourne de ce but, s'il en jouit pour lui-même, il le dénature et le renverse.

Mais, précisons cette doctrine et ces explications. Voici des hommes sans gouvernement politique ni par droit d'hérédité, ni d'aucune autre sorte ; à qui appartient le droit de les constituer en société civile sous l'empire du pouvoir social ? Il peut arriver que par le fait des événements dirigés ou simplement permis par la Providence, un ambitieux heureux autant que puissant s'impose à leurs volontés et leur dise : « Je serai votre roi et vous serez mon peuple. »

La soumission silencieuse du peuple pourra être considérée comme une acceptation tacite du régime social politique qui lui sera dicté. Toutefois, comme nul individu, quels que soient son génie et sa puissance, n'a le droit naturel de faire la loi à ses semblables, il s'en suit que c'est cette acceptation tacite du peuple qui donne à l'autorité de celui qui s'impose la consécration nécessaire pour la rendre légitime. Car, suivant les lois de l'ordre naturel, le Créateur n'agit pas ordinairement sur le monde par lui-même et d'une manière directe, mais indirectement par le moyen de ses œuvres, que l'on appelle pour cela causes secondes. Ainsi, Dieu n'intervient pas généralement d'une manière surnaturelle pour constituer les nations et investir les gouvernants du pouvoir social.

Or, parmi tous ces droits et pouvoirs, compte celui qu'il a mis en tout être intelligent de vivre dans l'ordre et la

paix d'une société sagement constituée. Il a donc investi les hommes comme particuliers du droit de se constituer en société sous un gouvernement. Dieu, qui a créé les hommes pour la société, ne les a pas condamnés à attendre dans l'anarchie qu'un ambitieux vienne s'imposer de lui-même à leur tête ; il leur a conféré le pouvoir constituant, comme on l'appelle aujourd'hui. Et, quiconque prévient leur initiative n'est qu'un usurpateur et un intrus tant que le pouvoir et la situation qu'il s'est arrogés n'ont pas été sanctionnés par le consentement au moins tacite du peuple.

Reprenons notre hypothèse et l'application des principes établis.

Voici donc des hommes sans gouvernement, mais ils ont, nous venons de le reconnaître, le pouvoir de se constituer en société et de se donner un gouvernement. Ils choisissent la monarchie et élisent un roi qui, ainsi revêtu du pouvoir social, édicte les lois réclamées par les besoins de son peuple. Est-ce que les électeurs, qui l'ont fait roi, lui ont communiqué un pouvoir qui leur fût propre, lui ont délégué des droits qui leur fussent essentiels ? Non, car comme il n'y avait point de société politique, il n'y avait point non plus de pouvoir politique. Mais n'ont-ils pas pu créer le pouvoir social en lui déléguant et en faisant en lui la somme de leurs droits particuliers ? Non, encore, pour toutes les raisons par lesquelles nous avons montré que le pouvoir social ne peut point être du même ordre que les droits particuliers. Mais le pouvoir constituant n'est-il donc pas identique au pouvoir social politique ? Celui qui possède le premier n'a-t-il pas droit au second ? Non, sans doute. Un exemple rendra la chose sensible. Est-ce son propre droit que le père communique à son fils, lorsqu'en l'engendrant, il produit en lui un être doté du droit de vivre, de grandir et plus tard d'agir ? Non, certes. C'est bien cependant sa propre vie qu'il communique à son fils ; mais, d'autre part, ce n'est pas de lui que son fils tient toute la vie dont il

vivra. Le père pose sans doute un germe substantiel, mais ce germe n'est pas tout ce qui fait l'homme. Les parents ne sont pas la cause ni la source de l'âme. C'est Dieu lui-même qui la crée, et l'unit à l'organisme pour l'animer de la vie humaine. Or, l'âme raisonnable, voilà le sujet essentiel du droit.

Le père, en engendrant son fils, n'est presque au fond, à peu de chose près, que la cause occasionnelle du droit que le Créateur communique à sa créature (1). Dans tous les cas, il n'en est, nous l'avons dit, ni la source, ni la cause efficiente proprement dite. Les droits de son fils viennent si peu de lui, ils sont si indépendants de sa volonté, qu'il ne peut rien ni pour les refuser, ni pour les limiter, ni pour les étendre, qu'il est lui-même plus étroitement tenu que personne à les respecter et même à les faire respecter pendant le temps que son fils est incapable de se suffire.

Il s'en suit que le roi, ou tout autre représentant du pouvoir, n'est point un délégué ni un mandataire du peuple. C'est bien le peuple qui l'élit, mais le pouvoir qu'il reçoit en même temps qu'il est élu, ce n'est point un pouvoir qui soit propre à ses électeurs ; dès lors, il ne peut point être que ce soient ses électeurs qui le lui confèrent. Par le fait que des hommes se constituent en société politique, ils posent un germe que le Créateur vient immédiatement compléter et animer en lui communiquant le droit social nécessaire par l'action ordinaire de sa Providence.

Les citoyens constituants ne font donc que désigner le chef qui exercera le pouvoir social, et c'est Dieu qui confère ce pouvoir, au corps social lui-même tout entier et dans son ensemble, et par le corps social comme tel, au chef élu pour en être le dépositaire et le représentant.

(A suivre).

J.-B. CROZAT.

(1) A peine peut-on dire qu'il en soit partiellement une cause instrumentale.

BIBLIOGRAPHIE.

ANNUAIRE DE L'ECONOMIE SOCIALE, publié par la *Société d'Economie sociale*, tome 3^e (1877-1878), deux fascicules.

La *Société de l'Economie sociale* continue cette publication annuelle, qui est pour elle comme le résumé de ses travaux et de ses progrès, et pour le public un recueil d'articles fort intéressants et de documents des plus précieux.

Nous voudrions pouvoir analyser toutes les études savantes, consciencieuses et originales que renferme ce dernier volume; mais avec regret nous devons nous borner à les indiquer brièvement, en conviant à la lecture attentive de l'*Annuaire* tous les hommes qui s'intéressent aux institutions et aux mœurs de notre société.

L'*Annuaire* débute par quelques pages tout à fait importantes de M. Le Play. C'est un coup d'œil sur l'*Europe contemporaine*. Les grandes découvertes scientifiques de notre siècle et les améliorations matérielles qui en sont résultées; les progrès dans l'art de se détruire qui en ont été aussi une des principales conséquences; l'esprit de nouveauté, enfin, qui ne veut rien respecter du passé n'ont point consolidé la paix et la stabilité sociale et, par suite, le vrai bonheur des peuples. Cette prospérité physique et sensuelle nous a conduits, au contraire, à l'abus de la *richesse*, de la *science* et du *pouvoir*. Et, à mesure que la civilisation nouvelle s'étend, soit à l'aide des chemins de fer, soit par les expositions universelles, dans les pays de l'Europe les plus attardés, elle y introduit les mêmes germes de décomposition et de souffrance sociale. M. Le Play ajoute que « toujours ce changement marche de front avec l'affaiblissement des sentiments religieux. »

Dans ces pays de l'Orient et du Nord, moins ravagés encore que ceux du centre et du midi de l'Europe, M. Le Play distingue trois régions sous le rapport de la force de résistance au mal.

— D'abord l'Orient, qui n'a qu'une religion naïve et superficielle que doivent ébranler facilement les nouveautés intellectuelles et les succès matériels de la civilisation. L'antagonisme des classes extrêmes de la société n'y est pas encore apparu, mais on peut craindre qu'il ne soit proche.

— En second lieu, l'Angleterre, où, malgré ce que M. Le Play appelle la fermeté des croyances religieuses, l'épidémie manufacturière a développé l'antagonisme social. Une seconde cause y concourt puissamment, savoir l'esprit de libre-pensée qui s'est introduit parmi les lettrés et a formé cette école de novateurs qui se nomme l'évolutionisme.

« La troisième région, celle qui s'étend le long des rivages de la mer du Nord, entre l'embouchure du Rhin et le cercle polaire, est le vrai foyer des résistances qui repoussent encore les nouveautés dangereuses de l'Angleterre et de l'Occident. » La plaine saxonne, le Danemark, la Suède et la Norvège se distinguent particulièrement par un bon classement social. Mais le mal y pénètre peu à peu; à chacun de ses voyages, M. Le Play avait la douleur d'en constater la marche.

L'illustre écrivain termine en décrivant rapidement la réforme fondée sur l'observation des faits. Nous n'avons pas à revenir sur la haute portée de la méthode de M. Le Play, non plus que sur ses regrettables lacunes. La *Revue* s'en est plusieurs fois expliquée; nous ferons seulement remarquer que la prédilection de M. Le Play pour les races protestantes tient peut-être encore trop de place dans l'article que nous venons de résumer.

Les Livres de raison des Familles florentines — M. Ch. de Ribbe, dont on connaît les remarquables études sur les coutumes des familles stables et prospères et sur la vie domestique, nous donne ici un chapitre du plus vif intérêt.

L'Italie, plus pénétrée des souvenirs de la famille romaine, a produit beaucoup plus de *livres de raison* que les autres nations; de plus, le vandalisme révolutionnaire ne les a pas brûlés comme en France. On en retrouve qui remontent presque jusqu'au xiii^e siècle.

Résumant les enseignements des livres de famille tenus par les Florentins, principalement ceux de la famille Peruzzi, M. de Ribbe nous fait connaître les mœurs de ces fortes et puissantes familles d'industriels et de banquiers de Florence, se perpétuant par les traditions domestiques et religieuses, s'accroissant par les associations commerciales, se perdant plus tard par l'orgueil et par les luttes politiques.

M. de Ribbe fait ensuite d'intéressants rapprochements avec les mœurs de famille de la Bretagne et de la Provence, pour montrer que les conditions d'ordre et de prospérité sont partout les mêmes

et que « partout et toujours les éternels principes du bien ont été les fondements solides des fortes et durables institutions. »

La Grève des Chemins de fer en Amérique, par M. A. Delaire. — Les Etats-Unis sont connus des lecteurs de cette *Revue* depuis les beaux travaux de M. Claudio Jannet. Les faits ont déjà confirmé plusieurs des pronostics de l'éminent écrivain.

M. A. Delaire, dont la nom a acquis une notoriété si sympathique et si distinguée, retrace, dans un exposé saisissant et complet, les causes et les péripéties de la grève des chemins de fer qui a si violemment ébranlé l'Amérique l'année dernière. Ici, il est impossible de résumer; il faut lire en son entier ce récit attachant rempli d'observations profondes et de féconds enseignements.

Aussi, est-ce avec une grande autorité que M. Delaire peut ensuite tracer les devoirs de patronage qui s'imposent aux compagnies de chemins de fer et dont l'accomplissement est absolument essentiel à la paix sociale. Cette seconde partie du travail de M. Delaire, riche en détails pratiques et appuyée par des citations d'une grande valeur, est de la plus haute importance.

Sous ce titre : *Une nouvelle Ecole parmi les Jurisconsultes*, M. Claudio Jannet a donné à l'*Annuaire* une étude vraiment magistrale. Parcourant à grands traits toute l'histoire, cette étude décrit, comme on ne l'avait pas encore fait, l'action parfois heureuse, le plus souvent funeste, des jurisconsultes et légistes sur toutes les civilisations. C'est une belle page d'histoire universelle et de philosophie.

Des hommes nombreux et dévoués ont compris de nos jours qu'il fallait revenir à la loi de Dieu comme source et inspiration de la loi humaine. M. Claudio Jannet rend hommage aux nobles efforts tentés dans ce sens. Il veut bien y associer la *Revue catholique des Institutions et du Droit*; mais si dans cet éloge bienveillant il s'oublie, on sait quelle part lui en revient et quel éclat son concours a donné et donne encore à cette publication.

L'Union de la Race française et de la Race indigène en Algérie, par M. C. Robert, chanoine de Rouen. — *Le Paysan d'après La Bruyère et d'après les faits*, par M. F. Escard. Tels sont les autres articles de l'*Annuaire*, sans compter plusieurs articles de *mélanges* et de *bibliographie* qui se recommandent tous par le talent et l'intérêt.

N.

DU RÔLE SOCIAL DES IDÉES CHRÉTIENNES, par Paul RIBOT.
Tome 1^{er}, in-8° de 490 pages. — Plon, 1878.

Un des symptômes, qui peuvent le plus nous faire espérer une restauration sociale, est la multiplication des ouvrages qui exposent et mettent en pleine lumière les vérités fondamentales niées par la Révolution depuis plus de cent ans. M. Paul Ribot vient à son tour prendre place dans cette phalange de plus en plus nombreuse, avec un livre remarquable par la netteté de la pensée, la vigueur de logique et la forme très-heureuse du style non moins que par une connaissance généralement très-exacte de l'état actuel des esprits, et une modération dans l'exposition, qui est une force de plus. En rappelant ses contemporains à l'observation des vérités éternelles et à la pratique des traditions méconnues, il reste toujours l'un d'entre eux par l'allure et le tempérament.

Après avoir établi que tous les peuples de l'antiquité ont vécu non pas sur une conception rationnelle de la liberté et des avantages de la société, mais sur une foi religieuse qui s'imposait à la vie publique comme à la vie privée, il trace à grands traits le tableau de la formation des peuples modernes par l'Eglise, mettant très-bien en lumière le caractère de ces époques de prospérité vraie, que l'histoire a consacrées sous le nom de grands siècles : ceux de Théodose et de Charlemagne, le XIII^e et le XVII^e siècles.

« A chacune de ces époques, nous retrouvons toujours les éléments essentiels de toute société : une doctrine sociale qui est le lien de toute société, et qui n'est autre que le christianisme ; un pouvoir souverain qui s'emploie pour la protéger et pour la défendre ; enfin, au-dessous, une hiérarchie imbue des traditions sociales et qui est chargée de communiquer et de déterminer le mouvement dans la masse du peuple. De cette façon le mouvement part d'en haut, il part de l'Eglise, c'est-à-dire de la vérité révélée, c'est-à-dire de Jésus-Christ ; il se transmet par le pouvoir souverain et les familles d'élite, et c'est ainsi que les peuples avancent dans les voies de la civilisation. C'est tout juste le contraire qui a lieu aujourd'hui : il n'y a plus de pouvoir souverain, ni de hiérarchie ; le mouvement part d'en bas, c'est-à-dire de l'opinion publique manifestée par le suffrage universel : aussi, au lieu de nous élever, il tend à nous rabaisser, et la civilisation, au lieu d'avancer, recule. »

On le voit, M. Ribot soutient sans ambages la thèse capitale du droit naturel, à savoir que toute l'organisation sociale doit reposer sur la vérité essentielle et fondamentale. Quelques tolérances civiles que puissent comporter certaines époques, il n'y a pas de

vérité et par conséquent point de droit en dehors du Christianisme et contre lui. C'est pour avoir méconnu ce principe de sens commun que le mouvement de 1789 a avorté si misérablement après une expérience de quatre-vingts ans et que le libéralisme aboutit fatalement, sous nos yeux, au socialisme ou au moins au radicalisme, qui en est comme l'essai préparatoire. M. Paul Ribot poursuit cette démonstration en analysant les éléments constitutionnels du pays tels qu'ils résultent de l'œuvre accomplie par la Constituante de 1791 et de celle de Napoléon I^{er}. L'une et l'autre ont toujours pour donnée première le *Contrat social* de Rousseau : l'enseignement essentiellement libéral donné au nom de l'Etat par l'Université impériale est notamment une cause permanente de scepticisme et de dissolution sociale ; les divisions si profondes des classes dirigeantes actuelles le prouvent trop bien !

Heureusement, à côté de ces tendances désorganisatrices des lois et des forces gouvernementales, M. Ribot nous montre un ensemble de mœurs et d'idées qui luttent énergiquement contre elles et qui découlent de l'enseignement chrétien, à l'insu souvent même de ceux qui s'en font les organes, tant a été puissante l'action de l'Eglise dans la formation de nos sociétés modernes !

Malgré les progrès que le radicalisme fait dans les couches populaires, M. Ribot regarde la Révolution comme frappée, dès à présent, d'impuissance et il voit le commencement de la réorganisation sociale, dans le retour religieux considérable qui se produit au sein des classes supérieures ; or, malgré tous les entraînements du suffrage universel, ce sont ces classes qui forment toujours les idées de la nation. Un signe extérieur très-digne d'attention c'est la vive répulsion que la République française de 1870 a inspiré à tous les peuples européens, tandis que le mouvement de 1848 avait exercé un entraînement presque universel.

Que sera cette restauration sociale ? Voici une page de l'auteur qui en trace très-heureusement le programme :

« Un peuple, quand on le prend dans son ensemble, sans tenir compte de son gouvernement, n'est pas une masse organisée, pouvant se suffire à elle-même ; c'est, au contraire, une masse inorganique, qui ne veut rien, qui ne peut rien, quelque chose qui ressemble au chaos des premiers âges. Pour vous en convaincre, réfléchissez à l'état d'esprit dans lequel se trouvent les paysans et les ouvriers, lesquels composent la très-grande majorité de la nation. N'est-il pas visible que par eux-mêmes ils sont incapables de former une société ?

» Qui est-ce qui met donc en œuvre cette masse organisée ? Qui

est-ce qui pense, qui veut, qui agit? — Quelque chose qui a des idées, qui a des intérêts; quelque chose qui les défend et qui, à un certain moment, peut se lever comme un seul homme.

» Ce quelque chose, c'est l'autorité, l'autorité spirituelle d'abord, c'est-à-dire la religion, c'est-à-dire l'Eglise, qui donne à la société son idéal, c'est-à-dire son âme, et qui crée par là son unité intellectuelle et morale;

» L'autorité civile, c'est-à-dire le gouvernement qui lui donne son unité temporelle et qui la dirige;

» L'autorité hiérarchique ou aristocratique, qui n'est autre chose que la prépondérance accordée par l'Etat à ceux qui, plus que les autres, sont imbus des traditions religieuses, morales et politiques qui constituent la vie de la nation, et qui, par là même, sont plus propres à les propager et à les répandre dans la masse du peuple.

» La formation de ces trois autorités constitue le développement de la vie de la société; elles sont dans le corps social ce que sont ces premiers points solides qui sont le commencement de la vie dans la matière organique. Grâce à ces trois autorités, grâce au concours mutuel qu'elles se prêtent, la masse inorganique qui constitue la société s'anime progressivement; elle se pénètre de toutes les idées, de toutes les traditions qui font sa force et sa vie. »

Quant aux applications dans l'ordre politique et économique, le travail de reconstitution sociale est préparé par un grand nombre de travaux dont les plus saillants sont ceux de MM. Le Play, Pradié, Blanc-Saint-Bonnet. Les points sur lesquels s'accordent ces hommes éminents, qui ont travaillé sans communication entre eux, peuvent être considérés comme des bases définitivement acquises. Mais M. Paul Ribot le fait justement remarquer, toutes les excellentes coutumes qui, d'après les observations de M. Le Play, permettent aux familles et aux ateliers modèles d'assurer la paix et le bien-être de leurs membres, tels que l'usage intelligent du testament et le patronage exercé sur les ouvriers, reposent sur la pratique des vérités chrétiennes; par conséquent, c'est à l'Eglise, comme à la première source de vie, que les sociétés modernes doivent revenir pour reprendre le cours de leurs destinées troublées par la Révolution. Il faut signaler particulièrement les pages dans lesquelles l'auteur apprécie les tentatives de réorganisation de l'ordre économique de nos jours, dues aux œuvres catholiques contemporaines, notamment aux cercles d'ouvriers: elles abondent en observations judicieuses et éminemment pratiques.

Que M. Ribot nous permette, en terminant, une remarque qui prouvera au moins notre impartialité et le soin avec lequel nous l'avons lu. Il ne nous paraît pas faire à l'action d'un pouvoir politique, fondé sur le droit, une part assez large dans la reconstitution sociale, et cependant le sentiment vraiment populaire qui fait appel

si énergiquement à une tête et à un bras, est un indice des besoins réels des sociétés. Sans doute, ainsi qu'il le dit, c'est à tort que « bien des gens s'imaginent qu'il suffit de proclamer théoriquement » le droit pour qu'à l'instant même la société s'organise selon la justice par la force irrésistible de la raison » Mais nous voudrions voir nettement expliquée la proposition qui suit : « La société ne » consiste pas dans une doctrine à proclamer ; elle est surtout un » fait ou plutôt une accumulation de faits » (p. 274).

Dans l'ordre social comme dans l'ordre religieux, on ne peut pas concevoir de *faits* tendant à constituer une nation sans une *doctrine* qui les inspire. Quoique toutes les formes de gouvernement puissent être légitimes en principe, à la condition d'observer la même loi morale dans leur action, nous n'admettons pas qu'il soit permis à *un peuple déterminé*, à la France par exemple, d'adopter indifféremment selon l'expédient du moment la république ou la monarchie, comme notre auteur le dit (p. 474). Non, cela n'est pas indifférent.

Il y a des règles certaines sur la stabilité politique et la constitution du pouvoir, qui découlent de la vérité morale unique. À côté de l'Eglise, autorité spirituelle de droit divin proprement dit, il y a dans chaque pays un pouvoir de droit naturel, dont la forme est déterminée par la tradition propre à cette nation. Ce pouvoir a un *droit* propre, et qui dit droit dit par là-même un principe absolu qui n'est pas abandonné au hasard des faits, c'est-à-dire des volontés des sujets. L'histoire de tous les peuples, étudiée à fond, montre comment leur formation s'est toujours opérée sur une idée de droit, que des faits répétés, c'est-à-dire des efforts courageux et nettement déterminés, sont parvenus à faire triompher. La permanence du droit dans les innombrables évolutions par lesquelles les différentes nations ont passé depuis le commencement des siècles est assurément un des plus grands phénomènes moraux que l'histoire constate, et il relève singulièrement le spectacle parfois si douloureux des agitations humaines.

Mais il est possible que nous n'ayons pas bien saisi la pensée de M. Paul Ribot. Le second volume, qui traitera probablement ces sujets plus à fond, dissipera, nous l'espérons, ce malentendu. En tout cas, si sur ce seul point l'auteur de ce beau livre n'avait pu se dégager du flot des erreurs de 1789, nous n'en devrions pas moins apprécier la vigueur et la droiture avec lesquelles il a remonté le

courant dans l'ensemble. Peut-être même serions-nous plus heureux encore d'un nouvel allié si rapproché et si précieux que d'un compagnon d'armes de vieille date !

c. j.

DES CAUSES DE LA DÉCADENCE DE LA PROPRIÉTÉ FÉODALE EN FRANCE ET EN ANGLETERRE, par H. SUMNER-MAINE, professeur à l'Université d'Oxford. — In-8° de 28 pages. E. Thorin. Paris, 1877.

Il y a peu d'étude plus importante et cependant moins avancée que l'histoire comparée de l'abolition des divers droits sur la terre, qui composaient la propriété féodale dans les différentes contrées de l'Europe. Ils ont partout aujourd'hui à peu près complètement disparu, mais dans des conditions absolument opposées. La France est le seul pays où cette transformation ait été violente. M. Doniol a essayé de traiter un côté de ce vaste sujet dans un volume publié, il y a deux ans, sous ce titre : *la Révolution française et la Féodalité*. Le principal mérite de ce livre est d'avoir servi d'occasion au substantiel travail de M. Sumner-Maine.

L'éminent historien et jurisconsulte établit l'identité de la tenure féodale roturière française, dans la dernière période de l'ancien régime, avec cette sorte de propriété qui *existe encore en Angleterre sous le nom de Copyhold*. L'une et l'autre dérivent de l'ancienne constitution locale qui, sous le nom de hof, de manor, de fief, fut le berceau de toutes les grandes nations européennes.

Pourquoi le *Copyhold* n'est-il pas devenu en Angleterre un sujet de division entre les classes, comme les droits féodaux l'étaient dans *certaines provinces* de la France ? M. Sumner-Maine indique comme causes principales l'action de la justice royale, qui, en Angleterre, restreignit toujours le régime du *Copyhold* ; puis le grand mouvement d'absorption des petits domaines, qui s'est produit peu à peu, du xvi^e au xix^e siècle. En réalité, les plaintes qui s'élevaient en France seraient donc venues de la condition bien meilleure faite aux petits propriétaires si nombreux, dès cette époque, dans notre pays, comparée à celle qu'ils avaient dans le reste de l'Europe. M. de Tocqueville avait déjà dit à peu près la même chose dans son livre sur *l'Ancien Régime et la Révolution*. Cet aperçu donne une idée de l'intérêt que méritent toutes les contributions apportées à l'étude de ce grand problème social.

Le gérant, J. BARATIER.

1000 Grenoble, imprimerie BARATIER et DARDELET. 9265

REVUE CATHOLIQUE
DES
INSTITUTIONS ET DU DROIT.
(6^{me} Année.)

DES PRINCIPES ET DES SOURCES
DE
LA LÉGISLATION ECCLÉSIASTIQUE

Discours prononcé à l'ouverture du cours de droit canon à la Faculté libre de droit de Toulouse, le 14 novembre 1878.

Dans une de ses fresques, l'un des chefs-d'œuvre de la peinture qui décorent les chambres du Vatican, Raphaël a représenté la Jurisprudence unissant, par les liens les plus étroits, la législation de l'Eglise à celle de la société civile. La science des lois, symbolisée par une reine d'une merveilleuse beauté, a son trône dans les nuées du ciel ; mais sur la terre, son empire se divise en deux parties. D'un côté, à gauche, c'est la loi civile. L'empereur Justinien, assis sur son trône, reçoit des mains de Trébonien, le livre des Pandectes. Sur le panneau à droite, c'est la législation de l'Eglise. Elle est figurée par le pape Grégoire IX, siégeant sur le trône pontifical, et ayant à ses pieds l'illustre compilateur des canons ecclésiastiques, saint Raymond de Pégnafort ; l'enfant de saint Dominique présente au grand pontife le volume des décrétales.

Quand son pinceau traçait ces admirables dessins, l'immortel artiste avait sous les yeux les grandes écoles du xvi^e siècle ; surtout l'université de Bologne, qui avait

vu dans le même siècle le romaniste Irnerius, commenter les lois de Justinien, et le moine Gratien composer son fameux décret. Dans ces antiques écoles, en effet, les disciples rivalisaient d'efforts, cultivant avec un zèle égal, la science de la loi civile et celle de la loi canonique. L'étude simultanée de l'un et de l'autre code se perpétua ainsi jusqu'au jour où la révolution, rompant brusquement avec toutes les traditions chrétiennes, sécularisa la législation. Alors fut bannie de nos facultés de droit l'étude de la loi sacrée; souvent même les écoles ecclésiastiques, amoindries dans leur enseignement, se bornèrent aux connaissances les plus indispensables pour l'exercice du ministère pastoral, et laissèrent dans un triste oubli les beaux monuments de la sagesse législative de l'Eglise. Si le peintre d'Urbin, revenu au monde après trois siècles, eût dû représenter la Jurisprudence sur les murs de nos facultés modernes, n'aurait-il pas été réduit à supprimer la moitié de son sujet, laissant à l'empereur byzantin, l'honneur exclusif de représenter la science des lois?

Heureusement les fondateurs des universités catholiques, n'ont pas voulu d'une reine dont l'empire fût diminué de moitié. Ils ont décidé que le droit canon, la législation toute divine de l'Eglise, aurait sa place dans les nouvelles écoles; qu'à côté des chaires où les modernes Ulpiens allaient inaugurer avec tant de solidité et d'éclat l'enseignement libre de la jurisprudence civile, l'Eglise pourrait faire entendre sa voix et proposer à l'admiration des générations contemporaines les sages décrets de ses papes et de ses conciles.

Le monde profane s'est peut-être étonné de cet excès d'audace. Les universités catholiques apparaissaient comme un anachronisme, comme un défi jeté à la face de la société nouvelle: c'était le moyen âge faisant invasion en plein xix^e siècle. Et pourtant nous n'avons qu'à nous féliciter du succès qui a couronné cette heureuse innovation, disons mieux, ce retour aux vieilles et chrétiennes traditions. Ceux d'entre vous, Messieurs, qui m'ont

fait l'honneur de suivre mes leçons, ont compris, je l'espère, quelle place importante occupe dans une école de droit, l'étude de la jurisprudence ecclésiastique. Et pourtant nous n'avons pu, durant une première année, que contempler du haut de la montagne la terre promise. Le temps ne nous a pas permis de franchir le Jourdain et de nous établir au sein de ces contrées où coulent le lait et le miel de la sagesse céleste.

Nous sera-t-il donné en cette nouvelle année, d'entrer dans le détail de cette incomparable législation de l'Eglise? Je l'espère, Messieurs, et mon projet est de suivre une à une les décrétales des papes. Exposer dans un rapide commentaire le sujet de chaque titre, en montrer les applications pratiques, dire les compléments qu'il a reçus et les modifications qu'il a subies dans le cours des siècles, tel est le plan que nous suivrons. Mais avant d'aborder cette intéressante étude, il faut encore nous arrêter dans les questions de principes que nous n'avons pas eu le temps de compléter.

Pour vous faire voir le lien qui unira notre enseignement de l'an dernier à celui que nous recommençons aujourd'hui, laissez-moi retracer rapidement devant vous le chemin que nous avons déjà parcouru ensemble, et vous donner le programme des travaux qui rempliront nos prochaines leçons.

L'étude qui nous a tout d'abord occupés a été celle des principes et des sources du droit canon. C'étaient les préliminaires de la science sacrée. Ces préliminaires, Messieurs, nous les chercherions vainement dans les commentaires des *Corpus juris canonici* que nous ont légués les docteurs des anciennes universités.

C'est qu'alors il était superflu d'exposer et de démontrer les droits de l'Eglise en matière de législation. Quel chrétien ignorait que Jésus-Christ a donné à son épouse un plein pouvoir de gouverner en ce monde le peuple fidèle? Qui songeait à lui disputer ses droits sociaux? Avec le protes-

tantisme commença la négation de l'autorité ecclésiastique. Et pourtant, même après Luther et Calvin, la société chrétienne était restée fortement imprégnée des anciennes doctrines, et nul catholique n'aurait osé révoquer en doute les droits du pouvoir spirituel.

Nous sommes loin, Messieurs, de ces âges de foi. La grande erreur du jour est la méconnaissance des droits sociaux de l'Eglise. Que d'hommes, d'ailleurs fervents chrétiens, dociles aux enseignements dogmatiques de l'Eglise, prêts à les défendre au prix des plus héroïques sacrifices, et qui pourtant ne reconnaissent pas aux chefs de la société spirituelle les droits de vrais législateurs! L'Eglise leur apparaît comme une simple association, honnête, vénérable, à laquelle l'Etat, par respect pour toute liberté légitime, et aussi pour sa propre sécurité, doit aide et protection. Mais ils ne vont pas jusqu'à voir en elle une société complète, possédant par conséquent une législation qui lui est propre, avec pouvoir d'en exiger l'exécution, même au for extérieur et par les moyens de contrainte nécessaires à toute société visible. Or, sous l'empire de ces préjugés si universellement répandus de nos jours, ne devons-nous pas aller au fond de la question, examiner les droits de l'Eglise en matière de lois et déterminer la nature de ce pouvoir? Voilà pourquoi, Messieurs, au lieu d'aborder de suite l'exposé des saints canons, nous nous sommes arrêtés aux questions de principes; guidés en notre marche par les savants dont les écrits ont remis en honneur parmi nous les études canoniques.

Nous avions donc à constater tout d'abord le caractère social de l'Eglise et les droits qui en sont inséparables. Comme chrétiens, nous ne pouvions refuser à Jésus-Christ, Fils éternel de Dieu, Dieu comme son Père, le suprême pouvoir sur l'humanité. Si donc il lui a plu d'établir sur la terre un empire spirituel, qui oserait s'opposer à sa volonté divine? Or, les témoignages les plus manifestes sont là pour prouver que Jésus-Christ a constitué son Eglise sous

forme de société, de société visible, avec une hiérarchie parfaitement déterminée et un plein pouvoir de poursuivre sa mission, sans qu'aucune puissance humaine eût droit de l'entraver dans sa marche. Mais une société visible, complète, indépendante peut-elle subsister sous une autorité qui s'exerce non-seulement au for intérieur, mais aussi au for extérieur ?

Nous lisons, il est vrai, dans l'Evangile cette parole du Sauveur : *Mon royaume n'est pas de ce monde* ; parole dont les ennemis du pouvoir spirituel abusent étrangement. Luther, et tous ceux qui avec lui ont assujetti l'Eglise à l'empire, ont cru voir en cette sentence de l'Evangile la preuve de leur erreur ; et de nos jours ceux qui ont détruit le pouvoir temporel du Pape jettent à la face de ses défenseurs ces mêmes paroles : *Mon royaume n'est pas de ce monde*. Comme si Jésus-Christ, en fondant son Eglise, l'eût privée des moyens indispensables à la vie sociale et l'eût placée sous le joug des princes de ce monde.

Quant à nous, Messieurs, nous n'effacerons pas de l'Evangile la parole divine ; avec notre Maître, nous dirons que l'Eglise n'est pas de ce monde, car son origine est toute céleste ; elle n'est pas de ce monde, car le but auquel elle tend dépasse infiniment les intérêts de la terre ; elle n'est pas de ce monde, parce que les moyens principaux que Dieu lui a donnés pour remplir sa mission sont tout spirituels. Mais l'Eglise vit dans ce monde ; elle forme une société visible et complète en son genre ; il faut donc qu'elle possède les moyens sans lesquels une société ne saurait se fonder, se gouverner et se conserver.

De cette vérité fondamentale, qu'on ne saurait contester sans cesser d'être chrétien, nous avons conclu qu'en l'Eglise il faut admettre un double pouvoir : celui que la théologie catholique appelle pouvoir de l'ordre, et celui qu'elle nomme pouvoir de juridiction. En vertu du pouvoir de son ordination, le ministre sacré exerce les fonctions spirituelles, administre les sacrements dont le dépôt est entre

ses mains. Par son pouvoir de juridiction, il gouverne le peuple de Dieu. Et, comme le gouvernement de l'Eglise embrasse la sanctification personnelle de chaque fidèle et les intérêts publics de la communauté chrétienne, nous avons distingué encore une double juridiction : l'une, qui ne dépasse pas les limites du for intérieur et s'exerce principalement au tribunal de la pénitence ; l'autre appartient au for extérieur ; et c'est celle dont nous avons à nous occuper, puisque l'autorité du législateur ne pénètre pas dans le secret de nos âmes, et que son action se borne à l'acte qui paraît en dehors.

Ainsi, nous avons été amenés à étudier le pouvoir législatif de l'Eglise, et nous l'avons considéré dans sa nature, dans son objet, dans le sujet qui lui est soumis, enfin, dans ses dépositaires.

La nature du pouvoir législatif de l'Eglise était assez indiquée par la nature même de la société chrétienne. Comme celle-ci, l'autorité est spirituelle, complète, indépendante de toute autre puissance, établie en ce monde ; sa loi ne s'impose pas seulement à la conscience, mais elle a droit d'employer les moyens extérieurs, même la contrainte, pour se faire obéir.

Nous nous sommes demandé ensuite sur quel objet porte la loi canonique. Pour résoudre la question, il fallait remonter à la fin propre de l'église. Tandis que la société civile, instituée principalement afin de sauvegarder les intérêts temporels, s'occupe surtout d'assurer à tous ses membres la possession paisible de leurs droits, la société spirituelle a pour but final de procurer à ses enfants le bonheur éternel, et, pour but prochain, de leur fournir les moyens de parvenir à leur fin dernière. Or, trois choses sont nécessaires à cette fin : *croire* ce qu'enseigne la révélation ; *orner* son âme des dons spirituels qui opèrent en nous la ressemblance avec Dieu ; *diriger* ses actions individuelles et sociales selon les règles de la justice, qui rend à Dieu le culte qui lui est dû, et pratique envers les autres

membres de la société, et généralement envers tous les hommes, les lois de la vertu, de l'équité et de la charité. L'Eglise a donc pour mission d'instruire par la prédication, de sanctifier par les sacrements, de régir par les lois d'administration intérieure, de discipline et de morale. De là un triple droit : le droit doctrinal, le droit liturgique et le droit de gouvernement.

La doctrine révélée, voilà donc le premier objet de la loi canonique. Car il ne suffit pas à l'Eglise de déclarer authentiquement la vérité révélée, de condamner les erreurs qui lui sont contraires, de signaler les dangers auxquels l'exposent les nouveautés téméraires ou des formules équivoques; elle doit, de plus, imposer la loi de professer publiquement les dogmes qu'elle définit et de rejeter toute erreur qu'elle réprouve comme hérétique ou dangereuse. C'est là son droit fondamental; il lui fut conféré quand Jésus-Christ dit aux apôtres : *Enseignez toutes les nations*. Mais ce droit est multiple; car enseigner, c'est prêcher, c'est instruire l'enfance et la jeunesse, c'est surveiller les doctrines qui se propagent au sein de la société chrétienne par la parole aussi bien que par la presse. Investie du droit d'enseigner, l'autorité spirituelle a donc aussi celui d'instituer et de régir ses écoles et ses universités; d'envoyer ses missionnaires non-seulement en pays chrétiens, mais aussi chez les peuples infidèles; d'empêcher que, par la parole ou la presse, une liberté exagérée ne mette en péril la foi de ses enfants.

Le second objet de la loi canonique est la liturgie; et sous ce nom nous comprenons d'abord l'administration des sacrements, et secondement toutes les cérémonies du culte divin. Là encore quel vaste champ pour le pouvoir législatif! Car si Jésus-Christ, par lui-même ou par les apôtres, a fixé les conditions essentielles des sacrements, les détails des cérémonies qui en rehaussent l'éclat et les entourent des respects des fidèles, ont été laissés à la prudence de l'Eglise et de ses pasteurs. C'est donc à elle de régler les

détails du culte public ; et comme en ces matières, les questions de personnes et de propriétés sont inséparables des observances liturgiques, nous avons dit quels droits le législateur ecclésiastique revendique sur les ministres des autels, sur les édifices sacrés, sur les biens destinés aux frais du culte et sur tous les objets consacrés au saint ministère.

La législation de l'Eglise embrasse enfin tout ce qui touche à son gouvernement comme société visible : c'est-à-dire à son organisation, à son administration sociale, à la discipline, à la sainteté des mœurs ; à la gestion des biens temporels nécessaires pour l'entretien de ses institutions, de ses ministres et de ses pauvres. Et comme une société visible ne peut se maintenir sans un pouvoir qui juge les conflits et réprime les délits, la législation ecclésiastique s'étend à toutes les matières de procédure et de pénalité, qui sont en proportion avec la fin sociale de l'Eglise.

Voilà, Messieurs, l'objet du pouvoir législatif dont Jésus-Christ a doté les chefs de la société chrétienne. Il est immense, comme vous le voyez ; et c'est avec raison qu'un célèbre docteur, Suarez, a dit que toutes les choses de ce monde, en tant qu'elles peuvent être matière d'actes surnaturels ou de vertus et de vices, rentrent dans le domaine de la législation canonique. (Suarez, *de legibus*. — Livre IV, ch. 11, n° 8). — Ne soyez donc pas surpris, si vous parcourez le *corpus juris canonici*, de voir la loi de l'Eglise présenter en si grand nombre des dispositions dont la société sécularisée s'attribue aujourd'hui le droit exclusif.

Après avoir étudié le pouvoir législatif dans son objet, nous l'avons considéré dans les sujets sur lesquels il s'exerce. Nous avons dit, d'abord, qu'il n'en est pas de l'Eglise comme des autres sociétés qui vivent sur cette terre. Pour celle-ci, c'est d'ordinaire le territoire qui détermine la nationalité ; le pouvoir des princes s'étend de l'Euphrate à la Méditerranée, des Alpes aux Pyrénées ; quiconque est né entre ces frontières, est soumis aux lois du royaume ; les étrangers même, quand ils transportent leur domicile sur

ces plages, doivent subir la plupart des lois qui régissent la population indigène.

L'Eglise au contraire ne connaît pas de frontières, son territoire embrasse les cinq parties du monde : et cependant elle ne reconnaît pas pour sujets tous les hommes qui les habitent. Car l'homme est incorporé au royaume de Dieu, non par le hasard de la naissance ni par le sang qui coule dans ses veines, ou le point du globe qui le vit naître ; mais par le caractère du baptême. Le caractère, comme nous l'apprend le Concile de Trente, est un signe spirituel, très-réel quoique non visible, ineffaçable, qui nous distingue aux yeux de Dieu et des anges, des enfants de colère encore souillés de la tache originelle. Marqué de ce signe, l'homme est soumis comme sujet à l'autorité sociale de l'Eglise. En vain le chrétien rebelle voudrait-il se soustraire à ses lois par l'apostasie, l'hérésie ou le schisme ; le crime de sa révolte ne le saurait délivrer des liens de dépendance qui l'engagent envers elle. Et c'est justice. Libre est l'étranger qui vient habiter la France, de solliciter les lettres de naturalisation ; mais une fois inscrit sur le registre de la nation, il en doit subir les lois sous peine de forfaiture. Ainsi en est-il de l'Eglise, société pour le moins aussi complète que la société civile. Et cette considération, qu'on ne saurait rejeter sans renier sa foi, nous explique pourquoi l'Eglise a poursuivi de ses rigueurs les apostats, les hérétiques et les schismatiques ; pourquoi elle les a traités non en étrangers, mais en fils révoltés. Elle justifie également le pouvoir que réclame l'Eglise sur les enfants baptisés, et le droit qu'elle a maintes fois exercé de les arracher à l'autorité paternelle, quand le foyer domestique devenait pour leurs âmes innocentes un séjour de corruption. Car si l'enfant baptisé appartient à la famille par les liens du sang, par ceux de l'esprit, il appartient encore plus à Jésus-Christ et à son Eglise.

Quant aux étrangers, juifs, musulmans, païens, qui n'ont pas été marqués du signe du baptême, l'Eglise ne leur im-

pose directement aucune de ses lois. Tout ce qu'elle peut sur eux, c'est de les tenir dans le respect de ses droits, de prévenir les scandales qu'ils pourraient donner et de les empêcher d'entraver le libre exercice de son ministère sacré. Elle peut à leur égard ce que peut un prince temporel envers les peuples étrangers et hostiles. Trop souvent attaquée par eux, elle a le droit de légitime défense. Mais jamais elle ne les a soumis à ses lois ; jamais elle n'essaya de les convertir par la violence. C'est pourquoi, instruits par l'histoire véridique, ne craignons pas de reléguer parmi les calomnies les accusations si souvent répétées contre l'Eglise, d'avoir usé de force pour amener à la foi chrétienne les nations juives ou infidèles.

La quatrième question était celle-ci : quels sont les dépositaires du pouvoir ecclésiastique ? Elle nous amenait, Messieurs, à traiter de la hiérarchie de l'Eglise. Jésus-Christ a-t-il fondé la société spirituelle sous forme de démocratie, avec un peuple souverain, et des représentants chargés par lui de porter les lois et de les faire exécuter ? L'a-t-il constituée comme une aristocratie, c'est-à-dire en a-t-il confié la direction aux membres d'une caste privilégiée, investis solidairement du pouvoir suprême et décrétant les lois à la pluralité des votes ? Ou, devant les temps, Jésus-Christ l'a-t-il formée comme l'une de nos monarchies parlementaires, ayant à sa tête un prince qui règne sans gouverner, assujetti comme le moindre de ses sujets aux volontés de la majorité ? Enfin, Jésus-Christ a-t-il constitué son Eglise en monarchie proprement dite, ayant en tête un prince tout-puissant, qui n'a d'ordres à recevoir que de Dieu, et auquel tous, grands et petits, individus et associations, doivent parfaite obéissance ?

A cette question, Messieurs, nous avons répondu l'Evangile en main, guidés par la tradition des Pères, l'enseignement des écoles théologiques et les définitions des conciles. Nous avons dit que l'Eglise a été établie sous forme de monarchie proprement dite, que son chef suprême, le

Pontife romain , a reçu , dans la personne de saint Pierre , pleine puissance de paître le troupeau de Jésus-Christ dont il est le vicaire sur la terre ; que toute autorité exercée dans l'Eglise est sous sa dépendance ; qu'il lui appartient de définir les vérités de la foi, de régler la discipline, d'administrer toutes les grandes affaires du royaume de Dieu ; que ses décrets obligent l'Eglise universelle et chacune de ses parties.

Nous avons ajouté pourtant que Dieu a donné au Pasteur suprême des aides dans le gouvernement de son troupeau. Le collège apostolique nous est apparu comme la forme de l'organisation hiérarchique. Or, saint Pierre n'était pas seul préposé au soin du troupeau. Il était le premier, le coryphée , suivant l'expression des Pères ; il possédait la plénitude du pouvoir spirituel ; mais, auprès de lui, le Sauveur avait placé les autres apôtres. Parlant à Pierre seul , il lui avait donné les clefs du royaume céleste, emblèmes de l'autorité sacrée ; mais, s'adressant aussi aux douze apôtres réunis , il leur donna en commun ces mêmes clefs du ciel ; et quand , sur le point de remonter vers son Père , Jésus instituait la mission apostolique , tous ensemble reçurent ordre d'aller à travers le monde , d'enseigner toute nation , de baptiser tout croyant et de faire exécuter les lois de l'Evangile.

Mais, avons-nous ajouté , le collège des apôtres se continue dans le corps des pasteurs préposés , avec l'Evêque de Rome , au gouvernement du troupeau. Pierre a donc pouvoir, seul ou avec le concours de ses frères dans l'apostolat , de porter les lois qui obligent l'universalité des fidèles et chaque Eglise particulière.

Il est ainsi deux manières pour le suprême Pasteur d'exercer l'autorité qu'il reçoit du Chef invisible de l'Eglise. Le plus souvent il porte ses décrets de sa seule autorité ; quelquefois , dans les circonstances plus solennelles et les nécessités plus urgentes , il convoque autour de lui le col-

lège épiscopal et décrète, avec l'assemblée plénière des pasteurs, les canons de l'Eglise universelle.

Nous étions amenés ainsi à traiter des conciles et des congrégations romaines. Parlant des conciles, nous avons étudié la constitution essentielle de ces grandes réunions de l'épiscopat ; nous avons dit ce qu'est un concile général ; quelle place y tient le Pontife romain ; quelle est la part des évêques, siégeant non comme simples conseillers, mais comme juges et législateurs ; nous avons vu comment, en ces assises solennelles, l'autorité descend du Pape, se communique aux évêques et conserve toujours la plus parfaite unité. Au-dessous des conciles généraux, dont la puissance embrasse l'univers chrétien, nous avons considéré les conciles particuliers, nationaux et provinciaux et les synodes diocésains ; nous avons dit quelle part ils avaient, eux aussi, dans le gouvernement de la sainte Eglise.

Puis nous sommes revenus sur nos pas ; nous avons considéré le Pape gouvernant par lui-même le troupeau de Jésus-Christ, et portant ses lois sans le concours du collège des évêques. Ici, nous avons proposé à votre admiration la savante organisation de la cour romaine. Car, Messieurs, quand nous disons que le Pape gouverne par lui-même, nous ne prétendons pas qu'il rejette les conseils des sages de l'Eglise, qu'il repousse le concours d'officiers subordonnés rompus par une longue habitude au maniement des affaires. Les rois les plus absolus, Louis XIV lui-même, travaillaient avec leurs ministres ; ils avaient leurs conseillers d'Etat, et tout en se réservant la décision dernière, ils traitaient avec eux les affaires importantes du royaume. Moins que personne, le Pontife romain ne néglige cette règle élémentaire de toute bonne administration. Quand, en vertu de son pouvoir souverain, il administre l'Eglise sans le concours du corps épiscopal, il s'entoure cependant de conseillers et de ministres. Les cardinaux, membres principaux de l'Eglise romaine, forment sa cour, c'est-à-dire le collège chargé de

lui venir en aide dans la direction spirituelle. En remontant jusqu'aux origines du Christianisme, nous trouvons toujours ce corps d'élite auprès du Pontife romain, et son importance lui a mérité le nom glorieux de Collège des cardinaux, comme si les membres dont il se compose étaient les gonds sur lesquels roule le gouvernement de l'Eglise universelle. Parcourons, en effet, nos annales sacrées; voyons les Pontifes romains, résidant à Rome, centre de leur souveraineté spirituelle, ou contraints par les persécutions, par les besoins de leurs ouailles, d'aller de contrées en contrées; nous les verrons toujours escortés de leurs conseillers, les cardinaux. C'est au milieu d'eux, en consistoire, qu'ils discutent les affaires, jugent les causes et portent leur sentence.

Longtemps les Papes du moyen âge, qui furent d'ordinaire de savants jurisconsultes, dirigèrent en personne la discussion des causes soumises à leurs décisions. Mais pouvaient-ils suffire à une si lourde tâche et intervenir personnellement dans les détails de tant d'affaires? Il fallait diviser les travaux. De là cette savante organisation de la cour romaine en congrégations de cardinaux, commencée depuis longtemps, à laquelle le grand pape Sixte V mit la dernière main. Cette forme d'administration, Messieurs, semble vulgaire aujourd'hui; elle est au fond celle qui a prévalu dans les sociétés modernes. Mais si nous nous reportons à trois siècles en arrière, alors que le droit administratif était à peine dans l'enfance, pourrait-on refuser son admiration à une institution due au génie d'un grand Pape, et qui a servi de modèle, soyez en sûrs, à nos systèmes d'aujourd'hui?

Nous avons étudié ces congrégations romaines; nous avons dit leur composition, leurs attributions, la valeur de leurs décisions; nous les avons vues, comme des tribunaux spirituels, participer à l'autorité du souverain, portant avec lui des lois nouvelles, amplifiant les anciennes, les interprétant authentiquement, les appliquant avec auto-

rité aux cas particuliers, procurant leur exécution et en punissant les transgresseurs ; agissant toujours sous l'autorité du Pontife romain et formant avec lui un même corps moral. Nous avons ainsi déterminé la place qu'elles occupent dans la formation de la loi canonique.

L'autorité législative de l'Eglise réside donc dans la sainte hiérarchie, dans le Pape et les évêques. Mais l'élément populaire en est-il complètement banni ? Oui, Messieurs, si l'on prétendait faire dépendre la valeur obligatoire de la loi de la volonté du peuple. Et pourtant, le gouvernement de l'Eglise, unit la suavité à la fermeté ; il consulte les intérêts du peuple ; il tient compte de sa volonté, et la communauté des fidèles occupe aussi sa place dans la formation de la loi canonique. La coutume, expression la plus sincère de la volonté du peuple, vrai suffrage universel, inaccessible aux malhonnêtetés qui violent parfois les urnes électorales ; la coutume, rejetée pourtant par la démocratie moderne, conserve toute sa force dans le gouvernement ecclésiastique ; avec les canons des conciles et les décrets des Papes, elle forme l'une des bases de sa législation. Cet élément du droit canon a été aussi l'objet de nos études ; nous avons dit à quelles conditions une coutume est légitime et obtient force de loi, et quelle valeur elle a pour abroger les lois anciennes, et parfois même pour arrêter l'établissement des nouvelles.

Ainsi s'est trouvée justifiée la définition du gouvernement de l'Eglise, donnée par un de nos plus grands théologiens : une monarchie tempérée d'aristocratie et de démocratie.

Voilà, Messieurs, le tableau bien complet des principes de la législation canonique. Après cette étude fondamentale, venaient les applications : nous avions à dire les sources auxquelles le canoniste doit puiser les éléments de la jurisprudence sacrée. Là, notre étude se divisait en deux parties : l'étude des documents originaux et celle des collections.

Après l'exposé des principes, il était facile de dire quelles

sont les sources originales de la jurisprudence de l'Eglise : les écritures et les traditions apostoliques, puis les canons des conciles, les décrets des Papes, les décisions des congrégations romaines, auxquels, pour le droit particulier, il faut ajouter les décrets des conciles nationaux et provinciaux, les statuts des synodes, les ordonnances épiscopales et les lois des instituts réguliers.

Mais ces lois de l'Eglise ont-elles été réunies en collection ? Et cette collection où la trouver ? Ici, Messieurs, nous n'avions pas à nous occuper de la législation particulière des provinces, des diocèses ou des communautés religieuses. Le détail en serait infini ; et comment en rassembler les monuments ? Notre étude se bornait donc à la législation générale, la seule qui d'ordinaire porte le nom de droit canon. Entrant dans ces intéressantes recherches, nous avons suivi, à l'aide de l'histoire, les développements de la jurisprudence de l'Eglise. C'était à la fin du iv^e siècle, les premières collections de canons de conciles, rédigés à l'usage des églises d'Orient ; puis ces mêmes collections, transportées dans les églises d'Occident et l'augmentant des canons des nouveaux conciles. Un peu plus tard, les décrétales des Papes sortaient des archives de l'Eglise romaine pour accroître ces précieux recueils. Au début, ces collections n'offraient pas d'autre ordre que celui de la chronologie ; mais peu à peu elles revêtaient une forme plus scientifique ; les compilateurs classaient canons et décrets selon l'ordre des matières ; ils les divisaient et plaçaient en tête des diverses séries des titres équivalant presque à un commentaire. Nous avons vu, enfin, cette lente élaboration aboutir au décret de Gratien, qui, même après la publication des collections authentiques, est l'une des bases du *corpus juris canonici*.

L'œuvre du moine bolonais était plus qu'une simple compilation, c'était un traité complet de législation. Des titres et des annotations enchâssaient les canons et les décrets des Papes et des conciles, les textes de l'Ecriture et

les sentences des Pères, souvent aussi les lois impériales ; on avait là un tout continu, un traité didactique et pratique des lois de l'Eglise.

Ainsi se formait définitivement à Bologne la science du droit ecclésiastique, tandis qu'à côté des décrétalistes les romanistes donnaient de merveilleux développements aux études de la jurisprudence civile. A la même époque, l'Université de Paris, grâce aux travaux de Pierre Lombard et à son livre des *Sentences*, donnait à la théologie scolastique son cadre définitif et sa vraie physionomie.

Un grand pas était fait ; mais un plus grand était encore à faire. Malgré son incontestable supériorité sur les travaux antérieurs, malgré la domination qu'il exerçait dans les écoles, au *Decretum* de Gratien manquait l'autorité juridique. Il restait l'œuvre d'un particulier. Aussi l'Eglise en était-elle réduite à envier les conditions de la société civile en fait de législation. L'Empire romain, sur son déclin, avait reçu de Justinien les Pandectes, le Code, les Nouvelles, les Institutes ; œuvre imparfaite, sans doute, comme tout ce qui sort de la main des hommes ; c'était pourtant la plus belle compilation des lois, dans laquelle se reflétait la sagesse des anciens Romains, et trop souvent aussi leur implacable rigueur. Grâce à ses livres de lois, Rome, en pleine décadence et au milieu des ruines entassées par les barbares, avait conservé un reste de ses grandeurs.

Pendant plusieurs siècles, il est vrai, la loi romaine sembla sommeiller en Occident. Mais elle se réveillait sous l'influence des empereurs d'Allemagne, et devenait entre les mains de ces puissants potentats l'instrument principal de leur ambition. Les Pontifes romains comprirent la grandeur de l'œuvre de Justinien ; ils virent aussi l'abus qu'on en faisait déjà et les dangers qui en devaient résulter pour la société chrétienne ; ils sentirent la nécessité d'opposer aux envahissements de la jurisprudence civile les collections authentiques du droit sacré. De même que l'Empire avait son *Corpus juris civilis*, il fallait à l'Eglise son *Corpus*

juris canonis. De grands Papes, tels que Innocent III, Honorius III, entreprirent cette rude tâche ; plusieurs compilations parurent par leurs soins ; mais, restées incomplètes, elles n'atteignirent pas le but que se proposaient ces Pontifes. A Grégoire IX, l'un des plus illustres princes qui soient montés sur la chaire de saint Pierre, était réservée la gloire de mener à bonne fin cette grande entreprise. Pour le seconder dans son œuvre, la Providence lui donna le célèbre enfant de saint Dominique, saint Raymond de Pégnafort, le même qui, préposé au gouvernement général de son ordre, devait être le protecteur de saint Thomas d'Aquin. Nous avons dit par quels immenses travaux ce célèbre canoniste accomplit dans l'étude du droit une œuvre qui ne le cède pas en importance à la somme du docteur angélique.

Aux cinq livres des décrétales vinrent se joindre le *Sextus* de Boniface VIII, les Clémentines de Clément V, enfin les bulles de Jean XXII, qui, pour n'avoir pas été insérées dans les livres des décrétales, ont conservé le nom d'*Extravagantes*. Là s'arrête l'œuvre des collections authentiques. Les lois pourtant se sont multipliées, car les Papes n'ont pas cessé de publier des bulles ; tous les conciles, réunis depuis le xiv^e siècle, ont continué à édicter leurs canons, et les congrégations romaines, instituées depuis cette époque, ont également porté des lois et des déclarations authentiques. Mais ni les bullaires, ni les actes des conciles, ni les collections des décisions des congrégations romaines, si l'on en excepte celles de la congrégation des rites, n'ont de valeur légale. Œuvres de simples particuliers, elles sont d'un immense secours pour l'étude des lois ecclésiastiques, mais elles ne font pas autorité.

Voilà, Messieurs, en résumé quels ont été nos travaux durant une première année. Ces études laborieuses n'auront pas été, je l'espère, sans fruit et sans intérêt. L'assiduité avec laquelle vous les avez suivies et la bienveillante attention que vous m'avez accordée, m'en sont une preuve

en même temps qu'elles sont ma meilleure récompense des fatigues de l'enseignement.

Et maintenant, nous commençons une nouvelle année; après quelques mois de repos, nous rentrons dans la carrière. Quelles sont les régions que nous allons explorer ensemble? Je voudrais pouvoir avec vous entrer à pleines voiles dans l'explication des décrétales, suivant la méthode encore en usage dans l'université romaine, c'est-à-dire, exposer sommairement l'objet de chaque titre, l'idée qui le domine, les besoins auxquels il répond, les dispositions légales qu'il renferme, enfin, les modifications qu'il a subies par suite des conditions présentes de la société. Quel intéressant sujet d'études! Nous l'aborderons bientôt ensemble, si, comme je l'espère, la Providence écarte de notre université naissante les orages qui semblent la menacer. Mais vous ne m'en voudrez pas de vous retenir encore un peu de temps dans la région des principes. Car nous ne l'avons pas explorée tout entière : quelques questions de la plus haute importance, surtout dans les temps où nous vivons, nous restent encore à exposer. Veuillez en juger vous-mêmes.

Nous avons jusqu'ici considéré l'Eglise en elle-même, dans sa constitution absolue. Tout ce que nous avons dit de son pouvoir législatif est vrai, lors même qu'elle serait seule société vivant en ce monde. Et cependant à côté d'elle vit la société civile. Par leur origine, leur organisation, leurs moyens d'action, leur but final, l'Eglise et l'Etat sont deux sociétés bien différentes, sans doute; mais elles ne peuvent vivre en ce monde sans se rencontrer sur le même terrain. Que de conflits surgissent naturellement de ces relations incessantes! et comment les conjurer? L'empire païen essaya de trancher la difficulté en défendant à l'Eglise de vivre; elle livra les chrétiens aux bourreaux. Mais, contre ses prévisions, le sang des martyrs fut une semence de chrétiens, et, après trois siècles de combat, l'Eglise était plus prospère que jamais.

Je n'entreprendrai pas, Messieurs, de vous dire comment se forma la société chrétienne dès le règne de Constantin ; comment elle se développa ; quel accord s'établit, surtout au moyen âge, entre le pouvoir religieux et l'autorité civile. Je passerai aussi sous silence les tristes événements qui firent cesser cette heureuse harmonie. Dans la nouvelle Faculté des lettres, à laquelle nous souhaitons la bienvenue avec tant de bonheur, un savant professeur vous retracera dans toute leur vérité les vicissitudes par lesquelles a passé la société issue du Christianisme. Je vous rappellerai seulement qu'à la suite de déplorables conflits, il en fallut venir à des accommodements, qui, dans le langage de l'Eglise, portent le nom de *Concordat*. Ces Concordats font eux aussi partie de la législation canonique ; ils rentrent donc dans le cadre de nos études. Quelle place leur ferons-nous ?

Au nombre des cours institués dans les Facultés de droit civil, un rang distingué est acquis à celui qu'on appelle du Droit des gens, qu'on nommerait mieux peut-être Droit international. Il a pour objet les principes généraux qui règlent les relations d'Etat à Etat, et les traités particuliers conclus entre différentes nations.

L'Eglise, elle aussi, a son Droit international, dont l'étude embrasse les principes généraux sur lesquels reposent ses rapports avec les sociétés civiles, et les conventions que le pouvoir spirituel a conclues à différentes époques avec l'autorité séculière. Et ces diverses conventions ont eu pour effet non-seulement de régler à l'amiable les points en litige entre les deux pouvoirs, mais aussi d'introduire d'importantes modifications dans le droit qui régit les églises d'une contrée.

La matière des Concordats appartient donc à double titre au traité des principes et des sources du droit canonique, et notre travail demeurerait incomplet s'il n'embrassait cette importante question.

L'étude que nous en ferons comprendra donc d'abord

les principes généraux sur les droits de l'Eglise en présence des puissances séculières, et, par conséquent, les questions si agitées du *regio-placet*, de l'*exequatur*, de l'appel comme d'abus. Les libertés de l'Eglise gallicane, recueillies par Pierre Pithou et résumées dans la déclaration de 1682, trouveront là leur place. Est-il nécessaire, Messieurs, de vous dire de quelle importance sont aujourd'hui ces questions ? Qui d'entre vous ignore à quel point ont été faussées les idées de la génération moderne, quand il s'agit du droit politique de l'Eglise ? Le *Syllabus*, ce monument impérissable du pontificat de Pie IX, si peu connu, si mal interprété, et qu'il faudra bien un jour expliquer dans nos leçons, a dû enregistrer en grand nombre les propositions contraires à ces droits.

A cet exposé général succédera celui des Concordats considérés en eux-mêmes. Nous dirons de quelle nature sont ces célèbres conventions entre les deux puissances : en quoi elles ressemblent à des traités proprement dits, en quoi elles en diffèrent. Ensuite nous nous attacherons plus particulièrement au Concordat qui régit actuellement les églises de France ; nous dirons les modifications qu'il a introduites dans la discipline de nos diocèses, et comment, en se combinant avec le droit commun, il forme la loi pratique qui nous dirige aujourd'hui. Enfin, la question du Concordat nous amènera comme naturellement à parler des articles organiques, frauduleusement ajoutés par le Premier Consul aux arrangements consentis par le Siège apostolique ; vous savez pourtant avec quelle mauvaise foi nos adversaires affectent de les confondre avec le Concordat lui-même.

En abordant ces questions, Messieurs, nous ne nous faisons pas illusion ; nous ne prétendons pas ressusciter un passé que nous pouvons regretter, sans qu'il soit en notre pouvoir de le faire revivre. Mais si le passé ne doit plus revenir avec ses institutions anciennes, Dieu est assez puissant pour ramener des jours meilleurs où, sous des formes

nouvelles, les droits sociaux de l'Eglise reprendront leur place dans les constitutions des peuples chrétiens. Notre devoir est de travailler dans notre modeste sphère, à cette restauration religieuse. N'aurions-nous d'ailleurs abouti par nos enseignements, qu'à protester contre le discrédit où semblent tomber les principes de la politique ecclésiastique, notre peine ne serait pas perdue. Le Sauveur disait : *La vérité vous délivrera*. Et notre bien-aimé Pontife Pie IX aimait à répéter cette parole, quand il détournait les fidèles de funestes compromis avec les faussetés du libéralisme. Nous exposerons donc la vraie doctrine de l'Eglise sans déguisement, demandant à Dieu qu'il la répande dans nos âmes comme une semence, et que, fécondée par sa grâce, elle produise un jour une florissante moisson (1).

(A suivre.)

G. DESJARDINS, S. J.,

Professeur de droit canon à la Faculté libre de Droit de Toulouse.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Résumé doctrinal et pratique de divers points de législation et de jurisprudence.

Nous recevons de M. Gonnet, avoué à Bourges, un article important sur l'enseignement primaire. — Nous craindrions, en le publiant *in extenso*, de répéter plusieurs points déjà développés par nous. — Mais ce travail doctrinal résumant tout ce qui a été dit sur la matière et élucidant des points pratiques nouveaux et actuels, nos lecteurs nous sauront gré de leur en donner la substance.

1^{re} QUESTION. — *Dans une commune où l'instruction primaire est entièrement gratuite, le maire a-t-il le droit d'exiger que les enfants ne soient pas reçus sans une carte d'admission délivrée par la mairie?*

Le maire n'a pas ce droit. La carte n'a de raison d'être

• (1) Les questions importantes qui viennent d'être indiquées dans cet article seront traitées dans la *Revue* par l'éminent professeur.

que lorsque, dans les écoles payantes, un certain nombre d'enfants sont reçus gratuitement. Le maire délivre alors une carte aux enfants reçus gratuitement, pour faciliter le règlement de comptabilité du receveur municipal.

Si le maire faisait à cet égard un arrêté, il faudrait recourir au préfet, et si le préfet a approuvé l'arrêté, on peut se pourvoir d'abord au ministre, puis, par voie contentieuse, devant le Conseil d'Etat.

Il est bon de dire que lorsqu'on recourt au ministre, il est toujours utile de le faire par l'intermédiaire d'un avocat à la Cour de cassation.

Le pourvoi doit être fait de préférence par le père de famille, qui est plus indépendant que l'instituteur et qui n'a pas de risques à courir.

2^{me} QUESTION. — *Le maire a-t-il le droit d'empêcher les enfants âgés de plus de treize ans de fréquenter l'école primaire ?*

L'article 21 de la loi du 10 avril 1867 défend de recevoir des enfants au-dessous de six ans s'il existe dans la commune une salle d'asile publique ou libre, mais la loi ne parle pas de l'âge après lequel les enfants ne pourront pas être reçus. Le maire est incompétent pour réglementer cet âge ; il en est de même du préfet. S'il le faisait, on pourrait recourir au ministre et au Conseil d'Etat, comme ci-dessus. — Le Conseil départemental seul a le droit de faire cette réglementation ; s'il avait fixé un âge, comme treize ans ou quinze ans, il faudrait bien s'y tenir ; mais il paraît plus sage de laisser aux parents le soin de savoir quand leurs enfants doivent quitter l'école.

3^{me} QUESTION. — *L'instituteur congréganiste peut-il être remplacé par un laïque et réciproquement, au gré des autorités locales ?*

La loi du 14 juin 1854 donne aux préfets le droit de nomination des instituteurs communaux, *les conseils municipaux entendus.*

Le préfet n'est pas obligé de suivre l'avis émis par le conseil municipal.

Il n'a le droit de nomination que dans les cas de *décès, démission ou révocation de l'instituteur*.

La circulaire récente de M. Bardoux autorise, sans distinction de cas, les conseils municipaux, en session régulière, à formuler un avis sur l'option entre congréganistes et laïques, s'ils le jugent à propos, et semble engager les préfets à tenir compte de ces avis.

Cette circulaire modifie d'une manière absolue les conditions dans lesquelles a eu lieu depuis vingt-cinq ans la nomination des instituteurs primaires; elle est en contradiction avec toutes les circulaires ministérielles précédentes, émanant de ministres qui connaissaient parfaitement la pensée et les intentions de l'auteur du décret de 1852; et contenant l'explication la plus autorisée des dispositions de ce décret. Elle est en contradiction avec un vote explicite du Sénat en 1862. Enfin, elle met les instituteurs dans un état précaire et les soumet à toutes les fluctuations de la politique. — Il reste à savoir si le Conseil d'Etat, qui a tant de fois proclamé et appliqué les principes du droit en cette matière, acceptera les principes nouveaux de la circulaire.

4^{me} QUESTION. — Dans le cas d'expulsion par la force, à qui l'instituteur doit-il recourir pour obtenir prompt justice?

L'article 806 du Code de procédure civile s'exprime ainsi : Dans tous les cas d'urgence, ou lorsqu'il s'agira de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre exécutoire, il sera procédé par la procédure prescrite par les articles 807 et suivants.

La demande est portée devant le président du tribunal par assignation en référé, afin qu'il soit statué d'urgence et par provision, sauf examen ultérieur du principal.

Qu'il y ait convention écrite ou simplement verbale, le

provisoire doit être conservé, la violence ne pouvant créer un droit. L'instituteur a pour lui son titre et sa jouissance, il a un droit civil et par suite le juge civil est compétent pour connaître de ses droits lésés. Le tribunal civil jugera la question du fond, après le provisoire apprécié par voie d'urgence.

Il est bon d'employer toujours la voie du référé pour lutter contre la violence, comme la voie la plus prompte et la plus rapide.

5^e QUESTION. — *L'instituteur congréganiste, auquel le conseil municipal refuse le traitement conventionnel et veut allouer le traitement minimum, a-t-il le droit de solliciter du préfet l'inscription d'office au budget de la commune, du traitement fixé par la convention ?*

Si la commune refuse le traitement conventionnel, on doit revenir au traitement légal, et l'instituteur congréganiste peut toujours le demander; or, ce traitement légal est ordinairement beaucoup plus fort que le traitement conventionnel (1). Cependant, il sera toujours meilleur de

(1) L'article 10 de la loi du 10 avril 1867 fixe le traitement dans les écoles de la manière suivante : 1^o traitement fixe de 200 fr.; 2^o produit de la rétribution scolaire; 3^o traitement éventuel calculé à raison du nombre d'élèves gratuits admis à l'école d'après le taux de rétribution stipulé; 4^o supplément accordé à tous instituteurs dont le traitement fixe et éventuel avec la rétribution scolaire n'atteignent pas les minima fixés par les lois précédentes.

L'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1875 formule le chiffre des traitements minima, qui varient de 900 à 1,200 fr.

Ces traitements fixés par la loi sont obligatoires pour les communes à défaut d'un traitement fixé par convention. L'article 6 de la loi précitée les rend obligatoires également au profit des instituteurs congréganistes, dont la situation n'est pas réglée par une convention particulière.

Il suit de là que l'instituteur congréganiste doit être traité suivant le droit commun et absolument comme l'instituteur laïque, bénéficiant des articles 9 et 10 de la loi du 10 avril 1867, modifiée par l'élévation du traitement minimum par la loi de 1875.

revenir au traitement conventionnel et de prier le préfet de l'inscrire d'office.

6^e QUESTION. — *La convention entre l'instituteur congréganiste et une commune étant expirée, l'instituteur perd-il par cela même son titre dans la commune ?*

Non ; tout ce qui en résulte, c'est que si la commune ne veut pas renouveler la convention, l'instituteur reste dans les conditions de droit commun. Il ne peut être changé qu'en cas de décès, révocation ou démission ; or aucun de ces cas n'existe dans l'espèce.

7^e QUESTION. — *Quel recours a l'instituteur congréganiste contre un membre d'un conseil municipal qui l'a diffamé dans un rapport écrit et en plein conseil ?*

Art. 1382, Code civil : « Tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

L'instituteur lésé fera bien de choisir l'action civile en dommages-intérêts comme voie plus certaine, et de réclamer dans son action et comme dommages-intérêts, l'insertion *parte in quâ*, du jugement à intervenir, dans un ou plusieurs journaux.

En effet, en supposant même que dans ce cas l'action en diffamation ne soit pas recevable, et que les registres de la mairie ne soient pas considérés comme publics, la Cour de cassation a, par un arrêt de rejet du 19 janvier 1875, sur arrêt de la Cour de Montpellier, décidé que si la diffamation n'a pas été rendue publique par l'un des moyens prévus par l'article 1^{er} de la loi de 1819, cette diffamation peut constituer néanmoins un quasi-délit et servir de base à une action en dommages-intérêts (1).

HENRI GONNET, *avocat à Bourges.*

(1) Voir, pour toutes les questions précédentes, la brochure extraite de la *Revue catholique des institutions et du droit*, publiée par M. Oudin, rue Bonaparte, 51, Paris, 3^e édition ; et les articles sur la matière publiés par la *Revue* depuis quelques mois.

LES LETTRES MONITOIRES

ET LEUR EMPLOI DANS LE DIOCÈSE DE VIENNE , D'APRÈS
DES DOCUMENTS ORIGINAUX.

Cette étude sur un instrument judiciaire aujourd'hui disparu, n'a plus, pour ainsi dire, qu'un intérêt archéologique.

Cet intérêt m'a paru suffisant, toutefois, pour fixer un instant l'attention des personnes curieuses des choses du passé et désireuses de connaître, par des monuments authentiques, les formes, même surannées, de certains actes qui concouraient à l'exercice de la justice, en France, jusqu'aux premières années de ce siècle.

La dernière trace que nous retrouvons des Lettres Monitoires, dans notre législation, est un décret du 10 décembre 1806, qui en autorise l'usage en confiant au ministre de la justice exclusivement, le droit d'en requérir la délivrance.

Le Monitoire ou *Lettre Monitoire*, était, à proprement parler une citation juridique et publique, lancée et publiée par l'autorité ecclésiastique, sous des formes et dans des conditions que j'aurai à faire connaître.

Cette citation emportait avec elle la menace des censures canoniques, c'est-à-dire de l'excommunication, et cette peine était effectivement la sanction finale des injonctions contenues dans le Monitoire.

Les Lettres Monitoires n'étaient délivrées, en France surtout, que par l'autorité diocésaine, c'est-à-dire, par l'Evêque ou par ses représentants à ce désignés, tels que les vicaires généraux et les officiaux, et plus généralement par ces derniers, qui étaient chargés de la juridiction contentieuse du diocèse. Elles étaient accordées à la demande des officiers de la justice royale ou des justices seigneu-

riales, ainsi qu'à la requête de la partie civile, autorisée à ces fins par les officiers de la justice à ce compétents.

Lorsque les nécessités pressantes de l'intérêt spirituel de leur diocèse le réclamaient, les Evêques pouvaient décerner d'office des *Monitoires*, et cet usage est confirmé par des arrêts, entre autres par un arrêt du Conseil privé de 1646 en faveur de l'Evêque de Bazas, pour recueillir les preuves de doctrines prêchées par un sieur d'Abadie.

Les Lettres Monitoires avaient pour but, en effet, sous leurs formes et degrés divers, d'amener à révélation, puis finalement à réparation, les auteurs, complices et témoins des crimes et des délits au sujet desquels on n'eût pu obtenir, dans la plupart des cas, les preuves suffisantes et les réparations désirables, par les voies ordinaires de la procédure.

Elles ne devaient, sous peine d'irrégularité, porter que sur les faits énumérés et spécifiés dans la requête qui les motivait.

Les auteurs, complices ou témoins des faits articulés, n'étaient tenus eux-mêmes à réparer et à révéler, que dans les limites des obligations créées par les termes des Monitoires, suivant les intentions du complainant et celles du juge ecclésiastique qui avait accordé les Lettres.

Elles ne pouvaient être signifiées aux personnes, qu'elles visaient d'ailleurs en termes généraux seulement, mais elles pouvaient être affichées dans tous les lieux où leur publication avait été jugée utile.

Les parties intéressées à former opposition à ces sortes d'actes, pouvaient le faire devant la juridiction qui en avait autorisé l'obtention, et cette opposition devait être vidée dans les trois jours. Dans plus d'un cas, les cours de Parlement ont été appelées à se prononcer sur la nullité, le défaut de forme ou de compétence de ces actes de la juridiction ecclésiastique.

Elles étaient donc comme un instrument moral et canonique mis au service de l'autorité civile par le pouvoir

ecclésiastique, qui pouvait en user lui-même dans les cas où ses intérêts étaient en question.

Elles présentent ce caractère particulier et intéressant, d'émaner du pouvoir spirituel, de la puissance ecclésiastique sur le for intérieur de l'homme, et de servir à l'accomplissement des devoirs de la justice séculière pour des fins purement temporelles dans le plus grand nombre des cas.

Les Lettres Monitoires portaient avec elles, sous la forme comminatoire et éventuelle d'abord, l'excommunication, contre ceux qui n'avaient point égard à leurs sommations dans les délais qui y étaient déterminés. Puis la méconnaissance et l'inexécution de ces sommations entraînaient des injonctions plus sévères et des peines canoniques plus graves, contenues dans des formules distinctes et dans des actes successifs dont cette étude a principalement pour but de faire connaître la teneur et les applications diverses.

Les censures de l'Eglise étaient ainsi proportionnées à la gravité et à la persistance de la contumace.

L'usage des censures et des excommunications publiques remonte à une époque très-reculée dans l'Eglise chrétienne.

Les Lettres de saint Basile, évêque de Césarée, et celles de saint Grégoire de Nysse son frère, qui écrivaient au iv^e siècle de notre ère, nous signalent déjà cette intervention des peines canoniques dans la répression des actes criminels, des violences et des déprédations, et la pénitence publique était même prescrite par l'Eglise dans certains cas.

Saint Augustin confirme le même fait dans sa correspondance avec Macédonius, ancien patriarche de Constantinople et chef d'hérésiarques, lorsque parlant des déprédateurs il leur dit (1) : Quand nous voyons qu'ils ne veulent

(1) Epître 54.

pas rendre (le bien d'autrui) et que nous savons qu'ils peuvent le faire, nous les reprenons, nous les menaçons, les uns en particulier, les autres en public, selon la différence des personnes, tâchant de proportionner les remèdes à leur portée, et prenant garde de ne les pas jeter en plus grands excès à la ruine des autres; nous les *séparons* même quelquefois de la communion du saint autel, à moins que la crainte de quelque chose de pis ne nous en empêche. »

Voilà bien, en effet, une indication de cet usage de l'excommunication pour des faits d'un ordre temporel, mais qui relevaient dans une certaine mesure de la bonne conduite des âmes.

Toutefois, ces sévérités canoniques, dont les plus puissants monarques se montraient eux-mêmes effrayés, n'étaient fulminées qu'avec beaucoup de réserve pendant les premiers siècles de l'Eglise.

Ce n'est guère qu'à partir du ^{xiii}e siècle, et sous le pontificat d'Alexandre III (1159-1181), que la puissance ecclésiastique se servit d'une façon plus régulière et plus fréquente des censures canoniques, afin de se défendre contre les exactions et les rapines dont elle avait alors à souffrir, au milieu des troubles et des guerres qui agitaient l'Europe.

C'est dans les actes émanés de ce pontificat admirable que l'on trouve la première réglementation relative à l'usage des Lettres Monitoires, et c'est en réalité à ce saint Pontife qu'il faut faire remonter l'introduction de ces Lettres dans le domaine judiciaire.

L'usage s'en généralisa peu à peu dans les siècles suivants, et le Pape Jean XXII nous fournit dans l'*extravagante de furtis*, l'une des « *extravagantes communes*, » la première peut-être des formules régulières et complètes des Lettres Monitoires, à l'occasion d'un vol d'objets précieux dérobés à la sacristie de l'église de Lucques, et qui appartenaient au trésor de l'église de Rome.

Nous suivons ainsi, jusqu'au ^{xiv}^e siècle, l'emploi de ces Monitoires et nous arrivons au Concile de Constance dont l'autorité fut même sollicitée pour délivrer un Monitoire à l'Evêque de Trente, contre le duc d'Autriche, Frédéric, qui refusait de rendre des biens dont il jouissait au préjudice de l'Evêque.

Ce Monitoire est d'autant plus digne d'être mentionné qu'il était conçu dans les termes et suivant la formule qui étaient encore en usage au siècle dernier.

Il nous fournit aussi un exemple de la sanction rigoureuse, dont sa publication devait être suivie à l'expiration des délais prescrits pour la réparation du préjudice causé, car le duc Frédéric, n'ayant tenu aucun compte de ce Monitoire, fut excommunié ainsi que ses complices, dans toutes les formes canoniques alors usitées dans l'Eglise.

Les bons effets que l'Eglise retirait pour la défense de ses propres biens, de l'usage des censures, aida puissamment à l'extension de cet usage et à son introduction dans les affaires laïques, et l'on arriva à employer les Lettres Monitoires, non-seulement pour agir directement contre les coupables, mais encore pour obtenir les révélations des complices ou des témoins des faits criminels. Le Concile de Trente définissait ainsi le but des Monitoires : *ad finem revelationis, aut pro deperditis seu substractis rebus*. On verra par la suite que cette définition embrasse en effet la plupart des cas dans lesquels les Lettres Monitoires étaient requises et délivrées.

Le Concile de Trente, dont je viens de parler eut lieu de 1545 à 1563. Il autorisa cet usage, en recommandant toutefois aux évêques une grande circonspection dans la concession des Monitoires, afin qu'elles ne pussent être mises au service de causes minimes et sans importance sérieuse, et ce Concile n'admettait pas l'intervention des juges laïques dans la délivrance des Monitoires.

Si l'on cherche par quelles considérations d'un ordre

moral et religieux, par quelle application de l'autorité disciplinaire de l'Eglise, les Lettres Monitoires ont pu être affectées aux causes temporelles et laïques, alors que dans le principe elles ne servaient qu'aux intérêts ecclésiastiques, on en trouve l'explication dans saint Thomas, qui, parce qu'en causant un dommage considérable au prochain, on blesse la justice et l'on pèche mortellement, estime que dès lors l'Eglise a qualité pour obliger par les moyens en son pouvoir, à la réparation de ce péché.

Elle exerce ainsi une action de son ministère divin en contribuant au salut des âmes, en les amenant à résipiscence et à réparation.

Je n'insisterai pas davantage sur cette justification doctrinale de certains emplois des Monitoires; mais il était utile de la faire connaître, car elle donne la clef de toutes les applications aux affaires purement temporelles. Cette conception spiritualiste de l'extension des censurés ecclésiastiques, est tout entière dans cette maxime de saint Thomas : « *Quia in damnificando aliquem corporaliter vel in rebus temporalibus, aliquis mortaliter peccat, et contra charitatem facit; ideo pro damno temporali illato, Ecclesia aliquem excommunicare potest.* »

Le Concile de Trente avait exprimé cette crainte que le glaive de l'excommunication ne produisit plus un effet salutaire sur les esprits s'il était mis au service de causes frivoles, telle que la soustraction d'objets de valeur peu considérable.

Gerson, avait émis une opinion tout à fait conforme à ces vues, qui, d'ailleurs, et deux siècles plus tard, avaient si bien été admises, que nous voyons l'ordonnance donnée à Orléans, par Charles IX, en janvier 1560, stipuler certaines réserves dans le même sens.

Ainsi, l'article 18 de cette ordonnance dit : « Ne pourront aussi les prélats, gens d'église et officiaux, décerner monitions et user de censures ecclésiastiques, sinon pour crime et scandale publics. »

La teneur de cet article fut, toutefois, l'objet de plaintes et de réclamations de la part du clergé, dont l'action pouvait être très-arbitrairement restreinte par l'application des dispositions assez vagues de l'ordonnance de 1560.

L'article 18 de l'ordonnance royale du 16 avril 1571, rendue à Paris par Charles IX, en modifia la portée dans un sens plus conforme à l'autorité des Canons. Voici cet article :

« Et, pour faire cesser toute difficulté en l'article dix-huitième de nos ordonnances faites à Orléans, l'an 1560, avons ordonné que les prélats, pasteurs et curés pourront user des Monitoires et censures ecclésiastiques, es cas qu'il leur est permis par les saints décrets et Conciles. »

Cet article fut vérifié au Parlement, à la charge que les ecclésiastiques ne pourraient être excommuniés pour argent par eux dû, sauf à leurs créanciers à procéder par voie d'exécution sur les biens meubles, etc...

Mais, par arrêt du 22 septembre 1571, il fut ordonné que les gens d'église pourraient procéder par censures ecclésiastiques, pour raison des jugements par eux donnés.

Enfin, l'article 23 de l'ordonnance de Louis XIII, de janvier 1629, est également limitatif de l'usage des censures ecclésiastiques, auxquelles elle soustrait les officiers et juges royaux, à raison de leurs charges, et ce sous peine de saisie du temporel des prélats et prêtres, qui se rendraient coupables de quelque infraction à cette disposition des ordonnances.

Je dois le faire remarquer, d'ailleurs, cet article a pour but d'éviter les empiètements d'une juridiction sur l'autre, et l'article 31 de la même ordonnance contient une défense semblable aux officiers et juges royaux de connaître des affaires ecclésiastiques.

Cette application du principe de la séparation des pouvoirs était peut-être utile à ces époques où la multiplicité des juridictions, des tribunaux, des officiers de justice, était de nature à créer d'assez nombreux conflits et d'inextrica-

bles difficultés, dans la détermination précise et indiscutable des compétences.

Les procureurs, les avocats et tous les auxiliaires de la justice avaient alors, au milieu de ce dédale de l'organisation judiciaire, un rôle et un intérêt qui sont considérablement réduits aujourd'hui, avec la simplification, toute relative d'ailleurs, de notre système judiciaire et de notre législation.

L'article 35 des déclarations relatives aux libertés de l'Eglise gallicane, stipula que les Monitoires ne pourraient être employés contre les coupables connus, que la justice séculière avait les moyens de poursuivre et de réprimer, mais seulement contre les coupables inconnus que la justice était impuissante à obliger à la réparation du dommage causé à autrui.

L'on retrouve, il faut bien le remarquer, dans les dispositions des ordonnances, dans celles des arrêts des Parlements, relatifs à l'usage des Monitoires en France, la constante préoccupation de la défense des prétendues libertés de l'Eglise de France, de l'inviolabilité de ses privilèges, de ses juridictions et de sa hiérarchie, contre *les envahissements de la Cour de Rome*.

Ainsi, lorsque les Monitoires fulminés par les officialités diocésaines ne produisaient pas des résultats utiles, on fut longtemps dans l'usage de solliciter du Saint-Siège lui-même des Lettres Monitoires. On était fondé à espérer de ces actes un effet plus considérable et plus immédiat sur l'esprit des fidèles, en raison du prestige et de l'autorité qui étaient attachés aux injonctions directes du Chef de l'Eglise.

Mais cette intervention de la Cour de Rome dans les affaires qui relevaient de la juridiction épiscopale, ne tarda pas à fournir le prétexte de difficultés de la part de pouvoirs ombrageux.

Elle donna ouverture à des appels comme d'abus. Et ces actes étaient, dès lors, assez mal accueillis par la jus-

tice du pays et sujets à contestation de la part des juridictions en dehors desquelles ils avaient été obtenus, aussi bien que de la part des tiers intéressés à décliner leur autorité.

Dans les autres pays catholiques, au contraire, ces actes pontificaux, connus sous le nom de *rescripts en forme de significavit*, étaient reçus sans toutes ces difficultés.

Partout, d'ailleurs, les Evêques, leurs vicaires généraux, ou leurs officiaux, étaient chargés d'en assurer l'exécution, sous les réserves déterminées par la Bulle de Pie V, du 27 juin 1570. Dans ce cas, ces ecclésiastiques agissaient non comme *ordinaires*, mais comme délégués du Saint-Siège, c'est-à-dire *auctoritate apostolica*, qualité qui implique dans une certaine mesure l'immixtion de Rome dans les affaires intérieures du royaume, et qui, à ce seul titre, devait éveiller les préoccupations gallicanes dont j'ai parlé plus haut.

En 1604, le Parlement de Paris le montra très-clairement dans la vérification des Bulles du cardinal de Lorraine, légat *a latere* de Grégoire XIV. Il ordonna, en effet, que ce légat ne pourrait délivrer de Lettres monitoires en forme de *significavit*.

Antérieurement déjà (1569), le même Parlement avait ordonné que ces rescripts ne fussent publiés qu'avec l'autorisation de la Cour du ressort.

Enfin, nous devons ajouter que lorsque le *Monitoire* émanait d'un autre Evêque que celui du diocèse dans lequel le *Monitoire* devait être appliqué, il était indispensable d'obtenir la permission de l'ordinaire du lieu où il devait être lu, et un mandement de cet ordinaire à tous les curés et prêtres qui en donnaient lecture.

(A suivre.)

PAUL D'ALBIGNY.

L'IDÉE RELIGIEUSE DANS LES ACTES PUBLICS.

La Revue catholique des Institutions et du Droit s'efforce de préparer la restauration du droit chrétien dans nos lois. Assurément, nulle entreprise n'est plus louable. Mais que de choses à faire dans cet immense champ d'action, que de réformes à obtenir, et aussi, hélas ! combien de temps, combien de patients et persévérants efforts faudra-t-il pour marquer enfin de l'empreinte chrétienne une législation qui, depuis un siècle, répudie systématiquement toute inspiration religieuse !

Peut-être y aurait-il un moyen pour les catholiques de hâter l'heure de cette réforme nécessaire et, tout au moins, de protester effectivement contre l'athéisme des lois modernes ? Ce moyen, simple et pratique, à la portée de tout le monde, consisterait à introduire, toutes les fois que l'occasion s'en présenterait, dans les actes publics, l'esprit chrétien banni de nos Codes.

Développons notre pensée.

Lequel d'entre nous, en lisant les anciens actes dressés par les notaires avant la Révolution, n'a eu maintes fois l'occasion de remarquer les religieuses formules que ces actes contiennent ? Quand on parcourt notamment les actes testamentaires et les contrats de mariage dressés à cette époque, on voit les parties y faire constamment appel à la protection divine et à l'intervention de l'Eglise. Dans ces graves conjonctures, ce n'était point assez pour nos pères de la solennité du contrat civil et de l'acte notarié, ils voulaient de plus marquer la place de la religion dans les plus importantes circonstances de leur vie. C'est alors, et alors surtout, que les contractants aimaient à se souvenir qu'ils étaient chrétiens et à se donner réciproquement le gage de leur foi religieuse.

Il y a quelque temps, faisant des recherches dans de vieux titres de famille, nous y trouvions l'expédition d'un testament authentique dressé au commencement de ce siècle.

En le lisant on s'aperçoit que la Révolution n'avait pas encore, à cette époque, réussi à effacer des actes dressés par les notaires les traces de la vieille foi nationale. Sur ce point, les mœurs s'étaient montrées plus fortes que les lois.

Voici la première partie de ce testament :

« Aujourd'hui, 29 fructidor de la neuvième année républicaine, sur les six heures du matin, moi Henry T... marchand gantier, demeurant en cette ville de Niort, rue de l'Egalité, détenu au lit pour cause de maladie, néanmoins sain d'esprit, ayant bonne mémoire, jugement et entendement, mais considérant la certitude de la mort et l'incertitude de l'heure d'icelle, et ne voulant pas en être prévenu sans avoir pourvu à la tranquillité de ma conscience et laissé mes dernières intentions par écrit; à ces causes, et pour autres bonnes et justes considérations, j'ai requis le transport en ma dite demeure des citoyens Bion et Bernier, notaires audit Niort, y demeurant. Lesquels y arrivés, j'ai auxdits notaires, sans aucune contrainte, persuasion ni induction de personne, dicté mon présent testament fait pour cause de mort, que lédit Bernier a rédigé par écrit, en présence dudit Bion, ainsi qu'il suit :

» Premièrement, comme chrétien, je recommande mon âme à Dieu, le suppliant très-humblement de vouloir bien me pardonner mes offenses et de me recevoir au rang des Bienheureux;

» Et secondement, pour la parfaite amitié que je porte à Marie-Jeanne C..., mon épouse, en reconnaissance, etc. »

C'est ainsi qu'étaient rédigés avant la Révolution presque tous les testaments; ils commençaient par une prière. Le père de famille faisant le partage de ses biens y cédait le pas au chrétien préoccupé, sur toutes choses, de ses destinées éternelles et adressant au créateur, la suprême recommandation de son âme.

C'est inutilement que de nos jours on rechercherait ce religieux langage dans les testaments reçus par les notaires. La distribution des biens matériels y semble être

l'unique préoccupation du testateur. On ne voit plus, comme autrefois, celui-ci invoquer le nom de la Sainte Trinité, avant d'user de son droit de propriété. On dirait que, même à son dernier jour, le sentiment de sa responsabilité envers Dieu ne s'offre plus à son esprit.

Comme elles valaient mieux, ces vieilles formules d'autrefois, et comme l'arrière-petit-fils aime à les relire un siècle plus tard et à y retrouver la pieuse tradition de la famille !

Eh bien, pourquoi les catholiques ne reprendraient-ils pas sur ce point l'ancienne coutume nationale ? Mais ce n'est pas seulement en matière de testaments que l'affirmation catholique pourrait utilement se produire ; il en pourrait être de même dans les donations, dans les partages d'ascendants et dans les consentements à mariage. Ces divers actes et d'autres encore, sans doute, offrent aux pères de famille une occasion toute naturelle d'exprimer publiquement et solennellement leur croyance en Celui qui est le divin dispensateur de tous biens et d'affirmer leur soumission aux lois de l'Eglise.

Nous en dirons autant des contrats de mariage ; et peut-être même qu'en cette matière, l'utilité de l'affirmation religieuse se fait plus particulièrement sentir. Le Code civil ne reconnaît pas au mariage le caractère religieux, qui est cependant de son essence ; il n'en fait qu'une simple et burlesque cérémonie civile dans laquelle on voit un maire, quelquefois judiciairement séparé de sa femme, déclarer aux époux qu'il les unit pour la vie. Et pourtant la foi universelle de tous les peuples atteste le caractère essentiellement religieux du mariage, et l'Eglise catholique le range au nombre de ses sacrements.

En attendant une réforme locale sur ce point, nous voudrions qu'une solennelle reconnaissance des droits de l'Eglise, insérée dans les contrats de mariage, vint donner, dans la mesure du possible, satisfaction aux véritables principes et rétablir la notion vraie du mariage.

Ici encore, malgré le changement survenu dans la législation, le vieux formulaire national nous pourrait fournir des modèles qu'il serait aisé d'adopter en régime actuel.

Ainsi, au moment même où nous écrivons ces lignes, nous avons sous les yeux un contrat de mariage dressé le 10 janvier 1786 et dans lequel nous lisons ce qui suit :

Par-devant les notaires royaux

Furent présents : Henry T fils de et demoiselle
Jeanne-Marie C

Entre lesquelles parties il a été fait l'accord de mariage et arrêté les conventions matrimoniales qui suivent : ledit sieur T et ladite demoiselle C promettent de se prendre à femme, mari et épouse à la première réquisition de l'un d'eux et *sous les cérémonies ordinaires de la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine* (1).

C'est cette dernière clause que nous voudrions voir introduire dans tous les contrats de mariage, à titre de protestation contre l'athéisme de la loi civile et la sécularisation du mariage.

Pourquoi les pères de famille catholiques n'exigeraient-ils pas désormais que le contrat qui doit régler les intérêts pécuniaires de leurs enfants, rappelât en quelques mots la notion exacte du mariage, en exprimant la volonté formelle des futurs époux et de leurs parents, d'appeler sur l'union qu'ils ont en vue la consécration et les bénédictions de l'Eglise ?

(1) Dans un autre contrat de mariage reçu par un notaire de Poitiers, le 9 février 1784, nous retrouvons à peu près la même formule : « Lesquels ont promis se prendre à mari et femme, époux et épouse et ce, en face de notre mère, la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. »

On pourrait multiplier indéfiniment ces exemples, puisque tous les contrats de cette époque proclamaient le droit de l'Eglise sur le mariage des chrétiens et le caractère essentiellement religieux de l'union conjugale.

En général, tous les contrats de mariage sont précédés d'un protocole conçu en ces termes :

Par-devant MM^{me}

ont comparu

Monsieur

Mademoiselle

Lesquels, en vue du mariage projeté et dont la *célébration doit avoir lieu incessamment à la mairie de* en ont arrêté les clauses et conditions civiles, ainsi qu'il suit : article premier, etc.

On ne trouve dans cette rédaction aucune mention de la célébration religieuse. A lire simplement ces lignes, on croirait que les parties n'ont point songé à obtenir les bénédictions de l'Eglise; et cependant, presque tous ceux qui vont signer le contrat ainsi rédigé se révolteraient à la pensée de le voir exécuter au pied de la lettre.

Pourquoi alors ne pas mentionner formellement au lieu de seulement sous-entendre, la cérémonie essentielle, en dehors de laquelle il ne resterait plus, aux yeux mêmes des contractants, qu'un concubinage qui, pour être légal, n'en serait pas moins odieux ?

Aussi, nous voudrions voir cette formule des contrats de mariage remplacée par la formule qui suit (ou tout autre semblable).

Lesdites parties, en vue du mariage projeté, lequel aura lieu à la mairie de ..., en conformité des articles 75 et suivants du Code civil, et sera ensuite célébré dans l'église paroissiale de ..., sous les bénédictions de la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine, en ont arrêté les clauses et conditions civiles, ainsi qu'il suit, etc., etc.

Faut-il, maintenant, prévoir l'objection tirée du mauvais vouloir de quelques officiers ministériels, imbus des préjugés de notre époque, qui se refuseraient à modifier la rédaction accoutumée des actes qu'ils sont chargés de recevoir.

Nous ne croyons pas utile de nous arrêter à cette objection, par le motif que, la rédaction que nous proposons

n'ayant en soi rien d'illicite, les notaires, rédacteurs des volontés des parties, ne sauraient, sous aucun prétexte, se refuser à l'accueillir. Et puis, enfin, s'il y avait parmi eux quelques esprits forts, nous demeurons convaincu que le plaisir de recevoir un testament ou de dresser un contrat de mariage l'emporterait chez eux sur le désagrément d'avoir à revêtir de la forme authentique, des déclarations ayant le tort, à leurs yeux, d'être entachées de *cléricalisme*.

En résumé, nous pensons que le jour où la plupart des testaments et des contrats de mariage, sans parler des autres actes notariés, contiendraient, comme cela se faisait jadis, l'expression solennelle des sentiments religieux des parties et de leur soumission aux lois de l'Eglise, le terrain se trouverait tout préparé pour une réforme légale. Quelle ne serait pas, en effet, alors l'autorité de ceux qui provoqueraient cette réforme s'ils pouvaient invoquer une pratique universelle. Dans tous les cas, cela vaudrait toujours comme protestation contre l'athéisme et la sécularisation systématique de nos lois modernes, et, dans l'avenir, ceux qui, venant après nous, retrouveraient dans les actes revêtus de nos signatures ces religieuses formules, se diraient que les lois athées de notre époque n'avaient pas réussi à étouffer en nous la pensée religieuse et la voix de la conscience, et qu'en définitive nous valions mieux que les lois qu'il nous a fallu subir (1).

AMÉDÉE TROUILLARD,

Avocat, ancien bâtonnier.

(1) On nous a fait observer que nous ne parlions pas des baux à ferme et des marchés avec les entrepreneurs, dans lesquels l'idée religieuse trouve si utilement sa place sous la forme de l'interdiction du travail du dimanche. Ces sortes d'actes, n'étant pas le plus ordinairement rédigés en la forme authentique, n'avaient pas fixé d'une manière spéciale notre attention. Mais toutes les fois qu'ils seront revêtus de l'autorité publique, il est clair que toutes nos observations ci-dessus devront s'y appliquer.

BULLETIN DES UNIVERSITÉS CATHOLIQUES

1^{er} ARTICLE. — PARIS-LYON.

Nous avons donné jusqu'ici un bulletin annuel des Universités catholiques, nous ne faillirons pas cette année à cette tâche d'ailleurs si consolante. Nos renseignements étant complets pour les Universités de Paris et de Lyon, nous commencerons par elles. Nous continuerons dans la prochaine livraison pour les autres Universités.

PARIS. — L'Université catholique de Paris entre dans la quatrième année de son existence. Les trois Facultés de droit, des lettres et des sciences, créées dès le début, ont achevé de se constituer et de s'affermir.

La Faculté de droit comptait déjà, pendant l'année qui vient de finir, trois cent vingt-cinq étudiants, et l'organisation des cours, des conférences, des examens intérieurs, des concours, formait un ensemble de préparation théorique et pratique qui ne laisse rien à désirer, tant pour l'acquisition de la science juridique que pour le succès dans les examens. Ceux des étudiants qui ont opté pour le jury de l'Etat, ont fait honneur à la Faculté libre par une proportion d'admission qui dépasse 80 p. 100. Les quatre cinquièmes environ ont abordé l'épreuve plus redoutée du jury mixte, et là, tandis que la courtoisie des rapports échangés entre les professeurs des deux Facultés faisait disparaître des craintes imaginaires, une noble émulation de savoir et d'impartialité, soutenant les examinateurs, a relevé au-dessus de la moyenne ordinaire le niveau des épreuves.

Dès le début, la Faculté catholique s'est fait comme une spécialité de la préparation au doctorat.

Pour la première fois, l'économie politique va devenir

matière d'examen pour la licence. L'Université catholique n'a pas attendu l'obligation légale pour donner cet enseignement. Depuis deux ans, elle l'a confié à un jeune maître dont les écrits avaient déjà établi la réputation dans le public, avant que ses doctes et brillantes leçons eussent commencé de grouper autour de sa chaire un auditoire d'élite (1).

La Faculté des lettres suit également une marche progressive. Dès la première année de son existence, elle ajoutait aux cours de philosophie, de littérature et d'histoire qui répondent au programme de la licence, un enseignement géographique en harmonie avec les légitimes exigences de l'opinion scientifique. La seconde année, elle enrichissait l'enseignement historique d'un cours d'histoire de France commenté par la paléographie et d'un cours spécial d'antiquités chrétiennes et d'épigraphie. Cette année, la création d'une chaire de littérature étrangère marque un nouveau progrès. Le grand siècle littéraire de l'Allemagne sera le premier objet de ces utiles leçons, si évidemment réclamées par l'échange toujours plus actif des relations entre les peuples, et dont le cycle doit embrasser à la longue les principales littératures de l'Europe.

La Faculté des sciences n'est pas non plus demeurée stationnaire. Elle a employé les premières années à former et à compléter son matériel d'études et ses installations scientifiques. Le résultat des patients efforts soutenus par les fondateurs et dirigés par de savants maîtres ne peut se décrire en quelques mots. Les amis de la science qui voudront prendre la peine de visiter les collections minéralogique, paléontologique et géologique qui servent de commentaires aux brillantes leçons du professeur; le riche cabinet de physique et les nombreuses salles d'expériences où les élèves sont exercés au maniement d'instruments construits sous les yeux de leur maître et dont plusieurs

(1) M. Claudio Jannet, notre collaborateur.

portent son nom ; la série de laboratoires où on les initie aux recherches originales de la chimie ; ceux-là seuls pourront apprécier l'importance de l'établissement scientifique ouvert aux jeunes gens qui comprennent que là est aujourd'hui le vrai terrain de la lutte pour la conquête de l'influence sociale, aussi bien que pour la défense de la foi.

Si l'Université catholique de Paris n'avait pas fait autre chose durant ses trois premiers exercices scolaires, que de conduire ses trois Facultés au degré de développement qu'on vient d'indiquer, il faudrait reconnaître qu'elle n'a pas perdu son temps, ni trahi l'attente de ceux qui l'ont fondée par leurs sacrifices. Mais la rentrée actuelle est signalée par d'importants accroissements. Des deux écoles qui restent à créer, l'Ecole de théologie et l'Ecole de médecine, l'une reçoit un commencement d'existence, l'autre va rentrer dans la période de préparation.

Sans affecter les proportions ni le caractère d'une Faculté, l'école naissante des sciences sacrées ouvre des cours de dogme, d'Ecriture sainte, d'histoire ecclésiastique et de philosophie scolastique, spécialement destinés aux ecclésiastiques qui, ayant achevé le cours normal du grand séminaire, désirent s'initier aux études plus approfondies qui préparent le professeur, le prédicateur ou l'apologiste.

Cette création en entraîne une autre : celle d'un séminaire pour recevoir ces étudiants. L'ancienne école des Carmes fournit le local, et la Compagnie de Saint-Sulpice veut bien accepter la direction. Trois prêtres de cette vénérable Société viennent d'être mis à la tête de cette maison qui va justifier enfin dans toute son étendue son titre d'*Ecole des hautes études ecclésiastiques*, puisqu'elle offrira à ses élèves, à côté du haut enseignement littéraire et scientifique, toutes les ressources de la science sacrée.

Les cours de l'Ecole de théologie seront faits par un père Dominicain, un père de la Compagnie de Jésus et par

deux prêtres séculiers, docteurs en théologie du Collège romain ; ces cours seront accessibles à tous les ecclésiastiques.

Si jusqu'à présent rien encore n'a été tenté pour réaliser l'Ecole de médecine, c'est que c'est aussi, et de beaucoup, la partie la plus difficile. A Paris, notamment, on ne peut rien faire de médiocre en ce genre ; on a devant soi une concurrence trop redoutable. Et, d'autre part, on ne peut bénéficier d'aucun établissement préexistant. Il faut avant tout construire et doter un vaste hôpital, puis bâtir une école et lui assurer des ressources proportionnées au budget d'un enseignement qui doit compter de vingt à trente maîtres.

Les amis de la cause catholique apprendront avec joie que l'entreprise vient de recevoir un commencement d'exécution, par la formation d'une société civile immobilière qui s'est constituée en vue d'acquérir un terrain pour le futur hôpital. Mais le terrain une fois acheté, il restera à le couvrir de constructions et à y fonder des lits.

Comment la générosité des enfants de l'Eglise ferait-elle défaut à une œuvre si importante !

LYON. — Le jeudi matin, 14 novembre, a été célébrée dans l'église primatiale de Saint-Jean, par S. Em. M^r Caverot, la messe du Saint-Esprit, pour l'ouverture des cours de l'Université catholique de Lyon.

Le chœur de la cathédrale était occupé par NN^{ss} les Archevêques et Evêques d'Aix, Chambéry, Autun, Belley, Digne, Dijon, Gap, Grenoble, Langres, Montpellier, Nice, Valence et Viviers, par les représentants des Evêques de la région, qui n'avaient pu venir, et par un nombreux clergé accouru pour assister à cette cérémonie de toutes les paroisses de Lyon et d'un grand nombre de paroisses des environs.

On avait réservé la nef principale aux fondateurs et aux étudiants de l'Université catholique ; mais celle-ci ne se

trouvant pas assez large pour les contenir tous, un grand nombre d'entre eux avaient été obligés de prendre place dans les nefs latérales, déjà envahies par la foule des fidèles.

M^r Cotton, dans un éloquent discours, a répondu aux reproches injustes qui sont faits de nos jours à l'Eglise de ne pas aimer la science.

L'après-midi, à deux heures et demie, un public d'élite se pressait dans la grande salle de l'Université pour assister à la séance de rentrée, présidée par S. E. le Cardinal Caverot, entouré de NN^{ss} les Evêques de la région universitaire. Toutes les célébrités catholiques de la ville avaient voulu se rendre à cette cérémonie.

M^r Guiol, recteur de l'Université, a prononcé le discours d'ouverture. Il a fait un beau parallèle entre la science du monde et la science chrétienne.

M. Brac de la Perrière, doyen de la Faculté de droit, a pris ensuite la parole; il a énuméré les cours qui ont été successivement créés depuis la fondation de la Faculté de droit. La bibliothèque de la Faculté a reçu de notables accroissements et les examens de fin d'année ont donné des résultats tels qu'il a été décidé qu'ils seraient désormais absolument obligatoires pour tous les étudiants.

L'honorable rapporteur expose ensuite les résultats obtenus dans le courant de l'année 1877-78. La Faculté de droit a compté 146 étudiants, dont 54 pour la première année, 52 pour la deuxième année et 20 pour la troisième. L'année précédente en présentait 25 de moins (1).

Du 15 novembre 1877 à ce jour, 158 épreuves ont été subies. Elles comprennent 102 examens pour le baccalauréat en droit, 34 pour la licence et 10 pour le doctorat. Ces examens ont eu lieu soit devant les jurys mixtes, soit devant les Facultés de l'Etat de Lyon et de Grenoble.

(1) Nous ferons connaître à nos lecteurs le chiffre pour l'année 1878-79.

Devant les jurys mixtes, 39 étudiants ont été reçus et 13 ont été ajournés.

Devant les Facultés de l'Etat, 109 ont passé leur examen, 84 ont été reçus et 25 ont été ajournés ; c'est donc un peu plus des trois quarts admis.

Quelques-uns ont eu un examen très-brillant. L'un d'eux a reçu des éloges exceptionnels de la Faculté de Grenoble.

M. Léotard, doyen de la Faculté des lettres donne ensuite un aperçu des premiers développements de cette Faculté. — Puis M. Valson, doyen de la Faculté des sciences, prend la parole. L'éminent professeur annonce que les diverses chaires des sciences sont installées sur le modèle de celles de l'Etat. La Faculté catholique en a une de plus, c'est celle des mathématiques spéciales, qui, quoique de création nouvelle, a déjà donné d'excellents résultats pour la préparation à la licence.

Parmi les innovations introduites dans l'organisation de la Faculté des sciences, l'honorable doyen signale l'annexion à la Faculté d'un atelier de réparations, et au besoin de construction, pour les instruments de précision ; atelier qui a déjà, dit-il, rendu de vrais services.

Dès la veille, les évêques avaient tenu à l'archevêché sous la présidence du cardinal-archevêque de Lyon, leur cinquième assemblée générale. L'établissement du budget pour l'exercice 1878-1879, la fondation de l'école supérieure de Théologie et la grave question de la souscription, ont attiré spécialement l'attention des prélats fondateurs.

Comme celle de Paris, l'Université de Lyon s'accroît donc d'une école de théologie, dont les cours viennent de s'ouvrir, avec un personnel déjà nombreux d'élèves ecclésiastiques. Voici les noms des professeurs : Le R. P. Dumas, de la compagnie de Jésus, Droit canonique ; — le R. P. Belon, de l'ordre de Frères-Prêcheurs, Dogme ; — M. l'abbé J.-B. Jaugey, du diocèse de Langres, Morale ; — M. l'abbé Augustin Lemann, du diocèse de Lyon, Ecriture sainte ; —

M. l'abbé Elie Blanc, du diocèse de Valence, Philosophie scolastique.

Les conférences de M. Lucien Brun, qui ont été communiquées à la *Revue* par l'illustre professeur, ont été suivies l'année dernière par un public très-nombreux d'étudiants et aussi d'autres personnes spécialement inscrites pour ce cours,

Nous continuerons dans la prochaine livraison le bulletin des Universités catholiques; mais déjà nos lecteurs peuvent constater, par ce que nous venons de dire de celles de Paris et de Lyon, que l'œuvre marche au milieu de la lutte, que le progrès est soutenu et que l'arbre planté par la main de Dieu étend fortement ses racines.

JOSEPH CLÉMENT.

DE L'ÉMANCIPATION

Et de la Condition des Mineurs émancipés dans l'ancienne France.

CHAPITRE I^{er}.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES SUR LA PUISSANCE PATERNELLE.

I. *Droit romain*. — Chez tous les peuples, le législateur s'est attaché à régler l'organisation de la famille et le droit de puissance paternelle qui en est la base. Les lois romaines, qui peuvent être considérées à juste titre comme la plus haute expression de la raison païenne, n'avaient eu garde de négliger cette branche importante du droit. Mais préoccupées avant tout de l'idée d'assurer la grandeur de Rome et d'étendre sa domination, elles tendirent à absorber le citoyen dans l'Etat omnipotent et l'enfant dans son père.

Aussi, la puissance paternelle fut-elle établie chez les Romains, non dans l'intérêt de l'enfant, mais dans celui du père dont l'autorité était sans limites et ne finissait qu'avec lui. Cette puissance, qui donnait au père droit de vie et de mort sur ses enfants, était essentiellement de droit civil, c'est-à-dire exclusivement propre aux citoyens romains.

Tel était l'état primitif de la législation, le *droit Quiritaire*. Mais l'influence du *droit prétorien* et surtout celle du Christianisme qui, même avant Constantin, pénétrait dans les mœurs romaines, et dont l'esprit de justice et de charité inspirait souvent, à leur insu, les décisions des empereurs eux-mêmes, cette double influence rendit à la puissance paternelle son véritable caractère. Elle devint pour l'enfant une protection nécessaire contre l'inexpérience de son âge, et si elle conserva encore au père certains droits indiscutables, elle lui imposa, d'un autre côté, des devoirs que le *paterfamilias* de l'ancienne Rome n'avait jamais connus.

II. *Epoque barbare*. — Le Droit romain, qui depuis la conquête de César avait remplacé dans une grande partie de la Gaule l'ancien Droit celtique, survécut à la chute de l'empire ; il subsista principalement dans le Midi, où il s'était implanté si profondément que les nouveaux conquérants n'osèrent imposer leurs lois aux vaincus. Ainsi s'établit le système de la *personnalité des lois*. La France se trouva divisée en *pays de Droit écrit* et *pays de Droit coutumier* : les premiers, qui comprenaient tout le Midi, suivaient, comme droit commun, les lois romaines modifiées seulement par quelques usages locaux, tandis que les seconds, régis par des coutumes, ne se référaient au Droit romain que comme à la raison écrite.

Chez les divers peuples germains qui envahirent la Gaule, l'autorité paternelle n'avait pas le même caractère que chez les Romains et les anciens Gaulois. Cette puis-

sance, nommée *mundium*, résultait du mariage et s'exerçait à la fois sur la femme et les enfants ; elle ne conférait à celui qui en était investi qu'un pouvoir de tutelle et de protection et était surtout établie dans l'intérêt des faibles. Elle appartenait au père et à la mère ; mais, comme dans notre Code civil, le père seul en avait l'exercice durant le mariage, parce qu'il était déjà chargé du *mundium* de son épouse. Elle cessait lorsque l'enfant avait atteint un âge assez avancé pour se protéger lui-même et lorsqu'il contractait mariage.

Cette différence caractéristique entre la *patria potestas* romaine et le *mundium* germanique, devait se perpétuer dans les législations successives qui régirent notre ancienne monarchie. Après les invasions barbares, les Gallo-Romains continuèrent à avoir la puissance paternelle du droit impérial, adoucie seulement par le progrès des mœurs et l'influence chrétienne ; les Francs, au contraire, et les autres peuples germains conservèrent dans leurs lois les principes traditionnels du *mundium*. Et lorsque, après plusieurs siècles, la fusion se fut opérée entre les divers éléments destinés à former notre nationalité, que la France fut définitivement constituée, la même divergence se reproduisit dans la législation ; la puissance paternelle conserva une organisation fort différente dans les pays de Droit écrit et ceux de Droit coutumier.

III. *Droit coutumier*. — La plupart de nos coutumes étant muettes sur la puissance paternelle, leur silence semblait en subordonner l'exercice au droit naturel. En outre, on était tellement habitué dans toute la France à considérer le Droit romain comme le type et l'idéal de la législation, que le pouvoir du père dans les pays de coutume ne fut jamais appelé du nom de puissance paternelle. Nos auteurs coutumiers ont tous reproduit cette règle de Loysel : « *Droit de puissance paternelle n'a lieu.* »

Aussi avait-on mis en doute que la puissance paternelle

fût connue dans notre ancien Droit coutumier; mais il suffit de consulter les textes pour se convaincre du contraire. Laurière le dit formellement : il est certain que la puissance paternelle avait chez nous pour effet d'attribuer au père la propriété des biens acquis par le fils en puissance. Le même auteur cite à cet égard un passage du *Grand Coutumier* qui paraît décisif : « Un laiz ou don qui » est, faict à mon enfant étant en ma puissance vient à » mon profit, au cas toutefois que le don ou laiz ne serait » causé pour apprendre à l'école ou pour le marier; et » encore si la cause cessait, ledit laiz ou don reviendrait à » moy, par la coutume de la prévôté de Paris (1). » Dans un acte du *Parloir aux Bourgeois* de 1293, on lit : « Il fut » répondu, enregistré, témoigné et accordé de eux que les » enfants demeurant avec le père ou avecques la mère, se » ils font aucuns acquêts, ils sont ceux au père ou à la » mère, sans contredire par la coutume de Paris. » Toutefois, Bouteiller réserve au fils en puissance ce qu'il a gagné par son industrie (2). Le président Bouhier attribue les mêmes effets à la puissance paternelle et multiplie les exemples, qui ne permettent pas de douter qu'en Bourgogne elle était reconnue.

Les termes mêmes de la coutume, les dispositions des anciens coutumiers publiés par le même auteur, qui attachent à l'émancipation certaines conséquences, supposent évidemment que le principe de la puissance paternelle était admis dans les provinces : « Les enfants de quatorze ans » peuvent estre ses sires et ester en jugement, se il tient » feu et lieu, ja soit que son père vive (3). » Les expressions de Loysel : « *Droit de puissance paternelle n'a lieu,* » veulent donc simplement dire que dans nos coutumes

(1) Laurière, sur Loysel, liv. 1, tit. 1.

(2) Pomme rurale, liv. 1, tit. LXXV.

(3) Bouhier, Cout. de Bourgogne. — Anciennes Cout., tit. III, art. 18.

la puissance paternelle n'avait pas les mêmes caractères qu'à Rome.

Comparées aux règles de la *patria potestas* romaine, celles de notre Droit coutumier « supposent plus d'affection dans le régime de la famille, plus d'intimité au sein du foyer domestique. C'est uniquement la protection du fort accordée au faible, la garde du pupille confiée à ceux qui sont présumés lui porter le plus d'intérêt et d'affection (1). » Ce pouvoir ne dure que jusqu'à la majorité ou le mariage de l'enfant, il appartient au père et à la mère : « Les enfants sont en la vourie et main-bournie de leurs père et mère, » dit Loysel. Ses principaux attributs consistaient : en premier lieu, dans le droit perpétuel d'exiger des enfants certains devoirs de respect et de reconnaissance, de leur réclamer des aliments et de consentir à leur mariage; en second lieu, dans le droit qu'ont les père et mère de gouverner la personne et les biens de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils soient en âge de se conduire eux-mêmes; de là, pour les parents, le droit de diriger leur éducation, de les autoriser à choisir une profession autre que le service militaire, qu'ils peuvent embrasser sans leur consentement, de leur infliger une correction modérée et même de les faire enfermer dans une maison de force. Ces principes, on le voit, sont encore ceux de notre Code civil. Enfin, une dernière conséquence de l'autorité paternelle est le droit de *garde-noble* ou *bourgeoise* qui donne aux parents nobles ou bourgeois de Paris l'administration et la jouissance des biens de leurs enfants jusqu'à leur majorité, c'est-à-dire jusqu'à vingt ans pour les nobles, quatorze ans pour les roturiers mâles et douze ans pour les filles.

(A suivre).

FRANCIS CAMBUZAT,
Docteur en droit, substitut à Sedan.

(1) M. Dupin, Cout. de Nivernais.

NOTE SUR LE BUDGET DES CULTES.

La suppression du Budget des cultes, ou sa réduction dans des proportions qui le rendraient dérisoire, ferait naître, en se plaçant au seul point de vue des principes du droit civil, une situation très-grave et des questions qu'il nous suffit, pour le moment, d'énoncer.

Jusqu'au Concordat, les détenteurs de biens d'Eglise possédaient un bien qu'ils avaient sciemment acquis *a non domino*. Ils savaient que c'était le bien d'autrui, ils ne pouvaient donc en conscience le conserver.

Ces inquiétudes de conscience de la part des acquéreurs de biens d'Eglise furent, pour le gouvernement français, l'une des causes déterminantes du Concordat.

Le Pape Pie VII déclara, par le Concordat (art. 13), que ni elle ni ses successeurs ne troubleraient en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains et celles de leurs successeurs.

De son côté, le gouvernement (art. 14) s'engagea à assurer un traitement convenable aux évêques et aux curés.

Le Concordat est-il un contrat synallagmatique. Au point de vue de l'Eglise, on lui refuse non sans raison ce nom, quant à l'Etat, il présente incontestablement un caractère analogue à celui de tout contrat, puisque l'Etat y est incontestablement lié comme par un contrat. De plus, les promesses étant déterminées par les promesses de l'Eglise, un concordat joue pour l'Etat et quant à son obligation, joue le rôle d'un contrat synallagmatique.

Le caractère commutatif du Concordat paraît incontestable.

Le préambule, après avoir exposé les motifs qui ont déterminé les deux parties à le conclure, se termine ainsi :

En conséquence, ils sont convenus de ce qui suit : Puis viennent les articles où se trouve toujours la concession de l'une des parties, puis la concession de l'autre, la promesse entraînant la promesse.

D'ailleurs, si le doute existait, il suffirait de lire dans Consalvi l'histoire de cette laborieuse négociation, pour être bien convaincu que rien n'a été concédé gratuitement et que sur chaque point de cette convention, les parties se sont dit invariablement : *do ut des*.

Or, dans tout contrat synallagmatique, la condition résolutoire est toujours sous-entendue, lorsque l'une des parties n'exécute pas son obligation, c'est non-seulement un principe de droit civil (art. 1184), mais encore un principe de droit naturel, de raison et d'équité.

Donc, si le gouvernement français, lui qui est tenu comme par un contrat synallagmatique, ne fournit pas au clergé le budget des cultes, ou ne lui fournit qu'un budget dérisoire, le Pape est en droit d'invoquer la résiliation des promesses de son prédécesseur, Pie VII.

Sans préjuger ce que ferait l'Eglise en pareil cas ; nous voulons seulement montrer ce qu'elle aurait le droit de faire en se basant sur des principes incontestables, même au regard de l'Etat.

L'Etat, dans cette hypothèse, pourra méconnaître, en fait, la prétention de l'Eglise ; et il ne nous appartient pas de trancher des questions de conscience qui pourront alors surgir.

On sait que pour bien des gens, en apparence indifférents, l'obligation de conscience n'est pas lettre morte, et combien sont dépréciées des propriétés dans cette situation précaire ; la preuve, c'est la situation même à laquelle le gouvernement a cru indispensable de mettre fin par le Concordat.

GUSTAVE THÉRY,
avocat au barreau de Lille.

REVUE DE JURISPRUDENCE

JURISPRUDENCE CIVILE

(Suite.)

L'article 1690 du Code civil consacre, en matière de cession de créance, un système qui ne paraît pas s'accorder avec celui que le législateur a adopté pour la transmission des autres biens. Non-seulement, en effet, le débiteur doit être averti par voie régulière du changement de créancier, mais encore les tiers quelconques, même les créanciers du cédant, peuvent, jusqu'à la notification ou l'acceptation du transport, le regarder comme non avenu à leur égard. Eux qui, lorsqu'il s'agit d'une vente, sont dépouillés de leur gage par la seule parole de leur débiteur, n'ont aucun compte à tenir d'une cession non signifiée.

Cette anomalie se justifie sans peine. Tant que le débiteur cédé n'a pas reçu avis formel du transport, il paye valablement à son créancier primitif et, dès lors, comment ne pourrait-il pas payer à ceux qui exercent les droits de ce créancier, à ses créanciers eux-mêmes.

C'est donc à tort, suivant nous, qu'on a parfois considéré la formalité de l'article 1690 comme une mesure de publicité, destinée à protéger les tiers en général, et qu'on y a vu quelque chose d'analogue à la transcription de la loi du 23 mars 1855. Cet aperçu inexact a été la cause de longues perplexités dans la jurisprudence, et il explique comment on est arrivé assez tard à admettre les équivalents de la signification et en particulier à autoriser la clause d'ordre en matière civile. Car si l'article 1690 avait pour objet de défendre par la publicité le gage des créanciers du cédant et le droit de préférence du cessionnaire antérieur, aucune convention entre le créancier cédant et le débiteur cédé ne pouvait porter atteinte à cette règle que l'intérêt des tiers élevait à la hauteur d'une loi d'ordre public.

La Cour de cassation, par arrêt du 8 mai 1878 (Sir. 1878, 1, 292), a accepté d'une manière expresse la clause d'ordre stipulée dans un acte notarié : « Attendu, dit-elle, que les » dispositions des articles 1690-91, Code civil, ne sont pas » d'ordre public ; que les contractants peuvent y déroger » et qu'ils y dérogent virtuellement lorsque, s'obligeant à » payer à l'ordre du créancier, le débiteur accepte par cela » même à l'avance pour seul propriétaire de la créance » celui qui sera porteur de cet ordre, et s'engage à payer à » celui-ci, et à payer à lui seul, la somme promise, sans » exiger aucune autre formalité que la représentation du » du titre et de l'ordre du créancier. » Et quoique cet arrêt n'ait statué qu'entre le cédant et le cédé, le raisonnement sur lequel il se fonde, l'acceptation préalable du transport à un cessionnaire quelconque, aurait la même valeur vis-à-vis du cédé, puisque cette acceptation se produit dans un acte authentique.

On voit cependant quels dangers offre pour les créanciers la création de titres civils à ordre, qui permettent au débiteur de transporter instantanément une valeur active de son patrimoine, sans qu'ils puissent même s'informer auprès du débiteur cédé si leur propre débiteur est encore propriétaire de la créance. La saisie-arrêt devient en ce cas une arme dont ils n'oseront guère se servir. Mais c'est là, croyons-nous, une conséquence qui n'a rien de contraire aux vues du législateur et qui ne fait, en définitive, que ramener le transport des créances aux conditions ordinaires de la transmission des autres biens.

L'article 1690 exige que l'acceptation du débiteur se produise dans un acte authentique. Pourquoi ? Il serait assez difficile de le dire. Peut-être faut-il voir dans cette restriction la suite d'une erreur des rédacteurs du Code sur la valeur probante des actes sous seing privé, erreur dont on retrouverait, au besoin, la trace dans l'article 1322. Quoi qu'il en soit, en présence des termes de la loi, on doit décider que la clause d'ordre insérée dans un acte civil sous

seing privé, qui ne remplit pas les conditions du billet à ordre (art. 187, Cod. de com.), ne saurait préjudicier aux tiers. Mais, sans aucun doute, elle oblige le débiteur, et, pour lui, aucune formalité ne s'impose dans l'acceptation du transport. C'est ce que l'on juge depuis longtemps : c'est ce que la Chambre des Requêtes a encore rappelé dans son arrêt du 6 février 1878 (Dall., 1878, 1, 275), où elle déclare « que si, aux termes de l'article 1690, la signification du transport au débiteur ou l'acceptation de ce-
 » lui-ci par un acte authentique est indispensable pour
 » saisir le cessionnaire à l'égard du tiers, le débiteur cédé
 » est lié envers lui par l'engagement personnel résultant
 » de toute acceptation ou sous seing privé ou verbale ou
 » même tacite. » Et, dès lors, l'acceptation préalable que
 • comporte la clause d'ordre insérée dans un titre privé ne suffira pas pour dépouiller les tiers du bénéfice de la preuve authentique.

Ainsi, la cession par endossement ne fournirait pas, en ce cas, grande sécurité au cessionnaire. Mais le transport arriverait à sa perfection si le débiteur laissait protester l'effet, faute de paiement. La Chambre civile de la Cassation a reconnu cette puissance à l'acte de protêt dans une espèce où il n'y avait même pas eu stipulation de clause d'ordre. Un créancier commerçant avait, sans autorisation, tiré des lettres de change sur son débiteur non commerçant : celui-ci, après avoir repoussé les lettres de change, prétendait n'être tenu, à aucun titre, d'en payer le montant au porteur. La Cour condamna son dire dans les termes suivants : « Attendu que, si Jossand a pu se refuser à ac-
 » cepter les lettres de change, parce qu'il n'avait pas con-
 » senti à leur émission, l'engagement pris par Clerc envers
 » Maynier de lui faire payer la somme de 900 fr. n'en était
 » pas moins constaté par ces traites qui constituaient un
 » titre régulier, et que l'exécution de cet engagement
 » après le protêt pouvait être réclamée en justice. » Le protêt emporte signification : ce que la Cour dit du débi-

teur cédé s'appliquerait sans difficulté aux tiers créanciers ou cessionnaires du cédant.

La restriction de l'article 1690, relative à l'authenticité de l'acceptation, est donc le dernier obstacle qui s'oppose à l'introduction générale de la clause d'ordre dans les obligations civiles.

Seulement, il ne faut pas oublier que, suivant une jurisprudence incontestée, toute créance civile peut emprunter la forme du billet à ordre et jouir de tous ses avantages, à condition de ne manquer à aucune des prescriptions de l'article 187 du Code de commerce.

Quant à la lettre de change, c'est un contrat essentiellement commercial. Mais nous nous demandons si le principe de l'acceptation préalable, formulé par l'arrêt de la Cour suprême du 8 mai 1878, ne permettrait pas de faire pénétrer dans le droit civil quelque chose d'analogue à la lettre de change ou au chèque, une cession dispensée de signification et à l'ordre du cessionnaire, dans l'hypothèse ou par acte authentique, le débiteur aurait consenti à payer de cette manière.

Ne pourrait-on soutenir également que le système de la Cour de cassation autorise la création de titres civils au porteur?

Ces conséquences extrêmes ont inquiété plus d'un jurisconsulte, et tout en approuvant la solution de l'arrêt du 8 mai 1878, plusieurs en ont rejeté les motifs. Ils se sont nettement mis en dehors de l'application de l'article 1690, Code civil, et ils ont déclaré que la clause d'ordre crée, par sa vertu propre, un autre mode de transmission des créances tout à fait indépendant de celui qui est régi par cet article.

Nous ne voyons pas, quant à nous, quel texte du Code civil ou même du Code de commerce pourrait légitimer une pareille innovation.

(A suivre.)

J. BOURGEOIS,

Docteur en droit, Avocat à la Cour d'appel de Chambéry.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

AUDIENCE DU 1^{er} AOÛT 1878.

Présidence de M. DE CARNIÈRES.

- I. — *Chambre des mises en accusation. — Délai pour prononcer l'arrêt.*
- II. — *Rébellion et violences envers des gendarmes. — Motif légitime de faire usage de ses armes.*

Le délai de trois jours imparti aux chambres des mises en accusation pour prononcer leurs arrêts n'est pas prescrit à peine de nullité.

Le motif légitime qui enlève tout caractère pénal aux actes de violence des agents de la force publique peut résulter, non-seulement des circonstances de la cause, mais encore d'un texte ayant force de loi.

L'article 297 du décret du 1^{er} mars 1854, autorisant les gendarmes à déployer la force des armes si des violences et voies de fait sont exercées contre eux, est la reproduction textuelle de l'article 271 de la loi du 28 germinal an VI, encore actuellement en vigueur.

Sur le premier moyen pris de la violation de l'article 219 du Code d'instruction criminelle :

Attendu que si, au lieu de prononcer dans les trois jours après le rapport du procureur général, la chambre d'accusation n'a statué que le quatrième jour, cette irrégularité ne saurait avoir pour effet de déterminer la cassation de l'arrêt attaqué, le délai fixé par l'article susvisé n'étant pas prescrit à peine de nullité ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation de l'article 186 du Code pénal et de la fausse application de l'article 297 du décret du 1^{er} mars 1854 :

Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué constate ce qui suit :

Dans la nuit du 21 au 22 octobre 1877, Patricot, brigadier de gendarmerie, et Rossat, gendarme de Gresy-sur-Isère, procédèrent à l'arrestation, dans cette localité, pour tapage injurieux et outrages à la gendarmerie, du nommé Minjon, qui leur était inconnu ; celui-ci ayant refusé de faire connaître son nom, les agents de la force publique se mirent en devoir de le conduire devant le maire ; non-seulement Minjon résista à leurs injonctions, mais il se porta envers eux à des violences graves et répétées ; il avait renversé le gendarme Rossat et lui tenait le cou avec vigueur, lorsque Patricot,

appelé au secours par son subordonné, aussi saisi à la gorge et terrassé, tira sur Minjon un coup de revolver qui occasionna sa mort ;

Attendu que, se basant sur les constatations de fait, l'arrêt attaqué a déclaré que Patricot, à raison des voies de fait exercées tant sur lui que sur le gendarme Rossat, était autorisé par l'article 297 du décret du 1^{er} mars 1854, à faire usage de ses armes et rencontrait, dans cette autorisation même, le motif légitime qui, aux termes de l'article 186 du Code pénal, met les agents de la force publique à l'abri de toute responsabilité pénale pour les violences auxquelles ils ont recours dans l'exercice de leurs fonctions.

Attendu qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué n'a porté aucune atteinte aux dispositions dudit article 186 ; qu'en effet, le motif légitime qui enlève tout caractère pénal aux actes de violences des agents de la force publique, peut résulter non-seulement des circonstances de la cause, mais encore d'un texte ayant force de loi, et que l'autorité des prescriptions de l'article 297 du décret du 1^{er} mars, sur ce point, est d'autant moins contestable qu'elles ne sont que la reproduction textuelle de l'article 271 de la loi du 28 germinal an vi, encore actuellement en vigueur ;

Attendu, au surplus, que des diverses constatations de fait ci-dessus relevées, résultait la preuve directe que le prévenu Patricot n'avait point agi sans motif légitime en tirant un coup de revolver sur Minjon ;

Attendu, d'ailleurs, que l'arrêt est régulier en la forme,
Rejette.

Le 1^{er} août 1878.

MM. de Carnières, président ; Gast, conseiller, rapporteur ; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes).

I. — Le premier point ne fait pas difficulté. Un arrêt de la Chambre criminelle, du 6 novembre 1868, rendu au rapport de M. Lescoux, conformément aux conclusions de M. l'avocat général Charrins, avait décidé, avant l'arrêt que nous rapportons, que le délai imparti aux Chambres des mises en accusation par l'article 219 du Code d'instruction criminelle, pour statuer, n'a rien de substantiel à la défense des accusés, et qu'il n'est pas prescrit à peine de nullité.

II. — La seconde question ne paraît pas non plus susceptible de discussion.

« Pendant la nuit du 21 au 22 octobre 1877, disait l'arrêt attaqué, des vociférations, des provocations outrageantes, avaient été adressées à la gendarmerie, sous les fenêtres de la caserne. Le brigadier et un gendarme se mirent à la poursuite des perturbateurs. Le brigadier, qui n'avait pas perdu de vue un des jeunes gens, l'atteignit et l'arrêta. » — Une rixe s'ensuivit, et, ajoute l'arrêt, « le brigadier ne fit usage de ses armes qu'après une longue et énergique résistance, accompagnée de violences répétées. »

Poursuivi pour meurtre, le brigadier Patricot invoqua les ordres de ses chefs et les dispositions de l'article 297 du décret du 1^{er} mars 1854 sur la gendarmerie.

Toutes les circulaires du ministre de la guerre (30 novembre 1853, — 22 avril 1871, — 26 août 1872, — 21 février 1873), portées à la connaissance des troupes par la voie de l'ordre, et les ordres du jour spéciaux des chefs militaires sous le commandement desquels le brigadier Patricot était placé, prescrivent aux gendarmes de se servir de leurs armes s'ils sont attaqués, si la sûreté de leur personne est sérieusement compromise, et si cela est nécessaire pour assurer le respect dû à leur uniforme.

De tels ordres, n'eussent-ils pas reçu une consécration légale, constitueraient un motif légitime dans le sens de l'article 186 du Code pénal. Suivant l'expression de la loi du 6 août 1790, dans l'armée, les subordonnés doivent à leurs supérieurs « *obéissance absolue dans tout ce qui concerne le service.* »

Ici, il y avait quelque chose de plus. Les circulaires ministérielles ne prescrivaient que l'exécution stricte des dispositions de la loi. Les gendarmes sont autorisés à faire usage de leurs armes dans le cas où des voies de fait sont exercées contre eux, non-seulement par des prescriptions hiérarchiques et par les décrets réglementaires, mais par la loi du 28 germinal an VI, qui est encore, sur ce point, actuellement en vigueur.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

AUDIENCE DU 6 MAI 1878.

Présidence de M. BÉDARRIDES.

Créancier inscrit pour un capital produisant des intérêts. — Droit de collocation pour deux années d'intérêts et l'année courante. — Calcul de ces intérêts en remontant à partir du jugement d'adjudication.

Le créancier inscrit pour un capital produisant intérêts ou arrérages a le droit d'être colloqué pour deux années seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital.

C'est au moment du jugement d'adjudication qu'il faut se reporter pour déterminer, en remontant à l'époque antérieure, l'année courante et les deux années d'intérêts conservées par l'inscription.

La Cour,

Où M. le conseiller Alméras-Latour en son rapport; l'avocat du pourvoi en ses conclusions; M. Robinet de Cléry, avocat général, en ses conclusions;

Sur le moyen de cassation tiré de la violation des articles 2151 du Code civil, 682 et 683 du Code de procédure civile;

Attendu qu'aux termes de l'article 2151 du Code civil le créancier inscrit pour un capital produisant intérêts et arrérages, a droit d'être colloqué pour deux années seulement et pour l'année courante, au même rang d'hypothèque que pour son capital;

Attendu que l'article 717 du Code de procédure civile porte que le jugement d'adjudication, dûment transcrit, purge toutes les hypothèques, et que les créanciers n'ont plus d'action que sur le prix de l'immeuble saisi; que, les hypothèques produisant ainsi leur effet légal, alors que le gage hypothécaire est réalisé par l'adjudication des immeubles qui y sont affectés, c'est à ce moment qu'il faut se reporter, dans le règlement d'ordre, pour établir les droits des créanciers hypothécaires, et notamment pour déterminer, en remontant à l'époque antérieure, l'année courante et les deux années d'intérêts conservées par l'inscription;

Attendu que l'article 682 du Code de procédure civile, en immobilisant les fruits recueillis postérieurement à la transcription de la saisie, n'en prescrit point l'attribution au profit des créanciers antérieurs en rang, mais porte en termes généraux qu'ils seront distribués avec le prix de l'immeuble, par ordre d'hypothèque; qu'au moment où cette transcription a lieu, l'hypothèque n'ayant pas encore produit son effet, le droit à la collocation n'est ouvert ni pour le capital ni pour les intérêts; — qu'il suit de là qu'en maintenant le règlement provisoire dans lequel le Crédit foncier a été colloqué au rang de son inscription pour le capital de sa créance, ainsi que pour deux années d'intérêts, pour l'année courante, déterminées d'après la date du jugement d'adjudication, l'arrêt attaqué a fait une saine application des principes du droit;

Par ces motifs,

Rejette.

Le 6 mai 1878.

MM. Bédarrides, président; Alméras-Latour, conseiller-rapporteur; Robinet de Cléry, avocat général (conclusions conformes); plaident : M^e Sabatier.

I. — Dans l'ancien droit, tous les intérêts échus d'une créance, à quelque somme qu'ils pussent monter, devaient, comme accessoires, être colloqués au même rang que le capital.

La substitution de la publicité au système de l'hypothèque occulte rendit nécessaire une réduction de cette garantie excessive accordée pour les intérêts. — Elle fut fixée à deux années par l'article 19 de la loi du 11 frimaire an VII; l'article 2151 du Code civil ajouta l'année courante à ces deux années.

M. Mourre, procureur général près la Cour de Cassation, disait, le 27 mai 1816, dans un réquisitoire demandant la cassation d'un arrêt dans l'intérêt de la loi :

« Quelle a été l'intention de la loi ? Celle de fixer autant que possible le montant de la dette à l'égard des tiers, de faciliter les emprunts, d'éviter cette accumulation d'arré-

rages qui peut doubler le capital et qui se concilie difficilement avec la publicité des hypothèques.

» Le législateur ne conserve les anciens principes, qui plaçaient les arrérages au même rang que le capital, que pour deux années et la courante.

» Par la publicité qu'il ordonne, il avertit les créanciers, qui viennent successivement s'inscrire, qu'il n'y aura que deux années et la courante au même rang que le capital.

» Ces années sont inséparables du capital au moment de la collocation. L'idée principale qui domine, c'est la réduction de toutes les années à trois, et le classement de ces années au même rang que le capital. »

II. — Ce principe posé, il restait à en régler l'application. Les difficultés les plus graves surgirent.

A quel moment ce calcul devait-il être fait, entre la saisie, qui est le premier acte de réalisation du gage hypothécaire, et le règlement définitif de l'ordre, qui remet aux créanciers leurs bordereaux de paiement ?

Si des incidents se produisent, soit au cours de la saisie, soit au cours de l'ordre, si ces incidents donnent lieu à des jugements frappés d'appel, à des arrêts déferés à la Cour de Cassation, le délai de deux ou de trois ans sera de beaucoup dépassé. Le créancier vigilant pourra, malgré lui, par le fait d'autrui, être privé de la garantie sur laquelle il a compté pour le paiement des intérêts : il sera forcé d'être impitoyable et de n'accorder aucun sursis, s'il ne veut aggraver encore la perte dont il est menacé.

Suivant que le point de départ de ce calcul d'intérêts sera fixé à une date plus éloignée de la saisie, cette menace deviendra plus redoutable pour lui.

On comprend combien il est important de déterminer à quel moment précis le législateur a entendu fixer ce point de départ.

Malheureusement, les textes sont muets. « Il s'en faut de beaucoup, disait Merlin, que les deux articles de la loi du 11 brumaire an VII et du Code civil présentent un sens clair et précis... On ne voit dans leurs textes, comparés avec leur objet et leur esprit, que des raisons de douter. »

III. — A défaut des textes, la jurisprudence a dû trancher cette difficulté.

Une première solution, rigoureuse pour les créanciers mais logique, se présentait à l'esprit. La loi a voulu proscrire l'accumulation des intérêts ; elle n'accorde que deux années et l'année courante. Lorsque le juge aux ordres établit son règlement définitif, il doit ajouter au capital, à la date de cet acte qui règle les droits de chacun, les an-

nées auxquelles le législateur a limité la concession. A partir de ce moment, aux termes de l'article 767 du Code de procédure civile, rendu plus clair par le nouvel article 765, les intérêts et arrérages des créanciers dûment colloqués cessent à l'égard de la partie saisie. Ceux-ci n'ont plus droit qu'aux intérêts qu'ils peuvent réclamer à l'adjudicataire en vertu de leur bordereau de collocation.

Ce système, très-simple, très-logique, mais très-dur pour les créanciers, a été rejeté dès les premières années qui ont suivi la promulgation du Code civil.

Merlin en cherche la raison dans l'étude des articles 757, 767 et 770 (aujourd'hui 768) du Code de procédure « qui ont été rédigés, dit-il, pour dissiper les doutes auxquels la loi de l'an VII et le Code civil avaient donné lieu. »

D'après ces articles les créanciers contestants, qui succombent et qui ont prolongé l'ordre indûment, doivent une indemnité.

Mais à qui est due cette indemnité ? Il semble que cela devrait être aux créanciers colloqués pour la part d'intérêts qu'ils ont perdue pendant ce retard. Non. Le recours n'est accordé qu'au créancier sur lequel les fonds manquent et à la partie saisie. N'est-ce pas indiquer clairement que pendant la durée de l'ordre les retards ne peuvent pas préjudicier aux créanciers colloqués, que le point de départ des intérêts garantis par l'hypothèque est antérieur aux contredits des créanciers contestants ; que pendant ce temps de nouveaux intérêts courent, comme accessoires de la créance, au delà des limitations de l'article 2151 du Code civil ?

« Pendant le laps de temps qu'ont absorbé les contestations, disait M. Riché dans son rapport sur la loi du 21 mai 1858, les créances destinées à être colloquées ont produit des intérêts, accroissement qui réduit la masse à distribuer telle qu'elle eût été au jour de la clôture s'il n'y avait pas eu d'incidents. Cette diminution de la masse s'est opérée au détriment des créanciers sur lesquels les fonds manquent, ou de la partie saisie. Indemnité leur est due par les contestants qui ont succombé, à moins que les intérêts dus par l'adjudicataire n'aient couvert cette différence. Tel est le sens d'un article fort sage de l'ancienne loi, qui réparait dans la nouvelle sous le numéro 768. »

Ce premier point reste acquis. Le point de départ du calcul des intérêts garantis par l'hypothèque est antérieur aux contredits qui retardent la solution de l'ordre. Le calcul doit être fait en remontant à partir de ce point de départ ; depuis ce moment, et par conséquent pendant toute la durée des contestations, les intérêts courent de

plein droit comme accessoires de la créance. Depuis l'arrêt du 21 novembre 1809, rendu sur les conclusions de Merlin, après tant d'hésitations de la part du célèbre jurisconsulte, c'est un point qui ne fait plus de doute en jurisprudence.

IV. — Cependant il faut encore préciser cette date, antérieure aux contredits, et servant de démarcation entre les deux périodes. Ici les difficultés recommencent.

Un premier système a été soutenu par d'excellents esprits. D'après MM. Blondeau et Paul Pont, l'acte de production à l'ordre qui est une véritable demande en justice, justifie la perception ultérieure des intérêts sans limitation. Les deux années et l'année courante devraient donc être calculées à partir de cet acte pendant la période antérieure.

Ce système n'a pas été adopté par la jurisprudence, qui est remontée plus loin en arrière.

Un arrêt du 5 juillet 1827 (Ch. civ. MM. Henrion de Pansey, prés. — Chillaud de Larigaudie, rapp. — de Vatismesnil, av. gén.) avait fixé cette date à la dénonciation de la saisie.

Mais deux arrêts plus récents (Ch. civ. 30 juillet 1873, — MM. Devienne, prés. — Larombière, rapp. — Charrins, av. gén. — et Ch. des req. 6 mai 1878, dont nous publions plus haut le texte) ont reporté ce point de départ à la date du jugement d'adjudication.

La jurisprudence est désormais fixée en ce sens.

« Ce n'est pas l'ordre dressé après l'adjudication, disait Merlin en 1809, mais l'adjudication elle-même qui rend chaque créancier inscrit propriétaire de la portion du prix correspondante à la créance pour laquelle il est colloqué. L'ordre ne lui donne rien : il ne fait que déterminer ce qui lui est dû. Il n'est point attributif de son droit, il en est seulement déclaratif. C'est donc au jour de l'adjudication que l'ordre se reporte ; il règle le rang des hypothèques au jour de l'adjudication et non pas au moment où il se fait... Bien certainement si le créancier inscrit était colloqué à l'instant même où l'adjudicataire, prenant la place du débiteur exproprié, devient son débiteur personnel, l'adjudicataire serait tenu, *ou de lui payer comptant son capital et les deux années d'intérêts échus avant l'adjudication*, ou de lui en faire valoir les intérêts jusqu'au paiement effectif. »

Et sur ces conclusions, dans une espèce inséparable de la nôtre, — le point de départ des intérêts dus comme accessoires du capital — l'arrêt de la chambre civile du 21 novembre 1809 décidait « que les intérêts dus *depuis l'adjudication* étaient dus à chaque créancier hypothécaire en même temps que le capital. »

C'est ce que répétait encore la chambre des requêtes le 2 avril 1833 : « Le créancier hypothécaire a droit de venir au même rang que pour son capital pour les intérêts échus depuis l'adjudication... comme accessoires légaux de la créance... en dehors de la limitation portée en l'article 2151. »

(MM. Zangiacomi, prés. — de Broë, rapp. — Nicod, av. gén.).

Dans ce système, qui fixe le point de démarcation entre les deux périodes au moment où par l'adjudication, l'hypothèque a obtenu tous ses effets et où le droit du créancier sur l'immeuble s'est changé en un droit sur le prix, tout est en parfaite harmonie.

Cette question délicate, dont la solution ne s'impose pas par un texte, a divisé les meilleurs esprits. Elle peut être regardée comme tranchée par les derniers arrêts des deux chambres civiles de la Cour de cassation.

ROBINET DE CLÉRY,
Avocat général à la Cour de cassation.

BIBLIOGRAPHIE.

PHILOSOPHIE DE LA SCIENCE POLITIQUE ET COMMENTAIRE
DE LA DÉCLARATION DES DROITS DE L'HOMME DE 1793,
par le professeur E. Accolas. Un vol. in-8°, Paris,
Marescq aîné, 1877.

C'est un spectacle utile parfois que de voir la confusion intellectuelle à laquelle conduit l'abandon de la vérité : ce chaos scientifique est lui-même l'image des effroyables convulsions matérielles qu'éprouvera inévitablement la société moderne, si elle persiste à s'éloigner de l'Eglise et si elle pousse jusqu'au bout l'application de ses erreurs.

M. Accolas qui est un matérialiste brutal, un révolutionnaire systématique, en même temps qu'un esprit vigoureux et très-personnel, nous donne un aperçu fort curieux de la confusion de doctrines où est tombée de nos jours la science impie.

Il veut bien élever le monument de la science politique telle

qu'il la conçoit, c'est-à-dire, *comme se rattachant à la physiologie humaine et comme un chapitre d'histoire naturelle*; mais il tient au moins autant à faire la place nette, et il combat avec une verve impitoyable la plupart des fausses théories sociales et politiques des écoles révolutionnaires, auxquelles il veut substituer le produit âpre et original de sa propre pensée.

La *souveraineté du peuple*, voilà l'idole contre laquelle il s'acharne dès la première page avec une logique irrésistible. Vraiment nous n'aurions rien à changer à la vigoureuse démonstration qu'on va lire :

« La souveraineté, rien que ce hochet ? Vraiment, l'homme m'amuse, quand il se l'attribue. Et, d'abord, ne renfermât-il que des fous à attacher, un peuple ne saurait se croire souverain à l'égard de la nature, car, de ce côté, il ne peut ni créer, ni détruire un fétu ; or, s'il n'est pas souverain à l'égard de la nature, comment pourra-t-il l'être à l'égard de lui-même, car apparemment un peuple fait partie de la nature, et, si d'ailleurs il l'était, j'imagine qu'on verrait ce qui ne s'est pas vu encore : tous les peuples seraient toujours vertueux et prospères, car il ne semble pas douteux que toujours ils voulussent l'être.

Mais j'entends, un peuple est souverain à l'égard des individus qui le composent, ces individus sont ses membres, il peut mesurer, comme il l'entend l'espace et le soleil à chacun, il peut en imposer vingt mille, si le salut de tous l'exige, et, en immolât-il vingt mille ou cent mille de plus, que je ne vois pas, pour mon compte, qui aurait le droit de réclamer.

Ce n'est pas tout ; le peuple, cet être unique et souverain, peut renfermer une foule de volontés différentes ; qui fera le triage entre ces différentes volontés ? qui marquera celle qui doit l'emporter. La majorité sans nul doute... La majorité, ah ! le beau conte bleu ! comme si jusqu'à présent les majorités nominales avaient été autre chose que des minorités effectives ; comme si de longtemps elles pouvaient être autre chose. Comme si la fortune, l'instruction, tout ce qui donne l'influence aux hommes n'était pas aux mains du petit nombre ! comme si, enfin, ce n'était pas le petit nombre qui forcément règne et gouverne !

Ainsi nous tenons le dernier mot des droits et de la souveraineté du peuple : QUELQUES-UNS, PAR UN MÉCANISME PLUS OU MOINS ADROITEMENT CONSTRUIT, MÈNENT TOUS LES AUTRES » (p. vi).

Ce rude logicien, qui rappelle Proudhon, fait encore bonne justice de cette dangereuse métaphore, prise au propre par tant d'esprits superficiels, que l'Etat est un organisme :

« Entre l'ordre humain, tel que je viens d'en tracer l'esquisse, et l'ordre divin, y a-t-il un moyen terme ? En dehors du système qui appuie la société sur le droit individuel et celui qui l'appuie sur Dieu, y a-t-il place pour un système intermédiaire ? Ou, sous une autre forme, entre le pouvoir laissé à l'individu sur lui-même et le pouvoir

remis aux représentants de Dieu sur la terre, entre le régime de la liberté pour chacun et la théocratie la plus complète et la plus pure est-il possible d'admettre une troisième conception ? Oui, si la société est un être réel. Non, si elle n'est qu'une abstraction, si elle n'est qu'une collection d'individus, et si mille millions d'individus réunis ne font pas plus au point de vue du droit, que mille millions d'individus séparés. » p. 96.

M. Accolas, qui ne voit dans les hommes que des combinaisons de la substance unique qui est matière, que des agrégats d'atomes, est évidemment dans la logique en se refusant à laisser remplacer par le mot d'humanité ou d'Etat le Dieu personnel et vivant que nie avec lui toute la fausse science moderne.

Ce travail de déblai est évidemment la partie la plus curieuse de ce volume, et M. Accolas a porté au socialisme, au libéralisme, à l'idée de l'humanité des coups droits qui portent et transpercent ces outres pleines de vent. Naturellement, il est bien plus faible, quand il veut édifier à son tour un système. Cependant, il faut louer ici la large conception qu'il a du contenu de la science politique.

La science, dit-il avec raison, est une et continue. Il n'y a, à proprement parler, qu'une seule science. Partant de ce point de vue très-juste, il montre que la morale, l'économie politique et le droit forment un tout scientifique coordonné selon l'ordre de cette énumération. Distinguer le point de vue moral et le point de vue économique est une profonde erreur. Le droit, à son tour, n'est qu'un misérable empirisme s'il ne s'appuie pas sur les vérités de la morale et de l'économie politique.

Cette large et vigoureuse compréhension des rapports des différentes branches de la science et de leur synthèse, contraste avec les pauvretés intellectuelles de notre temps et nous devons la retenir pour notre compte. Car c'est précisément là la conception catholique de l'ordre social et comme ce que M. Accolas essaye de lui substituer ne signifie rien, ne comptera pas plus qu'un fétu dans le choc des idées et des doctrines, c'est au fond la vérité qui profitera des saillies de bon sens et des pénétrantes critiques de cet étrange esprit.

L'autonomie de la personne humaine, voilà la révélation que M. Accolas tire de sa propre pensée et de la grande tradition révolutionnaire de 1793. Comment peut-il édifier sur la base matérialiste et évolutionniste qu'il adopte les idées de liberté, d'égalité et

d'amour fraternel ? Comment se dérobe-t-il sur la question de la propriété et de l'intérêt des capitaux à ses prémisses socialistes ? Ce sont des mystères d'inconséquence que nous ne nous chargerons pas d'éclaircir. M. Accolas semble, du reste, avoir conscience de son défaut de logique, car dans de nombreuses notes, il entre en discussion avec ses amis de la société d'anthropologie, qui eux vont droit au bout de leurs idées, ne s'embarrassent pas des *devoirs de morale vis-à-vis des animaux*, et n'hésitent pas à affirmer le droit des espèces humaines supérieures à détruire les inférieures.

M. Accolas témoigne à plusieurs reprises de sa sympathie pour Proudhon, et effectivement entre ces deux esprits vigoureux, mais dévoyés, il y a plus d'une analogie. Comme l'œuvre de l'auteur fameux des *Contradictions économiques*, l'ouvrage de M. Accolas est un symptôme de la vive répulsion qui existera toujours parmi les révolutionnaires les tout premiers, contre le communisme et le despotisme des majorités qui ne reconnaissent aucune loi supérieure à l'humanité. A ce despotisme, ils n'ont à leur tour à opposer que des appels insensés à la souveraineté de l'individu, à l'ANARCHIE, où *chacun est à soi-même son pape et son empereur*, c'est-à-dire en dernière analyse à la vie des bois. Il arrive une fois à notre professeur radical de le dire en propres termes.

C. J.

LA KABYLIE ET LE PEUPLE KABYLE, par le R. P. DUGAS.
1 vol. in-12. — Paris, Lecoffre, 1877.

Au centre de l'Algérie s'élève un massif montagneux aux cimes escarpées : là habite un peuple sobre, laborieux, attaché à ses rochers et à ses vieilles coutumes. C'est la Kabylie, ce sont les Kabyles. Ni les Romains, ni les Arabes n'avaient pu soumettre complètement cette race belliqueuse ; cet honneur était réservé à la France. Une forteresse française domine aujourd'hui le Jurjura dompté pour longtemps.

L'intéressant volume du R. P. Dugas nous initie aux luttes de ce vaillant petit peuple pour défendre sa nationalité, sans cesse menacée par de puissants voisins ; nous entrons avec lui dans les villages kabyles, suspendus aux flancs des montagnes ou perchés sur d'étroites crêtes.

Il n'y faut pas chercher de gouvernement central ou d'unité politique ; la Kabylie possède un régime communal à déconcerter nos décentralisateurs les plus hardis : chaque village y forme un petit Etat ne relevant de personne, ayant ses lois régies par la coutume, appliquées par la *Djemâ* ou assemblée de tous les citoyens. Un faible lien fédératif rattache quelquefois un certain nombre de villages entre eux pour les grouper en tribus. Leur état social est plus avancé que celui des Arabes : en général, la femme y est plus respectée, la polygamie interdite et la famille plus stable.

L'administration française, assez sage pour éviter des innovations fâcheuses, s'est bornée, depuis 1857, à quelques réformes nécessaires dans l'exercice de la justice pénale, souvent barbare, et dans le mode de perception de l'impôt. Des routes ont été percées, la Kabylie mise en communication avec le reste de l'Algérie, et, bien-fait plus inestimable, l'action des missionnaires n'y a pas été entravée comme dans le reste de notre colonie.

Quelques chapitres sur l'œuvre de ces missionnaires et leurs espérances pour l'avenir terminent cette promenade à travers la Kabylie et ses institutions, que beaucoup de lecteurs, nous n'en doutons pas, tiendront à entreprendre en compagnie du R. P. Dugas, « ce témoin qui raconte fidèlement ce qu'il sait et ce qu'il a vu. »

H. de G.

Le gérant, J. BARATIER.

TABLE DES MATIÈRES

- Législation et Jurisprudence concernant les instituteurs communaux, par M. Théod. Auzias, p. 3.
- La Situation légale du Christianisme pendant les trois premiers siècles — suite et fin, — par M. G.-M. Tourret, p. 22.
- Etudes sur le socialisme. — Conférences du P. Félix. — 3^e article, par M. J. Clément, p. 33, 324.
- Consultation sur la situation légale des instituteurs congréganistes, par MM. Lucien Brun, Depeyre, etc., p. 45.
- De la propriété des églises et des presbytères — suite, — par M. Daniel Touzaud, p. 72, 174, 256.
- L'Indemnité du clergé et le Budget des cultes, par M. Arnaud Nicolay, p. 86.
- Immunités des biens d'église et du clergé sous les empereurs romains — suite et fin, — par M. Mury, p. 97.
- Revue de Jurisprudence. — Jurisprudence civile — suite, — par M. J. Bourgeois, p. 116, 414.
- Question de droit. — Un journaliste peut-il être contraint d'insérer une réponse blasphématoire, par M. Gustave Théry, p. 128.
- Le régime législatif de l'Algérie, par M. Robinet de Cléry, p. 145, 236.
- Question relative aux Ecoles primaires. — I. Nomination. — Mutation. — Traité avec les communes. — La Rédaction, p. 167. — II. Note sur la compétence, par M. Th. Auzias, p. 171. — III. Ecole libre, tenant lieu d'école publique, p. 173.
- Opposition à Mariage *in extremis*, par M. le vicomte M. de Lestrade, p. 185.
- L'Opinion, par M. Conseyroux, p. 190.
- Note sur l'article 199 du Code pénal, par M. Th. Auzias, p. 201.
- De la propriété. — Modes d'acquisition et de transmission, par M. Lucien Brun, p. 217, 289.
- De l'inamovibilité des magistrats, par M. A. Marchal, p. 266.
- Le Conseil municipal de Lyon et les Ecoles congréganistes de cette ville, par un jurisconsulte de Lyon, p. 278.
- Note sur la législation relative aux instituteurs, par M. Th. Auzias, p. 310.
- Fruits de l'éducation laïque, par M. Zacharie Montgomery, p. 313.
- Transformation d'une école congréganiste en école laïque, au moyen de la fusion de deux écoles (catholique et protestante) en une école mixte, par M. Boyer de Bouillane, p. 322.
- De la liberté politique, par M. J.-B. Crozat, p. 338.
- Des principes et des sources de la Législation ecclésiastique. — Discours prononcé à l'ouverture des cours de droit-canon à la Faculté libre de Toulouse, par le P. Desjardins, p. 361.
- Enseignement primaire. — Résumé doctrinal et pratique de divers points de Législation et de Jurisprudence, par M. Henri Gonnet (de Bourges), p. 381.
- Les Lettres monitoires et leur emploi dans le diocèse de Vienne, d'après des documents originaux, par M. Paul d'Albigny, p. 386.

- L'idée religieuse dans les actes publics, par M. Amédée Trouillard, p. 395.
 Bulletin des Universités catholiques, 1^{re} art., Paris-Lyon, par M. Joseph Clément, p. 401.
 De l'émancipation et de la condition des mineurs émancipés dans l'ancienne France, par M. Francis Cambuzat, p. 407.
 Note sur le budget des cultes, par M. Gustave Théry, p. 412.

BIBLIOGRAPHIE.

- Essai historique et critique sur la législation des sociétés commerciales en France et à l'étranger, par M. Lescœur, p. 61; par M. Cauvière.
 Les grands faits économiques et sociaux, par M. Toussaint Loua, p. 71; par M. C. J.
 Histoire de la charité à Rome, par Léon Lallemand, p. 205; par M. R. de C.
 Les droits de Dieu et les idées modernes, par M. l'abbé François Chesnel, p. 208; par M. J. R. M.
 De la constitution et des magistratures romaines sous la république, par Albert Dupont, p. 214; par M. Jules C.
 Le génie philosophique et littéraire de saint Augustin en face du réalisme contemporain, par MM. A. Théry, p. 216.
 Eléments de droit civil russe, par M. Ernest Lehr, p. 287.
 Annuaire de l'économie sociale, publié par la société d'Economie sociale, t. 3^e (1877-1878), p. 353; par M. N.
 Du rôle social et des idées chrétiennes, par M. Paul Ribot, t. 1^{re}, p. 356, par M. C. J.
 Des causes de la décadence de la propriété féodale en France et en Angleterre, par Sumner-Maine, p. 360.
 Philosophie de la science politique et commentaire de la déclaration des droits de l'homme de 1793, par le professeur Accolas, p. 423; par M. C. J.
 La Kabylie et le peuple kabyle, par le R. P. Dugas, p. 428; par H. de G.

JURISPRUDENCE.

Cour de Cassation.

- Chambre des Requêtes. — Impôt sur les sucres, 15 avril 1878, p. 55.
 — Legs universel. — Caducité partielle. — Autorisation, 8 mai 1878, p. 57.
 — Garantie. — Transport, 20 mai 1878, p. 58.
 — Faillite. — Dessaisissement du failli, 21 mai 1878, p. 139.
 — Trésoriers-payeurs généraux. — Fondés de pouvoirs. — Brevets d'invention, 24 mai 1878, p. 140.
 — Société anonyme. — Statuts. — moyen nouveau, 7 mai 1878, p. 283.
 — Intérêts. Collocation hypothécaire, 6 mai 1878, p. 420.

Chambre criminelle. — Chambre des mises en accusation. — Gendarmes. — Usage de leurs armes. 1^{er} août 1878, p. 418.

TABLE DES NOMS D'AUTEURS.

- Paul d'Albigny, p. 386.
 Théodore Auzias, ancien bâtonnier, avocat à la Cour d'appel de Grenoble, p. 3, 171, 201, 310.
 Boyer de Bouillane, substitut à Valence, p. 322.
 Lucien Brun, Depeyre, Tailhand, Théry, Delepouve, p. 45.
 Lucien Brun, sénateur, p. 217, 289.
 J. Bourgeois, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Chambéry, p. 116, 414.
 Francis Cambuzat, docteur en droit, substitut à Sedan, p. 407.
 Joseph Clément, p. 33, 324, 401.
 Jules Cauvière, p. 61.
 P. Cousseyroux, avocat à la Cour d'appel de Limoges, p. 190.
 P. Desjardins, professeur de droit-canon à la Faculté libre de droit de Toulouse, p. 361.
 Henri Gonnet, avoué à Bourges, p. 381.
 Claudio Jannet, p. 71, 356, 423.
 Vicomte de Lestrade, avocat à Périgueux, p. 185.
 Hon. Zacharie Montgomery, membre du barreau de San Francisco, Bompard, traducteur, p. 313.
 A. Marchal, p. 266.
 Ch. Mury, docteur en droit, juge suppléant, à Belfort, p. 97.
 Fernand Nicolay, avocat à la Cour d'appel de Paris, p. 86.
 Robinet de Cléry, avocat général à la Cour de cassation, p. 55, 139, 145, 236, 283, 418.
 Gustave Théry, avocat au barreau de Lille, p. 128, 412.
 G.-M. Tourret, p. 22.
 Daniel Touzaud, professeur à la Faculté libre de Toulouse, p. 73, 174, 256.
 Amédée Trouillard, avocat, ancien bâtonnier (Niort), p. 395.

TABLE GÉNÉRALE

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LES SEPT PREMIERS VOLUMES

(1873 - 1876).

(Les chiffres romains indiquent le volume, et les chiffres arabes la page.)

S. S. PIE IX. — Bref à la Rédaction. — I : 1.

M^{sr} PAULINIER, *évêque de Grenoble*. — Lettre à la Rédaction. — I : 49.

M^{sr} MERMILLOD, *évêque d'Hébron et vicaire apostolique de Genève*. — Lettre à la Rédaction. — IV : 3.

NICOLET (VICTOR), *secrétaire de la Rédaction*. — A nos lecteurs. — I : 1 — II : 1.

Préface de la 4^e année. — VI : 3.

I. — Philosophie du droit. — Droit naturel et droit des gens.

AUZIAS (THÉODOSE). — Du vrai fondement des Institutions et du Droit. — I : 12, 57 et 433. — II : 17. — III : 284. — IV : 368. — V : 257.

BRÉDA (COMTE DE). — Considérations sur les lois. — VI : 261 et 325. — VII : 84.

BRUN (LUCIEN). — La philosophie du droit, le droit naturel et le droit des gens. (Conférences à la Faculté catholique de Lyon.) — VII : 51, 129 et 193.

- CHAULNES (V^{te} GABRIEL DE). — Lettres sur les réformes sociales. — I : 38 et 86.
- COMIN (BIENVENIDO). — Le Christianisme et la Science du droit dans ses rapports avec la civilisation. — VII : 274.
- CROZAT (L'ABBÉ). — De la Révolution dans la loi, ou du retour légal de la barbarie. — III : 180 et 244.
— De la notion de la civilisation par rapport à la loi. — IV : 193 et 298.
- DEFOURNY (L'ABBÉ). — De l'importance du droit pontifical pour les réformes sociales et notamment pour le rétablissement du droit des gens. — I : 193 et 213.
— Le réveil des principes du droit des gens en Allemagne. — I : 424.
- KERNAERET (M^{sr} JUDE DE). — Une question de droit des gens : Que faut-il pour légitimer une déclaration de guerre dans la condition actuelle des armées permanentes sur le continent européen ? — VII : 238.

II. — Droit canonique et ecclésiastique.

- JANNET (CLAUDIO). — La liberté de la prédication chrétienne. — III : 261.
- KERNAERET (M^{sr} JUDE DE). — Le Libéralisme. — III : 197.
- MARQUIGNY (LE R. P.). — L'enseignement du *Syllabus* par rapport à la Presse. (Rapport au Congrès catholique de 1875.) — IV : 348.
- NICOLET (VICTOR). — De l'étude du droit canonique. — IV : 306.
- NICORA, *prêtre milanais*. — Observations sur l'intervention du clergé dans la politique. — III : 315. — IV : 52, 122 et 249.
- Les Congrès catholiques. (Extrait de la *Civiltà cattolica*.) — III : 261.

III. — Droit constitutionnel.

ARSAC (HENRI). — Considérations sur la Presse. — V : 10.

CROZAT (L'ABBÉ). — Le Suffrage universel : lois auxquelles doit être soumise son universalité. — II : 133.

DEFOURNY (L'ABBÉ). — De l'importance du droit pontifical et des anciennes coutumes pour les réformes sociales, et notamment pour la réforme du droit électoral. — I : 353 et 601.

E. F. H. B. — Le suffrage universel et la Révolution. — II : 146 et 349. — III : 49.

Le suffrage universel : exposition de divers systèmes. — II : 143, 205 et 267.

Le suffrage universel jugé par Pie IX. — III : 64.

IV. — Droit romain.

PERIER (FRÉDÉRIC). — Le suffrage universel à Rome. — II : 155.

SELOSSE (LOUIS). — Du régime des mines dans la législation romaine. — VII : 321.

TERRAT (BARTHÉLEMY). — Du Colonat en droit romain. — II : 241.

V. — Droit civil.

AUZIAS. — Biens des Facultés et Universités libres. — VI : 74.

BERNON (J.-A. DE). — L'article 67 du Code civil italien. — VII : 257.

BOYER DE BOUILLANE (PAUL). — Revue de jurisprudence. — Italie ; mariage religieux ; effets civils ; recherche de la paternité. — VII : 246.

- DAUM (AUGUSTE). — Etude sur le douaire. — V : 39, 73 et 166.
- DELACHENAL (EUGÈNE). — Promulgation des lois et décrets. — VII : 240.
- GAIRAL (ANDRÉ). — Le mariage civil et le mariage religieux. — IV : 129. — V : 129.
- GIGNOUX. — Revue de jurisprudence. — Promesse de mariage ; préjudice matériel et moral ; restitution des cadeaux de nocés. — VII : 314.
- JACQUIER (CHARLES). — De la recherche de la paternité : vices et dangers de la législation française actuelle. — II : 69, 182 et 319.
- LAURENS. — De la condition de l'époux survivant au point de vue successoral. — I : 325.
- Appréciation critique de l'article 340 du Code civil. — I : 568.
- PERIER (FRÉDÉRIC). — Réflexions sur l'article 1832 du Code civil. — I : 32.
- Legs en faveur d'un établissement charitable n'ayant pas encore d'existence légale. — II : 44.
- Peut-on valablement stipuler dans une société civile que le gérant sera seul responsable *ultra vires* des engagements pris par la société ? — VI : 30.
- PERIER (ENNEMOND). — Revue judiciaire. — I : 44, 98, 150, 241, 267 et 320.
- Notes sur la question du mariage civil et du mariage religieux. — II : 337. — VI : 83.
- PONCIN (JOSEPH). — Des origines de la communauté légale entre époux. — III : 336. — IV : 86.
- Lois.* — 10 décembre 1874 (hypothèque maritime). — V : 374.
- 16 décembre 1874 (situation des individus nés en France d'étrangers qui eux-mêmes y sont nés). — V : 379.
- 21 juin 1875 (enregistrement). — VI : 62.

Jurisprudence. — Responsabilité des communes pour dommages causés à des immeubles possédés par une congrégation religieuse non autorisée. (Aix, 2 mars 1874.) — II : 316.

— Etat civil; rectification; ministère public. (Amiens, 18 août 1874.) — III : 386.

— Caractère au point de vue des droits d'enregistrement de la délibération prise par le conseil d'administration d'un hospice au sujet d'un don manuel. (Cassation, 19 mars 1874.) — IV : 63.

— Rapport en moins prenant; tempérament apporté à la règle du partage égal quant à la nature des biens. (Grenoble, 23 janvier 1875.) — IV : 187.

— Promesse de mariage; séduction; dommages-intérêts; voies de fait; acquittement; détention préventive; réparation. (Aix, 21 mai 1874.) — IV : 246.

— Reconnaissance d'un enfant naturel décédé. (Lyon, 26 février 1875.) — IV : 315.

— Société civile de religieuses; droit de transmission lors du décès d'une associée. (Tr. de la Seine, 13 mars 1875.) — V : 251.

— Ecoles communales; frères de la doctrine chrétienne; expulsion; indemnité. (Cassation, 9 novembre 1874.) — VI : 321.

— Insurrection du 4 septembre 1870; dommages à la maison de la C^{ie} de Jésus; responsabilité de la ville de Lyon. (Trib. de Lyon, 24 février 1875.) — VII : 122.

VI. — Législation criminelle.

BOYER DE BOUILLANE (PAUL). — Une loi répressive du duel est-elle nécessaire? — I : 184.

BOYS (ALBERT DU). — Histoire du Droit criminel de la France depuis le xvi^e jusqu'au xix^e siècle, comparée avec celui de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Angleterre. (Préface.) — II : 56.

CHEYSSON. — Notes sommaires sur les réformes à introduire dans notre législation en matière de séduction. — III : 145 et 214.

PERIER (ENNEMOND). — Revue judiciaire. — I : 96, 104, 204 et 483.

ROBINET DE CLÉRY. — Les lois de la presse. — VI : 65.
— Revue de jurisprudence. — Le vol et ses conditions essentielles. — VII : 147.

ROUAST (JOANNÈS). — La loi sur l'ivresse. — IV : 217 et 282.

Lois. — 23 janvier 1873 (ivresse publique). — I : 208.

— 7 décembre 1874 (protection des enfants employés dans les professions ambulantes). — VI : 192.

— 5 juin 1875 (régime des prisons départementales). — V : 381.

— 29 décembre 1875 (presse). — VI : 194.

Jurisprudence. — Vie privée ; pèlerinage ; désignation individuelle. (Cassation, 28 février 1874.) — II : 397.

— Ouverture d'école libre. (Cassation, 20 mars 1874, et Grenoble, 29 décembre 1870.) — III : 66.

— Outrage envers un ministre du culte. (Cassation, 4 avril 1874. — III : 194.

VII. — Droit public et administratif.

AUZIAS. — Les diocèses ont-ils la capacité civile ? — V : 175.

— Les quatre articles de 1682 ont-ils force de loi ? — VI : 341.

— Obligations des communes concernant le traitement des instituteurs congréganistes et laïques. — VII : 166.

BRESSOLES (GUSTAVE). — Consultation sur les sépultures solidaires. — I : 134.

- CABRIÈRES (M^{re} DE). — Lettre pastorale. (Extrait relatif aux cimetières et aux processions.) — VII : 189.
- CANCINO (ANTOINE). — Consultation légale sur la défense des processions religieuses faite par le gouvernement italien. — VII : 388.
- COSTE. — Du ministère des huissiers : réformes nécessaires. — VII : 118.
- ÉVERAT. — L'expropriation pour cause d'utilité publique. — VII : 21.
- GAIRAL (ANDRÉ). — La sépulture catholique et la loi civile. — I : 225, 299, 362, 402, 495 et 642. — II : 112 et 162. — III : 113 et 223.
- LAMACHE. — Personnalité civile du diocèse. — V : 93.
- LAPIERRE (HENRI). — Des enquêtes parlementaires envisagées au point de vue légal. — VII : 370.
- MEYNIER ET AUTRES AVOCATS DE MARSEILLE. — Consultation sur une question relative à la séparation des lieux de sépulture dans les cimetières — VII : 373.
- PERIER (ENNEMOND). — La suppression des conseils de préfecture serait-elle utile? — III : 360. — Revue judiciaire. — I : 262, 317 et 486.
- PRIEUR (ALBERT). — De la suppression du budget de l'aumônerie militaire. — VII : 356.
- THÉRY (GUSTAVE). — Des enterrements civils : à qui appartient le droit de régler ce qui concerne les funérailles d'un défunt. — VII : 263.
- Note sur la loi des associations. — II : 195.
- Refus de sépulture ecclésiastique : Henriette Brown et la fabrique de Montréal (Canada). — V : 25, 111 et 184.
- Loi du 23 décembre 1874 (protection des enfants du premier âge). — VI : 56.
- Jurisprudence.* — Presbytère; alignement; maire; responsabilité personnelle. (Trib. de Vassy, 13 décembre 1873.) — III : 257.

- Interdiction des sépultures, compétence. (Trib. des Conflits, 7 mars 1874.) V : 63.
 - Personnalité civile des diocèses. (Conseil d'Etat, 13 mai 1874.) III : 85.
 - Cimetière communal ; autorisation d'inhumer. (Cassation, 19 juin 1874.) — V : 254.
 - Edifices religieux ; secours pour réparation et constructions ; direction des travaux ; fabrique ou commune. (Décision ministérielle, 11 juillet 1874.) — III : 296.
 - Fabrique ; réparations à l'église ; autorisation du ministre des cultes ; opposition du conseil municipal ; finances communales non engagées. (Conseil d'Etat, 17 juillet 1874.) — VI : 323.
 - Cercles catholiques d'ouvriers ; taxe sur les cercles. (Conseil d'Etat, 7 août 1875.) — V : 127.
 - Repos du dimanche ; compagnies de chemins de fer. (Circulaire ministérielle, 15 janvier 1876.) — VI : 169.
-

VIII. — Travaux législatifs.

- PERIER (ENNEMOND). — Revue des travaux de l'Assemblée nationale. — I : 542, 589 et 655. — II : 59 et 119. — III : 157. — VI : 251.
- Réflexions sur les lois projetées : électorale, municipale, de la presse, etc. — II : 80.
-

IX. — Politique et diplomatie.

- BERNARDI (GUSTAVE DE). — La Révolution. — I : 157, 243, 269, 345, 410, 471, 489, 577 et 629. — II : 84 et 248.
- TESTA (BARON DE). — Question d'Orient : décadence de la Turquie. — V : 83.
- La Turquie. — III : 177.

URQUHART. — Ce qu'il faut pour former un homme d'état
— I : 334.

— Une question de droit maritime. — I : 622.

Les vrais conservateurs. — IV : 50.

La Providence de Dieu et nos espérances. (Extrait de la
Civiltà cattolica.) — IV : 168.

Une question de droit des gens. — V : 61.

X. — Education et enseignement.

ARSAC (HENRI). — La collation des grades. — VI : 310.

BOYS (ALBERT DU). — Des Facultés de droit et des Universités de France dans le moyen âge et de nos jours.
— VI : 9.

BRESSON. — Consultation relative aux conditions d'admission dans les écoles primaires. — VII : 370.

CARTUYVELS (M^{sr}). — Origine et organisation de l'Université de Louvain. (Rapport au Congrès catholique de Poitiers.) — V : 239 et 270.

EVERAT. — Examen sommaire de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur. — V : 321.

FREPPEL (M^{sr}). — Extrait de son discours à l'inauguration de la Faculté catholique d'Angers. — VI : 118.

GONNET (AIMÉ). — Bulletin des nouvelles Universités catholiques. — VII : 280 et 365.

JACQUIER (CHARLES). — L'enseignement du droit et les Universités catholiques. — IV : 27. — V : 295.

— La collation des grades et la liberté de l'enseignement supérieur. — VI : 374.

JANNET (CLAUDIO), — La question de l'école et l'enseignement supérieur aux Etats-Unis. — IV : 257.

KERNAERET (M^{sr} JUDE DE). — Du rôle de l'Eglise dans l'enseignement public : le passé et l'avenir. — IV : 104. — V : 3.

- LA BONNARDIÈRE (Dr). — Les Universités anciennes : origine de l'Université de Grenoble. — III : 325 et 388. — IV : 41 et 76.
- De l'organisation de l'enseignement médical et du recrutement du corps médical enseignant dans les Universités catholiques. — V : 334.
- Introduction à l'enseignement de la médecine dans les Universités catholiques : études sur les institutions médicales des principaux peuples. — VI : 19, 88 et 294. — VII : 44, 101, 297 et 341.
- LETOCART. — Du retour aux vieilles études. — V : 231. — VI : 123 et 222. — VII : 26.
- Du retour à la synthèse. — VI : 152.
- ' NICOLET (VICTOR). — De l'Etat enseignant. — I : 138 et 285.
- Les Universités et les Facultés catholiques. — V : 363.
- PERIER (ENNEMOND). — Un mot sur la loi relative à la liberté de l'enseignement supérieur. — V : 236.
- SAINT-MARTIN (E. DE). — La question de l'enseignement au congrès des comités catholiques. — III : 25 et 69.
- Réflexion sur un arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique. — VI : 54.
- SAMBIN (LE R. P.). — De l'importance des nouvelles facultés de droit au point de vue catholique. (Rapport au congrès catholique de Poitiers.) — V : 248.
- La question de l'enseignement au congrès des comités catholiques de 1875. — IV : 363.
- Situation des Universités et Facultés catholiques. — VI : 6, 128 et 248.
- Loi du 12 juillet 1875 (enseignement supérieur). — V : 313.

XI. — Economie sociale.

BRESSOLES (GUSTAVE). — L'œuvre des comités catholiques dans ses rapports avec les questions de législation et d'organisation sociale. — II : 267.

CAUVIN (PAUL). — L'organisation de la famille, d'après M. Le Play. — V : 65.

FLATTET (ALBIN). — Réorganisation des caisses d'épargne en France. — IV : 173 et 201.

— Considérations sur les caisses d'épargne scolaires et les penny-banks. — VI : 157.

GUÉRIN (PAUL). — La franc-maçonnerie s'occupe-t-elle de religion et de politique? — VII : 288.

JANNET (CLAUDIO). — Les sociétés secrètes et leur action dans l'histoire contemporaine. — VII : 65 et 217.

LIECHTENSTEIN (PRINCE LOUIS DE). — Discours sur la question sociale, prononcé à Vienne, le 18 mai 1875, à l'assemblée catholique et patriotique de la Basse-Autriche. — V : 193.

NICOLET (VICTOR). — Le Congrès des comités catholiques à Paris (1875). — IV : 321.

PERIER (ENNEMOND), — L'internationale. — I : 124.

— La société internationale des études pratiques d'économie sociale : compte rendu des séances des 12 et 26 mars 1876. — VII : 186.

RAVELET (ARMAND). — Cause sociale de la folie paralytique. — IV : 296.

ROUX (XAVIER). — Le Socialisme. — II : 30. — III : 17.

SÉVIN (MICHEL). — Examen critique de la Réforme sociale. — III : 208 et 279.

Un Ingénieur des ponts et chaussées. — Nécessité de l'accord entre la législation civile et le décalogue. — V : 305 et 357.

Expansion colonisatrice de la France. — III : 133.

La question de la presse au congrès des comités catholiques à Paris (1875). — IV : 347.

1. — *Ethnographie.*

JANNET (CLAUDIO). — De la République aux Etats-Unis. — II : 215, 290 et 369. — III : 89 et 345. — IV : 144.

— La Constitution anglaise. — VI : 171 et 202.

— La civilisation et la protection des races inférieures au Canada. — VII : 39.

2. — *Diminution de la population.*

JANNET (CLAUDIO). — La diminution de la population et la décadence nationale. — I : 167, 377, 443 et 519.

MOUNIER (LOUIS). — Le principe de population : réfutation du Malthusianisme. — I : 545. — II : 7, 104, 171 et 275. — III : 162, 299 et 372. — IV : 65 et 227. — V : 47. — VI : 104.

Rapport sur les causes de la dépopulation de la France au congrès des comités catholiques à Paris (1875). — IV : 337.

3. — *Liberté testamentaire.*

GAILHARD (HYACINTHE DE). — Notes sur notre régime des successions. — I : 68.

LE PLAY. — Le Testament. — I : 399.

MOREAU (CHEVALIER DE), *d'Andoy (Belgique)*. — Une conversation sur la liberté testamentaire. — I : 504.

TROUILLARD (AMÉDÉE). — La liberté testamentaire. — VI : 227 et 360.

4. — *Questions ouvrières.*

CHAULNES (V^{te} GABRIEL DE). — Etudes d'économie sociale : la femme de l'ouvrier. — II : 100; — la fille de l'ouvrier. — II : 192.

— L'université des classes laborieuses. — II : 264.

- Organisation chrétienne de l'usine : résumé du rapport lu au Congrès de Nantes par M. Harmel. — III : 34.
- GERMINY (COMTE DE). — La question des corporations ouvrières : rapport au Congrès des œuvres ouvrières à Reims (1875). — VI : 43.
- KERNAERET (M^{sr} JUDE DE). — La corporation des ouvriers chrétiens. — VI : 80.
- LETOCART. — Les corporations ouvrières et la loi du travail. — IV : 277.
- MARQUIGNY (LE R. P.) — La question des corporations ouvrières : rapport au Congrès des œuvres ouvrières à Reims (1875). — V : 347.
- MICHEL (JULES). — De la condition actuelle des ouvriers dans les grandes industries. — VI : 129 et 277. — VII : 3.
- MUN (COMTE ALBERT DE). — Les corporations ouvrières. (Extrait du discours prononcé au Havre le 15 janvier 1876.) — VI : 242.
- La question ouvrière au Congrès des comités catholiques à Paris (1875). — IV : 326.

5. — *Repos du Dimanche.*

- MATHIEU. — Le Repos du dimanche au Canada. — IV : 215.
- Un Officier supérieur, ancien député.* — Du repos et de la sanctification du dimanche au point de vue social. — I : 24, 79 et 105.
- Un Ingénieur des ponts et chaussées.* — Le repos du dimanche et les compagnies de chemin de fer. — IV : 7.

XII. — Histoire.

- KERNAERET (M^{sr} JUDE DE). — La Restauration. — I : 611. — II : 197.
- SAINT (GEORGES DU). — Le ministère public. — V : 114, 151, 219 et 278. — VI : 33, 212 et 349.

XIII. — Biographie.

KERNAERET (M^{sr} JUDE DE). — Garcia Moreno. — VI : 197.

XIV. — Variétés.

CHAULNES (V^{te} GABRIEL DE). — Les conférences aux Cercles catholiques d'ouvriers. — I : 618.

XV. — Bibliographie.

BOYER DE BOUILLANE (PAUL). — Les Institutions sociales et le Droit civil à Sparte, par *Claudio Jannet*. — I : 653.

— Histoire du Droit criminel de la France, depuis le xvi^e jusqu'au xix^e siècle, comparé avec celui de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Angleterre, par *Albert du Boys*. III : 189.

CHAULNES (V^{te} GABRIEL DE). — Œuvres de M^{sr} l'Evêque de Poitiers. — III : 382.

DEFOURNY (L'ABBÉ). — La politique prussienne et le catholicisme en Allemagne : considérations sur la dernière guerre franco-allemande, par un Catholique allemand. — I : 424.

GIRAUD (JULES). — L'appel d'un protestant au Pape ; — le Rétablissement du droit canon ; — la Désolation de la chrétienté, par *D. Urquhart*. — I : 478.

JACQUIER (CHARLES). — De la juridiction française dans les Echelles du Levant : notes et documents, par *Genton*. — I : 429.

JANNET (CLAUDIO). — La loi de Dieu et les règlements sociaux, par le *Comte de Bréda* ; — M. Le Play, la Ré-

forme sociale, l'Union de la paix sociale, par *Emm. de Curzon* ; — Lettre à M. Le Play, par *lord Montagu*. — I : 309.

MAGNIN (MARIUS). — Les lois positives contre le suicide, par *Onofrio*. — IV : 110.

NICOLET (VICTOR). — Les Familles et la Société en France avant la Révolution, d'après des documents originaux, par *Charles de Ribbe*. — I : 314.

— Le Testament selon la pratique des familles stables et prospères, par *A. de Moreau, d'Andoy*. — II : 52.

— Des preuves et de la recherche de la paternité naturelle, par *Charles Jacquier*. — III : 129.

— Le Mouvement communal et municipal au moyen âge, par *E. Demolins*. — V : 123.

PERIER (ENNEMOND). — Le Mariage chrétien et le Code Napoléon, par le *R. P. Daniel*. — I : 312.

— Les grands jurisconsultes, par *Rodière*. — II : 366. — III : 47.

— L'art de bâtir chez les Romains, par *Auguste Choisy*. — II : 368.

— Les lois de persécution en Prusse, par *Xavier Roux*. — III : 130.

— Le droit public romain, depuis l'origine de Rome jusqu'à Constantin-le-Grand, ou les antiquités romaines envisagées au point de vue des institutions politiques, par *Willems*. — IV : 318.

— Le Socialisme et la Commune étudiés au point de vue du droit et de l'économie politique, par *Louis Arnault*. — IV : 319.

— Du droit de tester, par le *Comte Ernest de Cornulier-Lucinière*. — IV : 382.

— De l'inaliénabilité de la dot mobilière et immobilière en droit romain et en droit français, par *Sincholle*. — V : 255.

— Les Utopies et les Réalités de la question sociale, par *Xavier Roux*. VII : 117.

16 TABLE GÉNÉRALE DES SEPT PREMIERS VOLUMES.

- Le point de mire de la Révolution ou défense de la liberté de l'enseignement chrétien à tous ses degrés, par le *R. P. Vadon*. — VII : 255.
- PERIER (FRÉDÉRIC). — Les lois de la Société chrétienne, par *Charles Périn*. — IV : 189 et 237.
- ROUAST (JOANNÈS). — Le droit en matière de sépulture, par *Léon Roux*. — V : 162.
- SEVIN (MICHEL). — Histoire de la Réserve héréditaire, par *Gustave Boissonnade*. — II : 361.
- La Providence et les Châtiments de la France : études de philosophie religieuse sur le temps présent, par le *R. P. Toulemont*. — II : 54.
- Etudes pratiques sur la question d'Orient : réformes et capitulations, par le *Baron de Testa*. — III : 322.
- Les Etats-Unis contemporains ou les mœurs, les institutions et les idées depuis la guerre de la sécession, par *Claudio Jannet*. — VII : 159.

F. P. Vadon
11/4/11.

